



HAL
open science

L'Incident du 28 février 1947, dernière bataille de la guerre sino-japonaise ? : legs colonial, sortie de guerre et violence politique à Taiwan

Victor Louzon Louzon-Benrekassa

► To cite this version:

Victor Louzon Louzon-Benrekassa. L'Incident du 28 février 1947, dernière bataille de la guerre sino-japonaise ? : legs colonial, sortie de guerre et violence politique à Taiwan. Histoire. Institut d'études politiques de paris - Sciences Po, 2016. Français. NNT : 2016IEPP0030 . tel-03466684

HAL Id: tel-03466684

<https://theses.hal.science/tel-03466684>

Submitted on 6 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Institut d'études politiques de Paris
ECOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO
Programme doctoral histoire
Centre d'histoire de Sciences Po
Doctorat en histoire

**L'Incident du 28 février 1947,
dernière bataille de la guerre sino-japonaise ?**

Legs colonial, sortie de guerre et
violence politique à Taiwan

Victor Louzon-Benrekassa

Thèse dirigée par Yves Chevrier

Soutenue le 1^{er} décembre 2016

Membres du jury :

M. Stéphane Audoin-Rouzeau, directeur d'études, EHESS

Mme Ludivine Bantigny, maîtresse de conférences, Université de Rouen

M. Yves Chevrier, directeur d'études, EHESS

M. Barak Kushner, Reader in Japanese History, University of Cambridge
(rapporteur)

Mme Françoise Mengin, directrice de recherche, CERI (rapporteuse)

Ce travail est dédié à mon grand-père, Georges Benrekassa.
Il y trouvera peut-être un écho de nos longues conversations.

TABLE DES MATIERES

Remerciements	7
Conventions d'écriture et de translittération	9
Introduction.....	11
A. Crise économique et frustration politique : l'Incident expliqué par ses causes	13
B. L'Incident du 28 février – une histoire de violence	28
C. Quelles histoires ? Choix de cadrage et usage des sources	38
D. Faire l'histoire de la violence des autres : quelques précautions	45
E. Annonce du plan	48
Chapitre I – Mises en récits de l'Incident du 28 février, de 1947 à nos jours	50
I. Le 28 février, les deux Partis-États et la Guerre froide	51
A. Du côté Nationaliste.....	51
B. Du côté communiste	54
C. Ouvertures sur le continent.....	58
D. En marge des Partis-États : Japon, États-Unis, <i>dangwai</i>	61
II. Le discours sur l'Incident du 28 février à Taiwan après la dictature	66
A. De la fin de la loi martiale à Li Denghui (Lee Teng-hui)	66
B. Le discours sur le 28 février dans un espace public institutionnalisé.....	73
III. Vérité sans réconciliation : de l'alternance à nos jours	78
A. La présidence Chen Shuibian et l'ère des procès historiques.....	78
B. Les « bleus » entre résignation et radicalisation	86
IV. Tentative de bilan	95
Chapitre II – Le temps long des révoltes à Taiwan, 1683-1947	101
I. Violence endémique et violence protestataire dans une société de frontière (fin XVIIe-fin XVIIIe siècles).....	103
A. Facteurs structurels de la violence.....	103
B. Des affrontements communautaires aux révoltes.....	106
C. Violence et ethnicité : les grands <i>xiedou</i> du tournant XVIIIe-XIXe siècles	109
II. Taiwan à l'ère des grandes rébellions (fin XVIIIe-fin XIXe siècles).....	111
A. Pression démographique, révolte, militarisation	111
B. Intégration des élites et retour à l'ordre.....	113
C. L'étatisation de la société taïwanaise	115
III. L'ère coloniale : de la résistance armée à l'intégration politique (1895-1945).....	118
A. Vingt années sanglantes : 1895-1915.....	118
B. Pacification de la contestation et insertion dans l'ordre colonial	125
Chapitre III – Une révolte de la modernité coloniale	135

I.	Structures	136
A.	La question du nombre	136
B.	Recrutement et ethnicité	139
C.	Recrutement et classe sociale	143
D.	Un soulèvement de jeunes hommes.....	149
II.	Dynamiques	154
A.	L'espace de la révolte : un mouvement urbain et réticulaire	154
B.	Les vecteurs de la diffusion	156
C.	Professionnels et amateurs de la violence	162
D.	Les hiérarchies de la subversion	166
Chapitre IV – Colonialisme de guerre et remobilisation spontanée		176
I.	La jeunesse taiwanaise et l'expérience de guerre : militarisation, japonisation et transformation des subjectivités coloniales.....	177
A.	Les Taiwanais dans l'armée japonaise : une expérience de masse	177
B.	La mobilisation dans l'effort de guerre comme inclusion et promotion.....	181
C.	La japonisation comme militarisation	189
D.	Une société militarisée.....	191
E.	Hégémonie japonaise et subjectivités taiwanaises sous le colonialisme de guerre.....	195
II.	Une sortie de guerre inachevée	196
A.	Une société encore armée.....	197
B.	La déchéance des vétérans.....	200
C.	Des vainqueurs indignes	206
D.	Rumeurs d'une guerre recommencée.....	212
III.	La révolte de 1947 comme remobilisation spontanée	214
A.	La remobilisation des vétérans	214
B.	La remobilisation des civils.....	220
C.	Jouer à la guerre.....	222
D.	Remobilisation et idéologie	225
Chapitre V – La subversion et l'ordre.....		228
I.	Les mots de l'insurrection	229
II.	L'émeute et sa grammaire	234
A.	Justice populaire	234
B.	Les agressions de continentaux.....	236
C.	Tentative d'interprétation	243
D.	L'émeute vue par les civils continentaux.....	247
E.	Violences contre les biens.....	249

III.	La prise d'armes.....	251
A.	Les pillages d'armes	251
B.	L'effacement de l'Etat	255
C.	Les affrontements armés.....	258
IV.	Une révolte d'ordre.....	261
A.	La prise de contrôle de l'espace	261
B.	Remplacer l'Etat.....	264
C.	Un soulèvement « civilisé ».....	270
Chapitre VI – Une victoire incomplète : le soulèvement taiwanais aux yeux du pouvoir chinois		275
I.	Causes immédiates et causes profondes : un diagnostic culturaliste	276
A.	Interprétations contemporaines de la révolte : quelques fausses pistes.....	276
B.	Taiwan au prisme du Japon.....	284
C.	Un peuple devenu étranger.....	291
D.	Colonisation, empoisonnement et asservissement	293
E.	Relais coloniaux et coupables de la révolte.....	297
II.	La guerre après la guerre	303
A.	Une clémence ambiguë	303
B.	Un avatar du militarisme nippon.....	307
C.	Atrocités imaginaires et mémoire de l'invasion.....	311
D.	La révolte comme déni de la victoire.....	316
E.	Refus de la souveraineté chinoise et humiliation nationale	324
Chapitre VII – L'impossible sortie de guerre : les hommes de la répression		329
I.	Entre Etat de police et Etat policier : l'appareil répressif et ses faiblesses dans la « province modèle ».....	330
A.	La question des responsabilités au sommet.....	330
B.	L'appareil policier.....	337
C.	Les hommes des basses œuvres.....	346
II.	Le mal par le mal : l'armée de la répression	360
A.	Les troupes stationnées sur l'île au 28 février 1947	360
B.	Premiers contacts	363
C.	Les forts.....	366
D.	La 21 ^{ème} division, instrument essentiel de la répression	374
Chapitre VIII – Les semaines sanglantes : un bref récit de la répression		390
I.	Le déroulement de la répression	391
A.	Avant l'arrivée des renforts	391

B.	La deuxième décade de mars : l'armée balaye la rébellion	396
C.	« Pacification » et prise de contrôle de l'île.....	399
II.	L'impossible décompte des victimes.....	402
Chapitre IX –	La violence de la répression : les raisons du pouvoir.....	407
I.	La démonstration de force.....	409
A.	Le « massacre de mars »	409
B.	Le cadre politique de la tuerie	418
C.	Le langage de la violence.....	426
D.	Le message	431
II.	Vers une violence sélective	435
A.	La recherche des coupables	435
B.	Punir et éliminer	443
C.	Une deuxième épuration.....	455
III.	Pouvoir militaire, consolidation de l'Etat et réintégration nationale.....	460
A.	« Nettoyage des campagnes » et archaïsation de l'Etat.....	460
B.	Le pouvoir reprend la parole.....	470
C.	Clémence officielle et rééducation nationale	480
Conclusion	491
A.	Vers la Guerre froide.....	491
B.	Un épilogue local du face à face sino-japonais	500
C.	Présences de la guerre mondiale en Asie orientale après 1945	509
Sources et bibliographie	517
Index des noms de personnes	555
Annexes	557

REMERCIEMENTS

La pratique de la recherche fait mentir le sens commun qui veut qu'elle soit une entreprise solitaire. On accumule lors d'un travail de doctorat un tel nombre de dettes qu'il est impossible de toutes les citer.

L'équipe du Centre d'Histoire de Sciences Po m'a donné la chance de réaliser ce doctorat dans les meilleures conditions possibles, en particulier Marc Lazar, Claire Andrieu, Emmanuelle Loyer et Paul-André Rosental, qui ont fait preuve d'une grande patience lors d'une première année chaotique, ainsi qu'Elissa Maïlander, Guillaume Piketty et Mario del Pero par la suite. Mon directeur de thèse, Yves Chevrier, a pris le temps de nombreux échanges enrichissants à la destination longtemps incertaine, avant de m'indiquer une voie aussi praticable que respectueuse de mes curiosités. Qu'il soit ici remercié de sa confiance et des horizons intellectuels qu'il m'a ouverts. Ma gratitude va également à Stéphane Corcuff qui, des bancs des Langues O' jusqu'à Taïpei en passant par Lyon, m'a fait découvrir et aimer Taïwan, et m'a encouragé sans faillir dans la poursuite de ce travail, dont le titre lui est dû.

Il me faut encore remercier Peter Perdue et Daniel Botsman pour leur accueil à Yale, leur enseignement et leurs suggestions ; Michael Szonyi pour vingt minutes de conversation décisives ; Gilles Dorronsoro et Stathis Kalyvas pour m'avoir offert l'occasion de soumettre cette recherche au feu de la critique sociologique et politologique ; Barak Kushner pour m'avoir ouvert les portes de son séminaire à Cambridge. Je ne saurais exprimer trop de reconnaissance aux historiens taiwanais pour leur bienveillance à l'égard d'un novice étranger, passablement ignorant à ses débuts. Ils m'ont accueilli avec un esprit confraternel et la chaleur humaine proverbiale de l'île. Ma gratitude va tout particulièrement à Chen Cuilian, Xu Xueji, Liu Ximing, Hou Kunhong et son épouse. Leur aide a été inappréciable. Mes recherches ont été grandement tributaires du travail de feu Zhang Yanxian († 2014) Je remercie également Huang Wende, qui m'a très aimablement communiqué des archives militaires difficiles d'accès.

Je profite de ces remerciements pour saluer quelques-uns des compagnons de ce périple – Wang Zhe, Jiehua et Hedi à Pékin, Mengxin, Zhiqin, Da Lang (et Toby) à Taïpei, Lou, Gilad, Sasha, Dima et tous les renards à Yale, ainsi que Charles, Romain et Adam de part et d'autre de l'Atlantique. A Paris, David m'a prodigué de précieux conseils qu'une longue collaboration, je l'espère, me permettra un jour de lui revaloir. Les camarades du 224 ont mis de la gaieté et des tasses sales dans l'ascèse doctorale, et supporté avec une grâce héroïque mon humeur des dernières semaines. Pour leurs encouragements, je remercie en particulier Pavel, dont l'impulsion initiale a été plus décisive

qu'il ne s'en souvient probablement, et Nina. Elie, dont la curiosité a empêché la mienne de vaciller dans les moments de fatigue, fut et reste mon guide dans le monde mystérieux des choses militaires.

Ce travail n'aurait pas abouti sans la générosité et la plume alerte de ma mère, ni sans les talents graphiques de mon père. Il doit beaucoup au soutien des proches : mes grands-parents, Elise et Lucas – malgré une visibilité nulle –, Ariane, Paul-Arthur et Lorenzo qui se sont pliés à la corvée des relectures, Sara qui sait ce que c'est. Je ne peux conclure sans une mention pour Christian Ingrao, maître et ami s'il est une telle chose, sans qui cette thèse n'aurait peut-être pas été commencée.

Ces recherches ont bénéficié du soutien de la Fox Fellowship, de la commission Fulbright et de la Harry Frank Guggenheim Foundation, ainsi que du Musée commémoratif du 28 février de Taïpei (*Taipei Er'erba jinianguan* 台北二二八紀念館), qui m'a ouvert l'accès à ses archives.

CONVENTIONS D'ÉCRITURE ET DE TRANSLITTÉRATION

Nous avons opté pour un emploi généralisé du système de translittération du chinois le plus répandu, le pinyin. Ce choix s'étend aux noms propres taiwanais, afin d'éviter de suggérer entre les noms chinois et les noms formosans une différence qui n'existe pas dans la langue source. Pour les noms célèbres, la translittération généralement usitée est précisée en première occurrence. On écrira donc Guomindang (Kuomintang), Nanjing (Nankin), Jiang Jieshi (Chiang Kai-shek) et Li Denghui (Lee Teng-hui), puis seulement Guomindang, Nanjing, Jiang Jieshi et Li Denghui. Pour les noms d'auteurs taiwanais ayant publié en langues occidentales, la translittération généralement usitée (y compris le nom anglais) est précisée en première occurrence dans les citations en langue chinoise, et conservée dans les citations en langues occidentales. On écrira donc CAI Huiyu (Hui-yu Caroline Ts'ai), puis CAI Huiyu pour citer les ouvrages de cette historienne en chinois, mais Hui-yu Caroline TS'AI pour citer ses ouvrages en anglais. Les termes japonais sont translittérés en système Hepburn. Les marques des voyelles longues ne sont pas employées sur les noms propres, ni sur les noms passés en français. On écrira donc Ando Rikichi et non Andō Rikichi, et shinto et non *shintō*.

Le caractère *tai* de Taiwan peut s'écrire 台 ou 臺 en japonais et en chinois (caractères traditionnels). Nous uniformisons en 台.

Par souci de clarté, quand il désigne le Parti Nationaliste (Guomindang) ou ses membres, le terme « Nationaliste » est écrit avec une majuscule, même quand il s'agit d'un adjectif. Le terme « Communistes » écrit avec une majuscule désigne les membres du Parti communiste chinois. « Incident du 28 février » étant une locution figée, « Incident » y prend une majuscule. Ce mot avec une majuscule désigne par défaut l'Incident du 28 février.

Les témoignages oraux sont cités de la manière suivante : *nom (date, lieu de l'entretien), dans ouvrage.*

Il est des entreprises pour lesquelles un soigneux désordre est la méthode véritable.

Herman Melville, *Moby Dick*.

INTRODUCTION

Le jeudi 27 février 1947, dans le quartier de Taipingding, un lieu animé de Taibei 台北, capitale de la province chinoise de Taiwan, madame Lin-Jiang Mai 林江邁 vend des cigarettes à la sauvette accompagnée de sa fille, comme elle le fait régulièrement. Taiwan 台灣 (ou Formose), territoire de l'ancien Empire Qing annexé par le Japon en 1895, est repassée sous souveraineté chinoise après la défaite de ce dernier à l'automne 1945. Moins d'un an et demi après la rétrocession, la situation économique de l'île, qui compte environ 6,5 millions d'habitants, reste d'une grande précarité. La contrebande est florissante, et la police de la République de Chine (*Zhonghua minguo* 中華民國) a le plus grand mal à y faire respecter les monopoles d'Etat. Vers 19h30, six agents du Bureau du monopole (*zhuannmai ju* 專賣局) accompagnés de quatre policiers arrivent à Taipingding pour un coup de filet.

Les vendeurs de cigarettes remballent précipitamment leur marchandise, mais Lin-Jiang Mai n'est pas assez rapide. Les six hommes confisquent ses cigarettes et tout l'argent qu'elle a sur elle. Elle s'agenouille, explique qu'elle est veuve et sans autre moyen de subsistance, supplie qu'on lui rende son argent. Un attroupement se forme. Quand Lin-Jiang Mai saisit par le bras un des agents qui fait mine de s'en aller, un coup de crosse s'abat sur sa tête. Du sang coule et la femme d'une quarantaine d'années tombe à terre, sonnée. La foule gronde, se fait menaçante ; un policier panique, tire un coup de feu pour se dégager, blesse mortellement un passant. C'est une explosion de colère : la foule se lance aux trousse des hommes en uniforme qui en réchappent de peu. Scène banale de bavure policière, particulièrement en ces années d'immédiat après-guerre, où tant de pays connaissent les difficultés de la pénurie et du rationnement.

Le lendemain, vendredi 28 février, des cortèges de protestation se forment dans la ville. L'un prend la direction du gouvernorat pour demander justice à Chen Yi 陳儀, gouverneur de l'île. Depuis la rétrocession, Chen concentre dans ses mains les pouvoirs civil et militaire. Il a installé ses quartiers dans l'ancien siège du gouvernement général japonais, un majestueux exemple d'architecture coloniale nipponne. Après un moment de tension, les gardes tirent, laissant quelques victimes sur le pavé. Cette fois, la coupe est pleine. En l'espace de deux ou trois jours, la population de Taibei puis des autres villes de la province s'insurge, attaque dans les rues les Chinois venus du continent, pille les commissariats, occupe les bâtiments administratifs. La police et l'armée, en nombre insuffisant et totalement prises au dépourvu, se montrent incapables d'enrayer le

soulèvement ; elles restent paralysées, réagissant ponctuellement avec une brutalité qui ne fait que mettre de l'huile sur le feu. De leur côté, les notables formosans les plus en vue s'interposent et présentent à Chen Yi une liste de revendications visant à lutter contre le pillage de l'île par l'Etat chinois et à y instaurer une forte autonomie politique.

Le gouverneur acculé promet d'abord beaucoup, puis se raidit. Dix jours après le début des événements, un corps expéditionnaire chinois commence à débarquer à Jilong 基隆, le grand port septentrional de Taiwan, puis à Gaoxiong 高雄 au sud. En coordination avec les forces armées déjà sur place, il lance une sanglante campagne de pacification qui a raison du soulèvement en une dizaine de jours, puis se transforme en occupation et répression militaires dans les semaines qui suivent. Des milliers de Taiwanais sont tués, dont de nombreuses personnalités éminentes. A la mi-mai 1947, la loi martiale est levée et le gouvernorat remplacé par une administration provinciale ordinaire dirigée par un civil. Ce qu'on appelle « l'Incident du 28 février » (*Er'erba shijian* 二二八事件) est terminé.

Cette très courte séquence est sans doute l'épisode le plus étudié de l'histoire de Taiwan. L'Incident du 28 février y a fait l'objet de centaines de livres et d'innombrables articles de presse et de magazine, de discours politiques ou d'interventions d'historiens amateurs sur internet – une recherche sommaire sur Youtube donne 57 100 résultats pour « 2.28 » (*Er'erba* 二二八, le nom abrégé de l'Incident), chiffre remarquable en regard de la population taiwanaise actuelle (23 millions d'habitants) et de la quasi-inexistence de la vie politique de l'île dans les médias internationaux. A titre de comparaison, « guerre d'Algérie » donne 86 300 résultats. Le 28 février est par ailleurs un jour férié national à Taiwan, le nom du parc central de Taïpei et celui de plusieurs lieux de mémoire dans la capitale et de nombreuses autres villes.

Tant de patrimonialisation pourrait faire croire à un passé neutralisé, un totem consensuel. Bien au contraire, l'événement « Incident du 28 février » est toujours le site, direct ou indirect, d'affrontements politiques très vifs. Dès son discours d'investiture du 20 mai 2016, Cai Yingwen (Tsai Ing-wen 蔡英文), présidente fraîchement élue de la République de Chine – l'entité politique sise à Taiwan –, a annoncé la création d'une « commission vérité et réconciliation » chargée d'un « rapport d'enquête sur la justice transitionnelle », de manière à « faire face au passé de la manière la plus honnête et prudente » possible¹. Le sens de ces termes délibérément vagues ne faisait aucun doute pour le public taiwanais : le passé en question désignait la Terreur blanche des années 1950

¹ « Cai Yingwen zongtong jiuzhi yanshuo zhong-ying quanwen » 蔡英文總統就職演說中英文全文 (Texte complet en anglais et en chinois du discours d'investiture de la Présidente Tsai Ing-wen), <http://www.cna.com.tw/news/firstnews/201605205012-1.aspx> [consulté le 24 mai 2016].

et l'Incident du 28 février. Mais la déclaration de Cai, sous l'apparence d'un geste présidentiel de réconciliation, était en réalité un gage donné aux électeurs de son parti, le Minjindang 民進黨². Le soulèvement de 1947 est en effet au centre des batailles de mémoire que se livrent les camps « vert » (à tendance indépendantiste) et « bleu » (à tendance unioniste), ce dernier ayant pour force centrale le Guomintang (Kuomintang) 國民黨 (Parti Nationaliste), au pouvoir lors de l'Incident. Entretenir le souvenir de l'Incident, c'est rappeler le péché originel de ce dernier à Taiwan – et les circonstances tragiques du rétablissement de la souveraineté chinoise sur l'île après la colonisation japonaise.

Les semaines sanglantes de 1947 sont donc investies d'enjeux politiques et géopolitiques qui en dépassent largement la portée originelle : luttes politiques à Formose, certes, mais aussi irrédentisme chinois (Taiwan reste la revendication majeure de la République populaire et le premier théâtre d'affrontement potentiel avec les Etats-Unis) et, en arrière-plan, relations sino-japonaises. Beijing (Pékin) 北京 considérait en 2007 qu'elles achoppaient sur deux points essentiels : la « question historique » (la guerre de 1937-1945) et la « question de Taiwan »³, dont nous verrons qu'elles sont liées – on ajouterait en 2016 la question de la mer de Chine orientale. Compte tenu de l'actualité de ces questions, toutes liées entre elles, une telle cristallisation devrait interpeller au-delà des cercles de spécialistes. Elle nous invite à dépasser les projections politiques contemporaines pour nous pencher sur les événements de 1947 dans leur contexte, et interroger à nouveaux frais les liens entre l'Incident du 28 février et le présent.

A. Crise économique et frustration politique : l'Incident expliqué par ses causes

Il y a plusieurs manières de conférer un sens à ce type d'événement court et brutal. La plus familière consiste à identifier les griefs des protagonistes, à en retracer l'histoire, à comprendre comment la révolte permet leur expression et, à travers les revendications formulées, la recherche – plus ou moins couronnée de succès – d'une solution. La violence protestataire est alors considérée comme un symptôme. L'histoire de l'Incident du 28 février a essentiellement été contée de cette

² Le Minjindang, ou Parti démocrate progressiste (PDP), est aujourd'hui le principal adversaire du Guomintang et le plus grand parti « indépendantiste », bien que ses dirigeants actuels soient en réalité fort circonspects sur cette question.

³ Barak KUSHNER, *Men to Devils, Devils to Men: Japanese War Crimes and Chinese Justice*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 2015, p. 66.

manière, que ce soit en anglais ou en chinois. Il nous suffira ici d'identifier les thèmes – et les acquis – centraux de cette interprétation fondée sur les griefs, qui varie assez peu dans ses grandes lignes⁴.

Un contexte de transition

Le contexte est celui de la rétrocession de Taiwan à la Chine après cinquante ans de colonisation japonaise. Annexée à l'Empire Qing en 1683, élevée en province (*sheng* 省) de plein droit en 1885, cédée au Japon en 1895, l'île de Taiwan est de ce fait tenue à l'écart de l'histoire politique très mouvementée de la Chine du premier XXe siècle, entre révolutions, fragmentation, guerres civiles, tentatives douloureuses de reconstruire un Etat, redéfinition nationale et agressions étrangères. Comme il en a été convenu à la conférence interalliée du Caire de 1943, Formose repasse en 1945 sous la souveraineté de la Chine, mais d'une Chine qui a bien changé : l'Empire sino-mandchou a laissé la place à la République de Chine dirigée par le Guomindang, lui-même coiffé par Jiang Jieshi (Chiang Kai-shek) 蔣介石. Mortellement affaiblie par l'invasion japonaise lancée en 1937, elle est en outre sur le point de replonger dans la guerre civile contre le Parti communiste de Mao Zedong (1946-1949). On sait qu'elle la perdra en 1949 et se repliera à Taiwan, conférant à ce territoire périphérique une importance nationale et internationale démesurée.

La révolte taiwanaise de 1947 survient donc dans une phase que nous qualifierions rétrospectivement de transitoire, et que les historiens de langue chinoise appellent variablement, selon leurs positions intellectuelles et politiques, début de la libération (*guangfu chuqi*), rétrocession (*jieshou*), immédiat après-guerre (*zhanhou chuqi*) voire, dans une perspective entièrement centrée sur le continent, période de la guerre civile (*Guo-Gong neizhan*). Quel que soit le terme retenu, tous les auteurs s'accordent sur le fait que les Taiwanais ne manquent alors pas de sujets de mécontentement.

Crise économique et tares de l'administration

Sur le court terme, l'île est frappée par une crise économique aiguë. Celle-ci est d'abord le produit immédiat de la guerre mondiale qui vient de s'achever, à la fin de laquelle le pouvoir japonais à court de ressources a durement exploité sa colonie, frappée qui plus est par l'effondrement du commerce maritime, puis les bombardements américains de 1945, concentrés sur les infrastructures

⁴ Pour les informations relatives à Taiwan, cette partie est essentiellement inspirée de : Steven PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence: The Taiwanese Encounter Nationalist China, 1945-1950*, Stanford : Stanford University Press, 2003, pp. 17-73 ; Ramon MYERS, avec LAI Tse-han et WEI Wou, *A Tragic Beginning: The Taiwan Uprising of February 28, 1947*, Stanford : Stanford University Press, 1991, pp. 50-89 ; LAI Zehan (Lai Tse-han) 賴澤涵 (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao* 二二八事件研究報告 (Rapport de recherche sur l'Incident du 28 février), Taïpei : Shibao wenhua, 1994, pp. 1-44 ; et CHU Jingtao 褚靜濤, *Er'erba shijian yanjiu* 二二八事件研究 (Recherches sur l'Incident du 28 février), Beijing : Shehui kexue wenxian, 2012, pp. 35-237. Des références particulières seront données sur certains points précis et sur l'histoire politique de la Chine républicaine, généralement couverte de manière assez cursive dans les ouvrages traitant de Taiwan.

industrielles, portuaires et de transport. La fin de la mobilisation économique met au chômage une partie importante de la population, aggravé par le retour des dizaines de milliers de Taiwanais, civils comme militaires dispersés dans la « sphère de coprosperité » nipponne. Plus généralement, le délitement soudain de l'Empire japonais coupe Taiwan de ses réseaux économiques et de l'expertise des techniciens japonais, privant notamment la très performante agriculture de l'île – le principal secteur d'activité – des engrais chimiques venus de métropole. Comme dans de nombreuses autres régions du monde et malgré le rationnement imposé par les Japonais, la pénurie et les dépenses de guerre entraînent une forte inflation à partir de 1944, qui continue à un rythme comparable dans l'année et demie qui suit la rétrocession⁵.

Ces difficultés, qui ne sont pas propres à Taiwan, sont aggravées par la politique économique de la nouvelle administration chinoise. Le gouverneur Chen Yi, qui prend la tête de la province recouvrée, est un partisan de « l'étatisme » (*guojia zhuyi* 國家主義), c'est-à-dire de l'économie dirigée. La Guerre froide a fait quelque peu oublier l'aversion pour le capitalisme – identifié à l'impérialisme et aux intérêts sociaux égoïstes – qui traverse l'histoire du Guomindang, du socialisme partiel (et sans lutte des classes) de Sun Zhongshan (Sun Yat-sen) 孫中山 à l'économie de guerre présidée par Jiang Jieshi⁶. La politique économique de Chen Yi n'est donc pas une aberration dans le contexte politique national, même si elle lui attire les attaques de la droite du Parti. La situation particulière de Taiwan, à la fois géographique et politique, confère toutefois à ce dirigisme une intensité et des caractéristiques propres. D'une part, les considérables propriétés japonaises, publiques comme privées, sont déclarées biens publics, une partie seulement étant revendue à des acheteurs taiwanais, tandis que certains habitants décident de réoccuper d'autorité ce qu'ils considèrent comme leurs terres, dont les investissements japonais ont parfois fait augmenter la valeur dans des proportions énormes ; le pouvoir chinois recourt alors à la force : au nom de la victoire de 1945 et d'une décolonisation menée par en haut, le principe de continuité de l'Etat prévaut sur celui d'une restitution des biens spoliés. D'autre part, Chen Yi applique avec l'accord de Jiang Jieshi un programme visant à isoler la province du chaos du continent, qui sombre dans la guerre civile et est touché par une inflation plus grave encore⁷. Chen rétablit donc un grand nombre de monopoles économiques instaurés par les Japonais – dont celui sur le tabac –, impose sporadiquement le contrôle des prix des denrées de première nécessité, tente de préserver Taiwan

⁵ L'indice synthétique des prix de vente au détail à Taïpei, pour une base 100 en 1945, est de 9,62 en 1943, 18, 85 en 1944, 100 en 1945 et 324,90 pour l'année 1946. Cette dernière moyenne cache une forte tendance à la hausse : 163,54 en janvier pour 406,94 en décembre. MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, p. 82.

⁶ Françoise MENGIN, *Fragments d'une guerre inachevée : les entrepreneurs taiwanais et la partition de la Chine*, Paris : Karthala, 2013, pp. 55-62.

⁷ L'indice des prix à Shanghai, fixé à 100 en septembre 1945, passe de 257 en décembre 1945 à 1656 en décembre 1946. Jonathan SPENCE, *The Search for Modern China*, New York : Norton, 1990, p. 499.

de la dégringolade du *fabi* 法幣 (la monnaie en circulation sur le continent) en remettant en circulation le *taibi* 台幣 de l'époque coloniale, convertible uniquement par la Banque de Chine, et soumet les échanges économiques avec le continent à de multiples contraintes bureaucratiques.

Loin de soulager les maux de la société formosane, cependant, ces mesures créent une myriade de rentes de situation qui font exploser la corruption déjà endémique dans l'administration chinoise, particulièrement en cette période de rétrocession⁸. Le gouverneur se montre incapable d'y mettre un frein tant son pouvoir repose sur la constitution de clientèles au sein de la bureaucratie, minée comme ailleurs en Chine par les rivalités factionnelles. La prévarication sévit donc à tous les niveaux, du petit fonctionnaire chargé de nationaliser les biens japonais dans un bourg à l'entourage immédiat de Chen Yi, dont le secrétaire général, Ge Jing'en 葛敬恩, est par exemple d'une malhonnêteté notoire et universellement détesté. Le *carpetbagging* est aggravé par la mise de l'économie taiwanaise au service de la reconstruction du continent puis de la guerre civile, qui s'apparente aux yeux des locaux à un pillage de l'île. Les administrateurs chinois continentaux, assimilés en bloc à un groupe prédateur, font bientôt l'objet d'une hostilité générale. Si la figure du fonctionnaire corrompu concentre sur elle la détestation, celle-ci s'étend aussi aux subalternes, particulièrement aux soldats chinois, dont l'indiscipline et la brutalité exaspèrent la population. L'aigreur se répand. On appelle bientôt la corruption « Sun Zhongshan », car le visage du « Père de la nation » chinoise figure sur les billets de banque. Sa doctrine du « tridémisme » (*sanmin zhuyi* 三民主義) est pastichée en *canmin zhuyi* 殘民主義 (« affliction du peuplisme »), et rétrocession (*jieshou* 接收) en pillage (*qieshou* 竊收), un jeu de mots également courant sur le continent. Une expression populaire oppose défavorablement les « porcs » chinois, gloutons et inutiles, aux « chiens » japonais, dangereux mais capables de tenir les voleurs à distance. Entre les insulaires (*benshengren* 本省人) et les continentaux (*waishengren* 外省人)⁹, le fossé se creuse vite.

Le programme d'autonomie locale, de part et d'autre du détroit de Taiwan

Cet antagonisme doit beaucoup, comme plusieurs auteurs l'ont noté, à la divergence des horizons d'attente. Corruption, clientélisme et brutalité sont des phénomènes désagréables mais relativement banals dans la Chine républicaine. Mais les Formosans nourrissent de grandes

⁸ Suzanne PEPPER, *Civil War in China: The Political Struggle*, Berkeley : University of California Press, 1978, pp. 16-35 ; Joseph ESHERICK, "War and Revolution: Chinese Society During the 1940s", *Twentieth Century China*, n° 27 (1), 2001, pp. 1-37.

⁹ Littéralement, les termes signifient respectivement « gens de cette province » et « gens des provinces extérieures ». Sur la catégorie de *waishengren*, cf. Stéphane CORCUFF, "Taiwan's Mainlanders, New Taiwanese?", dans Stéphane CORCUFF (dir.), *Memories of the Future: National Identity Issues and the Search for a New Taiwan*, Armonk (New York) : M. E. Sharpe, 2002, pp. 163-195.

espérances, qui sont à la fois celles de la colonisation et de la décolonisation : le niveau de vie et la sécurité des biens et des personnes étaient bien meilleurs sous la domination japonaise que dans la plupart des régions chinoises à la même époque ; les insulaires s'attendent à conserver ces acquis tout en jouissant des fruits politiques et économiques de la libération, qu'ils accueillent avec une joie presque universelle¹⁰. Ils se trouvent, dans les faits, plongés dans le maelström de la République de Chine en transition de la guerre mondiale à la guerre civile.

Les aspirations des Formosans étaient grandes mais diverses. Les anciennes élites de l'ère coloniale, en particulier, mettaient leurs espoirs dans l'instauration de l'autonomie (*zìzhì* 自治), ou libre gouvernement. Comme Steven Phillips l'a montré dans un ouvrage remarquable, cette revendication s'enracine dans la période coloniale¹¹. Après s'être appuyé jusqu'aux années 1920 sur une partie de l'ancienne *gentry* chinoise, le gouvernement général (*Taiwan sōtokufu* 台湾総督府) avait transféré les positions d'influence à des Japonais et, dans une moindre mesure, à des notables taiwanais plus jeunes formés à la japonaise. Le despotisme éclairé de Taihoku (nom japonais de Taïpei), s'il s'était montré prêt à employer un petit nombre de ces derniers, n'avait cependant que peu accédé à leur désir de transformer leur statut social, économique et intellectuel en pouvoir politique. Les concessions du colonisateur s'étaient limitées pour l'essentiel à la création d'assemblées consultatives locales, presque entièrement peuplées de Taiwanais à partir de 1940. Malgré cela, le mot d'ordre d'autonomie locale (*chībō jìchì* 地方自治) s'était imposé comme point de ralliement de la contestation modérée (largement dominante) : puisqu'il faisait partie des objectifs déclarés de l'Etat japonais et n'en contestait pas le cadre, il fournissait un terrain commun point trop risqué aux notables et au pouvoir colonial. L'adjectif « local » avait par ailleurs le mérite d'être suffisamment flou pour désigner, selon les moments et les personnes, le niveau du village, celui de la préfecture ou celui de la colonie toute entière, comme chez les militants de l'instauration d'un parlement taiwanais. Le thème de l'autonomie locale permet donc de revendiquer un pouvoir politique formel sans poser la question du régime ou du cadre national.

Cette stratégie de contournement paraît garder sa pertinence après la rétrocession. La question des rapports entre bureaucratie centralisée et pouvoirs locaux était au centre de la réflexion des réformateurs de l'Empire tardif. Plus particulièrement, en proposant d'institutionnaliser une partie des fonctions remplies *de facto* par l'élite lettrée (éducation, lutte contre le banditisme, travaux publics...), ils cherchaient à la fois à contrebalancer un despotisme inefficace car hors-sol, à

¹⁰ Seule une poignée de notables très proches des Japonais appuient, le 15 août 1945, une tentative de déclarer l'indépendance de Taiwan fomentée par des officiers de l'Armée impériale, dont l'objectif est de rendre la transition difficile pour les Chinois. Elle avorte immédiatement. PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, p. 42.

¹¹ PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, *passim*.

rehausser le statut des notables dépourvus de postes officiels et à renforcer le régime¹². Il s'agissait de « concilier autorité et participation »¹³. Dans les dernières années de l'Empire, lors des Nouvelles Politiques (*xinzheng* 新政), ce projet portait également le nom d'autonomie locale (*difang zizhi* 地方自治 en chinois). Dans les faits cependant, après une courte « lune de miel » qui avait vu s'esquisser une scène politique nationale construite à partir des assemblées locales, ces réformes avaient précipité la chute du régime et le délitement de l'Etat, les élites ainsi émancipées s'étant trouvées en conflit ouvert avec une dynastie affaiblie et discréditée¹⁴. Après l'échec de « l'autocratie présidentielle »¹⁵ de Yuan Shikai 袁世凱 à recentraliser le pouvoir, qui avait déclenché en réaction un puissant mouvement pour l'autonomie des provinces voire le fédéralisme¹⁶, Sun Zhongshan reprend le mot d'ordre d'autonomie locale en le subordonnant à un projet centralisateur original. Il s'inscrit dans la vision d'une marche progressive vers le « gouvernement constitutionnel » (*xianzheng* 憲政) sous la houlette éclairée du Parti révolutionnaire. En pratique, pour Sun et ses successeurs, la priorité est d'enraciner l'Etat au niveau local, en dessous du niveau du district (*xian* 縣) qui formait le dernier niveau de la bureaucratie impériale formelle. Le projet national unitaire du Guomindang et sa volonté de bâtir un Etat fortement intégré donnent la priorité à l'autorité sur la participation, à plus forte raison si cette dernière favorise les tendances centrifuges qui ont éclaté en 1911. Après 1927, devant les difficultés énormes de la construction de l'Etat, l'autonomie locale connaît donc le sort des autres pans « démocratiques » du projet révolutionnaire, reportés *sine die* au profit de la reconduction du « gouvernement militaire » (*junzheng* 軍政) et de la « tutelle » (*xunzheng* 訓政) du Parti – mal distinguées dans les faits, car la construction de ce dernier s'avère presque aussi difficile que celle de l'Etat et l'armée prend une place proportionnelle à la gravité des

¹² Philip KUHN, *Les origines de l'Etat chinois moderne*, Paris : EHESS, 1999 (traduit et présenté par Pierre-Etienne Will).

¹³ Yves CHEVRIER, « L'historien du politique et la Chine : quelques réflexions », *Journal des anthropologues*, n° 92-93 (2003), en ligne sur <https://jda.revues.org/2132> [consulté le 15 juillet 2016].

¹⁴ Philip KUHN, "Local Self-Government under the Republic: Problems of Control, Autonomy and Mobilization", dans Carolyn GRANT et Frederic WAKEMAN Jr., *Conflict and Control in Late Imperial China*, Berkeley : University of California Press, 1975, pp. 257-298, pp. 276-280.

¹⁵ Xiaohong XIAO-PLANES, « Constitutions et constitutionnalismes : les efforts pour bâtir un nouvel ordre politique, 1908-1949 », dans Mireille DELMAS-MARTY et Pierre-Etienne WILL (dir.), *La Chine et la démocratie*, Paris : Fayard, 2007, pp. 259-295, p. 270.

¹⁶ Ce mouvement n'est pas toujours hostile au projet national, bien au contraire : pour ses théoriciens, il vise d'abord à l'accomplir par le bas. Prasentjit DUARA, *Rescuing History from the Nation: Questioning Narratives of Modern China*, Chicago : The University of Chicago Press, 1995, pp. 177-204. En pratique, il répond à des défis concrets et seule une minorité d'entrepreneurs politiques décide de lui donner un sens global, ici « patriotique », là « sécessionniste ». Keith SCHOPPA, "Province and Nation: The Chekiang Provincial Autonomy Movement, 1917-1927", *Journal of Asian Studies*, n° 36 (4), 1977, pp. 661-674.

forces de division du pays et des menaces communiste et japonaise. Lors des campagnes d'encerclement des soviets ruraux du début des années 1930, le gouvernement de Nanjing (Nankin) 南京 ressuscite le vieux système de responsabilité collective du *baojia* 保甲, qui prive les notables de toute autonomie réelle, et quand l'échelon administratif de l'arrondissement (*qu* 區) est créé en 1934 en dessous du district, l'idée initiale d'en faire élire les chefs est abandonnée sans états d'âme : Jiang Jieshi veut quadriller le territoire, non émanciper la société locale¹⁷.

Il n'est plus possible aujourd'hui de souscrire entièrement au sombre diagnostic de Lloyd Eastman, qui voyait dans la révolution nationale du Guomindang une entreprise condamnée dès la naissance – une « révolution avortée »¹⁸. Il y a bel et bien eu un effort d'élaboration des institutions pendant la décennie de Nanjing (1927-1937), mis à bas de l'extérieur (par l'invasion japonaise) autant et plus que par les tares propres du régime¹⁹. Sur le plan des relations entre élites centrales et élites locales, toutefois, les résultats sont pour le moins mitigés. Qu'on donne ou non sa pleine adhésion à la thèse de Prasenjit Duara sur « l'involution » de l'Etat républicain²⁰, force est de constater que ce dernier a le plus grand mal à se faire obéir au niveau local. Les cercles dirigeants du Guomindang ne se départissent jamais de la méfiance contractée dès la naissance du régime – lors de l'Expédition du Nord de 1926-1928 – pour les *tuhao* lieshen, comme ils en viennent à appeler les élites de niveau inférieur au district qui s'opposent, activement ou passivement, à leur projet centralisateur et moderniste²¹. Que « l'autonomie locale » devienne une pomme de discorde entre Etat et élites rurales ou, comme par endroits, le nom de l'intrusion bureaucratique dans les campagnes²², elle n'est pas à la hauteur de ses promesses (réconcilier autorité et participation).

La Guerre de résistance au Japon (*KangRi zhanzheng* 抗日戰爭) de 1937-1945 infléchit cette trajectoire de manière ambiguë. Pour la durée du conflit, le pouvoir Nationaliste assiégé met toute idée de participation populaire sous le boisseau, et suspend le processus constitutionnel déjà poussif

¹⁷ KUHN, "Local Self-Government under the Republic", *op. cit.*, pp. 280-287.

¹⁸ Lloyd EASTMAN, *The Abortive Revolution: China Under Nationalist Rule, 1927-1937*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 1974.

¹⁹ Encore cette invasion ne met-elle fin qu'au régime de Jiang Jieshi, et non au chantier de l'Etat républicain. Cf. David SERFASS, « Occupation japonaise, collaboration chinoise : tendances historiographiques récentes et perspectives de recherche » (document de travail, 2016). David Serfass rédige actuellement une thèse importante sur la construction de l'Etat chinois sous occupation japonaise. Nous le remercions vivement de nous avoir fait part de ses réflexions.

²⁰ Prasenjit DUARA, *Culture, Power, and the State: Rural North China, 1900-1942*, Stanford : Stanford University Press, 1988. Cet ouvrage, qui montre la manière dont les nouvelles institutions bureaucratiques sont « colonisées » de l'intérieur par les élites locales et détournées à leur profit, a fait l'objet de critiques, au motif notamment que l'échantillon de villages étudiés par lui n'est pas représentatif. Il nous semble toutefois que l'argument d'ensemble résiste.

²¹ KUHN, "Local Self-Government under the Republic", *op. cit.*, pp. 287-294.

²² Keith SCHOPPA, "Local Self-Government in Zhejiang, 1909-1927", *Modern China*, n° 2 (4), 1976, pp. 503-530.

engagé pendant la décennie de Nanjing. D'un autre côté, le Front uni constitué avec les Communistes débouche sur la création d'un Conseil politique national (*guomin canzhenghui* 國民參政會), interlocuteur relativement pluraliste du gouvernement ; par ailleurs, les tentatives de mobilisation des masses – dans le périmètre encore contrôlé –, une conception élargie des missions de l'Etat²³ et le discours « antifasciste » qui unit le régime de Chongqing aussi bien à son rival communiste qu'à son allié américain poussent Jiang Jieshi, une fois l'ennemi vaincu, à jouer la carte de la démocratie. A la victoire, il relance donc officiellement la partie « constitutionnelle » du programme du Guomindang, d'abord en accord superficiel avec le parti de Mao, puis sans lui, ni la « troisième force » de la Ligue démocratique. Une assemblée constituante convoquée en novembre 1946 promulgue la nouvelle Constitution de la République de Chine le 1^{er} janvier 1947 – les travaux ont été rapides car le texte reprend, avec quelques amendements, un projet de 1936 laissé en friche²⁴. Elle prévoit l'élection populaire des chefs de districts (*xianzhang* 縣長) et des maires (*shizhang* 市長), et ouvre plus timidement la possibilité de faire de même au niveau provincial – en réservant un droit de blocage au pouvoir central, qui craint plus que jamais la propension à l'éclatement²⁵. En dépit de ces réserves, le principe d'autonomie locale est de retour dans le discours officiel.

Rétrocession de Taïwan et conflit des horizons d'attente politiques

La guerre civile et le repli du régime Nationaliste à Taïwan en 1949 ont fait que ce texte est resté lettre morte jusqu'à la fin des années 1980. En 1945 et 1946, toutefois, les élites taiwanaises peuvent se réjouir de voir leur rêve au long cours bientôt réalisé. Ou plutôt, elles le pourraient si la réforme les concernait dans l'immédiat, car Chen Yi – en accord avec Nanjing toujours – considère que l'île, « zone libérée » (*guangfu qu* 光復區) et non simplement recouvrée (*jieshou*), n'est pas encore passée par une période de tutelle assez longue : il ne sera possible d'y appliquer la Constitution qu'en 1949 ; le gouverneur se refuse en outre à parler de la question provinciale, laissant entendre que l'autonomie locale sera limitée aux niveaux du district et des villes sur le long terme. Les élites formosanes sont scandalisées par ce traitement discriminatoire et par le discours qui l'accompagne. Les administrateurs chinois mettent en cause leur capacité à se gouverner elles-mêmes, soulignant que l'enseignement supérieur japonais se concentrait sur des matières techniques, comme la médecine – les colonisateurs craignaient que les humanités ne donnent des prétentions politiques à leurs sujets. Or cette appréciation de l'héritage colonial est exactement inverse à celui que les

²³ Cf. le numéro du *European Journal of East Asian Studies* consacré à cette question, n° 11 (2), 2012.

²⁴ Suzanne PEPPER, "The KMT-CCP Conflict, 1945–1949", dans John K. FAIRBANK (dir.), *Cambridge History of China: Republican China, 1912–1949* (vol. II), Cambridge : Cambridge University Press, 1986, pp. 723-788, pp. 730-731.

²⁵ XIAO-PLANES, « Constitutions et constitutionnalismes », *op. cit.*, pp. 287-291.

notables taiwanais en font. Soumis à la puissance la plus avancée d'Asie mais aussi éduqués par elle, ils mettent tour à tour en avant leur passé éventuel de résistance au colonisateur et leur niveau d'instruction (qu'ils lui doivent également). Taiwan a des caractéristiques propres qui la rendent plus et non moins apte à l'autonomie. Les élites insulaires se cabrent contre l'arrogance de ces libérateurs chinois, souvent jugés incompetents et corrompus, qui semblent vouloir se substituer aux Japonais sans en être capables.

La structure du pouvoir chinois à Taiwan prête le flanc à cette accusation. Un Comité d'enquête sur Taiwan (*Taiwan diaocha weiyuanhui* 台灣調查委員會) avait été créé en avril 1944 à Chongqing pour préparer la rétrocession. Confié à Chen Yi, pressenti pour prendre la tête de la province, il s'apparentait à la fois à un groupe de travail et à un *shadow cabinet* peuplé avec la clientèle de Chen, qui avait également pris la tête d'une classe de formation des futurs cadres de l'île. Contre l'avis des militants taiwanais prochinois présents sur le continent (un millier de personnes), le Comité avait tranché, avec l'accord du gouvernement, en faveur d'un régime dérogatoire pour Taiwan. A la rétrocession, en lieu et place d'institutions provinciales ordinaires, l'île est donc placée sous l'autorité d'un gouverneur²⁶ (*xingzheng zhangguan* 行政長官) qui, en la personne de Chen, dispose d'un pouvoir quasi-discrétionnaire sur les différentes branches de l'autorité civile (y compris le système judiciaire) et remplit également les fonctions de commandant de la garnison de Taiwan (*jingbei zongsiling* 警備總司令).

Pour les Taiwanais aspirant à davantage d'autonomie, la continuité avec le gouvernement général japonais est évidente. Qui plus est, ils trouvent difficilement leur place dans cette nouvelle administration, de taille nettement plus réduite que la précédente (44 000 personnes contre 85 000). La proportion de locaux dans l'appareil d'Etat est en réalité légèrement supérieure à ce qu'elle était sous les Japonais, mais 36 000 insulaires perdent leur emploi public et les fonctions importantes sont quasiment monopolisées par les Chinois du continent : aucun des huit départements du gouvernorat n'est confié à un Taiwanais²⁷, et les locaux n'occupent que 22 des 296 postes officiels

²⁶ Contrairement à l'historiographie existante, nous traduisons *xingzheng zhangguan* par « gouverneur » plutôt qu'« administrateur » (et *xingzheng zhangguan gongshu* 行政長官公署 par « gouvernorat » plutôt qu'« administration »). Les termes de gouverneur général et gouvernement général seront réservés au pouvoir colonial japonais. Si le terme de « gouvernorat » a l'inconvénient de suggérer de manière trop unilatérale une continuité entre l'ère coloniale et le pouvoir chinois, ce choix nous semble un moindre mal. Il est justifié par les pouvoirs spéciaux conférés à Chen Yi, qui s'apparentent à ceux de hauts dirigeants coloniaux dans d'autres contextes. Le terme « administration », dont l'effet d'euphémisation nous semble regrettable, introduit par ailleurs une confusion pour le lecteur francophone : l'administrateur est soumis au gouverneur dans le système colonial français, mais Chen détient l'autorité suprême dans sa province.

²⁷ Au niveau du gouvernorat, la seule exception est Song Feiru 宋斐如, vice-directeur du Département de l'éducation, qui a passé la guerre à Chongqing et dont le pedigree patriotique chinois ne fait aucun doute. LI Xiaofeng (Lee Hsiao-feng) 李筱峰, *Er'erba xiaoshi de Taiwan jingying* 二二八消失的台灣菁英 (Elites taiwanaises disparues lors du 28 février), Taipei : Yushan, 2015 (1^{ère} éd. 1990) (2 vol.), vol. I, pp. 134-163.

les plus importants de l'île²⁸ ; la première fournée de chefs de districts, maires et chefs de bourgs et cantons, nommée par l'exécutif, est très majoritairement continentale²⁹. Si Chen Yi a des échanges réguliers avec les Taiwanais les plus en vue, il s'impatiente de leurs récriminations et privilégie le point de vue de ses conseillers chinois, ou à la rigueur des Formosans ralliés au gouvernement de Chongqing et présents sur le continent pendant la guerre, qu'on appelle les *banshan* 半山³⁰. Si l'investissement de l'appareil d'Etat par la clientèle des dirigeants n'est pas un phénomène propre à l'ancienne colonie japonaise, il y prend toutefois des proportions inhabituelles. Pressés de se justifier, les nouveaux maîtres de l'île arguent, en plus de la formation insuffisante des notables taiwanais, de leur mauvaise connaissance de la « langue nationale » (*guoyu* 國語), le mandarin, construit à partir des Chinois du nord. Les vernaculaires de Taiwan appartiennent en effet aux dialectes chinois du sud-est, le principal étant une forme de minnan 閩南 (langue du sud-Fujian³¹) qu'on commence déjà, à l'époque, à appeler taiyu 台語 (taiwanais). En outre, ces parlers locaux ne s'écrivent pas, la convergence entre la langue écrite et une langue orale standardisée n'ayant réellement commencé en Chine que dans les années 1910. Quant à l'idiome véhiculaire et savant des ex-élites coloniales, c'est le japonais³². L'argument du gouvernorat est donc à la fois pratique – l'imposition du mandarin comme langue exclusive de l'administration en exclut *de facto* une bonne partie des notables revendicatifs – et politico-culturel. Les Formosans ne maîtrisent pas davantage le mandarin que les références culturelles sélectionnées comme « nationales » depuis les débuts de la République : au-delà de l'éphémère « sentimentalisme de la réunification », ces « Chinois incomplets »³³ ne disposent pas des codes qui leur permettraient de professer leur loyauté au nouvel Etat-nation formé en leur absence.

Les autorités chinoises ne font aucune concession sur ce point, imposant rapidement le mandarin dans toutes les sphères de la vie publique. Beaucoup de Formosans s'attèlent à son apprentissage, mais le gouvernorat surestime, avec un aveuglement qui ne peut être que délibéré, la vitesse à laquelle la transition peut se faire – la priorité, pour la majorité de la population, étant

²⁸ PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, p. 70.

²⁹ Cf. la carte des divisions administratives de Taiwan en annexe 1-c.

³⁰ Littéralement « demi-montagnards ». L'expression est construite à partir de *ashan* 阿山, « [ceux de] la montagne », « montagnards », un terme taiwanais familier pour « Chinois du continent ». Tangshan 唐山, « la montagne des Tang », est un nom couramment usité pour désigner le continent chez les insulaires et les Chinois d'outre-mer.

³¹ On l'appelle parfois hokkien, à partir de la prononciation dialectale du nom de la province du Fujian.

³² Désigné pendant la période coloniale par le terme de « langue nationale » (*kokugo* 國語) qui se réfère au mandarin après 1945 : les Taiwanais semblent condamnés à rester en périphérie culturelle et politique des Etats qui les dominent.

³³ Leo CHING, *Becoming "Japanese": Colonial Taiwan and the Politics of Identity Formation*, Berkeley : University of California Press, 2001, p. 36.

d'ailleurs la vie économique et non la reconversion culturelle. Le Bureau des traductions promeut également la culture « nationale » moderne représentée par son icône Lu Xun 魯迅, sans considération pour le fait que les Taiwanais pensent ne le céder en rien aux continentaux en matière de modernité, et que l'ironie mordante de l'auteur leur paraît souvent une mise en accusation des pratiques réelles de l'Etat chinois. Pas plus que sur le terrain économique ou politique, celui-ci n'est à la hauteur de ses ambitions culturelles, la diversité des dialectes parmi les fonctionnaires débarqués du continent n'ayant rien à envier au multilinguisme formosan. Quand Jiang Jieshi se rend sur l'île pour la première fois pour l'anniversaire de la rétrocession, fin octobre 1946, il y a fort à parier qu'une grande partie de l'audience triée sur le volet n'entend goutte à son épais accent zhejiangais. Qu'importe : à l'occasion du même anniversaire, Chen Yi interdit l'usage du japonais dans la presse – le colonisateur nippon avait attendu plus de quarante ans et l'entrée en guerre de 1937 pour faire de même à l'égard du chinois, mais les Nationalistes se bercent de l'illusion qu'ils ne font que précipiter des retrouvailles culturelles. Pour les élites « indigènes » de la période coloniale, qui piaffaient à l'idée de convertir enfin leur poids social et économique en influence politique, la décolonisation est donc une déception cruelle, car elle reconduit les barrières qui entourent le monde officiel et dévalue les capitaux – culturel et symbolique, et dans une certaine mesure social et économique – formés pendant la période coloniale.

Les décisions maladroites du gouvernement sont prises sous le regard scrutateur de la presse, car Taiwan jouit de l'automne 1945 à l'Incident du 28 février d'une liberté d'expression et de publication assez grande. Le gouverneur tient à marquer la différence avec la censure de l'époque taiwanaise, bien qu'il espère une attitude coopérative de la part des journalistes. Mal lui en prend. Son administration se trouve bientôt exposée aux critiques parfois très vives de la presse, y compris du *Xinshengbao* 新生報 (*La vie nouvelle*), propriété du gouvernement. La patience du gouverneur trouve ses limites dans le cours de l'année 1946 avec l'arrestation provisoire ou le harcèlement de nombreux hommes de presse, qui sont bien souvent des notables en vue : les positions de chevauchement sont nombreuses entre le monde des affaires et la presse, un des rares exutoires politiques de l'ancienne élite coloniale. Brutal à l'occasion, le pouvoir ne cherche toutefois pas à être terrorisant, et les critiques gagnent en audace comme en audience dans le cours de l'année 1946. Elles trouvent également une traduction institutionnelle. De février à avril, suivant la tendance nationale qui débouchera sur l'adoption de la Constitution, Chen Yi organise l'élection d'assemblées représentatives dans les bourgs, cantons et arrondissements (*xiang zhen qu min daibiaohui* 鄉鎮區民代表會). Les 7771 représentants élisent à leur tour, de pair avec les associations corporatives, les membres des conseils municipaux et de district (*xian canyihui* 縣參議會, *shi canyihui* 市參議會) (523 postes), qui choisissent quant à eux les trente membres du conseil provincial (*sheng*

canyibui 省參議會). Ces conseils n'ont qu'un pouvoir consultatif. Leur création permet néanmoins le retour sur la scène publique des ex-élites coloniales, les élus étant très souvent les membres des assemblées de l'ère japonaise, dont le rôle était sensiblement identique – le nombre plus élevé de postes permettant toutefois l'élection de nouveaux impétrants³⁴. Si les notables n'accèdent pas au pouvoir de décision local qui leur était déjà refusé par le colonisateur, ils gagnent un moyen d'expression de leur mécontentement. En mai 1946, le choix du président du conseil provincial provoque un affrontement entre l'assemblée et le gouvernorat : la première favorise Lin Xiantang 林獻堂, grand propriétaire foncier né en 1881 et figure modérée du mouvement pour l'autonomie sous les Japonais ; le second impose le *banshan* Huang Zhaoqin 黃朝琴, maire de Taïpei, qu'il juge plus docile et moins compromis avec l'ancien colonisateur. Dans les mois qui suivent, le Conseil réitère avec constance ses revendications d'autonomie locale et provinciale (élection des maires et chefs de district, pouvoir décisionnaire aux assemblées consultatives, abolition du statut spécial de Taiwan et du gouvernorat), tout en critiquant vivement les échecs de la politique de Chen Yi et la marginalisation des élites formosanes. Comme on l'a vu, les représentants taiwanais apprennent avec amertume que la Constitution ne s'appliquera pas à eux avant plusieurs années (elle ne s'appliquera pas au continent non plus, mais ils ne peuvent pas encore le savoir). En janvier 1947, le gouvernorat annonce un plan de réforme sur trois ans, qui se limite essentiellement à promettre l'élection à terme des maires et chefs de district. Un mois et demi plus tard, l'île s'embrase.

³⁴ Cette continuité, à peine suspendue par les quelques mois de la rétrocession, a été soulignée par Wu Naide, qui note que la rupture n'a véritablement lieu qu'après l'Incident du 28 février. WU Naide (Wu Nai-teh) 吳乃德 et CHEN Mingtong 陳明通, « Zhengzhi zhuan yi yu jingying liudong : Taiwan difang zhengzhi jingying de lishi xingcheng » 政權轉移和精英流動：台灣地方政治精英的歷史形成 (Changement de régime et mobilité des élites : la formation historique des élites politiques locales à Taiwan), dans LAI Zehan (Lai Tse-han) 賴澤涵 (dir.), *Guangfu hou Taiwan lishi fazhan lunwen ji* 光復後台灣歷史發展論文集 (Recueil d'essais sur le développement historique de Taiwan après la libération), Taïpei : Academia Sinica, 1993, pp. 303-334. Yao Renduo a objecté à Wu que les chefs de *bokō*, le système de responsabilité collective mis en place par les Japonais sur le modèle du *baojia* chinois, ne se sont pas « recyclés » de la même manière dans les villages (*cun*) et quartiers (*li*) après la rétrocession ; Yao anticipe de la sorte le « remplacement » des anciennes élites coloniales en le faisant commencer à la rétrocession. YAO Renduo 姚人多, « Zhengquan zhuan yi zhi zhilixing : zhanhou Guomindang zhengquan dui Rizhi shidai baojia zhidu de chengji yu zhuanhua » 政權轉移之治理性：戰後國民黨政權對日治時代保甲制度的承襲與轉化 (Gouvernementalité et changement de régime : héritages et transformations du système japonais du *bokō* sous le pouvoir du Guomindang après la guerre), *Taiwan shehui kexue*, n° 15 (2008), pp. 47-108. Wu remarque, à raison nous semble-t-il, que la fonction de *bokō* étant dénuée de capacité d'initiative, impopulaire et souvent imposée à ses détenteurs, elle ne pouvait être rangée sous la catégorie d'élite politique : avec leur déclin, on assiste au démantèlement d'un appareil de contrôle colonial et non à la « purge » d'un groupe de petits notables. WU Naide (Wu Nai-teh) 吳乃德, « Bentu jingying de yanxu he duanceng – huiying Yao Renduo » 本土菁英的延續和斷層 – 回應姚人多 (Continuités et rupture dans l'élite autochtone – réponse à Yao Renduo), *Taiwan shehuixue*, n° 16 (12), 2008, pp. 193-197.

L'Incident du 28 février, mouvement pour l'autonomie

La propagation rapide du soulèvement à partir d'un incident isolé et la tétanie du pouvoir placent les élites sociales en porte-à-faux entre l'Etat et le reste de la population. Si nombre de Taiwanais éminents se tiennent à l'écart de ce qu'ils estiment, à raison, un jeu fort dangereux, beaucoup d'autres refusent de laisser passer une chance historique. Le samedi 1^{er} mars, des conseillers municipaux de Taïpei, des conseillers de province et des membres taiwanais du Conseil politique national ainsi que de l'Assemblée nationale constituante (*zhixian guomin dabui* 制憲國民大會) forment de leur propre initiative une Commission d'enquête sur le drame du contrôle de cigarettes (*jiyan xue'an diaocha weiyuanhui* 緝煙血案調查委員會), qui s'installe dans le Hall Zhongshan (*Zhongshan tang* 中山堂) de Taïpei³⁵. La Commission entreprend de négocier avec le gouverneur, demandant la punition des agents et l'arrêt des violences de la part des forces de l'ordre, en échange de son intercession pour le retour au calme. Dépassé par les événements, Chen Yi accepte ces conditions, en notifie la population à la radio, puis envoie des représentants du gouvernorat participer à la Commission. Celle-ci prend alors le nom de Comité de résolution de l'Incident du 28 février (*Er'erba shijian chuli weiyuanhui* 二二八事件處理委員會) : il est clair pour tous les protagonistes que la tuerie survenue la veille devant le gouvernorat, et non la bavure sanglante du 27, a provoqué l'aggravation de la crise. L'événement a trouvé son nom.

Comme son nom l'indique, le Comité s'auto-attribue la mission de « résoudre » l'Incident. Dans les jours qui suivent, vingt-six autres assemblées de même nom se créent au niveau des villes (*shi* 市), des districts (*xian* 縣) et des villages et bourgs de quelque importance, d'abord spontanément, puis en coordination avec le Comité de Taïpei. Celui-ci ne parvient jamais à imposer son contrôle sur les Comités locaux, mais il parle pour toute la province et son magistère n'est pas sérieusement contesté³⁶. Les Comités, constitués par cooptation élitaires, accueillent en grand nombre les membres des conseils municipaux et de district choisis en 1946, comme à la capitale. Quant aux autres groupes politiques qui se réunissent à la faveur du vide de pouvoir pour discuter de la marche

³⁵ Inauguré en 1936 par le gouvernement général japonais à la place du siège des institutions provinciales Qing, ce bâtiment est rebaptisé Hall Zhongshan par le gouvernement chinois, en l'honneur du « Père de la nation ». La cérémonie de rétrocession du 25 octobre 1945 s'y tient. Le Hall Zhongshan abrite ensuite les cérémonies et réunions officielles. Chen Yi s'installe quant à lui dans le siège de l'ancien gouvernement général.

³⁶ HOU Kunhong 侯坤宏, « Chongtan 'Er'erba shijian chuli weiyuanhui' de juese » 重探「二二八事件處理委員會」的角色 (Réexamen du rôle des « Comités de résolution de l'Incident du 28 février »), *Taiwan shi yanjiu*, n° 21 (4), 2014, pp. 1-56. Sauf précision, l'expression « Comité de résolution » désignera le Comité de Taïpei.

à suivre, aucun ne jouit parmi l'élite insulaire de l'influence des Comités de résolution, auxquels la continuité avec les conseils représentatifs et l'accord initial de Chen Yi donnent une forte légitimité.

Steven Phillips souligne à juste titre que l'Incident ne révèle pas un programme politique taiwanais unifié. Néanmoins, les indépendantistes ne représentent qu'une force infime, les communistes sont extrêmement faibles et les partisans assumés d'un renversement du Guomindang sur l'île, tactiquement proches des derniers, sont très minoritaires. La grande majorité des notables, qui s'expriment à travers les Comités de résolution, sont attachés, à des degrés et selon des modalités divers, à l'idéal d'autonomie. Cette tendance est évidente dans le Comité de Taibei. Dès le dimanche 2 mars, le Comité de résolution commence à allonger la liste de ses exigences initiales, demandant au gouvernorat de limiter drastiquement son usage de la force et de lui confier une partie du maintien de l'ordre. A ces mesures de court terme s'ajoutent surtout des revendications politiques, présentées comme des solutions de fond à la crise, et qui reprennent largement les demandes de réforme des mois précédents.

La dynamique propre à la crise, la paralysie apparente du pouvoir et le caractère public des débats poussent à la surenchère. Les journaux, qui retrouvent leur entière liberté, couvrent avec faveur les activités des Comités de résolution – dont plusieurs membres sont également des patrons de presse³⁷ – et donnent libre cours à leurs critiques de l'administration. Le 4 mars, les représentants du gouvernorat quittent le Comité de résolution, qui s'achemine vers la revendication d'un « haut degré d'autonomie » (*gaodu zizhi* 高度自治) provinciale inacceptable pour le pouvoir. La tentative d'arracher une réforme politique de grande envergure culmine le 6 mars avec l'adoption, lors d'une réunion confuse où les éléments les plus radicaux jouent un rôle moteur, d'un document parfois appelé Plan général pour la résolution de l'Incident du 28 février (*Er'erba shijian chuli dagang* 二二八事件處理大綱)³⁸ (cf. annexe 4), amendé le lendemain lors d'une séance encore plus agitée. Le texte est remis à Chen Yi le 7 mars et paraît dans la presse le 8 mars en plusieurs versions, qui diffèrent par le nombre d'articles (on parle des « 32 demandes » *sanshi'er tiao yaoqiu* 三十二條要求

³⁷ A des degrés divers, c'est le cas de nombreux personnages éminents, surtout à Taibei : en l'absence de débouchés politiques significatifs, la presse a servi d'exutoire. Même Song Feiru, le vice-directeur taiwanais du Département de l'éducation, dirige après la rétrocession le *Renmin daobao* 人民導報, un journal souvent très critique de l'administration. Chen Yi le force en mai 1946 à choisir entre ses fonctions officielles et le journalisme d'opposition. Il conserve des liens étroits avec la rédaction du journal et finira par en reprendre la tête quelques jours avant l'Incident, ayant été démis de son poste au gouvernorat. Le cas de Song est révélateur à la fois des chevauchements entre différentes sphères d'activité dans la grande notabilité taiwanaise, même proche du pouvoir Nationaliste, et de son comportement audacieux, pour ne pas dire suicidaire, pendant le soulèvement. Song le paiera de sa vie. LI, *Er'erba xiaoshi de Taiwan jingying*, op. cit., vol. I, pp. 134-163.

³⁸ C'est ainsi que l'appellent plusieurs journaux qui en révèlent la teneur le 8 mars. Le document n'a pas de nom officiel.

ou des « 42 demandes » *sishi'er tiaoyaoqiu* 四十二條要求) et, dans une certaine mesure, la radicalité de leur contenu. A court terme, le Plan général réitère l'exigence du Comité de résolution de prendre en charge une grande partie du maintien de l'ordre. A l'horizon de quelques mois, il prévoit le passage à un statut provincial autonome, l'élection des dirigeants locaux – en accord déclaré avec le programme de Sun Zhongshan – et la nomination de Taiwanais aux postes clés de l'administration. Le gouvernorat et le commandement de la garnison, cœurs du système d'exception en vigueur à Taiwan, seront abolis, et le Comité de résolution sera appelé à jouer un rôle central dans la phase de transition politique. S'y ajoutent quelques autres revendications, comme restreindre la conscription à Taiwan à des missions de défense de l'île, interdire à des troupes mal disciplinées d'y stationner ou libérer les Formosans soupçonnés de crimes de guerre ou de trahison pendant la guerre.

L'élaboration de ce document comporte de nombreuses zones d'ombre. Compte tenu du décalage entre les délibérations du 6 mars, les propos des représentants du Comité – qui n'ont jamais parlé que de 32 demandes – et les versions divergentes parues dans la presse le 8, il est fort possible que certaines des revendications les plus insultantes pour le pouvoir chinois, comme la libération des suspects ou les entorses à la conscription, aient été votées dans le brouhaha général sur l'initiative d'agents provocateurs infiltrés par le gouvernorat, voire ajoutées *ex post* avant leur publication. Face au refus catégorique de Chen Yi le 7 mars, les émissaires du Comité de résolution semblent prendre peur et désavouent publiquement le lendemain les revendications les plus radicales, en particulier celles qui touchent au désarmement des autorités provinciales. Peu importe à la rigueur : les différentes moutures du Plan général, que les notables taiwanais puissent ou non les assumer en bloc, reflètent assez fidèlement leurs aspirations, et même la version la plus modérée est franchement inacceptable pour le pouvoir chinois. Les aspirations des élites formosanes à l'autonomie et les prérogatives de l'Etat Nationaliste sont entrées en collision. Depuis le 5 mars au moins, d'ailleurs, les dés sont jetés : Chen Yi sait que des renforts sont en route depuis le continent pour mettre au pas les séditions. Ils commencent à arriver le 8 mars, alors même que les membres du Comité de résolution tentent vainement de faire machine arrière.

A partir du dimanche 9 mars, une répression sanglante s'abat sur l'île : les forces chinoises (armée, police militaire et services secrets) écrasent les quelques groupes rebelles qui ne se dispersent pas immédiatement, font régner la terreur dans les villes passées sous couvre-feu et conduisent des procès militaires expéditifs et des assassinats de notables. Ces opérations font plusieurs milliers de victimes en quelques semaines, et décapitent une grande partie de l'élite insulaire, en premier lieu les responsables des Comités de résolution, déclarés illégaux par Chen Yi. Les Taiwanais influents, qui s'étaient crus en mesure de parler au pouvoir chinois au nom de leurs

compatriotes, sont assassinés, emprisonnés ou, pour les plus chanceux, contraints à l'exil (la plupart fuient au Japon ou sur le continent). Le gouvernorat est remplacé en mai par un gouvernement provincial ordinaire, actant la normalisation de l'île. Mais les élites taiwanaises, éliminées ou réduites au silence par la terreur, ne sont plus une force politique. Le verrouillage est achevé par le grand exil de 1949, avec la transplantation sur l'île d'un appareil d'Etat – chinois – hypertrophié qui règnera en maître jusqu'aux années 1980.

B. L'Incident du 28 février – une histoire de violence

Histoire des élites et oubli de la violence

Il y a peu de choses à redire à ce récit, riche d'enseignements sur l'histoire de Taiwan et, dans une moindre mesure, de la Chine républicaine. La lecture de l'Incident du 28 février en termes de conflit entre l'exigence élitaire d'autonomie locale et le pouvoir chinois n'est pas fautive. Mais elle est extrêmement incomplète, reléguant à l'arrière-plan la grande majorité des protagonistes du drame, les dizaines de milliers de Taiwanais qui ont pris part au soulèvement à des degrés divers. Ils apparaissent ici comme une masse indistincte, mettant en branle une tragédie à laquelle d'autres se chargent de conférer un sens : à la « population » (*minzhong* 民眾) la révolte aveugle contre un gouvernement brutal, incompetent et corrompu ; aux « élites » (*jingying* 菁英) la mise en forme et en mots de la colère plébéienne – pour finir, dans ce cas précis, par un échec retentissant.

Le partage, classique, s'explique de plusieurs façons – abondance des sources d'un côté et silence de l'autre, désir d'ériger l'Incident en préfiguration du mouvement pour la démocratisation, accès privilégié à la parole des descendants de victimes éminentes. Ses effets d'invisibilisation n'en sont pas moins regrettables. Non qu'il faille substituer au récit élitaire de la quête « d'autonomie » une épopée des « subalternes » que l'historien s'emploierait à faire parler : on ne peut supposer les « sans-voix » dépositaires de la vérité de l'Histoire ou de l'authenticité nationale (taiwanaise), pas plus qu'on ne saurait enfler ou idéaliser leur rôle par révisionnisme charitable. Il est par ailleurs évident que l'opposition tranchée entre subalternes et dominants est une fiction qui relève d'un « misérabilisme sociologique »³⁹ déjà infondé dans les situations coloniales et plus encore dans le cas qui nous occupe ; des médiations innombrables relient l'univers des notables taiwanais, par ailleurs fort divers – du médecin de village au grand latifundiaire –, aux autres acteurs de l'insurrection. Néanmoins, la focalisation excessive sur le martyr des élites nous cache plus qu'une partie de la population : elle obscurcit un pan central de l'événement.

³⁹ Romain BERTRAND, « Politiques du moment colonial : historicités indigènes et rapports vernaculaires au politique en 'situation coloniale' », *Questions de recherche*, n° 26 (10), 2008, pp. 1-49, n. 3 p. 5.

La relative négligence dans laquelle les rebelles ordinaires ont été tenus va en effet de pair avec un silence assez étonnant sur leurs modes d'action – c'est-à-dire, en l'occurrence, sur la violence insurrectionnelle. Il faut en rendre responsable, du côté des historiens occidentaux, un manque d'intérêt pour une mobilisation courte, faiblement organisée et apparemment résorbable dans ses causes. Du côté des chercheurs sinophones (essentiellement taiwanais), incomparablement plus nombreux, le problème est plus complexe. La discussion de la révolte de 1947, nous y reviendrons, est tendanciellement prise entre le dénigrement d'une « émeute » dépourvue de sens et l'héroïsation/victimisation d'un mouvement proto-démocratique, cette dernière s'accompagnant le plus souvent d'un véritable déni de la question de la violence. Or c'est mutiler gravement la question : l'Incident du 28 février, en plus d'être (et *avant* d'être) l'entrée en scène des élites autonomistes, est un soulèvement qui s'attaque physiquement aux Chinois du continent, aux bâtiments publics et aux dépositaires et symboles de l'autorité, soulèvement auquel les élites susmentionnées ne participent que très peu et qu'elles échouent à contenir comme à contrôler.

A ce titre, nous emploierons sans scrupules et comme synonymes les termes de soulèvement, de révolte, de rébellion et d'insurrection, compris comme un mouvement violent de grande ampleur, dirigé contre un pouvoir politique dont l'autorité est refusée, sans préjuger de l'issue de ce mouvement – donc de savoir si ce refus est provisoire ou définitif, et couronné ou non de succès. Il nous appartiendra, dans le cours de l'étude, d'enrichir cette définition très générale. Nous éviterons le terme de révolution en raison des connotations qui s'y attachent dans le contexte chinois de 1947, mais également pour éviter un effet d'analogie malvenu avec les révolutions « canoniques » de l'historiographie contemporanéiste : l'Incident est trop court pour que s'y observent, hormis à un état très embryonnaire, les processus endogènes aux situations révolutionnaires de 1789 ou de 1917, par exemple. Quant au terme d'émeute, qui renvoie par trop à une conception de la foule comme masse irrationnelle et sans finalité, nous ne l'emploierons que pour désigner de courts moments de violence urbaine désorganisée et peu sélective. Le chinois dispose d'un riche vocabulaire de la sédition – révolte (*minbian* 民變), soulèvement (*qiyi* 起義), rébellion (*panluan* 叛亂)... – employé dans toutes ses nuances, et avec peu de systématisme, à l'occasion de l'Incident du 28 février. Les seules constantes, sur lesquelles nous reviendrons dans le cours de ce travail, sont la réticence des Comités de résolution à recourir à ce lexique et l'usage des termes les plus péjoratifs dans les documents de l'Etat et de l'armée. Le seul mot sur lequel les différents protagonistes semblent se mettre d'accord est celui d'incident (*shijian* 事件), qui a le mérite d'être assez flou pour désigner l'épisode du 28 février ou la révolte qui s'ensuit. Son quasi-

équivalent *shibian* 事變 est presque aussi indéterminé mais assez péjoratif, donc réservé aux rapports officiels⁴⁰.

Il faut bien sûr veiller à ne pas reproduire le partage évoqué plus haut sous la forme de dichotomies simples élites/ peuple, demande de réformes/violence, entre autres raisons parce que les interactions sont nombreuses, que les rebelles sont loin de constituer tout le « peuple » et que les membres des Comités de résolution ne voient s'ouvrir l'espace des « réformes » que du fait de l'embrasement insurrectionnel : ils profitent de ce dernier pour formuler des exigences qui équivalent, pour le pouvoir chinois, à une rébellion ouverte, et finissent par être assimilés aux « émeutiers » dans la répression finale. Il n'en reste pas moins que les notables réformateurs des Comités de résolution ne sont pas les meneurs de la révolte, qui doit être comprise dans ses propres termes et dont les acteurs sont issus de secteurs moins riches et influents de la population. Pour éviter le terme imprécis et chargé de « peuple », ils peuvent dans leur majorité être qualifiés de « profanes », c'est-à-dire d'individus dépourvus d'expérience politique antérieure et de programme préconstitué⁴¹ : ils entrent sur la scène politique au moment de l'Incident, sous la forme d'une insurrection violente.

Or celle-ci a ses « méthodes » propres, ses manières de faire, ses régularités susceptibles d'analyse, analyse qui pourrait en outre suppléer – partiellement – à la pénurie de sources langagières provenant des acteurs ordinaires du drame. En d'autres termes, nous proposons d'étudier l'Incident du 28 février 1947 à nouveaux frais en partant d'une description et d'une interprétation des *formes* de la violence. Non que l'événement s'y réduise ; mais notre hypothèse de travail est qu'une telle focale permet de nouveaux effets d'intelligibilité par « l'allongement du questionnaire », dans lequel Paul Veyne voyait le seul type de progrès dont la connaissance historique est possible⁴².

Ce parti pris – entrer dans l'événement par les formes de la violence qui s'y déploie – repose sur des présupposés qu'il nous faut expliciter.

L'irréductibilité aux causes

Premièrement, un événement violent, en l'occurrence un soulèvement suivi de sa répression, n'est pas réductible à ses causes, d'où les faiblesses de « l'explication » de l'Incident par les griefs politiques, économiques ou culturels de segments de la population taïwanaise dans l'après-guerre. D'une part, comme le note Michel Dobry, le mécontentement (frustration relative, aliénation, exploitation, etc.) ne produit pas, la plupart du temps, les « phénomènes critiques » qu'il est censé

⁴⁰ Nous le traduirons par « événements », en référence à l'euphémisme longtemps utilisé par les autorités françaises au sujet de la guerre d'Algérie.

⁴¹ Quentin DELUERMOZ et Boris GOBILLE, « Protagonisme et crises politiques. Individus 'ordinaires' et politisations 'extraordinaires' », *Politix*, n° 112 (4), 2015, pp. 9-29, p. 14.

⁴² Paul VEYNE, *Comment on écrit l'histoire*, Paris : Seuil, 1996 (1^{ère} éd. 1971), p. 281.

entraîner, d'où « d'insurmontables difficultés d'imputation de causalité »⁴³. C'est également vrai d'autres phénomènes qu'une sociologie spontanée tendrait à identifier comme facteurs de violence, comme les clivages sociaux ou ethniques⁴⁴. Une deuxième raison de combattre « l'illusion étiologique »⁴⁵ est la pauvreté des descriptions auxquelles elle mène. Si une crise peut être ramenée à ses déterminants, nul besoin d'en faire un récit circonstancié ; l'événement disparaît pour ainsi dire dans ses origines. Il vaut mieux éviter cet escamotage, pas seulement par scrupule érudit, mais aussi parce la violence n'est pas qu'un symptôme : elle a sa consistance propre.

Cette dernière affirmation peut être entendue de plusieurs manières, qui ne sont pas incompatibles. Les sociologues du politique comme les historiens – pour qui la chose est toujours, travers idiographique oblige, allée de soi – savent qu'une situation de crise est génératrice de dynamiques propres : « elle tend à s'arracher aux conditions et aux déterminants de sa genèse »⁴⁶ et à acquérir une logique et un rythme spécifiques. Jusqu'à un certain point, c'est vrai de toutes les situations violentes, y compris d'échelle très modeste, qu'elles aillent ou non de pair avec un bouleversement politique⁴⁷, ne serait-ce que parce qu'elles impliquent une interaction, les gestes, paroles et émotions des protagonistes s'affectant mutuellement. L'Incident du 28 février ne fait bien sûr pas exception à cette règle. Il nous sera cependant difficile de puiser dans la riche littérature existante sur les « conjonctures fluides » et « processus révolutionnaires »⁴⁸, en raison de l'extrême brièveté de l'Incident et particulièrement de sa phase insurrectionnelle : une dizaine de jours, sans compter les résistances résiduelles qui suivent l'effondrement de la révolte. Nous attacher aux « coups » échangés entre les acteurs⁴⁹, à « l'endogénéité » de la violence en période de guerre civile⁵⁰, au devenir révolutionnaire des acteurs⁵¹ ou à la formation d'un « capital social révolutionnaire »⁵² n'aurait pas grand sens. Que faire alors de cette insurrection avortée, qui ne débouche ni sur une révolution ni sur une guerre civile, et que peut nous apprendre une aussi courte éruption ?

⁴³ Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, Paris : Presses de Sciences Po, 2009, p. xxxii.

⁴⁴ James D. FEARON et David D. LAITIN, « Ethnicity, Insurgency, and Civil War », *American Political Science Review*, n° 97, 2003, pp. 75-90.

⁴⁵ DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, *op. cit.*, p. 46.

⁴⁶ *Ibid.*, p. xxxiv.

⁴⁷ Randall Collins s'est attaché à observer ces dynamiques situationnelles au ras du sol. Randall COLLINS, *Violence: A Micro-Sociological Theory*, Princeton : Princeton University Press, 2009.

⁴⁸ Elle fait l'objet d'une analyse, au croisement de l'histoire et des sciences sociales, par DELUERMOZ et GOBILLE, « Protagonisme et crises politiques », *op. cit.*, *passim*.

⁴⁹ DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, *op. cit.*, *passim*.

⁵⁰ Stathis KALYVAS, *The Logic of Violence in Civil War*, Cambridge/New York : Cambridge University Press, 2006.

⁵¹ Timothy TACKETT, *Becoming a Revolutionary: The Deputies of the French National Assembly and the Emergence of a Revolutionary Culture (1789–1790)*, Princeton : Princeton University Press, 1996.

⁵² Adam BACZKO, Gilles DORRONSORO et Arthur QUESNAY, « Le capital social révolutionnaire. L'exemple de la Syrie entre 2011 et 2014 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 211-212 (1), 2016, pp. 24-35.

La violence comme forme de l'action sociale

La violence de l'Incident du 28 février nous intéressera principalement dans la mesure où elle est une forme d'action sociale, c'est-à-dire, dans la définition classique qu'en donne Max Weber, un comportement investi de sens par son agent et impliquant un rapport à autrui⁵³. Dans la mesure où « ... nous vivons sans savoir formuler la logique de nos actes [...] et la praxéologie est implicite chez l'agent comme la grammaire chez le locuteur »⁵⁴, le programme « compréhensif » de Weber (expliquer l'action en rendant compte de ses raisons pour l'acteur) doit être tempéré par une attention à ces règles le plus souvent implicites, mais qui n'en président pas moins à la formation du sens de l'action (pour l'agent comme pour le patient)⁵⁵. Une analyse de la violence consistera donc à décrire ses formes – en étant attentif à leurs régularités ou grammaire, ses conditions de possibilité, les significations que les acteurs lui confèrent – autrement dit les types de rationalité qui commandent l'action violente, de la pure instrumentalité à ses dimensions les plus expressives ou symboliques –, ainsi que les affects qui accompagnent cette action⁵⁶.

Les tentatives de donner une définition positive de la violence se sont heurtées depuis longtemps à des obstacles décourageants. Cela tient pour une part à la grande diversité des phénomènes communément rassemblés sous ce terme et pour une autre, plus fondamentale, au caractère indissociablement descriptif et normatif du mot. La violence de certaines actions, comme l'homicide, ne fait débat pour personne ; ce « cœur » stable est peu ou prou celui que Simone Weil appelle la force, « ce qui fait de quiconque lui est soumis une chose »⁵⁷. Le pas se fait moins assuré dès qu'on s'en éloigne – si l'on considère, justement, la « violence » faite aux objets, ou la menace, ou encore la violence « morale » ou « symbolique », etc. Le choix de délimitation comporte alors toujours une part d'évaluation puisqu'on qualifiera de violence ce qui transgresse (ce qui viole) une norme plus ou moins explicite. Problème qui ne concernerait pas l'historien si ces évaluations n'étaient pas le fait des acteurs historiques eux-mêmes, avec leurs systèmes normatifs et leurs seuils de tolérance variés : l'ambiguïté n'est pas accidentelle mais constitutive du problème⁵⁸. Nous

⁵³ Catherine COLLIOT-THELENE, *La sociologie de Max Weber*, Paris : La Découverte, 2006, p. 51.

⁵⁴ VEYNE, *Comment on écrit l'histoire*, *op. cit.*, p. 254.

⁵⁵ Weber accorde un primat indiscutable aux raisons conscientes, les comportements purement « traditionnels » ou « affectifs » pouvant à peine être qualifiés d'actions sociales. Jeanne FAVRET-SAADA, « Weber, les émotions et la religion », *Terrain*, n° 22, 1994, pp. 93-108. Ce partage, qui a été très critiqué, est nuancé par Catherine Colliot-Thélène, pour qui la compréhension sociologique wébérienne vise les raisons conscientes « ou susceptibles d'être conscientes » (*La sociologie de Max Weber*, *op. cit.*, p. 54).

⁵⁶ Sur la pluralité des formes de rationalité chez Weber, cf. COLLIOT-THELENE, *La sociologie de Max Weber*, *op. cit.*, pp. 59-84. Nous revenons sur les liens entre rationalités et affects dans l'action violente au début du chapitre V.

⁵⁷ Simone WEIL, *L'Iliade ou le poème de la force (et autres essais sur la guerre)*, Paris : Payot, 2014 (1^{ère} éd. 1941).

⁵⁸ Yves MICHAUD, *Violence et politique*, Paris : Gallimard, 1978, pp. 90-96. Le pouvoir chinois qualifie par exemple très vite les rebelles taiwanais d'émeutiers (*baotu* 暴徒), terme dont le premier caractère *bao* signifie

suivrons donc les conseils d'Yves Michaud et procéderons par tâtonnement, en commençant par ce qui fait consensus – la violence physique exercée sur autrui – pour progresser ensuite, en fonction des situations étudiées, vers des cas plus litigieux (menaces, occupation par la force de bâtiments, mobilisation d'un imaginaire violent...), en prenant alors garde aux registres de justification des acteurs.

Nous n'accordons pas de privilège épistémologique à la violence en tant que telle, qu'elle soit paroxystique ou non. Il n'y a aucune raison de supposer qu'elle recèle une vérité sociale, politique ou anthropologique plus fondamentale que d'autres modalités de l'action sociale. Ce travail part de la question de la violence pour des raisons plus triviales : premièrement parce qu'il porte sur des faits violents, quelle que soit la définition qu'on donne du terme ; deuxièmement parce que cette violence est un « événement » politique, au sens où l'Incident constitue une rupture dans le cours routinier des relations de pouvoir et de la vie sociale instituée, clairement et immédiatement perçue par tous les protagonistes. Elle débouche donc sur une « concurrence autour du sens » – certes sous la forme d'« un immense flot d'explications, d'accusations et de justifications »⁵⁹ pendant et après son usage, comme le note Karl Jacoby, mais aussi d'un déploiement intense d'action et de symbolisme, également susceptibles d'être interprétés. Autrement dit, l'irruption de la violence produit un matériau considérable pour une histoire de l'action sociale, et en l'occurrence de sa sous-catégorie qu'est l'action politique. C'est parce qu'elle est solidaire d'un sens, donc non réductible à un simple instrument⁶⁰ ni au bruit et à la fureur, que la violence est un objet intéressant pour l'histoire politique. Elle nous porte vers un de ses deux pôles : celui de l'action (ou subjectivation) par opposition à l'institution mise en forme, en sens et en scène des rapports de pouvoir (stabilisés)⁶¹.

plus ou moins « violent, violence » et que les intéressés refusent évidemment, lui préférant des appellations plus valorisantes. Il n'existe pas à notre connaissance d'étude sur la formation et la structure du champ lexical de la violence en chinois (moderne et classique). Le terme *baoli* 暴力, aujourd'hui équivalent à notre « violence », est constitué de *li* (force) et de *bao*, qui désigne originellement l'exposition de grains au soleil. Il entre dans la composition de termes divers où il connote un excès soudain et/ou nocif, comme « tyrannie » (*baozheng* 暴政), « tempête » (*baofeng* 暴風), « profits énormes et rapides » (*baoli* 暴利), etc.

⁵⁹ Karl JACOBY, *Des ombres à l'aube : un massacre d'Apaches et la violence de l'histoire*, Toulouse : Anacharsis, 2013 (trad. Frédéric Cotton, 1^{ère} éd. en anglais 2008), p. 11.

⁶⁰ C'est sur la base de cette conception restrictive que Hannah Arendt l'exclut de la sphère du politique proprement dit. Hannah ARENDT, *Du mensonge à la violence : essais de politique contemporaine*, Paris : Calmann-Lévy, 1972 (trad. Guy Durand, 1^{ère} éd. en anglais 1969), pp. 105-187.

⁶¹ Claude LEFORT, *Essais sur le politique : XIXe-XXe siècles*, Paris : Seuil, 1986, pp. 256-257. Yves Chevrier a thématiqué cette dialectique de l'institutionnalisation et de la subjectivation du politique dans la Chine du XXe siècle. Cf. notamment « Subjectivation, activism, and their reshaping in contemporary China: a tentative historical framework », communication au colloque The Making of Chinese Subjects, CERI (Sciences Po), 18-19 décembre 2014.

Que la violence insurrectionnelle – et l’insurrection en général – « fasse événement » fait partie du sens commun de la discipline historique. C’est moins vrai de sa répression. La violence d’Etat n’est pas un objet noble, non seulement parce qu’elle ne mobilise pas le pathos de la libération, mais encore parce qu’elle paraît aller de soi. Si le terme d’Etat désigne le monopole tendanciel de la violence, la répression d’un soulèvement n’est que l’expression du pouvoir réduit à son *ultima ratio*. On s’étonnera à la rigueur d’une effusion de sang en régime démocratique : il y a là matière à énigme et à scandale, que l’historien se chargera d’élucider. Mais d’un « régime tyrannique », « on ne s’étonnera guère qu’il tue »⁶², ce qui explique d’ailleurs en grande partie que la violence répressive qui a suivi l’Incident du 28 février ait parfois été chroniquée et dénoncée, mais pas analysée⁶³.

Nous reviendrons sur le rôle que joue cette opposition, tantôt inconsciemment tantôt délibérément naïve, dans une grande partie des travaux occidentaux sur la violence d’Etat. Il suffira pour l’instant de préciser que nous entendons ici par « événement violent » la rupture du fonctionnement routinier des institutions politiques et la multiplication des actions violentes de la part du régime et de la population. Nul besoin de supposer que cette rupture est exceptionnelle ou sans précédent. La révolte taiwanaise de 1947 est plus transgressive pour ses acteurs que sa sanglante mise au pas ne l’est pour les forces armées du Guomindang ; il n’empêche qu’un régime autoritaire, même ouvertement brutal, ne tue pas partout et tout le temps. Et quand il tue (et/ou bat, emprisonne, torture, etc.), son usage de la force ne saurait être réduit à une « rationalité instrumentale » – ne serait-ce que parce qu’il est solidaire d’une perception de l’ennemi, de la détermination d’objectifs politiques, de la conduite individuelle et collective des forces armées, etc. L’important n’est pas qu’un événement infléchisse le cours de l’histoire de manière inattendue, mais qu’il se « détache sur fond d’uniformité »⁶⁴ et nous donne à voir ce qui serait sans lui resté obscur. La violence d’Etat peut donc être soumise, pour partie, au même questionnaire que la violence insurrectionnelle avec laquelle elle se trouve en interaction⁶⁵.

L’événement et ses contextes

Ce questionnaire emprunte d’abord à l’historiographie de l’événement, plus précisément à la manière dont un moment critique peut être inséré dans un temps plus long.

⁶² Alain DEWERPE, *Charonne 8 février 1962. Anthropologie historique d’un massacre d’Etat*, Paris : Gallimard, 2006, p. 23.

⁶³ Pour Steven Phillips, Taiwan « bascula dans le cours ordinaire de l’histoire politique continentale » en mars 1947. PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, p. 11.

⁶⁴ VEYNE, *Comment on écrit l’histoire*, *op. cit.*, p. 16.

⁶⁵ En partie seulement. Il va de soi que la symétrie est imparfaite et que la rébellion soulève, par exemple, des problèmes de mobilisation collective que les institutions étatiques n’ont pas.

Depuis son « retour »⁶⁶, un pan important de l'historiographie française a appréhendé l'événement, par « déplacement de l'amont de l'événement vers son aval »⁶⁷ – que cet aval soit considéré comme l'ensemble des conséquences de l'événement ou, plus subtilement, des médiations qui le constituent comme tel (nomination, commémoration, narration, etc.)⁶⁸. On peut appeler cette approche constructiviste/mémorielle, la seconde étant un cas particulier de la première. Ces questions seront abordées mais ne seront pas au cœur de l'étude. Non qu'elles soient dépourvues d'intérêt, mais – sans parler du fait que cette dimension de « l'Incident du 28 février » est assez bien connue – elles risquent de nous enfermer dans des généalogies à demi-mythiques (l'Incident comme début de la Terreur blanche, ou du combat taiwanais pour l'indépendance, ou de la lutte pour la démocratie...), qui nous apprennent davantage sur les hommes et les époques qui les ont produites que sur les faits eux-mêmes. Il semble en outre superflu d'ajouter une brique à l'édifice, qui croule sous son propre poids, de la mémoire des événements sanglants du siècle. Ces mises en récits ultérieures doivent certes être connues et comprises, ne serait-ce que pour ne pas être trompées par elles ; on ne peut pas s'y limiter ou les mettre au premier plan.

Approche par l'amont, donc, et non par l'aval. Il ne s'agit pas pour autant de revenir à une histoire des origines, déjà écartée. Nous souhaitons emprunter une troisième voie : celle qui consiste à prendre l'événement ni comme issue d'une série causale, ni comme artefact, mais comme révélateur d'un passé. Sur ce point, nous ne trouvons pas de meilleure autorité que Hannah Arendt :

Chaque fois que se produit un événement assez insigne pour éclairer son propre passé, l'histoire advient. Alors seulement, l'écheveau désordonné des occurrences passées vient au jour sous la forme d'un récit qui peut être raconté parce qu'il possède un début et une fin. [...] C'est seulement lorsque surviendra, dans l'histoire à venir, un événement nouveau que cette « fin » se révélera être un commencement aux yeux des historiens futurs⁶⁹.

Ces antécédents mis au jour par la saillance de l'événement, et dont nous tenterons ici l'étude, ne se résument pas aux griefs des rebelles et à ceux de leurs ennemis, pour les raisons évoquées plus

⁶⁶ Pierre NORA, « Le retour de l'événement », dans Jacques LE GOFF et Pierre NORA (dir.), *Faire de l'histoire I : nouveaux problèmes*, Paris : Gallimard, 1974, pp. 210-229.

⁶⁷ François DOSSE, « Événement », dans Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA et Nicolas OFFENSTADT (dir.), *Historiographies II : concepts et débats*, Paris : Gallimard, 2010, pp. 744-756, p. 744.

⁶⁸ Cette insistance sur la constitution de l'événement par la postérité est parente du constructivisme défendu par Pierre Nora, particulièrement sensible au rôle des médias : « Pour qu'il y ait événement, il faut qu'il soit connu. » Pierre NORA, « L'événement monstre », *Communications*, n° 18 (1), 1972, pp. 162-172, p. 162. Une enquête sur la nomination de l'événement, qui n'est pas notre objet, impliquerait d'interroger le goût très prononcé des historiographies est-asiatiques pour la notion générique « d'incident » (*shijian/jiken* 事件), qui n'a pas le même effet de minimisation qu'en français. Nous ne connaissons pas d'étude sur la question.

⁶⁹ Hannah ARENDT, « Understanding and Politics », *Partisan Review*, n° 20 (4), 1953, pp. 377-392, traduit dans Michelle-Irène BRUDNY DE LAUNAY, *La nature du totalitarisme*, Paris : Payot, 2006, pp. 33-53.

haut. Ils sont aussi les couches de mémoire, les structures sociales, les savoirs et savoir-faire qui sous-tendent l'action des protagonistes du drame de 1947. Dans les termes de Quentin Deluermoz et Boris Gobille, le défi sera donc d'articuler « la grammaire propre des conjonctures critiques » et « le jeu des passés pluriels, que ce jeu prenne la forme de références actives, de routines d'action collective, de mobilisations de groupes existants, du rôle des propriétés sociales individuelles [...] ou encore de rapports au monde et au politique hérités des trajectoires historiques des sociétés »⁷⁰. Il serait vain d'espérer de cette démarche qu'elle nous livre les « causes » véritables de l'Incident dans ses modalités singulières. Nous ne chercherons que ses conditions de possibilité, ce qui rend les acteurs *capables* d'agir comme ils le font – programme de recherche limité, mais respectueux de la part d'indétermination qui, dans tout événement, résiste à l'explication⁷¹ :

Montrer en quoi [un phénomène historique] a été possible – c'est-à-dire non pas, ce qui est de toute façon une tâche vaine, montrer qu'il aurait été nécessaire, non pas non plus montrer que c'est un possible, un des possibles dans un champ déterminé des possibles... Disons que ce qui permet de rendre intelligible le réel, c'est de montrer simplement qu'il a été possible. Que le réel soit possible, c'est ça sa mise en intelligibilité⁷².

L'événement révélateur de ses conditions de possibilité qui, sans lui, resteraient pour partie au moins plongées dans l'obscurité. Une telle démarche peut s'appuyer sur une historiographie qui, bien que moins abondante que la littérature constructiviste/mémorielle, n'en est pas moins riche. Le grand ancêtre en la matière est bien sûr Georges Duby, que l'événement intéresse « parce que son irruption suscite un torrent de discours [...]. Pour ce que, brusquement, il éclaire. Par ses effets de résonance, par tout ce dont son explosion provoque la remontée depuis les profondeurs du non-dit, par ce qu'il révèle à l'historien des latences »⁷³. Les sources du médiéviste étant surtout des récits de la « journée », ces latences sont par la force des choses celles des époques qui suivent autant que celles du règne de Philippe Auguste. Nous nous en tiendrons dans ce travail à la première partie de son questionnaire. Il s'est progressivement enrichi, particulièrement dans l'historiographie de la violence, d'une attention méticuleuse aux pratiques, au sens que les acteurs leur donnent et

⁷⁰ DELUERMOZ et GOBILLE, « Protagonisme et crises politiques », *op. cit.*, p. 27.

⁷¹ Quelle que soit la manière dont on en rende compte. Cette position relève de la précaution méthodologique et non d'une hypothèse ontologique ou métaphysique. Les pétitions de principe déterministes, qui s'appuient par exemple sur Antoine-Augustin Cournot pour faire du hasard « la rencontre de deux séries causales indépendantes », ne nous paraissent pas plus heuristiques que l'acte de foi « humaniste » en la liberté du sujet.

⁷² Michel FOUCAULT, *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France (1978-1979)*, Paris : Gallimard, 2004, p. 35.

⁷³ Georges DUBY, *Le dimanche de Bouvines, 27 juillet 1214*, Paris : Gallimard, 2005 (1^{ère} éd. 1973), p. 9.

aux conventions qui les régissent ; c'est à cette condition, écrit Raphaëlle Branche au sujet de l'embuscade de Palestro, que la « plongée dans l'infime et le local peut offrir aux lecteurs une compréhension plus fine de ce qui a pu se nouer en Algérie » durant toute la période coloniale⁷⁴. Les réflexions auxquelles Alain Dewerpe s'est livré dans son étude sur le « massacre » du métro Charonne nous sont ici particulièrement utiles⁷⁵. L'auteur attire notre regard sur les « conventions » et « répertoires » qui encadrent « l'usage de la violence »⁷⁶, non pas, comme Charles Tilly, pour dégager des régularités de long terme ou les étapes nécessaires d'une évolution⁷⁷, mais afin de montrer comment une conduite apparemment « hors norme » (ici par sa brutalité) s'appuie sur des registres d'action et de représentation plus routiniers que les acteurs peuvent « mobiliser, reconduire, transformer » - autrement dit, qui rendent l'action exceptionnelle « possible » et lui fournissent un partie de ses codes et de ses matériaux. Il faut donc, comme l'écrit Jacques Revel cité par Dewerpe, identifier autant que possible les « séquences de mémoire qui constituent des conditions de pensabilité et d'intelligibilité au sein de chaque ensemble, de chaque contexte »⁷⁸.

Ces séquences peuvent être fort longues : il y a des mémoires institutionnelles, des transmissions collectives, et Charles Tilly a montré que les répertoires d'action se constituent et se modifient souvent sur la longue durée ; l'action sociale est par ailleurs tributaire de conditions extérieures (matérielles, politiques...) héritées du passé. Cependant, le choix d'une démarche compréhensive nous fera le plus souvent privilégier un arrière-plan chronologique – ou plutôt plusieurs arrière-plans emboîtés – court, taillé aux dimensions d'une expérience vécue. Le passé travaille dans le présent sous la forme d'une expérience, que Reinhardt Koselleck définit comme « le passé actuel, dont les événements ont été intégrés et peuvent être remémorés », que cette réactualisation relève de « l'élaboration rationnelle » ou de « comportements inconscients qui ne sont pas ou plus obligatoirement présents dans notre savoir. » L'action sociale est permise non seulement par ce « champ d'expérience » mais encore par les « horizons d'attente » des acteurs ; il faudra donc à la fois se pencher sur leur passé et essayer de reconstituer, dans la mesure du possible, ce qu'ils anticipent, espèrent et craignent de l'avenir⁷⁹. Dans les moments critiques plus encore que routiniers,

⁷⁴ Raphaëlle BRANCHE, *L'embuscade de Palestro : Algérie 1956*, Paris : Armand Colin, 2010, p. 11.

⁷⁵ DEWERPE, *Charonne 8 février 1962*, *op. cit.* Le regard « ethnographique » est ce qui distingue le plus clairement l'entreprise d'Alain Dewerpe de celle de Georges Duby, parentes à bien d'autres égards. Pour une comparaison entre les deux livres, cf. le très intéressant article d'Etienne OLLION, « Le jeudi de Charonne. Note sur l'histoire et l'événement », *Genèses*, n° 69 (4), 2007, pp. 128-139.

⁷⁶ DEWERPE, *Charonne 8 février 1962*, *op. cit.*, p. 107.

⁷⁷ Parmi son œuvre très abondante, cf. par ex. Charles TILLY, *The Contentious French: Four Centuries of Popular Struggle*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 1986. Tilly s'est progressivement éloigné de ce que ses premières thèses pouvaient comporter d'évolutionnisme.

⁷⁸ DEWERPE, *Charonne 8 février 1962*, *op. cit.*, p. 207.

⁷⁹ Reinhardt KOSELLECK, *Le futur passé : contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris : EHESS, 1990 (trad. Jochen Hoock et Marie-Claire Hoock, 1^{ère} éd. en allemand 1979), pp. 311-312.

l'expérience et l'action constituent une « aventure temporelle » où les rapports au passé, au présent et à l'avenir subissent des inflexions évidentes, bien que très difficiles à appréhender⁸⁰ – difficulté redoublée par le risque de « l'illusion héroïque » qui nous ferait négliger la pesanteur des logiques sociales ordinaires derrière les discours de rupture radicale⁸¹.

Les deux risques de circularité

Ce type de raisonnement s'expose à un double reproche de circularité. Circularité entre les discours et les pratiques d'abord : l'historien ne risque-t-il pas de céder à la tentation d'interpréter les secondes à lumière des premiers (l'inverse est une pente moins naturelle et plus difficile à suivre), se condamnant à n'y trouver de sens que celui qu'il y a d'abord placé ? Circularité entre le présent de l'événement et son passé ensuite : le risque est cette fois de ne sélectionner du passé des acteurs que ce qui conforte l'interprétation déjà constituée de leur conduite. Nous n'avons trouvé aucune parade définitive contre ces objections, qui touchent à une nécessité intrinsèque de toute démarche interprétative⁸². Tout au plus peut-on espérer que le cercle soit vertueux et ériger quelques garde-fous de bon sens contre la tentation de construire un système tautologique, intégralement et univoquement signifiant : rester sensible à la contingence des décisions et de leurs résultats, particulièrement dans le climat d'incertitude très forte qui caractérise de telles crises ; à la diversité des motivations, chez les individus et entre eux ; à la part de routine et d'automatisme qui persiste dans les conjonctures critiques ; enfin, à tout ce qui relève non pas de l'élucidation du sens de l'action, mais de l'étude des structures matérielles et sociales qui la rendent possible⁸³.

C. Quelles histoires ? Choix de cadrage et usage des sources

Situer Taiwan en 1947

Ce choix de cadrage chronologique (l'amont de l'événement) est du même coup un choix de cadrage géographique, du fait de la trajectoire singulière de Taiwan au XXe siècle. Le repli du régime Nationaliste sur l'île en 1949 confère à l'île, en plus d'une importance stratégique considérable, un statut politique pour le moins curieux. Le dogme de l'unicité de la Chine, partagé des deux côtés du détroit, en fait le lieu métonymique de la République de Chine, dont la capitale théorique reste Nanjing. Pour le Guomindang, une grande partie des exilés du continent et le camp occidental

⁸⁰ DELUERMOZ et GOBILLE, « Protagonisme et crises politiques », *op. cit.*, p. 27.

⁸¹ DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, *op. cit.*, pp. 75-93.

⁸² Hans-Georg GADAMER, *Vérité et méthode : les grandes lignes d'une herméneutique philosophique*, Paris : Seuil, 1976 (trad. Etienne Sacre, 1^{ère} éd. en allemand 1960).

⁸³ Louis QUERE, *La sociologie à l'épreuve de l'herméneutique : essais d'épistémologie des sciences sociales*, Paris : L'Harmattan, 1999.

(jusqu'aux années 1970), Taiwan est « la Chine libre », les autorités de Taïpei imposant violemment à la population une culture officielle néo-traditionnelle censée légitimer leurs prétentions à représenter le pays et son histoire. Formose est donc transformée en « conservatoire », avant que la libéralisation des années 1980 n'en fasse le « laboratoire » d'une démocratie « chinoise » puis, avec l'intrication du mouvement démocratique et de l'indigénisation de la vie politique, d'identités collectives singulières, voire d'une entité *sui generis* en droit international⁸⁴. Sur le plan géopolitique, le bastion de la Guerre froide, dont les relations extérieures sont surdéterminées par la protection américaine, renoue progressivement avec son environnement régional, bien que l'hypothèque chinoise le maintienne dans une indétermination politique et identitaire que Stéphane Corcuff qualifie de « liminale »⁸⁵. S'attacher aux suites de l'Incident du 28 février, c'est traverser l'histoire de la Guerre froide et de son legs dans l'Asie de l'est contemporaine.

Déplacer le regard sur le passé qui l'a rendu possible, particulièrement à l'échelle d'une vie humaine, c'est contempler un tout autre paysage. L'île de Taiwan y est aussi « liminale », mais cette fois dans le sens d'une interface entre deux entités politico-culturelles⁸⁶, la Chine et le Japon, en périphérie desquelles elle se situe avant, pendant et après la période coloniale. Le drame de 1947 oppose, selon une ligne de partage qui souffre assez peu d'exceptions, une partie des insulaires aux continentaux, c'est-à-dire des groupes qui, hormis les quinze mois écoulés depuis octobre 1945 (encore ceux-ci ne concernent-ils que les forces chinoises présentes depuis le début), sont façonnés par des expériences historiques extrêmement différentes. Les « passés pluriels » évoqués par Quentin Deluermoz et Boris Gobille le sont ici très fortement, un décalage des expériences historiques qui aura une grande importance dans le déroulement de la révolte et de sa répression. Cette diversité des trajectoires ne suffit pas à expliquer la confrontation violente, comme le voudrait une lecture identitaire répandue à Taiwan. Elle fournit néanmoins aux acteurs du drame des cadres de pensée et d'action fort divergents⁸⁷. Nous sommes de ce fait amenés à nous appuyer sur plusieurs corpus historiographiques.

⁸⁴ Stéphane CORCUFF, « Etudier Taiwan. Ontologie d'un laboratoire-conservatoire », *Etudes chinoises*, hors-série, 2010, pp. 235-257.

⁸⁵ Stéphane CORCUFF, « The Liminality of Taiwan: A Case-Study in Geopolitics », *Taiwan in Comparative Perspective*, n° 4, 2012, pp. 34-64.

⁸⁶ *Ibid.*, p. 55.

⁸⁷ Cette divergence n'est pas une complète étrangeté, car l'imbrication des histoires politiques chinoise et japonaise est bien antérieure à l'annexion de Taiwan. Nous verrons que les Japonais adaptent dans leur colonie un certain nombre de techniques de contrôle de l'Empire chinois, réinventées à leur tour par les Nationalistes lors de la répression de 1947.

Corpus historiographiques

Le premier est bien sûr l'historiographie de l'Incident du 28 février, taiwanaise dans son écrasante majorité. Nous lui consacrerons tout un chapitre (cf. chapitre I).

Deuxième massif historiographique, l'histoire de la violence collective et/ou politique dans le monde chinois. L'histoire politique mouvementée du pays, la révolution de 1949 en particulier, ont encouragé une production gigantesque sur l'Empire tardif et la période contemporaine, dont il serait impossible et inutile de donner une vue d'ensemble⁸⁸. Nous nous appuierons ponctuellement sur la très riche littérature existante sur les formes et les causes de la violence collective paysanne de la dynastie Qing au XXe siècle. Pour le reste, nous recourrons essentiellement à l'historiographie de la période républicaine (1912-1949) qui, sur le chapitre de la violence, a connu des développements récents remarquables. L'émancipation par rapport au *telos* de 1949 a permis de restituer dans leur épaisseur propre des expériences historiques qui, pour ne pas avoir les Communistes en leur centre, n'en sont pas moins décisives. C'est vrai, en particulier, du phénomène guerrier au sens large – guerres civiles incluses – de l'époque des « seigneurs de la guerre » (c. 1916-1927) au tumulte de la révolution Nationaliste (1926-1928) et, surtout, à la Guerre de résistance contre le Japon (1937-1945). Ces sujets ont fait l'objet de profonds renouvellements dans le monde anglophone, particulièrement en Angleterre (Hans van de Ven, Rana Mitter...) mais aussi en Amérique du nord (Diana Lary, Stephen MacKinnon, Arthur Waldron...). L'acquis principal de ces recherches, qui enrichissent considérablement le questionnaire de l'histoire militaire classique, est une attention beaucoup plus fine à la guerre comme fait social total et expérience collective, ainsi qu'à la variété de ses effets transformateurs. Elles nous seront précieuses.

Troisième historiographie mobilisée, celle de la période coloniale à Taiwan. Les spécialistes en sont le plus souvent taiwanais, parfois liés aux milieux universitaires américains (comme Hui-yu Caroline Ts'ai). Plus généralement, l'empire colonial japonais est un champ d'études récent mais extrêmement dynamique outre-Atlantique, où il a été porté par la vogue des *colonial* et *postcolonial studies*. Malgré des dérives occasionnelles et familières (surenchère « textualiste »), ces recherches ont permis des progrès décisifs, comme désenclaver l'empire japonais par la comparaison et l'étude des circulations, réévaluer la nature impériale de la société japonaise avant 1945 et, en ce qui nous concerne, rompre avec les récits nationalistes et résistancialistes pour étudier le nuancier des

⁸⁸ L'excellente bibliographie en ligne de Barend ter Haar constitue la meilleure porte d'entrée dans le domaine : "Violence in Chinese culture: bibliography by Barend J. ter Haar" <http://faculty.orinst.ox.ac.uk/terhaar/violence.htm> [consulté le 13 juillet 2016].

relations de pouvoir, d'accommodement, d'intégration, de sous-impérialisme et autres qui règnent entre colonisateurs et colonisés (Prasenjit Duara, Takashi Fujitani, Brandon Palmer...) ⁸⁹.

L'historiographie « du » colonial, japonais et autre, sera donc utile pour penser ses effets différés – par-delà la décolonisation –, ses appropriations et ses perceptions. Quant à sa pertinence pour penser la situation de 1947, c'est une autre affaire. L'idée d'une « recolonisation » de Taiwan par la Chine républicaine, chère aux indépendantistes taiwanais (et déjà utilisée dans les polémiques de l'après-guerre), est avancée comme outil heuristique par certains chercheurs. Cette qualification nous semble appeler des réserves, dans la mesure où les similitudes (incontestables) entre le pouvoir chinois et son prédécesseur japonais appartiennent essentiellement au domaine des *techniques* de pouvoir, « répertoire » dont Jane Burbank et Frederick Cooper ont montré qu'il était propre moins aux situations coloniales qu'aux empires en général ⁹⁰. La dimension idéologique de l'entreprise coloniale – la promesse d'une élévation des colonisés au niveau « d'avancement » et d'autogouvernement des colonisateurs, perpétuellement contredite par la réaffirmation d'une différence radicale – la singularise sans doute mieux, mais elle nous paraît faire défaut à Taiwan. Le déni des identités locales et la sinisation forcée y relèvent en effet d'un assimilationnisme sans arrière-pensées, en tous cas avant 1949 et l'afflux d'une population continentale que la chimère du retour au pays pousse à un « communautarisme » certain, bien que de courte durée ⁹¹. Ces incertitudes incitent à la prudence : plutôt que de chercher à définir la situation *a priori*, au risque de réifier « le » colonial et d'en déduire des conclusions toutes faites sur la nature de la violence exercée ⁹², il est préférable d'apprécier au cas par cas si les outils développés par les spécialistes d'histoire coloniale sont utiles. Nous reviendrons sur la question en conclusion de ce travail.

Quatrièmement et dernièrement, ce travail doit beaucoup à l'anthropologie historique de la violence, et notamment de la violence de guerre, développée en particulier autour des deux guerres mondiales dans leurs théâtres européens – des œuvres séminales de John Keegan et George Mosse ⁹³

⁸⁹ Pour un état des lieux récent voir Jordan SAND, "Subaltern Imperialists: The New Historiography of the Japanese Empire", *Past and Present*, n° 225 (1), 2014, pp. 273-288.

⁹⁰ Jane BURBANK et Frederick COOPER, *Empires in World History: Power and the Politics of Difference*, Princeton : Princeton University Press, 2010.

⁹¹ Françoise MENGIN, *Trajectoires chinoises : Paris, Hong Kong et Pékin*, Paris : Karthala, 1998, pp. 20-26.

⁹² Raphaëlle Branche a tenté de caractériser la violence coloniale en respectant son historicité, donc sans en faire une essence, comme « réverbération de l'origine ». Elle se démarquerait par son inscription dans une longue série de rappels de la conquête militaire originelle, qui maintiennent le colonisé dans la conscience de sa position subordonnée. Raphaëlle BRANCHE, « La violence coloniale. Enjeux d'une description et choix d'écriture », *Tracés. Revue de sciences humaines*, n° 19 (2), 2010, pp. 29-42. Quelle que soit la valeur de cette hypothèse, elle ne s'applique pas au pouvoir chinois à Taiwan, intimement convaincu d'arriver en libérateur.

⁹³ John KEEGAN, *The Face of Battle*, New York : Viking Press, 1976 ; George MOSSE, *Fallen Soldiers: Reshaping the Memory of the World Wars*, New York : Oxford University Press, 1990.

à l'historiographie française de la Grande Guerre en passant par les travaux explorant la violence nazie sur le front de l'est⁹⁴. Il faudrait y ajouter quelques enquêtes portant sur d'autres terrains, comme le livre d'Alain Dewerpe déjà cité. Ces recherches sont d'une grande diversité dans leurs choix méthodologiques et traversées de controverses parfois vives, au point que Michel Naepels doute qu'on puisse les rassembler sous l'étiquette d'« anthropologie historique »⁹⁵. Elles partagent néanmoins le souci de décrire et d'analyser de près les pratiques de violence, guidées par l'intuition que s'y logent des clés fondamentales pour la compréhension des actions et situations sociales. L'hypothèse commune est que la violence n'est pas *seulement* la stérile répétition du même : la nécessaire sensibilité aux « invariants » permet justement de rester attentif aux modulations – dans les gestes de la violence, ses mots, ses mises en scène – qui différencient les configurations historiques et nous éclairent sur leur singularité⁹⁶ ; l'hypothèse est enfin que cette plasticité du *comment* « aide à percevoir le *pourquoi* des actes violents. »⁹⁷ Toutes proportions gardées, ce parti pris est également le nôtre. Etudier l'Incident du 28 février avec les outils d'une historiographie de la violence a enfin un dernier avantage : celui d'aborder les gestes de la révolte et ceux de la répression avec un questionnaire semblable, non pour contourner le politique mais pour le décrire à partir de ses pratiques.

La question des sources

Ce parti-pris de symétrie soulève de difficiles questions de sources. Toutes choses égales par ailleurs, l'historiographie des « rencontres » coloniales comporte des enseignements utiles, comme celui d'utiliser « autant, mais surtout de même manière », la documentation des deux côtés⁹⁸. Encore faut-il le pouvoir. En plus de la littérature secondaire, on dispose d'une quantité énorme de sources primaires sur l'Incident du 28 février, publiées pour partie, pour d'autres disponibles dans les centres d'archives – généralement accessibles et très bien tenues – de Taiwan : Academia Sinica, Archives nationales centrales, Academia Historica. Le chapitre I retracera l'histoire de la mise au

⁹⁴ Les deux ouvrages américains les plus célèbres sont Christopher BROWNING, *Des hommes ordinaires : le 101^{ème} bataillon de réserve de la police allemande et la solution finale en Pologne*, Paris : Belles Lettres, 1994 (trad. Elie Barnavi, 1^{ère} éd. en anglais 1992), et Daniel J. GOLDHAGEN, *Les bourreaux volontaires de Hitler : les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, Paris : Seuil, 1997 (trad. Pierre Martin, 1^{ère} éd. en anglais 1996). En France, cf. les travaux de Christian Ingrao, notamment Christian INGRAO, *Croire et détruire. Les intellectuels dans la machine de guerre SS*, Paris : Fayard, 2010.

⁹⁵ Michel NAEPELS, « Il faut haïr », *Genèses*, n° 69 (4), 2007, pp. 140-146.

⁹⁶ Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, « Vers une anthropologie historique de la violence de combat au XIX^e siècle : relire Ardant du Picq ? », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 30 (1), 2005.

⁹⁷ BRANCHE, « La violence coloniale », *op. cit.*, p. 31. Pour une vue d'ensemble de ces thèmes dans l'historiographie française récente, cf. Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, « La violence », dans Pascal CAUCHY, Claude GAUVARD et Jean-François SIRINELLI, *Les historiens français à l'œuvre, 1995-2010*, Paris : PUF, 2010, pp. 131-142.

⁹⁸ Romain BERTRAND, *L'histoire à parts égales. Récits d'une rencontre Orient-Occident, XVI^e-XVII^e siècle*, Paris : Seuil, 2011.

jour de ces documents et de la manière dont elle a informé la recherche. Contentons-nous ici d'en donner un aperçu synthétique et de mettre en relief quelques problèmes.

Les archives sont, dans leur très grande majorité, non seulement en chinois mais chinoises, c'est-à-dire produites par l'Etat-Guomindang qui règne à Taiwan en 1947, qu'elles émanent du gouvernorat, des autorités locales, de l'armée, de la police, des tribunaux ou des services centraux de Nanjing. C'est aussi le cas des mémoires et récits personnels les plus complets, signés par des officiers ou responsables Nationalistes. Ce type de documents est d'un usage familier pour l'historien ; leur abondance permet en outre des recoupements assez fins. Il n'empêche que le déséquilibre peut conduire à appréhender l'Incident du point de vue presque exclusif de l'Etat chinois. Pour corriger ce biais, on aura donc recours à des sources alternatives comme la presse, essentiellement en chinois elle-aussi mais très libre dans la dizaine de jours qui s'écoule avant la répression militaire, avant de redevenir un vecteur du discours officiel. Encore les journaux relaient-ils généralement le point de vue des élites sociales des grandes villes, à plus forte raison quand ils sont liés aux notables des Comités de résolution.

Pour accéder à l'action des rebelles ordinaires, on s'appuiera donc, en plus des maigres traces écrites qu'ils ont laissées et de la lecture critique des archives d'Etat, sur un vaste corpus d'entretiens avec des survivants, réalisés et publiés pour l'essentiel dans les années 1990 par des historiens taiwanais. De telles sources appellent des précautions particulières.

Premièrement, il nous faut préciser que nous avons renoncé à mener nos propres entretiens. Du fait de la date à laquelle ce travail de recherche a été engagé (2012), beaucoup de témoins sont aujourd'hui décédés ou dans le grand âge. Cette génération maîtrise par ailleurs mal le mandarin, ce qui aurait supposé l'emploi d'interprètes, le plus souvent en taiyu ou en hakka, logistique dont nous n'avions pas les moyens. Enfin et surtout, la prégnance du thème de l'Incident du 28 février dans l'espace public, en particulier dans les années 1990, a entraîné une très nette stéréotypie des discours, même quand ils s'appuient sur une expérience de première main : les cadres de la mémoire sont bien sociaux⁹⁹ et les archétypes, surtout quand ils sont publics, finissent par modeler les souvenirs individuels au point de les faire converger ; ce processus de rigidification et d'appauvrissement était déjà sensible dans les derniers volumes d'entretiens parus dans les années 2000, et nos tentatives initiales nous ont convaincu qu'il était trop avancé pour que le recueil de témoignages en vaille la peine (les historiens taiwanais l'ont également abandonné). Restent des

⁹⁹ Maurice HALBWACHS, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris : Albin Michel, 1994 (1^{ère} éd. 1925). Cf. la mise au point de Marie-Claire LAVABRE, « Usages et mésusages de la notion de mémoire », *Critique internationale*, n° 7, 2000, pp. 48-57.

centaines d'entretiens retranscrits et publiés en chinois mandarin – on n'écrit pas les dialectes de l'île, sauf pour obtenir un effet folklorique –, langue dans laquelle nous les citerons, sauf quand l'intervieweur note expressément un terme dialectal particulier ou récurrent, ou quand l'interviewé prononce un mot ou une phrase en japonais, ce qui est alors relevé.

Deuxièmement, qu'attendre de l'histoire orale ? Certainement pas des informations précises sur la datation des événements ou le nombre et l'identité exacts des participants, on sait trop les défaillances de la mémoire et les distorsions volontaires ; pas davantage un rendu fiable de l'atmosphère idéologique de 1947 : les considérations politiques des interviewés sont déterminées par le contexte des années 1990 au moins autant que par leur expérience passée, qui a toutes les chances de faire l'objet de reconstructions et de lectures téléologiques¹⁰⁰. Ces limites expliquent les préventions de nombreux historiens, notamment en Asie orientale, où le positivisme est encore vigoureux. Néanmoins, les « archives orales », à condition de les utiliser en grand nombre et de les confronter aux sources écrites, donnent à voir une foule de détails négligés par ces dernières, que leur apparente insignifiance préserve le plus souvent du concassage dans un « grand récit » – lieux de rassemblement, tenue vestimentaire, échange à bâtons rompus avec les voisins... – et qui sont autant d'informations inestimables pour une histoire des pratiques. Il faut d'ailleurs se garder d'opposer simplement la fiabilité des sources écrites à la fragilité de l'histoire orale : nous aurons l'occasion de constater que les archives se trompent beaucoup et mentent plus souvent encore.

Nous voici donc face à deux môles documentaires plutôt qu'un seul. Ce progrès ne règle pas *ipso facto* le problème de l'asymétrie. En forçant le trait, il l'inverse : du côté chinois continental, la sécheresse des télégrammes et des rapports, les conventions guindées des mémoires d'officiers ; du côté formosan, le foisonnement des expériences personnelles – et le privilège du dernier mot. En effet, le cas n'est pas si rare à l'ère du témoin¹⁰¹, le schéma familial qui place la parole du côté des dominants et le silence du côté des dominés ne tient plus. A Taiwan comme ailleurs, c'est la défense et illustration des victimes qui tient le haut du pavé – quitte à oublier qu'elles furent souvent *aussi* acteurs du drame, et pas seulement sacrifiés sur l'autel de l'Histoire – ; c'est leur parole qui commande le respect et l'écoute. Depuis la démocratisation, ce n'est plus la censure mais l'accès aux moyens du discours qui détermine l'audibilité. Or l'armée chinoise de 1947 est à peu de choses près une armée du Tiers Monde où les illettrés sont légion. Il est donc beaucoup plus facile aujourd'hui d'approcher l'expérience des rebelles ordinaires que celle des soldats ordinaires, qui

¹⁰⁰ Florence DESCAMPS *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris : CHEFF, 2001, pp. 451-504.

¹⁰¹ Annette WIEWIORKA, *L'ère du témoin*, Paris : Plon, 1998.

sont par ailleurs retournés sur le continent en grand nombre après l'Incident ; quant à ceux qui sont restés à Taiwan, leur mauvais rôle les a souvent poussés à se murer dans le silence.

L'Incident du 28 février fait partie des épisodes sur lesquels l'historien a trop de documents plutôt que pas assez. Cette masse nous a souvent contraint à l'échantillonnage, avec pour principe directeur d'utiliser la plus grande *variété* possible de matériaux, les sources de même type étant soumises à une loi des rendements décroissants dont tout doctorant en histoire est familier. Pourtant, pléthore n'est pas synonyme d'exhaustivité. Des pans entiers de l'Incident restent plongés dans l'obscurité, comme les échanges au sein du Guomindang ou les agissements précis des services secrets. Notons enfin que nous avons très peu d'images contemporaine du drame qui puissent nous être utile, hors quelques photographies de Taïpei le 28 février (cf. annexe 2) et les photographies de propagande de l'armée (cf. annexe 12). C'est sans doute dû à la brièveté du soulèvement et à la destruction des images compromettantes par les rebelles. L'événement central de l'histoire contemporaine taiwanaise est donc presque aniconique, à l'exception d'une célèbre estampe de Huang Rongcan 黃榮燦 (cf. annexe 3), une carence suffisamment troublante pour que certains ouvrages ou sites internet peu sérieux la combrent avec des photographies de violence de rue prises sur le continent à la même époque.

D. Faire l'histoire de la violence des autres : quelques précautions

Une introduction est le lieu par excellence de la reconstruction intellectuelle, et il est tentant d'y faire passer l'ordre de l'argumentation pour celui de la recherche. Il n'est sans doute pas inutile, pour finir, d'évoquer brièvement la genèse réelle de ce travail et quelques-unes de ses implications.

Ces recherches font suite à l'échec d'un projet initial qui portait sur la violence révolutionnaire pendant la guerre civile – celle des meetings de lutte et des procès-spectacles au village. Il s'agissait d'une violence assumée par l'idéologie du pouvoir maoïste, théâtralisée pour impliquer la population dans la révolution, accompagnée d'un langage spécifique qui lui conférait un sens politique assez clair. L'obstacle fut documentaire : sur ces questions, les portes des archives chinoises restent généralement closes. Sur les conseils d'Yves Chevrier, nous avons donc déplacé le regard vers Taïwan à la même époque, la démocratisation ultérieure de l'île y rendant la recherche historique infiniment plus facile. Ce pas de côté avait un prix. Les communistes à peu près exclus du tableau, la violence qu'il nous restait à analyser – ou plutôt, sa relation au discours politique – changeait de nature. Elle se faisait à demi-honteuse, tant du côté de l'insurrection, généralement soucieuse de faire bonne figure, que de la répression, qui oscillait entre la démonstration de force et la dissimulation – en 1947, le régime du Guomindang n'a plus de révolutionnaire que le nom.

En tous cas, l'entreprise changeait de sens, tant du point de vue des instruments d'analyse de la violence que du contexte général dans lequel placer ce travail. Quitter la thématique révolutionnaire pour étudier un épisode de violence nationaliste et postcoloniale, survenu dans le sillage de la Seconde Guerre mondiale et impliquant le triangle Chine-Taiwan-Japon, c'était en fait se retrouver sur un terrain plus familier dans l'actualité de l'Asie orientale – celui de la montée des tensions nationalistes, des querelles de mémoire touchant à la guerre, de l'irrédentisme chinois, etc. Il se peut donc que ce hasard archivistique ait été une ruse de la raison. Mais celle-ci suppose d'interroger notre rapport aux valeurs dans le choix de l'objet, ainsi que la manière dont nous intervenons, à notre échelle modeste, dans des débats qui ne sont après tout pas les nôtres.

L'Incident du 28 février est en effet à Taiwan (et dans une moindre mesure en Chine populaire) un objet « chaud », dont l'interprétation appelle presque toujours une prise de position politique – sur le Guomindang, sur la démocratisation de la vie politique, sur son rapport à Beijing, sur son rattachement à l'histoire nationale chinoise. Les historiens les plus scrupuleux échappent rarement à la politisation, voulue ou non. Bien qu'un aspirant historien français soit extérieur à ces débats, son travail n'en est pas moins tributaire de celui de ses collègues et aînés taiwanais, dont il doit connaître les inclinations pour travailler correctement. Ce qu'il gagne en extériorité est donc contrebalancé par un déficit de légitimité (au nom de quoi intervenir ?) et un positionnement délicat. Il est en effet face à un problème classique d'histoire du temps présent (celle dont les acteurs sont toujours vivants), mais au second degré : c'est aux points de vue contradictoires non des témoins, mais des spécialistes – et de ses interlocuteurs taiwanais en général – qu'il doit se confronter, sauf à établir avec eux des rapports peu respectueux d'esquive ou de dissimulation. Il dépend d'eux de cent autres manières encore – pour se repérer dans une production universitaire touffue, pour prendre des contacts, pour apprendre à naviguer dans les archives, pour comprendre un passage difficile dans un document... Il est donc impossible de se tenir complètement à distance des querelles locales, d'autant que l'intervention d'un étranger peut ponctuellement y constituer une ressource, ne serait-ce que par les effets de légitimation qu'entraîne le décloisonnement international. Autant le dire, nos contacts – et nos bons samaritains – ont en majorité été « verts », c'est-à-dire penchant plus ou moins fortement vers l'indépendantisme. La plupart des historiens de l'Incident le sont, mais on ne peut exclure que ce tropisme tienne aussi à des préférences personnelles. Car extériorité ne signifie pas indifférence, et il est assez rare qu'un chercheur occidental soit prédisposé en faveur de l'irrédentisme chinois et de son discours ethno-nationaliste autoritaire, qui ressemble de très près à celui du Guomindang d'antan. Il est par surcroît difficile d'éviter toute partialité pour ceux qui, en 1947, se sont trouvés du mauvais côté des fusils. Il n'y a pas de solution miracle contre ces préventions ; du moins est-il préférable de les avoir à l'esprit.

De façon plus générale, la violence n'est pas un objet innocent, à plus forte raison si l'on se propose d'en étudier les pratiques dans le détail. Plusieurs chercheurs ont noté les réticences qu'un tel projet rencontre, voire les soupçons qu'il éveille – de complaisance, d'immoralité, d'obscénité, ou au contraire de déréalisation, de minimisation, etc.¹⁰². L'angle choisi a d'ailleurs suscité quelques remarques interloquées chez nos interlocuteurs taiwanais. Il serait vain de balayer ces objections du revers de la main. L'appareillage « scientifique » ne fait jamais disparaître la relation affective à l'objet, qui en explique en partie le choix. Elle relève souvent, dans le cas de la violence, d'une fascination initiale qui peut prendre des formes assez retorses, dont les moins fréquentes ne sont pas la dénonciation scandalisée ou des affectations de froideur clinique. Invariant de la sidération pour l'atrocité mis à part, il y a sans doute là un effet de situation : l'historien français de 2016 parle d'un double lieu, historique et social, qui est celui d'une société désaccoutumée de la violence de masse et d'une corporation intellectuelle dont le rapport aux expériences physiques extrêmes est passablement sublimé.

Dans le cas présent, toutefois, cette extériorité historique et sociale à la violence étudiée se renforce d'une extériorité qu'on appellera, faute de mieux, culturelle. L'historien de la violence à l'ère contemporaine se voit ainsi privé d'un point d'appui intellectuel et rhétorique important. Une partie considérable de l'anthropologie historique de la violence évoquée plus haut repose en effet sur un contraste, explicite ou non, entre ce que « nous » (occidentaux, humanistes, démocrates...) pensons de nous-même et ce dont l'historien révèle que « nous » sommes capables, et à quelles conditions. L'hypothèse eliasienne de civilisation, quelles que soient les critiques qu'on lui adresse¹⁰³, sert au moins de point de départ à notre étonnement. Le danger serait d'en trop prendre le contre-pied. En effet, affirmer avec Denis Crouzet que « la gestuelle de violence [...] est un système signifiant culturellement codé »¹⁰⁴, c'est ouvrir un champ de recherche fécond, mais également s'exposer aux tentations d'un orientalisme morbide¹⁰⁵. L'attention aux invariants anthropologiques est un premier garde-fou. Pour le reste, le meilleur antidote est encore une saine méfiance pour le culturalisme (que le moderniste professe quand il glose le terme ambigu de culture par « l'histoire du processus qui a mené à la violence »¹⁰⁶), même et surtout quand il vient des « orientaux » eux-

¹⁰² Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, *Combattre. Une anthropologie historique de la guerre moderne (XIXe-XXIe siècles)*, Paris : Seuil, 2008, pp. 23-29.

¹⁰³ Pour une présentation des thèses de Norbert Elias et des débats qu'elles ont entraînés, cf. Quentin DELUERMOZ (dir.), *Norbert Elias et le XXe siècle : le processus de civilisation à l'épreuve*, Paris : Perrin, 2012.

¹⁰⁴ Denis CROUZET, *Les guerriers de Dieu : la violence au temps des troubles de religion, vers 1525 - vers 1610*, Seyssel : Champ Vallon, 2005 (1^{ère} éd. 1990), p. 49.

¹⁰⁵ Il a de nombreux précédents, comme en atteste la fascination de la Belle Époque pour les « supplices chinois ». Cf. Jérôme BOURGON et Timothy BROOK (dir.), *Death by a Thousand Cuts*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 2008.

¹⁰⁶ CROUZET, *Les guerriers de Dieu*, *op. cit.*, p. 49.

mêmes – les indépendantistes taiwanais ne sont pas les derniers à mettre les massacres de 1947 sur le compte de la « culture » chinoise. Le passé dans lequel les pratiques de violence prennent leur racine n'est pas nécessairement immémorial, la longue durée des mentalités y pèse moins lourd que le temps court du politique moderne. Les catégories à mobiliser – nationalisme, colonialisme, guerre totale, mobilisation... – n'ont rien de proprement chinoises, taiwanaises ou japonaises, elles appartiennent au XXe siècle dans son ensemble¹⁰⁷. Comme il y a une banalité du politique en Asie orientale contemporaine, il y a une banalité de la violence qui y est corrélée, d'où l'importance de puiser aux champs de recherche non sinologiques¹⁰⁸. Cette banalité, enfin, est celle des pratiques elles-mêmes, dont le caractère sordide et répétitif suffit à doucher toute curiosité macabre.

E. Annonce du plan

Nous retracerons au chapitre I l'histoire des mises en récits de l'Incident du 28 février 1947, des événements jusqu'à nos jours. Cet état de l'art en forme de narration nous permettra d'y situer notre travail et d'explicitier ses conditions de possibilité extrinsèques : tant l'historiographie que la constitution des sources sont tributaires d'une histoire politique mouvementée qui informe encore aujourd'hui toute recherche sur l'Incident. Les chapitres II à IX entrent dans le vif du sujet : la violence de l'Incident. Celui-ci entraîne moins un affrontement qu'une vague insurrectionnelle d'une dizaine de jours, suivie d'un reflux brutal : le rapport de force s'inverse d'un coup autour des 9-10 mars 1947, avec l'arrivée des renforts chinois. Afin de restituer cette succession, ainsi que l'hétérogénéité des expériences historiques qui président à l'action respective des rebelles taiwanais et des forces armées chinoises, ce travail s'organise en deux temps – au risque, calculé, de forcer un peu la dichotomie par souci de clarté. Les chapitres II, III, IV et V portent principalement sur l'insurrection, les chapitres VI, VII, VIII et IX sur la répression. Pour éviter de donner l'illusion téléologique d'une histoire conduisant inéluctablement à la confrontation, nous commencerons chaque chapitre *in media res*, par l'événement lui-même, avant d'explorer le cas échéant les séquences de passé qui l'éclairent.

La seule exception à cette règle sera le chapitre II, qui s'applique à reconstituer les principales dynamiques de la violence insurrectionnelle à Taiwan depuis la fin du XVIIe siècle, non pour y chercher la préhistoire de l'Incident, mais au contraire pour montrer en quoi il s'inscrit en rupture

¹⁰⁷ Cette universalisation concerne aussi les catégories d'intelligibilité de la violence politique à l'âge post-héroïque, comme nous le verrons au chapitre I. Alain Delissen parle de manière suggestive d'une « mondialisation du macabre ». ALAIN DELISSEN, « D'un post-scriptum tokyoïte à la mondialisation du macabre. Le massacre des Coréens du Kantô (septembre 1923) », dans David EL KENZ (dir.), *Le massacre, objet d'histoire*, Paris : Gallimard, 2005, pp. 333-350.

¹⁰⁸ Nous suivons Raphaëlle Branche sur ce point. BRANCHE, *L'embuscade de Palestro, op. cit.*, pp. 12-13.

avec elles : il ne peut être ramené à une « tradition » du soulèvement chinois ou formosan. Le chapitre III aborde la question de cette singularité historique, dont il faut chercher la cause principale dans les transformations sociales survenues depuis la fin du XIXe siècle : la révolte de 1947 porte les marques de la modernité coloniale. Celle-ci a provoqué une rupture nette avec les modes de contestation violente traditionnels. Nous verrons au chapitre IV que l'explosion de 1947 puise ailleurs ses répertoires d'action et de subjectivation : dans l'expérience récente de la mobilisation de la société taiwanaise dans l'effort de guerre japonais. Ces répertoires sont remobilisés dans une révolte qui n'exprime pas une loyauté au Japon, mais une aspiration à l'ordre et une conception de la « civilisation » qui porte la marque du colonialisme tardif, comme nous l'établirons au chapitre V à travers une étude de la « grammaire » de l'insurrection.

Les formes prises par le soulèvement permettent de comprendre le caractère disproportionné de la réaction chinoise. Comme nous le verrons au chapitre VI, l'Incident du 28 février, sans représenter une menace véritable, est perçu comme un affront majeur ; les Nationalistes l'attribuent à « l'intoxication » japonaise de Taiwan et considèrent l'événement au prisme de leurs relations avec le Japon, particulièrement depuis la guerre. Cette mémoire récente est d'autant plus importante que, la gestion civile de Taiwan ayant échoué, la mise au pas du soulèvement est confiée à des hommes qui ont traversé la Guerre de résistance avant de s'engager dans la guerre civile : nous montrerons au chapitre VII que la répression doit se comprendre dans ce contexte de sortie de guerre inachevée. Les chapitres VIII et IX abordent la répression proprement dite. Le chapitre VIII en présente un court récit chronologique. Le chapitre IX est consacré à l'analyse de ses modalités, et surtout des différentes formes de rationalité politique qui président à l'usage de la violence et à ses excès : nous soutiendrons que la contre-insurrection chinoise est une manière de solder une bonne fois pour toutes le passé japonais de Taiwan, et de réintégrer la province de force dans une communauté nationale rigidement définie.

CHAPITRE I – MISES EN RECITS DE L'INCIDENT DU 28 FEVRIER, DE 1947 A NOS JOURS

L'Incident du 28 février est un des événements, si ce n'est l'événement, qui a fait couler le plus d'encre à Taiwan ; toute étude qui lui est consacrée doit donc commencer par prendre la mesure du travail sur lequel et en relation auquel elle se construit. Nous présenterons ici non pas un état de l'art, mais une histoire des mises en récits de l'Incident dans le monde sinophone (et, à la marge, anglophone)¹⁰⁹. Nous espérons par-là éviter de donner l'illusion d'un savoir homogène et cumulatif. L'histoire de la mise en récit de l'Incident est en outre un excellent révélateur des transformations politiques de Taiwan depuis l'après-guerre, ainsi que des relations de l'île avec le projet national chinois et le passé colonial japonais. Une telle présentation permettra de saisir, à travers un cas privilégié, la manière dont l'histoire politique affecte l'histoire du politique dans son écriture.

Il serait donc contre-productif de distinguer radicalement l'histoire « scientifique », rangée du côté de la connaissance, des représentations (ou mémoires) non-savantes, rangées du côté de l'identité¹¹⁰. Toutefois, si le sujet est intensément politisé, on ne saurait réduire les différentes perspectives sur 1947 à des choix idéologiques antagoniques. Même en contexte autoritaire, le travail historique est toujours aussi œuvre de connaissance, ce qui n'est pas incompatible avec de nombreux et contradictoires « usages politiques du passé »¹¹¹. Quant au champ scientifique taiwanais actuel, très dynamique, il jouit d'une autonomie incontestable. Nous tâcherons donc de rendre justice au travail des historiens chinois et taiwanais, en nous tenant à égale distance du réductionnisme idéologique ou mémoriel et de l'illusion de la science pure.

¹⁰⁹ Nous laissons ici de côté la production japonaise, modeste jusqu'à la fin des années 1980 puis vite dépassée par la recherche taiwanaise. Elle a porté sur le contexte socio-économique et politique de l'Incident, ainsi que sur ses conséquences, davantage que sur les faits eux-mêmes. Cf. YANG Zizhen 楊子震, « Riben 'zhanhou chuqi Taiwan' yanjiu de huigu yu zhanwang – yi Er'erba shijian wei zhongxin » 日本「戰後初期台灣」研究的回顧與展望 – 以二二八事件為中心 (Bilan et perspectives de la recherche japonaise sur Taiwan dans l'immédiat après-guerre, en se concentrant sur l'Incident du 28 février), dans XU Xueji 許雪姬 *et al.*, *Jinian Er'erba shijian 60 zhounian : xueshu yantaobui lunwen ji* 紀念二二八事件 60週年：學術研討會論文集 (En mémoire de l'Incident du 28 février à l'occasion de son 60^{ème} anniversaire : actes du colloque académique), Taipei : Taipei wenhuaju/Taipei Er'erba jinian guan, 2007, pp. 41-57. Il en va autrement des travaux publiés par les Taiwanais au Japon, mais ils sont désormais traduits, ou leurs apports intégrés à l'historiographie en chinois. Cf. par ex. HE Yilin 何義麟, *Ninibachi jiken : Taiwanjin keisei no esunoporitikusu* 二二八事件：「台湾人」形成のエスノポリティクス (L'Incident du 28 février : ethno-politique de la formation des « Taiwanais »), Tokyo : Tokyo Daigaku, 2003.

¹¹⁰ Jean-Michel CHAUMONT, « Connaissance ou reconnaissance ? Les enjeux du débat sur la singularité de la Shoah », thèse de doctorat, EHESS, 1995.

¹¹¹ François HARTOG et Jean-François REVEL (dir.), *Les usages politiques du passé*, Paris : EHESS, 2001.

Nous nous attacherons particulièrement à la manière dont les trajectoires politiques taiwanaise et chinoise ont affecté, des deux côtés du détroit, la narration de ces retrouvailles manquées : d'abord pendant la Guerre froide (I) ; ensuite, lors de la démocratisation de Taiwan (II) ; enfin, à l'heure de la montée en puissance de la Chine (III). Nous finirons par esquisser un bilan et situer notre propre travail par rapport à la littérature existante (IV).

I. LE 28 FEVRIER, LES DEUX PARTIS-ÉTATS ET LA GUERRE FROIDE

A. Du côté Nationaliste

Premières mises en récits par le pouvoir chinois

La révolte de 1947 provoque dès sa répression la production d'une littérature officielle abondante, à usage propagandiste (de l'État vers la société) mais aussi interne : le pouvoir Nationaliste établit prestement une version des faits qui lui sert à la fois de rationalisation, de disculpation – notamment envers les échelons supérieurs – et de référence pour les leçons à tirer de l'Incident. Malgré des variations dans le détail, ces très nombreux rapports et récits sont d'une assez grande homogénéité. Les traits communs en sont l'exagération de la violence des rebelles, la minimisation d'une répression réduite à quelques centaines, voire à quelques dizaines de morts, et l'adoption d'une théorie du complot faisant des communistes et des politiciens taiwanais ambitieux (*yexin fenzi* 野心分子, *yexinjia* 野心家) les principaux instigateurs de la rébellion, dont le caractère artificiel est attesté par la rapidité du retour à l'ordre. En 1947 cependant, les textes officiels ne voient dans ces complots que la cause *proximale* du drame. La cause *lointaine* en serait l'influence pernicieuse de la colonisation japonaise : la société insulaire est dépeinte comme profondément intoxiquée (*yidu* 遺毒) par cinquante ans de domination coloniale, et particulièrement par une « éducation asservissante » (littéralement : « esclavagisante », *nubua jiaoyu* 奴化教育) qui a érodé l'attachement des Taiwanais à leur patrie (chinoise) (cf. chapitre VI). Quant aux sources du mécontentement populaire, elles sont parfois reconnues – les causes économiques de court terme plus volontiers que celles touchant aux tares du régime –, sans remplacer le couple legs japonais/complot communiste comme principal moteur explicatif.

La rigidification du récit anticommuniste

Cette interprétation, dont le Guomindang ne se départira jamais entièrement jusqu'à la levée de la loi martiale (1987), connaît toutefois une inflexion importante après 1949. Le repli du régime Nationaliste à Taiwan après la victoire communiste conduit en effet à une recomposition géopolitique qui transforme radicalement le statut de l'île : de territoire géographiquement et

culturellement périphérique, elle devient le sanctuaire de la Chine telle que l'entend le Guomindang, et la base de la résistance au pouvoir rouge en attendant une reconquête prochaine du continent. La province de Taïwan se trouve incarner à la fois le siège et la totalité de la République de Chine, dont la capitale officielle se situe toujours à Nanjing. A l'échelle globale, elle entre dans le dispositif américain de l'endiguement avec la guerre de Corée. A l'échelle régionale, la République de Chine devient un allié du Japon au sein du bloc pro-américain, particulièrement après que le traité sino-japonais de 1952 consacre la paix entre les gouvernements de Taïpei et de Tokyo. Il devient alors inopportun d'accabler le Japon, et pour près de quarante ans c'est l'interprétation anticommuniste des faits qui sera systématiquement mise en avant, tandis que l'île sombre dans la chasse aux espions (pas toujours imaginaires) et que la Terreur blanche assimile toute opposition politique au crime capital de collusion avec Beijing.

Quarante ans de désert ?

Le tabou est ainsi presque complet, en dehors des prises de parole officielles. Au demeurant, le Parti-État évite de les multiplier pour ne pas raviver le souvenir d'un « événement malheureux » (*buxing shijian* 不幸事件) qui, bien qu'attribué aux communistes, entache de sang les origines de son règne et rappelle inopportunément la division entre insulaires et « diaspora » continentale que la politique de sinisation cherche à effacer – ou, faute de mieux, à nier.

Le paysage est donc relativement désert, hormis de prudentes mentions en passant dans des ouvrages portant sur d'autres sujets : l'officiel Qiu Niantai 丘念台, par exemple, évoque le drame dans un ouvrage de 1962 en soulignant l'incompréhension de l'événement par les autorités et le caractère excessif de leur réaction. C'est flirter avec l'interdit sans le transgresser absolument – le gouverneur Chen Yi 陳儀 ayant été exécuté en 1950 pour s'être rendu aux communistes, il est possible de critiquer sa gestion de l'île en général, et de l'Incident en particulier¹¹². La parole est évidemment plus libre du côté des continentaux, les civils pouvant décrire les dangers qu'ils ont courus¹¹³ et les militaires donner un récit aseptisé de leur intervention (comme celui que Liu Yuqing 劉雨卿, le général commandant la 21^{ème} division, laisse dans ses mémoires posthumes parus en 1982)¹¹⁴.

¹¹² CHEN Cuilian 陳翠蓮, « Er'erba shijian shiliao pingshu » 二二八事件史料評述 (Note critique sur les sources relatives à l'Incident du 28 février), dans LI Wangtai 李旺台 (dir.), *Er'erba shijian xin shiliao xueshu lunwen ji* 二二八事件新史料學術論文集 (Recueil d'essais académiques sur les nouvelles sources relatives à l'Incident du 28 février), Taïpei : Er'erba shijian jinian jijinhui, 2003, pp. 184-230, p. 193.

¹¹³ *Ibid.*, p. 194.

¹¹⁴ LIU Yuqing 劉雨卿, *Chilu zaji* 恥廬雜記 (Notes éparses de l'humble mesure), Taïpei : Chuan-Kang-Yu wenwuguan, 1982.

Ni en 1947, ni *a fortiori* après 1949, la « vision des vaincus » n'a droit de cité sur l'île. Le régime Nationaliste s'attribue un monopole sur l'interprétation du passé et la parole publique, tout en fondant sa légitimité sur une division binaire entre amis et ennemis qui devient, après 1949, une véritable fièvre obsidionale. Il est impossible dans ce contexte de laisser émerger le moindre débat sur le 28 février ; toute contestation de la version du pouvoir met le mécontent au rang des « communistes ». La révolte, qu'on peut à la rigueur mentionner dans les cercles officiels – si c'est pour en donner une lecture orthodoxe –, disparaît du discours public et se trouve ainsi deux fois effacée : une première fois par le silence, une deuxième fois par la substitution tendancielle de la parole autorisée aux souvenirs personnels, phénomène caractéristique des sociétés où le pouvoir monopolise le discours sur l'Histoire¹¹⁵.

Quid, cependant, de la transmission orale¹¹⁶ ? Tout indique qu'elle s'est en partie interrompue¹¹⁷ : que ce soit pour refouler un souvenir traumatisant, éviter d'être inquiété par la police politique ou épargner à ses descendants d'être impliqués par des confidences (qu'un enfant imprudent pourrait d'ailleurs répéter), la génération qui a vécu le drame dans sa jeunesse fait souvent silence. Il est par exemple remarquable que l'historien de la littérature et activiste indépendantiste Chen Fangming 陳芳明, né en juin 1947 et dont les deux parents ont été victimes de violences pendant la répression, n'apprenne les faits qu'après son départ à l'étranger dans les années 1970¹¹⁸. Ce cas de silence intergénérationnel est loin d'être isolé, à en croire l'histoire orale : ainsi la sœur de Su Renzheng, étudiant exécuté à Jilong, cache les faits à ses enfants jusqu'à la fin de la loi martiale¹¹⁹.

Quand les événements de 1947 sont mentionnés, c'est prudemment, à demi-mot ou par inadvertance. De nombreux témoignages, postérieurs à la démocratisation – et certes souvent

¹¹⁵ Stephan FEUCHTWANG, *After the Event: The Transmission of Grievous Loss in Germany, China and Taiwan*, New York : Berghahn Books, 2011, pp. 11-12.

¹¹⁶ Nous suivons Stephan Feuchtwang sur ce point de terminologie : la notion de transmission (sociale) est ici préférable à celle de mémoire, qui désigne mieux « le savoir approprié comme vérité par une personne et transmis comme tel, sans présupposer de congruence avec un groupe plus large ». *Ibid.*, pp. 13-14.

¹¹⁷ Wu Naide suggère une transmission souterraine, « arme des faibles » sapant silencieusement la légitimité du régime. Mais – lacune inévitable – il fournit peu de preuves à l'appui de cette thèse, qui a tout l'air d'une pétition de principe. Si la parole a sans doute circulé dans les familles, dans les témoignages dont nous disposons, l'ignorance ou la demi-ignorance des faits par les générations suivantes semble prédominer. WU Naide (Wu Nai-teh) 吳乃德, « Shuxie 'minzu' chuanguoshang : Er'erba shijian de lishi jiyi » 書寫「民族」創傷：二二八事件的歷史記憶 (L'écriture d'un trauma « national » : mémoire historique de l'Incident du 28 février), *Sixiang*, n° 8 (1), 2008, pp. 39-70. Cet article est également paru en traduction française : WU Nai-teh, « Ecrire sur une blessure 'nationale'. Mémoire des événements du 28 février 1947 » (trad. par Marie-Louise Orsini), dans Samia FERHAT et Sandrine MARCHAND, *Taiwan, île de mémoires*, Lyon : Tigre de Papier, 2011, pp. 59-87. Nous avons utilisé la version chinoise.

¹¹⁸ Entretien avec Chen Fangming, Université nationale Chengchi, janvier 2013.

¹¹⁹ Su Lixiang (11 novembre 1992, Taibei), dans JLYG, pp. 87-88.

stéréotypés – attestent du tabou qui s’attache au nom de l’Incident, même réduit aux syllabes « 2-2-8 ». L’écrivain Lin Shuangbu en rend compte dans l’une de ses nouvelles, inspirée d’un souvenir de lycée : un beau matin, sa professeure d’anglais laisse échapper le mot au détour d’une phrase, et se trouble face aux questions de Lin. « Une expression de panique lui monta au visage. Furtivement, elle regarda à droite et à gauche et dit : ‘Comment ? Qu’as-tu demandé ? Rien, non ? Les enfants, je n’ai rien dit. Tu as dû mal entendre, allez, on continue la leçon’. » Ce n’est qu’après le cours qu’elle cède à son insistance et consent à lui raconter, en aparté et en taiyu, l’histoire d’une femme du village devenue folle après avoir échappé *in extremis* au peloton d’exécution en 1947¹²⁰. Aucune contre-histoire ne peut donc émerger de la société taiwanaise avant la libéralisation de l’île.

B. Du côté communiste

Les premiers réfugiés

C’est hors de Taiwan que paraissent, à partir de 1948, des récits concurrents de la version gouvernementale. Et d’abord en Chine continentale, bientôt République Populaire de Chine (RPC).

Deux ouvrages importants sont publiés sur le continent par des communistes taiwanais. Yang Kehuang 楊克煌 publie en 1948 *La révolution taiwanaise de février* (qu’il signe du nom de Lin Mushun 林木順, dirigeant historique du Parti, disparu à cette date)¹²¹. Su Xin 蘇新, sous le pseudonyme de Zhuang Jianong 莊嘉農, publie en 1949 *Taiwan en colère*¹²². Ces deux auteurs, membres du Parti communiste taiwanais (PCT)¹²³ depuis l’entre-deux-guerres, ont participé au soulèvement de 1947. Leur position politique et le lieu de leur exil expliquent qu’ils lient étroitement le soulèvement de 1947 à l’histoire de la révolution communiste. Seul Yang Kehuang le qualifie expressément de révolution, en y associant par surcroît une référence à février 1917 ; il concentre son attention sur la lutte taiwanaise pour le libre gouvernement, les libertés fondamentales et la démocratie, l’accordant ainsi au programme « néo-démocratique » du Parti communiste chinois (PCC). Su Xin, lui, semble accepter les termes gouvernementaux « révolte » (*minbian* 民變) et « émeute » (*baodong* 暴動) ; le lien qu’il établit entre l’Incident et la guerre civile chinoise est essentiellement géopolitique : il souligne que deux divisions Nationalistes sont retirées du continent pour aller réprimer l’insurrection, qui contribue ainsi à la lutte globale ; son texte est par ailleurs très hostile à

¹²⁰ Sylvia Li-Chun LIN, *Representing Atrocity in Taiwan: The 2/28 Incident and White Terror in Fiction and Film*, New York : Columbia University Press, 2007, p. 84. WU, « Shuxie ‘minzu’ chuangshang », *op. cit.*, p. 1.

¹²¹ LIN Mushun 林木順 (Yang Kehuang 楊克煌), *Taiwan eryue geming* 台灣二月革命 (La révolution de février à Taiwan), Taibei : Qianwei, 1990 (1^{ère} éd. 1948).

¹²² ZHUANG Jianong 莊嘉農 (Su Xin 蘇新), *Fennu de Taiwan* 憤怒的台灣 (Taiwan en colère), Taipei : Qianwei, 1990 (1^{ère} éd. 1949).

¹²³ Sur le PCT, cf. chapitre II.

l'impérialisme américain auquel il prête des vues sur Taiwan, fût-ce aux dépens du Guomindang. Les deux auteurs mettent l'accent sur la trahison des Taiwanais par leurs élites

Le biais politique ne prive pas ces textes de la valeur de l'expérience vécue – d'autant que le discours « néo-démocratique » du régime communiste à ses débuts s'accommode encore d'une palette assez étendue de positions, pourvu qu'elles soient hostiles au Guomindang. Les témoignages de première main de Yang et Su sont riches d'enseignements sur le jeu des factions au sein du pouvoir Nationaliste et le rôle des services de renseignement. A mesure que le régime communiste se consolide, toutefois, le poids de l'idéologie croît aux dépens de la précision du témoignage. Les communistes taiwanais Su Xin, Yang Kehuang et Xie Xuehong 謝雪紅 (cf. chapitre III), tous trois en exil pour fuir la police Nationaliste, avaient fondé à Hong-Kong en novembre 1947 une Alliance pour le libre gouvernement démocratique de Taiwan (*Taiwan minzhu zizhi tongmeng* 台灣民主自治同盟). Après 1949, l'Alliance devient l'un des huit « partis démocratiques » admis dans la Conférence Politique Consultative du Peuple Chinois (*Zhongguo renmin zhengzhi wieshang huiyi* 中國人民政治協商會議) – autrement dit un satellite du PCC. Les écrits de ces témoins essentiels s'alignent donc de plus en plus étroitement sur la politique communiste. Or cette dernière se durcit avec la guerre de Corée et l'abandon du communisme inclusif de la Nouvelle Démocratie. Dans les années 1950 et 1960, les textes publiés en RPC perdent toute valeur documentaire, et deviennent unanimes : le soulèvement devient – contre l'évidence – une lutte « démocratique et populaire » (*renmin minzhu de douzheng* 人民民主的鬥爭) contre l'impérialisme américain, aussi bien que contre Jiang Jieshi sous la plume d'auteurs au service du régime¹²⁴. Les vétérans taiwanais s'exécutent : en 1956, Yang Kehuang ajoute à son ouvrage de 1948 une *Brève histoire de la lutte de libération nationale du peuple taiwanais*, où il découvre subitement le rôle dirigeant (*lingdao* 領導) du PCC dans les événements de 1947¹²⁵.

¹²⁴ Comme WANG Sixiang 王思翔, *Taiwan eryue geming ji* 台灣二月革命記 (Récit de la révolution de février à Taiwan), Shanghai : Shanhai shuwi, 1950 ; ou LI Zhipu 李稚甫, *Taiwan renmin geming douzheng jianshi* 台灣人民革命鬥爭簡史 (Brève histoire des luttes révolutionnaires du peuple taiwanais), Guangzhou : Huanan renmin, 1955. Cités dans CHEN Cuilian, « Er'erba shijian shiliao pingshu », p. 185.

¹²⁵ YANG Kehuang 楊克煌, *Taiwan renmin minzu jiefang douzheng xiaoshi* 台灣人民民族解放鬥爭小史, Wuhan : Hubei renmin chubanshe, 1956. Cité dans CHEN Shaoyan 陳少延, « Zhonggong dui Taiwan Er'erba shijian de lishi jieshi » 中共對台灣二二八事件的歷史解釋 (L'explication historique de l'Incident du 28 février par le Parti communiste chinois), dans CHEN Yongxing 陳永興 (dir.), *Er'erba xueshu yantaohui lunwen ji* 二二八學術論文集 (Actes du colloque scientifique sur le 28 février), Taibei : Er'erba minjian yanjiu xiaozu, 1991, pp. 303-335, p. 312.

Le PCC revendique la paternité de la révolte

En effet, le Parti communiste chinois en vient progressivement à revendiquer la paternité du mouvement. Dès le 8 mars 1947, les dirigeants communistes avaient radiodiffusé un communiqué passé inaperçu à Taiwan en raison des mauvaises conditions de réception, reproduit le 20 mars dans le *Jiefang Ribao* 解放日報. Le texte dépeignait encore une lutte pour l'autonomie locale (*difang zizhi* 地方自治), non pour le renversement du régime :

Le mouvement pour le libre-gouvernement de Taiwan est entièrement rationnel, légitime et pacifique. S'il a pris le tour d'une lutte armée, c'est uniquement à cause de la répression de Jiang Jieshi. La sauvagerie du règne de Jiang à Taiwan dépasse celle de l'impérialisme japonais. Sous le système fasciste de Jiang Jieshi, la vie du peuple taiwanais est plus douloureuse encore que celle d'esclaves sans patrie (*wanguonuu* 亡國奴) qu'il menait sous l'impérialisme japonais. [...] L'autonomie locale est un des buts du combat que mène le PCC depuis plus de vingt ans.

Les Communistes proposent ensuite aux Taiwanais de s'inspirer de leur expérience insurrectionnelle :

Nous voulons faire part de notre expérience aux compatriotes de Taiwan afin de faciliter leur victoire dans leur mouvement pour le libre gouvernement. Premièrement, puisque la lutte armée est engagée, il faut s'opposer à l'accommodement et à la trahison : sachez que négocier et se rendre au fasciste Jiang Jieshi, c'est s'exposer au pire des bains de sang. [Deuxièmement], il convient [...] d'organiser une *Armée pour le libre-gouvernement* régulière, prise en main par les révolutionnaires les plus fidèles, capables et déterminés. Troisièmement, il faut essayer de satisfaire au plus vite les demandes économiques du peuple travailleur. [Enfin], la stratégie que Jiang Jieshi choisira sera une répression féroce, et d'ici peu le cœur de ce mouvement passera inévitablement des grandes villes aux petites villes et aux campagnes. [...] Les membres du Parti communiste chinois louent ardemment le combat héroïque des compatriotes taiwanais, et les félicitent d'avance pour leur glorieuse victoire¹²⁶.

Si le communiqué encourage incontestablement la population à s'engager dans la lutte armée, rien dans son texte ne revendique un lien direct entre le Parti et le soulèvement.

¹²⁶ « Taiwan zizhi yundong » 台灣自治運動 (Le mouvement taiwanais pour le libre gouvernement), *Jiefang ribao*, 20 mars 1947. Cité dans CHU Jingtao 褚静涛, « Quanguo meiti dui Taiwan Er'erba shijian de fanying » 全国媒体对台湾二二八事件的反应 (Réaction des médias nationaux à l'Incident du 28 février à Taiwan), *Nanjing shehui kexue*, n° 2, 2008.

Les ouvrages continentaux des années 1950 insistent déjà sur le soutien et les conseils donnés aux Taiwanais par le PCC, quand ils ne suggèrent pas un rôle plus direct. A partir de 1967, vingtième anniversaire de l'Incident, les publications communistes abandonnent toute réserve et la révolte formosane devient, dans l'idiome de la Révolution Culturelle, « une bouleversante (*kege keqi* 可歌可泣) lutte révolutionnaire et anti-impérialiste, déclenchée en réponse à l'appel grandiose de notre grand leader Mao Zedong à accueillir la nouvelle marée montante (*xin gaochao* 新高潮) de la révolution chinoise »¹²⁷. Cette revendication ne résiste pas à l'examen, le PCC étant d'une grande faiblesse à Taiwan dans l'immédiat après-guerre (cf. chapitre III). Les rodomontades communistes alimentent toutefois les peurs et la propagande du Guomintang. Les services du renseignement militaire du Baomiju 保密局 (littéralement « Bureau de protection des secrets ») font ainsi circuler en interne en octobre 1951 deux documents du PCC. Le premier est une adresse intitulée « A tous les compatriotes taiwanais, en mémoire du 28 février », diffusée sur les ondes taiwanaises au printemps 1948 et émanant du département de la propagande du Comité de travail pour la province de Taiwan du PCC (*Zhongguo gongchandang Taiwan sheng gongzuo weiyuanhui* 中國共產黨台灣省工作委員會), qui appelle les Taiwanais à se soulever de nouveau – ce que les renseignements militaires choisissent d'interpréter comme une preuve rétrospective de la responsabilité communiste en 1947. Le second est un document interne intitulé « Leçons à tirer de l'expérience du 28 février », issu des discussions tenues par le PCC à Hong Kong en mai et juin 1948. Bien que ce dernier document déplore l'impréparation du soulèvement et l'absence de mots d'ordre clairement articulés à la ligne du Parti, le Baomiju choisit de nouveau d'y voir une preuve irréfragable du complot communiste¹²⁸.

Le jeu de miroirs communisto-nationaliste

Ce jeu de dupes produit ainsi une interprétation symétrique de part et d'autre du détroit : un discours de Guerre froide, avec pour base commune le principe d'unité de la Chine. Car si le PCC reconnaît et approuve la lutte du peuple taiwanais pour le « libre gouvernement démocratique » (*minzhu zizhi* 民主自治), il refuse vigoureusement d'y voir une aspiration à l'indépendance¹²⁹. Les réunions de mai-juin 1948 à Hong Kong débouchent sur une formulation sans ambiguïté : « la formation d'une nation repose sur une économie commune, une géographie commune, une langue et un système d'écriture communs, une idéologie commune. Sur la base de ces critères, et bien qu'il

¹²⁷ CHU Jingtao 储静涛, « Er'erba shijian de xuanchuan yu yanjiu » 二二八事件的宣传与研究 (Propagande et recherche sur l'Incident du 28 février), *Xiandai Taiwan yanjiu*, n° 2, 2006.

¹²⁸ « Guanyu Er'erba de jingyan jiaoxun » 關於二二八的經驗教訓 (Leçons à tirer de l'expérience du 28 février), dans DAHB 16, pp. 256-260 ; « Jinian Er'erba gao quandao tongbao » 紀念二二八告全島同胞 (A tous les compatriotes taiwanais en mémoire du 28 février), dans DAHB 16, pp. 261-265.

¹²⁹ « Guanyu Er'erba de jingyan jiaoxun », dans DAHB 16, pp. 256-260.

ait des spécificités par rapport au continent (*guonei* 國內), le peuple de Taiwan ne constitue pas une nation taiwanaise. »¹³⁰

Les exilés communistes taiwanais sont d'ailleurs tenus de se laver de tout soupçon d'indépendantisme. Ils sont, plus généralement, contraints de justifier leur comportement pendant les événements pour le faire coïncider avec la ligne du Parti – au prix de quelques acrobaties tant celle-ci est mouvante. Xie Xuehong devra ainsi défendre la pertinence de la lutte armée qu'elle a choisi de mener dans la région de Taizhong, quand Su Xin sera sommé d'expliquer pourquoi il a choisi la voie « politique ». Il justifiera sa participation au Comité de résolution (*chuli weiyuanhui* 處理委員會), mis en place par les élites formosanes de Taibei pour négocier avec le pouvoir¹³¹, en affirmant que ses demandes étaient en accord avec le communiqué communiste du 8 mars – or celui-ci, nous l'avons vu, ne revendique en rien la responsabilité du soulèvement. Il faut par ailleurs saluer ce miracle chronologique, les requêtes du Comité étant formulées le 7 mars, soit la veille du communiqué censé les avoir influencées.

C. Ouvertures sur le continent

Le 28 février dans la Chine des réformes

Après une longue éclipse due pour partie à la mauvaise fortune des anciens dirigeants du PCT (Xie Xuehong est durement malmenée pendant la Révolution Culturelle, cette fois accusée d'avoir déserté en fuyant Taiwan) et à l'itération rituelle du discours officiel lors des anniversaires de l'Incident, les parutions reprennent en Chine continentale à la fin des années 1980. La période de « réforme et d'ouverture » (*gaige kaifang* 改革開放) entamée en 1979 a en effet consacré l'abandon d'une conception linéaire et téléologique de l'Histoire, tendue vers *l'eschaton* révolutionnaire. Les révoltes du passé ne sont donc plus tenues de préfigurer 1949, et même Tian'anmen ne semble pas marquer sur ce point un tournant majeur.

La commémoration de 1987 est l'occasion d'une nouvelle série de publications au ton plus libre qu'auparavant. A Beijing, on édite ainsi un recueil d'articles émanant de l'Alliance pour le libre gouvernement démocratique de Taiwan, qui rassemble des témoignages de rebelles communistes

¹³⁰ IHM/228/01/05/025, « Zhonggong youguan Er'erba zhi neibu wenjian » 中共有關二二八之內部文件 (Documents internes du Parti communiste chinois relatifs au 28 février), Bureau de la sécurité nationale, non daté.

¹³¹ CHEN Cuilian, « Er'erba shijian shiliao pingshu », *op. cit.*, p. 187.

ou proches des communistes, mais aussi de l'ancien officier Nationaliste He Pinru 何聘儒¹³². La parole des vétérans taiwanais retrouve ainsi une place centrale et une certaine autonomie. En 1980 déjà, les mémoires de Su Xin (publiées en 1993) ne font plus mention des liens des révoltés avec le parti communiste clandestin sur l'île¹³³. En 1990, Gu Ruiyun 古瑞雲 (alias Zhou Ming 周明), partisan de Xie Xuehong réfugié comme elle à Beijing, affirme dans ses mémoires parus à Taïpei¹³⁴ que les membres du PCC à Taiwan étaient sans doute une cinquantaine en 1947, à coup sûr pas plus de cent¹³⁵.

La Chine, terre promise de l'histoire taiwanaise

Jusqu'à 1989, l'ouverture politique sur les deux rives du détroit crée un espace intellectuel sino-taiwanais, certes limité et périphérique, mais dont le rôle est décisif pour la connaissance des faits : le continental Deng Kongzhao 鄧孔昭 publie ainsi à Taïpei en 1991 un recueil de documents rassemblés pour l'essentiel en RPC à la fin de la décennie précédente¹³⁶. Dans cette circulation, les documents d'époque commencent à prendre le relais des témoignages personnels avec l'ouverture partielle des archives de la période républicaine conservées à Nanjing¹³⁷. Ces archives comprennent, entre autres, un document essentiel : le rapport remis le 16 avril 1947 par les deux membres du Yuan de contrôle (*jiancha Yuan* 監察院)¹³⁸ envoyés sur l'île avec les troupes chargées de la

¹³² *Lishi de jianzheng : jinian Taiwan renmin Er'erba qiyi sishi zhounian* 歷史的見證：紀念台灣人民二二八起義四十週年 (Témoigner pour l'Histoire : en mémoire du soulèvement du 28 février du peuple taiwanais, pour son quarantième anniversaire), Beijing : Taiwan minzhu zizhi tongmeng, 1987.

¹³³ SU Xin, *Weigui de Taigong doubun : Su Xin zizhuan yu wenji* 未歸的台共鬥魂：蘇新自傳與文集 (Une âme errante du Parti communiste taiwanais : autobiographie et œuvres de Su Xin), Taïpei : Shibao wenhua, 1993. Le récit perd beaucoup de ses accents épiques, cf. p. 69 : « ...pendant un ou deux jours, je suis resté très prudent, je n'osais pas agir de manière inconsidérée, et d'ailleurs en vérité je ne savais pas quoi faire. [...] [Le journal que je publiais] avait cessé de paraître, et ne pouvait jouer aucun rôle. Alors je suis resté chez moi à lire. »

¹³⁴ GU Ruiyun 古瑞雲, *Taizhong de fenglei : gen Xie Xuehong zai yiqi de rizi li* 台中的風雷：跟謝雪紅在一起的日子裡 (Tempête sur Taizhong : quand j'étais avec Xie Xuehong), Taïpei : Renjian, 1990.

¹³⁵ *Ibid.*, p. 50.

¹³⁶ DENG Kongzhao 鄧孔昭 (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji* 二二八事件資料集 (Recueil de documents sur l'Incident du 28 février), Taïpei : Daoxiang, 1991.

¹³⁷ CHEN Xingtang 陳興唐, *Taiwan Er'erba shijian dang'an shiliao, Nanjing di er lishi dang'anguan cang* 台灣二二八事件檔案史料：南京第二歷史檔案館藏 (Documents d'archives sur l'Incident du 28 février à Taiwan : la collection des Archives n°2 de Nankin), Taïpei : Renjian, 1992 (ci-après NJDASL). A ce jour, les archives de Nanjing sont en grande partie fermées au public « pour numérisation » et, selon toute probabilité, pour entraver la recherche sur des sujets sensibles tels que l'histoire du Parti communiste avant son accession au pouvoir. Fort heureusement, les documents concernant directement l'Incident du 28 février et non publiés ont été dupliqués par des historiens taiwanais. Ils peuvent être consultés à l'Institut d'histoire moderne (série IMH 228/01/13).

¹³⁸ Héritier républicain du Censorat impérial, le Yuan de contrôle est chargé de la surveillance des autres institutions de l'Etat.

répression¹³⁹. Bien qu'officiel, ce rapport a l'insigne avantage de n'émaner ni du gouvernorat ni de l'armée et d'être assorti de nombreuses pièces jointes ; il fournit donc un contrepoint précieux, bien qu'assez proche du point de vue gouvernemental dans ses conclusions générales.

Il existe aussi des flux en sens inverse, car c'est en Chine continentale que les Taiwanais qui s'intéressent à 1947 conduisent des entretiens avec les anciens exilés, comme le journaliste démocrate Lan Bozhou 藍博洲 qui les publie ensuite à Taïpei¹⁴⁰. Cette littérature, qui a le mérite d'exhumer les récits de participants directs, souffre d'un biais évident puisqu'elle s'attache essentiellement au vécu des exilés de Beijing – une petite élite dont les options de gauche ne sont pas représentatives de l'ensemble du mouvement, ni même des exilés en général puisque les non-communistes et les indépendantistes sont plus volontiers partis au Japon ou aux États-Unis. Ces limites ne doivent cependant pas masquer deux tournants majeurs. Premièrement, la recherche historique peut désormais s'appuyer sur une documentation incomparablement plus riche et plus fiable que celle qui était disponible jusqu'aux années 1980. Deuxièmement, si le rôle de la gauche reste surévalué, la sortie du paradigme révolutionnaire sur le continent combinée à la nouvelle documentation permet de s'affranchir du dogme qui veut que l'Incident soit partie intégrante de la révolution communiste¹⁴¹.

Reflux du communisme, permanence de l'irréductibilisme

Les contraintes politiques régnant sur le continent se sont assouplies, mais elles n'ont pas disparu. Si l'on n'essaie plus de faire du 28 février 1947 un épisode de la révolution communiste, il s'agit désormais de garantir qu'il restera compris comme un mouvement d'hostilité au Guomindang et non à la Chine – un rejet de l'État, ou plutôt du gouvernement (*zhengfu* 政府), en aucun cas de la nation. Comme on l'a vu, cette préoccupation n'est pas nouvelle. Mais avec le reflux du récit

¹³⁹ « Yang Liangong, He Hanwen youguan Er'erba shijian diaocha baogao » 楊亮功、河漢文關於二二八事件調查報告 (Rapport d'enquête de Yang Liangong et He Hanwen au sujet de l'Incident du 28 février), dans NJDASL, pp. 259-295. Les activistes se saisissent de ce document avec avidité et le reproduisent dans plusieurs de leurs publications, ainsi dans CHEN Fangming 陳芳明 (dir.), *Er'erba shijian xueshu lunwen ji* 二二八事件學術論文集 (Recueil d'essais académiques sur l'Incident du 28 février), Taïpei : Qianwei, 1989, un des nombreux recueils de cette époque.

¹⁴⁰ LAN Bozhou 藍博洲, *Chenshi, liuwang, Er'erba* 沉屍, 流亡, 二二八 (Disparus et exilés du 28 février), Taïpei : Shibao wenhua, 1991.

¹⁴¹ La République Populaire verra encore la parution de récits d'anciens combattants (WU Ketai 吳克泰, *Wu Ketai huiyi lu* 吳克泰回憶錄 (Mémoires de Wu Ketai), Taïpei : Renjian, 2002) ou, à défaut, de leurs descendants – Yang Guoguang, fils du communiste taiwanais Yang Chunsong 楊春松, publie en 2001 une biographie de son père : YANG Guoguang 楊國光, *Yi ge Taiwanren de guiji* 一個台灣人的軌跡 (Une trajectoire taiwanaise), Taïpei : Renjian, 2001. Chen Cuilian note cependant que ce genre de textes tend à mythifier l'événement autant voire plus que les entretiens du début des années 1990, en accordant une place centrale aux combats de la gauche. CHEN, « Er'erba shijian shiliao pingshu », *op. cit.*, p. 190.

révolutionnaire au profit du récit national, et face à la montée de l'indépendantisme taiwanais, elle devient centrale. C'est donc le « système de Jiang » (*Jiang zhidu* 蔣制度), et non la Chine, qui tient le mauvais rôle dans une histoire restant largement favorable aux rebelles. Pour faire bonne mesure, et dans un autre écho à la propagande de l'époque de la guerre civile, l'impérialisme américain est parfois rendu coresponsable de la répression – la troisième crise du détroit de Taiwan (1995-1996) n'est pas loin. Aujourd'hui encore, la recherche continentale s'en tient peu ou prou à cette version, malgré certains raffinements : le centre de gravité de la recherche s'est déplacé à Taiwan. Avant que le tabou ne soit brisé sur l'île, toutefois, ce sont les exilés du mouvement indépendantiste taiwanais (MIT) qui se sont emparés du sujet.

D. En marge des Partis-États : Japon, États-Unis, *dangwai*

Le mouvement indépendantiste taiwanais (MIT) au Japon s'empare de la question

Pour le MIT, l'épisode sanglant de 1947 prend d'emblée une importance fondamentale : la confrontation légitime le combat indépendantiste en prouvant la brutalité intrinsèque du pouvoir chinois ; mieux, elle donne à voir, concrétisés dans la violence de l'événement, les deux groupes dont le MIT pose l'existence antagonique – les Taiwanais d'un côté, les Chinois de l'autre.

Le MIT se forme d'abord au Japon, où des opposants au gouvernement se réfugient à la fin des années 1940 – par exemple Liao Wenyi 廖文毅, qui sans avoir participé à l'insurrection (il se trouvait à Shanghai) figure sur la liste des coupables recherchés et sera pour neuf ans « chef suprême » d'un Gouvernement en exil de la République de Taiwan. La commémoration de 1947 est un rituel du MIT : en 1969, la revue d'exilés Jeunesse taiwanaise (*Taiwan qingnian* 台湾青年) invoque les esprits des martyrs dans une *Prière pour les âmes des héros tombés lors de la révolution du 28 février* (*Diaoji jin Er'erba geming er chengren de yingling* 弔祭因二二八革命而成仁的英靈), leur promettant que « les générations à venir construiront des autels en mémoire de [leurs] prouesses ». Catastrophique par son résultat, la révolte de 1947 a du moins brisé les illusions qui restaient aux Taiwanais au sujet de la Chine et fait apparaître dans sa nudité l'opposition entre deux nations. Liao Wenyi assume la violence de l'insurrection, baptême de sang inévitable¹⁴², et fixe ainsi les codes d'un récit promis, sous une forme moins belliqueuse, à un bel avenir : l'Incident du 28 février a

¹⁴² Stefan FLEISCHAUER, “The 228 Incident and the Taiwan Independence Movement’s Construction of a Taiwanese Identity”, *China Information*, n° 21, 2007, pp. 373-401, pp. 376-377.

« rendu l'histoire taiwanaise pensable » en faisant émerger « un sujet historique distinct : le ‘peuple taiwanais’ »¹⁴³.

La bible américaine de l'indépendantisme taiwanais : Formosa Betrayed

Paradoxalement, la bible du mouvement indépendantiste sur la question du 28 février n'est pas l'œuvre d'un Taiwanais mais d'un Américain, George Kerr. Diplomate spécialiste du Japon, excellent connaisseur de Taiwan, Kerr met son expertise au service de l'US Navy pendant la guerre. Il retourne sur l'île à la victoire comme vice-consul des États-Unis et assiste aux événements de 1947, dont il donne sa version (en partie de première main) dans *Formosa Betrayed*, paru en 1965¹⁴⁴. L'ouvrage, qui reste le seul récit complet du drame en anglais pendant vingt-cinq ans, prend immédiatement une grande importance dans le milieu des indépendantistes taiwanais, avec lequel Kerr entretient des liens amicaux. Il faut dire qu'il est entièrement à charge pour « les Chinois ». Kerr est représentatif de l'idéalisme interventionniste américain d'après-guerre. Convaincu que les États-Unis ont un intérêt stratégique et une obligation morale à prendre en charge le destin de Taiwan et que la population taiwanaise le souhaite, il est viscéralement hostile à la dictature Nationaliste dont il moque la prétention à figurer au rang des puissances civilisées après 1945. Son rejet semble souvent s'étendre à la Chine entière, dépeinte comme un pays incurablement despotique et arriéré dans des passages dont l'ethnocentrisme frise parfois la xénophobie. Kerr est autrement plus indulgent avec l'ancien ennemi japonais.

Formosa Betrayed fustige les autorités américaines pour avoir, par partialité envers la Chine, négligé leur responsabilité envers Taiwan, qui consistait selon Kerr à préserver l'île des maux du continent par un statut autonome voire indépendant et sous protection de Washington. Le livre commence ainsi par un récit de « l'abandon » de Taiwan à la Chine lors de la déclaration du Caire, puis de l'espoir déçu des Taiwanais qui voient débarquer en 1945 les soldats loqueteux de l'armée Nationaliste en lieu en place « de la ‘Chine nouvelle’ de notre propagande, une Chine délivrée du passé par la puissance américaine, et guidée par nous. »¹⁴⁵

L'Incident du 28 février n'est donc que la suite logique d'un an et demi de pillage systématique de l'île par un pouvoir chinois prédateur et incompetent, couvert par une Amérique aveuglée. Kerr peut d'autant mieux condamner la politique *China First* de Washington qu'il écrit après la « perte de la Chine », qui en consacre pour lui l'inanité. La révolte, loin d'être pilotée par les communistes impuissants à Taiwan, est un mouvement spontané démocratique favorable aux États-Unis (les

¹⁴³ Robert EDMONDSON, “The February 28 Incident and National Identity”, dans CORCUFF (dir.), *Memories of the Future, op. cit.*, pp. 25-46, p. 25.

¹⁴⁴ George KERR, *Formosa Betrayed*, Boston : Houghton Mifflin, 1965.

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 38.

Comités de résolution sont rebaptisés *town meetings, American style*). La brutalité de la répression est illustrée par son témoignage personnel et celui de ses nombreux contacts taiwanais et étrangers. L'ouvrage finit sur une description amère de la dictature Nationaliste depuis le repli de 1949, et sur un appel à soutenir la cause des indépendantistes. Haï par les prochinois, qui voient en lui un espion à la solde de l'impérialisme américain voire un agitateur coresponsable de la rébellion, Kerr reste dans l'ensemble un saint patron du mouvement pour l'indépendance de Taïwan¹⁴⁶. Quant à *Formosa Betrayed*, si l'ouvrage a vieilli depuis l'ouverture des archives, il reste fort utile comme recueil de témoignages... ou comme projectile : le 27 septembre 2014, un étudiant en jette une copie à la tête du président Ma Yingjiu 馬英九, jugé complice de l'irréductibilisme chinois¹⁴⁷.

Renouveau du MIT et dangwai

Au début des années 1970, les États-Unis remplacent le Japon comme principal berceau de l'indépendantisme taiwanais, et le MIT est repris en main par des militants plus jeunes dont les positions à l'égard des *waishengren* sont modérées : loin de prétendre les expulser de l'île, comme c'était encore le rêve des premiers indépendantistes, ils en appellent à une coopération entre les différents habitants d'un Taïwan souverain. L'ennemi devient le gouvernement dictatorial du Guomintang, accusé de diviser la population de l'île pour régner. Cette conception affecte le regard porté sur 1947 : les intellectuels indépendantistes font désormais le plus souvent porter sur Jiang Jieshi la culpabilité de l'événement, dont on peut désormais rappeler qu'il a également coûté la vie à des continentaux innocents¹⁴⁸. Le statut du drame comme accoucheur de la nation taiwanaise n'est cependant pas remis en question.

A la même époque, le climat politique s'assouplit à Taïwan. Les années 1970 voient apparaître le *dangwai* (黨外, « hors-Parti »), opposition surveillée et harcelée, mais bien réelle – quoique faiblement structurée, car le parti unique reste en place¹⁴⁹. Cette libéralisation relative de la vie politique ne bouscule pas de prime abord le tabou des tabous : Stefan Fleischauer note que le 28 février n'est évoqué qu'une seule fois dans un journal d'opposition durant toutes les années 1970 ;

¹⁴⁶ Ce n'est vrai qu'en général. Il y a vingt ans déjà, Chen Cuilian s'est élevée très vigoureusement contre l'idéalisation d'un homme pour qui les intérêts américains priment tout, et qui considère les Formosans avec une bienveillance non dénuée de condescendance. Le portrait n'est pas complètement infidèle, même s'il nous semble que Chen néglige la facilité qu'il y a, pour un diplomate américain de l'immédiat après-guerre, à confondre sincèrement l'intérêt de son gouvernement et l'instauration à Taïwan d'un régime plus libéral. CHEN Cuilian 陳翠蓮, « Er'erba shijian yu Meiguo » 二二八事件與美國 (L'Incident du 28 février et les États-Unis), *Fazheng xuebao*, n° 5, 1996, pp. 1-42.

¹⁴⁷ LII Wen, "Ma Ying-jeou hit by 'Formosa Betrayed'", *Taipei Times*, 28 septembre 2014 <http://www.taipetimes.com/News/front/archives/2014/09/28/2003600738> [consulté le 22 mai 2016].

¹⁴⁸ FLEISCHAUER, "The 228 Incident and the Taiwan Independence Movement", *op. cit.*, pp. 378-379.

¹⁴⁹ Cf. Samia FERHAT, *Le dangwai et la démocratie à Taïwan : une lutte pour la reconnaissance de l'entité politique taiwanaise*, Paris : L'Harmattan, 1998.

encore est-il pudiquement qualifié « d'échange d'hostilités ». Toutes les autres mentions sont censurées. Dans les années 1980, au contraire, avec l'affaiblissement de la répression, les numéros de février des revues d'opposition sont intégralement dominés par ce thème, « dans une démonstration de courage parfois autodestructrice, où il s'agit de lancer au régime le défi le plus audacieux possible »¹⁵⁰. Moins encore que les indépendantistes basés aux États-Unis, le *dangwai* ne cherche à souligner la division entre Taiwanais « de souche » et continentaux, d'autant que ces derniers représentent une bonne part de ses membres.

La réponse du Guomindang : épousseter le miroir de l'histoire

La riposte officielle prend une forme étrange. En 1986 paraît en effet un ouvrage à quatre mains assez confidentiel intitulé *Epousseter le miroir de l'histoire*, publié aux États-Unis¹⁵¹. En réalité, le projet est né d'une impulsion officielle. L'utilisation du thème du 28 février par le mouvement indépendantiste, d'autant plus difficile à faire taire qu'il est largement basé à l'étranger, contraint en effet le Guomindang à sortir de son silence, ne serait-ce que pour cesser de prêter le flanc aux accusations de censure qui font soupçonner la dissimulation des pires secrets. L'initiative répond aussi à un danger intérieur plus pressant : les coups de boutoir d'une opposition de plus en plus audacieuse et structurée, qui fait de la mémoire de 1947 l'un de ses chevaux de bataille.

Epousseter le miroir de l'histoire, ouvrage court qui n'apporte presque rien sur le plan des connaissances historiques, est intéressant par le mobile de sa publication et par son rapport aux versions officielles antérieures. D'une certaine manière, il s'en démarque remarquablement peu : la révolte est attribuée à une jeunesse désorientée et suiviste manipulée par des bandits et des notables ambitieux ; sous couvert de « réforme politique », il s'agissait avant tout d'une manœuvre égoïste, destinée à assurer des positions de pouvoir à ses promoteurs. L'événement ne mérite donc pas le nom de révolution que les indépendantistes lui donnent. On retrouve ici, presque mot pour mot, les éléments de langage du Guomindang en 1947, mais avec une exception majeure : si le rôle des communistes est évoqué (au sujet des campus notamment), il est désormais très peu souligné. Cette composante du discours officiel n'est plus crédible. Elle a également cessé d'être utile, à l'heure où les relations entre les deux rives du détroit se détendent considérablement et où les capitalistes taiwanais commencent à investir en Chine communiste¹⁵².

Toutefois, l'ouvrage apologétique de 1986 est surtout utile par sa méthode de production. Pour élaborer un contre-récit convaincant à opposer aux indépendantistes, les autorités Nationalistes ont

¹⁵⁰ FLEISCHAUER, "The 228 Incident and the Taiwan Independence Movement", *op. cit.*, pp. 381-383.

¹⁵¹ SU Seng 蘇僧 et GUO Jiancheng 郭建成, *Fuqu lishi mingjing de chen'ai* 拂去歷史明鏡的塵埃 (Epousseter le miroir de l'histoire), Alhambra (Californie) : Meiguo nanhua, 1986.

¹⁵² Sur ce phénomène, cf. MENGIN, *Fragments d'une guerre inachevée*, *op. cit.*, en particulier pp. 207-318.

en effet commandité une série d'entretiens avec des témoins d'époque, généralement intérieurs à l'appareil d'État. Ces documents sont connus sous le nom de *Fuchen zhubuan'an* 拂塵專案, littéralement « cas pour secouer la poussière » (ci-après FCZA). Destinés à rester internes, ils seront rendus publics après l'arrivée au pouvoir de Chen Shuibian. Aujourd'hui conservés aux Archives Nationales, et imprimés pour les plus importants d'entre eux, ils représentent une source précieuse, particulièrement pour ce qui touche aux services de renseignement.

A Tragic Beginning : chant du cygne de la Guerre froide ou prélude à une ère nouvelle

Entre le combat d'arrière-garde que représentent les FCZA et l'effervescence des années 1990 se trouve une publication de grande importance, car elle est à ce jour le seul travail sérieux en langue anglaise : *A Tragic Beginning* (1991) coécrit par Ramon Myers et les chercheurs taiwanais Lai Tsehan et Wei Wou¹⁵³. Plus de vingt ans après sa publication, il reste l'ouvrage de référence dans le monde non-sinophone, la littérature occidentale s'étant par la suite moins intéressée à l'événement lui-même qu'à sa mémoire. Dans le monde de langue chinoise, au contraire, il est relativement peu cité et considéré comme dépassé par les productions ultérieures. Le travail de Myers, Lai et Wei est donc le point de départ d'une historiographie à deux vitesses, l'écart n'ayant cessé de se creuser par la suite.

A Tragic Beginning représente un progrès majeur par rapport à ce qui précède, par la rigueur et l'honnêteté du traitement des faits. Son principal apport est de faire justice du mythe d'un coup de force communiste, ainsi que d'étudier sérieusement les causes de mécontentement des Taiwanais en 1947, particulièrement sur le plan économique. L'ouvrage souffre néanmoins de la faible disponibilité des archives et de l'histoire orale au moment de sa publication, ce qui explique en partie qu'il soit peu disert sur le détail des événements. C'est par ailleurs une œuvre hybride, qui annonce l'ouverture des recherches scientifiques tout en restant fondamentalement un produit sinon de la Guerre froide, du moins de l'alliance entre les États-Unis et le gouvernement de Taïpei. Écrit dans le cadre de la Hoover Institution de Stanford, cofinancé par le Guomindang alors en voie d'ouverture¹⁵⁴, *A Tragic Beginning* a une dimension apologétique évidente en faveur du pouvoir Nationaliste. C'est surtout l'équilibre général du propos qui est en cause : les auteurs s'étendent sur la violence des rebelles (mais non sur le modèle (*pattern*) du soulèvement, expédié en une page) et sont beaucoup plus brefs sur celle de la répression, pourtant sans commune mesure et plus étendue dans le temps. D'une manière générale, ils adoptent tacitement le point de vue des autorités. Ainsi, écrivent-ils, « une fois que les renforts commencèrent à arriver le 8 mars, l'ordre fut rapidement

¹⁵³ MYERS, LAI et WEI, *A Tragic Beginning: The Taiwan Uprising of February 28, 1947*, *op. cit.*

¹⁵⁴ Günter WHITTOME, « Taiwan 1947: der Aufstand gegen die Kuomintang » (Taiwan 1947 : le soulèvement contre le Guomindang), mémoire de master, Institut für Asienkunde, Hamburg, 1991, p. 6.

rétabli »¹⁵⁵ – ce qui est incontestable, si on entend par « ordre » l'inversion du rapport de force et l'instauration d'une période de terreur et de tueries indiscriminées.

La perspective gouvernementale sur les enjeux contemporains est également épousée. La conclusion avance ainsi que « le gouvernement [Nationaliste] n'aurait peut-être pas survécu à une discussion publique incontrôlée de la tragédie avant d'avoir engrangé les succès qui lui ont gagné tant de soutien à Taiwan », avant d'achever le livre sur un rappel enthousiaste des succès du Guomindang, du miracle économique à la libéralisation politique¹⁵⁶. Ces réussites, attribuées pour partie à la promotion par l'État des « valeurs confucéennes », les auteurs en trouvent les traces dès les lendemains de la répression : en avril 1947, les émissaires du Yuan de contrôle appellent à faire de Taiwan une « province modèle », et le ministre de la Défense Bai Chongxi 白崇禧 conseille d'assouplir le contrôle de l'économie qui avait tant mécontenté les insulaires, deux recommandations que les auteurs n'hésitent pas à considérer comme des prodromes du miracle taiwanais¹⁵⁷. On reconnaît dans cette coda les lieux communs du discours pro-confucéen et transitologique des années 1980-1990 ; mais elle livre surtout le but de l'entreprise : mettre un (juste) terme à la mésentente, pour permettre à Taiwan d'aller de l'avant. L'Incident du 28 février est ainsi présenté avec quelque exagération comme « le dernier obstacle majeur au consensus dans la République de Chine. »¹⁵⁸

II. LE DISCOURS SUR L'INCIDENT DU 28 FEVRIER A TAIWAN APRES LA DICTATURE

A. De la fin de la loi martiale à Li Denghui (Lee Teng-hui)

Libération de la parole et « fièvre du 28 février »

L'espoir de clore la question s'avère vain. A Taiwan, la fin de la loi martiale (1987) déclenche un véritable déluge de publications qui ramène sur l'île le centre de gravité quantitatif et qualitatif du discours sur l'Incident du 28 février – pas moins de cent trente livres de 1987 à 2007¹⁵⁹. Ce rythme effréné semble s'être maintenu, puisqu'une recherche sommaire par sujet sur le catalogue de la Bibliothèque nationale centrale de Taiwan indique quarante-sept nouvelles publications de 2008 à

¹⁵⁵ MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, p. 7.

¹⁵⁶ Le terme même de « tragédie » (en chinois *beiju* 悲劇, *beitong* 悲痛) est celui qui est privilégié par le Guomindang réformé et les auteurs qui en sont proches, car il permet de déplorer l'effusion de sang sans accabler les autorités.

¹⁵⁷ MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, pp. 192-193.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 3.

¹⁵⁹ WU, « Shuxie 'minzu' chuangshang », *op. cit.*, p. 2.

2016 (ces décomptes n'incluant ni les mémoires universitaires, ni les articles)¹⁶⁰. Notre travail n'a pas pour objet la mémoire de 1947 dans la société taiwanaise. Il est cependant impératif de revenir brièvement sur la chronologie et les modalités de la résurgence du sujet, pour deux raisons :

- Premièrement, nous ferons un usage important de l'histoire orale, produite dans les années 1990. Une connaissance de la construction mémorielle des événements est donc indispensable pour contrôler cette source, et particulièrement pour identifier la manière dont les mises en récits collectives donnent sens et forme à la mémoire individuelle, quand elles ne s'y surimposent pas.
- Deuxièmement et surtout, si la distinction entre mémoire collective et travail historique vaut comme idéal régulateur de la vie scientifique, elle est profondément floue dans les faits, particulièrement sur des sujets aussi chargés. Les historiens sont informés consciemment et inconsciemment par les représentations sociales, et réciproquement celles-ci se nourrissent des travaux historiques.

Le mouvement pour la réhabilitation des victimes

En réalité, le thème s'impose dans le débat public dès avant la levée de la loi martiale en juillet 1987. En 1985, le député *dangwai* Jiang Pengjian 江鵬堅 (futur cofondateur du Minjindang en 1986) demande par écrit au gouvernement de faire la vérité sur la tuerie, de présenter des excuses officielles et d'indemniser les victimes et leurs familles¹⁶¹. En février 1987 (en prévision du quarantième anniversaire), des militants pour les droits de l'homme et la démocratisation, des presbytériens, des Taiwanais de la diaspora et des cellules locales du Minjindang créent une Association pour la promotion d'une journée de la paix le 28 février (APJP) (*Er'erba hepingri cujinhui* 二二八和平日促進會). Dans les semaines suivantes, l'APJP organise des défilés dans toutes les villes importantes de l'île, se heurtant parfois à la police anti-émeutes. Ces activités culminent le 28 février à Taïpei, où se tient la première cérémonie en honneur des victimes¹⁶². Elle rassemble peut-

¹⁶⁰ La chercheuse de l'Université Tunghai Cai Xiumei a publié l'année dernière un catalogue qui couvre la période 1945-2013. CAI Xiumei 蔡秀美, *Er'erba shijian wenxian mulu jieti* 二二八事件文獻目錄解題 (Catalogue raisonné des œuvres portant sur l'Incident du 28 février), Taïpei : Er'erba jinian jijinhui, 2015.

¹⁶¹ CHEN Cuilian 陳翠蓮, « Lishi zhengyi zai Taiwan : jian lun Guomindang de Er'erba lunshu » 歷史正義在台灣：兼論國民黨的二二八論述 (La justice historique à Taiwan : à propos du discours du Guomindang sur le 28 février), dans YANG Zhenlong 楊振隆 (dir.), *Er'erba shijian 60 zhounian guoji xueshu yantaohui : renquan yu zhuanxing zhengyi* 二二八事件 60週年國際學術研討會：人權與轉型正義 (Colloque international pour le 60^{ème} anniversaire de l'Incident du 28 février : droits de l'homme et justice transitionnelle), Taïpei : Er'erba shijian jinian jijinhui, 2007, pp. 343-382.

¹⁶² WU, « Shuxie 'minzu' chuangshang », *op. cit.*, p. 4.

être 30 000 personnes¹⁶³, un chiffre en apparence modeste qui doit être rapporté à la mémoire fraîche de la répression politique.

La réaction du pouvoir s'inscrit en rupture avec le passé. Après la mort de Jiang Jinguo (Chiang Ching-kuo) 蔣經國 (fils et successeur de Jiang Jieshi) en 1988, Li Denghui (Lee Teng-hui) 李登輝 (1988-2000), formosan de naissance, incarne la libéralisation du Guomindang et sa « taiwanisation », telle que Jiang Jinguo l'a voulue. Prêt à accepter le jeu démocratique, il se montre toutefois méfiant : les manifestants, qui ont généralement moins de quarante ans et n'ont pas vécu l'Incident, ne sont-ils pas manipulés par des ambitieux¹⁶⁴ ? Le thème n'est-il pas destiné à diviser l'île ? Ces soupçons déclenchent l'ire de l'APJP, qui réplique par de nouveaux rassemblements, ainsi que des protestations de la part des députés d'opposition. Le ministère de la Défense, celui des Affaires Judiciaires et celui de l'Intérieur, qui représentent les éléments les plus conservateurs de l'appareil d'État, se raidissent et réitèrent dans un rapport conjoint d'avril 1989 la version canonique des faits (le complot communiste), avec un insuccès prévisible. Le 19 août de la même année, la première stèle commémorative est érigée à Jiayi¹⁶⁵ sous les auspices de la mairesse Zhang Boya 張博雅. En octobre, enfin, *La cité des douleurs* (*Beiqing chengshi* 悲情城市), le célèbre film de Hou Xiaoxian (Hou Hsiao-hsien) 侯孝賢, sort sur les écrans et provoque une grande émotion : c'est la première fois qu'une œuvre d'art taiwanaise destinée à un large public s'empare du thème et prend le risque d'en faire des images¹⁶⁶. Sous la pression de la société et du *dangwai*, une partie de l'État-Guomindang choisit d'accompagner le mouvement : le 27 février 1990, à la veille du quarante-troisième anniversaire, le Yuan législatif vote une minute de silence en souvenir des victimes du 28 février. Le lendemain, la puissante Église presbytérienne de Taiwan demande pardon (le texte est remis en

¹⁶³ FLEISCHAUER, "The 228 Incident and the Taiwan Independence Movement", p. 383.

¹⁶⁴ *You zhengzhi yexin de ren* 有政治野心的人. Cette expression est presque identique à celle employée dans les documents du Guomindang de 1947 pour décrire les notables taiwanais ayant défié le régime – continuité (relative) de la culture politique du Parti.

¹⁶⁵ La géographie de la commémoration suit à peu près celle de la vie politique taiwanaise aujourd'hui : le sud est plus vert que le nord.

¹⁶⁶ LIN, *Representing Atrocity in Taiwan*, pp. 128-134. Le cinéaste, issu d'une famille continentale, s'est attiré de vifs reproches de la part des militants pour la réhabilitation en raison de son évocation très discrète de la répression meurtrière, tandis que la violence de l'émeute est montrée plus crûment. L'Incident a fait l'objet d'un film au ton plus léger en 1999 (Lin Cheng-sheng, *March of Happiness/Tianma chafang* 天馬茶坊). Pour les raisons évoquées en introduction, nous n'étudierons pas ici les représentations artistiques de l'Incident, très marquées par le paradigme contemporain du traumatisme. Elles n'ont pas, en outre, été déterminantes dans la formation des représentations collectives, *La cité des douleurs* ayant en réalité rencontré un public assez restreint et *March of Happiness* étant sorti à la fin de la « fièvre » des années 1990. À notre connaissance, ni film, ni roman, ni bande dessinée, ni série télévisée n'ont joué un rôle décisif dans la constitution du folklore sur 1947. On trouvera des études littéraires dans LIN, *Representing Atrocity, op. cit., passim*, et une approche à la fois par la littérature et le cinéma dans Michael BERRY, *A History of Pain: Trauma in Modern Chinese Literature and Film*, New York : Columbia University Press, 2008, pp. 179-249.

maines propres à des familles de victimes) de n'avoir pas eu le courage d'aborder publiquement le thème sous la dictature.

La politique de Li Denghui : vérité et réhabilitation

Li Denghui se voit contraint – et sans doute convaincu – de changer d'approche¹⁶⁷. S'il déplore toujours ce qu'il présente comme une obsession pour le passé, nuisible à l'harmonie (*hexie* 和諧) et au bonheur (*kuailè* 快樂) publics, il va désormais au-devant des demandes sociales¹⁶⁸. Sa réponse prend deux formes : premièrement, une politique de réhabilitation ; deuxièmement, une promotion officielle de la recherche sur l'événement.

La réhabilitation a d'abord un volet réparateur et financier. En 1995, le Yuan législatif crée la Fondation pour la mémoire de l'Incident du 28 février (*Er'erba shijian jinian jijinhui* 二二八事件紀念基金會, ci-après Fondation pour la mémoire) et lui confie l'attribution des compensations (*peichang* 賠償) — qui supposent un travail d'enquête pour établir la recevabilité des demandes : 60 millions de dollars taiwanais (NT\$) seront distribués aux familles d'un mort ou d'un disparu, et 500 000 par année de détention à chaque ancien prisonnier, pour un maximum de 50 millions. 20 millions de NT\$ au plus seront attribués en compensation des pertes matérielles subies. Une personne ne pourra pas prétendre à plus de 60 millions de NT\$¹⁶⁹. La Fondation attribue ainsi 7,28 milliards de dollars taiwanais à 9959 personnes de 1995 à 2015 (la grande majorité avant 2007), parvenant à identifier 684 tués, 178 disparus et 1426 « autres » (blessés, emprisonnés, diffamés...) ¹⁷⁰.

La même année 1995, le gouvernement accepte également de faire entrer l'Incident dans la topologie de la capitale en faisant ériger une stèle commémorative (*Er'erba shijian jinian bei* 二二八事件紀念碑) à Taibei, flanquée d'un Mémorial. Lors de l'inauguration du monument le 28 février, Li Denghui présente des excuses au nom du gouvernement (non du Guomintang) ; les victimes sont réhabilitées, et Li s'engage à effacer des documents officiels les termes péjoratifs les désignant, tels « émeutier » (*baotu* 暴徒)¹⁷¹. La même année, le 28 février est déclaré jour férié sous le nom de

¹⁶⁷ S'il entraîne globalement le gouvernement avec lui, tout le Parti n'est pas sur sa ligne. Le dirigeant conservateur Hao Bocun 郝柏村 tient une position beaucoup plus dure consistant essentiellement à réaffirmer l'interprétation traditionnelle. Li Denghui connaîtra sur ce thème comme sur d'autres une évolution radicale : en 1997, encore à la tête du Guomintang, il déclare qu'en 1947 un « pays arriéré » a tué des innocents aveuglément – une formulation que les plus farouches opposants du Guomintang auraient aisément pu reprendre à leur compte.

¹⁶⁸ WU, « Shuxie 'minzu' chuangshang », *op. cit.*, p. 5.

¹⁶⁹ *Ibid.*, p. 6.

¹⁷⁰ Site de la Fondation pour la mémoire de l'Incident du 28 février <http://www.228.org.tw/pages.aspx?v=82D4F7824F7815C6> [consulté le 21 mai 2016].

¹⁷¹ Ce terme (et son synonyme *baomin* 暴民), qui signifie littéralement « sujet violent », est plus péjoratif encore que le français « émeutier ». Utilisé par le pouvoir Nationaliste pour décrire les insurgés depuis

« Journée commémorative pour la paix » (*heping jinian ri* 和平紀念日). Si l'année 1995 marque bien le « point d'orgue » du mouvement de réhabilitation (*pingfan* 平反)¹⁷², le sort de la stèle commémorative en dit long sur la difficulté de parvenir à un consensus. D'abord privée de texte faute d'accord, elle se voit adjoindre en 1997 une inscription vandalisée le soir même. C'est essentiellement la responsabilité de Jiang Jieshi qui est en cause, les casseurs la jugeant minimisée par le texte, qui évoque prudemment sa décision de faire donner la troupe en mars 1947 sans plus s'étendre sur la question.

Le premier Rapport de recherche

Sur le plan scientifique, le Yuan administratif met sur pied en janvier 1991 un « Groupe de recherche sur l'Incident du 28 février » (*yanjiu Er'erba xiaozu* 研究二二八小組), composé de quatorze historiens affectés à la collecte des documents et à leur traitement, un travail qui dure jusqu'en février 1992. L'historien en chef de l'équipe est Lai Zehan 賴澤涵, co-auteur de *A Tragic Beginning* avec Ramon Myers et Wei Wou, mais celle-ci comprend également des chercheurs plus jeunes et nettement moins favorables au Guomintang (comme Xu Xueji 許雪姬), affectés aux tâches pratiques telles que la constitution des données.

Le Groupe publie en 1994 le *Rapport de recherche sur l'Incident du 28 février* (ci-après *Rapport de recherche*)¹⁷³. C'est le premier travail d'enquête libre et systématique sur les archives de la révolte de 1947. Les chercheurs ont travaillé dans l'urgence, sous la pression du gouvernement et de l'opinion publique¹⁷⁴. Cependant, et malgré l'ouverture ultérieure de nouvelles archives, le *Rapport de recherche* fait toujours référence, tant par son sérieux que parce qu'il représente un relatif consensus positiviste entre historiens, avant que l'accentuation de la polarisation politique et la multiplication des recherches ne fassent éclater l'espace scientifique et ne lui donnent des airs de champ de bataille confus. Cette réputation de neutralité peut surprendre quand on considère les deux préfaces de l'ouvrage. La première présente explicitement le *Rapport de recherche* comme une réponse aux « troubles dans la société taïwanaise » suscités par la campagne pour la réhabilitation. Elle rappelle également que le Groupe de recherche se réunissait en présence de membres du Yuan exécutif, et qu'il était présidé par les hommes de presse Chen Chongguang 陳重光 et Ye Mingxun 葉明勳,

l'époque des faits, il est particulièrement visé par les tenants d'une réhabilitation de l'Incident, qui y voient à juste titre une légitimation de la violence de la répression, tacitement présentée comme une contre-violence inévitable.

¹⁷² WU, « Shuxie 'minzu' chuangshang », *op. cit.*, p. 11.

¹⁷³ LAI Zehan (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*

¹⁷⁴ Neuf mois de travail effectif, pour répondre à la demande sociale et en raison des retards dans la communication des archives par les institutions sollicitées. *Ibid.*, p. 7. Le résultat est assez remarquable quand on considère l'urgence dans laquelle il a été produit.

« en tant que témoins » ; le détail est piquant, car Ye dirigeait en 1947 la branche de Taïpei de la *Central News Agency* (*Zhongyang tongxun she* 中央通訊社, CNA) dont il est avéré qu'elle a servi, au cœur de la tourmente, d'agence de renseignement pour les autorités. La seconde préface, signée par Lai Zehan, est plus explicite : « la plus douloureuse tragédie humaine de l'histoire de Taïwan », « a conduit à l'indépendantisme taïwanais, à la pensée gauchiste (*zuoqing sixiang* 左傾思想), voire à un 'complexe d'origine provinciale' (*shengji qingjie* 省籍情結)¹⁷⁵, affectant gravement l'harmonie de la société taïwanaise et même le développement social à venir. » Il s'agit donc de fournir une réponse officielle (*guanfang miandui* 官方面對), impossible sous la loi martiale, tout en produisant la première étude objective et méthodique des événements. Les lecteurs sont priés d'en tirer des leçons « de compassion, de tolérance et de respect »¹⁷⁶.

Le diagnostic du rapport sur les causes du soulèvement est proche de celui de l'ouvrage coécrit avec Myers : elles sont multiples, mais « tout d'abord, du fait de cinquante ans de règne japonais, les compatriotes taïwanais manquaient de connaissances sur le système politique et la situation sociale de la patrie, et leurs attentes après la rétrocession étaient trop hautes. » Cette tentative japonaise délibérée (*youxin* 有心) de « créer un fossé entre les Taïwanais et leur patrie » doit être considérée comme une cause indirecte mais fondamentale de la rébellion. Viennent ensuite la mauvaise gestion de l'île et les difficultés économiques, l'action des communistes étant réelle mais essentiellement limitée à la région de Taïzhong et parfois difficilement distinguable de celle des compagnons de route (*tongluren* 同路人). Les auteurs sont généralement sans complaisance sur la violence de la répression, même si certains lecteurs jugeront que la figure de Jiang (dépeint comme induit en erreur par Chen Yi et « négligent » dans sa gestion de l'affaire) est par trop épargnée¹⁷⁷.

Les archives : du silence d'Etat à la promotion officielle

Le *Rapport de recherche* est rendu possible par l'ouverture des archives de la présidence de la République et des gouvernements locaux¹⁷⁸. Elles sont rassemblées et déposées par les auteurs au

¹⁷⁵ C'est-à-dire au sentiment d'un fossé entre continentaux (*waishengren*) et insulaires (*benshengren*).

¹⁷⁶ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, op. cit., pp. 6-7.

¹⁷⁷ *Ibid.*, pp. 405-412.

¹⁷⁸ XU Xueji 許雪姬, « Baomiju Taiwan zhan Er'erba shiliao de jiedu yu yanjiu » 保密局台灣站二二八史料的解讀與研究 (Déchiffrement et étude des documents de la station de Taïwan du Baomiju relatifs au 28 février), *Taiwan shi yanjiu*, n° 21 (4), 2016, pp. 187-217, p. 194. Les archives du Guomindang sur 1947 sont encore fermées pour la plupart. A la même époque, la Commission documentaire de la province de Taïwan (*Taiwan sheng wenxian weiyuanhui* 台灣省文獻委員會) publie trois volumes de documents divers (récits, entretiens, archives transcrites...) de 1991 à 1994. Rendus globalement obsolètes par les travaux ultérieurs, ils sont utiles dans un premier temps, surtout pour les entretiens avec des notables qui y sont publiés. *Er'erba shijian wenxian jilu* 二二八事件文獻輯錄 (Compilation de documents sur l'Incident du 28 février), Taïpei : Taiwan sheng wenxian weiyuanhui, 1991 ; *Er'erba shijian wenxian xulu* 二二八事件文獻續

centre d'archives de l'Institut d'histoire moderne de l'Academia Sinica (*Zhongyang yanjiuyuan jindaishi yanjiusuo* 中央研究院近代史研究所)¹⁷⁹. Les plus importantes de ces archives sont publiées de 1992 à 1997 sous le nom d'*Anthologie de documents sur l'Incident du 28 février*¹⁸⁰. L'impression et la publication de documents de première main est une pratique plus courante en Asie de l'Est qu'en Europe ; de telles publications avaient eu lieu dès le début des années 1990 à partir des documents collectés sur le continent. Toutefois, les six volumes de l'*Anthologie*, qui rassemblent les documents les plus importants, représentent un saut qualitatif. Ils sont à la fois une base de travail pour la recherche ultérieure et la garantie de probité d'un rapport soumis à de fortes pressions politiques. La documentation de l'*Anthologie* reste très incomplète, particulièrement au sujet des assassinats ciblés de notables (nom des victimes, lieu des exécutions, commanditaires...) qui focalisent largement l'attention. Les deux premiers volumes rassemblent les documents les plus contentieux : les récits généralement apologétiques de hauts responsables militaires et civils, tels le chef d'état-major de la garnison de Taiwan, le commandant du fort de Gaoxiong, le général ayant conduit les renforts militaires ou le responsable de la branche taiwanaise du Guomindang ; ils contiennent aussi des archives de Jiang Jieshi et sa correspondance avec les autorités insulaires, particulièrement Chen Yi. Les volumes trois à six sont composés d'archives de la répression, essentiellement des rapports de pacification émanant de l'armée et des archives judiciaires malheureusement sommaires. Il est à noter que les deux derniers volumes ne sont publiés qu'en 1997, sur demande de la Fondation pour la mémoire ; les institutions commémoratives pèsent donc non seulement sur le débat public et l'interprétation historique, mais encore sur la collecte et l'accessibilité des données.

Le *Rapport de recherche* s'appuie enfin sur trois cent entretiens oraux avec des survivants¹⁸¹, systématisant une pratique inaugurée sur le continent et promise à un bel avenir. Cette histoire orale se heurte toutefois à deux obstacles ; le premier (qui perdurera) est la difficulté de collecter le témoignage des *waisbengren* : souvent des hommes célibataires en 1947 – ce qui explique l'absence de proches, pour beaucoup retournés sur le continent après le retour à l'ordre, et ils sont par ailleurs plus réticents que les insulaires à livrer leur témoignage, dont ils ont le sentiment qu'il sera retenu

錄 (Compilation de documents sur l'Incident du 28 février, suite), Taïpei : Taiwan sheng wenxian weiyuanhui, 1992 ; *Er'erba shijian wenxian bulu* 二二八事件文獻補錄 (Compilation de documents sur l'Incident du 28 février, fin), Taïpei : Taiwan sheng wenxian weiyuanhui, 1994.

¹⁷⁹ Créée en 1928, l'Academia Sinica (en chinois « académie centrale de recherche », *zhongyang yanjiuyuan* 中央研究院) est la plus haute institution de recherche publique de la République de Chine. Elle est déplacée à Taiwan en 1949.

¹⁸⁰ *Er'erba shijian ziliao xuanji* 二二八事件資料選輯 (Anthologie de documents sur l'Incident du 28 février), Taïpei : Academia Sinica, 1992-1997 (6 vol.) (ci-après ZLXJ dans les citations).

¹⁸¹ Partiellement publiés dans *Koushu lishi*, n° 3, 1992, et n° 4, 1993 (ci-après KSLS 3 et KSLS 4 dans les citations).

contre eux ; paradoxalement, et c'est le second obstacle, les *benshengren* pourtant surreprésentés sont souvent méfiants, car le Groupe de recherche est commissionné par un gouvernement Guomindang. La peur de parler n'a pas encore disparu, cinq ans après la fin de la loi martiale¹⁸².

B. Le discours sur le 28 février dans un espace public institutionnalisé

Du dangwai au minjian

La publication de ces documents est contemporaine des mutations du champ universitaire à Taiwan. Fortement institutionnalisé mais étroitement contrôlé sous la loi martiale, celui-ci se libéralise, s'enrichit d'apports méthodologiques occidentaux et s'ouvre, au tournant des années 1990, aux historiens amateurs venus du *dangwai* et cantonnés jusqu'alors aux revues militantes (Zhang Yanxian 張炎憲, Li Xiaofeng 李筱峰, Xue Huayuan 薛化元, Huang Fusan 黃富三...). Or cette institutionnalisation universitaire de l'ancienne dissidence ne fait pas disparaître le réseau de maisons d'éditions et de fondations privées financées par des entrepreneurs hostiles au régime, qui publiaient les activistes *dangwai* dans les années 1980, comme les éditions Avant-Garde (Qianwei 前衛) et la Fondation Wu Sanlian pour la documentation historique à Taiwan (*Wu Sanlian Taiwan sbiliao jijinhui* 吳三連台灣史料基金會), créée en 1991¹⁸³. Les chercheurs « verts », qui prennent l'initiative dans la recherche sur l'Incident, conservent ainsi des positions de chevauchement entre l'université et ce monde de la recherche privée¹⁸⁴. Celles-ci s'expliquent en partie par l'aura qui entoure la notion de *minjian* 民間 depuis l'épopée du *dangwai* : une certaine extériorité au « système » est perçue davantage comme une garantie de probité et de liberté que comme un manque de professionnalisme. Le terme continue d'être employé par les indépendantistes après la démocratisation, avec une générosité qui le rend parfois problématique¹⁸⁵.

¹⁸² LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 11. Xu Xueji a évoqué « La difficulté d'être considéré comme un savant à la solde du pouvoir » (« Bei chengwei yuyong xuezhe de kunjing » 被稱為御用學者的困境), communication au Symposium sur le 28 février et les droits de l'homme, 7 et 8 décembre 2013, Mémorial national du 28 février, Taïpei.

¹⁸³ Damien MORIER-GENOUD, « Écriture, mémoire et transmission d'une histoire nationale à Taiwan : le rôle de la sphère privée et des réseaux para-académiques », *Sociétés politiques comparées*, n°36, 2014, pp. 75-90, pp. 76-78.

¹⁸⁴ Par ex. LI Xiaofeng (Lee Hsiao-feng) 李筱峰, *Jiedu Er'erba* 解讀二二八 (Déchiffrer le 28 février), Taïpei : Yushan, 1998.

¹⁸⁵ Il n'est pas rare que les textes d'hommes d'appareil, comme par exemple le communiste Yang Kehuang, soient qualifiés de *minjian*.

L'effort de collecte d'histoire orale par Zhang Yanxian (1947-2014) est typique de cet entre-deux. Activiste *dangwai* entré à l'Academia Sinica en 1984, Zhang est un des responsables de la Fondation Wu Sanlian et une figure tutélaire de l'historiographie indépendantiste.

Après le *Rapport de recherche* et la publication des ZLXJ, la collection d'histoire orale de Zhang (complétée par une initiative similaire de Xu Xueji, libérée de ses fonctions officielles¹⁸⁶) doit sans doute être considérée comme la plus grande contribution des années 1990¹⁸⁷. Ces douze volumes, dont la plupart paraissent entre 1993 et 1996, sont le produit d'un énorme travail d'enquête, d'entretiens et de compilation. L'objectif est indissociablement historien et militant : les sources officielles parlant le langage de l'État chinois, seul le témoignage permet d'exhumer le récit des vaincus, et surtout la voix authentique de la société taïwanaise (Zhang Yanxian explicite le sens qu'il donne à son travail lors de nombreuses interventions publiques). Lui seul, en outre, permet d'écrire « une Histoire pourvue de sentiments » (*you ganqing de lishi* 有感情的歷史)¹⁸⁸, sans lesquels le récit serait dépourvu de valeur. Les centaines d'entretiens sont réalisés dans un sentiment d'urgence, les cohortes ayant vécu l'Incident du 28 février comme adultes se réduisant à grande vitesse. Rassemblés par localité – avec un certain déséquilibre en faveur de la région de Jiayi, lieu d'origine de Zhang et haut lieu de l'insurrection armée –, les témoignages sont présentés sous forme de récits à la première personne. Chaque volume est préfacé deux fois au moins, une fois par Zhang Yanxian, l'autre par un membre de la société locale, un activiste ou un édile quand la couleur politique de la mairie s'y prête¹⁸⁹.

Les pièges de cette documentation sont nombreux. Elle est collectée quarante-cinq ans après les faits par un historien militant, les témoins étant naturellement tentés de suivre de près un récit

¹⁸⁶ XU Xueji 許雪姬 et CHEN Huifang 方惠芳 (dir.), *Gaoxiong shi Er'erba xiangguan renwu fangwen jilu* 高雄市二二八相關人物訪問紀錄 (Transcriptions d'entretiens avec des protagonistes du 28 février dans la ville de Gaoxiong), Taïpei : Academia Sinica, 1995 (3 vol.) (ci-après GX dans les citations).

¹⁸⁷ Cf. Bibliographie, section Histoire orale, ouvrages dirigés par Zhang Yanxian.

¹⁸⁸ Conférence de Zhang Yanxian au collège communautaire de Beitou, 25 avril 2007. Texte disponible sur le site de la Fondation pour la culture de Beitou : <http://www.ptcf.org.tw/ptcf2/healthcity/epaper/hce12/1201.pdf> [consulté le 11 mai 2016]. Les mots de Zhang font écho à « l'histoire avec des sentiments » que le grand écrivain Shen Congwen 沈從文 appelait de ses vœux en 1952 comme contrepoint à l'épopée guerrière et révolutionnaire qui dominait son temps. Le lien est probablement involontaire. Conférence de David Der-Wei Wang, "The Lyrical in Epic Time: The Stories of Shen Congwen and Feng Zhi", jeudi 18 septembre 2014, Yale University.

¹⁸⁹ Qu'un élu municipal ou de district contresigne ce genre de martyrologe local est typique du rapport du Minjindang aux échelles de l'appartenance : le projet indépendantiste taïwanais part généralement du lieu de l'enracinement, garantie d'authenticité, et de là procède à la construction d'une identité nationale insulaire. Le cadre national n'est pas posé d'emblée. Cf. Sebastian VEG, « The Taiwan Elections in Historical Perspective », *The China Beat*, 21 février 2012 <http://www.thechinabeat.org/?p=4122> [consulté le 25 mai 2016]. La mémoire de l'Incident connaît des variations et des appropriations locales importantes.

« vert » victimaire qui les conduit souvent à euphémiser la violence de la révolte, même si la confiance établie a aussi un effet libérateur de la parole. Les nuances linguistiques – la majorité des entretiens a été conduite en taiyu, une partie en hakka, une autre en mandarin –, que Zhang rend autant que possible, souffrent néanmoins du passage à l'écrit. Il est par ailleurs inévitable que la mémoire collective se substitue en partie aux souvenirs individuels et conduise à une relative uniformisation des témoignages (un danger dont Zhang est conscient), d'autant que comme le remarque Stephan Feuchtwang « une culture politique victimaire et l'histoire mythique de persécution qui l'accompagne » peuvent conduire à « imaginer le traumatisme dans sa propre expérience » en toute sincérité¹⁹⁰. Les questions de l'interviewer, enfin, ont été effacées pour plus de lisibilité, et les redites et digressions lissées en une narration à peu près cohérente¹⁹¹. Il convient donc d'être de la plus grande prudence dans le maniement de ces sources, qui suppose notamment de n'en attendre aucun secours sur la chronologie ou les chiffres, et de garder à l'esprit le contexte politique et mémoriel pour en identifier les lieux communs.

Il n'en reste pas moins que, traités avec doigté, les entretiens conduits par Zhang (et Xu Xueji) sont une source d'une richesse extraordinaire. Ils permettent un renversement de perspective par rapport à l'archive officielle (elle-même souvent mensongère), mais également par rapport au discours des élites taiwanaises autoproclamées porte-paroles de l'insurrection – on pense particulièrement au Comité de résolution –, et qui en sont venues à l'incarner pour la postérité. Jusqu'aux travaux de Zhang Yanxian, le nationalisme taiwanais reste d'ailleurs profondément élitaire dans son approche de l'Incident du 28 février, l'attention se concentrant sur le martyr des notables qui, aime-t-on penser, auraient pu devenir les cadres autochtones de l'île¹⁹². Il se tourne désormais vers les véritables sans-voix, les faibles ou subalternes (*ruoshizhe* 弱勢者), dépositaires

¹⁹⁰ FEUCHTWANG, *After the Event*, *op. cit.*, p. 13. La notion de traumatisme historique fait l'objet à Taiwan comme ailleurs de discours souvent convenus qui passent volontiers sous silence les difficultés d'application de cette notion aux acteurs collectifs – Stephan Feuchtwang rappelle notamment que la notion de trauma collectif n'a pas d'existence clinique. Sur cette question dans un contexte occidental, cf. Didier FASSIN et Richard RECHTMAN, *L'empire du traumatisme : enquête sur la condition de victime*, Paris : Flammarion, 2007. L'uniformisation du témoignage est particulièrement sensible dans les trois volumes publiés au début des années 2010, quand Zhang Yanxian quitte la direction du Guoshiguan. Le vieillissement des témoins et, surtout, la rigidification du discours « vert » sur l'Incident du 28 février, que les individus tendent à reprendre à leur compte, se font nettement sentir.

¹⁹¹ Le questionnaire de départ apparaît facilement à la lecture : les interviewés sont priés d'expliquer leurs origines familiales et de résumer à grands traits leur vie avant 1947, en s'attardant sur les épisodes qui leur semblent pertinents pour éclairer leur expérience de 1947. Ils racontent ensuite cette dernière, avant de présenter ce qui leur paraît avoir été l'impact du 28 février sur leur vie ultérieure. Ceci nous a été confirmé par Zhang Yanxian lui-même (entretien avec l'auteur, décembre 2012). C'est le dialogue avec le chercheur et les demandes de précision formulées par celui-ci que le travail d'écriture efface ; notons par ailleurs que cette mise en forme est redoublée par la transcription en chinois, qui pose des problèmes ardu de fidélité à la parole originelle.

¹⁹² Cf. LI, *Er'erba xiaoshi de Taiwan jingying*, *op. cit.*

dans leur souffrance de l'histoire nationale. Non qu'ils se laissent toujours enfermer dans ce rôle. Sur ce point, les variations régionales sont importantes et intéressantes : la mémoire de l'événement est nettement plus héroïque et belliqueuse au centre de l'île qu'au nord, et dans une moindre mesure qu'au sud. La différence tient sans doute en partie à la réalité du soulèvement – la faiblesse de l'État au centre de l'île a autorisé des formes de prise d'armes particulièrement ouvertes –, et plus encore à la construction politique de sa mémoire : le centre et le sud de l'île sont les bastions traditionnels d'un nationalisme taiwanais combattif, mais à Gaoxiong les controverses autour des actions de Peng Mengji 彭孟緝, le commandant de la garnison du fort, ont rejeté le camp « vert » du côté du discours victimaire, puisqu'il importait de souligner le caractère disproportionné, voire franchement injustifié, de la répression.

Zhang Yanxian s'impose comme le patron des études sur le 28 février 1947. A l'occasion du cinquantième anniversaire de 1997, c'est autour de lui que se rassemblent les historiens les plus compétents sur la question. Leur liste confirme que le sujet est presque monopolisé par le camp vert. Aux côtés des vétérans du *dangwai* se trouvent quelques chercheurs plus jeunes qui prennent leur relève mais dont les orientations politiques sont fondamentalement similaires, comme He Yilin 何儀麟 et Chen Cuilian 陳翠蓮¹⁹³.

Emergence d'une histoire universitaire

A la même époque en effet, des travaux commencent à voir le jour au sein du système universitaire où des historiens formés à la recherche pendant la libéralisation du régime s'attachent à l'écriture d'une histoire taiwano-centrée, dont la transition de la période japonaise au règne du Guomindang est un moment charnière¹⁹⁴. Parmi eux, c'est Chen Cuilian (docteur en 1994) qui s'attelle avec le plus de talent à la question de 1947 avec sa thèse *Luttes factionnelles et machiavélisme : un autre visage de la tragédie du 28 février*¹⁹⁵. Ce livre, qui reste fort utile malgré sa relative obsolescence documentaire, est le premier ouvrage taiwanais à soumettre les événements de 1947 à un

¹⁹³ ZHANG Yanxian 張炎憲 *et al.* (dir.), *Er'erba shijian yanjiu lunwen ji* 二二八事件研究論文集 (Recueil d'essais de recherche sur l'Incident du 28 février), Taïpei : Wu Sanlian jijinhui, 1998.

¹⁹⁴ C'est aussi en 1993 que naît le projet d'un Institut d'histoire taiwanaise venant compléter (et concurrencer) l'Institut d'histoire moderne (chinoise) au sein de l'Academia Sinica. Il n'aboutira qu'en 2004, sous la présidence Chen Shuibian. La division reste évidente aujourd'hui entre un Institut d'histoire taiwanaise clairement nativiste et un Institut d'histoire moderne qui a gardé son tropisme chinois, malgré la présence en son sein d'un historien très militant comme Chen Yishen 陳儀深. Xu Xueji est d'ailleurs passée du second au premier, plus conforme à son projet d'exploration de l'histoire taiwanaise (moins directement militant et surtout moins empathique que celui de Zhang Yanxian, mais qui penche, bien que plus discrètement, dans la même direction idéologique).

¹⁹⁵ CHEN Cuilian (Chen Tsui-lien) 陳翠蓮, *Paixi douzheng yu quanmou zhengzhi* : *Er'erba beiju de ling yi mianxiang* 派系鬥爭與權謀政治 : 二二八悲劇的另一面相 (Luttes factionnelles et machiavélisme : un autre aspect de la tragédie du 28 février), Taïpei : Shibao wenhua, 1995.

questionnement historique autonome (c'est-à-dire ni commandité par le pouvoir, ni publié à des fins ouvertement politiques ou morales, ni consistant en une simple collection d'archives). Chen appréhende l'événement sous l'angle des luttes factionnelles, brisant ainsi l'image d'une opposition binaire entre « le gouvernement » et « la population » : elle fait apparaître un pouvoir profondément divisé et esquisse, dans une moindre mesure, le tableau d'une société taïwanaise hétérogène, même si cette deuxième partie est plus schématique et que la notion de « faction » y semble moins opérante.

Facettes de la question identitaire

La professionnalisation de la recherche sur le 28 février, cependant, n'est en rien synonyme de neutralisation politique. Au contraire, la discussion est marquée par une « identitarisation » croissante : sa formulation dans les termes d'une opposition « ethnique » ou son explication par une différence « culturelle » entre la Chine et Taïwan. C'est l'idée d'un conflit ethnique (*zuqun chongtu* 族群衝突) qui fait couler le plus d'encre en raison des connotations biologiques du terme : bien que *zuqun* soit communément employé à Taïwan pour distinguer les continentaux arrivés après 1945 des Taïwanais présents avant cette date (eux-mêmes subdivisés en Hokkien, Hakkas et aborigènes¹⁹⁶), l'étymon *zu* 族 renvoie à l'appartenance clanique patrilinéaire, à l'ethno-nation (*minzu* 民族)¹⁹⁷ voire à la race (*zhongzu* 種族)¹⁹⁸. Certains auteurs parlent ainsi de conflit ethnique entre *benshengren* et *waishengren*, sans craindre (ou en escomptant) le glissement de *zuqun* à *minzu*¹⁹⁹. En 2008, Chen Cuilian procédera avec plus de subtilité en attribuant l'origine de la grille de lecture ethnique au Guomindang des années 1980, qui condamnait l'instrumentalisation du souvenir de 1947 au nom de « l'harmonie ethnique » – façon de rejeter la responsabilité sur le camp adverse

¹⁹⁶ On appelle Hokkien ou Hoklo les Taïwanais originaires du Fujian (Zhangzhou et Quanzhou) ; les Hakkas viennent en général du Guangdong ; les populations aborigènes de Taïwan appartiennent au groupe linguistique austronésien.

¹⁹⁷ La traduction de *minzu*, qui désigne la nation dans sa dimension ethnique et parfois raciale, pose problème. Nous choisissons de rendre le terme par « ethno-nation », au risque de la lourdeur.

¹⁹⁸ C'est pourquoi Ma Yingjiu dénoncera vigoureusement le glissement que les historiens indépendantistes lui semblent opérer entre opposition ethnique (*zuqun chongtu*) entre continentaux et insulaires et opposition nationale (*minzu chongtu*) entre Chinois et Taïwanais.

¹⁹⁹ Pour une version résolument indépendantiste mais intellectuellement modérée de cette thèse, cf. par exemple LI Xiaofeng (Lee Hsiao-feng) 李筱峰, « Er'erba shijian yu zuqun wenti » 二二八事件與族群問題 (L'Incident du 28 février et la question ethnique), communication prononcée au Département des affaires culturelles de la mairie de Taïpei à l'occasion du 60^{ème} anniversaire de l'Incident du 28 février, 27 février 2007. Reproduit sur le site personnel de Li Xiaofeng http://www.jimlee.org.tw/history_detail.php?articleSN=8709 [consulté le 23 mai 2016]. Pour une version ouvertement ethno-nationaliste, cf. LI Zongguang 李宗光, « Taiwanren zhi rentong wenti yu Er'erba » 台灣人之認同問題與二二八 (La question de l'identité des Taïwanais et le 28 février), dans ZHANG *et al.* (dir.), *Er'erba shijian yanjiu lunwen ji*, *op. cit.*, pp. 359-370.

sans assumer explicitement la lecture ethnique dans ce qu'elle a de plus déplaisant. D'une manière générale, les intellectuels verts soucieux d'éviter le champ lexical de la filiation biologique – ils sont les plus nombreux – préfèrent à la notion d'ethnie celle de « culture politique » (*zhengzhi wenhua* 政治文化). On lit ainsi sous la plume de l'un d'eux que le drame de 1947 doit inciter les Taiwanais à bâtir leur propre culture politique, ayant révélé les aspects les plus sombres de la « culture chinoise »²⁰⁰ ; d'autres textes mettent l'accent sur la différence de « culture de l'État de droit » (*fazhi wenhua* 法治文化)²⁰¹. Le glissement occasionnel de « culture politique » à « culture (tout court) » n'est évidemment pas accessoire, l'analyse historique étant ici subordonnée à la politique identitaire : la brutalité et l'imprévisibilité de l'État-Guomindang doivent être intrinsèquement chinoises.

III. VERITE SANS RECONCILIATION : DE L'ALTERNANCE A NOS JOURS

A. La présidence Chen Shuibian et l'ère des procès historiques

Les indépendantistes à la tribune

Pendant les années Chen Shuibian 陳水扁 (2000-2008), premier président indépendantiste et membre du Minjindang, le débat est dominé par la question des culpabilités individuelles²⁰². Le problème n'est certes pas nouveau, mais il prend alors une importance inédite. Le mouvement d'inversion des verdicts historiques passe alors de la réhabilitation des morts à l'accablement des coupables – purement verbal, puisqu'aucun ne sera jugé, en raison de l'éloignement dans le temps, de la réticence d'une partie de la population à attiser les divisions internes et de la méconnaissance du processus de décision. Les efforts des historiens « verts » se concentrent désormais sur ce dernier, avec une attention particulière au rôle de Jiang Jieshi.

De toute évidence, il se joue ici plus que la question du drame de 1947 : à travers Jiang, qui domine la vie de l'île de 1945 à sa mort en 1975, c'est toute la période de dictature et de (re)sinisation

²⁰⁰ ZHENG Yang'en 鄭仰恩, « Weixian jiyi de zhuanbian lilian – shilun Er'erba shijian de shenxue yihan » 危險記憶的轉變力量——試論二二八事件的神學意涵 (La force transformative d'une mémoire dangereuse : remarques sur la signification théologique de l'Incident du 28 février), dans ZHANG *et al.* (dir.), *Er'erba shijian yanjiu lunwen ji*, *op. cit.*, pp. 343-356.

²⁰¹ XUE Huayuan 薛化元 *et al.*, *Zhanhou Taiwan renquanshi* 戰後台灣人權史 (Histoire des droits de l'homme à Taiwan après la guerre), Taipei : Guojia renquan jinianguan, 2003, p. 21. On trouve aussi des variantes comme le « conflit de cultures juridiques » (*falü wenhua chongtu* 法律文化衝突) : WU Junying 吳俊瑩, « You Yuanlin shijian kan zhanhou Taiwan fazhi de bengkuai » 由員林事件看戰後台灣法治的崩壞, *Guoshiguan guanankan*, n° 37, 2013, pp. 81-121.

²⁰² Craig A. SMITH, « Taiwan's 228 Incident and the Politics of Placing Blame », *Past Imperfect*, n° 14, 2008, pp. 143-163.

qui est visée. Il en va aussi d'un phénomène global, la judiciarisation de l'histoire²⁰³, qui fournit au camp vert (celui-ci garde en effet l'initiative dans la polémique) le vocabulaire et la légitimité internationale lui permettant de mettre ses ennemis défunts en accusation. On en attend, bien entendu, une culpabilisation par ricochet des adversaires vivants – ou à tout le moins leur mise en difficulté, en les forçant à se désolidariser publiquement des actes passés de leur Parti. La stratégie est d'autant plus tentante qu'avec l'élection de Chen Shuibian en 2000, le Minjindang dispose d'une position de choix pour mener son offensive.

En effet, si la recherche taiwanaise s'est professionnalisée à grande vitesse, l'Histoire et le pouvoir n'en gardent pas moins des liens étroits, incarnés par l'institution très particulière qu'est l'Academia Historica (traduction officielle de Guoshiguan 國史館, « Académie d'histoire nationale »). Directement dépendant de la présidence, le Guoshiguan est initialement voué à en compiler et traiter les documents, en tant qu'ils sont relatifs à l'histoire nationale (*guoshi* 國史), c'est-à-dire chinoise²⁰⁴. Ses missions se diversifient progressivement, l'Academia Historica devenant un centre de compilation, de publication et de recherche sur Taiwan autant que sur la Chine dans son ensemble – une indétermination sur le sens du terme *guoshi* qui en dit long sur la confusion du statut politique de l'île. Avec la présidence Chen Shuibian, la balance penche résolument du côté taiwanais : Chen nomme à la tête de l'institution l'historien indépendantiste Zhang Yanxian.

Le Rapport sur les responsabilités de 2006

Sous l'impulsion de Zhang Yanxian, l'Academia Historica relance la recherche sur le 28 février en prenant pour modèle le Groupe de recherche commissionné par Li Denghui : une équipe de chercheurs s'attelle à la rédaction d'un nouveau rapport, en même temps qu'elle exhume de nouveaux documents en partie destinés à la publication²⁰⁵. Contrairement au *Rapport de recherche* de 1994, les deux tâches sont largement déconnectées, le travail des chercheurs s'appuyant assez peu sur les nouveaux documents pourtant rassemblés à temps. Ce découplage s'explique essentiellement par l'objectif visé. En effet, le *Rapport de recherche sur l'attribution des responsabilités dans*

²⁰³ Cf. Antoine GARAPON, *Peut-on réparer l'Histoire ?*, Paris : Odile Jacob 2008.

²⁰⁴ Le Guoshiguan est en cela l'héritier d'une tradition vénérable, puisque l'historiographie traditionnelle chinoise appelle *guoshi* (histoire dynastique) l'histoire de la dynastie régnante, et *zhengshi* 正史 (histoire officielle, orthodoxe) celle des dynasties passées, notamment celle de la précédente que les historiens officiels s'emploient à écrire. La République de 1912 ne veut pas être en reste et établit le Guoshiguan.

²⁰⁵ Cet effort collectif se traduit également par la publication d'outils de travail : ZHANG Yanxian 張炎憲 (dir.), *Er'erba shijian cidian* 二二八事件辭典 (Dictionnaire de l'Incident du 28 février), Taïpei : Er'erba shijian jinian jijinhui, 2008 (ci-après *Dictionnaire de l'Incident du 28 février*) ; LIN Yuanhui 林元輝 (dir.), *Er'erba shijian Taiwan bendi xinwen shiliao huibian* 二二八事件台灣本地新聞史料彙編 (Compilation de sources sur l'Incident du 28 février issues de la presse taiwanaise), Taïpei : Er'erba shijian jinian jijinhui, 2009 (4 vol.).

l'Incident du 28 février (ci-après *Rapport sur les responsabilités*)²⁰⁶, publié en 2006, vise comme son nom l'indique à identifier les coupables, question sur laquelle les nouvelles archives apportent un éclairage limité. Le *Rapport sur les responsabilités* porte à son niveau le plus élaboré – et le plus officiel – l'usage des méthodes historiques pour faire le procès posthume des coupables. Cette judiciarisation du propos appelle deux remarques.

Premièrement, les auteurs représentent la fine fleur des historiens « verts » : Zhang Yanxian, Li Xiaofeng, Chen Cuilian, Chen Yishen, Xue Huayuan...²⁰⁷. Professionnels reconnus et intégrés dans le monde universitaire, ils n'hésitent pas à témoigner devant la postérité lors de ce procès symbolique. Après un long monopole du Guomintang sur l'écriture de l'Histoire, l'accès à une position privilégiée de production et de diffusion du discours est vécu avec une certaine euphorie comme une revanche historique, et l'occasion de faire contrepoids à des décennies de propagande panchinoise. Deuxièmement, la focalisation sur la question des responsabilités opère un glissement implicite sur le contenu de *l'explanandum* et ce qu'on entend par la sèche expression de « 2.28 ». Au risque de forcer le trait, on peut affirmer que sous le Guomintang, l'essentiel était d'expliquer la révolte ; il s'agit désormais d'expliquer la répression, le soulèvement et sa nature étant plus ou moins considérés comme allant de soi et la violence insurrectionnelle étant largement passée sous silence.

Comme dans beaucoup d'ouvrages sur le même thème, le corps du texte est introduit par la préface d'une personnalité publique : le président de la Fondation pour la mémoire qui souligne, sans doute pour tempérer le caractère gouvernemental de l'entreprise, que l'équipe de recherche a été mise sur pied sur initiative de la Fondation pour la mémoire et comprend également des proches de victimes, auxquels la politique de réhabilitation et de réparations a donné un poids symbolique énorme²⁰⁸. Quant à l'introduction des auteurs, elle légitime le projet en l'inscrivant dans un récit désormais bien rodé : l'Incident du 28 février, acte inaugural de « l'atmosphère de terreur et de massacre (*kongbu tusha qifen* 恐怖屠殺氣氛) qui n'a commencé à se détendre qu'en 1987 », a retrouvé la place qui lui revient dans la conscience collective grâce aux conquêtes du « mouvement pour la paix [et la mémoire du] 28 février » (*Er'erba heping yundong* 二二八和平運動). Dans l'enthousiasme général, cependant, une question a été laissée de côté : celle des responsabilités personnelles. On vise ici sans la nommer l'autocongratulation du Guomintang réformé, accusé de

²⁰⁶ ZHANG Yanxian 張炎憲 (dir.), *Er'erba shijian zeren guisbu yanjiu baogao* 二二八事件責任歸屬研究報告 (Rapport de recherche sur l'attribution des responsabilités dans l'Incident du 28 février), Taipei : Er'erba shijian jinian jijinhui, 2006.

²⁰⁷ *Ibid.*, pp. 3-4. Cette liste vaut aussi par les noms qui y manquent, ainsi Xu Xueji, autorité incontestée de l'histoire taiwanaise d'après-guerre et membre du Groupe de recherche de 1991, qui malgré ses sympathies vertes a estimé que l'entreprise était par trop politique.

²⁰⁸ Les victimes ou leurs proches, sont très fréquemment invités aux événements organisés sur la question – plus souvent, bien que pas exclusivement, aux conférences commémoratives qu'aux colloques scientifiques. Il va sans dire que leur présence restreint le champ du dicible.

substituer une vague commémoration unanimiste à une enquête, nécessairement clivante, sur la culpabilité des différents acteurs. Les auteurs commencent par un éloge de l'histoire orale, dont plusieurs d'entre eux (au premier rang desquels le maître d'œuvre, Zhang Yanxian) ont été des promoteurs actifs. Ce détour peut paraître curieux, car l'ouvrage en fait peu d'usage – puisqu'il s'agit d'accabler les hauts dirigeants du Guomindang, on voit mal comment la parole de l'homme de la rue pourrait avoir valeur de preuve. Le lien réside en fait dans le privilège épistémologique et moral conféré à la position de la victime : l'archive officielle limite l'empathie de l'historien et du lecteur ; exprimant le point de vue du pouvoir et parlant son langage, elle ne permet pas au même titre que le témoignage « de comprendre le vécu (*xinsheng* 心聲) [des victimes], de prendre la mesure de la brutalité des dirigeants ainsi que de la douleur et de l'impuissance des Taiwanais. » C'est donc la souffrance des victimes qui motive la recherche des coupables, tâche que le *Rapport de recherche* de 1994, « contraint par le contexte politique de l'époque », n'aurait pu mener à bien. L'enquête vise explicitement le Guomindang, dont on considère qu'il s'est trop bien tiré de la libéralisation. La démocratie qui se met en place de 1987 à 2000 n'est en effet « que de pure forme », puisque l'ancien parti unique se maintient au pouvoir. La « démocratisation » n'est venue qu'avec l'alternance²⁰⁹. Le *Rapport sur les responsabilités* doit donc être le prélude à une véritable « renaissance culturelle » (et politique), dont la tâche prioritaire est une rupture avec la perspective chinoise sur l'histoire de Taiwan :

L'histoire taiwanaise, depuis longtemps sous l'ombre du point de vue Nationaliste, ne peut encore dissiper les nuages et voir la lumière du jour. Partout, des gens adoptent le point de vue des gouvernants, estimant que la répression avait à l'époque sa nécessité, que le dirigeant suprême Jiang Jieshi n'a pris de mauvaises décisions qu'aveuglé par ses subordonnés. D'autres pensent que lors d'un « changement de dynastie », il est inévitable que des massacres se produisent, et qu'il faut pardonner (*liangjie* 諒解) l'inévitable. D'autres encore considèrent qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale la Chine était en proie au chaos de la guerre, que des épisodes d'opposition au pouvoir ont eu lieu ailleurs qu'à Taiwan et qu'il faut ainsi considérer les troubles taiwanais du point de vue de la Chine dans son ensemble. Tous ces points de vue adoptent la position de la Chine et des gouvernants, et masquent ainsi la réalité historique du 28 février²¹⁰.

Quant à la hiérarchie des culpabilités – le point essentiel –, elle épouse étroitement celle de l'appareil d'État Nationaliste. Jiang Jieshi est le « principal coupable » (*yuanyang* 元兇) de la tuerie, pour sa solidarité avec Chen Yi et, fondamentalement, pour avoir donné l'ordre d'envoyer des

²⁰⁹ ZHANG (dir.), *Er'erba shijian zeren guishu yanjiu baogao*, op. cit., pp. 7-10.

²¹⁰ *Ibid.*, p. 12.

troupes sur l'île. Les hauts gradés présents à Taiwan, Chen Yi au premier rang, Ke Yuanfen ou Peng Mengji ensuite, écotent d'une « responsabilité secondaire » (*cijao zeren* 次要責任). Viennent enfin les dirigeants moins importants, le commandant du corps expéditionnaire chinois, les services de renseignements, etc.²¹¹. Deux annexes, rédigées par des juristes, estiment la mesure dans laquelle les actes commis peuvent encore faire l'objet d'une responsabilité pénale et civile.

Perspective nativiste taiwano-centrée et judiciarisation de l'histoire à visée universaliste se combinent donc – car il s'agit d'intégrer les *waishengren* au nouveau Taiwan, et le discours du Minjindang dilue désormais la dichotomie continentaux/Taiwanais dans un projet associant les « quatre grandes ethnies » (*si da zuqun* 四大族群) : Hokkien, Hakkas, aborigènes, continentaux²¹². Le récit judiciaire et victimaire, qui fait du martyr taiwanais une violation des droits de l'homme, opère le passage du particulier à l'universel. Selon les auteurs, une approche par les responsabilités doit ainsi permettre à la nouvelle société taiwanaise de développer un « sens de la justice » ainsi qu'un attachement aux droits de l'homme et à la valeur absolue des normes morales, principes tacitement opposés au primat (chinois) du patriotisme inconditionnel et autoritaire²¹³.

La conclusion du rapport rejette, sans surprise, toutes les explications officielles de la révolte. Un bref rappel des fautes collectives commises par les Chinois après 1945 – traitement des Taiwanais en ennemis vaincus, monopolisation des postes par les continentaux, régression de l'état de droit et du civisme, pillage économique, rejet de la culture taiwanaise – suffit à requalifier l'événement :

En réalité, le 28 février ne fut pas une rébellion (*panluan* 叛亂) et ceux qui y ont participé ne furent pas des émeutiers (*baomin*). C'est l'échec du gouvernement national dans la gestion de Taiwan qui a provoqué une résistance (*kangzhen* 抗爭) du peuple (*minzhong* 民眾) et un mouvement exigeant des réformes politiques²¹⁴.

Les phrases conclusives esquissent un rapprochement avec rien moins que la poursuite des responsables nazis pour la destruction des Juifs d'Europe :

²¹¹ *Ibid.*, pp. 476-484.

²¹² HSIAU A-Chin, "The Indigenization of Taiwan: Historical Narrative, Strategic Essentialism and State Violence", dans HSIAU A-Chin et John MAKEHAM, *Cultural, Ethnic and Political Nationalism in Contemporary Taiwan: Bentubua*, New York : Palgrave MacMillan, 2005, pp. 125-155, p. 144.

²¹³ ZHANG (dir.), *Er'erba shijian zeren guishu yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 488.

²¹⁴ *Ibid.*, p. 475. Ce texte est typique de la tendance qu'a la littérature « verte » à dénier ou fortement minimiser le caractère violent du soulèvement.

Le fait qu'après la Seconde Guerre mondiale les Juifs aient poursuivi et puni les massacres nazis est une excellente leçon (*jiaocai* 教材) sur la manière dont les hommes peuvent faire face à l'Histoire. L'histoire taïwanaise a besoin, elle aussi, de ce genre d'introspection (*fanxing* 反省) : ce n'est qu'ainsi que les droits de l'homme et la justice sociale pourront prendre racine à Taiwan²¹⁵.

Le *Rapport sur les responsabilités* de 2006 fixe la vulgate du côté vert, tant sur l'approche par les culpabilités individuelles que sur le nombre de morts : 18 000 à 28 000. Or ce chiffre, avancé pour la première fois dans le cadre du Groupe de recherche de 1991, l'était avec la plus grande prudence : le démographe Chen Kuanzheng 陳寬政 l'avait obtenu sur la base de calculs démographiques que l'imperfection des données et la marge d'erreur rendaient extrêmement fragiles, ce dont il avertissait lui-même le lecteur ; le chiffre n'avait d'ailleurs pas été inclus dans le *Rapport de recherche* final, mais uniquement dans ses pièces jointes non publiées. Le rapport de 2006 reprend cette hypothèse un peu plus hâtivement²¹⁶, sans doute parce qu'elle a le mérite d'être haute sans être aussi outrée que les chiffres de certains auteurs indépendantistes jusque dans les années 1980 – Lin Qixu 林啟旭 parlait de 50 000 morts²¹⁷ et Shi Ming 史明 n'hésitait pas à arrondir à 100 000²¹⁸. Elle s'est depuis imposée de ce côté-ci du débat, avec de moins en moins de précautions oratoires, devenant même un étendard du camp vert : quand Hao Bocun soutient en 2012 que le nombre de morts ne dépasse pas 500 et que même la politique de réparations a été trop généreuse, la Fondation pour la mémoire placarde sur sa façade une déclaration affirmant que le *Rapport de recherche* de 1994 a établi (*queding* 確定) que le nombre de tués dépasse 18 000 – ce qu'en réalité le texte se gardait bien de faire (nous reviendrons sur cette question au chapitre VIII)²¹⁹.

²¹⁵ *Ibid.*, pp. 488-489. On notera l'idée curieuse selon laquelle ce sont « les Juifs » dans leur ensemble qui auraient puni leurs bourreaux. On observe ici un emprunt de prestige à un groupe jugé disposer d'un grand « capital mémoriel ».

²¹⁶ « ...selon les estimations du Groupe de recherche sur le 28 février du Yuan exécutif, le nombre de morts s'élèverait de 18 000 à 28 000, mais il s'est avéré impossible à ce jour de fixer un chiffre certain. » *Ibid.*, p. 486.

²¹⁷ LIN Qixu 林啟旭, *Taiwan Er'erba shijian zonghe yanjiu* 台灣二二八事件綜合研究 (Synthèse de recherches sur l'Incident du 28 février), Long Island : Taiwan Gonglun baoshe, 1986.

²¹⁸ SHI Ming (Su Beng) 史明, *Taiwanjin yonhyaku nen shi : himerareta shokuminchi kaibo no ichi danmen* 台灣人四百年史：秘められた植民地解放の一断面 (Quatre cent ans d'histoire des Taïwanais : une face cachée de la libération coloniale), Tokyo : Hatsune Shobo, 1962. Shi Ming donne dans cet ouvrage influent, d'abord publié en japonais en 1962 puis en chinois en 1980, « un récit marxiste, anticolonial et ethnonationaliste de la soumission et de la résistance de Taiwan aux régimes étrangers successifs. » EDMONDSON, «The February 28 Incident and National Identity», *op. cit.*, p. 31. Pour un tableau récapitulatif des différents chiffreages jusqu'au milieu des années 1990, cf. CHEN, *Paixi douzheng*, *op. cit.*, p. 372.

²¹⁹ WU Naide (Wu Nai-teh) 吳乃德, « Lishi jiyi zhong de mohu yu weizhi : Er'erba sinan renshu de zhenglun » (歷史記憶中的模糊與未知：二二八死難人數的爭論, *Sixiang*, n° 21 (5), 2012, pp. 179-194, p. 187.

Plus utiles à l'historien sont les dix-huit volumes de la *Compilation d'archives sur l'Incident du 28 février* (*Er'erba shijian dang'an huibian* 二二八事件檔案彙編, ci-après DAHB²²⁰) publiées par le Guoshiguan de 2002 à 2008 à partir des documents collectés par les Archives Nationales dans différentes institutions publiques. Organes de la sécurité, archives locales, écoles, tribunaux, entreprises, commissariats... la moisson est impressionnante, et fait doubler ou tripler le volume des archives disponibles. Pour notre propos, les avancées les plus nettes sont réalisées au sujet des services de renseignement. C'est dans les DAHB que sont publiées les bonnes feuilles des *Fuchen zhuanyuan'an* susmentionnées, particulièrement des entretiens avec quelques agents secrets en place en 1947 (ainsi que d'autres continentaux travaillant pour le gouvernement). On y trouve également une partie de la correspondance entre la station de Taïwan du Baomiju et la centrale de Nanjing, notamment un rapport détaillé et la liste d'ennemis publics la plus longue dont nous disposons. Les archives prouvent enfin l'infiltration, soupçonnée de longue date, des milices insurrectionnelles par l'espionnage chinois. Des sources judiciaires nouvelles permettent de mieux comprendre la pacification. Les appareils de sécurité présentent malheureusement un tableau plus pointilliste, enrichi cependant par une série d'archives locales de la police de Zhanghua provenant d'une donation privée et éditées par un enseignant de cette ville en 2004²²¹.

Judiciarisation de l'histoire et projet national

La publication du *Rapport sur les responsabilités* de 2006 est suivie de trois années fastes, les soixantième, soixante-et-unième et soixante-deuxième anniversaires de l'Incident étant l'occasion d'événements scientifiques et mémoriels. L'anniversaire de 2007 est particulièrement intense, puisqu'une grande conférence se tient à la Fondation pour la mémoire, suivie d'événements semblables au mémorial de Taïpei et à l'Université Normale de Gaoxiong. D'une manière générale, le ton est ouvertement engagé et comparable à celui du texte de 2006, même si la saturation du champ commence à se faire sentir : plusieurs interventions se proposent déjà de « réexaminer » ou de « réévaluer » telle proposition²²².

²²⁰ ZHANG Yanxian 張炎憲 *et al.* (dir.), *Er'erba shijian dang'an huibian* 二二八事件檔案彙編 (Compilation d'archives sur l'Incident du 28 février), Taïpei : Guoshiguan, 2002-2008 (18 vol.) (ci-après DAHB). Les DAHB reprennent le plus gros du contenu de trois volumes d'archives déjà publiés par le Guoshiguan en 1997 sous la supervision de Hou Kunhong 侯坤宏.

²²¹ LÜ Xingzhong 呂興忠 (dir.), *Zhanghua xian Er'erba shijian dang'an huibian* 彰化縣二二八事件檔案彙編 (Compilation d'archives sur l'Incident du 28 février dans le district de Zhanghua), Zhanghua : Zhanghua xian wenhua ju, 2004.

²²² YANG Zhenlong 楊振隆 (dir.), *Er'erba shijian 60 zhounian guoji xueshu yantaohui : renquan yu zhuanyuanxing zhenyi*, *op. cit.* ; *Er'erba shijian 61 zhounian guoji xueshu yantaohui : daguo baquan or xiaoguo renquan* 二二八事件 61週年國際學術研討會 : 大國霸權 or 小國人權 (Colloque international pour le 61^{ème} anniversaire de l'Incident du 28 février : hégémonie de grande puissance ou droits de l'homme dans un petit pays), Taïpei : Er'erba shijian jinian jijinhui, 2008 ; *Er'erba shijian 62 zhounian guoji xueshu yantaohui : Er'erba lishi jiaoyu yu*

La Fondation pour la mémoire est au cœur des anniversaires de 2007-2009. La conférence de 2007, baptisée « Droits de l'homme et justice transitionnelle », comprend trois panels : « Regards internationaux », destiné à établir des comparaisons avec d'autres cas de justice transitionnelle de par le monde ; « Droits de l'homme et légalité », qui applique à 1947 les critères du droit contemporain ; « Controverse et réhabilitation », qui rassemble des communications variées essentiellement consacrées à réaffirmer l'innocence du peuple taiwanais, la légitimité de ses revendications et la dimension ethnique de l'affrontement. La conférence de 2008, intitulée *Despotisme de grande puissance ou droits de l'homme dans un petit pays* (la perspective du retour au pouvoir du parti Nationaliste explique sans doute ce titre alarmiste), renchérit sur les comparaisons internationales (avec la Corée du Sud notamment) et vise explicitement la Chine en établissant un parallèle avec le massacre de la place Tian'anmen²²³. La conférence de 2009, coorganisée avec la mairie de Gaoxiong²²⁴, rassemble sous le thème général de « Enseigner et transmettre l'histoire du 28 février » des contributions comparables, pour la plupart, à celles des années passées – et d'autres où l'émiettement de la recherche et la sacralisation de son objet se font davantage sentir (on assiste ainsi à des communications sur les avatars du « 28 février » dans la peinture réaliste ou la poésie classique).

La séquence 2006-2009 représente le moment d'audibilité maximale du discours « vert », tant par la quantité de la production que par le surplomb institutionnel dont elle jouit. Au risque de gommer des nuances significatives entre auteurs, on peut résumer ce discours par deux traits en apparence contradictoires :

- Un récit nativiste et particulariste. Les Taiwanais « de souche » (*benshengren*), définis par opposition aux nouveaux arrivants de l'après-guerre, y sont les acteurs d'une insurrection héroïque, criminellement réprimée par un pouvoir venu de l'extérieur et appartenant aux continentaux (*waishengren*).
- Une perspective judiciaire universaliste. Les Taiwanais sont victimes, à titre collectif, de violations des droits de l'homme²²⁵ ; ils ont droit à un redressement du tort historique qui

chuancheng 二二八事件 62 週年學術研討會：二二八歷史教育與傳承 (Colloque international pour le 61^{ème} anniversaire de l'Incident du 28 février : enseigner et transmettre l'histoire du 28 février), Taipei : Er'erba shijian jinian jijinhui & Gaoxiong shi zhengfu, 2009.

²²³ Les comparaisons internationales sont très prisées par les auteurs « verts », qui y voient une manière d'affirmer l'importance de l'Incident par mise en équivalence avec d'autres drames reconnus, et de créer une solidarité intellectuelle avec l'étranger en l'absence de relations diplomatiques normales. Les rapprochements avec des territoires coloniaux ou assimilés, comme l'Irlande, sont particulièrement favorisés.

²²⁴ Particulièrement touchée par la répression et dirigée par le Minjindang sans discontinuer depuis 1998, Gaoxiong, deuxième ville taiwanaise, est un haut lieu de la politique nativiste.

²²⁵ Un ouvrage de 2003 pousse cette logique à son terme : toute l'histoire de Taiwan depuis 1945 est narrée en termes de « revendication » et de « violation » des droits humains. XUE Huayuan 薛化元 *et al.*, *Zhanhou*

leur a été fait. La réhabilitation et la compensation ayant déjà eu lieu et les perpétrateurs étant presque tous morts, la justice historique passe désormais par un aveu de culpabilité de la part du Guomintang, ou à tout le moins par une rupture nette du Parti avec son passé, y compris avec la figure de Jiang Jieshi.

Politiquement, ce redressement est présenté comme la condition préalable à une véritable rupture avec l'ère de la dictature et à une harmonie ethnique reposant sur des bases saines. C'est le sens du recours à l'expression « justice transitionnelle » (*zhuanyixing zhengyi* 轉型正義), omniprésente dans la littérature de l'ère Chen Shuibian, et qui permet de juger la situation taïwanaise à l'aune de transitions démocratiques jugées plus complètes, comme en Afrique du Sud²²⁶. L'absence de punition des coupables, que ce soit pour 1947 ou les crimes politiques ultérieurs de la Terreur blanche, frustre tout particulièrement les anciens activistes pour la réhabilitation de l'Incident et leurs héritiers politiques, qui reprochent à Li Denghui d'avoir laissé s'installer l'idée d'un massacre sans perpétrateurs. À défaut de condamnations effectives, on espère des verdicts symboliques de la justice transitionnelle qu'ils édifient les jeunes générations.

B. Les « bleus » entre résignation et radicalisation

Le Guomintang sur la défensive

Le parti Nationaliste est désormais sur la défensive. La réhabilitation des contestataires de 1947, les progrès de la connaissance historique, l'amélioration des relations avec le frère ennemi de Beijing, tout lui interdit de se cramponner à la vieille thèse du complot communiste. Mais l'alternative que le Minjindang tente d'imposer est plus inacceptable encore : une repentance publique complète équivaudrait à un suicide politique, puisqu'elle enfermerait le Guomintang dans une culpabilité inépuisable, les morts ne pouvant être ressuscités ni l'ère de la loi martiale effacée.

Le Guomintang peine à s'opposer frontalement à la judiciarisation de l'Histoire, qui correspond à une tendance politique de fond et d'échelle mondiale. Les accusations directes portées contre Jiang Jieshi suscitent cependant des réactions violentes parmi ses soutiens. Jiang Xiaoyan 蔣孝嚴, petit-fils du dictateur, attaque en diffamation le président du conseil d'administration de la Fondation pour la mémoire pour avoir édité le *Rapport sur les responsabilités*. La lutte politique s'empare de la toponymie quand le gouvernement rebaptise en 2007 le Mémorial de Jiang Jieshi

Taiwan renquanshi 戰後台灣人權史 (Histoire des droits de l'homme à Taiwan après la guerre), Taipei : Guojia renquan jinianguan, 2003.

²²⁶ Pour un exemple politiquement modéré de ce discours, cf. WU Nai-teh, « Transition Without Justice, Justice Without History? Transitional Justice in Taiwan », *Taiwan Journal of Democracy*, n° 1 (1), 2005, pp. 77-102.

(*Zhongzheng jinian guan* 中正紀念館) en Mémorial de la démocratie taiwanaise (*Taiwan minzhu jinianguan* 台灣民主紀念館), malgré les manœuvres de la mairie Guomindang de Taïpei²²⁷. Dans un mouvement de balancier incomplet typique des batailles mémorielles taiwanaises, l'administration Ma Yingjiu rend son nom au bâtiment en 2009 – tout en laissant à l'esplanade qui l'entoure celui de Place de la liberté (*zìyóu guāngchǎng* 自由廣場), donné par les indépendantistes²²⁸.

S'il est un point sur lequel le Guomindang ne peut céder en aucun cas, c'est l'interprétation du soulèvement en termes de « conflit ethnique » et de « résistance à un pouvoir étranger ». Elle assoirait en effet l'idée d'une nation taiwanaise opprimée par une nation chinoise distincte, et ferait de l'Incident une forme de révolte anticoloniale – un pas que de nombreux auteurs verts n'hésitent pas à franchir, ne serait-ce qu'implicitement : ainsi, Li Xiaofeng accuse la Chine d'avoir ressuscité le gouvernement général japonais²²⁹, quand Chen Cuilian parle franchement de « recolonisation » entre 1945 et 1947²³⁰.

La position de repli des Nationalistes consiste à présenter l'Incident du 28 février comme une « révolte de la population contre l'oppression des officiels » (*guanbi minfan* 官逼民反), de Taïpei, non de Nanjing. C'est l'expression que choisit en 2002 Ma Yingjiu, alors chef de l'opposition, dans l'article qu'il signe à l'occasion du 55^{ème} anniversaire et où il déplore par ailleurs la « répression par l'armée » et les « arrestations indiscriminées »²³¹. Euphémismes sans doute, mais qui prouvent à tout le moins qu'il est devenu impossible de garder le silence sur le sujet. Ma peut par contre appeler à son secours les notables taiwanais de 1947 eux-mêmes, car le Comité de résolution de Taïpei, dans son « Adresse aux compatriotes de tout le pays », tentait ouvertement de désamorcer les soupçons d'indépendantisme :

²²⁷ WU, « Shuxie 'minzu' chuangshang », *op. cit.*, pp. 6-7.

²²⁸ A propos de Jiang Jieshi, la tendance dominante du Guomindang représentée par Ma Yingjiu s'en tient à une position qui n'est pas sans rappeler celle du PCC vis-à-vis de Mao : un droit d'inventaire flou qui conclut à un bilan « globalement positif ». C'est ce que Ma présente à une assemblée de vieux membres du Parti et de l'armée en 2007 : « Tout personnage historique a ses hauts faits et ses erreurs (*you gong you guo* 有功有過) [...]. M. Jiang a certes donné quelques ordres (*dangran zeng xia yidian mingling* 當然曾下一點命令) pendant le 28 février et la Terreur blanche, mais dans l'ensemble ses contributions l'emportent sur ses erreurs (*gong gao yu guo* 功高於過) ». *Ibid.*, p. 10.

²²⁹ LI Xiaofeng, « Jiang Jieshi yu Er'erba shijian » 蔣介石與二二八事件 (Jiang Jieshi et l'Incident du 28 février), dans ZHANG *et al.* (dir.), *Er'erba shijian yanjiu lunwen ji*, *op. cit.*, pp. 455-470.

²³⁰ CHEN Cuilian 陳翠蓮, « Quzhimin yu zaizhimin de duikang : yi 1946 nian 'Taiwan nuhua' lunzhan wei jiaodian » 去殖民與再殖民的對抗：以一九四六年「台灣奴化」論戰為焦點 (Décolonisation contre recolonisation : à partir de la polémique de 1946 sur 'l'asservissement des Taiwanais'), *Taiwan shi yanjiu*, n°9 (2), 2002, pp. 145-201.

²³¹ WU, « Shuxie 'minzu' chuangshang », *op. cit.*, pp. 9-10.

Notre but est d'éradiquer la corruption des officiels et d'obtenir la réforme politique de notre province (*ben sheng* 本省), pas de rejeter les compatriotes des autres provinces (*waisheng tongbao* 外省同胞). [...] Nous espérons que les compatriotes de toutes les provinces qui se soucient des affaires publiques se joindront à nous avec enthousiasme dans cette œuvre. [...] Chers compatriotes ! Nous sommes tous les fils de l'Empereur jaune²³² [...]. Vive la République de Chine ! Vive le gouvernement national ! Vive le président Jiang²³³ !

Ma Yingjiu réitère cette thèse dans les années qui suivent, prenant pour preuve de l'inanité de la thèse du conflit ethnique le secours apporté à des continentaux par des Taiwanais pendant les premiers jours de la rébellion²³⁴. Le piège est habile, car le camp « vert » est trop attaché aux normes du récit victimaire pour approuver l'agression de civils chinois : sa faiblesse est de vouloir à la fois l'épopée révolutionnaire et une conscience immaculée. Il n'en reste pas moins que le Guomintang est contraint de parler le langage de ses adversaires, fût-ce pour s'y opposer.

Les accommodements concédés par le Guomintang, contraint de s'emparer du thème et de sacrifier au culte de la victime, ont émoussé l'efficacité de la référence à 1947 dans le champ politique *stricto sensu* : les excuses officielles formulées, les rebelles réhabilités, les compensations consenties et le mémorial construit, il reste peu de revendications concrètes à présenter au pouvoir, d'autant qu'il est légitimé par le suffrage universel et occupé par le Minjindang après 2000. Lin Yixiong 林義雄, vétéran et martyr de la lutte contre le Guomintang²³⁵, s'émeut dès 1997 de l'apathie populaire et de la prise en charge des commémorations du cinquantenaire par le gouvernement. Selon lui, la « cérémonie rigide et formelle » a perdu « tout pouvoir d'affecter le peuple et de contribuer à la création d'une société meilleure. »²³⁶ Les craintes de Lin Yixiong sont

²³² L'Empereur jaune (*Huangdi* 皇帝) devenu ancêtre mythique de la « race » chinoise à partir de la fin de l'Empire et sous la République. « Les fils et petits-fils de l'Empereur jaune » est une formule consacrée pour désigner la nation chinoise unie par le sang. Sur la genèse de ce mythe et ses usages contemporains, cf. Terence BILLETTER, *L'Empereur jaune*, Paris : Les Indes Savantes, 2007.

²³³ « Gao quanguo tongbao shu » 告全國同胞書 (Adresse aux compatriotes de tout le pays), Comité de résolution de l'Incident du 28 février, 6 mars 1947, <http://catalog.digitalarchives.tw/item/00/29/87/a9.html> [consulté le 29 juillet 2016]. Ma Yingjiu s'abstient de citer le dernier vivant.

²³⁴ CHEN Cuilian 陳翠蓮, « Lishi zhengyi de kunjing : zuqun yiti yu Er'erba lunshu » 歷史正義的困境：族群議題與二二八論述 (Les dilemmes de la justice historique : question ethnique et discours sur le 28 février), *Guoshiguan xueshu jikan*, n° 16, 2008, pp. 179-222, p. 215.

²³⁵ En 1979, la femme et deux filles de cet opposant, alors emprisonné, sont sauvagement assassinées. Si les circonstances du drame n'ont pas été entièrement élucidées, l'implication de la police secrète fait peu de doute. Dans les années 1990, la tombe des Lin devient l'objet d'un pèlerinage tous les 28 février : bien que l'affaire n'ait pas de lien direct avec la révolte de 1947, celle-ci devient le symbole de tous les crimes de la dictature du Guomintang. EDMONDSON, «The February 28 Incident and National Identity», *op. cit.*, pp. 32-33.

²³⁶ FLEISCHAUER, «The 228 Incident and the Taiwan Independence Movement», *op. cit.*, p. 389.

toutefois excessives, car le conflit ne s'éteint pas : il se replie, hors du jeu partisan, dans la sphère du débat d'idées. La contradiction est désormais portée aux indépendantistes par des intellectuels et publicistes conservateurs et nationalistes prochinois, excédés par l'instrumentalisation du thème par le camp vert et les concessions excessives faites par le Guomindang qu'ils jugent tétanisé par la « repentance » ambiante. Pour la plupart, ces auteurs commencent à écrire pendant la présidence Chen, qui représente pour eux un repoussoir absolu. Les indépendantistes jetant le poids du gouvernement dans la bataille historico-idéologique, ces intellectuels prochinois prennent volontiers la parole au nom de la science objective et désintéressée²³⁷.

Le positivisme vole au secours du conservatisme

En 2007, Huang Zhangjian 黃彰健 publie *La vérité sur l'Incident du 28 février : un essai de critique textuelle*²³⁸. Spécialiste de l'époque Ming-Qing et non de la Chine contemporaine, il tire sa légitimité de son statut d'académicien, de son ancienneté (né en 1919 au Hunan, il a suivi l'Academia Sinica à Taiwan en 1949) et surtout de ses compétences philologiques et linguistiques. C'est en effet en tant que spécialiste de critique documentaire (*xiaokanxue* 校勘學) que Huang intervient et prétend rendre à l'événement son vrai visage, déformé par l'instrumentalisation politique. Le positivisme le plus radical est ici mis au service du révisionnisme le plus complet, car Huang semble avoir une confiance absolue dans la documentation officielle. Il se fait fort d'opposer systématiquement les archives du pouvoir aux témoignages oraux, invalidant les seconds par les premières – qui minimisent considérablement la violence exercée contre la population et la responsabilité des dignitaires et officiers dans son déchaînement. Peng Mengji en particulier fait l'objet d'un traitement de faveur, puisqu'une bonne partie du livre est dédiée à sa défense. Il est en effet, avec Chen Yi, l'officier dont le rôle a fait couler le plus d'encre et lui a valu le surnom peu flatteur de « boucher de Gaoxiong ». Cette triste renommée est due à son intervention très brutale (cf. chapitre VIII), mais aussi et tout autant à sa carrière ultérieure – il succède à Chen Yi à la tête de la garnison de Taiwan– et à sa longévité, puisqu'il meurt en 1997, traversant la « fièvre du 28 février » et le mouvement de réhabilitation. Il cristallise l'aspiration à une « justice transitionnelle » et sert, pour des raisons symétriques, de figure de ralliement aux nationalistes chinois intransigeants²³⁹.

²³⁷ La chose est piquante quand on considère que certains de ces auteurs, comme l'académicien Huang Zhangjian, ont fait carrière dans des institutions publiques de recherche sous la dictature du Guomindang.

²³⁸ HUANG Zhangjian 黃彰健, *Er'erba shijian zhenxiang kaozheng gao* 二二八事件真相考證稿 (La vérité sur l'Incident du 28 février : un essai de critique textuelle), Taipei : Lianjing, 2007.

²³⁹ Peng a fait l'objet de poursuites au début des années 1990, refusées par les tribunaux pour cause de prescription. Son inhumation au Sanctuaire des martyrs (*zhonglieci* 忠烈祠) provoque en 1997 de vives polémiques. L'affaire finit par un procès en diffamation durant lequel le fils de Peng Mengji produit huit documents inédits, attestant selon lui du bien-fondé du comportement de son père. Dans son plaidoyer en

Un ouvrage de 2010 dirigé par l'académicien Zhu Hongyuan 朱宏源 creuse le thème de la rigueur documentaire et de la fausseté de l'histoire orale, sous la forme d'un recueil en hommage à Huang Zhangjian décédé en 2009²⁴⁰. Convaincu que « le 28 février est plus compliqué que les gens ne le pensent » (un *topos* du révisionnisme bleu), Zhu rassemble une équipe mêlant chercheurs professionnels, historiens amateurs et personnalités du public et du privé, dont le point commun est d'avoir connu Huang Zhangjian et de partager ses positions politiques. L'ouvrage fait néanmoins place aux adversaires, dont Chen Cuilian, qui conteste dans un droit de réponse virulent la compétence des auteurs sur le sujet. Les contradicteurs des historiens indépendantistes sont en effet bien souvent des non-spécialistes (ou des non-historiens), intervenant ponctuellement dans le champ dans un geste politique défensif ; il n'est d'ailleurs pas toujours possible de tracer une démarcation nette entre recherche et polémique.

Historiens et polémistes panchinois

C'est par exemple le cas pour l'un des contributeurs du recueil de Zhu Hongyuan, Qi Jialin 戚嘉林. Ancien diplomate, Qi a obtenu son doctorat d'histoire à Pretoria, hors des universités taiwanaises, américaines ou japonaises qui forment l'essentiel des historiens de l'île. Dans son ouvrage *Le secret du 28 février à Taiwan dévoilé*²⁴¹, il affirme, sur la base d'un usage fantaisiste de la documentation, que le Japon a délibérément provoqué la catastrophe en planifiant une crise frumentaire à la rétrocession, menant à la Chine une « guerre économique » après avoir perdu la guerre militaire. Tout outrancier qu'il soit, l'ouvrage de Qi est révélateur d'une tendance de fond chez les intellectuels taiwanais prochinois depuis les années 2000 : faire porter la responsabilité au Japon. Il s'agit d'une résurgence plus que d'une nouveauté, les autorités considérant dès 1947 que

faveur de Peng, Huang Zhangjian fait un usage intensif de ces pièces. Xu Xueji conteste qu'elles altèrent le récit des faits tel que précédemment établi. XU Xueji 許雪姬, « Gaoxiong Er'erba shijian zhenxiang zaitan » 高雄二二八事件真相再探 (La vérité sur l'Incident du 28 février réexaminée), dans XU Xueji 許雪姬 *et al.* (dir.), *Jinian Er'erba shijian 60 zhounian : xueshu yantaobui lunwen ji* 紀念二二八事件 60週年 : 學術研討會論文集 (En mémoire de l'Incident du 28 février à l'occasion de son 60^{ème} anniversaire : actes du colloque académique), Gaoxiong : Gaoxiong shi wenxian weiyuanhui, 2008, pp. 169-214. Peng reste une figure profondément controversée dont la tombe a été plusieurs fois vandalisée (FLEISCHAUER, "The 228 Incident and the Taiwan Independence Movement", *op. cit.*, p. 384). Le chef d'état-major Ke Yuanfen meurt la même année, mais il a passé ses vieux jours en Californie et échappé à la tempête.

²⁴⁰ ZHU Hongyuan 朱宏源 (dir.), *Er'erba yanjiu de xiaokanxue shijiao : Huang Zhangjian yuanshi zhuisi lunwen ji* 二二八研究的校勘學視角 : 黃彰健院士追思論文集 (Une approche philologique des recherches sur le 28 février : mélanges en hommage à l'académicien Huang Zhangjian), Taibei : Wenshizhe, 2010. Malgré la méfiance affirmée envers l'histoire, il est notable que ce recueil comprenne un long témoignage d'un Chinois continental passé à tabac lors de la révolte – on n'échappe pas si facilement au magistère de la victime.

²⁴¹ QI Jialin 戚嘉林, *Taiwan Er'erba da jimi : Riren yinmou fadong shi Taiwan xian yu shiji lianghuang de jingjizhan* 台灣二二八大揭秘 : 日人陰謀發動使台灣陷於世紀糧荒的經濟戰 (Le secret du 28 février à Taiwan dévoilé : la guerre économique de l'ombre des Japonais pour faire sombrer Taiwan dans la pénurie du siècle), Taibei : Haixia xueshu, 2007.

la japonisation est à la racine du mal, avant que la Guerre froide ne rende ce thème malaisé à exploiter. Mais l'abandon du projet révolutionnaire sur le continent, l'amélioration des relations entre les partis panchinois des deux rives et le réveil des tensions en Asie de l'Est conduisent à une forme de retour aux thèmes de l'immédiat après-guerre. C'est d'autant plus vrai que l'indépendantisme taiwanais est jugé victime d'un « complexe japonais » (*Riben qingjie* 日本情節), voire franchement nostalgique du passé colonial²⁴².

Certains des auteurs susmentionnés sont d'ailleurs des militants irrédentistes panchinois, qui ne font pas mystère de leur hostilité au Japon. Qi en est un exemple particulièrement clair. Chef du département de la propagande de l'Alliance pour l'unification de la Chine (*Zhongguo tongyi lianmeng* 中國統一聯盟) et conseiller de la Société taiwanaise pour la promotion des proches des héros de la résistance contre le Japon (*Taiwan kangri zhibi qinshu xiejinhui* 台灣抗日志士親屬協進會), il fait quelque bruit en 2007 en répandant la rumeur que Li Denghui – bête noire des prochinois depuis son passage à l'indépendantisme radical – serait en réalité le fils d'un officier de police japonais. En août 2012, il défend publiquement les revendications de la RPC sur les îles Spratly (*Nansha qundao* 南沙群島 en chinois), soutenant qu'une attitude intransigeante de la Chine enverrait un message clair aux séparatistes taiwanais²⁴³. Il en va de même pour Wang Xiaobo 王曉波, intellectuel public très engagé pour une resinisation de l'enseignement historique après l'indigénisation (*bentubua* 本土化) des années Chen Shuibian – à ceci près que lui nie toute japonisation culturelle des Taiwanais en 1947, qu'il considère comme un mythe, et même un « viol historique » (*lishi qiangbao* 歷史強暴) destiné à minimiser la sinité de Taiwan²⁴⁴.

²⁴² Voir les réactions scandalisées à la visite effectuée en 2007 au sanctuaire Yasukuni 靖国 de Tokyo par Li Denghui. Sur 1947 en particulier, cf. par exemple la vidéo mise en ligne par une activiste prochinoise, « 228 de yuanxiong : Taiwan huangmin qingnian Riben bing » 228 の元兇台灣皇民青年日本兵 (Les principaux coupables du 28 février : les jeunes Taiwanais impériaux ex-soldats japonais), https://www.youtube.com/watch?v=-BDxQC0_P1c, [consulté le 5 août 2015].

²⁴³ « Qi Jialin : Dalu weihu zhuquan qiangying, jingti Tai fenlizhuyi » 戚嘉林：大陸維護主權強硬 警惕台分離主義 (Qi Jialin : le continent doit être intransigent sur sa souveraineté et vigilant face au séparatisme taiwanais), *Zhongguo pinglun*, 12 août 2008. <http://hk.crntt.com/doc/1021/9/8/3/102198313.html?coluid=93&kindid=2910&docid=102198313> [consulté le 23 mai 2016].

²⁴⁴ WANG Xiaobo 王曉波, *Chen Yi yu Er'erba shijian* 陳儀與二二八事件 (Chen Yi et l'Incident du 28 février), Taipei : Haixia xueshu, 2004, p. 10. Il arrive aussi que les récriminations des auteurs panchinois s'étendent à l'impérialisme américain, retrouvant ainsi un thème de la propagande Nationaliste de 1947. Cf. ZENG Jianmin 曾健民 (dir.), *Xin Er'erba shixiang* 新二二八史像 (Nouvelles figures historiques du 28 février), Taipei : Taiwan shehui kexue, 2003, particulièrement la préface.

On ne peut clore ce tour d'horizon sans évoquer la figure de Li Ao 李敖, à la fois singulière et représentative tant de l'investissement de la question par des intellectuels publics que de la polarisation du champ politique dans les années 1990-2000. Ancien opposant passé par les prisons de la dictature, publiciste prolifique, narcissique et maître en autopublicité, Li Ao signe après la levée de la loi martiale un grand nombre d'interventions sur l'Incident – publiées aux éditions Li Ao²⁴⁵. Opposant farouche au Guomindang, il reste un nationaliste chinois résolument hostile aux indépendantistes : tout en exigeant du régime qu'il fasse la lumière sur les événements de 1947, il fustige les interprétations qui leur confèrent une valeur politique. Il ne s'agit pour lui que d'une émeute irrationnelle réprimée dans le sang par un pouvoir brutal. Renvoyant dos à dos émeutiers (*baomin* 暴民) et tyrans (*baojun* 暴君), il juge absurde l'exigence de réparations et d'excuses, et s'oppose vigoureusement à l'idée d'une culpabilité des *waishengren*, dont il décrit longuement les souffrances²⁴⁶. Le principal coupable est pour lui Jiang Jieshi, et non Chen Yi qu'il dépeint comme un personnage tragique entièrement dévoué à la cause de Taiwan et injustement accablé.

Dès le tournant des années 1990, les positions de Li Ao anticipent donc les évolutions de nombreux intellectuels bleus, qui passent progressivement d'une hostilité au régime à un combat contre le discours « ethnique » du Minjindang, la sinité de Taiwan étant désormais en jeu. Li Ao lui-même se radicalise en ce sens, Li Denghui et Chen Shuibian détrônant Jiang Jieshi dans sa démonologie personnelle. Il donne à sa lecture des faits une large audience dans une série d'émissions télévisées diffusées par Phoenix TV (chaîne hongkongaise proche de Beijing) de 2004 à 2006²⁴⁷. Li y outre sa version symétrique de la tragédie en affirmant que les Taiwanais ont tué environ 800 continentaux pendant dix jours et que les militaires chinois leur ont rendu la pareille pendant la décade suivante. Cette version n'a de symétrique que le nom, puisqu'elle présente les excès de l'armée comme une simple réponse aux débordements de « l'émeute ». Quant au nombre des victimes, Li invente le chiffre de 800 continentaux tués (et sous-estime de toute évidence les pertes taiwanaises). Il reprend également, sans les interroger, les rumeurs d'atrocités commises par les insurgés et répandues par la propagande du Guomindang, tout comme l'idée d'une participation

²⁴⁵ LI Ao 李敖, *Er'erba yanjiu* 二二八研究 (Recherches sur le 28 février), Taïpei : Li Ao, 1991.

²⁴⁶ Les témoignages de *waishengren* rassemblés par Li Ao sont sa seule contribution réelle au travail historique.

²⁴⁷ « Li Ao a quelque chose à dire » (*Li Ao you hua shuo* 李敖有話說). Pour un exposé synthétique de ses vues, cf. <https://www.youtube.com/watch?v=MTtMXUfMLyo> [consulté le 23 mai 2016].

japonaise, voire américaine, à la subversion. Les procédés de Li Ao, d'une malhonnêteté indiscutable, lui assurent néanmoins d'être audible dans le monde chinois hors de Taiwan²⁴⁸.

Le 28 février et l'irrédentisme de Beijing

Les enjeux du conflit ont en effet changé. Dans un contexte de montée en puissance de la RPC et d'irrédentisme chinois croissant dans les années 2000, la référence à l'Incident du 28 février dans le camp vert vise de plus en plus le continent et la ligne « rapprochiste » du Guomindang à son endroit : plus que jamais à Taiwan, la politique extérieure surdétermine le champ politique intérieur. Dans la société, l'indignation soulevée par les crimes du pouvoir chinois en 1947 trouve une seconde jeunesse dans la résistance contre les ambitions de Beijing. Lors de la campagne présidentielle de 2004, c'est le 28 février que choisit la coalition verte pour déployer une chaîne humaine spectaculaire d'une extrémité à l'autre de l'île, en protestation contre le déploiement par Beijing de missiles censés dissuader l'électorat taiwanais de réélire Chen Shuibian²⁴⁹. Le message est clair : hier sous la forme du Guomindang, aujourd'hui sous celle du PCC, la Chine est un voisin tyrannique et violent auquel un rattachement pourrait entraîner des conséquences dramatiques, comme en 1947. La répression n'est plus seulement le péché originel du Guomindang à Taiwan, mais celui de la Chine moderne toute entière.

L'interprétation anti-unioniste du 28 février était vouée à provoquer une réaction des chercheurs continentaux, d'autant que Chinois et Taiwanais partagent désormais un espace académique sinon commun du moins connecté, et que les premiers se rendent fréquemment sur l'île pour y discuter avec leurs homologues. Chu Jingtao 储静涛, aujourd'hui le meilleur spécialiste de l'Incident du 28 février en République Populaire, est un exemple représentatif. Chercheur et enseignant à l'Académie Chinoise des Sciences Sociales (ACSS), expert en questions taiwanaises, Chu est l'auteur de nombreux articles sur le 28 février. Il publie en 2011 (à Beijing et Taïpei) une synthèse qui se veut définitive²⁵⁰ ; l'ouvrage, qui s'appuie sur un véritable travail d'érudition, apporte peu de nouveautés sur le plan des faits ou de l'interprétation. Il n'en est pas moins intéressant à plusieurs titres. Tout d'abord, l'âpreté et la politisation du débat à Taiwan permettent à Chu (et plus généralement aux auteurs continentaux) de prétendre à un savoir désintéressé – prétention démentie dès la préface, où la ligne unioniste apparaît de manière explicite : on lit ainsi que la discussion est excessivement politisée à Taiwan depuis 2000 (entendre : depuis l'élection de Chen

²⁴⁸ Il publie d'ailleurs en Chine continentale des morceaux choisis de ses articles et « études ». LI Ao 李敖, *Ni bu zhidao de Er'erba/Ling yi mian de Er'erba* 你不知道的二二八/另一面的二二八 (Le 28 février que vous ne connaissez pas/L'autre visage du 28 février), Changchun : Shidai wenyi, 1999.

²⁴⁹ CHANG Yun-ping, "Two Million Rally for Peace", *Taipei Times*, 29 février 2004. <http://www.taipetimes.com/News/front/archives/2004/02/29/2003100533> [consulté le 23 mai 2016].

²⁵⁰ CHU Jingtao, *Er'erba shijian yanjiu*, op. cit.

Shuibian), car on y instrumentalise la tragédie pour nuire à l'harmonie ethno-nationale (*minzu hexie* 民族和諧) et diviser le territoire national (*fenlie guojia lingtu* 分裂國家領土). « Un chercheur honnête ne peut rester les bras croisés devant un comportement aussi honteux »²⁵¹. Comme le Guomindang actuel, Chu tient à présenter la révolte comme une lutte entre le gouvernement et la population (*guanbi minfan*) et non comme « un conflit relatif à l'origine provinciale »²⁵². Le paragraphe conclusif mérite d'être cité extensivement, tant il saisit l'esprit des publications continentales actuelles :

L'Incident du 28 février fut une tragédie pour l'ensemble des compatriotes taiwanais et pour tout le peuple chinois ! Depuis plus d'un siècle, l'impérialisme a tyranniquement piétiné [la Chine], le pays a été démembré, et le sang de nos compatriotes (*guoren* 國人) a trop coulé. [...] Mais c'est dans les épreuves qu'un pays renaît (*duo nan xing bang* 多難興邦). [Aujourd'hui], les fils de l'Empereur jaune doivent, en se fondant sur le sentiment national selon lequel le sang est plus épais que l'eau, déposer les armes et se réconcilier (*hua gange wei yubo* 化干戈為玉帛). C'est ainsi qu'on apaisera [la mémoire] des compatriotes tués lors du 28 février²⁵³.

Relevons d'abord que l'appréciation de la « résistance », à plus forte raison de « l'insurrection » des Taiwanais, a laissé place à la déploration d'une tragédie nationale. Le communisme inclusif des premières années du régime et des débuts de la réforme a cédé la place, sans que le mot ne soit dit, à l'adieu à la révolution²⁵⁴. Ce glissement achève de rapprocher les positions « rouge » et « bleue » : Chu est sensiblement sur la même ligne que le Guomindang actuel, et plus modéré que certains des intellectuels bleus évoqués plus haut. Sur ce sujet délicat, les historiens continentaux sont donc accueillis assez favorablement par leurs collègues taiwanais prochinois. Les chercheurs nativistes, eux, sont nettement plus circonspects, beaucoup faisant de la révolte un totem de l'histoire *nationale* taiwanaise dans lequel les continentaux n'ont pas leur mot à dire – alors même qu'une grande partie des protagonistes du drame sont « chinois », quelle que soit la définition qu'on donne de ce terme. C'est l'un des sens de l'usage du taiyu dans les réunions scientifiques (et plus encore

²⁵¹ *Ibid.*, p. 4.

²⁵² *Ibid.*, p. 586. L'auteur dit avoir décidé d'étudier l'insurrection quand il s'est aperçu que des *waishengren* y avaient également péri, brisant la vision manichéenne qu'il avait héritée du communisme, et lui faisant prendre conscience du caractère national et inclusif de la tragédie.

²⁵³ *Ibid.*, p. 588. L'expression « le sang est plus épais que l'eau », cliché du discours « unioniste » sur Taïwan, semble être un décalque du proverbe anglais *blood is thicker than water*, affectionné par Sun Zhongshan, sans doute en raison du rôle central des Chinois d'outre-mer dans ses plans révolutionnaires.

²⁵⁴ Nous empruntons ici le titre d'un ouvrage célèbre. LI Zehou 李澤厚 et LIU Zaifu 劉再復, *Gaobie geming – huwang ershi shiji Zhongguo* 告別革命 – 回望二十世紀中國 (Adieu à la révolution – retour sur la Chine du vingtième siècle), Hong Kong : Tiandi tushu, 1995.

commémoratives), qui a pour effet d'exclure les simples locuteurs du mandarin²⁵⁵. Les spécialistes taiwanais nient enfin souvent la compétence scientifique de leurs collègues continentaux, d'un niveau souvent inférieur il est vrai. Notons enfin que la porosité entre recherche sur l'Incident et militantisme irrédentiste caractérise les chercheurs continentaux autant qu'insulaire : Chu Jingtao n'est pas qu'un historien professionnel, c'est aussi un spécialiste des questions taiwanaises et plus généralement ultramarines. Il intervient en 2012-2013 sur la question des îles Diaoyu/Senkaku, contestées au Japon par la Chine, suivant les revendications de Beijing, voire surenchérissant sur elles en mettant en cause la souveraineté japonaise sur les îles Ryukyu²⁵⁶.

IV. TENTATIVE DE BILAN

Une histoire en miettes

Les études sur l'Incident du 28 février 1947 se trouvent aujourd'hui dans une situation quelque peu paradoxale.

Si le rythme des publications n'est plus celui des années 1990 et 2000 et si l'intérêt du public a nettement faibli depuis le soixantième anniversaire de 2007²⁵⁷, le sujet continue de faire l'objet d'ouvrages et de vocations. Le champ est donc plus encombré que jamais, mais sa structure a de quoi surprendre. Malgré le surinvestissement du sujet, et en ne considérant que les productions de quelque valeur pour la recherche, la production est essentiellement composée d'articles partiels ou sectoriels – une spécialisation que l'émiettement du champ conduit parfois à l'absurdité : l'auteur de ces lignes a ainsi assisté à une communication sur le rôle des pompiers pendant le soulèvement, dont la conclusion essentielle était qu'il fut négligeable. Plus rarement, les chercheurs publient des monographies, mais tout aussi pointues – tel un livre récent qui porte exclusivement sur les dites « trente-deux demandes »²⁵⁸, ou un autre sur le rôle des maladies contagieuses²⁵⁹. Aussi étonnant

²⁵⁵ A en juger par notre expérience personnelle, le mandarin est généralement utilisé au début de la réunion, jusqu'à ce qu'un intervenant (ou, mieux, une victime ou un proche de victime) passe au taiyu. Si la majorité des participants maîtrise cette langue, il semble alors fort difficile de se soustraire à l'interpellation et de revenir au mandarin – quitte à faire des victimes collatérales, parmi lesquelles le sinologue étranger.

²⁵⁶ CHU Jingtao 褚靜濤, *Zhong-Ri Diaoyudao zhengduan yanjiu* 中日釣魚島爭端研究 (Recherche sur le contentieux sino-japonais à propos des îles Diaoyu), Taïpei : Haixia xueshu, 2013. La contestation de la souveraineté japonaise sur les Ryukyu, annexées en 1879, représente une escalade irrédentiste dans le cadre de la revendication des Senkaku/Diaoyu. Le lien entre la question de Taiwan et celle des Ryukyu n'est cependant pas nouveau, des groupes nationalistes faisant pression dans l'après-guerre sur le gouvernorat chinois pour qu'il revendique l'archipel.

²⁵⁷ XU, « Baomiju Taiwan zhan Er'erba shiliao de jiedu yu yanjiu », *op. cit.*, p. 200.

²⁵⁸ CHEN Junkai 陳君愷, *Jiema 228 : jiekai Er'erba shijian chuli dagang de lishi mituan* 解碼 228 – 解開二二八事件處理大綱的歷史謎團 (Décoder le 228 : une élucidation de l'énigme historique du Plan général pour la résolution de l'Incident du 28 février), Taïpei : Yushan, 2013.

²⁵⁹ LAI Jinxiang 賴進祥, *Chuanranbing yu Er'erba* 傳染病與二二八 (Le 28 février et les maladies contagieuses), Taïpei : Wu Sanlian jijinhui, 2015.

que cela puisse paraître, depuis Chen Cuilian en 1995, aucun historien indépendant n'a donné d'interprétation de l'événement dans sa globalité²⁶⁰. Les historiens taiwanais semblent donc avoir abdiqué le droit d'une lecture globale aux politiques et aux idéologues. Comme si la prolifération des écrits et des investissements politico-idéologiques rendait impossible non seulement toute synthèse, mais encore toute montée en généralité. Si l'on intègre à ce tableau la polémique de moindre qualité, désormais circulaire tant les interprétations ont été ressassées et les documents torturés pour servir des thèses contradictoires, nous sommes confrontés à un paradoxe : l'objet « 28 février », bien que toujours intensément investi, est devenu en grande partie stérile. On assiste ainsi à des rituels commémoratifs déguisés en réunions scientifiques, où des historiens consacrés mettent leur légitimité au service de la cause – presque toujours nativiste – en réitérant des positions déjà exposées de fond en comble²⁶¹.

Il serait cependant faux d'affirmer qu'aucun progrès n'est possible. Après plusieurs années au point mort, la recherche a récemment repris autour de Xu Xueji à l'Institut d'histoire taiwanaise (*Taiwan shi yanjiusuo* 台灣史研究所, abrégé *Taishisuo* 台史所) – nouveau centre de gravité, après l'Institut d'histoire moderne puis le Guoshiguan, de la recherche sur le 28 février. Après avoir acquis de nouveaux documents en 2008 (par achat à des particuliers), ce groupe s'est attelé à leur critique interne et externe (une réunion par semaine depuis 2009), qui est encore en cours. Ce travail a donné lieu à un colloque en novembre 2013, dont sont issus en 2014 sept articles parus dans deux numéros spéciaux de *Taiwan shi yanjiu* (Recherches en histoire taiwanaise)²⁶². Deux volumes d'archives ont d'ores et déjà été publiés, avec des retranscriptions et un appareil critique d'une très grande qualité²⁶³. Ces nouvelles archives, ainsi que la plupart des articles qui en sont tirés, apportent essentiellement des éclaircissements sur les services de renseignement – sur la communication entre les agents locaux et la centrale de Taïpei, qui nous restait jusqu'alors inconnue, le nombre (considérable) de ces agents de base, leur surveillance étroite de la société locale et leurs liens avec les élites de l'île –, et dans une moindre mesure sur l'action de certains notables locaux²⁶⁴. Ces

²⁶⁰ A l'exception peut-être d'un ouvrage qui tente d'évaluer l'impact économique du soulèvement et de sa mise au pas, mais il s'agit là d'un angle assez restreint. WENG Jiaxin 翁嘉禧, *Er'erba shijian yu Taiwan jingji fazhan* 二二八事件與台灣經濟發展 (L'Incident du 28 février et le développement économique de Taiwan), Taïpei : Juliu, 2007.

²⁶¹ Ainsi le « Symposium sur le 28 février et les droits de l'homme » (*Er'erba renquan zuotanhui* 二二八人權座談會) organisé les 7 et 8 décembre 2013 au Mémorial national du 28 février (*Er'erba guojia jinianguan* 二二八國家紀念館) à Taïpei, une institution distincte de la Fondation pour la mémoire. Chaque intervenant disposait d'un petit quart d'heure pour s'exprimer.

²⁶² Numéros spéciaux sur l'Incident du 28 février, *Taiwan shi yanjiu*, 2014, n°21 (3) et n° 21 (4).

²⁶³ XU Xueji 許雪姬 (dir.), *Baomiju Taiwan zhan Er'erba shiliao huibian* 保密局台灣站二二八史料彙編 (Compilation de sources de la station de Taiwan du Baomiju relatives au 28 février), Taïpei : Academia Sinica, 2015-2016 (2 vol.) (ci-après BMJ dans les citations).

²⁶⁴ XU, « Baomiju Taiwan zhan Er'erba shiliao de jiedu yu yanjiu », *op. cit.*, p. 197-201.

apports sont loin d'être négligeables, mais il est peu probable que notre connaissance de l'événement ou la distribution des positions dans le débat taiwanais s'en trouve bouleversées.

Une mise en contexte difficile

Comment l'expliquer ? D'une part, sans doute, par la loi universelle du rendement décroissant de la documentation. D'autre part, parce que la définition et la délimitation mêmes de l'événement posent problème, tant il est vrai que – même nommés de longue date – « les événements n'ont pas d'unité naturelle », « ils sont un découpage que nous opérons librement dans la réalité »²⁶⁵. Librement, mais pas sans raisons. La révolte taiwanaise de 1947 est un soubresaut très court, certes décisif pour l'histoire moderne de Taiwan, mais auquel l'évolution politique de l'île a donné une place disproportionnée par rapport à sa durée. Le danger du ressassement est d'autant plus fort que le sujet fait rarement l'objet de mises en perspectives dépassant le cadre insulaire, les comparaisons internationales étant des armes dans le combat mené par les intellectuels « verts » plus que des tentatives de décentrement du regard.

Cette « insularité » de l'événement est intimement liée à l'état des archives – lui-même, comme on l'a vu, directement tributaire de l'histoire politique récente. Car la recherche, la classification et parfois la publication de sources en fonction de leur relation au soulèvement ont des conséquences ambiguës. Si elles facilitent l'étude des faits au sens étroit, elles leur donnent du même coup une cohérence documentaire en partie illusoire, et tendent à les décontextualiser. Quand, en effet, arrêter la collecte ? A la dissolution du gouvernorat en mai 1947 (ce que fait le *Rapport de recherche* de 1994) ? A l'exécution de Chen Yi en 1950 (ce que font les compilateurs des DAHB) alors même qu'elle n'a de rapport direct avec les faits que la personne du gouverneur ? En 1954, avec l'exécution du chef aborigène Gao Yisheng, dont tout laisse à penser qu'il a payé sa prise d'armes sept ans plus tôt ? Plus tard encore ? Très concrètement, les campagnes de collectes conduisent à extraire les documents relatifs au soulèvement des institutions qui les ont produits et à les rassembler par unité thématique, une opération qui brise les ramifications reliant le 28 février à d'autres phénomènes contemporains, antérieurs ou postérieurs. Quand les sources sont contextualisées, le chercheur est tributaire des choix du compilateur, plus souvent politiques que scientifiques – on trouvera ainsi dans les DAHB des documents sur l'exécution de Chen Yi, mais rien sur les mouvements de troupes à Taiwan en 1945-1947. L'Incident du 28 février est ainsi devenu un objet très – trop – bien délimité, sur lequel il est très facile de trouver des informations mais plus malaisé de se dégager d'une perspective assez étroite. Les mises en contexte, quand elles sont tentées, n'échappent pas à la politisation. Au risque de la caricature, on peut distinguer deux grandes tendances.

²⁶⁵ VEYNE, *Comment on écrit l'histoire, op. cit.*, p. 57.

La contextualisation nativiste

L'historiographie verte a tendance à contextualiser l'événement dans le cadre taiwanais (spatialement) et *ex-post* (temporellement). Si l'on examine les causes de court terme du drame (la rétrocession de 1945 conduite par un pouvoir extérieur et brutal), celui-ci est surtout pris comme point de départ d'une longue séquence répressive sur l'île qui ne s'achève qu'en 1987. Acte fondateur (ou crime initial) de la domination chinoise d'après-guerre, il est un prélude à la Terreur blanche, moins intense mais plus longue. Cette continuité, régulièrement évoquée en passant, fait également l'objet de recherches concrètes : Zhang Yanxian a partiellement étendu sa collecte d'histoire orale à la répression anticomuniste, et le groupe de chercheurs de l'Institut d'histoire taiwanaise rassemblé autour de Xu Xueji, ayant achevé le traitement des nouveaux documents relatifs à l'insurrection, est passé sans discontinuer à l'examen des archives de la Terreur blanche.

Le lien entre l'Incident du 28 février et la Terreur blanche qui le suit est d'un intérêt certain : certaines victimes éminentes du soulèvement n'ont été rattrapées par la vengeance de l'État que plusieurs années après les faits ; inversement, le crime de « participation aux événements du 28 février » a servi à accabler des opposants politiques pendant les années 1950. Toutefois, faire du printemps 1947 le coup d'envoi d'une persécution au long cours pose plusieurs problèmes. Une telle approche néglige d'abord le reflux de la répression (fut-il permis par la paix des cimetières) après le mois de mai, et la reprise en main de l'île par les autorités civiles. La terreur postérieure au repli Nationaliste sur l'île ne s'explique que secondairement par la volonté de mettre la société taiwanaise au pas – c'est chose faite depuis la fin de l'Incident. Ce qui prime est la hantise de la subversion communiste ; or, on y reviendra, cet objectif n'est pas central lors de la « pacification ». Poser une continuité entre l'Incident du 28 février et la Terreur blanche revient donc à projeter indûment sur le premier une grille de lecture de Guerre froide, ce qui n'est d'ailleurs généralement pas souhaité par les historiens nativistes. Pour eux, l'unité de la période 1947-1987 réside dans la souffrance du peuple taiwanais et la brutalité du pouvoir chinois, parfois comprises comme préalables à la rédemption démocratique (et/ou à une « justice transitionnelle » imparfaite) quand le récit court jusqu'à la période actuelle – une cohérence victimaire et une téléologie politique qui ont un sens dans le contexte taiwanais mais peu de valeur pour l'historien étranger.

La contextualisation sino-centrée

L'historiographie sino-centrée, qu'elle soit d'ailleurs bleue (Guomindang) ou rouge (communiste), contextualise plus volontiers dans un cadre spatial chinois et un cadre temporel *ex-ante*. L'Incident apparaît ainsi comme un soulèvement sur les marges de la Chine républicaine, manière de réaffirmer la sinité de Taiwan mais aussi, bien souvent, de relativiser la gravité des faits :

prise dans le contexte de la guerre civile chinoise, la révolte de février 1947 fait figure de péripétie et le nombre de victimes de goutte d'eau dans l'océan. Ceci explique d'ailleurs que les tentatives de replacer l'épisode dans le déroulement de la guerre civile, même quand elles viennent de chercheurs étrangers, soient accueillies avec réserve par les historiens nativistes : l'opération est par trop marquée politiquement. Quant à la chronologie, les auteurs prochinois sont généralement peu désireux de s'étendre sur la Terreur blanche, pour des raisons évidentes. Plus souvent, le 28 février – qu'il soit présenté comme l'aboutissement du complot communiste, de l'influence délétère de la colonisation japonaise ou de l'égoïsme antinational des notables – est considéré comme une nouvelle épreuve infligée à la nation chinoise²⁶⁶, voire comme une nouvelle et scandaleuse humiliation alors que la victoire de 1945 a consacré le retour de la Chine dans le concert des grandes puissances²⁶⁷ ; le déni de souveraineté que représentent les appels (peu nombreux) à une tutelle américaine fait alors l'objet d'une attention particulière, dans la mesure où il rappelle les méfaits de l'impérialisme depuis le XIXe siècle. Or il y a de toute évidence une grande part de mythe dans cette mise en récit : l'insurrection de 1947 n'est attribuable à aucun complot dirigé contre la Chine, qu'il soit communiste, japonais ou américain. Le récit du « siècle d'humiliation » pose en outre, comme d'ailleurs le nationalisme taiwanais, l'existence d'un sujet historique souffrant, la nation chinoise, dont des événements tels que l'Incident du 28 février indiquent justement le caractère problématique et indéterminé, particulièrement en ses marges.

De cette seconde approche, nous retenons le choix d'une profondeur chronologique en amont, pour les raisons exposées en introduction, mais un double amont : celui des antécédents taiwanais de la révolte autant que celui du contexte chinois, qui permet de comprendre la réaction du régime. Nous prêterons une attention particulière à une conjoncture d'assez court terme qui nous paraît déterminante : celle de la seconde guerre sino-japonaise de 1937-1945. Son influence est négligée de manière frappante dans les études sur l'Incident du 28 février, ce qui tient sans doute aux raisons déjà évoquées : répugnance, du côté des auteurs taiwano-centrés, à exonérer le régime du Guomindang par les épreuves qu'il a connues et à relativiser le drame de 1947 ; manque d'intérêt, du côté des auteurs prochinois, pour les formes de la violence répressive, et propension à trouver la racine du mal dans toute l'ère coloniale japonaise à Taiwan. Il nous semble au contraire que l'Incident du 28 février 1947 est à bien des égards une péripétie de la Seconde Guerre mondiale en

²⁶⁶ Ainsi, dans un article où il s'oppose à l'instrumentalisation indépendantiste du drame, Chu Jingtao écrit (assez vaguement) que « l'Incident du 28 février prend sa source dans la tragédie de la marche chinoise de la tradition vers la modernité ». CHU, « Er'erba shijian de xuanchuan yu yanjiu », *op. cit.*

²⁶⁷ C'est ce que fait l'écrivain Chen Yingzhen dans sa préface virulemment anti-indépendantiste à la biographie de Yang Chunsong. Cf. YANG, *Yi ge Taiwanren de guiji*, *op. cit.*

Asie orientale, qu'on se place du point de vue des Nationalistes chinois ou des rebelles taiwanais. Commençons par ces derniers. Toutefois, avant d'entrer dans le vif du sujet, il nous faut d'abord montrer que le soulèvement n'est pas la répétition d'une partition ancestrale – que ses formes ne se laissent pas expliquer par la longue tradition insurrectionnelle de Formose. C'est à l'évolution de cette dernière que le chapitre II est consacré.

CHAPITRE II – LE TEMPS LONG DES REVOLTES A TAIWAN, 1683-1947

Lors de la signature du traité de Shimonoseki en 1895, le vice-roi Li Hongzhang 李鴻章 avertit les négociateurs japonais des difficultés qui les attendaient à Taiwan. Conseil d'homme d'Etat à hommes d'Etat : l'île était incurablement séditeuse²⁶⁸. Li reprenait ainsi un cliché commun sous les Qing 清 (1644-1912) et voulant que Taiwan connaisse « une petite rébellion tous les trois ans, et une grande révolte tous les cinq » (*sannian yi xiaofan, wunian yi daluan* 三年一小反, 五年一大亂). Des acteurs très divers ont trouvé leur compte dans cette image d'Epinal : les Qing, frustrés dans leurs ambitions de contrôle à moindre coût et dédaigneux de cette terre *huawai* 華外, « hors de la Chine » – ou de la civilisation²⁶⁹ ; les Japonais, tout prêts à attribuer l'insoumission formosane à la sauvagerie de la populace plutôt qu'à la domination coloniale ; les Nationalistes chinois, qui ont copieusement exalté la tradition locale de résistance armée antijaponaise (*kanangri yundong* 抗日運動) ; les indépendantistes taiwanais, pour qui le goût du soulèvement chez les insulaires prouve l'existence d'une nation transhistorique, naturellement hostile aux intrusions extérieures²⁷⁰.

Il est facile de pointer les faiblesses de ces projections idéologiques : on chercherait en vain un sentiment national taiwanais sous les Qing, les soulèvements armés opposent le plus souvent les insulaires entre eux, la résistance antijaponaise doit assez peu au nationalisme chinois continental moderne et Taiwan s'est montrée relativement moins rebelle au Japon que la Corée. L'idée d'une irréductibilité du village formosan a cependant la vie dure, témoin le succès en salles de la superproduction *Seediq Bale* (2011), qui relate sur le mode héroïque « l'incident de Musha », dernière révolte aborigène antijaponaise de 1930 (récupérée au fil du temps par le résistancialisme chinois comme par le nativisme formosan). Cette mythification évidente ne nous dispense pas d'étudier les révoltes armées à Taiwan dans le temps long pour en interroger la logique et les scissions. Il

²⁶⁸ Paul KATZ, *When Valleys Turned Blood Red: The Tapani Incident in Colonial Taiwan*, Honolulu : University of Hawaii Press, 2005, p. 61. Sur la décision japonaise d'annexer Taiwan, voir Edward I-te CHEN, "Japan's Decision to Annex Taiwan: A Study of Ito-Mutsu Diplomacy, 1894-95", *Journal of Asian Studies*, n° 37 (1), 1977, pp. 61-72.

²⁶⁹ Emma Jinhua TENG, *Taiwan's Imagined Geography: Chinese Colonial Travel Writing and Pictures, 1683-1895*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 2006, pp. 1-33.

²⁷⁰ SHI, *Taiwanjin yonhyaku nen shi*, *op. cit.* George Kerr donne une version *a minima* de cet argument en affirmant que les Taiwanais, pour le plus clair de leur histoire, « voulaient simplement qu'on les laisse tranquilles ». George KERR, *Formosa: Licensed Revolution and the Home Rule Movement, 1895-1945*, Honolulu : University of Hawaii Press, 1974.

importe en effet de savoir si l'insurrection de 1947 rejoue une vieille partition dans un contexte changé, ou si elle est porteuse de nouveauté.

La question porte tout autant sur les modalités du soulèvement que sur ses objectifs. On sait en effet que l'action collective, même violente, ne relève jamais ni d'une pure improvisation ni *a fortiori* d'une anomie complète, mais que ses acteurs puisent dans ce que Charles Tilly a appelé des « répertoires de contestation », ces « formes d'action revendicatrice (*forms of claim-making*) à la disposition de tout ensemble d'acteurs politiques, le gouvernement y compris »²⁷¹. L'innovation existe, mais elle a ses limites, « les occurrences singulières (*particular instances*) improvisant sur des modèles partagés (*shared scripts*) »²⁷². Ces répertoires de moyens peuvent servir des fins diverses, sans en être complètement dissociables²⁷³. Ils se transmettent et se transforment dans le temps : ils ont une histoire liée aux transformations sociales, à l'évolution des régimes politiques²⁷⁴ et à la multiplicité des expériences collectives. Ces répertoires ne sont en outre pas de simples panoplies au sein desquelles les agents puiseraient librement leurs outils. L'action sociale répond plus souvent à un sens pratique dont Pierre Bourdieu a montré qu'il était « connaissance par corps », rarement saisi de manière consciente mais constitué par un ensemble de dispositions à l'action et à la perception. Ces « habitus » sont historiques car « inscrits dans les corps par les expériences passées »²⁷⁵ ; leur inertie est donc puissante sans être complète, particulièrement dans les périodes de transformation brutale des conditions sociales qui les façonnent.

C'est cette histoire que nous devons retracer à grands traits, en nous appuyant sur la littérature existante, pour apprécier la singularité de l'Incident du 28 février 1947 dans l'histoire taïwanaise – annonçons d'emblée qu'elle nous semble très forte –, et le cas échéant la localiser et l'expliquer. Nous n'évoquerons pas ici les affrontements du XVIIe siècle entre compétiteurs pour l'usage de l'île ou sa domination, ainsi que la lutte entre Koxinga et les Qing 清²⁷⁶. Le récit commence après

²⁷¹ Charles TILLY, *Regimes and Repertoires*, Chicago : University of Chicago Press, 2004, p. 22.

²⁷² *Ibid.*, p. 35.

²⁷³ Il nous semble que Charles Tilly, soucieux de se démarquer de l'approche téléologique et moderniste qui caractérisait ses premiers travaux, est allé trop loin dans la dissociation des moyens (répertoires d'action) et des fins (objectifs politiques) (cf. *Ibid.*, p. 61). Les moyens sont rarement neutres : le recours à un médium lors d'une révolte renvoie par exemple à une conception des rapports entre surnature et ordre politique qui interdit d'en faire un simple « outil ».

²⁷⁴ *Ibid.*, *passim*.

²⁷⁵ Pierre BOURDIEU, *Méditations pascaliennes*, Paris : Seuil, 2003 (1^{ère} éd. 1997), p. 200.

²⁷⁶ Koxinga (en mandarin Guoxingye 國姓爺) est le nom sous lequel Zheng Chenggong 鄭成功 (1624-1662) est passé à la postérité. Fils d'un Chinois et d'une Japonaise, ce marchand-pirate-général du XVIIe siècle reste fidèle aux Ming 明 lors de la conquête mandchoue. Il trouve refuge à Formose en expulsant les colonisateurs hollandais et fait de l'île une base de résistance à la nouvelle dynastie, qui ne tombera qu'après sa mort. Sur ce destin rocambolesque, cf. Tonio ANDRADE, *How Taiwan Became Chinese: Dutch, Spanish, and Han Colonization in the Seventeenth Century*, New York : Columbia University Press, 2008, et Tonio ANDRADE, *Lost Colony: The Untold Story of China's First Great Victory over the West*, Princeton : Princeton University Press, 2011.

la prise en main de 1683, qui marque la première intégration réelle de Taiwan à l'ensemble politique chinois. Il s'agit en effet d'étudier les révoltes, c'est-à-dire les actes de violence collective exercés par des gouvernés en opposition, au moins partielle, à une autorité souveraine ou prétendant à la souveraineté. Les actes de violence exercés au sein de la société seront évoqués dans la mesure où ils facilitent ou informent les premières.

I. VIOLENCE ENDEMIQUE ET VIOLENCE PROTESTATAIRE DANS UNE SOCIÉTÉ DE FRONTIÈRE (FIN XVII^E-FIN XVIII^E SIÈCLES)

De la soumission de Taiwan aux Qing par l'amiral Shi Lang 施琅 en 1683 à la crise générale qui affecte la Chine au tournant du XIX^e siècle, les formes de violence collective repérables sur l'île présentent de fortes similitudes avec les pratiques continentales, du moins dans la population immigrée han qui provient dans son écrasante majorité des provinces du Fujian (surtout des régions de Zhangzhou et Quanzhou) et du nord-Guangdong (populations hakkas). Par la présence d'une forte population aborigène, notamment dans les zones montagneuses du centre et de l'est de l'île, la situation formosane s'apparente à d'autres périphéries de l'Empire comme les régions du sud-ouest, où l'expansion du contrôle étatique et de la population han se fait largement aux dépens de populations autochtones moins prospères et organisées sur une échelle plus réduite.

A. Facteurs structurels de la violence

L'île présente deux traits caractéristiques : les conflits intercommunautaires et l'existence d'un front pionnier. Si le premier est relativement banal, le second est davantage propre à l'île, sans être absolument unique. C'est leur intensité et leur combinaison qui rendent compte de la situation particulière à Formose.

*Une terre de *xiedou**

Taiwan hérite du Fujian et du Guangdong une tradition d'affrontements communautaires armés. Ce sont les fameux *xiedou* 械鬥 (« conflits armés »), qui opposent entre elles des communautés rurales soudées par un lien de parenté réel ou imaginaire (lignage, clan), une origine géographique et/ou un habitat commun (le village). Ces trois principes d'organisation se recoupent souvent dans les faits, particulièrement en Chine du sud où les structures claniques sont puissantes, les villages à nom de famille unique nombreux et les *xiedou* particulièrement fréquents et meurtriers²⁷⁷. A Taiwan,

²⁷⁷ Lucien BIANCO (avec HUA Chang-Ming), *Jacqueries et révolution dans la Chine du XX^e siècle*, Paris : La Martinière, 2005, pp. 91 et 112.

la tendance des migrants à se déplacer en famille ou en clan et à se regrouper par origine géographique favorise la reproduction du schéma présent dans les régions de départ.

Les *xiedou* taiwanais obéissent aux règles communes identifiées par Lucien Bianco. Ils naissent de la compétition pour le contrôle de ressources rares, matérielles ou symboliques : terre, eau, temple, accès à un lieu disposant d'un bon *fengshui*...²⁷⁸ Chaque *xiedou* créant un nouveau grief entre communautés villageoises, l'explosion de violence doit souvent s'expliquer par la sédimentation de rancunes ancestrales, la cause immédiate ravivant une ancienne vendetta. Violence compétitive dans les termes de Charles Tilly²⁷⁹, le *xiedou* oppose des communautés verticalement intégrées : la lutte des classes en est généralement absente (elle caractérise davantage les affrontements entre fermiers et propriétaires fonciers, beaucoup plus rares à Taiwan comme sur le continent). Il est, à plus forte raison, bien plus courant que les révoltes contre l'administration, et représente donc, à Formose comme sur l'autre rive du détroit, la source la plus importante de violence organisée – et souvent létale.

Le *xiedou* obéit idéalement à une règle de proportionnalité, la réponse devant être à la hauteur de l'offense faite au groupe ou de la violation de ses intérêts. Une vie humaine, une blessure ont un prix (variable), et il arrive qu'une transaction financière ou un accommodement interrompent l'escalade de la violence. On procède parfois à des échanges de prisonniers, le kidnapping faisant partie de l'arsenal courant, mais il arrive qu'on exécute ou torture un captif si la négociation échoue. Du fait des solidarités communautaires, il n'est pas rare que la vendetta individuelle ou le raid se changent en bataille rangée où l'on fait usage de toutes les armes dont on dispose. Les hommes de la communauté sont tenus de participer et la mort au combat fait partie des issues normales. Les tués sont alors enterrés aux frais du groupe auprès du temple des ancêtres. Un *xiedou* peut s'étaler sur plusieurs années et faire des dizaines de morts²⁸⁰.

Le Far East chinois

Les *xiedou* ne sont pas propres à Taiwan, mais ils sont favorisés par la nature de front pionnier de l'île. « Société de frontière surpeuplée [relativement au développement de l'agriculture] et intensément compétitive » selon les mots de John Shepherd²⁸¹, elle est particulièrement propice à la violence horizontale ou « intersociale », qui oppose entre eux des groupes sociaux²⁸². Formose

²⁷⁸ Lucien BIANCO, « Conflits villageois dans la Chine du XXe siècle », *Etudes rurales*, n° 157-158 (1), 2001.

²⁷⁹ BIANCO, *Jacqueries et révolution*, *op. cit.*, p. 19.

²⁸⁰ *Ibid.*, pp. 321-346.

²⁸¹ David OWNBY, « The Ethnic Feud in Qing Taiwan: What Is this Violence Business, Anyway? An Interpretation of the 1782 Zhang-Quan Xiedou », *Late Imperial China*, n° 11 (1), 1990, pp. 75-98, p. 96.

²⁸² Philippe BRAUD, « La violence politique : repères et problèmes », *Cultures & Conflits*, n° 09-10 (1993), <http://conflits.revues.org/406> [consulté le 18 juin 2016], p. 4.

est en effet un des exutoires démographiques trouvés par l'explosion de la population chinoise sous les Qing. A partir du XVIIe siècle, elle connaît un afflux de population han exogène en quête de terres à cultiver – d'où une surreprésentation des jeunes hommes célibataires, souvent pauvres et parfois en délicatesse avec la loi²⁸³. Cette population est d'autant plus indocile qu'elle se considère volontiers comme de passage dans ce *Far East* peu hospitalier. La force s'exerce donc de manière assez nue dans cette société où les rapports de pouvoir sont fluctuants, et la compétition pour les ressources âpre.

D'autant que les migrants chinois n'arrivent pas en pays inhabité. Le défrichage progressif des terres provoque des heurts entre les nouveaux-venus et les aborigènes présents sur les plaines côtières et dans les zones montagneuses du centre et de la côte est. Ces dernières sont habitées par ce que les Chinois appellent des barbares « crus » (*shengfan* 生番). Avec eux, les heurts sont violents – beaucoup d'encre a coulé sur leurs pratiques de chasseurs de tête – mais relativement occasionnels. Les aborigènes des plaines, au contraire, sont soumis à une autorité étatique depuis l'arrivée des Hollandais au début du XVIIe siècle : ce sont les barbares « cuits » (*shufan* 熟番), dont les terrains agricoles et de chasse sont convoités par les colons. Ces tensions induisent un fort degré de militarisation villageoise, qui aggrave à son tour les affrontements intercommunautaires²⁸⁴.

L'Etat Qing, conscient de ces conditions particulières, a ses propres impératifs. Conquête pour des raisons stratégiques (empêcher les loyalistes Ming ou toute autre force armée d'utiliser l'île comme base), Taiwan reste considérée avant tout sous cet angle, bien qu'elle soit aussi une région productrice de riz. Les migrations massives vers Formose sont donc non seulement craintes, mais le plus souvent activement entravées, avec pour effet non voulu d'accentuer le caractère atypique de la démographie insulaire (hommes jeunes et en rupture de ban). Sauf en de rares occasions, les objectifs des migrants et ceux de l'Etat sont donc différents, voire contradictoires : exploitation maximale du front pionnier pour les premiers, compromis entre mise en valeur et *statu quo* sécuritaire pour le second, qui essaie de limiter les heurts entre Chinois et aborigènes, coûteux et déstabilisants. Les Qing sont donc loin de toujours prendre le parti de leurs sujets, et interviennent régulièrement pour protéger les droits des aborigènes sur leurs terres. En cas de nécessité, ils n'hésitent pas à employer les services de *shufan* pour réprimer les révoltes d'autres aborigènes ou de Han, ainsi que pour lutter contre le banditisme.

²⁸³ L'importance des hommes célibataires (ou « bâtons nus », *guanggun* 光棍) dans les groupes de bandits et, le cas échéant, de rebelles, est un fait bien établi de l'histoire chinoise pour la période impériale tardive et le XXe siècle. Pour le cas de la région du Huaibei, cf. Elizabeth PERRY, *Rebels and Revolutionaries in North China*, Stanford : Stanford University Press, 1980.

²⁸⁴ ANDRADE, *How Taiwan Became Chinese, op. cit.*, pp. 23-39.

Cette prudence entrave cependant le développement agricole de l'île, qui ne peut produire une élite lettrée capable d'assister l'Etat dans ses fonctions de contrôle et d'extraction fiscale. Taiwan n'est pas non plus en mesure de financer ses propres troupes comme la plupart des provinces le font : les Bannières Vertes qui y sont stationnées viennent du Fujian et sont soumises à une rotation assez rapide (elles sont renouvelées tous les trois ans) ; elles restent un corps étranger au sein de la remuante population locale. Chen Chiu-kun évalue cette garnison à 12 ou 13 000 soldats dans les années 1730, une concentration supérieure à la moyenne qui témoigne de l'importance de l'île et de l'inquiétude des Qing à son sujet²⁸⁵.

Taiwan reste ainsi une périphérie stratégique mais mal intégrée, tenue à bout de bras par l'Etat, et où les structures stabilisatrices de la société chinoise sont faibles : la stratégie des Qing a pour prix paradoxal le maintien d'un désordre chronique.

B. Des affrontements communautaires aux révoltes

Comme l'écrit Lucien Bianco au sujet de la Chine en général, « les mouvements dirigés contre l'administration publique (et non contre l'Etat ou le régime, à peu près jamais mis en question en tant que tel), sont de loin les plus nombreux »²⁸⁶. Pour autant, la condition insulaire, périphérique et pionnière de Taiwan semble avoir accru le risque de violence protestataire, dirigée contre les représentants de l'Etat²⁸⁷ : 32 « rébellions ou quasi-rébellions » jusqu'à la fin du XVIIIe siècle²⁸⁸. La violence endémique de l'île accroît en effet le risque de voir les conflits locaux avec l'administration, récurrents, évoluer vers une révolte de grande échelle.

Les soulèvements aborigènes, fin XVIIe – début XVIIIe siècles

Les premières révoltes de quelque importance sont le fait des aborigènes des plaines côtières, en 1699 puis 1731-1732. Si elles ont eu des visées politiques explicites, les sources chinoises ne les ont pas retenues. Elles semblent avant tout avoir exprimé une résistance aux prélèvements chinois en denrées et travail humain, ainsi qu'aux excès des représentants de l'Etat, fermiers des impôts et fonctionnaires-interprètes, particulièrement brutaux avec les autochtones.

En 1699, deux soulèvements éclatent au nord, dans les régions de Miaoli et de Danshui. Les foyers, distants de plus de cent kilomètres, communiquent mais ne s'allient pas. Les combats

²⁸⁵ John SHEPHERD, *Statecraft and Political Economy on the Taiwan Frontier, 1600-1800*, Stanford : Stanford University Press, 1993, pp. 6-16 ; CHEN Chiu-kun, "From Landlords to Local Strongmen: the Transformation of Local Elites in Mid-Ch'ing Taiwan, 1780-1862", dans Murray RUBINSTEIN (dir.), *Taiwan: A New History*, Armonk (New York) : M. E. Sharpe, 2007 (1^{ère} éd. 1997), pp. 133-162, p. 140.

²⁸⁶ BIANCO, *Jacqueries et révolution*, *op. cit.*, p. 20.

²⁸⁷ BRAUD, « La violence politique : repères et problèmes », *op. cit.*, p. 4.

²⁸⁸ OWNBY, "The Ethnic Feud in Qing Taiwan", *op. cit.*, p. 77.

s'étirent sur plusieurs mois, les aborigènes se montrant incapables de saisir les gros bourgs. Les Qing restaurent finalement leur autorité en achetant le soutien d'autres tribus des piémonts – plusieurs ne sont pas encore sous souveraineté chinoise –, et en envoyant des renforts du continent. La répression est extrêmement brutale : de nombreux captifs sont décapités publiquement et leurs têtes envoyées comme avertissement aux aborigènes des environs. Si les pertes des insurgés ne sont pas connues, celles des Qing se comptent par centaines, dont une grande partie due à la malaria.

Le bref soutien impérial à l'expansionnisme han qui caractérise l'ère Yongzheng 雍正 (1722-1735) – l'émigration en famille est provisoirement autorisée en 1731 – entraîne une révolte plus massive en 1731-1732. Elle éclate dans la région actuelle de Taizhong, après que des femmes aborigènes sont fouettées pour avoir refusé d'exécuter une corvée. Le *yamen*²⁸⁹ du sous-préfet est visé, puis c'est le tour des colons chinois. La répression indiscriminée qui s'abat sur la région pousse des aborigènes de tribus différentes à se joindre aux insurgés. Deux mille d'entre eux dévastent l'arrière-pays et assiègent la ville de Zhanghua, sauvée par l'arrivée de 6000 soldats du continent, assistés de Hakkas du sud de Taiwan ainsi que d'auxiliaires d'aborigènes. Ceux qui fuient la répression dans les montagnes sont pris en chasse par des *shufan* payés par les Qing. L'épisode, très sanglant, dure près d'un an et mène à un net renforcement des troupes stationnées sur l'île. En 1736, un soulèvement de moindre envergure achève de convaincre les Qing qu'il faut limiter la colonisation han et la pénétration de l'Etat, d'autant que des Han profitent du désordre pour se soustraire à l'autorité de l'Etat²⁹⁰. Les révoltes *shufan* ont néanmoins montré leurs limites : elles se montrent incapables de prendre les villes et leur désunion rend facile « d'utiliser les barbares pour réprimer les barbares » (*yi yi zhi yi* 以夷制夷).

La révolte de Zhu Yigui et ses leçons

Les révoltes han d'envergure commencent avec celle de Zhu Yigui 朱一貴 en 1721, durant laquelle les Qing perdent le contrôle de l'île pendant plusieurs semaines.

Zhu est un paysan moyennement aisé arrivé de Zhangzhou huit ans auparavant. Le point de départ est cette fois le sud de l'île, à Fengshan, à la différence des révoltes aborigènes du centre et du nord (où les populations de *shufan* se concentrent). La brutalité du magistrat de Fengshan déclenche une résistance antifiscale d'abord limitée à quelques dizaines d'hommes, qui s'emparent d'armes appartenant aux Bannières Vertes. Leur succès attire à eux des groupes de bandits, ce qui envenime le conflit avec les autorités ; bientôt, le mouvement prend une ampleur considérable et

²⁸⁹ Dans la Chine impériale, le *yamen* 衙門 est la résidence officielle des officiels. En l'absence de séparation des pouvoirs, il sert également de cour de justice, prison, centre administratif, etc.

²⁹⁰ SHEPHERD, *Statecraft and Political Economy*, *op. cit.*, pp. 125-133.

se dote de mots d'ordres anti-Qing et pro-Ming. Zhu se trouve nommé à la tête de la révolte, en partie parce qu'il porte le nom de famille de Zhu Yuanzhang 朱元璋. De leur côté, les Qing adjoignent à l'armée des auxiliaires aborigènes des plaines qu'ils récompensent pour chaque rebelle tué. Cette tactique s'avère désastreuse, les supplétifs étant incités à attaquer des civils han – qu'ils n'ont aucune raison de porter dans leur cœur – et déclenchant ainsi un mouvement de panique qui nourrit les rangs des rebelles. Ceux-ci, forts de leur nombre, prennent Tainan, alors siège de la préfecture. Les fonctionnaires impériaux fuient Taiwan, tandis que Zhu se fait nommer roi et décerne des titres officiels. Mais la révolte ne survit pas longtemps aux divisions subethniques. Le chef des bandits alliés à Zhu Yigui, un Hakka, mène ses hommes piller les villages hokkien du Centre. Les partisans de Zhu se divisent alors en Hokkien et Hakkas, et s'affrontent très violemment au sud de l'île. Les Qing en profitent pour reconquérir l'île, faisant débarquer 12 000 soldats à Tainan qui est reprise et obtenant dans le sud le soutien des Hakkas – rebaptisés à la hâte « loyalistes » (*yimin* 義民) – contre les Hokkien. Ils s'appuient également sur des aborigènes des plaines, qui les aident à traquer les rebelles dispersés dans l'arrière-pays²⁹¹.

La révolte de Zhu Yigui, particulièrement grave, comporte plusieurs enseignements de portée générale pour le XVIII^e siècle et en partie au-delà.

Premièrement, la révolte éclate dans une Chine globalement pacifiée ; elle est donc comprise non comme une éruption ordinaire, mais comme le symptôme d'un « problème taiwanais ». Le jugement que les Qing portent sur l'île depuis les soulèvements aborigènes se trouve confirmé : immigration et défrichement doivent être contenus pour ne pas nourrir des forces d'opposition trop importantes ; on isole aussi par des tranchées les espaces du centre et de l'Est, qui sont des zones de friction avec les aborigènes « crus » mais aussi et surtout des sanctuaires pour les brigands et les séditionnaires. Les passes sont gardées par des barbares « cuits » rémunérés par les loyers versés par les fermiers han à leurs tribus propriétaires des terres²⁹².

Deuxièmement, les revendications politiques, quand il y en a, sont formulées dans le langage du loyalisme Ming – le principal discours subversif en circulation sous les Qing, mais aussi un souvenir frais à Taiwan en raison de l'aventure de Koxinga. Cette politisation, qui vient par après, reste toujours précaire, car les rebelles sont contraints de s'appuyer sur un ensemble hétéroclite de professionnels de la violence tout prêts à reprendre leurs actions prédatrices ou compétitives une fois l'ennemi gouvernemental défait ; ce dernier trait est d'ailleurs banal.

²⁹¹ SHEPHERD, *Statecraft and Political Economy*, *op. cit.*, pp. 146-148.

²⁹² *Ibid.*, pp. 16-19.

Troisièmement, les rebelles puisent dans un répertoire d'action violente qui reste assez rigide jusqu'à la fin du XIXe siècle²⁹³ et ne se distingue pas du modèle chinois rural étudié par Lucien Bianco. L'incident commence typiquement par une émeute localisée née de l'échec des recours légaux (pétition, procès) ou de l'intervention de l'Etat dans une querelle communautaire ; la mobilisation prend ensuite de l'ampleur, des meneurs rassemblant les participants (le taux de participation est élevé au sein d'une communauté) dans un lieu public, souvent un temple ; suite à quoi on désigne un chef et on contacte éventuellement les villages voisins. L'action vise d'abord un siège administratif, le fisc ou les entrepôts publics ; en cas d'échec des tractations, les paysans submergent les forces officielles, s'emparent de leurs armes et contraignent souvent les fonctionnaires à la fuite. On peut parler de révolte quand une administration dissidente est mise en place, généralement après des affrontements armés avec la troupe arrivée en renfort ; c'est cette intervention qui, si elle échoue, provoque le plus souvent l'agrégation de groupes (aux griefs similaires ou simplement prédateurs) aux premiers insurgés et fait changer l'incident d'échelle. L'arme préférée des paysans semble être l'incendie, qui n'a pas toujours pour but de tuer même si la violence létale est très commune ; des combats en bonne et due forme se tiennent surtout si les rebelles ont fait appel à des professionnels de la violence, bandits, maîtres d'arts martiaux et/ou sectes (la frontière est souvent toute théorique), qui disposent en outre de techniques magiques d'invulnérabilité permettant de motiver les troupes²⁹⁴.

Quatrièmement et enfin, les oppositions subethniques au sein des Han (ici Hokkien/Hakkas) ne rendent jamais l'union initiale impossible ; cependant, elles sont vécues de manière suffisamment intense pour saper les bases de la rébellion à condition d'être « activées »²⁹⁵.

C. Violence et ethnicité : les grands *xiedou* du tournant XVIIIe-XIXe siècles

L'histoire taiwanaise, prise en charge par deux historiographies nationalistes (panchinoise et nativiste), a accordé une attention particulière à la question « ethnique » (*zuqun* 族群) – terme auquel on préférera celui de subethnique, les divisions passant ici au sein de la population han.

Il convient néanmoins de relativiser l'importance de ce facteur. Si, comme on l'a vu, les *xiedou* opposent souvent – pas toujours – des groupes d'origine commune, c'est généralement la conséquence mécanique de la répartition de la population. Comme le note Stevan Harrell, seule

²⁹³ Charles Tilly parle de répertoire fort, voire rigide, quand les chances de voir se répéter une même « performance » dans une situation similaire sont élevées. « Des répertoires forts ou rigides impliquent un encastrement important de la contestation dans une histoire, une culture et des relations sociales préexistantes. » TILLY, *Regimes and Repertoires*, op. cit., pp. 39-41.

²⁹⁴ BIANCO, *Jacqueries et révolution*, op. cit., pp. 130-148.

²⁹⁵ Charles TILLY, "Social Boundary Mechanisms", *Philosophy of the Social Sciences*, n° 34 (2), 2004, pp. 211–236, pp. 223-224.

l'intervention consciente de meneurs donne un rôle central à l'élément subethnique dans la mobilisation²⁹⁶. En outre, le *xiedou* ne vise normalement pas l'anéantissement de l'adversaire, ni même son expulsion définitive ; il ne pose pas l'impossibilité de la coexistence entre groupes, mais est une forme violente de recherche de l'équilibre entre groupes rivaux. Or Taiwan voit à partir des années 1780 plusieurs *xiedou* locaux se transformer en affrontements subethniques massifs, où le facteur identitaire fédère bien au-delà de la communauté de vie. Ces chocs d'envergure entraînent militarisation et homogénéisation ethniques des habitats (le groupe le plus menacé fuit se réfugier auprès de ses semblables), nourrissant ainsi le cercle vicieux du conflit communautaire²⁹⁷.

C'est par exemple le cas du grand *xiedou* de 1782 étudié par David Ownby, qui oppose Zhangzhou et Quanzhou²⁹⁸ dans la région centrale de la plaine côtière. Les destructions prennent des proportions inhabituelles : le cycle de vendetta, qui dure deux mois et demi, provoque la mise à sac de deux cent villages et des centaines de morts. Partie d'un affrontement ordinaire, l'affaire s'est envenimée quand des hommes de mains enrôlés par un des camps se sont mis à piller des Quanzhou de la région non impliqués dans la querelle primitive²⁹⁹. Les causes de cette escalade sont imparfaitement connues, mais les pistes dont nous disposons sont riches d'enseignement sur les ressorts de la violence « ethnique » à Taiwan.

Premièrement, tant que la mobilisation reste le fait de chefs communautaires à la légitimité traditionnelle (chefs de village, de clan...), la violence garde un caractère ritualisé et borné. Or la jeune société taiwanaise « manquant généralement du système d'anciens de village et d'organisation clanique prégnant sur le continent »³⁰⁰, il est relativement facile à des « entrepreneurs de violence » (des « gros bras locaux et des mercenaires ») d'instrumentaliser un conflit local à leur profit, et d'en faire un affrontement subethnique de plus grande échelle en répandant la rumeur d'une menace existentielle pesant sur un groupe dans son ensemble (les Hakkas ou les Hokkien d'une région, par exemple), dont les mesures défensives nourrissent à leur tour le conflit. Deuxièmement, David Ownby note que l'ethnisation de la violence communautaire et son organisation à plus grande échelle – les deux phénomènes sont solidaires – coïncident avec la fin de la phase pionnière *stricto sensu*. Certes, la démographie taiwanaise (sexe et âge) se rapproche de celle du continent, réduisant la prédominance des jeunes hommes. Mais la population insulaire se densifie (de 200 ou 250 000 personnes vers 1700 à un million vers 1780), ce qui rend les heurts au sujet de la terre plus courants, et les conflits de frontière avec les aborigènes qui tendaient à solidariser les Han entre eux

²⁹⁶ Stevan HARRELL, "From Xiedou to Yijun: The Decline of Ethnicity in Northern Taiwan, 1885–1895", *Late Imperial China*, n° 11 (1), 1990, pp. 99-127, p. 108.

²⁹⁷ CHEN, "From Landlords to Local Strongmen", *op. cit.*, p. 145.

²⁹⁸ On utilisera ces toponymes pour désigner les groupes qui en proviennent.

²⁹⁹ OWNBY, "The Ethnic Feud in Qing Taiwan", *op. cit.*, *passim*.

³⁰⁰ CHEN, "From Landlords to Local Strongmen", *op. cit.*, p. 142.

deviennent moins fréquents avec la stabilisation de l'habitat. Surtout, l'absentéisme des propriétaires fonciers se fait courant : les autorités locales de substitution s'affaiblissent, facilitant la tâche des entrepreneurs de violence susmentionnés³⁰¹.

Manifestations d'une société faiblement étatisée, les *xiedou* ethniques n'en mêlent parfois pas moins exercice illégal de la force et recours des belligérants à la justice de l'Etat³⁰². Ce dernier, qui n'est pas directement menacé, s'interpose souvent tard – et prudemment, l'intervention de la troupe provoquant à l'occasion des révoltes.

II. TAIWAN A L'ERE DES GRANDES REBELLIONS (FIN XVIII^E-FIN XIX^E SIECLES)

Le XIX^e siècle, jusqu'à son dernier tiers du moins, hérite des traits déjà identifiés : une violence communautaire qui dégénère parfois en grands affrontements subethniques et des révoltes fréquentes contre un Etat dont les objectifs entrent en conflit avec ceux de la population. A partir de la fin du XVIII^e siècle, cependant, les insurrections tendent à changer d'échelle et adoptent plus souvent qu'auparavant des idéologies contestant la souveraineté Qing, et non plus seulement le comportement de ses représentants.

A. Pression démographique, révolte, militarisation

Une périphérie saturée

Si Taiwan est un territoire particulièrement instable au XVIII^e siècle, l'aggravation au XIX^e relève d'un phénomène qui touche la Chine entière. La démographie est, comme ailleurs, la plus importante des « racines de la révolte »³⁰³. Mais l'explosion de la population chinoise (peut-être 177,5 millions d'habitants en 1749 et 358,6 en 1811) est plus rapide encore sur l'île : Taiwan abrite un million d'habitants dans les années 1780, près de deux en 1811³⁰⁴. En effet, la population rurale surnuméraire s'exile vers les périphéries de l'Empire à la recherche de terres, sans que la capacité de l'Etat ne suive la croissance démographique, à plus forte raison dans des marges gérées à l'économie. En l'absence de saut qualitatif dans une économie rurale qui plafonne à un niveau technologique déjà élevé (le fameux « piège de l'équilibre à haut niveau » de Mark Elvin³⁰⁵), la société se trouve soumise à une compétition plus féroce pour les ressources et à une sous-

³⁰¹ OWNBY, "The Ethnic Feud in Qing Taiwan", *op. cit.*, pp. 76-78.

³⁰² *Ibid.*, p. 90.

³⁰³ Susan Mann JONES et Philip KUHN, "Dynastic Decline and the Roots of Rebellion", dans John K. FAIRBANK (dir.), *Cambridge History of China: Late Ch'ing, 1800-1911*, vol. 1, Cambridge : Cambridge University Press, 1978, pp. 107-162.

³⁰⁴ OWNBY, "The Ethnic Feud in Qing Taiwan", *op. cit.*, p. 78 ; CHEN, "From Landlords to Local Strongmen", *op. cit.*, p. 177.

³⁰⁵ Mark ELVIN, *The Pattern of the Chinese Past*, Stanford : Stanford University Press, 1973.

administration qui prend des proportions dangereuses. Les grandes insurrections du XIXe siècle sont donc précédées par des secousses venues des périphéries, qui se trouvent les premières déstabilisées par le piège démographique – Taiwan, les montagnes du Sichuan, le Guangxi, la région des Miao, etc.³⁰⁶.

La révolte de Lin Shuangwen, 1786-1788

A Taiwan, on peut prendre pour symbole du basculement la révolte de Lin Shuangwen 林爽文, la plus grave depuis celle de Zhu Yigui. Comme partout en Chine, les jeunes hommes mis sur la touche par la compétition économique sont parfois pris en charge par des sociétés secrètes qui leur assurent protection, un certain statut social et un appui précieux dans l'accès aux ressources. Au sud et particulièrement à Taiwan, ce sont les Triades (ou Société du ciel et de la terre, *Tiandihui* 天地會) qui dominent. « Rassemblements de groupes divers articulés de manière lâche » (Philip Kuhn), elles ont sans doute été créées au début de la dynastie Qing par des Fujianais de Formose avant de s'étendre au sud du continent (Fujian, Guangdong, Guangxi) au XVIIIe siècle. Les Triades recrutent chez les pauvres et surtout les déracinés (manouvriers, migrants, paysans venus en ville, bandits, pirates...), auxquels elles offrent des réseaux de solidarité fondés sur une parenté imaginaire. Leurs activités sont essentiellement criminelles et parasitaires (contrebande, jeu, racket...); quand leur discours prend une dimension politique, ce qui n'arrive qu'occasionnellement, elles professent un loyalisme Ming anti-mandchou ouvertement subversif sur le plan politique, bien qu'il reste d'un conservatisme social entier³⁰⁷.

La révolte de 1786-1788, qui mobilise essentiellement les communautés originaires de Zhangzhou mais touche tout l'espace de l'île, est structurée par l'action des Triades. Son chef, Lin Shuangwen, est un grand propriétaire foncier – les Lin 林 de Wufeng 霧峰 sont l'une des familles les plus riches de Formose – mais également un responsable important de la Tiandihui locale. Des dizaines de rebelles se soulèvent contre les Qing pendant plus d'un an, l'Etat ne conservant le contrôle effectif que de Tainan et des ports importants. Si les autorités sont promptes à accuser les vagabonds sans emploi – et ils sont incontestablement nombreux –, la rébellion est dirigée par des latifundiaires : elle reflète assez fidèlement la hiérarchie sociale insulaire. Non que les élites soient unanimement opposées à l'Etat : en complément des renforts (50 000 hommes !) appelés du continent, celui-ci peut s'appuyer sur des dizaines de notables qui se partageront les terres confisquées à la famille de Lin après la défaite. Comme sur le continent, toutefois, l'appui des

³⁰⁶ JONES et KUHN, "Dynastic Decline and the Roots of Rebellion", *op. cit.*, p. 132

³⁰⁷ *Ibid.*, pp. 134-135.

notables n'est pas dénué d'ambiguïté, puisqu'il s'accompagne d'un développement des milices privées qui contient les germes de désordres futurs³⁰⁸.

Militarisation

Taiwan n'échappe donc pas au processus de militarisation repéré par Philip Kuhn³⁰⁹ et particulièrement intense dans le sud de la Chine, en partie parce que la tradition du *xiedou* fournit à la population une habitude du combat et de l'organisation armée. Cette militarisation se fait avant tout au profit des élites sociales – économiques surtout, car les lettrés sont nettement sous-représentés sur l'île par rapport au continent. : ce sont des propriétaires fonciers qui recrutent leurs fermiers.

Ainsi les Lin de Wufeng, après s'être relevés des conséquences de 1786, rebâtissent-ils une puissante milice qui sert dans des luttes meurtrières avec leurs rivaux – particulièrement dans les années 1850-1860, décennies noires de la violence collective à Taiwan (et en Chine), marquée par de vastes *xiedou* où les alliances subethniques ne sont pas rares³¹⁰. Le changement d'échelle ne modifie pas fondamentalement les répertoires, où l'incendie des habitations (c'est au lieu de vie qu'on s'attaque) occupe une place centrale et où l'homicide est courant. Le recours à des combattants stipendiés n'empêche pas les chefs de prendre part au conflit, car la militarisation s'accompagne de la diffusion d'une véritable culture de la violence jusque dans les classes possédantes : certains fils des Lin sont des « durs » formés aux arts martiaux, admirateurs de Guan Yu et Yue Fei, et n'hésitent pas à prendre directement la tête de leurs hommes³¹¹. Ici encore, le répertoire utilisé combine librement le légal et l'illégal, et l'on recourt aussi bien à la justice ou à l'arbitrage de l'Etat qu'à la manière forte.

B. Intégration des élites et retour à l'ordre

Intégration des élites à l'Etat

Les nombreux *xiedou* et révoltes du milieu du siècle ne se comprennent pas isolément des conflits qui déchirent le continent, la guerre des Taiping au premier chef. Après la chute de Nankin en 1853, une série d'insurrections éclate au sud de l'île, où les troupes Qing sont réduites à peau de chagrin (3000 hommes à Tainan). L'Etat n'a pas d'autre choix que de faire appel à l'armée privée des Lin.

³⁰⁸ SHEPHERD, *Statecraft and Political Economy*, *op. cit.*, pp. 323-326 ; CHEN, "From Landlords to Local Strongmen", *op. cit.*, pp. 143-147.

³⁰⁹ Philip KUHN, *Rebellion and Its Enemies in Late Imperial China*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 1970.

³¹⁰ HARRELL, "From Xiedou to Yijun", *op. cit.*, p. 108.

³¹¹ CHEN, "From Landlords to Local Strongmen", *op. cit.*, p. 156.

Dans un mouvement de formalisation des forces des notables qui touche tout l'Empire, le chef de famille (pourtant poursuivi en justice pour son rôle dans un *xiedou* sanglant) se voit confier un titre officiel et conduit ses 3000 miliciens sur le continent où il combat les Taiping de 1859 à 1863 – c'est la plus haute position jamais accordée à un Taiwanais sous les Qing. Il revient au pays pour mater une révolte de propriétaires fonciers, dont il récupère une partie des terres.³¹²

Bien qu'exceptionnels par leur puissance, les Lin de Wufeng sont représentatifs d'un processus d'alliance, certes heurté et non univoque, entre l'Etat et le sommet de l'élite économique insulaire. Il s'accroît lors de la restauration Tongzhi 同治 (1862-1874), le retour à l'ordre s'accompagnant d'une évolution vers un habitus lettré (*literatization*) d'élites longtemps caractérisées par une certaine rusticité : « le pouvoir politique fondé sur une richesse peu raffinée et sur la force nue laisse place à des styles de vie cultivés typiques de la gentry lettrée et à des normes de *leadership* »³¹³.

Insertion internationale et nouvelles menaces

Cette progression vers l'éthos des élites continentales est également due à l'insertion de l'économie insulaire dans des réseaux internationaux après 1860, qui entraîne l'enrichissement des propriétaires fonciers et une stratification sociale de plus en plus forte³¹⁴. Le rapprochement entre élites et Etat concerne essentiellement les couches supérieures de l'élite, bien que l'évolution soit lente : les titulaires des concours impériaux sont encore remarquablement peu nombreux à Taiwan à la fin du XIXe siècle – environ 500 000 pour 2,5 millions d'habitants, le taux le plus bas de l'Empire³¹⁵. Enfin, ce mouvement touche le nord plus que le sud de l'île, ce qui reflète le rééquilibrage démographique du XIXe siècle vers la partie septentrionale jusque-là moins dense, mais aussi la stratégie de l'Etat Qing, qui déplace son siège de Tainan à Taibei pour échapper à l'emprise des latifundiaires méridionaux.

L'ouverture économique de Taiwan se fait sous la pression des canonnières européennes et s'accompagne de dangers extérieurs inconnus depuis les guerres du XVIIe siècle. Le traité de Pékin de 1860 contraint la cour à laisser les étrangers s'implanter dans les ports formosans, ce qui provoque des heurts occasionnels avec la population locale. Surtout, la position stratégique de l'île attire les convoitises : l'expédition japonaise de 1874, qui prend pour prétexte le massacre de marins des Ryukyu par des aborigènes du sud de l'île, s'accompagne explicitement d'une remise en cause de la souveraineté Qing sur l'île – puisque la cour chinoise ne contrôle pas ses « barbares », on

³¹² *Ibid.*, pp. 157-158.

³¹³ Robert GARDELLA, "From Treaty Ports to Provincial Status, 1860-1864", dans RUBINSTEIN (dir.), *Taiwan: A New History*, *op. cit.*, pp. 163-200, p. 165. On retrouve cette conversion de capitaux dans d'autres périphéries comme le Guizhou ou le Xinjiang.

³¹⁴ *Ibid.*, *passim*.

³¹⁵ PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, p. 7.

interviendra sans son autorisation³¹⁶. En 1884-1885, c'est la France qui prend le rôle de l'agresseur, attaquant le nord de Formose – sans grand succès – pour faire pression sur la cour de Beijing dans le cadre de la guerre du Tonkin. Encore une fois, les Lin de Wufeng mettent leur milice au service des Qing, et se révèlent nettement plus efficaces que l'armée officielle³¹⁷.

Les dirigeants de l'Empire tirent les conclusions des crises japonaise et française. L'intensification de la compétition internationale en Asie de l'Est ne laisse plus de place aux dégradés du contrôle impérial, et sonne la fin de la politique délibérée de sous-développement de l'île qui prédominait depuis sa conquête en 1683.

C. L'étatisation de la société taiwanaise

« *Ouvrir les montagnes et pacifier les barbares* »

Le renforcement du contrôle direct sur l'île culmine avec sa transformation en province en 1885 (effective en 1887). Il se traduit par la consolidation du système défensif, notamment dans les ports, mais aussi par un changement radical de stratégie à l'égard des aborigènes des montagnes, jusqu'ici laissés dans une paix relative. Pour des raisons tant politiques (contrôler le territoire) qu'économiques (l'invention de la poudre sans fumée transforme les forêts de camphriers de l'île en mines d'or), l'Etat promeut désormais « l'ouverture des montagnes et la pacification des barbares » (*kaishan fufan* 開山撫番), principalement confiée au premier gouverneur (*xunfu* 巡撫), Liu Mingchuan 劉銘傳 (1885-1891). Si les Chinois mêlent à la conquête une dose de transformation par l'éducation (*jiaohua* 教化) – nous dirions sans doute assimilation –, l'entreprise est avant tout prédatrice ; la pénétration de l'Etat se manifeste par la construction de postes militaires, de routes, et par l'encouragement de la colonisation han armée.

En réaction aux raids aborigènes contre la colonisation de l'intérieur, le gouvernement provincial mène plus de quarante expéditions punitives de 1884 à 1891. Face à ce qui est perçu comme la barbarie des indigènes, symbolisée par la décapitation rituelle des ennemis³¹⁸, les autorités chinoises font preuve d'une brutalité impitoyable – et pratiquent elles-mêmes la décapitation, cette fois étatique et publique, destinée à dissuader les ennemis. Les troupes chinoises (environ 17 500 hommes) mènent une guerre asymétrique et sont visées par des embuscades à la suite desquelles les attaquants se replient dans des villages souvent fortifiés. Liu Mingchuan fait appel aux grandes

³¹⁶ La revendication est en fait double, car l'expédition punitive repose sur l'idée que les Ryukyu sont sous souveraineté japonaise, ce qui est loin de faire consensus à l'époque.

³¹⁷ GARDELLA, "From Treaty Ports to Provincial Status", *op. cit.*, pp. 183-189.

³¹⁸ Les « chasseurs de tête » fascinent et effrayent les observateurs chinois comme occidentaux. Cf. Janet B. MCGOVERN, *Among the Head-Hunters of Formosa*, Boston : Small, Maynard and Co., 1922.

familles, comme les Lin de Wufeng et ceux de Banqiao 板橋 (autre lignage puissant, sans lien de parenté avec le premier), contre l'octroi de droits sur le camphre. La résistance aborigène n'est brisée qu'au prix de lourdes pertes militaires (un tiers de morts ou incapacités, dont beaucoup liés à la maladie), et nécessite l'usage de tout l'arsenal moderne – canons, bombes incendiaires et mines³¹⁹.

Comme le montre la difficulté de cette lutte, les ambitions nouvelles de l'Etat chinois dépassent parfois ses capacités réelles. Mais si la résistance la plus directe vient des *shengfan*, les réformes (ou plutôt la fiscalité qu'elles entraînent) font aussi des mécontents dans la population han³²⁰. Les latifundiaires du sud, taxés pour « l'auto-renforcement » (*zhiqiang* 自強) sans en recueillir les fruits principaux, se sentent lésés par le rééquilibrage de l'île vers le nord. Leur mécontentement tourne en 1888 à l'insurrection armée autour de Fengshan et de Zhanghua, mais le soulèvement est vite brisé³²¹.

Le déclin de la violence ethnique

L'intégration à l'Etat du sommet de l'élite et la résurgence des luttes entre aborigènes et Han s'accompagnent d'un relatif apaisement des conflits subethniques, dont la datation fait débat, mais qui est indiscutable dans le dernier tiers du siècle. Lin Man-houng a soutenu que les opportunités économiques créées par l'ouverture de l'île au commerce international et une division du travail accrue ont affaibli la compétition entre communautés rurales en rendant la coopération économique indispensable – en termes durkheimiens, le passage d'une solidarité mécanique locale à une solidarité organique de plus grande échelle aurait rendu les *xiedou* moins fréquents³²² et favorisé l'émergence sporadique d'une violence réactive. D'autres auteurs affirment que la mise en contexte international de Taiwan et les incursions étrangères ont affaibli les appartenances subethniques au profit d'une conscience collective, insulaire ou chinoise selon les interprétations³²³.

Il convient de prendre cette dernière idée avec précaution, ne serait-ce qu'au regard du comportement de l'élite formosane en 1895 – une grande partie collabore avec l'envahisseur japonais sans scrupules patriotiques apparents. L'interprétation socio-économique semble plus satisfaisante : la stratification sociale accentuée transforme les conflits internes à la société

³¹⁹ GARDELLA, "From Treaty Ports to Provincial Status", *op. cit.*, pp. 180-191 ; HARRELL, "From Xiedou to Yijun", *op. cit.*, pp. 118-120.

³²⁰ KATZ, *When Valleys Turned Blood Red*, *op. cit.*, p. 28.

³²¹ GARDELLA, "From Treaty Ports to Provincial Status", *op. cit.*, pp. 188-190.

³²² LIN Manhong (Lin Man-houng) 林滿紅, « Maoyi yu Qingmo Taiwan de jingji shehui bianqian, 1860-1895 » 貿易與清末台灣的經濟社會變遷, 1860-1895 (Commerce et mutations socio-économiques à Taiwan à la fin des Qing, 1860-1895), *Shihuo yuekan*, n° 9 (4), 1979, pp. 18-32.

³²³ GARDELLA, "From Treaty Ports to Provincial Status", *op. cit.*, p. 179.

taiwanaise, qui tendent désormais à opposer une haute élite alliée à l'Etat aux fermiers ou petits propriétaires fonciers. Cela tend à confirmer par la négative la thèse de Stevan Harrell : si l'identification subethnique ne disparaît pas complètement, les élites en compétition – tout au moins les plus puissantes – n'ont plus grand profit à la mobiliser, ayant meilleurs temps de défendre leurs intérêts de classe et de coopérer avec l'Etat³²⁴. C'est une explication plausible du faible rôle de l'ethnicité dans la guerre de 1895 contre le Japon.

La guerre de 1895 et la conquête japonaise

La rumeur puis la nouvelle de la cession de Taiwan lors de la signature du traité de Shimonoseki (avril 1895) déclenchent de violentes émeutes, aggravées par le sentiment d'abandon lorsque les officiels quittent l'île en mai, avant même l'arrivée de l'armée japonaise à la fin du mois. A Taïpei, le *yamen* du gouverneur est incendié et un arsenal pillé. La guerre de résistance de mai-octobre 1895 se fait sans l'accord ni l'aide des Qing. Le gouverneur Tang Jingsong 唐景崧 perd le contrôle des renforts envoyés du continent – sa proclamation de la République de Taiwan (*Taiwan minzhuo* 台灣民主國) le 25 mai, destinée à gagner le soutien des Européens, n'a d'écho ni dans la population ni dans l'armée et fait long feu. Le chef des Pavillons Noirs Liu Yongfu 劉永福, venu à la rescousse dans le sud, y impose sa dictature personnelle jusqu'à la victoire japonaise³²⁵. Autour de Zhanghua et de Miaoli, c'est un jeune lettré patriote qui réagit à l'ineptie de la résistance officielle en levant des milices hakka de sa propre initiative³²⁶.

Bien que les identités subethniques soient encore opérantes, la résistance chinoise (l'Armée loyale, *yijun* 義軍) repose sur une coopération entre notables d'origine zhangzhou, quanzhou et hakka, du nord au centre de l'île. Elle mène une vingtaine de batailles contre les Japonais après la prise de Taïpei. Le fait est remarquable : les parents de ces mêmes notables se déchiraient dans des *xiedou* meurtriers quarante ans auparavant. Il y a par contre un contraste évident entre les propriétaires fonciers titulaires des concours impériaux (comme les Lin de Banqiao), qui choisissent de ne pas s'opposer à un envahisseur trop puissant, voire de collaborer militairement avec lui, et la gentry locale aux intérêts plus locaux, dont les milices jouent un rôle central dans le baroud d'honneur de la résistance³²⁷. Selon Stevan Harrell, ce contraste tient à la concentration toujours

³²⁴ Stevan HARRELL, "From Xiedou to Yijun: The Decline of Ethnicity in Northern Taiwan", *Late Imperial China*, n° 11 (1), 1990, pp. 99–127, pp. 107-115.

³²⁵ Harry LAMLEY, "Taiwan under Japanese Rule, 1895-1945: The Vicissitudes of Colonialism", dans RUBINSTEIN (dir.), *Taiwan: A New History*, *op. cit.*, pp. 201-260, pp. 205-207.

³²⁶ Harry LAMLEY, "The 1895 Taiwan Republic: A Significant Episode in Modern Chinese History", *Journal of Asian Studies*, n° 27 (4), 1968, pp. 738-762, pp. 743-745.

³²⁷ CHEN, "From Landlords to Local Strongmen", *op. cit.*, p. 140 ; HARRELL, "From Xiedou to Yijun", *op. cit.*, pp. 103-120.

plus grande de terres entre les mains des grands latifundiaires, qui menace les moyenne et petite propriétés. La haute élite lie donc son sort à l'envahisseur comme elle l'avait lié à l'Etat Qing ; ce sont les élites locales qui mobilisent la société autour de mots d'ordres nationalistes, ou à tout le moins xénophobes³²⁸.

III. L'ERE COLONIALE : DE LA RESISTANCE ARMEE A L'INTEGRATION POLITIQUE (1895-1945)

A. Vingt années sanglantes : 1895-1915

L'historiographie chinoise traite 1895 comme une rupture nette. En réalité, la période coloniale hérite de dynamiques présentes dès l'auto-renforcement Qing et qu'on peut rassembler sous le terme d'étatisation de la société taiwanaise : pénétration de l'appareil d'Etat, mise en valeur systématique des ressources au service du centre (chinois puis japonais), extraction fiscale accrue, formalisation des rapports de pouvoir et alliance privilégiée de l'Etat avec la grande propriété dans une société de plus en plus stratifiée. Il n'en reste pas moins que la spécificité du projet colonial, et plus encore le saut qualitatif que connaît la capacité de l'Etat sous le gouvernement général (*sōtokufū*) japonais, bouleversent profondément et l'exercice de la force par l'autorité publique et les répertoires d'action – y compris violente – des acteurs sociaux. L'histoire de la « résistance au Japon » (*kangri* 抗日) pendant la période coloniale peut être divisée en trois périodes.

Conquête et pacification, 1895-1898

Après l'achèvement de la conquête japonaise en octobre 1895, la résistance han continue sur un mode diffus avec la persistance de soulèvements localisés et surtout le repli de groupes armés dans les collines et les montagnes de l'arrière-pays. La guérilla continue jusqu'en 1902, menée par des hommes que les sources japonaises appellent « bandits » plus volontiers que « rebelles », et auxquels se mêlent à coup sûr des individus motivés par la rapine – ou plus simplement par la survie : les résistants de la première heure, le souhaiteraient-ils, ont peu d'espoir d'être pardonnés. Ils mènent des raids sur les stations de police ou les postes militaires japonais, et s'enhardissent parfois jusqu'à attaquer des agglomérations. Ils sont conduits par des notables locaux, généralement entrés en conflit avec les occupants à la suite de spoliations ou de brutalités, par des maîtres en arts martiaux (parfois des propriétaires terriens eux-mêmes) et par des brigands, habitués à l'usage des armes. Le colon japonais ne se heurte pas à une société unanime ; une grande part reste passive voire collabore activement. Après 1895, les Lin de Wufeng mettent leurs milices encore sur pied à la disposition

³²⁸ HARRELL, "From Xiedou to Yijun", *op. cit.*, pp. 121-122.

des Japonais, afin de protéger leurs terres contre les « brigands ». Cette période de « pacification » s'avère nettement plus meurtrière et difficile pour le Japon que la guerre de 1895 ne l'avait été³²⁹.

La répression n'échappe pas aux tristes règles de la contre-insurrection coloniale. La difficulté pour les Japonais consiste à trouver les rebelles plus qu'à les défaire. Aux prises avec des combattants irréguliers qui se fondent dans une population soupçonnée d'être hostile, ils portent souvent leurs coups contre les civils – parfois sur ordre, parfois dans une explosion de colère et de frustration aggravée par la peur et le sentiment de supériorité raciale. Ces épisodes semblent avoir été particulièrement meurtriers (les chiffres sont peu fiables) dans le sud et l'est, plus mal contrôlés : 3000 morts dans une opération de représailles à un raid rebelle dans la région de Yilan 宜蘭, en décembre 1895³³⁰ ; peut-être 6000 dans la région de Yunlin 雲林 en juin 1896, dans une expédition punitive contre une région soupçonnée d'abriter des guérilleros – leur chef s'était attaqué aux Japonais avec la conviction que la Russie, l'Allemagne et l'Angleterre forceraient Tokyo à abandonner Taiwan³³¹. Mais le nord est aussi touché : au tournant de l'année 1895, une attaque sur Taïpei particulièrement sanglante coûte la vie à près de 200 Japonais dont de nombreux civils ; des témoignages étrangers font état de supplices, ainsi que de la crémation et surtout de la mutilation presque systématique des morts. Le raid se solde de nouveau par une répression spectaculaire : torture et décapitations semblent avoir été fréquentes, et « les familles, les amis et les voisins furent contraints d'assister à de révoltantes dégradations posthumes des morts »³³².

Les coups de main rebelles continuent jusqu'en 1896-1897, bien que leur intensité aille décroissant. Les incitations japonaises à la reddition ont un succès mitigé, certains combattants se contentant de toucher la récompense pour reprendre la lutte peu après, ce qui aggrave la méfiance des forces coloniales : il arrive que les cérémonies de reddition tournent à la tuerie où la police fait feu sur les partisans³³³.

Les trois gouverneurs généraux qui se succèdent de 1895 à 1898 emploient essentiellement des méthodes militaires, justifiées par une législation d'exception. En 1896, la « loi n°63 » votée par la Diète de Tokyo les autorise à promulguer des décrets ayant force de loi (*ritsurei* 律令)³³⁴. L'« Ordonnance pour la punition des bandits » (*bito keibatsu rei* 匪徒刑罰令) de 1898 abolit la frontière entre résistance politique et crime de droit commun : est désigné comme « bandit » toute

³²⁹ KERR, *Formosa: Licensed Revolution*, *op. cit.*, pp. 30-31.

³³⁰ HUANG Zhaotang (Ng Yuzin Chiautong) 黃昭堂, *Taiwan zongdufu* 台灣總督府 (Le gouvernement général de Taiwan), Taïpei : Qianwei, 2002 (1^{ère} éd. en japonais 1982), p. 77.

³³¹ C'est à notre connaissance la première irruption de la géopolitique mondiale, fût-elle fantaisiste, dans l'imaginaire politique taiwanais.

³³² KERR, *Formosa: Licensed Revolution*, *op. cit.*, p. 29.

³³³ HUANG, *Taiwan zongdufu*, *op. cit.*, p. 96.

³³⁴ LAMLEY, "Taiwan under Japanese Rule", *op. cit.*, pp. 204-205.

personne s'agréant à d'autres pour atteindre un objectif, quel qu'il soit, par la violence ou la contrainte. Les « meneurs » très largement définis sont punis de mort, les « suiveurs » étant passibles d'un emprisonnement de longue durée et de travail forcé ; en pratique, jusqu'à la fin de la période de pacification armée, les condamnations à mort sont extrêmement courantes : 75% des cas jugés en 1902 en vertu de l'ordonnance débouchent sur une peine capitale. Le texte, qui a une valeur rétroactive, permet la condamnation de 6744 Taiwanais entre 1895 et 1906, dont 4610 sont exécutés. Il cesse d'être utilisé après 1915³³⁵.

Le projet colonial japonais s'empêtre dans les mêmes contradictions que l'impérialisme européen. Entre la réalité de la conquête et les attentes de Tokyo, un fossé se creuse. Pour les dirigeants métropolitains, l'entreprise coloniale doit prouver au monde que le Japon a « quitté l'Asie » (*datsu A* 脱亜, selon la formule célèbre de Fukuzawa Yukichi 福沢諭吉) et appartient au cercle des nations civilisées. Les méthodes des militaires leur paraissent coûteuses en vies (et en argent), pour une efficacité douteuse par ailleurs. Le gouvernement ne réagit cependant à la brutalité de son armée que par de molles admonestations, tant le contrôle et l'exploitation du territoire sont prioritaires. Les chiffres des pertes n'ont jamais été compilés de manière rigoureuse, mais l'ordre de grandeur est connu : l'administrateur civil Goto Shinpei 後藤新平 (1898-1906) estimera à 12 000 les « rebelles » (*banto* 叛徒) tués de 1898 à 1902. Les statistiques japonaises plaçant à 32 000 le nombre de Taiwanais tués entre 1895 et 1902, les victimes de la répression de 1895 à 1898 sont peut-être au nombre de 20 000 (dont sans doute 6 000 dans la guerre de 1895)³³⁶. Quant aux pertes japonaises, qui se comptent par centaines, elles sont dues à la malaria autant qu'au combat.

Il est à noter que la résistance ne formule pas d'objectifs politiques nouveaux : à en croire les sources coloniales, son idéologie se limite aux vieilles exigences d'autonomie locale (*zijizhi, jichi* 自治) et au loyalisme Ming³³⁷. Les soulèvements d'importance, en cela très proches de leurs équivalents continentaux, sont généralement marqués par « une forme de croyance millénariste et/ou des pratiques souvent associées aux 'sociétés secrètes', y compris des pactes de sang, des prophéties annonçant une apocalypse imminente et une figure messianique, un culte des bannières, de l'écriture inspirée », ainsi que par des mesures de protection magique (amulettes, etc.)³³⁸. *A*

³³⁵ HUANG, *Taiwan zongdufu*, *op. cit.*, pp. 94-95 ; KATZ, *When Valleys Turned Blood Red*, *op. cit.*, p. 55 ; “Feitu xingfa ling” 匪徒刑罰令 (Ordonnance pour la punition des bandits), dans *Taiwan da baike quanshu* 台灣大百科全書 (Grande encyclopédie de Taiwan), <http://nrch.culture.tw/twpedia.aspx?id=5549> [consulté le 13 juin 2016].

³³⁶ *Ibid.*, p. 93.

³³⁷ LAMLEY, “Taiwan under Japanese Rule”, *op. cit.*, p. 208.

³³⁸ KATZ, *When Valleys Turned Blood Red*, *op. cit.*, p. 59.

contrario, le nationalisme chinois « moderne » est remarquablement absent du discours des rebelles de cette période.

Le tournant de 1898 et la construction d'un ordre colonial

La nomination du tandem Kodama Gentaro 児玉源太郎 (gouverneur général)/Goto Shinpei (administrateur civil) à la tête de la colonie en 1898 est généralement interprétée comme le signe que Tokyo prend acte de l'échec d'une approche purement militaire du problème³³⁹. Non que l'Etat colonial cesse de tuer, loin de là : comme on l'a vu, la période 1898-1902 reste sanglante. Mais le gouverneur et l'administrateur s'attachent désormais à la construction d'un ordre durable, qui passe par le transfert de l'administration quotidienne aux civils.

Les civils, c'est-à-dire sur le terrain la police. Goto en fait la colonne vertébrale de la domination japonaise, comme aucun empire européen ne l'a fait. Certes, plus de 10 000 soldats restent sur l'île contre 4000 membres de la police militaire (*kenpeitai* 憲兵隊) et 3350 policiers³⁴⁰. Mais le système qui associait ces trois forces dans le « maintien de l'ordre » est désormais caduc : l'armée rentre dans ses casernes et n'intervient plus qu'en cas de crise exceptionnelle ; la police militaire est gardée en réserve pour les urgences. L'Etat, pour l'écrasante majorité des Taiwanais, c'est désormais le policier japonais. Plus de 950 postes de police sont dispersés sur le territoire dès 1904 ; pour les occuper, on recrute des métropolitains mais aussi un nombre considérable d'auxiliaires locaux³⁴¹. Le maillage est régulier, quoique parfois léger : dans les zones rurales, le poste typique abrite deux policiers japonais assistés par un Taiwanais, et a environ 800 foyers en charge. Il y aura en 1915 un policier pour 487 Taiwanais³⁴² (la population approchant des 3,5 millions d'habitants) – un taux d'encadrement important qui ne suffit pas à rassurer des forces de l'ordre conscientes d'être détestées par leurs administrés.

La police ne suffisant pas à asseoir un ordre qui repose fondamentalement sur la force, l'administration japonaise adapte l'ancien système de responsabilité collective chinois (*baojia* 保甲, *bokō* en japonais) pour le subordonner à la police. C'est un changement décisif de sa fonction, puisqu'une institution destinée à assurer l'ordre en dehors du maillage étatique dans un « Empire distendu »³⁴³ devient un relais de la pénétration de l'Etat colonial. Le *bokō* est réorganisé, ses chefs (*hosei* 保正 et *kōchō* 甲長) transmettant désormais les ordres de la police en plus de garantir la

³³⁹ KERR, *Formosa: Licensed Revolution*, *op. cit.*, p. 32.

³⁴⁰ HUANG, *Taiwan zongdufu*, *op. cit.*, p. 78.

³⁴¹ LAMLEY, "Taiwan under Japanese Rule", *op. cit.*, p. 212.

³⁴² Paul KATZ, "Governmentality and Its Consequences in Colonial Taiwan: A Case Study of the Ta-pa-ni Incident of 1915", *Journal of Asian Studies*, n° 64 (2), 2005, pp. 387-424, p. 398.

³⁴³ Yves CHEVRIER, « L'empire distendu. Esquisse du politique en Chine des Qing à Deng Xiaoping », dans Jean-François BAYART (dir.), *La greffe de l'Etat*, Paris : Karthala, 1996, pp. 263-295.

responsabilité collective des infractions et d'enregistrer la population auprès de l'administration. C'est à travers le *bokō* que les colonisateurs imposent leurs mesures de modernisation (comme la prévention des épidémies) et/ou d'exploitation (corvées). Le statut de *bokōmin* 保甲民 (« population [soumise au] *bokō* »), réservé aux Han, devient un symbole détesté de sujétion³⁴⁴. Mais les Japonais réussissent là où l'Etat républicain chinois échouera : les institutions locales sont mises au service d'un Etat fortement intégré plutôt que de servir de vecteur à des intérêts sociaux qui les détournent à leur profit, « involution » étatique analysée par Prasenjit Duara pour la Chine du Nord³⁴⁵.

Les Japonais constituent également des groupes comme les *sōteidan* 壯丁團 (*zhuangdingtuan* 壯丁團 en chinois), « milices d'hommes en âge de combattre » de 20 à 60 hommes que chaque *hosei* est chargé de recruter et sur lesquels la police a donc la haute main. Chargées de missions diverses (comme l'extinction des incendies), elles ont avant tout des fonctions de police et de lutte contre les insurrections ; elles sont occasionnellement utilisées dans des campagnes contre les aborigènes. Les chefs de *bokō* et de *sōteidan* forment le principal relais des Japonais dans la société insulaire. Néanmoins, leur statut prééminent dans la société locale explique qu'ils soient aussi, bien souvent, à la tête des révoltes³⁴⁶.

Le crépuscule de la résistance armée, 1907-1915

Les historiens taiwanais identifient généralement les années 1907-1915 comme la dernière phase de résistance armée aux Japonais, avec six soulèvements et huit cent exécutions légales.³⁴⁷ Mais il semble que la nature de la résistance change : elle s'oppose désormais moins à la conquête japonaise que, de nouveau, à la construction de l'Etat, qui reprend de manière plus intensive et plus efficace que sous l'auto-renforcement Qing.

La prise de contrôle de l'économie exacerbe les frustrations. La dimension économique des conflits s'accroît à partir de 1910 avec l'afflux de capitaux japonais et l'élargissement de l'assiette fiscale, notamment sur les terres qui font l'objet d'un nouveau cadastre – le passage, en termes marxistes, d'une domination formelle à une domination réelle de Taiwan par la métropole, qui investit pour en faire une colonie agricole. Les soulèvements commencent donc le plus souvent

³⁴⁴ LAMLEY, "Taiwan under Japanese Rule", *op. cit.*, pp. 213-214.

³⁴⁵ Cf. DUARA, *Culture, Power and the State*, *op. cit.*, et Prasenjit DUARA, "State Involution: A Study of Local Finances in North China, 1911-1935", *Comparative Studies in Society and History*, n° 29 (1), 1987, pp. 132-161.

³⁴⁶ LAMLEY, "Taiwan under Japanese Rule", *op. cit.*, p. 212 ; Hui-yu Caroline TS'AI, *Taiwan in Japan's Empire Building: An Institutional Approach to Colonial Engineering*, New York : Routledge, 2009, pp. 99 et 105-107.

³⁴⁷ *Ibid.*, p. 211.

par une résistance à l'impôt³⁴⁸ et/ou par la rébellion d'élites locales économiquement dépossédées par le capital japonais privé ou les monopoles d'Etat (camphre, sel, tabac...). Les civils japonais qui s'installent sur l'île, généralement pour suivre les hommes qui y sont employés, sont désormais des cibles potentielles : en 1907, une alliance d'aborigènes Saisiyat et de Chinois, menée par un ancien auxiliaire de police maltraité par ses chefs, lance une attaque à Beipu (dans l'arrière-pays de Xinzhu), qui fait cinquante-sept morts japonais dont de nombreux policiers et plusieurs écoliers, avant d'être balayée en quelques jours par la police et l'armée³⁴⁹. Les incidents de ce type se répètent dans les années qui suivent³⁵⁰.

Aux facteurs économiques, il faut ajouter la brutalité intrusive de la police, qui se substitue à la violence ouverte de la conquête³⁵¹. Le symbole de l'arbitraire policier est l'usage du fouet. Aboli dans le Japon de Meiji en 1881 puis à Taiwan après la conquête, les Japonais jugeant la peine barbare et typique de l'arriération chinoise, le fouet est réinstauré pour les hommes taiwanais dès 1904, non seulement comme sanction pénale mais aussi, et beaucoup plus fréquemment, comme punition administrative laissée à la discrétion des policiers – une pratique rapidement étendue au Kantō/Guandong 關東(1908) et à la Corée (1912). Exemple typique de compartimentage³⁵² entre une métropole « civilisée » et une colonie où s'exerce la force la plus nue, le fouet – qui semble avoir été conseillé à Goto Shinpei par Lord Cromer, consul général d'Egypte – en vient à occuper une place centrale dans l'appareil répressif et nourrit un immense ressentiment jusqu'à son abolition en 1921³⁵³.

Sur le front aborigène, les Japonais alternent entre pause de l'expansion et accaparement des ressources des montagnes centrales (camphre et bois), appuyés par un arsenal massif : en 1914, dans une scène tout droit tirée du *Cœur des ténèbres*, les montagnes insoumises sont bombardées par des cuirassés stationnés au large de la côte est. Chez les Han, les *xiedou* ethniques semblent

³⁴⁸ Les taux d'imposition sont très supérieurs dans le Taiwan colonial à ce qu'ils étaient sous la souveraineté Qing, mais également dans la métropole japonaise à la même époque. Françoise MENGIN, « De la concurrence des régimes de domination hégémonique sur l'île de Taiwan, à la reconduction des modes d'accommodement à la sujétion impériale », dans Richard BANEGAS, Jean-François BAYART *et al.*, *Legs colonial et gouvernance contemporaine*, vol. II, Paris : FASOPO, 2006, pp. 67-117, p. 72.

³⁴⁹ Sayaka CHATANI, « Nation-Empire: Rural Youth Mobilization in Japan, Taiwan, and Korea 1895-1945 », thèse de doctorat, Columbia University, 2014, pp. 179-180 (nous remercions l'auteure de nous avoir communiqué sa thèse non encore publiée) ; « Beipu shijian » 北埔事件 (L'incident de Beipu), dans *Taiwan da baike quanshu*, <http://nrch.culture.tw/twpedia.aspx?id=3728> [consulté le 13 juin 2016].

³⁵⁰ Cf. par exemple les petits soulèvements de 1912-1913 rassemblés sous le nom d'incident de Miaoli. « Miaoli shijian » 苗栗事件 (L'incident de Miaoli), dans *Taiwan da baike quanshu*, <http://nrch.culture.tw/twpedia.aspx?id=3729> [consulté le 13 juin 2016].

³⁵¹ KATZ, *When Valleys Turned Blood Red*, *op. cit.*, p. 61.

³⁵² Abram de SWAAN, *The Killing Compartments: the Mentality of Mass Murder*, New Haven : Yale University Press, 2015.

³⁵³ Daniel BOTSMAN, *Punishment and Power in the Making of Modern Japan*, Princeton : Princeton University Press, 2005, pp. 212-214.

disparaître, les évolutions sociales amorcées dans la deuxième moitié du XIXe siècle se prolongeant et s'accompagnant d'un contrôle étatique renforcé. Quant aux soulèvements armés, ils connaissent leur crépuscule. Le plus grand, bien connu grâce au travail de Paul Katz, est la révolte dite de Tapani, qui se déroule dans les régions de Tainan et Gaoxiong en 1915. Elle peut être considérée comme typique de la période 1907-1915. Les causes en sont une présence policière particulièrement forte et intrusive et la dépossession économique : les chefs du soulèvement sont pour beaucoup d'anciens producteurs de sucre évincés par les entreprises japonaises. Les rebelles sont recrutés pendant plusieurs mois sur un vaste espace ; pour ce faire, les leaders s'appuient sur des réseaux culturels, plusieurs d'entre eux étant membres de sociétés secrètes et liés à des groupes végétariens et/ou d'écriture inspirée. D'autres, minoritaires, ont un passé de résistance à la conquête japonaise, voire vivent encore dans la clandestinité armée : c'est à leurs compétences militaires que les inspirateurs du mouvement font appel³⁵⁴.

Sur le plan idéologique, ni les progrès du nationalisme en Chine, ni le passage à Taiwan de Sun Yat-sen (1900) et Liang Qichao (1911), n'ont eu l'effet galvanisant que les autorités japonaises craignaient³⁵⁵. Non que le patriotisme chinois soit absent, particulièrement chez les meneurs insurgés, mais il épouse les formes classiques du loyalisme Ming et de « l'idéologie de légitimation impériale chinoise »³⁵⁶ dans son versant millénariste et apocalyptique – annonce de l'arrivée de « soldats célestes », identification du chef à une figure messianique promise au trône impérial, etc.³⁵⁷. Contrairement à ce qui se passe bon an mal an sur le continent, les formes traditionnelles de la révolte ne sont pas captées et politisées par des réformistes ou des révolutionnaires modernes³⁵⁸.

L'affaiblissement des animosités subethniques, repéré dès la fin des Qing, se confirme : en 1915, les Hakkas ne se joignent pas à une révolte qui reste essentiellement hokkien, mais ils ne se rangent pas non plus du côté de l'Etat. En revanche, la violence déchaînée contre les ennemis – essentiellement les policiers japonais ou leurs collaborateurs, parfois exécutés après un jugement sommaire – est terrible. Les familles semblent systématiquement visées : la femme d'un policier taiwanais est sacrifiée au pied d'une bannière et son corps démembré suspendu aux arbres voisins ; le corps d'un policier japonais est exposé de la même manière ; des cas de viols collectifs sont relevés ; d'une manière générale, les corps sont mutilés ou criblés de balles *post-mortem*, puis laissés

³⁵⁴ KATZ, "Governmentality and Its Consequences in Colonial Taiwan", *op. cit., passim* ; KATZ, *When Valleys Turned Blood Red*, *op. cit.*, pp. 52 et 63-71.

³⁵⁵ LAMLEY, "Taiwan under Japanese Rule", *op. cit.*, p. 218.

³⁵⁶ Barend TER HAAR, *Ritual and Mythology of the Chinese Triads: Creating An Identity*, Leiden : Brill, 1998.

³⁵⁷ KATZ, *When Valleys Turned Blood Red*, *op. cit.*, pp. 88-95.

³⁵⁸ Pour une illustration de ce processus douloureux, voir Marie-Claire BERGERE, *Sun Yat-sen*, Paris : Fayard, 1994.

sans sépulture³⁵⁹. Cette cruauté³⁶⁰, très fréquente dans la « résistance au Japon », est difficile à interpréter faute de sources. La violence s'étend aux non-combattants en suivant les liens de filiation et a donc, localement, une dimension exterminatrice, même si elle n'est pas racialisée (les Taiwanais sont aussi visés). L'acharnement dont les corps sont victimes semble dénoter la frustration du dominé, l'énorme inégalité du rapport de force étant ponctuellement mais spectaculairement inversée. L'horreur provoquée par ces atrocités relayées par la presse, et plus encore la peur du colon isolé au sein d'une population hostile et potentiellement meurtrière, rendent la répression particulièrement féroce. L'armée est mobilisée en appui de la police, les hommes de plus de seize ans sont arrêtés et parfois exécutés en bloc, les familles de ceux qui fuient dans les montagnes sont prises en otage tandis qu'on contraint des éclaireurs locaux à participer à la traque. La législation d'exception de 1898 et le contrôle du gouverneur sur l'appareil judiciaire sont tempérés par l'amnistie qui marque le début de l'ère Taisho ; seules 120 pendaisons seront menées à bien sur les 850 condamnations à mort prononcées. Le bilan de la pacification, dont le détail est inconnu, est beaucoup plus lourd : sans doute plus de 1000 morts³⁶¹.

La révolte de Tapani est le dernier soulèvement armé han contre les Japonais (la résistance aborigène survivra quinze ans de plus). Un complot commencé en 1927, comparable à Tapani à ceci près qu'il a quelques liens avec le Guomindang et des exilés formosans du Fujian, fera long feu. Ses deux meneurs mourront en prison, mais le procès ne débouche sur aucune exécution³⁶². L'époque a changé ; celle de la contestation pacifiée commence.

B. Pacification de la contestation et insertion dans l'ordre colonial

Après 1915, la résistance armée au Japon disparaît presque complètement de l'île, à une exception majeure : l'« incident de Musha » de 1930.

L'incident de Musha

En octobre, l'administrateur de la préfecture (*shū* 州) de Taichu (Taizhong) se rend en visite officielle à Wushe 雾社 (Musha en japonais), village de montagne situé au cœur de l'île et récemment ouvert à l'exploitation. Deux jours plus tard, lors d'une cérémonie, un raid conduit par

³⁵⁹ KATZ, *When Valleys Turned Blood Red*, *op. cit.*, pp. 146-159.

³⁶⁰ Nous employons le terme, en suivant Stéphane Audoin-Rouzeau et Véronique Nahoum-Grappe, pour désigner la violence quand elle « tend à devenir sa propre fin » et vise la douleur de l'ennemi ou sa profanation plus que l'élimination d'une menace réelle ou perçue. Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, « Au cœur de la guerre : la violence du champ de bataille pendant les deux conflits mondiaux », dans Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, Annette BECKER, Christian INGRAO et Henry ROUSSO (dir.), *La violence de guerre, 1914-1945 : approches comparées des deux conflits mondiaux*, Bruxelles : Complexe, 2002, pp. 73-98, p. 91.

³⁶¹ KATZ, *When Valleys Turned Blood Red*, *op. cit.*, pp. 162-203.

³⁶² *Ibid.*, pp. 214-215.

des aborigènes Seediq des environs coûte la vie à l'administrateur et à plus de 130 autres Japonais, officiels, policiers, soldats ou simples civils. L'attaque est menée par deux jeunes aborigènes passés par les écoles japonaises, à la tête de 375 hommes recrutés dans des villages totalisant 1500 habitants – le taux de mobilisation est énorme. Elle est également préméditée, les policiers des postes environnants ayant été liquidés au préalable. La répression japonaise est à la mesure de la peur éprouvée, et trois semaines de battues dans les collines permettent de capturer ou de tuer les combattants et bien souvent leurs familles, qu'on retrouve suicidées dans leurs habitations. Le bilan s'élève sans doute à un millier de morts. L'année suivante, le gouvernorat désarme les tribus rebelles en faveur de tribus qui leur sont hostiles, et laissent les secondes massacrer les premières³⁶³.

Si la brutalité des représailles provoque une crise dont les remous parviennent jusqu'à Tokyo et conduisent à la démission du gouverneur général, les causes et les modalités du soulèvement sont similaires à celles des épisodes antérieurs à 1915 : les Seediq se révoltent contre la brutalité prédatrice de l'Etat, incarnée une fois de plus par la police dont la présence est presque dix fois plus forte dans les zones occupées par les aborigènes des montagnes que chez les Han.³⁶⁴ En outre, comme le remarque Leo Ching, la faiblesse de la stratification sociale chez les aborigènes prive le pouvoir japonais de ses relais élitaires habituels et le réduit à l'emploi direct de la force.³⁶⁵ En tout cas, c'est bien l'Etat qui est visé par les rebelles : les Han et les autres aborigènes sont épargnés, sauf quand ils travaillent pour les Japonais. A Musha, simplement, la topographie difficile et la prudence initiale du colon ont retardé le choc de l'étatisation.

Partout ailleurs l'Etat japonais a réussi, à grands frais et au prix d'une domination impitoyable, là où l'Empire chinois tardif avait échoué : acquérir un quasi-monopole de la violence sur l'île.

Les années 1920 et la contestation pacifiée

Le renforcement de l'Etat permet sa libéralisation relative, qui trouve sa source dans l'avènement de la « démocratie Taisho » en métropole. A la démocratisation de la vie politique japonaise correspond un usage plus mesuré de la force aux colonies ; plus régulier, également : on atténue la nature dérogatoire de la gestion coloniale. Nommé en 1919, Den Kenjiro 田健治郎 est le premier gouverneur général civil de l'île, les fonctions administratives et militaires étant dissociées au sommet. Si les décrets-lois ne disparaissent pas complètement, un nombre croissant de lois japonaises sont appliquées à Taiwan à partir de 1921, ce qui entraîne une transformation de la culture juridique locale ; en effet, le droit fortement élaboré sous l'ère Meiji par emprunts à la

³⁶³ KERR, *Formosa: Licensed Revolution*, *op. cit.*, pp. 151-153 ; KATZ, *When Valleys Turned Blood Red*, *op. cit.*, p. 215.

³⁶⁴ TS'AI, *Taiwan in Japan's Empire Building*, *op. cit.*, p. 85.

³⁶⁵ CHING, *Becoming "Japanese"*, *op. cit.*, pp. 135-136.

tradition juridique européenne continentale se démarque du droit Qing, fondé sur le précédent³⁶⁶. En 1945, deux tiers des lois en vigueur sur l'île seront des transpositions de lois japonaises (deux fois plus qu'en Corée, où l'état d'exception perdure davantage)³⁶⁷. Le code de procédure pénal japonais est introduit en 1924, et les peines les plus arbitraires comme les châtiments collectifs tombent en désuétude. Le *bokō* reste la marque principale de la sujétion coloniale. Son efficacité permet selon Hui-yu Caroline Ts'ai la réduction du quadrillage policier (on passe d'un policier pour 500 habitants en 1925 à un pour 830 en 1942)³⁶⁸. Politiquement enfin, le gouvernorat introduit en 1921 un degré limité d'autonomie locale (*chihō jichi*)³⁶⁹.

Accroissement de la capacité de l'Etat et progression vers une certaine légalité du pouvoir transforment la « structure d'opportunité politique » de Taiwan – c'est-à-dire le type de possibilités de contestation que le système politique offre ou encourage³⁷⁰. La lutte armée fait place à un rapport de force plus feutré. Il faut y ajouter les mutations sociales : de plus en plus souvent, la contestation est le fait d'une génération nouvelle, essentiellement formée sous les Japonais – voire dans les universités japonaises – et qui supprime l'ancienne élite chinoise³⁷¹ déjà affaiblie démographiquement par l'exil de 1895. C'est une société plus dense (les statistiques japonaises comptent 3 123 302 habitants en 1905 et 6 585 841 en 1943)³⁷², plus urbaine, plus éduquée et surtout plus intégrée qui formule désormais ses requêtes.

À partir des années 1920, la contestation ne porte plus sur le fait même de la présence japonaise, mais sur ses modalités. Trois thèmes concentrent les revendications : les discriminations dont sont victimes les Taiwanais, particulièrement en termes de salaires, d'accès à l'éducation supérieure³⁷³ et

³⁶⁶ Il s'agit d'une simplification, le droit civil « coutumier » étant encore en usage dans les premières années de la colonisation pour les affaires n'impliquant que des Taiwanais (mais cette coutume est en réalité une coproduction de la société locale et des tribunaux japonais qui l'interprètent et la sanctionnent). Le droit coutumier est progressivement remplacé par des lois japonaises, mais de nombreuses pratiques discriminatoires légales et illégales persistent. WANG Tay-sheng, *Legal Reform in Taiwan under Japanese Colonial Rule, 1895-1945: The Reception of Western Law*, Seattle : The University of Washington Press, 2000.

³⁶⁷ TS'AI, *Taiwan in Japan's Empire Building*, *op. cit.*, pp. 19, 32 et 40.

³⁶⁸ *Ibid.*, pp. 87 et 101-102.

³⁶⁹ LAMLEY, "Taiwan under Japanese Rule", *op. cit.*, pp. 219-225.

³⁷⁰ TILLY, *Regimes and Repertoires*, *op. cit.*, *passim*.

³⁷¹ PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, p. 23.

³⁷² « Taiwan wushi nian lai tongji hukou diaocha » 台灣五十年來統計戶口調查 (Enquête statistique sur l'enregistrement de la résidence à Taiwan depuis cinquante ans), <http://twstudy.iis.sinica.edu.tw/twstatistic50/Pop.htm> [consulté le 5 juin 2016]. Ces chiffres incluent respectivement 60 000 et 400 000 Japonais, sans compter les ressortissants d'autres nationalités.

³⁷³ CHOU Wan-yao, "Between Heimat and Nation: Japanese Colonial education and the origins of 'Taiwanese consciousness'", dans Sechin Y.S. CHIEN et John FITZGERALD, *The Dignity of Nations. Equality, Competition, and Honor in East Asian Nationalism*, Hong Kong : Hong Kong University Press, 2006, pp. 115-139, p. 119.

de ce fait aux postes de responsabilité³⁷⁴ ; le degré d'autonomie locale (*jichi*) ; la question sociale enfin, essentiellement sous sa forme paysanne. Ces demandes se heurtent aux contradictions du colonialisme « libéral » japonais, caractérisé comme d'autres par un fossé entre les scrupules des progressistes métropolitains et l'intransigeance de la société coloniale, arc-boutée sur ses privilèges. Elles n'en sont pas moins audibles – si ce n'est acceptables – par le colonisateur, tout du moins en métropole, car elles parlent en grande partie son langage : le gouvernement local fait partie de l'agenda du gouvernorat (même s'il le conçoit d'abord comme un moyen de faire appliquer ses politiques, et que les assemblées créées par Den seront consultatives et essentiellement peuplées de Japonais) ; quant à la lutte contre la discrimination, elle peut en appeler à la rhétorique japonaise sur la parenté des races asiatiques, incarnée dans le mouvement d'assimilation (*dōka* 同化). Après une première tentative sur l'initiative de radicaux japonais, qui avorte en 1914-1915, la politique d'assimilation reprend sous le gouvernorat de Den, qui voit par exemple une atténuation (légère) de la ségrégation scolaire et la diffusion un peu plus large du japonais, ou encore un mouvement des notables taiwanais vers la suppression du bandage de pied et du port de la natte³⁷⁵. Dans l'ensemble, cependant, ces mesures n'ont d'autre objectif que « de circonvenir l'élite locale [...] afin qu'elle ne puisse se constituer en contrepouvoir », et ne s'accompagne pas « de l'octroi de droits politiques et de la suppression des pratiques discriminatoires dans le domaine économique et social, y compris l'interdiction des mariages mixtes »³⁷⁶. Entre 1921 et 1934, des notables formosans envoient – en vain – des pétitions à la Diète de Tokyo pour obtenir l'établissement d'un parlement taiwanais, qui aurait porté le « gouvernement local » à l'échelle insulaire. Simultanément, des organisations politiques légales sont créées. La première d'envergure, l'Association culturelle de Taiwan (*Taiwan bunka kyōkai* 台湾文化協會), vise à un accroissement de l'autonomie locale et la limitation des monopoles économiques japonais. Son action prend volontiers la forme d'une éducation populaire (conférences publiques, écoles d'été...) où le magistère de l'élite sociale s'exprime sans fard : Lin Xiantang, richissime descendant des Lin de Wufeng, est par exemple l'une des figures de proue de l'Association culturelle³⁷⁷.

³⁷⁴ En cinquante ans de colonisation, seuls trente-deux Taiwanais réussissent l'examen qualifiant pour la haute fonction publique. TS'AI, *Taiwan in Japan's Empire Building*, *op. cit.*, p. 205. Leur exclusion des sphères décisionnaires est donc bien plus forte encore que sous les Qing.

³⁷⁵ PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, pp. 27-31; CHOU, "Between Heimat and Nation", *op. cit.*, p. 120.

³⁷⁶ MENGIN, « De la concurrence des régimes de domination hégémonique... », *op. cit.*, p. 76.

³⁷⁷ CHOU, "Between Heimat and Nation", *op. cit.*, p. 119.

Une radicalisation désarmée : la fin des années 1920

Les revendications sociales des années 1920 prennent une forme aiguë avec le mouvement paysan, dans lequel la lutte contre l'injustice coloniale (accès privilégié des Japonais à la terre, prix d'achat des denrées par les monopoles d'Etat...) se mêle inextricablement à des revendications de classe (taux du fermage, salaire des ouvriers agricoles...), particulièrement dans le secteur sucrier contrôlé par le colonisateur. La faible industrialisation de l'île fait des paysans exploités la cible principale des militants de gauche de tendance marxiste. Les éruptions de violence des premiers temps cèdent la place à un mouvement organisé. La plus vaste des organisations d'opposition est le Syndicat paysan (*Nōmin kumiai* 農民組合), créé en 1926 à l'initiative d'intellectuels passés par le Japon, et qui entretient des contacts étroits avec la gauche métropolitaine. Il mobilise bien au-delà des cercles concernés par la cause autonomiste et compte plus de 10 000 membres à la fin de 1928.

Sous des dehors révolutionnaires, le Syndicat paysan incarne la pacification des modes de contestation caractéristique des années 1920. Nettement plus radical que l'Association culturelle, il prône dans ses slogans l'abandon de la pratique des pétitions, voire de la lutte armée. En pratique, il s'en tient la plupart du temps à « une idée très réaliste de la prudence politique »³⁷⁸. La pratique des pétitions envoyées aux autorités coloniales ou à la Diète ne cesse pas, et l'action du Syndicat prend essentiellement la forme de réunions publiques, de grèves, de refus de payer l'impôt et de manifestations (généralement de faible envergure). Il arrive que celles-ci tournent à l'affrontement entre paysans et police, quoique jamais de manière planifiée ; s'il y a parfois des blessés, les policiers font preuve d'une modération dans l'usage de la force qui prouve que l'Etat ne surestime pas le danger³⁷⁹. En plus de la répression policière, le Syndicat est victime de ses propres contradictions : l'identification du capitalisme colonial comme ennemi principal – sans que le cadre japonais ne soit mis en cause en tant que tel – postule une communauté d'intérêts entre paysans et propriétaires fonciers démentie dans les faits. L'action du Syndicat paysan se heurte souvent à une alliance entre l'Etat et les classes possédantes taiwanaises : en dépit d'une réforme agraire, la grande propriété foncière reste puissante, surtout au centre de l'île³⁸⁰.

Le PCT³⁸¹ qui prend le contrôle du Syndicat paysan à la fin des années 1920. Cette période voit en effet la montée de la gauche taiwanaise, qui conteste les formes élitaires de revendication et dont

³⁷⁸ Edgar WICKBERG, "The Taiwan Peasant Movement, 1923-1932: Chinese Rural Radicalism Under Japanese Development Programs", *Pacific Affairs*, n° 48 (4), 1975-1976, pp. 558-582, p. 570.

³⁷⁹ *Ibid.*, pp. 561-571.

³⁸⁰ MENGIN, « De la concurrence des régimes de domination hégémonique... », *op. cit.*, p. 111.

³⁸¹ Le PCT est créé en 1928 dans la concession française de Shanghai comme Branche nationale taiwanaise du Parti communiste japonais (PCJ) (*Nihon kyōsantō Taiwan minzoku shibu* 日本共産黨台灣民族支部) mais entretient aussi des liens étroits avec le PCC. L'influence relative de ce dernier croît avec la répression qui frappe le PCJ et l'aggravation de ses divisions sur la question coloniale (George M. BECKMANN et Genji

les militants sont généralement jeunes et sans attaches avec le passé chinois de l'île. Cela ne les rend pas pro-japonais pour autant, le PCT étant la force la plus ouvertement anticoloniale à Taiwan, ce qui lui attire parfois la sympathie de jeunes patriotes assez éloignés de son idéologie. Mais le Parti, essentiellement composé d'étudiants politisés au Japon ou en Chine, ne trouvera jamais de base sociale massive. Plus significatif : en 1927, les radicaux prennent le contrôle de l'Association culturelle, que ses fondateurs préfèrent alors dissoudre pour fonder le Parti populaire (*Minsbū tō* 民衆黨), seul parti politique légal et qui relaie la campagne pour un parlement taiwanais³⁸². Mais l'idée d'une formation taiwanaise hégémonique à gauche s'avère illusoire. Jugeant le Parti populaire trop radical, les conservateurs font de nouveau sécession et créent en 1930 la Ligue taiwanaise pour l'autonomie locale (*Taiwan chihō jichi renmei* 台灣地方自治連盟), résolument élitiste. Dirigée par de grands latifundiaires, elle n'accepte dans ses rangs que des hommes d'une certaine aisance, et privilégie le dialogue direct avec les Japonais afin d'obtenir des pouvoirs élargis pour les assemblées locales – sans grand succès³⁸³. Quant à la gauche du Parti, plus virulente à l'encontre du pouvoir colonial et plus égalitariste, elle gagne tant de terrain que les Japonais interdisent le Parti populaire en 1931³⁸⁴.

Retour à l'autoritarisme dans les années 1930

A Taiwan comme en métropole, les années 1930 marquent en effet un tournant répressif incontestable, qui rompt avec « l'âge d'or » de la contestation des années 1920. Le contexte métropolitain se tend avec la montée en puissance des militaristes ; quant à la montée des périls avec la Chine à partir de l'invasion de la Mandchourie (1931), elle ravive la suspicion japonaise envers les Taiwanais dont l'origine chinoise n'a jamais été oubliée. Dans un important rapport de 1936, la police coloniale note avec inquiétude la persistance des « préjugés nationaux » sur l'île, renforcés par la proximité des provinces-mères du Fujian et du Guangdong³⁸⁵. Craintes excessives sans doute, car les « vingt et une demandes » (*ershiyi tiao* 二十一條) de 1915 n'avaient provoqué à

OKUBO, *The Japanese Communist Party, 1922-1945*, Stanford : Stanford University Press, 1969, pp. 245-246). Le PCT est dissous en 1931 par les autorités japonaises, et ses membres dispersés ou emprisonnés. Cf. également, en français, LU Hsiu-yi, *Histoire du Parti communiste de Taïwan sous la colonisation japonaise (1928-1932)*, Belaye : René Viénet, 2006.

³⁸² Douglas FIX, "Taiwanese Nationalism and its Late Colonial Context", thèse de doctorat, University of California (Berkeley), 1993, p. 13.

³⁸³ *Ibid.*, pp. 43-45, 62-72 et 114.

³⁸⁴ PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, p. 33.

³⁸⁵ Bureau des affaires de police du gouvernement général de Taiwan, *Taiwan shehui yundong shi, 1931 nian – 1936 nian* 台灣社會運動史, 1931年-1936年 (Histoire des mouvements sociaux à Taiwan, 1931-1936), vol. I, Taïpei : Chuangzao, 1989 (trad. WANG Naixin 王乃信, 1^{ère} éd. en japonais 1941) p. 4 ; CHING, *Becoming "Japanese"*, *op. cit.*, p. 59.

Formose aucune réaction notable, et des figures de l'importance de Liang Qichao 梁启超 et de Dai Jitao 戴季陶 avaient explicitement signifié aux activistes taiwanais la vanité de compter sur une aide chinoise³⁸⁶. Comme le rappelle William Kirby, Taiwan est le seul territoire annexé par une puissance étrangère dont la Chine républicaine, pourtant extrêmement combattive sur ces questions, a reconnu la perte définitive – jusqu'à la Seconde Guerre mondiale³⁸⁷.

Il en faut plus pour rassurer le colonisateur, qui tend par ailleurs à assimiler sentiment national et agitation de gauche. Dès 1929, le gouvernement arrête de nombreux militants du Syndicat paysan. L'interdiction du Parti populaire en 1931 (le PCT est victime d'un coup de filet la même année) est suivie par l'interruption en 1934 – sur une suggestion appuyée des autorités – des pétitions pour l'établissement d'un parlement taiwanais³⁸⁸. Dans ce contexte, l'organisation des premières élections pour les assemblées locales en 1935 est à peu près vide de sens : si celles-ci se peuplent de Taiwanais, elles restent sans grande influence et le spectre politique représenté est drastiquement réduit. Les années 1930 voient aussi le remplacement de nombreux Taiwanais employés dans l'administration locale par des Japonais, processus qui se poursuivra jusqu'au milieu de la guerre³⁸⁹. La Ligue pour l'autonomie locale, qui avait participé activement aux élections en qualité de seule organisation significative encore légale, accepte de s'auto-dissoudre en août 1937 au motif que ses demandes sont satisfaites³⁹⁰.

Du verrouillage militariste à la décolonisation, 1937-1945

En septembre 1936, la nomination de l'amiral Kobayashi Seizo 小林躰造 comme gouverneur-général marque le retour aux commandes de l'armée et la fusion des fonctions militaires et civiles, dissociées depuis 1919. A l'été 1937, l'éclatement de la guerre avec la Chine achève d'éradiquer tout espace de contestation. Là encore, les craintes japonaises semblent avoir été excessives : en dépit des espoirs américains occasionnellement encouragés par les alliés chinois, aucun mouvement de résistance n'apparaît à Taiwan pendant la guerre, en partie du fait du départ de nombreux militants formosans pour le continent, intelligemment toléré par le gouvernement-général. Les exilés

³⁸⁶ CHING, *Becoming "Japanese"*, *op. cit.*, p. 78.

³⁸⁷ William KIRBY, "The Internationalization of China: Foreign Relations at Home and Abroad in the Republican Era", *The China Quarterly*, n° 150, 1997, pp. 433-458, p. 439.

³⁸⁸ FIX, "Taiwanese Nationalism and its Late Colonial Context", *op. cit.*, pp. 6-7 et 28.

³⁸⁹ PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, p. 36 ; TS'AI, *Taiwan in Japan's Empire Building*, *op. cit.*, p. 157.

³⁹⁰ FIX, "Taiwanese Nationalism and its Late Colonial Context", *op. cit.*, pp. 26-27.

politiques pro-Chongqing, que les Taiwanais d'après-guerre appelleront *banshan* (cf. Introduction)³⁹¹, ne dépassent sans doute pas le millier et sont dépourvus de relais dans l'île³⁹².

D'un côté, l'invasion de la Chine accentue drastiquement le tournant autoritaire pris au début des années 1930. Les autorités coloniales ferment les journaux non directement contrôlés par le gouvernement général et interdisent tout ce qui reste d'associations et de groupements politiques. La guerre conduit à l'imposition d'une « société disciplinaire »³⁹³ où toutes les organisations naissent de la volonté de l'Etat et existent pour son service, économique, policier ou militaire. En avril 1941, l'Association des sujets impériaux pour le service de l'Etat (*Kōmin hōkōkai* 皇民奉公会), homologue de l'Association de soutien à l'autorité impériale (*Taisei yokusankai* 大政翼賛会) métropolitaine, est créée pour coordonner l'effort de guerre dans la société, la mise en œuvre de ses projets passant par le *hokō*³⁹⁴.

D'un autre côté, la mobilisation générale puis la perspective de la défaite poussent le Japon à de tardives mesures d'intégration de ses sujets coloniaux. La timide assimilation des années 1920 est remplacée par une acculturation forcée (le *kōminka* – cf. chapitre IV) dont la dureté (les médias en chinois sont fermés, les temples locaux remplacés par des sanctuaires shinto, etc.) ne doit pas faire oublier la dimension inclusive : les mariages mixtes sont autorisés, l'Université Impériale de Taihoku ouverte aux Taiwanais... A partir de 1940, les assemblées locales – qui restent consultatives, et plus bridées que jamais – sont désormais presque exclusivement constituées de Formosans³⁹⁵. En 1944, aux abois, Tokyo annonce un accroissement de la participation politique en Corée et à Taiwan et envoie trois notables formosans (dont Lin Xiantang) à la Chambre des Pairs, en attendant des nominations à la Diète. L'appellation de « territoire extérieur » (*gaichi* 外地) pour désigner Taiwan est solennellement abandonnée en 1945, le système scolaire déségrégué et le *hokō* aboli en juin – bien qu'il semble en fait avoir continué de fonctionner jusqu'à l'arrivée des Chinois³⁹⁶. La reddition japonaise du 15 août 1945 met fin à ces réformes à la sincérité douteuse.

³⁹¹ Le terme désigne plus généralement les Taiwanais ayant longuement résidé sur le continent (hors de l'empire informel japonais en Chine) après 1895, puis revenus sur l'île.

³⁹² KERR, *Formosa: Licensed Revolution*, *op. cit.*, pp. 12-13 ; PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, p. 38.

³⁹³ TS'AI, *Taiwan in Japan's Empire Building*, *op. cit.*, pp. 94 et suivantes.

³⁹⁴ *Ibid.*, pp. 179-183.

³⁹⁵ Denny ROY, *Taiwan: A Political History*, Ithaca (New York) : Cornell University Press, 2003, pp. 41-42 et 52.

³⁹⁶ Hui-yu Caroline TS'AI, "Administration, Assimilation, and Ambivalence: 'Improved Treatment' (shōgū kaizen) in Wartime Taiwan, 1944", dans WANG Rongzu 汪榮祖 (dir.), *Minzu rentong yu wenhua jiaorong* 民族認同與文化交融 (Identité nationale et mélange des cultures), Jiayi : Guoli Zhongzheng daxue, 2006, pp. 373-427 ; TS'AI, *Taiwan in Japan's Empire Building*, *op. cit.*, p. 198 ; PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, p. 39.

La chute du régime colonial n'entraîne pas de vengeance massive de la part des Taiwanais, mais les mois qui suivent sont incontestablement marqués par un accroissement de la violence contre les anciens dépositaires de l'autorité, d'autant que le contrôle policier chinois est encore fragile. Entre le 15 août et la rétrocession du 25 octobre, la police coloniale sur la sortie recense 200 à 300 pillages de provisions militaires et agressions d'officiels ou de policiers (taiwanais comme japonais). Généralement le fait d'individus ou de tout petits groupes, ces incidents rassemblent parfois (essentiellement au centre et au sud de l'île) des foules de plus de cent personnes ; ils semblent essentiellement une réaction aux prélèvements économiques accrus de la fin de la guerre, d'où des pillages qu'il faut comprendre comme des réappropriations et une animosité particulière à l'égard de la police économique. Le lexique du nationalisme, chinois ou taiwanais, est quasiment absent³⁹⁷. Ces épisodes sont fortement désapprouvés par les élites de l'île dont les revendications se concentrent sur le gouvernement local, dans la droite ligne des temps coloniaux, et qui ont donc tout intérêt à prouver aux autorités que les Taiwanais sont capables de maintenir l'ordre chez eux³⁹⁸.

L'année et demie qui s'écoule entre la défaite du Japon et l'Incident du 28 février 1947 représente une phase de libéralisation politique conditionnelle. Les associations à caractère politique sont légalisées mais tenues d'assister le gouvernement dans la « construction d'un nouveau Taiwan – le slogan dominant de l'époque –, ce qui permet l'interdiction des groupes les plus marqués à gauche, qui ont déjà beaucoup souffert de la répression japonaise du temps de guerre – le Syndicat paysan, brièvement ressuscité, est de nouveau interdit en janvier 1946 car les services de renseignement chinois le considèrent trop étroitement lié aux...vingt-neuf membres du PCT encore en activité³⁹⁹. Malgré ce contrôle, les répertoires de contestation s'ouvrent à nouveau quelque peu ; on voit en particulier réapparaître la manifestation, que ce soit dans le cadre de protestations contre l'indiscipline de l'armée chinoise⁴⁰⁰, contre le prix des denrées⁴⁰¹ ou parfois, chez les étudiants surtout, à caractère patriotique. La violence est absente de ces mobilisations organisées. Elle se limite à des rixes occasionnelles entre la population et les autorités (souvent autour de questions frumentaires), qui restent cantonnées aux campagnes et à une échelle très restreinte⁴⁰².

³⁹⁷ Douglas FIX, "Reading the Numbers: Ethnicity, Violence and Wartime Mobilization in Colonial Taiwan", dans LIAO Ping-hui et David Der-Wei WANG (dir.), *Taiwan Under Japanese Colonial Rule, 1895-1945*, New York : Columbia University Press, 2006, pp. 327-358.

³⁹⁸ PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, p. 10.

³⁹⁹ FIX, "Taiwanese Nationalism and its Late Colonial Context", *op. cit.*, pp. 341-343.

⁴⁰⁰ Zhou Jinbo (22 février et 1^{er} novembre 1992, Jilong) dans JLYG, p. 69.

⁴⁰¹ PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, p. 75.

⁴⁰² *Ibid.*, *op. cit.*, p. 74.

L'histoire des révoltes à Taiwan depuis l'inclusion de l'île dans l'Empire chinois est marquée par deux tournants décisifs.

Si Formose, propice à l'indocilité du fait de sa nature de front pionnier, se trouve emportée dans la grande tourmente de la période impériale tardive, le dernier tiers du XIXe siècle y voit un processus d'étatisation et de stratification sociale qui en rend le contrôle relativement plus facile, et empêche les insurrections d'y menacer sérieusement l'ordre politique. Les Japonais héritent du projet Qing de construction de l'Etat et s'y montrent nettement plus efficaces, même si la conquête militaire de 1895 et la nature même de la domination coloniale font des vingt premières années de leur règne une époque particulièrement troublée – sans que le nationalisme chinois, et moins encore une « conscience taïwanaise » (*Taiwan yishi* 台灣意識), n'y jouent de rôle important⁴⁰³.

Cette exacerbation des conflits passée, l'ordre étatique japonais semble fermement implanté. Si les politiques coloniales ou la nature dérogatoire du gouvernorat sont souvent contestées, ce n'est plus le cas du régime lui-même⁴⁰⁴. Alors que le monopole de la violence s'affermir sur l'île et que la société se transforme, la lutte armée disparaît au profit d'un répertoire de protestation pacifié souvent inspiré de la métropole, qui entraîne un abaissement des seuils de sensibilité à la violence (sociale et étatique) d'ailleurs encouragé par les élites métropolitaines – dans les années 1920-1930, on se scandalise de brutalités policières qui seraient passées inaperçues quinze ans avant ; en outre, la demande de gouvernement local va de pair avec une auto-contention de la contestation.

Que faire alors de la révolte qui commence le 28 février 1947 ? L'événement est sans commune mesure avec les troubles qui émaillent le transfert de souveraineté et n'a pas d'équivalent dans les trente années qui précèdent. S'agit-il d'un retour à une tradition du soulèvement antérieure à la pénétration de l'Etat moderne, et si oui quelle est la cause de cette étrange régression ? Faut-il y voir, au contraire, un phénomène d'un genre nouveau ? Les chapitres III, IV et V tentent de répondre à ces questions.

⁴⁰³ CHOU, "Between Heimat and Nation", *op. cit.*, p. 118.

⁴⁰⁴ Il nous semble à ce propos que les positions de Patricia Tsurumi, qui voyait dans la « résistance » taïwanaise une protestation essentiellement interne au système colonial, résistent assez bien aux critiques sophistiquées qui en ont été faites. Patricia TSURUMI, *Japanese Colonial Education in Taiwan, 1895-1945*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 1977, et Patricia TSURUMI, "Mental Captivity and Resistance: Lessons from Taiwanese Anti-colonialism" *Bulletin of Concerned Asian Scholars*, n° 12 (2), 1980, pp. 2-13. Le vocabulaire a certes vieilli, et le contraste avec la détermination du nationalisme coréen est à nuancer fortement (cf. chapitre IV). Néanmoins, tout l'arsenal des études postcoloniales, que Hui-yu Caroline Ts'ai emprunte surtout à Homi Bhabha, ne suffit pas à faire de la « mimique » ou de « l'hybridation » un danger mortel pour le colonisateur – qui ne s'y est d'ailleurs pas trompé. TS'AI, "Administration, Assimilation, and Ambivalence".

CHAPITRE III – UNE REVOLTE DE LA MODERNITE COLONIALE

La révolte qui commence le 28 février 1947 est vécue par ses observateurs, chinois comme américains, comme à la fois prévisible et surprenante. Prévisible, car tous notent l'accumulation du ressentiment contre le gouvernorat de Taïpei dans le cours de l'année 1946. Surprenante, car ils ne s'accordent pas moins sur le caractère respectueux de la loi, voire docile (*haoguan* 好管) de la population, généralement attribué à sa mise en discipline par les Japonais. Ce paradoxe se retrouve dans la chronologie, puisque Taïwan cesse d'être un foyer endémique de subversion à partir de 1915, et que les répertoires de contestation s'y pacifient. La crise de 1947 peut alors apparaître, au premier coup d'œil, comme une résurgence.

Il n'en est rien. L'Incident s'inscrit en rupture presque totale avec l'histoire de la violence politique à Taïwan telle qu'elle se déploie depuis la fin du XVIIe siècle, en premier lieu parce qu'il agite une société profondément transformée entre 1895 et 1945. La cause est entendue pour la partie émergée de l'iceberg : on sait que dans l'ensemble, les élites formosanes formées sous et par les Japonais voient dans la crise une occasion de réaliser leur projet de longue date, l'autonomie locale (cf. Introduction) – en pratique, l'institutionnalisation de leur influence dans un cadre national (japonais puis chinois) non contesté, mais assoupli. Quid, cependant, de la révolte armée ? Comme nous le montrerons, celle-ci obéit à une logique propre, qui ne renvoie pas à un éternel de la violence et la distingue de toutes les précédentes. Nous nous attacherons dans ce chapitre à en montrer l'historicité.

Il s'agit ici de tracer les contours d'une sociologie de l'Incident du 28 février à sa base. Les contours, car la tâche n'est pas toujours aisée : les documents, surabondants, sont fort imprécis sur des points aussi essentiels que l'identité des insurgés, leur origine sociale ou leur provenance géographique. Les catégories officielles sont policières, non sociologiques. Quant à la mémoire de la tragédie, elle fait une place excessive aux élites et entretient le mythe d'une unanimité taïwanaise, ou plutôt une vision du social opposant à l'Etat le monde « non officiel » (*minjian* 民間) ou la « population » (*minzhong* 民眾), catégories négatives et hétéroclites. Nous pouvons cependant approcher ces questions, et à tout le moins ce que le soulèvement taïwanais de 1947 n'est pas, ou plus – en quoi il fait rupture. Nous nous pencherons dans un premier temps sur les contours ethnique, social et générationnel de la révolte (ses structures, I), avant d'en analyser la diffusion et les différenciations internes (ses dynamiques, II).

I. STRUCTURES

A. La question du nombre

Une sociologie du « 28 février » doit commencer par la question, incontournable mais insoluble, du nombre de personnes qui y ont pris part. Myers *et alii* écrivent :

...quatre-vingt pour cent [des Taiwanais] – la population rurale – n’y participèrent pas, et beaucoup parmi les vingt pour cent restants dans les villes et les bourgs n’y jouèrent aucun rôle. Le lien entre mécontentements rural et urbain [...] ne se fit pas. Le dénominateur commun était l’indignation – élites taiwanaises en colère, citadins aux griefs économiques, un grand groupe fluctuant de jeunes au chômage et des membres de la pègre⁴⁰⁵.

Ces propos font écho au discours du pouvoir dès 1947, qui annonce que la révolte n’est le fait que d’une infime minorité, alors que le bon peuple n’aurait montré qu’indifférence à son égard. Il y a du vrai dans ces affirmations, mais elles doivent être précisées et surtout différenciées. Il est en tous cas certain que suffisamment de personnes ont participé au soulèvement pour que les forces de police (plus de 10 000 hommes)⁴⁰⁶ et l’armée (plus de 5000)⁴⁰⁷ fuient ou restent tétanisées dans leurs casernes dans la plupart des cas. A notre connaissance, seuls les émissaires du Yuan du Contrôle Yang Lianggong 楊亮功 et He Hanwen 河漢文 ont donné une pesée approximative : 50 à 60 000 « suiveurs aveugles » (*mangcong fujia zhe* 盲從附加者) et quelques milliers de rebelles armés s’étant effectivement coltinés à l’armée chinoise⁴⁰⁸.

Si les catégories employées sont plus politiques et policières que sociologiques, l’ordre de grandeur paraît raisonnable – à condition de garder à l’esprit que la notion de suiveur aveugle, essentielle dans la perception chinoise de l’Incident, peut recouvrir des actions très différentes. Certaines relèvent du soulèvement violent (incendie, passage à tabac de continentaux, intimidation physique de policiers...), certaines d’un soutien matériel⁴⁰⁹ ou moral aux rebelles, d’autres de la

⁴⁰⁵ MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, p. 174.

⁴⁰⁶ IHM/228/01/01/020, « Taiwan yi nian lai zhi jingwu » 台灣一年來之警務 (Les tâches de la police à Taiwan depuis un an), Département des affaires de police du gouvernement de Taiwan, novembre 1946, non paginé.

⁴⁰⁷ IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng ‘Er’erba’ shibian jishi » 台灣省 « 二二八事件 » 事變記事 (Compte-rendu des événements du « 28 février » dans la province de Taiwan), Quartier général de la garnison de la province de Taiwan, mai 1947.

⁴⁰⁸ « Yang Lianggong, He Hanwen youguan Er’erba shijian diaocha baogao », dans NJDASL, pp. 280-284.

⁴⁰⁹ Cf. par ex. Wu Yide (6 juillet 1991, Jiayi), dans KSLs 3, p. 95 ; ou Liao Dexiong (4 octobre 1991 et 1^{er} octobre 1992, Taibei), dans KSLs 4, p. 68.

participation à une discussion publique⁴¹⁰, d'autres encore de la simple curiosité de la foule (*kan renao* 看熱鬧). La distinction entre implication passive et active (et leurs dégradés) est compliquée par la surimpression du vocabulaire de la répression dans la mémoire collective : pour s'en défendre ou s'en réclamer, les survivants interviewés dans les années 1990 reprennent massivement le terme vague de « participation » (*canjia* 參加, *camka* en minnan), qui est celui des interrogateurs de l'armée et de la police, un phénomène également relevé par Stephan Feuchtwang au sujet de l'incident de Luku (*Luku shijian* 鹿窟事件) de 1952-1953 pendant la Terreur blanche⁴¹¹.

Par ailleurs, et comme dans toute violence collective, les individus passant effectivement à l'acte sont peu nombreux par rapport à ceux qui ne sont qu'« impliqués émotionnellement »⁴¹², à plus forte raison lors d'un événement non planifié où les armes sont l'apanage d'une minorité. Pour autant, les figurants ne sont pas accessoires ; ils fournissent à cette minorité agissante « la solidarité d'une masse de corps proches » ou des encouragements⁴¹³, et ne doivent donc pas en être dissociés trop nettement. Il est ainsi utile de se pencher sur la dimension des attroupements locaux – même si les chiffres sont là encore impressionnistes.

Le 2 mars, ce sont plus de mille (*chengqian* 成千) personnes qui encerclent le tribunal de Xinzhu (50 000 habitants)⁴¹⁴, et un autre millier qui se rassemble pour écouter les discours d'une vingtaine « d'émeutiers »⁴¹⁵. Dans la ville proche de Zhudong (20 000 habitants), le même jour, le commissariat est assiégé par trois à quatre cent individus⁴¹⁶. De même, à Taoyuan (près de 30 000 âmes), le rassemblement insurrectionnel qui commence le 1^{er} mars compte plus d'un millier de participants⁴¹⁷. A Jilong, dès le 28 février au soir, trente ou quarante marins chinois dont certains

⁴¹⁰ Cf. par ex. Su Renjie (11 novembre 1992, Taibei), dans JLYG, p. 86.

⁴¹¹ FEUCHTWANG, *After the Event*, *op. cit.*, p. 62.

⁴¹² Randall COLLINS, *Violence: A Micro-Sociological Theory*, Princeton : Princeton University Press, 2009, p. 371.

⁴¹³ *Ibid.*, p. 419.

⁴¹⁴ Ces chiffres sont des approximations basées sur le recensement japonais de 1940, le suivant ayant eu lieu en 1956.

⁴¹⁵ « Taiwan baodong shijian jishi » 台灣暴動事件紀實 (Compte rendu de l'émeute à Taiwan), Bureau de l'information du gouvernement de Taiwan, avril 1947, dans NJDASL, pp. 233-258.

⁴¹⁶ « Xinzhu shi zhengfu chuli baotu xiangying Taibei 'Er'erba' shijian gaikuang baogaoshu » 新竹市政府處理暴徒響應台北“二二八”事件概況報告書 (Rapport synthétique sur la gestion par le gouvernement municipal de Xinzhu de l'écho de l'incident du « 28 février » parmi les émeutiers locaux), dans NJDASL, pp. 370-374.

⁴¹⁷ Mémoires de Wu Yingjun, cités par WU Ruiren 吳睿人, « Fanpan de shixingtai : Er'erba shijian zhong Taoyuan diqu minzhong dikang moshi chutan » 反叛的始形態：二二八事件中桃園地區民眾抵抗模式初探 (Les formes primitives de la révolte : esquisse de réflexion sur les modèles de résistance populaire dans la région de Taoyuan pendant l'Incident du 28 février), communication au colloque « Xin shiliao yu Er'erba yanjiu xueshu yantaohui » 新史料與二二八研究學術研討會 (Colloque sur les nouvelles sources et la recherche sur le 28 février), 29-30 novembre 2013, Academia Sinica.

disposent d'armes contondantes furent une foule en colère de plusieurs centaines de personnes⁴¹⁸. A Taizhong, le cortège du 2 mars compte un gros millier de manifestants⁴¹⁹. C'est naturellement à Taïpei que les chiffres sont les plus élevés, un témoin représentatif estimant que trois mille personnes se rassemblent devant le gouvernorat le 28 février⁴²⁰.

L'émeute urbaine mobilise donc généralement des attroupements de centaines de personnes, dépassant le millier pour les plus gros. Les groupes armés et organisés, par contre, sont nombreux. La plupart ne dépassent pas les quelques dizaines d'hommes : une centaine pour la principale « brigade » de Taoyuan⁴²¹, autour d'une dizaine pour la plupart des groupes de la région de Xinzhu...⁴²² Au centre de l'île, ils peuvent compter jusqu'à des centaines de membres⁴²³ et le siège de l'aéroport de Jiayi, d'une échelle exceptionnelle pour l'Incident, les fait converger en un rassemblement (très lâche) qui va selon les témoignages de plusieurs centaines à deux ou trois mille hommes⁴²⁴.

Ces chiffres sont élevés au regard du passé récent (avec quelque emphase, Douglas Fix estime « stupéfiant » le nombre de cas de pillages et d'agressions de policiers commis par plus de cent personnes à l'automne 1945)⁴²⁵. Mais ils n'impressionnent guère en comparaison des révoltes passées ; celle de 1947, très courte et improvisée, se caractérise par la multiplication de petits groupes d'insurgés, non par leur agrégation en armée rebelle.

⁴¹⁸ Xu Xuehai (1^{er} et 16 avril, 3 et 30 mai 1997 ; 19 janvier et 11 juin 1998), dans ZHANG Li 張力 (dir.), *Haijun renshi fangwen jilu* 海軍人士訪問記錄 (Transcriptions d'entretiens avec des membres de la Marine), Taïpei : Academia Sinica, 2002, p. 35.

⁴¹⁹ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 84.

⁴²⁰ Chen Yingpeng (9 avril, 28 novembre et 1^{er} décembre 2008, 26 avril, 15 septembre et 22 décembre 2011, Taïpei), dans CAI Huiyu (Hui-yu Caroline Ts'ai) 蔡慧玉 (dir.), *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng : Taiwan jingcha ganbu xunlianban koushu fangtan jilu* 光復台灣與戰後警政：「台灣警察幹部訓練班口述訪談紀錄」 (L'administration policière dans le Taiwan de la Libération : transcriptions d'entretiens oraux avec la Classe d'entraînement des cadres de police de Taiwan), Taïpei : Academia Sinica, 2014, p. 173.

⁴²¹ Mémoires de Wu Yingjun, *op. cit.*

⁴²² « Lujun zhengbian ershiyi shi di yisiliu lü suijing xiangbao » 陸軍整編二十一師第一四六旅綏靖詳報 (Rapport détaillé sur la pacification menée par la 146^{ème} brigade de la 21^{ème} division réorganisée), dans ZLXJ 4, p. 389.

⁴²³ « 27 budui », dans *Dictionnaire de l'Incident du 28 février*, p. 3.

⁴²⁴ Wu Qingnian (20 novembre 1993, Tainan), dans JYBH, p. 32 ; IHT/A_04_0001, Télégramme de Huang Renli à la station de Taïpei, envoyé de Tainan, 13 mars 1947, dans BMJ 2, pp. 183-186 ; selon Chu Jingtao, les groupes rebelles comptent 4000 membres en tout dans la région de Gaoxiong. CHU, *Er'erba shijian yanjiu*, *op. cit.*, p. 355.

⁴²⁵ FIX, « Reading the Numbers », *op. cit.*, p. 341.

B. Recrutement et ethnicité

Une révolte sans coloration subethnique ?

Plus originale est la dimension subethnique de la mobilisation – ou plutôt son absence, presque totale. On ne trouve pas trace d'une division entre Zhangzhou et Quanzhou ; aucun incident entre groupes subethniques taiwanais n'est à signaler. Le soulèvement de 1947 est donc en rupture complète avec la tradition historique du *xiedou*, en recul depuis le dernier tiers du XIXe siècle puis efficacement éradiqué par les Japonais. De manière significative, le Comité de résolution de Taïpei, dans une déclaration du 8 mars, enjoint les différentes unités armées à ne pas se livrer à des « actions de *xiedou* » (*xiedou xingdong* 械鬥行動) à l'encontre des continentaux, mais à s'en remettre à la loi pour punir les officiels corrompus⁴²⁶. Ici, le terme de *xiedou* a visiblement pris le sens générique et disqualifiant d'action violente et non civilisée.

Toutefois, de nombreuses sources soulignent la faible implication des Hakkas (environ un million de personnes, contre plus de quatre millions de Hokkien⁴²⁷) dans le mouvement, comme le chef d'état-major Ke Yuanfen 柯遠分 (lui-même hakka) qui loue dans ses mémoires leur attitude plus favorable à l'égard des continentaux, qui explique selon lui la moindre virulence du mouvement dans les lieux où ils sont nombreux⁴²⁸. Le jugement est à nuancer, les troubles n'épargnant pas des espaces de forte concentration hakka comme Xinzhu, où les violences antichinoises se distinguent peu du reste de l'île, ou Miaoli⁴²⁹, quoiqu'ils n'y atteignent pas leur intensité maximale et que les Hakkas du sud de l'île (Pingdong) restent semble-t-il assez passifs⁴³⁰. Il faut surtout se garder de mal interpréter ce fait. Ni la « simplicité de leurs mœurs »⁴³¹ (qu'on pense aux Taiping), ni une tradition d'apathie politique ou de tolérance aux intrusions (la région de Xinzhu est un haut lieu du sentiment antijaponais⁴³²) n'expliquent ce retrait relatif. La topographie y est peut-être pour quelque chose, les Hakkas habitant souvent à flanc de colline et la révolte ayant manqué de temps pour beaucoup se diffuser hors de la plaine côtière. La discrétion des Hakkas du sud, quant à elle, tient

⁴²⁶ « Chuli weiyuanhui chanshi shijian zhenxiang » 處理委員會闡釋事件真相 (Le Comité de résolution explique la vérité sur l'Incident), *Xinshengbao*, 8 mars 1947.

⁴²⁷ NARA/RG165/NM84/79/2220, U.S. Army Forces/Pacific Ocean Areas, "Study of Formosa", 15 février 1945.

⁴²⁸ Principalement les régions de Xinzhu et de Miaoli au nord-ouest, et dans une moindre mesure la côte est et autour de Pingdong, au sud. Ke Yuanfen, « Taiwan Er'erba shibian zhi zhenxiang » 台灣二二八事件之真相 (La vérité sur l'Incident du 28 février), 1989, dans ZLXJ 1, p. 21.

⁴²⁹ Chen Huanzhou (26 novembre 2000, Taïpei), dans XZFC, p. 78.

⁴³⁰ KSLS 3, préface de la rédaction, p. 11 ; Zhong Fanchun (20 juin 1994, Tainan), dans GX2, p. 363.

⁴³¹ Ce cliché est curieusement repris dans LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 82.

⁴³² NARA/RG165/NM84/79/2220, U.S. Army Forces/Pacific Ocean Areas, "Study of Formosa", 15 février 1945.

sans doute au fait qu'ils y représentent le plus souvent une population déracinée, arrivée il y a peu pour fuir les bombardements aériens américains de 1944-1945⁴³³.

Mais le plus important est ailleurs. Si les Hakkas sont moins impliqués que les Hokkien, c'est que le mouvement est vécu comme « taiwanais » par la grande majorité de ses acteurs et que la constitution d'une identité commune à la population de l'île, qui date de l'époque coloniale, a associé à la culture japonaise officielle des marqueurs hokkien⁴³⁴. Ainsi le langage : dans le feu de l'émeute, la connaissance du minnan ou du japonais (57-58% de la population indigène est jugée alphabétisée en japonais par le gouvernement général en 1942, et le chiffre est certainement plus élevé en 1945)⁴³⁵, presque jamais du hakka⁴³⁶, est le schibboleth qui permet de distinguer continentaux et insulaires. Or en 1947 déjà, le terme de taiyu (taiwanais) est parfois employé pour désigner le minnan⁴³⁷ ; la langue hokkien dominante est ainsi mise en équivalence avec l'identité formosane. Les Hakkas ne sont, pour autant, jamais pris pour cible délibérément, et le recours au japonais sert en partie à éviter les malentendus, mais il arrive que leur méconnaissance du « taiwanais » leur vaille d'être battus par erreur⁴³⁸. Dans un soulèvement qui manifeste et aggrave le sentiment d'une différence irréductible entre *waishengren* et *benshengren*, ils sont condamnés aux seconds rôles.

Les aborigènes en retrait

C'est une des raisons pour lesquelles la place des aborigènes dans l'Incident est ambiguë. Les populations aborigènes des montagnes (*gaoshan zu* 高山族/*Takasago zoku* 高砂族) sont au nombre de 200 000 environ en 1943 selon Harry Lamley⁴³⁹, 160 000 en 1946 selon la police chinoise, soit environ 3% de la population occupant 45% de la superficie de l'île, essentiellement sur la côte orientale (escarpée ou isolée par le relief, et bien moins densément peuplée que la plaine côtière de

⁴³³ Wu Haizhu (16 et 26 août 1994, Gaoxiang), dans GX 3, p. 110.

⁴³⁴ Cf. Fujii SHOZO, "The Formation of Taiwanese Identity and the Cultural Policy of Various Outside Regimes", dans LIAO et WANG, *Taiwan Under Japanese Colonial Rule*, *op. cit.*, pp. 62-77 ; Takeshi KOMAGOME, "Colonial Modernity for an Elite Taiwanese, Lim Bo-seng: the Labyrinth of Cosmopolitanism", dans LIAO et WANG, *Taiwan Under Japanese Colonial Rule*, *op. cit.*, pp. 141-159.

⁴³⁵ MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, p. 35 ; SHOZO, "The Formation of Taiwanese Identity", *op. cit.*, p. 67. Le japonais s'impose comme « lingua franca des nouvelles élites » dès avant la politique d'assimilation culturelle forcée en vigueur après 1937. MENGIN, « De la concurrence des régimes de domination hégémonique... », *op. cit.*, p. 91.

⁴³⁶ JIN Yu 勁雨, *Taiwan shibian zhenxiang yu neimu* 台灣事變真相與內幕 (Les événements de Taiwan : la vérité et les coulisses de l'affaire), Shanghai : Jianshe shudian, 1947, p. 5.

⁴³⁷ « Xue xuesheng jie zhi chi » 雪學生界之恥 (Laver la honte du monde étudiant), *Xinshengbao*, 23 mars 1947.

⁴³⁸ Ainsi dans la gare de Taibei. Liu Changzhi (12 août 1991, Taibei), dans KSL 4, p. 125.

⁴³⁹ LAMLEY, "Taiwan under Japanese Rule", *op. cit.*, p. 210. Les tribus des plaines se sont mêlées aux Han ou assimilées à leur mode de vie, et ne représentent plus pour l'Etat un enjeu particulier.

l'ouest) et dans les montagnes du centre⁴⁴⁰. Elles sont au cœur des représentations de l'île comme terre sauvage depuis le XVIIe siècle⁴⁴¹, et la peur de les voir « descendre de la montagne » (*xiashan* 下山), aussi vieille que la colonisation han, ressurgit à chaque crise⁴⁴². Les Japonais, tout en attribuant aux « sauvages » une forme d'authenticité déniée aux Han, s'en sont montrés au moins aussi inquiets, et ont consacré au contrôle des montagnes une part considérable de leur appareil policier⁴⁴³ – la dépense n'était pas absolument injustifiée, comme la révolte de Musha le rappela en 1930. Les Nationalistes chinois héritent de ces mémoires sédimentées, et s'attendent dès leur arrivée à Taiwan à des problèmes avec ces peuplades « ignorantes et rudes » (*xingqing cubao* 性情粗暴) mais fortes, braves et promptes à faire couler le sang⁴⁴⁴. En 1947, les autorités paniquent à l'idée d'un possible soulèvement aborigène ; les sources officielles notent avec une minutie obsessionnelle tous les cas où les rebelles ont essayé d'agiter les « compatriotes des hautes montagnes » (*gaoshan tongbao* 高山同胞)⁴⁴⁵. A Taibei, vers le 8 mars, des rumeurs font état de « milliers de chasseurs de têtes » descendus des montagnes et parvenus dans les faubourgs de la capitale⁴⁴⁶. La « nature belliqueuse » (*xingzhi wei qianghan* 性質為強悍) des aborigènes les ayant poussés à massacrer des Japonais dans le passé, le pire était à craindre⁴⁴⁷.

Or le pire n'arrive pas ; la population aborigène bouge peu. La liste des principaux coupables établie par le renseignement militaire en avril n'en recense explicitement qu'un, accusé d'avoir encouragé les « indigènes » (*fanren* 番人) de la région de Taidong à tuer des Chinois⁴⁴⁸. Cette faible implication s'explique sans doute de la même manière que celle des Hakkas : les aborigènes, sans en être exclus, occupent une place périphérique dans la communauté insulaire qui se réalise dans l'insurrection. Dans leur cas, il faut y ajouter une mémoire beaucoup plus fraîche de la violence d'Etat, l'incident de Musha et les massacres intertribaux qui s'en sont suivis étant encore présents à l'esprit des adultes. Enfin, les zones aborigènes sont moins exposées que les plaines au désordre et à la prédation de l'administration chinoise, qui y est assez peu présente. Toutefois, si les tribus des montagnes ne se jettent pas pleinement dans la révolte, elles y participent ponctuellement à

⁴⁴⁰ IHM/228/01/01/020, « Taiwan yi nian lai zhi jingwu », novembre 1946.

⁴⁴¹ Cf. TENG, *Taiwan's Imagined Geography*, *op. cit.*, *passim*.

⁴⁴² La rumeur d'un massacre généralisé déclenche une panique au centre de l'île en 1895. LAMLEY, « Taiwan under Japanese Rule », *op. cit.*, p. 205.

⁴⁴³ TS'AI, *Taiwan in Japan's Empire Building*, *op. cit.*, p. 85.

⁴⁴⁴ C'est la description qu'en donne la police en novembre 1946. IHM/228/01/01/020, « Taiwan yi nian lai zhi jingwu », novembre 1946.

⁴⁴⁵ IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi ».

⁴⁴⁶ KERR, *Formosa Betrayed*, *op. cit.*, p. 276.

⁴⁴⁷ « Yang Lianggong, He Hanwen youguan Er'erba shijian diaocha baogao », dans NJDASL, pp. 280-284.

⁴⁴⁸ « Er'erba shijian panni mingce » 二二八事件叛逆名冊 (Liste des rebelles de l'Incident du 28 février), dans Zhang Bingcheng, « Taiwan Er'erba shijian baogaoshu » 台灣二二八事件 報告書 (Rapport sur l'Incident du 28 février à Taiwan), avril 1947, dans DAHB 16, p. 188.

Taoyuan, Taizhong, Tainan et Pingdong⁴⁴⁹. L'activité la plus conséquente a lieu dans le centre de l'île : le 5 mars, plusieurs dizaines⁴⁵⁰ de Zou 鄒 des Alishan 阿里山 descendent de la montagne pour prêter main forte aux rebelles de Jiayi, ville avec laquelle ils entretiennent des relations régulières. Ils participent activement à l'attaque d'un arsenal et au siège de l'aéroport de Shuishang 水上, où les autorités et les soldats chinois sont réfugiés.

Quand les aborigènes des montagnes combattent, c'est sous les ordres de leurs chefs communautaires, en se coordonnant avec leurs camarades han mais sans se mêler à eux : la « brigade des hautes montagnes » (*gaoshandui* 高山隊) de Jiayi combat séparément puis se replie unilatéralement (en conservant les armes capturées), sans doute parce que leur chef Gao Yisheng 高一生, qui reste sur la montagne mais se fait tenir au courant par téléphone, juge la prolongation du siège trop risquée. Les témoignages s'accordent sur leur efficacité et leur discipline⁴⁵¹ ; Gao garde sur ses hommes un degré de contrôle hors du commun⁴⁵². Il ménage ses options : tout en laissant les Zou combattre, il accepte d'héberger sur la montagne des continentaux en fuite (fonctionnaires, policiers et leurs familles), non sans les avoir désarmés au préalable⁴⁵³. Cependant, l'autonomie des Zou ne doit pas faire croire à une survivance des anciennes coutumes de guerre et de raids. Rien ne distingue clairement leur comportement de celui des rebelles han (aucune décapitation n'est à déplorer). Quant à Gao Yisheng, Zhong Yiren 鍾逸人 qui l'a rencontré en 1946⁴⁵⁴ en donne une description qui vaut d'être citée :

...je l'ai entendu parler un japonais très raffiné [...]. Ce qui m'a encore plus surpris, c'est que sa bibliothèque était pleine de livres : il y avait du Kant, du Goethe, du Nietzsche, du Schopenhauer, du Spencer... [...] En prenant le thé avec lui je me suis aperçu que ces livres, il les avait vraiment lus. Moi à l'époque je pensais que les sauvages (*fanzai* 番仔) étaient juste des types avec des couteaux qui voulaient

⁴⁴⁹ IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi ».

⁴⁵⁰ Les témoignages varient d'une quarantaine à une centaine en passant par une soixantaine. Lin Youcai (22 septembre 1994, Fenqihu), dans ZLSC, p. 206 ; Wu Qingnian (20 novembre 1993, Tainan), dans JYBH, p. 32 ; Li Xiaofang (10 juillet 1991, Jiayi), dans KSL3, p. 24.

⁴⁵¹ Wen Wenzhong (4 avril 1994, Meishan), dans JYPY, p. 288 ; Cai Yaojing (12 juillet 1994, Puzi), dans JYPY, p. 331.

⁴⁵² Wu Yide (6 juillet 1991, Jiayi), dans KSL3, p. 95 ; Wu Qingshi (22 août 1993, Dabang), dans JYBH, p. 58.

⁴⁵³ Zheng Jian (21 janvier 2009, 11 mars 2009, 20 juin 2011, 18 juillet 2011, Taibei), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, op. cit., pp. 108-109.

⁴⁵⁴ Alors en délicatesse avec la police pour avoir rendu publics des problèmes internes à la Ligue des Jeunesses locale, il s'était retiré dans les Alishan où il dirigeait une école élémentaire (et vivait avec la peur quotidienne de se faire décapiter par les locaux).

tuer les gens. [Cette rencontre] a complètement changé mon opinion sur les montagnes et les aborigènes⁴⁵⁵.

Le chef des sauvages est un amateur de romantisme allemand, de Nietzsche et de darwinisme social victorien – un échantillon assez représentatif des emprunts à l'Occident de prédilection du Japon militariste. Quant à son second qui commande les troupes, Tang Shouren 湯守仁, c'est un professeur d'éducation physique dans une école publique. On est à mille lieues du barbare belliqueux des imaginaires chinois et japonais, ou même des pratiques encore constatables dans les années 1930. Les aborigènes qui combattent en 1947 sont membres de plein droit d'une société étatisée et modernisée par la colonisation japonaise.

C. Recrutement et classe sociale

Mutations sociales sous la colonisation japonaise

Dans l'immédiat après-guerre, les observateurs étrangers sont unanimes à constater l'écart de développement qui sépare Taiwan de la Chine continentale. Les progrès de la médecine et de l'hygiène pendant la période coloniale ont fait s'effondrer la mortalité, et l'île compte deux fois plus d'habitants en 1945 qu'en 1895 (6 millions environ). Toutefois, la structure de l'économie a relativement peu changé en apparence.

En effet, Taiwan était une colonie agricole destinée par le Japon à lui fournir du sucre et du riz. Les exportations étaient orientées vers la métropole et l'économie contrôlée par le capital et l'Etat japonais, les locaux étant cantonnés à des fonctions de gestion et exclus de la bourgeoisie entrepreneuriale⁴⁵⁶. L'agriculture a reçu des investissements et des transferts technologiques qui ont fait exploser sa productivité, mais elle a gardé pour base l'exploitation familiale⁴⁵⁷. La modernisation ne s'est donc traduite ni par l'apparition d'une économie duale, ni par un bouleversement de la structure d'activité de la population, qui reste majoritairement engagée dans des activités agricoles : autour de 65%, contre peut-être 70% au début du siècle⁴⁵⁸. Le paysan taiwanais de 1945, exposé à la technologie moderne et au savoir des agronomes, est certes fort différent de son homologue de

⁴⁵⁵ Zhong Yiren (19 août 1991, Taizhong), dans KSL 3, pp. 39-40.

⁴⁵⁶ Samuel P. S. HO, "Colonialism and Development: Korea, Taiwan and Kwantung", dans Ramon MYERS et Mark PEATTIE, *The Japanese Colonial Empire, 1895-1945*, Princeton : Princeton University Press, 1984, pp. 347-398, p. 373.

⁴⁵⁷ Samuel P. S. HO, *Economic Development of Taiwan, 1860-1970*, New Haven : Yale University Press, 1978, pp. 39-42.

⁴⁵⁸ George BARCLAY, *Colonial Development and Population in Taiwan*, Princeton : Princeton University Press, 1954, p. 58.

1900, mais il ne s'est pas fait beaucoup plus rare⁴⁵⁹. Sur 20 à 25% des terres de l'île, il travaille pour les Japonais – et après 1945 pour les Chinois qui en récupèrent les possessions, particulièrement les très lucratives exploitations sucrières⁴⁶⁰.

Par contraste, le secteur industriel reste assez modeste, malgré une croissance accélérée à partir des années 1930. Il est consacré aux deux tiers à la transformation des matières premières agricoles, l'industrie chimique et la métallurgie (aluminium) composant l'essentiel du reste⁴⁶¹. A cette industrie légère, souvent possédée par des insulaires à l'exception du secteur sucrier modernisé⁴⁶², il faut ajouter l'enclave des secteurs intensifs en capital et celle du transport, qui passent directement des mains des Japonais à celles des Chinois (les ingénieurs et gestionnaires taiwanais sont peu nombreux). Autour de 1940, on estime à 22-23% les personnes employées dans l'industrie et le commerce, et ces chiffres incluent un nombre non négligeable de Japonais⁴⁶³. Bien que l'île compte 214 000 ouvriers en 1943 (contre 68 000 en 1935)⁴⁶⁴, cette industrialisation tardive et limitée n'a pas donné naissance à une véritable classe ouvrière, les travailleurs non agricoles étant souvent des jeunes qui retournent à la terre après 35 ans environ⁴⁶⁵. En décembre 1944, le gouvernement général japonais estime que cinq travailleurs industriels sur six étaient originellement des agriculteurs⁴⁶⁶.

Le secteur des services, enfin, n'a pas explosé, mais il s'est développé – en tant que tel et parce qu'il occupe une place accrue dans une agriculture fortement commercialisée. Au niveau des élites, les professions médicales, commerciales, agronomiques et éducatives se développent, bien que les plus grandes fortunes soient toujours aux mains de propriétaires fonciers. Mais le processus est plus général. Le développement de l'appareil d'Etat entraîne notamment le recrutement aux bas échelons de nombreux fonctionnaires locaux et le nombre de professions commerciales et d'employés des transports augmente (respectivement plus de 10% et environ 5% de la population mâle active pendant la guerre)⁴⁶⁷.

⁴⁵⁹ HO, *Economic Development of Taiwan*, *op. cit.*, p. 100.

⁴⁶⁰ HO, "Colonialism and Development", *op. cit.*, p. 371.

⁴⁶¹ *Ibid.*, p. 378.

⁴⁶² MENGIN, « De la concurrence des régimes de domination hégémonique... », *op. cit.*, p. 73.

⁴⁶³ BARCLAY, *Colonial Development and Population in Taiwan*, *op. cit.*, p. 58.

⁴⁶⁴ MENGIN, « De la concurrence des régimes de domination hégémonique... », *op. cit.*, p. 73.

⁴⁶⁵ HO, *Economic Development of Taiwan*, *op. cit.*, p. 83.

⁴⁶⁶ LIN Jiwen 林繼文, *Riben juTai moqi (1930-1945): zhanzheng dongyuan tixi zhi yanjiu* 日本據台末期 (1930-1945) : 戰爭動員體系之研究 (La dernière période de l'occupation japonaise de Taiwan : une étude du système de mobilisation pour l'effort de guerre), Taipei : Daoxiang, 1996, p. 230.

⁴⁶⁷ BARCLAY, *Colonial Development and Population in Taiwan*, *op. cit.*, p. 61. On ne connaît pas avec précision le poids des professions « tertiaires », dispersées dans l'ensemble de l'économie taiwanaise.

Profil social des insurgés

Il faut ici distinguer les notables qui composent l'essentiel des Comités de résolution, ou gravitent autour d'eux, et les Taiwanais prenant part à l'insurrection violente. La rareté des informations sur les protagonistes « ordinaires » du drame nous empêche d'aller bien loin dans la caractérisation de ce deuxième groupe, mais nous en savons assez pour confirmer le fait, intuitif, qu'il est d'origine plus modeste que le premier, et que les protagonistes de l'Incident du 28 février diffèrent fortement de ceux des révoltes passées. La liste la plus complète établie par le renseignement militaire sur les principaux coupables de la rébellion renseigne le groupe socio-professionnel ou la fonction politique de 458 d'entre eux (sur 987). Sans surprise, les élites y sont très fortement surreprésentées :

Catégorie sociale ou fonction politique des rebelles dans le « Rapport sur l'Incident du 28 février à Taiwan » de la station de Taiwan du Baomiju (renseignement militaire).	
	Groupe socio-professionnel
Employés du public ou du privé (<i>zhiyuan</i>)	101
Fonctions politiques élevées (ville, district et au-dessus)	80
Fonctions intermédiaires de l'administration centrale ou locale (y compris chefs de quartiers, bourgs et arrondissements)	76
Presse, édition, cadres, professions libérales	38
Membres d'organisations de masse, politiques ou professionnelles	36
Monde de l'éducation (enseignants, directeurs d'écoles, une minorité d'étudiants)	36
Cadres et professions libérales	28
Commerçants	19
Pas de profession	15
Police, armée	14
Paysans et pêcheurs	9
Ouvriers, travailleurs manuels	6
TOTAL (profession renseignée)	458

Source des données : Zhang Bingcheng, « Er'erba shijian panni mingce », dans DAHB 16, pp. 93-198.

Les « cols blancs » dominent complètement ce groupe, particulièrement le personnel politique et administratif à tous les niveaux, qui fait l'objet d'une attention particulière de la part des

autorités⁴⁶⁸. On peut essayer d’approcher de plus près les acteurs ordinaires par le biais de listes incomplètes de rebelles ayant choisi de faire amende honorable ou de se rendre en avril et mai, ces mesures de clémence étant théoriquement réservées (il y a des exceptions) aux « suiveurs aveugles ». L’une de ces listes, qui recense 65 cas dans la ville de Taizhong comprend, des indications sommaires sur le statut social des repentis :

Profession de 65 rebelles ayant fait amende honorable ou s’étant rendus, ville de Taizhong, avril-mai 1947.	
Ouvriers ou employés des transports	7
Employés du privé ou du gouvernement	2
Commerçants	37
Paysans ou agriculteurs	6
Autres	2
Travailleurs indépendants	1
Sans profession	4
Professions légales et médicales	3
[catégorie illisible]	3
TOTAL	65

Source des données : DAGLJ/A376590200C/36/193.5/1, « Taizhong shi gequ zishou zixin diaochabiao » 台中市各區自首自新調查表 (Tableau récapitulatif des redditions et amendes honorables dans les arrondissements de la ville de Taizhong).

L’échantillon est petit, produit dans des conditions inconnues et à partir d’une zone urbaine ; il convient donc de l’interpréter avec prudence (on peut notamment s’attendre à une sous-représentation des paysans). Cependant, la prédominance des « commerçants » (catégorie utilisée au sens très large dans les sources) est indiscutable, suivis d’assez loin par les ouvriers ou employés des transports, puis par les paysans en nombre presque égal. Cette liste, qui reflète globalement l’impression dégagée par l’histoire orale, semble suggérer que la révolte recrute un grand nombre de ses piétons dans les classes populaires et une petite classe moyenne principalement urbaines. La faible présence ouvrière (si l’on excepte Jilong où les dockers jouent un rôle important) s’explique certes par la structure sociale dans son ensemble, mais sans doute aussi par le fait que les usines

⁴⁶⁸ Par exemple le district de Gaoxiong. DAGLJ/A376520000A/0036/193.8.1/01, gouvernement de district de Gaoxiong, « Er’erba shibian xiecong fucong zhe zixin » 二二八事變脅從附從者自新 (Amendes honorables des suiveurs et personnes contraintes à participer dans les événements du 28 février).

sont aux mains des continentaux. En 1947, elles abritent un nombre important de Chinois, à la fois dans les fonctions d'encadrement et parmi les ouvriers, et semblent rester à peu près sous contrôle (pour parer à toute éventualité, elles disposent toutes de quelques armes). A Gaoxiong, où la concentration industrielle est la plus forte (six à sept mille ouvriers), les usines sont touchées par l'agitation et on y constate des violences contre les continentaux⁴⁶⁹ mais leur personnel ne se mobilise pas en masse⁴⁷⁰.

Au sein de cette population urbaine, il faut faire la part de chômeurs fort nombreux. A la veille de l'Incident, la branche de Taibei de l'United Nations Relief and Rehabilitation Administration (UNRRA) estime que l'île compte 130 000 chômeurs au sens strict et deux fois plus de dépendants (près de 400 000 personnes au total⁴⁷¹), à quoi il faut ajouter un fort chômage partiel⁴⁷². En l'absence de mécanisme d'assurance, ces chiffres sont importants. Le grand nombre de chômeurs parmi les émeutiers, relevé par les sources chinoises⁴⁷³, semble un fait relativement intuitif ; il s'expliquerait par la frustration de ces déclassés, par la faiblesse de leurs attaches, par la prépondérance parmi eux des jeunes hommes. Toutefois, le peu d'indices dont on dispose ne permet pas d'évaluer cette surreprésentation, ni même de l'attester avec certitude : le rapport de synthèse du Baomiju ne recense que 15 coupables « sans profession » sur 458, soit moins de 3,3%⁴⁷⁴ (mais il vise en priorité les meneurs). Les données de Taizhong déjà citées, qui concernent les acteurs plus ordinaires de la révolte, n'amènent cette part qu'à 6,2%⁴⁷⁵, une estimation très fragile compte tenu de la taille de l'échantillon (65 individus), et proche du taux de chômage de 6-7% de la population mâle active en février 1947 que permettent d'estimer les chiffres de l'UNRRA.

Les sources chinoises opposent volontiers une paysannerie honnête et pacifique à des « émeutiers » urbains vicieux. C'est forcer le trait : les paysans ne sont pas absents des rangs des rebelles. Tout d'abord, un nombre inconnu mais important de chômeurs urbains, particulièrement ceux issus des rangs des soldats démobilisés de l'armée japonaise, sont d'origine rurale ; ces

⁴⁶⁹ Xie Youyong (22 mai 1991 et 17 août 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 142.

⁴⁷⁰ « Yang Lianggong, He Hanwen youguan Er'erba shijian diaocha baogao », dans NJDASL, p. 270.

⁴⁷¹ Liu Yuqing, général de la division envoyé pour mater la rébellion, retient un chiffre plus élevé de 500 à 600 000 chômeurs, mais ne cite pas sa source. Liu Yuqing, Dai Chuanxin et Jiang Chonglin, « Lujun zhengbian di ershiyi shi dui Taiwan shibian kanluan gaiyao » 陸軍整編第二十一師對台灣事變戡亂概要 (Résumé de la répression des événements de Taiwan par la 21^{ème} division réorganisée), non daté, dans ZLXJ 1, p. 186.

⁴⁷² UNRRA/S1121/0000/0267, Rapport mensuel du bureau de Taiwan, février 1947 (achevé le 25 février). On passe de 20 à 19,5 jours travaillés par mois de début janvier à fin février 1947. Sur l'action de l'UNRRA dans la Chine de l'après-guerre, cf. Rana MITTER, « Imperialism, transnationalism and the reconstruction of postwar China: UNRRA in China, 1944-7 », *Past and Present*, n° 218 (8), 2013, pp. 51-69.

⁴⁷³ « Yang Lianggong, He Hanwen youguan Er'erba shijian diaocha baogao », dans NJDASL, pp. 280-284.

⁴⁷⁴ « Er'erba shijian panni mingce », dans Zhang Bingcheng, « Taiwan Er'erba shijian baogaoshu », dans DAHB 16, pp. 93-198. Les chiffres de l'UNRRA correspondent à un taux de chômage équivalent à 6-7% de la population mâle active de l'île en février 1947.

⁴⁷⁵ DAGLJ/A376590200C/36/193.5/1, « Taizhong shi gequ zishou zixin diaochabiao ».

individus ne sont pas enregistrés comme paysans dans les documents officiels. Dans d'autres cas, des paysans identifiés comme tels se soulèvent, généralement dans le cadre d'une fidélité personnelle ou d'un patronage économique. La colonisation japonaise n'ayant pas créé d'économie duale, on peut être à la fois un employé du secteur moderne et un propriétaire foncier, tel You Ciyi, enseignant et ancien fonctionnaire de Douliu qui recrute des combattants sur place :

Dans notre unité (*dui* 隊) il y avait quatre-vingt hommes, tous des gens de Kantoucuo, on était tous bons amis. Certains étaient des paysans dont je m'étais occupé dans le passé – parce qu'on peut dire que ma famille est riche, et on leur louait de la terre [à bon prix]. Je leur donnais aussi souvent de l'argent, je les invitais à prendre un verre, à manger, j'étais généreux avec eux⁴⁷⁶.

D'une manière similaire, dans la région de Taizhong, l'agronome formé au Japon Lin Dayi recrute des paysans en puisant dans les réseaux de connaissance acquis lorsqu'il était directeur de l'Institut expérimental d'agronomie⁴⁷⁷.

Il est cependant incontestable que les paysans se mobilisent peu relativement à leur prépondérance dans la population. Les conditions économiques y sont probablement pour quelque chose : l'inflation, qui pèse lourd dans le mécontentement général, est plus durement ressentie en ville. Mais elle n'épargne pas pour autant les campagnes, dont l'économie est fortement monétarisée et commercialisée, et qui souffrent en outre d'une grave pénurie d'engrais chimiques (ils étaient importés du Japon)⁴⁷⁸, de déséquilibres dans la disponibilité de main d'œuvre et d'une politique de vente forcée à bas prix imposée par l'État⁴⁷⁹. La paysannerie ne manque donc pas de motifs de colère. Par ailleurs, non contente de fournir les acteurs traditionnels de la sédition à Taiwan comme en Chine, elle était le dernier réservoir de radicalisme violent sous les Japonais, ses revendications économiques se mêlant aux motifs anticoloniaux pour engendrer des affrontements parfois brutaux avec la police⁴⁸⁰. La faible participation paysanne ne tient donc pas non plus à une quelconque tendance pacifique des campagnes. Il faudra en chercher la cause ailleurs que dans des traits catégoriels.

Le recrutement de classe des rebelles fait donc plus que refléter les transformations sociales de la période japonaise, il les outre. Ce sont d'abord les groupes suscités par la modernisation coloniale

⁴⁷⁶ You Ciyi (10 août 2008, Douliu), dans ZSXP, p. 78.

⁴⁷⁷ GU, *Taizhong de fenglei*, *op. cit.*, p. 56.

⁴⁷⁸ C'est une préoccupation constante de l'UNRRA sur l'île.

⁴⁷⁹ MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, p. 87.

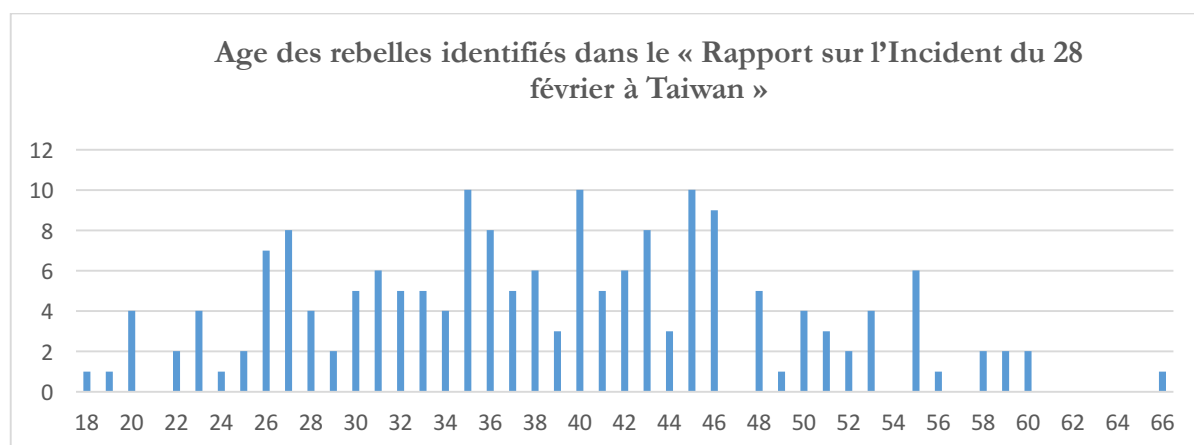
⁴⁸⁰ WICKBERG, "The Taiwan Peasant Movement", *op. cit.*, p. 564.

qui participent à la révolte, une sociologie qui ne ressemble en rien à celle des soulèvements passés, aussi bien contre les Japonais que contre l'administration impériale Qing.

D. Un soulèvement de jeunes hommes

Stratification générationnelle

La stratification générationnelle du mouvement est bien plus claire encore. La liste des 987 principaux rebelles établie par le Baomiju mentionne l'âge de 177 individus.

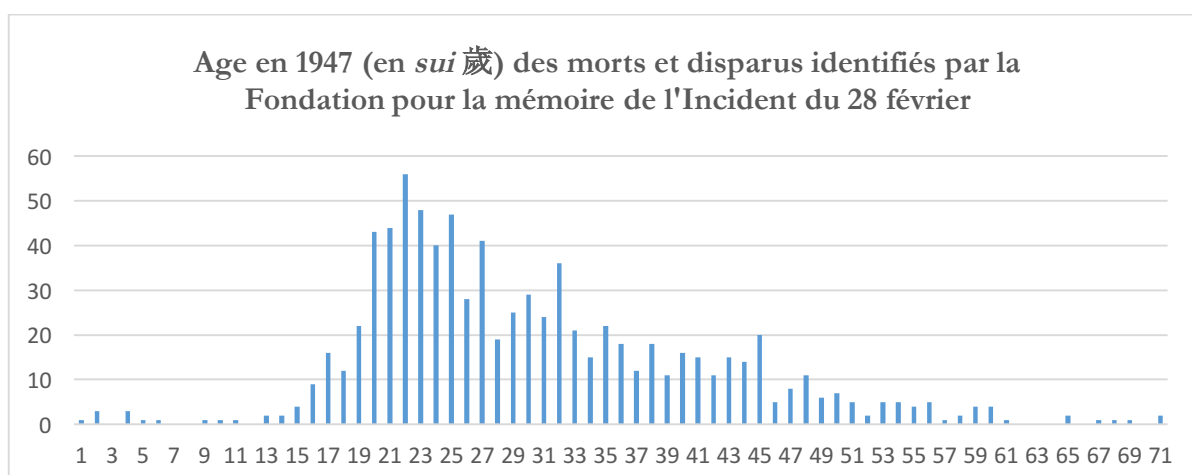


Source des données : Zhang Bingcheng, « Er'erba shijian panni mingce », dans DAHB 16, pp. 93-198.

Le caractère lacunaire des informations et l'hétérogénéité du groupe considéré (la liste mêle aux notables, surreprésentés, des émeutiers et des insurgés armés) expliquent en partie la distribution irrégulière de l'âge, mais il est clair que le groupe central est celui des hommes de 30-39 ans (57 individus) et 40-49 ans (57 individus), suivi par celui des 18-29 ans (36 individus) et d'un nombre non négligeable de 50 ans et plus (27 individus). La moyenne est de 37,5 ans, et s'élève à 45,9 ans pour la région de Taïpei⁴⁸¹.

Que peut-on dire des acteurs ordinaires de la violence ? La liste des tués et disparus établie par la Fondation pour la mémoire de l'Incident du 28 février, qui a le mérite de renseigner l'âge d'un grand nombre d'individus (849), peut nous donner une approximation pour ce groupe. Il est en effet raisonnable de supposer que les Taïwanais s'étant attaqués aux autorités et/ou à la population chinoise sont les plus susceptibles d'avoir trouvé la mort, dans l'action ou (bien plus souvent) lors de la répression.

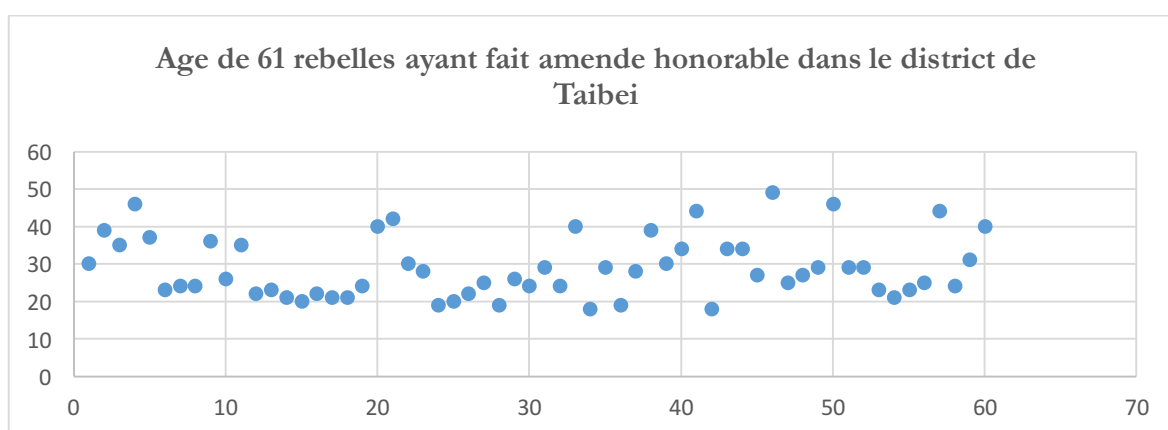
⁴⁸¹ « Er'erba shijian panni mingce », dans Zhang Bingcheng, « Taiwan Er'erba shijian baogaoshu », dans DAHB 16, pp. 93-198. Les informations des sources premières sont en *sui* 歲, dont le décompte commence à la naissance (un nouveau-né a un *sui*). Nous retranchons donc une unité pour obtenir l'équivalent en années.



Source des données : *Dictionnaire de l'Incident du 28 février*, Annexes.

Bien que ces données surévaluent à coup sûr l'âge moyen des insurgés⁴⁸², la différence d'avec la liste précédente reste patente : l'âge moyen des tués et disparus est de 28,3 ans, le groupe le plus représenté étant celui des 19-26 ans (347 sur 849).

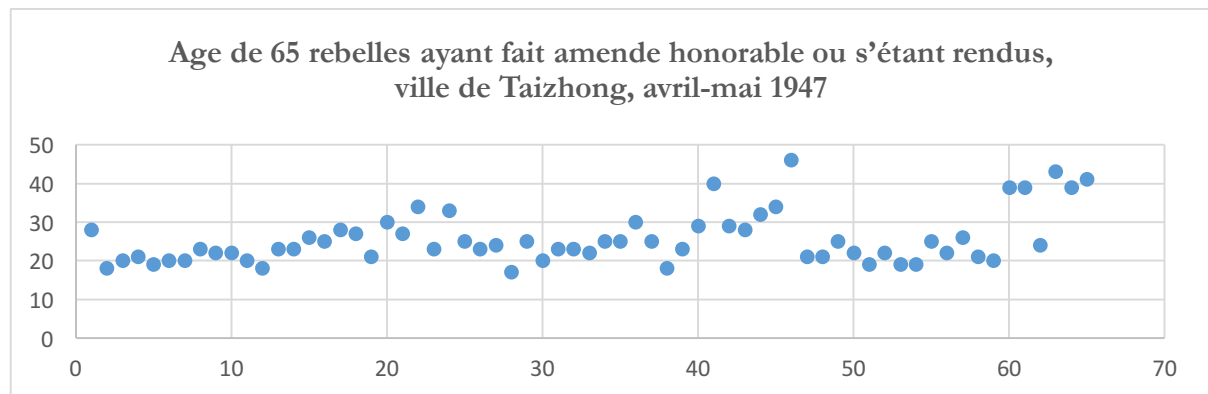
Les listes d'individus ayant fait amende honorable, plus réduites mais explicitement focalisées sur les « suiveurs aveugles », confirment cette estimation. Une liste de 61 noms établie par le district de Taibei donne une moyenne d'âge de 27,9 ans (contre 44,9 ans en moyenne pour les rebelles de la région de Taibei dans la liste du Baomiju), avec une majorité de 20-30 ans, quelques moins de 20 ans et une minorité substantielle de plus de 30 ans.



⁴⁸² Elles incluent en effet de nombreux membres de l'élite taiwanaise exécutés ou assassinés par les services de sécurité pour avoir tenté de négocier une sortie politique à la crise. Il est en outre probable que la politique de réparations ait favorisé les catégories sociales se sentant capables et en droit, en raison de leur capital culturel et social, d'engager les démarches nécessaires : la notabilité de 1947, grande et petite, est sans doute surreprésentée. Enfin, on ne peut exclure l'existence de jeunes victimes tuées sans laisser de proches de leur génération ou de la suivante, et dont la mort n'a ainsi pu faire l'objet d'une demande de réparations.

Source des données : DAGLJ/A376410000A/0036/193.8/2, gouvernement du district de Taïpei, « Amendes honorables ».

Hors de la capitale, à Taïzhong, le tableau représente mieux la situation générale ; socialement plus modestes, les insurgés qui se rendent à la police sont aussi plus jeunes : 24,6 ans en moyenne. Les cohortes les plus représentées sont les 19-24 ans, suivis par les 14-29 ans et les 24-29 ans (une dizaine d'individus plus âgés tirent la moyenne vers le haut) :



Source des données : DAGLJ/A376590200C/36/193.5/1, « Taïzhong shi gequ zishou zixin diaochabiao ».

Ces moyennes doivent sans doute faire l'objet d'une autre révision à la baisse si l'on considère l'implication massive des élèves et étudiants (que nous regrouperons sous le terme générique d'étudiants⁴⁸³), souvent d'une extrême jeunesse. Cette présence est mal rendue par les sources de la répression, car en dépit de quelques cas spectaculaires les étudiants font l'objet d'une répression relativement modérée, le pouvoir jugeant avec raison qu'ils ne sont pas les rebelles les plus menaçants et que l'essentiel est de les renvoyer dans leurs écoles.

Les rapports contemporains des événements et l'histoire orale ne laissent cependant aucun doute sur l'ampleur du phénomène⁴⁸⁴, et ce sur toute l'île : à Taïpei, de nombreux élèves (et enseignants) réagissent à la fusillade du 28 février en arrêtant les cours, les institutions les plus prestigieuses (comme l'Université de Taiwan) envoient des délégués au Comité de résolution⁴⁸⁵ et les établissements ordinaires fournissent des recrues aux groupes d'autodéfense et de maintien de l'ordre qui se multiplient, parfois à l'appel du Comité, le plus souvent de manière anarchique⁴⁸⁶. A

⁴⁸³ Nous faisons ce choix par commodité et parce que les sources, qui utilisent le mot *xuesheng* 學生, ne permettent pas de faire la différence, d'ailleurs secondaire compte tenu du très faible nombre d'étudiants du supérieur à Taiwan en 1947 (l'Université Nationale de Taiwan, ex-Université Impériale, est la seule université publique et ne compte que quelques centaines d'étudiants).

⁴⁸⁴ IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi ».

⁴⁸⁵ MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, p. 111.

⁴⁸⁶ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, pp. 54-61.

Gaoxiong, une fédération étudiante est créée, dont le lycée n°1 est le quartier général⁴⁸⁷. A Taizhong, Zhong Yiren se souvient d'avoir été, du haut de ses 26 ans, « nettement plus âgé que les jeunes étudiants (*qingnian xuesheng* 青年學生) » qui participaient au mouvement, pour beaucoup des adolescents⁴⁸⁸. La présence étudiante massive dans un mouvement de contestation radicale, *a fortiori* violente, n'appartient pas à l'héritage historique de l'île et n'a pas non plus de précédent sous la période coloniale. En revanche, la population étudiante qui se jette dans le tumulte est un produit direct de la modernisation conduite par les Japonais. Si le gouvernement général n'est jamais allé au bout de la déségrégation scolaire annoncée dans les années 1920⁴⁸⁹, il a consacré un effort considérable à la scolarisation : plus de quatre garçons taiwanais de 6-14 ans sur cinq reçoivent une éducation élémentaire en 1944, contre un sur cinq en 1917 ; pour les filles, la proportion passe de moins de 4% à plus de 60%. L'enrôlement taiwanais dans les écoles primaires est de 707 300 élèves, auxquels il faut ajouter 7 200 lycéens (*chūgakkeō* 中學校) et 4900 élèves d'écoles secondaires de filles (*keōtō jogakkeō* 高等女學校), sans compter les écoles normales et professionnelles⁴⁹⁰. Trois ans plus tard, ces cohortes⁴⁹¹ seront un important réservoir démographique de la révolte. Ce groupe comprend, qui plus est, un pourcentage presque égal de filles et de garçons.

La place des femmes

Certes, en dépit des affirmations emphatiques du rapport du quartier général de la garnison (« les femmes et les enfants taiwanais se joignirent aveuglément à l'émeute »)⁴⁹², la mobilisation est essentiellement masculine, et presque exclusivement pour ce qui est des positions d'autorité. La liste du Baomiju compte 6 femmes sur un total de 987 noms – la dirigeante communiste Xie Xuehong 謝雪紅 (sur le cas atypique de laquelle nous reviendrons), trois femmes accusées d'incitation à l'émeute et deux de participation au Comité de résolution local⁴⁹³. Quant à la présence

⁴⁸⁷ Ruan Chuishen (12 juin 1991 et 5 novembre 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 412.

⁴⁸⁸ Zhong Yiren (19 août 1991, Taizhong), dans KSL 3, p. 39.

⁴⁸⁹ Les « écoles publiques » (*keōgakkeō* 公學校) continuent de recevoir les enfants japonais et une minorité de Taiwanais privilégiés ; la grande majorité intègre les « écoles primaires » (*shōgakkeō* 小學校), moins prestigieuses.

⁴⁹⁰ « Taiwan wushiyi nian lai tongji tiyao » 台灣五十年來統計戶口調查 (Statistiques sommaires sur Taiwan depuis cinquante et un ans), <http://twstudy.iis.sinica.edu.tw/twstatistic50/Pop.htm> [consulté le 5 juin 2016].

⁴⁹¹ Les chiffres indiqués ici correspondraient à près de 200 000 lycéens et adolescents récemment sortis du collège entre 15 et 17 ans.

⁴⁹² IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi ».

⁴⁹³ « Er'erba shijian panni mingce », dans Zhang Bingcheng, « Taiwan Er'erba shijian baogaoshu », dans DAHB 16, pp. 93-198.

féminine dans les actions violentes, elle est suffisamment rare pour être relevée par la presse officielle⁴⁹⁴.

Le mouvement n'en est pas pour autant entièrement masculin, et les jeunes filles impliquées forment un groupe remarquablement homogène : ce sont presque toutes des élèves du secondaire. Comme leurs équivalents masculins, les lycées de filles ont en effet pour la plupart cessé toute activité au début de l'Incident⁴⁹⁵, et leurs élèves égayées dans les rues y ont parfois pris part. A Gaoxiong et Tainan, les alliances étudiantes intègrent plusieurs lycées et écoles de filles, dont les déléguées ont parfois voix au chapitre⁴⁹⁶. Partout, cependant, les filles sont soit associées à des activités pacifiques (ainsi à Tainan le 6 mars, où un important défilé étudiant mené par des notables de la ville mêle filles et garçons⁴⁹⁷) soit, et c'est nettement plus fréquent, cantonnées sans coercition apparente à des rôles de soutien moral et matériel. A Gaoxiong et Jiayi les élèves des différents lycées et écoles de filles préparent des sandwiches de riz (*fantuan* 飯糰) pour nourrir leurs camarades mobilisés et lavent leurs habits⁴⁹⁸. Leurs services s'étendent parfois à la communauté dans son ensemble : à Taizhong, le 4 mars, les étudiantes sont mobilisées pour nourrir les *waishengren* enfermés⁴⁹⁹ ; à Tainan, ce sont les membres de l'Association des Femmes qui sont chargées de la collecte pour acheter les vivres à leur destination⁵⁰⁰ ; à Xinzhu, l'épouse et les filles d'un des leaders de la rébellion tiennent une sorte de cantine populaire dans la clinique de ce dernier (exemple relativement rare de l'implication active de femmes adultes)⁵⁰¹. Les femmes donnent ainsi un semblant de viabilité à la situation insurrectionnelle et, plus important encore, contribuent à l'émergence d'un compagnonnage au sens fort du mot : la cuisine, faite et consommée en groupe,

⁴⁹⁴ Par exemple quand il s'avère qu'un des derniers groupes combattants écrasés par l'armée à Xiaomei comprenait deux femmes armées. « Cuanrao Xinying baotu duoshu jiujian, nei you nüxing er ming canjia » 竄擾新營暴徒 多數就殲 內有女性二名參加 (Les émeutiers qui harcelaient Xinying sont anéantis pour la plupart, ils comprenaient deux femmes), *Zhonghua ribao*, 21 mars 1947.

⁴⁹⁵ « Tainan shi gongsi li zhongdeng yishang xuexiao lianhe gonggao » 台南市公私立中等以上學校聯合公告 (Déclaration commune des écoles publiques et privées de niveau secondaire et supérieur de la ville de Taizhong), *Zhonghua ribao*, 15 mars 1947 ; « Taibei nüzi shifan yeyi zhengshi shangke » 台北女子師範業已正式上課 (L'école normale pour filles de Taibei a officiellement repris les cours), *Xinshengbao*, 27 mars 1947 ; « Taizhong zhongxue xiaozhang tonggao xuesheng fuke » 台中中學校長 通告學生復課 (Les chefs d'écoles secondaires de Taizhong demandent aux étudiants de reprendre les cours), *Xinshengbao*, 27 mars 1947.

⁴⁹⁶ Ruan Chuishen (12 juin 1991 et 5 novembre 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 412 ; Wang Zhenhua (20 août 1991, Tainan), dans KSLs 3, p. 149.

⁴⁹⁷ « Tainan shi chuli hui chengli » 台南市處理會成立 (Le Comité de résolution de Tainan est créé), *Xinshengbao*, 7 mars 1947.

⁴⁹⁸ He Congming (13 mai 1992, Taibei), dans GX 1, p. 408 ; Ruan Chuishen (12 juin 1991 et 5 novembre 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 412 ; Wu Qingnian (20 novembre 1993, Tainan), dans JYBH, p. 35.

⁴⁹⁹ « Taizhong shi lianri qingkuang » 台中市連日情況 (La situation à Taizhong ces derniers jours), *Xinshengbao*, 6 mars 1947.

⁵⁰⁰ Shen Yiren (21 août 1991, Tainan) dans KSLs 3, p. 159.

⁵⁰¹ Zeng Junxiong (18 février 2001, Xinzhu), dans XZFC, p. 62.

participe de la création d'un collectif. Souvent, bien que de manière moins systématique, elles remplissent aussi une fonction de soutien moral, comme à Jiayi où les élèves des lycées de fille appellent à la radio les habitants à apporter de la nourriture ou de l'aide aux groupes en difficulté⁵⁰².

L'Incident du 28 février 1947 est une révolte jeune, et le premier soulèvement étudiant de l'histoire de l'île, mettant en scène des protagonistes absents avant la colonisation japonaise. Cette dimension étudiante explique la participation de jeunes filles et de jeunes femmes, mais à l'exception notable de la dirigeante Xie Xuehong à Taizhong, leur rôle reste strictement genré ; la modernité du mouvement s'arrête là.

II. DYNAMIQUES

A. L'espace de la révolte : un mouvement urbain et réticulaire

Une société intégrée et partiellement urbanisée

Discrétion des paysans, rôle central des professions tertiaires, présence massive des étudiants : l'Incident du 28 février touche en priorité les villes, ce qui l'inscrit en rupture avec la quasi-totalité des cas de violence collective dans l'histoire de l'île.

Le fait est d'autant plus remarquable que Taiwan, comme on l'a vu, est resté principalement agricole entre 1895 et 1945 ; il est donc difficile de l'attribuer à la prépondérance des citadins dans la structure sociale. Si le phénomène est difficile à estimer avec précision en raison de l'espacement des recensements (il n'y en a pas entre 1940 et 1956) et du décalage entre divisions administratives et agglomérations réelles, il est clair que la croissance urbaine, très notable, ne s'est pas traduite par un exode rural massif. En 1940, on compte 220 000 Taiwanais (et 90 000 Japonais) à Taibei (un doublement par rapport à 1920), 120 000 à Tainan (idem), 100 000 à Gaoxiong (une multiplication par 3,6). La population citadine de 1947 est sans doute plus faible encore, puisqu'il faut en retrancher la population japonaise rapatriée. Une partie importante de la croissance démographique a été absorbée par les agglomérations secondaires de quelques dizaines de milliers d'habitants : Jiayi compte 80 000 citadins, 2,6 fois plus qu'en 1920 ; Jilong double de volume (70 000 habitants en 1940), à Taizhong (65 000 habitants) c'est un triplement, etc. Quant aux bourgs de quelques milliers d'habitants, ils croissent également, dans une mesure impossible à connaître avec précision, car ils ne sont pas officiellement rattachés à des villes (*shi* 市)⁵⁰³. Les nouveaux citadins adoptent souvent une activité liée à l'ancienne ou proche d'elle (petit commerce, transport, passage d'une activité

⁵⁰² Cai Yaojing (12 juillet 1994, Puzi), dans JYPY, p. 328.

⁵⁰³ *Results of the Seventh Population Census of Taiwan, 1940*, Taibei : Provincial Government of Taiwan, 1953, pp. 2-17 ; BARCLAY, *Colonial Development and Population in Taiwan, op. cit.*, pp. 106-116.

agricole à la transformation des produits de la terre...); certaines migrations sont d'ailleurs provisoires, le retour au village étant un horizon et fréquemment une réalité⁵⁰⁴. La densité ayant en outre fortement augmenté – la population continue de se concentrer sur la plaine côtière exiguë –, on peut dire que la colonisation japonaise a autant intégré les campagnes et les villes qu'elle a vidé les premières au profit des secondes.

Un soulèvement urbain atypique

Ce constat invite à nuancer l'idée selon laquelle l'Incident appartient « au genre de violence urbaine de masse qui a souvent accompagné l'évolution des régimes chinois »⁵⁰⁵. En effet, il se démarque doublement de ce modèle.

Premièrement, les troubles ne restent pas locaux : toutes les agglomérations de Taiwan ou presque sont concernées simultanément. Les espaces épargnés sont ceux de faible densité (montagnes de l'intérieur) et/ou mal connectés au reste du territoire (comme les îles Penghu, ou les villes de Hualian et Taidong sur la côte orientale, la deuxième connaissant toutefois des heurts limités⁵⁰⁶). Cette diffusion fait douter du poids des « traditions » locales de violence⁵⁰⁷, c'est-à-dire généralement de résistance à la pénétration de l'Etat. Celles-ci jouaient un rôle tant que ce dernier n'avait pas étendu son contrôle sur l'ensemble du territoire mais n'ont plus de pertinence en 1947. La mémoire plus vivante de la protestation pacifique des années 1920 semble jouer un rôle ponctuel dans les grandes villes où se tenaient les meetings et défilés (ainsi à Taïpei, Tainan et Taizhong), mais elle ne rend pas compte de la répartition des violences. Quand la forme de la révolte varie selon les villes, cela tient avant tout à la présence et à la réaction des autorités et des élites. Le cas le plus net est Taïpei, où la concentration des organes de pouvoir et des notables de premier ordre, ainsi que la densité de la population et du bâti, rendent l'espace peu propice à la lutte armée. A Gaoxiong, l'importance de la garnison du fort local et la réaction vigoureuse de son commandant, Peng Mengji, anticipent la débâcle de quelques jours. Pour le reste, les insurgés, leur composition, leur mode opératoire et l'interprétation qu'on peut donner de leurs actions présentent un visage relativement uniforme.

Deuxièmement, si l'Incident du 28 février est essentiellement urbain⁵⁰⁸, il s'étend parfois aux arrière-pays, dans un rayon de quelques kilomètres à quelques dizaines de kilomètres. Dans les

⁵⁰⁴ *Ibid.*, pp. 130-132.

⁵⁰⁵ MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, p. 9.

⁵⁰⁶ Seule exception inexplicable à ce jour : la mobilisation est très limitée dans le district de Gaoxiong, à l'exception de la ville elle-même et des bases militaires alentour.

⁵⁰⁷ Paul Katz estime qu'elles jouent encore un rôle dans la révolte de Tapani de 1915. KATZ, *When Valleys Turned Blood Red*, *op. cit.*, p.144.

⁵⁰⁸ Etant entendu qu'on désigne aussi par ce mot des bourgs de quelques milliers d'habitants, comme Miaoli 苗栗.

régions de Taizhong et Jiayi en particulier, les groupes armés quittent les agglomérations pour fuir les troupes chinoises ou éviter des batailles de rues⁵⁰⁹, et passent à des méthodes de guérilla que le relief favorise et que la plus faible concentration militaire qu'au nord ou à Gaoxiong permet. L'insurrection eût-elle duré plus longtemps, se seraient-ils montrés capables de mobiliser une partie de la population rurale ? Cela n'a rien d'impossible, si l'on considère que cette dernière ne manque ni de motifs de mécontentement ni d'une histoire de contestation violente. On comprend certes aisément pourquoi l'insurrection démarre dans les villes : les Chinois et leur administration, qui concentrent sur eux la colère de la population, y sont beaucoup plus présents. Mais les cas de diffusion à l'espace rural, bien que rares, ne sont pas inexistants, comme dans le bourg de Zhushan où les rebelles trouvent sans difficulté une vingtaine de volontaires⁵¹⁰. La passivité générale des campagnes tient moins à la nature du drame qu'à l'extrême rapidité avec laquelle il se déroule et à la manière dont les nouvelles circulent (les villageois de Datun peuvent ne rien savoir des combats qui ont lieu à Huwei, cinq kilomètres plus loin⁵¹¹).

L'Incident du 28 février prend donc une forme singulière au regard du passé taiwanais, comme d'ailleurs du présent chinois : il se propage à l'ensemble de l'île, de ville en ville, avant de faire tache d'huile, en vif contraste avec les révoltes territorialisées ou les soulèvements urbains généralement déconnectés les uns des autres auxquels le Guomindang est accoutumé sur le continent.

B. Les vecteurs de la diffusion

Si la partie de la population qui s'est mobilisée l'a fait à l'échelle de l'île, elle l'a aussi fait en un temps record. Le point le plus méridional de l'île, Fangliao, est informé de la manifestation sanglante du 28 février à Taïpei dès le 2 mars, et aussitôt agité de rumeurs annonçant l'arrivée d'hommes armés venus du nord⁵¹².

Cette vitesse tient avant tout aux moyens de communication et de transport. À des fins de contrôle et d'exploitation, les Japonais leur ont en effet consacré leurs plus lourds investissements⁵¹³, faisant de l'île un espace unifié de circulation des hommes, des biens mais aussi de l'information. Taiwan compte sans doute 100 000 postes de radio en 1945⁵¹⁴, ce qui en fait un équipement luxueux

⁵⁰⁹ ZXSP, *passim*.

⁵¹⁰ Lin Yicheng (25 décembre 2008, Linnei), dans ZSXP, p. 277.

⁵¹¹ Su Jinshun (29 novembre 2008, Huwei), dans ZSXP, p. 181.

⁵¹² LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 133.

⁵¹³ HO, "Colonialism and Development", *op. cit.*, p. 352.

⁵¹⁴ Ce qui la place au troisième rang en Asie orientale, après le Japon et Hong Kong. SHI Yumin 石育民, « Guangbo yu shouyinji zai Er'erba shijian zhong de jue se » 廣播與收音機在二二八事件中的角色 (Le rôle de la radio et des postes récepteurs dans l'Incident du 28 février), dans YANG (dir.), *Er'erba shijian 62 zhounian guoji xueshu yantaohui*, *op. cit.*, pp. 49-78.

mais non exceptionnel. Or c'est avant tout par la radio que les faits sont connus, et par elle qu'ils sont vécus comme synchrones. Il est d'ailleurs notable que dans le volume considérable de témoignages dont nous disposons, presque aucun ancien acteur n'affirme avoir été incité à l'action par un message écrit. Le médium dominant du soulèvement est l'oralité, directe ou radiodiffusée⁵¹⁵.

Le rôle de la radio

Le 28 février, la station de radio principale de Taïpei, située dans le Parc Zhongshan à proximité du gouvernorat, est brièvement occupée par des individus qui transmettent les nouvelles de la veille et « font appel au soutien de la population »⁵¹⁶. Son responsable Lin Zhong, qui n'est pas malmené mais soumis à une forte pression pour diffuser les messages des insurgés et du Comité, reste sur les lieux⁵¹⁷, et le contrôle de l'émetteur semble par la suite partagé – ou alterné – entre les représentants du pouvoir et ses adversaires⁵¹⁸. Le soir même, le chef d'état-major Ke Yuanfen et la députée Xie E 謝娥 interviennent sur les ondes pour appeler au calme (et nier la mort de manifestants, provoquant des réactions furieuses des citoyens). Le lendemain (1^{er} mars), c'est au tour de Chen Yi de radiodiffuser un message d'apaisement qui promet de punir les coupables des deux jours précédents. Il interviendra encore le 2 et le 6. Après l'occupation sauvage du premier jour, en effet, c'est le Comité de résolution de Taïpei qui s'assure un accès régulier à l'antenne, sans jamais rompre la communication avec le gouverneur. Les 6, 7 et 8, c'est à partir de l'émetteur de Taïpei que le Comité de résolution annoncera ses demandes de réformes⁵¹⁹.

Si la radio de Taïpei appelle plutôt au calme qu'à l'insurrection violente⁵²⁰, elle tient l'ensemble de l'île informée de l'hésitation du pouvoir dans la capitale provinciale, diffusant *de facto* l'idée (qui se révélera tragiquement fausse) d'un gouvernorat devenu inoffensif. Elle impose tout au moins le sentiment d'un désordre complet au sommet, même si Lin Zhong fait de son mieux pour assurer la continuité des programmes et apaiser les rumeurs qui prolifèrent dans la capitale (empoisonnement de l'eau potable par le gouvernement, rivière Danshui entièrement teintée de sang, etc.)⁵²¹. Les exigences de plus en plus audacieuses des notables contrastent avec les allocutions lénifiantes du gouverneur : « toutes les stations de radio de Taiwan semblaient être frappées de

⁵¹⁵ C'est également vrai pour les continentaux. Zeng Benli, employé de la CNRRA, se souvient que les petits journaux improvisés imprimés dans la capitale par certains groupes rebelles avaient une circulation très limitée : « ...leur contenu ne m'a pas laissé une grande impression, car à l'époque on n'y avait pas vraiment accès, les gens devaient se contenter d'écouter la radio ». Zeng Benli (20 janvier 1984, FCZA), dans DAHB 9, p. 143.

⁵¹⁶ NARA/RG84/UD2279/72, Télégramme du consulat de Taïpei à l'ambassade, 1^{er} mars 1947.

⁵¹⁷ Lin Zhong (9 juillet 1992, Taïpei), dans KSLs 4, p. 33.

⁵¹⁸ C'est aussi l'opinion de SHI, « Guangbo yu shouyinji zai Er'erba shijian zhong de juece », *op. cit.*, p. 8.

⁵¹⁹ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, pp. 56-57 et 66-72.

⁵²⁰ Par ex. Chen Mugui (18 août 1995, Xizhi), dans DSHY, p. 132.

⁵²¹ Lin Zhong (9 juillet 1992, Taïpei), dans KSLs 4, p. 33.

maladie mentale », affirme Peng Mengji en se souvenant du kaléidoscope de voix entendues depuis son fort de Gaoxiong⁵²². A Taizhong, les autorités locales invitent les notables qu'ils jugent les plus modérés à diffuser des appels au calme, donnant sans doute une impression comparable de faiblesse⁵²³. Si bien que pour Peng Mengji, c'est l'annonce à la radio de l'ordre d'arrestation de Xie Xuehong le 13 mars qui marque le retour à l'ordre véritable.

Pour de nombreux Taiwanais qui se tiennent à l'écart de l'action, l'événement se limite à un flot d'informations radiophoniques contradictoires, comme pour l'enseignant Shen Shima de Jiayi qui reste terré chez lui en écoutant nerveusement les nouvelles, des tirs sporadiques claquant derrière ses volets fermés⁵²⁴. Dans les îles Penghu (70 000 habitants environ), les ondes diffusent un mécontentement sourd que les autorités militaires et civiles parviennent à contenir par des mesures préventives (contrôle des axes de communication, couvre-feu, surveillance intensive, cooptation des élites locales dans un « Comité de résolution » officiel, confiscation des armes de la police)⁵²⁵. Mais en bien d'autres lieux, la radiodiffusion de l'Incident est le coup d'envoi des troubles. Le nombre limité de postes n'entrave pas cette contagion, au contraire, car il fait de l'écoute de la radio une activité collective et souvent publique. Le 28 au soir, Xu Xuehai, cadet de la marine chinoise stationné à Jilong, croise groupe après groupe de Taiwanais agglutinés autour de récepteurs, écoutant avidement les nouvelles de Taïpei⁵²⁶. A Tainan, le professeur de physique Wu Qingnian rassemble ses étudiants pour écouter les développements de la crise en cours, puis décide avec eux de communiquer les informations entendues par le biais d'affiches murales⁵²⁷. Pendant la grosse semaine où les autorités reculent face au soulèvement, « la radio diffuse les informations à longueur de journée » et ceux qui le peuvent « restent collés au poste nuit et jour »⁵²⁸ : les ondes radiophoniques sont le lien intangible qui fait exister l'île de Taïwan comme espace politique.

⁵²² Peng Mengji, « Er'erba shijian huiyilu » 二二八事件回憶錄 (Mémoires sur l'Incident du 28 février), 1953, dans ZLXJ 1, p. 77.

⁵²³ SHI, « Guangbo yu shouyinji zai Er'erba shijian zhong de juece », *op. cit.*, p. 71.

⁵²⁴ Shen Shima (31 octobre 1993, Jiayi), dans JYBH, p. 255.

⁵²⁵ L'efficacité de ces précautions s'explique d'abord par l'isolement géographique du petit archipel, qui facilite le contrôle de la population et limite la diffusion du mouvement depuis l'île. Le commandant du fort local est néanmoins assez inquiet pour refuser d'envoyer à Gaoxiong, le 4 mars, les renforts que son homologue Peng Mengji lui demande. XU Xueji, « Er'erba zai Penghu » 二二八事件在澎湖 (Le 28 février aux Penghu), *Xiying fengwu*, n° 1, 1996, pp. 28-44 ; GSG/002/020400/00038/087, télégramme de Bai Chongxi à Jiang Jieshi, 17 avril 1947 ; GSG/134000000691A, Peng Mengji (28 février 1991, Taïpei). La situation économique des Penghu à l'hiver 1946 est catastrophique, la fermeture d'une base navale japonaise et le déclin du secteur de la pêche engendrant un chômage et des pénuries beaucoup plus graves que sur l'île de Taïwan (UNRRA/S1137/0000/0144, Rapport sur les Pescadores, 4 décembre 1946), preuve s'il en fallait de l'insuffisance des causes socio-économiques à expliquer la révolte.

⁵²⁶ Xu Xuehai (1^{er} et 16 avril, 3 et 30 mai 1997 ; 19 janvier et 11 juin 1998), dans ZHANG (dir.), *Haijun renshi fangwen jilu*, *op. cit.*, p. 35.

⁵²⁷ Wu Qingnian (20 novembre 1993, Tainan), dans JYBH, p. 24.

⁵²⁸ Lai Songhui (30 août 1993, Jiayi), dans JYBH, p. 222.

L'importance de la radio est démultipliée quand les insurgés s'emparent de la station locale⁵²⁹, où se bousculent alors des porte-parole improvisés, souvent très jeunes. C'est brièvement le cas à Taizhong et plus longuement à Jiayi ; les lycéennes s'y imposent comme les principales voix de la station, dont la radicalité contraste vivement avec la modération de la fréquence de Taibei⁵³⁰. Les ondes ne sont plus alors le simple baromètre du chaos politique ou le centre imaginaire de la province ; elles appellent aux armes à l'échelle de la ville et de ses environs. C'est à l'appel de la radio de Jiayi que Wu Qingnian y conduit ses étudiants de Tainan (à 70 kilomètres de là) afin de prêter main forte aux rebelles⁵³¹, tout comme les habitants du bourg de Xiluo (45 kilomètres) suivent les nouvelles locales plus que celles de la capitale⁵³². On pense à l'an V de la révolution algérienne. Mais si dans l'Algérie de Frantz Fanon le poste radio est un symbole de la modernité française retourné par les « indigènes » contre leurs anciens maîtres, c'est ici le nouveau pouvoir qui fait les frais de cette innovation technologique⁵³³. Les messages diffusés depuis Taibei le sont en japonais, taiwanais, chinois, parfois hakka voire anglais, ceux de la radio de Jiayi en japonais ou en taiwanais⁵³⁴. Pour Fanon, « Le même message transmis en trois langues différentes unifie l'expérience et lui donne dimension universelle »⁵³⁵. Tel est bien l'objectif des notables de Taibei, plus ou moins cosmopolites. Cependant, même les protagonistes de la révolte armée visent grand, aussi loin que les ondes portent – on capte jusque dans les zones aborigènes des montagnes centrales⁵³⁶. George Kerr note à juste titre que cet usage des moyens de télécommunication prend au dépourvu les autorités de l'île, accoutumées à faire face à des soulèvements beaucoup plus fragmentés⁵³⁷.

Moyens de transport et groupes circulants

La forme réticulaire de l'insurrection tient aussi aux infrastructures de transport léguées par les Japonais. Le kilométrage de routes (*gonglu* 公路) triple presque entre 1899 et 1941, de 6700 km à 18 700, avec une croissance beaucoup plus forte pour les routes carrossables, même si les véhicules motorisés restent encore relativement rares dans l'immédiat après-guerre. Le développement des

⁵²⁹ A part la station principale de Taibei, l'île en compte quatre secondaires : Taizhong, Jiayi, Tainan, Hualian. Lin Zhong a nommé leurs directeurs. Lin Zhong (9 juillet 1992, Taibei), dans KSL 4, p. 32.

⁵³⁰ Wen Lianzhang (24 juin 1994, Yingqian), dans JYPY, p. 91 ; Su Lihong (1^{er} mai 1994, Jiayi), dans ZLSC, p. 223 ; Cai Yaojing (12 juillet 1994, Puzi), dans JYPY, p. 328.

⁵³¹ Wu Qingnian (20 novembre 1993, Tainan), dans JYBH, p. 26.

⁵³² Wang Zhennan (22 août 1994, Xiluo), dans JYPY, p. 25.

⁵³³ Frantz FANON, *L'an V de la révolution algérienne*, Paris : Maspéro, 1959.

⁵³⁴ Lin Yujing (17 septembre 1993, Xingang), dans JYPY, p. 266.

⁵³⁵ FANON, *L'an V de la révolution algérienne*, *op. cit.*, p. 28.

⁵³⁶ Zheng Jian (21 janvier 2009, 11 mars 2009, 20 juin 2011, 18 juillet 2011, Taibei), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, *op. cit.*, pp. 207-208.

⁵³⁷ KERR, *Formosa Betrayed*, *op. cit.*, pp. 266-267.

lignes de chemin de fer est plus spectaculaire encore, de 97 km en 1899 à 898 en 1945 (cf. annexe 1-d)⁵³⁸. Au début de 1947, le réseau de transport s'est suffisamment remis des destructions de la guerre pour être jugé suffisant par les spécialistes de l'UNRRA⁵³⁹ : l'île est un espace intégré, du moins dans la plaine côtière où se concentre la population.

Les rebelles les plus enthousiastes font donc le déplacement dans des véhicules généralement « empruntés » à la police ou aux pompiers⁵⁴⁰, avec un effet d'entraînement direct. A Xinzhu, la violence commencée le 1^{er} mars redouble le lendemain quand une vingtaine d'hommes arrivent en camion, sans doute depuis Taïpei, et tiennent des discours incendiaires devant les citadins rassemblés⁵⁴¹. A Jiayi, ce sont des dizaines de jeunes venus du nord proche (Zhanghua et Taizhong) qui excitent les foules contre les Chinois⁵⁴², tout comme dans des lieux plus reculés comme Xinying (dans le district de Tainan), où ils se mêlent aux locaux et vont avec eux de village en village⁵⁴³. La propagation de la révolte depuis les centres urbains vers leurs arrière-pays correspond grossièrement au réseau routier, asphalté entre les villes et dans un rayon de 20 à 30 kilomètres autour d'elles⁵⁴⁴. Certains rebelles se déplacent en train entre les centres importants (généralement de Taïpei vers le sud), ce qui leur permet de franchir des distances plus grandes et leur épargne la peine de trouver un véhicule, mais les expose à la lenteur du trajet et aux perturbations du trafic⁵⁴⁵. L'insurrection de février-mars se déploie donc d'une manière quasiment instantanée dans un espace dense et structuré autour de nœuds urbains bien intégrés, dont les forces gouvernementales ne savent pas d'abord tirer parti ; elles sont trop minces, concentrées dans la capitale ou dans des forts (Jilong et Gaoxiong) situés en marge des agglomérations et parfois entravées dans leurs mouvements : le 1^{er} mars, 700 soldats en provenance de Fengshan appelés en renfort à la capitale sont abandonnés à Xinzhu par le conducteur de leur train, et doivent monter dans des camions

⁵³⁸ « Taiwan wushiye nian lai tongji tiyao » 台灣五十年來統計戶口調查 (Statistiques sommaires sur Taiwan depuis cinquante et un ans), <http://twstudy.iis.sinica.edu.tw/twstatistic50/Pop.htm> [consulté le 5 juin 2016].

⁵³⁹ UNRRA/S1137/0000/0144, Rapport mensuel du bureau de Taiwan, juillet 1946.

⁵⁴⁰ Chen Liangrong (5 novembre 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 180 ; Zhang Xunnan (30 septembre 1999, Xinzhu), dans XZFC, p. 125 ; Cai Changchun (24 août 1994, Jiayi), dans ZLSC, p. 87.

⁵⁴¹ « Xinzhu shi zhengfu chuli baotu xiangying Taïpei 'Er'erba' shijian gaikuang baogaoshu », dans NJDASL, pp. 370-374.

⁵⁴² Sun Zhijun, « Jiayi shi 'San'er' shijian baogaoshu » 嘉義市“三二”事件報告書 (Rapport sur « l'incident du 2 mars » à Jiayi), mars 1947, dans NJDASL, pp. 437-460.

⁵⁴³ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 112 ; A-Chen Qinghua (9 février et 9 mars 1996, Xinying), dans CAI, *Zuo guo liangge shidai de ren*, *op. cit.*, p. 222.

⁵⁴⁴ NARA/RG226/173/11, lieutenant-commandant Max Berman, “A Survey of Present Conditions in Formosa”, 4 février 1946.

⁵⁴⁵ Lin Jianzhong (7 janvier 1993, Taïpei), dans JYBH, p. 268. Même en temps normal, le trajet de Taïpei à Gaoxiong peut prendre quinze heures. NARA/RG226/173/11, lieutenant-commandant Max Berman, “A Survey of Present Conditions in Formosa”, 4 février 1946.

dont plusieurs sont bloqués par les habitants des environs (sur la paralysie de l'armée, cf. chapitres V et VII)⁵⁴⁶.

Un espace insulaire vécu comme unifié

Ces mouvements, permis par l'état des infrastructures, révèlent également la perception de l'île comme un espace unifié et ici arpenté, approprié. La cohérence spatiale produite d'une manière encore abstraite par la radiodiffusion des nouvelles de Taïpei se fait tangible, dans l'insurrection, par la circulation de ses colporteurs. Non que ceux-ci soient bien nombreux – en chaque lieu quelques dizaines au plus, et encore toutes les localités ne sont-elles pas touchées. Mais leur rôle est déterminant, et leur identité plus encore : ce sont, semble-t-il, des jeunes et presque toujours des étudiants, dont certains exportent d'ailleurs moins la subversion qu'ils ne la rapportent dans leur lieu d'origine où ils reviennent à la faveur du chaos et de l'interruption des cours. Lin Jianzhong, qui prend le train de Taïpei pour Jiayi dès qu'il entend que sa ville natale est touchée, est accueilli à la gare par un groupe de rebelles qui lui mettent un fusil dans les mains⁵⁴⁷. Les groupes les plus mobiles sont les plus typiquement modernes ; ce sont aussi ceux qui perçoivent le plus spontanément l'île de Taïwan comme un ensemble cohérent.

On sait en effet que l'œuvre japonaise ne s'est pas limitée à la « désinisation »⁵⁴⁸ de Taïwan. Les Japonais ont fortement contribué à créer une identité collective insulaire, en parachevant l'intégration économique, en réprimant les conflits communautaires résiduels, mais aussi par le traitement discriminatoire des colonisés rassemblés sous le terme nouveau de *bontōjin* 本島人 (littéralement : « les gens de cette île », par opposition aux métropolitains), ainsi que par la diffusion d'un enseignement obligatoire renforçant cette identification. Cet engendrement fut en grande partie involontaire : les petits Taïwanais ont appris à aimer le Japon comme leur pays (*kuni* 国) et passé le plus clair de leur temps à apprendre sa langue ; mais leur séparation même d'avec la plupart des élèves métropolitains a consolidé le sentiment de leur spécificité. Plus encore, l'éducation patriotique japonaise a enraciné la loyauté nationale dans l'amour de la « terre natale » (*kyōdo* 郷土), décrite comme un espace physique fait de la faune, de la flore, de la topographie, des productions et des coutumes locales, et composant par addition l'image d'un « foyer [*homeland*] borné par les montagnes, les baies et les rivières de l'île de Taïwan »⁵⁴⁹.

⁵⁴⁶ « Xinzhu shi zhengfu chuli baotu xiangying Taïpei 'Er'erba' shijian gaikuang baogaoshu », dans NJDASL, pp. 370-374 ; NARA/RG84/D2279/72, Rapport du vice-consul George Kerr au consul de Taïpei, transmis à l'ambassade de Chongqing, 7 mars 1947.

⁵⁴⁷ Lin Jianzhong (7 janvier 1993, Taïpei), dans JYBH, p. 268.

⁵⁴⁸ CHING, *Becoming "Japanese"*, op. cit., p. 7.

⁵⁴⁹ CHOU, "Between Heimat and Nation", op. cit., *passim*.

La révolte de 1947 est généralement locale, voire localiste : c'est pour son lieu de vie immédiat qu'on prend les armes⁵⁵⁰, bien qu'on ait généralement conscience d'agir en écho (*xiangying* 響應) aux secousses de la capitale et des villes secondaires. La contradiction, toutefois, n'est qu'apparente. L'émergence d'une conscience insulaire taiwanaise pendant la période coloniale est en effet inséparable de « la création du local »⁵⁵¹, c'est-à-dire de l'investissement identitaire dans les divisions administratives imposées par les Japonais⁵⁵², et les exemples abondent qui attestent que la construction d'une identification collective se fait souvent par le relais des « petites patries ». C'est ce territoire, perçu non comme national mais bien comme *um*, distinct, enraciné dans une multitude de petits « espaces vécus »⁵⁵³, que les rebelles taiwanais investissent et parcourent en 1947.

C. Professionnels et amateurs de la violence

Comme on l'a vu, dans les révoltes formosanes de l'époque Qing, semblables en cela au modèle continental, les rebelles s'associent généralement – contre récompense – des spécialistes de la violence, seuls à même de faire face à la troupe. Bandits professionnels ou occasionnels, maîtres et praticiens d'arts martiaux, mercenaires, ce sont presque toujours des groupes habitués à vivre dans l'illégalité ou à sa lisière. Le pouvoir chinois est accoutumé à cette réalité, qui conforte l'amalgame qu'il fait généralement entre rebelles et criminels.

La notion de liumang et la criminalisation du soulèvement

Ce cadre interprétatif est naturellement mobilisé en 1947. A Taïpei et Nanjing, on répète à l'envi que les rebelles sont en majorité des « voyous » (*liumang* 流氓). Le terme, qui charrie « certaines des connotations les plus négatives de la langue [chinoise] », vient du dialecte shanghaien, où il désigne depuis le tournant du XXe siècle « les voyous déracinés et petits criminels qui infestaient le port de Shanghai en pleine croissance »⁵⁵⁴. La catégorie est appropriée par le pouvoir Nationaliste pendant l'Expédition du Nord, les *liumang* étant identifiés comme les pions des « despotes locaux et mauvais

⁵⁵⁰ Cf. chapitre V. L'idée d'une responsabilité des rebelles envers « la localité » (*difang* 地方) revient avec une telle régularité dans l'histoire orale et correspond si bien à leurs modes d'action qu'il est difficile d'y voir un simple discours rétrospectif, dont on verrait d'ailleurs mal le bénéfice politique.

⁵⁵¹ TS'AI, *Taiwan in Japan's Empire Building*, *op. cit.*, pp. 145-165.

⁵⁵² Particulièrement le district (*gun* 郡), échelle privilégiée de la mobilisation de la société par l'Etat. Les divisions administratives de Taiwan avaient été réformées en 1920, avec pour effet d'affaiblir les « villages naturels ». LAMLEY, "Taiwan under Japanese Rule", *op. cit.*, p. 225.

⁵⁵³ Armand FREMONT, *La région, espace vécu*, Paris : PUF, 1976.

⁵⁵⁴ Geremie BARME, *In the Red: On Contemporary Chinese Culture*, New York : Columbia University Press, 1999, pp. 63-64.

notables » (*tubao lieshen* 土豪劣紳) qui s'opposent à l'œuvre régénératrice du Guomindang⁵⁵⁵. Ils sont définis par leur absence de profession honnête (*bu wu zheng ye* 不務正業) et par leurs activités illégales et contraires à l'ordre social et moral (jeu, rixes...). Ce mode de vie les rend dangereux, à condition que de véritables ennemis du régime décident de les utiliser ; la notion de *liumang*, qui manifeste une lecture sécuritaire du social, est donc d'emblée politique⁵⁵⁶.

Le terme *liumang* est peu connu à Taiwan avant 1945⁵⁵⁷, un fait mis en avant par plusieurs survivants surpris d'avoir endossé un crime exotique (« Ce mot, je ne l'avais jamais entendu [...], je ne savais pas quel genre de faute c'était, *liumang* »⁵⁵⁸). Mais ce qui frappe plutôt est la prégnance des catégories du pouvoir et leur usage pour étayer un discours de disculpation et de distinction sociale. Le terme revient particulièrement chez les interviewés jouissant à l'époque des faits d'un certain statut, qui refusent avec véhémence d'être assimilés à des voyous et considèrent ce « malentendu » comme partie intégrante de l'injustice (*yuanyang* 冤枉) qui leur a été faite. La femme d'un joaillier de Jilong tué par l'armée tient à ce sujet un discours typique :

Si on avait été des *liumang*, de mauvais sujets qui gagnent de l'argent sans travailler, être arrêté aurait eu un peu de sens. Mais nous étions des commerçants bien honnêtes, des gens comme il faut, et nous n'avons participé à rien. [...] Les vrais *liumang*, ceux qui ont vraiment participé, ils ne les ont pas arrêtés⁵⁵⁹.

Dans les récits rétrospectifs comme dans le discours du pouvoir, le terme a donc plus de charge normative que de force descriptive, et le chiffre énorme de 100 000 *liumang* présents à Taiwan en 1947 avancé par le Yuan de contrôle doit être considéré comme symbolique⁵⁶⁰.

⁵⁵⁵ HUANG Huizhen 黃惠貞, « Guomindang zhengquan liumang qudi zhidu qiyuan yanjiu (1927-1955) » 國民黨政權流氓取締制度起源研究 (1927-1955) (Etude des origines du système de prohibition des *liumang* par le régime du Guomindang, 1927-1955), mémoire de master, National Taiwan University, 2007, pp. V et 24.

⁵⁵⁶ Le commandant du fort de Gaoxiong Peng Mengji le concède d'ailleurs à demi-mot en 1953 à un journaliste qui s'enhardit à rappeler que les Japonais faisaient un usage systématique de la notion de voyou ou de bandit pour désigner la résistance taiwanaise. Peng Mengji, « Er'erba shijian huiyilu », dans ZLXJ 1, p. 97.

⁵⁵⁷ Le minnan utilise *lómia* 老鰻/鱸鰻 dans un sens comparable.

⁵⁵⁸ Zhou Jinbo (22 février et 1^{er} novembre 1992, Jilong) dans JLYG, p. 72.

⁵⁵⁹ Lin Suliang (27 février 1993, Taibei), dans JLYG, p. 51.

⁵⁶⁰ En février 1946, la police en recensait 2922 – sans fournir ses critères de définition. HUANG, « Guomindang zhengquan liumang qudi zhidu qiyuan yanjiu », *op. cit.*, p. 84. Bien que ce nombre ait été voué à augmenter avec le retour des « rôlins » et soldats démobilisés, il est difficile d'imaginer qu'il soit passé à 100 000 en un an.

Marginalité des figures classiques de la rébellion

Dans quelques cas cependant, le stigmate de *liumang* (ou le plus souvent *lómúa*, le terme minnan) est revendiqué par des survivants pour eux ou leur famille. Il renvoie alors à une image positive de fier à bras, voire de brigand d'honneur, enraciné dans sa communauté et en défendant les intérêts et les valeurs avec ses méthodes propres. Dans la région de Jiayi, Cai Zhongshan, sans emploi fixe, est identifié non seulement par la police mais aussi par ses proches comme un caïd local (non sans orgueil : la vocation est familiale). Son cadet concède qu'il dirigeait « une troupe de *liumang* », mais que « leur principale mission était de protéger les *waishengren* à l'intérieur de la ville » et qu'ils « obéissaient aux ordres du peuple ». La benjamine Cai Li surenchérit (« à l'époque, les *liumang* n'étaient pas comme aujourd'hui, ils avaient le sens de la justice ») et les compare aux « bandits à cheval du Shandong » (*Shandong xiangma* 山東響馬), symboles d'une illégalité héroïque⁵⁶¹. On trouve aussi parmi les meneurs quelques spécialistes d'arts martiaux (*wushu* 武術), particulièrement dans les régions relativement pauvres du centre de l'île. Ainsi le chef d'unité de Beigang surnommé Amuzai 阿木仔 (Xu Bingjin 余炳金), versé dans les techniques de combat japonaises et chinoises, dont les prouesses puis l'exécution font une légende locale. Selon son cousin,

...il s'était entraîné jusqu'à ce que ses phalanges soient très résistantes, quand il frappait quelqu'un en fait il ne frappait pas vraiment, il lui suffisait d'effleurer le visage de son adversaire avec le dos de sa main et le sang coulait tout de suite de son nez. Si on le forçait vraiment à se battre, le type qu'il frappait était mort. [...] Quand le comportement des policiers était vraiment exagéré, les gens ordinaires allaient se plaindre à Amuzai. Il ne supportait pas ça et allait s'expliquer avec la police⁵⁶².

Plus au sud, vers Puzi, Cai Yaojing se souvient d'un maître de boxe (*quantou shifu* 拳頭師傅) ayant pris la tête d'une « brigade d'autodéfense » essentiellement composée de *yode* 友的 (équivalent de *liumang*)⁵⁶³. Ces cas, très minoritaires, témoignent davantage d'une mémoire folklorique que d'une réelle survivance. Quant aux « sociétés secrètes », sectes, groupes religieux ou associations rassemblées autour d'un temple, encore structurants lors de la révolte de Tapani en 1915, ils sont absents : tant sur le plan des motifs que sur celui des réseaux d'interconnaissance et des acteurs, la rébellion est entièrement séculière⁵⁶⁴.

⁵⁶¹ Cai Changchun (24 août 1994, Jiayi), dans ZLSC, pp. 87-92.

⁵⁶² Yu Kunhuang (14 novembre 1994, Tabei), dans JYPY, p. 166.

⁵⁶³ Cai Yaojing (12 juillet 1994, Puzi), dans JYPY, p. 332.

⁵⁶⁴ Zhu Hongyuan a suggéré l'influence d'une culture millénariste chrétienne parmi les presbytériens, relativement nombreux dans les Comités de résolution du centre de l'île (entretien avec Huang Wende, Taibei, décembre 2013). Cette présence s'explique aisément par les liens historiques des missions avec les élites locales. Quant au millénarisme, il n'y en a pas trace dans les sources.

On peine donc à trouver, en 1947, les meneurs traditionnels de l'action armée – maîtres d'arts martiaux, brigands, mercenaires, chefs de sociétés secrètes –, au rôle central dans l'histoire taiwanaise et encore si actifs dans les campagnes de la Chine continentale à la même époque. S'ils sont des alliés ou des adversaires incontournables pour les révolutionnaires de Sun Zhongshan comme de Mao Zedong, c'est qu'ils existent en Chine dans une société rurale hors d'atteinte d'un pouvoir aux mailles distendues, et où la précarité de l'existence pousse des groupes entiers vers une violence prédatrice ou défensive⁵⁶⁵. Dans l'île de Formose développée et étatisée par les Japonais, ils sont largement privés de leur niche écologique.

Le rôle de la criminalité urbaine

Le pouvoir chinois en a conscience. Il désigne dans la plupart des cas par le terme *liumang* une population urbaine, sans grande cohérence sociologique (elle couvre un éventail allant du « nabab » aux « basses classes ») mais qui échappe à la discipline du travail et au contrôle communautaire, et représente pour cette raison une menace latente. Dans les sources chinoises, on y trouve mêlés le crime organisé (*hei shehui* 黑社會), des petits délinquants et, bien souvent, les soldats démobilisés sans emploi se livrant à des activités illégales⁵⁶⁶. Or si les groupes criminels ont parfois profité du chaos pour accroître leur influence, comme dans certains quartiers de Taizhong⁵⁶⁷, ils ont conservé un rôle secondaire – et aucunement cantonné à la cause rebelle : suivant une pratique commune du Guomindang, les services de renseignement utilisent des groupes de délinquants comme agents provocateurs ou supplétifs (cf. chapitre IX).

Les autorités font en outre grand cas du rôle joué par les prisonniers libérés : ceux qui, enfermés sous les Japonais sur l'île de Huoshaodao 火燒島, ont bénéficié d'une amnistie à la rétrocession, et les « voyous » que le gouvernement chinois a brièvement détenus en 1946 en espérant les rééduquer⁵⁶⁸. Les « rôlnins » (*langren* 浪人), comme on appelle les hommes employés par les Japonais pour l'exécution des basses tâches dans leur « empire informel » en Chine côtière et rapatriés à la fin de la guerre, parfois incarcérés pour un temps, sont également incriminés⁵⁶⁹. Dès avant la révolte,

⁵⁶⁵ PERRY, *Rebels and Revolutionaries in North China*, *op. cit.*, *passim*.

⁵⁶⁶ « Yang Liangong, He Hanwen youguan Er'erba shijian diaocha baogao », dans NJDASL, pp. 280-284 ; Peng Mengji, « Er'erba shijian huiyilu », dans ZLXJ 1, pp. 38-108.

⁵⁶⁷ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 86. Leurs rivalités les neutralisent d'ailleurs dans une large mesure.

⁵⁶⁸ *Taiwan sheng jingbei zongsilingbu zhounian gongzuo gaikuang baogaoshu* 台灣省警備總司令部週年工作概況報告書 (Rapport synthétique sur la première année de travail du quartier général de la garnison de la province de Taiwan), Taibei : Taiwan sheng jingbei zongsilingbu, novembre 1946, pp. 66-68.

⁵⁶⁹ Un historien chinois estime leur présence dans le Fujian en 1937 à un peu plus de 20 000, dont la majorité dans la ville de Xiamen. LIN Zhen 林真, « Kangzhan shiqi Fujian de Taiwan jimin wenti » 抗战时期福建的台湾籍民问题 (Le problème des Taiwanais au Fujian pendant la Guerre de résistance), *Taiwan yanjiu jikan*, n° 2, 1994, pp. 71-78, p. 71. Ce nombre a dû fortement augmenter pendant la guerre.

la police se plaint de ces populations qu'elle juge fauteuses de trouble. Il est possible que les anciens détenus, en tous cas ceux des Chinois, aient pris part à la révolte de manière disproportionnée, ne serait-ce que parce que leurs conditions de détention déplorables n'avaient rien pour susciter un attachement au régime⁵⁷⁰. Cependant, rien ne permet de l'attester⁵⁷¹.

Quant aux soldats démobilisés, ils sont durement frappés (dans des proportions inconnues) par le chômage après leur rapatriement, et il est plausible qu'ils soient plus nombreux que la moyenne à se livrer à la délinquance. Mais on a vu que ni cette dernière ni le chômage ne sont des motifs indiscutables de participation à la révolte ; la forte présence des anciens soldats parmi les rebelles appelle un autre type d'explication, que nous aborderons au chapitre IV.

D. Les hiérarchies de la subversion

Le Guomindang a accusé sans discontinuer, de 1947 aux années 1990, une poignée de comploteurs d'être derrière la révolte – communistes, ambitieux (*yexinjia* 野心家) ou notables collaborateurs du Japon (*yuyong shenshi* 御用紳士), l'accent passant des premiers aux seconds avec l'affaiblissement des logiques de guerre froide (cf. chapitre I). Quels que soient les coupables désignés, l'essentiel était d'affirmer le caractère fabriqué de l'émotion populaire et de lui associer par surcroît les élites taiwanaises des Comités de résolution, ne serait-ce que pour justifier *ex post* l'assassinat de nombre d'entre elles.

Les notables et la canalisation ratée de la violence

La fausseté de la thèse du complot est depuis longtemps avérée : à la différence de la révolte de Tapani (1915), de sa réplique avortée de 1927 ou même de l'incident de Musha, tous planifiés en secret, il n'y a pas de complot en 1947. Mais il faut aussi refuser l'idée selon laquelle les notables taiwanais « dirigent » la révolte : contrairement à ce que suggère une mémoire unanimiste du drame – qui converge ici avec la paranoïa officielle⁵⁷² – il n'y a pas un mais au moins deux Incidents : la quête de réforme politique des notables, et la révolte armée. Malgré des porosités (les réunions du Comité de Taïpei sont publiques et la colère de la rue s'y exprime depuis les gradins⁵⁷³), elles se

⁵⁷⁰ UNRRA/S1121/0000/0053, Rapport hebdomadaire du bureau de Taiwan, 15-21 septembre 1946. Dans les prisons de Gaoxiong en septembre 1946, des cellules de deux personnes en abritent vingt ; 500 détenus sur 700 sont tombés malades dans le mois du fait des conditions alimentaires et sanitaires, et 50 sont morts en juillet et août.

⁵⁷¹ Un ancien policier interrogé en 2000, pourtant peu tendre avec les insurgés, a nié que ces hommes aient joué un rôle central, et même qu'ils aient participé en grand nombre à « l'émeute ». Wang Xiong (4 avril 2000, Jiayi), dans XI Xiande 習賢德, *Jingcha yu Er'erba shijian* 警察與二二八事件 (La police et l'Incident du 28 février), Taïpei : Shiying, 2012, p. 235.

⁵⁷² Et avec la majeure de partie de l'historiographie, qu'elle soit en langue chinoise ou anglaise.

⁵⁷³ MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, p. 99.

nourrissent l'une de l'autre et se rendent mutuellement possibles, mais courent au fond en parallèle, différent par leur nature et mettent en jeu des groupes dissemblables.

En effet, le Comité de résolution de Taïpei, et les notables dans leur ensemble, s'abstiennent d'encourager la subversion violente. Il y a aussi des moments limites : le 5 mars, le président de l'Association pour la construction politique de la province de Taiwan (*Taiwan sheng zhengzhi jianshe xiehui* 台灣省政治建設協會, ACPT⁵⁷⁴), Jiang Weichuan 蔣渭川, qui entretient des relations tendues avec le reste du Comité, demande à des jeunes ayant servi dans l'armée japonaise de se rassembler dans une école de Taïpei pour constituer des patrouilles de maintien de l'ordre (ils auraient été près de deux-mille à le faire) ; cependant, il maintient un contact régulier avec le chef d'état-major et celui de la police militaire, et s'empresse d'ordonner aux anciens soldats de se disperser quand l'atmosphère se fait belliqueuse⁵⁷⁵. Peng Mengji affirme bien qu'on « n'entendait à la radio que des absurdités sur 'l'avancée victorieuse de notre armée' et 'la prise de contrôle sans heurts des organes gouvernementaux' », mais ces déclarations ouvertement martiales n'apparaissent dans aucun autre témoignage⁵⁷⁶. On sait en outre aujourd'hui que les « Brigades de service loyal » réunies sous l'autorité théorique du Comité, et qui se sont en effet livrées à des pillages et des brutalités dans la capitale, sont en réalité une création du renseignement militaire chinois (cf. chapitre IX). Quant au reste des rassemblements plus ou moins insurrectionnels qui prolifèrent à Taïpei, le Comité de résolution n'a aucun contrôle dessus.

Celui-ci se trouve donc dans la position inconfortable d'un pouvoir né d'un soulèvement violent antérieur et spontané (il est précisément formé pour « résoudre » cet incident), qui en dépend *de facto* pour sa survie (le gouvernement chinois l'aurait tué dans l'œuf s'il ne s'était pas senti vaciller) mais se trouve vite dépassé, puis compromis par lui⁵⁷⁷.

⁵⁷⁴ Créée 7 avril 1946, elle rassemble d'anciens militants de la période coloniale, en particulier les cadres de l'ex-Parti populaire, et entretient des relations tendues avec le gouvernorat. Durant l'Incident, elle formule des demandes de réforme relativement plus modérées que celles du Comité de résolution. « Taiwan sheng zhengzhi jianshe xiehui », dans *Dictionnaire de l'Incident du 28 février*, pp. 607-608.

⁵⁷⁵ Dans le cours de l'Incident, il est probable que Jiang Weichuan soit manipulé par une partie des renseignements chinois, avec l'approbation de Chen Yi. En établissant un contact privilégié avec Jiang, les autorités jouent sur les divisions internes à la haute élite taïwanaise. Il semble toutefois que Jiang Weichuan ait pris seul l'initiative de convoquer d'anciens soldats taïwanais, avant de se raviser. CHEN, *Paixi donzheng*, *op. cit.*, p. 158 ; CHEN Cuilian 陳翠蓮, « 'Zuguo' de zhengzhi shilian : Chen Yisong, Liu Ming yu Juntongjiu » 「祖國」的政治試煉 : 陳逸松、劉明與軍統局 (A l'épreuve de la « patrie » : Chen Yisong, Liu Ming et le Juntong), *Taiwan shi yanjiu*, n° 21 (3), 2014, pp. 137-180, p. 173 ; Ke Yuanfen, « Taiwan Er'erba shibian zhi zhenxiang », dans ZLXJ 1, p. 23 ; IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi » ; Liao Dexiong (19 juillet 1994 et 14 septembre 1995), dans TBDH, p. 88 ; Chen Mugui (18 août 1995, Xizhi), dans DSHY, p. 132.

⁵⁷⁶ Peng Mengji, « Er'erba shijian huiyilu », dans ZLXJ 1, p. 63.

⁵⁷⁷ Les plus lucides des observateurs chinois, et les moins intéressés à accabler les élites taïwanaises, le reconnaissent. « Yang Liangong, He Hanwen youguan Er'erba shijian diaocha baogao », dans NJDASL, pp. 280-284.

Ce qui est vrai dans la capitale l'est aussi, dans l'ensemble, dans le reste de l'île. Le Comité de résolution de Taïpei voit dans les animateurs de la radio de Jiayi des bouffeux irresponsables et se désole que leur influence supplante la sienne dans la région⁵⁷⁸. Quant aux Comités de résolution mis en place dans les autres villes, ils manifestent en général la même hostilité à l'égard de l'émeute et du soulèvement armés, un plus grand retard encore sur eux (la plupart des Comités locaux apparaissent le 5 mars, celui de Jiayi le 3) et la même difficulté à les contenir. Quand ils y réussissent, la violence est contenue : dans la ville de Tainan, les conseillers municipaux gardent en partie la main sur le mouvement étudiant, qui prend la forme d'une manifestation enthousiaste mais pacifique le 6 mars (ce sont sans doute ici les mouvements politiques de l'entre-deux-guerres qui fournissent le répertoire), dont les banderoles appellent à « protéger le gouvernement national », « promouvoir l'autonomie locale » et « réformer la politique corrompue de la province » – le programme exact des Comités de résolution⁵⁷⁹. Néanmoins, les ponts entre le monde des groupes armés et celui des notables semblent plus nombreux à l'échelle locale que dans la capitale. Les élites des villes et bourgs mineurs sont plus enclines que leurs homologues de Taïpei ou que les très grands notables (comme Lin Xiantang à Taizhong), mieux introduits auprès des gouvernants, à jouer la carte de la rébellion ouverte – le Comité de résolution de Puzi semble ainsi en contact assez étroit avec les insurgés armés du lieu, même si cela tient peut-être à son infiltration par un agent des services chinois, qui s'intéresse de près à ces hommes⁵⁸⁰. Cette porosité est particulièrement notable au niveau des branches des Comités en charge du maintien de l'ordre, souvent confiées à leurs membres les moins âgés et dont certains se montrent assez radicaux⁵⁸¹. A Tainan, un vice-chef d'arrondissement (*fuzhuzhang* 副區長) – rang assez subalterne – tient aux citoyens des propos enflammés et pousse à la création d'une « brigade d'autodéfense »⁵⁸². Ces cas restent toutefois minoritaires.

La relation entre les deux volets de la rébellion est le plus souvent de nature instrumentale. A plusieurs reprises, les notables, y compris ceux de Taïpei, tentent de canaliser les groupes armés et/ou de les utiliser pour faire pression sur les autorités locales. Mais la tâche se révèle extrêmement malaisée. Le Comité de résolution de la capitale tente ainsi de s'appuyer sur les groupes de jeunes plus ou moins radicaux de Taïpei, mais son imprimatur encourage leur multiplication sans lui

⁵⁷⁸ « Chuli weiyuanhui jiaqiang jijou » 處理委員會加強機構 (Le Comité de résolution renforce ses institutions), *Xinshengbao*, 4 mars 1947.

⁵⁷⁹ « Tainan chuli fenhui chengli » 台南處理分會成立 (La branche de Tainan du Comité de résolution est établie), *Zhonghua ribao*, 7 mars 1947.

⁵⁸⁰ IHT/A_02_0004, « Aveux de Li Wan, transmis par Jiang Shaohua à Ke Fuxing », 4 avril 1947, dans BMJ 1, pp. 244-258.

⁵⁸¹ Par ex. à Zhanghua. Cf. LÜ (dir.), *Zhanghua xian Er'erba shijian dang'an huibian*, op. cit., pp. 10-11.

⁵⁸² IHT/A_02_0006, Télégramme de Huang Renli à Lin Zhenfan (Lin Dingli), envoyé de Tainan, 9 avril 1947, dans BMJ 1, pp. 298-299.

permettre de les contrôler. A Jiayi, où l'affaire vire à la guerre ouverte contre les troupes des environs, le Comité se trouve marginalisé et la coordination s'opère bon an mal an au niveau des Jeunesses tridémistes (*sanmin zhuyi qingniantuan* 三民主義青年團)⁵⁸³. A Gaoxiong, les conseillers de ville et les notables échouent à transformer en négociation avec la garnison la situation insurrectionnelle, qui tourne à la catastrophe quand les troupes du fort attaquent la ville (6 mars)⁵⁸⁴.

Le rôle des communistes

Qu'en est-il, cependant, des cas où des militants communistes clandestins se mêlent au soulèvement ? L'implication communiste dans l'Incident a fait noircir à Taiwan un nombre de pages incalculable, et il n'est pas utile de revenir sur le détail de cette discussion. Il est entendu que les forces communistes présentes sur l'île en 1947 sont minimales – quelques dizaines de membres du Parti chinois⁵⁸⁵ et des membres de l'ancien Parti communiste taiwanais (PCT), pas toujours bien coordonnés, malgré l'absorption formelle du second par le premier en 1946⁵⁸⁶. Le PCT avait beaucoup souffert d'une quinzaine d'années de répression japonaise. Quant au PCC, son infiltration à Taiwan à partir de l'automne 1945 s'est faite dans des conditions difficiles, dans la mesure où les continentaux qui débarquent sur l'île arrivent dans les fourgons des Nationalistes et des Américains. S'ils participent bien localement à l'Incident, les communistes ne le provoquent pas et restent largement impuissants à Taïpei. Il faut aussi garder à l'esprit que les militants taiwanais (ils sont nettement plus impliqués que les hommes du continent) sont « aussi taiwanais que communistes »⁵⁸⁷, et qu'ils partagent l'objectif de l'autonomie avec une grande partie des notables insulaires. Mais ce qu'il importe ici de déterminer est la mesure dans laquelle les communistes sont responsables du passage à la violence. Nous nous pencherons pour cela sur le lieu où leur action a eu le plus de poids : à Taizhong, autour de la personne de Xie Xuehong.

⁵⁸³ Li Xiaofang (10 juillet 1991, Jiayi), dans KSL3 3, p. 24 ; Cai Pengfei (30 octobre 1994, Jiayi), dans ZLSC, p. 267. Cette organisation de jeunesse a été créée en 1938, dans une des nombreuses tentatives ratées de Jiang Jieshi de court-circuiter les factions au sein du Guomindang. Sur leur importation à Taiwan, cf. CHEN Cuilian 陳翠蓮, « Sanminzhuyi qingniantuan yu zhanhou Taiwan » 三民主義青年團與戰後台灣 (Les Jeunesses tridémistes et Taiwan dans l'après-guerre), *Fazheng xuebao*, n° 6, 1996, pp. 71-88.

⁵⁸⁴ PENG Mingmin, *Le goût de la liberté*, Belaye : René Viénet, 2011 (trad. Pierre Mallet, 1^{ère} éd. en anglais 1972), p. 92 ; « Yang Lianggong, He Hanwen youguan Er'erba shijian diaocha baogao », dans NJDASL, p. 270.

⁵⁸⁵ En 1951, les renseignements du Guomindang estimeront rétrospectivement à 70 le nombre de Communistes encartés sur l'île en février 1947. Cf. « Zhongguo gongchandang Taiwan sheng gongzuo weiyuanhui », dans *Dictionnaire de l'Incident du 28 février*, p. 38.

⁵⁸⁶ Dans ses mémoires, Gu Ruiyun estime les communistes encartés présents sur l'île à cinquante ou cent personnes, des effectifs jugés insuffisants par leur chef Cai Xiaolian 蔡孝乾 pour se jeter dans le combat. Cai ne reconnaît d'ailleurs pas Xie Xuehong comme membre du PCC et nie son autorité. GU, *Taizhong de fenglei*, *op. cit.*, p. 50.

⁵⁸⁷ PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, p. 87.

Xie est un personnage hors norme, fort charismatique à en juger par les témoignages qui nous en sont restés. Née à Zhanghua en 1901 dans une famille extrêmement démunie, entièrement autodidacte, elle fait un mariage qui lui permet de voyager au Japon, où elle assiste aux émeutes de subsistance de Kobe en 1918, et en Chine (elle est présente à Qingdao lors du 4 mai 1919). Elle poursuit son apprentissage de la politique contestataire lors de nouveaux séjours en Chine dans les années 1920, et adhère au Parti Communiste lors du mouvement du 30 mai 1925. Chez cette jeune militante du Shanghai clandestin, le patriotisme et la question sociale sont inséparables : elle milite pour l'intégration de la rétrocession de Taiwan aux mots d'ordre anti-impérialistes du Parti – sans succès, les militants chinois (de tous bords) ayant *de facto* tiré un trait sur l'île⁵⁸⁸. Assez estimée pour être envoyée en formation à Moscou de 1925 à 1927, Xie s'y trouve intégrée au groupe des communistes japonais. De retour à Taiwan, elle participe aux luttes du tournant des années 1920-1930, sur une ligne de coopération avec les groupes modérés qui lui vaudra l'exclusion du Parti, sans lui permettre d'échapper au coup de filet de 1931. Sortie de prison en 1939, elle passe la guerre à Taizhong sous une étroite surveillance policière. A la rétrocession, elle crée avec son compagnon Yang Kehuang l'Association populaire de Taiwan (*Taiwan renmin xiehui* 台灣人民協會) et reprend une activité militante centrée sur la question de l'autonomie taiwanaise. Ses liens avec les agents clandestins du PCC ne semblent pas avoir été très étroits, mais il est impossible d'avancer avec certitude sur ce terrain⁵⁸⁹.

Quoi qu'il en soit, tout indique que si Xie fait bénéficier les rebelles de ses talents d'organisatrice, elle n'est pas à l'origine de la lutte armée. Taizhong est d'ailleurs le point de l'île après Taibei où le mouvement emprunte le plus clairement, dans ses premiers moments, les formes de la contestation « civilisée » développées dans les années 1920, une particularité qu'elle doit sans doute à sa centralité dans les mouvements politiques de cette époque. Le 1^{er} mars, les conseillers municipaux et notables réunis, souvent des anciens membres de l'Association culturelle ou du Syndicat paysan, expriment leur soutien aux demandes des manifestants de Taibei et à leur souhait d'autonomie locale, qu'ils chargent le député Lin Lianzong de transmettre en personne à Chen Yi⁵⁹⁰. Les communistes Xie

⁵⁸⁸ Jusqu'à la conférence du Caire, le PCC approuve la lutte pour la « libération nationale » de Taiwan dans le cadre de la politique anti-impérialiste globale de la Troisième Internationale ; il porte sur l'île le même regard que sur la Corée et n'a pas de programme irrédentiste. Ce soutien reste toutefois purement verbal. Quant au PCT, il est anticolonialiste au même titre que le Parti japonais. MENGIN, « De la concurrence des régimes de domination hégémonique... », *op. cit.*, p. 103.

⁵⁸⁹ Sur Xie Xuehong, voir LIN Chung-hua, « Xie Xuehong (1901-1970) : une révolutionnaire taiwanaise en quête de vérité », thèse de doctorat, université Paris Diderot, 2001. Cf. aussi la biographie très militante que lui a consacrée CHEN Fangming 陳芳明, *Xie Xuehong pingzhuan : luotu budiao ynyehua* 謝雪紅評傳 : 落土不凋雨夜花 (Biographie critique de Xie Xuehong : une fleur de nuit pluvieuse tombée à terre et jamais fanée), Taibei, Qianwei, 1991.

⁵⁹⁰ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 84.

Xuehong et Yang Kehuang interviennent le lendemain lors d'un rassemblement public où ils ne sont pas les seuls orateurs⁵⁹¹ ; forçant la main à leurs camarades peu enthousiastes, ils prennent la tête d'un cortège qui se rend au bureau de police – où l'on désarme les forces de l'ordre –, puis à celui du monopole, dont les marchandises sont mises sous scellés, le tout sans qu'un seul coup de feu soit tiré⁵⁹². Une partie de la foule se rend alors à la résidence de l'ancien chef de district Liu Cunzhong, prévaricateur notoire. Ses gardes armés tuent une personne et en blessent une autre en essayant en vain de la disperser. Liu aurait été lynché sans l'intervention de Xie, qui obtient des assiégeants qu'ils se contentent de lui donner quelques coups, puis l'emmène au bureau de police et les blessés à l'hôpital (l'un des gardes au moins n'a pas cette chance)⁵⁹³.

C'est indépendamment de la volonté de Xie, et sans doute en réaction à une rumeur annonçant l'arrivée imminente des troupes, que des groupes armés désunis apparaissent dans la ville, composés comme partout de jeunes étudiants, chômeurs, anciens soldats, délinquants, voire pompiers. Xie Xuehong juge alors inévitable l'affrontement avec l'armée et tente de prendre le contrôle du plus grand nombre possible des rebelles, ce à quoi elle parvient assez bien avec les étudiants (les anciens soldats lui échappent apparemment). Ces ambitions provoquent des heurts avec le Comité de résolution, dominé par le vieux notable conservateur Lin Xiantang, où on la sait communiste et où l'on cherche à réduire la violence autant que possible.

On trouve un compromis : Xie, formellement intégrée au Comité, sera nommée « chef d'état-major » tandis que Wu Zhenwu 吳振武, qui n'est pas communiste, prendra le commandement effectif de ce qu'on nomme encore des « brigades de maintien de l'ordre »⁵⁹⁴. L'autorité toute théorique des notables sur les insurgés vole vite en éclats avec la formation de « l'Unité 27 » (*Erqi budui* 二七部隊)⁵⁹⁵, qui tentera un embryon de guérilla contre l'armée chinoise au centre de l'île. Là encore, Xie qui n'a aucune expérience pratique du combat peine à s'imposer comme chef de guerre, et la conduite réelle des opérations revient à Zhong Yiren, un autre non-communiste, qui la tient à l'écart des hommes à sa grande frustration. Le caractère spontané des adhésions et l'absence de

⁵⁹¹ GU, *Taizhong de fenglei*, *op. cit.*, p. 51 ; ZHONG Yiren 鍾逸人, *Xinsuan liushinian* 辛酸六十年 (60 années amères), Taibei : Qianwei, 1995, p. 3. Pour Zhong Yiren, ce ne sont pas les militants communistes qui ont convoqué la réunion. Le renseignement militaire chinois affirme le contraire. Zhang Bingcheng, « Taiwan Er'erba shijian baogaoshu », dans DAHB 16, p. 50.

⁵⁹² « Yang Lianggong, He Hanwen youguan Er'erba shijian diaocha baogao », dans NJDASL, p. 267 ; LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 84.

⁵⁹³ « Taizhong shi zhengfu deng guanyu Er'erba shijian de baogao » 台中市政府等關於二二八事件的報告 (Rapport de la mairie de Taizhong sur l'Incident du 28 février), vers avril 1947, dans NJDASL p. 388.

⁵⁹⁴ GU, *Taizhong de fenglei*, *op. cit.*, pp. 52-56 ; LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, pp. 85-87.

⁵⁹⁵ Ainsi nommée en référence à la bavure policière du 27 février.

discipline réelle rendent d'ailleurs inévitable l'hétérogénéité de la petite troupe, dont nombre de membres ignorent les affiliations politiques de leurs chefs⁵⁹⁶.

Si les communistes sont donc très actifs à Taizhong, où s'esquisse une situation de double pouvoir insurrectionnel, ils sont comme les Comités de résolution tributaires d'un soulèvement armé qui existe avant et hors d'eux, et qui présente des traits similaires à ceux qu'on trouve là où l'influence communiste est faible ou nulle. Xie Xuehong, qui cherche à imposer un pouvoir de substitution quasi-étatique et quasi-légal, réproouve absolument les agressions de civils continentaux, et son action va d'abord dans le sens d'une civilisation du mouvement. Quand elle se range au fait accompli de la violence et qu'elle décide, en bonne léniniste, d'en prendre la tête, elle ne peut prêcher ouvertement son message communiste, impopulaire à Taiwan. Son sexe et sa faible expérience militaire lui rendent la tâche particulièrement difficile : précieuses lorsqu'il s'agit d'organiser une manifestation et de retirer le pouvoir aux autorités locales, ses compétences politiques n'ont plus grande valeur en situation de combat.

Une insurrection sans chefs ?

A-t-on affaire à une insurrection sans chefs ? La chose n'est pas si simple. Une fois le message transmis par la radio ou par le biais de groupes circulants, la mobilisation concrète s'effectue essentiellement au sein de petits réseaux d'interconnaissance⁵⁹⁷ : voisinage, relations économiques, famille, camarades de classe, organisation préexistante (comme les Jeunesses tridémistes). Il est donc naturel que les micro-hiérarchies de l'insurrection répliquent souvent, dans un premier moment au moins, celles qui existent au sein de ces groupes. Cela semble particulièrement fréquent pour les organisations para-étatiques (les Jeunesses⁵⁹⁸), les écoles (des professeurs prennent la tête de leurs élèves⁵⁹⁹) et les administrations de proximité : les chefs d'arrondissement (*quzhang* 區長) et de quartier (*lizhang* 里長) sont souvent à la tête des patrouilles d'autodéfense, ce qui explique en partie leur grand nombre parmi les coupables désignés par le pouvoir⁶⁰⁰. Souvent, toutefois, le capital de ces « chefs naturels » ne s'avère pas pertinent dans une situation de révolte armée, ou

⁵⁹⁶ GU, *Taizhong de fenglei*, *op. cit.*, pp. 56-59. Gu, qui défend la mémoire de sa patronne calomniée en République Populaire, n'hésite cependant pas à qualifier ce groupe hétéroclite « d'authentique Armée rouge ».

⁵⁹⁷ La solidarité locale peut aussi être un facteur de résistance ou d'inertie. Ainsi, dans le village de Linnei, pourtant situé dans une région fort agitée par la révolte, les habitants se montrent collectivement rétifs à l'enrôlement par les rebelles. Lin Yicheng (25 décembre 2008, Linnei), dans ZSXP, p. 277.

⁵⁹⁸ Bureau de l'information du gouvernement de la province de Taiwan, « Taiwan baodong shijian jishi » 台灣暴動事件紀實 (Récit véridique de l'émeute à Taiwan), avril 1947, dans NJDASL, pp. 238-242.

⁵⁹⁹ Wu Qingnian (20 novembre 1993, Tainan), dans JYBH, p. 24. La grande jeunesse du corps enseignant – les professeurs de vingt ans ne sont pas rares – a probablement favorisé ce phénomène.

⁶⁰⁰ Zhou Jinbo (22 février et 1^{er} novembre 1992, Jilong) dans JLYG, p. 71 ; Ruan Chuishen (12 juin 1991 et 5 novembre 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 415 ; Yang Fangxiong (21 novembre 1992, Jilong), dans JLYG, p. 136.

insuffisant pour leur assurer une position de leadership sur des groupes de plusieurs dizaines d'hommes. Qui dirige ces derniers ?

Nonobstant la diversité des situations, de fortes régularités émergent. Le cas de Taoyuan est un exemple particulièrement parlant. Dans cette ville située à 50 kilomètres à l'ouest de Taibei, les notables – qui escomptent établir un dialogue avec les autorités – essaient en vain de disperser par la persuasion les centaines de jeunes qui se sont rassemblés devant le temple de la ville en criant des slogans belliqueux. En accord avec le chef du bourg (*zhenzhang* 鎮長), ils envoient alors comme médiateur un jeune enseignant de 27 ans, Wu Yingjun⁶⁰¹. Cette stratégie se révèle désastreuse : à la consternation de ses mandataires et (à en croire ses mémoires) à sa propre surprise, Wu est immédiatement proclamé chef de brigade sous les acclamations enthousiastes de la foule – non en qualité de professeur, mais d'ancien officier de l'armée japonaise, un pedigree sur lequel les notables comptaient naïvement pour le faire écouter de la jeunesse :

Dès que la foule apprit mon passé militaire (*junli* 軍歷), elle exigea que je prenne sa direction. Ce n'était pas mon intention initiale, mais il n'y avait pas moyen de refuser et je ne pouvais pas partir. J'ai donc résolu de profiter de cette occasion pour agir (*xingshi* 行事). Les groupes armés étaient principalement composés d'étudiants, de jeunes actifs (*shehui qingnian* 社會青年), de soldats et d'auxiliaires démobilisés. Il y avait aussi des bons à rien et des *liumang* venus d'ailleurs. Ils étaient galvanisés (*shiqi wangsheng* 士氣旺盛) mais n'avaient pas la moindre organisation...⁶⁰²

Que Wu ait ou non, comme il l'affirme, réellement essayé de désarmer les rebelles, il ne tarde pas à les réorganiser en unité digne de ce nom, sur le modèle militaire japonais. Or l'exemple est loin d'être isolé.

Comme Wu Yingjun, certains chefs sont nommés si ce n'est contre leur volonté du moins sous la pression populaire. D'autres endossent ce rôle avec enthousiasme ou le recherchent, comme le bouillant Tu Guangming. Presque tous, quoi qu'il en soit, parviennent à ce genre de position en vertu de leur expérience lors de la Seconde Guerre mondiale, le plus souvent dans l'armée japonaise. A Xinzhu, le Comité de résolution désemparé fait appel pour apaiser la foule à Chen Tiandeng, conseiller de district (*xian canyiyuan* 縣參議員) et figure politique locale depuis l'époque coloniale ; impuissant, ce dernier demande l'intercession de l'ancien médecin militaire Zeng Qingshui, particulièrement populaire parmi les anciens soldats, qui l'investissent du commandement séance

⁶⁰¹ Mémoires de Wu Yingjun, *op. cit.*

⁶⁰² *Ibid.*

tenante⁶⁰³. A Taizhong, l'enseignant que le Comité essaie d'imposer à la tête de « l'Unité 27 » pour faire contrepoids aux communistes, Wu Zhenwu, est un ancien capitaine de marine⁶⁰⁴ ; Zhong Yiren, qui s'impose comme son successeur, a servi à Taiwan de 1943 à 1945⁶⁰⁵ ; à Gaoxiong, Tu Guangming fait valoir son parcours militaire⁶⁰⁶, comme à Jiayi l'aborigène Tang Shouren et Chen Fuzhi 陳復志 (ce dernier dans l'armée chinoise et non japonaise)⁶⁰⁷.

Ainsi, le capital spécifique des élites formées sous la période coloniale, qui peuplent les Comités de résolution, se révèle sans valeur quand les armes commencent à parler. Incompétentes en matière militaire, elles ne parviennent pas à se faire écouter des rebelles. Emerge dans ces circonstances un encadrement improvisé, qui se recrute moins dans des milieux sociaux différents (Zeng Qingshui, par exemple, est un médecin) que parmi des hommes plus jeunes, nés pour la plupart autour de 1910, pour certains autour de 1920, un âge qui les situe parmi les plus âgés des rebelles combattants ou les moins âgés des meneurs identifiés par le pouvoir chinois. La différence est générationnelle au sens sociologique⁶⁰⁸ : ces hommes ont accumulé lors d'une expérience collective (la guerre) un capital social et symbolique qui prend, dans les circonstances de la révolte, une valeur inestimable⁶⁰⁹.

⁶⁰³ Chen Yukun (14 septembre 1999, Xinzhu), dans XZFC, pp. 55-56 ; Zeng Junxiong (18 février 2001, Xinzhu), dans XZFC, p. 62.

⁶⁰⁴ LIN, « Xie Xuehong (1901-1970) », p. 145.

⁶⁰⁵ « Zhong Yiren », dans *Dictionnaire du 28 février*, pp. 724-725.

⁶⁰⁶ Chen Yuyi (5 décembre 1994, Taibei), dans GX 1, p 194. Tu Guangming était traducteur dans l'armée japonaise en Chine et a peut-être travaillé pour le gouvernement collaborateur de Wang Jingwei. « Tu Guangming », dans *Dictionnaire du 28 février*, p. 325.

⁶⁰⁷ Anciens membres du groupe armé des Zou (22 août 1993, Dabang), dans JYBH, p. 52. « Chen Fuzhi », dans *Dictionnaire du 28 février*, p. 433.

⁶⁰⁸ Karl MANNHEIM, *Le problème des générations*, Paris : Nathan, 1990 (traduit par Gérard Mauger et Nia Perivolaropoulou, 1^{ère} éd. en allemand 1928), pp. 41-60.

⁶⁰⁹ La notion de génération a été utilisée dans le cas taiwanais par plusieurs historiens, dont Zhou Wanyao (Chou Wan-yao) et Chen Cuilian, principalement en référence au processus de japonisation culturelle. L'usage que nous en faisons ici recoupe ce questionnement, mais place au cœur de la différence générationnelle l'expérience de guerre plutôt que la transformation identitaire. La distinction est parfois importante : Tu Guangming ou Zeng Qingshui, nés respectivement en 1912 et 1908, n'appartiennent pas aux cohortes les plus directement visées par l'assimilation coloniale forcée, mais leur expérience de guerre en fait néanmoins des « chefs naturels ».

« L'Incident du 28 février » a souvent été perçu comme le résultat fâcheux de l'archaïsation de Taiwan par le pouvoir chinois – comme si l'île avait « régressé au niveau de la Chine *stricto sensu* », dans les mots d'un employé de l'UNRRA⁶¹⁰. Cependant, la révolte n'est pas la résurgence d'une tradition immémoriale d'insoumission ou de conflits communautaires. Elle n'est pas davantage le produit d'un complot fomenté par des élites coloniales ambitieuses, ou par une clandestinité communiste famélique. On assiste avant tout au soulèvement spontané d'une jeunesse urbaine ou semi-urbaine qui réagit presque instantanément aux événements de Taïpei, alertée par une radio omniprésente. Les circulations humaines achèvent de lier entre eux les nœuds du soulèvement et de lui donner une échelle insulaire, en harmonie avec les subjectivités léguées par la colonisation.

Février 1947 est à cet égard une révolte de la « modernité coloniale ». Ce thème, qui pour s'imposer a dû surmonter dans le cas coréen une résistance farouche de l'historiographie nationaliste, a pénétré le débat taiwanais avec plus d'aisance, le legs japonais (industriel notamment) ayant fait l'objet d'appréciations assez positives parmi les historiens autochtones, par opposition aux Nationalistes chinois⁶¹¹. La modernité que révèle le soulèvement de 1947 n'est toutefois pas celle d'une société industrielle : elle s'exprime d'abord dans l'intégration matérielle et imaginaire de l'espace taiwanais. Les événements de 1947 sont intimement liés aux mutations de la structure sociale et spatiale sous la domination japonaise, mais ils ne les expriment pas simplement. Les élites de l'époque coloniale, qui reprennent leur longue campagne pour l'autonomie locale, ne parviennent pas mieux à chevaucher le tigre qu'à le dompter : elles tentent de limiter la violence, tout en utilisant la sédition existante pour parvenir à leurs fins – une erreur de calcul qui leur coûtera un prix exorbitant.

L'insurrection échappe donc aux notables, cherche ses propres hiérarchies, ses formes d'organisation particulières. Elle ne les trouve ni dans la mémoire de la contestation des années 1920, que beaucoup sont trop jeunes pour avoir connue et d'où la violence s'était largement absentée, ni dans celle de la glaciation politique des années 1930. C'est l'expérience de la guerre récente qui lui fournit.

⁶¹⁰ UNRRA/S1121/0000/0267, Rapport mensuel du bureau de Taïwan, octobre 1946.

⁶¹¹ Pour l'apparition de ce débat historiographique pendant la libéralisation des années 1980, cf. Damien MORIER-GENOUD, « L'histoire taiwanaise et son écriture : les relectures du passé à Taïwan à l'époque contemporaine », thèse de doctorat, Université Paris-Diderot, 2014, chapitre 5. Pour une comparaison (datée pour le cas taiwanais) avec la Corée et le Vietnam, voir Bruce CUMINGS, « Colonial Formation and Deformation – Korea, Taiwan and Vietnam », dans Prasenjit DUARA (dir.), *Decolonization – Perspectives from Now and Then*, London/New York : Routledge, 2004, pp. 278-298. Sur la Corée, cf. Michael ROBINSON et Gi-Wook SHIN (dir.), *Colonial Modernity in Korea*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 1999. Pour une approche (très théorique) à l'échelle de l'Asie de l'Est, voir Tani BARLOW (dir.), *Formations of Colonial Modernity in East Asia*, Durham : Duke University Press, 1999.

CHAPITRE IV – COLONIALISME DE GUERRE ET REMOBILISATION SPONTANEE

A mesure que les interprétations marquées par la guerre froide refluent sous le poids conjugué du contexte politique et des progrès de la recherche, la lecture de la révolte en termes de « japonisation » regagne du terrain chez les auteurs et les militants prochinois, frustrés par la nostalgie coloniale réelle ou supposée des indépendantistes taiwanais. Chez les auteurs les plus radicaux, le Japon est purement et simplement accusé d'avoir tiré les ficelles (cf. chapitre I). Il s'agirait donc d'un problème d'identité nationale, les Taiwanais de 1947 (et par rebond d'aujourd'hui) ne se sentant pas assez chinois ou, pire encore, s'identifiant à la *nemesis* vaincue. Ce discours se nourrit pour une part des positions adverses, les auteurs « verts » adoptant tout aussi volontiers une lecture identitaire des événements. La grande majorité d'entre eux, cependant, est réticente à mettre l'accent sur la japonisation de la population taiwanaise, soit par patriotisme (la « conscience taiwanaise » se serait constituée *contre* le Japon *et* la Chine), soit par peur de faire le jeu de l'adversaire : quand la question est évoquée, c'est le discours chinois sur « l'asservissement » culturel des Taiwanais qui est condamné comme injuste, voire responsable de la colère formosane et donc, partiellement, du soulèvement⁶¹².

Les sources sur la question sont d'appréhension difficile. Les documents écrits qui nous restent proviennent presque tous des élites autonomistes, qui s'abstiennent soigneusement de prêter le flanc aux soupçons chinois de déloyauté ethnique ou nationale. Quant à l'histoire orale, elle fut collectée des décennies après les faits, dans un climat où le discours « identitaire » est informé par la politique des années 1990 plus que par la réalité de 1947. Mais si la recherche sérieuse sur le rôle du legs japonais dans l'Incident du 28 février est d'une maigreur étonnante, c'est avant tout parce que la question est généralement mal posée. Les termes du débat politique taiwanais (et le tropisme identitaire global qui n'épargne pas les sciences sociales) suggèrent en effet une primauté causale de l'identité, nationale ou autre, sur l'action. Cette vision, qu'on peut appeler primordialiste, ignore le caractère ductile parce que pratique (donc politique) des processus d'identification ; soumis aux circonstances et aux impératifs de l'action, ils relèvent de *l'explanandum* – ce qu'il faut expliquer –

⁶¹² CHEN Cuilian 陳翠蓮, « Quzhimin yu zaizhimin de duikang : yi 1946 nian 'Taiwan nuhua' lunzhan wei jiaodian » 去殖民與再殖民的對抗：以一九四六年 [台灣奴化] 論戰為焦點 (Décolonisation contre recolonisation : à partir de la polémique de 1946 sur 'l'asservissement des Taiwanais'), *Taiwan shi yanjiu*, n°9 (2), 2002, pp. 145-201 ; YANG Meng-hsuan, « Nationalist Propaganda and the February 28th Incident: Re-Sinicizing the 'Japanized' Taiwanese, 1945-1947 », mémoire de master, University of British Columbia, 2005.

et non simplement de *l'explanans* – ce qui sert à expliquer. Il faut donc renverser le problème et, au lieu de se mettre en quête d'une fantomatique « conscience » taïwanaise (*Taiwan yishi* 台灣意識), partir des actes – et, quand nous en disposons, des discours – des rebelles. La « japonisation » doit donc être considérée comme l'adoption d'un certain nombre de symboles, de discours, de pratiques, de savoir-faire voire de dispositions, qui ne constituent pas nécessairement un ensemble cohérent et sont forgés dans des expériences historiques spécifiques – une expérience très spécifique en l'occurrence : la guerre.

Nous soutiendrons ici que la mobilisation de 1947, tant en termes de formes d'organisation que de savoir-faire, de subjectivation et d'imaginaire mobilisé – bref tout ce qui donne son aspect à la révolte – s'explique en grande partie par la réactivation de la mémoire de la mobilisation dans l'effort de guerre japonais : la révolte est une remobilisation spontanée. On a vu dans le chapitre précédent que les jeunes, de la fin de l'adolescence à 30 ans environ, jouent un rôle central dans l'insurrection, et que ces cohortes incluent à la fois une importante population étudiante et un nombre considérable d'anciens soldats et auxiliaires ayant servi dans l'armée japonaise. Ces jeunes hommes appartiennent aux générations (définies par la communauté de leur expérience historique et non par leur appartenance à une cohorte démographique)⁶¹³, nées de la fin des années 1910 au début des années 1930, pour qui la guerre de 1937-1945 a été une période formatrice déterminante. Ils seront donc au cœur de notre réflexion sur l'expérience taïwanaise de la mobilisation dans l'effort de guerre japonais, et les transformations de l'hégémonie coloniale qui y correspondent (I). Nous aborderons ensuite les raisons qui font de la sortie de guerre taïwanaise un processus lent et imparfait (II). Nous verrons enfin en quoi l'expérience de guerre taïwanaise est remobilisée lors de la révolte de 1947 (III).

I. LA JEUNESSE TAIWANAISE ET L'EXPERIENCE DE GUERRE : MILITARISATION, JAPONISATION ET TRANSFORMATION DES SUBJECTIVITES COLONIALES

A. Les Taïwanais dans l'armée japonaise : une expérience de masse

Tokyo hésite longtemps avant de se résoudre à armer ses sujets coloniaux, mais les difficultés exceptionnelles que rencontre le Japon sur le plan du recrutement⁶¹⁴ et l'insistance des militaires

⁶¹³ C'est le sens devenu classique que Karl Mannheim donne au terme. MANNHEIM, *Le problème des générations, op. cit.*, p. 58.

⁶¹⁴ L'économie japonaise, peu intensive en capital, souffre particulièrement de la concurrence entre enrôlement militaire et recrutement industriel. Cf. Yoshida YUTAKA, « Les champs de bataille et les soldats de la guerre du Pacifique en Asie », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 249 (1), 2013, pp. 49-74, p. 50.

ont raison de ces réticences : un système de volontariat dans l'armée de terre est mis en place en 1938 en Corée, puis en 1942 à Taiwan⁶¹⁵. Le retard taiwanais tient à la moindre importance démographique de l'île, mais aussi et surtout à la nature du conflit qui s'ouvre en 1937 : si l'on est prêt à tirer profit de la parenté culturelle des Taiwanais et des Chinois, particulièrement dans les régions de Chine où le minnan et le hakka sont parlés, on craint que des Formosans armés ne soient tentés de prendre fait et cause pour leurs frères han.

En 1938, toutefois, le gouvernement général de Taihoku, comme on appelle alors Taïpei, commence à faire appel à des porteurs (*gunpu* 軍夫) taiwanais, affectés sur le continent à des tâches non combattantes et généralement subalternes, comme le transport de matériel militaire. Le recrutement forcé est courant et le statut peu glorieux – un dicton place les porteurs tout en bas de la hiérarchie du temps de guerre, en dessous des chiens de l'armée, des chevaux de l'armée et des soldats (*gunjin* 軍人, *gunma* 軍馬, *gunken* 軍犬, *gunpu* 軍夫)⁶¹⁶. L'ouverture des hostilités contre les Etats-Unis en décembre 1941 et l'extension des conquêtes japonaises en Asie du sud-est font changer le statut de Taiwan – de base-arrière logistique, elle devient un poste avancé des opérations militaires – et accroissent drastiquement la pression sur les ressources humaines. Une nouvelle vague de Taiwanais est donc recrutée sous le nom d'auxiliaires (*gunzoku* 軍屬), principalement envoyés en Asie du Sud-Est et dans les îles du Pacifique (les « mers du sud » *Nanyō* 南洋). Ils sont mieux payés et traités que leurs prédécesseurs et affectés à des tâches souvent plus qualifiées, bien qu'également diverses : travailleurs agricoles dans les colonies militaires, transporteurs, interprètes, éclaireurs, policiers, gardiens de camps mais aussi, officieusement, combattants⁶¹⁷.

La levée officielle de personnel combattant est décidée dès avant Pearl Harbor, en juin 1941, mais dans des proportions d'abord modestes. Elle commence en février-mars 1942 dans l'armée de terre et en août 1943 dans la Marine⁶¹⁸. Le recrutement commence sur la base du volontariat,

⁶¹⁵ Takashi FUJITANI, *Race for Empire: Koreans as Japanese and Japanese as Americans during World War II*, Berkeley : University of California Press, 2011, pp. 42-44. Sur la question des soldats coréens de l'armée japonaise, cf. également Brandon PALMER, *Fighting for the Enemy: Koreans in Japan's War, 1937-1945*, Seattle : University of Washington Press, 2013.

⁶¹⁶ LIN, *Riben juTai moqi*, *op. cit.*, p. 221.

⁶¹⁷ TS'AI, *Taiwan in Japan's Empire Building*, *op. cit.*, p. 175. CAI Huiyu (Hui-yu Caroline Ts'ai) 蔡慧玉, *Zou guo liang ge shidai de ren : Taiwan Riben bing* 走過兩個時代的人 : 台籍日本兵 (Entre deux époques : les soldats taiwanais de l'armée japonaise), Taïpei : Academia Sinica, 2008, p. 328.

⁶¹⁸ La Marine japonaise résiste plus longtemps à l'afflux de coloniaux, en partie parce qu'elle se considère comme un corps d'élite (YUTAKA, « Les champs de bataille et les soldats de la guerre du Pacifique en Asie », p. 51), en partie parce qu'elle souffre moins du manque d'hommes et que ses hauts gradés craignent la capacité de quelques individus isolés à saboter un navire (FUJITANI, *Race for Empire*, p. 44).

dont les dispositions sont fixées par l'Ordonnance sur les volontaires spéciaux de l'armée de Terre (*Rikugun tokubestu shiganbei rei* 陸軍特別志願兵令) d'avril 1942. Il se déroule en trois vagues : entre 1942 et 1944, 4525 volontaires han (1020, 1008 et 2497 en 1942, 1943 et 1944) de 17 ans et plus⁶¹⁹ sont intégrés aux rangs de l'armée de Terre, auxquels il faut ajouter environ 4000 aborigènes formant des unités spéciales affectées au combat dans la jungle, les Volontaires Takasago (*Takasago gijūtai* 高砂義勇隊)⁶²⁰. S'y joignent entre août 1943 et juillet 1944 11 000 volontaires de 16 à 24 ans enrôlés dans la Marine impériale⁶²¹. Une petite vingtaine de milliers d'hommes, donc.

La composition sociale de ces volontaires est mal connue pour Taiwan, mais le cas coréen donne sans doute des indications : les enrôlés sont généralement issus des petites villes et des campagnes, et n'ont pas un niveau d'éducation très élevé, sans relever non plus des basses classes, soigneusement exclues par le recrutement. Les agriculteurs sont majoritaires. La faible participation des élites coloniales est compensée à partir d'octobre 1943 par une mesure dispensant les diplômés du secondaire d'une partie de l'évaluation et de l'entraînement⁶²².

Les Japonais ne se résolvent à instaurer la conscription à Taiwan qu'en septembre 1944, alors que la guerre du Pacifique a déjà pris une tournure dramatique. Elle est mise en œuvre en janvier 1945, la population cible à Taiwan étant estimée à 45 276 personnes par le gouvernement général⁶²³. La conscription est lancée à un stade de la guerre où le Japon, sur la défensive, anticipe un débarquement américain à Formose et s'attache à « transformer [la colonie] en forteresse » (*yōsaika* 要塞化). Contrairement à la grande majorité des volontaires, auxiliaires et porteurs, principalement envoyés en Chine ou en Asie du Sud-est, les conscrits – dont nous savons peu de choses – servent sur l'île⁶²⁴. L'expérience globale de l'enrôlement, bien qu'assez progressive, est donc importante. Selon les chiffres rendus publics par le Ministère des Affaires Sociales japonais en 1973, 207 183 soldats et auxiliaires taiwanais ont servi dans l'armée japonaise (pour une population autochtone de 6 134 000 personnes en 1943). Selon Hui-yu Caroline Ts'ai, la meilleure spécialiste taiwanaise

⁶¹⁹ LIN, *Riben juTai moqi*, *op. cit.*, p. 224.

⁶²⁰ CAI, *Zou guo liang ge shidai de ren*, *op. cit.*, p. 328. Les premiers aborigènes recrutés l'ont été sous le statut de *gunzoku*, ce qui rend les calculs encore plus compliqués.

⁶²¹ TS'AI, *Taiwan in Japan's Empire Building*, *op. cit.*, p. 180.

⁶²² FUJITANI, *Race for Empire*, *op. cit.*, pp. 262-265 et 271.

⁶²³ LIN, *Riben juTai moqi*, *op. cit.*, p. 226. Le gouvernement général de Keijo (Séoul) a estimé le nombre de Coréens « éligibles » pour le service et résidant en Corée à environ 200 000 à la fin de 1944 (FUJITANI, *Race for Empire*, *op. cit.*, pp. 274-276), ce qui correspond toutes proportions gardées au chiffre taiwanais.

⁶²⁴ TS'AI, *Taiwan in Japan's Empire Building*, *op. cit.*, p. 187.

de la question, ce chiffre est une estimation trop basse. On peut néanmoins le conserver comme un ordre de grandeur⁶²⁵.

Nombre de Taiwanais ayant servi comme militaires ou auxiliaires (<i>gunzoku</i>) dans l'armée japonaise				
	Statut	Démobilisés	Tués	Total
Armée de terre	Militaire	64 237	1515	65 752
	Auxiliaire	50 918	16 854	67 772
Marine	Militaire	14 050	631	14 681
	Auxiliaire	47 674	11 304	58 978
Total	Militaire	78 287	2146	80 433
	Auxiliaire	98 592	28 158	126 750
	Total	176 879	30 304	207 183

Source des données : Ministère des Affaires Sociales du Japon, 14 avril 1973 (dans LIN, *Riben juTai moqi*, op. cit., p. 226).

Le taux de mobilisation à Taiwan est donc d'environ 3,4%, ce qui est élevé pour une colonie et nettement supérieur à la Corée – pourtant concernée plus tôt par le recrutement –, où il faut rapporter un total comparable (214 000 mobilisés entre 1938 et 1945) à une population quatre fois plus nombreuse⁶²⁶. Ce taux doit en outre être ramené à l'étroitesse relative des classes d'âge concernées : la grande majorité de ces hommes ont entre 16 et 25 ans, la population masculine de 15-24 ans étant estimée à 630 000 personnes environ en 1943⁶²⁷. Pour les cohortes en question, l'intégration à l'armée japonaise relève donc d'une expérience de masse. Elle est aussi une grande épreuve. Sur les 207 183 hommes reconnus par les statistiques japonaises, 30 304 ne sont pas revenus, un taux de mortalité très élevé (15%)⁶²⁸, d'autant que la conscription a été tardive et que nombre de Taiwanais étaient affectés à des fonctions supposément non combattantes. Cette létalité s'explique probablement par l'emploi des troupes taiwanaises dans le Pacifique à la fin de la guerre, un théâtre d'opération particulièrement meurtrier, mais aussi par le caractère flou, et souvent purement théorique, de la frontière entre fonctions combattantes et non combattantes. Ainsi que l'écrit Barak Kushner, les travaux subalternes confiés aux Taiwanais les placent souvent « aux

⁶²⁵ TS'AI, *Taiwan in Japan's Empire Building*, op. cit., p. 181. Le caractère parcellaire des sources explique la confusion qui règne entre les différents groupes (porteurs, militaires, auxiliaires, travailleurs civils...), par ailleurs poreux dans la pratique : des *gunpu* servant encore en 1943 furent requalifiés *gunzoku*, mais en nombre inconnu.

⁶²⁶ FUJITANI, *Race for Empire*, op. cit., p. 46.

⁶²⁷ LIN, *Riben juTai moqi*, op. cit., p. 226.

⁶²⁸ C'est comparable au 1,4 million de morts sur 8 millions de mobilisés français lors de la Grande Guerre.

premières lignes du conflit avec les Chinois locaux ou avec d'autres groupes ethniques »⁶²⁹. Les chiffres sont d'ailleurs éloquentes : un tiers des Taiwanais de l'armée de Terre ont trouvé la mort.

B. La mobilisation dans l'effort de guerre comme inclusion et promotion

Il ne fait aucun doute que la Seconde Guerre mondiale, particulièrement dans ses derniers mois, a été extrêmement éprouvante pour la population taiwanaise, enrégimentée, ponctionnée, exposée pour une part aux dangers du champ de bataille, et pour le reste aux bombardements aériens américains qui commencent en octobre 1944. D'autre part, comme l'historiographie taiwanaise y insiste, le « volontariat » a souvent recouvert une coercition voilée, ou à tout le moins une forte pression de la part des autorités (police, administration) ou de la société (enseignants, employeurs parfois) coloniales. Plusieurs des anciens soldats interrogés dans les années 1990 affirment en outre s'être portés volontaires pour anticiper une conscription qu'ils jugeaient inévitable⁶³⁰. La pression est parfois ouverte : Zhang Yueyang, parti comme volontaire au Vietnam en 1944, se souvient d'avoir été « encouragé » avec insistance par ses enseignants au lycée agricole de Jiayi puis par ses employeurs du gouvernement général, et d'avoir vécu un véritable harcèlement policier, si bien que la moitié de ses camarades de promotion se sont portés volontaires comme lui⁶³¹. La contrainte, souvent exercée directement par la police, peut aussi passer par le *boko*⁶³². Il n'en reste pas moins que les autorités japonaises furent submergées par le nombre des candidats, dans des proportions qu'il serait difficile de n'expliquer que par la contrainte : plus de 425 961 candidats (14% de la population masculine totale) pour 1020 postes en 1942, 601 147 pour 1008 en 1943 et 759 276 pour 2497 en 1944 – les chiffres sont presque aussi impressionnants dans la Marine (plus de 316 000 volontaires de 16 à 25 ans en 1943)⁶³³. Les Japonais sont d'ailleurs loin d'accepter n'importe qui, et opèrent un travail sérieux de filtrage : le candidat fait l'objet d'une enquête soignée destinée à attester et de ses qualifications, et de sa loyauté politique. Une enquête de 1941 menée en Corée distingue ceux qui se portent candidats « de leur propre volonté », c'est-à-dire sans pression

⁶²⁹ Barak KUSHNER, "Pawns of Empire: Postwar Taiwan, Japan and the Dilemma of War Crimes", *Japanese Studies*, n°30 (1), 2010, pp. 111-133, p. 112. La surreprésentation des coloniaux parmi les criminels de guerre de catégories B et C jugés après la défaite japonaise s'explique en outre par leur forte présence aux postes de surveillance et de punition des prisonniers.

⁶³⁰ Par ex. Hong Kunzhen (21 mai 1995 et 28 novembre 1996, Caotun) dans CAI, *Zou guo liang ge shidai de ren*, *op. cit.*, p. 270. C'est aussi le cas en Corée (FUJITANI, *Race for Empire*, *op. cit.*, p. 243). Cet argument peine à convaincre, quand on pense aux réticences des Japonais à mettre en place la conscription dans les colonies et au petit nombre de volontaires recrutés en 1942-1944.

⁶³¹ Zhang Yueyang (30 août 1993, Jiayi), dans JYBH, p. 96.

⁶³² Li Jianghai (23 août 1994, Yuanzhang), dans JYPY, p. 110.

⁶³³ LIN, *Riben juTai moqi*, *op. cit.*, p. 224. La disproportion entre le nombre de candidats et le *numerus clausus* est à peine moins criante en Corée : 2946 pour 406 en 1938, 254 273 pour 4077 en 1942, 303 294 pour 6300 en 1943. FUJITANI, *Race for Empire*, *op. cit.*, p. 246.

extérieure (35%), de ceux qui sont « poussés à candidater par des organes gouvernementaux » (55%) et des 10% de cas « autres ». Le volontariat sans mélange est donc un cas minoritaire, mais qui reste numériquement considérable. La même enquête différencie les motivations des candidats : patriotisme sincère (27,9%), désir d'« honneur » (23%), considérations utilitaires (15%), choix de carrière (11,4%) et un « reste » de 23,6%⁶³⁴.

Ce gouffre entre les places à prendre et les candidatures, à coup sûr encouragé par les autorités, donne lieu à des phénomènes de surenchère comme la pratique imitée du Japon du « serment de sang » (*kessho* 血書)⁶³⁵ : une inscription (généralement un slogan patriotique) réalisée avec le sang de l'auteur sur un morceau de tissu, censé prouver le sacrifice que le volontaire est prêt à consentir. Le premier *kessho* conservé date du 14 décembre 1937, avant même que le gouvernement général ne commence à recruter des porteurs. Rédigé en japonais basique, il est représentatif des serments qui suivront :

Vive sa majesté l'empereur ! Je suis un garçon japonais (*Nibon no otoko* 日本の男), j'ai l'esprit Yamato (*Yamato damashi ga arimasu* 大和だましが有ります). Peu importe la pénibilité de la tâche, si c'est pour sa majesté l'empereur et pour le pays (*kuni* 国), cela ne sera pas pénible pour moi. Acceptez-moi comme porteur s'il vous plaît (*gunpu ni shite kudasai* 軍夫にしてください)⁶³⁶.

Xiao Jinhai, lui, se souvient avoir emprunté en cachette le rasoir de son voisin pour s'entailler la main et écrit sur un mouchoir joint à sa lettre de candidature « sept vies pour le pays » (*shichishō hōkoku* 七生報國) – formule mille fois entendue à l'école, tout comme « servir le pays avec sincérité » (*shisei hōkoku* 至誠報), qui a la préférence de certains de ses camarades. Ses parents, intimidés par l'atmosphère générale, n'ont pas osé s'opposer à la décision de leur fils⁶³⁷. De telles démonstrations n'enlèvent rien au réseau de contraintes auquel les volontaires sont soumis. Mais elles indiquent que le volontariat est associé à des vertus hautement valorisées, quel que soit d'ailleurs leur objet : loyauté, sacrifice, courage physique – sans compter un salaire plus élevé que ce que peut espérer le Tainanais moyen et l'acquisition de compétences dont certaines seront

⁶³⁴ FUJITANI, *Race for Empire*, *op. cit.*, pp. 245-248 et 256.

⁶³⁵ Xiao Jinhai (8 août et 21 septembre 1996, Zhanghua), dans CAI, *Zou guo liang ge shidai de ren*, *op. cit.*, p. 107 ; Gao Congyi (12 mai 1995, 19 juin 1995 et 16 novembre 1995, Nantou et Taïpei), dans *ibid.*, p. 327 ; Sun-Chuan Xiusong (10 août 1996, Zhonghe), dans *ibid.*, p. 351.

⁶³⁶ CHOU Wan-yao, "The Kōminka Movement in Taiwan and Korea: Comparisons and Interpretations", dans Peter DUUS, Ramon MYERS et Mark PEATTIE (dir.), *The Japanese Wartime Empire, 1931-1945*, Princeton : Princeton University Press, 1996, pp. 40-70, p. 63.

⁶³⁷ Xiao Jinhai (8 août et 21 septembre 1996, Zhanghua), dans CAI, *Zou guo liang ge shidai de ren*, *op. cit.*, p. 107.

réutilisables en temps de paix, d'autant que les engagés sont issus pour la plupart de milieux modestes⁶³⁸. L'exaltation de la noblesse du métier de soldat par la propagande japonaise semble donc avoir été si ce n'est intériorisée, du moins publiquement reprise à leur compte par les Taiwanais.

En outre, et l'histoire orale est unanime sur ce point, l'intégration à l'armée (particulièrement le volontariat) fait fonction d'épreuve pour la valeur personnelle. Même l'ancien soldat Wu Shen'an, qui affirme que son enrôlement « n'était pas volontaire, en vrai », se souvient que parmi les volontaires « les bons intégraient [...] les troupes de catégorie A (*jiazhong bing* 甲種兵), alors que les moins bons étaient [...] les troupes de réserve », et est encore fier d'avoir appartenu à la première catégorie⁶³⁹. Zheng Chunhe ressent encore le besoin, plus de cinquante ans après, de s'excuser de n'être devenu que réserviste en raison de sa faible robustesse et de sa condition de fils unique, qu'il a honte d'avoir fait valoir. Il regrette de ne pas avoir appartenu aux recrues directement mobilisées (*qianqi sheng* 前期生), ce qui était « très glorieux »⁶⁴⁰. C'est le terme *youxiu* 優秀 (bon, excellent), qui s'applique aussi bien au physique qu'au moral, qui revient le plus souvent pour désigner la qualité dont le recrutement atteste⁶⁴¹.

Cette appréciation de l'excellence personnelle s'appuie sur une évaluation « objective », celle de l'armée japonaise elle-même (qui n'y attache sans doute pas le même prestige) : le volontaire dont le dossier est jugé recevable par les recruteurs doit encore passer trois examens pour être accepté dans le centre d'entraînement – écrit, oral et physique⁶⁴² –, après quoi un tirage au sort désigne le quota d'« heureux élus » parmi les candidats ayant passé l'épreuve. La réussite de l'examen prend une place surprenante dans les souvenirs d'anciens combattants. L'aborigène Pakishan (nom chinois : Gao Congyi) se souvient :

Les jeunes Taiwanais de mon âge étaient très motivés pour se porter volontaires, ils voulaient servir leur pays, et ils étaient même prêts à mourir au combat. En plus, il fallait passer un test physique avant de devenir soldat, donc si vous n'alliez pas dans l'armée c'était un peu comme si vous aviez un problème

⁶³⁸ Par ex. Li Jianghai (23 août 1994, Yuanzhang), dans JYPY, p. 110, ou Xiao Jinhai (8 août et 21 septembre 1996, Zhanghua), dans CAI, *Zou guo liang ge shidai de ren*, op. cit., pp. 107-110.

⁶³⁹ Wu Shen'an (25 juin 1995, Hualian), dans *ibid.*, p. 34.

⁶⁴⁰ Zheng Chunhe (8 février 1996, 5 octobre 1996, 12 mai 1997, Tainan), dans *ibid.*, p. 55.

⁶⁴¹ Par ex. Liu Kuntu (23 mai 1995, Nantou et 1^{er} septembre 1995, Taibei), dans *ibid.*, p. 73 : « Quand j'étais soldat j'étais promu environ tous les six mois, je devais être meilleur (*youxiu*) que d'autres ».

⁶⁴² Takashi Fujitani note que le volontaire coréen candidate et à son intégration dans l'armée – pour laquelle les critères politiques sont centraux – et à son admission dans un centre d'entraînement – pour laquelle les compétences comptent davantage, et où beaucoup échouent. L'évaluation associe donc loyauté et excellence personnelle. Nous ne savons pas si la procédure est identique à Taiwan, mais c'est fort probable. FUJITANI, *Race for Empire*, op. cit., pp. 257-258.

physique, ça signifiait que vous n'étiez pas en bonne santé. Donc on avait un peu l'idée que « si untel ne devient pas soldat, c'est qu'il est bon à rien (*mei you yong* 沒有用) »⁶⁴³.

Le résident de Tainan Chen Chunliang avoue même avoir triché à l'examen physique en buvant une liqueur pour paraître plus vigoureux, après avoir été refusé une première fois⁶⁴⁴. Même chez les anciens combattants soucieux de prendre leurs distances avec l'époque japonaise, l'examen d'entrée fait encore l'objet d'une fierté contrariée un demi-siècle plus tard : Guo Chuanfa affirme ainsi avoir délibérément bâclé son examen pour échapper à l'enrôlement (et ajoute avec coquetterie qu'il n'est pas parvenu à être assez mauvais pour échouer)⁶⁴⁵. Mais Jian Chuanzhi – qui, comme la plupart des vétérans taiwanais, assume pleinement son passé dans l'armée japonaise – estime que qui voulait rater les examens le pouvait, d'où le peu de crédit qu'il porte au discours de la contrainte, et bien qu'il admette que les policiers forçaient régulièrement des jeunes Taiwanais à se porter candidats⁶⁴⁶. Il faut noter, enfin, que tous les volontaires, qu'ils soient reçus ou pas, passent à des degrés divers par ce processus d'intériorisation des normes et de l'éthos du temps de guerre – le petit nombre d'enrôlés est donc loin de donner la pleine mesure du phénomène.

Le prestige du recrutement se manifeste par une série de rites de passage dont les anciens soldats se souviennent avec émotion. Vient d'abord la réception de l'ordre de mobilisation (la « fiche rouge ») :

Apporter l'ordre de rassemblement était une mission confiée par l'empereur, et les policiers l'accomplissaient en gants blancs⁶⁴⁷, avec un grand respect. A l'approche de la maison de celui qui allait partir, le policier saluait et s'annonçait à voix haute. Quant à celui qui recevait l'ordre, il devait sortir le prendre habillé sur son trente et un. Une fois la fiche rouge reçue, le policier disait 'Félicitations !', se courbait de nouveau et partait. Tout ça était extrêmement solennel.

Pour prendre la mesure de la promotion que représente une telle déférence, il faut avoir à l'esprit la brutalité et le mépris avec lesquels la police japonaise traite habituellement les Taiwanais. A ce

⁶⁴³ Gao Congyi (12 mai 1995, 19 juin 1995 et 16 novembre 1995, Nantou et Taibei), dans CAI, *Zou guo liang ge shidai de ren*, op. cit., p. 327.

⁶⁴⁴ Chen Chunliang (11 mars 1996, Zuozhen), dans *ibid.*, p. 395.

⁶⁴⁵ Guo Chuanfa (12 juin 1996, Zhushan), dans *ibid.*, p. 128.

⁶⁴⁶ Jian Chuanzhi (27 juin 1995, Luodong), dans *ibid.*, p. 80.

⁶⁴⁷ Xiao Jinhai rapproche cette règle de celle qui prévaut dans les cérémonies d'adieu aux kamikazes, auxquelles il a assisté à la fin de la guerre : quand le pilote part pour son dernier vol, ses camarades et supérieurs lui rendent les derniers honneurs vêtus de gants blancs. Xiao Jinhai (8 août et 21 septembre 1996, Zhanghua), dans *ibid.*, p. 111. Sur le blanc comme pureté dans la symbolique de guerre japonaise, cf. John DOWER, *War Without Mercy: Race and Power in the Pacific War*, New York : Pantheon, 1986.

titre, et même si la transmutation se limite à quelques moments symboliques, l'enrôlement est un véritable renversement de la hiérarchie coloniale. Xiao Jinhai insiste d'ailleurs sur ce point :

Habituellement la police vous prenait de haut (*weifeng* 威風), mais la plupart des gens pensaient qu'être soldat au front revenait à donner sa vie pour le pays (*wei guo xiaoming* 為國效命), alors que les policiers ne faisaient que maintenir l'ordre à l'arrière. Donc ils trouvaient que les soldats étaient plus grands que les policiers (*bing bi xuncha da* 兵比巡查大)⁶⁴⁸.

Pour cette raison, l'intégration de l'armée n'a pas la connotation négative que peut avoir l'intégration des forces de police. Plus tardive et plus rare, elle ne fait pas de l'enrôlé un mouchard, tandis que les auxiliaires de police taiwanais sont souvent l'objet d'un violent ressentiment. Que le volontaire serve sur l'île ou outre-mer, il est au pire perdu pour la communauté, au mieux un héros ; mais il n'est pas un chien de garde. Après l'ordre de mobilisation, l'engagé subit un deuxième rite de passage : le départ pour le centre d'entraînement, autrement dit l'adieu à la vie civile et l'adoption d'une identité militaire. Cette fois, la reconnaissance ne vient plus seulement de l'appareil d'Etat, mais aussi de la société locale. C'est en outre un rituel collectif, qui fait des futurs soldats un groupe de pairs. Jian Chuanzhi se rappelle ainsi la cérémonie de départ des cinq volontaires de son village (dont lui-même) en 1942 :

...quand on est allé au centre d'entraînement, l'administration a mobilisé les étudiants, la ligue de la jeunesse, la population et les officiels pour nous accompagner jusqu'à la gare. Tout le monde tenait des petits drapeaux, avec nos cinq noms dessus, et criait à l'unisson 'banzai ! banzai !'. C'était très intense. Alors quand je suis entré au centre et que ça a commencé à être dur, il me suffisait de penser à la manière dont on avait été accompagné pour m'ôter toute idée de fuir et de rentrer à la maison. Faire ça, ça aurait vraiment été une honte (*tai meiyou mianzi* 太沒有面子)⁶⁴⁹.

La conscription, par définition plus coercitive, n'est pas pour autant dépourvue de toute valeur émancipatrice, bien au contraire. Sur le plan collectif, elle est vécue en Corée (on pourrait écrire la même chose pour Taiwan) « comme un signe de la reconnaissance [...] des progrès réalisés » par les sujets coloniaux⁶⁵⁰, et il n'échappe à personne que l'impôt du sang devra s'accompagner de l'octroi de droits politiques. Les activistes du *home rule* taiwanais sont d'ailleurs parmi les soutiens

⁶⁴⁸ Xiao Jinhai (8 août et 21 septembre 1996, Zhanghua), dans CAI, *Zou guo liang ge shidai de ren*, op. cit., p. 108.

⁶⁴⁹ Jian Chuanzhi (27 juin 1995, Luodong), dans *ibid.*, p. 80.

⁶⁵⁰ Mark CAPRIO, *Japanese Assimilation Policies in Colonial Korea, 1910–1945*, Seattle : University of Washington Press, 2009, p. 167.

les plus constants du service militaire pour les sujets coloniaux⁶⁵¹. Au niveau individuel, la conscription s'accompagne d'une formation qui n'est pas seulement militaire : les conscrits étant souvent issus de classes plus modestes, leur éducation élémentaire – particulièrement en japonais – est à compléter dans le centre d'entraînement, et la place qu'ils occupent dans l'armée à leur sortie dépend largement de leurs résultats « scolaires »⁶⁵². Le service militaire lui-même fait donc espérer une promotion sociale après la démobilisation⁶⁵³.

Dans le centre d'entraînement pour volontaires, la formation (qui dure six mois) s'attache autant à l'incorporation de « l'esprit japonais » et à l'éducation générale, qui occupent les matinées, qu'à l'entraînement militaire *stricto sensu*⁶⁵⁴. On initie les soldats à « un mode de vie japonais idéalisé qui comprend l'autodiscipline », à la vie de groupe, et on les soumet plus intensément que le reste de la population aux rituels de loyauté que sont la « vénération de l'Empereur de loin », la mémorisation des rescrits impériaux, etc.⁶⁵⁵. Si la vie militaire, très brutale⁶⁵⁶, et plus encore l'expérience de guerre sont souvent dégrisantes⁶⁵⁷, elles sont des expériences moins universelles que celle de la mobilisation, et loin de toujours provoquer un sentiment de révolte. Parmi les Taiwanais de l'Armée impériale, l'orgueil collectif (l'honneur de l'unité, recrutée localement et mise en concurrence avec les autres par les instructeurs japonais) prend souvent le relais de la fierté individuelle⁶⁵⁸. Ainsi, dans l'histoire orale, l'enrôlement est presque toujours décrit comme une élévation (*empowerment*). Porter les armes, c'est faire comme les Japonais et appartenir à leur monde, même si la promotion au-delà de la distinction de première classe (*jōtōbei* 上等兵) ou du grade de caporal (*heichō* 兵長) est rare (l'accession au grade de sergent ou *gunsō* 軍曹 représente pour la

⁶⁵¹ CHATANI, "Nation-Empire", *op. cit.*, p. 227. De même en Corée, cf. FUJITANI, *Race for Empire*, *op. cit.*, pp. 274-276.

⁶⁵² *Ibid.*, pp. 272-275.

⁶⁵³ CAPRIO, *Japanese Assimilation Policies in Colonial Korea*, *op. cit.*, p. 167.

⁶⁵⁴ LIN, *Riben juTai moqi*, *op. cit.*, p. 224 ; Liu Kuntu (23 mai 1995, Nantou et 1^{er} septembre 1995, Taïpei), dans CAI, *Zou guo liang ge shidai de ren*, *op. cit.*, p. 71 ; Jian Chuanzhi (27 juin 1995, Luodong), dans *ibid.*, pp. 80-81.

⁶⁵⁵ FUJITANI, *Race for Empire*, *op. cit.*, p. 261.

⁶⁵⁶ Wu Shen'an se souvient de suicides lors de la période d'entraînement. Wu Shen'an (25 juin 1995, Hualian), dans CAI, *Zou guo liang ge shidai de ren*, *op. cit.*, p. 35.

⁶⁵⁷ Cf. par ex. les interrogatoires menés par le renseignement américain sur des prisonniers taiwanais, dans NARA/RG226/99/115, Rapport de recherche de la station de Calcutta de l'O.S.S., "Certain Aspects of the Formosan-Japanese Relationship", 31 mars 1945 ; ou le témoignage de Lu Yongfa, qui parle d'un entraînement « diabolique » (*mogni xunlian* 魔鬼訓練). Lu Yongfa (11 mars 1995, Taïpei), dans ZHOU Wanyao (Chou Wan-yao) 周婉窈 (dir.), *Taiji Riben bing zuotanhui jilu bing xiangguan ziliao* 台籍日本兵座談會記錄並相關資料 (Transcription du colloque sur les soldats taiwanais de l'armée japonaise et documents sur le même sujet), Taïpei : Academia Sinica, 1997, p. 146.

⁶⁵⁸ Li Jianghai (23 août 1994, Yuanzhang), dans JYPY, p. 110.

plupart un horizon lointain)⁶⁵⁹. Toutefois, la simple attribution d'un grade est chargée d'un prestige considérable, moins aux yeux du colonisateur lui-même que de la société locale où elle symbolise l'intégration formelle au monde des dominants.

A l'occasion, le départ pour les mers du sud permet même aux colonisés de faire l'expérience du colonisateur, dans le cadre de la « sphère sous-impériale » ménagée pour eux en Asie du Sud-Est⁶⁶⁰. C'est ce que révèle le témoignage saisissant de Zheng Chunhe : stationné au Timor pendant plus d'un an à la fin de la guerre, il est au contact quotidien des locaux. Loin de se sentir solidaire de leur sort de population dominée, Zheng se met à la place...des Japonais à Taiwan :

...dans le contact avec les indigènes (*dangdi turen* 當地土人), j'ai compris pour la première fois pourquoi les Japonais méprisaient les Taiwanais. On n'avait pas les mêmes coutumes, le niveau de vie était différent, on n'arrivait pas à communiquer, il ne fallait pas s'étonner que les Japonais méprisent les Taiwanais. Pareil, quand j'étais en Indonésie, je trouvais que les indigènes locaux n'étaient pas comme les Taiwanais, c'était vraiment difficile de les respecter sincèrement (*zhexie dangdiren shizai hen nan rang ren dacong xindi jiyu zunzhong* 這些當地人實在很難讓人打從心底給予尊重). Mais en fait c'est mal de penser comme ça (*zheyang de xintai qishi shi bu dui de* 這樣的心態其實是不對的)⁶⁶¹.

La mobilisation fait donc espérer aux colonisés un progrès vers l'égalité des statuts, le pouvoir japonais affirmant désormais considérer tous ses sujets comme « égaux sous le regard bienveillant [de l'Empereur] » (*issbi dojin* 一視同仁). Pour douteuse que soit la sincérité de ce discours, il convient, comme Takashi Fujitani nous y invite, d'en considérer les effets et non seulement les intentions⁶⁶². Tu Liutong, un ancien soldat originaire de Jiayi, affirme même avec quelque illusion « qu'à la fin [de la guerre], quand [il] était devenu un soldat japonais, les Japonais avaient totalement cessé de considérer les Taiwanais comme des esclaves des Qing [*Chankoro/Qingguo nu* チャンコロ/清國奴] »⁶⁶³.

⁶⁵⁹ Jian Chuanzhi (27 juin 1995, Luodong), dans CAI, *Zou guo liang ge shidai de ren*, *op. cit.*, p. 86.

⁶⁶⁰ TS'AI, "Administration, Assimilation, and Ambivalence", *op. cit.*, pp. 400-401.

⁶⁶¹ Zheng Chunhe (8 février 1996, 5 octobre 1996, 12 mai 1997, Tainan), dans CAI, *Zou guo liang ge shidai de ren*, *op. cit.*, p. 58. Le témoignage est d'autant plus précieux que Zheng est conscient de transgresser les normes antiracistes des années 1990. Le terme *turen/dojin*, qui signifie littéralement « autochtone », est clairement péjoratif. L'état d'esprit des Taiwanais envoyés en Chine dans le cadre de l'armée japonaise est beaucoup plus ambivalent. Comme l'explique A-Chen Qinghua, partie sur le continent avec sa famille, « c'était aussi une manière d'aller voir la Chine, la terre de nos ancêtres... c'était un sentiment très compliqué » A-Chen Qinghua (9 février et 9 mars 1996, Xinying), dans *ibid.*, p. 211.

⁶⁶² FUJITANI, *Race for Empire*, *op. cit.*, p. 48.

⁶⁶³ Tu Liutong (30 août 1993, Jiayi), dans JYBH, p. 147. *Chankoro* est un terme extrêmement péjoratif utilisé par les Japonais pour désigner les Chinois. Tu Liutong note significativement que les Japonais, contrairement

L'inclusion dans le monde prestigieux de l'armée japonaise se matérialise dans des objets iconiques. L'uniforme bien sûr, mais aussi et surtout le sabre en usage dans l'armée (*guntō* 軍刀), un symbole convoité normalement réservé aux sergents et aux officiers de plus haut rang⁶⁶⁴. Les soldats taiwanais sont également intégrés dans la nation en guerre par le biais des « sacs de réconfort » (*imon bukuro* 慰問袋), des sachets contenant des objets divers exprimant le soutien de l'arrière – particulièrement les femmes – aux soldats (lettres d'encouragement, confiseries, objets d'usage courant, dessins d'enfants, etc.), ou encore des *sennin bari* 千人針, ceintures dont chacun des « mille points » est censé avoir été cousu par une femme différente.

Ce dernier objet est particulièrement important, parce qu'il incarne le soutien de la communauté aux soldats et plus encore parce qu'il touche à une dimension fondamentale, mais généralement passée sous silence, de l'expérience de l'enrôlement : la promotion sexuelle. Pour un jeune homme, devenir soldat signifie intégrer les rangs des mâles désirables par les Taiwanaïses, et surmonter ainsi la castration coloniale. L'impérialisme japonais a fait siens les clichés orientalistes dépeignant les Asiatiques comme efféminés (*mameshii* 女々しい) et se donne, pendant la guerre, la mission de les endurcir par le biais de techniques du corps⁶⁶⁵ diverses (elles vont de l'entraînement militaire à l'obligation d'uriner debout pour des populations qui n'y sont pas accoutumées)⁶⁶⁶. A des sujets coloniaux qui ont intériorisé, dans une certaine mesure, cette féminisation et la rétrogradation politique qu'elle implique, la mobilisation fournit « l'occasion de restaurer leur masculinité » et de s'insérer dans les « liens virilistes de la nation et de l'Empire »⁶⁶⁷. Yang Qinghe, qui était une jeune femme pendant la guerre, se rappelle que les soldats faisaient parfois de l'effet « même aux jeunes Japonaises ». Plusieurs organisations féminines de jeunesse à Formose encouragent leurs membres à prêter publiquement serment de n'épouser que des jeunes hommes s'étant portés volontaires⁶⁶⁸. Quant à Xiao Jinhai, il se souvient avec émotion de sa *sennin bari*, réalisée par les femmes et les jeunes filles des organisations féminines de sa ville de Zhanghua. Il l'a d'ailleurs conservée religieusement après la guerre, tout comme le brassard de son uniforme, le testament qu'il avait

au Guomindang, « te respectaient au moins en apparence, même s'ils te méprisaient par derrière ». Cette retenue est une nouveauté datant de la guerre.

⁶⁶⁴ Jian Chuanzhi (27 juin 1995, Luodong), dans CAI, *Zou guo liang ge shidai de ren*, *op. cit.*, p. 86.

⁶⁶⁵ Marcel MAUSS, « Les techniques du corps », *Journal de psychologie*, n° 32 (3-4), 1936, pp. 363-386.

⁶⁶⁶ Ethan MARK, « Appealing to Asia: Nation, Culture, and the Problem of Imperial Modernity in Japanese-occupied Java, 1942-1945 », thèse de doctorat, Columbia University, 2003, p. 609.

⁶⁶⁷ Takashi FUJITANI, « The Masculinist Bonds of Nation and Empire: The Discourse on Korean 'Japanese' Soldiers in the Asia Pacific War », *Senri Ethnological Studies*, n°51, 2000, pp. 133-161, p. 134.

⁶⁶⁸ CHATANI, « Nation-Empire », *op. cit.*, pp. 234-235.

rédigé ainsi que les cheveux et les ongles que ses camarades et lui avaient laissé pousser et coupés afin que leurs parents disposent de reliques en cas d'impossibilité de rapatrier leur corps⁶⁶⁹.

C. La japonisation comme militarisation

La mobilisation de la population taïwanaise et le passage du pouvoir à un « racisme inclusif et poli »⁶⁷⁰ ne s'accompagnent pas de concessions à la culture locale, mais au contraire d'une politique d'assimilation à marche forcée, justifiée par l'idée d'une parenté (hiérarchique) entre colonisateurs et colonisés qui est caractéristique de l'entreprise impériale japonaise. La guerre amène donc « l'unitarisation » (*ichigenka* 一元化) de la métropole et de sa colonie, ce dernier terme (*shokuminchi* 殖民地) étant d'ailleurs abandonné progressivement : Taïwan devient, de « territoire extérieur » (*gaichi*), partie intégrante du « territoire intérieur » (*naichi* 内地)⁶⁷¹. Cette histoire est en partie connue : c'est celle du *kōminka undō* 皇民化運動 (ci-après *kōminka*), littéralement « mouvement de transformation [des colonisés] en sujets impériaux ». Cette campagne lancée en 1937, qui a son équivalent en Corée et antérieurement à Okinawa, est un effort d'acculturation rapide, explicitement dirigé contre le substrat culturel chinois de l'île. Il recouvre la diffusion coercitive du japonais au détriment du chinois classique et des dialectes sinitiques, l'adoption d'un nom japonais par certaines familles, la construction de temples shinto en lieu et place des lieux de culte chinois, la diffusion des habits japonais, la multiplication des rituels de loyauté à l'empereur, etc.⁶⁷². Mais le *kōminka* est également indissociable de la militarisation de la société, entendue ici comme diffusion dans l'ensemble de la société des valeurs martiales, ainsi que des formes militaires d'organisation et de comportement⁶⁷³. L'assimilation culturelle est conçue comme une campagne de mobilisation matérielle et spirituelle dans une guerre qui, parce qu'elle est totale, doit aussi impliquer les colonies. Le recrutement de volontaires s'inscrit dans cette démarche.

⁶⁶⁹ Xiao Jinhai (8 août et 21 septembre 1996, Zhanghua), dans CAI, *Zou guo liang ge shidai de ren*, *op. cit.*, pp. 111-114.

⁶⁷⁰ FUJITANI, *Race for Empire*, *op. cit.*, p. 251.

⁶⁷¹ Sur ces évolutions sémantiques, voir TS'AI, « Administration, Assimilation, and Ambivalence », *op. cit.*

⁶⁷² Pour une synthèse en anglais cf. CHOU, « The Kōminka Movement in Taiwan and Korea », *op. cit.*. Leo Ching note que le *kōminka* a pour particularité d'assumer ouvertement le caractère performatif des identités : ouvertement anti-intellectualiste, il consiste en une japonisation par la répétition de gestes et de paroles réglées (CHING, *Becoming "Japanese"*, *op. cit.*, pp. 115-117). Cette dimension pratique a sans doute facilité l'association aux performances convenues de significations imaginaires très variées.

⁶⁷³ C'est la réponse la plus évidente à la question, débattue par Leo Ching (*Becoming Japanese*, *op. cit.*) et Caroline Ts'ai (dans « Administration, Assimilation, and Ambivalence », *op. cit.*), de savoir ce qui distingue l'assimilation des années 1920 (*dōka* 同化) de celle du *kōminka*. Ce dernier est un mouvement de mobilisation dans l'effort de guerre, ce que le *dōka* n'était pas. Le problème devient inutilement alambiqué si l'on isole la japonisation culturelle de son objectif politique.

Ainsi, la mobilisation dans l'armée japonaise s'accompagne souvent de l'adoption d'un nom japonais (politique dite du « changement de nom », *kai seimei* 改姓名)⁶⁷⁴. Celle-ci répond d'abord à une nécessité pratique, car les soldats taiwanais sont mêlés aux unités nippones : l'Armée impériale se targue de ne pas pratiquer de discrimination coloniale⁶⁷⁵. A titre indicatif, Zheng Chunhe, qui fait partie de la première vague de volontaires en 1942, estime à 5 ou 6 environ le nombre de Taiwanais dans une compagnie (*chūtai* 中隊 : 150 à 200 hommes) stationnée à Taiwan. Le changement de nom reste volontaire, même dans l'armée : Wu Shen'an a pu décider de ne pas le faire⁶⁷⁶, même si Jian Chuanzhi estime que l'écrasante majorité des volontaires a sauté le pas⁶⁷⁷. Il se joue ici autre chose et plus qu'un changement d'identité nationale. Le soldat qui choisit sa nouvelle identité lui-même (souvent avec l'aide d'un « patron » japonais, un enseignant par exemple) prend dans le même mouvement un nom japonais et un nom de guerre, dans un geste qui relève d'une élaboration consciente de soi. Ainsi Zheng Chunhe :

A cause de la discrimination nationale à l'époque, changer de nom c'était aller avec son temps, on ne pouvait pas faire autrement. Si on changeait son nom, être embauché dans une préfecture (*shūchō* 州庁) ou entrer dans l'armée devenait plus facile. Alors moi aussi en 1942 après m'être porté volontaire pour l'armée mais avant de partir, j'ai pris un nom japonais. A l'époque toute la famille m'a suivi. Comme je ne me reconnais jamais battu, que je veux toujours avoir le dessus, et que dans ce que je fais je veux toujours être droit comme un cèdre (*sugi* 杉), j'ai choisi Uesugi 上杉 comme nom. Et j'ai pris Shigeo 重雄 [雄 = héros] comme prénom. Mettons que c'était ce que j'attendais de moi-même⁶⁷⁸.

De même, Xiao Jinhai convainc toute sa famille d'adopter le nom de Sakuragi 桜木 en référence à la symbolique de la fleur de cerisier (*sakura* 桜), dont la chute au sommet de sa beauté est censée

⁶⁷⁴ Basé sur le volontariat (ce qui n'exclut pas des pressions) et parfois refusé, le *kai seimei* concerne fin 1943 environ 2% de la population taiwanaise totale. A partir de 1944, l'assouplissement des critères d'acceptation provoque une vague de changements de noms et on estime que 7% de la population totale ont un nom japonais à la fin de la guerre. Cf. CHOU, "The Kōminka Movement in Taiwan and Korea", *op. cit.*, p. 58. Le changement de nom s'inscrit également dans une démarche de distinction sociale, les autorités privilégiant les familles « respectables » et influentes – ou celles de soldats, qui se trouvent ainsi élevées à leur rang. Les foyers ayant adopté un nom japonais sont désignés par un certificat officiel accroché à leur porte. Sur un plan plus prosaïque, ils bénéficient d'un meilleur accès au rationnement. Guo Zhongmei (24 avril 1993, Taibei), dans JLYG, p. 38

⁶⁷⁵ FUJITANI, *Race for Empire*, *op. cit.*, p. 48.

⁶⁷⁶ Wu Shen'an (25 juin 1995, Hualian), dans CAI, *Zou guo liang ge shidai de ren*, *op. cit.*, p. 35.

⁶⁷⁷ Jian Chuanzhi (27 juin 1995, Luodong), dans CAI, *Zou guo liang ge shidai de ren*, *op. cit.*, p. 82.

⁶⁷⁸ Zheng Chunhe (8 février 1996, 5 octobre 1996, 12 mai 1997, Tainan), dans CAI, *Zou guo liang ge shidai de ren*, *op. cit.*, p. 53. Nous soulignons.

représenter la « belle mort » du jeune soldat, et – via le caractère *ki* 木 (arbre) –, aux héros Nogi Maresuke 乃木希典 et Kusunoki Masashige 楠木正成, dont il a appris les exploits à l'école⁶⁷⁹.

D. Une société militarisée

Les groupes paramilitaires

L'enrôlement dans l'effort de guerre ne s'est pas limité aux hommes qui ont servi sous les drapeaux ou s'y sont préparés. La guerre totale a en effet entraîné la mobilisation d'une grande partie de la population civile sous des formes militarisées. Cette militarisation touche en priorité la population jeune, via la myriade d'organisations paramilitaires qui voient le jour pendant la guerre, ou dont les missions sont redéfinies à cette occasion.

Les ligues de jeunesse (*seinendan* 青年団) jouent un rôle central dans ce processus. Nées au Japon de manière spontanée, elles sont officialisées et centralisées par le pouvoir à la suite de la guerre russo-japonaise, où elles ont fait preuve d'un patriotisme démonstratif. Dans les années 1920, la plupart des villages japonais disposent d'une ligue servant à l'occasion de courroie de transmission entre l'Etat et la population⁶⁸⁰. Dans les années 1930, les *seinendan* sont étendues aux colonies, où elles sont comme en métropole recrutées via les écoles et les enseignants. Elles voient leur échelle et leur rôle croître de manière foudroyante avec la guerre. L'adhésion devient obligatoire pour les jeunes scolarisés, et en 1939 elles comptent déjà 269 906 membres à Taiwan (contre 62 906 en 1938). L'entraînement militaire et la discipline du corps y prennent une place centrale après 1937, et le port de l'uniforme y est systématisé⁶⁸¹. En août 1944, on leur adjoint une branche féminine, elle aussi soumise à un entraînement militaire basique⁶⁸². Les ligues de jeunesse deviennent ainsi des espaces et des relais privilégiés de la mobilisation. Elles sont utilisées pour accomplir des travaux agricoles, de construction publique, de diffusion du japonais ou de maintien de l'ordre, toutes activités qu'on apprend aux jeunes à considérer comme des missions de « défense nationale ».

Les *seinendan* ne sont que les plus courantes des organisations paramilitaires. Les « milices d'hommes en âge de combattre » (*sôteidan* 壮丁団), subordonnées à la police et les « ligues de défense » (*boeidan* 防衛団), qui appartiennent à l'administration, recrutent des hommes jeunes ou

⁶⁷⁹ Xiao Jinhai (8 août et 21 septembre 1996, Zhanghua), dans CAI, *Zou guo liang ge shidai de ren*, *op. cit.*, pp. 102-103. Nogi Maresuke (1849-1912), ancien gouverneur général de Taiwan et figure de la guerre russo-japonaise, était en outre exalté pour son suicide lors des funérailles de l'empereur Meiji. Kusunoki Masashige (1294-1336) incarnait la fidélité d'un samurai à l'Empereur contre le shogun usurpateur.

⁶⁸⁰ CHATANI, "Nation-Empire", *op. cit.*, pp. 2-23.

⁶⁸¹ *Ibid.*, pp. 189-226.

⁶⁸² LIN, *Riben ju Tai moqi*, *op. cit.*, p. 229.

d'âge moyen et remplissent des missions telles que la surveillance de la population, le maintien de l'ordre et du moral, la lutte contre les incendies (particulièrement après le début des bombardements aériens en octobre 1944), etc.⁶⁸³. A la fin de la guerre, elles reçoivent un entraînement basique pour défendre Taiwan contre un possible débarquement américain. Les *bōeidan* sont également responsables de l'entraînement de « Brigades féminines de protection » (*joshi bōgotai* 女子防護隊), composées de jeunes femmes. Au printemps 1943, les pompiers, les *bōeidan* et les *sōteidan* sont fusionnés dans les « ligues de défense et de vigilance » (*keibōdan* 警防団)⁶⁸⁴. Il n'y a pas à notre connaissance de chiffres fiables sur le taux d'encadrement de la population. Le renseignement américain estime en mars 1945, à partir d'interrogatoires de prisonniers taiwanais, que la quasi-totalité des jeunes hommes appartiennent à un type de groupe paramilitaire ou de police auxiliaire. Pour les *bōeidan*, à supposer que les souvenirs de Wu Shen'an aient quelque valeur, les effectifs semblent s'être élevés à plusieurs dizaines de milliers, répartis en groupes d'environ 120 personnes au niveau local⁶⁸⁵. Quant aux *sōteidan*, l'Office of Strategic Services (O.S.S.) donne un chiffre approchant les 50 000 membres pour juin 1944, s'inquiétant de l'accueil qu'une population ainsi entraînée et endoctrinée réserverait à un débarquement américain⁶⁸⁶.

Comme l'enrôlement dans l'armée, bien que de manière plus modeste, l'intégration des *seinendan* ou d'autres groupes paramilitaires est une occasion de promotion sociale, particulièrement pour les jeunes de milieu modeste : un raccourci vers une position de respectabilité relative dans une société profondément hiérarchique dominée par les Japonais et les aînés. C'est aussi une manière de prouver sa valeur personnelle, les postes d'encadrement étant attribués sur le principe du mérite⁶⁸⁷. Les Japonais poussent en outre à la formation d'une élite interne via les *seinen shūrenjo* 青年修練所 (« centres de perfectionnement de la jeunesse »), dans lesquels les membres les plus brillants des *seinendan* reçoivent une formation collective additionnelle les préparant à des responsabilités. La

⁶⁸³ Les *sōteidan* existent depuis le début du règne japonais à Taiwan (cf. chapitre II). La guerre redéfinit leurs missions, désormais centrées sur la lutte contre les espions et les ennemis intérieurs. TS'AI, *Taiwan in Japan's Empire Building*, *op. cit.*, p. 16.

⁶⁸⁴ CAI, *Zou guo liang ge shidai de ren*, *op. cit.*, n. 1 p. 32.

⁶⁸⁵ Wu Shen'an (25 juin 1995, Hualian), dans CAI, *Zou guo liang ge shidai de ren*, *op. cit.*, p. 32.

⁶⁸⁶ NARA/RG226/99/115, "Civil Affairs Handbook: Taiwan (Formosa)", Office of the Chief of Naval Operations, Navy Department, 15 juin 1944, p. 79.

⁶⁸⁷ Il faut y ajouter un sentiment d'ascension sociale généralisé. Car l'effort de guerre s'appuie prioritairement sur les Japonais, au nombre de 397 090 sur l'île à la fin de 1943. Cf. « Taiwan wushi nian lai tongji hukou diaocha » 台灣五十年來統計戶口調查 (Enquête statistique sur l'enregistrement de la résidence à Taiwan depuis cinquante ans), <http://twstudy.iis.sinica.edu.tw/twstatistic50/Pop.htm> [consulté le 5 juin 2016]. Leur envoi au front libère des postes à responsabilité pour les Taiwanais, par ex. Zhang Yueyang (30 août 1993, Jiayi), dans JYBH, p. 96. Pour la Corée, cf. CAPRIO, *Japanese Assimilation Policies in Colonial Korea*, *op. cit.*, p. 168.

version féminine de ces centres met l'accent sur des activités (cuisine, couture, tir à l'arc, *ikebana*...) jugées convenir à celles que la presse officielle présente comme de véritables héroïnes de guerre⁶⁸⁸.

Les groupes paramilitaires sont en outre articulés à l'armée (et leurs membres habitués à se considérer comme des soldats en puissance) par leur rôle de réserve de recrues, auxiliaires ou volontaires. Leurs membres, particulièrement leurs cadres, sont soumis à une pression particulière :

A cette époque, j'étais vice-chef d'équipe (*fubanzhang* 副班長) [dans la ligue de défense locale], et un de mes subordonnés avait déjà rempli son formulaire de volontariat. En tant que cadre, je ne pouvais pas être à la traîne. Donc j'ai rempli le mien. Ensuite on passait le formulaire aux supérieurs, et après il fallait encore passer un examen oral et trois examens physiques très stricts, et on ne pouvait pas choisir son arme. Donc à l'époque, quand on entendait dire que tel ou tel type allait être soldat, on pouvait être sûr qu'il était très fort physiquement⁶⁸⁹.

La militarisation du travail

Dès 1937, la volonté de faire de Formose une base de l'avancée japonaise vers le sud (*nanshinka* 南進化) se traduit par le recrutement de travailleurs, d'abord libre puis de plus en plus coercitif, soit comme *gunzoku* soit sous des statuts civils⁶⁹⁰. Ici encore, une grande confusion règne quant aux chiffres, mais plusieurs dizaines de milliers de Taiwanais sont envoyés travailler outre-mer (dont une minorité au Japon). Sur l'île, ce sont des centaines de milliers de personnes que le gouvernement général mobilise – 270 000 à 300 000 par jour dans les derniers mois du conflit selon ses propres estimations, dont 50 000 formellement intégrés à des brigades de travail et le reste appelé pour des travaux *ad hoc*, comme la construction d'ouvrages défensifs⁶⁹¹. Or dans toutes ces organisations, le gouvernement général impose à des degrés divers des modes d'organisation militaire, sous le slogan officiel d'« unité des soldats, des travailleurs et des étudiants » (*hei-rō-gaku ittai* 兵劳学一体)⁶⁹². Ainsi, certaines recrues des centres de perfectionnement des *seinendan* intègrent à partir de mars 1940 les « Brigades de service de la jeunesse patriotique (*gongyō hōkoku seinentai* 勤行報国青年隊⁶⁹³) », qui sont chargées de la mise en œuvre du *kōminka*, de la construction de temples shinto et de travaux publics. Les membres des Brigades reçoivent un entraînement basique, sont soumis

⁶⁸⁸ CHATANI, « Nation-Empire », *op. cit.*, pp. 205-214.

⁶⁸⁹ Wu Shen'an (25 juin 1995, Hualian), dans CAI, *Zou guo liang ge shidai de ren*, *op. cit.*, p. 34.

⁶⁹⁰ Paul H. KRATOSKA « Labor Mobilization in Japan and the Japanese Empire », dans Paul H. KRATOSKA (dir.), *Asian Labor in the Wartime Japanese Empire: Unknown Histories*, Armonk ((New York) : M. E. Sharpe, 2005, pp. 3-21.

⁶⁹¹ LIN, *Riben juTai moqi*, *op. cit.*, p. 230.

⁶⁹² *Ibid.*, p. 224.

⁶⁹³ *Gongyō* 勤行 signifie « service » dans le sens de « service religieux » ou « liturgie ».

à une discipline de caserne, portent l'uniforme et défilent chamarrés dans les villages au son de marches militaires. La propagande présente les travaux qu'ils réalisent comme l'équivalent d'un service militaire, en attendant que le véritable soit institué ; à la fin de leur service, ils gagnent le titre de « réservistes de brigade » (*zaiigō taiin* 在郷隊員), explicitement imité de celui, envié, de « réserviste de l'armée » (*zaiigō gunjin* 在郷軍人)⁶⁹⁴. Un mimétisme comparable existe chez les « soldats de l'industrie pour la mise en valeur du Sud » (*takunan kōgyō senshi* 拓南工業戰士)⁶⁹⁵ et d'autres groupes.

La militarisation à l'école

La militarisation, enfin, n'épargne pas ceux qui échappent à l'armée et aux groupes paramilitaires. L'image idéalisée du soldat se diffuse par capillarité dans la société et les civils se saisissent de manières de faire venues de l'armée, par exemple de ses gestes propitiatoires : l'usage de la *senninbari*, qu'il est aisé de considérer, dans un univers culturel chinois, comme une sorte d'amulette de protection (*bushenfu* 護身符), se répand parmi les jeunes hommes lors des bombardements aériens⁶⁹⁶.

Quant aux jeunes en âge d'être scolarisés, ils se voient inculquer l'idéal du soldat directement. Comme au Japon, la tentative du pouvoir d'éliminer la frontière entre entraînement et vie quotidienne (*kenren no seikatsuka, seikatsu no kenrenka* 訓練の生活化, 生活の訓練化)⁶⁹⁷ prend les écoles comme lieux privilégiés ; celles-ci deviennent « des dojos qui mettent l'accent sur l'acquisition corporelle d'un esprit nationaliste plus que sur l'enseignement »⁶⁹⁸. Le système scolaire dispense un entraînement militaire basique, qui est systématisé à partir de l'automne 1943⁶⁹⁹, et les établissements abritent tous un petit nombre d'armes pour l'exercice (cf. annexe 5). L'ersatz de service militaire qu'est la mobilisation du travail touche également le monde scolaire : à partir de novembre 1943, les étudiants (au sens large) sont mobilisés pour des travaux divers dont la collecte du riz⁷⁰⁰. Cette militarisation est ici encore indissociable de la japonisation, notamment via la généralisation des arts martiaux japonais, qui en viennent pendant la guerre à occuper l'essentiel de

⁶⁹⁴ CHATANI, "Nation-Empire", *op. cit.*, pp. 218-219.

⁶⁹⁵ LIN, *Riben juTai moqi*, *op. cit.*, pp. 223-225.

⁶⁹⁶ Zhang Yuchan (4 avril 1999, 21 janvier 2009, 13 mars 2009 et 13 mars 2010 à Fenglin), dans HFLF, p. 111.

⁶⁹⁷ Le terme « entraînement » en vient à résumer la nature de la transformation physique et spirituelle que le Japon veut imposer à ses sujets. Dans la péninsule coréenne, à partir de mars 1943, le lundi est déclaré « jour d'entraînement » (*renseibi* 鍊成日), et l'ensemble de la population est alors réuni pour des exercices. CAPRIO, *Japanese Assimilation Policies in Colonial Korea*, *op. cit.*, pp. 147-159.

⁶⁹⁸ CHATANI, "Nation-Empire", *op. cit.*, pp. 149-150.

⁶⁹⁹ TS'AI, *Taiwan in Japan's Empire Building*, *op. cit.*, p. 180.

⁷⁰⁰ LIN, *Riben juTai moqi*, *op. cit.*, p. 229.

l'éducation physique. Les jeunes sont la cible privilégiée du *kōminka*, les autorités les jugeant plus susceptibles d'être désinisés que leurs aînés : la génération ciblée par la politique assimilationniste est la première dont les parents sont nés sous domination japonaise, et celle qui a fait l'expérience de l'enseignement primaire obligatoire dans un système scolaire japonisé. Les Japonais exploitent délibérément ce fossé générationnel, appelant les jeunes à convaincre leurs parents « arriérés » de s'ouvrir aux bienfaits de la modernité (japonaise).

Enfin, la panique de la fin de la guerre et la crainte d'un débarquement américain à Taiwan poussent les Japonais à imposer, en plus de la conscription, l'intensification maximale de la mobilisation des civils. En juin 1945, il est décidé que tous les hommes de 15-60 ans et les femmes de 17-40 ans sont mobilisables instantanément dans l'armée ou un corps de travailleurs, et le *bokō* est remplacé par les Volontaires nationaux taiwanais (*Taiwan kokumin giyūtai* 台湾国民義勇隊), censés armer l'intégralité de la population pour défendre l'île⁷⁰¹. La reddition du 15 août 1945 interrompt donc soudainement un immense effort collectif et un élan de militarisation généralisée.

E. Hégémonie japonaise et subjectivités taiwanaises sous le colonialisme de guerre

S'en tenir à une opposition entre contrainte et consentement reviendrait à manquer l'essentiel : la mobilisation ouvre aux jeunes hommes taiwanais un nouveau modèle de comportement et d'identification, un type inédit de rapport à soi, qui répondent certes aux exigences d'un Etat autoritaire, mais auxquels les sujets coloniaux sont amenés à adhérer de leur propre chef, pour des raisons qui sont autant positives (sentiment d'élévation individuelle, promotion sociale...) que négatives (peur de ne pas « en être », d'éveiller la méfiance des autorités...). Il s'agit bien d'une transformation profonde, chez toute une partie de la population colonisée, des modes de subjectivation, au sens que Michel Foucault a donné au terme : « la manière dont les individus sont appelés à se constituer comme sujets », « les modèles proposés pour l'instauration et le développement des rapports à soi », en corrélation – et non en opposition – avec l'économie générale des rapports de pouvoir⁷⁰². Pour cette raison, le jugement de Hui-yu Caroline Ts'ai selon lequel l'après-guerre voit une « traduction de la gouvernamentalité coloniale en subjectivité postcoloniale »⁷⁰³ nous semble inutilement dichotomique. La subjectivation n'est pas l'absence de

⁷⁰¹ *Ibid.*, p. 226.

⁷⁰² Michel FOUCAULT, *Histoire de la sexualité II. L'usage des plaisirs*, Paris : Gallimard, 1984, p. 36.

⁷⁰³ Hui-yu Caroline TS'AI, "Total War, Labor Drafts, and Colonial Administration: Wartime Mobilization in Taiwan, 1936-1945", dans KRATOSKA (dir.), *Asian Labor in the Japanese Wartime Empire*, *op. cit.*, pp. 101-126, p. 126. Hui-yu Caroline Ts'ai emploie le terme de gouvernamentalité en un sens très large.

contrainte. Même sous le joug colonial, les Taiwanais s’emparent pleinement des nouveaux modèles qui leur sont proposés⁷⁰⁴.

Le quadruple processus de mobilisation, militarisation, japonisation et promotion (sociale, symbolique, sexuelle) des jeunes hommes taiwanais – et coréens – doit se comprendre comme la forme prise par l’hégémonie coloniale tardive, celle du temps de guerre. Hégémonie au sens gramscien, car le pouvoir japonais a de toute évidence réussi à faire accepter ses intérêts et valeurs comme des formes de biens (ou de sens) communs par une partie importante de la population⁷⁰⁵. Comme le souligne Jean-François Bayart, toutefois, il n’y a pas de jeu à somme nulle entre hégémonie et coercition (ou même violence) ; les signes d’une « recherche hégémonique » réussie ne doivent pas se chercher dans une obéissance muette, aveugle et satisfaite (il n’y en a pas d’exemple), mais dans les effets de subjectivation qu’elle produit⁷⁰⁶.

Dans les dernières années du conflit au moins, à Taiwan, la culture métropolitaine dans ses traits les plus saillants est donc une « culture de guerre »⁷⁰⁷. De nombreux Formosans ont été des participants actifs de cette culture, et si – tout comme les autres sujets du Japon impérial – ils sont loin d’avoir aimé la guerre, elle leur a laissé une image d’eux-mêmes qu’aucune autre n’a pu remplacer avant le soulèvement de février-mars 1947.

II. UNE SORTIE DE GUERRE INACHEVÉE

Des recherches initialement concentrées sur l’Europe à l’issue des deux conflits mondiaux ont conduit à remplacer la notion « d’après-guerre » par celle de « sortie de guerre », afin d’attirer l’attention sur le caractère progressif – et souvent difficile – du retour à la paix, particulièrement après une guerre totale. La réorganisation de la société autour des activités civiles, la reconstruction

⁷⁰⁴ Pour la même raison, la notion althusserienne d’interpellation dont Takashi Fujitani fait usage (il désigne ainsi l’expérience du soldat coréen Kim Sŏng-su qui, appelé pour la première fois par son nom japonais, ne s’y « reconnaît » pas, FUJITANI, *Race for Empire*, *op. cit.*, p. 254.) nous paraît encourir deux reproches. Le premier est qu’elle est adossée à une conception absolue, et en dernière instance théologique, du pouvoir – Louis Althusser définissant l’interpellation comme l’opération « par laquelle l’idéologie ‘transforme’ un individu en sujet » pour « qu’il accepte (librement) son assujettissement » (Louis ALTHUSSER, « Idéologies et appareils idéologiques d’Etat », dans *Positions*, Paris : Editions sociales, 1976, pp. 113-121). Le second est que le couple appareil d’Etat/idéologie conduit trop aisément au « fonctionnalisme du pire », dénoncé par Pierre Bourdieu : « un appareil est une machine infernale, programmée pour atteindre certains buts. (Ce phantasme du complot, l’idée qu’une volonté démoniaque est responsable de tout ce qui se passe dans le monde social, hante la pensée ‘critique’) ». (Pierre BOURDIEU et Loïc WACQUANT, *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Paris : Seuil, 1992, p. 78).

⁷⁰⁵ Sur le concept d’hégémonie, cf. Antonio GRAMSCI, *Guerre de mouvement et guerre de position* (textes choisis et présentés par Razmig Keucheyan), Paris : La Fabrique, 2012, pp. 35-91.

⁷⁰⁶ Jean-François BAYART, « Hégémonie et coercition en Afrique subsaharienne. La ‘politique de la chicotte’ », *Politique africaine*, n° 110 (2), 2008, pp. 123-152.

⁷⁰⁷ Nous reprenons, en la détournant quelque peu, la notion avancée par Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker. Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Annette BECKER, *14-18, retrouver la guerre*, Paris : Gallimard, 2000.

économique, la démobilisation matérielle et culturelle, la déprise collective de la violence sont des processus longs, rarement synchrones et parfois réversibles. Les années qui suivent la suspension officielle des hostilités sont donc bien souvent vécues à l'ombre de la guerre⁷⁰⁸. La révolte de 1947 ne fait pas exception : elle a lieu moins d'un an et demi après la défaite japonaise, trop tôt pour que le conflit se soit estompé dans les mémoires. Surtout, de manière plus concrète, les premiers temps de la paix prolongent sur certains points les réalités du temps de guerre, comme la multiplicité des groupes armés voués au maintien de l'ordre ou à l'autodéfense.

A. Une société encore armée

La reconstitution de groupes d'autodéfense

La défaite du Japon provoque un effondrement de l'appareil policier qui était à la base du système colonial. A la rétrocession, 13 000 policiers contrôlent l'île, dont une moitié de Taiwanais cantonnés dans leur grande majorité au grade subalterne de patrouilleur ; la force chinoise qui les remplace compte à peine un millier d'officiers formés en urgence sur le continent (cf. chapitre VII)⁷⁰⁹ ; elle conserve en outre 4650 patrouilleurs taiwanais⁷¹⁰.

Ces minces effectifs, qui seront progressivement portés à 10 000 hommes, sont d'emblée confrontés à des problèmes qui les dépassent, l'ordre public souffrant considérablement des destructions de la guerre et du chaos qui suit le transfert de souveraineté. L'automne 1945 est marqué par des centaines de cas de violence (souvent collective) et/ou de pillage, qui prennent pour cible les bâtiments officiels et les autorités coloniales, principalement la police, haïe par la population et dont l'autorité s'est effondrée à la défaite. Dans bien des cas, les policiers visés – il y a des assassinats – sont taiwanais. Douglas Fix attribue ces actes de vengeance aux ponctions économiques de la fin de la guerre, dont la police était l'instrument principal, ce qui tendrait à suggérer que les pillages de bâtiments officiels sont une forme de réappropriation⁷¹¹. Cette vague de violence, qui retombe en quelques mois, est suivie par un désordre endémique prolongé. La

⁷⁰⁸ Sur cette question, voir Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Christophe PROCHASSON (dir.), *Sortir de la Grande Guerre : le monde et l'après-1918*, Paris : Tallandier, 2008, particulièrement l'introduction, et Bruno CABANES et Guillaume PIKE'TY, « Sortir de la guerre : jalons pour une histoire en chantier », *Histoire@Politique*, n°3, 2007, <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=03&rub=dossier&item=22> [consulté le 23 juillet 2016].

⁷⁰⁹ CAI (dir.), *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, *op. cit.*.

⁷¹⁰ IHM/228/01/01/020, « Taiwan yi nian lai zhi jingwu », novembre 1946 ; NARA/RG84/UD2279/24, Télégramme du consulat de Taïpei à l'ambassade, 1^{er} novembre 1946.

⁷¹¹ FIX, « Reading the Numbers », *op. cit.*, pp. 327-357.

police, insuffisamment nombreuse, armée et légitime⁷¹², est impuissante à empêcher les rixes, les vols et les cambriolages de se multiplier, et qui sont le fait de délinquants de circonstance comme de profession, et bien souvent de militaires chinois⁷¹³.

Le danger d'anomie pousse la société formosane à prendre le problème en main. La police chinoise note en novembre 1946 que des dizaines d'organisations d'auto-défense (*ziwei zuzhi* 自衛組織) se forment : piquets (*jiuchadui* 糾察隊), ligues d'auto-défense (*ziweituan* 自衛團), « brigades de justice » (*zhengyidui* 正義隊) et autres. Malgré la présence parmi ces groupes de « personnes bien intentionnées », notent avec inquiétude les auteurs du texte, « de nombreux mauvais éléments » les utilisent pour « s'organiser et tourmenter la société locale », certains allant même jusqu'à collecter leurs propres impôts⁷¹⁴ ; le renseignement américain relève la même tendance à la constitution de groupes armés illégaux, tout en notant que les « délinquants » en question se considèrent souvent comme des justiciers punissant les agissements des spéculateurs et, parfois, des autorités⁷¹⁵. Ils poussent l'audace jusqu'à conduire des arrestations, à en croire les mises en garde et interdictions des autorités de Taïpei, qui ne peuvent toutefois se passer durablement de leur soutien⁷¹⁶. Incapable de faire disparaître ces organisations rapidement, le Département des affaires de police choisit de les coopter ou, selon l'euphémisme officiel, de les « réorganiser ». En décembre 1945, Taïpei ordonne leur fusion en une Brigade de policiers volontaires (*yiyong jingchadui* 義勇警察隊) entraînée et commandée par la police. Chaque bureau de police (*jingchaju* 警察局) est censé disposer de sa propre brigade, subdivisée en équipes de 10 à 16 membres au niveau le plus local, ce qui implique (nous ne disposons pas de chiffre précis) que la police envisage d'absorber 4600 à 7350 miliciens. C'est au moins autant que le nombre de policiers officiels, et sans doute beaucoup moins que la masse réelle des milices, puisque la cooptation va de pair avec une dissolution partielle⁷¹⁷.

Entre les groupes paramilitaires mis sur pied par les Japonais et la reconstitution spontanée d'organisations équivalentes, imposée comme un fait accompli aux Chinois, il n'y a donc quasiment

⁷¹² IHM/228/01/01/020, « Taiwan yi nian lai zhi jingwu », novembre 1946 ; NARA/RG226/173/12, S.S.U. Formosa Reports, « Political and Economic Situation on Formosa » (Major William J. Morgan), 29 janvier 1946.

⁷¹³ NARA/RG84/UD/2279/24, Télégramme de l'attaché militaire adjoint de Taïpei à l'ambassade, 15 janvier 1946 ; NARA/RG84/UD/2279/24, Télégramme de l'ambassade de Chongqing au secrétaire d'Etat, 15 mars 1946 ; NARA/RG226/173/11, Télégramme sortant du S.S.U. (Formose), 20 mars 1946 ; IHM/228/01/01/020, « Taiwan yi nian lai zhi jingwu », novembre 1946 ; UNRRA/S1121/0000/0053, Rapport hebdomadaire du bureau de Taïwan, 16-22 juin 1946.

⁷¹⁴ IHM/228/01/01/020, « Taiwan yi nian lai zhi jingwu », novembre 1946.

⁷¹⁵ NARA/RG226/173/11, Télégramme sortant du S.S.U. (Formose), 15 mars 1946.

⁷¹⁶ FIX, « Taiwanese Nationalism and its Late Colonial Context », *op. cit.*, p. 335.

⁷¹⁷ IHM/228/01/01/020, « Taiwan yi nian lai zhi jingwu », novembre 1946.

pas solution de continuité. Bien entendu, leurs fonctions diffèrent en partie, et la soumission de ces milices à l'appareil policier est beaucoup moins forte après la rétrocession qu'elle ne l'était pendant la guerre – la police admet ainsi que sa stratégie de cooptation reçoit un « accueil mitigé »⁷¹⁸, les groupes qu'elle aspire à contrôler étant trop importants, et leur composition trop hétérogène (sans doute une allusion à la présence en leur sein de nombreux délinquants). Mais il est plus que probable que les milices soient souvent les héritières directes des *bōeidan*, *seinendan* et *sōteidan* japonais, une continuité qui n'échappe pas aux officiers de police chargés de les organiser : « Les Brigades de policiers volontaires ressemblaient un peu aux ligues de défense de la fin de la période japonaise, avec des fonctions de police et de défense », se souvient Chen Yingpeng⁷¹⁹. Quant aux Jeunesses tridémistes, qui comptent plus de 30 000 membres dès mars 1946 et jouent un rôle important dans le maintien de l'ordre, elles ont certes une préférence pour les cadres au passé « autonomiste » (et idéalement antijaponais) ; mais elles n'ont pas d'autre choix, pour recruter leurs hommes de main, que de puiser dans les anciens membres des organisations de jeunesse⁷²⁰. Wu Shen'an se souvient des « brigades d'autodéfense » chinoises comme d'une « imitation du genre d'organisation [des Japonais], mise en place à la rétrocession »⁷²¹. Ainsi, s'il faut croire Zhou Jinbo quand il affirme que les membres des ligues de défense « n'osaient plus trop se montrer » à la défaite japonaise⁷²², le désordre généralisé leur donne une occasion de reprendre du service. Les civils Taiwanais ne désarment pas.

Une société imparfaitement désarmée

C'est pourtant ce qu'essaient de leur imposer les nouvelles autorités, inquiètes du nombre d'armes en circulation dans la société. Le rapport de police déjà cité affirme que si la population de l'île était désarmée sous le gouvernement général, l'armée japonaise a dispersé des armes en abondance dans la société taiwanaise à la fin de la guerre afin de provoquer le chaos. Ce bruit semble avoir son origine dans le fait que, compte tenu de l'insuffisance des forces chinoises, de nombreux soldats japonais restent en armes sur l'île plusieurs semaines après le transfert officiel de souveraineté, souvent sans surveillance étroite. A l'automne 1945, un consul britannique en visite avec des collègues chinois note une rumeur prégnante selon laquelle ils seraient en train de cacher

⁷¹⁸ *Ibid.*

⁷¹⁹ Chen Yingpeng (9 avril, 28 novembre et 1^{er} décembre 2008, 26 avril, 15 septembre et 22 décembre 2011, Taibei), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzhen*, *op. cit.*, p. 158.

⁷²⁰ CHEN, « Sanminzhuyi qingniantuan yu zhanhou Taiwan », *op. cit.*, p. 78 ; Zhou Jinbo (22 février et 1^{er} novembre 1992, Jilong) dans JLYG, p. 67.

⁷²¹ Wu Shen'an (25 juin 1995, Hualian), dans CAI, *Zou guo liang ge shidai de ren*, *op. cit.*, p. 32.

⁷²² Zhou Jinbo (22 février et 1^{er} novembre 1992, Jilong) dans JLYG, p. 67.

des armes en vue d'un mauvais coup, concluant pour sa part à « la futilité complète de la spéculation à ce sujet »⁷²³.

On peut sans doute faire confiance au diplomate, car à l'exception de quelques actions isolées de la part de jeunes officiers de l'Armée impériale – d'ailleurs vite réprimées par le gouverneur-général et commandant en chef Ando Rikichi 安藤利吉 –, les Japonais ont prouvé à la fin de 1945 qu'ils n'avaient pas l'intention de saboter la rétrocession⁷²⁴. Il est néanmoins plausible que le départ d'une armée de plus de 222 000 hommes⁷²⁵ a laissé sur place nombre d'armes dont certaines ont échappé à la vigilance des forces assurant la rétrocession, à quoi il faut ajouter celles distribuées aux établissements civils (écoles et autres) lors de la militarisation à outrance – la garnison de Taiwan s'applique à vider les arsenaux scolaires à partir de décembre 1945⁷²⁶ –, ainsi bien sûr que celles détenues illégalement par les civils. Le désordre endémique n'arrange bien sûr rien, et les observateurs américains notent au printemps 1946 que les Formosans « cherchent à acquérir des pistolets et des sabres pour leur protection personnelle » (même les militaires américains considèrent plus prudent de circuler armés à la nuit tombée)⁷²⁷. Ce sentiment d'insécurité est à la source d'un trafic illégal qui permet en outre aux aborigènes – dont les contacts avec la société han étaient étroitement contrôlés par les Japonais – de s'équiper à leur tour⁷²⁸. Le problème est suffisamment sérieux pour que le gouvernorat de Taïpei décide de punir de mort les trafiquants, ainsi que les détenteurs d'armes qui refuseraient de les céder avant le 15 avril 1946. Une collecte de plusieurs semaines livre plus de couteaux, de sabres (11 600), d'armes de chasses (1800) et « d'armes diverses » (雜色 雜色) (5100, dont 500 armes à feu) que de fusils (95) et de mitrailleuses (18). Ce butin n'a rien d'un arsenal militaire : sous couvert de faire la chasse aux surplus japonais, il s'agit évidemment surtout de désarmer les milices⁷²⁹.

B. La déchéance des vétérans

⁷²³ IHM/228/01/01/017, « Report on Tour of Formosa », 24 octobre - 14 novembre 1945, consul britannique suppléant de Fuzhou.

⁷²⁴ ABE Kensuke 阿部賢介, « Guanjian de qishi yi tian : Er ci da zhan jieshu qianhou de Taiwan shehui yu Taiwanren de dongxiang » 關鍵的七十一天：二次大戰結束前後的台灣社會與台灣人的動向 (Soixante-dix jours décisifs : dynamique des Taiwanais et de la société taiwanaise avant et après la fin de la Seconde Guerre mondiale), mémoire de master, Université nationale Chengchih, 2010.

⁷²⁵ *Ibid.*, p. 67.

⁷²⁶ Ces différentes sources possibles d'armes illégales sont une préoccupation majeure des autorités militaires chinoises à partir de l'automne 1945. *Taiwan sheng jingbei zongsilingbu zhounian gongzuo gaikuang baogaoshu*, *op. cit.*, pp. 7 et 9-12.

⁷²⁷ NARA/RG84/UD2279/25, Télégramme de l'ambassade de Chongqing au secrétaire d'Etat, 15 mars 1946.

⁷²⁸ NARA/RG226/173/11, Télégramme sortant du S.S.U. (Formose), 20 mars 1946.

⁷²⁹ IHM/228/01/01/020, « Taiwan yi nian lai zhi jingwu », novembre 1946.

Comme l'écrivent Stéphane Audoin-Rouzeau et Christophe Prochasson, pour les soldats démobilisés, « défilé en armes et en uniformes devant les civils rassemblés, exprimer de la sorte l'exigence de reconnaissance à laquelle ont droit ceux qui ont combattu, constitue un geste de réintégration symbolique dans la communauté civique d'origine dont la dimension bouleversante, pour les acteurs comme pour les spectateurs, mérite d'être soulignée. »⁷³⁰ Les manifestations de cette « économie morale de la reconnaissance » jouent un rôle décisif dans l'acceptation, par les anciens combattants, de leur retour à un statut de citoyens ordinaires. Par surcroît, le « basculement identitaire » – deuil, dissolution des solidarités combattantes, retour à la vie civile – qu'est la démobilisation est particulièrement pénible en cas de défaite, et plus encore « lorsque le retour intervient dans un contexte d'hostilité de l'opinion publique »⁷³¹. A cet égard, la sortie de guerre des soldats taiwanais est particulièrement frustrante. Sous certains rapports, ils partagent le destin des autres combattants japonais échoués outre-mer – un basculement dans le délabrement physique et le *struggle for life* anémique des camps de prisonniers, suivi du retour dans un pays qui ne peut ni ne veut les traiter en héros⁷³². S'y ajoute, à Taiwan, un changement de nationalité qui transforme du jour au lendemain les combattants de l'Armée impériale en soldats vaincus qui se sont battus contre leur propre pays, la Chine. Aucun « rite de réincorporation »⁷³³ n'est donc envisageable.

Les soldats taiwanais envoyés outre-mer ne reviennent chez eux qu'en 1946, parfois tard dans l'année. C'est particulièrement vrai pour le contingent de Hainan, environ 20 000 hommes, pour la plupart détenus sur l'île toute une année dans des conditions particulièrement difficiles, et sous la garde peu bienveillante de l'armée chinoise ; ils reviennent malades, affamés et passablement amers⁷³⁴. En septembre 1946, deux employés de l'UNRRA qui assistent à un retour de Hainan évoquent les « terribles mauvais traitements » dont témoigne l'apparence des anciens soldats, et dont ils ne savent pas s'il faut les attribuer « à une politique du gouvernement chinois, à une méconnaissance de la situation ou à de l'indifférence pure et simple ». Après un embarquement au cours duquel les prisonniers désespérés se sont rués en trop grand nombre dans le bateau, au prix de centaines de blessés, neuf sont morts lors du trajet « du fait de blessures passées, de mauvais traitements, mais surtout de malnutrition et de maladies », la ration alimentaire fixée par le

⁷³⁰ AUDOIN-ROUZEAU et PROCHASSON (dir.), *Sortir de la Grande Guerre*, *op. cit.*, p. 14.

⁷³¹ CABANES et PIKETTY, « Sortir de la guerre », *op. cit.*, pp. 4-5.

⁷³² Sur la situation japonaise, cf. les très belles pages de John Dower dans *Embracing Defeat*, *op. cit.*, pp. 52-60.

⁷³³ Leonard SMITH, *The Embattled Self: French Soldiers' Testimony of the Great War*, Ithaca (New York) : Cornell University Press, 2007.

⁷³⁴ TANG Xiyong 湯熙勇, « Tuoli kunjing : zhanhou chuqi Hainandao zhi Taiwanren de fanTai » 脫離困境：戰後初期海南島之台灣人的返台 (Tirés d'affaire : le retour des Taiwanais de Hainan dans l'immédiat après-guerre), *Taiwan shi yanjiu*, n° 12 (2), 2005, pp. 167-208.

gouvernement chinois depuis la victoire étant en dessous du seuil de subsistance, les soins inexistant dans le camp de prisonniers et les biens de ces derniers systématiquement pillés par leurs gardiens. « Même les Japonais furent bien mieux traités »⁷³⁵. Le sort des prisonniers de Hainan, souvent évoqué dans la presse taiwanaise, suscite une vague de compassion et de mécontentement dans la population, qui y perçoit non sans raison le signe d'une sourde hostilité des vainqueurs envers ces compatriotes que le hasard a placés dans le mauvais camp.

A l'annonce de la défaite japonaise, les soldats taiwanais avaient bénéficié de ce qui, dans l'histoire orale, est appelé la « promotion de Potsdam » (un rang gagné), une pratique apparemment commune dans l'armée japonaise⁷³⁶. C'est la dernière manifestation d'une « économie morale de la reconnaissance »⁷³⁷ dont les vétérans taiwanais sont désormais, de la part du Japon comme de la Chine, systématiquement exclus⁷³⁸. Une fois la métropole vaincue, leur statut subit une dégradation spectaculaire et ils deviennent bien souvent, de « héros » locaux qu'ils étaient, de jeunes chômeurs, suspects en outre de déloyauté aux yeux de leur nouvelle patrie. Bien loin de refaire en sens inverse le parcours glorieux de leur départ, comme certains poilus de 1918⁷³⁹, les soldats taiwanais rentrent en catimini. Jian Chuanzhi donne de son retour un récit saisissant. Rapatrié en avril 1946 après huit mois de captivité, il aborde au port de Jilong :

On a vu les dégâts des bombardements alliés depuis le pont. On a aussi vu les uniformes délabrés et l'équipement archaïque des sentinelles chinoises. Sur le mur du hangar, sur le quai, il y avait une bannière qui disait : « Vive les Trois Principes du Peuple ».

Après s'être fait dépouiller par les employés des douanes⁷⁴⁰, il reçoit de la Croix Rouge taiwanaise (et non des autorités) un billet de train gratuit à destination de son village, et traverse une île marquée par la guerre :

Les trains étaient dans un état déplorable, ils n'avaient même plus de lampes. Je me suis juste assis avec mes camarades [zhanyou 戰友, « frères d'armes »] dans ce train sombre et branlant, et vingt heures plus

⁷³⁵ UNRRA/S1121/0000/0053, Rapport hebdomadaire du bureau de Taiwan, 8-14 septembre 1946.

⁷³⁶ Jian Chuanzhi (27 juin 1995, Luodong), dans CAI, *Zou guo liang ge shidai de ren*, op. cit., p. 89.

⁷³⁷ CABANES et PIKETTY, « Sortir de la guerre », pp. 4-5.

⁷³⁸ Hui-yu Caroline TS'AI, "The War Never Ended: The Case of Taiwanese-Japanese Soldiers," dans David P. BARRETT et Larry N. SHYU, *China in the Anti-Japanese War, 1937-1945: Politics, Culture, and Society*, New York : Peter Lang, 2001, pp. 207-228.

⁷³⁹ AUDOIN-ROUZEAU et PROCHASSON (dir.), *Sortir de la Grande Guerre*, op. cit., p. 14.

⁷⁴⁰ L'expérience est commune. Un ancien soldat la commente ainsi : « J'imagine qu'on payait la dette du Japon (*ti Riben huan zhai* 替日本還債) ». Zhang Yueyang (30 août 1993, Jiayi), dans JYBH, p. 98.

tard je me suis retrouvé à Luodong, mon village natal, que j'avais quitté trois ans avant. On est descendu, avec les camarades on s'est dit « on se reverra ! », on s'est salué, et tout le monde est rentré chez soi. J'ai repensé au jour où on était parti [pour le centre d'entraînement], quand tous les gens du village criaient « banzai » depuis le bord de la route. Et maintenant j'étais comme un chien errant⁷⁴¹.

Xiao Jinhai, rapatrié dès août en vertu de ses compétences d'ex-policier, se souvient d'avoir pleuré en montant dans le train à Taibei.

En prenant le train j'ai pensé que j'arriverais à la maison en plein jour, et j'ai un peu hésité. Je n'ai pas osé revenir. Je me souvenais de tous les gens qui m'avaient accompagné en fanfare quand j'étais parti, je parlais comme un héros, je disais que j'allais revenir victorieux. Je n'avais pas pensé qu'on allait perdre, et maintenant rentrer serait vraiment humiliant (*diulian* 丟臉). Alors j'ai volontairement laissé passer deux trains, puis j'en ai pris un qui arrivait à la nuit tombée. Puis j'ai marché quatre kilomètres pour rejoindre Shetou. C'était le 1^{er} septembre 1945. Le lendemain, j'ai repris mon travail au bureau de police de Zhanghua. J'ai repris mon poste si vite parce que j'avais honte de rentrer battu à la maison, et comme tout le monde me connaissait au village j'ai couru me « cacher » à Zhanghua⁷⁴².

L'aborigène Wu Qingshi, envoyé en Nouvelle Guinée, insiste sur le caractère désormais dérisoire des préparations de guerre, qu'il constate à son retour dans les montagnes Ali :

Quand le Japon a perdu la guerre, tous les gens qui écoutaient [la radio] se sont mis à pleurer, on n'arrivait pas à s'y résoudre. A l'époque la propagande japonaise disait que les Japonais étaient les meilleurs, que les Chinois (les Taiwanais) étaient mauvais (*cha* 差), mais le Japon a perdu quand même, l'empereur a donné l'ordre de se rendre et la guerre s'est terminée. [Après notre retour] nous sommes vite retournés dans la montagne, d'une part pour maintenir l'ordre, d'autre part pour réparer [les réseaux] électriques qui avaient été détruits. Quand je suis rentré à Jiayi, j'ai vu que dans les rues il n'y avait plus d'habitations, il en restait seulement quelques-unes près de la gare, beaucoup de gens dormaient là-bas. Puis je suis rentré voir la montagne. Pour empêcher les bombardements américains, tous les toits avaient été recouverts de paille. Je leur [*sic*] ai dit que les Américains ne bombardaient que les endroits importants, il n'y avait aucune chance qu'ils viennent bombarder la montagne, il n'y avait pas besoin de mettre de la paille. J'ai aussi vu que les femmes étaient entraînées (*jieshou xunlian* 接受訓練), et pas seulement les femmes, même des gens de quarante-cinquante ans qui n'avaient pas été soldats étaient entraînés, et les jeunes aussi, pour se préparer à résister à l'armée américaine si elle débarquait. J'ai trouvé ça vraiment

⁷⁴¹ Jian Chuanzhi (27 juin 1995, Luodong), dans CAI, *Zou guo liang ge shidai de ren*, *op. cit.*, pp. 89-90.

⁷⁴² Xiao Jinhai (8 août et 21 septembre 1996, Zhanghua), dans CAI, *Zou guo liang ge shidai de ren*, *op. cit.*, p. 115. Les guillemets sont indiqués à Hui-yu Caroline Ts'ai par l'interviewé.

triste (*kelian* 可憐). Ah !... L'expérience de la guerre (*zhanzheng de jingyan* 戰爭的經驗), pour nous, ça a été un rêve et c'est tout (*zhi shi yi ge meng ba le* 只是一場夢罷了). J'ai hoché la tête en voyant ça. Plus tard l'entraînement s'est arrêté⁷⁴³.

Une enquête informelle réalisée dans les rues de Taïpei par le Special Services Unit (S.S.U.) en mars-avril 1946 met en évidence le désir de reconnaissance des vétérans, dont plusieurs veulent croire qu'ils seront employés par l'Etat victorieux s'ils sont suffisamment diligents⁷⁴⁴, un espoir frustré par la dégradation irrémédiable de leur statut. Ainsi Liu Kuntu, qui s'enorgueillit rétrospectivement d'avoir été l'un des plus brillants éléments de son unité, se voit-il brutalement déclassé : retourné dans la centrale électrique où il travaillait avant-guerre, désormais gérée par des continentaux, il est méprisé en raison de ses études courtes⁷⁴⁵. Cette déconsidération s'étend aux proches des soldats, dans la mesure où les autorités chinoises arrêtent de payer leur pension aux familles des tués⁷⁴⁶. Privés de victoire, les Taïwanais de l'Armée impériale le sont aussi d'une défaite honorable, une situation particulièrement humiliante pour ceux qui sont restés sur l'île et, comme l'Armée de Taiwan en général, n'ont pas été vaincus sur le terrain. Les conditions politiques qui règnent dans la société d'après-guerre rendent impossible toute « communauté de langage » susceptible de rendre leur discours audible⁷⁴⁷, et même d'autoriser l'expression publique d'une compassion pour leur sort. A cet égard, leur situation est moins enviable encore que celle des soldats métropolitains : ces derniers bénéficient du moins de la croyance, durable dans la société japonaise, selon laquelle les conscrits ordinaires sont de simples victimes de la guerre⁷⁴⁸ ; ils sont également libres, du moment qu'ils n'inquiètent pas l'occupant américain par des activités politiques, de former des « associations de frères d'armes » (*senyūkai* 戰友会) pour cultiver les solidarités forgées au front et prier pour les âmes de leurs camarades tombés⁷⁴⁹.

A Taiwan, le souci qu'a le Guomindang d'effacer toutes les traces du passé japonais, à plus forte raison de la période militariste, rend la chose impensable. Il est malheureusement difficile de suivre

⁷⁴³ Wu Qingshi (6 juillet 1991, Jiayi), dans KSL3, pp. 102-103.

⁷⁴⁴ NARA/RG226/173/11, S.S.U. Formosa Files/Miscellaneous, "Opinion of the man in the street, March-April 1946".

⁷⁴⁵ Liu Kuntu (23 mai 1995, Nantou et 1^{er} septembre 1995, Taïpei), dans CAI, *Zou guo liang ge shidai de ren*, op. cit., p. 73.

⁷⁴⁶ NARA/RG226/173/11, Télégramme sortant du S.S.U. (Formose), 14 février 1946.

⁷⁴⁷ Aaron Moore utilise le terme dans le contexte de la Chine communiste. Aaron MOORE, "The Problem of Changing Language Communities: Veterans and Memory Writing in China, Taiwan and Japan", *Modern Asian Studies*, n° 45 (2), 2011, pp. 399-429.

⁷⁴⁸ KUSHNER, *Men to Devils, Devils to Men*, op. cit., pp. 29-68. Cette indulgence permettra, dans les années 1950, le retour en faveur des anciens soldats. Cf. Sandra WILSON, "War, Soldier and Nation in 1950s Japan", *International Journal of Asian Studies*, n° 5 (2), 2008, pp. 187-218.

⁷⁴⁹ TAKAHASHI Saburo 高橋三郎 (dir.), *Kyōdō kenkyū : senyūkai* 共同研究 : 戰友会 (Recherche collective sur les associations de frères d'armes), Tokyo: Inpakuto, 2005.

à la trace le comportement et la sociabilité des soldats démobilisés dans l'année et demie qui suit la rétrocession. Se « revoient-ils », comme Jian Chuanzhi et ses frères d'armes se le sont promis ? Essaient-ils de maintenir vivants, de manière informelle, les groupes primaires formés pendant la guerre ? Entretiennent-ils la mémoire de leur expérience commune ? Sur ces points cruciaux, nous devons nous contenter de quelques indices, comme le témoignage de Jian Chuanzhi ou celui de Zen Junxiong dont le père, ancien médecin militaire tué en 1947, avait selon lui gardé une grande popularité parmi les anciens soldats taiwanais, reconnaissants des soins qu'il leur avait apportés pendant leur captivité de 1945-1946⁷⁵⁰. Le témoignage de Cai Mingchuan concerne les groupes paramilitaires et non les soldats :

A l'époque japonaise, les élèves de toutes les écoles secondaires de Gaoxiong avaient formé une Alliance étudiante [...], l'organisation était assez dense, presque tous les élèves en faisaient partie. On avait aussi un signe en forme de triangle accroché au torse. Vraiment, ce genre d'organisation les Chinois n'avaient jamais vu ça, à l'époque du Japon c'était très complet, il y avait des organisations comme les associations de voisinage (*tonarigumi* 隣組⁷⁵¹)... D'une manière générale, tous ceux [qui avaient appartenu à un groupe paramilitaire] restaient en contact, et si quelque chose se passait ils se rassemblaient immédiatement pour résoudre le problème. C'était très rapide. [...] Et pendant la période japonaise on avait presque tous reçu un entraînement militaire comme étudiants, on s'exerçait sur l'aérodrome, donc après la rétrocession à chaque fois que quelque chose se passait, il venait à l'esprit de beaucoup de gens de prendre leurs sabres japonais en bois et d'aller participer (*ben duo ren dou hui xiangdao na Riben mudao canjia* 很多人都會想到拿日本木刀參加)⁷⁵².

Plusieurs points méritent d'être relevés : le maintien des sociabilités intenses forgées dans les organisations de jeunesse et de résidents pendant la guerre ; la permanence de certains lieux de rassemblement et/ou entraînement après 1945 ; le sentiment d'un devoir persistant qu'auraient les anciens membres de ces groupes envers la société locale (au cas où « quelque chose arriverait »). Ces éléments joueront un rôle important lors de la mobilisation insurrectionnelle de 1947.

⁷⁵⁰ Zeng Junxiong (18 février 2001, Xinzhu), dans XZFC, p. 62.

⁷⁵¹ Unités de base de la mobilisation des civils par les autorités japonaises, elles rassemblent théoriquement une grosse dizaine de familles.

⁷⁵² Cai Mingchuan (15 juillet 1994, Taibei), dans GX 1, pp. 53-54.

C. Des vainqueurs indignes

A la déchéance des anciens soldats taiwanais fait pendant le choc de la rencontre avec l'armée chinoise qui débarque en 1945. Sur ce point bien connu, l'histoire orale est parfaitement cohérente : l'arrivée des troupes chinoises est décrite comme une douche froide pour une population qui avait placé en elles, à l'annonce de la défaite du Japon, des espoirs manifestement démesurés, espérant en même temps que la « libération » l'arrivée de figures de prestige et de force auxquelles il serait désormais possible de pleinement s'identifier. L'entrée des soldats chinois dans les villes taiwanaises – ils ont débarqué à Jilong et à Gaoxiong –, sous des arches triomphales et devant des comités d'accueil, est uniformément décrite comme le spectacle désolant de « mendiants » en sandales de paille, portant leurs ustensiles de cuisine sur l'épaule, ce qui est à la fois un brouillage condamnable entre la valeur militaire et les « basses » fonctions civiles, et un indice du vice de glotonnerie si souvent imputé aux continentaux par les Taiwanais de l'époque. Après des années de guerre d'usure et d'épuisement économique de l'armée, l'image des soldats chinois comme « mendiants » est courante dans toutes les régions de Chine côtière⁷⁵³. Les Formosans tombent de plus haut. La comparaison défavorable avec les soldats japonais stationnés à Taiwan (dont une grande partie n'a pas combattu) est aussi systématique : « les vêtements des soldats japonais étaient bien ordonnés, avaient beaucoup d'allure (*you jingshen* 有精神), l'Armée nationale (*guojun* 國軍) ne soutenait pas la comparaison. »⁷⁵⁴ En 1945 encore, en effet, le renseignement américain notait que l'attitude formosane envers la puissance militaire japonaise était celle d'une crainte fortement mêlée d'admiration⁷⁵⁵. Cette fascination n'implique d'ailleurs pas l'adhésion au projet impérial japonais. Rien n'illustre mieux ce découplage que le témoignage de Wang Qingtian, officier taiwanais de la garnison du fort de Jilong après la guerre, qui raconte ainsi la naissance de sa vocation militaire :

Mon malheur, c'est que depuis que j'étais enfant j'avais résolu d'être soldat. Je voulais protéger le pays et le peuple (*baoguo weimin* 保國衛民). Je voyais l'allure et le prestige des soldats japonais, les lieutenants (*shaowei* 少尉) qui allaient à cheval, suivis par un soldat portant le sabre et un sans sabre... Quand j'étais enfant, je les enviais beaucoup, et je m'étais promis de devenir militaire plus tard. D'un autre côté, les Japonais opprimaient les Taiwanais partout. Quand un conflit éclatait entre un Taiwanais et un Japonais

⁷⁵³ Dès 1942-1943, la solde devient inférieure à la paye d'un coolie et les hommes doivent vivre de rapine ou d'expédients. CHANG Jui-te, "The National Army from Whampoa to 1949", dans David GRAFF et Robin HIGHAM (dir.), *A Military History of China*, Boulder : Westview Press, 2002, pp. 193-209, p. 204.

⁷⁵⁴ Zhang Yuchan (4 avril 1999, 21 janvier 2009, 13 mars 2009 et 13 mars 2010 à Fenglin), dans HFLF, p. 114. C'est un exemple parmi des dizaines.

⁷⁵⁵ NARA/RG165/NM84/79/2220, U.S. Army Forces/Pacific Ocean Areas, "Study of Formosa", 15 février 1945.

et qu'on allait au commissariat [le régler], les policiers japonais criaient « à genoux le Taiwanais, à genoux », alors que le Japonais restait debout. Tout ça je l'ai vu de mes yeux. Quand j'étais à l'école, les professeurs japonais m'aimaient beaucoup, mes notes étaient toujours dans les cinq premières. Les policiers japonais insultaient (*wuru* 侮辱) les Taiwanais, méprisaient la Chine et la civilisation chinoise, et cela m'était très antipathique (*rang wo hen fangan* 讓我很反感). Alors j'ai décidé de retourner en Chine, mais quand je suis allé faire mes études secondaires à Xiamen, je trouvais les élèves très étranges, ils portaient des vêtements occidentaux, ils séchaient les cours, ils fumaient... A Taiwan on n'avait jamais vu ça, les élèves taiwanais portaient leurs chapeaux et leurs habits bien propres et rangés, ils n'avaient pas cette allure-là du tout. L'armée chinoise c'était pareil, elle n'avait pas la discipline et le respect des règles de l'armée japonaise⁷⁵⁶.

Ces considérations esthétiques – uniforme, allure, propreté, ordre –, loin d'être accessoires, sont la forme la plus quotidienne, la plus immédiate et la plus physique de l'autorité coloniale, et sont pour beaucoup dans la crainte respectueuse – certes non dépourvue de ressentiment – que les Taiwanais ressentent à l'endroit de leurs maîtres. Par contraste, le délabrement d'une bonne partie de l'armée chinoise valide et active un fonds de clichés dépréciatifs, et est perçu comme profondément humiliant par les jeunes générations de Taiwanais élevés dans la culture de guerre japonaise, qui se voient ainsi dominés par des hommes qu'ils considèrent comme leurs inférieurs. Yang Guanghan, un activiste de l'Association culturelle qui a passé du temps sur le continent dans l'entre-deux guerres, reprend purement et simplement le registre japonais du racisme antichinois, qui insiste sur l'apathie et la lâcheté d'une nation sans valeur martiale :

A propos du caractère national (*minzu xing* 民族性) des Chinois, les Japonais les appelaient *Chankoro*, mais les étrangers disaient que Chinois et Japonais appartenaient tous à la race jaune, et ne pouvaient pas les distinguer. En fait il y a un moyen très simple : frappez un type, s'il réplique c'est un Japonais, sinon c'est un Chinois⁷⁵⁷.

Les aspects physiologiques les plus triviaux sont ceux qui marquent le plus les esprits. Pour Wen Lianzhang, « les Taiwanais, sous l'effet de l'éducation japonaise, ne pouvaient pas supporter l'apparence des soldats chinois, la manière dont ils s'habillaient et dont ils se comportaient »⁷⁵⁸. Hong Canrong, prisonnier à Hainan en 1946, assiste au spectacle lourdement symbolique de soldats chinois utilisant des bons militaires (*junpiao* 軍票) japonais comme papier toilette, et répondant avec morgue aux Formosans qui le leur reprochent : « Sale Taiwanais ! Te mêle pas de comment je

⁷⁵⁶ Wang Qingtian (29 février 1992, Badu), dans BQCZ, pp. 237-238.

⁷⁵⁷ Yang Guanghan (10 juin 1993, Taibei), dans JLYG, p. 25.

⁷⁵⁸ Wen Lianzhang (24 juin 1994, Yingqian), dans JYPY, p. 97.

m'essuie ! » (sic)⁷⁵⁹. Le même thème revient chez Li Jianghai, qui se souvient avec colère en 1994 qu'il y avait près de sa maison « un terrain vierge, où les soldats [chinois] chiaient partout, même à côté de la gare. C'est une armée, ça ? Les soldats japonais, même en plein champ de bataille, ils ne se permettaient pas de chier n'importe comment. »⁷⁶⁰ Idérialisation rétrospective bien sûr, mais qui en dit long sur l'importance de l'auto-contention physique (la « civilisation » en son sens le plus strictement eliasien) dans la perception de ce qu'est un maître digne. Quelques semaines après l'arrivée des troupes chinoises à Taiwan, les rumeurs d'épidémies vont bon train. Elles ne sont pas toutes infondées, car le décalage des niveaux d'hygiène est bien réel⁷⁶¹ et certaines maladies, comme le choléra, font leur réapparition avec les soldats chinois⁷⁶², mais elles puisent également à un imaginaire de la souillure et de la contagion qui en dit long sur le dégoût qu'inspire l'armée de la rétrocession. Un écolier taiwanais peut ainsi entendre sa mère, dans l'immédiat après-guerre, lui déconseiller de boire l'eau du robinet au motif que des soldats chinois se baignent dans la station d'épuration en amont⁷⁶³.

L'humiliation s'accompagne d'une dévirilisation, car non contents de voir leur prestige disparaître du jour au lendemain, les vétérans doivent supporter la concurrence sexuelle déloyale des militaires (surtout des officiers) chinois : le ressentiment est universel envers ces soudards méprisés qui « volent les femmes et les filles des gens »⁷⁶⁴ et sont régulièrement soupçonnés de viol, à tort ou à raison⁷⁶⁵. En mai 1946, à Jilong, on voit dans une manifestation organisée par des étudiants de retour du Japon une banderole portant la caricature d'un soldat chinois en haillons partant de Taiwan avec une femme sous un bras et des biens de consommation dans l'autre⁷⁶⁶. La

⁷⁵⁹ Hong Canrong (11 mars 1995, Taibei), dans ZHOU (dir.), *Taiji Riben bing*, op. cit., p. 29.

⁷⁶⁰ Li Jianghai (23 août 1994, Yuanzhang), in JYPY, p. 112.

⁷⁶¹ Sur ce point, cf. XU Xingzhe 徐醒哲, « Er'erba shijian qijian Taiwan yu Zhongguo weisheng zhi luocha » 二二八事件期間台灣與中國衛生之落差 (Le décalage de niveau d'hygiène entre Taiwan et la Chine pendant l'Incident du 28 février), dans YANG (dir.), *Er'erba shijian 61 zhounian guoji xueshu yantaobui*, op. cit., pp. 24-34.

⁷⁶² Cf. LAI, *Chuanranbing yu Er'erba*, op. cit. Le choléra resurgit en avril 1946 selon l'UNRRA. UNRRA/S1129/0000/0240, "Special report on CNRRA emergency sanitary engineering project", bureau de Taiwan, 11 septembre 1946.

⁷⁶³ Intervention de Charles Kong, London School of Economics, 7 décembre 2015.

⁷⁶⁴ Xie Youyong (22 mai 1991 et 17 août 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 149. Le thème de la « fausse bonne affaire » que ferait une femme taiwanaise en épousant un continental est également courant. En conduisant des entretiens avec des témoins survivants, l'historienne Chen Cuilian a retrouvé à plusieurs reprises une histoire standardisée que lui avait transmise sa propre mère : une femme taiwanaise se laisse épouser par un officier chinois ; elle se rend compte après plusieurs jours que le soir, à la faveur de l'obscurité, les amis de l'officier – qui se sont en réalité cotisés pour « l'acheter » – alternent dans son lit. Conversation avec Chen Cuilian, Université nationale de Taiwan, 3 mars 2016.

⁷⁶⁵ NARA/RG226/173/11, Télégramme sortant du S.S.U. (Formose), 15 février 1946 ; GSG/13400000691A, Jian Wenfa (9 août 1991, Taibei) ; Pan Yinxiang (21 octobre 1994, Taibei), dans GX 1, p. 437.

⁷⁶⁶ Zhou Jinbo (22 février et 1^{er} novembre 1992, Jilong) dans JLYG, p. 69.

propagande chinoise, qui voit dans le nombre élevé d'intermariages le signe de l'unité nationale retrouvée, par opposition à la politique de séparation coloniale menée par les Japonais, reste aveugle à la manière dont les jeunes hommes perçoivent ces unions.

La déception est d'autant plus marquée que l'arrivée de l'armée chinoise a été puissamment fantasmée. Que ce soit pour les générations plus âgées restées attachées au passé chinois de l'île⁷⁶⁷ ou pour de jeunes Formosans bercés de récits martiaux, il importait que les « libérateurs » aient fière allure, quitte à verser dans la légende pure et simple. Chen Shuilian, un paysan, se souvient ainsi des rumeurs qui ont précédé l'entrée de l'armée dans son village de Liucuo :

...avant d'aller les accueillir, on avait entendu dire que leurs techniques Shaolin étaient très puissantes, qu'ils pouvaient sauter d'un immeuble de quatre étages avec un parapluie et s'en tirer sans une égratignure, et franchir d'un saut la plupart de nos rivières. [Et voilà] qu'ils avaient tous le visage jauni et émacié, j'avais un peu de mal à croire qu'ils pouvaient sauter de cinq [sic] étages sans rien se faire. [...] Quand les soldats chinois montaient [dans leurs camions], il leur fallait deux types pour les tirer et un autre pour leur pousser les fesses. Je me suis dit, mais c'est quoi comme genre de soldat ça ? Les soldats japonais, eux, ils montaient d'un seul bond, et s'ils ralentissaient ils prenaient un coup de pied au cul de l'officier...quand on voyait les soldats chinois monter comme ça on se disait que cette histoire de rivière était complètement impossible⁷⁶⁸.

Pour Zhou Jinbo, le rêve survit un (court) moment au démenti empirique :

Quand on a vu ceux qui accostaient [à Jilong] [...], on a essayé de dire du bien d'eux, qu'ils avaient résisté au Japon pendant huit ans, qu'ils étaient mal nourris et mal vêtus, et que c'était pour ça qu'ils avaient l'air aussi lamentable (*langbei* 狼狽) [...]. Et comme ils n'avaient que des chaussettes russes aux pieds, toutes sales et enflées, on disait : « il y a des morceaux de fer dedans, et quand ils les enlèvent ils peuvent sauter jusque sur les toits ! » A cette époque, le patriotisme allait jusque-là⁷⁶⁹.

L'aspect stéréotypé de ces récits révèle sans doute une standardisation ultérieure, mais les remarques des observateurs de l'époque convergent en tous points avec l'histoire orale. Dès

⁷⁶⁷ L'organisation de comités d'accueil pour l'armée chinoise est, dans la plupart des localités, la première mesure prise par les riches Formosans pour affirmer leur rôle dirigeant dans une société décolonisée. Beaucoup voient capoter les cérémonies qu'ils envisageaient comme leur entrée en politique. Les autorités doivent ainsi expliquer à un notable de Taizhong abasourdi qu'il vaut mieux annuler le festin qu'il a préparé compte tenu du retard des troupes, et qu'une fois arrivés les soldats se contenteront bien de dormir sur un peu de paille. FIX, "Taiwanese Nationalism and its Late Colonial Context", *op. cit.*, p. 332.

⁷⁶⁸ Chen Shuilian (9 août et 19 novembre 1993, Liucuo), dans JYBH, p. 181.

⁷⁶⁹ Zhou Jinbo (22 février et 1^{er} novembre 1992, Jilong), dans JLYG, p. 68.

octobre 1945, le S.S.U. note à quel point l'apparence et le comportement des soldats chinois (manque d'allure, dégradation des lieux publics...) font une impression calamiteuse aux Formosans – et divertissent les Japonais, qui adoptent envers les vainqueurs une attitude « d'amusement tranquille et patient », affichant ouvertement leur perplexité quant à la décision américaine de « laisser » Taiwan aux Chinois⁷⁷⁰. Le consul britannique de Danshui décrit l'attitude des soldats japonais, invaincus sur le champ de bataille, comme celle d'un « trois-quarts aile ambitieux après un match perdu pendant lequel il n'a jamais passé une balle » ; leur moral et leur discipline restent « de toute évidence excellents », et leur prestige intact sauf à Taïpei, où la présence chinoise plus dense les contraint à faire profil bas⁷⁷¹. Cette condescendance n'échappe pas aux Taiwanais, particulièrement aux vétérans dont l'un note « qu'avant que les Japonais ne s'en aillent, ils riaient sous cape en voyant les soldats chinois. Que les Taiwanais aient cette patrie-là, c'était vraiment humiliant. »⁷⁷² Pour Lin Jianzhong, alors jeune enseignant à Jiayi, « si des soldats du niveau (*chengdu* 程度) de ceux qu'on nous a envoyés à Taiwan étaient allés au Japon, [les Japonais] seraient morts de rire ». Il ne peut croire une seconde à la victoire militaire chinoise⁷⁷³. Tous s'accordent sur ce dernier point : les libérateurs ont l'allure d'une « armée vaincue »⁷⁷⁴. Interrogé en secret en 1984, avant l'uniformisation du discours « vert » sur ces questions, un ancien agent des renseignements chinois en convient :

[A l'arrivée de la 70^{ème} armée à Jilong], les spectateurs sur le côté de la route murmuraient en douce, ils se demandaient comment une armée pareille avait pu battre l'armée japonaise. Les Japonais avaient perdu, mais leurs soldats avaient toujours des bottes en cuir... comment se faisait-il que l'Armée nationale ne soit pas à la hauteur de l'armée japonaise en termes d'équipement et de tenue (*fengji* 風紀) ? Alors [les gens] montraient leurs doutes au sujet de la capacité de combat de l'Armée nationale, et ils en sont venus à concevoir du mépris (*qinghui zhi xin* 輕侮之心)⁷⁷⁵.

⁷⁷⁰ NARA/RG226/173/11, Télégrammes sortants du S.S.U. (Formose), 17, 19 et 22 octobre 1945.

⁷⁷¹ IHM/228/01/01/017, « Report on Tour of Formosa », 24 octobre - 14 novembre 1945, par le consul britannique suppléant de Fuzhou (transmis à l'ambassade de Chongqing le 8 janvier 1946).

⁷⁷² Lin Qiqu (22 août 1994, Xiluo), dans JYPY, p. 14.

⁷⁷³ Lin Jianzhong (7 janvier 1993, Taïpei), dans JYBH, p. 267.

⁷⁷⁴ Li Wenqing (30 juillet 1992, Taïpei), dans BQCZ, p. 85-86.

⁷⁷⁵ Shen Yunlong (mai 1984, FCZA), dans DAHB 9, p. 136. De nombreux continentaux qui ont vécu cette période expriment ce point de vue. Ce sont généralement des civils, des policiers ou des officiers du renseignement, qui portent eux aussi sur la soldatesque un point de vue marqué par la distance sociale. Cf. par exemple Wu Gan (2 avril 2000, Taïpei), dans XI, *Jingcha yu Er'erba shijian*, *op. cit.*, p. 253.

Cette déconsidération est particulièrement forte chez les Formosans qui ont reçu un entraînement aux armes sous les Japonais, même si – ou parce que – beaucoup n’ont pas eu l’occasion d’en faire usage, et n’en ont gardé qu’une certaine idée du « style » militaire. Ainsi,

...quand les officiers Nationalistes essayèrent d’introduire un programme d’entraînement à l’Université et l’Ecole normale [de Taïpei], ils furent souvent raillés depuis les rangs. Leurs tentatives de faire faire des exercices à des étudiants qui avaient reçu des années d’entraînement militaire sous les Japonais étaient reçues par des sifflets⁷⁷⁶.

Fiers de ce qu’ils pensent être leur valeur militaire (et de leur niveau d’éducation, le mépris de classe jouant ici un rôle évident), les jeunes Taiwanais semblent parfois disposés à servir sous leur nouveau drapeau – mais uniquement pour défendre leur île, dans un prolongement de la mobilisation défensive de la fin de la guerre. Un mois avant que la révolte n’éclate, George Kerr écrit que « les Formosans accueillent en général très favorablement l’idée d’être entraînés dans un Corps de défense de Taïwan, mais ils rechignent grandement à servir sur le continent. »⁷⁷⁷

La situation est d’autant plus humiliante que le choix de concentrer les pouvoirs civils et militaires dans les mains du gouverneur de Taïwan apparente la situation à une occupation militaire, ce que les Taiwanais éprouvent concrètement sous la forme de l’arrogance des soldats et d’une mésestimation parfois explosive entre armée et administration⁷⁷⁸. L’armée est « libre du contrôle de la police civile »⁷⁷⁹ : en janvier 1946 par exemple, des soldats de la 70^{ème} armée qui tentent d’entrer sans payer dans un cinéma de Taïpei provoquent un affrontement avec des locaux puis avec la police militaire ; les soldats sortent leurs fusils, et l’échauffourée se solde par plusieurs morts⁷⁸⁰. Un an plus tard, l’armée de l’Air, qui veut se réserver l’usage de l’aéroport de Songshan/Matsuyama 松山 en périphérie de Taïpei, n’hésite pas à armer des gardes taiwanais de mitrailleuses pour résister aux tentatives des hommes du gouvernorat de récupérer les lieux⁷⁸¹.

⁷⁷⁶ 228MM/GK/003/0002/027, note non datée.

⁷⁷⁷ 228MM/GK/003/0005/015, note du 30 janvier 1947. Cette préoccupation est partagée, pour des raisons diverses, par toutes les couches de la société. Quand le Comité de résolution formule ses trente-deux demandes le 6 mars 1947, il se fait le relais d’aspirations unanimes en exigeant le stationnement à Taïwan de troupes correctement éduquées et entraînées, et surtout la limitation du service militaire des Formosans à la défense de leur île. Cf. annexe 4.

⁷⁷⁸ Les 62^{ème} et 70^{ème} armées présentes à Taïwan en 1946 ne sont pas, contrairement à la garnison de Taïwan, sous le commandement de Chen Yi.

⁷⁷⁹ NARA/RG84/UD2279/24, Télégramme du consulat de Taïpei à l’ambassade, 1^{er} novembre 1946.

⁷⁸⁰ NARA/RG226/173/11, Télégramme sortant du S.S.U. (Formose), 7 janvier 1946.

⁷⁸¹ NARA/RG84/UD2279/72, Télégramme du consulat de Taïpei à l’ambassade, 4 janvier 1947.

D. Rumeurs d'une guerre recommencée

Enfin, la guerre survit à sa conclusion officielle dans les esprits – phénomène courant, ici encouragé par le contexte formosan décrit ci-dessus, mais aussi par ce qui est perçu des contextes chinois et asiatique. L'insularité de Taiwan et le caractère circonscrit de l'Incident ne doivent en effet pas tromper : à l'âge de la radio et dans la foulée immédiate d'une guerre mondiale, les imaginaires politiques sont profondément internationaux, et travaillés par la peur d'une nouvelle déflagration qu'on envisage, comme toujours, sous les traits de la précédente. Dès mars 1946, le mécontentement qui sourd contre l'administration génère des bruits de reprise des armes : « Il y a des rumeurs permanentes, mais encore non confirmées, que les Chinois-Formosans connaissent l'emplacement de réserves militaires japonaises cachées qui n'ont pas été livrées aux Chinois, et que celles-ci pourraient servir dans un soulèvement contre le gouvernement »⁷⁸². Cinq mois plus tard, les bruits se font plus fantaisistes et plus inquiétants encore, de nombreuses personnes dans l'administration chinoise croyant (et mentionnant en public, avec quelque imprudence) à l'existence de « plus de 2000 membres de l'armée japonaise » cachés dans les collines depuis la reddition d'août 1945, et « promouvant des sentiments antichinois parmi les gens du peuple. »⁷⁸³

Presqu'à la veille du soulèvement, le 10 janvier 1947, le consul américain Ralph J. Blake envoie à son ambassadeur un télégramme qui vaut d'être longuement cité :

Taiwan grouille de rumeurs affirmant que les Américains et les Russes sont en guerre ou le seront bientôt, que l'Amérique s'apprête à lancer ici des activités militaires de grande envergure et que le gouvernement [chinois] se prépare secrètement à une action militaire sur l'île. Une autre rumeur soutient que la Chine a vendu l'île aux Etats-Unis contre un énorme prêt à usage militaire.

Le magistrat [du district de] Xinzhu a ordonné sans discrétion la révision (et non l'abrogation) des décrets de construction d'abris anti-aériens⁷⁸⁴, ce qui a immédiatement été interprété comme un signe que la guerre était imminente. Beaucoup croient à [Taïpei] que les résidents de [Jilong], à 18 miles de là, ont reçu l'ordre de se disperser dans les collines à moins que leur travail ne soit essentiel au service public ou à la défense. La croyance est largement répandue que le gouvernement a donné des ordres secrets aux usines publiques de préparer des abris anti-aériens et de prendre des mesures en prévision de bombardements. Certains croient même que [Jilong] a déjà été bombardée, alors que d'autres pensent que Nagoya, au Japon, a été visée par les forces russes et qu'Okinawa est actuellement bombardée par

⁷⁸² NARA/RG84/UD2279/24, Télégramme de l'ambassade de Chongqing au Secrétaire d'Etat, 15 mars 1946.

⁷⁸³ NARA/RG84/UD2279/24, Télégramme du consulat de Taïpei à l'ambassade, 12 août 1946.

⁷⁸⁴ Nous n'avons pas trouvé trace d'un tel projet dans les archives du gouvernorat, et on voit mal ce qui l'aurait justifié – le seul ennemi mortel du gouvernement Nationaliste à cette date étant le Parti communiste chinois, qui est totalement incapable de mener une action contre Taiwan et ne dispose pas d'aviation.

« des avions non-identifiés ». L'armée de l'air chinoise transporte actuellement ouvertement des munitions [...], ce qui semble confirmer de telles histoires.

Le [*Renmin daobao*] (constamment anti-américain depuis ces derniers mois) a publié l'entrefilet suivant le 4 décembre dernier : 'Selon le consulat américain, une section importante de l'U.S. Air Force sera stationnée dans la province [de Taiwan] et l'aérodrome situé près de [Taizhong] a été choisi pour base. L'USAAF compte également construire une usine de B-29 à Taizhong et s'y prépare activement.' [En réalité], un contrat a été accordé à une entreprise formosane afin d'agrandir et de réparer un aérodrome et une usine près de [Taizhong]. [Mais] les locaux supposent bien sûr que, les Chinois étant incapables de produire des avions, le gouvernement des Etats-Unis est derrière le contrat. Deux habitants de Taizhong ont rendu visite au consulat le 28 décembre pour se le faire confirmer et prévoir des « affaires » liées à l'afflux attendu d'Américains. La croyance est largement répandue que 300 000 troupes américaines arriveront bientôt. Des jeunes Formosans qui ont servi avec les forces des Etats-Unis aux Philippines et ailleurs nous rendent fréquemment visite et demandent à travailler avec les troupes américaines attendues. A une occasion, seize d'entre eux sont venus ensemble. Aucune critique de cet afflux anticipé de forces américaines n'a encore été entendue.

La sensibilité actuelle aux rumeurs et aux peurs d'un retour en force des Japonais s'explique peut-être par l'histoire, largement diffusée, selon laquelle des Japonais anciennement éminents mais non identifiés, sur le point de quitter Jilong et d'être rapatriés, se sont targués de revenir à Formose sous vingt ans, le Japon n'ayant pas été défait par la Chine mais par l'Amérique. Cela donne du poids à la croyance selon laquelle l'Amérique, déçue par l'échec de la Chine à réaliser son unité et son rétablissement économique, est désormais prête à soutenir le rétablissement du Japon aussi complètement que possible.

Tout au long de 1946, on croyait généralement que les Etats-Unis et l'U.S. Air Force comptaient établir de grandes bases sur Taiwan. [...] L'histoire la plus extrême veut que le Généralissime soit venu à Taiwan en octobre pour une rencontre secrète avec le général MacArthur, et qu'il ait conclu avec lui la vente de Taiwan aux Etats Unis, contre une somme énorme dont le Généralissime a besoin pour continuer sa guerre contre les communistes. [...] Aucune des versions de cette rumeur entendue jusqu'ici ne contenait de critique de cette vente supposée⁷⁸⁵.

On ne sait presque rien du lieu d'où ces bruits sont partis, des « événements fortuits » qui leur ont donné naissance et un semblant de crédibilité, des machinations politiques qui les ont peut-être suscités. Sur tous ces points, essentiels selon Marc Bloch à l'étude des « fausses nouvelles », il faudrait se pencher plus longuement que l'échelle de ce chapitre ne le permet. Ce sur quoi ces rumeurs nous renseignent, cependant, ce sont les « grands états d'âmes collectifs » qui les précèdent, les rendent possibles et se reflètent en elles⁷⁸⁶. Imminence perçue d'une guerre internationale qui,

⁷⁸⁵ NARA/RG84/UD2279/72, Télégramme du consulat de Taïpei à l'ambassade, 10 janvier 1947.

⁷⁸⁶ Marc BLOCH, « Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre », *Revue de synthèse historique*, n° 33, 1921, pp. 13-35, p. 17.

c'est à noter, prend plus de place dans les esprits que la guerre civile chinoise (essentiellement présente sous la forme de la menace de la conscription, que le gouvernorat annonce pour bientôt en janvier 1947⁷⁸⁷), et dont les acteurs sont ceux du conflit mondial dans ses derniers mois, Etats-Unis, Chine, Japon, Russie. Peur du recommencement des bombardements aériens, qui furent la forme que prit la violence de guerre pour la majorité des civils taiwanais. Répétition imaginée – plus que crainte – de la « trahison » de Shimonoseki, quand les Qing impuissants cédèrent (*gerang* 割讓) Taiwan aux Japonais, les acteurs de 1895 étant remplacés par la Chine du Guomintang et les Etats-Unis. Crainte, enfin, que la guerre ne reprenne à l'initiative de Japonais que les Chinois n'ont pas mis au tapis, probablement encouragée par les fanfaronnades de soldats ou d'officiers nippons.

La sortie de guerre taiwanaise est donc particulièrement troublée à plusieurs égards. Aux destructions matérielles s'ajoutent la persistance des organisations paramilitaires, la circulation des armes, la réintégration ratée des vétérans, la perpétuation d'un régime militaire et un climat d'attente angoissée d'une reprise du conflit.

III. LA REVOLTE DE 1947 COMME REMOBILISATION SPONTANEE

A. La remobilisation des vétérans

Cette difficile entrée dans la paix explique en grande partie que les rebelles de 1947 se soulèvent dans des formes léguées par leur expérience de 1937-1945 : les savoir-faire, les symboles et les subjectivités forgés lors de la guerre n'ont pas perdu leur pertinence, et peuvent encore servir de ressources pour qui veut y puiser. A cet égard, la révolte du 28 février prend la forme d'une vaste « remobilisation »⁷⁸⁸ qui, parce qu'elle n'obéit à aucune directive, peut être qualifiée de spontanée.

Les sources chinoises soulignent systématiquement le rôle joué par les vétérans taiwanais dans l'Incident du 28 février, dont les autorités civiles de Taidong vont jusqu'à rapporter qu'ils ont été « la force principale (*zhuili* 主力) »⁷⁸⁹. Le rapport synthétique du commandement de la garnison accuse les comploteurs communistes d'avoir « fait un usage extensif des soldats démobilisés de l'armée japonaise », et le Comité de résolution d'avoir rassemblé mille neuf-cent d'entre eux à Taibei

⁷⁸⁷ PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, p. 75.

⁷⁸⁸ Nous empruntons ce terme à John HORNE, “Demobilizing the Mind: France and the Legacy of the Great War, 1919-1939”, *French History and Civilization*, n° 2, 2009, pp. 101-119.

⁷⁸⁹ « Taidong xian shibian jingguo baogao » 台東縣事變經過報告 (Rapport sur le déroulement de la révolte dans le district de Taidong), dans ZLXJ 4, p. 10.

le 5 mars afin de constituer une « armée » « prête à se battre [...] à mort » avec les forces chinoises⁷⁹⁰. Cette dernière affirmation fait référence à l'initiative de Jiang Weichuan (cf. chapitre III). Cela étant dit, l'idée de faire appel aux anciens soldats pour garantir l'ordre public ou défendre l'île ne lui appartient pas en propre. Des personnalités formosanes en vue l'ont formulée dès le printemps 1946, au premier rang desquelles le magnat du thé et homme de presse Wang Tiandeng 王添燈, également membre de l'ACPT, qui l'intègre à son programme lors de sa candidature (heureuse) à la fonction de conseiller provincial, et dirige pendant l'Incident les activités de propagande du Comité⁷⁹¹. Pendant la révolte, toutefois, Jiang Weichuan agit en son nom propre : le Comité de résolution n'ose pas en appeler aux vétérans.

Ils ne l'ont pas attendu, et leur action prend un tour ouvertement subversif que le Comité s'est bien gardé d'encourager. C'est spontanément, et dans la grande majorité des cas hors du contrôle des élites, que les anciens soldats et les masses de jeunes Taiwanais ayant reçu un entraînement militaire puisent dans les savoir-faire, les symboles et les imaginaires développés pendant la guerre.

Les récits personnels s'accordent sur le fait qu'à Jiayi au moins, la radio saisie par les rebelles diffuse régulièrement des listes de vétérans provenant de la région ainsi que les noms de leurs anciennes unités, leur demandant instamment de reprendre les armes. L'ancien soldat Li Jianghai, certes porté sur la fanfaronnade, dit donc vrai quand il affirme que le poste « diffusait le nom de tel et tel soldat, mobilisé pendant telle ou telle vague [de volontariat], appartenant à telle et telle unité, et la radio disait que cette personne devait venir aussi vite que possible, parce que sinon nos frères d'armes allaient mourir. »⁷⁹² Ce court témoignage contient trois informations importantes : premièrement, les anciens soldats sont encore connus au niveau local, et considérés comme responsables de la sécurité de la communauté ; deuxièmement, c'est non seulement à leur courage, mais aussi aux solidarités héritées de l'armée que les opératrices de la radio font appel (il n'est bien sûr pas sans importance que ces appels à l'héroïsme viril proviennent de jeunes filles) – le terme de « frère d'armes » (*zhanyou* 戰友, *senyū* 戰友) est récurrent dans l'histoire orale ; troisièmement, les vétérans continuent d'être identifiés par les unités dans lesquelles ils ont servi, et qu'on leur demande de recomposer. L'organisation et la hiérarchie militaires sont donc censées être reproduites, ou imitées, dans le cours de la révolte.

⁷⁹⁰ IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi ».

⁷⁹¹ L'idée est présentée dans « Mes opinions politiques », qu'il fait paraître les 12 et 13 avril 1946 dans le *Renmin daobao*. LI, *Er'erba xiaoshi de Taiwan jingying*, *op. cit.*, vol. 1, pp. 52-54.

⁷⁹² Li Jianghai (23 août 1994, Yuanzhang), dans JYPY, p. 113.

Dans une certaine mesure, il semble que ces efforts soient couronnés de succès. Lin Yujing, un ancien auxiliaire de police de Xingang, soutient que

...tout le monde écoutait la radio, qui disait en japonais ‘Ceux de telle ou telle unité, allez vous rassembler à la gare de Jiayi, ou à la porte principale de tel jardin public, etc.’. Un grand nombre de gens avaient été soldats à l’époque japonaise, et il y en avait beaucoup qui étaient revenus des champs de bataille d’outre-mer il n’y a pas très longtemps. Donc quand ils ont entendu ça, ils ont pensé qu’on remettait leurs unités sur pied, et ils ont couru s’enrôler. Les gens se rassemblaient, allaient récupérer des fusils et commençaient à faire la guerre. Les étudiants aussi ont participé, chacun suivant son école, [...] et les soldats se répartissaient suivant leurs unités d’origine. D’après ce que j’ai vu, la majorité [des insurgés] était constituée de ces soldats démobilisés de l’armée japonaise, c’était les principaux meneurs, même s’il y avait aussi quelques *liumang* très actifs dans la société et que des gens ordinaires ont aussi participé⁷⁹³.

Il est fort possible que Lin exagère en affirmant que les anciens soldats vivent la révolte, sans solution de continuité, comme le prolongement du conflit mondial. Mais le vocabulaire du temps de guerre est en tous cas largement utilisé pour désigner les événements et, dans la confusion générale, leur donner sens. Wen Lianzhang, qui tient une boutique à Douliu, se souvient de la mobilisation spontanée comme d’un véritable appel aux armes :

Quand le 28 février a commencé à Douliu, on a entendu la radio demander à tous les gens qui avaient appartenu à l’armée japonaise, qu’ils aient été des soldats de première classe ou pas, à tous les gens qui avaient été démobilisés, d’aller se rassembler. Parce que les Taiwanais revenus d’outre-mer⁷⁹⁴ avaient reçu un entraînement militaire en bonne et due forme⁷⁹⁵.

D’où les mots que Wen (comme d’autres) emploie pour décrire les insurgés : « l’armée du peuple » (*minjun* 民軍), par opposition à « l’Armée nationale [chinoise] ». L’histoire orale et les sources officielles s’accordent sur le fait que les rebelles tentent effectivement, en bien des lieux, de reconstituer leurs anciennes unités, ou à tout le moins de se regrouper par armes. L’organisation et la hiérarchie des groupes armés de Taibei, grands ou petits, sont « calquées sur celles de l’armée japonaise (*yi ru Riben jundui* 一如日本軍隊) »⁷⁹⁶. Lors du siège de l’aérodrome de Huwei, près de

⁷⁹³ Lin Yujing (17 septembre 1993, Xingang), dans JYPY, p. 266.

⁷⁹⁴ La gloire d’avoir été envoyé hors de l’île est supérieure, dans tous les témoignages, à celle d’avoir servi à Taiwan même : prestige du combat véritable, expérience du vaste monde, « sous-impérialisme » décrit plus haut, le départ « outre-mer » (*haiwai* 海外) a un cachet particulier.

⁷⁹⁵ Wen Lianzhang (24 juin 1994, Yingqian), dans JYPY, p. 97.

⁷⁹⁶ CHEN Sanjing 陳三井 et XU Xueji 許雪姬, « Lin Hengdao xiansheng fangwen jilu » 林衡道先生訪問記錄 (Transcriptions d’entretiens avec monsieur Lin Hengdao), Taibei : Academia Sinica, 1992, p. 85.

Jiayi, les « brigades de la Marine » (*haijun dui* 海軍隊) et celles de l'Armée de terre (*lujun dui* 陸軍隊) sont des entités distinctes⁷⁹⁷. Certaines unités adoptent une dénomination *ad hoc* forgée sur un nom de lieu d'origine (« Unité d'attaque de Pingdong »), de stationnement pendant la guerre (« Retours de Hainan »)⁷⁹⁸, ou inspiré d'organisations paramilitaires (« Brigades étudiantes »). D'autres se baptisent de noms plus fleuris tirés de la culture de guerre japonaise, comme la « Brigade suicide de Wakasa ». De nombreux groupes, comme une « brigade » de Zhuoshui qui participe à l'attaque de l'aérodrome de Huwei, poussent le zèle jusqu'à subdiviser leurs effectifs souvent minces en sous-unités soumises à un organigramme précis (parfois consigné sur papier), ou jusqu'à s'adjoindre des unités « d'appui » (*bouyuan* 後援)⁷⁹⁹. « L'Armée étudiante » (*xueshengjun* 學生軍) de Gaoxiong comporte un « département politique » (*zhengzhi bu* 政治部), un « état-major » (*cannou bu* 參謀部), un « département du ravitaillement » (*junxu bu* 軍需部), etc.⁸⁰⁰. L'Incident du 28 février entraîne ainsi la prolifération de groupes para- ou pseudo-militaires, parfois très mal armés, qui se rattachent explicitement à l'expérience de la guerre totale.

Edward P. Thompson nous a appris à nous méfier de la notion de « spontanéité » insurrectionnelle, qui cache trop souvent « une conception spasmodique de l'histoire populaire », rythmée par des éruptions irrationnelles réagissant à des *stimuli* extérieurs⁸⁰¹. La remobilisation commence souvent par une injonction (celle des jeunes femmes par exemple). Mais celle-ci tombe sur un terrain particulièrement favorable, comme en témoigne l'importance de la pression des pairs. Lin Qinglong raconte ainsi le recrutement de son cadet Lin Lingzhu le 4 mars, sur le chemin du travail. « Un type qui le connaissait l'a vu, et lui a dit 'tu es un soldat japonais (*ni shi Riben bing chushen de* 你是日本兵出身的)⁸⁰², qu'est-ce que tu fais là ? Vas-y ! On se retrouve tous à la fontaine' ! »⁸⁰³. Il arrive que cette demande sociale, généralement respectueuse, se fasse oppressante. Tu Liutong se souvient :

A cette époque beaucoup de gens me disaient « tu es jeune, tu as été dans l'armée, pourquoi tu ne vas pas participer au combat contre les Chinois (*canjia da Zhongguozai* 參加打中國仔) ? Mes connaissances,

⁷⁹⁷ Wu Qingnian (20 novembre 1993, Tainan), dans JYBH, p. 32 ; « Taidong xian shibian jingguo baogao », dans ZLXJ 4, pp. 23-29.

⁷⁹⁸ IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi ».

⁷⁹⁹ Su Jinshun (29 novembre 2008, Huwei), dans ZSXP, p. 188.

⁸⁰⁰ Pan Zuohong (18 août 1991, Gaoxiong), dans GX 1, p. 423. La référence « révolutionnaire » ne doit pas nécessairement être prise pour un signe d'influence communiste : elle est plus probablement un réemploi du vocabulaire du Guomindang lui-même.

⁸⁰¹ Edward P. THOMPSON, *Customs in Common*, London : Penguin, 1993 (1^{ère} éd. 1991), pp. 185-186.

⁸⁰² Littéralement, « tu es d'origine 'soldat japonais' ». Il s'agit probablement d'un japonisme.

⁸⁰³ Lin Qinglong (10 octobre 1993, Jiayi), dans JYBH, p. 237.

mes voisins, tout le monde me disait la même chose. La pression était énorme et je ne pouvais plus la supporter, mais je savais que participer c'était sans espoir. Donc je me suis enfui, et je me suis caché une semaine dans une ferme, à Puzi. J'ai attendu que les choses se tassent, et alors seulement je suis revenu⁸⁰⁴.

Il ne s'agit pas seulement d'une interprétation rétrospective. Chen Lianfu, ancien soldat devenu cheminot, tient dès 1947 à l'officier du Baomiju qui l'interroge (il a dénoncé une connaissance qui a participé au soulèvement) les propos suivants :

Question de l'interrogateur : Lin Xiangjin et les frères Huang [...] sont venus vous trouver chez vous pour vous inciter à participer à leur organisation. Racontez-nous comment cela s'est passé.

Réponse de Chen Lianfu : après [l'éclatement de] la révolte, le 2 mars vers 14h30, ces trois personnes (Lin et les frères Huang) sont venues chez moi pour me dire de participer à leur organisation. J'ai refusé, ils m'ont insulté et m'ont reproché d'avoir honte d'avoir été un soldat japonais, et ce genre de choses (*tamen ma wo kui dang guo Ribenbing dengyu* 他們罵我愧當過日本兵等語). Plus tard mon père qui l'a appris m'a dit qu'il était un disciple fidèle du Père de la nation [Sun Zhongshan], et que si je voulais participer à leur organisation il fallait que je lui règle son compte (*jiejue* 解決) d'abord, j'ai donc refusé d'autant plus fermement de les écouter et de participer à leur organisation rebelle⁸⁰⁵.

Comme le montrent les cas de Tu Liutong et Chen Lianfu, l'expérience directe de la guerre ne rend pas nécessairement les vétérans belliqueux ou séditieux ; la révolte ne s'explique donc pas nécessairement par une brutalisation née du conflit. Dans plusieurs cas, tout au contraire, les anciens soldats interrogés justifient leur attitude de retrait par leur connaissance de première main du combat ; contrairement aux rebelles puérils et irresponsables, eux « savaient » qu'une action armée dans ces conditions n'avait aucune chance de succès. « Avec mes trois ans d'expérience en campagne, affirme Jian Chuanzhi, j'ai vu ce groupe de bric et de broc et je me suis dit que ça allait être dur de résister ou de se battre. Alors [...] je suis retourné sur ma colline »⁸⁰⁶. Les vétérans sont aussi bien placés pour savoir que les rebelles manquent d'armes et de munitions⁸⁰⁷. Dans d'autres cas, cependant, avoir porté l'uniforme implique un véritable devoir de révolte, ou à tout le moins une responsabilité de prendre les armes pour protéger les siens⁸⁰⁸.

Dans la plupart des cas, les groupes ne sont pas exclusivement composés de vétérans – à

⁸⁰⁴ Tu Liutong (30 août 1993, Jiayi), dans JYBH, p. 149.

⁸⁰⁵ Transcription de l'interrogatoire de Chen Lianfu, dans DAHB 9, pp. 97-98.

⁸⁰⁶ Jian Chuanzhi (27 juin 1995, Luodong), dans CAI, *Zou guo liangge shidai de ren*, p. 91.

⁸⁰⁷ Cai Yaojing (12 juillet 1994, Puzi), dans JYPY, p. 329.

⁸⁰⁸ Lin Hengdao (11 mars 1995, Taibei), dans ZHOU, *Taiji Riben bing*, op. cit., p. 61.

Taizhong par exemple, le journaliste et ex-officier du renseignement militaire japonais He Luanqi rassemble sous son commandement des soldats de retour de Hainan et des membres de la Brigade de policiers volontaires (*yiyong jingchadui* 義勇警察隊) mise en place dans l'après-guerre (pour beaucoup des anciens d'une organisation japonaise subordonnée à la police), dont il était lui-même un cadre⁸⁰⁹. Mais partout, les anciens soldats, et quand ils sont présents les sous-officiers, sont le cœur des groupes combattants, les commandent et en fixent les normes.

Si comme on l'a vu les groupes armés sont composés presque exclusivement d'hommes jeunes ou adolescents, et malgré une pénurie regrettable de sources sur la question, il est clair que bien des filles et des jeunes femmes participent à cette résurrection spontanée de la mobilisation générale – en nourrissant, vêtant, soignant et encourageant les « soldats », mais aussi en puisant directement dans le folklore du temps de guerre. Entre deux appels aux anciens soldats de l'Armée impériale, les bouillantes opératrices de la radio de Jiayi diffusent des chants militaires comme la *Marche du cuirassé* (*Gunkan kōshinkyoku* 軍艦行進曲), hymne de la Marine japonaise, qui semble galvaniser (*jidong qilai* 激動起來) les vétérans⁸¹⁰. De même à Taoyuan, la dizaine de jeunes hommes armés qui investissent le principal temple de la ville le 2 mars le font en criant des ordres militaires en japonais et en chantant la *Marche du cuirassé*⁸¹¹. Dans un établissement de Tainan, une station radio improvisée appelle à la révolte tout en diffusant des « chansons populaires japonaises » interprétées en direct par des étudiants⁸¹².

L'usage massif de la radio contribue certainement au sentiment d'une remobilisation militaire. Pour un jeune Taïwanais de 1947, comment la diffusion de chants de guerre japonais ou l'appel au rassemblement des soldats n'évoqueraient-ils pas les souvenirs du temps de guerre ? C'est en effet par les ondes que le pouvoir colonial interpellait ses sujets le plus directement, comme Mark Caprio le relève également pour la Corée.⁸¹³ En février 1945, le renseignement militaire américain notait que

...le caractère de propagande des radiodiffusions s'est clairement renforcé avec le prolongement de la guerre. Avant même 1941, devant les temples ou sur les marchés, les foules se rassemblaient, et des haut-

⁸⁰⁹ LAI, *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 85.

⁸¹⁰ Cai Yaojing (12 juillet 1994, Puzi), dans JYPY, p. 328.

⁸¹¹ WU, « Fanpan de shixingtai », *op. cit.*

⁸¹² IHT/A_01_0013, Télégramme de Lin XX à Huang Renli, envoyé de Tainan, 9 mai 1947, dans BMJ 1, p.127.

⁸¹³ C'est particulièrement vrai pendant la période du *kōminka*. CAPRIO, *Japanese Assimilation Policies in Colonial Korea*, *op. cit.*, p. 157.

parleurs apportaient les programmes officiels jusqu'à la population sans qu'il soit besoin, comme pour la propagande écrite, de dépendre de l'alphabétisation pour obtenir un effet⁸¹⁴.

B. La remobilisation des civils

On a vu que la militarisation a touché, pendant la guerre, la population taiwanaise bien au-delà des soldats. Il est clair que les groupes d'autodéfense nés dans le chaos de la rétrocession ont parfois servi de base organisationnelle locale à la révolte. L'ancien officier de police chinois Zeng Keping, stationné à Puli à l'époque, a ainsi eu maille à partir en 1945-1946 avec une certaine « Société du double neuf » (ou du 9 septembre) (*Shuangjiu hui* 雙九會), qu'il considère comme un groupe de *liumang* mais dont il affirme aussi qu'elle s'apparentait à une forme de « police souterraine » (*dixia jingchaso* 地下警察所) de quelques dizaines de membres ; il se souvient en outre que beaucoup d'entre eux étaient des porteurs de l'armée japonaise. Quand la révolte de février-mars 1947 éclate, la Société du double neuf y participe de manière particulièrement active, se vengeant – selon Zeng – de la répression dont elle a jusqu'ici été victime de la part de la police chinoise⁸¹⁵.

De même, lors de l'Incident du 28 février, les étudiants occupent une place importante dans les groupes armés (ou aspirant à l'être). George Kerr note qu'ils « rejoignent avidement » les équipes de maintien de l'ordre qui s'improvisent un peu partout, car « bien entraînés sous les Japonais, ils [sont] capables de comprendre rapidement ce qu'on attend d'eux » ; les brassards qu'ils se confectionnent leur confèrent « un sentiment d'autorité »⁸¹⁶. Dans la région de Taïpei, à en croire Chen Mugui, les étudiants des collèges, lycées et écoles professionnelles composent une partie importante des milices dominées par les anciens soldats⁸¹⁷. Le témoignage de Wu Qingnian, qui concerne le centre de l'île, est particulièrement articulé et intéressant. Ancien étudiant au Japon et soldat-technicien dans l'armée de l'air japonaise – il appartient donc à une élite culturelle et sociale assez mince –, Wu devient enseignant à son retour à Taiwan après la guerre⁸¹⁸. Apprenant l'éclatement de la révolte par la radio le 1^{er} mars, son pedigree militaire plus encore que sa profession lui permet de mobiliser ses étudiants, qui ont tous reçu un entraînement basique pendant la guerre

⁸¹⁴ NARA/RG165/NM84/79/2220, U.S. Army Forces/Pacific Ocean Areas, "Study of Formosa", 15 février 1945.

⁸¹⁵ Zeng Keping (2 et 3 avril 2008, 12 mars 2011, Pingdong), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzhen*, *op. cit.*, p. 309.

⁸¹⁶ KERR, *Formosa Betrayed*, *op. cit.*, p. 269.

⁸¹⁷ Chen Mugui (18 août 1995, Xizhi), dans DSHY, p. 133.

⁸¹⁸ Ce type de reconversion – de gradé ou cadre d'organisation paramilitaire à enseignant – est courant, et contribue sans doute à la porosité entre le milieu scolaire et celui des anciens soldats pendant la révolte.

et savent théoriquement utiliser un fusil Arisaka Type 38 (*sanbaichi shiki bohei jū* 三八式歩兵銃)⁸¹⁹, dont ils dérobent plusieurs exemplaires dans une cache d'armes, ainsi que des sabres, et même une ou deux mitrailleuses légères entreposés dans l'arsenal de l'école, s'il faut croire Wu sur ce point⁸²⁰. Une situation similaire se présente à Gaoxiong, où le Lycée n°1 devient le quartier général de jeunes rebelles prompts à mener des « offensives » souvent suicidaires : sous le nom d'« armée étudiante », une douzaine d'entre eux charge la gare de front, avec pour tout équipement des sabres japonais et une dizaine de grenades, et pour seul résultat d'être mis en déroute par les tirs de mitrailleuse de la police militaire⁸²¹. On peut imaginer que ces adolescents compensent ainsi le malheur d'être nés trop tard pour faire, comme leurs aînés, la « vraie guerre » ; la rigueur des rapports hiérarchiques entre niveaux d'âge dans les écoles japonaises rend une telle émulation plausible⁸²².

Cai Mingchuan évoque la réactivation des gestes de l'entraînement en situation de crise comme un quasi-réflexe, chez les étudiants comme les membres d'organisations paramilitaires :

...pendant la période japonaise on avait presque tous reçu un entraînement militaire comme étudiants, on s'exerçait sur l'aérodrome, donc après la rétrocession à chaque fois que quelque chose se passait, il venait à l'esprit de beaucoup de gens de prendre leurs sabres japonais en bois et d'aller participer. Certains ont même profité du 28 février pour se rassembler à Takamatsuchō⁸²³, à Gaoxiong⁸²⁴.

Cai exprime ici l'idée que pour certains jeunes, les premiers jours euphoriques du soulèvement donnent l'occasion, presque accessoire en somme, d'utiliser les compétences développées pendant la mobilisation générale – ou de les acquérir : les étudiants de Jiayi apprennent à ramper et à progresser à couvert auprès des anciens membres des « volontaires Takasago » formés au combat dans la jungle⁸²⁵. Comme le témoignage de Cai et celui de Wu Qingnian l'indiquent, l'exercice imposé par les Japonais aux étudiants ne leur fournit pas seulement un savoir-faire, mais aussi des armes d'entraînement (réelles ou neutralisées), dont il est attesté qu'elles sont très largement utilisées pendant la révolte – visiblement, les efforts de la garnison de Taïpei pour confisquer les

⁸¹⁹ Le Type 38 est un fusil à verrou, standard de l'infanterie japonaise jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale. Il est relativement obsolète mais encore en usage en 1945, et très répandu dans la police de Taïwan.

⁸²⁰ Wu Qingnian (20 novembre 1993, Tainan), dans JYBH, pp. 22-25.

⁸²¹ Yan Ayan (10 août 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 161.

⁸²² Pan Yinxiong, qui participe à la révolte alors qu'il est en première année de lycée à Gaoxiong, se rappelle vivement la déférence avec laquelle les cadets devaient saluer leurs aînés en les croisant. Pan Yinxiong (21 octobre 1994, Taïpei), dans GX 1, p. 434.

⁸²³ Entrepôt de munitions. Des militaires japonais y étaient stationnés.

⁸²⁴ Cai Mingchuan (15 juillet 1994, Taïpei), dans GX 1, pp. 53-54.

⁸²⁵ Wu Qingshi (22 août 1993, Dabang), dans JYBH, p. 61.

armes des écoles n'ont pas été suffisants. Huang Qingbiao mentionne l'usage de *bokken* 木劍 (épée en bois utilisée pour les arts martiaux) à Douliu, avec l'efficacité qu'on imagine⁸²⁶. Xie Youyong soutient qu'à Gaoxiong, beaucoup des fusils utilisés par les étudiants sont des armes d'exercice⁸²⁷, pour la plupart des Type 38 anciens mais encore utilisables⁸²⁸. Le fait est confirmé par les sources chinoises : le rapport de la police militaire sur la pacification de la révolte dans la région de Taibei recense deux-cent vingt fusils d'exercice récupérés, contre quinze armes ordinaires seulement⁸²⁹.

C. Jouer à la guerre

Près de cinquante ans après les faits, et à rebours d'une mémoire collective qui valorise à Taiwan comme ailleurs le statut de victime plus que celui de héros, il est frappant de voir à quel point le vocabulaire martial reste prégnant dans les souvenirs des acteurs. Les rebelles « vont faire la guerre » (*zuo zhan/sakusen* 作戰)⁸³⁰ contre les soldats chinois. Wen Lianzhang n'hésite pas à parler de « front » (*qianxian* 前線) pour désigner les espaces où la lutte armée est ouverte, opposant à la bravoure des étudiants et des soldats la lâcheté des élites locales restant à « l'arrière ». Pour lui, il s'agissait bien d'une « guerre entre deux camps (*shuangfang xiangzhan* 雙方相戰) », « donc c'est normal que des gens aient été tués. Ce qu'ils n'auraient pas dû faire, c'est arrêter des innocents. »⁸³¹ Sur le même mode, l'aborigène Tang Baofu dit se souvenir avoir reçu un « ordre de combat » (*zuozhan mingling* 作戰命令) requérant la présence des Zou sur le « champ de bataille » (*zhandi* 戰地). Pour autant qu'il se le rappelle, l'éthos martial pèse davantage que les considérations politiques : « tout ce qu'on savait, c'est qu'on avait reçu cet ordre de combat. [...] Pourquoi on se battait ? Ça n'était pas très clair pour nous. »⁸³²

Les témoins s'attribuent rétrospectivement les vertus associées aux soldats japonais. Li Jianghai explique complaisamment sa participation à la révolte, et celle de ses camarades, par le fait que leur « esprit japonais (*Nihon seishin* 日本精神) était trop fort » pour être contenu. « Quand on revient du champ de bataille, comment on pourrait avoir peur de mourir », avec derrière soi l'expérience

⁸²⁶ Huang Qingbiao (22 août 1994, Douliu), dans JYPY, p. 92.

⁸²⁷ Xie Youyong (22 mai 1991 et 17 août 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 149.

⁸²⁸ Ruan Chuishen (12 juin 1991 et 5 novembre 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 415 ; Pan Zuohong (18 août 1991, Gaoxiong), dans GX 1, p. 422.

⁸²⁹ « Taibei suijing qu silingbu suijing gongzuo baogaoshu » 台北綏靖區司令部綏靖工作報告書 (Rapport sur le travail de pacification dans la zone de pacification de Taibei), Zhang Mutao, sans date (postérieur au 23 mai), dans ZLXJ 4, p. 197.

⁸³⁰ Entre autres, Lin Yujing (17 septembre 1993, Xingang), dans JYPY, p. 266 ; Jian Chuanzhi (27 juin 1995, Luodong), dans CAI, *Zuo guo liangge shidai de ren*, p. 91.

⁸³¹ Wen Lianzhang (24 juin 1994, Yingqian), dans JYPY, p. 116.

⁸³² Tang Baofu (22 août 1993, Dabang), dans JYBH, p. 61.

d'un « combat à mort »⁸³³ ? Cai Yaojing, qui s'est battu dans les environs de Taizhong, rappelle plus sobrement que certains rebelles particulièrement échauffés ont voulu mettre sur pied des « unités suicide » (*juesidui* 決死隊) contre les Chinois, tout comme à Gaoxiong selon Pan Zuohong⁸³⁴. En miroir de cette imagerie militaire japonaise, le mépris de la troupe chinoise est perceptible dans tous les récits, et il semble bien que certains clichés de la propagande de guerre nipponne aient été remis en circulation, comme le terme *Shina bei* 支那兵, littéralement « soldat chinois/chinetoque », terme de dérision déniait toute valeur martiale à l'armée adverse et l'assimilant à une bande de brigands. « A l'époque japonaise on traitait [les soldats chinois] toujours de *Shina bei*, *Shina bei*, et voilà qu'ils ressemblaient exactement aux *Shina bei* de la propagande japonaise. C'est pour ça que les Taiwanais ont commencé à détester les Chinois. »⁸³⁵ Wen Wenzhong exprime la même surprise d'avoir vu confirmer ce qu'il croyait être un « enlaidissement délibéré » de la propagande japonaise⁸³⁶. Lin Youcai prétend même – ici la reconstruction est complète – que lors de l'insurrection,

...l'armée nationale était vraiment faible, ils ont sans doute eu peur de nous attaquer quand ils ont vu les uniformes japonais [...]. Depuis l'incident du 7 juillet [1937, i.e. le début de l'invasion japonaise] jusqu'à l'annonce de la défaite du Japon, nous avons entendu la propagande japonaise nous dire à quel point les troupes chinoises étaient faibles, donc on les méprisait⁸³⁷.

Il ne s'agit pas seulement d'un usage rétrospectif, comme en atteste la colère chinoise perceptible dès l'époque des faits (cf. chapitre VI). L'histoire orale garde les traces d'un sentiment illusoire mais très prégnant de supériorité militaire, qui prend avec le passage du temps des proportions mythiques. Su Jinshun prétend ainsi que les soldats stationnés sur l'île étaient incapables de se battre, et terrifiés par les Taiwanais dont ils pensaient à tort qu'ils composaient le gros de l'armée de Taiwan (essentiellement japonaise en réalité)⁸³⁸.

Il y a, à n'en pas douter, une bonne dose de bravade dans le ton martial des rebelles. Mais elle est significative du sentiment de puissance qui s'empare brièvement d'eux et rend la révolte pensable ; illusion d'autant plus forte qu'elle ne rencontre, pendant plusieurs jours, aucun démenti. La semaine de latence entre l'Incident du 28 février *stricto sensu* et l'arrivée des renforts chinois permet aux jeunes Taiwanais de jouer – sérieusement – à la guerre. Ainsi, le soulèvement est moins

⁸³³ Li Jianghai (23 août 1994, Yuanzhang), dans JYPY, p. 113.

⁸³⁴ Cai Yaojing (12 juillet 1994, Puzi), dans JYPY, p. 329 ; Pan Zuohong (18 août 1991, Gaoxiong), dans GX 1, p. 423.

⁸³⁵ Lin Yujing (17 septembre 1993, Xingang), dans JYPY, p. 266.

⁸³⁶ Wen Wenzhong (4 avril 1994, Meishan), dans JYPY, p. 284.

⁸³⁷ Lin Youcai (22 septembre 1994, Fenqihu), dans ZLSC, p. 208.

⁸³⁸ Su Jinshun (29 novembre 2008, Huwei), dans ZSXP, pp. 190-195.

un « rejeu » du combat que de la mobilisation générale, un carnaval postcolonial où les dominés d'hier se rêvent en héros dans les costumes de leurs anciens maîtres.

Dans les costumes, à la lettre : comme tant d'autres, Chen Liangrong repasse par chez lui avant de se jeter dans la mêlée pour « mettre [ses habits] de combat (*bian le zhandou fu* 換了戰鬥服) »⁸³⁹. Les objets les plus symboliques du statut de soldat deviennent très prisés. Les sabres, en particulier, sont omniprésents. A Jiayi, selon Li Shuilian dont le mari Luo Jincheng y a trouvé la mort, les rebelles qui se rassemblent dans la rue sous les ordres de Luo portent tous un sabre, mais les armes à feu sont quasiment absentes⁸⁴⁰. L'épée de commandement (*zhibuidao* 指揮刀) est souvent mentionnée comme identifiant les « officiers » de ces groupes. Cette importance des sabres est certes en partie due à la pénurie d'armes à feu, mais compte tenu de la relative rareté des blessures infligées par armes blanches (cf. chapitre suivant), il faut aussi les considérer comme un élément essentiel de la « panoplie » militaire japonaise, au même titre que les banzai clamés par les « étudiants et jeunes voyous » de Taizhong tandis qu'ils s'emparent des rues de leur ville et agressent des continentaux⁸⁴¹. A Gaoxiong, selon Xie Youyong, la majorité des rebelles stationnés devant la mairie n'ont pas d'autres armes que des sabres portés dans le dos qu'ils arborent avec fierté ; quant au meneur Tu Guangming, il se pavane devant le lycée de la ville, « un sabre japonais dans le dos, allant et venant avec un air plein de morgue (*weifeng linlin* 威風凜凜) ; je [Xie] lui ai demandé ce qu'il fallait faire et il m'a dit 'cogner, cogner' »⁸⁴². L'aborigène Tang Shouren, ancien lieutenant, donne la même impression aux témoins : fièrement revêtu de son vieil uniforme et équipé de son sabre, « il ressemblait exactement à un soldat japonais »⁸⁴³. Il n'est en outre pas rare que le sabre soit un objet personnel revêtant une valeur sentimentale, par exemple quand il a été offert par un enseignant japonais, comme celui de Pan Yinxiong : il est alors le signe de la reconnaissance par l'ancien colonisateur de la valeur du colonisé, ce qui donne un poids particulier à son usage lors de la révolte⁸⁴⁴. Au-delà des armes et des uniformes, certains objets typiques du temps de guerre sont ressortis des tiroirs ou confectionnés de nouveau, comme les *bachimaki* 鉢巻 (bandanas)⁸⁴⁵. A Taizhong, le commandement mis en place par Xie Xuehong distribue même une sorte d'*imon bukuro*⁸⁴⁶.

⁸³⁹ Chen Liangrong (5 novembre 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 181.

⁸⁴⁰ Li Shuilian (24 juin 1994, Tainan), dans ZLSC, p. 189.

⁸⁴¹ « Taizhong shi zhengfu deng guanyu Er'erba shijian de baogao », dans NJDASL, p. 387.

⁸⁴² Xie Youyong (22 mai 1991 et 17 août 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 144.

⁸⁴³ Chen Xiaoyu (7 août 1993, Taïpei), dans JYBH, p. 111.

⁸⁴⁴ Pan Yinxiong (21 octobre 1994, Taïpei), dans GX 1, p. 437.

⁸⁴⁵ Wang Zhennan (22 août 1994, Xiluo), dans JYPY, p. 26 ; Cai Mingchuan (15 juillet 1994, Taïpei), dans GX 1, p. 49.

⁸⁴⁶ LAI, *Er'erba shijian yanjiu baogao*, op. cit., p. 88.

Cette dimension théâtrale, propre à tout moment d'illusion lyrique et de subjectivation intense (violente ou non), Chen Shuilian en donne un aperçu frappant : les soldats remobilisés se revêtent de leurs uniformes japonais, se saisissent d'autorité des sabres que la plupart d'entre eux n'avaient pas le droit de porter dans l'armée, « font semblant d'être des officiers (*zìchēng shì wèiguān* 自稱是尉官), courent de droite et de gauche en racontant à qui veut l'entendre qu'ils étaient prêts à se coltiner aux Chinois...et la plupart n'avait même pas de munitions pour leurs fusils ! »⁸⁴⁷ Dans l'excitation générale, les rangs d'officier sont bien souvent usurpés ou inventés de toute pièce – il était très rare qu'un Taiwanais y accède dans l'armée japonaise – comme doit l'être parfois le statut d'ancien soldat. Il arrive que les anciens galons japonais passent de main en main, ce qui témoigne autant de la valeur qu'on leur attribue⁸⁴⁸ que de la fluidité de la situation insurrectionnelle : Huang Qingbiao, qui dirige la « Brigade d'autodéfense » de Douliu, prête ses insignes à un ancien frère d'armes moins gradé pour lui conférer l'autorité nécessaire à mener une attaque contre un aéroport militaire⁸⁴⁹. Pour Ruan Chuishen, la stature de Tu Guangming parmi les insurgés de Gaoxiong s'explique essentiellement par son rang de premier lieutenant (*zhōng wèi* 中尉) dans l'Armée impériale, « sachant que pour un Taiwanais, devenir un second lieutenant (*shǎo wèi* 少尉) n'était déjà pas simple, ça lui donnait beaucoup de prestige »⁸⁵⁰.

D. Remobilisation et idéologie

Ce jeu de rôles ne fait pas des rebelles de loyaux sujets du Japon. On chercherait en vain, dans les documents d'époque, la trace d'une fidélité à Tokyo – on voit d'ailleurs mal comment les rebelles pourraient être « pro-japonais », l'ancienne métropole n'étant plus en 1947 qu'un géant vaincu et humilié sous protectorat américain. L'annonce de la reddition japonaise par la « voix de jade » (*gyōku hōsō* 玉音放送) le 15 août 1945 a certes fait naître des sentiments ambigus – l'incrédulité, d'abord, face à l'effondrement d'une force immense dont les Taiwanais étaient bon an mal an parties prenantes. Néanmoins, le saisissement passé, il est hors de doute que la libération d'octobre 1945 a rencontré un grand enthousiasme (certes de courte durée), et que le putsch avorté tenté par de jeunes officiers japonais à la défaite a trouvé dans la société taiwanaise un écho presque nul. Il n'y a d'autre part aucun lien univoque entre l'attitude passée envers le colonisateur et la participation à

⁸⁴⁷ Chen Shuilian (9 août et 19 novembre 1993, Liucuo), dans JYBH, p. 182.

⁸⁴⁸ Les témoins interrogés dans les années 1990 se souviennent généralement fort bien des grades des personnages les plus en vue à l'époque.

⁸⁴⁹ Huang Qingbiao (22 août 1994, Douliu), dans JYPY, p. 87.

⁸⁵⁰ Ruan Chuishen (12 juin 1991 et 5 novembre 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 413.

la révolte : Zhong Yiren, qui a été très critique de la domination japonaise, a servi dans l'Armée impériale et prend les armes en 1947 ; Xie Xuehong, militante anticoloniale de longue date, tente de fédérer des jeunes profondément attachés aux codes du militarisme japonais ; Chen Fuzhi et Tang Shouren se soulèvent en tant qu'anciens militaires, le premier ayant un passé de militant antijaponais et ayant passé la guerre du côté chinois. De même, à un niveau plus modeste, Yang Guoren, professeur d'école primaire à Jilong et chef d'une « unité d'autodéfense », a un passé d'opposition tant à la brutalité de la police japonaise qu'à l'administration chinoise, etc. L'apparition soudaine de chants et de drapeaux japonais dans les rues des villes, « comme si l'armée japonaise de l'époque de l'occupation japonaise avait ressuscité, comme si tout avait été restauré (*yiqie you fubi le* 一切又復辟了) »⁸⁵¹, ne doit donc pas induire en erreur. Ce sont d'ailleurs les emblèmes de l'armée et non de la nation qui sont réemployés : des bannières d'unité et non le drapeau japonais, des chants militaires et non l'hymne *Kimi ga yo* – à de très rares exceptions près, toutes trouvées dans des sources disposées à présenter les rebelles comme des sbires de l'impérialisme nippon⁸⁵². Le recours à un répertoire d'actions et de symboles japonais et guerriers révèle les effets profonds de l'hégémonie coloniale du temps de guerre, qui perdurent après l'effondrement de l'Empire, mais il ne nous dit pas grand-chose sur l'allégeance ou « l'identité nationale » des insurgés. La notion de « répertoire de subjectivation » avancée par Jean-François Bayart⁸⁵³ nous semble apte à rendre le caractère à la fois contraignant, instrumental et sélectif de cet usage : tout n'est pas remobilisé.

De même, la manière dont les insurgés se mobilisent ne nous informe pas immédiatement sur leur « idéologie », si l'on entend par là leur conception plus ou moins consciente de l'ordre politique ou social désirable. Ce qu'ils veulent être ne nous dit pas ce qu'ils veulent faire, dans la mesure où eux-mêmes en ont une idée claire. Des pans entiers du discours de guerre japonais font d'ailleurs défaut, comme le panasiatisme hiérarchique ou l'hostilité aux Blancs – les témoignages sont unanimes sur la popularité intacte des Occidentaux avant et pendant les événements⁸⁵⁴. Le style politique des jeunes rebelles n'est certes pas neutre : il charrie avec lui une esthétique et une éthique implicites du courage physique, de la discipline et du sacrifice.

⁸⁵¹ CHEN et XU, « Lin Hengdao xiansheng fangwen jilu », *op. cit.*, p. 85.

⁸⁵² IHT/A_06_0001, Télégramme de Xie Aihou à Lin Zhenfan (Lin Dingli), envoyé de Pingdong, 30 mars 1947, dans BMJ 2, pp. 328-329. Wang Xiong (4 avril 2000, Jiayi), dans XI, *Jingcha yu Er'erba shijian*, *op. cit.*, p. 235.

⁸⁵³ Jean-François BAYART et Romain BERTRAND, « De quel 'legs colonial' parle-t-on ? », *Esprit*, n° 12, 2006, pp. 134-160.

⁸⁵⁴ UNRRA/S1121/0000/0267, Rapport mensuel du bureau de Taiwan, janvier 1947 ; NARA/UD2279/72, Télégramme du consulat de Taïpei à l'ambassade, 3 mars 1947.

La mobilisation à la base durant l'Incident du 28 février révèle une identification très marquée de la jeunesse en tant que telle – soldats, membres de groupes paramilitaires, étudiants. On ne compte pas les groupes dont les noms y font référence directement – Union de la jeunesse, alliance de la jeunesse, brigade de jeunes... – ou indirectement (Armée étudiante, alliance étudiante...). Cette conscience générationnelle et le sentiment de mission dont elle s'accompagne prennent racine, à n'en pas douter, dans la militarisation du temps de guerre décrite plus haut. Ils se rattachent plus généralement au phénomène mondial d'émergence de la jeunesse comme catégorie politique valorisée au tournant du XXe siècle⁸⁵⁵. Le fait n'est en rien étranger à la Chine, de l'enthousiasme jeuniste du mouvement de la Nouvelle Culture dans les années 1910 aux efforts du Guomindang (et du PCC) pour mobiliser et encadrer les jeunes⁸⁵⁶. A Taiwan, cependant, c'est le pouvoir colonial japonais qui a été l'instrument de cette transformation⁸⁵⁷ et les organisations chinoises importées en 1945, comme les Jeunesses tridémistes, n'ont pas fait forte impression. Il en va donc de la « jeunesse » comme de la « civilisation » ou de la « militarisation » : elle appartient à un programme moderniste commun aux deux pays, que les sinogrammes partagés rendent directement transposable et indiscernable à l'écrit (*qingnian/seinen* 青年) mais que le Japon, même après sa défaite, continue d'incarner avec plus de succès que son adversaire victorieux. Par ailleurs, l'exaltation de la jeunesse, qui garde pendant la révolte quelque chose des accents militaristes qu'elle avait en temps de guerre, se charge aisément de connotations supplémentaires adaptées au contexte de décolonisation : elle n'est plus seulement vigueur et sacrifice, mais renouveau et promesse d'avenir.

Tout cela, néanmoins, ne fait pas un programme, et le fossé générationnel déjà noté, comme le sens commun, nous interdisent de supposer que les piétons de l'Incident du 28 février adhèrent simplement au discours des élites autonomistes. Cette question est l'objet du chapitre suivant.

⁸⁵⁵ Cf. Richard Ivan JOBS et David M. POMFRET (dir.), *Transnational Histories of Youth in the Twentieth Century*, New York : Palgrave Macmillan, 2015.

⁸⁵⁶ Cf. par ex. Kristin MULREADY-STONE, *Mobilizing Shanghai Youth: CCP Internationalism, GMD Nationalism and Japanese Collaboration*, Abingdon/Oxon : Routledge, 2015.

⁸⁵⁷ CHEN Wensong 陳文松, *Zhimin tongzhi yu qingnian : Taiwan zongdufu de qingnian jiaoyu zhengce* 殖民統治與青年：台灣總督府的青年教育政策 (Pouvoir colonial et jeunesse : la politique d'éducation de la jeunesse sous le gouvernement général de Taiwan), Taibei: Université nationale de Taiwan, 2015.

CHAPITRE V – LA SUBVERSION ET L'ORDRE

Le chapitre précédent traitait de la manière dont le soulèvement du 28 février avait été façonné par la remobilisation d'une expérience de guerre encore fraîche. Mais du déploiement théâtral de l'imaginaire guerrier aux pratiques concrètes de la violence insurrectionnelle, à leur difficulté, à leur désordre, il y a un *hiatus* important qui ne peut que faire dérailler la performance.

L'objet est, de surcroît, difficile d'accès, car la société taïwanaise dans laquelle un discours public sur 1947 a pu se déployer n'échappe pas à l'empire du traumatisme et à la sacralisation du discours victimaire⁸⁵⁸. Ce tropisme affecte non seulement l'historiographie, mais encore une partie des sources : il est sensible, avec des variations, dans les témoignages collectés après la démocratisation, symptomatiquement divisés par les historiens en deux catégories passives et rejetant la violence du seul côté de l'Etat : « victimes » (*shoubai zhe* 受害者) et « témoins » (*jianzheng zhe* 見證者) – cette seconde notion signifiant généralement « proche de victime ». Il ne peut certes s'agir de renvoyer dos à dos rebelles et autorités. La disproportion dans les niveaux de mortalité rend impossible cette tâche, par ailleurs dépourvue d'intérêt intellectuel. Mais on ne saurait prétendre approcher la subjectivité des insurgés, la manière dont ils se sont constitués et pensés comme agents historiques, sans faire à la violence sa part.

Comme nous l'avons noté en introduction, il serait vain de chercher à « évacuer les évaluations normatives » qui président à l'identification de la violence – elles font partie de l'objet⁸⁵⁹. Le risque est double : celui du mauvais constructivisme d'une part⁸⁶⁰ ; celui de la carence documentaire d'autre part, les moments de paroxysme violent étant peu propices à la formulation ouverte des interprétations concurrentes, qui viennent – quand elles viennent – par après ; on s'expose à n'entendre que la voix du vainqueur. Ces dangers peuvent être réduits par une attention minutieuse aux gestes de la violence et à sa matérialité. Stéphane Audoin-Rouzeau nous y invite afin de « contourner l'écueil téléologique qui conduit à voir dans les pratiques mises en œuvre [...] le résultat d'une surdétermination idéologique »⁸⁶¹, à escamoter les actes au profit des discours et réduire les

⁸⁵⁸ FASSIN et RECHTMAN, *L'empire du traumatisme*, *op. cit.*

⁸⁵⁹ MICHAUD, *Violence et politique*, *op. cit.*, pp. 90-96.

⁸⁶⁰ Nous suivons, avec des termes plus triviaux, Michel Dobry. Le « bon » constructivisme « affirme que la réalité sociale et ses divers aspects [...] sont le produit de l'activité des hommes (en société), activité intentionnelle aussi bien que non intentionnelle », et saisit ces produits « non seulement en tant qu'effets fort peu contrôlés par les acteurs sociaux [...], mais aussi au travers des couches successives de 'sédimentation' de ces effets » qui s'imposent presque toujours aux acteurs « avec la force des choses ». Le « mauvais » constructivisme fait de la réalité sociale « le produit direct [...] des concepts, 'récits', catégories du langage ordinaire ou, plus généralement, idées au travers desquelles nous appréhendons le monde social et physique. » DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, *op. cit.*, pp. xxiv-xxv.

⁸⁶¹ AUDOIN-ROUZEAU, « Au cœur de la guerre », *op. cit.*, p. 77.

premiers à une illustration des seconds. Nous n'avons en l'occurrence pas de meilleur choix, car les rebelles de 1947 n'ont laissé qu'une poignée de sources contemporaines, assez peu loquaces sur la question de la violence. Après les avoir examinées (I), nous nous pencherons sur les modalités de l'action insurrectionnelle, en partant de la violence la plus immédiate (l'agression des continentaux dans l'espace public, II) pour aborder ensuite ses formes plus sophistiquées (la prise d'armes et le combat organisé, III) et finir par celles dont le caractère violent ou non est une question ouverte – et politique (le « maintien de l'ordre » insurrectionnel, dont nous essaierons moins de dissiper l'ambiguïté que d'éclairer la signification qu'il revêt pour les protagonistes, IV).

I. LES MOTS DE L'INSURRECTION

Les propos tenus à l'oral sont naturellement difficiles à établir, et semblent avoir été fort hétéroclites, de l'aveu même des autorités⁸⁶². Le 28 au matin, à Taibei, les rassemblements s'accompagnent de coups de gong et de slogans qui vont de la dénonciation des services anti-contrebande à l'appel au soulèvement général en passant par la condamnation du monopole du tabac⁸⁶³. Après le 1^{er} mars, l'état-major de la garnison relève quelques mots d'ordre : « Renversons la dictature de parti unique du Guomindang qui dure depuis dix-huit ans », « Etablissons un gouvernement démocratique et autonome de Taiwan », « Instaurons une armée démocratique de défense de Taiwan »⁸⁶⁴. Toutefois, ces messages (dont le premier porte la marque probable du vocabulaire communiste) jurent avec ce que rapporteront plus tard les témoins, qui évoquent beaucoup plus volontiers des slogans peu idéologiques faisant appel aux affects « thymotiques » – héroïsme, dévouement...⁸⁶⁵

Ce dernier point n'est pas aussi banal qu'il n'y paraît. Il est naturel que les rebelles cherchent à se donner du courage, mais la valorisation systématique des pouvoirs de l'esprit, de l'ardeur et de la volonté au détriment du contenu du message est un trait typique de l'idiome du militarisme japonais – on pourrait dire de toute phraséologie fasciste⁸⁶⁶, si ce n'est que la variante nipponne se démarque par l'insistance sur la capacité de l'esprit (*seishin* 精神) à surmonter les obstacles matériels. Ce langage a ceci de commode qu'il peut être mis au service de causes diverses et mal définies. Les

⁸⁶² IHM/228/01/08/004, « Chen Gongqia [Chen Yi] et Taiwan », août 1947.

⁸⁶³ MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, p. 10.

⁸⁶⁴ IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi ».

⁸⁶⁵ Exemple typique, Xie Youyong dit avoir entendu à Gaoxiong : « Si vous avez des couteaux prenez vos couteaux, si vous avez des fusils prenez vos fusils, sinon prenez des marteaux, tout le monde doit participer ! ». Xie Youyong (22 mai 1991 et 17 août 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 149. La plupart des slogans sont de cet ordre. Nous empruntons la notion d'affect thymotique à Peter SLOTERDIJK, *Colère et temps : essai politico-psychologique*, Paris : Libella-Maren Sell, 2007 (trad. Olivier Mannoni, 1^{ère} éd. en allemand 2006).

⁸⁶⁶ Nous reviendrons en conclusion sur la question du fascisme.

rebelles taiwanais l'emploient volontiers. En se préparant au combat, les étudiants de Gaoxiong entonnent ainsi le chant de leur école, qui enjoint les jeunes garçons d'accomplir leurs devoirs « de toute leur âme » (*seikon wo komete* 精魂こめて), sans jamais se laisser abattre⁸⁶⁷. A Tainan, un officiel taiwanais subalterne, dont les propos sont notés par un informateur, tient ce discours aux insurgés : « Nous n'avons pas d'armes, mais l'esprit peut triompher de tout ! Cette province a subi cinquante et un ans d'oppression japonaise, et nous ne laisserons jamais s'installer des méthodes fascistes de gouvernement après la libération ! »⁸⁶⁸ L'orateur – qui s'exprime probablement en japonais ou en taiyu, même si ses mots sont consignés en chinois – pourrait appartenir à n'importe quel courant progressiste. L'étrangeté réside dans la contradiction entre le message antifasciste et le vocabulaire dans lequel il est exprimé (« l'esprit peut triompher de tout »), qui suit les codes de l'héroïsme de commande du temps de guerre. Ce hiatus entre la forme et le fond semble caractéristique du langage de la rébellion de 1947.

Quant aux sources écrites émanant des insurgés, nous connaissons (outre les déclarations des Comités de résolution) les statuts de certaines organisations et de nombreux tracts, dont la plus grande quantité est recueillie à Taïpei.

Leur contenu⁸⁶⁹ et le bon sens suggèrent d'attribuer tous les premiers et la plupart des seconds aux organisations politiques structurées et aux élites qui, nous l'avons vu, jouent un rôle secondaire et le plus souvent réactif dans le soulèvement violent. Les tracts signés émanent le plus souvent d'organisations modérées proches des grands notables. Ainsi, l'Alliance démocratique de Taiwan diffuse le 20 mars à Taïpei un tract dénonçant la corruption, le chômage et le régime d'exception dans lequel Taiwan est maintenu, exigeant qu'on fusille les coupables de la fusillade du 28 février, mais condamnant fermement les agressions de continentaux au nom de la parenté entre Han⁸⁷⁰,

⁸⁶⁷ GX 1, p. 378 (note de l'auteur, Xu Xueji).

⁸⁶⁸ IHT/A_02_0006, Télégramme de Huang Renli à Lin Zhenfan (Lin Dingli), envoyé de Tainan, 9 avril 1947, dans BMJ 1, pp. 298-299.

⁸⁶⁹ La confusion de la révolte permet aussi l'expression des récriminations les plus diverses. Le renseignement trouve ainsi à Taïpei, dans les premiers jours, un tract en japonais appelant à « renverser » un grand notable de Banqiao, qui en dirige le Comité de résolution, accusé d'avoir un passé de traître à la solde des Japonais. Il peut s'agir d'un règlement de compte comme d'une provocation des services secrets. Nous laissons de côté ces sources isolées. IHT/A_01_0007, Tract de Taïpei transmis par Gao Dengjin (Xu Dehui) à Ke Fuxing (Lin Dingli) le 13 mars 1947, dans BMJ 1, pp. 56-57.

⁸⁷⁰ « Ninihachi jiken ni kanshi Taihō ni tsugu' zhi chuandan (Taiwan minzhu lianmeng) » ‘二二八事件に 関し台胞に告ぐ’之傳單 (台灣民主聯盟) (Tract « Aux compatriotes taiwanais concernés par l'Incident du 28 février », Alliance démocratique de Taiwan), joint à un télégramme de Zhang Bingcheng, 20 mars 1947, dans DAHB 1, p. 204. L'organisation est mal connue mais semble avoir été proche de Zhang Wuqu, un familier de Jiang Weichuan (« Zhang Wuqu », dans *Dictionnaire de l'Incident du 28 février*, pp. 346-347). Ce tract existe aussi en version chinoise, avec le même contenu. Les documents rédigés en japonais, minoritaires, visent un public plus large (et plus jeune).

tout comme celui distribué par la Ligue des Jeunes tridémistes⁸⁷¹. L'Alliance des étudiants taiwanais s'en tient à la dénonciation du mauvais gouvernement et du capitalisme bureaucratique⁸⁷². Le programme et la charte de l'Union de la jeunesse pour l'autonomie dans la province de Taiwan, très proche de Jiang Weichuan, proclament ses objectifs : obtenir un « haut degré d'autonomie » (*gaodu zizhi* 高度自治), mais dans « le respect du testament du Père de la nation, le soutien au président Jiang, l'application des Trois Principes du Peuple », « d'assister le gouvernement dans la construction d'un nouveau Taiwan et de l'aider provisoirement à maintenir l'ordre à titre provisoire » (*zanshi xieli baochi zhi'an* 暫時協力保持治安)⁸⁷³.

Cependant, certains tracts et banderoles témoignent d'une véritable convergence entre le langage des notables et celui des groupes de jeunes armés. La rencontre se fait autour de la notion d'autonomie (*zizhi*), qui a le mérite d'être assez générale pour fédérer largement et dont les connotations peuvent être aussi bien institutionnelles – comme pour les Comités de résolution – qu'éthiques : le « gouvernement de soi » (c'est un des sens du mot) renvoie également à la maîtrise de son corps et à l'esprit de discipline dont les jeunes militarisés se targuent, par opposition aux Chinois. A Tainan, par exemple, des insurgés circulent dans un camion qui arbore une bannière portant « Union pour la conquête de l'autonomie dans la province de Taiwan »⁸⁷⁴. Sans surprise, la congruence est la plus forte dans les documents issus des groupes les plus proches des élites de Taïpei, mais il s'agit d'un continuum. Les « douze demandes » d'un groupe de jeunes près de Yuanlin mêlent ainsi, dans un contraste assez curieux, les sages projets de réforme des Comités (« l'autonomie à la place du gouvernement ») et un pathos enflammé qui puise à l'imaginaire de la mobilisation de guerre, dans ses exigences (décorer les jeunes « héros » tombés) comme dans ses mots : le document, écrit en chinois, est émaillé de japonismes tirés du lexique militariste – on lit

⁸⁷¹ « Zhuanmai ju zhiyuan zhi sharen shijian » 專賣局職員之殺人事件 (L'affaire du meurtre commis par les agents du monopole), joint à un rapport de Zhang Bingcheng à Yan Pucheng sur le contenu des tracts de la Ligue des Jeunes, dans DAHB 1, pp. 296-297.

⁸⁷² Rapport de Zhang Bingcheng sur les tracts de l'Alliance des étudiants taiwanais, reçu le 28 mars 1947, dans DAHB 1, pp. 217-218. L'Alliance est une organisation patriotique créée à la rétrocession par d'anciens opposants au gouvernement général (« Taiwan xuesheng lianmeng », dans *Dictionnaire de l'Incident du 28 février*, p. 625).

⁸⁷³ Reproduits dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, op. cit., pp. 287-288. Le patronage de l'Union est suffisamment fort pour que sa charte soit publiée dans le principal journal de l'île : « Zizhi qingnian tongmeng zhaokai ganbu huiyi » 自治青年同盟召開幹部會議 (Réunion des cadres de l'Union de la jeunesse pour l'autonomie), *Xinshengbao*, 7 mars 1947. Sa branche de Taizhong diffuse un message similaire, cf. DAHB 1, pp. 378-379.

⁸⁷⁴ *Taiwan sheng zizhi zhengqu tongmeng* 台灣省自治爭取同盟. Le chinois maladroit est un trait courant : les rebelles s'adressent aussi au pouvoir et aux continentaux, quitte à écorcher la « langue nationale ». IHT/A_03_0007, Télégramme de Huang Renli à Lin Zhenfan (Lin Dingli), envoyé de Tainan, 25 mars 1947, dans BMJ2, pp. 7-20.

ainsi que la mort des jeunes Taiwanais insurgés représente « la beauté ultime » (*zuibou de mei* 最後的美)⁸⁷⁵.

Certaines feuilles volantes, enfin, sont ouvertement belliqueuses. Quelques-unes émanent sans doute possible de militants communistes : l'une, rédigée en japonais, appelle ainsi les Taiwanais à se soulever et à s'armer en masse, annonçant que « l'heure de la révolution est arrivée » et citant la Révolution Française comme exemple d'un moment où il a été justifié de « faire couler le sang de ses compatriotes » (qui incluent ici les continentaux – la perspective est panchinoise).⁸⁷⁶ Certains cas sont plus difficiles à trancher, comme celui de ce groupe inconnu appelé « Nouveau Taiwan », qui distribue à Taïpei un tract en japonais exhortant à « ne pas se laisser tromper par les manœuvres de conciliation (*zengo* 善後) de l'ennemi (*teki* 敵) ». Le « coup d'envoi de la révolution (*kekumei no noroshi* 革命の烽火) » s'étendant désormais vers le sud, le groupe appelle aux armes :

Frères et sœurs, nous sommes à un moment critique pour la survie du peuple taiwanais ! N'attendez pas les bras croisés de vous faire massacrer, adoptez une attitude d'autodéfense (*ji'ei seitai* 自衛勢態) et résistez à l'ennemi jusqu'au bout. Et ne vous inquiétez pas de ne pas avoir d'armes : bâtons de bambous et couteaux de cuisine, essence, éclats de verre, cailloux peuvent faire des armes remarquables, et si ce genre de choses ne suffit pas, arrachez les armes des mains de ces soldats-porcs (*chokobei* 豬仔兵). [A tous les niveaux], organisez des forces d'autodéfense (*ji'eitai* 自衛隊). [...] Jeunes qui avez l'expérience réelle de la guerre (*jissen ni keiken no aru* 実戦に経験のある), formez une armée d'autodéfense (*ji'eigun* 自衛軍) et prenez la tête de vos compatriotes ! Eradiquez (*borobase* 滅ばせ) les soldats-porcs ! Empêchez le débarquement des soldats bandits (*dobibeï* 土匪兵)⁸⁷⁷ !

Le terme de révolution pourrait indiquer une source communiste, mais l'essentiel du message s'inscrit aussi bien, si ce n'est mieux, dans le registre de la remobilisation. L'appel à résister par tous les moyens évoque la propagande japonaise des derniers mois de la guerre, et la distribution massive

⁸⁷⁵ « Tianzhong qingnian tongzhi chuli Er'erba shijian shi'er yaoqiu » 田中青年同志處理二二八事件十二要求 (Douze demandes des jeunes camarades de Tianzhong pour résoudre l'Incident du 28 février), 6 mars 1947, dans LÜ (dir.), *Zhanghua xian Er'erba shijian dang'an huibian*, op. cit., pp. 48-57.

⁸⁷⁶ « Rokuhyakuman Taiwan minshū ! Sōbusō shite tatte !! » 六百万台湾民衆！総武装して立って！！ (Peuple de six millions de Taiwanais ! Prenez les armes en masse et levez-vous !!), dans DAHB 2, p. 264.

⁸⁷⁷ « Teki no zengo kōsaku ni damasareru na ! Haya ni ji'ei seitai wo tore ! » 敵の善後工作に騙せるな！速に自衛勢態を取れ！ (Ne vous laissez pas tromper par les manœuvres de conciliation de l'ennemi ! Adoptez vite une attitude d'autodéfense !), non daté, dans DAHB 2, pp. 261-262. Le tract dénonce les mesures dilatoires du pouvoir et révèle que deux divisions sont en chemin depuis Fuzhou et Shanghai. Le chiffre est exagéré, mais le fait est vrai, ce qui suggère de dater la rédaction vers le 8-9 mars. « Construire un nouveau Taiwan » est un slogan omniprésent dans l'après-guerre, qui appartient aussi bien au vocabulaire gouvernemental et n'indique aucun alignement politique particulier. Cf. annexe 6.

d'un armement parfois dérisoire en prévision d'un débarquement américain. Le document trace en outre une ligne claire entre nous (ici « compatriotes », *dōbō* 同胞, désigne les Taiwanais) et eux (*yatsura* 奴ら) : la perspective est insulaire. Toutefois, un autre tract de « Nouveau Taiwan » s'adresse dans un chinois maladroit aux soldats fraîchement débarqués :

Chers soldats chinois (*zhongguo shibing* 中國士兵) ! [...]. Cette tragique affaire du 28 février a eu lieu parce que [les Taiwanais] subissaient un gouvernement corrompu (*zhe hui de er'erba can'an shi shou zhengzhi fuba suo po* 這回的二二八慘案是受政治腐敗所迫), et le peuple n'a pas eu d'autre choix que de se soulever pour conquérir sa liberté. Nos ennemis ne sont pas tous les continentaux (*zhengge waishengren* 整個外省人) ni les soldats chinois. Nous voulons résolument abattre les éléments féodaux pourris et leurs sbires. Nous autres Taiwanais avons subi l'oppression impérialiste pendant cinquante ans, puis sont venus les mauvais fonctionnaires (*jianguan* 奸官) corrompus et leur exploitation. [...] Nous vous supplions d'abandonner vos armes, et encore mieux de guider le peuple (*zui hao de dai minzhong lai ba* 最好的帶民眾來吧)...⁸⁷⁸

Si tous ces tracts gardent quelque chose du sentiment d'urgence des rebelles et de leur conviction de mener une action foncièrement défensive, leur contenu est donc fort varié, leur attribution incertaine et leur représentativité douteuse. Pour aller plus loin, nous devons passer de l'analyse du discours au déchiffrement des pratiques.

Une herméneutique de l'action violente

Nous tâcherons ainsi de reconstituer les répertoires d'action violente des rebelles, moins pour y déceler le poids de la contrainte historique que pour essayer d'en dégager le sens. Si, comme Denis Crouzet l'écrit, « l'événement de l'acte [...] de violence est discours sur la violence », une telle herméneutique est possible, comme le suggère une littérature désormais fort riche. On s'attachera donc moins aux « déterminations causales spécifiques » des actes étudiés qu'à leurs « relations d'implication », c'est-à-dire à leurs liens mutuels et à la sémantique qui s'en dégage⁸⁷⁹. Le terme d'herméneutique, cependant, ne doit pas faire oublier que l'action violente s'accompagne communément de charges émotives intenses. Il faudra rendre compte de cette dimension affective, dont le poids dans le comportement des acteurs est considérable, sans qu'on puisse l'opposer à la dimension (téléologiquement ou symboliquement) rationnelle de l'action⁸⁸⁰ ; pour dépasser

⁸⁷⁸ « Gao shibing shu » 告士兵書 (Aux soldats), non daté, dans DAHB 2, p. 263.

⁸⁷⁹ CROUZET, *Les guerriers de Dieu*, op. cit., pp. 49-50.

⁸⁸⁰ Nous suivons Catherine Colliot-Thélène dans sa traduction de la *Zweckerationalität* webérienne. COLLIOT-THELENE, *La sociologie de Max Weber*, op. cit., p. 59. Par rationalité symbolique, on peut entendre

l'alternative stérile entre le psychologisme (d'autant plus grossier qu'il parle des foules) et certaines versions de la rationalité de l'action collective, il convient, dans les termes de Deborah Gould, d'admettre qu'émotion et cognition sont mutuellement constitutives : *stimuli* extérieurs, calculs, convictions et croyances ne sont au principe de l'action que dans la mesure où ils émeuvent⁸⁸¹. On associera donc à l'herméneutique évoquée une analyse du régime d'affects en jeu.

On verra que l'analyse accorde une place secondaire à l'instrumentalité de la violence (sa rationalité téléologique), non en vertu d'un parti pris anti-stratégique⁸⁸², mais en considération de la temporalité de l'événement. Par sa brièveté et son intensité, l'Incident appartient à ces moments exceptionnels durant lesquels tant les routines que les calculs de la vie ordinaire sont suspendus, ou transformés au point d'être méconnaissables, car le champ des possibles s'ouvre (subjectivement) aux acteurs d'une manière disproportionnée au regard de ce qu'un observateur extérieur anticiperait rationnellement. A ce moment d'incandescence succède parfois une installation du conflit dans la durée ; le calcul des forces en présence, la répartition des ressources, le poids des habitus redeviennent centraux pour expliquer la violence. Mais dans le cas du soulèvement taiwanais, les puissances contraires – brièvement rendues invisibles – se révèlent trop écrasantes pour que le feu de paille de la révolte se change en guerre civile ou en processus révolutionnaire. Les formes que prend la violence insurrectionnelle n'en restent pas moins cruciales, tant pour éclairer la nature du mouvement que pour comprendre la fin du cycle : la violence du retour à l'ordre.

II. L'EMEUTE ET SA GRAMMAIRE

A. Justice populaire

Reprenons en détail le récit esquissé en introduction. Le soulèvement commence par un accident banal : le 27 février au soir, dans un quartier animé de Taïpei, une descente des services anti-contrebande sur une vendeuse de cigarettes à la sauvette se heurte à la résistance de l'intéressée, qui est blessée au front par un agent avec la crosse d'un pistolet. La foule encercle les hommes en uniforme – des continentaux –, se fait menaçante, commence à les frapper. L'un d'entre eux tire,

celle qui accorde l'action sociale à un système cohérent de significations (qui ne sont pas nécessairement des « valeurs »).

⁸⁸¹ Deborah GOULD, *Moving Politics, Emotion and ACT UP's Fight against AIDS*, Chicago : University of Chicago Press, 2009, pp. 1-49.

⁸⁸² Bien qu'on ne puisse que souscrire à la remarque de Hannah Arendt selon laquelle l'incertitude propre à toute action donne aux « moyens » une autonomie par rapport aux fins qu'ils sont censés servir – autonomie qui interdit, justement, de les considérer comme de simples moyens. ARENDT, *Du mensonge à la violence*, *op. cit.*, p. 106.

tuant un passant par erreur⁸⁸³. Une partie de la foule incendie leur véhicule ; une autre les poursuit jusqu'au commissariat où ils se réfugient, et demande qu'on exécute le coupable ou qu'on lui livre. La demande est bien sûr refusée. Deux responsables du Bureau du monopole venus sur les lieux en urgence voient leur véhicule martelé et partent se réfugier au bureau de police de Taïpei, devant lequel se massent bientôt plusieurs centaines de personnes. On promet de punir les coupables dans le respect des procédures légales, sans parvenir à calmer les assiégeants qui réitèrent leur demande. Les rassemblements enflent et se multiplient, notamment devant le quartier général de la police militaire et le siège du principal journal de l'île – il s'agit de veiller à ce que l'information ne soit pas censurée ; des cortèges parcourent les rues de la capitale en criant la nouvelle et en frappant sur des gongs⁸⁸⁴, le plus grand portant la victime du 27 février en procession sur des planches de bois⁸⁸⁵.

L'amorce de la révolte, c'est donc la volonté d'exercer une justice populaire pour suppléer à un pouvoir jugé insincère. Les événements du 28 février répliquent en grande partie ce scénario à plus grande échelle. Deux à trois mille citoyens se dirigent vers la branche de Taïpei du Bureau du monopole. Les plus audacieux y entrent par effraction, croient y trouver les coupables de la veille, en battent deux à mort et en blessent quatre ; la police militaire dépêchée sur les lieux n'ose pas intervenir ; d'autres émeutiers se rendent au Bureau central du monopole pour exiger de nouveau le châtement des agents⁸⁸⁶. L'après-midi, un cortège de quatre à cinq-cents personnes tente d'entrer dans le siège du gouvernorat pour y présenter leurs doléances. Il se heurte aux gardes qui tirent et tuent plusieurs personnes. C'est cette effusion de sang qui porte la colère populaire à incandescence et déclenche les passages à tabac de Chinois, puis le soulèvement *stricto sensu*⁸⁸⁷.

Des séquences comparables se retrouvent ailleurs dans les premiers moments de la révolte : à Taoyuan, le 28, un lycéen qui tient des propos virulents sur les événements de Taïpei attire l'attention de la police et se trouve blessé par balles dans l'échauffourée qui s'ensuit. Comme dans

⁸⁸³ Le récit le plus minutieux de ces événements est donné dans CHU, *Er'erba shijian yanjiu*, *op. cit.*, pp. 239-242 ; il tend cependant à favoriser la version des agents du monopole (qui affirment notamment qu'un coup de feu tiré en l'air pour effrayer la foule a frappé un passant se promenant au niveau du rez-de-chaussée).

⁸⁸⁴ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, pp. 48-49 ; MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, pp. 103-105.

⁸⁸⁵ Diao Sibao (Qishan, 21 mai 2000), dans XI, *Jingcha yu Er'erba shijian*, *op. cit.*, p. 230. On assiste aussi, à Taïpei, à une grève sauvage (qui dure approximativement du 28 février au 3 mars) dans différents secteurs – employés des chemins de fer, commerçants... Toutefois, ce phénomène, limité à la capitale provinciale, ne semble pas résulter d'un appel à arrêter le travail ni d'une concertation importante. Il s'apparente davantage à une série d'abandons de poste spontanés similaire à ce qui passe dans les écoles et la plupart des commissariats, et s'explique d'ailleurs en partie – pour les commerçants du moins – par la peur des émeutes et plus encore des patrouilles volantes.

⁸⁸⁶ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 52.

⁸⁸⁷ Des manifestants ont sans doute essayé de désarmer les gardes. Les sources diffèrent fortement quant au nombre de morts et au déroulement exact de l'affaire, mais le tableau d'ensemble ne varie pas. Cf. CHU, *Er'erba shijian yanjiu*, *op. cit.*, pp. 250-251, pour un exposé des versions concurrentes.

la capitale, d'autres lycéens font alors le siège du bureau de police et exigent qu'on leur livre le coupable ; le refus qui leur est opposé leur assure la sympathie de la population, et le mouvement se répand dans la ville⁸⁸⁸. Le scénario est à peu près identique : on essaie d'obtenir du pouvoir une justice draconienne contre ses propres agents, voire une punition ou une vengeance populaires ; son refus est perçu comme un déni de justice et une preuve de complicité avec les coupables, qu'une répression entraînée par la panique achève de prouver. Ce désir de redresser les torts s'exprime parfois sous la forme d'une vengeance pour des griefs plus modestes – des passagers de train passent à tabac des soldats resquilleurs⁸⁸⁹, un restaurateur saisit l'occasion longtemps attendue de rosser un employé du fisc accoutumé à ne pas régler la note, etc.⁸⁹⁰.

B. Les agressions de continentaux

Combien de victimes ?

Presque instantanément, toutefois, ces vengeances ciblées se transforment en vague d'agression généralisée contre les continentaux. Combien sont morts ? Cette question est une de celles où se concentre le feu du révisionnisme panchinois – on se souvient que Li Ao tient à une équivalence parfaite, huit cent morts de chaque côté. Impressionnisme et manipulations sont facilités par le flou qui entoure l'expérience des *waishengren* ordinaires pendant la révolte. Qu'ils soient retournés sur le continent ou aient été réticents à participer à la « fièvre du 28 février » des années 1990 et 2000, très associée à la cause indépendantiste, il a été difficile de recueillir leur parole.

En 1947, les autorités chinoises font cependant un travail de recensement des morts et blessés bien plus sérieux pour les continentaux que pour les insulaires ; nous disposons donc au moins d'un ordre de grandeur raisonnable. L'émissaire du Yuan de contrôle He Hanwen a soutenu en Chine populaire que Chen Yi avait évoqué devant lui 400 militaires et policiers tués ainsi que 800 fonctionnaires (*gongzhi rennyuan* 公職人員) chinois⁸⁹¹. Cela nous paraît fort élevé en regard des statistiques produites par les autorités elles-mêmes. En effet, le principal rapport établi par les autorités militaires de Taïpei compte 45 fonctionnaires morts dans toute la province à la date du 25 avril (dont 33 à Taïpei, 4 à Taïzhong, 3 à Gaoxiong, 1 à Jiayi, à Pingdong, à Jilong ainsi que dans les districts de Gaoxiong et de Taidong). Il faut y ajouter 8 disparus (7 à Taïpei et 1 dans le district

⁸⁸⁸ WU, « Fanpan de shixingtai », *op. cit.*

⁸⁸⁹ Li Wenqing (30 juillet 1992, Taïpei), dans BQCZ, pp. 13 et 101 ; Zhou Qingbiao (31 août et 29 décembre 1992, Jilong), dans BQCZ, pp. 15-16.

⁸⁹⁰ Wang Zhennan (22 août 1994, Xiluo), dans JYPY, p. 26.

⁸⁹¹ He Hanwen 河漢文, « Taiwan Er'erba shijian jianwen jilue » 台灣二二八事件見聞紀略 (Notes sommaires sur ce que j'ai vu et entendu de l'Incident du 28 février), dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, *op. cit.*, p. 183.

de Taizhong). Le nombre de blessés est considérablement plus élevé : 1307, dont 876 pour la seule ville de Taibei (viennent ensuite, très en dessous, le district de Taizhong avec 60 blessés, la ville de Jiayi avec 54, le district de Xinzhu avec 46, etc.). Quant aux *waishengren* ordinaires (*renmin* 人民) – souvent des proches de fonctionnaires –, 12 sont recensés comme tués (8 à Taibei, 2 à Jiayi, 2 à Gaoxiong), 57 blessés (dont 41 à Taibei) et 2 disparus. Le même rapport estime les pertes militaires à 90 morts (16 officiers et sous-officiers et 74 soldats), 40 disparus (3 et 37) et 397 blessés (135 et 262). Le bureau d’approvisionnement (*gongyingju* 供應局, c’est-à-dire les gardes des entrepôts), la 21^{ème} division et les garnisons des forts de Gaoxiong et Jilong ont subi les pertes les plus lourdes, avec respectivement 32, 16, 14 et 12 tués⁸⁹². Le chiffre des pertes de la 21^{ème} division est sujet à caution, le rapport soumis par l’état-major de cette dernière (sans doute en avril 1947) faisant état de 56 (et non 16) tués dont un officier, 23 disparus (contre 12) et 34 blessés (au lieu de 51)⁸⁹³. La différence s’expliquerait si le rapport du QG de la garnison se limitait à recenser les victimes de « l’émeute » proprement dite (avant l’arrivée des renforts), tandis que celui de la 21^{ème} division inclurait les soldats tombés lors des combats contre les groupes armés en mars et avril 1947. Nous ne pouvons cependant pas l’affirmer avec certitude, la grande majorité (40) des 56 morts recensés étant membres du régiment indépendant, présent sur l’île à la date du 28 février ; ce chiffre pourrait donc correspondre aussi bien aux violences des dix premiers jours de l’Incident qu’aux opérations de contre-insurrection qui les suivent. Dans l’ensemble, il est toutefois très probable que les militaires subissent la majorité ou du moins une grande partie de leurs pertes avant l’arrivée des renforts, dans des heurts locaux contre les rebelles ou des agressions de petits groupes de soldats. Ainsi, le 436^{ème} régiment de la 21^{ème} division, en charge du gros de la lutte armée au centre de l’île après son débarquement, ne déplore que dix tués. Une fois le rapport de forces renversé, il semble donc que les pertes militaires chinoises aient été assez modestes.

Au compte de l’insurrection, donc, et en supposant ces chiffres fiables, 147 à 191 morts (dont environ 60 civils), 50 à 61 disparus et 1744 à 1761 blessés. Quels que soient les chiffres retenus, les militaires constituent autour de deux tiers (61 à 68%) des tués, mais le décompte comprend les pertes survenues lors du déploiement de l’insurrection et celles causées par les combats postérieurs à l’arrivée des renforts. Nous nous concentrons ici sur les violences commises contre les Chinois continentaux dans la première phase des événements, qui incluent des situations de combat (au

⁸⁹² IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng ‘Er’erba’ shibian jishi », pièce jointe « Er’erba shibian ge xian shi waisheng tongbao sishang zhi tongjibiao » 二二八事變各縣市外省同胞死傷之統計表 (Tableau statistique des compatriotes continentaux morts ou blessés pendant les événements du 28 février).

⁸⁹³ Liu Yuqing, Dai Chuanxin et Jiang Chonglin, « Lujun zhengbian di ershiyi shi dui Taiwan shibian kanluan gaiyao », dans ZLXJ 1, p. 223. Bai Chongxi retient des chiffres sensiblement identiques à ceux du QG de la garnison (CHU, *Er’erba shijian yanjiu*, *op. cit.*, p. 551).

centre de l'île surtout) mais se déroulent pour l'essentiel dans un contexte où l'initiative appartient aux rebelles. Parmi les blessés, les fonctionnaires au sens large sont de très loin le groupe le plus nombreux. Les civils sont tués en faible nombre, y compris relatif – on ignore le nombre précis de continentaux à Taiwan au début de 1947, mais à titre indicatif la République de Chine envoie environ 28 000 fonctionnaires (dont les policiers) en 1945-1946⁸⁹⁴. Ce n'est pas un bain de sang, même si on est loin de la révolte non violente de l'imagerie « verte ».

Quelles cibles ?

Très vite, le discours officiel chinois insiste sur le fait que les victimes de l'émeute ne sont pas toutes des *waishengren*, mais aussi de « bons compatriotes ordinaires de la province de Taiwan », au prix de quelques contorsions. Ainsi, l'hôpital de l'Université Nationale de Taiwan aurait prodigué des soins à 96 *waishengren* et 18 *benshengren* en hôpital de jour, et hospitalisé durablement 43 *waishengren* et 22 *benshengren* et 1 Coréen. Mais ces chiffres maquillent de toute évidence des victimes des autorités en victimes de l'émeute ; symptomatiquement, 3 *waishengren* (sur 43) et 13 *benshengren* (sur 22) sont encore hospitalisés au 1^{er} avril 1947, ce qui en dit long sur la gravité relative des blessures – probablement par balles pour les seconds⁸⁹⁵.

En réalité, les cibles de l'émeute sont continentales dans leur grande majorité, à quoi il faut ajouter un assez petit nombre de Taiwanais servant dans la police ou l'administration, et quelques cas exceptionnels. Les étrangers ne sont jamais inquiétés⁸⁹⁶. Souvent, on tâche même de leur cacher le spectacle de la violence : un employé de la Chinese National Relief and Rehabilitation Association (CNRRA, branche chinoise de l'UNRRA) note qu'à plusieurs reprises, des émeutiers renoncent à forcer la porte de ses locaux en constatant que des étrangers y sont présents⁸⁹⁷. Les violences anarchiques des premiers jours n'ont donc rien d'une explosion de xénophobie générique : elles sont ciblées. C'est ce que montrent les enquêtes réalisées par les renseignements chinois après les faits. Ainsi pour les villes de Tainan et de Taizhong (cf. annexe 7)⁸⁹⁸. Les victimes sont presque toutes des hommes, en net contraste avec les fantasmes maintes fois répétés des sources chinoises (cf. chapitre VI), et souvent les représentants d'une autorité détestée (policière ou économique). Elles comprennent aussi des marchands originaires de Fuzhou, qui ne sont pas des *carpetbaggers* arrivés dans les fourgons des autorités chinoises ; ils constituent une immigration

⁸⁹⁴ MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, p. 65.

⁸⁹⁵ « Bai Buzhang zuori fanjing fuming » 白部長昨日返京復命 (Le ministre Bai est rentré hier à Nanjing présenter son rapport), *Xinshengbao*, 1^{er} avril 1947.

⁸⁹⁶ NARA/RG84/UD2279/72, Télégramme du consulat de Taibei à l'ambassade, 5 mars 1947.

⁸⁹⁷ Zeng Benli (20 janvier 1984, FCZA), dans DAHB 9, p. 144.

⁸⁹⁸ Rapport de Zhang Bingcheng sur les pertes à Tainan, 24 mai 1947, dans DAHB 2, pp. 20-24 ; Rapport de Zhang Bingcheng sur la situation à Taizhong, reçu le 24 mai 1947, dans DAHB 1, pp. 449-460.

urbaine datant de la période coloniale, provenant essentiellement de Fuzhou (d'où le terme générique de Fuzhouen) et composée de commerçants et d'artisans (dans l'horlogerie, la confection, etc.). Le dernier recensement japonais de 1940 comptait environ 46 000 ressortissants de la République de Chine à Taïwan, dont deux tiers d'hommes ; la moitié d'entre eux vivait à Taïpei⁸⁹⁹. Leur nationalité les exposait, particulièrement à partir de 1937, à un traitement discriminatoire de la part des autorités, ce qui explique que nombre d'entre eux ait participé à la brève flambée de violence antijaponaise de l'après-guerre⁹⁰⁰. Leur intégration à la société taïwanaise « libérée » ne va pas de soi pour autant ; la souveraineté chinoise rétablie, les Fuzhouen restent une minorité identifiée comme telle, mais désormais associée au régime :

Le gouvernement japonais les traitait moins bien que les Taïwanais, il y avait une sorte de traitement discriminatoire, et à cause de cette différence de statut il y avait une distance (*gebe* 隔閡) [avec les Taïwanais]. Après la rétrocession, la situation a changé brusquement, les Fuzhouen se sont métamorphosés (*yaoshen yibian* 搖身一變), leur statut social est devenu élevé. Certains Taïwanais n'ont pas pu s'y faire, et c'est pour cela qu'il y a eu des jeunes qui ont brûlé les magasins des Fuzhouen.⁹⁰¹

Leur présence parmi les victimes témoigne de la mise en équivalence entre origine continentale et appartenance à un groupe dominant exécré, ce qu'on constate également dans le fait que de nombreux *waishengren* sans fonction officielle sont attaqués.

Des violences courtes et assez rarement létales

Les violences unilatérales se concentrent les premiers jours de la révolte – les 2 et 3 mars à Tainan et Taizhong, où surviennent 87 cas de coups et blessures sur les 90 recensés. La situation est similaire à Taïpei, avec une chronologie légèrement décalée – tout commence le 28 février – et une durée un peu plus longue (les violences s'apaisent le 3 mars)⁹⁰². L'explosion de violence contre les civils est donc très courte, et s'éteint d'elle-même avant l'arrivée des troupes chinoises.

⁸⁹⁹ BARCLAY, *Colonial Development and Population in Taiwan*, *op. cit.*, p. 119 ; *Results of the Seventh Population Census of Taiwan, 1940*, Taïpei : Provincial Government of Taiwan, China (Bureau of Accounting & Statistics), 1953, p. 3.

⁹⁰⁰ CHEN et XU, « Lin Hengdao xiansheng fangwen jilu », *op. cit.*, p. 73.

⁹⁰¹ Shen Yiren (21 août 1991, Tainan), dans KSL 3, p. 159. Un témoin affirme également qu'« après la guerre, les *Fuzhouen* sont devenus arrogants (*shenqi le* 神氣了) ». Wang Qingjin (7 septembre 1994, Jiayi), dans ZLSC, p. 118. Nous n'avons trouvé trace que d'un seul d'entre eux ayant participé à la révolte de 1947 – né à Taïwan d'une famille de Fujianais, expulsé vers la Chine en 1937, recruté comme espion par les autorités chinoises en vertu de sa connaissance du japonais, fait prisonnier par l'armée impériale puis retourné à Taïwan en 1945, il a un parcours totalement atypique. Chen Liangrong (5 novembre 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 178.

⁹⁰² NARA/RG84/UD2279/72, Télégramme du consulat de Taïpei à l'ambassade, 3 mars 1947.

L'emploi des poings, des pieds et d'armes contondantes (tout autre équipement est en général noté) est la règle : on ne frappe pas pour tuer. Chez les fonctionnaires, à Jiayi, le rapport tués/ blessés est d'environ 1 sur 25 (3/76) (par contraste, il est d'1 sur 6 (31/178) pour la population locale touchée par la répression, à en croire le rapport du maire qui sous-estime fortement les pertes taiwanaises)⁹⁰³. On attaque presque toujours en plein jour, sans souci de se cacher, parfois dans des lieux très publics (par exemple un marché), très souvent dans le lieu de travail de fonctionnaires ou policiers. Hors situation de combat (cf. plus bas), il est rare que l'intention de tuer soit claire, et ce cas apparaît généralement après le début de la répression – comme ce patron de boutique de Taizhong qui poignarde à mort un officier cantonais de la 21^{ème} division le 9 mars, pour un motif non éclairci⁹⁰⁴. L'officier de police fujianais Chen Yingpeng rapporte que les émeutes de Taibei qui ont repris le 7 mars se déroulent sans volonté réelle de causer la mort : quand un garde du gouvernorat est tué après s'être aventuré dans une ruelle, la foule prend peur et se disperse⁹⁰⁵. Il y a par ailleurs de nombreux gestes de sauvetage, souvent entre connaissances – la presse officielle chinoise y verra la preuve que le soulèvement est le fait d'une minorité d'individus pervers. Dans sa maison de Taizhong, Lin Xiantang abrite le *banshan* Yan Jiagan 嚴家淦, le chef du district et le maire de la ville⁹⁰⁶ ; à Gaoxiong, les employés continentaux des usines publiques trouvent pour beaucoup refuge chez des voisins⁹⁰⁷. Toutefois, ces actes charitables ont parfois un sens ambigu : l'officier de police fujianais Zheng Jian, qui conduit une petite colonne de Chinois de Xinying chez les aborigènes Zou et obtient d'eux protection, rappelle que les réfugiés sont entièrement désarmés par leurs hôtes et font l'objet d'une surveillance, alors même qu'une partie des aborigènes se bat dans la plaine au côté des rebelles⁹⁰⁸.

Le caractère somme toute peu meurtrier de l'insurrection a de quoi étonner, car les rebelles usent d'un vocabulaire très virulent où l'animalisation tient une grande place. Comme nous l'avons évoqué (cf. Introduction), un cliché d'après-guerre compare les Japonais à des chiens et les Chinois

⁹⁰³ JYBH, introduction, pp. 10-11. D'une manière générale, les fonctionnaires, plus que les autres groupes de continentaux, sont passés à tabac sans être assassinés : 29 blessés pour 1 mort, contre un peu moins de 5 parmi les citoyens ordinaires et près de 4,5 parmi les soldats. IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi ».

⁹⁰⁴ Rapport de Zhang Bingcheng à Yan Pucheng, 24 mars 1947, dans DAHB 1, p. 372.

⁹⁰⁵ Chen Yingpeng (9 avril, 28 novembre et 1^{er} décembre 2008, 26 avril, 15 septembre et 22 décembre 2011, Taibei), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, *op. cit.*, p. 175.

⁹⁰⁶ CHEN et XU, « Lin Hengdao xiansheng fangwen jilu », *op. cit.*, p. 85 ; LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 91. Des rebelles encerclent la résidence de Lin pour en déloger ces prises de choix. Le maire de Taizhong panique et s'enfuit déguisé en mendiant, mais il est retrouvé par des étudiants et incarcéré.

⁹⁰⁷ Xie Youyong in GX 1, p. 142

⁹⁰⁸ Zheng Jian (21 janvier 2009, 11 mars 2009, 20 juin 2011, 18 juillet 2011, Taibei), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, *op. cit.*, pp. 80-111.

à des porcs ; il apparaît très tôt, au plus tard en janvier 1946⁹⁰⁹, et semble répandu dans tous les milieux, les localités et les générations⁹¹⁰. Ce type de stigmatisme est banal dans le monde chinois, où il n'y a pas de solution nette de continuité entre l'animal et le démoniaque⁹¹¹. On l'interprète couramment comme une opposition entre les chiens, animaux agressifs mais utiles pour garder la maison, et les porcs inutiles et gloutons. C'est plausible, mais la double métaphore est sans doute chargée de connotations multiples. Un manga nationaliste pour enfants, extrêmement populaire dans le Japon des années 1930 et ses colonies, relate les aventures du chien errant Norakuro のらくろ, qui trouve dans l'armée (le « régiment des chiens ») une seconde famille et y est régulièrement promu. Norakuro combat des ennemis divers mais le septième volume, publié en décembre 1937, met les braves chiens face à une armée de porcs commandée par le général Côtelette frite (*tonkatsu* 豚カツ), qui exploite sauvagement une nation de moutons⁹¹². L'allusion est transparente à l'armée chinoise, à Jiang Jieshi et à la « guerre sainte » du Japon en Asie orientale.

Pendant l'Incident du 28 février, l'allégorie s'accompagne parfois de plaisanteries malveillantes évoquant l'abattage et la consommation de l'homme-porc : dès mars 1946, en plusieurs lieux de l'île, on peut demander sur les marchés du « foie de Chen Yi » pour du foie de porc, sans doute à la suite d'un jeu de mot entre *zhuban* 豬肝 (foie de porc) et *zhu guan* 豬官 (officiel porcin, i.e. vorace et corrompu)⁹¹³. L'espace étroit qui sépare l'animalisation de la banalisation du meurtre est franchi sur le plan imaginaire. Immédiatement après le 27 février, à Taïpei,

...on a vu surgir toutes sortes de mythes politiques fabriqués, par exemple lors d'un rassemblement quelqu'un est venu raconter qu'un chauffeur conduisait un bus rempli de porcs, et que parce que sur la

⁹⁰⁹ NARA/RG226/173/11, lieutenant-commandant Max Berman, "A Survey of Present Conditions in Formosa", 4 février 1946. Berman voit des affiches utilisant ces analogies animalières.

⁹¹⁰ Certains correspondants de George Kerr, issus de l'élite de Taïpei, l'emploient aussi. 228MM/GK/003/0006/07, Lettre du 26 mars d'un jeune intellectuel formosan au consulat. Quant à Sun Chang Kang-i, scolarisée non loin de Gaoxiong après 1949, elle entendra ses camarades d'école primaire qualifier les enfants de continentaux de « cochons de montagne » (*shan zhu* 山豬), dans un mélange de l'image du porc et de l'appellation *ashan*. SUN CHANG Kang-i, *Journey Through the White Terror: A Daughter's Memoir*, Taïpei : National Taiwan University Press, 2013, p. 77. Début mars 1947, l'officier de police Diao Sibao est traité de ce nom et frappé près de la gare de Taïpei. Diao Sibao (21 mai 2000, Qishan), dans XI, *Jingcha yu Er'erba shijian*, *op. cit.*, pp. 228-229.

⁹¹¹ FEUCHTWANG, *After the Event*, *op. cit.*, p. 33-34. La révolte des Boxeurs, par exemple, avait vu les chrétiens chinois assimilés à des porcs par leurs adversaires ; en sus du jeu de mot phonétique (qui faisait glisser du *zhu* signifiant « maître (céleste) », i.e. le dieu des Chrétiens, au *zhu* qui signifie porc), le cochon était choisi pour désigner un adversaire méprisable mais familier, presque domestique, et qu'il était légitime d'abattre (*zai* 宰).

⁹¹² Takashi YOSHIDA, *The Making of the Rape of Nanjing: History and Memory in Japan, China, and the United States*, New York : Oxford University Press, 2006, p. 15.

⁹¹³ Mémoires de Wu Xinying, cités dans LI, *Er'erba yanjiu*, *op. cit.*, p. 228 ; NARA/RG226/173/11, Télégramme sortant du S.S.U. (Formose), 20 mars 1946.

route Suhua un continental l'avait humilié, il aurait jeté son camion dans la mer, fou de rage, se supprimant en même temps que le Chinois. Celui qui parlait disait que tout le monde devait prendre exemple sur l'esprit de ce héros taiwanais anonyme, et expulser les esclaves Qing (*Qingguo nu/Chankoro* 清國奴) et les Chinois (*Zhina ren/Shina jin* 支那人). Et les masses étaient excitées par cette histoire⁹¹⁴.

Cette violence verbale de mauvais augure n'est pas nouvelle : dès le printemps 1946, le Special Service Unit américain rapporte comme représentative l'opinion d'un tireur de pousse-pousse préconisant de « décapiter tous les officiels corrompus et de les remplacer par des bons »⁹¹⁵. Pendant les événements, plusieurs témoignages attestent que l'assimilation au porc est utilisée dans les exhortations à la violence – He Hanwen par exemple, pourtant plutôt soucieux d'accabler les Nationalistes, rapporte que dans le district de Hualian des insurgés appellent à « frapper les porcs chinois » (*da Zhina zhu* 打支那豬)⁹¹⁶. A Xinzhu, la symbolique de l'abattage se fait plus explicite quand des émeutiers, après avoir gravement blessé un soldat, accrochent à un poteau électrique son chapeau et la viande de porc qu'il vient d'acheter au marché⁹¹⁷, et plus encore quand des têtes de porcs sont suspendues aux murs de la mairie assiégée⁹¹⁸. A Taoyuan, des activistes venus de Taïpei placent une tête de porc coiffée d'un béret militaire sur l'autel du principal temple de la ville⁹¹⁹. A Taizhong, une affiche collée près de la gare annonce « aujourd'hui, on tue les porcs » (*jintian sha zhu* 今天殺豬)⁹²⁰. A Tainan, le 3 mars, un homme parcourt les rues avec un haut-parleur aux cris de « tuons les *ashan* ! »⁹²¹.

Or si ces indices laissent présager une violence mortelle, peu de civils chinois sont sciemment mis à mort. Même l'usage réel des armes blanches reste assez marginal – le sabre japonais est très présent mais il est plus souvent brandi et agité qu'utilisé, et quand il l'est c'est souvent avec sa poignée qu'on frappe, comme l'indiquent les listes de continentaux blessés⁹²².

⁹¹⁴ CHEN et XU, « Lin Hengdao xiansheng fangwen jilu », *op. cit.*, p. 83.

⁹¹⁵ NARA/RG226/173/11, S.S.U. Formosa Files/Miscellaneous, "Opinion of the man in the street, March-April 1946".

⁹¹⁶ HE, « Taiwan Er'erba shijian jianwen jilue », *op. cit.*, p. 179.

⁹¹⁷ Hong Xuran (4 janvier 2000, Xinzhu), dans XZFC, p. 172.

⁹¹⁸ Chen Yukun (14 septembre 1999, Xinzhu), dans XZFC, p. 56.

⁹¹⁹ MYERS *et ali.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, p. 123.

⁹²⁰ Wu Gan (2 avril 2000, Taizhong), dans XI, *Jingcha yu Er'erba shijian*, *op. cit.*, p. 254.

⁹²¹ IHT/A_03_0007, Télégramme de Huang Renli à Lin Zhenfan (Lin Dingli), envoyé de Tainan, 25 mars 1947, dans BMJ2, pp. 7-20.

⁹²² Il y a bien sûr des exceptions, comme ce soldat égaré dans les rues de Linnei auquel une femme coupe une oreille – par ailleurs l'un des rares cas rencontrés de violence commise par une femme. Yang Chong (15 janvier 2009, Linnei), dans ZSXP, p. 310.

C. Tentative d'interprétation

Violences de rues et défoulement

Dans la relative modération de la violence insurrectionnelle, George Kerr veut voir la preuve d'un tropisme démocratique, libéral et sensible au nouvel air du temps démocratique : « il y aurait facilement pu y avoir un massacre général des Chinois continentaux », écrit-il, mais les Taiwanais choisirent « de se conduire avec un respect scrupuleux des procédures 'correctes' » pour s'attirer la sympathie des Etats-Unis ou des Nations Unies⁹²³. C'est peut-être vrai des notables de Taibei, mais à coup sûr une extrapolation en ce qui concerne la grande majorité des rebelles, dont les procédés peuvent difficilement être qualifiés de « corrects ».

La faible létalité de la révolte tient sans doute en partie à la composition sociologique des insurgés, essentiellement citadins. Il est en outre fort probable que la pacification des mœurs politiques depuis les années 1920 ait abaissé les seuils de sensibilité à la violence physique, et déshabitué les Formosans des supplices encore communs en 1915. Si la violence de rue ne se veut donc pas meurtrière, il faut en chercher le sens ailleurs. Les témoignages – pas seulement ceux des anciens rebelles – reviennent avec insistance sur son caractère irréfléchi, en insistant sur sa dimension de « défoulement ». Les sources Nationalistes attribuent presque toutes la frustration accumulée à l'oppression japonaise : en 1984, l'ancien inspecteur de Tainan Huang Qiyun – qui a des mots très durs pour l'armée chinoise – reprend un lieu commun quand il affirme que les Taiwanais, du fait de la politique japonaise « de haute pression » (*gaoya zhenge* 高壓政策),

...n'avaient aucun moyen de se défouler, si bien que dès qu'ils ont respiré un air démocratique après la rétrocession ils ont été comme ivres et stupéfiés (*ru zui ru chi* 如醉如痴), comme des chevaux à qui on a lâché la bride (*you wu ji zhi ma* 猶無羈之馬), ils s'en donnaient à cœur joie (*tiaoyu zirou* 跳躍自如), c'est pourquoi le moment [du soulèvement] venu des conflits se sont produits sans qu'il y ait d'idéologie (*zai wu yishixingtai xia fasheng chongdong* 在無意識形態下發生衝動)⁹²⁴.

Les anciens insurgés emploient le terme de défoulement (ou des équivalents) avec une fréquence plus grande encore⁹²⁵. Il sert à nier les motivations idéologiques prêtées par le discours officiel, à nier tout calcul dans le soulèvement, souvent à en expliquer le caractère suicidaire (« On attaquait les continentaux purement pour se défouler (*chuncui shi chu chu qi* 純粹是出出氣), on savait qu'on

⁹²³ KERR, *Formosa Betrayed*, *op. cit.*, p. 276.

⁹²⁴ « Souvenirs de Huang Qiyun sur le 28 février » (mars 1984, FCZA), dans DAHB 9, pp. 173-188.

⁹²⁵ Par ex. Cai Mingchuan (15 juillet 1994, Taibei), dans GX 1, p. 48 ; Lin Baoxi (16 mai 1993, Nuannuan), dans JLYG, p. 42 ; Zhang Yueyang (30 août 1993, Jiayi), dans JYBH, p. 100...

ne faisait pas le poids... »)⁹²⁶. Le récit que donne Chen Liangrong des premiers instants de l'Incident à Gaoxiong, bien qu'il soit de toute évidence confus, fortement romancé et mis au service d'un solide amour-propre, est caractéristique dans son ton :

Ce soir-là [sans doute le 2 mars], je sortais de chez moi, près du marché du quartier de Yancheng [...] et j'avais envie de trouver une cible (*duixiang* 對象) pour me défouler (*faxie* 發洩) de toute la haine que j'avais. [...] J'ai vu un continental qui portait un blouson de l'armée de l'air chinoise [...]. Je l'ai suivi, et je me disais : c'est sur lui que je vais me défouler. Il était grand, environ 1 mètre 70-80, il me faisait penser à ces grands militaires américains... Deux ans plus tôt, l'armée américaine c'était nos ennemis, à cette époque j'étais membre du personnel aérien de la Marine [...]. Moi-même j'ai été blessé [par un avion]... j'ai pris une balle à la base de la cuisse et une au mollet, alors quand j'ai vu ce militaire qui ressemblait à un aviateur américain, ça a brusquement provoqué mon hostilité (*dikaixin* 敵愾心), mais avant de l'attaquer par surprise... les vieilles peines et les nouvelles se sont toutes réveillées, quand je parle de vieilles peines je veux dire être un Taiwanais qui vit une vie de colonisé sous les Japonais. Il n'y avait pas moyen de se faire sa place (*chutou tiandi* 出頭天地)... moi je me suis démené pour accéder à un lycée japonais, puis on m'a forcé à devenir soldat et à me battre pour le Japon [...]. A un moment, l'aviateur chinois s'est aperçu que je le suivais, et il s'est mis à courir comme un fou vers le commissariat de Qixian. J'ai été pris au dépourvu, j'ai crié « Frappez-le ! » (*da* 打), je l'ai rattrapé, je lui ai mis un coup de poing dans le dos, et très vite il y a eu sept ou huit jeunes derrière moi à le poursuivre. Le soldat continental a réussi à se réfugier dans le commissariat. Je sais seulement qu'il s'appelait Sun. Et c'est comme ça que l'émeute a commencé à Gaoxiong.

Pour Chen Liangrong, le soulèvement du 28 février n'a aucun programme précis, « c'était juste une manière de se défouler du mécontentement envers les dirigeants [...] ; je ne voulais pas tuer tous les continentaux, pour nous, on voulait seulement les chasser de Gaoxiong, nos idées étaient très simples à l'époque »⁹²⁷. Si l'hostilité résiduelle pour les Américains est inhabituelle, le témoignage de Chen n'en a pas moins valeur d'archétype sur de nombreux points : l'articulation de catégories insulaires (« continental », « colonisé ») et d'un certain localisme de l'action (« les chasser de Gaoxiong ») ; le télescopage des références historiques (l'hostilité du soldat est transférée des Américains aux Chinois, la frustration du dominé du Japonais au Chinois) ; la prédominance, enfin de l'humiliation et de la colère qu'elle entraîne dans les affects évoqués. Car c'est le plus souvent

⁹²⁶ Lin Qinglong (10 octobre 1993, Jiayi), dans JYBH, p. 241. Ces cas « de sur-assurance amplifiée » ou « phénomènes de type *amok* » sont communs dans les révoltes contre un ennemi allogène, où le champ des possibles semble brusquement s'ouvrir avec la perspective d'une expulsion de « l'autre ». FANON, *L'an V de la révolution algérienne*, op. cit., p. 58.

⁹²⁷ Chen Liangrong (5 novembre 1994, Gaoxiong), dans GX 1, pp. 177-179.

cette humiliation qu'il s'agit « d'évacuer », du moins à en croire l'histoire orale que le champ lexical de la honte et de la fierté sature complètement⁹²⁸.

C'est ainsi qu'il faut comprendre les quelques références que fait l'histoire orale à l'hostilité envers les femmes taiwanaises mariées à des continentaux. On se souvient que la prédation sexuelle et la concurrence matrimoniale déloyale (il ne s'agit pas toujours de rapports contraints) sont des griefs très importants des jeunes hommes taiwanais envers leurs « libérateurs » chinois entre 1945 et 1947 (cf. chapitre IV). Lors du soulèvement, certaines Taiwanaises mariées à des *waishengren* sont visées, comme à Taizhong où elles sont enfermées en compagnie des continentaux⁹²⁹. A Huwei, quand les soldats de l'aérodrome se rendent aux rebelles le 8 mars, un débat agite ces derniers sur le sort qu'il convient de réserver à leurs épouses autochtones.

Des gens disaient : les femmes qui se sont mariées avec ces porcs, il faut les traîner dehors (*tuo chulai* 拖出來) et les corriger, arracher leurs vêtements et les faire défiler dans la rue. Il y en a qui ont tout de suite approuvé l'idée, d'autres s'y sont opposés. En fait la majorité a refusé [...]. Après tout, celles qui avaient épousé des *waishengren* étaient encore des nôtres (*women ziji de ren* 我們自己的人). On pouvait vraiment faire défiler nos sœurs et nos filles nues dans la rue ? Les Taiwanais sont des gens plutôt gentils. A la fin on a rejeté cette proposition⁹³⁰.

Liu Yuqing, commandant des troupes chinoises arrivées en renfort le 9 mars, affirme que les étudiants, pour lui la composante la plus radicale du mouvement, ont proposé de « déshabiller les femmes *waishengren* et de les faire défiler dans la rue »⁹³¹. Il est difficile d'établir la vérité de cette accusation sans source ni preuve, mais il est clair que de telles idées ont été formulées, au moins en ce qui concerne des Taiwanaises. Ce type de stigmatisation peut relever de deux causes, par ailleurs compatibles : l'ethnisation du conflit (c'est le mélange des sangs et des lignages qui est alors visé à travers les femmes « coupables ») ; la reconquête d'une fierté virile endommagée. Pour les raisons évoquées ci-dessus, nous privilégions la seconde hypothèse.

« Corriger » les Chinois

De même, l'animalisation sous les traits du porc ne doit pas ici être comprise comme une déshumanisation ou la mise en place d'une hiérarchie « biologique » : l'animal incarne ici des

⁹²⁸ Xu Qiwang justifie ainsi sa participation à Jiayi par la manière arrogante dont marchaient les soldats stationnés devant la gare (*zoulu you feng* 走路有風). Xu Qiwang (1^{er} septembre 1994, Songshan), p. 140.

⁹²⁹ Gao Juhua (7 novembre 1993, Shilin), dans ZLSC, pp. 156-157.

⁹³⁰ Su Jinshun (29 novembre 2008, Huwei), dans ZSXP, p. 191.

⁹³¹ GSG/002/020400/00038/022, Télégramme de Liu Yuqing à Jiang Jieshi, 9 mars 1947.

qualités morales, en l'occurrence des vices. Les passages à tabac des *waishengren* sont régulièrement présentés comme de bonnes « corrections » (mandarin : *xiuli*, taiyu : *siuli* 修理, le terme ayant les mêmes sens propre et figuré dans les deux dialectes). L'instituteur Su Jinshun donne du soulèvement, auquel il n'a pas participé, l'explication suivante :

A cette époque l'atmosphère de révolte parmi les Taiwanais était très lourde, pourquoi ? Parce que ces gens venus de Chine continentale avaient trop de défauts, ils n'agissaient pas de manière raisonnable (*zuo de shiqing bu beli* 做的事情很不合理), du coup les Taiwanais les méprisaient, et très vite ils ont eu envie de les corriger (*xiuli* 修理) – mais [jusqu'alors] ils n'en avaient pas l'occasion⁹³².

Lin Hengdao, parmi de nombreux autres témoins, atteste de l'usage du terme⁹³³, suffisamment systématique pour retenir l'attention de la Commission historique du Guomindang dans son *Vérité et secrets de la rébellion à Taiwan* (1947) : *xiuli* y est présenté comme l'argot des émeutiers (*baotu de heiyu* 暴徒的黑語) pour « battre »⁹³⁴. Plus rarement, ce sont d'autres termes équivalents, comme « leçon » (*jiaoxun* 教訓), qui expriment les vertus d'une bonne raclée :

Lors du 28 février les *waishengren* blessés il y en a eu pas mal, mais des tués presque pas. Les Taiwanais n'avaient pas de fusils, ils portaient des sabres japonais, et si un *waishengren* marchait seul dans la rue il recevait une petite leçon (*jiaoxun yi xia* 教訓一下) mais rien de plus, très peu sont morts⁹³⁵.

C'est aussi parce qu'elle sert à donner une correction que la violence est publique. Hong Xuran, témoin oculaire d'incidents à Xinzhu (il avait alors quinze ans), se souvient :

Le 2 mars [...] un soldat chinois est allé acheter des biscuits, et la foule a commencé à l'entourer et à le regarder en discutant. Le soldat ne savait pas qu'il s'était passé quelque chose à Taibei et il ne comprenait pas ce que les gens regardaient. Quand il est sorti [du magasin] il a été frappé et jeté au sol par deux ou trois personnes. [...] Dans les résidences en face du tribunal, il y avait quelques juges qui vivaient. Un procureur venait de finir de manger, et des gens ont grimpé sur sa clôture pour l'observer. Quand il s'est aperçu qu'un tas de gens le regardaient en douce comme ça, il a pris peur, il a sorti son pistolet et s'est mis à les menacer. Alors ils ont tous passé la clôture et ont foncé dans la maison pour prendre le pistolet,

⁹³² Su Jinshun (29 novembre 2008, Huwei), dans ZSXP, p. 188.

⁹³³ CHEN et XU, « Lin Hengdao xiansheng fangwen jilu », *op. cit.*, p. 82.

⁹³⁴ JIN, *Taiwan shibian zhenxiang yu neimu*, *op. cit.*, p. 3.

⁹³⁵ Xie Jianfa (21 novembre 1992, Jilong), dans JLYG, p. 134.

puis ils ont traîné [le procureur] dehors et l'ont cogné, mais ils n'ont pas touché à sa femme ni à ses enfants⁹³⁶.

On fait de la rue une scène sur laquelle la déchéance des maîtres est donnée en spectacle à tous.

D. L'émeute vue par les civils continentaux

Les continentaux, brusquement stigmatisés et pris pour cibles, sont profondément surpris et choqués par le pourrissement instantané de leurs relations avec les locaux. Zeng Benli, comptable dans la branche taiwanaise de la CNRRA à Taibei, donne de ce renversement un récit d'autant plus frappant qu'il n'incarne pas le bras répressif de l'Etat. Le 28 février 1947 vers midi, poussé par la curiosité et parce que « personne n'imaginait que ça allait devenir aussi grave », il sort voir les troubles qu'il entend de son bureau :

Mon dieu ! Les 'Taiwanais (*benshengren*) dans la rue étaient vraiment féroces (*xiong 兇*). D'abord ils vous interpellaient en japonais pour voir si vous étiez *benshengren*, et sinon, ils vous tapaient. Et honnêtement à l'époque les *benshengren* et les *waishengren* étaient très faciles à distinguer, ça se voyait en un coup d'œil. C'est pour ça que beaucoup de *waishengren* ont été battus. [...] Les émeutiers commençaient en général par vous interpeller en minnan, puis en japonais, et si vous ne compreniez bien ni l'un ni l'autre, vous étiez molesté⁹³⁷.

Le 2 mars, son supérieur lui annonce que les hôpitaux de la ville, qui voient arriver aussi bien les continentaux blessés que les victimes des patrouilles du gouvernorat, ont un besoin urgent de médicaments. Zeng se porte volontaire pour en acheminer.

Du fait que la loi martiale était entrée en vigueur, le gros des morts avaient été tués par balles⁹³⁸ [...]. Sur le Rond-Point⁹³⁹, en transportant des médicaments, je suis tombé sur un groupe d'émeutiers qui a arrêté ma voiture. Quelques-uns ont vu que j'étais continental et ont essayé d'ouvrir la porte pour me frapper. [...] j'ai agité la main en disant : 'attendez un peu avant de taper ! laissez-moi d'abord vous expliquer, et puis si vous voulez me battre, battez-moi. D'accord, je suis un continental, mais mon travail aujourd'hui c'est de transporter des médicaments, je ne suis pas sorti pour m'amuser, on veut juste limiter le nombre de morts, *benshengren* ou *waishengren*'. Ils ont entendu ça, et ils ont été assez raisonnables. Ils m'ont laissé

⁹³⁶ Hong Xuran (4 janvier 2000, Xinzhu), dans XZFC, p. 172.

⁹³⁷ Zeng Benli (20 janvier 1984, FCZA), dans DAHB 9, p. 140.

⁹³⁸ Par les patrouilles volantes de l'armée et de la police militaire.

⁹³⁹ Yuanhuan 圓環, lieu animé situé dans l'arrondissement actuel de Datong ; la bavure du 27 février a lieu non loin.

repartir. [...] Pendant la révolte, ce qui m'a mis le plus mal à l'aise est que j'ai vu l'attitude de nos collègues [taiwanais du CNRRA] changer brutalement. Ils sont devenus un peu arrogants et insultants (*shengqi lingren* 盛氣凌人) [...]. A mon sens le plus notable dans cette affaire, c'est que je ne comprends pas pourquoi nos collègues taiwanais, qui s'entendaient si bien avec nous en temps normal, ont changé d'attitude aussi vite pendant l'Incident. Ça, je pense vraiment qu'il faut qu'on y réfléchisse⁹⁴⁰.

Ce revirement brutal explique en grande partie la terreur éprouvée. Il doit aussi nous prévenir contre un réflexe qui ferait chercher dans les rancunes et acrimonies privées la cause essentielle de la violence. Incontestablement, les règlements de compte plus ou moins personnels n'ont pas manqué. Mais l'explosion collective prend sa source dans des passions collectives ; elle crée surtout sa dynamique propre, qui radicalise et simplifie les antagonismes de groupe.

Bien des continentaux n'ont pas la chance de Zeng Benli, et n'arrivent pas à convaincre les émeutiers qu'ils ne sont pas solidaires de l'administration. Le récit du Hunanais Tang Zhi, directeur de l'école professionnelle industrielle de Jiayi, est représentatif et sans outrance, bien qu'il contienne sans aucun doute des inexactitudes. Agé de 29 ans, il se trouve dimanche 2 mars après-midi chez le maire Sun Zhijun quand un ami commun accourt et leur annonce que les troubles gagnent Jiayi ; il est suivi de près par plusieurs hommes qui font irruption dans la demeure et se mettent à détruire les meubles. Si le maire parvient à s'enfuir, Tang et un autre Chinois sont tirés de leur cachette, traînés dehors et passés à tabac avec les poings, les pieds, des bâtons et des *geta* 下馱⁹⁴¹. Tang Zhi est frappé au torse, au dos, aux mains, aux pieds, puis à la tête une fois qu'il est à terre et dans le ruisseau. Le calvaire des deux hommes cesse quand un membre du groupe reconnaît Tang et garantit aux autres qu'il n'est pas un fonctionnaire corrompu (leur cible désignée lors de cette « descente » chez le maire). Par peur de se rendre à l'hôpital, les deux victimes se réfugient chez un ami taiwanais, chef de l'arrondissement de Xinbei⁹⁴² ; la nuit tombée, ils se déplacent vers une cachette plus sûre, vêtus d'habits japonais sur les conseils de leur hôte, et entendent en chemin les rebelles qui tiennent la ville chanter des chansons de guerre japonaises, parler en japonais et insulter les continentaux dans cette langue. Ils n'osent sortir que le 14 mars⁹⁴³. Rien d'étonnant, donc, à ce

⁹⁴⁰ Zeng Benli (20 janvier 1984, FCZA), dans DAHB 9, pp. 141-145. A Jiayi également, le médecin *benshengren* Huang Wen arbore son brassard de la Croix Rouge pour éviter d'être inquiété par ceux qu'il appelle des voyous (*youde* 友的) armés de sabres japonais – il a la réputation d'être trop conciliant. Huang Wen (9 novembre 1994 à Jiayi), dans ZLSC, pp. 246-247.

⁹⁴¹ Sandales japonaises en bois, et arme de prédilection des pugilats d'étudiants. Leur usage comme instrument contondant est attesté à de multiples reprises lors de l'Incident. Cf. aussi Wu Gan (2 avril 2000, Taizhong), dans XI, *Jingcha yu Er'erba shijian*, op. cit., p. 255.

⁹⁴² Les grandes villes sont divisées en arrondissements (*qu* 區). Nous réserverons le terme de « quartier » au *li* 里, plus réduit (qu'on appelle parfois « village urbain » pour signifier son rang équivalent au *cun* 村 rural).

⁹⁴³ GSG/13400000691A, Tang Zhi (26 juillet et 10 août 1991, Taibei). Ce récit ressemble à la plupart des témoignages de première main : les agresseurs sont généralement nombreux, mais peu donnent

qu'un nombre malheureusement inconnu de Chinois repartent sur le continent après la révolte, se sentant désormais en terrain hostile sur cette île où ils pensaient construire une vie nouvelle⁹⁴⁴.

E. Violences contre les biens

On se défoule sinon indifféremment, du moins alternativement, sur des hommes et des objets, cette dernière cible ayant l'avantage d'être moins dangereuse et moins coûteuse psychologiquement pour les assaillants : à Gaoxiong, le 6 mars, le chef du bureau de police échappe ainsi aux coups quand les étudiants venus le trouver se rabattent sur sa voiture personnelle, qu'ils incendient⁹⁴⁵. Le vandalisme vise généralement des bâtiments : locaux officiels, résidences collectives de fonction (*sushe* 宿舍), plus rarement habitations privées. A Tainan, recensés au nombre de 36 par les services de sécurité, les bâtiments saccagés comprennent divers services de la mairie, le conseil de ville, le comité de gestion des biens japonais, le Hall Zhongshan, le siège administratif de l'arrondissement (*qu gongsuo* 區公所), un tribunal, des entreprises publiques⁹⁴⁶. Les écoles, souvent occupées, ne sont pas vandalisées.

Le mode opératoire de loin le plus fréquent est le suivant : les rebelles forcent l'entrée, saccagent un peu les locaux, puis traînent ou jettent dehors une partie du mobilier et des documents, les empilent dans la rue et y mettent le feu sous les regards de la foule attroupée. Les premiers jours, à Taïpei, on brûle également les cigarettes, dans une dénonciation par le geste du système du monopole ; il arrive aussi qu'on incendie les billets trouvés dans les organes publics, dans une référence probable à l'inflation⁹⁴⁷. Ces attaques se déroulent en même temps que les agressions

effectivement les coups ; l'épisode finit parfois par l'intervention d'un des membres du groupe, qu'il connaisse la victime ou parvienne à convaincre les autres qu'elle « a eu son compte » ; parfois quand cette dernière perd connaissance ou tombe – même si les victimes à terre ne sont pas toujours épargnées. Pour un récit proche à Taïpei, cf. Shou Tiangang « Ai da de hua » 挨打的話 (Comment j'ai été battu), *Xinshengbao*, 27 mars 1947. La crainte de se rendre à l'hôpital apparaît dans plusieurs témoignages de continentaux. A l'hôpital de l'Université de Taiwan, en effet, des hommes armés de bâtons et portant des uniformes de pompiers refusent l'entrée à la femme du journaliste chinois Chen Zhiqing, blessée par des émeutiers, qui fait une fausse couche. Chen Zhiqing (8 octobre 1991, Taïpei), dans KSLs 4, p. 106.

⁹⁴⁴ Lin Weixun, qui travaille à l'époque au Bureau des affaires de police, affirme que les commerçants sont repartis en grand nombre. « Souvenirs de M. Lin Weixun sur le 28 février » (mars 1984, FCZA), dans DAHB 9, p. 171. Le journaliste chinois Chen Zhiqing soutient pour sa part que les départs d'enseignants ont été assez peu nombreux. Chen Zhiqing (8 octobre 1991, Taïpei), dans KSLs 4, p. 101. La question du nombre est d'autant plus insoluble que le grand exode de 1949 brouille les cartes.

⁹⁴⁵ Les versions divergent un peu sur le lieu de l'incident et sur le danger personnel que court le fonctionnaire. Cai Mingchuan (15 juillet 1994, Taïpei), dans GX 1, p. 48 ; Cai Lanzhi, « Souvenirs de la répression de l'Incident du 28 février dans la région de Gaoxiong » (mars 1984, FCZA), dans DAHB 16, p. 231.

⁹⁴⁶ Rapport de Zhang Bingcheng sur les pertes à Tainan, 24 mai 1947, dans DAHB 2, pp. 24-29.

⁹⁴⁷ « Huang Mingmi yu Er'erba shibian qijian canyu Daxi qingnianhui bing shaohui jingshu yi huisun an qisu » 黃明覓於二二八事變期間參與大溪青年會並燒毀警署以毀損案起訴 (Dénonciation pour vandalisme de Huang Mingmi, qui a participé à l'Association des jeunes de Daxi et mis le feu à un bureau

contre les personnes, et sur le plan de la mise en scène les homologues sont souvent claires : Hong Xuran se souvient à Xinzhu d'un Fuzhouen battu en pleine rue tandis que ses effets personnels sont traînés dehors et brûlés, dans un respect rigoureux du « protocole » appliqué aux bâtiments publics⁹⁴⁸. A Taïpei le 1^{er} mars, le contenu du bureau de la députée Xie E (cf. chapitre III) subit le même sort⁹⁴⁹. La femme de Xu Dengrui, employé de chantier naval à Jilong, se souvient que son mari est intervenu pour réprimander de jeunes voyous (*tshit-tho lang* 迨迨人 en minnan) qui avaient sorti tables, chaises, téléphone et registres d'un commissariat par les fenêtres préalablement brisées et en faisaient un feu de joie, disant à ces « enfants » (*hai zi* 孩子) que « s'ils étaient capables de quelque chose (*you benshi* 有本事) ils n'avaient qu'à aller se frotter à des êtres vivants, mais que ça n'avait aucun sens de se défouler sur ces objets morts »⁹⁵⁰.

En réalité, ces gestes peuvent se lire comme une forme classique de « célébration de la victoire » une fois un lieu « pris », qui permet à un groupe plus large que celui des perpétrateurs de la violence contre les personnes de prendre part à l'action collective, avec bien sûr en outre un risque moindre⁹⁵¹. Mais dans le contexte, ils s'apparentent également à l'envoi d'un message : la prétention des autorités à incarner le bien commun est refusée, l'accaparement stigmatisé, l'inversion du rapport de force publiquement affichée.

Les récits officiels évoquent volontiers les pillages dont les émeutiers se rendent coupables. Il est difficile de faire la part des choses entre ces accusations et les disculpations des anciens rebelles (les Comités de résolution et les notables, inquiets, condamnent fermement le vol), mais les faits de rapine sont remarquablement peu nombreux dans les chefs d'accusation des tribunaux civils une fois la révolte matée. La destruction (*daobui* 搗毀, *buisun* 毀損...) des biens publics et privés, l'entrée par effraction et les fouilles dans les domiciles (*sousuo minzhai* 搜索民宅) y figurent bien plus souvent que le cambriolage ou le vol (*qiedao* 竊盜...), très rares, même si les commerçants de Fuzhou font parfois l'objet d'agressions crapuleuses⁹⁵². Cela nous conduit à faire sur ce point une confiance

de police pendant les événements du 28 février), 11 février 1948, dans NJDASL, p. 110 ; 228MM/GK/001/0002/053, Lettre du docteur Larsen, 7 février 1948 ; Hong Xuran (4 janvier 2000, Xinzhu), dans XZFC, p. 172, Chen-Xie Yulu (30 septembre 2008, Taïpei), dans ZSXP, p. 29 ; Yang Jiacheng (21 août 1994, Taïzhong), dans ZLSC, p. 62 ; LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 237, etc.

⁹⁴⁸ Hong Xuran (4 janvier 2000, Xinzhu), dans XZFC, p. 173.

⁹⁴⁹ MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, p. 109.

⁹⁵⁰ Lin Baoxi (16 mai 1993, Nuannuan), dans JLYG, p. 142.

⁹⁵¹ Randall Collins note qu'on ne peut affirmer avec certitude que les acteurs typiques de ces violences contre les objets sont différents de la « minorité violente » (*violent few*) qui passe à l'acte contre les personnes, mais il semble qu'ils soient généralement plus jeunes et moins « compétents » dans l'agression. COLLINS, *Violence*, *op. cit.*, pp. 424-427.

⁹⁵² Cf. DAHB 4, *passim*.

relative à l'histoire orale, qui porte les marques d'une éthique de l'émeute proscrivant l'enrichissement individuel, alors qu'elle tolère voire encourage le pillage des ressources publiques au profit de l'effort collectif. A Douliu, par exemple, le meneur You Ciyi approvisionne ses hommes en pillant le grenier public de Gukeng, mais exclut de s'en prendre à des particuliers⁹⁵³. Le vol est parfois durement puni : à Jilong, un jeune chômeur profite du chaos pour revendre quelques sacs de riz et de sucre dérobés dans des bâtiments officiels ; il le paie de sa vie quand il est découvert par d'autres insurgés⁹⁵⁴. Avec le danger vient même un certain puritanisme : lors du siège de l'aéroport de Jiayi, un chef s'absente du « champ de bataille » et, à en croire les témoins, s'adonne à la boisson et à la compagnie des prostituées pendant que ses hommes risquent leur vie. Ces derniers, excédés, lui tendent un piège et le tuent⁹⁵⁵.

En effet le soulèvement, en partie provoqué par une frustration d'ordre économique, est loin de s'y réduire ; et s'il trouve un écho différencié selon les classes sociales, il ne les jette pas les unes contre les autres. On note enfin des cas de Taiwanais « récupérant » à l'occasion de l'Incident ce qu'ils estiment être leur bien, indûment saisi par l'Etat chinois à la rétrocession. Un certain Lin Tingshen profite ainsi du désordre pour remettre la main, de concert avec son ancien supérieur japonais, sur l'entreprise qu'ils codirigeaient à Nanshijiao⁹⁵⁶. Dans ce genre de situation, l'alternative entre l'intérêt privé et la révolte politique est indécidable, puisque la légitimité de l'Etat à distribuer les titres de propriété est contestée. *Mutatis mutandis*, cette soif de réappropriation concerne également les armes.

III. LA PRISE D'ARMES

A. Les pillages d'armes

Les passages à tabac spontanés et les dégâts matériels se font le plus souvent, on l'a vu, à mains nues ou avec des armes contondantes plus ou moins improvisées. Les affrontements mémoriels se sont appesantis sur la question du caractère armé ou désarmé du mouvement. Comme on peut s'y attendre, la seconde version domine parmi les sympathisants, le tableau d'un soulèvement sans armes permettant de souligner par contraste la violence de la répression, d'expliquer la défaite (« malgré la richesse de notre expérience de guerre, on manquait d'armes et de munitions [...], c'était voué à l'échec »)⁹⁵⁷, de souligner l'héroïsme d'une cause juste mais désespérée (au centre

⁹⁵³ You Ciyi (10 août 2008, Douliu), dans ZSXP, p. 78.

⁹⁵⁴ Lin Atu (25 janvier 1992 à Wanli), dans JLYG, p. 251.

⁹⁵⁵ Su Jinshun (29 novembre 2008, Huwei), dans ZSXP, p. 190 ; Jiang Kunyong (29 mai 1994, Huwei), dans JYPY, p. 66.

⁹⁵⁶ IHT/A_03_0018, Rapport de Shen Jianqiang à la station de Taipei, 27 mars 1947, dans BMJ 2, pp. 121-122.

⁹⁵⁷ Chen Liangrong (5 novembre 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 184.

de l'île, la radio encourage les rebelles à aller se battre « même avec des couteaux de cuisine montés sur des bambous »⁹⁵⁸, ou encore de justifier sa propre passivité :

Les jeunes sont vraiment naïfs, des gamins de seize ou dix-sept ans avec des bambous effilés pour en faire des épées (*zhubujian* 竹劍)... ils sont passés en groupe dans Liucuo [le 9 mars], à ce moment je fumais devant chez moi, ils m'ont crié '*jiisan* (爺 さん)⁹⁵⁹ ! Venez ! Venez vous battre contre les Chinois !'... Les soldats chinois tuaient les gens à la baïonnette, qu'est-ce qu'ils voulaient faire avec leurs bambous ?⁹⁶⁰

Plusieurs témoins continentaux admettent d'ailleurs que l'insurrection est peu ou mal armée⁹⁶¹. Si c'est le cas, cependant, c'est bien par défaut – car partout où cela a été perçu comme possible les rebelles ont tenté de prendre les armes⁹⁶².

L'insurrection à proprement parler commence sans doute par la tentative, le 28 février, de s'emparer des fusils des gardes du gouvernorat de Taïbei, qui déclenche le tir meurtrier de ces derniers. A ce stade, il s'agit moins de s'armer que de désarmer les autorités, dans une démarche qui se pense comme défensive mais que les militaires ne peuvent voir que comme une agression. La force publique, qu'on essaie de désarmer, tue donc ; et la manifestation se transforme en révolte. Les groupes rebelles qui se constituent cherchent alors des armes, et en trouvent ; heureusement pour les troupes chinoises, ils souffrent d'une pénurie de munitions. En 1953, Peng Mengji s'étonnera de la faible capacité de combat des insurgés, en dépit de la formation militaire de nombre d'entre eux : « nous nous sommes aperçus que les armes pillées par les émeutiers, à part une minorité d'armes en cours d'usage et les armes de la police insulaire (environ dix mille), ne correspondaient pas aux munitions stockées dans les mêmes entrepôts »⁹⁶³. Son chef d'état-major affirmera plus tard que les Japonais avaient entreposé armes et munitions dans des caches différentes. D'où, à l'issue de la grande battue qui suit la pacification, bien plus d'armes récupérées (quarante à cinquante mitrailleuses, plus de dix mille fusils, un nombre considérable de sabres) que

⁹⁵⁸ Lin Yujing (17 septembre 1993, Xingang), dans JYPY, p. 266. Cette expression (*zhubiao tao caidao* 竹篙套菜刀) est consacrée pour désigner des armes de fortune. Cf. Cai Qilin (14 septembre 1994, Taïbei), dans ZLSC, p. 52 : « Ils utilisaient des tiges pour faire sécher le linge, au bout ils accrochaient une faucille pour couper l'herbe et ils sortaient se battre comme ça ».

⁹⁵⁹ « Grand-père » en japonais ; par extension, appellation respectueuse pour un homme âgé.

⁹⁶⁰ Chen Shuilian (9 août et 19 novembre 1993, Liucuo), dans JYBH, p. 183.

⁹⁶¹ Cf. Wu Tianfeng (1984, FCZA), dans DAHB 9, p. 150 ; ou Zeng Benli (20 janvier 1984, FCZA), dans DAHB 9, pp. 144-145. Ils relèvent tous deux qu'à Taïbei la plupart des groupes ne sont armés que de bâtons.

⁹⁶² Voire, à défaut, de les fabriquer : le 6 mars, l'officier nommé par Taïbei commandant de la zone de défense de Xinzhu y interdit formellement la confection d'armes artisanales. LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, op. cit., p. 217.

⁹⁶³ Peng Mengji, « Er'erba shijian huiyilu », dans ZLXJ 1, p. 76.

de cartouches⁹⁶⁴. Ce diagnostic correspond globalement aux témoignages des rebelles, par exemple à Gaoxiong où Pan Zuohong affirme que les armes pillées par les étudiants dans un arsenal de Fengshan – les fusils d’entraînement saisis au lycée sont pour beaucoup inutilisables – restent inutiles, faute de balles du bon calibre⁹⁶⁵.

Comment les insurgés savent-ils où trouver des armes ? Les premiers temps de l’émeute voient une floraison de rumeurs sur la question, certaines fondées⁹⁶⁶. D’une manière générale, pendant la guerre, les Taiwanais ont pris l’habitude de considérer que chaque établissement public, y compris les entreprises, contient au moins quelques armes à feu⁹⁶⁷. Plus rarement, les armes sont directement prises aux agents de l’Etat dans la rue. Mais il faut surtout garder à l’esprit le désarmement incomplet lancé par les autorités dans le courant de 1946 (cf. chapitre IV). Certes, un assouplissement des premières mesures avait autorisé les Taiwanais à conserver, sous conditions, une arme d’autodéfense (*zìwéi qiāngzhī* 自衛槍支)⁹⁶⁸. Il est probable que ces armes privées ont servi. Mais compte tenu de l’universalité des raids – au bilan souvent décevant – contre les commissariats et autres arsenaux, il faut considérer que le gros des armes utilisées (ou simplement dérobées) vient des réserves de l’Etat.

Dans les locaux de la police, celles-ci sont en partie constituées des objets confisqués en 1946, comme en atteste le tableau dressé par la police de Jiayi, qui liste l’équipement militaire récupéré à la fin de mars 1947 en notant les redondances avec la collecte de l’année précédente : au début de 1946, elle avait réussi à mettre la main sur quelques dizaines d’armes létales (grenades, sabres, quelques armes à feu), pillées de nouveau lors de la révolte de 1947. Elle en retrouve la plus grande part lors de la pacification, et y ajoute certains objets manifestement jugés d’une importance secondaire lors de la première collecte (sabres de commandement, pistolets à air comprimé, masques à gaz, jambières...). Il semble donc que les insurgés, en prenant d’assaut les commissariats, visent pour beaucoup à *reprendre* les armes dont ils ont été privés l’année précédente⁹⁶⁹.

⁹⁶⁴ Wang Jie (janvier 1984, FCZA), dans DAHB 16, pp. 319-329.

⁹⁶⁵ Pan Zuohong (18 août 1991, Gaoxiong), dans GX 1, p. 422.

⁹⁶⁶ Par ex. Chen Huanzhou (26 novembre 2000, Taïpei), dans XZFC, p. 76 ; ou Wu Qingnian (20 novembre 1993, Tainan), dans JYBH, pp. 22-25.

⁹⁶⁷ Par exemple à la centrale électrique de Xinzhu, dont les deux fusils sont volés le 4 mars. « Lujun zhengbian ershiyi shi di yisiliu lü suijing xiangbao », dans ZLXJ 4, p. 329.

⁹⁶⁸ Xing Han (18 juillet, 21 septembre, 8 et 15 octobre 2007 et 1^{er} novembre 2008, Taïpei), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, *op. cit.*, p. 48. Cette mesure n’est pas consignée dans le rapport annuel de la police, IHM/228/01/01/020, « Taiwan yi nian lai zhi jingwu », novembre 1946.

⁹⁶⁹ « Jiayi shi jingchaju shoujiao sanshi wuqi qicai danyao zhuangju diaochabiao » 嘉義市警察局收繳散失武器器材彈藥裝具調查表 (Tableau récapitulatif des armes, matériel militaire et munitions perdues récupérés par le bureau de police de Jiayi), dans ZLXJ 4, pp. 567-570. Ce point est confirmé par un officier de police continental interrogé en 2000. Wu Gan (2 avril 2000, Taïzhong), dans XI, *Jingcha yu Er’erba shijian*, *op. cit.*, p. 255.

Enfin, les insurgés les plus audacieux prennent pour cible les arsenaux militaires comme à Hongmaopi, Zhongli, Banqiao, Yilan et ailleurs⁹⁷⁰. Comme on l'a déjà noté (cf. chapitre IV), les autorités chinoises affirment dès 1946, et de nouveau après la révolte, que les Japonais ont laissé des caches d'armes pleines à leur défaite, avec de noirs desseins ; nous n'avons pas les moyens de confirmer ou d'infirmer cette allégation, qui rappelle les craintes françaises en Indochine. Le phénomène de la prise d'armes est géographiquement différencié. Au nord, à Taïpei surtout, les armes à feu restent globalement entre les mains de l'appareil d'Etat, contrairement au centre et au sud où les arsenaux sont plus nombreux et plus systématiquement attaqués en raison de la faiblesse de la police et de l'armée ; si en outre l'armée japonaise a laissé des stocks d'armes enterrés (cf. chapitre VI), c'est probablement (et à en croire les déclarations chinoises) dans les régions montagneuses du centre. Dans la zone de pacification de Taïpei, le commandant de la police militaire Zhang Mutao 張慕陶 rapportera avoir récupéré en tout et pour tout 17 fusils d'usage militaire (et 2 armes de fortune peu utilisables), 14 pistolets, pas moins de 220 fusils d'exercice (*jiaolian qiang* 教練槍) et des dizaines d'armes blanches (dont les baïonnettes neutralisées des fusils d'exercice)⁹⁷¹. C'est peu de choses : à Taïzhong, pour comparaison, 319 fusils type 99 et 34 fusils type 38 sont récupérés⁹⁷².

L'arsenal des rebelles est donc plus important au sud. Mais on sait mal comment il est distribué et dans quelle mesure il est utilisé. Les sources chinoises suggèrent que peu de groupes sont bien armés, et qu'une bonne partie des armes pillées ne sert pas, faute de munitions, d'organisation ou de volonté réelle de se battre. Chargée de la pacification du district de Xinzhu, la 146^{ème} brigade de la 21^{ème} division y identifie quatre groupes armés, dont l'un dispose pour tout équipement de trois pistolets, un autre d'une cinquantaine de bâtons, un autre encore d'armes blanches et de munitions inutilisables ; seule l'« Unité motorisée n°2 » dispose d'armes à feu en nombre conséquent, ce qui montre au demeurant que la communication et la coopération entre groupes de rebelles sont très imparfaites⁹⁷³. Quant à l'entraînement de ces hommes, quand il existe, il se révèle souvent superficiel dans la pratique, et les signes d'incompétence abondent : un *liumang* de Zhongpu se tue avec son pistolet, un meneur de l'attaque sur l'aéroport de Shuishang se blesse gravement avec sa

⁹⁷⁰ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, op. cit., p. 238 ; Jugement de Huang Ganming, 23 septembre 1947, dans DAHB 4, pp. 48-50 ; Jugement de Zheng Wenfu, 4 octobre 1947, dans DAHB 4, pp. 445-447.

⁹⁷¹ « Taïpei suijing qu silingbu suijing gongzuo baogaoshu », Zhang Mutao, dans ZLXJ 4, pp. 197-198.

⁹⁷² Avec respectivement 2470 et 1750 munitions, soit 5,9 balles par fusil pour les type 99 et 51 balles par fusil pour les type 38, ce qui concorde avec les souvenirs des militaires et des policiers : les insurgés disposent d'armes et de munitions, mais rarement assorties. « Taïzhong shi jingchaju shoujiao sanshi wuqi danyao fuzhuang yaopin baogaobiao » 台中市警察局收繳散失武器彈藥服裝藥品報告表 (Tableau des armes, munitions et vêtements perdus récupérés par le bureau de police de Taïzhong), dans ZLXJ 4, pp. 403-407.

⁹⁷³ « Lujun zhengbian ershiyi shi di yisiliu lü suijing xiangbao », dans ZLXJ 4, p. 390.

propre grenade, un autre fait tomber sa mitrailleuse sur son pied pendant une embuscade chinoise et est tué, les tirs amis sont un fléau...⁹⁷⁴

Au total, à la date du 20 mai, la garnison de Taïpei estimera avoir perdu près de 4000 sabres (*jundao* 軍刀), plus de 1600 pistolets (et près de 35 000 munitions) et de 2500 fusils (et près de 535 000 munitions), 68 mitrailleuses légères, 32 lourdes, 58 lance-grenades, 6 mortiers et même 40 canons à répétition pour avions et 12 canons de DCA. Ces derniers articles n'apparaissent jamais lors de la révolte, mais il n'est pas à exclure qu'ils aient été détruits lors de mises à sac ou d'affrontement. Il faut ajouter 27 canons de DCA, 32 mitrailleuses, 2750 fusils et près de 3 millions de balles de fusil détruits de sa propre initiative par l'armée de l'Air de peur que ce matériel ne tombe aux mains des rebelles⁹⁷⁵.

B. L'effacement de l'Etat

Les pillages d'armes rencontrent globalement une résistance dérisoire. En effet, la disparition quasi-instantanée des formes les plus visibles de l'appareil d'Etat est un des traits les plus frappants de l'événement. On sait que Chen Yi, qui juge Taïwan tranquille, renvoie dans le cours de 1946 une bonne partie des troupes vers le continent, pour servir dans la guerre civile. Les forces présentes sur l'île et en état de se battre sont donc relativement minces en février 1947 : environ 5000 hommes pour 6 millions d'habitants (cf. chapitre VII). D'où le recours, pour mater la rébellion, à des renforts envoyés du continent. Du 28 février au 9 mars, l'armée (et dans une moindre mesure la police militaire) tend à rester dans ses forts et casernes et, à l'exception majeure de Gaoxiong, n'effectue que des sorties intermittentes (cf. chapitre VIII). Les hésitations de Chen Yi, qui tente d'apaiser la situation en demandant aux militaires de ne pas utiliser la force, n'arrangent rien. Quoiqu'il en soit, concentrée sur quelques points cruciaux (les forts, Taïpei, la base de Fengshan au sud de l'île...) ou dispersée mais affectée à des tâches défensives et statiques (la garde des aérodromes, arsenaux et entrepôts par des équipes réduites)⁹⁷⁶, l'armée n'était pas en mesure de tuer le mouvement dans l'œuf à elle seule.

⁹⁷⁴ Zhang Wenzheng (31 octobre 1994, Zhongpu), dans JYPY, p. 362 ; Yu Kunhuang (14 novembre 1994, Taïpei), dans JYPY, p. 169 ; Cai Yaojing (12 juillet 1994, Puzi), dans JYPY, p. 329.

⁹⁷⁵ IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi », Tableau des armes et munitions perdues pendant les événements du 28 février, 20 mai 1947.

⁹⁷⁶ CHU, *Er'erba shijian yanjiu*, op. cit, p. 185 ; IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi » (deux bataillons sont en charge de la garde des organes officiels et des arsenaux, mais compte tenu du nombre de ces derniers, les plus importants ne bénéficient que d'une grosse dizaine de gardes. Ceux de l'armée de l'air sont un peu mieux gardés. Seuls les arsenaux de la Marine sont véritablement sécurisés).

La faillite la plus spectaculaire est celle de la police. Presque partout, les policiers taiwanais, au nombre de 9000 environ⁹⁷⁷, prennent la poudre d'escampette⁹⁷⁸. Les explications rétrospectives sont de deux types : celles qui mettent en doute la fidélité des policiers formosans au nouveau régime ; celles qui accablent Chen Yi – ses instructions à la police et à l'armée de ne pas tirer sauf en cas de légitime défense, maintenues jusqu'à l'arrivée des renforts, auraient provoqué le changement d'échelle de l'Incident en paralysant les forces armées et en encourageant les policiers taiwanais à rester les bras croisés (*xin shou pang guan* 袖手旁觀)⁹⁷⁹. Si les consignes de modération des premiers jours jouent sans doute un rôle, on peut toutefois suivre Chen Ding, alors chef du bureau de police de Xinzhu, quand il affirme qu'elles ne faisaient que prendre acte de la fragilité de l'appareil policier⁹⁸⁰. Il est par contre incontestable que les échelons de base de la police, occupés par des Taiwanais mal payés (et souvent avec retard)⁹⁸¹, se révèlent peu fiables : « il a suffi que les émeutiers les intimident (*zube* 阻嚇) pour qu'ils se fassent facilement dépouiller de leurs armes »⁹⁸².

Song Jun, chef de commissariat *benshengren* dans le district de Taizhong, revient ainsi dans ses locaux le 2 mars pour trouver *tous* ses subordonnés disparus – à l'exception d'un seul, d'origine continentale. Les hommes armés de gourdins qui assiègent son commissariat cessent d'ailleurs de frapper Song quand ils apprennent son origine, son collègue chinois n'ayant pas cette chance⁹⁸³. Le critère subethnique jouant à plein, il est facile aux locaux de se désolidariser, et de se défaire des oripeaux déplaisants – et dangereux – du collaborateur (les familles de ceux qui hésitent à abandonner leur poste sont soumises à de fortes pressions). Ils se débloquent en masse, parfois avec leurs armes, et les autorités notent la participation à l'émeute « d'une partie des policiers taiwanais

⁹⁷⁷ IHM/228/01/01/020, « Taiwan yi nian lai zhi jingwu », novembre 1946.

⁹⁷⁸ Zeng Keping (2 et 3 avril 2008, 12 mars 2011, Pingdong), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, *op. cit.*, p. 309 ; Xing Han (18 juillet, 21 septembre, 8 et 15 octobre 2007 et 1^{er} novembre 2008, Taïpei), dans *ibid.*, p. 49 ; Chen Yingpeng (9 avril, 28 novembre et 1^{er} décembre 2008, 26 avril, 15 septembre et 22 décembre 2011, Taïpei), dans *ibid.*, p. 172 ; Lü Taishan (16 janvier 2008, 17 janvier 2009, 23 mars et 22 décembre 2011, Taïpei), dans *ibid.*, p. 220.

⁹⁷⁹ Cai Lanzhi, « Souvenirs de la répression de l'Incident du 28 février dans la région de Gaoxiong » (mars 1984, FCZA), dans DAHB 16, pp. 248-249. C'est aussi la position de Peng Mengji et du policier Chen Yingpeng (9 avril, 28 novembre et 1^{er} décembre 2008, 26 avril, 15 septembre et 22 décembre 2011, Taïpei), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, *op. cit.*, p. 175.

⁹⁸⁰ « Taiwan fasheng Er'erba shijian huiyi suoji » 台灣發生二二八事件回憶所記 (Souvenirs de l'Incident du 28 février à Taiwan), Chen Ding, chef du bureau de police de Xinzhu (1984, FCZA), dans DAHB 16, p. 232.

⁹⁸¹ UNRRA/S1121/0000/0053, Rapport hebdomadaire du bureau de Taiwan, 14-20 juillet 1946.

⁹⁸² « Souvenirs de M. Lin Weixun sur le 28 février » (mars 1984, FCZA), dans DAHB 9, pp. 170-171.

⁹⁸³ Song Jun (2 avril 2000, Taizhong), dans XI, *Jingcha yu Er'erba shijian*, *op. cit.*, pp. 242-244.

à la conscience [politique] vacillante »⁹⁸⁴. On trouve la trace de ces transfuges sur toute l'île. Certains sont gradés (ainsi un vice-chef de bureau à Taïpei), d'autres profitent des troubles pour prendre le poste de leurs chefs dans les organes insurrectionnels de maintien de l'ordre⁹⁸⁵. Au commissariat de Tianzhong, deux policiers taiwanais, anciens patrouilleurs de la police coloniale, seront même arrêtés pour tentative d'homicide sur leurs collègues du continent, vol d'armes avec violence et participation à un convoi d'une quinzaine de combattants pour Jiayi le 7 mars⁹⁸⁶.

La passivité – ou pire – des policiers taiwanais a parfois (mais rarement) son équivalent chez les militaires d'origine formosane, surtout quand l'encadrement chinois est faible. Des soldats formosans facilitent ponctuellement l'accès des rebelles aux armes des bases militaires, comme à Xinzhu. Ainsi, l'étudiant Chen Huanzhou convient avec des amis de se rendre à l'aérodrome militaire de Xinzhu pour y prendre les armes qui y sont gardées. « Je pensais », se souvient-il, « le Guomintang a récupéré (*jieshou* 接收) les armes du Japon, alors nous les Taiwanais on va récupérer les armes du Guomintang ; c'était une idée très naïve ». L'opération, lancée le 4 mars, réussit au-delà de ses espoirs les plus fous : la petite équipée (trois à cinq personnes) tombe nez à nez avec trois ou quatre gardes taiwanais, leur demande crânement des fusils... et les obtient sans coup férir. Plus tard, en prison, Chen apprendra d'un des gardes le fin mot de l'histoire : sur le point de désertir, les militaires ont jugé inutile de résister. Les étudiants repartent donc les bras chargés de sept fusils. Peu versés dans leur utilisation, ils les laissent chez Chen, où ils passent régulièrement pour jouer (*bawan* 把玩) avec, sans oser sortir avec⁹⁸⁷.

⁹⁸⁴ 228MM/« Taiwan sheng Er'erba baodong shijian baogao tiyao » 台灣省二二八暴動事件報告提要 (Résumé du rapport sur l'émeute du 28 février dans la province de Taïwan), sans auteur (probablement rédigé par le QG de la garnison de Taïwan), sans date (probablement fin mars-début avril 1947), p. 20.

⁹⁸⁵ « Zai ya baodong renfan mingce » 在押暴動人犯名冊 (Liste des émeutiers incarcérés), commandement de la garnison de Taïwan, fin mars 1947, dans ZLXJ 1, p. 346 ; « Lujun zhengbian di yisiliu lü Xinzhu suijing qu daibu renfan jiesong jingbei silingbu banli mingce » 陸軍整編第一四六旅新竹綏靖區逮捕人犯解送警備司令部辦理名冊 (146^{ème} brigade réorganisée de l'armée de Terre, liste des coupables arrêtés dans la zone de pacification de Xinzhu et transférés pour traitement au commandement de la garnison), dans ZLXJ 4, p. 347 ; IHT/A_02_0003, Rapport de Wu Weiren transmis à la station de Taïpei par Huang Renli, 9 avril 1947, dans BMJ 1, p. 233.

⁹⁸⁶ Rapport du commissariat de police de Yuanlin sur la participation aux événements des agents Zhang Xishan et Qiu Shuwei, 15 mai 1947, dans LÜ (dir.), *Zhanghua xian Er'erba shijian dang'an huibian*, op. cit., pp. 125-126.

⁹⁸⁷ Chen Huanzhou (26 novembre 2000, Taïpei), dans XZFC, pp. 76-77 ; Peng Rongjin (17 août 1999, Xinzhu), dans XZFC, p. 223 ; IHT/ A_02_0009, Télégramme de Huang Renli à Lin Zhenfan (Lin Dingli), 29 mars 1947, dans BMJ 1, p. 327.

C. Les affrontements armés

De là à se battre contre des hommes armés, il y a un pas que tous ne franchissent pas. Quand ils le font, c'est souvent pour montrer ou éprouver leur valeur personnelle. Les témoignages abondent du désir (resté déclamatoire la plupart du temps) de se « mesurer » (*chbia-pia* 車拼) aux Chinois, particulièrement chez les jeunes hommes frottés d'entraînement militaire⁹⁸⁸. Huang Wen, médecin à Jiayi, parle d'une envie longtemps frustrée de se coltiner (*duifu* 對付) aux continentaux⁹⁸⁹. Sur ce point, l'ancien soldat envoyé aux Philippines Zhu Hanzuo confesse son échec avec candeur :

Pendant toute ma participation au 28 février, je n'ai rencontré aucun soldat. J'étais plein de grandes idées (*manxin zhuangzhi* 滿心壯志), je voulais absolument me mesurer avec des soldats (*yiding yao haobao he bingzai pin yi pin* 一定要好好和兵仔拼一拼). Je suis resté monter la garde à Zhanghu environ une semaine. Mais je me suis aperçu que d'autres unités n'avaient même pas de règles pour prendre les repas, aucun règlement, elles n'avaient vraiment pas la résolution de résister aux soldats comme un seul homme⁹⁹⁰.

En plusieurs lieux, les rebelles organisés en petites unités ou en « armées du peuple » plus conséquentes osent affronter l'armée – c'est à dire, essentiellement, les troupes de la garnison, des aérodromes militaires, des arsenaux et des forts de Jilong et Gaoxiong. Ces deux dernières cibles, de loin les plus redoutables, sont trop bien défendues pour faire l'objet d'attaques déterminées, bien qu'on joue parfois avec l'idée : le fort de Gaoxiong est encerclé – à bonne distance – par des insurgés, et de nombreux témoins affirment que Tu Guangming appelle à l'incendier⁹⁹¹ ; quant à celui de Jilong, il fait l'objet d'un assaut avorté le 8 mars, mais il s'agit d'un va-tout désespéré en réponse à l'arrivée des renforts chinois (cf. chapitre IX). Les attaques les plus nombreuses ont lieu contre les soldats postés en faction devant les entrepôts et arsenaux, parce qu'ils constituent des cibles faciles et parce qu'ils bloquent l'accès des rebelles aux armes ou refusent de leur livrer les leurs (il est difficile de démêler ces deux éléments). De petits sièges sont également organisés autour de campements, de manière à y bloquer les troupes chinoises ou plus rarement à les chasser. Les tentatives de sortie, généralement destinées à renforcer un arsenal important, ravitailler des camarades en difficulté ou s'approvisionner en armes, sont alors l'occasion d'affrontements où des

⁹⁸⁸ Chen Shuilian (9 août et 19 novembre 1993, Liucuo), dans JYBH, p. 182.

⁹⁸⁹ Huang Wen (9 novembre 1994 à Jiayi), dans ZLSC, p. 247.

⁹⁹⁰ Zhu Hanzuo (24 novembre 1994, Gukeng), dans JYPY, p. 142

⁹⁹¹ Chen Yuyi (5 décembre 1994, Taibei), dans GX 1, p. 194 ; Chen Liangrong (5 novembre 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 180.

militaires chinois sont blessés ou tués, bien que l'imprécision coutumière des rapports militaires chinois rende les estimations chiffrées difficiles. Dans les rues et les environs de Jilong, des soldats isolés ou en petits groupes sont attaqués⁹⁹². Les hommes stationnés autour de Fengshan, Taizhong et Jiayi – les régions méridionales où le soulèvement se militarise le plus clairement et où la densité de troupes est la plus forte – sont particulièrement exposés⁹⁹³. Parce qu'elles sont le fait des rebelles les plus belliqueux et sans doute parce qu'elles se considèrent comme défensives (cf. plus bas), les agressions contre les militaires sont plus violentes que sur les civils ou les policiers continentaux, et ont parfois pour but apparent de tuer.

Les opérations « militaires » les plus importantes se déroulent dans la région de Jiayi, au nord avec le siège de l'aéroport de Huwei, dans la ville ou presque avec les attaques de l'aéroport de Shuishang et de l'arsenal de Hongmaopi, d'où les insurgés espèrent déloger les troupes chinoises et où ils pensent trouver des armes. L'aérodrome de Huwei, attaqué le 3 mars par la *minjun* locale, est gardé par plus de trois cent soldats qui se réfugient dans leurs fortifications sans tenter de résistance sérieuse. Le 6, les rebelles reçoivent des renforts des environs (Douliu surtout, puis Taizhong, Zhushan, Dounan et Xiluo) ; l'armée, à court de vivres, tente au soir de briser l'encerclement au mortier et à la mitrailleuse ; seule une partie de la troupe parvient à sortir de la nasse. Le 8, le reste des gardes de l'aérodrome se rend aux rebelles et est incarcéré à l'école élémentaire de Linnei⁹⁹⁴. A Jiayi, la *minjun* s'attaque à partir du 3 mars à la police militaire et aux baraquements de l'armée. Elle se dirige ensuite vers le grand arsenal de Hongmaopi – où un bataillon chinois se replie, après que son commandant Luo Diguang a échoué à terroriser les rebelles en faisant tirer au mortier sur la ville le 4 mars – puis vers l'aéroport de Shuishang, qui abrite le maire, la police militaire mise en fuite et une partie des fonctionnaires de la ville. Le Comité de résolution de Taibei puis celui de Jiayi appellent les rebelles à suspendre leurs opérations, mais ceux-ci exigent une reddition inconditionnelle et ne veulent rien entendre ; les négociations échouent donc. Le 5 mars, ils résistent à une tentative de sortie des soldats de l'aéroport, qui leur coûte peut-être trois cent morts⁹⁹⁵. Le 7 mars, avec l'aide des aborigènes Zou, la *minjun* prend le dessus dans le siège de l'arsenal : Luo et ses hommes, dépassés, mettent le feu aux munitions et font retraite vers l'aéroport de Shuishang, alimenté par voie aérienne, où ils opèrent leur jonction

⁹⁹² « Taiwan Er'erba shibian Jilong qu suijing baogao shu » 台灣二二八事變基隆區綏靖報告書 (Rapport de pacification de la zone de Jilong sur les événements du 28 février à Taiwan) », mai 1947, dans ZLXJ 3, p. 351 ; Xu Xuehai (1^{er} et 16 avril, 3 et 30 mai 1997 ; 19 janvier et 11 juin 1998), dans ZHANG (dir.), *Haijun renshi fangwen jilu*, op. cit., p. 35.

⁹⁹³ Sur ces nombreuses agressions de petite échelle contre les hommes de la 21^{ème} division du 28 février au 8 mars, cf. Liu Yuqing, Dai Chuanxin et Jiang Chonglin, « Lujun zhengbian di ershiyi shi dui Taiwan shibian kanluan gaiyao », dans ZLXJ 1, pp. 188-200.

⁹⁹⁴ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, op. cit., pp. 103-104.

⁹⁹⁵ « Yang Lianggong, He Hanwen youguan Er'erba shijian diaocha baogao », dans NJDASL, p. 268.

avec le reste des troupes. Devant ce renforcement de l'adversaire, la *minjun* se divise, son chef le plus prestigieux Chen Fuzhi optant pour un cessez-le-feu alors qu'une partie de la troupe refuse. Les Zou, constatant que la situation s'enlise, reprennent le chemin de leurs montagnes⁹⁹⁶. Le 9 mars, alors qu'il commence à devenir clair que tout est perdu, des anciens soldats essaient de faire tirer un canon sur l'aéroport, sans l'atteindre⁹⁹⁷.

Des opérations d'assez grande envergure ont également lieu à Taizhong. Le 3 mars, des groupes armés venus des environs convergent pour assister « l'armée » étudiante de Xie Xuehong dans l'attaque des camps de la police militaire et de l'armée, qui leur permet de faire plus de trois cent prisonniers. Ce coup dur contribue à convaincre Taibei qu'il faut prendre son mal en patience : on ordonne aux soldats de ne pas sortir des casernes pour limiter les heurts⁹⁹⁸. La subversion armée prend d'abord une forme comparable à Gaoxiong, avant d'avorter quand le commandant du fort Peng Mengji, en dépit des instructions de retenue venant de Taibei, lance ses troupes sur la ville au prix d'une importante effusion de sang (cf. chapitre VIII).

Ces affrontements ouverts restent minoritaires. Le plus souvent, le vocabulaire très martial de l'insurrection s'accompagne d'une violence assez contenue, notamment contre les civils continentaux. Même à Jiayi, un seul d'entre eux est tué lors du soulèvement – l'hostilité se concentre ici sur l'armée⁹⁹⁹. En outre, le déséquilibre de l'équipement fait que les « batailles » en restent souvent à des postures : avec leurs fusils sans cartouches, les étudiants de Gaoxiong ne pouvaient que « prendre la pose » (*zhi neng zuo tai 只能作態*)¹⁰⁰⁰. Cela n'empêche pas les souvenirs personnels de donner aux face-à-face des proportions épiques¹⁰⁰¹.

⁹⁹⁶ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, pp. 105-109.

⁹⁹⁷ WANG Zhaowen 王昭文, « Ranshao de fenghuanghua – 228 shijian zhong de Jiayi » 燃燒的鳳凰花 – 228 事件中的嘉義 (L'incendie des fleurs de flamboyant : Jiayi dans l'Incident du 28 février), *Shenxue yu jiaoyu*, n° 32 (1), 2007, pp. 34-59, p. 39.

⁹⁹⁸ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, pp. 87-88.

⁹⁹⁹ JYBH, Introduction, pp. 10-11.

¹⁰⁰⁰ Pan Zuohong (18 août 1991, Gaoxiong), dans GX 1, p. 423.

¹⁰⁰¹ Dans son évocation des combats contre les soldats de l'arsenal de Hongmaopi, Cai Yaojing prétend que son groupe tirait par salves rapides pour cacher aux Chinois qu'ils ne disposaient que de vingt-quatre fusils, et faire croire à des armes automatiques. Cai Yaojing (12 juillet 1994, Puzi), dans JYPY, p. 330. Chen Liangrong prétend qu'à Gaoxiong les combats ont été perdus car « les jeunes taiwanais qui avaient été des soldats japonais n'ont pas combattu comme lors de la Seconde Guerre mondiale, où on essayait vraiment d'anéantir l'ennemi ». Chen Liangrong (5 novembre 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 183.

IV. UNE REVOLTE D'ORDRE

A. La prise de contrôle de l'espace

L'occupation de l'espace public

La grande majorité des « émeutiers » ne lève pas la main, du moins pas directement, sur un continental. Pour la plupart des participants, même armés, le soulèvement se limite à une occupation plus ou moins illicite de l'espace.

Mis à part le cas de Taïpei, où c'est devant le bureau de police puis le siège du gouvernorat que la crise s'envenime, les premiers points de rassemblement spontané sont en général des lieux publics non-étatiques ou non-officiels – ceux de la sociabilité horizontale et ordinaire. Il peut s'agir de temples, comme à Taoyuan¹⁰⁰², de gares comme à Taïpei et Jiayi, où la fontaine et le jardin public voient aussi les attroupements se former¹⁰⁰³, de cinémas comme à Jilong, etc.¹⁰⁰⁴. La géographie urbaine de l'insurrection est toutefois aussi variée que les éléments qui la composent. Les Comités de résolution se glissent par mimétisme dans le cadre du pouvoir légal, et se rassemblent plutôt dans les lieux officiels dont leurs membres sont familiers et où plusieurs travaillent déjà (comme conseillers de ville par exemple) : au Hall Zhongshan à Taïpei, à la mairie de Gaoxiong, au conseil de ville à Taizhong¹⁰⁰⁵, etc. D'où des situations de dédoublement du « commandement » emblématiques de la logique d'ensemble de la révolte : à Gaoxiong, le Comité est défendu à la mairie par des jeunes armés, mais le véritable « quartier général » de ces derniers se trouve au lycée ; à Tainan, le centre de liaison des insurgés (où dominant les soldats démobilisés) est la caserne de pompiers¹⁰⁰⁶. A Beigang, par contre, les notables s'accordent avec la police pour créer une « équipe de protection de l'ordre » (*bao'andui* 保安隊) afin de lutter contre l'anarchie ; elle prend donc ses quartiers dans le Hall Zhongshan local¹⁰⁰⁷.

Dans les premières heures, on ne sait pas encore que l'Etat refluera, il faut donc faire nombre et corps. C'est dans un deuxième temps que des attaques sont lancées contre les « organes » (*jiguan* 機關) de l'Etat, puis que les rebelles enhardis par la faiblesse de la réponse officielle entreprennent

¹⁰⁰² WU, « Fanpan de shixingtai », *op. cit.*

¹⁰⁰³ Lin Yujing (17 septembre 1993, Xingang), dans JYPY, p. 266.

¹⁰⁰⁴ MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, p. 122. Les cinémas sont à Taïwan des lieux familiers, nettement plus nombreux que sur le continent (une centaine en 1947), cf. *Taiwan yi nian lai zhi xuanchuan* 台灣一年來之宣傳 (La propagande à Taïwan depuis un an), Taïpei : Taiwan sheng xingzheng zhangguan gongshu xuanchuan weiyuanhui, décembre 1946, pp. 5-13.

¹⁰⁰⁵ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 86.

¹⁰⁰⁶ Ye Shitao (26 juin 1991, Gaoxiong), dans KSL3, p. 127.

¹⁰⁰⁷ Gao Zongcheng (7 octobre 1991, Taïpei), dans KSL3, p. 81.

de « patrouiller » (*xunluo* 巡邏¹⁰⁰⁸) dans les rues désertées de leurs villes. A Jiayi, les étudiants de Wu Qingnian se montrent aux citoyens dans un camion flambant neuf (et volé) sur lequel le nom de l'établissement est fièrement peint en grandes lettres blanches¹⁰⁰⁹ ; de même à Taoyuan, où de telles démonstrations de force inquiètent une partie des habitants, dont certains se seraient éloignés du centre-ville¹⁰¹⁰. La participation à la révolte s'explique aussi, pour nombre de rebelles, par la joie d'un entre soi affiché et d'une sociabilité masculine éphémère mais intense¹⁰¹¹. L'occupation de l'espace passe également par le contrôle du trafic, les insurgés établissant parfois des barrages routiers, particulièrement dans le nord où les véhicules sont plus nombreux¹⁰¹² ; ils arrêtent volontiers les trains pour en faire descendre et parfois battre les continentaux. Lin Jianzhong résume avec nostalgie : « pour un moment, Jiayi a été aux Taïwanais. Seul l'aéroport était occupé par les *waishengren*. »¹⁰¹³ Les continentaux évoquent volontiers le même type d'atmosphère, non sans être poussés par l'effroi à une certaine exagération : Ke Yuanfen écrit dans son journal le 4 mars que Taizhong est « intégralement occupée »¹⁰¹⁴ ; l'agent de renseignement Wu Tianfeng évoque *a posteriori* un Taïpei totalement contrôlé par les émeutiers à l'exception de quelques centres de pouvoir, etc.¹⁰¹⁵.

L'éclipse de la présence continentale

Cette prise de contrôle de l'espace urbain est considérablement facilitée, on l'a vu, par la disparition temporaire des forces de l'ordre. Mais la panique est plus grande encore parmi les civils, gagnés par le réflexe de fuite généralisée que mène parfois activement la police – à Xinying, par exemple, c'est l'officier Zheng Jian qui conduit dans les montagnes les Chinois terrifiés¹⁰¹⁶. A Jiayi, comme l'affirme avec justesse l'ancien avocat Su Lihong, la fuite des cadres chinois vers

¹⁰⁰⁸ Le terme revient beaucoup dans l'histoire orale. Shi Youjia (22 août 1993, Dabang), dans JYBH, p. 62 ; Gao Zongcheng (7 octobre 1991, Taïpei), dans KSLS 3, p. 82 ; Wang Zhenhua (20 août 1991, Tainan), dans KSLS 3, p. 150 ; Zeng Junxiong (18 février 2001, Xinzhu), dans XZFC, p. 63... le but avancé est variable, de l'intimidation des soldats chinois à la protection des *waishengren* contre les violences aveugles en passant par la prévention des cambriolages et « l'arrestation » de Chinois pour les enfermer.

¹⁰⁰⁹ Wu Qingnian (20 novembre 1993, Tainan), dans JYBH, p. 25.

¹⁰¹⁰ WU, « Fanpan de shixingtai », *op. cit.*

¹⁰¹¹ Dans ses souvenirs, Zeng Junxiong souligne l'importance de ces moments de sociabilité entre jeunes armés à Xinzhu : entre deux « patrouilles », la clinique de son père Zeng Qingshui devient un lieu de rassemblement où ils prennent leurs repas en commun, bavardent, fument... Zeng Junxiong (18 février 2001, Xinzhu), dans XZFC, p. 63.

¹⁰¹² Zeng Benli en rencontre sur son trajet vers les hôpitaux de Taïpei. Zeng Benli (20 janvier 1984, FCZA), dans DAHB 9, p. 144.

¹⁰¹³ Lin Jianzhong (7 janvier 1993, Taïpei), dans JYBH, p. 269.

¹⁰¹⁴ « Shibian shiri ji – Ke Yuanfen » 事變十日記 – 柯遠芬 (Journal des événements pendant dix jours – Ke Yuanfen), entrée du 4 mars, *Xinshengbao*, 15 mai 1947.

¹⁰¹⁵ Wu Tianfeng (1984, FCZA), dans DAHB 9, p. 149.

¹⁰¹⁶ Zheng Jian (21 janvier 2009, 11 mars 2009, 20 juin 2011, 18 juillet 2011, Taïpei), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, *op. cit.*, pp. 80-111.

l'aérodrome militaire contribue fortement à l'état de vide de pouvoir (*zhenkong zhuangtai* 真空狀態)¹⁰¹⁷. La débandade touche les niveaux les plus élevés : le 7 mars, le consulat américain de Taïpei note que les familles des officiels sont en voie d'évacuation par Jilong¹⁰¹⁸.

Parmi ceux qui ne furent pas, un grand nombre est rassemblé et surveillé par les insurgés dans les lieux dont ils se sont emparés. Cette mesure, qui semble avoir été presque systématique, ne laisse pas d'étonner : quel sens les rebelles lui donnaient-elle, et que comptaient-ils faire de leurs captifs ? Si les termes employés sont presque toujours les mêmes (essentiellement « rassembler, concentrer » *jizhong* 集中¹⁰¹⁹), les témoins donnent de la chose des explications variées, bien que parfois compatibles. Certains affirment qu'il s'agissait essentiellement de protéger les Chinois contre des violences aveugles voire de « prendre soin » (*kangu* 看顧) d'eux, d'autres moins nombreux qu'ils étaient rassemblés en vue d'une expulsion collective, d'autres encore parlent de les surveiller, certains enfin n'expliquent pas le geste. D'une manière générale, le vague désir d'expulser les « Chinois » ou *ashan* semble largement partagé¹⁰²⁰, mais tous les séquestrateurs nient avoir projeté de tuer ou de blesser les captifs, et plusieurs insistent sur le fait qu'ils étaient bien nourris¹⁰²¹. Il est fort probable que ces incarcérations improvisées aient donné lieu à des mauvais traitements ici ou là, mais il n'y a pas à notre connaissance de source fiable attestant d'actes de cruauté, ni *a fortiori* de meurtres, en contradiction des récits catastrophistes contenus dans les sources chinoises (cf. chapitre VI)¹⁰²². Certains témoignages de continentaux attestent du flou réel, dans l'esprit des

¹⁰¹⁷ Su Lihong (1^{er} mai 1994, Jiayi), dans ZLSC, p. 225.

¹⁰¹⁸ NARA/RG84/UD2279/72, Télégramme du consulat de Taïpei à l'ambassade, 7 mars 1947.

¹⁰¹⁹ Par ex. Pan Xinxing (28 juillet 1991, Taïpei), dans KSLS 3, p. 116 ; ou Lin Zhaoye (11 juillet 1991, Yuanlin), dans KSLS 4, p. 240, etc.

¹⁰²⁰ IHT/A_02_0004, « Aveux de Li Wan, transmis par Jiang Shaohua à Ke Fuxing », 4 avril 1947, dans BMJ 1, pp. 244-258 ; Wang Zhennan (22 août 1994, Xiluo), dans JYPY, p. 25 : « On comptait les renvoyer sur le continent après la victoire, mais on n'a pas pu ».

¹⁰²¹ Cai Qilin (14 septembre 1994, Taïpei), dans ZLSC, pp. 51-52 ; Xu Qiwang (1^{er} septembre 1994, Songshan), dans ZLSC, p. 140 ; Chen Yingpeng affirme que la radio de Taïpei diffuse le 3 mars des appels à « expulser les *ashan* » (*gan zou ashan* 趕走阿山). Chen Yingpeng (9 avril, 28 novembre et 1^{er} décembre 2008, 26 avril, 15 septembre et 22 décembre 2011, Taïpei), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, op. cit., p. 174. Quant à Huang Qingbiao, il dit avoir rassemblé les Chinois de Fuzhou dans un ancien temple pour les préserver d'un lynchage possible, et leur avoir fourni de la nourriture et des couvertures (« les continentaux avaient beau être des hommes de quatrième classe, c'était quand même des hommes ») – couvertures avec lesquelles, à l'en croire, ils seraient repartis une fois la sécurité rétablie... Huang Qingbiao (22 août 1994, Douliu), dans JYPY, pp. 84-85.

¹⁰²² Huang Bin, cadre des autorités portuaires de Gaoxiong fait prisonnier à Taizhong après que son train a été arrêté par des rebelles, affirme que les captifs ne reçoivent qu'un repas par jour, qu'ils sont battus voire tués sur un simple caprice des geôliers, contraints de chanter l'hymne japonais, etc. Tang Zhi rapporte que les continentaux détenus à Jiayi sont fouettés en cas de résistance, mais l'affirmation est isolée et repose sur un oui-dire. GSG/13400000691A, Tang Zhi (26 juillet et 10 août 1991, Taïpei). On a peut-être un indice de brutalités dans le fait qu'à Jiayi, certains rebelles reprochent au Comité de résolution d'être trop doux envers les continentaux enfermés. Huang Wen (9 novembre 1994 à Jiayi), dans ZLSC, pp. 246-247.

geôliers, entre séquestration et mise à l'abri¹⁰²³. L'effet d'ensemble est le même : les Chinois continentaux disparaissent de l'espace public ; cela s'accompagne, à Taïpei au moins, d'une disparition symbolique, quand les pancartes et enseignes portant le mot « Chine » sont abattues (cf. annexe 2)¹⁰²⁴. Sous l'effet de la panique, enfin, ce sont parfois les continentaux eux-mêmes qui se barricadent dans leurs locaux et disparaissent ainsi de la circulation : Shen Yunlong, vice-président du Comité de Propagande du gouvernorat, a gardé un vif souvenir de la dizaine de jours qu'il a passés enfermé dans son bureau, sans nouvelle de sa femme et de son fils cachés chez des voisins¹⁰²⁵.

De cette peur, les sources taiwanaises autochtones n'expriment pas une conscience claire, qu'elles soient d'époque (presse, déclaration des Comités, tracts) ou rétrospectives (histoire orale). La révolte se perçoit en effet comme essentiellement défensive, préventive à la rigueur, jusque dans ses opérations armées les plus ouvertes : Wu Qingnian comme Huang Qingbiao affirment par exemple que les soldats de Jiayi sont attaqués et l'aéroport de Shuishang assiégé pour empêcher les militaires de sortir massacrer les habitants¹⁰²⁶ ; à Gaoxiong, la charge des étudiants sur la gare aurait eu pour but (peu plausible) de rétablir l'approvisionnement alimentaire de la ville¹⁰²⁷. En faisant la part de la disculpation et de la projection rétrospective de la répression sanglante sur les incidents qui la précèdent, cette lecture des événements est cohérente avec le désir de repousser les Chinois, *a fortiori* s'ils sont armés, en dehors de l'espace public, et de les contraindre à tout le moins de rester dans leurs casernes.

B. Remplacer l'Etat

La révolte d'une société étatisée

Le pouvoir chinois à demi disparu, il devient loisible de le remplacer. Au niveau des Comités de résolution, le mimétisme étatique est clair, comme en attestent le vocabulaire qu'ils utilisent et leurs organigrammes complexes. Celui de Taïpei ne prétend pas se substituer au gouvernement, seulement « l'assister » provisoirement et paver la voie à une institutionnalisation légale du pouvoir des notables (même si la différence paraît ténue en pratique) : c'est le cœur des réformes politiques exposées dans les « 32 demandes » du 6 mars (cf. Introduction). Les notables locaux sont souvent moins prudents : à Gaoxiong, un conseiller municipal prend le titre de chef de district, sans qu'on

¹⁰²³ Diao Sibao (21 mai 2000, Qishan), dans XI, *Jingcha yu Er'erba shijian*, *op. cit.*, p. 232.

¹⁰²⁴ CHEN et XU, « Lin Hengdao xiansheng fangwen jilu », *op. cit.*, p. 84.

¹⁰²⁵ Shen Yunlong (mai 1984, FCZA), dans DAHB 9, p. 135.

¹⁰²⁶ Wu Qingnian (20 novembre 1993, Tainan), dans JYBH, p. 26 ; Huang Qingbiao (22 août 1994, Douliu), dans JYPY, p. 87.

¹⁰²⁷ Pan Zuohong (18 août 1991, Gaoxiong), dans GX 1, p. 423.

sache si le Comité de résolution de la ville a approuvé ce coup de force¹⁰²⁸ ; celui de Pingdong n'hésite pas à nommer Ye Qiumu 葉秋木 nouveau maire de la ville¹⁰²⁹ ; à Tainan, le conseiller municipal Xu Binding 許丙丁, membre du Comité local et ancien officier de la police japonaise, prend (verbalement) la tête du bureau de police¹⁰³⁰ ; à Gaoxiong, lors de la répression, un « sceau fantôme » retrouvé par la police atteste de la volonté de s'emparer du pouvoir symbolique de l'Etat¹⁰³¹, etc. Ces usurpations ne débouchent sur rien de bien concret, les institutions ordinaires étant paralysées, mais elles mettent en évidence l'impatience des notables formosans à accéder aux fonctions officielles que le Comité de Taibei leur promet à l'horizon de quelques mois.

Quant aux acteurs de la révolte armée, ils se soumettent parfois à l'autorité des Comités, leur conférant *de facto* un bras armé illégalement constitué et, de ce fait, une forme d'autorité insurrectionnelle (ce qui leur coûtera fort cher au moment de la répression). Mais on l'a vu, ce ralliement s'opère le plus souvent par après et d'une manière toute conditionnelle.

Cela ne signifie pas pour autant que les insurgés opposent à l'Etat/gouvernement (*zhengfu* 政府) un autre ordre de légitimité. Ils évoluent, tout autant que les notables, dans un univers étatisé et bureaucraté, et se livrent donc à ce que Quentin Deluermoz et Jérémie Foa appellent des « usages de l'Etat » en révolution. Ceux-ci supposent une intériorisation et une acceptation par les rebelles si ce n'est de l'Etat en place, du moins du principe étatique de « titularisation des fonctions publiques »¹⁰³². Les modalités de la révolte taiwanaise attestent de l'enracinement de ce principe. Contrairement à ce qui prévaut dans les jacqueries et révoltes traditionnelles étudiées par Lucien Bianco, où l'incendie du *yamen* est monnaie courante, les bâtiments officiels ne sont pas détruits : on les occupe, souvent après en avoir vandalisé le contenu¹⁰³³. Le pouvoir étatique est moins refusé que remplacé ; c'est le régime qui est visé, à condition de ne pas entendre par là – comme le font les interprètes « prochinois » des événements – que la colère des rebelles se limite au Guomindang, sans s'étendre à la nation chinoise ; ils n'ont en réalité aucune raison de faire la différence, sauf pour une poignée d'entre eux. Les modes de recrutement et d'accès aux postes semblent, peu ou prou, identiques à ceux repérés par Quentin Deluermoz et Jérémie Foa pour la Commune de Paris, avec

¹⁰²⁸ IHT/A_05_0001, Télégramme de Xie Aihou à Lin Zhenfan (Lin Dingji), 18 mars 1947, dans BMJ 2, pp. 269-270.

¹⁰²⁹ BMJ 1, n. 3 p. 12.

¹⁰³⁰ IHT/A_03_0007, Télégramme de Huang Renli à Lin Zhenfan (Lin Dingli), envoyé de Tainan, 25 mars 1947, dans BMJ 2, p. 11.

¹⁰³¹ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, op. cit., p. 229.

¹⁰³² Quentin DELUERMOZ et Jérémie FOA (dir.), *Usurpations de fonction et appropriations du pouvoir en situation de crise (XIXe-XXe siècle)*, Paris : Centre d'Histoire du XIXe siècle, 2012, pp. 9-14.

¹⁰³³ BIANCO, *Jacqueries et révolution*, op. cit., p. 143.

par surcroît la dichotomie caractéristique de la révolte taiwanaise : proximité du pouvoir et compétence pour ce qui est des Comités de résolution ; vocation ou ardeur révolutionnaire pour les postes de commandement « militaires »¹⁰³⁴. Pour ce qui touche la nomenclature, cependant, les rebelles s'attribuent rarement des titres empruntés à l'administration chinoise.

Les titres policiers semblent faire exception. A Taizhong, le journaliste et ancien officier de l'Armée impériale He Luanqi, qui a été enrôlé à la rétrocession à la tête d'un corps de policiers volontaires (*yiyong jingcha dui zhongduizhang* 義勇警察隊中隊長)¹⁰³⁵, s'empare du bureau de police et met sur pied avec ses anciens subordonnés (des soldats démobilisés) la « Brigade de police spéciale de Taizhong » (*Taichū tokubetsu keisatsutai* 台中特別警察隊) – le terme de police est ici repris, sans doute en vertu des anciennes fonctions de He. Les uniformes de la police volés dans les commissariats habillent parfois ces patrouilles improvisées¹⁰³⁶. Le climat général permet à de nombreux agents taiwanais de s'attribuer les titres de leurs supérieurs¹⁰³⁷.

Cependant, parmi les insurgés, les termes les plus courants diffèrent de la titulature officielle : à Taizhong, les pompiers créent une « équipe spéciale de protection de l'ordre » (*tebie bao'andui* 特別保安隊)¹⁰³⁸ ; le plus souvent, on use de titres empruntés à l'armée japonaise et aux groupes paramilitaires, ou inspirés d'eux. L'administration chinoise est trop récente et surtout trop peu aimée pour faire l'objet d'une véritable appropriation : pour la majorité des Taiwanais de 1947, les fonctions du gouvernorat sont sans dignité, associées à l'accaparement et à la corruption. C'est pour cette raison que les usurpations de poste *stricto sensu* sont rares : à un régime méprisé, les jeunes rebelles préfèrent opposer les titres d'une organisation défunte et glorieuse (bien que crainte), plutôt que ceux que leur propose une notabilité sans prestige parce que sans pouvoir – comme en témoigne le nombre de fonctions auto-attribuées, sans intervention des Comités de résolution.

Plus commune que l'usurpation des titres est celle des *fonctions* de l'Etat. Ainsi, à Puzi, le maître de boxe Cai Xinan se met-il en tête d'aller interpellier et arrêter le chef de la police locale¹⁰³⁹. L'ambition des insurgés à prendre en charge la société dans son ensemble, bien qu'elle reste brouillonne, implique qu'ils s'autorisent à exercer une contrainte sur les non-participants, ou à

¹⁰³⁴ DELUERMOZ et FOA, « Titulatures, positions sociales et mouvement révolutionnaire : les 'usurpations de fonctions' communardes (1871) », dans *Usurpations de fonction et appropriations du pouvoir*, *op. cit.*, pp. 59-74.

¹⁰³⁵ « He Luanqi », dans *Dictionnaire de l'Incident du 28 février*, p. 121.

¹⁰³⁶ 228MM/« Taiwan sheng Er'erba baodong shijian baogao tiyao », p. 20.

¹⁰³⁷ Par ex. dans le bureau du monopole de Taizhong. IHT/A_03_0022, Rapport de Yi Zhong sur les faits et gestes de Wei Wenxiang, 26 mai 1947, dans BMJ 2, p. 150.

¹⁰³⁸ Compte tenu de la composition de ce groupe, il est probable que son nom ait été prononcé en japonais (*Taichū tokubetsu keisatsutai*). LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 85.

¹⁰³⁹ Cai Yaojing (12 juillet 1994, Puzi), dans JYPY, p. 332.

exiger d'eux des formes de participation mineures. Le mot d'ordre classique des soulèvements chinois, « qui a de l'argent donne de l'argent, qui n'a que sa force donne sa force » (*you qian chu qian, you li chu li* 有錢出錢, 有力出力), est omniprésent¹⁰⁴⁰. Et pour ce soulèvement qui se conçoit comme une mobilisation générale – le vieux slogan des jacqueries s'applique aussi bien à la guerre totale qui vient d'avoir lieu –, l'unanimité, si théorique soit-elle, est une vertu essentielle. Il y a des contributions volontaires¹⁰⁴¹ ; dans bien d'autres cas, et en faisant la part des discours de disculpation rétrospectifs, l'écot qu'on exige des Taiwanais fortunés s'apparente à un impôt révolutionnaire¹⁰⁴².

Subversion et maintien de l'ordre

La fonction la plus souvent accaparée, de loin, est celle du « maintien de l'ordre » (*zhi'an* 治安), terme omniprésent dans les sources tant contemporaines¹⁰⁴³ que rétrospectives¹⁰⁴⁴, généralement associé au sentiment d'un devoir envers la « localité » (*difang* 地方). L'ancien soldat Cai Yaojing, par exemple, explique rétrospectivement que pour ses hommes et lui, la priorité était de maintenir l'ordre dans leur village de Puzi et non d'aller rejoindre les combats à Jiayi¹⁰⁴⁵. C'est ainsi que la plupart des témoins expliquent pourquoi ils prennent d'assaut les commissariats et patrouillent dans les rues de leurs villes. Ce localisme est cohérent avec ce qu'on sait des structures d'encadrement coloniales tardives¹⁰⁴⁶.

L'ubiquité du terme « maintien de l'ordre » empêche de le réduire à une stratégie de disculpation de la part des rebelles. Comme on l'a vu, les mois qui suivent la guerre révèlent la faiblesse de l'appareil policier et le contraignent à recourir ouvertement à des forces supplétives locales, ainsi qu'à en appeler à la bonne volonté des administrés pour dénoncer les malfaiteurs et prêter main

¹⁰⁴⁰ BIANCO, *Jacqueries et révolution, op. cit.*, p. 140. A Puzi, un groupe de femmes collecte des fonds dans la rue en usant d'une variante : « ceux qui ont de l'argent donnent de l'argent, ceux qui ont du grain donnent du grain ». Zhang Bijiang (11 juillet 1994, Puzi), dans JYPY, p. 347.

¹⁰⁴¹ Par exemple le commerçant Lai Xiang à Jiayi, qui le paie de sa vie. Lai Caiyu (31 octobre 1993, Jiayi), dans ZLSC, p. 146. Ou l'étudiant Su Renzheng à Jilong, qui connaît le même sort. Su Renjie (11 novembre 1992, Taibei), dans JLYG, p. 85.

¹⁰⁴² Comme celui prélevé sur la raffinerie de Nanjing, dans les souvenirs de son directeur. Jiang Kunyong (29 mai 1994, Huwei), dans JYPY, p. 64.

¹⁰⁴³ Il apparaît dans les tracts des organisations modérées (cf. plus haut), dans le nom d'unités insurgées (« Lujun zhengbian ershiyi shi di yisiliu lü suijing xiangbao », dans ZLJX 4, p. 324), dans l'organigramme du Comité de résolution qui dispose d'un *zhi'an zu* 治安組 (CHEN, *Paixi douzhen*, *op. cit.*, p. 168), etc.

¹⁰⁴⁴ Les interviewés l'emploient pour parler des « brigades de maintien de l'ordre » (*zhi'andu* 治安隊). Chen Liangrong (5 novembre 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 178 ; Chen Jiahu (13 juillet 1994, Xingang), dans JYPY, p. 205 ; Ji Qingchi (22 septembre 1999, Banqiao), dans XZFC, p. 71... Ils l'utilisent plus généralement pour définir la mission dont ils se sentaient investis lors de la révolte. Zeng Junxiong (18 février 2001, Xinzhu), dans XZFC, p. 62 ; Pan Yinxiong (21 octobre 1994, Taibei), dans GX 1, p. 437 ; Lin Youcai (22 septembre 1994, Fenqihu), dans ZLSC, p. 206...

¹⁰⁴⁵ Cai Yaojing (12 juillet 1994, Puzi), dans JYPY, p. 329.

¹⁰⁴⁶ Chen Liangrong affirme que chaque quartier *linli* 鄰里 de Gaoxiong organisait sa brigade de maintien de l'ordre. Si la situation réelle semble moins systématique, cette idée pourrait renvoyer au souvenir des *tonarigumi* 隣組 japonais. Chen Liangrong (5 novembre 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 177.

forte à la police¹⁰⁴⁷. Cette situation, qui s'éternise jusqu'à la veille de la révolte, est entérinée par les autorités militaires : le 9 janvier 1947, le vice-chef d'état-major Fan Songyao appelle ouvertement les Taiwanais à aider l'armée à faire régner l'ordre public¹⁰⁴⁸. Pendant l'Incident du 28 février, les exhortations au calme et à l'ordre de Chen Yi, qui en fait une condition pour lever la loi martiale, peuvent être interprétées comme un appel à prendre en charge les missions de l'Etat. Il y a bien sûr une différence fondamentale entre l'idée de l'ordre que se fait le gouverneur, qui exclut explicitement l'occupation de l'espace public¹⁰⁴⁹, et les pratiques des rebelles. Ces derniers ne se prévalent pas moins de l'ambiguïté pour justifier leur action, comme à Zhanghua, où un groupe emprunte trois fusils à un commissariat dans le but déclaré d'assurer provisoirement la sécurité publique : le prêt est forcé, mais les insurgés attestent de leur bonne foi en signant au commissaire une reconnaissance de dette...¹⁰⁵⁰

Sur ce point, en outre, les deux faces de la révolte (celle des notables et celle des « profanes ») concordent remarquablement. En dépit de divergences souvent profondes sur les mesures concrètes à prendre, le vocabulaire du « maintien de l'ordre » est congruent avec le discours des notables – tout comme l'est le désir de désarmer un pouvoir jugé barbare et imprévisible, qui apparaît dans le « Plan général » du 6 mars (cf. annexe 4), même si le Comité de résolution de Taïpei l'exprime sous une forme plus modérée et se propose d'en passer par la concertation. Cet accord verbal sur la préservation de l'ordre public, qui nécessite de le confier aux Taiwanais eux-mêmes, se manifeste à tous les niveaux, de Taïpei à une localité comme l'arrondissement de Beigang, dont les notables forment une *bao'andui* d'une centaine d'hommes avec l'accord au moins tacite de ce qui reste de la police, qui leur fournit des armes sans contrainte apparente¹⁰⁵¹. A Taizhong, le Comité de résolution encourage la formation de brigades de maintien de l'ordre (*zhi'andui*) pour faire pièce aux groupes armés qui prolifèrent et tenter de prendre le contrôle du mouvement¹⁰⁵². La prise d'arme anarchique provoque l'inquiétude d'une partie de la population qui ne se limite pas aux notables. A Douliu par exemple, Huang Qingbiao convient avec d'autres meneurs d'armer une « Union de maintien de l'ordre de Douliu » (*Douliu zhi'an weichi hui* 斗六治安維持會). La création de groupes armés est ici contagieuse par compétition, et non coopération¹⁰⁵³.

¹⁰⁴⁷ Chen Yingpeng (9 avril, 28 novembre et 1^{er} décembre 2008, 26 avril, 15 septembre et 22 décembre 2011, Taïpei), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, *op. cit.*, p. 155.

¹⁰⁴⁸ Cité dans HUANG, « Guomindang zhengquan liumang qudi zhidu », *op. cit.*, p. 78.

¹⁰⁴⁹ « Chen Yi di yi ci guangbo ci » 陳儀第一次廣播詞 (Première allocution radiophonique de Chen Yi), 1^{er} mars 1947 à 17h, dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, *op. cit.*, pp. 335-336.

¹⁰⁵⁰ Reproduite dans LÜ (dir.), *Zhanghua xian Er'erba shijian dang'an huibian*, *op. cit.*, p. 58.

¹⁰⁵¹ Gao Zongcheng (7 octobre 1991, Taïpei), dans KSL3, p. 81.

¹⁰⁵² LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 86.

¹⁰⁵³ Huang Qingbiao (22 août 1994, Douliu), dans JYPY, p. 84.

Les rebelles ne se saisissent pas simplement du maintien de l'ordre comme un prétexte pour s'armer. Ils prennent souvent leurs missions auto-attribuées très au sérieux, à telle enseigne que les agents du renseignement militaire se sentent parfois contraints de reconnaître leur efficacité, occasionnellement avec une certaine admiration¹⁰⁵⁴. Mais la frontière entre ordre et désordre est poreuse, et dépend beaucoup du point de vue. A Jiayi, un policier taiwanais soucieux de l'état d'anarchie dans lequel la ville est plongée du fait de la fuite de ses supérieurs organise lui-même ses collègues du commissariat, pour être plus tard arrêté comme meneur d'une « organisation illégale » par l'armée, qui ne voit que subversion dans ce genre d'initiatives¹⁰⁵⁵. Cela ne signifie pas qu'elles ne sont pas prises au sérieux par les rebelles : dans le district de Taidong, le 10 mars, deux groupes armés (« l'unité de l'Armée de Terre » et « l'unité de la Marine ») échappent à la répression, provisoirement au moins, en acceptant officiellement de faire la chasse aux communistes sous la supervision des autorités locales¹⁰⁵⁶. Le discours d'ordre des insurgés permet ici – mais le cas est rare – de trouver un terrain commun avec l'ennemi d'hier.

D'une manière générale, toutefois, l'organisation en vue du maintien de l'ordre et la rébellion sont indiscernables, non seulement parce qu'elles reviennent à se substituer aux autorités déliquescents, mais aussi parce que ce sont bien souvent les mêmes personnes qui intimident ou combattent ces dernières, puis les remplacent. L'expérience de Wu Yingjun à Taoyuan, déjà évoquée au chapitre III, est exemplaire : Wu, envoyé par les notables calmer les jeunes rebelles, se trouve plus ou moins forcé de prendre leur tête. Il les réorganise sur un modèle militaire mais les renomme *zhi'andui*, un terme moins inquiétant pour les autorités que celui d'« Unité de Wuling » (*Wuling budui* 武陵部隊) sous lequel ils figurent dans le rapport de pacification ultérieur¹⁰⁵⁷. Ce changement de terminologie semble avoir été réalisé en accord informel avec Su Shaowen 蘇紹文, un militaire du cru, commandant depuis le 4 mars de la « zone de défense de Xinzhu » (*Xinzhu fangwei qu* 新竹防衛區). Il semble bien que Wu ait son rôle semi-officiel à cœur, essayant de disperser les plus radicaux des rebelles et de garantir un semblant d'ordre public. Il se heurte d'ailleurs à l'hostilité d'une partie de ses hommes, déçus de sa tiédeur, et dont certains font sécession. Il n'en sera pas moins, lors de la répression, emprisonné trois mois et torturé, en punition de ce que ses hommes ont encerclé et pillé les locaux de la police. Faut-il y voir une duplicité de la part

¹⁰⁵⁴ ZENG Wenliang 曾文亮, « Er'erba shijian zhong de panluan yu chengfa : jian lun zhanhou chuqi guomin zhengfu de zhengzhi, junshi yu falü » 二二八事件中的叛亂與懲罰 : 兼論戰後初期國民政府的政治、軍事與法律關係 (Révolte et châtement lors de l'Incident du 28 février : sur les liens entre le politique, le militaire et le légal pour le gouvernement national de l'immédiat après-guerre), *Taiwan shi yanjiu*, n° 22 (4), 2015, pp. 83-122, p. 91.

¹⁰⁵⁵ Su Lihong (1^{er} mai 1994, Jiayi), dans ZLSC, p. 225.

¹⁰⁵⁶ « Taidong xian shibian jingguo baogao », dans ZLXJ 4, p. 35.

¹⁰⁵⁷ « Lujun zhengbian ershiyi shi di yisiliu lü suijing xiangbao », dans ZLJX 4, p. 190.

du pouvoir ? L'histoire révèle plutôt la porosité objective entre maintien de l'ordre et subversion. A très court terme, et en exceptant la minorité de radicaux qui veulent avant tout en découdre avec les Chinois, tout le monde trouve son compte dans le compromis : les notables qui voient s'éloigner la perspective du chaos, Su Shaowen qui ne dispose sur place que d'une section (*pai* 排) et ne peut se permettre une escalade, et les rebelles qui obtiennent, certes illusoirement, ce qu'ils veulent – être maîtres chez eux, avec ce que cela suppose de dépossession de la police (ses armes et ses fonctions). Ce type d'arrangement, qui ne pouvait être qu'informel et *ad hoc*, n'avait aucune chance d'être validé une fois le rapport de force inversé. L'armée et le renseignement refusent – non sans raison – de croire à l'innocence complète de la « brigade de maintien de l'ordre », qui ne s'y trompe d'ailleurs pas : à l'annonce de l'arrivée des renforts, une partie se débande et rejoint d'autres groupes armés à Daxi, et Wu Yingjun lui-même, après avoir remis les armes qui lui restent au Comité de résolution local, part se cacher¹⁰⁵⁸.

C. Un soulèvement « civilisé »

Cette indécision entre ordre et subversion est révélatrice de la manière dont l'insurrection se perçoit, même quand elle devient violente. Les rebelles sont habités du sentiment de leur droit, parfois de leur devoir, à prendre en charge, et non à transformer, la société en lieu et place du pouvoir chinois – c'est-à-dire, dans la perception majoritaire, du couple autorités/continentaux, surtout si ces derniers, comme c'est souvent le cas, sont employés par l'Etat. Celui-ci, jugé malhonnête et inefficace, est plus que tout considéré comme insuffisamment civilisé, en un sens assez strictement eliasien : l'autocontention (physique avant tout) et l'intériorisation des contraintes qui fondent le droit du dominant. Incapables de se commander à eux-mêmes, de tenir en bride leurs appétits, les gens du continent n'ont aucun titre à commander aux insulaires. Le décalage objectif de développement économique et de stabilité politique entre les espaces est perçu comme un différentiel de civilisation entre les personnes.

Cette conception de la légitimité porte à coup sûr la marque de discours datant de la période coloniale. Elle était celle du maître japonais, qui opposait volontiers la civilisation (*bunmei* 文明) léguée par la modernisation Meiji au chaos archaïque d'une Chine en décomposition. Elle était aussi celle des élites mobilisées pour le *home rule* avant la guerre, puisque c'était au nom du niveau d'avancement (*mindō* 民度) des Taiwanais, jugé au moins égal à celui des Coréens, que des notables comme Lin Xiantang et Yang Zhaojia 楊肇嘉 faisaient campagne contre la loi n°63 conférant au

¹⁰⁵⁸ WU, « Fanpan de shixingtai », *op. cit.*

gouverneur-général le pouvoir de légiférer par décrets¹⁰⁵⁹. Les dirigeants de la Ligue taiwanaise pour l'autonomie locale inscrivaient explicitement leurs demandes dans le projet Meiji de civilisation du peuple¹⁰⁶⁰ ; un de ses dirigeants, Cai Peihuo 蔡培火, pouvait ainsi présenter l'assimilation (*dōka*) non comme une japonisation (il ne rejetait pas ses origines chinoises et s'opposait à l'acculturation forcée), mais comme la marche universelle du progrès, qui mènerait pêle-mêle à l'abandon de la queue mandchoue, des aliments crus et du despotisme¹⁰⁶¹.

Ce que le soulèvement de 1947 nous semble révéler, c'est que cette vision est partagée par de larges couches de la population urbaine, bien au-delà des notables, et qu'elle est suffisamment prégnante pour légitimer la révolte (sans pour autant, bien sûr, suffire à l'expliquer)¹⁰⁶². Un an avant le soulèvement déjà, le renseignement militaire américain notait qu'il était reproché aux Chinois « de laisser les Taiwanais se battre entre eux »¹⁰⁶³. Pour Su Lihong, « quand le gouvernement chinois est venu après la guerre, les gouvernants (*tongzhi zhe* 統治者) eux-mêmes violaient la loi, et leur niveau d'éducation (*xueshi* 學識) était plus bas que celui des gouvernés »¹⁰⁶⁴ ; lors du siège de l'aéroport de Shuishang, le professeur de physique Wu Qignian emporte au combat deux objets propitiatoires qui incarnent, chacun à sa manière, la civilisation (universelle) apportée par le Japon : une règle à calcul (*jisuanchi* 計算尺) ramenée de la métropole et une édition japonaise du *Discours à la nation allemande* de Fichte¹⁰⁶⁵. Cette attitude n'est pas réservée à la bourgeoisie coloniale : l'ancien ouvrier Chen Mugui rappelle sa honte d'avoir été dirigé par des gens « de très bas niveau » (*feichang xiaji* 非常下級)¹⁰⁶⁶. Le vocabulaire de la civilisation est parfois explicitement mobilisé, comme dans les demandes d'autonomie pour Taiwan formulées par un groupe de jeunes rebelles de Tianzhong au motif que les Formosans sont des « citoyens civilisés » (*wenming guomin* 文明國民), non des sujets colonisés : pas de nostalgie coloniale ici, mais la ferme conviction que les Japonais, tout despotiques aient-ils été, ont laissé à Taiwan la civilisation en héritage¹⁰⁶⁷.

D'où des formules surprenantes au premier abord. L'ancien policier taiwanais Lin Yujing, qui s'est tenu à l'écart, se souvient des appels radiodiffusés au soulèvement comme « très efficaces,

¹⁰⁵⁹ PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, p. 33.

¹⁰⁶⁰ FIX, "Taiwanese Nationalism and its Late Colonial Context", *op. cit.*, pp. 44-45.

¹⁰⁶¹ CHING, *Becoming "Japanese"*, *op. cit.*, p. 110.

¹⁰⁶² C'est une autre raison pour laquelle la révolte commence en ville et reste largement urbaine, contrairement à ce qui se passe à la même époque dans les empires européens, où les soulèvements sont majoritairement ruraux.

¹⁰⁶³ NARA/RG226/173/11, Télégramme sortant du S.S.U. (Formose), 15 février 1946.

¹⁰⁶⁴ Su Lihong (1^{er} mai 1994, Jiayi), dans ZLSC, p. 226.

¹⁰⁶⁵ Wu Qignian (20 novembre 1993, Tainan), dans JYBH, p. 29.

¹⁰⁶⁶ Chen Mugui (18 août 1995 à Xizhi), dans DSHY, p. 131.

¹⁰⁶⁷ « Tianzhong qingnian tongzhi chuli Er'erba shijian shi'er yaoqiu », dans LÜ (dir.), *Zhanghua xian Er'erba shijian dang'an huibian*, *op. cit.*, pp. 48-57.

parce qu'à l'époque les gens étaient obéissants » (*dangshi de ren hen tinghua* 當時的人很聽話)¹⁰⁶⁸ ; ce diagnostic est paradoxalement partagé par plusieurs anciens membres de l'administration, qui décrivent les Taiwanais comme plutôt disciplinés, voire dociles (*haoguan* 好管)¹⁰⁶⁹. Cette image est en vogue à l'époque des faits – un tract de l'Union de la jeunesse pour l'autonomie distribué au centre de l'île exalte par exemple « le bel esprit de respect des lois des Taiwanais » (*Taibao youxiu shoufa jingshen* 台灣優秀守法精神)¹⁰⁷⁰. Bien plus tard, Wu Qingnian et d'autres évoqueront également cette habitude de respecter la loi (*shoufa*)¹⁰⁷¹, et le paysan Chen Shuilian opposera au chaos de l'administration chinoise, qu'il rend responsable de la rébellion, l'intransigeance louable du Japon dans la répression des moindres crimes¹⁰⁷².

Il ne s'agit pas d'un attachement à « l'Etat de droit » (*fazhi* 法治) japonais, comme se laisse parfois aller à l'affirmer une historiographie verte projetant les valeurs du présent sur la réalité de l'après-guerre¹⁰⁷³ ; la discipline sociale, au premier chef celle qui fut tardivement inculquée par le colonisateur dans les structures militaires et paramilitaires, est mise au service de la subversion. Le gouvernorat de Chen Yi estimait en 1946 que les Taiwanais, trop disciplinés, ne se révolteraient pas ; en 1947, c'est précisément parce qu'ils sont disciplinés qu'ils s'estiment en mesure de le faire. Ainsi, ce qu'on peut appeler le « militarisme imaginaire » du soulèvement ne nourrit pas, dans la pratique, une violence déchaînée, mais le goût ostentatoire d'un héroïsme ordonné.

¹⁰⁶⁸ Lin Yujing (17 septembre 1993, Xingang), dans JYPY, p. 266. Cette croyance paraît du moins répandue chez les citadins qui se soulèvent en 1947 – peut-être un élément supplémentaire d'explication du caractère essentiellement urbain de la révolte, mais cette hypothèse est difficile à étayer.

¹⁰⁶⁹ Par exemple Zhou Yonghong (16 janvier 2008, 30 mars et 11 avril 2009, Taibei), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, *op. cit.*, p. 274 ; Wang Qingtian (29 février 1992, Badu), dans BQCZ, p. 231. Ce constat a son revers acrimonieux, qui traduit la susceptibilité chinoise aux critiques formosanes : un cliché courant après la guerre veut qu'en cinquante ans de colonisation japonaise les Taiwanais n'aient rien appris d'autre qu'à faire la queue. CHOU, « Between Heimat and Nation », *op. cit.*, p. 137.

¹⁰⁷⁰ Tract joint à un télégramme de Zhang Bingcheng à Yan Pucheng (reçu le 1^{er} avril), dans DAHB 1, pp. 378-379.

¹⁰⁷¹ Wu Qingnian (20 novembre 1993, Tainan), dans JYBH, p. 29.

¹⁰⁷² Chen Shuilian (9 août et 19 novembre 1993, Liucuo), dans JYBH, p. 180.

¹⁰⁷³ Cf. par ex. WU, « You Yuanlin shijian kan zhanhou Taiwan fazhi de bengkuai », *op. cit.*, *passim*.

La révolte de 1947 nous apparaît, avec le recul, objectivement suicidaire. On ne saurait l'expliquer par l'ignorance du danger – argument qui revient beaucoup dans les témoignages taiwanais, qui opposent une culture politique chinoise sanguinaire aux mœurs paisibles des insulaires. Qu'il y ait décalage dans les normes du comportement politique est une chose, mais peut-on sérieusement ajouter foi à l'image d'insurgés inconscients du caractère subversif de leurs gestes ? Personne n'ignore la guerre civile très dure dans laquelle la Chine est plongée ; dans les semaines qui précèdent le 28 février, la presse traite abondamment de la situation continentale. Par ailleurs, une expérience de près d'un an et demi donne aux Formosans une assez bonne idée des mœurs politiques du Guomintang d'après-guerre. Enfin, le caractère bénin du règne japonais est de toute évidence un mythe rétrospectif, et il n'est pas difficile d'imaginer comment le gouvernement général aurait réagi à une telle rébellion.

L'inconscience des insurgés doit certes beaucoup à la transition rapide de 1945, qui rend inadéquats les habitus formés pendant la période coloniale. Mais le calcul n'est pas seulement rendu plus difficile, il est dans une certaine mesure suspendu. L'Incident du 28 février restant une éruption courte, les rebelles manquent du temps nécessaire pour apprécier les perspectives qui s'offrent à eux, puis corriger ces appréciations en fonction de l'évolution des rapports de force. Ce qui domine, c'est le sentiment grisant du possible. Les témoins se souviennent volontiers de l'immense excitation des premiers jours de mars : « pour un moment rien n'a bougé, tout Gaoxiong était contrôlé par la population, et tout le monde a éprouvé un sentiment de libération totalement inédit (*da jia gandao conglai suo meiyou de jiefanggan* 大家感到從來所沒有的解放感) »¹⁰⁷⁴. Cette effervescence ne se limite pas aux jeunes têtes brûlées : Cai Pengfei apprend les premiers événements à la radio en compagnie du président du tribunal local. « Instinctivement, il s'est écrié 'quel plaisir !' (*wo zhen shuangkuai* 我真爽快) »¹⁰⁷⁵.

Cette joie est celle du renversement soudain et apparent du rapport de force, non celle d'un grand espoir collectif. La société taiwanaise qui se soulève en 1947 donne des signes évidents d'impatience. Pour autant, elle ne semble travaillée ni par un rêve messianique ou révolutionnaire, ni par la mémoire d'utopies passées. Elle n'a pas davantage pour but de revenir à un passé déjà idéalisé – les souvenirs du joug colonial et des privations de la guerre sont trop frais. On a plutôt le sentiment d'un grand présentisme. Les temps, transitoires et confus, n'offrent aux rebelles aucun horizon d'attente dégagé, tout en disqualifiant le passé comme modèle. Les premiers jours de mars 1947 semblent accomplir à la fois les promesses de la décolonisation (être maître chez soi) et celles de la modernisation japonaise, civilisatrice autant que militariste. Pour ceux qui se laissent griser, la

¹⁰⁷⁴ Chen Liangrong (5 novembre 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 180.

¹⁰⁷⁵ Cai Pengfei (30 octobre 1994, Jiayi), dans ZLSC, p. 266.

victoire semble à portée de main – il suffira d’assurer la bonne marche de la société locale, de prouver sa valeur, d’intimider ou d’expulser quelques mauvaises gens. Sous ses formes ouvertes (passages à tabac, combats) comme contenues (maintien armé de l’ordre), la violence a donc pour but, en plus des objectifs ponctuels qu’elle permet d’atteindre, d’affirmer la maîtrise des insurgés sur le cours des événements. Elle ne prend pas d’allure « panique »¹⁰⁷⁶, ne sert aucune eschatologie et ne bascule pas, comme elle l’aurait pu, dans le massacre. Pour le malheur des insurgés, toutefois, ce n’est pas cette modération qui frappe les autorités chinoises.

¹⁰⁷⁶ Cf. Alphonse DUPRONT, *Du sacré : croisades et pèlerinages, images et langages*, Paris : Gallimard, 1987.

CHAPITRE VI – UNE VICTOIRE INCOMPLETE : LE SOULEVEMENT TAIWANAIS AUX YEUX DU POUVOIR CHINOIS

Nous avons identifié dans la guerre – dans la reconfiguration de l'hégémonie et des subjectivités coloniales qu'elle a entraînée, et dans la rémanence de ces effets – la source essentielle des modèles de comportement des rebelles taiwanais. Nous soutiendrons ici que la réaction chinoise prend également sens dans un contexte de sortie de guerre, et que c'est le conflit de 1937-1945 qui structure sinon la totalité du moins l'essentiel des horizons d'attente et des cadres mentaux à travers lesquels les autorités chinoises perçoivent l'insurrection formosane, et qui préparent et légitiment la violence de la répression. Il faut donc essayer de les reconstruire, et ce faisant de mieux saisir l'inquiétude et la colère des dirigeants à tous les niveaux, sans quoi la brutalité de la réponse chinoise resterait un mystère.

Cette tâche est rendue possible par une abondance de documents produits par les acteurs officiels du drame – autorités civiles et militaires (largement confondues à Taiwan), Guomindang, services de renseignement –, ainsi que de nombreux articles de presse, que ceux-ci émanent d'organes du régime ou de la presse de Chine continentale. Il s'agit ici, dans la mesure du possible, d'établir la manière dont le soulèvement et la menace qu'il représente sont perçus par les différents échelons du pouvoir chinois. Nous privilégierons donc les documents internes et contemporains des faits dans leurs premiers développements, et ne ferons appel à des sources plus tardives que dans la mesure où elles reprennent et élaborent les mêmes thèmes, afin de ne pas confondre la réaction initiale du régime et sa propagande ultérieure. On verra toutefois que la différence n'est pas radicale, du moins pas dans les semaines qui suivent l'Incident. Ce n'est que plus tard, avec le remplacement de l'équipe dirigeante à Taibei puis davantage encore avec la promotion de Taiwan en base anticommuniste, qu'un discours officiel sans grand rapport avec l'état d'esprit de l'époque se constituera (cf. Conclusion).

Nous montrerons d'abord que les autorités identifient l'héritage japonais comme la cause profonde de la révolte, et comme ce qui distingue Taiwan de toutes les autres provinces chinoises (I). Il faudra ensuite se pencher sur le contenu de ce diagnostic culturaliste, qui fait des Formosans des étrangers de l'intérieur (II), avant de considérer l'importance décisive de la Guerre de résistance dans le regard porté sur la rébellion (III).

I. CAUSES IMMÉDIATES ET CAUSES PROFONDES : UN DIAGNOSTIC CULTURALISTE

A. Interprétations contemporaines de la révolte : quelques fausses pistes

La réaction chinoise à l'Incident du 28 février doit se comprendre dans un contexte de sortie de guerre. Toutefois, la valeur heuristique de cette notion repose sur une césure entre guerre et paix que l'historien se charge d'inquiéter. Effort superflu dans le cas de la Chine Nationaliste, où les fusils se taisent rarement entre l'Expédition du Nord (*beifa* 北伐) (1926-1927) – l'unification du pays par l'Armée nationale révolutionnaire (*Guomin geming jun* 國民革命軍) – et l'effondrement de 1949. Tout au plus le régime connaît-il, à l'intérieur de ses frontières, un certain répit entre la défaite de la dernière révolte régionale d'envergure (celle du Fujian en 1934) et l'invasion de 1937, répit ponctué de provocations japonaises auxquelles il n'est pas en état de répondre et des dernières campagnes d'encerclement contre les communistes fort affaiblis.

Depuis son établissement en 1927, l'Etat-Guomindang est donc aux prises avec des ennemis armés – forces centrifuges chinoises, Japonais, communistes –, et la guerre civile avec ces derniers, à laquelle la guerre mondiale n'a jamais entièrement mis fin, reprend ses droits à peine le Japon terrassé. L'affrontement a repris à grande échelle à l'automne 1945. Dans le courant de 1946, la médiation américaine n'a permis que des trêves courtes et insincères, aucun des deux protagonistes n'étant sérieusement prêt à partager le pouvoir. Le médiateur George Marshall a quitté la Chine en janvier 1947, passablement découragé. En février de cette année, la bataille fait de nouveau rage en Mandchourie – où Lin Biao parvient désormais à tenir en échec les offensives Nationalistes sans pour autant reprendre l'initiative¹⁰⁷⁷ –, mais aussi sur d'autres théâtres moins décisifs à ce stade, comme le nord du Yangzi, où les campagnes de l'été et de l'automne 1946 ont considérablement réduit les forces communistes¹⁰⁷⁸.

Une lecture spontanée de l'Incident du 28 février en ferait donc un épisode de la guerre civile (1946-1949). Il est évident que ce contexte pèse dans la perception chinoise des troubles formosans, comme le soulignent certains auteurs « bleus » qui critiquent la focale taiwanaise trop restreinte de la plupart des historiens « verts ». La version officielle du Guomindang met elle-même le soulèvement de 1947 sur le compte d'une machination communiste, interprétation qui se fonde sur des épisodes réels mais déformés et surtout amplifiés. La réaction chinoise s'expliquerait donc

¹⁰⁷⁷ Harold M. TANNER, *Where Chiang Kai-shek Lost China. The Liao-Shen Campaign, 1948*, Bloomington : Indiana University Press, 2015, pp. 9-10.

¹⁰⁷⁸ Gary J. BJORGE, *Moving the Enemy: Operational Art in the Chinese PLA's Huai Hai Campaign*, Fort Leavenworth (Kansas) : Combat Studies Institute, 2004, pp. 15 et 42-43. Au printemps 1947, les troupes communistes de l'ex-Nouvelle quatrième armée ont perdu l'intégralité des sièges de district (*xian*) dont ils disposaient au Jiangsu.

simplement : depuis Taïpei et Nanjing, on croit avoir affaire à une révolte manipulée par le PCC ; l'enjeu serait donc vital, puisque les événements de Taïwan s'inscriraient dans une entreprise de subversion révolutionnaire et panchinoise.

Cette lecture des faits a l'avantage de la cohérence, mais elle est en grande partie fautive.

Un régime acculé ?

Rappelons d'abord qu'en février-mars 1947 les Nationalistes pensent qu'ils sont en train de l'emporter. Il faut ici prêter attention à la chronologie fine de la guerre civile. En dépit des difficultés nombreuses auxquelles le régime fait face, Jiang Jieshi connaît un pic de prestige en 1946, en particulier au sein de l'armée : aurolé de la victoire de 1945, qui valide rétrospectivement ses choix stratégiques, il incarne également le pouvoir central (le Centre, *zhongyang* 中央, est là où il se trouve) à un degré sans précédent, après avoir « éliminé ou marginalisé une grande partie de l'opposition localiste »¹⁰⁷⁹. Comme l'écrit Odd Arne Westad, « l'identification de Jiang et de son parti avec l'Etat chinois était au plus haut au début de 1947 »¹⁰⁸⁰. Sur le plan économique, le continent connaît en février 1947 un moment de répit dû à une politique anti-inflationniste plus énergique de Nanjing, qui gèle les salaires à leur niveau de janvier, introduit un contrôle des prix pour les biens de première nécessité et se met à réprimer la spéculation plus résolument. L'hyperinflation ne reprendra qu'à l'été¹⁰⁸¹. Sur le plan militaire, le mois de février 1947 est surtout occupé par la planification de l'offensive contre Yan'an, la capitale du PCC depuis 1936. Lancée le 12 mars, elle ne rencontre qu'une résistance mineure et la ville est prise le 19. S'il est aujourd'hui clair qu'il s'agissait d'une victoire en trompe l'œil, Mao ayant choisi de sacrifier la base pour sauver l'armée, sur le moment la chute de Yan'an est un coup au moral pour l'Armée populaire de libération. Quant à Jiang Jieshi, pourtant « jamais enclin à l'euphorie », il note dans son journal qu'elle marque peut-être « le début de la fin de la guerre », un pronostic partagé aussi bien par Moscou que par Washington¹⁰⁸². Par conséquent, quand la révolte taïwanaise éclate, le pouvoir Nationaliste est inquiet sans aucun doute, mais ne se croit pas au pied du mur.

¹⁰⁷⁹ Odd Arne WESTAD, *Decisive Encounters: the Chinese Civil War, 1946-1950*, Stanford : Stanford University Press, 2003, p. 148.

¹⁰⁸⁰ WESTAD, *Decisive Encounters, op. cit.*, p. 64. Cette identification a son revers : Jiang et son gouvernement concentrent sur eux l'expression de tous les mécontentements.

¹⁰⁸¹ Diana LARY, *China's Civil War: A Social History, 1945-1949*, Cambridge : Cambridge University Press, 2015, pp. 88 et 99.

¹⁰⁸² WESTAD, *Decisive Encounters, op. cit.*, p. 151-152.

Par ailleurs il croit peu à son propre discours sur la responsabilité prééminente des communistes dans la révolte – et pas du tout à une collusion entre les rebelles et l'état-major du PCC sur le continent, qu'il aurait été bien en peine d'étayer et qui est presque absente des sources chinoises¹⁰⁸³.

Il serait excessif d'affirmer que l'hypothèse communiste n'est prise au sérieux par personne. Jiang Jieshi lui-même y donne sans doute une certaine créance, dûment encouragé en cela par le gouverneur Chen Yi qui sait jouer des hantises de son maître pour obtenir des renforts et faire oublier ses propres manquements. Dès le 28 février, il envoie à Jiang un télégramme mettant les événements de la veille et du matin sur le compte de « traîtres-bandits (*jianfei* 奸匪)¹⁰⁸⁴ en collusion avec des voyous (*liumang*) », en dépit d'un endiguement efficace du communisme (*fanggong* 防共) jusqu'alors¹⁰⁸⁵. A cette date, la participation des communistes est inexistante et aucun élément concret ne peut la faire soupçonner. Leur incrimination relève donc de la pétition de principe. Elle permet également au gouverneur, coupable de s'être laissé surprendre par le soulèvement, de se défausser sur l'ennemi public numéro un¹⁰⁸⁶. Son chef d'état-major, Ke Yuanfen, est d'ailleurs plus vague dans son journal, où il se contente d'affirmer que « des traîtres (*jianren* 奸人) ont de toute évidence mis de l'huile sur le feu des troubles », en eux-mêmes non planifiés¹⁰⁸⁷.

Nous ne disposons curieusement d'aucun échange entre Chen et Jiang entre le 28 février et le 5 mars¹⁰⁸⁸. Le 6 mars cependant, un télégramme du premier au second – la première analyse un peu conséquente de l'événement dont Jiang dispose – étoffe la version déjà esquissée : si la crise a des causes complexes (*fuzu* 復雜), le facteur communiste vient en tête, de manière directe (sous la forme d'agents infiltrés à Taiwan)¹⁰⁸⁹ et indirecte (par le biais d'une contagion idéologique qui aurait affecté les soldats taiwanais de l'armée japonaise enfermés à Hainan). Cette explication contournée

¹⁰⁸³ Nous sommes donc en désaccord avec Steven Phillips quand il affirme qu'il est « impossible, en dernière analyse, de savoir dans quelle mesure les Nationalistes croyaient vraiment que les communistes étaient à la tête de l'opposition, et dans quelle mesure cela représentait seulement une excuse pour écraser la résistance à leur pouvoir ». PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, op. cit., p. 82.

¹⁰⁸⁴ Le terme signifie ici, comme le plus souvent, « communistes ».

¹⁰⁸⁵ Télégramme de Chen Yi à Jiang Jieshi, 28 février 1947, dans ZLXJ 2, p. 64.

¹⁰⁸⁶ C'est assez clair dans le courrier que Chen adressera au ministre de la Défense le 11 mars. GSG/002/020400/00038/045, Lettres de Chen Yi et Ke Yuanfen à Bai Chongxi (11 mars), retransmises à Jiang Jieshi (12 mars).

¹⁰⁸⁷ « Shibian shiri ji – Ke Yuanfen », entrée du 28 février, *Xinshengbao*, 10 mai 1947.

¹⁰⁸⁸ Sauf un télégramme de Chen Yi resté sans réponse, envoyé le 3 ou le 4 reprenant pour l'essentiel les informations du 28 février, mais où Chen affirme que le retour au calme est pour bientôt. Cf. HUANG, *Er'erba shijian zhenxiang kaozheng gao*, op. cit., pp. 209-210. Huang en veut pour preuve que Chen n'a pu, n'étant pas inquiet, demander des renforts à Nanjing. La conclusion nous paraît très hasardeuse, et serait-elle vraie qu'elle ne changerait rien à l'affaire.

¹⁰⁸⁹ Chen ne donne aucun détail sur leur identité, leur nombre ou leur localisation, mais il pourrait à ce stade faire référence à Xie Xuehong, passée à l'action à Taizhong.

est reprise et officialisée par Jiang le 10 mars dans un discours donné à l'occasion de la semaine pour la mémoire du Président (*zongli jinianzhou* 總理紀念週) tenue chaque année en l'honneur de Sun Zhongshan : si le patriotisme des « frères taiwanais » « ne le cède en rien à celui des autres provinces [...], une partie de ceux qui ont servi dans l'armée japonaise outre-mer et qui en sont revenus appartiennent au Parti Communiste » et ont saisi cette occasion de se révolter contre le gouvernement légitime du pays¹⁰⁹⁰.

Jiang dispose pourtant de versions concurrentes : le 3 mars, un télégramme adressé à la présidence par le Comité de résolution de Taïpei accuse Chen Yi de laisser l'armée et la police tirer à vue sur les passants et demande une médiation politique ; quant aux associations de Taiwanais sur le continent (à Shanghai surtout), elles plaident en faveur d'un règlement modéré de la crise¹⁰⁹¹. Ces instances nient catégoriquement tout lien avec les communistes. Dans ses discours publics, le dictateur choisit de les ignorer en faveur de l'explication qui s'inscrit le mieux dans son combat global et a le plus de chances de faire taire les critiques américaines de la répression. Même à Nanjing, pourtant, cette interprétation est loin de faire l'unanimité. C'est notamment le cas à la Commission suprême de défense nationale (*Guofang zuigao weiyuanhui* 國防最高委員會, CSDN), qui discute des affaires taiwanaises dans ses réunions des 5 et 6 mars, présidées par Sun Ke (Sun Fo) 孫科. Un de ses membres s'y interroge à haute voix :

Il y a un dicton qui veut que « à l'intérieur du pays (*guonei* 國內) c'est le Parti Communiste qui cause les problèmes (*nong bu hao* 弄不好), et dans le Nord-Est c'est l'URSS ». Mais à Taiwan il n'y a ni URSS ni Parti Communiste, alors comment avons-nous fait pour y mettre un tel désordre (*yi ta hutu* 一塌糊塗)¹⁰⁹² ?

A Nanjing comme à Taïpei, on sait que les forces communistes sur l'île sont étiées et déjà sous surveillance étroite¹⁰⁹³. Le rapport soumis par la police de Taiwan en novembre 1946 n'en fait même pas mention au nombre des menaces à l'ordre public¹⁰⁹⁴. C'est sur ces assurances que Chen Yi a

¹⁰⁹⁰ « Jiang Jieshi zai zhongshu jinianzhou shang de jianghua » 蔣介石在中樞紀念周上的講話 (Discours de Jiang Jieshi lors de la semaine commémorative centrale), 10 mars 1947, dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, op. cit., pp. 367-368. L'affirmation est d'autant plus fantaisiste que c'est dans l'armée que l'influence communiste est la plus faible, l'institution militaire japonaise étant violemment anti-communiste et le PCC ayant parfois été, pour les soldats taiwanais, un ennemi sur le terrain (comme à Hainan).

¹⁰⁹¹ LAI *Er'erba shijian yanjiu baogao*, op. cit., pp. 199-208.

¹⁰⁹² IHM/228/001/07/001, Transcription de la réunion ordinaire de la CSDN n° 223, 5 mars 1947, 9h20 du matin, intervention de Lai Lian 賴璉. La CSDN est tenue à l'écart du processus de décision, qui implique essentiellement Jiang en discussion avec Chen Yi et les renseignements.

¹⁰⁹³ NARA/RG226/173/12, S.S.U. Formosa Reports, "Political and Economic Situation on Formosa" (Major William J. Morgan), 29 janvier 1946.

¹⁰⁹⁴ IHM/228/01/01/020, « Taiwan yi nian lai zhi jingwu ».

renvoyé le gros des troupes sur le continent pour combattre dans la guerre civile¹⁰⁹⁵. De l'autre côté du détroit, cette étanchéité rassure ; Taiwan se distingue même aux yeux du pouvoir Nationaliste en tant que territoire préservé (par les Japonais) de la contamination rouge. A l'occasion de l'anniversaire de la rétrocession en octobre 1946, Jiang Jieshi effectue sa seule visite sur l'île avant l'Incident et se félicite dans son journal :

Taiwan n'a pas encore été infiltré par des éléments communistes (*gongdang fenzi* 共黨份子) et peut être considéré comme un coin de terre propre (*yi pian jingtu* 一片淨土). Désormais, nous devons redoubler d'énergie dans la construction (*jianshe* 建設) [de l'île] et en faire une province modèle¹⁰⁹⁶.

Le 10 février 1947, dans un télégramme adressé au gouverneur de Taiwan, Jiang faisait certes part des informations communiquées par ses services de renseignement sur l'apparition « d'éléments communistes » (*gongdang fenzi* 共黨份子) dans l'île et un début d'action de leur part ; il ordonnait à Chen d'être impitoyable « pour ne pas les laisser [implanter] ne serait-ce qu'une cellule » (*wu ling qi you yi ge xibao* 勿令其有一個細胞)¹⁰⁹⁷. Quelle qu'ait été la réalité (très hypothétique) de ces progrès communistes, on ne croit au sommet de l'Etat qu'à un danger embryonnaire. Cette idée de Taiwan comme territoire préservé de la déliquescence politique qui touche le reste de la Chine, et donc comme ressource ou modèle possible pour la reconstruction, n'est pas limitée aux cercles dirigeants. A la veille du soulèvement, le 12 février, le *Dagongbao* de Tianjin la développe dans un éditorial intitulé « Chérissons Taiwan, ce coin de terre propre » (*zhe pian ganjing tu* 這片乾淨土)¹⁰⁹⁸. Deux mois après la fin de la répression militaire, Cai Peihuo peut encore faire fond sur cette réputation d'immunité au communisme pour appeler Nanjing à l'indulgence et à la souplesse¹⁰⁹⁹. Il est donc permis de douter de la sincérité des cercles dirigeants et en premier lieu de Chen Yi, qui agite surtout le spectre rouge par opportunisme.

¹⁰⁹⁵ MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, p. 65.

¹⁰⁹⁶ Cité dans YU Fengliu 俞风流, « Jiang Jieshi weihe xuanze Taiwan wei shengcundi ? » 蒋介石为何选择台湾为生存地 ? (Pourquoi Jiang Jieshi a-t-il choisi Taiwan comme refuge ?), *Renmin wenzhai*, n° 2, 2010. *Jianshe*, ou sa version abrégée *jian*, sont souvent rendus par « reconstruction », plus intuitif et élégant. Dans bien des cas – dont celui-ci – cette traduction nous semble toutefois trop étroite : il ne s'agit pas seulement de rebâtir matériellement Taiwan après la guerre ni d'y restaurer une structure politique passée, mais bien de l'intégrer au projet de construction d'une Chine nouvelle. L'expression de « terre propre », ou « pure », évoque nécessairement à un Chinois la « Terre Pure » (*jingtu* 淨土), paradis du bouddhisme mahayana.

¹⁰⁹⁷ Télégramme du président Jiang au gouverneur Chen Yi, 10 février 1947, dans ZLXJ 2, pp. 57-58.

¹⁰⁹⁸ « Qing aihu Taiwan zhe pian ganjing tu » 請愛護台灣這片乾淨土 (Chérissons Taiwan, ce coin de terre propre), *Dagongbao* (édition de Tianjin), 12 février 1947 (éditorial).

¹⁰⁹⁹ IHM/228/001/07/008, Cai Peihuo, « Zhi zuzhibu youguan Er'erba shijian baogao » 致組織部有關二二八事件報 (Rapport au Département de l'organisation à propos de l'Incident du 28 février), 28 juillet 1947.

Le *diabolus ex machina* communiste perd d'ailleurs en consistance à mesure qu'on descend les échelons administratifs et militaires et qu'on se rapproche du terrain. Les services de renseignement l'invoquent régulièrement, soit dans le cas indiscutable de Xie Xuehong, soit pour charger le dossier de notables réformateurs (cf. chapitre IX), mais le plus souvent aucun détail n'est donné. L'usage fréquent dans les sources militaires et policières de la locution « traîtres et bandits » (*jianfei* 奸匪), qui désigne couramment des militants communistes, doit le plus souvent être considéré comme générique : le flou est tel qu'en août 1947 une directive du ministère de l'Intérieur requiert de tous les organes de l'Etat qu'ils se réfèrent explicitement aux communistes par le terme de « bandits communistes » (*gongfei* 共匪), l'emploi à tort et à travers du terme *jianfei* pour qualifier les ennemis du régime créant trop de confusion¹¹⁰⁰. Cette pratique, omniprésente sur le continent, s'est très vite étendue à Taiwan après la rétrocession. Le directeur de l'UNRRA à Taïpei note en décembre 1946 que le gouvernement a « commencé à suivre l'exemple du continent [...], le cri de 'Communistes !' retentit désormais à chaque trouble social »¹¹⁰¹. L'ambiguïté reflète l'assimilation entre les différents ennemis du régime. Comme l'écrit Aaron Moore, « la guerre lancée [en 1940] par le Guomindang simultanément contre le PCC et l'ancien gouvernement d'occupation de Wang Jingwei contrôlé par les Japonais était [aux yeux des officiers nationalistes] la même bataille » ; dans leurs journaux, le gouvernement de Yan'an est qualifié de « traître et fantoche » (*jianwei zheng* 奸偽政), tout comme celui de Wang¹¹⁰².

Un conflit périphérique parmi d'autres ?

Si le danger communiste est peu crédible à Formose, le soulèvement du 28 février s'apparente davantage aux troubles qui agitent à la même époque les anciennes périphéries de l'empire (Xikang et Xinjiang surtout) sur lesquelles Nanjing tente bon an mal an de remettre la main. Pour certains auteurs, la guerre aurait contribué à élargir les contours de la nation, en mettant le pouvoir, jusqu'ici cantonné à la partie orientale de la Chine, au contact de groupes culturellement ou ethniquement divers¹¹⁰³. Il nous semble que cette découverte des marges pèse peu face à la peur du

¹¹⁰⁰ DAGLJ/A376590200C/0036/193/1/1/006, Directive du Bureau de la police du ministère de l'Intérieur, 20 août 1947.

¹¹⁰¹ UNRRA/S1121/0000/0267, Rapport mensuel du bureau de Taïwan, novembre 1946. Les « troubles » en question font sans doute référence à la radicalisation du mouvement étudiant, très infiltré par les communistes sur le continent, mais dans une bien moindre mesure à Taïwan.

¹¹⁰² Aaron MOORE, *Writing War: Soldiers Record the Japanese Empire*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 2013, p. 256.

¹¹⁰³ Andres Rodriguez avance (prudemment) cet argument au sujet de la coopération du régime avec des ethnographes chinois dans les zones tibétaines, qui élaborent un discours anti-impérialiste multiethnique. Andres RODRIGUEZ, "Building the Nation, Serving the Frontier: Mobilizing and Reconstructing China's Borderlands during the War of Resistance (1937–1945)", *Modern Asian Studies*, n° 45, 2011, pp. 345-376.

démembrement, qui pousse l'ensemble des acteurs politiques vers une conception de la souveraineté nationale plus unitaire encore que par le passé¹¹⁰⁴. Les aspirations à l'autonomie et parfois à l'indépendance des populations périphériques sont perçues comme des coups portés à l'intégrité nationale à l'heure où elle est mortellement menacée, voire comme une aide objective apportée au Japon. Si la guerre joue un rôle inclusif, elle impose de nouvelles obligations de loyauté aux populations périphériques, bien loin d'étayer leur droit à la différence¹¹⁰⁵. Après la victoire, par exemple, la politique du Guomindang envers le Xinjiang – partiellement indépendant sous le nom de Turkestan oriental – se durcit jusqu'à provoquer des heurts violents entre groupes ethniques¹¹⁰⁶. Ici encore, c'est la collusion entre mouvement autonomiste et soutien étranger (celui de l'URSS) que le Centre ne peut tolérer¹¹⁰⁷. La perception chinoise du soulèvement taiwanais est donc influencée par une actualité fraîche autant que par un long passé de démêlés avec les forces centrifuges et régionalistes du pays¹¹⁰⁸.

La comparaison a toutefois ses limites, car la sociologie et les méthodes de la révolte la distinguent des soulèvements ruraux, territorialisés et/ou militarisés qui tentent, avec ou sans soutien extérieur, de se tailler des fiefs en marge de l'Etat Nationaliste. La situation formosane se distingue en outre de toutes les autres par le passé japonais de l'île¹¹⁰⁹. Sur ce point, les sources sont unanimes : c'est l'héritage néfaste du Japon qui est considéré comme la cause profonde de l'Incident.

Causes immédiates et causes profondes

Dès le 5 mars, le Zhongtong 中統¹¹¹⁰ de Taiwan rapporte à la centrale de Nanjing (qui retransmet à Jiang) que les « émeutiers » sont en grande partie « les rônins revenus d'outre-mer où ils étaient engagés dans l'armée japonaise » agités par les tenants du « grand-taiwanisme » (*da Taiwan*

¹¹⁰⁴ Le PCC lui-même, qui voit d'abord d'un œil favorable l'autonomie des régions périphériques et soutient longtemps l'anti-impérialisme taiwanais sans se formaliser de ses aspirations autonomistes, devient anti-sécessionniste pendant la guerre et exige le recouvrement de Taiwan à partir de 1941. WESTAD, *Decisive Encounters*, op. cit., p. 118.

¹¹⁰⁵ Un rapport militaire de 1940 envoyé à Chongqing depuis les confins du Sichuan explique ainsi que « tous les peuples à l'intérieur des frontières de la République chinoise sont égaux [...] et doivent donc remplir leurs devoirs envers la nation et respecter ses lois. C'est la tâche sacrée des citoyens de la nation. [...] Aujourd'hui, le peuple Yi assassine, vole et pille des villes exactement comme les armées fantoches (*weijun* 偽軍) le font. » Cité dans Rana MITTER et Aaron MOORE, "China in World War II, 1937-1945: Experience, Memory and Legacy", *Modern Asian Studies*, n° 45 (2), 2011, pp. 225-240, p. 232.

¹¹⁰⁶ GUO Tingyi 郭廷以, *Jindai Zhongguo shigang* 近代中國史綱 (Histoire générale de la Chine moderne) (vol. 2), Hong Kong : Zhongwen daxue, 1980, pp. 780-781.

¹¹⁰⁷ WESTAD, *Decisive Encounters*, op. cit., pp. 91-93.

¹¹⁰⁸ PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, op. cit., p. 49.

¹¹⁰⁹ A part celle de la Mandchourie, mais dans cette région occupée par les Soviétiques à l'été 1945 la lutte contre les Communistes passe immédiatement au premier plan.

¹¹¹⁰ Bureau central d'enquête et de statistique (*Zhongyang diaocha tongji ju* 中央調查統計局), le service de renseignement du Parti. Il est nettement moins puissant à Taiwan que le service rival rattaché à l'armée, le Baomiju (cf. chapitre VII).

zhuoyi 大台灣主義 – une trouvaille des services secrets) que seraient Jiang Weichuan et Wang Tiandeng, également membre de l'ACPT et responsable de la propagande au sein du Comité de résolution de Taïpei¹¹¹¹. Pour Chen, les ambitions frustrées des notables collaborateurs (*yuyong shenshi* 御用紳士¹¹¹²), et plus fondamentalement le « manque de sens de l'Etat » (*quefa guojia yishi* 缺乏國家意識) et la « mentalité féodale » des Taïwanais, les poussent à rejeter (*paichi* 排斥) les continentaux¹¹¹³.

Les grandes lignes de ce qui deviendra l'interprétation partagée dans les cercles du pouvoir se mettent ici en place : le complot communiste ou les machinations des « ambitieux » (*yexinjia* 野心家)¹¹¹⁴, systématiquement invoqués, n'ont fait qu'activer un fond malsain. La majorité des rapports officiels distinguent les causes proximales (*jinyin* 近因) des causes lointaines ou profondes (*yuanyin* 遠因) de l'Incident. Les services de renseignement énumèrent parmi les premières tout à la fois la crise économique, la bavure policière du 27 février, les agissements de criminels (*bufa fenzi* 不法份子) et les complots politiques susmentionnés. Parmi les secondes, ils identifient le plus souvent la présence de groupes sociaux néfastes formés sous la présence japonaise, la reprise des activités communistes après 1945 et surtout les séquelles d'une éducation japonaise « asservissante » (*nubua jiaoyu* 奴化教育) ayant nourri l'hostilité des Taïwanais pour la patrie¹¹¹⁵. Dans le courant du même mois, le rapport du Yuan de contrôle distingue également les « causes lointaines » de l'Incident, plaçant en tête le fossé psychologique creusé entre les Formosans et la Chine sous la colonisation japonaise¹¹¹⁶. Le mois suivant, le principal rapport de la garnison de Taïpei reprend ces éléments d'assez près¹¹¹⁷. Le soulèvement est donc expliqué, en dernière instance, par les caractéristiques de la société ou de la population taïwanaise. Or ces caractéristiques sont essentiellement attribuées à l'empreinte japonaise sur l'île.

¹¹¹¹ HOU Kunhong 侯坤宏, « Qingzhi danwei zai Er'erba de jue » 情治單位在二二八事件的角色 (Le rôle des agences de renseignement dans l'Incident du 28 février), dans LI (dir.), *Er'erba shijian xin shiliao xueshu lunwen ji*, op. cit., pp. 18-52, p. 27. Les mêmes individus sont accusés d'être des communistes dans des sources émises par d'autres services de renseignement, voire par les mêmes. Comme beaucoup de leurs collègues, ils ne sont en réalité ni des communistes, ni des laquais des Japonais, mais deux grands notables défendant les intérêts et la représentation politique de la population taïwanaise – dont ils se considèrent comme des chefs naturels – dans un contexte changeant (colonialisme de paix, colonialisme de guerre, réunification) et en formant des alliances changeantes (jusqu'à se montrer parfois sensibles au discours conciliateur du PCC sur le Front uni).

¹¹¹² Littéralement, « à la solde » des Japonais.

¹¹¹³ Chen Yi admet également à demi-mot qu'il y a eu des ratés dans la rétrocession, dûment manipulés par les coupables susnommés. Lettre de Chen Yi à Jiang Jieshi, 6 mars 1947, dans ZLXJ 2, pp. 71-80.

¹¹¹⁴ Le terme désigne généralement les notables taïwanais.

¹¹¹⁵ Zhang Bingcheng, « Taiwan Er'erba shijian baogaoshu », dans DAHB 16, pp. 6-21.

¹¹¹⁶ « Yang Lianggong, He Hanwen youguan Er'erba shijian diaocha baogao », dans NJDASL, pp. 274-276.

¹¹¹⁷ IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi ».

B. Taiwan au prisme du Japon

Si l'île rebelle est perçue au prisme du Japon, l'imagerie Qing sur la province sauvage et turbulente n'est, par contraste, quasiment pas mobilisée. La raison en est simple : de Taiwan et de son histoire, les Nationalistes chinois ne savent ni ne pensent pas grand-chose, du moins jusqu'en 1943. La situation formosane est donc entièrement interprétée à la lumière d'expériences historiques concernant la Chine continentale, et surtout ses rapports intimes et douloureux avec le voisin nippon.

De 1895 à 1937 : une colonie japonaise aux marges de l'imaginaire chinois

Depuis son incorporation à l'Empire en 1683 jusqu'à la première guerre sino-japonaise, Formose occupe une place périphérique dans l'imaginaire chinois, même si elle quitte progressivement le monde barbare du *huawai* pour intégrer la « géographie imaginée » de la Chine¹¹¹⁸. Plus encore, la cession de 1895 et les bouleversements politiques qui suivent sur le continent rendent les deux rives du détroit profondément étrangères l'une à l'autre. A la signature du traité de Shimonoseki, le mouvement républicain chinois est encore dans son enfance et la récupération de la province perdue ne fait pas partie de ses objectifs initiaux. La priorité est le renversement des Mandchous et la réaffirmation de la souveraineté chinoise, populaire et nationale, sur l'ensemble du sol continental – d'autant que le Japon est une base arrière et une inspiration majeure pour les réformateurs et radicaux de toutes obédiences, plus prompts à prendre la première colonie nipponne pour modèle qu'à l'encourager à une révolte sans espoir. Quand Liang Qichao 梁啟超 s'y rend 1911 à l'invitation de Lin Xiantang, c'est pour s'émerveiller des succès nippons en matière de fiscalité et de police¹¹¹⁹. Quant à Sun Zhongshan, il s'en tiendra toujours au programme minimal d'une autonomie accrue au sein de l'empire japonais – au même titre que pour la Corée¹¹²⁰.

Pendant la décennie de Nanjing (1927-1937), Taiwan est la seule exception à la politique très ferme de non-reconnaissance des pertes territoriales menée par la République de Chine, bien que sa perte fasse l'objet de déplorations rituelles¹¹²¹. La « cartographie de l'humiliation nationale »

¹¹¹⁸ TENG, *Taiwan's Imagined Geography*, *op. cit. passim*.

¹¹¹⁹ LI Xiaofeng (Lee Hsiao-feng) 李筱峰, *Tangshan kan Taiwan : 228 shijian qianhou Zhongguo zhibishi fenzi de jianzheng* 唐山看台灣 : 228 事件前後中國知識分子的見證 (Taiwan vue depuis la montagne des Tang : témoignages d'intellectuels chinois avant et après l'Incident du 28 février), Taipei : Richuangshe, 2006, pp. 10-12.

¹¹²⁰ Alan M. WACHMAN, *Why Taiwan? Geostategic Rationales for China's Territorial Integrity*, Stanford : Stanford University Press, 2007, p. 73.

¹¹²¹ KIRBY, "The Internationalization of China", *op. cit.*, p. 439.

marque la cession de l'île au Japon sans oser réclamer son retour¹¹²² : Formose n'est pas l'Alsace-Lorraine chinoise, rôle dévolu à la Mandchourie dont l'invasion en 1931 nourrit un véritable « mythe », central dans la nouvelle conscience du Japon comme menace existentielle dans les années 1930¹¹²³. Jusqu'aux années 1920, même après le 4 mai 1919, le voisin asiatique était resté un danger parmi d'autres, et l'on s'autorisait encore quelques rêves panasiatiques¹¹²⁴. A partir de 1931, devant la perspective d'un anéantissement national (*wangguo* 亡國), la vie politique du pays se structure largement « face au Japon »¹¹²⁵ et les oppositions au régime de Jiang Jieshi se drapent toutes dans une posture de résistance intransigeante et de refus de sa stratégie, dite *annei rangwai* 安內攘外, consistant à achever la « pacification intérieure » (contre les Communistes et les potentats militaires) avant de « résister à l'extérieur » (aux appétits japonais). Cependant, les regards sont le plus souvent tournés vers le nord (et vers Shanghai lors d'une courte bataille en 1932), laissant largement de côté Taiwan où la résistance armée han a de toute manière disparu.

Malgré la montée des périls, Formose continue d'inspirer l'admiration des modernisateurs chinois qui s'y rendent. En 1934, le « socialiste confucéen » Jiang Kanghu 江亢虎 est impressionné par l'architecture coloniale, l'urbanisme et l'ordre de l'île pacifiée, qui lui permettent de « se comparer sans rougir à l'Europe et aux Etats-Unis », tout comme par la vigueur physique des habitants, des jeunes femmes notamment, qui lui paraît devoir être mise au crédit du colonisateur¹¹²⁶.

Du reste, le regard chinois est ambivalent, car Taiwan devient en même temps une base arrière de « l'empire informel » japonais en Chine du sud-est¹¹²⁷. Les ressortissants japonais présents en Chine dans les années 1930, qui y constituent la colonie étrangère la plus importante, comprennent un nombre considérable de sujets coloniaux, Coréens et surtout Taiwanais. Ces derniers, particulièrement nombreux à Xiamen et Fuzhou, voient leur contingent enfler rapidement : ils sont plus de 7000 en Chine du sud en 1930 – c'est sept fois plus que les métropolitains –, et plus de

¹¹²² Nous empruntons l'expression de « cartographie de l'humiliation nationale » à William A. CALLAHAN, «The Cartography of National Humiliation and the Emergence of China's Geobody», *Public Culture*, n° 21 (1), 2009, pp. 141-173.

¹¹²³ Rana MITTER, *The Manchurian Myth: Nationalism, Resistance, and Collaboration in Modern China*, Berkeley : University of California Press, 2000.

¹¹²⁴ Comme Sun Zhongshan lors de son fameux discours de Kobe du 28 novembre 1924.

¹¹²⁵ Park COBLES, *Facing Japan: Chinese Politics and Japanese Imperialism, 1931-1937*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 1991.

¹¹²⁶ LI, *Tangshan kan Taiwan, op. cit.*, pp. 12-14. Jiang collaborera avec le gouvernement de Wang Jingwei pendant la guerre et mourra dans une prison de Shanghai en 1954.

¹¹²⁷ L'expression, empruntée aux historiens britanniques John Gallagher et Ronald Robinson, a été consacrée par l'ouvrage collectif de Peter DUUS, Ramon MYERS et Mark PEATTIE (dir.), *The Japanese Informal Empire in China, 1895-1947*, Princeton : Princeton University Press, 1989.

20 000 dans le seul Fujian en 1937¹¹²⁸. Si beaucoup pratiquent des métiers licites, une minorité non négligeable se livre à des activités mafieuses sous la protection de l'extraterritorialité japonaise et exécute les basses tâches de l'empire informel (trafic de drogue, jeu, contrebande, provocations justifiant une intervention nippone, etc.). Ces « sous-impérialistes » sont appelés les « rônins taiwanais » (*Taiwan langren* 台灣浪人), peut-être en référence aux « aventuriers » japonais parcourant le continent (*tairiku rōnin* 大陸浪人), plus probablement parce qu'ils ne sont officiellement soumis à aucun maître, le gouvernement japonais s'en désolidarisant publiquement tout en les utilisant en sous-main. Ils sont haïs de la population (même si certains Chinois n'hésitent pas à se faire passer pour taiwanais afin de bénéficier de la protection consulaire) et des autorités locales, « bouillantes d'indignation » devant l'impunité dont ils jouissent¹¹²⁹. Cette hostilité est toutefois largement limitée aux régions où ces hommes sévissent, sur la côte sud-est. Taiwan et ses habitants restent à l'arrière-plan de la conscience collective chinoise.

Le tournant de la Guerre de résistance : un irrédentisme tardif

C'est la guerre sino-japonaise qui rehausse l'importance de l'île aux yeux de l'équipe dirigeante Nationaliste. A son approche, les rônins cessent d'être, aux yeux des autorités chinoises, une simple nuisance sociale ou une injure à la souveraineté nationale : on craint, avec quelque raison, qu'ils ne deviennent le cœur d'une cinquième colonne¹¹³⁰. Les Formosans dans leur ensemble n'acquièrent pas meilleure presse dans les provinces côtières, où s'ajoutent aux communautés préexistantes tous ceux qui sont employés dans l'appareil administratif et militaire de l'envahisseur : il y a quelque 100 000 Taiwanais en Chine au début des années 1940, selon une estimation haute¹¹³¹. Mais après l'invasion de juillet 1937, le gouvernement cesse de chercher noise aux activistes taiwanais antijaponais qu'il avait parfois aidé Tokyo à poursuivre avant-guerre¹¹³². En juin 1940, le Guomindang établit un Bureau préparatoire au comité du Parti à Taiwan (*Taiwan dangbu choubu* 台灣當不籌備處)¹¹³³, une mesure essentiellement symbolique exprimant la volonté chinoise de s'appuyer sur la (minuscule) résistance insulaire dans la lutte contre le Japon, en produisant de la

¹¹²⁸ Mark PEATTIE, "Japanese Treaty Port Settlements in China, 1895-1937", dans DUUS, MYERS et PEATTIE (dir.), *The Japanese Informal Empire in China, op. cit.*, pp. 166-209, p. 171. La présence japonaise au sens strict est beaucoup plus forte en Chine du nord et centrale. LIN Zhen, p. 71

¹¹²⁹ "Foochow Fears Activities of Japanese Ronin", *The China Press*, 22 septembre 1934.

¹¹³⁰ Dai Li expose ces inquiétudes en détail à Jiang Jieshi en mars 1937. GSG/002/060100/00122/022, Enquête sur les plans d'invasion du Japon en Chine du sud, 2 mars 1937.

¹¹³¹ PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence, op. cit.*, p. 53.

¹¹³² MA Youcheng 馬有成, « Zhanhou chuqi guofu jieguan Taiwan zhi choubu » 戰後初期國府接管台灣之籌備 (Les préparatifs du gouvernement national pour la rétrocession de Taiwan dans l'immédiat après-guerre), *Taiwan fengwu*, n° 59 (4), 2009, pp. 9-62, p. 14.

¹¹³³ Le 15 mars 1943, il devient officiellement le Comité du parti à Taiwan (*Taiwan dangbu* 台灣黨部).

propagande à destination de la colonie et en essayant d'y implanter des cellules secrètes. En 1938, le Zhongtong avait commencé à entraîner des cadres spécialisés dans cette perspective. Les Taiwanais prochinois exilés sur le continent, ou *banshan* – un gros millier d'activistes à tout prendre¹¹³⁴ – exercent une pression en faveur de l'intégration de la récupération de Taiwan dans les buts de guerre, mais celle-ci n'est pas décisive. Elle aboutit essentiellement à la création, le 10 février 1941, d'une Union révolutionnaire taiwanaise (*Taiwan geming tongmenghui* 台灣革命同盟會) à Chongqing, dont les membres intégreront pour beaucoup l'équipe chinoise en charge de la rétrocession, et dont les démarches en faveur de la restauration d'un gouvernement provincial resteront sans effet¹¹³⁵.

Ce n'est qu'avec la déclaration de guerre formelle au Japon le 9 décembre 1941 que la récupération de Taiwan devient un but de guerre¹¹³⁶ – il est clair depuis le bombardement de Pearl Harbor l'avant-veille que l'avenir de l'empire japonais est en jeu, et Chongqing peut désormais se permettre de caresser des rêves plus ambitieux. Ceux-ci sont approuvés par les Alliés : la déclaration qui conclut la conférence du Caire le 1^{er} décembre 1943 affirme que la République de Chine recouvrira la souveraineté sur « tous les territoires volés aux Chinois par le Japon, tels la Mandchourie, Formose et les Pescadores »¹¹³⁷. La même année, les traités inégaux avec les puissances occidentales sont abolis, de même que l'extraterritorialité dont les ressortissants de ces deux Etats jouissent. Jiang Jieshi publie en mars *Le destin de la Chine*, un manifeste sur l'avenir du pays après la victoire¹¹³⁸. La revendication du retour de Taiwan doit donc être comprise dans un projet plus vaste de restauration de la puissance chinoise, qui a pour double condition la défaite du Japon et l'entrée de la Chine dans le club des « nations civilisées ».

¹¹³⁴ PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, p. 53.

¹¹³⁵ LUO Wei 骆威, « Guomin zhengfu Taiwan diaocha weiyuanhui shulun » 国民政府台湾调查委员会述论 (A propos de la Commission d'enquête sur Taiwan du gouvernement national), *Kangri zhanzheng yanjiu*, n° 30 (4), 1998, pp. 82-99, pp. 82-83. George Kerr, qui sert dans le renseignement de l'U.S. Navy comme spécialiste de Taiwan à partir de 1941, consacre dans *Formosa Betrayed* quelques pages féroces à ces premiers efforts chinois, dépeints comme entièrement ineptes. Le portrait est à charge, mais fidèle dans ses grandes lignes : les réalisations sont négligeables, et les *banshan* peu représentatifs de leurs compatriotes formosans avec lesquels ils ont, par la force des choses, largement perdu contact.

¹¹³⁶ MA, « Zhanhou chuqi guofu jieguan Taiwan zhi choubei », *op. cit.*, p. 9. Le texte de la déclaration, très concis, dénonce l'intégralité des traités, conventions, accords et contrats touchant les relations sino-japonaises (*suoyou yiqie tiaoyue, xieding, hetong, you sheji Zhong-Ri jian zhi guanxi zhe, yili feizhi* 所有一切条约、协定、合同，有涉及中、日间之关系者，一律废止).

¹¹³⁷ "...all the territories Japan has stolen from the Chinese, such as Manchuria, Formosa, and the Pescadores, shall be restored to the Republic of China" <http://avalon.law.yale.edu/wwii/cairo.asp>

¹¹³⁸ JIANG Jieshi (Chiang Kai-shek) 蔣介石, *Zhongguo zhi mingyun* 中國之命運 (Le destin de la Chine), Chongqing : Zhengzhong shuju, 1943. L'ouvrage est traduit en anglais en 1947. Cf. CHIANG Kai-shek, *China's Destiny and Chinese Economic Theory*, Leiden/Boston : Global Oriental, Boston, 2013 (1^{ère} éd. en anglais 1947, en chinois 1943).

Le 17 avril 1944, une Commission d'enquête sur Taiwan (*Taiwan diaocha weiyuanhui* 台灣調查委員會) est mise sur pied pour préparer la rétrocession. La date choisie est celle de l'anniversaire de la signature du traité de Shimonoseki. Le mythe se met en place d'une douloureuse attente de cinquante ans, pendant lesquels les patriotes chinois auraient espéré le retour de l'île perdue¹¹³⁹. A la tête de la Commission d'enquête, Jiang nomme Chen Yi, ancien gouverneur du Fujian qui, comme lui-même et bien d'autres hauts dirigeants, a fait ses classes au Japon. Il est en outre réputé familier de Taiwan, où il ne s'est pourtant rendu qu'une fois, mais il est le borgne au pays des aveugles¹¹⁴⁰.

La Commission d'enquête a pour tâche, en un an environ, de traduire ou à défaut de produire le savoir nécessaire à la gestion de la colonie japonaise (lois et règlements, organisation de la police, finances publiques, agriculture, industrie, propriété foncière, hygiène...), ainsi que de recruter et d'entraîner les cadres de la rétrocession. D'emblée, c'est le passé colonial de Formose qui alimente les inquiétudes chinoises. Dans une lettre au ministre de l'éducation Chen Lifu 陳立夫 datée du 10 mai 1944, Chen Yi anticipe de grandes difficultés dues à l'occupation (*zhanling* 占領) de l'île pendant quarante-neuf ans, durant lesquels l'ennemi s'est acharné à aliéner les insulaires de leurs origines continentales, un éloignement « extrêmement dangereux » (*shifen weixian* 十分危險) ; il faudra donc veiller, en donnant priorité à l'éducation, à « déraciner la mentalité asservie [des Taiwanais] et à construire une mentalité révolutionnaire (*geming xinli* 革命心理) »¹¹⁴¹. Le plan général de rétrocession de Taiwan (*Taiwan jieshou jihua gangyao* 台灣接受計劃綱要), rendu public le 23 mars 1945, place la rééducation de la population au rang des priorités absolues et prévoit notamment l'interdiction à brève échéance du japonais écrit dans l'espace public¹¹⁴². Ici encore, le legs japonais et l'anxiété qu'il inspire sont décisifs pour expliquer le statut dérogatoire imposé à l'île,

¹¹³⁹ « Zhongyang shejiju Taiwan diaocha weiyuanhui yi nian lai gongzuo dashiji » 中央設計局台灣調查委員會一年來工作大事記 (Faits notables dans le travail de la Commission d'enquête sur Taiwan du Bureau central de planification depuis un an), dans QI Xiaoyi 秦孝儀 et ZHANG Ruicheng 張瑞成 (dir.), *Guangfu Taiwan zhi choubua yu shouxian jieshou* 光復台灣之籌畫與受降接收 (Préparatifs pour la libération de Taiwan, réception de la reddition japonaise et rétrocession), Taibei : Guomindang dangshi weiyuanhui, 1990, p. 44.

¹¹⁴⁰ LUO, « Guomin zhengfu Taiwan diaocha weiyuanhui shulun », *op. cit.*, p. 84.

¹¹⁴¹ « Zhongyang shejiju Taiwan diaocha weiyuanhui yi nian lai gongzuo dashiji », dans QI et ZHANG (dir.), *Guangfu Taiwan zhi choubua*, *op. cit.*, p. 53.

¹¹⁴² LEE Wei-I, « Institution des imaginaires collectifs et institutions de mémoire à Taiwan : aux origines d'une composition identitaire éclatée (1945-1978) », thèse de doctorat, EHESS, 2008, p. 75 ; HE Yilin 何義麟, « Er'erba shijian dui zhanhou Taiwan yuyan zhengce zhi yingxiang » 二二八事件對戰後台灣語言政策之影響 (L'influence de l'Incident du 28 février sur la politique linguistique à Taiwan dans l'après-guerre), dans YANG (dir.), *Er'erba shijian 60 zhounian guoji xueshu yantaohui*, *op. cit.*, pp. 427-452, p. 433.

ironiquement fort proche du gouvernement général dans la manière dont il associe les pouvoirs civil et militaire¹¹⁴³.

La rétrocession et le défi de la déjaponisation

Précédée par une propagande intensive conçue par la droite du Guomindang, l'arrivée des Chinois, si elle est accueillie avec un enthousiasme aussi bref que sincère, ne va pas sans arrières-pensées du côté des « libérateurs ». Les thèmes d'avant-guerre refont leur apparition dans le contexte de la reconstruction, et les journalistes continentaux ne cachent pas leur admiration pour l'ordre et la prospérité relatifs qui règnent sur l'île. L'un d'entre eux écrit que Taiwan jouit d'une « culture de niveau mondial » (*you shijie xing de wenhua* 有世界性的文化), d'autres qu'elle est un « coin de terre propre » qui peut servir de laboratoire à la modernisation, d'autres encore y voient une destination paisible où des continentaux las des déchirements de la Chine pourraient refaire leur vie¹¹⁴⁴. Autant qu'on sache, cette impression favorable est aussi courante chez les militaires¹¹⁴⁵. Elle est cependant mêlée d'appréhensions héritées de la phase préparatoire à la rétrocession et que les relations difficiles avec la population locale, qui apparaissent vite, tendent à confirmer. Au reste, pour les administrateurs et les militaires convaincus d'arriver en héros, il sera commode d'attribuer le mécontentement populaire à une corruption culturelle foncière plutôt qu'à leurs propres échecs.

Dès le 26 septembre 1945 (il est encore sur le continent), Chen Yi répète que la première tâche chinoise à Taiwan sera l'éducation – c'est-à-dire l'inculcation aux Formosans d'une culture nationale chinoise telle qu'elle a été redéfinie depuis la chute de l'empire et le mouvement de la Nouvelle Culture¹¹⁴⁶. Le 31 décembre 1945, depuis Taïpei cette fois, il prononce un discours radiodiffusé

¹¹⁴³ Ce modèle de « gouvernorat » a son équivalent en Mandchourie, longtemps dominée par le Japon elle aussi, mais sans les impératifs stratégiques propres à cette région durant la guerre civile. Le Mandchoukouo démantelé n'est pas rendu à son ancienne division en trois provinces, mais segmenté en neuf provinces placées sous la supervision de Xiong Shihui, rattaché comme Chen Yi à la clique des Etudes Politiques. Le Généralissime nomme son homme-lige Du Yuming à un haut poste militaire afin de faire contrepoids à Xiong, qu'il juge trop coulant avec les administrateurs et les militaires qui se sont compromis sous les Japonais. Ce binôme dysfonctionnel est remplacé en juillet 1947 par Chen Cheng, qui combine les fonctions civiles et militaires. WESTAD, *Decisive Encounters*, *op. cit.*, pp. 84-85 et 172. Les situations mandchourienne et taiwanaise s'apparentent aussi par la priorité donnée à la (re)sinisation culturelle. Cf. LEE, « Institution des imaginaires collectifs et institutions de mémoire à Taiwan », *op. cit.*, p. 76.

¹¹⁴⁴ LI, *Tangshan kan Taiwan*, *op. cit.*, p. 15-17.

¹¹⁴⁵ Comme l'officier de la police militaire Gao Weimin. *Ibid.*, p. 25.

¹¹⁴⁶ MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, p. 58. Le discours Nationaliste sur la question est traversé d'une contradiction apparente : tout en sachant pertinemment que les insulaires sont mieux instruits que la moyenne de leurs compatriotes du continent, on affirme parfois que leur bas « niveau d'éducation » pose problème – ce par quoi on entend qu'ils ne maîtrisent pas les codes culturels chinois officiels ni le mandarin, et on dévalorise le capital culturel accumulé sous la colonisation (cf. Introduction). Chen Cuilian note que des voix minoritaires s'étaient élevées dans l'entourage de Chen Yi, un collaborateur proposant de considérer les Taiwanais comme « de vieux étudiants restés cinquante ans au Japon » (*liu dong* 留東), en référence à la « connexion japonaise » des modernisateurs chinois du début du XXe siècle. C'était se tromper d'une génération ou presque (CHEN, « Quzhimin yu zaizhimin de duikang », *op. cit.*, p. 148).

annonçant les grandes directions du travail pour 1946 : la « construction spirituelle » (*jingshen jianshe*) y occupe une place aussi importante sinon plus que la « construction politique » et la « construction économique », en tant qu' « élément fondamental de l'esprit national (*minzu jingshen*) »¹¹⁴⁷. Ses services de propagande décriront un an plus tard leur travail comme un combat contre « l'intoxication culturelle et idéologique profonde » laissée par « l'ennemi » après cinquante ans « d'occupation » (*lunxian* 淪陷) – le terme utilisé pour désigner les zones envahies pendant la guerre de 1937-1945 : la colonisation est assimilée à une très longue occupation militaire¹¹⁴⁸. On administre donc aux Taiwanais dans leur ensemble la cure réservée, sur le continent, au monde de l'éducation dans les anciens territoires occupés (promotion intensive du tridémisme, des discours de Jiang Jieshi, de l'histoire et de la géographie nationales, etc.)¹¹⁴⁹.

La déjaponisation culturelle est conduite au pas de charge : les temples shintoïstes, construits en grand nombre durant le *kōminka*, sont démolis ou transformés en panthéons aux martyrs de la lutte contre le Japon (*zhonglieci* 忠烈祠) – trouvés dans l'histoire de la Chine républicaine ou enrôlés *a posteriori*, et non sans contorsions, parmi les « résistants » taiwanais de la période coloniale¹¹⁵⁰. Les lieux publics et les rues sont débaptisés. La Commission de la propagande du gouvernorat, dont la déjaponisation de l'île est la mission essentielle, se charge de superviser la diffusion de films et d'actualités cinématographiques (la presse jouit d'une liberté considérable quant au contenu, mais ce n'est pas le cas des nouveaux médias comme le cinéma et la radio), et de détruire les ouvrages imprimés portant trop fortement la marque de l'ancien colonisateur¹¹⁵¹. La mesure la plus spectaculaire et la plus vivement ressentie est la promotion très énergique de la « langue nationale »¹¹⁵², notamment par la diffusion de nombreuses œuvres en vernaculaire (*baihua* 白話), pour la plupart postérieures au mouvement du 4 mai. Dès le début de l'année 1946, des voix s'élèvent dans les cercles et la presse officiels pour l'interdiction du japonais dans l'espace public (journaux, radio, éducation, cinéma, édition, publicité, etc.), voire pour la confiscation et

¹¹⁴⁷ Cité dans HUANG Yingzhe 黃英哲, *Qu Ribenhua, zai Zhongguohua : zhanhou Taiwan wenhua chongjian, 1945-1947* 去日本化, 再中國化 : 戰後台灣文化重建, 1945-1947 (Déjaponisation, résinisation : la reconstruction culturelle à Taiwan après la guerre, 1945-1947), Taipei : Maitian, 2007, pp. 34-35.

¹¹⁴⁸ *Taiwan yi nian lai zhi xuanchuan*, *op. cit.*, p. 1.

¹¹⁴⁹ PEPPER, *Civil War in China*, *op. cit.*, pp. 38-41.

¹¹⁵⁰ L'île compte 68 temples shintoïstes en 1945, dont les deux tiers construits après 1935. LEE, « Institution des imaginaires collectifs et institutions de mémoire à Taiwan », *op. cit.*, pp. 40 et 79-82.

¹¹⁵¹ La première séance d'actualités filmées donne à voir la reddition japonaise sur l'île, afin de marquer symboliquement le transfert de souveraineté. Des copies sont envoyées sur le continent, mais aussi dans les mers du sud et aux Philippines, probablement pour les montrer aux soldats taiwanais qui y sont encore internés. *Taiwan yi nian lai zhi xuanchuan*, *op. cit.*, pp. 4, 21, et 24-25. A la date de compilation du rapport, seuls 7300 exemplaires (de 836 ouvrages) ont été détruits à Taipei – un peu plus de 10 000 à l'échelle de l'île.

¹¹⁵² Le terme équivalent, *kokugo* 國語, désignait le japonais pendant la période coloniale.

destruction de toute la production culturelle en japonais, privée ou publique, si celle-ci est teintée de militarisme. L'interdiction de la presse en japonais sera effective le 25 octobre 1946, à l'occasion de l'anniversaire de la cérémonie de rétrocession : la marginalisation extrêmement rapide de la langue coloniale véhiculaire témoigne du sentiment d'urgence qui règne au sein du gouvernement¹¹⁵³.

Urgence et frustration. Car les objectifs sont trop ambitieux et les efforts de resinisation sont sapés par les méthodes prédatrices et brutales de l'administration. Lors de l'anniversaire de la rétrocession, la lettre ouverte adressée par Chen Yi aux « compatriotes taiwanais » exprime ouvertement son impatience. Il enjoint les Formosans, désormais « maîtres chez eux » (*zhurenweng* 主人翁), à prendre leurs responsabilités et à se décider enfin à « éliminer le poison cruel du militarisme japonais » (*qingchu Riben junfa de candu* 清除日本軍閥的殘毒)¹¹⁵⁴. A quelques semaines de l'Incident du 28 février, les autorités sont toutes prêtes à croire à la profonde altérité, voire à l'hostilité, d'une population déculturée.

C. Un peuple devenu étranger

Le soulèvement de février-mars 1947 confirme aux yeux du pouvoir que la colonisation a créé un terrain propice aux manipulations antinationales. Certains rapports vont parfois jusqu'à affirmer qu'elle a détourné les allégeances politiques en faveur du Japon, mais cette thèse extrême est incompatible tant avec les faits qu'avec la ligne majoritaire du Guomindang, qui veut que l'écrasante majorité des compatriotes taiwanais ait accueilli avec joie le « retour à l'étreinte de la patrie » (*huigui zuguo de huaibao* 回歸祖國的懷抱). L'interprétation la plus courante est que cinquante ans d'isolement ont porté à l'extrême le localisme, cet éternel obstacle à la construction nationale chinoise¹¹⁵⁵. Pour Peng Mengji, les comploteurs communistes ne pouvaient exploiter, dans cette terre récemment libérée, « ni haine nationale ni haine de classe ». Ils en étaient donc réduits à exploiter un « localisme étriqué » (*xiazhai de diyu guannian* 狹窄的地域觀念) pour diviser les soi-

¹¹⁵³ HE, « Er'erba shijian dui zhanhou Taiwan yuyan zhengce zhi yingxiang », *op. cit.*, pp. 433-443. Le linguiste Wei Jiangong est le maître d'œuvre de cette politique volontariste. Voir HUANG Yingzhe 黃英哲, « Wei Jiangong yu zhanhou Taiwan 'guoyu' yundong (1946-1948) » 魏建功與戰後台灣「國語」運動 (1946-1948) (Wei Jiangong et le mouvement pour la « langue nationale » à Taiwan après la guerre, 1946-1948), *Taiwan wenxue yanjiu xuebao*, n° 1, 2005, pp. 79-107.

¹¹⁵⁴ Message aux Taiwanais, à l'occasion du 1^{er} anniversaire de la rétrocession, 25 octobre 1946, dans QI et ZHANG (dir.), *Guangfu Taiwan zhi choubua*, *op. cit.*, pp. 291-294. « Poison cruel » tente de rendre le double sens de *candu*, qui signifie le plus souvent « cruauté » (aussi écrit 慘毒), mais également le poison qui reste dans un corps intoxiqué.

¹¹⁵⁵ Ce qui revient à souscrire à l'idée d'une parfaite intégration de Taiwan à l'empire d'avant 1895, sur lequel l'Etat-nation moderne est projeté. C'est aussi ignorer que la conscience de l'île comme espace unifié représente non un rétrécissement mais un élargissement des horizons politiques formosans, et qu'il est un sous-produit de la tutelle coloniale.

disant *waishengren* et *benshengren* », poussant l'antagonisme « aux limites de la frénésie » (*jin hu fengkuang* 近乎瘋狂)¹¹⁵⁶. Certains documents, contemporains comme rétrospectifs, mobilisent un vocabulaire plus clairement ethno-racial. On peut ainsi lire que les « traîtres » ont fait croire à un fossé entre Taiwanais et « Chinois » – appellation qui, plus encore que le terme péjoratif *ashan*, enflamme l'indignation des auteurs –, au mépris du fait que « le sang est plus épais que l'eau »¹¹⁵⁷, ou que les émeutiers qui « tuent leurs frères » ont oublié « que du sang chinois coule dans leurs veines »¹¹⁵⁸.

Le plus souvent, toutefois, la propagande Nationaliste concentre ses attaques contre la « xénophobie » (*paiwai* 排外), qualifiée de « féodale » ou d'« aveugle », dont les continentaux sont victimes¹¹⁵⁹. Un autre thème connexe et récurrent souligne l'ignorance des affaires chinoises, voire mondiales, dans laquelle les Taiwanais ont été maintenus de force : langue, histoire, géographie, et plus généralement « les théories de l'Etat et de la politique, les sciences sociales et la morale universelle, la justice, la religion, le Bien, le Mal et autres doctrines », quand ils ne sont pas tout simplement jugés « s'ignorer eux-mêmes » (comme Chinois)¹¹⁶⁰. Le 22 mars, le ministre de la Défense Bai Chongxi, présent sur l'île pour superviser le retour à l'ordre, note que le cloisonnement imposé par le Japon est responsable d'une incompréhension profonde des réalités nationales (*bu liaojie guoqing* 不了解國情) – allusion discrète à l'incapacité chinoise de satisfaire les attentes de la population en termes d'administration et de développement (en effet irréalistes), et dont tous les responsables du Guomindang sont conscients. La rhétorique du régime retourne donc contre Taiwan les accusations d'arriération dont il est habituellement la cible. C'est Formose et non la Chine qui serait archaïque, en dépit de son avance économique et technologique, car une trop longue colonisation l'a placée à contre-courant du projet du Guomindang d'abattre les barrières régionales pour faire nation. Ce discours coexiste malaisément, on le verra, avec la récrimination contradictoire d'un complexe de supériorité formosan qu'il faut abattre. Il puise également à un thème vague mais persistant de la littérature patriotique chinoise, qui associe à la vastitude du

¹¹⁵⁶ Peng Mengji, « Er'erba shijian huiyilu », dans ZLXJ 1, p. 62.

¹¹⁵⁷ Ke Yuanfen, « Taiwan Er'erba shibian zhi zhenxiang », dans ZLXJ 1, p. 46.

¹¹⁵⁸ JIN, *Taiwan shibian zhenxiang yu neimu*, *op. cit.*, p. 5.

¹¹⁵⁹ Par exemple Ke Yuanfen, conférence de presse du 10 avril 1947, *Xinshengbao*, 11 avril 1947 ; ou Chen Yi, lettre à Jiang Jieshi, 6 mars 1947, dans ZLXJ 2, pp. 71-80. Les insurgés sont occasionnellement comparés aux Boxeurs, symboles de la xénophobie obscurantiste par opposition au patriotisme éclairé. « Lengjing de xiang yi xiang » 冷靜的想一想 (Réfléchissez calmement), *Xinshengbao*, 21 mars 1947 (éditorial). Sur l'histoire et la fonction de la référence aux Boxeurs, cf. Paul COHEN, *History in Three Keys: The Boxers as Event, Experience and Myth*, New York : Columbia University Press, 1997, pp. 209-288.

¹¹⁶⁰ DAGLJ/A202000000A/0036/225/003/1, Message radiodiffusé de la cellule du Parti dans les transports publics, 14 mars 1947, « Riben zhimindi jiaoyu yu Taiwan Er'erba shijian » 日本殖民地教育與台灣二二八事件 (L'éducation coloniale japonaise et l'Incident du 28 février).

territoire des vertus de « tolérance » ou « d'inclusion », tandis qu'à l'étroitesse géographique correspondrait une propension au rejet de l'autre, voire à l'expansion agressive, qui culminerait avec le cas pathologique du Japon : Bai Chongxi stigmatise l'éducation « étroite et extrémiste » (*xia'ai pianji* 狹隘偏激) donnée par les colonisateurs¹¹⁶¹, et l'état-major du corps expéditionnaire estime, dans son rapport de synthèse sur la répression, que les Formosans « ont subi l'influence du caractère national insulaire (*daoguo minzuxing* 島國民族性) du Japon, dont l'étroitesse a rendu difficile leur assimilation avec des gens venus de l'extérieur »¹¹⁶². En somme, les Taiwanais manquent complètement de la « conscience de l'Etat et de la nation » (*guojia minzu zhi guannian* 國家民族之觀念, *minzu yishi* 民族意識), raison pour laquelle il a été possible de leur faire voir leurs compatriotes continentaux comme des ennemis (*dishi* 敵視, *choushi* 仇視)¹¹⁶³ – d'où l'usage pour les identifier du taiyu ou, pire, du japonais, langue que Taïpei s'est acharnée à marginaliser et qui, pendant la révolte, envahit l'espace public jusqu'à devenir la manière la plus sûre d'échapper aux coups¹¹⁶⁴. Sa résurgence dans la presse, où il est interdit depuis quatre mois environ, est perçue comme une véritable provocation : Wu Jinlian, l'ancien responsable des pages en japonais du *Xinshengbao*, qui reprend du service pendant le soulèvement, est accusé par un espion du régime de « se vendre à l'ennemi » (*ren zai zuo fu* 認賊作父¹¹⁶⁵)¹¹⁶⁶.

D. Colonisation, empoisonnement et asservissement

Les Taiwanais ne sont pas seulement perçus comme aliénés mais également comme corrompus. Deux thèmes se dégagent avec insistance des différentes sources (tant à usage interne que de propagande) : l'empoisonnement et l'asservissement.

¹¹⁶¹ Allocution radiophonique de Bai Chongxi depuis Taizhong, 22 mars 1947 à 20h30, dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, op. cit., pp. 350-352.

¹¹⁶² Liu Yuqing, Dai Chuanxin et Jiang Chonglin, « Lujun zhengbian di ershiyi shi dui Taiwan shibian kanluan gaiyao », dans ZLXJ 1, p. 186. De tels propos étaient déjà monnaie courante avant la révolte ; en janvier 1946, un article de journal avait déclenché une vague d'indignation en déplorant les « préjugés localistes » qui empêchaient les Taiwanais de percevoir les avantages « de circulation des talents à l'échelle nationale » (dans laquelle ils tendaient plutôt à voir la monopolisation des postes et le pillage de l'économie par les fonctionnaires venus du continent). CHEN, « Quzhimin yu zaizhimin de duikang », op. cit., p. 157. Les considérations sur la mentalité insulaire bornée des Japonais ne font que renverser l'exceptionnalisme japonais lui-même, en en conservant exactement les termes (« mentalité insulaire », *shimaguni konjō* 島国根性). MENGIN, « De la concurrence des régimes de domination hégémonique... », p. 79.

¹¹⁶³ Peng Mengji, « Er'erba shijian huiyilu », dans ZLXJ 1, pp. 38-108 ; LIU, *Chilu zaji*, op. cit., pp. 109-111.

¹¹⁶⁴ JIN, *Taiwan shibian zhenxiang yu neimu*, op. cit., p. 5.

¹¹⁶⁵ Le sens littéral de l'expression est, en l'occurrence, plus parlant : « reconnaître un bandit comme son père ».

¹¹⁶⁶ IHT/A_01_0011, Rapport de Liu Zhensheng sur la recréation de l'édition en japonais du *Xinshengbao*, 21 mars 1947, dans BMJ 1, pp. 110-111.

Empoisonnement

Empoisonnement (*duhua* 毒化), séquelles de l'empoisonnement (*yidu* 遺毒) : c'est le champ lexical de l'intoxication qui est le plus souvent utilisé pour qualifier la nature du legs japonais¹¹⁶⁷.

Dans la lecture Nationaliste de l'histoire chinoise depuis les guerres de l'opium, c'est plus qu'une métaphore banale. A partir de la défaite de 1895, il devient courant d'affirmer que l'introduction clandestine de la drogue par les Anglais avait pour but moins le profit que l'affaiblissement, par empoisonnement, de la résistance chinoise à l'agression – on en veut parfois pour preuve que le Japon, épargné par la contamination, a gagné la guerre de 1894-1895. Dans la symbolique du nationalisme chinois dont hérite le Guomindang, l'opiomane est l'image même de « l'homme malade de l'Asie », contre laquelle se construit l'idéal physique et éthique du patriote vigoureux. Ce thème devient saillant dans les années 1930 et commence à être retourné contre le Japon, les campagnes anti-opium lancées par la République de Nanjing s'expliquant, pour Xavier Paulès, par des raisons politiques davantage encore qu'hygiénistes ou sociales : « le déferlement de l'opium explique directement le statut d'asservissement concrétisé par les traités inégaux en vigueur, tandis que les progrès de la drogue sont assimilés à une stratégie d'empoisonnement délibéré des agresseurs japonais ». Le Japon est incontestablement à l'origine d'une partie du trafic de drogue en Chine, où circulent des dérivés de synthèse du pavot (morphine, héroïne) produits dans les laboratoires de l'archipel et de Taiwan. Tokyo nie son implication mais laisse faire les agents de son empire informel, avant d'organiser ouvertement le trafic dans les zones occupées à partir de 1937. Selon toute probabilité, le mobile est banalement économique, mais la croyance en une volonté japonaise d'empoisonner la Chine est largement partagée¹¹⁶⁸.

Par « empoisonnement », on entend donc d'abord les effets des drogues : l'abrutissement physique et moral qui sape la volonté de se battre, voire promet la nation à l'anéantissement physique¹¹⁶⁹ – inquiétude lancinante à laquelle la guerre totale semble donner une consistance¹¹⁷⁰. Dès les années 1930, le terme désigne aussi par métaphore d'autres formes d'intoxications

¹¹⁶⁷ Ces formules figurent en bonne place dans la quasi-totalité des rapports et correspondances officiels qui analysent les causes de la révolte. IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi » ; 228MM/« Taiwan sheng Er'erba baodong shijian baogao tiyao », *passim* ; JIN, *Taiwan shibian zhenxiang yu neimu*, *op. cit.*, *passim*.

¹¹⁶⁸ Xavier PAULES, « La lutte contre l'opium : panacée politique pour le Guomindang ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 95 (3), 2007, pp. 190-217.

¹¹⁶⁹ Cf. par ex. Li Shoutian, « Duhua Zhongguo » 毒化中國 (Empoisonner la Chine), *Weisheng yuekan*, n° 2 (7-8), 1936.

¹¹⁷⁰ Cf. par ex. Hu Qinyou, « Rikou de duhua zhengce » 日寇的毒化政策 (La politique d'empoisonnement des pirates japonais), *Shengli* (Changsha), n° 2 (24), 1938 ; Wu Yijin, « Diren duhua Nanjing » 敵人毒化南京 (L'ennemi empoisonne Nanjing), *Xingyan*, n° 12, 1939 ; « Nanjing cheng duhua shijie ! » 南京成毒化世界 ! (Nanjing devient un monde toxique !), *Shidai jingshen*, n° 1 (6), 1940.

japonaises, comme la syphilis (qu'on prétend délibérément répandue dans le Nord-Est avec le vice de la prostitution), ou parfois le « poison du jeu »¹¹⁷¹. La guerre le charge de significations supplémentaires. Dans la propagande chinoise relative aux crimes japonais, la « politique d'empoisonnement » par la drogue est associée à l'usage des armes chimiques¹¹⁷². Enfin, le terme en vient progressivement à faire référence à la volonté nipponne d'influencer les zones occupées et de les rallier à sa cause¹¹⁷³. L'intoxication physique du corps national est devenue mentale, avec les mêmes effets attendus d'anesthésie et d'anéantissement. C'est de ce glissement sémantique que témoigne le discours sur l'empoisonnement culturel des Taiwanais.

Asservissement

Asservissement (*nubua* 奴化) : ce terme désigne lui aussi, dès 1945, un autre effet présumé de la colonisation japonaise pour les Nationalistes. La traduction perd quelque peu le sens de *bua*, qui désigne une transformation – les Chinois trop longtemps soumis à la domination étrangère, en l'occurrence nipponne, auraient développé une seconde nature servile. Ce thème est aussi ancien que le nationalisme moderne en Chine, du révolutionnaire antimandchou Zou Rong 鄒容, qui fulmine à longueur de page contre la mentalité d'esclave (*nu* 奴) de ses compatriotes en 1903¹¹⁷⁴, à la *Marche des volontaires* composée en 1934, qui exhorte « ceux qui ne veulent pas être des esclaves » à se lever – et deviendra l'hymne de la République Populaire. Quant au terme de *nubua*, souvent intégré dans la locution *nubua jiaoyu* 奴化教育 (éducation asservissante), il semble se répandre dans les années 1930 pour stigmatiser la politique de déculturation menée par les Japonais en pays conquis¹¹⁷⁵ – à commencer par la Mandchourie – avec pour objectif de faire « oublier leur patrie pour toujours » aux populations soumises¹¹⁷⁶. Avec la progression japonaise en Chine du nord, puis

¹¹⁷¹ « Riben duhua Zhongguo wenti » 日本毒化中國問題 (Le problème de l'empoisonnement de la Chine par le Japon), *Meizhou pinglun*, n° 118, 1934.

¹¹⁷² DU Chengxiang 杜呈祥, *Riben baoping lun* 日寇暴行論 (Des atrocités japonaises), Chongqing : Shidai, 1939 (janvier).

¹¹⁷³ PEPPER, *Civil War in China, op. cit.*, p. 33 ; Xiang Zeng, « Nuhua yu duhua » 奴化與毒化 (Asservissement et empoisonnement), *Shenbao* (supplément hebdomadaire), n° 1 (14), 1936 ; « Duhua xuanchuan bianji Nanyang » 毒化宣傳遍及南洋 (La propagande toxique atteint l'Asie du Sud-Est), *Qiaoshengbao*, n° 1 (2), 1943.

¹¹⁷⁴ ZOU Rong 鄒容, *Geming jun* 革命軍 (L'armée révolutionnaire), Beijing : Zhonghua shuju, 1958 (1^{ère} éd. 1903).

¹¹⁷⁵ Il arrive, beaucoup plus rarement, que le terme se réfère à l'asservissement des populations colonisées par les Occidentaux.

¹¹⁷⁶ « Nuhua jiaoyu » 奴化教育 (L'éducation asservissante), *Shangbao huakan*, n° 4 (17), 1932 ; Lin Seng, « Riben zai Dongbei zhi nubua jiaoyu » 日本在東北之奴化教育 (Le Japon et son éducation asservissante au Nord-Est), *Dongbei wenti*, 13 juin 1934 ; « Dongbei de nubua jiaoyu » 東北的奴化教育 (L'éducation asservissante au Nord-Est), *Minzu shenglu*, n° 1 (1), 1936. L'opinion patriotique chinoise s'inquiète notamment des effets de la diffusion volontariste de l'éducation primaire par les Japonais dans l'Etat

après 1937, la presse patriotique dénonce les progrès de « l'éducation asservissante » dans toutes les zones occupées ou sous influence nipponne¹¹⁷⁷. La locution est souvent couplée à celle de *dubua*, la consonance des deux expressions en faisant une espèce de formule ; elles ont en commun d'identifier le problème culturel (l'adhésion potentielle des Chinois, surtout de la jeunesse, à la culture de l'envahisseur) comme plus grave encore que le fait de la conquête¹¹⁷⁸. On trouve aussi le terme pour qualifier l'entreprise japonaise de domination culturelle en Asie du Sud-Est¹¹⁷⁹.

Comme nous l'avons vu, lors des discussions sur les modalités de la rétrocession de Taiwan, la durée de l'asservissement colonial avait paru imposer une période de « désinfection idéologique » (*sixiang xiaodu* 思想消毒) de manière, dans les mots de Chen Yi, à « extirper la vieille mentalité d'esclave » (*genjue nubua de jiu xinli* 根絕奴化的舊心理) des insulaires¹¹⁸⁰. L'année 1946 oppose, dans un débat très vif et d'une assez grande liberté, partisans continentaux et opposants taiwanais de la thèse de l'asservissement¹¹⁸¹. La révolte de 1947 conforte les premiers dans leurs convictions.

S'il y a en apparence quelque paradoxe à affirmer que les Formosans se rebellent parce que serviles, c'est que l'émancipation telle que le Guomindang la conçoit est celle de la nation indivisible et exige donc une obéissance stricte. L'accusation d'asservissement renvoie en outre à l'alignement de la rhétorique de Chongqing sur le discours « démocratique » des Alliés, et plus étroitement encore sur la propagande américaine au sujet du Japon : l'immaturation politique supposée des Japonais et leur propension à se soumettre au despotisme, quitte à se dévouer sur plus faible que soi, deviennent des clés d'interprétation partagées entre Américains et Chinois¹¹⁸². Qui se soumet

fantôme. Cf. par ex. Zhou Muqi, « Nuhua jiaoyu » 奴化教育 (L'éducation asservissante), *Shenghuo xuexiao*, n° 1, 1937.

¹¹⁷⁷ Au Hebei avant la guerre : Xiantian, « Jidong de nuhua jiaokeshu » 冀東的奴化教科書 (Les manuels scolaires asservissants au Hebei oriental), *Yuyou*, n° 1 (1), 1936 ; à Beiping (Beijing) sous occupation : Bo Le « Fankang nuhua jiaoyu » 反抗奴化教育 (Opposons-nous à l'éducation asservissante), *Gengsheng pinglun*, n° 3 (5), 1938... Le terme est également employé par la presse communiste, par ex. : « Riyi nuhua de Huabei » 日益奴化的華北 (La Chine du nord est plus asservie de jour en jour), *Douzheng*, 15 août 1936.

¹¹⁷⁸ Du Chengxiang, « Fensui diren de nuhua zhengce » 粉碎敵人的奴化政策, *Minyi* (Hankou), n° 79, 1939.

¹¹⁷⁹ « Di dui Nanyang jinxing nuhua » 敵對南洋進行奴化 (L'ennemi entreprend d'asservir l'Asie du Sud-Est), *Qiaoshengbao*, n° 1 (8), 1943.

¹¹⁸⁰ CHEN, « Quzhimin yu zaizhimin de duikang », *op. cit.*, p. 149.

¹¹⁸¹ Chen Cuilian recense pas moins de deux-cent vingt-sept articles de presse portant directement sur ce thème de novembre 1945 à février 1947. *Ibid.*, pp. 191-198.

¹¹⁸² On connaît la formule de McArthur : *a nation of twelve years old* ; dans son ouvrage de 1927 sur le Japon, Dai Jitao se penchait déjà sur les dimensions irrationnelles de la culture politique du Japon modernisé, comme la sacralisation du *kokutai*. DAI Jitao 戴季陶, *Riben lun* 日本論 (Du Japon), Shanghai : Shanghai guji, 2013 (1^{ère} éd. 1927). Dans l'immédiat après-guerre, Maruyama Masao exprimera – avec plus de sophistication – des vues compatibles. MARUYAMA Masao “Theory and Psychology of Ultra-Nationalism” (mai 1946), dans *Thought and Behavior in Modern Japanese Politics*, London/New York : Oxford University Press, 1969 (trad. Ivan Moris).

culturellement et psychologiquement aux Japonais vit donc dans une double servitude, puisqu'il prend ses ordres de maîtres qui sont eux-mêmes des esclaves¹¹⁸³.

En 1947, les bureaucrates et militaires chinois qui se livrent à une analyse à chaud sont donc prompts à affirmer que les Taiwanais prouvent, par leur révolte, qu'ils ne sont pas prêts pour la liberté *more sinico*. A l'hiver 1945-1946, pour expliquer les difficultés de la rétrocession, une partie de la presse officielle avait déjà suggéré le paradoxe : l'asservissement colonial produisait à la fois une forme d'abrutissement ou de décadence spirituelle (*jingshen tuiwei* 精神頹廢) et une propension à l'excès débridé, qui s'était manifestée dès qu'on avait libéré les Formosans de leurs fers¹¹⁸⁴. Ce diagnostic est repris à l'envi lors de l'Incident, aussi bien dans les textes de propagande qu'en interne. Un agent local du renseignement dénonce ainsi à son supérieur « la profonde intoxication par l'asservissement » (*sic, nubua zhongdu guoshen* 奴化中毒過深) du journaliste japonisé Wu Jinlian¹¹⁸⁵. Quant au général Liu Yuqing, sur le point de faire écraser la rébellion dans le sang, il n'hésite pas à télégraphier à Jiang Jieshi qu'un demi-siècle de joug nippon a rendu les insulaires incapables de distinguer la démocratie du chaos¹¹⁸⁶.

E. Relais coloniaux et coupables de la révolte.

Hormis les agents communistes, les groupes tenus pour responsables de la rébellion sont ceux décrits comme les plus intoxiqués par le Japon.

Les notables collaborateurs

En dépit de ce que la sociologie du mouvement nous enseigne, les autorités de Taïpei et de Nanjing ne font que rarement la différence entre revendications élitaires et soulèvement armé, qui leur paraissent les deux faces d'un même « complot » (*yinmou* 陰謀), un terme omniprésent) ; c'est une constante de la culture politique du Guomindang, peu porté à prendre en compte l'autonomie de la société – dès le 28 février, Ke Yuanfen ordonne aux services de renseignement d'identifier les instigateurs d'un mouvement qui n'en a pas¹¹⁸⁷.

Le premier groupe incriminé, censé tirer les ficelles, est donc celui des « notables collaborateurs » (*yuyong shenshi* 御用紳士) c'est-à-dire, au sens étroit, les personnes ayant activement assisté le

¹¹⁸³ Les vues républicaines du tournant du siècle sur la tyrannie mandchoue étaient assez similaires.

¹¹⁸⁴ CHEN, « Quzhimin yu zaizhimin de duikang », *op. cit.*, pp. 151-152.

¹¹⁸⁵ IHT/A_01_0011, Rapport de Liu Zhensheng sur la recréation de l'édition en japonais du Xinshengbao, 21 mars 1947, dans BMJ 1, pp. 110-111.

¹¹⁸⁶ GSG/002/020400/00038/022, Télégramme de Liu Yuqing à Jiang Jieshi sur le déroulement des événements de Taïwan, 9 mars 1947.

¹¹⁸⁷ Ke Yuanfen, « Taiwan Er'erba shibian zhi zhenxiang », dans ZLXJ 1, pp. 18-19.

pouvoir colonial, et plus largement les élites trop ouvertement mécontentes de l'administration chinoise, surtout si leur voix porte (représentants dans les assemblées consultatives, journalistes, etc.). Les sources officielles les appellent péjorativement les « ambitieux » (*yexinjia* 野心家). Le rapport toujours tendu entre le Parti-Etat et les élites sociales désireuses de voir leur influence institutionnalisée se double, à Taiwan, du problème de la participation de celles-ci à la « recherche hégémonique » japonaise. Le renseignement militaire accuse ce groupe d'avoir mis le feu aux poudres par ses provocations, accablant en particulier les relais de la « mobilisation spirituelle » du temps de guerre, « profondément façonnés par le *kōminka* des Japonais, ayant changé de nom, ne respectant que ce qui est japonais », mais aussi « exploitant le peuple » pour s'enrichir¹¹⁸⁸. Dans ses mémoires tardifs, Ke Yuanfen ajoutera que « bon nombre de traîtres et de laquais [des Japonais] » étant « des notables collaborateurs et des propriétaires fonciers », ces derniers « craignaient que le gouvernement ne punissent leurs crimes de trahison, et ils le considéraient naturellement comme un ennemi »¹¹⁸⁹.

Soldats et rôlins : les petites mains du Japon impérial

Les *juyong shenshi* sont généralement rendus coupables de la mobilisation des anciens soldats de l'armée Impériale, alors même que cette relation est fort ténue. Le Yuan de contrôle et le Baomiju placent ces hommes à la seconde place dans l'ordre des responsabilités, juste après les notables censés les avoir manipulés, et les amalgament aux « voyous » et « rôlins » – un rapprochement facilité par le chômage de reconversion qui touche les vétérans¹¹⁹⁰. Sous le pinceau des officiels chinois, le terme de rôlins a une connotation plus spécifique que celui de *liumang* (cf. chapitre III) : il désigne le plus souvent les délinquants à la solde de l'ennemi, et exécuteurs de ses basses œuvres, dont Ke Yuanfen estime dans ses mémoires qu'ils ont été 50 000 à regagner Taiwan depuis la Chine après la défaite de leurs maîtres (et, dans une moindre mesure, depuis l'île-prison de Huoshaodao, où le gouvernement général mettait sous clé ceux qu'il ne parvenait pas à manipuler). L'ancien chef d'état-major est fidèle à l'atmosphère de 1947 quand il écrit que « le plus désolant était ces soldats japonais et rôlins de nationalité taiwanaise [...], qui avaient aidé dans le passé l'armée japonaise à brimer les compatriotes et la mère patrie ; cela leur était devenu, à la longue, une habitude »¹¹⁹¹. Les

¹¹⁸⁸ Zhang Bingcheng, « Taiwan Er'erba shijian baogaoshu », dans DAHB 16, p. 6.

¹¹⁸⁹ Ke Yuanfen, « Taiwan Er'erba shibian zhi zhenxiang », dans ZLXJ 1, p. 12.

¹¹⁹⁰ Zhang Bingcheng, « Taiwan Er'erba shijian baogaoshu », dans DAHB 16, p. 8. Yang Lianggong et He Hanwen font le même amalgame, et identifient « les *liumang* et les soldats » comme le groupe le plus coupable d'émeute : « Yang Lianggong, He Hanwen youguan Er'erba shijian diaocha baogao », dans NJDASL, pp. 280-281.

¹¹⁹¹ Ke Yuanfen, « Taiwan Er'erba shibian zhi zhenxiang », dans ZLXJ 1, pp. 9 et 12-13 ; GSG/002/020400/00038/022, Télégramme de Liu Yuqing à Jiang Jieshi sur le déroulement des événements de Taiwan, 9 mars 1947.

militaires de la garnison affirment, juste après la mise au pas de l'Incident, que rônins et anciens soldats avaient intériorisé « la cruauté [comme] une seconde nature » et que, méprisés par les braves gens pour avoir été les sbires des Japonais, ils nourrissaient un ressentiment auquel ils donnèrent libre cours lors de l'émeute¹¹⁹². Même diagnostic psychologique au sommet du renseignement militaire : frustrés, nostalgiques de leur ancien sentiment de puissance – qu'ils habillent pendant l'insurrection du nom de « démocratie » ou « d'autonomie » –, les vétérans et rônins haïssent naturellement les continentaux, et sont des recrues toutes trouvées pour les anciens notables collaborateurs¹¹⁹³.

Dans les conditions propres à Taiwan, ce schéma est décalqué du binôme « despotes locaux » (*eba lieshen* 惡霸劣紳, *tubao lieshen* 土豪劣紳)/« voyous et racaille » (*dipi liumang* 地痞流氓) qui organise la perception qu'a le Guomintang des mauvaises élites rurales sur le continent. Ke amalgame, comme le font la plupart de ses collègues, les soldats formosans démobilisés et ce monde de voyous aux contours incertains, « sans travail, et sans l'intention d'en trouver un »¹¹⁹⁴. La plupart du temps, ils ont aussi en commun leur jeunesse, qui les a exposés à l'assimilation intensive du *kōminka* ; il ne fait aucun doute pour les autorités que ces jeunes hommes sont le groupe le plus profondément intoxiqué par le poison japonais. Ce diagnostic n'est pas entièrement infondé : contrairement à l'écrasante majorité des anciens « notables collaborateurs » dont l'attitude, parfois imprudente mais rarement belliqueuse, se distingue mal de celle de l'ensemble des élites taiwanaises, les anciens soldats et membres de groupes paramilitaires jouent bel et bien un rôle essentiel dans le soulèvement armé. Le malentendu s'installe sur le sens de cette participation de la jeunesse militarisée (les Nationalistes y voient à tort, mais sans surprise, une manifestation de fidélité au Japon) ainsi que sur la gravité de la menace, largement surestimée (cf. chapitre IX) : le Zhongtong rapporte par exemple à Jiang Jieshi le 6 mars que les rebelles se recrutent dans un réservoir de soldats de retour d'outre-mer fort de 120 000 hommes¹¹⁹⁵ ; le pire est donc à craindre. Il est difficile de dire dans quelle mesure ces informations alarmistes sont prises au sérieux, ne serait-ce que parce qu'elles sont variables et souvent contradictoires. Mais il est clair qu'on se fait à Taïpei comme à Nanjing, jusqu'à l'écrasement de la révolte, une idée très exagérée du danger que représentent les anciens soldats et hommes de main de l'armée japonaise.

Les rapports déposés courant mars sur les bureaux des responsables du régime sont remplis d'annotations scandalisées, sinon effrayées, sur la reconstitution ou la réinvention d'unités de l'armée japonaises, les noms les plus ronflants ou menaçants étant dûment soulignés – la « Brigade

¹¹⁹² IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi ».

¹¹⁹³ Zhang Bingcheng, « Taiwan Er'erba shijian baogaoshu », dans DAHB 16, p. 6.

¹¹⁹⁴ Ke Yuanfen, « Taiwan Er'erba shibian zhi zhenxiang », dans ZLXJ 1, p. 9.

¹¹⁹⁵ HOU, « Qingzhi danwei zai Er'erba de jueuse », *op. cit.*, p. 27.

suicide de Wakasa » (*Ruoying gansidui* 若櫻敢死隊) derrière laquelle on croit voir d'anciens membres de commandos sous-marins suicides, une unité « d'assassins » (*ansha dui* 暗殺隊) à Hualian, etc.¹¹⁹⁶.

Des Japonais embusqués ?

Plusieurs sources chinoises affirment même qu'un grand nombre de soldats japonais prennent part aux attaques, réactivant ainsi la peur d'un réseau *stay behind* apparue très tôt après la rétrocession (cf. chapitre IV). Le 10 avril 1947, Ke Yuanfen reprend en conférence de presse la rumeur selon laquelle les Japonais ont, en quittant l'île, caché des stocks d'armes dans la région montagneuse de Taidong en vue d'un coup de main antichinois¹¹⁹⁷ ; pire, selon lui « la rumeur publique pourrait dire vrai : après la reddition, une partie importante de l'armée japonaise stationnée à Taiwan s'est peut-être retirée [en secret] vers les montagnes de Taidong. »¹¹⁹⁸ Dans son rapport d'avril 1947 à Nanjing, le chef du Baomiju à Taiwan est plus affirmatif : bien que la « pacification » soit en bonne voie, la plus grande prudence est de mise car des rebelles « pourraient faire leur jonction avec les unités de l'armée japonaise encore cachées à Taiwan », particulièrement dans la chaîne de montagnes du centre ; en effet, « après la reddition du Japon, plus de deux mille troupes kamikazes (*tokkōtai* 特攻隊) de la Marine japonaise sont restées à l'arrière », et attendent une occasion de « reprendre Taiwan ». Plus de mille » soldats japonais auraient participé aux assauts rebelles à Jiayi, et bien plus encore seraient dispersés incognito dans les régions escarpées¹¹⁹⁹.

Sans toujours aller jusqu'à agiter l'épouvantail d'une armée ennemie tapie au cœur de l'île, plusieurs sources font état d'une participation japonaise à l'Incident. Dans sa lettre du 6 mars à Jiang Jieshi, Chen Yi enrichit son premier diagnostic et mentionne parmi les causes subsidiaires de la révolte la présence sur l'île des techniciens Japonais non encore rapatriés (*liuyong Riren* 留用日人), qu'il dépeint « marchant exprès avec leurs habits japonais dans la rue, pour une raison qu'on peut imaginer »¹²⁰⁰. Il est possible que ces affirmations élaborent à partir d'éléments réels. Zhong Yiren mentionne dans ses mémoires de 1995 la présence de quelques Japonais au sein de l'Unité 27¹²⁰¹. Un témoin a évoqué la participation de quelques Japonais à l'attaque de l'aéroport de Huwei

¹¹⁹⁶ 228MM/« Taiwan sheng Er'erba baodong shijian baogao tiyao », p. 20.

¹¹⁹⁷ Il est à noter que c'est précisément une des régions où la révolte a été la moins vigoureuse.

¹¹⁹⁸ « Ke canmouzhang dui jizhe tan Taiwan shibian jingguo zhenxiang » 柯參謀長對記者談台灣事變經過真相 (Le chef d'état-major Ke discute du déroulement véritable de la révolte à Taiwan avec des journalistes), *Xinsheng bao*, 11 avril 1947.

¹¹⁹⁹ Zhang Bingcheng, « Taiwan Er'erba shijian baogaoshu », dans DAHB 16, pp. 16-17.

¹²⁰⁰ Lettre de Chen Yi à Jiang Jieshi, 6 mars 1947, dans ZLXJ 2, pp. 71-80.

¹²⁰¹ XU Yuming 許育銘, « Zhanhou liuTai Riqiao de lishi guiji – guanyu Shegu shijian ji Er'erba shijian zhong Riqiao de jiyu » 戰後留台日僑的歷史軌跡 – 關於澀谷事件及二二八事件中日僑的際遇 (Trajectoires historiques des Japonais restés à Taiwan après la guerre – les fortunes des ressortissants

– l'un d'eux, mortellement touché, serait tombé en criant «Vive sa majesté l'empereur !» (*Tennō heika banzai ! 天皇陛下万歳 !*)¹²⁰². Mais la liste de « coupables » la plus complète ne contient que trois ressortissants japonais¹²⁰³, auxquels il faut ajouter deux individus accusés d'espionnage par Chen Yi qui n'y figurent étrangement pas, et sur lesquels nous ne disposons quasiment d'aucune information¹²⁰⁴ (cf. chapitre IX). Quoi qu'il en soit, ces éléments n'indiquent qu'une participation extrêmement marginale.

Cette crainte infondée procède du malaise suscité par le maintien d'une communauté japonaise à Taiwan après la rétrocession. Sur les 330 000 Japonais civils et militaires présents dans la colonie, renvoyés pour l'essentiel à l'hiver 1945-1946, Chen Yi avait conservé 7000 techniciens (28 000 personnes avec leurs familles) pour assurer les transferts de compétence indispensables. Ce personnel, majoritairement rapatrié dans le courant de 1946, s'élève en février 1947 à un millier d'hommes (3600 avec leurs familles). S'y ajoute un nombre inconnu de Japonais n'ayant pu se résigner au déracinement et restés sur place illégalement – dont, probablement, des militaires, mais il est peu plausible que leur nombre ait dépassé quelques centaines¹²⁰⁵.

Leur présence, si modeste soit-elle, fait des mécontents – des *banshan* notamment, qui voient d'un mauvais œil le maintien de Japonais à des fonctions qu'ils pensent mériter. En mars 1946, une lettre ouverte de cinq associations taiwanaises du continent critiquait Chen Yi pour son aveuglement, affirmant que de nombreux militaires restaient embusqués sur l'île en attendant de passer à l'action, qu'on trouvait des armes cachées dans les montagnes et qu'il fallait expulser séance tenante tous les Japonais, à qui l'on ne pouvait faire confiance¹²⁰⁶. Le thème est tout aussi populaire chez les militaires : en juillet 1946, lors de la polémique déclenchée par l'incident de Shibuya¹²⁰⁷, le *Heping ribao* (journal de l'armée) avait proposé d'interner les ressortissants japonais comme otages,

japonais pendant l'incident de Shibuya et l'Incident du 28 février), *Donghua renwen xuebao*, n° 7, 2005, pp. 151-186, p. 174.

¹²⁰² You Ciyi (10 août 2008, Douliu), dans ZSXP, p. 82.

¹²⁰³ « Er'erba shijian panni mingce », dans Zhang Bingcheng, « Taiwan Er'erba shijian baogaoshu », dans DAHB 16, pp. 129 et 157. L'un est qualifié d'espion et accusé d'avoir conduit des opérations militaires (*zuozhan* 作戰) dans la région de Xinzhu ; les deux autres, dont les agissements ne sont pas précisés, sont des techniciens (présents légalement) de la région de Tainan, âgés de 51 et 59 ans.

¹²⁰⁴ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, pp. 268-270.

¹²⁰⁵ XU, « Zhanhou liuTai Riqiao de lishi guiji », *op. cit.*, pp. 151-159, 170 et 176.

¹²⁰⁶ « A l'attention de la presse : réfutation des propos de Chen Yi sur la situation à Taiwan », par plusieurs associations de Taiwanais et de Fujianais de Shanghai, mars 1946, dans NJDASL, pp. 60-64.

¹²⁰⁷ L'expression « incident de Shibuya » (*Shegu shijian* 涉谷事件 en chinois) désigne la condamnation, à l'été 1946, de plusieurs Taiwanais de Tokyo à la suite d'émeutes liées au marché noir. Le verdict convainc une partie de la population formosane que la Chine n'est pas prête à intervenir sérieusement en sa faveur, et renforce sa conscience de ne pas réellement appartenir aux vainqueurs de la guerre. Cf. KUSHNER, *Men to Devils, Devils to Men*, *op. cit.*, pp. 130-136.

puis dénoncé un fantomatique « complot japonais à Taiwan ». Sans aller aussi loin, une enquête mandatée par Taïpei conclut en novembre 1946 à l'implication de certains Japonais dans la diffusion de calomnies contre le gouvernement, et s'inquiète des rumeurs qui circulent sur les armes que les ennemis d'hier pourraient fournir à ceux d'aujourd'hui (les communistes). Bien qu'elle ne soit étayée par aucune preuve tangible, l'anxiété – au sujet des clandestins surtout – est lancinante¹²⁰⁸.

Il est donc naturel que ces accusations soient reprises à l'occasion de l'Incident du 28 février, autrement plus grave que la crise de Shibuya. Le 6 mars, le *Yishibao* de Tianjin publie les allégations du directeur de l'Association des Taiwanais de Shanghai (*Taiwan lüHu tongxianghui* 台灣旅滬同鄉會), qui dit avoir surpris une conversation mentionnant des guérilleros indépendantistes cachés dans la montagne en compagnie de Japonais adeptes de la « Nouvelle Démocratie » (la ligne officielle du PCC), pot-pourri improbable de tous les ennemis du régime qui relève sans doute de l'affabulation¹²⁰⁹. Le 11 mars, le chef d'état-major Ke Yuanfen soutient au ministre de la Défense que la révolte est en partie attribuable à des agents japonais sous couverture¹²¹⁰. Le rapport des émissaires du Yuan de contrôle incriminera les provocations des Japonais restés cachés dans les régions japonophones du centre de l'île sous de faux noms chinois, qui auraient profité du chaos pour « mettre leur ruse à exécution »¹²¹¹. Et le gouverneur ne semble pas s'inquiéter outre mesure des Japonais enregistrés par la police, qu'il se contente d'assigner à résidence le 1^{er} mars¹²¹².

Les responsables chinois n'ont donc pas douté, dans leur ensemble, de ce que nous savons aujourd'hui avec certitude : les groupes de jeunes à l'allure japonaise qui s'activent dans les régions centrales de l'île pendant la révolte sont des Taiwanais. Toutefois, s'il y a grande chance que la menace de l'ancien soldat japonais sous pseudonyme chinois relève de la fiction, ce fantasme n'est pas insignifiant pour autant : il est, dans l'ordre du discours, le pendant symétrique des anciens soldats taiwanais ayant adopté un nom japonais – le symbole de la fluidité des identités nationales et de ses dangers. Le danger nippon vient de l'intérieur. Et il prend, un an et demi après que les armes se sont tues, l'aspect de la guerre recommencée.

¹²⁰⁸ XU, « Zhanhou liuTai Riqiao de lishi guiji », *op. cit.*, pp. 160-169.

¹²⁰⁹ « Taiwan jianying » 台灣剪影 (Esquisse de Taiwan), *Yishibao*, 6 mars 1947, dans NJDASL, pp. 126-129.

¹²¹⁰ GSG/002/020400/00038/045, Lettres de Chen Yi et Ke Yuanfen à Bai Chongxi (11 mars), retransmises à Jiang Jieshi (12 mars).

¹²¹¹ « Yang Liangong, He Hanwen youguan Er'erba shijian diaocha baogao », dans NJDASL, p. 283.

¹²¹² XU, « Zhanhou liuTai Riqiao de lishi guiji », *op. cit.*, p. 177.

II. LA GUERRE APRES LA GUERRE

A. Une clémence ambiguë

Pardon public et haines privées

La vivacité des thématiques antijaponaises, et la facilité avec laquelle elles sont projetées sur la situation taiwanaise, en disent long sur les limites de la ligne officielle de clémence à l'égard de l'ennemi terrassé, que le basculement rapide dans la guerre civile a trop souvent fait prendre pour argent comptant. Pour des raisons essentiellement tactiques – il a besoin de la coopération, au moins passive, des troupes japonaises contre les Communistes –, auxquelles se mêlent des convictions chrétiennes autant que confucéennes et les pressions de l'allié américain en ce sens, Jiang Jieshi adopte une politique de bienveillance envers le Japon vaincu. Ses principaux éléments sont la préservation du régime impérial à moins que la population n'en décide autrement, l'absence de partition du pays, le retour pacifique des ressortissants japonais et, plus vaguement, l'absence de réparations « vindicatives » (*baofuxing* 報復性)¹²¹³. Dans son discours radiodiffusé du 15 août 1945, qui suit l'annonce par l'Empereur de la reddition du Japon, le Généralissime affirme que la victoire chinoise prouve que la justice l'emporte toujours sur la force brute et proscriit, au nom de la bonté naturelle de la nation chinoise, toute vengeance contre le peuple japonais dans son ensemble : rendre atrocité pour atrocité, répondre au complexe de supériorité (*youyuegan* 優越感) japonais par l'humiliation, ne ferait que perpétuer le cycle de la violence¹²¹⁴. La presse japonaise baptise avec reconnaissance cette politique « rendre le bien pour le mal » (*yi de bao yuan* 以德報怨), expression reprise à son compte par Jiang¹²¹⁵. Les Communistes ne manquent pas l'occasion d'accabler la collusion de leur ennemi avec l'ex-envahisseur, dénonçant le recyclage (bien réel) d'une partie des

¹²¹³ La République de Chine attend d'importantes réparations de la part de l'envahisseur japonais, principalement sous forme d'équipement industriel et d'infrastructures, mais son gouvernement partage la conviction générale des Alliés qu'il convient de ne pas répéter l'erreur du *diktat* de 1919 et permettre au Japon de retrouver une certaine prospérité. Les réparations seront officiellement abandonnées à la signature du traité de paix de 1952. Cf. YANG Zizhen 楊子震, « Zhongguo zhuRi daibiaotuan zhi yanjiu – chutan zhanhou Zhong-Ri、Tai-Ri guanxi zhi eyuan jiagou » 中國駐日代表團之研究 – 初探戰後中日、台日關係之二元架構 (Etude sur la délégation chinoise au Japon – exploration préliminaire de la structure double des relations sino-japonaises et taiwano-japonaises après la guerre), *Guoshiguan guankan*, n° 19, 2009, pp. 51-86, pp. 56-57.

¹²¹⁴ Il est probable que peu de Chinois comprennent entièrement les propos de Jiang, dont l'accent zhejiangais est très prononcé. La presse officielle se charge de diffuser le message dès le lendemain.

¹²¹⁵ HUANG Zijin 黃自進, « Kangzhan jieshu qianhou Jiang Jieshi de duiRi taidu : 'yi de bao yuan' zhenxiang zhi tantao » 抗戰結束前後蔣介石的對日態度 : 「以德報怨」真相之探討 (L'attitude de Jiang Jieshi vis-à-vis du Japon avant et après la fin de la Guerre de résistance : enquête sur la vérité de la politique de « rendre le bien pour le mal »), *Jindaishi yanjiusuo jikan*, n° 45, 2004, pp. 143-194, pp. 145-148.

forces japonaises au profit du Guomindang (qui les réemploie pour tenir les points et axes stratégiques contre les hommes de Mao) – sans se priver de faire exactement la même chose¹²¹⁶.

Quelle que soit sa sincérité, l'efficacité même de la propagande communiste sur la question est un symptôme du malaise créé par la politique de clémence du gouvernement ; pour la plupart des Chinois, un mot d'ordre ne peut suffire à éteindre l'immense rancune accumulée pendant des années d'une guerre atroce. La presse s'émeut fortement de la punition trop douce, voire inexistante, de collaborateurs notoires¹²¹⁷. Dans le corps des officiers, la haine de l'ennemi reste intense – plusieurs notent avec jubilation les bombardements atomiques dans leurs journaux, et regrettent de ne pas en avoir été les auteurs, ou à tout le moins de ne pas avoir vu Tokyo brûler en mars¹²¹⁸. Les mêmes journaux témoignent avec persistance des inquiétudes suscitées par le manque de remords des prisonniers japonais ; l'un note par exemple que « l'esprit bushido¹²¹⁹ des Japonais n'a pas été entièrement détruit, notre victoire ne peut donc être considérée comme complète »¹²²⁰. Quant aux plus hauts échelons de l'Etat et de l'armée, si la *realpolitik* y a plus de partisans et que les amitiés liées dans les académies militaires japonaises peuvent jouer un rôle modérateur¹²²¹, l'animosité est loin d'y être absente. Une fois à Taiwan, Chen Yi, considéré avant la guerre comme un partisan de l'apaisement, voire un admirateur du Japon, marié à une Japonaise qui plus est, refuse avec intransigeance de parler japonais, langue qu'il maîtrise parfaitement et qui aurait grandement facilité ses relations avec les élites formosanes.

Traîtres et criminels de guerre, entre justice et vengeance

La tension entre désir de vengeance, volonté de rendre justice, contraintes de la guerre civile et souci de ne pas insulter l'avenir caractérise également le traitement des traîtres (*hanjian* 漢奸) et criminels de guerre (*zhanfan* 戰犯), toujours en cours quand la révolte taiwanaise éclate. A l'épuration des traîtres (*sujian* 肅奸) commencée en temps de guerre sous la forme d'assassinats et

¹²¹⁶ Konrad LAWSON, "Wartime Atrocities and the Politics of Treason in the Ruins of the Japanese Empire, 1937-1953", thèse de doctorat, Harvard University, 2012, pp. 278-279. En Mandchourie par exemple, le PCC se montre nettement plus indulgent que ses rivaux envers les anciennes armées « fantoches ». Steven LEVINE, *Anvil of Victory: The Communist Revolution in Manchuria, 1945-1948*, New York : Columbia University Press, 1987, pp. 103-104.

¹²¹⁷ PEPPER, *Civil War in China*, *op. cit.*, pp. 10-12.

¹²¹⁸ Entretien avec Aaron Moore, Chicago, mars 2015.

¹²¹⁹ La « voie du guerrier », tradition inventée de l'ère Meiji qui met les vertus mythifiées des samurai au service du nationalisme japonais moderne.

¹²²⁰ MOORE, *Writing War*, *op. cit.*, p. 250.

¹²²¹ Le 9 septembre à Nanjing, le commandant en chef He Yingqin 何應欽 reçoit l'instrument de reddition d'un ancien camarade de classe qu'il appelle par son prénom, le général Okamura Yasuji 岡村寧次. KUSHNER, *Men to Devils, Devils to Men*, *op. cit.*, p. 30.

confiée aux services de Dai Li succèdent, à la victoire, des procès de collaborateurs¹²²². De novembre 1945 à octobre 1947, la République de Chine juge plus de 25 000 *hanjian* (peut-être 30 000), en retenant certes ses coups quand la stabilité du régime semble l'exiger – ou quand les inculpés y disposent de réseaux influents. On estime à 15 000 le nombre de condamnations¹²²³.

De mai 1946 à janvier 1949, les autorités chinoises organisent également sur leur territoire le jugement de 883 Japonais pour crimes de guerre¹²²⁴. Bien qu'ils soient jugés par des tribunaux militaires, contrairement aux « traîtres », leur sort est dans l'ensemble plus enviable, car la République de Chine tient à mettre les formes légales de son côté, à l'heure où elle réaffirme sa souveraineté sur le territoire national et intègre avec exultation le cercle des « nations civilisées »¹²²⁵. Les statistiques sont lacunaires, mais il semble que les procès débouchent sur environ 500 condamnations pour quelque 350 acquittements, et peut-être 150 exécutions : compte tenu de l'importance du théâtre chinois et de l'ampleur des exactions japonaises, les tribunaux militaires chinois font preuve d'une certaine retenue. Celle-ci s'explique, en plus des raisons déjà évoquées, par la nécessité (dûment expliquée aux juges par les autorités) de recycler des officiers japonais dans la lutte contre les Communistes – mais aussi par le fait que les plus hauts responsables sont jugés au Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient à Tokyo, sous une direction américaine de fait. Le Guomindang doit souvent se contenter de seconds couteaux¹²²⁶.

Modération judiciaire, donc. Mais les procès ont également une dimension publique : ils donnent lieu à une relance des enquêtes sur les atrocités de l'armée d'invasion, car les démarches entamées pendant la guerre n'ont pas produit de preuves assez détaillées pour être utilisables devant un tribunal ; ils suscitent aussi un immense intérêt de la population urbaine, dont l'état d'esprit est résolument vindicatif et qui exerce une pression considérable en faveur de plus de dureté. La société chinoise est parfois activement impliquée – la Commission d'enquête sur les crimes de guerre créée

¹²²² La campagne d'assassinats continue à Shanghai jusqu'à la fin de 1941. Cf. Frederic WAKEMAN Jr., « *Hanjian* (Traitor)! Collaboration and Retribution in Wartime Shanghai », dans YEH Wen-hsin (dir.), *Becoming Chinese: Passage to Modernity and Beyond*, Berkeley : University of California Press, 2000, pp. 298-341. Sur l'importance du cadre international dans le jugement des collaborateurs après-guerre et la conscience d'appartenir à une communauté de vainqueurs devant se tenir à certains standards de comportement, cf. Margherita ZANASI, « Globalizing Hanjian : The Suzhou Trials and the Post-World War II Discourse on Collaboration », *The American Historical Review*, n° 113 (3), 2008, pp. 731-751.

¹²²³ HWANG Dongyoun, « Wartime Collaboration in Question: An Examination of the Postwar Trials of the Chinese Collaborators », *Inter-Asia Cultural Studies*, n° 6 (1), 2005, pp. 75-97, p. 75. KUSHNER, *Men to Devils, Devils to Men*, *op. cit.*, p. 120.

¹²²⁴ Les crimes de catégories B (crimes de guerre) et C (crimes contre l'humanité) établies par le tribunal de Nuremberg et reprises par celui de Tokyo sont fondus ensemble, en l'absence d'une entreprise génocidaire comparable à celle perpétrée en Europe. Les inculpés pour crimes de catégorie A (crimes contre la paix, i.e. planification d'une guerre d'agression) sont jugés à Tokyo.

¹²²⁵ Des procès similaires ont lieu à travers toute l'Asie. Cf. LAWSON, « Wartime Atrocities and the Politics of Treason », *op. cit.*, *passim*.

¹²²⁶ KUSHNER, *Men to Devils, Devils to Men*, *op. cit.*, pp. 8-9, 84 et 139-140.

le 14 septembre 1945 dépend en grande partie des informations que lui envoie la population. Le plus souvent, elle est spectatrice. Début février 1947, par exemple – tout juste trois semaines avant le soulèvement taiwanais –, les habitants de Nanjing assistent par milliers au procès de Tani Hisao 谷壽夫, l'un des responsables du massacre de l'hiver 1937-1938, exigeant depuis les tribunes que la dette de sang soit remboursée par le sang (*xuezhai xuehuan* 血債血還), tandis que les juges, dans une mise en scène spectaculaire, alignent devant eux des crânes de victimes. La presse couvre abondamment le jugement du « monstre » (*mogui* 魔鬼), qui se conclut à la satisfaction générale par une condamnation à mort le 10 mars. Le 26 avril c'est une foule immense qui se presse à son exécution. Pas plus que l'armée, l'opinion citadine n'a la magnanimité surhumaine que Jiang Jieshi voudrait lui imposer¹²²⁷.

Les Taiwanais, compatriotes ou vaincus ?

Formose occupe dans ce processus une position délicate. Comment juger les Taiwanais ayant servi l'ennemi sur le territoire chinois ? La question se pose de savoir si la catégorie de *hanjian*, qui dans son acception moderne signifie « traître aux Han », peut être applicable à des individus ne jouissant pas de la nationalité chinoise au moment des faits jugés. A Taiwan, le gouvernorat lance en janvier 1946 une campagne de dénonciation des *hanjian* qui conduit, malgré l'entremise de *banshan* influents dans les hautes sphères du Guomindang tel Qiu Niantai 丘念台, à l'arrestation de 335 personnes. Toutefois, en janvier 1946 également, le Yuan judiciaire 司法院 (ministère de la Justice) de Nanjing produit une interprétation ambiguë, arrêtant d'une part que quiconque ayant collaboré avec l'ennemi peut être jugé comme *hanjian*, indépendamment de sa nationalité, et d'autre part que les Taiwanais, étant sujets japonais dès avant la guerre, relèvent du droit international plutôt que domestique, et doivent être jugés le cas échéant comme des criminels de guerre étrangers. Qiu Niantai défend comme un pis-aller cette seconde lecture, plus propice à une punition modérée. Elle l'emporte progressivement dans le cours de l'année, entraînant la libération d'un certain nombre de Formosans inculpés pour trahison sur le continent, mais dont les actes ne justifient pas un procès pour crimes de guerre¹²²⁸. A Taiwan, les 335 « traîtres » dénoncés sont libérés, à l'exception

¹²²⁷ *Ibid.*, pp. 40-43, 93, 140-142 et 153-164. La dimension politique des procès est évidente, jusqu'au plus haut niveau de l'appareil judiciaire : Shi Meiyu, le *chief justice* de ces procès, parle publiquement de « laver l'humiliation nationale ». Quant à la presse américaine, si elle s'accorde sur la nécessité de punir durement les criminels de guerre japonais, elle exprime un certain malaise devant l'allure de fête collective que revêtent les exécutions en Chine, et plus encore devant les molestations dont les condamnés sont parfois victimes.

¹²²⁸ Au grand dam de l'armée et des renseignements (civils et militaires), qui poussent à la sévérité. Le Yuan judiciaire tient bon et réaffirme sa position le 5 mars 1947... en pleine révolte taiwanaise, symbole parfait du décalage qui règne entre les différents segments de l'Etat-Guomindang. LO Jiu-jung, "Trials of the Taiwanese as Hanjian or War Criminals and the Postwar Search for Taiwanese Identity", dans CHOW Kai-

de cinq hommes coupables d'avoir essayé de déclarer l'indépendance de l'île à la défaite japonaise, en cheville avec quelques officiers de l'Armée impériale¹²²⁹. Peu de criminels de guerre taiwanais sont jugés dans leur province, car ils le sont généralement pour des actes commis en Chine ou dans le Pacifique, ou sont transmis aux Américains pour avoir maltraité des prisonniers de guerre alliés. A la fin de 1946, seuls 40 Japonais et 29 Taiwanais sont incarcérés à Taïpei pour crimes de guerre¹²³⁰.

Les Taiwanais sont donc jugés, pour leur bien, comme des sujets du Japon¹²³¹. C'est à tout le moins un cadeau empoisonné, qui justifie la méfiance des autorités envers ces demi-compatriotes, qui se permettent par surcroît de décrier une rétribution d'après-guerre perçue comme injuste. Au soupçon de contamination psychologique par le militarisme nippon s'ajoute une qualification juridique formelle. Il est d'autant moins étonnant que le soulèvement juvénile de 1947, imprudemment drapé dans les costumes de l'Armée impériale, soit perçu au prisme des crimes de cette dernière. Quand le Comité de résolution de Taïpei adopte le 7 mars une résolution exigeant de libérer tous les Taiwanais emprisonnés comme criminels de guerre ou traîtres (cf. annexe 4), la colère des autorités atteint son comble. Il importe peu que cette demande exorbitante, comme toutes celles formulées lors de la très confuse réunion du 7 mars, ait peut-être été proposée, voire fabriquée *a posteriori* par des agents provocateurs du Baomiju¹²³² : le fait est ignoré de la majeure partie de l'appareil d'Etat, de toute façon parfaitement disposé à croire les notables séditieux coupables d'une telle ignominie. La presse de l'île, reprise en main par les responsables de la répression, se déchaîne dans des éditoriaux d'une extrême virulence : « Ils ont même exigé de relâcher sans conditions les *hanjian* et les criminels de guerre (japonais inclus) ! Emeutiers, qui valez moins que des chiens et des truies, qui pensez-vous que sont vos ancêtres ? »¹²³³.

B. Un avatar du militarisme nippon

La rébellion formosane est donc considérée comme une résurgence, en territoire chinois, du militarisme japonais. Le *Heping ribao* du 13 mars rappelle que les émeutiers appartiennent très largement à ces Taiwanais qui, pendant la guerre, aidaient les Japonais à « massacrer leurs

wing, Kevin M. DOAK et FU Poshek (dir.), *Constructing Nationhood in Modern East Asia*, Ann Arbor : The University of Michigan Press, 2001, pp. 279-315, p. 297

¹²²⁹ *Taiwan sheng jingbei zongsilingbu zhounian gongzuo gaikuang baogaoshu*, *op. cit.*, p. 94. Pour un récit de « l'incident du 15 août », voir ABE, *Guanjian de qishi tian*, *op. cit.*, pp. 98-99. Les cinq inculpés (Gu Zhenfu, Xu Bing, Lin Xiongxiang, Jian Langshan et Xu Kunquan) ne passent en jugement qu'en juillet 1947.

¹²³⁰ *Taiwan sheng jingbei zongsilingbu zhounian gongzuo gaikuang baogaoshu*, *op. cit.*, pp. 96-102 et p. 208.

¹²³¹ Qu'ils aient eu ou non une fonction combattante : les gardiens de camps de prisonniers Alliés furent particulièrement visés. 173 Taiwanais furent jugés comme criminels de guerre de classe BC, dont 41 par les Chinois. 26 en tout furent punis de mort. LO, "Trials of the Taiwanese as Hanjian or War Criminals", *op. cit.*, pp. 289-293.

¹²³² C'est la thèse centrale de CHEN, *Jiema* 228, *op. cit.*

¹²³³ « Chu'e wu jin » 除惡務盡 (Le mal doit être totalement extirpé), *Xinshengbao*, 27 mars 1947.

compatriotes ¹²³⁴. Parmi la myriade de textes développant ce thème l'un, publié en avril par la Commission historique du Guomindang, mérite d'être longuement cité pour sa valeur topique. Il donne la parole à un Taiwanais du nom de Lü Jiangshui, apparemment un *banshan*, sous la forme d'une autocritique intitulée « Sentiments d'un compatriote taiwanais sur la révolte : 'à propos de l'éradication du poison japonais' » :

Durant l'Incident du 28 février, « La marche du cuirassé »¹²³⁵ [...] était abondamment déversée par les postes de TSF, créant l'illusion de revivre l'offensive générale sur Nanjing durant « l'incident sino-japonais ». En ce moment où il était interdit, au Japon même, de hisser le drapeau au soleil levant, qui eût cru que ces rugissements diaboliques seraient entendus sur le sol chinois ? On ne sait s'il faut en rire ou en pleurer. En vérité, le poison du fascisme japonais n'est pas encore éradiqué. Au Japon, du fait du contrôle strict du commandant MacArthur, l'atmosphère du militarisme (*junguo secai* 軍國色彩) a été balayée, et les meneurs de cette guerre traîtresse sont jugés selon la loi. Mais les Japonais moyens ont, à l'encontre de leurs crimes passés, une impudente indifférence, comme si tout cela n'avait aucun rapport avec eux. Ils prétendent avoir été trompés, contraints par Tojo et ses semblables, et conduits de la sorte à leur triste situation de vaincus. Je pense que c'est faux. Dans la longue saga des agressions japonaises depuis la scène inaugurale du 18 septembre [1931], le rôle principal fut bien sûr tenu par les militaristes et les ambitieux. Mais les Japonais ordinaires applaudissaient et acclamaient à l'unisson. [...] Ce fanatisme absurde ne relève pas seulement de la manipulation, mais aussi d'une nature belliqueuse (*haozhan benxing* 好戰本性). [...] Oui, les exactions passées du Japon doivent d'abord être mises sur le compte de son peuple, qui feint l'idiotie aujourd'hui pour éviter d'avoir à se repentir. Ne nous trompons pas : nous devons achever le désarmement spirituel des Japonais (*Riren jingshen wuzhuang de jiaoxie* 日人精神武裝的繳械), et au plus vite.

Quand je suis retourné à Taiwan [depuis la Chine], l'île était si saturée d'atmosphère nipponne (*wo* 倭) qu'elle vous agressait les narines. Les gens faisaient exprès de parler japonais, de manger japonais (la cuisine chinoise est l'une des trois meilleures au monde, quel besoin de manger des sushis et de la soupe de pois rouges ?). Ils méprisaient les fonctionnaires et les soldats chinois à cause de leur attitude démocratique, de leur amabilité, et ne tarissaient pas d'éloges sur le style despotique du *yamen* japonais, sur la brutalité de l'Armée impériale. On aurait dit qu'ils avaient contracté une forme de sado-masochisme (*yinnüekuang* 淫虐狂), et ne pouvaient trouver de jouissance sans être battus et insultés. Qui sait à quelle profondeur cette personnalité méprisante s'est enracinée ? Si même aujourd'hui que nous ne sommes plus opprimés [par les Japonais], que nous sommes enfin libres, nous ne la corrigeons pas, mais la montrons au tout venant et attirons l'opprobre sur nous ? L'Incident du 28 février est terminé. Nous

¹²³⁴ Zhou Di, « Benshengren yu waishengren » 本省人與外省人 (Les Taiwanais et les continentaux), *Heping ribao*, édition temporaire de Taibei, 13 mars.

¹²³⁵ Cf. chapitre IV.

devons désormais tout faire pour éliminer le poison laissé dans nos esprits par les Japonais, regagner notre dignité comme maîtres dans notre propre pays, et faire preuve d'une attitude positive dans la construction d'un Etat démocratique et constitutionnel, pour convaincre de notre capacité à être de bons citoyens dans un pays indépendant et démocratique¹²³⁶.

On pourrait difficilement trouver contraste plus frappant avec la ligne officielle limitant la culpabilité aux « militaristes » : le soulèvement taiwanais est ici expliqué par des traits culturels profonds qui étaient déjà au principe de l'agression de 1937. Ce jugement témoigne de la conversion du regard porté, en Chine, sur les vertus martiales supposées du peuple japonais.

L'identification du bushido – vigueur militaire, mais aussi discipline civique et code éthique – comme secret de la réussite de la restauration Meiji est aussi ancienne que la « crise japonaise » de la pensée politique chinoise qui s'installe après la défaite de 1895 (elle est d'ailleurs reprise de penseurs japonais)¹²³⁷. Liang Qichao envie d'abord à ses voisins cette « âme » de la nation, avant de se révolter contre l'idée que la Chine serait une nation a-martiale par essence (*bu wu zhi minzu* 不武之民族) et de placer ses espoirs dans une résurrection de ses antiques vertus guerrières.¹²³⁸ Les réformateurs chinois de la fin des Qing et de la République, purs intellectuels ou architectes de l'armée nouvelle, sont très nombreux à concevoir l'institution militaire comme laboratoire de l'Etat, voire de la régénération de la race¹²³⁹. Presque toujours, c'est le Japon qui sert de modèle. En 1927,

¹²³⁶ JIN, *Taiwan shibian zhenxiang yu neimu*, *op. cit.*, pièce jointe non paginée.

¹²³⁷ Nous empruntons l'expression au titre de l'étude classique de Claude DIGEON, *La crise allemande de la pensée française (1870-1914)*, Paris : PUF, 1959.

¹²³⁸ « Zhongguo hun an zai hu » 中國魂安在乎 (Où est l'âme de la Chine ?), *Qingyibao*, 1899. Sur ce problème voir CHEN Jidong 陳繼東, « Zai Zhongguo faxian wushidao – Liang Qichao de changshi » 在中國發現武士道 – 梁啟超的嘗試 (Découvrir le bushido en Chine – la tentative de Liang Qichao), *Taiwan dongYa wenming yanjiu xuekan*, n° 7 (2), 2010, pp. 219-254. La question de Liang Qichao s'inscrit dans un courant très puissant de la réflexion chinoise sur la modernisation, qu'on peut appeler « éthique » dans la mesure où il met l'accent sur les qualités (ou plus souvent sur les défauts) du « caractère » national plus que sur les institutions. Cette tendance se radicalise, avec le mouvement du 4 mai 1919, en une « subjectivation » du problème du salut national qui trouvera dans la culture son lieu d'affrontement privilégié. Yves CHEVRIER, « Antitradition et démocratie dans la Chine du premier XXe siècle : la culture moderne et la crise de l'État-nation », dans DELMAS-MARTY et WILL (dir.), *La Chine et la démocratie*, *op. cit.*, pp. 369-430. Bien que la construction du Parti-Etat Nationaliste renoue avec la question institutionnelle, le tour éthique de la question de la modernisation n'en laisse pas moins une empreinte forte sur la culture politique du Guomindang (puis du PCC).

¹²³⁹ Henrietta HARRISSON, *The Making of the Republican Citizen: Political Ceremonies and Symbols in China, 1911-1929*, Oxford : Oxford University Press, 2000, pp. 49-92. Jiang Baili, nommé président de l'académie militaire de Baoding en 1912, impose aux cadets la lecture de morceaux choisis des textes de Liang sur le bushido. Oleg BENESCH, "The Samurai Next Door: Chinese Examinations of the Japanese Martial Spirit", *Extrême-Orient Extrême-Occident*, n° 38, 2014, pp. 129-168.

Dai Jitao 戴季陶, expert en choses japonaises au sein du Guomindang, place encore le bushido au cœur de son analyse du succès nippon, avec une appréciation globalement positive¹²⁴⁰.

Sous le régime de Nanjing cependant, si le projet persiste de « militariser » (*junshibua* 軍事化) la vie de la nation – c’est ainsi que Jiang Jieshi conçoit le Mouvement de la vie nouvelle (*xin shenghuo yundong* 新生活運動)¹²⁴¹ –, les sentiments s’aigrissent à l’égard d’un maître japonais de plus en plus prédateur. L’émulation se complique d’un discours faisant de la Chine non plus la source authentique de la voie japonaise du guerrier¹²⁴², désormais associée au militarisme et à la figure détestée du *warlord* (*junfa/gunbatsu* 軍閥)¹²⁴³, mais une nation intrinsèquement pacifique, par contraste appuyé avec le voisin¹²⁴⁴.

Cette vieille idée trouve un usage nouveau en politique étrangère, où elle sert d’habillage culturaliste aux plaidoyers chinois à la Société des Nations lors de l’invasion de la Mandchourie, puis d’élément central de la propagande de guerre à destination des Alliés¹²⁴⁵. Elle façonne également le discours officiel sur la scène domestique. *Le destin de la Chine*, écrit avant tout pour les Chinois, s’ouvre ainsi par un récit de l’extension « naturelle » du territoire chinois à travers les siècles, dans un équilibre permanent entre population et espace vital qui n’a jamais entraîné l’*hubris*

¹²⁴⁰ DAI, *Riben lun*, *op. cit.*

¹²⁴¹ Jay TAYLOR, *The Generalissimo: Chiang Kai-shek and the Struggle for Modern China*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 2009, p. 108. Le projet, cent fois formulé, est cent fois frustré par la faiblesse de l’appareil d’Etat et la résistance passive de la population, que le dictateur faible désespère de jamais faire marcher au pas.

¹²⁴² C’est la position exprimée en 1925 par le lettré traditionnaliste Gu Hongming 辜鴻銘. BENESCH, “The Samurai Next Door”, *op. cit.*, p. 144.

¹²⁴³ Cf. Arthur WALDRON, “The Warlord: Twentieth-Century Chinese Understandings of Violence, Militarism, and Imperialism”, *The American Historical Review*, n° 96 (4), 1991, pp. 1073-1100, *passim*.

¹²⁴⁴ La tension entre cette thèse et le projet maintenu de rénovation militaire de la nation est généralement résolue de la manière suivante : le Japon s’est engagé sur la voie de l’ensauvagement en valorisant unilatéralement les vertus guerrières, tandis que la Chine trouve (ou doit trouver, selon les versions) un équilibre entre esprit chevaleresque et bienveillance confucéenne. Jiang Jieshi est sur cette ligne rhétorique. BENESCH, “The Samurai Next Door”, p. 151.

¹²⁴⁵ Avec un succès indéniable : le principal film de propagande américain sur l’allié chinois, dû à Frank Capra, affirme sans ambages que les Chinois – que les Américains pourraient être tentés de confondre avec les Japonais – n’ont mené aucune guerre de conquête en quatre mille ans. Frank Capra, *Why We Fight – The Battle of China*, 1944

expansionniste du Japon¹²⁴⁶. Le bushido autrefois admiré devient un élément central de l'explication des atrocités japonaises¹²⁴⁷.

C. Atrocités imaginaires et mémoire de l'invasion

Compte tenu du caractère relativement peu meurtrier de la révolte, les atrocités supposées des rebelles occupent une place frappante dans les documents chinois, publics comme internes à l'administration. Si cette diabolisation relève d'un procédé banal, elle est d'une part en tension avec la ligne officielle voulant que les Taiwanais soient foncièrement pacifiques, seule une minorité ayant participé au soulèvement ; elle est instructive, d'autre part, quant au transfert des catégories du temps de guerre sur la situation formosane.

La peur d'un massacre des civils chinois apparaît très vite dans la presse continentale de la côte, qu'elle soit sous contrôle du gouvernement, intoxiquée par lui ou simplement friande de nouvelles spectaculaires. Les chiffres, dans leur outrance et leur diversité, reflètent l'absence totale de données fiables et la surenchère au doigt mouillé à laquelle se livrent différents services de l'Etat (le renseignement en particulier). Le *Xinmin wanbao* de Shanghai avance dès le 2 mars le chiffre invraisemblable de « trois ou quatre mille morts et blessés » continentaux, qui deviennent le lendemain « trois ou quatre mille morts » à Taïpei seulement dans le *Wenhuibao* et le *Dongnan ribao* – c'est sur cette dernière base que le Yuan de contrôle met sur place sa mission d'enquête. Le tir est corrigé dans les jours qui suivent. Le 4 mars, la CNA rapporte des propos de Zhang Mutao estimant à 1200 le nombre de continentaux morts et blessés¹²⁴⁸. A la suite du *Zhongyang Ribao*, l'organe du Guomindang, les journaux *Dagongbao* et *Shenbao* ne parlent plus le 5 mars que de 400 morts environ, estimation que retient le Département de la propagande du Parti et qui servira de version officielle par la suite¹²⁴⁹. Les versions concurrentes continuent toutefois de coexister, les

¹²⁴⁶ CHIANG, *China's Destiny*, *op. cit.*, p. 29. Sur le thème de l'expansion « naturelle » du territoire chinois à travers les âges, cf. Peter PERDUE, "The Tenacious Tributary System", *Journal of Contemporary China*, n° 24 (96), pp. 1002-1014, pp. 1011-1014. Un courant ouvertement militariste continue néanmoins de prospérer, notamment au tour de l'école dite des « Royaumes Combattants ». Un de ses principaux membres, Lei Haizong, revient dans un ouvrage important sur les causes de l'a-martialité chinoise et les moyens d'y remédier. Cf. LEI Haizong 雷海宗, *Zhongguo wenhua yu zhongguo de bing* 中國文化與中國的兵 (La culture chinoise et l'armée), Beijing : Shangwu yinshuguan, 2001 (1^{ère} éd. 1939).

¹²⁴⁷ Un ouvrage de propagande chinois place ainsi la « mentalité cruelle du bushido » juste après le racisme dans les « facteurs psychologiques » des exactions de l'Armée impériale. DU, *Riben baoxing lun*, *op. cit.*

¹²⁴⁸ Dépêche secrète de la CNA, Taïpei, 4 mars 1947 après-midi, dans LIN, Delong 林德龍 et CHEN Fangming 陳芳明 (dir.), *Er'erba guanfang jimi shiliao* 二二八官方機密史料 (Documents officiels confidentiels sur le 28 février), Taïpei : Zili wanbao, 1992, pp. 44-45.

¹²⁴⁹ SU Yaochong 蘇瑤崇, « Huangyan jiangou xia Er'erba shijian zhenya zhi zhengdangxing : cong 'Daxi zhongxu nüjiaoyuan an' lunqi » 謊言建構下二二八事件鎮壓之正當性：從「大溪中學女教員案」論起 (La légitimité de la répression de l'Incident du 28 février sous condition d'un mensonge délibéré : à partir du « Cas de la professeure du lycée de Daxi »), *Taiwan shi yanjiu*, n° 21 (3), 2014, pp. 109-136, pp. 125-126.

sources hostiles à Chen Yi se montrant particulièrement alarmistes : Zhang Mutao parle encore, le 5 mars, de 800 morts et blessés¹²⁵⁰, et des agents du Baomiju ne craignent pas de rapporter que leur nombre atteint dix mille¹²⁵¹. Cette volatilité, qui relève à n'en pas douter de l'incompétence et de la concurrence entre services pour capter l'attention de la hiérarchie, s'explique aussi par la volonté désordonnée de répondre aux accusations de la presse anglophone, informée par le consulat américain : le 3 mars, la CNA avance le chiffre de 400 morts et blessés *waisbengren* pour 100 victimes taiwanaises, en réponse à une dépêche de l'*Associated Press* estimant ces dernières à 3 ou 4000¹²⁵². Après l'écrasement de l'insurrection, le Baomiju de Taiwan continuera de soutenir que l'arrivée des renforts a tué dans l'œuf le projet des rebelles de recenser la population foyer par foyer (*anhu qingcha renkou* 按戶清查人口) pour faire un grand massacre (*da tusba* 大屠殺) de continentaux¹²⁵³.

Plus important sans doute que l'exagération et la confusion des chiffres, les insurgés sont immédiatement dépeints comme barbares. Su Yaochong a fait l'étude systématique d'un cas monté en épingle par la propagande : le viol supposé, le 4 mars, d'une enseignante *waisbengren* nommée Lin, détenue à Daxi par les rebelles. La station de Taibei du Baomiju en informe Nanjing le 14 mars, suite à quoi elle se voit confier la mission de rassembler, à des fins de propagande, des informations sur les atrocités (*baoxing* 暴行) commises par les « émeutiers » (*baotu* 暴徒). Le récit du calvaire de madame Lin s'enrichit progressivement, le viol devenant d'abord collectif, puis suivi du meurtre de la victime. La version définitive, rendue publique le 30 mars, la flanque de quatre compagnes d'infortune qui se seraient pendues derrière le sanctuaire des martyrs de la Guerre de résistance (*zhonglieci* 忠烈祠). Elle revient toutefois sur l'idée du meurtre de l'enseignante, auquel on préfère désormais le récit édifiant d'un sauvetage par une femme aborigène au cœur pur. Madame Lin se serait néanmoins suicidée pour effacer sa honte¹²⁵⁴. Déférée au tribunal local de Xinzhu après la levée de la loi martiale, l'affaire y sera jugée le 17 juillet 1947. On conclura à une tentative de viol inaboutie de la part d'un seul individu entré par effraction – ce n'est pas l'un des geôliers – dans

¹²⁵⁰ Rapport de Zhang Zhen à Jiang Jieshi, 5 mars 1947, dans DAHB 17, p. 119.

¹²⁵¹ Rapport de Song Xungou à Mao Renfeng, 5 mars 1947, dans DAHB 1, pp. 63-64.

¹²⁵² "Formosa Rioting: Reports of High Casualties Declared Untrue, Peace Now Restored", *South China Morning Post*, 6 mars 1947. Sur la valse des accusations, réponses et démentis entre presse chinoise et presse américaine, cf. SU Yaochong 蘇瑤崇, « Er'erba shijian zhong de meiti xuanchuan zhan » 二二八事件中的媒體宣傳戰 (La bataille médiatique pendant l'Incident du 28 février), *Taiwan wenxian*, n° 59 (4), 2008, *Guoshiguan Taiwan wenxian guan*, pp. 353-400.

¹²⁵³ Zhang Bingcheng, « Taiwan Er'erba shijian baogaoshu », dans DAHB 16, p. 3.

¹²⁵⁴ Cette version stabilisée est consignée dans 228MM/« Taiwan sheng Er'erba baodong shijian baogao tiyao », p. 19.

l'école où les continentaux sont rassemblés. Aucune trace de meurtre, sauvetage ou suicide d'honneur ne sera trouvée¹²⁵⁵.

La manipulation est flagrante. Dans ce cas précis, toutefois, elle donne lieu à une propagande assez modérée en comparaison du ton général, volontiers apocalyptique. Qu'on en juge par cet article, publié les 31 mars et 1^{er} avril dans le *Shenbao*, et qui suit d'assez près les textes officiels :

Femmes, enfants, femmes enceintes, personne ne fut épargné. Un journaliste rapporte que des émeutiers croisèrent dans la rue un enfant de quelques années sortant avec sa mère ; ils tranchèrent la bouche de cette dernière jusqu'aux oreilles avec un couteau, la dépouillèrent de ses vêtements, la battirent sauvagement à mort avant de la jeter dans un fossé, tordant son cou et celui de son enfant. Bien qu'il eût déjà expiré, un autre enfant fut encore suspendu par les pieds, sa tête heurtée violemment contre le sol jusqu'à ce que sa cervelle coule, pour la plus grande joie [des bourreaux] qui frappèrent aussi la tête de deux enfants l'une contre l'autre jusqu'à ce que le sang coule à flot, et s'en réjouirent. Un autre émeutier transperça le ventre d'une femme enceinte avec son sabre japonais (*wushidao* 武士刀), prenant deux vies d'un coup. Ces actes bestiaux (*langdu shouduan* 狼毒手段) innombrables, d'une cruauté inhumaine, eurent lieu dans cette province de Taiwan qui se vantait d'avoir un niveau culturel plus élevé que celui de toute autre...¹²⁵⁶

Ce récit extrêmement violent est d'autant plus intrigant qu'il est, selon toute probabilité, forgé de toutes pièces. Il est assez représentatif de ce qu'il est possible de lire dans la presse et certains rapports du renseignement en mars et avril 1947, au moment même où la répression est mise en œuvre.

D'une manière générale, l'accent est mis sur l'emploi d'armes blanches, particulièrement des sabres japonais, et sur le meurtre d'enfants et de femmes, avec une lourde insistance sur la pratique du viol et de l'humiliation sexuelle (par dénudement). Un récit compilé en avril par la Commission historique du Guomindang, qui s'étend sur la « bestialité » des émeutiers, décrit en termes crus des mutilations infligées au katana (*Riben dao* 日本刀), le meurtre de femmes et d'enfants avec des raffinements de cruauté (sans doute repris et adapté de l'article cité plus haut ou de sa source) ainsi que l'humiliation festive de nombreuses femmes continentales – déshabillage, coups, cheveux

¹²⁵⁵ SU, « Huangyan jiangou xia Er'erba shijian zhenya zhi zhengdangxing », *op. cit.*, *passim*.

¹²⁵⁶ Pai Ya, « Taibei shijian yu guo tian qing. Yexinja hun shui mo yu shimoji » 台北事件雨過天晴 野心家混水摸魚 始末記 (Le calme après la tempête à Taïpei. Les ambitieux ont pêché en eaux troubles : récit complet), *Shenbao*, 31 mars-1^{er} avril 1947. Ce texte est repris dans un recueil publié fin mars 1947 à Taïzhong par le *Saodang zhoubao*, journal de l'armée : *Er'erba shibian shimoji* 二二八事變始末記 (Récit complet des événements du 28 février), Taïzhong : Saodang Zhoubao, mars 1947 (pp. 39-52).

coupés, *qipao* brûlés dans la rue, etc.¹²⁵⁷. Le rapport du maire de Jiayi Sun Zhijun se distingue par l'ajout d'atrocités singulières réservées aux soldats faits prisonniers (éventrement, nez et oreilles tranchés), tout en s'excusant de ce que « personne n'ait osé prendre des photographies » pour en attester¹²⁵⁸. La centrale de Nanjing du Baomiju compile un recueil des « atrocités taiwanaises » (*Taimin baoxing lu* 台民暴行錄) à l'attention de Jiang Jieshi, qui s'apparente en fait davantage à un récit général des événements concentré sur les violences commises à l'encontre des institutions, des *waisbengren* et de leurs biens, quelle que soit leur gravité ; le choix du titre n'en est pas moins significatif¹²⁵⁹.

Contrairement à ce que suggère Su Yaochong, ces thèmes ne sont pas le simple prétexte d'un massacre planifié¹²⁶⁰. Dans un télégramme envoyé à Jiang Jieshi le 9 mars, le jour même de son arrivée à Taïpei, Liu Yuqing exprime sa préoccupation au sujet de la violence des jeunes : « ce sont des lycéens qui ont défendu l'idée de déshabiller les femmes continentales, de les parader dans la rue et de brûler vifs des officiers »¹²⁶¹. Quant à Sun Zhijun, il a probablement rédigé son rapport pendant la première décade de mars et est entré en contact avec les militaires « libérant » Jiayi le 13, même s'il a pu l'embellir avant de le remettre à He Hanwen (vers le 20). La radicalité des jeunes rebelles fait peur, toute verbale qu'elle soit, d'autant que la perturbation des communications et la surenchère des services de renseignements favorisent, sur l'île même, les angoisses les plus débridées. La terreur qui s'empare des civils continentaux, dont beaucoup croient leur dernière heure venue, ne peut qu'être communiquée au personnel bureaucratique et militaire dont ces gens sont souvent les familles ou les amis. Le 10 mars, le *South China Morning Post* rapporte l'arrivée à Xiamen (Amoy) de soixante-quinze réfugiés – des fonctionnaires et leurs proches – qui colportent des histoires épouvantables et répandent la panique dans la ville, où beaucoup ont de la famille à Taiwan¹²⁶². Si le discours officiel sur les atrocités taiwanaises remplit donc pour une part une

¹²⁵⁷ JIN, *Taiwan shibian zhenxiang yu neimu*, *op. cit.*, *passim*. La question de l'humiliation publique des femmes, continentales ou insulaires, pose un problème particulier de vérification, tant les sources et les témoignages ont tendance à taire ce genre d'atteintes. Nous avons vu au chapitre V qu'elles ont au moins été envisagées, si ce n'est pratiquées, mais l'absence de ces chefs d'accusation devant les tribunaux suggère, à tout le moins, une très grande exagération du nombre de cas par la propagande. Les agressions d'enfants relèvent de l'invention complète.

¹²⁵⁸ Sun Zhijun, « Jiayi shi 'San'er' shijian baogaoshu », mars 1947, dans NJDASL, pp. 437-460.

¹²⁵⁹ « Taimin baoxing lu » 台民暴行錄 (Récit des atrocités taiwanaises), soumis par Zheng Jiemin à Jiang Jieshi, non daté, dans DAHB 2, pp. 290-353.

¹²⁶⁰ SU, « Huangyan jiangou xia Er'erba shijian zhenya zhi zhengdangxing », *op. cit.*, *passim* ; SU, « Er'erba shijian zhong de meiti xuanchuan zhan », *op. cit.*, p. 356.

¹²⁶¹ GSG/002/020400/00038/022, Télégramme de Liu Yuqing à Jiang Jieshi sur le déroulement des événements de Taiwan, 9 mars 1947.

¹²⁶² "Formosan Riots: Thousands Massacred by Unruly Mobs, Wives of Officials had Ears Cut Off, Situation Improves", *South China Morning Post*, 13 mars 1947 (reportage du 10 mars), Xiamen. Les rumeurs veulent que « trois Japonais » aient conduit le meurtre de six mille continentaux à Taïpei au moyen d'armes de guerre. Dix jours plus tard, toujours sur la foi des réfugiés de Xiamen, le journal décrit le traitement

fonction de disculpation et prend parfois des proportions histrioniques (Ke Yuanfen déclare en conférence de presse le 10 avril qu'elles sont « sans précédent dans l'histoire de la Chine »)¹²⁶³, il trouve aussi sa source dans un moment de panique réelle.

Il met aussi en équivalence ces horreurs imaginaires et celles, bien réelles, de l'occupation japonaise. L'amalgame relève certes du procédé rhétorique. Il trouve néanmoins un écho véritable dans les esprits, tant les souvenirs de la guerre sont frais. La Chine du temps de guerre a certes communié dans le culte du héros et non dans celui de la victime. La propagande à l'attention de l'arrière se montre aussi triomphaliste (et souvent plus) que les fortunes du combat le permettent¹²⁶⁴. Les atrocités (*baoxing*) japonaises n'en occupent pas moins une place importante dans la conscience des populations civiles, bien sûr, mais aussi des militaires : les journaux d'officiers étudiés par Aaron Moore sont remplis de notations sur la question, tour à tour catastrophées et vengeresses¹²⁶⁵. Quant au gouvernement de Chongqing, s'il préfère s'étendre sur les succès de la Chine que sur son martyr, il envoie néanmoins des émissaires dans les rangs pour rassembler des récits d'atrocités, d'abord à des fins de propagande puis, à partir de novembre 1945, pour préparer les procès d'après-guerre¹²⁶⁶. La politique de clémence décrétée en août 1945 interrompt ce travail de propagande antijaponaise du côté Nationaliste (les Communistes le poursuivent), mais il s'agit d'une censure, non d'un oubli. Le corps diplomatique chinois au Japon entreprend d'ailleurs la compilation de tels récits à destination des civils japonais, qu'on espère ainsi rééduquer ; l'initiative s'inscrit dans une politique plus générale de promotion de la culture chinoise au Japon, financée par ce dernier¹²⁶⁷. Quant à l'enquête sur les faits, elle continue à Taiwan, où elle concerne les « atrocités » japonaises commises à l'encontre des mouvements de résistance formosans tout au long de l'histoire coloniale¹²⁶⁸.

différencié des Chinois selon qu'ils viennent de régions culturellement plus ou moins proches de Taiwan, les Fujianais du sud se voyant épargner les pires supplices mais étant tout de même tués par les rôbins, « brisés et jetés à terre en utilisant l'art du jujitsu ». “Taiwan Disturbance: Rioters Were Repatriates From China. Many Women Insulted”, *South China Morning Post*, 25 mars 1947 (reportage du 21 mars). Un lecteur basé à Formose, qui signe « Fiat Lux », s'élève en avril contre la propension du correspondant de Xiamen à colporter ces bruits infondés. “Horrors in Formosa”, *South China Morning Post*, 24 avril 1947.

¹²⁶³ Ke Yuanfen, conférence de presse du 10 avril 1947, *Xinshengbao*, 11 avril 1947.

¹²⁶⁴ Park COBLES, “Writing about Atrocity: Wartime Accounts and their Contemporary Uses”, *Modern Asian Studies*, n° 45 (2), 2011, pp. 379-398.

¹²⁶⁵ MOORE, *Writing War*, *op. cit.*, pp. 102 et 227.

¹²⁶⁶ KUSHNER, *Men to Devils, Devils to Men*, *op. cit.*, p. 41.

¹²⁶⁷ GSG/020/010105/0003, Télégramme de la délégation chinoise au Japon au ministère des Affaires étrangères, Sur le projet d'établir des bibliothèques populaires au Japon, 11 février 1947.

¹²⁶⁸ Elle vise, en plus de la création d'un récit patriotique couvrant la période 1895-1945, la rééducation des prisonniers japonais. DAGLJ/A301010000C/0035/068.2/3, Collecte de documents sur les atrocités de l'armée japonaise, Bureau de la police du ministère de l'Intérieur, janvier-mai 1946. En janvier 1946, Taïpei lance également une campagne de dénonciation des crimes de l'armée japonaise à Taiwan et inculpe cinquante-huit personnes, souvent pour des déprédations économiques. *Taiwan sheng jingbei zongsilingbu zhounian gongzuo gaikuang baogaoshu*, *op. cit.*, p. 95.

Si elle ne s'appuie pas sur des observations réelles, la description des crimes des « émeutiers » suit de près les *topoi*, malheureusement mieux étayés, de la description des méfaits de l'Armée impériale, comme l'obsession de la violence sexuelle¹²⁶⁹ et du dénudement des femmes, ou celle du meurtre à l'arme blanche (le sabre ou son substitut plébéien qu'est la baïonnette), en particulier par éventrement, celui qu'on inflige à la femme enceinte combinant les deux thématiques¹²⁷⁰.

D. La révolte comme déni de la victoire

Les fruits incertains de la victoire

Le soulèvement taiwanais prolonge la guerre de 1937-1945 sur un autre plan, plus important peut-être aux yeux des responsables et officiers chinois. Pour eux, la révolte est plus qu'un désaveu du mauvais gouvernement du Guomindang. Elle est perçue, non sans raison, comme une négation de la victoire et du statut qu'elle a conféré à la Chine. Elle « n'est pas seulement une évidente trahison du pays, mais un affront à tous les Alliés. Elle nie la victoire dans cette guerre (*fouding zhe ci zhanzheng de shengli* 否定這次戰爭的勝利) »¹²⁷¹.

Cette question est particulièrement sensible dans la Chine d'après-guerre, du moins dans les zones contrôlées par le Guomindang. L'opinion publique, mécontentée par les tares du régime, s'irrite en outre de ce « que la Chine était censée avoir conquis le rang de grande puissance [...], et qu'elle ne [reçoit] pas le respect qui lui [est] dû »¹²⁷². C'est encore plus vrai dans les cercles officiels. L'espoir était immense : la victoire devait mettre fin au « siècle d'humiliation » commencé avec les guerres de l'opium, donner au pays sa place parmi les « Grands », mais aussi apaiser les maux de la société en levant l'hypothèque impérialiste et en faisant fond sur un sentiment national galvanisé, et retremper la légitimité du régime dans sa lutte contre le Parti Communiste¹²⁷³. Ces attentes

¹²⁶⁹ Dans 228MM/« Taiwan sheng Er'erba baodong shijian baogao tiyao », par exemple, plus de la moitié de la section consacrée aux crimes des insurgés est composée de récits de viols.

¹²⁷⁰ Louise EDWARDS, « Drawing Sexual Violence in Wartime China: Anti-Japanese Propaganda Cartoons », *Journal of Asian Studies*, n° 72 (3), 2013, pp. 563-586, pp. 569-570 et 574-576. On trouve un bon aperçu de ces *topoi* dans un pamphlet de la 8^{ème} armée de route de septembre 1945, *Kongsu dikou baoxing* 控訴敵寇暴行 (Dénonçons les atrocités des pirates ennemis), Département politique général du 18^{ème} groupe d'armées, lieu de publication inconnu, septembre 1945. Il est similaire à ceux que les organes Nationalistes sont priés, du jour au lendemain, d'arrêter d'imprimer – comme la brochure de 1939 de Du Chengxiang, déjà mentionnée. Pour un récit stéréotypé et très rétrospectif – bien qu'il se prétende de première main – d'éventrement de femme enceinte lors de l'Incident par un ancien agent du renseignement, cf. Cai Lanzhi, « Souvenirs de la répression de l'Incident du 28 février dans la région de Gaoxiong » (mars 1984, FCZA), dans DAHB 16, p. 249.

¹²⁷¹ « Lengjing de xiang yi xiang », *Xinshengbao*, 21 mars 1947 (éditorial).

¹²⁷² Joseph ESHERICK, « War and Revolution: Chinese Society during the 1940s », *Twentieth Century China*, n° 27 (1), 2001, pp. 1-37, p. 24.

¹²⁷³ Comme l'écrit Joseph Esherick, « nul besoin de souscrire à l'idée originelle de Chalmers Johnson d'une paysannerie se mobilisant 'spontanément' en réaction à l'armée japonaise pour reconnaître qu'à la fin de la

apparues dès les premiers mois de la guerre, caractérisés par une intense effervescence patriotique¹²⁷⁴, s'étaient ensuite éteintes avec l'enlisement du conflit. La reddition japonaise, plus soudaine que prévue, provoque un retour de flamme, tempéré mais non étouffé par les difficultés de la guerre civile¹²⁷⁵. Pour le régime de Jiang Jieshi, l'année 1945 ne marque certes pas la fin des problèmes, mais elle sonne l'heure de l'avènement de la Chine dans le concert des nations et la fin de sa sujétion « semi-coloniale », anticipées à la conférence du Caire de 1943. Le pays, membre de la grande alliance « antifasciste », a gagné par ses sacrifices l'égalité convoitée depuis des décennies. Cette idée est transmise à l'ensemble de la troupe par les discours des officiers à la victoire¹²⁷⁶. Comme Mao le proclamera quatre ans plus tard, la Chine s'est levée – et, en effet, la pression des puissances étrangères est plus modérée dans la Chine de la guerre civile qu'elle ne l'a été depuis des décennies¹²⁷⁷.

Dans ce contexte, la question des acquisitions ou rétrocessions territoriales d'après-guerre prend un poids particulier. Si la Charte des Nations Unies consacre la notion de tutelle internationale et prend en compte le fait colonial sous l'euphémisme de « territoires non-autonomes », seuls les Etats défaits à l'issue de la guerre mondiale peuvent se les voir retirer, et ils ne sont confiés qu'aux vainqueurs, que ceux-ci tentent de reprendre pied dans leurs anciens empires coloniaux ou, comme la Chine, récupèrent des terres anciennement perdues. L'enjeu symbolique est d'autant plus important que, du fait de ses difficultés intérieures, la Chine de Jiang Jieshi n'a pas les moyens de maintenir une force d'occupation¹²⁷⁸.

guerre, la mort et la destruction entraînées par l'Armée impériale japonaise, de concert avec les efforts vigoureux du Guomindang comme des Communistes en matière d'éducation de masse et de propagande, avaient profondément transformé l'apathie nationale des années d'avant-guerre. » ESHERICK, "War and Revolution", *op. cit.*, p. 24.

¹²⁷⁴ HUNG Chang-tai, *War and Popular Culture: Resistance in Modern China, 1937-1945*, Berkeley : University of California Press, 1994, pp. 2-3.

¹²⁷⁵ Joseph Esherick note avec justesse que l'ampleur de la déception à l'égard du Guomindang ne peut se comprendre qu'au regard des grands espoirs nés de la victoire. ESHERICK, "War and Revolution", *op. cit.*, pp. 2-3. La « remobilisation » des esprits à la fin d'un conflit de masse est un phénomène courant identifié par John Horne. John HORNE, "Remobilizing for 'total war': France and Britain, 1917-1918", dans John HORNE (dir.), *State, Society and Mobilization in Europe During the First World War*, Cambridge : Cambridge University Press, 1997, pp. 195-211.

¹²⁷⁶ MOORE, *Writing War*, *op. cit.*, p. 248.

¹²⁷⁷ LARY, *China's Civil War*, *op. cit.*, p. 56.

¹²⁷⁸ Elle envoie une mission diplomatique, qui souffre d'une mauvaise réputation pour sa dépendance envers les Etats-Unis et sa peine à défendre l'intérêt national lors d'incidents comme celui de Shibuya. YANG, « Zhongguo zhuRi daibiaotuan zhi yanjiu », *op. cit., passim*. L'ironie de l'histoire veut que le 14 mars 1947, en pleine répression du soulèvement taiwanais, les diplomatiques chinois de Tokyo diplomates soient divertis lors d'une réception par Ri Kōran/Li Xianglan 李香蘭 (Yamaguchi Yoshiko 山口淑子 de son nom japonais), actrice vedette du cinéma de guerre nippon, qui vient d'échapper à un procès en trahison après avoir réussi à prouver être de naissance japonaise. KUSHNER, *Men to Devils, Devils to Men*, *op. cit.*, p. 86. Ri Kōran a notamment figuré en 1940 au générique du célèbre *Nuits de Chine* (*Shina no yoru* 支那の夜). Elle y joue une jeune et pauvre Chinoise qui abandonne son hostilité au Japon après avoir été giflée pour son ingratitude par l'homme japonais qui l'a recueillie.

Les dirigeants chinois sont toutefois conscients que l'appartenance au club des vainqueurs, qui se considère aussi comme celui des nations « civilisées », suppose de se montrer capable d'administrer les territoires récupérés. Chen Yi l'a exprimé avec clarté dans une réunion de juillet 1944 à Chongqing, en présentant la rétrocession de Taïwan comme une des épreuves les plus délicates qui attend le pouvoir Nationaliste, dont l'étranger ne manquerait pas d'observer la performance. Le *banshan* Huang Zhaoqin surenchérit : un échec serait à coup sûr pointé du doigt par le Japon comme la preuve que la Chine, comme le voulait le discours colonial, est incapable de gouverner l'île. Il faut « briller ou échouer » (Barak Kushner)¹²⁷⁹.

Une subversion de fait

Cet enjeu aggrave considérablement la fureur des autorités, de Nanjing comme de Taïpei, quand l'île plonge dans la sédition. A Nanjing et Taïpei, la révolte est perçue moins comme une menace stratégique que comme un affront insupportable à la souveraineté reconquise du pays.

Il ne semble pas que la chimère d'un mouvement indépendantiste taiwanais inquiète beaucoup. Elle sert la rhétorique enflammée de certains textes de propagande et apparaît comme un thème, toujours incident, dans quelques documents internes (le télégramme du 6 mars de Chen à Jiang évoque par exemple un tract appelant à l'indépendance taiwanaise). On sait pourtant sur le terrain, et Nanjing en est informé, que l'idée n'a pas de soutien dans la population. Le 5 mars, l'amiral Gui Yongqing 桂永清 confirme à Jiang Jieshi que son passage sur l'île à la fin de février lui permet de conclure à « l'absence de toute velléité d'indépendance » (*juewu duli sixiang 決無獨立思想*)¹²⁸⁰. La CSDN est sur la même ligne¹²⁸¹. En revanche, la conviction s'installe vite que la rébellion formosane est une tentative intolérable, bien que condamnée, de prendre le pouvoir. Cette appréciation, très vite formulée à Taïpei, remonte à Nanjing dès avant l'adoption le 7 mars des trente-deux (ou quarante-deux) demandes (cf. Introduction), couramment présentées par les autorités de l'époque et l'historiographie bleue comme la preuve éclatante du « complot » et la justification de la répression armée. Elles ne font en réalité que confirmer un diagnostic déjà établi et finir de compromettre les élites du Comité de résolution. Les tentatives de désarmer les militaires n'ont sans doute pas le même sens pour les jeunes rebelles et pour le Comité, soucieux avant tout de limiter la casse, mais l'armée ne voit aucune raison de faire la différence. A l'en croire, Ke Yuanfen chapitre les jeunes qui occupent la station de radio de Taïpei sur le monopole de la violence légitime :

¹²⁷⁹ KUSHNER, *Men to Devils, Devils to Men, op. cit.*, pp. 113-114.

¹²⁸⁰ Télégramme de Gui Yongqing à Jiang Jieshi, 5 mars 1947, dans ZLX 2, pp. 65-66.

¹²⁸¹ IHM/228/001/07/001, Transcription de la réunion ordinaire de la CSDN n° 223, 5 mars 1947, 9h20 du matin.

Ils formulaient des exigences déraisonnables, soutenant que le gouvernement étant incapable de maintenir l'ordre public, ils priaient celui-ci de leur distribuer des armes afin de le remplacer dans cette mission. Je leur répondis que le gouvernement n'était pas impuissant à garantir l'ordre, mais qu'il se refusait à faire du mal au peuple et que c'était pour cette raison que l'armée n'intervenait pas ; que les armes étant un outil pour protéger le pays et le peuple, seules l'armée et la police en disposaient ; et qu'aucun pays ne donnait des armes aux citoyens ordinaires. Je refusai catégoriquement. [Cependant], j'avais pris conscience que la nature de l'événement ne se limitait plus à une émeute, mais qu'il y avait dans les coulisses un grand complot politique destiné à renverser le gouvernement¹²⁸².

Le caractère inefficace et souvent démonstratif de la prise d'armes ne change pas fondamentalement son caractère séditionnel, à plus forte raison parce que la réunion des fonctions civile et militaire brouille la distinction entre forces armées et gouvernement : désarmer la troupe, c'est à la fois contester un pouvoir, humilier une armée et émasculer une nation.

Les occupations de lieux publics et usurpations des fonctions de police figurent donc en bonne place dans les griefs chinois. Un rapport produit, selon toute probabilité, par le commandement de la garnison de Taïpei, place au premier rang des méfaits celui d'« occuper les organes [de l'Etat] et usurper le pouvoir politique local », puis de « piller les armes de l'armée et assiéger les arsenaux de l'armée et de la police », ensuite seulement de se livrer à des violences contre les civils. Le vocabulaire des sources emprunte le plus souvent au champ lexical de l'occupation militaire (*zhanju* 佔據, *zhanling* 占領)¹²⁸³, plus rarement à celui de l'usurpation des fonctions publiques (*cuanduo* 篡奪), deux registres réunis dans la notion d'autorité « fantoche » (*wei* 偽) – qui désigne pour tout Chinois de 1947 les gouvernements collaborateurs mis en place par les Japonais pendant la guerre. Un rapport désigne ainsi les insurgés de Pingdong comme une « armée fantoche » (*weijun*)¹²⁸⁴. Le 3 mars, Ke Yuanfen assimile le projet formulé au Comité de résolution de Taïpei de créer des « comités de maintien de l'ordre » (*zhi'an weichihui* 治安維持會) aux institutions de même nom implantées par les Japonais dans les zones conquises¹²⁸⁵. Un journaliste du *Shenbao* croit pouvoir affirmer que les rebelles délivrent des certificats de bonne conduite en japonais, comme les

¹²⁸² Ke Yuanfen, « Taiwan Er'erba shibian zhi zhenxiang », dans ZLXJ 1, p. 18

¹²⁸³ C'est par exemple le vocabulaire employé par le maire de Jiayi Sun Zhijun (« Jiayi shi 'San'er' shijian baogaoshu », mars 1947, dans NJDASL, pp. 437-460), les officiers de la garnison (IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi »), les services de propagande du Guomindang (JIN, *Taiwan shibian zhenxiang yu neimu*, *op. cit.*) etc.

¹²⁸⁴ 228MM/« Taiwan sheng Er'erba baodong shijian baogao tiyao », p. 20.

¹²⁸⁵ « Shibian shiri ji – Ke Yuanfen », entrée du 3 mars, *Xinshengbao*, 13 mai 1947. Sur ces comités, dont la mise en place précède la constitution de véritables gouvernements collaborateurs, cf. Timothy BROOK, *Collaboration: Japanese Agents and Local Elites in Wartime China*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 2005.

envahisseurs le faisaient¹²⁸⁶, et le renseignement militaire ne manque pas une occasion de souligner que l'internement des *waishengren* s'apparente à la capture et à la maltraitance de prisonniers de guerre (*fulu* 俘虜)¹²⁸⁷.

Si nous avons vu que la remobilisation de symboles japonais ne devait pas être comprise, de la part des rebelles, comme une protestation de fidélité à Tokyo, leurs adversaires ne s'arrêtent pas à ces subtilités. La presse favorable au Guomindang rapporte de nombreux cas de drapeaux japonais brandis et de continentaux forcés de chanter l'hymne national de l'ennemi vaincu, là où les sources proches du terrain et l'histoire orale ne mentionnent quasiment que des emblèmes et des chants militaires¹²⁸⁸. De même l'arrachage des caractères « Chine » (*Zhongguo* 中國) de l'enseigne « Agence chinoise de voyage » (*Zhongguo lüxingshe* 中國旅行社) devant la gare de Taïpei retient particulièrement l'attention parce qu'il semble viser le pays à travers son nom – et défait le travail de rebaptisation des lieux publics entrepris par la police – alors que le cas semble isolé¹²⁸⁹.

Le regard de l'étranger

L'insurrection formosane étant une humiliation nationale, les autorités s'inquiètent beaucoup des regards étrangers, c'est-à-dire japonais et américains. L'association qu'elles font souvent entre les Etats-Unis et le Japon est moins curieuse qu'il n'y paraît : en 1947, la solidarité asymétrique nippo-américaine est déjà actée pour les Nationalistes. Elle l'est aussi, bien que différemment, pour nombre de Taïwanais, qui y voient une proximité naturelle des nations « modernes » par opposition à l'archaïsme chinois, un thème prégnant dans le discours colonial jusqu'à Pearl Harbor¹²⁹⁰.

Pendant l'Incident, un agent du Baomiju va jusqu'à prétendre que les Etats-Unis soutiennent en coulisses le gouvernement japonais qui compte profiter des troubles pour récupérer sa souveraineté

¹²⁸⁶ Pai Ya, « Taïpei shijian yu guo tian qing. Yexinjia hun shui mo yu shimoji », *op. cit.*

¹²⁸⁷ Par ex. Rapport de Zhang Bingcheng à Yan Pucheng, 24 mars 1947, dans DAHB 1, p. 306. Zhang Bingcheng transmet le rapport de Lin Delin, son agent sur place, qui relate un épisode sans doute apocryphe mais révélateur de cette inversion du rapport vainqueurs/vaincus dans la perception chinoise : les continentaux enfermés à Xinzhu, délibérément affamés, auraient obtenu de leurs geôliers qu'ils les nourrissent en leur rappelant que la Chine victorieuse fournit, elle, une aide alimentaire au Japon défait.

¹²⁸⁸ Par ex. Pai Ya, « Taïpei shijian yu guo tian qing. Yexinjia hun shui mo yu shimoji », *op. cit.*, ou Jin Muzao, « Duzhe toushu : Xiaomie Riben zuofeng » 讀者投書：消滅日本作風 (Lettre d'un lecteur : éradiquer le style japonais), *Heping ribao*, 19 mars 1947.

¹²⁸⁹ IHM/228/01/08/004, « Chen Gongqia [Chen Yi] et Taiwan », août 1947. Lin Hengdao rapporte le même fait, et ajoute que les panneaux environnants avaient subi le même sort. CHEN et XU, « Lin Hengdao xiansheng fangwen jilu », *op. cit.*, p. 83. La sinisation de la toponymie et l'accrochage de drapeaux chinois entraînent dans les attributions de la police dans les premiers mois de son travail. IHM/228/01/01/020, « Taiwan yi nian lai zhi jingwu », novembre 1946.

¹²⁹⁰ Barak KUSHNER, *The Thought War: Japanese Imperial Propaganda*, Honolulu : University of Hawaii Press, 2006, p. 37.

sur Taiwan¹²⁹¹. Le message est transmis à Nanjing, qui ne semble pas prendre le fantôme au sérieux. Il est vrai que le Japon est politiquement neutralisé. Mais plus que ses ambitions matérielles, les dirigeants chinois craignent ses sarcasmes. Dès le 3 mars, Ke Yuanfen se plaint aux représentants du Comité de résolution de Taïpei qu'on lui rapporte des manifestations de joie de Japonais dans les rues de Taïpei, ainsi que la présence d'Américains prenant des photographies des incidents (« ces informations m'ont fait plus de mal encore que la mort du personnel du gouvernement ou de la population ; j'en ai pleuré ! »)¹²⁹². Dans son discours du 9 mars à Nanjing, Jiang Jieshi enjoint les « compatriotes taiwanais » de « ne pas devenir la risée des Japonais » (comprendre : de ne pas ridiculiser la Chine) par leur insoumission¹²⁹³. Courant mars, les nouvelles chinoises diffusées au Japon nient obstinément que Chen Yi ait cédé en rien aux exigences des rebelles, ou que l'affaire ait fini en boucherie¹²⁹⁴.

Les autorités Nationalistes nourrissent à l'égard des observateurs américains, du personnel consulaire surtout, des soupçons plus concrets d'espionnage et de manipulation. L'envoi au consulat, le 3 mars, d'émissaires du Comité de résolution, mission destinée à inhiber la réaction chinoise, déclenche leur fureur. Ce geste imprudent révèle, pour la propagande gouvernementale, l'ambition des notables d'instaurer à Taïwan une tutelle internationale sous domination américaine. Rien de tel en réalité – le Comité clarifie ce point dès le 4 mars. La perspective d'une tutelle de l'ONU n'a presque pas de soutien chez les élites de l'île, hormis chez une poignée d'hommes assez jeunes dont certains appartiennent aux relations du vice-consul George Kerr¹²⁹⁵. Or les responsables chinois n'ont pas oublié l'idée, formulée pendant la guerre par le même Kerr, alors officier de renseignement dans l'US Navy, d'appliquer à Taïwan une tutelle similaire à celle prévue pour la Corée, à la gestion de laquelle la Chine serait associée¹²⁹⁶. Le département d'Etat avait rejeté cette option à l'automne 1944, en respect de la déclaration du Caire et du fait de l'abandon de l'opération Causeway (une invasion de Taïwan) au profit d'un débarquement aux Philippines¹²⁹⁷.

¹²⁹¹ Télégramme de Jin Xiejia à Yan Pucheng, commenté le 7 avril 1947, dans DAHB 2 pp. 179-184 ; Rapport de Jin Xiejia à Yan Pucheng, 20 mars 1947, dans DAHB 2, pp. 238-240.

¹²⁹² « Ke canmouzhang de chentonghua – jianchi guojia minzu lichang » 柯參謀長的沉痛話，堅持國家民族立場 (Les mots de profond chagrin du chef d'état-major Ke – tenons ferme la position de l'Etat et de la nation), *Xinshengbao*, 5 mars 1947.

¹²⁹³ « Jiang Jieshi zai zhongshu jinianzhou shang de jianghua », 10 mars 1947, dans DENG, *Er'erba shijian ziliao ji*, op. cit., pp. 367-368.

¹²⁹⁴ KERR, *Formosa Betrayed*, op. cit., p. 267.

¹²⁹⁵ PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, op. cit., p. 77.

¹²⁹⁶ Jiang Jieshi s'était opposé à une tutelle internationale sur la Corée. YANG Tianshi 杨天石, « Jiang Jieshi yu Hanguo duli yundong » 蒋介石与韩国独立运动, dans *Kangzhan yu zhanhou Zhongguo* 抗战与战后中国 (La Guerre de résistance et la Chine d'après-guerre), Beijing : Renmin daxue, 2007, pp. 432-456.

¹²⁹⁷ SU Yaochong 蘇瑤崇, « Ke Chaozhi (George H. Kerr), tuoguanlun yu Er'erba shijian zhi yanjiu » 葛超智 (George H. Kerr), 託管論與二二八事件之研究 (Recherches sur George H. Kerr, le projet de tutelle internationale et l'Incident du 28 février), *Guoshiguan xueshu jikan*, n° 4 (2004), pp. 135-188, *passim*.

Le mécontentement formosan, la popularité des Américains sur l'île et leur conviction souvent affichée (à titre privé) que les Chinois sont incapables de la gouverner, jettent du sel sur cette blessure d'orgueil de la fin 1945 à la révolte de 1947. En effet, si Washington reconnaît sans ambiguïté la souveraineté de Nanjing sur les affaires intérieures de Taiwan¹²⁹⁸, les Américains de l'île – et plus largement les étrangers – ne se privent pas de s'appuyer sur les griefs des locaux pour exprimer des opinions divergentes, que le consulat de Taïpei rapporte avec une certaine sympathie. Ainsi en août 1946 :

Des missionnaires canadiens et britanniques, aussi bien que des employés colombiens et costaricains de l'UNRRA, affirment que ce désir [d'une intervention américaine] leur a été exprimé avec force et insistance en divers lieux de l'île [...], au grand embarras du personnel consulaire qui doit rester évasif quand les engagements américains à promouvoir la démocratie sont cités au renfort de l'idée interventionniste¹²⁹⁹.

Parmi le personnel de l'UNRRA notamment, on se plaît à rappeler qu'aucun traité de paix n'ayant encore été signé entre la Chine et le Japon (il attendra 1952), le statut du gouvernorat de Taïpei – qui s'attire une hostilité sans mélange – est mal établi au regard du droit international. Cette idée, exprimée dès avant la révolte¹³⁰⁰, l'est de nouveau au début du mois de mars par le directeur de l'agence Edward Paine, dans un télégramme adressé à ses supérieurs de Shanghai, qui retransmettent au consulat américain :

Taiwanais savent que gouvernement n'a pas de statut légal avant signature traité Japon, et savent que gouvernement corrompu politiquement économiquement. Taiwanais tiennent Nations Unies particulièrement USA à la conférence du Caire responsables pour les conditions actuelles, et je crois que seule solution possible sera intervention et occupation avec promesse restitution à la Chine à date fixée dans le futur. Taiwanais demandent telles actions et accueilleront favorablement intervention [...] avant nouvelle effusion de sang¹³⁰¹.

¹²⁹⁸ Kerr fait de cette ligne, qu'il baptise sarcastiquement *This is China now* (la réponse systématique de ses supérieurs quand il leur rapporte les méfaits de l'administration de Chen Yi), un élément central de son réquisitoire de 1965, *Formosa Betrayed*.

¹²⁹⁹ NARA/RG84/UD2279/24, Télégramme du consulat de Taïpei à l'ambassade, 12 août 1946.

¹³⁰⁰ UNRRA/S1121/0000/0267, Rapport mensuel du bureau de Taïwan, février 1947 (achevé le 25).

¹³⁰¹ UNRRA/S0528/0004/0002, Télégramme du bureau de Taïwan à la centrale de Shanghai, 4 mars 1947.

Pour le département d'Etat, il n'est pas question de donner suite. Mais ces sentiments sont connus des autorités chinoises et aggravent la rancœur à l'égard de l'allié américain¹³⁰².

Une semaine après le début du soulèvement, Chen Yi informe ainsi Jiang Jieshi que certains notables entretiennent « l'idée absurde (*miuxiang* 繆想) [...] d'une tutelle internationale », censée paver la voie à l'indépendance, et que certains employés du consulat américain « aident en secret les Taiwanais à calomnier le gouvernement »¹³⁰³. Ces récriminations sont reprises en avril par le Baomiju sous la forme d'une dénonciation de l'influence néfaste de la « doctrine Monroe » (*Menluo zhuyi* 門羅主義) parmi les anciens membres des partis et associations actifs sous les Japonais (Parti populaire, Association culturelle...), qui en appellent à elle pour justifier leur volonté de « renverser le gouvernement actuel et les continentaux »¹³⁰⁴. Un document incomplet rédigé fin mars par les autorités de Taïpei met le projet de mise sous tutelle sur le compte du « parti félon » (*jiandang*), « cette engeance qui vend (*chumai* 出賣) avec joie les intérêts de l'Etat et de la nation, cause un esclandre international, fait [de nous] la risée des nations », et identifie ce comportement à celui des traîtres (*hanjian*) du temps de guerre. Cette démonologie de bric et de broc a une forme de cohérence interne : l'internationalisme communiste est mis en équivalence avec l'absence de conscience nationale des rebelles, donc avec l'appel à l'étranger, malgré l'évidence de l'hostilité communiste aux Etats-Unis¹³⁰⁵. Le 7 mars, Chen Yi soutient à Jiang Jieshi que ces approches trouvent un accueil très favorable auprès de certains membres du consulat, qu'il accuse franchement de prêter main forte à la rébellion¹³⁰⁶.

Lors de l'Incident du 28 février, il semble bien qu'on croie, dans certains secteurs de l'Etat chinois au moins, à une collusion réelle entre les Américains et les insurgés¹³⁰⁷. On la craint en tous cas. Lorsque Cai Peihuo transmet en juillet son récit des événements à Chen Lifu, celui-ci souligne dans le manuscrit : « récemment, les milieux étrangers (*waijie* 外界) ont répandu à de nombreuses

¹³⁰² Par nécessité, cet anti-américanisme est plus discret dans les cercles officiels que dans la société chinoise. Il n'en est pas moins acrimonieux. ESHERICK, "War and Revolution", *op. cit.*, p. 24. Suzanne PEPPER, "The KMT-CCP conflict, 1945-1949", dans Jerome CH'EN, Lloyd EASTMAN, Suzanne PEPPER, Lyman P. VAN SLYKE, *The Nationalist Era in China, 1927-1949*, Cambridge : Cambridge University Press, 1991, pp. 291-356, pp. 302-304.

¹³⁰³ Lettre de Chen Yi à Jiang Jieshi, 6 mars 1947, dans ZLXJ 2, pp. 71-80.

¹³⁰⁴ Zhang Bingcheng, « Taiwan Er'erba shijian baogaoshu », dans DAHB 16, p. 9.

¹³⁰⁵ 228MM/« Taiwan sheng Er'erba baodong shijian baogao tiyao », p. 22.

¹³⁰⁶ Télégramme de Chen Yi à Jiang Jieshi, 7 mars 1947, dans ZLXJ 2, pp. 96-97. Les sympathies du vice-consul George Kerr vont clairement au soulèvement mais il n'existe pas de preuve de son implication.

¹³⁰⁷ Ces accusations sont reprises par des auteurs prochinois contemporains dont le nationalisme, généralement favorable à Pékin, s'accommode plus facilement qu'en 1947 d'un anti-américanisme virulent. Cf. HUANG, *Er'erba shijian zhenxiang kaozheng gao*, *op. cit.*, pp. 479-538 et ZHU (dir.), *Er'erba yanjiu de xiaokanxue shijiao*, *op. cit.*, pp. 214-292.

reprises l'idée d'un vote sur [la question de] la tutelle »¹³⁰⁸. Il s'agit d'une référence à plusieurs articles de la presse américaine, qui ont repris avec approbation les informations du consulat sur la popularité de la notion de tutelle dans certains segments de l'élite taiwanaise¹³⁰⁹. Un éditorial du *Zhonghua ribao* s'était chargé de la réplique en arguant des principes antiimpérialistes de l'après-guerre :

... toute nation doit établir un Etat, et une petite nation minoritaire l'établit en commun avec d'autres nations minoritaires ou avec une grande nation avec lesquelles elle a des liens historiques et géographiques intimes – mais aucune nation ne peut établir séparément plusieurs Etats, c'est la tendance générale de l'autodétermination nationale (*minzu zizhu* 民族自主) de nos jours, et aucune force ne peut l'entraver. Amputer à vif une partie d'une nation et la placer dans un autre territoire, un autre système, en fera à coup sûr une cause majeure d'instabilité – la leçon donnée au monde par l'Europe suffit, pourquoi répéter les erreurs du passé¹³¹⁰ ?

E. Refus de la souveraineté chinoise et humiliation nationale

Le soulèvement est en outre une attaque contre l'honneur de l'armée. Il n'est un secret pour personne que si les troupes chinoises ont contribué à l'effort allié en immobilisant une partie de l'armée japonaise, elles n'ont presque jamais prévalu sur le champ de bataille, avec quelques exceptions que leur rareté a contraint à monter en épingle. Tout le monde sait que la « victoire dans la Guerre de résistance » (*kangzhan shengli* 抗戰勝利) est due à l'entrée en guerre des Etats-Unis. Le crier sur les toits, cependant, serait déplacé, voire antipatriotique.

Les Taiwanais n'ont pas toujours ce tact, moins que quiconque la jeunesse militarisée, dont nous avons vu le peu de cas qu'elle fait de l'Armée nationale : personne ne peut imaginer que ces soldats en haillons l'ont emporté sur les troupes japonaises. Les mises en scène de la rétrocession ne pèsent pas grand-chose face aux réalités quotidiennes et à la fascination qu'exerce l'immense avance technologique américaine, la bombe atomique surtout – voilà des nouveaux maîtres dignes de remplacer les anciens¹³¹¹. Dès le début de l'année 1946, les plaisanteries sur la « victoire » vont bon

¹³⁰⁸ IHM/228/001/07/008, Cai Peihuo, « Zhi zuzhibu youguan Er'erba shijian baogao », 28 juillet 1947.

¹³⁰⁹ Pour certains de ces articles : WANG Jinghong 王景弘, « Meiguo baozhi chuli 'Er'erba shijian' xinwen zhi fenxi – yi Niuyue shibao wei li » 美國報紙處理「二二八事件」新聞之分析 – 以紐約時報為例 (Le traitement de l'Incident du 28 février par les journaux américains – l'exemple du New York Times), dans YANG (dir.), *Er'erba shijian 61 zhounian guoji xueshu yantaohui*, op. cit., pp. 181-203.

¹³¹⁰ « Taiwan juewu tuoguan zhi li » 台灣絕無托治之理 (Il n'y a aucun motif pour instaurer une tutelle internationale à Taiwan), *Zhonghua ribao*, 14 avril 1947 (éditorial).

¹³¹¹ CHEN et XU, « Lin Hengdao xiansheng fangwen jilu », op. cit., p. 79. C'est également vrai pour les moyens de transport modernes : il n'échappe pas aux Formosans que ce sont dans des navires américains que la plupart des Chinois débarquent à Taiwan, ce qui renforce chez eux « l'impression erronée que la

train (l'une d'entre elles, très populaire, déplore : « Les Américains ont été gentils avec les Japonais, ils ne leur ont jeté que la bombe atomique. Nous, ils nous ont jeté les Chinois »¹³¹²).

L'insurrection audacieuse de février-mars 1947 est donc vécue par les autorités militaires comme un témoignage du mépris de la jeunesse formosane pour la capacité de combattre de l'armée chinoise. Le 9 mars, à peine arrivé à Taïpei, Liu Yuqing télégraphie à Nanjing qu'il s'agit d'une des raisons essentielles de la révolte¹³¹³. Le 8 mai 1947, le maire de Taïpei You Mijian 遊彌堅, dans un discours devant des officiers, identifie ces stéréotypes comme un facteur essentiel de la révolte, tant parce qu'ils ont rendu impossible le respect dû aux vainqueurs que parce qu'ils ont poussé les insurgés à croire à leurs chances : « [les Japonais disaient] qu'un soldat japonais pouvait faire face à plus de trente soldats chinois, qu'ils n'avaient même pas besoin de combattre, puisque les Chinois prendraient leurs jambes à leur cou en voyant les soldats japonais, et autres mensonges malveillants destinés à humilier la Chine. »¹³¹⁴

Pendant la Guerre de résistance, les sarcasmes japonais contre les *Shina hei* (cf. chapitre IV) ont nourri une contre-propagande chinoise soulignant l'héroïsme sobre du simple soldat, dont le nombre et le sens du sacrifice sont censés pallier la qualité¹³¹⁵. En réalité le commandement chinois, des officiers de contact jusqu'au Généralissime, n'en finit pas de déplorer les tares de l'Armée nationale et la supériorité reconnue de l'ennemi ; après la courte explosion de joie qui suit la victoire, cette frustration s'exprime de plus belle lors de la guerre civile. Les discours extrêmement durs de Jiang Jieshi sur la nullité morale de ses troupes sont d'ailleurs mal vécus dans les rangs. « Après des années de souffrance, d'humiliation et de privations [...], qui [a] envie de s'entendre dire qu'il [est] un escroc dépravé, et que la guerre [n'est] pas finie ? »¹³¹⁶. Les lazzis des Taïwanais touchent ainsi un point sensible et tristement familier.

A Taïwan plus encore que sur le continent – il faut y faire oublier le différentiel de développement –, la rhétorique du régime exalte du mieux qu'elle peut le triomphe de cette armée

victoire de la patrie [...] était entièrement due aux alliés, et les a conduit à la mépriser ». Ke Yuanfen, « Taiwan Er'erba shibian zhi zhenxiang », dans ZLXJ 1, p. 10.

¹³¹² NARA/RG226/173/11, lieutenant-commandant Max Berman, "A Survey of Present Conditions in Formosa", 4 février 1946.

¹³¹³ GSG/002/020400/00038/022, Télégramme de Liu Yuqing à Jiang Jieshi sur le déroulement des événements de Taïwan, 9 mars 1947.

¹³¹⁴ « Er'erba shibian yu Taïwan qingnian jiaoyu » 二二八事變與台灣青年教育 (La révolte du 28 février et l'éducation de la jeunesse taïwanaise), *Xinsheng bao*, 5 août 1947.

¹³¹⁵ Une comptine patriotique de 1938 renverse le stigmate : « Mourir, quelle importance ? Tu meurs, il prend ta place ; il meurt, tu prends sa place ; une ligne meurt, une autre la remplace... ». Liu Mang, « Si bu wan de Zhina bing » 死不完的支那兵 (Le 'soldat chinetoque' increvable), *Kuxiao*, n° 1 (3), 1938. Ce type de discours acquiert une importance accrue après les campagnes militaires des premiers mois, durant lesquelles le noyau modernisé de l'armée chinoise est en grande partie détruit.

¹³¹⁶ MOORE, *Writing War*, op. cit., pp. 250-251.

du peuple contre un adversaire mieux équipé. Bien plus tard, Ke Yuanfen rappellera que les Taiwanais furent consternés par le délabrement des troupes chinoises débarquant en 1945, estimant qu'il était d'autant plus scandaleux qu'ils y trouvent un motif d'insoumission que « le fait qu'une Armée nationale si faible ait protégé la patrie de sa chair et de son sang et ait vaincu les féroces bandits japonais éveille spontanément [...] le respect et la fierté »¹³¹⁷. Faute de mieux, donc, l'énormité du sacrifice remplace les prouesses martiales. Et le gouvernorat fait très tôt sentir aux Formosans que, n'ayant pas été acteurs de leur décolonisation, ils ne peuvent se montrer trop exigeants quant à ses modalités. Le 25 octobre 1946, jour anniversaire de la rétrocession, Chen Yi rappelle à qui veut l'entendre dans son discours, radiodiffusé sur toute l'île, que « la libération (*guangfu* 光復¹³¹⁸) de Taiwan n'est pas due aux forces des Taiwanais », « c'est par les sacrifices innombrables, directs ou indirects, des compatriotes du pays tout entier, par tout le sang versé, par toutes les vies interrompues, que Taiwan [...] a pu revenir dans le giron national »¹³¹⁹. Le 10 mars 1947, quand il prend la parole publiquement sur la révolte formosane, Jiang Jieshi appelle les insulaires à « ne pas trahir les sacrifices consentis » par l'ensemble de la population¹³²⁰. Tandis qu'elle payait l'impôt du sang, les Taiwanais ne servaient-ils pas « d'acolytes de l'invasion, chargés du sale boulot (*goudang* 勾當) de massacrer leurs compatriotes » ? A la déloyauté s'ajoute donc l'ingratitude, car il leur fut épargné « le sort des vaincus », et permis de faire amende honorable (*zixin* 自新) – une indulgence manifestement imméritée¹³²¹.

Cette ingratitude s'expliquerait par le complexe de supériorité taiwanais, contracté par identification avec l'ancien colonisateur. « Le style japonais » contre lequel fulmine un article du *Heping ribao* du 19 mars, c'est d'abord « la prétention (*zixuan* 自炫) d'une partie des compatriotes taiwanais (*taibao* 台胞) à avoir un niveau culturel plus élevé » que celui de leurs concitoyens. Elle les empêche de comprendre comment ces derniers ont pu vaincre le Japon, admiré avec aveuglement¹³²², voire les conduit à nier toute valeur à la civilisation chinoise. Un tract rebelle cité par les services de propagande de la garnison de Taïpei (mais dont on ne trouve pas trace dans les archives) affirmerait ainsi que « les Chinois n'ont aucune valeur au sein de l'Humanité, le monde

¹³¹⁷ Ke Yuanfen, « Taiwan Er'erba shibian zhi zhenxiang », dans ZLXJ 1, pp. 9-10.

¹³¹⁸ *Guangfu* a également la connotation de « restauration », « rétablissement ». C'est un des termes employés pour désigner le renversement de la dynastie mandchoue en 1911-1912.

¹³¹⁹ Message aux Taiwanais, à l'occasion du 1^{er} anniversaire de la rétrocession, 25 octobre 1946, dans QI et ZHANG (dir.), *Guangfu Taiwan zhi choubua*, op. cit., pp. 291-294.

¹³²⁰ « Jiang Jieshi zai zhongshu jinianzhou shang de jianghua », 10 mars 1947, dans DENG, *Er'erba shijian ziliao ji*, op. cit., pp. 367-368.

¹³²¹ Zhou Di, « Benshengren yu waishengren », *Heping ribao*, édition temporaire de Taïpei, 13 mars.

¹³²² Jin Muzao, « Duzhe toudou : xiaomie Riben zuofeng », *Heping ribao*, 19 mars 1947.

entier le sait ; mensonge, corruption et égoïsme maculent les cinq mille ans d'histoire chinoise », etc.¹³²³. C'est le plus souvent aux intellectuels et aux jeunes éduqués sous le *kōminka* qu'on reproche d'estimer « qu'il ne vaut la peine de rien adopter ni dans le savoir, ni dans les compétences, ni dans les institutions et la culture de la Chine »¹³²⁴. Toutefois, à en croire le récit que fait Peng Mengji de ses mésaventures domestiques à des journalistes continentaux, l'arrogance de l'ancien colonisateur aurait aussi contaminé les basses classes :

Ma femme discutait un jour avec [notre domestique], lui expliquant à quel point la Chine était grande, et que Shanghai était extraordinaire. La domestique a répondu : « Madame, j'ai entendu notre professeur dire que les cartes de Chine étaient toutes imprimées par des continentaux comme vous, que Taiwan était délibérément imprimé en plus petit et sa population sous-estimée, et qu'en réalité le continent n'est qu'à peine plus grand et plus peuplé que Taiwan. Quant à la prospérité de Shanghai, ce sont les étrangers qui ont tout fait¹³²⁵.

Selon les dirigeants chinois, le complexe de supériorité formosan est pourtant réfuté en actes par la barbarie de la révolte. Il est ironique, comme l'écrit un auteur *benshengren* pro-gouvernemental dans le journal de l'armée, que cette émeute ne secoue pas les périphéries sauvages du pays, mais bien « cette province de Taiwan où nous nous prévalons d'un niveau culturel supérieur à celui de toute autre province. » Pourquoi les Taiwanais s'entêtent-ils à se considérer comme des « sujets impériaux » (*huangmin* 皇民) et non des membres de la race han, et à « considérer nos compatriotes han comme de la vulgaire populace ? ». « Si ce complexe de supériorité honteux n'est pas détruit », écrit l'auteur, nous autres Formosans « ne pourront jamais accepter le fait d'avoir été libérés par la Chine après huit ans de Guerre de résistance »¹³²⁶, et la racine du mal ne sera pas extirpée.

¹³²³ 228MM/« Taiwan sheng Er'erba baodong shijian baogao tiyao », p. 22

¹³²⁴ Zhang Bingcheng, « Taiwan Er'erba shijian baogaoshu », dans DAHB 16, p. 10.

¹³²⁵ Peng Mengji, « Er'erba shijian huiyilu », dans ZLXJ 1, p. 95.

¹³²⁶ Zhou Di, « Benshengren yu waishengren », *Heping ribao*, édition temporaire de Taibei, 13 mars.

On prête à Jiang Jieshi un mot selon lequel le danger communiste, étant une maladie du cœur, devait être traité avant l'agression japonaise, une simple maladie de la peau. En un sens, la révolte taiwanaise de 1947 invalide la formule : le problème japonais apparaît, dans l'ancienne colonie, comme un mal qui touche la nation de l'intérieur. Nous savons à quoi nous en tenir. L'expérience coloniale, la « Grande guerre d'Asie orientale » surtout, fournit aux jeunes Formosans le langage de leur révolte, et à toute la population l'aune à laquelle juger l'administration chinoise – il ne s'agit pas de loyauté à l'ancienne métropole. Les Nationalistes chinois ne peuvent toutefois l'entendre ainsi, d'autant que ce qu'ils connaissent, eux, comme la Guerre de résistance, a fait du Japon une menace existentielle et donné une gravité nouvelle aux questions d'allégeance nationale. La violence du langage témoigne du choc ressenti :

Taiwan est passé par cinquante et un ans d'oppression et d'exploitation japonaises, et ce n'est qu'après huit ans de dur combat mené par la patrie qu'elle est revenue dans son giron. Bande de créatures dépourvues de conscience s'il vous venait à l'esprit de ruiner Taiwan [...], non seulement six-millions-trois-cent-mille compatriotes taiwanais vous arrêteraient, mais les quatre-cent-cinquante-millions de compatriotes de la Chine entière seraient sans pitié. [...] Les ambitieux qui nourrissent l'espoir insensé de l'indépendance taiwanaise sont, pour la plupart, les sicaires de l'époque de l'occupation japonaise. Nourris pendant cinquante et un ans par leurs maîtres japonais, ils ont développé une nature d'esclave. Dans leur cœur, dans leur cerveau, ils ont un amour aveugle pour le Japon, ils pensent que le Japon est supérieur en tout, comme s'il n'y avait pas d'autre civilisation (*qita wenming* 其他文明) sur terre. C'est pourquoi pendant l'émeute, ils ont porté sans honte des uniformes japonais, chanté des chansons militaires japonaises, imité la façon bestiale du Japon de tuer et d'incendier, et ont accueilli avec joie d'être manipulés et dirigés par des espions japonais ! [Emeutiers] vous devriez vous calmer, et penser un peu à la grandeur de la patrie ! L'impérialisme japonais a plié le genou, il s'est rendu devant la force de la patrie et vous, infime minorité de sbires du Japon, vous voudriez rendre Taiwan indépendante ? Fermez-la (*sic*), vous présumez de vos forces, salauds dépravés et sans honte¹³²⁷.

L'année et demi écoulée depuis la rétrocession a confirmé qu'il était difficile de prendre la suite des Japonais – terrassés et haïs, mais dont la supériorité en termes de compétences techniques et d'organisation sociale, perçue depuis la fin du XIXe siècle, est encore évidente. A Taiwan la Chine, théoriquement victorieuse, a toujours l'ennemi pour maître¹³²⁸. Le soulèvement, peu redoutable en lui-même, réveille une profonde insécurité.

¹³²⁷ « Chu'e wu jin », *Xinshengbao*, 27 mars 1947.

¹³²⁸ *Yi di wei shi* 以敵為師. Nous empruntons cette expression à ZHANG Li 張力, « Yi di wei shi : Riben yu Zhongguo haijun jianshe, 1928-1937 » 以敵為師：日本與中國海軍建設, 1928-1937 (L'ennemi pour

CHAPITRE VII – L’IMPOSSIBLE SORTIE DE GUERRE : LES HOMMES DE LA REPRESSION

Le chapitre précédent a établi que le soulèvement taiwanais est vu par les autorités chinoises, insulaires et continentales, au prisme de la Guerre de résistance, dont il est interprété comme un soubresaut. La nature des sources utilisées (rapports, presse, propagande) et l’identité de leurs auteurs, souvent cantonnés dans les couloirs des administrations, interdisent toutefois d’établir comme allant de soi un lien entre le langage du pouvoir et la violence exercée par ses agents. Avant de procéder plus avant, il faut au moins tenter un portrait des acteurs de la répression, et établir la manière dont l’idée d’une guerre rejouée peut avoir un sens pour eux. Certains nous ont laissé des documents qui nous informent, dans une certaine mesure, sur la manière dont ils ont vécu la crise – nous en avons fait usage dans le chapitre précédent et y reviendrons dans le suivant ; la plupart n’ont rien écrit de tel, rien du moins qui se démarque des formules attendues par la hiérarchie. Cette lacune est redoublée par l’absence de suites judiciaires à l’Incident, qui nous prive des sources habituellement les plus riches sur les perpétrateurs de violence de masse. Nous sommes donc le plus souvent contraints de nous en tenir à des notations de caractère biographique, prosopographique ou sociologique – de retracer des parcours plutôt que d’interpréter des discours.

Une telle démarche présuppose que le passé des acteurs peut éclairer leur conduite, notamment violente. Non que celle-ci ne puisse être attribuée à des « hommes ordinaires »¹³²⁹ – ceux dont nous allons parler le sont assurément, si l’expression a un sens, mais le contexte immédiat de l’action ne suffit pas à en rendre compte¹³³⁰. Il faut certes se garder de la tentation téléologique, qui ferait du passé un destin et abolirait dans ses déterminations l’événement qu’il prétend éclairer. Mais rien ne nous interdit, en accord avec l’approche adoptée jusqu’ici, de chercher à dégager les couches de passé sédimentées qui conditionnent l’appréhension de l’événement par les acteurs, orientent leurs attentes et donnent sens à leurs choix.

Une deuxième hypothèse, qui sera développée plus longuement au chapitre IX, est que la « surviolence » de la réaction chinoise – bien au-delà de ce qui était nécessaire pour mettre fin à la

maître : le Japon et la construction de la Marine chinoise, 1928-1937), dans HUANG Zijin 黃自進 (dir.), *Jiang Zhongzheng yu jindai Zhong-Ri guanxi*, 蔣中正與近代中日關係 (Jiang Jieshi et les relations sino-japonaises à l’époque moderne) (vol. 1), Taïpei : Daoxiang, 2006, pp. 93-122.

¹³²⁹ BROWNING, *Des hommes ordinaires*, *op. cit.*

¹³³⁰ Nous suivons donc Abram de Swaan dans son refus des approches purement « situationnelles » de la violence de masse au profit d’analyses faisant la part belle d’une part à la socialisation et aux trajectoires des acteurs, d’autre part aux processus de « compartimentage » qui rendent compte du différentiel de violence pratiquée et admise selon les espaces géographiques et sociaux. De SWAAN, *The Killing Compartments*, *op. cit.*

révolte – ne s’explique pas par les décisions de hauts responsables politiques, mais plutôt par la combinaison de la tolérance complice de la hiérarchie (à Nanjing et à Taïpei) avec la culture militaire et politique des hommes chargés de la répression sur le terrain. Cette culture est le fruit d’expériences historiques diverses, mais nous montrerons que le conflit de 1937-1945 y joue un rôle particulièrement structurant : le gouverneur Chen Yi voyant ses forces de l’ordre paralysées ou débordées (I), la révolte taïwanaise de 1947 est réprimée, dans une large mesure, par une armée de la Guerre de résistance contre le Japon (II).

I. ENTRE ETAT DE POLICE ET ETAT POLICIER : L’APPAREIL REPRESSIF ET SES FAIBLESSES DANS LA « PROVINCE MODELE »

A. La question des responsabilités au sommet

Faisons d’abord justice à un faux problème pour l’historien : celui de l’ordre des culpabilités, qui a occupé les spécialistes taïwanais pour des raisons plus politiques que scientifiques. Les tueries de 1947 n’ayant jamais été jugées et le Guomindang ayant su ouvrir le système politique avant d’être renversé par la force, de nombreux adversaires du régime ont eu le sentiment que le tribunal de l’Histoire devait suppléer à ceux des hommes, quitte à importer dans la recherche historique une conception judiciaire, voire politique, de la responsabilité.

Jiang Jieshi : le grand chef absent

On a donc cherché à instruire des procès devant la postérité, à commencer par celui de Jiang Jieshi – visé, au fond, moins pour son rôle dans les événements de 1947 que pour l’exercice d’un pouvoir dictatorial jusqu’à sa mort en 1975. Les lacunes des sources rendent l’exercice malaisé, car la répression de l’insurrection taïwanaise est absente du journal de Jiang¹³³¹ et sa communication avec Chen Yi incomplète. En 1995, l’ancien garde du corps de Chen Yi, Shu Tao, a évoqué un message secret de Jiang à Chen portant l’ordre « tuez-les tous et gardez le secret »¹³³². L’ordre, dont on voit mal l’intérêt que le Généralissime aurait eu à le donner, n’a pas été retrouvé¹³³³. La formule anglaise *kill them all, keep it secret* – Shu Tao, émigré en Californie, a donné sa première interview à

¹³³¹ Le journal de Jiang Jieshi est déposé à la Hoover Institution de l’université Stanford. Ce silence ne permet de conclure ni à charge, ni à décharge, puisque d’autres épisodes avérés mais gênants sont omis (comme le dynamitage des digues du Fleuve Jaune de juin 1938). Grace HUANG et Jeremy TAYLOR, “Deep Changes in Interpretive Currents? Chiang Kai-shek Studies in the Post Cold-War Era”, *International Journal of Asian Studies*, n° 9, 2012, pp. 99-121, p. 112.

¹³³² EDMONDSON, “The February 28 Incident and National Identity”, *op. cit.*, p. 39.

¹³³³ Shu Tao a affirmé avoir passé le télégramme à Ke Yuanfen, qui a nié son existence. Gary RAWNSLEY et Ming-Yeh RAWNSLEY, “The Role and Responsibility of Generalissimo Chiang Kai-shek in the 28th February 1947 Incident”, *Issues & Studies*, n° 37 (6), 2001, pp. 77-106, p. 81.

la Far Eastern Economic Review – est en outre une traduction fautive de *gesha wulun* 格殺勿論, qui signifie « tuez indistinctement tous ceux qui résistent » ou, mieux, « tuez ceux prix sur le fait (sans procédure judiciaire) », une directive classique de la contre-insurrection chinoise qui suspend le cadre légal de l’homicide mais n’est en rien un ordre de massacre généralisé.

Le *Rapport sur les responsabilités* de 2006 désigne toujours Jiang comme « le plus grand responsable » du drame, pour avoir donné l’ordre d’envoyer des troupes réprimer la révolte et couvert leurs débordements sanglants, ainsi que les assassinats d’élites taiwanaises¹³³⁴.

Ce deuxième point est incontestable, bien qu’il ne suffise pas à faire de Jiang le principal responsable de l’Incident au sens de la causalité historique. Le dictateur est coutumier de la violence politique, y compris des assassinats ciblés. En lâchant la bride à ses subordonnés dans l’affaire taiwanaise, il suit un modèle bien établi : sans que le chef ne donne d’ordres explicites, les agents des services de renseignement prennent sur eux d’accomplir sa volonté secrète (*bingcheng lingxiu yizhi* 秉承領袖意旨) et de faire le « sale boulot » pour alléger son fardeau (*tixin lingxiu kuxin* 體念領袖苦心). Il appartient ensuite à Jiang de valider ces actes *a posteriori* en approuvant tacitement (*moren* 默認) et/ou en couvrant (*baobi* 包庇) les assassins contre d’éventuelles poursuites. Cette protection n’est pas garantie – il arrive que Jiang sacrifie des pions –, et l’on chercherait en vain des ordres écrits compromettants¹³³⁵. De même pour les victimes civiles anonymes, nombreuses dans la guerre que le régime livre aux Communistes, mais ici l’approbation du chef est encore moins acquise. Le critère décisif semble être géographique : Jiang fait punir les coupables quand ils font couler le sang d’innocents – même peu nombreux – dans des espaces jugés fidèles au régime¹³³⁶. L’impunité complète des militaires envoyés à Taiwan, qui vaut consentement aux méthodes de l’armée¹³³⁷, est donc liée à la perception de l’île comme un territoire hostile, où la violence est à la fois indispensable et pédagogique.

¹³³⁴ ZHANG (dir.), *Er’erba shijian zheren guishu yanjiu baogao*, op. cit., pp. 145-169.

¹³³⁵ LIU Ximing 劉熙明, « Kan bu jian de xueshou : Guo-Gong neizhan shiqi de guofu tewu sharen yu Jiang Jieshi zhi guanxi » 看不見的血手 : 國共內戰時期的國府特務殺人與蔣介石之關係 (Le meurtrier invisible : les relations entre Jiang Jieshi et les assassinats perpétrés par les services spéciaux du gouvernement national pendant la guerre civile entre le Guomindang et le Parti Communiste), *Taiwan shixu zazhi*, n° 6, 2009, pp. 126-150. On ne peut donc affirmer, comme le font Rawnsley & Rawnsley, que « la documentation suggère [...] que, dès le départ, Chiang n’a pas voulu de réponse violente à l’Incident » (RAWNSLEY et RAWNSLEY, “The Role and Responsibility of Generalissimo Chiang Kai-shek”, pp. 92-93). Sur la déploration sans conséquence des « excès » de l’armée par la hiérarchie, cf. chapitre IX.

¹³³⁶ Entretien avec Liu Ximing, Taïpei, mars 2016.

¹³³⁷ CHEN Yishen 陳儀深, « Lun Taiwan Er’erba shijian de yuanyin » 論台灣二二八事件的原因 (Sur les causes de l’Incident du 28 février), dans ZHANG Yanxian 張炎憲 (dir.), *Taiwan shi lunwen xuanji* 台灣史論文精選 (Sélection d’essais en histoire taiwanaise), vol. 2, Taïpei : Yushan, 1996, pp. 292-333.

Quant au premier reproche adressé à Jiang, l'envoi de la troupe, il en dit long sur le présentisme¹³³⁸ de la discussion : il faut une bonne dose d'aveuglement pour refuser de voir que l'Incident du 28 février ne se réduit pas à une demande un peu vive de réforme politique, mais comporte une part de subversion armée, et qu'un régime autoritaire et notoirement brutal comme le Guomindang, plongé en pleine guerre civile qui plus est, était voué à employer la force. Les arguties sur la date exacte à laquelle Jiang donne l'ordre d'envoyer la troupe (avant ou après la formulation des 32 ou 42 demandes) sont sans objet : dès la diffusion de l'insurrection, la décision va de soi. Ce qui fait question est le comportement des hommes sur place – l'ampleur de la violence, non son fait même.

Chen Yi : le seigneur de la guerre et la Suisse de l'orient

La remarque vaut également, avec des nuances importantes, pour le gouverneur Chen Yi, qui tient la deuxième place au tableau de déshonneur établi par le *Rapport sur les responsabilités*. Principal dépositaire des autorités civile et militaire à Formose, il fait l'objet de toutes les attentions et de toutes les accusations. Dès avant sa fin lamentable en 1950, qui fait de Chen un bouc émissaire tout trouvé, il se voit accablé par ses adversaires politiques, que ce soit pour sa mauvaise gestion en amont, sa brutalité lors de la répression, ou les deux.

De toute évidence, Chen Yi ne négocie pas de bonne foi avec le Comité de résolution. On ne connaît pas la date exacte à laquelle il demande des renforts à Nanjing (entre les 2 et 4 mars), mais il est au courant de leur arrivée prochaine avant la formulation des 32/42 demandes qui fournissent le prétexte officiel de la répression¹³³⁹. La remarque vaut aussi pour la duplicité du gouverneur, qui gagne du temps en multipliant les concessions. Le 6 mars, il annonce à la radio d'amples réformes qui paraissent donner satisfaction aux élites taiwanaises – la transformation de Taiwan en une province de plein droit, l'élection des maires et chefs de district (*xianzhang* 縣長) pour juillet...¹³⁴⁰ – alors même qu'il sait que l'armée est en route ; d'où la confiance avec laquelle, le 7 au soir, il jette

¹³³⁸ Au sens que François Hartog donne à ce mot : la mise en récit du passé en fonction des catégories descriptives et normatives du présent, sans projection de la ligne temporelle vers l'avenir. François HARTOG, *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps*, Paris : Le Seuil, 2003.

¹³³⁹ Il a confirmation de leur envoi par Jiang Jieshi le 5 mars. Celui-ci télégraphie « Un régiment d'infanterie et un bataillon de police militaire envoyés, partiront de Shanghai le 7 de ce mois au plus tard, ne vous inquiétez pas » (*yi pai bubing yi tuan bing pai xianbing yi ying, xian benyue qi ri you Hu qiyun, wu nian* 已派步兵一團并派憲兵一營限本月七日由滬啓運勿念). Télégramme de Jiang Jieshi à Chen Yi, 5 mars 1947, dans ZLXJ 2, p. 70 ; SU, « Er'erba shijian zhong de meiti xuanchuan zhan », *op. cit.*, p. 398.

¹³⁴⁰ « Chen Yi di san ci guangbo ci » 陳儀第三次廣播詞 (Troisième allocution radiophonique de Chen Yi), 6 mars 1947 à 20h30, dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, *op. cit.*, pp. 337-338.

au rebut les 32 demandes que lui tend Huang Zhaoqin¹³⁴¹. Il n'y a pas lieu de s'en étonner. C'est la perception de la situation par le pouvoir dès les premiers jours de la révolte, et non telle ou telle péripétie, qui explique le choix de la solution militaire à Taïpei comme à Nanjing.

Faut-il considérer que Chen Yi est responsable de l'ampleur de la répression ? La question est plus délicate, mais il faut sans doute y répondre par la négative. Le gouverneur est certainement au courant de l'assassinat de personnages d'envergure, il les couvre, il est même probable qu'il en ordonne certains. Numériquement, toutefois, ces liquidations ciblées ne pèsent pas grand-chose dans le bilan total (cf. chapitres VIII et IX). En outre, à en croire plusieurs témoignages, à commencer par celui de son vice-chef d'état major, il répugne d'abord à déclarer la loi martiale le 28 février 1947¹³⁴², puis transmet aux forces armées la consigne d'éviter les frictions inutiles avec la population. Chen ne recule certainement pas devant la violence mais il répugne au bain de sang, et pas seulement pour des raisons tactiques : il y va de l'idée qu'il se fait de sa mission à Taïwan.

Pour l'historiographie taïwanaise, à quelques exceptions près¹³⁴³, la cause est entendue : Chen Yi était un « seigneur de la guerre » (*junfa* 軍閥) qui ne sut régner que par les armes, et périt par les armes. Le portrait n'est pas entièrement faux, mais il est très réducteur. Né en 1883 au Zhejiang, ce qui en fait à la fois le compatriote et l'aîné de quatre ans de Jiang Jieshi, Chen Yi fait partie en 1902 des contingents d'étudiants envoyés se mettre à l'école du Japon, où il intègre l'École des officiers (*Shikan Gakkō* 士官学校) de Tokyo¹³⁴⁴. Républicain et anti-mandchou comme nombre de ses camarades expatriés, il intègre en 1904 la Société de la restauration de Cai Yuanpei, vouée au renversement des Qing, qui fusionne en 1905 avec l'Alliance jurée de Sun Zhongshan. Chen Yi appartient donc à une génération de républicains, pour qui le passage par le Japon et l'école militaire ont représenté un rite d'initiation. Non qu'il fasse une carrière révolutionnaire brillante : de retour au pays en 1907, âgé de vingt-huit ans, il ne se distingue pas en 1911, et regagne le Japon de 1917

¹³⁴¹ ZHANG (dir.), *Er'erba shijian zeren guishu yanjiu baogao*, op. cit., pp. 198-207. Le 6 mars, alerté par des rumeurs annonçant l'arrivée de troupes chinoises, Jiang Weichuan demande des précisions à Chen Yi qui nie catégoriquement. C'est un mensonge conscient.

¹³⁴² Fan Songyao (février 1993, San Francisco), dans *Er'erba shijian wenxian bulu*, op. cit., p. 115.

¹³⁴³ Hormis les positions de Li Ao évoquées au chapitre I, on peut renvoyer à des tentatives de réhabilitation plus récentes et frisant parfois l'hagiographie, comme WANG Zhixiang 王之相, *Chen Yi wei lixiang yisheng xuanming de beige* 陳儀為理想一生懸命的悲歌 (Chen Yi : élégie pour une vie dédiée à un idéal), Taïpei : Liming wenhua, 2014. Pour une biographie récente (non consultée) parue en RPC, cf. YAN Ruping 严如平 et HE Yuan 贺渊, *Chen Yi quanzhuan* 陈仪全传 (Biographie complète de Chen Yi), Beijing : Renmin chubanshe, 2011.

¹³⁴⁴ Sur la génération qui se forme au Japon – par ses lectures et ses fréquentations davantage que sur les bancs de l'université, cf. Paula HARELL, *Sowing the Seeds of Change: Chinese Students, Japanese Teachers, 1895-1905*, Stanford : Stanford University Press, 1992.

à 1920 pour se perfectionner à l'Université de l'armée de Terre (*Nihon rikugun daigaku* 日本陸軍大學) – passant à côté du mouvement du 4 mai 1919 après la révolution Xinhai.

C'est par le métier des armes que Chen Yi acquiert un poids politique. Entré dans la clientèle du général Sun Chuanfang, il a le flair – contrairement à son patron – de se rallier à l'Expédition du Nord en 1926, et le nouveau gouvernement national lui confie le reste des troupes de Sun défait. Il est un membre assez représentatif de la clique des « Etudes politiques » (*zhengxue pai* 政學派), comme on appelle ce réseau lâche de dirigeants qui ont rejoint Jiang Jieshi, en manque de personnel politique qualifié, au moment de l'Expédition du Nord, et qui sont pour la plupart de la génération de Jiang¹³⁴⁵. Chen, rallié au régime de Nanjing dès ses débuts, est récompensé en conséquence. Vice-ministre de la Guerre à l'époque de la révolte du Fujian (1933-1934), il joue un rôle secondaire dans l'écrasement du « Gouvernement populaire », mais sa loyauté – qui n'a pas vacillé – lui vaut d'être nommé président de la province, poste qu'il occupe de 1934 à 1941¹³⁴⁶.

Cependant, le parcours de grand féodal de Chen Yi ne doit pas faire oublier que les « seigneurs de la guerre », contrairement à ce qu'affirme leur légende noire¹³⁴⁷, ne se résument pas à des potentats égoïstes et prédateurs. Nombre d'entre eux sont des patriotes de longue date attachés à promouvoir, à leur échelle, des programmes de modernisation autoritaire. Chen Yi s'entoure ainsi d'une équipe (qu'il emmènera pour une large part à Taiwan) fortement empreinte d'étatisme économique (*guojia zhuyi* 國家主義). Il entend non seulement régner, mais gouverner – quel que soit le succès de ses tentatives et le clientélisme de son pouvoir, qui le conduit à couvrir un nombre considérable d'irrégularités et de cas de corruption parmi ses subordonnés¹³⁴⁸. Comme c'est souvent le cas dans l'Etat-Guomindang, ce clientélisme est essentiellement interne à l'appareil d'Etat (et du Parti) et à une couche élitare assez mince. Loin d'asseoir le pouvoir sur des bases sociales larges – les campagnes échappent largement à son contrôle et le banditisme y est endémique –, il le fragmente, et se confond avec le factionalisme. Le gouverneur du Fujian se heurte, parfois durement, à la clique CC¹³⁴⁹, et au Juntong 軍統 (renseignements militaires, prédécesseur du

¹³⁴⁵ CHEN, *Paixi douzhen*, *op. cit.*, pp. 216-217.

¹³⁴⁶ WANG Hongsong 王宏松, « Jiang Zhongzheng dui Minbian de taidu yu zuowei » 蔣中正對「閩變」的態度與作為 (L'attitude et le comportement de Jiang Jieshi à l'égard du soulèvement du Fujian), *Guoshiguan guan*, n° 28, 2011, pp. 73-114. Sur la révolte du Fujian, voir EASTMAN, *The Abortive Revolution*, *op. cit.*, pp. 85-139.

¹³⁴⁷ Sur cette légende, cf. WALDRON, "The Warlord", *op. cit.*, *passim*.

¹³⁴⁸ ZHANG (dir.), *Er'erba shijian zeren guishu yanjiu baogao*, *op. cit.*, pp. 171-176. Il a pour sa part une réputation d'austérité et de frugalité. MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, p. 61.

¹³⁴⁹ Pour « Central Club ». Dirigée par les frères Chen Guofu 陳果夫 et Chen Lifu, elle est puissante dans le Parti et l'administration civile.

Baomiju), qui l'accusent de complaisance à l'égard des Japonais, un reproche communément adressé aux membres de la clique des Etudes politiques, réputés pro-nippons (*qinRi* 親日).

Le soupçon est-il justifié ? Hormis une femme du cru, Chen a gardé de ses années de formation une fascination pour l'efficacité de l'Etat japonais, qu'il partage avec nombre de ses collègues. Quand il se rend à Formose en 1935, ce n'est pas pour déplorer l'asservissement de ses compatriotes, mais pour admirer et étudier les succès économiques de l'administration coloniale, présentés dans une exposition célébrant quarante ans de présence japonaise sur l'île¹³⁵⁰. Il est vrai que Chen Yi règne sur une des provinces les plus directement exposées à l'impérialisme informel nippon, mais l'accommodement est la seule voie praticable. Tokyo, via ses consulats, exerce sur lui des chantages incessants pour qu'il démilitarise la province et réprime les mouvements antijaponais. Quant aux méfaits des rôlins – formosans pour la plupart – ils sont un défi permanent à la souveraineté chinoise¹³⁵¹. A la tête d'une province traditionnellement rétive (les montagnes du Fujian sont propices aux insoumis de tout poil), confrontée à des mouvements autonomistes manipulés par les agents de l'impérialisme nippon, Chen a les mains liées. Il n'y a pas lieu de s'étonner qu'il louvoie, fasse des concessions à l'adversaire et commerce clandestinement avec lui¹³⁵². La pression japonaise va croissant à l'approche de la guerre, dont l'éclatement ne doit pas beaucoup surprendre le gouverneur¹³⁵³.

Chen Yi ne fait pas une belle guerre. Le Fujian n'est touché de plein fouet par la Guerre de résistance qu'assez tardivement. Si les Japonais s'emparent vite de Jinmen (octobre 1937) et Xiamen (mai 1938), leur présence sur la côte du Fujian est d'abord limitée ; c'est en 1941 que le Quartier Général Impérial décide de la sécuriser entièrement. L'armée de Taiwan (*Taiwan gun* 台灣軍) prend la capitale provinciale, Fuzhou, en avril 1941, accompagnée des services de renseignement basés à Formose et Xiamen¹³⁵⁴. Ses ennemis politiques accusent Chen Yi d'avoir abandonné Fuzhou sans combattre, et il est vrai qu'il n'organise de résistance que symbolique – civils et militaires confondus, 340 morts à Fuzhou et un peu plus de 1000 dans l'arrière-pays lors des deux invasions de 1941 et

¹³⁵⁰ "Formosa vs Fukien", *The China Weekly Review*, 30 novembre 1935.

¹³⁵¹ Ceux-ci posent un problème insoluble au regard des exigences japonaises : les réprimer, c'est provoquer frontalement les autorités consulaires ; les laisser sévir, c'est jeter de l'huile sur le feu du sentiment antijaponais. Sur ce dilemme, cf. par exemple GSG/002/080200/00435/109, Télégramme de Chen Yi à Jiang Jieshi, 14 mai 1934, et GSG/002/080200/00177/129, Télégramme de Chen Yi à Jiang Jieshi, 7 septembre 1934.

¹³⁵² Gregor BENTON, *Mountain Fires: the Red Army's Three-Year War in South China*, Berkeley : University of California Press, 1992, pp. 124-128.

¹³⁵³ GSG/002/060100/00122/022, documents de travail de Jiang Jieshi, 2 mars 1937.

¹³⁵⁴ Ils la cèdent de nouveau aux Chinois sept mois plus tard et la reprennent lors de l'opération Ichigo, en octobre 1944 – avec cette fois pour objectif défensif de protéger Taiwan contre un débarquement.

1944¹³⁵⁵. Jiang le rappelle en 1941 à Chongqing, où il passe le reste de la guerre dans l'administration centrale. En avril 1944, il prend la tête du Comité d'enquête sur Taiwan (cf. chapitre VI), un organe chargé de préparer l'après-guerre et dominé par la clique des Etudes politiques¹³⁵⁶, dont le tropisme japonais est ainsi mis à profit.

Rien ne permet de dépeindre Chen Yi sous des traits particulièrement sanguinaires. Son accoutumance à la violence politique – dont il ne fait pas d'ailleurs un usage immodéré – est commune à tous les hommes de sa génération. Chen se montre même, une fois à Taiwan, fort soucieux d'établir une administration « civilisée » (*wenming* 文明). Il partage l'ambivalence générale à l'égard de Formose (nourrie chez lui par une connaissance directe) entre méfiance patriotique et espoir d'utiliser ce « coin de terre propre » sans bandits et sans communistes comme laboratoire de la modernité politique. Or celle-ci implique, selon le modèle occidental qui s'impose depuis la fin du XIXe siècle, de dissocier nettement les fonctions de l'armée de la police, et de confier à cette dernière le maintien de l'ordre. Le directeur du Département des affaires de police (*jingwu chuzhang* 警務處長) de Chen, Hu Fuxiang 胡福相, un collaborateur de l'époque du Fujian, l'en a convaincu. Spécialiste des techniques policières modernes, et particulièrement de la police coloniale japonaise avant guerre, il a exalté cette dernière comme modèle de gestion¹³⁵⁷. L'ancien seigneur de la guerre, qui pose le plus souvent pour les photographes en costume civil (cf. annexes 8 et 13), n'a pas de mots trop durs contre les méfaits de la soldatesque, qu'il considère comme un instrument barbare (*yeman* 野蛮) de contrôle de la population¹³⁵⁸, et rêve sa province en « Suisse de l'Orient » – en accord avec Jiang Jieshi et avec les élites formosanes, même si ces dernières se voient *in fine*

¹³⁵⁵ TANG Jingwu 唐精武, « Kangzhan qijian Fujian de junshi bushu yu zuozhan gaikuang » 抗战期间福建的军事部署与作战概况 (Déploiement militaire et résumé des opérations dans le Fujian pendant la Guerre de résistance), dans XUE Yue 薛岳, YUE Xingming 岳星明 *et al.*, *Zhengmian zhanchang : Min-Zhe-Gan kangzhan, yuan Guomindang jiangling kangri zhanzheng qinliji* 正面战场：闽浙赣抗战，原国民党将领抗日战争亲历记 (Les champs de bataille de l'avant : récits personnels de la Guerre de résistance aux Fujian, Zhejiang et Jiangxi par d'anciens officiers supérieurs du Guomindang), Beijing : Wenshi chubanshe, 2013, pp. 5-19.

¹³⁵⁶ CHEN, *Paixi Douzheng*, *op. cit.*, pp. 199-222.

¹³⁵⁷ Il publie en 1935 un ouvrage sur la question (qui couvre à la fois Taiwan et la Corée), réédité à la fin de 1945. La nouvelle édition couvre la période de la guerre et introduit des invectives contre la cruauté du règne japonais à Taiwan et l'inviolabilité des droits chinois sur l'île. La nouvelle préface de Chen Yi témoigne de ce changement de ton (les précédentes, signées par de hauts responsables de la police et de la police militaire, étaient dépourvues d'hostilité). HU Fuxiang 胡福相, *Riben dui zhimindi zhi jingcha sheshi* 日本對於殖民地之警察設施 (Les mesures policières du Japon dans ses colonies), Minzhubao (lieu de publication non précisé), 1945. Hu Fuxiang, originaire du Zhejiang comme son patron, a 39 ans en 1947 et a étudié dans les meilleures écoles de police de Chine et du Japon. C'est donc le projet d'un jeune administrateur moderniste qui emporte l'adhésion du général sexagénaire.

¹³⁵⁸ CHU, *Er'erba shijian yanjiu*, *op. cit.*, pp. 183 et 187.

largement exclues de l'administration. Il s'agit de faire aussi bien que les Japonais, mais autant que possible sans eux ni leurs disciples¹³⁵⁹.

Ce projet est parfaitement compatible – dans l'esprit de Chen Yi du moins – avec la « singularisation » (*teshubua* 特殊化) de l'île décidée dès 1944 à Chongqing, autrement dit l'instauration d'un gouvernorat militaire dérogatoire au système provincial normal, et à l'hiver 1946-1947 la mise à l'écart de Taiwan du processus constitutionnel en cours sur le continent. On l'a vu, cette singularisation répond en partie à des préoccupations sécuritaires (cf. chapitre VI), mais la concentration des pouvoirs entre les mains de Chen doit aussi permettre à ce dernier de mener son expérimentation sans entraves¹³⁶⁰. Il impose sa vision de la modernisation, fortement marquée par le style autoritaire et le dirigisme économique expérimentés au Fujian. Les résultats ne sont certes pas fameux : l'autoritarisme est contre-productif faute de trouver des relais dans la société (Chen s'isole des élites locales, ne serait-ce que par son refus obstiné d'employer le japonais, qu'il parle parfaitement) et dégénère en népotisme ; l'étatisme brouillon du gouvernorat favorise la corruption et la gabegie. L'intention n'en est pas moins sincère. L'austère gouverneur – Chen Yi ne mène pas une vie de satrape – prend des mesures cohérentes avec les intentions déclarées. L'adoption d'une monnaie différente, le contrôle étroit du commerce extérieur, le renvoi de la majeure partie de l'armée¹³⁶¹, la suspension de la conscription, tout concourt (en théorie) à isoler la province du chaos continental. Chen se livre à un travail de « compartimentage », pour reprendre le vocabulaire d'Abram de Swaan, mais au service d'une politique d'ordre et de civilisation. Il le fait, néanmoins, sans avoir les moyens de ses ambitions.

B. L'appareil policier

Une police fragile

Le gouverneur compte, pour étayer son Etat « normal », sur un appareil policier fragile et insuffisant. Il consiste essentiellement en 1020 diplômés de la Classe d'entraînement des cadres de

¹³⁵⁹ MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, p. 50.

¹³⁶⁰ Y compris, dans l'esprit de Jiang Jieshi, en réprimant facilement tout signe annonciateur de communisme. Télégramme de Jiang Jieshi à Chen Yi, 10 février 1947, dans ZLXJ 2, pp. 57-58.

¹³⁶¹ Cette imprudence lui sera reprochée de toutes parts lors du soulèvement. Elle se fonde pourtant sur un diagnostic unanimement partagé : l'ordre public est bon à Taiwan (selon les critères chinois), la menace communiste sans gravité et les bandits inexistantes. Il est également possible que le renvoi des troupes par Chen Yi réponde à un motif plus personnel : en avril 1946, l'état-major de Jiang Jieshi envisage de laisser durablement les troupes de la rétrocession à Taiwan et de les confier à un général secondé par Ke Yuanfen, chef d'état major de Chen Yi. Ce dernier se serait alors vu dépossédé de son poste de commandant de la garnison de Taiwan. Il est donc possible qu'il ait préféré garder la main sur un contingent réduit que perdre le contrôle sur l'appareil militaire. GSG/002/060100/00210/026, Télégramme de Chen Cheng à Jiang Jieshi, 3 avril 1946. Quoiqu'il en soit, la décision est validée à Nanjing.

Taiwan de l'École centrale des officiers de police (*Zhongyang jingguan xuexiao Taiwan ganbu xunlianban* 中央警官學校台灣幹部訓練班, ci-après *Taiganban*) dirigée par Hu Fuxiang, qui débarquent à Jilong le 24 octobre 1945. Ils sont censés prendre la suite de l'imposant système japonais : 13 000 policiers dont 1515 officiers (255 sont taiwanais), et 11 263 « patrouilleurs » (*junsa* 巡查) (taiwanais pour moitié) – les Japonais, connaissant d'expérience la fragilité de tout ordre colonial, avaient pris soin de maintenir une proportion élevée de métropolitains¹³⁶².

Les officiers de la *Taiganban*, entraînés en divers lieux de la « Chine libre » à partir de décembre 1944, ont entre vingt et trente ans à leur arrivée¹³⁶³. Ces hommes, essentiellement recrutés aux Fujian, Zhejiang et Guangdong pour des raisons de familiarité avec les langues pratiquées à Taiwan¹³⁶⁴, ont pour la plupart choisi une carrière dans la police pendant la guerre. Une histoire orale très ultérieure permet difficilement de cerner leurs motifs. Il est clair que la police chinoise a meilleure réputation que l'armée – différence marquée avec la Formose du temps de guerre. Elle est une alternative à la carrière des armes (certains membres de la *Taiganban* ont quitté la seconde pour la première¹³⁶⁵) pour un jeune homme désireux de servir son pays, ou simplement d'éviter la conscription par souci pour lui-même ou ses proches¹³⁶⁶. Plusieurs candidats ont hésité entre les deux voies (*fei congjun, ji congjing* 非從軍即從警)¹³⁶⁷.

Bien que la *Taiganban* se veuille une force d'élite, les vocations ne sont pas légion en ces temps chaotiques – à en croire un témoignage, environ 8 admis pour 10 candidats. Les recrues ont rarement une relation privilégiée à Taiwan – la plupart ne savent même pas, au moment de candidater pour l'école de police, qu'ils sont destinés à administrer l'île¹³⁶⁸. De cette dernière, ils ignorent presque tout, hormis quelques vignettes du roman national promu par le Guomindang (Koxinga, la séparation déchirante de 1895...) ¹³⁶⁹. C'est dans la *Taiganban* qu'ils connaissent leur

¹³⁶² XI, *Jingcha yu Er'erba shijian*, *op. cit.*, pp. 6-8.

¹³⁶³ CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, *op. cit.*, *passim*.

¹³⁶⁴ XI, *Jingcha yu Er'erba shijian*, *op. cit.*, p. 85.

¹³⁶⁵ Xing Han (18 juillet 2007, 21 septembre 2007, 8 et 15 octobre 2007 et 1^{er} novembre 2008, Taïpei), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, *op. cit.*, pp. 24-25.

¹³⁶⁶ Zheng Jian (21 janvier et 11 mars 2009, 20 juin et 18 juillet 2011, Taïpei), dans *ibid.*, pp. 81-82 ; Wu Gan (2 avril 2000, Taïzhong), dans XI, *Jingcha yu Er'erba shijian*, *op. cit.*, p. 251.

¹³⁶⁷ Lü Taishan (16 janvier 2008, 17 janvier 2009, 23 mars et 22 décembre 2011, Taïpei), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, *op. cit.*, p. 206. La porosité entre l'armée et la police est forte – et critiquée – depuis la décennie de Nanjing au moins, les bureaux de police étant moqués comme « maisons de retraite » pour militaires. WU, « You Yuanlin shijian kan zhanhou Taiwan fazhi de bengkuai », *op. cit.*, pp. 111-112.

¹³⁶⁸ Chen Yingpeng (9 avril, 28 novembre et 1^{er} décembre 2008, 26 avril, 15 septembre et 22 décembre 2011, Taïpei), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, *op. cit.*, p. 144 ; Zhou Yonghong (16 janvier 2008, 30 mars et 11 avril 2009, Taïpei), dans *ibid.*, p. 267.

¹³⁶⁹ Xing Han (18 juillet 2007, 21 septembre 2007, 8 et 15 octobre 2007 et 1^{er} novembre 2008, Taïpei), dans *ibid.*, pp. 26-27 ; Zheng Jian (21 janvier et 11 mars 2009, 20 juin et 18 juillet 2011, Taïpei), dans *ibid.*, p. 85 ; Zhou Yonghong (16 janvier 2008, 30 mars et 11 avril 2009, Taïpei), dans *ibid.*, p. 271.

premier contact avec Formose, via une poignée de camarades taiwanais¹³⁷⁰ et quelques enseignants, dont un professeur de japonais que le Juntong a recruté en Mandchourie et, le soupçonnant de déloyauté, affecté à l'école de police, où il ne saurait beaucoup nuire¹³⁷¹. Les rares élèves qui ont fréquenté leurs « compatriotes » d'outre-détroit ne sont pas forcément mieux disposés, car cette rencontre a eu pour cadre l'empire informel japonais :

... depuis tout petit, mon impression sur Taiwan était que les compatriotes des montagnes [i.e. les aborigènes] tuaient des gens, que les bandits étaient très nombreux, et qu'un certain nombre de *liumang* et rôlins du Minnan [sud-Fujian] allaient à Taiwan pour commettre leurs méfaits, tout comme les *liumang* et rôlins de Taiwan venaient à Xiamen, par exemple. Donc c'était une mauvaise impression. Mais ces gens n'étaient qu'une minorité, et d'ailleurs nous venions pour les réformer (*ganhua* 感化), pour les ramener dans le droit chemin (*gaixie guizheng* 改邪歸正)¹³⁷².

La *Taiganban* délivre une formation courte, d'autant plus qu'elle est prise de court par la fin soudaine de la guerre : trois mois à un an en théorie (dans les faits, huit mois au plus) selon le niveau hiérarchique des élèves¹³⁷³. L'enseignement, qui met l'accent sur les langues (on apprend le japonais ou l'anglais, et parfois le minnan et le hakka), est aussi juridique et idéologique (le testament de Sun Zhongshan, les écrits de Jiang Jieshi...), et comprend une formation sur l'histoire et la géographie de Taiwan, ainsi que sur le fonctionnement de la police japonaise dans la colonie¹³⁷⁴. Les anciens élèves s'accordent sur la grande austérité de la vie à l'École, la tour de Babel des langues régionales,

¹³⁷⁰ Un ancien élève de l'école se souvient d'à peine deux Taiwanais sur plus de mille élèves. Le chiffre est sans doute inexact, mais il est clair que la *Taiganban* n'est pas un lieu de brassage à cet égard. Song Jun (2 avril 2000, Taizhong), dans XI, *Jingcha yu Er'erba shijian*, *op. cit.*, p. 244

¹³⁷¹ Chen Yingpeng (9 avril, 28 novembre et 1^{er} décembre 2008, 26 avril, 15 septembre et 22 décembre 2011, Taïpei), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, *op. cit.*, pp. 148-150 ; Zheng Jian (21 janvier et 11 mars 2009, 20 juin et 18 juillet 2011, Taïpei), dans *ibid.*, p. 84.

¹³⁷² Lü Taishan (16 janvier 2008, 17 janvier 2009, 23 mars et 22 décembre 2011, Taïpei), dans *ibid.*, p. 213. Ce ton pastoral n'est pas une anomalie : la police qui se développe à l'époque républicaine est censée porter une mission d'éducation et de soin du peuple, de même que son homologue japonaise sur laquelle elle est en grande partie modelée. Klaus MÜHLHAHN, *Criminal Justice in China: A History*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 2009, p. 86.

¹³⁷³ XI, *Jingcha yu Er'erba shijian*, *op. cit.*, pp. 85-87.

¹³⁷⁴ Zeng Keping (2 et 3 avril 2008, 12 mars 2011, Pingdong), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, *op. cit.*, p. 302 ; XI, *Jingcha yu Er'erba shijian*, *op. cit.*, p. 86.

la difficulté de suivre des cours en mandarin¹³⁷⁵, puis l'explosion de joie (« indescriptible ») à l'annonce de la victoire, bien qu'elle soit parfois entachée par le deuil¹³⁷⁶.

C'est enfin l'arrivée de ces hommes sur les rives d'une île qu'ils n'ont appris à connaître que dans les livres, et brièvement. Ils la découvrent, à Jilong, sous la forme lugubre d'un port détruit par les bombardements. Le contact avec les locaux, plein d'appréhension mais d'une bienveillance de principe, est suivi de festivités officielles, qui accompagnent les nouveaux venus jusqu'à Taïpei. L'inquiétude règne devant l'énormité de la tâche – assurer la succession d'une administration plus nombreuse et mieux dotée –, apaisée tant soit peu par l'impression de discipline et de bonne gestion dégagée par Formose. Celle-ci ne va pas sans un sentiment d'étrangeté : même quand les policiers novices sont en état de communiquer avec les habitants (leur formation est censée les y préparer), les mœurs et les costumes portent une empreinte japonaise caractéristique. Siniser le paysage urbain fait d'ailleurs partie des missions de la *Taiganban*, au même titre que la confection de nouveaux *hukou* (registres de résidence), la réinscription des Taïwanais ayant adopté un nom japonais sous leur patronyme chinois, la récupération des armes dispersées, la surveillance des délinquants et prisonniers libérés, l'organisation du rapatriement des Japonais, etc.¹³⁷⁷.

Sur leur lieu de prise de poste, les diplômés de la *Taiganban* voient leur statut faire un bond soudain : ils ne sont « plus des étudiants de l'école de police, mais des officiels de la République de Chine »¹³⁷⁸, et occupent en effet presque tous les postes clés (chefs de bureaux *juzhang* 局長 et de sous-bureaux *fenjuzhang* 分局長), en sus d'un certain nombre de positions moins importantes¹³⁷⁹.

Autant qu'on puisse le savoir, ils sont convaincus de les mériter. La préface à leur album de promotion (*tongxue lu* 同學錄) composée en 1946 évoque les crimes des « pirates japonais » et la résistance héroïque des combattants chinois, auxquels les policiers sont assimilés, ainsi que la promesse de la conférence du Caire. Elle met en scène des retrouvailles touchantes et idéalisées

¹³⁷⁵ Chen Yingpeng (9 avril, 28 novembre et 1^{er} décembre 2008, 26 avril, 15 septembre et 22 décembre 2011, Taïpei), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, op. cit., p. 148 ; Zeng Keping (2 et 3 avril 2008, 12 mars 2011, Pingdong), dans *ibid.*, p. 302 ; XI, *Jingcha yu Er'erba shijian*, op. cit., p. 85.

¹³⁷⁶ Lü Taishan (16 janvier 2008, 17 janvier 2009, 23 mars et 22 décembre 2011, Taïpei), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, op. cit., p. 210 ; Xing Han (18 juillet 2007, 21 septembre 2007, 8 et 15 octobre 2007 et 1^{er} novembre 2008, Taïpei), dans *ibid.*, pp. 37-38.

¹³⁷⁷ Xing Han (18 juillet, 21 septembre, 8 et 15 octobre 2007 et 1^{er} novembre 2008, Taïpei), dans *ibid.*, pp. 40-41 et 44-45 ; Zheng Jian (21 janvier et 11 mars 2009, 20 juin et 18 juillet 2011, Taïpei), dans *ibid.*, pp. 88-89 ; Zhou Yonghong (16 janvier 2008, 30 mars et 11 avril 2009, Taïpei), dans *Ibid.*, p. 274 ; Zeng Keping (2 et 3 avril 2008, 12 mars 2011, Pingdong), dans *ibid.*, pp. 306-308 ; Chen Yingpeng (9 avril, 28 novembre et 1^{er} décembre 2008, 26 avril, 15 septembre et 22 décembre 2011, Taïpei), dans *ibid.*, p. 152.

¹³⁷⁸ Chen Yingpeng (9 avril, 28 novembre et 1^{er} décembre 2008, 26 avril, 15 septembre et 22 décembre 2011, Taïpei), dans *ibid.*, p. 152. Zeng Keping (2 et 3 avril 2008, 12 mars 2011, Pingdong), dans *ibid.*, p. 303.

¹³⁷⁹ XI, *Jingcha yu Er'erba shijian*, op. cit., pp. 85-87.

avec les Chinois de Formose « encore affairés à leurs mûriers », et exhorte les hommes de la *Taiganban* arrivés à leur poste à « corriger les mœurs du peuple » et « faire resplendir la gloire de la nation », le tout « sans faire couler le sang »¹³⁸⁰ – ils sont donc à la fois des libérateurs et des professionnels du maintien de l'ordre. Les officiers veulent croire à ce lyrisme convenu – des décennies plus tard, l'un d'eux persiste à rappeler avec fierté que, le jour de la rétrocession (le 25 octobre, lendemain de leur arrivée), « une honte nationale d'un siècle a été effacée » et que « les Japonais sont devenus des 'chiens de trois livres', piteux et la tête basse »¹³⁸¹.

En réalité, leur légitimité sur le terrain est tout sauf acquise. Hu Fuxiang, qui veut rivaliser avec l'esthétique du pouvoir nippon (elle fait forte impression sur les cadres chinois fraîchement débarqués¹³⁸²), a tenu à les équiper d'uniformes impeccables et de bottes de cuir neuves¹³⁸³. Cela ne suffit évidemment pas, et si les anciens policiers japonais sont irréprochables dans leurs actes, ils cachent mal leur peu d'estime pour ces remplaçants, fort jeunes par ailleurs¹³⁸⁴. Cette jeunesse importune également les élites locales, supplantées par des blancs-becs, et les jeunes Taiwanais militarisés, qui voient des hommes de leur âge ou presque leur tenir la dragée haute.

Les cadres de la *Taiganban* doivent s'adapter au plus vite à leur nouvel environnement – ils prennent leur poste au bout de quelques semaines –, et d'abord à leurs subordonnés taiwanais, qu'ils sont chargés de reformer. Par souci de continuité et manque de personnel, on reconduit un grand nombre de « patrouilleurs »¹³⁸⁵, en rebaptisant leurs postes. On conçoit l'embarras de ces anciens auxiliaires : la police coloniale était crainte mais honnie, et ses serviteurs locaux presque autant ; c'est avant tout contre elle que des violences éclatent à l'automne 1945 (cf. chapitre IV). Dans une nouvelle inversion des valeurs sociales et symboliques du temps de guerre, la purge chinoise touche les notables « collaborateurs » et anciens membres ou soutiens de l'Armée Impériale, non les « chiens courants » de la police coloniale. Mais comment, dans le contexte de chômage de masse de l'après-guerre, refuser un emploi stable ? Bien des policiers taiwanais ne

¹³⁸⁰ Cité dans *ibid.*, pp. 11-12.

¹³⁸¹ Zeng Keping (2 et 3 avril 2008, 12 mars 2011, Pingdong), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, *op. cit.*, p. 304.

¹³⁸² Diao Sibo (21 mai 2000, Qishan), dans XI, *Jingcha yu Er'erba shijian*, *op. cit.*, p. 227. Un officier de police comme Wu Gan partage le peu de considération des Formosans pour l'allure de l'armée chinoise. Wu Gan (2 avril 2000, Taizhong), dans *ibid.*, p. 253.

¹³⁸³ *Ibid.*, p. 88.

¹³⁸⁴ Chen Yingpeng (9 avril, 28 novembre et 1^{er} décembre 2008, 26 avril, 15 septembre et 22 décembre 2011, Taibei), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, *op. cit.*, p. 153.

¹³⁸⁵ Zeng Keping, affecté à Puli, affirme qu'après plusieurs semaines de mise à l'épreuve il a conservé les cinq sixièmes des anciens auxiliaires taiwanais. Zeng Keping (2 et 3 avril 2008, 12 mars 2011, Pingdong), dans *ibid.*, pp. 306-307. Un ancien cadre se souvient même d'avoir compté des ressortissants des Ryūkyū et de la Corée dans son équipe. Chen Yingpeng (9 avril, 28 novembre et 1^{er} décembre 2008, 26 avril, 15 septembre et 22 décembre 2011, Taibei), dans *ibid.*, p. 155.

savent plus où se mettre, ce que leurs officiers perçoivent comme un manque d'implication qui alourdit d'autant leur charge de travail¹³⁸⁶.

Cette police impopulaire est mal taillée aux exigences du maintien de l'ordre non légal, dès lors que la décolonisation et les troubles de l'après-guerre attisent les forces contestataires. Elle est prompte aux débordements violents quand elle est ou se sent agressée. A Xinying, en août 1946, elle tente de disperser un rassemblement de la Fête des Fantômes (*zhongyuanjie* 中元節), interdit pour prévenir la contagion du choléra (amené du continent par les libérateurs) ; accueillie par des jets de pierre, elle tire dans la foule, qui saccage un bureau de police en représailles¹³⁸⁷. A Yuanlin, c'est l'antagonisme avec la justice qui éclate au grand jour. Des auxiliaires de police (un *benshengren* et un continental) blessent en mai 1946 le directeur d'une clinique. En novembre, un juge taiwanais accompagné de gardes du tribunal (*fajing* 法警¹³⁸⁸) va se saisir des suspects au bureau de police de Taizhong, mais les policiers présents – pour la plupart d'origine continentale – séquestrent les représentants de la loi plusieurs jours, les frappent et tirent plusieurs coups de feu, dont deux s'avèrent mortels. Le scandale est immense, particulièrement quand l'amnistie du 1^{er} janvier 1947 – décrétée lors de la promulgation de la Constitution... qui n'est pas appliquée à Taiwan – ne laisse intouchée qu'une seule condamnation¹³⁸⁹. L'incident jette une lumière crue sur le manque d'autorité des juges taiwanais, que le gouvernement général avait commencé à recruter en 1931¹³⁹⁰. Représentants par excellence de l'élite coloniale, ils sont mis sur la touche à la rétrocession, leur formation très pointue étant devenue obsolète. Eux-même sont franchement suspects aux yeux des vainqueurs¹³⁹¹, chez qui leur acculturation suscite « un rejet instinctif » – une source décrit le juge portant son costume japonais lors de l'arrestation manquée, ce qui aurait déclenché la colère des policiers continentaux¹³⁹².

¹³⁸⁶ Xing Han (18 juillet, 21 septembre, 8 et 15 octobre 2007 et 1^{er} novembre 2008, Taïpei), dans *ibid.*, p. 6 ; Zeng Keping (2 et 3 avril 2008, 12 mars 2011, Pingdong), dans *ibid.*, pp. 306-307.

¹³⁸⁷ CHU, *Er'erba shijian yanjiu*, *op. cit.*, p. 193.

¹³⁸⁸ L'équivalent des *U.S. marshalls* américains.

¹³⁸⁹ WU, « You Yuanlin shijian kan zhanhou Taiwan fazhi de bengkui », *op. cit.*, *passim*.

¹³⁹⁰ WANG Tay-sheng, "The Modernization of Civil Justice in Colonial Taiwan, 1895–1945", *Zeitschrift für Japanisches Recht*, n° 36, 2013, pp. 95–116, p. 109.

¹³⁹¹ ZENG Wenliang 曾文亮 et WANG Taisheng (Wang Tay-sheng) 王泰升, « Bei bingtun de jiwei : zhanhou Taiwan Zaidi falü rencai de chujing yu zaoyu » 被併吞的滋味：戰後初期台灣在地法律人才的處境與遭遇 (Comme un goût d'annexion : sort et malheurs du personnel judiciaire à Taiwan dans l'immédiat après-guerre), *Taiwan shi yanjiu*, n° 14 (2), 2007, pp. 89-160.

¹³⁹² CHU, *Er'erba shijian yanjiu*, *op. cit.*, p. 190.

Relations tendues avec la population, cadres hors sol et débordés, subordonnés discrédités et payés au lance-pierre – quand ils le sont, car les retards sont fréquents¹³⁹³ : toutes les conditions sont réunies pour que, le soulèvement venu, la police s'affaisse comme un soufflé, d'autant qu'une partie des cadres est en formation à la capitale et doit se barricader dans ses bureaux¹³⁹⁴. On a vu que les policiers taiwanais se débandent instantanément (cf. chapitre V). Quant aux officiers continentaux, ceux qui ne se font pas frapper ou séquestrer courent se mettre sous la protection de l'armée, de la police militaire ou de la première bonne âme venue. Soumis à l'ordre de ne pas faire feu (le rapport numérique rendrait de toute manière cette option suicidaire), les cadres sont totalement dépassés¹³⁹⁵ ; quatre meurent lors de l'Incident¹³⁹⁶. L'échec de la police en 1947, et la mise à nu du fossé qui les sépare des policiers formosans, sont vécus de manière douloureuse par ces cadres jeunes, souvent très patriotes, qui se perçoivent comme des libérateurs. Xing Han, qui sert au bureau de police de Tainan, remettra sa démission après les faits ; Chen Shuming, qui dirige le sous-bureau de Yuli, quittera la police sous pression de sa famille ; sept chefs de bureaux préféreront repasser le détroit¹³⁹⁷.

Quand, le 1^{er} mars, le bureau de police de Taibei demande l'envoi de soldats pour assurer sa sécurité, le secrétaire de Chen Yi objecte que la police a pour mission de protéger la population, et qu'il n'appartient pas à l'armée de la protéger contre elle. Son interlocuteur doit lui faire prendre la mesure de la situation¹³⁹⁸. Le château de cartes « civilisé » du gouverneur n'a pas tenu deux jours.

Les xianbing, entre police et armée

Seul le quatrième régiment de police militaire tient à peu près le choc. On ne dispose pas à notre connaissance d'une étude synthétique de qualité sur la police militaire chinoise (*xianbing* 憲兵, littéralement « soldats de la Constitution »). Corps d'élite créé par Sun Zhongshan pour assurer sa protection personnelle, elle se développe dans les années 1930 avec la Kenpeitai japonaise pour modèle, et endosse plusieurs fonctions importantes : garantir un semblant de contrôle politique et disciplinaire sur l'armée, escorter les dirigeants, garder les lieux du pouvoir.

¹³⁹³ NARA/RG226/173/11, lieutenant-commandant Max Berman, "A Survey of Present Conditions in Formosa", 4 février 1946.

¹³⁹⁴ Chen Yingpeng (9 avril, 28 novembre et 1^{er} décembre 2008, 26 avril, 15 septembre et 22 décembre 2011, Taibei), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, op. cit., p. 172.

¹³⁹⁵ Quelques uns bravent cet ordre comme Song Jun qui, se pensant peut-être protégé par son origine formosane, tire vers la foule pour l'intimider. Song Jun (2 avril 2000, Taizhong), dans XI, *Jingcha yu Er'erba shijian*, op. cit., p. 244.

¹³⁹⁶ *Ibid.*, p. 9.

¹³⁹⁷ Xing Han (18 juillet 2007, 21 septembre 2007, 8 et 15 octobre 2007 et 1^{er} novembre 2008, Taibei), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, op. cit., p. 49 ; Chen Shuming (16 janvier et 10 avril 2008, Taibei), dans *ibid.*, p. 294 ; XI, *Jingcha yu Er'erba shijian*, op. cit., p. 10.

¹³⁹⁸ *Ibid.*, pp. 76-77.

Majoritairement encadrée par des officiers de l'Académie de Whampoa (cf. plus bas), elle se situe à mi-chemin entre la police et l'armée. Une unité de *xianbing* est intégrée à chaque armée afin d'assurer la cohésion de l'ensemble, les forces régionales tâchant d'éviter cette intrusion, au besoin en mettant sur pied leur propre police militaire. Si elle n'est pas la police secrète que la Kenpeitai devient dans les années 1930, la police militaire chinoise entretient des liens étroits avec les renseignements, particulièrement militaires, auxquels elle sert à l'occasion de bras armé¹³⁹⁹. Il arrive aussi qu'on la charge de missions de maintien de l'ordre urbain en situation exceptionnelle¹⁴⁰⁰. Au combat, on évite en règle générale d'exposer les *xianbing*, légèrement armés et à l'entraînement long et onéreux. Ils payent néanmoins l'impôt du sang pendant la guerre (13 000 morts).¹⁴⁰¹ Les *xianbing*, dont l'effectif culmine à 65 000 à la fin du conflit, jouent un rôle important dans la réception de la reddition japonaise¹⁴⁰², avant d'être touchés comme le reste des forces chinoises par les coupes de la démobilisation (moins de 35 000 hommes en septembre 1946)¹⁴⁰³.

Le quatrième régiment (ou plutôt la moitié : deux bataillons, les deux autres restant sur le continent¹⁴⁰⁴), envoyé à Taiwan le 24 octobre 1945 avec la *Taiganban*, est affecté à la surveillance de l'armée japonaise et au soutien de la police¹⁴⁰⁵. Il est basé à Fuzhou (Fujian) depuis l'avant-guerre. Comme les anciens collaborateurs de Chen Yi au Fujian, le régiment a une certaine familiarité avec l'univers culturel taiwanais¹⁴⁰⁶, mais il a aussi eu directement affaire aux rônins¹⁴⁰⁷ et apporte à Taiwan une mémoire institutionnelle fort négative, forgée au contact du pire de la société

¹³⁹⁹ En avril 1936 par exemple, Dai Li informe Jiang qu'il s'est secrètement concerté avec la police militaire pour punir les « réactionnaires » de Tianjin et Beiping qui calomnient le leader et mettent en doute sa volonté de résister au Japon. GSG/144/010104/0003/046, Télégramme de Dai Li à Jiang Jieshi, avril 1936. Dai Li et son adjoint puis successeur Mao Renfeng ont des relations de fraternité jurée avec plusieurs commandants successifs des *xianbing*.

¹⁴⁰⁰ Comme l'emploi de la lance à incendie (associée à des sabres, fouets et gourdins) contre les manifestants étudiants antijaponais de Beiping le 9 décembre 1935, qui fait 200 blessés mais pas de morts. CAO Jianlang 曹劍浪, *Zhongguo Guomindang jun jianshi* 中国国民党军简史 (Histoire succincte de l'armée du Guomindang), Beijing : Jiefangjun chubanshe, 2010 (3 vol.), p. 1437. Les *xianbing* sécurisent également les axes importants des villes lors de moments sensibles.

¹⁴⁰¹ CAO, *Zhongguo Guomindang jun jianshi*, *op. cit.*, pp. 1435-1439.

¹⁴⁰² HUANG Wende 黃文德, « Chongjue wangluo : 1949 qianhou xianbing laiTai zhi yanjiu » 衝決網羅：1949年前後憲兵來台之研究 (Sortir de la nasse : étude sur l'arrivée de la police militaire à Taiwan autour de 1949), *Xianbing banniankan*, n° 16 (1), 2008, pp. 95-107.

¹⁴⁰³ CAO, *Zhongguo Guomindang jun jianshi*, *op. cit.*, p. 1431.

¹⁴⁰⁴ Les effectifs des unités chinoises sont peu stables, surtout à l'époque de la démobilisation, mais certains estiment qu'un bataillon de *xianbing* de l'époque à 300 hommes environ. Chen Yingpeng (9 avril, 28 novembre et 1^{er} décembre 2008, 26 avril, 15 septembre et 22 décembre 2011, Taïpei), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, *op. cit.*, p. 175. C'est sans doute un minimum, un bataillon de l'armée ayant un effectif théorique de 700 hommes.

¹⁴⁰⁵ Rapport de Yu Youren à Jiang Jieshi, 16 avril 1947, dans ZLXJ 2, pp. 308-309 ; XI, *Jingcha yu Er'erba shijian*, *op. cit.*, p. 35.

¹⁴⁰⁶ Le dialecte de Fuzhou (est-Fujian) est inintelligible aux locuteurs du minnan, mais il est probable que la zone de recrutement du quatrième régiment s'étende au-delà de la capitale provinciale.

¹⁴⁰⁷ GSG/144/010108/0003/038, Télégramme de Dai Li à Jiang Jieshi, 8 mars 1934.

formosane. Son commandant, Zhang Mutao, a pris ses fonctions en 1946, et ne fait donc pas partie de l'équipe de la rétrocession. Né au Hubei en 1902, il a fait toute sa carrière dans la police militaire et a été décoré deux fois pour avoir contribué à déjouer ou réprimer une révolte (un complot lié au soulèvement du Fujian à Hankou en 1933, et l'incident du sud-Anhui en 1940)¹⁴⁰⁸. Sa proximité avec le renseignement militaire renforce le rôle traditionnel des *xianbing* comme auxiliaires des services secrets, et lui assurera un rôle important – encore qu'assez mal connu – dans la répression de l'Incident du 28 février, particulièrement dans l'élimination des élites de Taïpei, qu'il a beaucoup fréquentées (et surveillées) pour le compte de Chen Yi¹⁴⁰⁹.

Dans les premiers jours de l'Incident, la police militaire brille par contraste avec la police ordinaire. A Gaoxiong, certes, les *xianbing* (une compagnie environ) se réfugient dans le fort¹⁴¹⁰. Ailleurs, cependant, leur caserne sert souvent de refuge aux civils continentaux, aux fonctionnaires ou même à la police¹⁴¹¹. Contrairement aux policiers désarmés ou tétanisés, les *xianbing* effectuent au besoin des sorties en camion et n'hésitent pas, eux, à tirer : ce sont eux qui, dans les premiers jours de mars, constituent avec l'armée des patrouilles volantes à Taïpei¹⁴¹², tirent dans la foule pour la disperser¹⁴¹³, défendent les gares et axes de communication contre les assauts brouillons des rebelles armés¹⁴¹⁴ et joignent leurs efforts aux militaires pour essayer de réprimer l'insurrection à Jilong et Jiayi¹⁴¹⁵.

Cette bonne tenue, qui ne suffit pas à enrayer le soulèvement (les *xianbing* sont bien trop peu nombreux, et largement affectés à des missions non combattantes), est due à l'homogénéité de la police militaire – presque entièrement d'origine continentale –, à son armement – elle dispose de mitrailleuses légères –, à son entraînement notoirement supérieur à celui de la police et, enfin, à sa familiarité des situations de combat. Les *xianbing* s'apparentent à des soldats aux yeux des Taïwanais, qui ont d'ailleurs du mal à distinguer leurs uniformes de ceux de la troupe¹⁴¹⁶. De l'aveu général, cependant, la formation et la discipline des *xianbing* sont meilleures, ce qui n'est pas difficile (ils ont

¹⁴⁰⁸ GSG/129000102032A, Zhang Mutao, fiche de renseignements personnels, non daté.

¹⁴⁰⁹ Chen Cuilian, *Paixi Douzheng*, *op. cit.*, p. 232.

¹⁴¹⁰ Peng Mengji, « Er'erba shijian huiyilu », dans ZLXJ 1, pp. 122-123.

¹⁴¹¹ Xing Han (18 juillet, 21 septembre, 8 et 15 octobre 2007 et 1^{er} novembre 2008, Taïpei), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, *op. cit.*, pp. 48-49.

¹⁴¹² Huang-Lin Yufeng (3 avril 1993, Taïpei), dans DSHY, p. 23 ; NARA/RG84/UD2279/72, Télégrammes du consulat de Taïpei à l'ambassade, 31 janvier, 1^{er} mars et 3 mars 1947.

¹⁴¹³ Yang Zaichuan (18 février 2001, Xinzhu), dans XZFC, p. 25 ; Chuan Qingshui (4 janvier 2000, Xinzhu), dans XZFC, p. 36.

¹⁴¹⁴ Yan Ayan (10 août 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 161 ; Chen Liangrong (5 novembre 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 179 ; Pan Zuohong (18 août 1991, Gaoxiong), dans GX 1, p. 423.

¹⁴¹⁵ « Yang Liangrong, He Hanwen youguan Er'erba shijian diaocha baogao », dans NJDASL, p. 266.

¹⁴¹⁶ Hu Conghuo, Hu Congming et Hu Congji (5 novembre 1993, Taïpei), dans DSHY, p. 87 ; Chen Liangrong (5 novembre 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 179.

au moins reçu une éducation primaire)¹⁴¹⁷. Le fait invite à ne pas surévaluer le poids de l'indiscipline dans la violence de la répression : pour un rebelle, une fois le rapport de force inversé, il ne fera pas bon tomber entre les mains des *xianbing*, à la fois bras armé de « l'Etat normal » de Chen Yi et hommes des basses œuvres.

C. Les hommes des basses œuvres

Le bras armé du pouvoir provincial : Ke Yuanfen

Le gouverneur ne peut se passer d'instruments de ce genre, car son projet – un gouvernement civil par des moyens militaires – est intrinsèquement paradoxal. Le chef d'état-major, Ke Yuanfen, incarne cette contradiction.

Le vice-chef d'état-major Fan Songyao rapportera en 1993 : « L'aspect proprement militaire des choses, Chen Yi [...] ne voulait pas s'en occuper, c'est pour cela qu'au QG de la garnison, sur ces questions il ne court-circuitait généralement pas M. Ke »¹⁴¹⁸. Il entre peut-être quelque malveillance dans ce jugement, les relations de Fan et Ke étant froides¹⁴¹⁹, mais la plupart des sources vont dans le même sens. Chen Yi endosse son rôle de commandant de la garnison de Taiwan pour les grandes occasions, mais il laisse à son chef d'état-major la conduite réelle des affaires militaires. Trois semaines avant l'Incident, les responsables militaires se réunissent à Taibei pour faire le point sur le travail accompli sur l'île depuis 1945. Chen prononce un discours d'ouverture et un discours de clôture très généraux, où il reprend les grandes lignes du récit patriotique du Guomindang (la fin du siècle d'humiliation commencé avec les guerres de l'opium, etc.). Pour le reste, Ke Yuanfen dirige les travaux¹⁴²⁰. Cette division des tâches s'accroît quand l'Incident éclate : c'est Ke qui appelle des renforts à Taibei le 28 février, gère les modalités pratiques de la loi martiale, convoque les responsables des services de renseignement pour leur demander d'identifier les têtes du « complot », assure la communication avec le Baomiju dans ses activités d'espionnage et

¹⁴¹⁷ He Congming (13 mai 1992, Taibei), dans GX 1, p. 405 ; Zhou Jinbo (22 février et 1^{er} novembre 1992, Jilong) dans JLYG, pp. 75-77 ; Chen Yingpeng (9 avril, 28 novembre et 1^{er} décembre 2008, 26 avril, 15 septembre et 22 décembre 2011, Taibei), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, *op. cit.*, p. 180.

¹⁴¹⁸ Fan Songyao (février 1993, San Francisco), dans *Er'erba shijian wenxian bulu*, *op. cit.*, p. 117.

¹⁴¹⁹ Potentiellement pour des raisons factionnelles : Fan Songyao est membre de la clique CC, minoritaire à Taiwan, tandis que son supérieur appartient à la faction rivale des renseignements militaires. CHEN, *Paixi douzheng*, *op. cit.*, p. 299. Néanmoins, d'une manière générale, Ke semble avoir laissé un souvenir assez déplaisant. George Kerr, jamais tendre avec les militaires chinois, lui attribue « une réputation d'action impitoyable, de cruauté et de mépris total pour 'le Peuple' ». KERR, *Formosa Betrayed*, *op. cit.*, p. 269.

¹⁴²⁰ DAGLJ/B5018230601/0036/003.8/4010.2/2, *Taiwan sheng junshi sheshi uiyi jingguo jiyao* 台灣省軍事設施會議經過紀要 (Minutes de la réunion sur les installations militaires de la province de Taiwan).

d'infiltration (cf. chapitre IX), etc.¹⁴²¹. Comme l'écrit George Kerr, le chef d'état-major devient « le symbole de l'Armée nationale et du gouvernement central »¹⁴²² (cf. chapitres VIII et IX).

Cette prépondérance s'explique en partie par la structure du gouvernorat, le cumul des charges civiles et militaires ne permettant pas à Chen Yi d'investir pleinement sa fonction de commandant en chef. Il n'en reste pas moins que Ke semble jouir d'une grande autonomie, particulièrement si l'on considère le peu de poids des officiers d'état-major dans l'Armée nationale¹⁴²³. C'est qu'un autre facteur joue : Ke est membre de la clique du Juntong¹⁴²⁴, ce qui, combiné à son poste, lui donne un accès privilégié aux responsables du renseignement rattachés à la même faction, contrairement à Chen Yi qui entretient avec la clientèle de feu Dai Li des relations très tendues. Le chef d'état-major est donc dans une position idéale pour servir d'intermédiaire entre son chef immédiat et la nébuleuse d'hommes qui travaillent *ex officio* ou non dans le domaine du renseignement militaire (cf. plus bas)¹⁴²⁵. Il est, au sommet du pouvoir provincial, l'homme du « sale boulot » auquel Chen répugne à se mêler.

Dans une certaine mesure, sa carrière le prédispose à ces missions. Ke Yuanfen est né en Thaïlande en 1909, dans la diaspora hakka (il revient à six ans dans le district de Mei, au Guangdong, dont sa famille est originaire)¹⁴²⁶. Une génération sépare donc le gouverneur de son chef d'état-major, qui n'a pas quarante ans en 1947. Ce décalage est lourd de conséquences en termes d'expérience et d'imaginaire politiques. Ke est représentatif d'un groupe d'officiers Nationalistes politisés qui jouent un rôle crucial pendant et après la guerre, tant au combat que dans la répression des adversaires du régime : les anciens cadets de Whampoa.

Ke Yuanfen est issu de la quatrième classe de l'Académie de Whampoa (Huangpu 黃埔¹⁴²⁷), créée en 1924, sur les bancs de laquelle il adhère au Guomindang, et dont il sort à temps – en 1926

¹⁴²¹ Zeng Benli (20 janvier 1984, FCZA), dans DAHB 9, pp. 144-145 ; LIN et CHEN (dir.), *Er'erba guanfang jimi shiliao*, *op. cit.*, p. 247 ; ZHANG (dir.), *Er'erba shijian zeren guishu yanjiu baogao*, *op. cit.*, pp. 202-203, 222 et 227 ; Ke Yuanfen, « Taiwan Er'erba shibian zhi zhenxiang », dans ZLXJ 1, pp. 23-24 ; « Shibian shiri ji – Ke Yuanfen », entrées des 2 et 5 mars, *Xinshengbao*, 13 et 15 mai 1947.

¹⁴²² KERR, *Formosa Betrayed*, *op. cit.*, p. 269.

¹⁴²³ ZHANG Ruide (Chang Jui-te) 張瑞德, « Kangzhan shiqi guojun de canmou renyuan » 抗戰時期國軍的參謀人員 (Le personnel d'état-major dans l'Armée nationale pendant la Guerre de résistance), *Jindaishi yanjiusuo jikan*, n° 24 (2), 1995, pp. 743-772, p. 765-768.

¹⁴²⁴ Il l'a nié tardivement (GSG/134000000691A, Ke Yuanfen, 20 janvier 1992, Los Angeles), mais trop de témoignages et de faits indiquent le contraire pour qu'il soit permis d'en douter.

¹⁴²⁵ Ke Yuanfen joue un rôle d'intermédiaire entre Chen Yi et le Juntong depuis qu'il est entré au service du premier en 1938. Cf. CHEN, *Paixi douzheng*, *op. cit.*, pp. 260-268.

¹⁴²⁶ GSG/129000103529A, Ke Yuanfen, autobiographie rédigée pour la Classe d'entraînement centrale, mai 1943.

¹⁴²⁷ Nous optons dans le corps du texte pour « Whampoa », translittération du cantonais, mieux connue que le mandarin Huangpu.

– pour se jeter dans l’aventure de l’Expédition du Nord. Comme Chen, donc, il adhère à la cause Nationaliste à l’occasion de ce bouleversement, mais ce qui est ralliement tactique chez le premier est, pour lui, adhésion de jeunesse à un grand élan collectif – il est de ceux qui quittent les bancs de l’université pour embrasser la carrière des armes (*toubi congong* 投筆從戎)¹⁴²⁸. Il appartient donc à la « génération Whampoa »¹⁴²⁹, ces hommes nés trop tard pour participer à la révolution de 1911, mais juste à temps pour se lancer dans l’aventure de l’Expédition du Nord – la militarisation de la révolution républicaine. Leurs fidélités politiques se manifestent d’emblée sous la forme des devoirs de l’officier, sur le front extérieur comme intérieur. Ils sont animés par un esprit de corps puissant – c’est particulièrement vrai pour les quatre premières classes, celles de l’âge héroïque du Beifa, au recrutement géographiquement assez homogène (plus de la moitié des cadets provenant du Hunan ou du Guangdong). Elles fournissent la colonne vertébrale de l’Armée Nationale Révolutionnaire, puis de l’Armée Nationale après 1928 – ses membres sont envoyés dans les unités nouvellement formées ou ralliées au Centre pour y jouer un rôle centripète. Elles composent également l’entourage le plus fidèle de Jiang, auquel les cadets continueront pour beaucoup de s’adresser comme au « directeur d’école » (*xiaozhang* 校長)¹⁴³⁰. Comme ses camarades, Ke Yuanfen est intensément conscient d’appartenir à une élite¹⁴³¹, recrutée par cooptation¹⁴³² dans un milieu relativement éduqué (une éducation secondaire est exigée) et favorisé, nettement distincte de la plupart des hommes du rang et du contre-modèle par excellence que sont les soldats *warlords*. Correctement payés, instruits et sélectionnés, les cadets de Whampoa sont un modèle attrayant pour la jeunesse patriote¹⁴³³.

¹⁴²⁸ *Guoshiguan xian cang minguo renwu zhuanji shiliao huibian* 國史館現藏民國人物傳記史料彙編 (Compilation de sources biographiques conservées au Guoshiguan sur les personnes célèbres de la République), vol. 16, Taïpei : Guoshiguan, 1998, pp. 166-170. C’est également le cas de Zhang Mutao, issu de la cinquième classe de Whampoa.

¹⁴²⁹ C’est une traduction possible de l’expression *Whampoa Breed*. Cf. Pang-yuan CHI et David Der-Wei WANG (dir.), *The Last of the Whampoa Breed: Stories of the Chinese Diaspora*, New York : Columbia University Press, 2003.

¹⁴³⁰ Hans VAN DE VEN, *War and Nationalism in China: 1925-1945*, London/New York : Routledge, 2003, pp. 83-84.

¹⁴³¹ GSG/129000103529A, Ke Yuanfen, rapport pour la Classe d’entraînement centrale, non daté (entre janvier 1941 et octobre 1942).

¹⁴³² Kevin LANDDECK, “Under the Gun: Nationalist Military Service and Society in Wartime Sichuan, 1938-1945”, thèse de doctorat, Berkeley, 2011, pp. 37-38.

¹⁴³³ En 1935 encore, seuls 7% des candidats sont retenus. Le taux de sélection s’effondre pendant la guerre (87% d’admis en 1940), et la part d’officiers issus du rang augmente rapidement du fait des pertes énormes. Le sentiment d’appartenir à une élite va donc s’affaiblissant, sauf chez les anciens chez qui, par distinction, l’esprit de corps se renforce. CHANG Jui-te, “The National Army from Whampoa to 1949”, *op. cit., passim* ; Diana LARY, *Warlord Soldiers: Chinese Common Soldiers, 1911-1937*, Cambridge : Cambridge University Press, 1985, p. 52.

Formée par Sun Zhongshan, désireux de doter la révolution de ses propres troupes, Whampoa doit faire de l'officier un militant, tout comme le Guomindang réformé sur le modèle léniniste veut faire du militant un soldat. Dans la courte formation dispensée (six mois), l'apprentissage politique prend beaucoup de place. Sa forme est calquée sur l'instruction des militaires soviétiques. Quant à son contenu, il exalte le patriotisme, l'obéissance au Parti, le dévouement à la révolution nationale et antiféodale. Du léninisme reste un anti-impérialisme combattif, la conviction que la violence est l'accoucheuse de l'histoire et l'idée que la révolution a besoin d'une avant-garde disciplinée – en l'occurrence l'armée nouvelle, chargée d'éveiller la Chine à la nécessité de se défaire des tares du passé (indolence, faiblesse, superstition, conservatisme). Si des membres du PCC comme Zhou Enlai y tiennent une place importante jusqu'à la rupture du premier Front uni, c'est un anticommunisme virulent qui domine, la lutte des classes étant considérée comme antinationale. Sur le plan militaire, c'est d'abord le savoir-faire militaire nippon que les instructeurs tâchent de transmettre, mêlé à des considérations tirées de l'histoire chinoise – Jiang est particulièrement attaché aux figures de Zeng Guofan et Hu Linyi, artisans de la défaite des Taiping par la mobilisation de la société locale¹⁴³⁴. Une plus grande professionnalisation vient après 1928 quand, le régime établi, l'école révolutionnaire est transférée à la capitale (Nanjing) et prend le nom d'Académie Militaire Centrale (*Zhongyang junxiao* 中央軍校), les modèles allemand et japonais éclipsant progressivement le soviétique.

La formation initiale de la « génération Whampoa » est concomitante de l'Expédition du Nord, épreuve du feu héroïque qui a durablement marqué la mémoire des Nationalistes. Elle fournit un exemple de dévouement à la cause – la perte de « l'esprit du *Beifa* » est rituellement déplorée au cours de la bureaucratisation du régime –, mais lègue aussi la nostalgie d'une conception militaire du succès politique, jusque dans ses aspects les plus sombres : l'Expédition voit se cristalliser des « cultures de violence » particulièrement brutales, marquées par la généralisation de la « paranoïa, de l'intrigue et du meurtre »¹⁴³⁵, et par la systématisation de l'homicide comme solution des inimitiés politiques. Celui-ci ne se limite plus à l'assassinat de puissants, comme le pratiquaient les républicains terroristes de la fin des Qing, mais s'étend à l'élimination impitoyable des tenants d'un projet politique concurrent (comme lors du « coup de Shanghai » de 1927), avec obligation pour les civils de choisir leur camp. Formés pour sauver leur pays de l'« impérialisme » et du « féodalisme », les hommes de Whampoa sont, jusqu'à 1937, plus souvent amenés à « pacifier l'intérieur » (*annei*) qu'à « résister à l'extérieur » (*rangwai*). Appuyés par des conseillers militaires allemands, ils jouent un rôle central dans les cinq campagnes d'encerclement qui finissent par venir

¹⁴³⁴ VAN DE VEN, *War and Nationalism in China*, op. cit., p. 67.

¹⁴³⁵ *Ibid.*, p. 95.

à bout des bases rouges du sud-est en 1933-1934. Au combat, ils sont commandés par des officiers supérieurs plus âgés – de la génération de Chen Yi – issus de l’académie militaire de Baoding¹⁴³⁶, et ce encore au début de la Guerre de résistance. Ses membres montent en grade au cours du conflit, où ils constituent le cœur des officiers présents sur le champ de bataille dans les segments de l’armée directement fidèles au Centre¹⁴³⁷. Dans la deuxième moitié des années 1940, « de nombreux diplômés de Whampoa, particulièrement ceux des quatre premières classes, en [viennent] à occuper des positions de commandement au niveau de la division et du corps d’armée. [Ils] sont volontiers considérés comme un groupe d’élite au sein de l’armée, généralement désigné sous le nom de ‘clique de Whampoa’ »¹⁴³⁸.

Ke Yuanfen échappe au pire : il fait essentiellement carrière dans les états-majors, et ce depuis 1929. Il passe les années 1931-1935 à l’Académie Militaire Centrale avant de rejoindre le Bureau de pacification du Gansu. Il affiche sa loyauté à Jiang Jieshi lors de l’incident de Xi’an en décembre 1936. Quand la guerre éclate le 7 juillet 1937, à en croire ses mémoires, il est au Japon sous une fausse identité d’étudiant pour espionner la mobilisation ennemie¹⁴³⁹. Il revient au pays tard dans l’année (il ne semble pas avoir participé à la bataille de Songhu, qui coûte la vie à tant de ses camarades)¹⁴⁴⁰, avec le grade de major-général (*shaojiang* 少將)¹⁴⁴¹. D’une manière générale, il ne semble pas avoir connu personnellement d’affrontement majeur, même si ses fonctions dans l’état-major le mettent régulièrement en relation avec des praticiens.

¹⁴³⁶ Fondée par Yuan Shikai en 1902 dans le cadre des Nouvelles Politiques. La première République de Chine en hérite. La formation y est essentiellement militaire, la part de l’instruction politique est minime.

¹⁴³⁷ Pour des raisons d’ancienneté, les officiers de Whampoa ne détiennent pas les plus hauts postes au début de la guerre. Ceux qui survivent connaissent pendant le conflit des ascensions très rapides dues aux pertes élevées chez les officiers et au recrutement massif. En 1945, les anciens cadets des quatre premières classes fournissent de nombreux commandants d’armée et de division, particulièrement dans les armées centrales. ZHANG Ruide (Chang Jui-te) 張瑞德, *Kangzhan shiqi guojun renshi* 抗戰時期國軍人事 (Ressources humaines de l’Armée nationale pendant la Guerre de résistance), Taïpei : Academia Sinica, 1993, p. 9.

¹⁴³⁸ CHANG, “The National Army from Whampoa to 1949”, *op. cit.*, pp. 197-198.

¹⁴³⁹ Ke rapporte dans ses mémoires une anecdote à l’authenticité douteuse, mais révélatrice de l’imaginaire politique d’un officier de sa génération. « Après le 7 juillet, les Japonais fêtaient frénétiquement la victoire de leur invasion et se vantaient de pouvoir anéantir la Chine (*miewang Zhongguo* 滅亡中國) en trois mois. Un soir, tard dans la nuit, des étudiants taiwanais qui habitaient dans mon immeuble [à Tokyo] vinrent frapper à ma porte. Je crus d’abord à des Japonais venus fouiller l’appartement [...] avant qu’ils ne me détrompent : il s’agissait bien de compatriotes taiwanais [...]. Effrayés, ils me demandèrent : ‘La propagande japonaise dit-elle vrai ? Car si la Chine est défaite, Taiwan perdra à jamais l’espoir de retourner à la patrie’. Touché par leur sincérité, je leur répondis : ‘ Si la Chine résiste avec résolution, la victoire finale ne peut lui échapper. La terre de Chine est grande, ses ressources abondantes, sa population innombrable [...]. Peut-être nous reverrons-nous à Taiwan’. Puis je leur donnai une carte des provinces chinoises que je portais sur moi, et les exhortai à en prendre soin ». Ke Yuanfen, « Taiwan Er’erba shibian zhi zhenxiang », dans ZLXJ 1, p. 8.

¹⁴⁴⁰ GSG/13400000691A, Ke Yuanfen (20 janvier 1992, Los Angeles). Ke a été décoré pour son comportement lors de la bataille de Songhu, comme tant d’officiers de l’armée centrale, mais sa présence au nord de la Chine à l’automne 1937 rend peu probable sa participation directe aux affrontements.

¹⁴⁴¹ GSG/129000103529A, Ke Yuanfen, Fiche de renseignements personnels, 23 février 1946.

Ke Yuanfen ne fait pas partie de la première clientèle de Chen Yi. Il rejoint celui-ci au Fujian en 1938, au sein du Bureau de la Sécurité (*bao'an chu* 保安處) dont il est chef d'état-major puis commandant de la première brigade. Pas de guerre de partisans pour Ke Yuanfen : Chen fait profil bas face à l'agresseur japonais, et emploie essentiellement Ke à lutter contre le banditisme. Celui-ci y brille en mêlant prudence (l'abandon de tout effort sérieux de conscription, pour tarir le flot de déserteurs et d'insoumis), brutalité nue (la capture et l'assassinat de meneurs par des commandos en civil) et concessions (l'impunité des chefs qui se rendent)¹⁴⁴². Ke Yuanfen est ensuite vice-commandant de la Colonne de sécurité du Fujian (*Fujian bao'an zongdui* 福建省保安縱隊) jusqu'à octobre 1942, sans qu'on sache s'il reste dans la province ou s'il occupe ce poste à titre honorifique depuis Chongqing. En effet, à l'hiver 1941, il intègre l'Institut de Recherche sur la Défense Nationale (IRDN, *Guofang yanjiuyuan* 國防研究院) dans la capitale de guerre, dont il sort au printemps 1944 pour intégrer l'état-major des aides de camp de Jiang (*Junshi weiyuanhui weiyuanzhang shicongshi* 軍事委員會委員長侍從室)¹⁴⁴³.

Après être relevé de ses fonctions au Fujian, Ke Yuanfen commet deux ouvrages d'école, l'un sur la guerre totale, l'autre sur la notion de défense nationale¹⁴⁴⁴. Ces textes offrent un aperçu intéressant sur la rencontre entre la culture des officiers politisés de Whampoa et l'expérience de la guerre totale, et ce qu'elle ouvre de futurs pensables. L'invasion japonaise les confronte en effet à un défi d'une ampleur inédite, sans commune mesure avec les campagnes anticommunistes des années 1930. Ke disserte sur la nécessité d'une mobilisation intégrale, matérielle et spirituelle, seule à même d'entretenir la flamme du patriotisme, la haine de l'ennemi, le sens du sacrifice et la solidarité entre peuple, gouvernement et armée¹⁴⁴⁵. Malgré l'usure et la démoralisation qui gagnent la « Chine libre » après 1940, il veut croire qu'elle trouvera son salut dans son homogénéité raciale, qui rend cette mobilisation spirituelle possible :

¹⁴⁴² GSG/13400000691A, Ke Yuanfen (20 janvier 1992, Los Angeles).

¹⁴⁴³ Les aides de camp de Jiang Jieshi forment un groupe relativement restreint, proche au quotidien du Généralissime qui prend une part personnelle à leur recrutement. Bien que cette affectation, exténuante et relativement ingrate, décourage souvent les vocations et provoque une rotation importante, elle témoigne du fait que Ke Yuanfen est proche des cercles de familiers qui entourent Jiang. Sur cette institution, cf. ZHANG Ruide (Chang Jui-te) 張瑞德, « Wusheng de yaojiao – shicongshi de muliao ren yuan (1936-1945) » 無聲的要角 – 侍從室的幕僚人員 (1936-1945) (Influents mais dans l'ombre : les aides de camp [du Généralissime], 1936-1945), *Jindai Zhongguo*, n° 156, 2004, pp. 141-166.

¹⁴⁴⁴ KE Yuanfen 柯遠芬, *Zongtizhan de zhunbei he shishi* 總體戰的準備和實施 (Préparation et mise en œuvre de la guerre totale), Minzong zhandi chubanshe, 1942 ; KE Yuanfen 柯遠芬, *Zhongguo guofang jianshe zhi yanjiu* 中國國防建設之研究 (Etude sur la construction de la défense nationale), Taibei : Zhengqi chubanshe, 1946 (rédigé en 1943).

¹⁴⁴⁵ KE, *Zongtizhan de zhunbei he shishi*, *op. cit.*, pp. 30-38.

L'unité de la race (*zibongzu de tongyi* 種族的統一) est le facteur crucial de l'union (*tuantie* 團結) spirituelle de la nation (*minzu* 民族). Le sang (*xuetong* 血統) est le facteur déterminant pour l'unité de sentiment et de volonté [...]. Si le sang d'une nation se trouve mêlé, son caractère spécifique en sera affaibli. [...] C'est pourquoi l'unification du sang (*tongyi xuetong* 統一血統) est le moyen d'unifier spirituellement la nation. L'unification du mode de vie de la nation occupe également une place importante dans son unification spirituelle¹⁴⁴⁶.

Cette définition biologique de la nation en guerre renvoie au darwinisme social qui a si profondément marqué les penseurs chinois de la fin du XIXe siècle¹⁴⁴⁷. Ou, plus exactement, à son avatar le plus récent. Car l'idée d'une lutte pour la survie des nations, comprise à la fin des Qing comme une injonction à la réforme ou à la révolution, prend – après une éclipse entre les deux conflits mondiaux – un sens bien plus dramatique avec la Guerre de résistance. L'énormité des pertes (civiles et militaires) et des destructions rend sa concrétude à la métaphore darwinienne, et fait du conflit, pour les ethno-nationalistes chinois, une guerre pour le salut de la race – voire, dans la version la plus optimiste, pour son amélioration :

La guerre [...] est l'aiguillon de l'évolution de l'espèce humaine. L'espèce humaine dépend de la guerre pour se débarrasser des obstacles sur le chemin de l'évolution. La guerre est capable d'éliminer les toxines (*dusu* 毒素) de la vie de l'espèce humaine et de créer ainsi un nouvel organisme (*shengji* 生機), une nouvelle civilisation (*wenming* 文明)¹⁴⁴⁸.

Ce projet grandiose suppose de tirer les conséquences des dimensions inédites du conflit : à guerre totale, Etat total (*quanneng de guojia* 全能的國家). Le monde de l'après-guerre, tel que Ke l'imagine en 1943, sera partagé entre des titans : seuls les Etats-Unis, l'URSS et la Chine seront à même de prétendre à ce titre. La défaite du Japon, qui ne fait plus de doute – la guerre du Pacifique est bien entamée – mettra fin « à la plus longue guerre de l'histoire de l'humanité » (Ke la fait commencer dès 1894, relisant cinquante ans de convulsions nationales à la lumière de l'affrontement avec le

¹⁴⁴⁶ *Ibid.*, p. 16. Ke reprend dans les grandes lignes la thèse monogéniste que Jiang Jieshi officialisera dans *Le Destin de la Chine* : la nation chinoise, bien qu'historiquement formée, est racialement homogène, car elle résulte d'intermariages entre des clans (*zu* 族) déjà apparentés. Sur la genèse de ce discours, cf. James LEIBOLD, "Competing Narratives of Racial Unity in Republican China: From the Yellow Emperor to Peking Man", *Modern China*, n° 32 (2), 2006, pp. 181-220.

¹⁴⁴⁷ Cf. Benjamin SCHWARTZ, *In Search for Wealth and Power: Yen Fu and the West*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 1964.

¹⁴⁴⁸ KE, *Zhongguo guofang jianshe zhi yanjiu*, *op. cit.*, p. 1. Ces accents apocalyptiques sont tempérés par des remarques, elles aussi entièrement orthodoxes, sur le caractère légitime car défensif de la guerre chinoise, qui la rattache à la voie royale et non à la voie de l'hégémon empruntée par le Japon, la Chine n'ayant jamais mené de guerre d'agression (p. 14).

Japon), mais non à tous les dangers. La Chine pourrait devenir le terrain d'affrontements entre l'URSS d'un côté, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne de l'autre. Ke Yuanfen espère une cogestion du Pacifique entre son pays et les Etats-Unis, mais non sans inquiétude : les Américains seront tentés d'imposer le libre-échange à la planète, or le libéralisme et l'internationalisme (sous sa forme capitaliste comme socialiste) sont des ennemis du principe national ; en outre, la Chine n'a pas encore versé assez « de larmes, de sueur et de sang » (en 1943 !) pour mériter son rang parmi les grands vainqueurs. Or la renaissance d'une Chine puissante sera indispensable, une fois le Japon vaincu, à la stabilité de l'Asie de l'Est, à l'avènement d'un âge anticolonial d'autodétermination et à la paix mondiale¹⁴⁴⁹.

En septembre 1945, Chen Yi nomme Ke Yuanfen chef d'état-major de la garnison de Taiwan, avec le rang de lieutenant-général (*zhongjiang* 中將)¹⁴⁵⁰. Le gouverneur n'a pas fait appel à lui pour ses rêveries en chambre – les seigneurs de la guerre de sa génération ont moins de goût pour les dissertations que les diplômés de Whampoa ; pas davantage pour ses exploits guerriers inexistant. Ke s'est révélé un subordonné fiable à l'époque du Fujian et a fait ses preuves dans la répression des ennemis de l'intérieur. Il est, de surcroît, familier des services de renseignement¹⁴⁵¹.

Des services secrets puissants et autonomes

Ceux-ci jouissent d'un pouvoir considérable. A Taiwan, ils sont essentiellement représentés par le Baomiju, dernier avatar du Juntong, les services secrets militaires du régime de Jiang Jieshi. Ces derniers sont beaucoup plus puissants sur l'île que leurs rivaux du Zhongtong, marginalisé à Taiwan quand il n'est pas frontalement attaqué par le Baomiju¹⁴⁵².

A l'automne 1946, le Baomiju compte à Taiwan une station (*zhan* 站, sise à Taibei) et trois sections (*zu* 組, à Penghu, Gaoxiong et Hualian) : en tout, une cinquantaine d'officiers et correspondants (*tongxunyuan* 通訊員), ainsi qu'un assez grand nombre – à en juger par le quadrillage fin dont attestent leurs rapports – d'honorables correspondants (*yiwu tongxunyuan* 義務通訊員) et de contacts ou informateurs (*yunyong rennyuan* 運用人員), qui ne touchent pas de salaire. S'y ajoutera le 9 mars un agent (Liu Geqing) envoyé directement par Jiang Jieshi, pour vérifier que Zhang

¹⁴⁴⁹ KE, *Ibid.*, pp. 4-12, 19-69 et 90-93.

¹⁴⁵⁰ GSG/129000103529A, Ke Yuanfen, Fiche de renseignements personnels, 23 février 1946 ; « Guoshiguan xian cang minguo renwu zhuanji shiliao huibian » 國史館現藏民國人物傳記史料彙編 (Compilation de documents biographiques sur des personnalités de la République conservés au Guoshiguan), n° 6, 1998, p. 167.

¹⁴⁵¹ George Kerr soutient que Jiang Jieshi a obtenu la nomination de Ke Yuanfen pour contrebalancer le pouvoir de Chen Yi par le jeu des factions. KERR, *Formosa Betrayed*, *op. cit.*, p. 269. Cette interprétation ne nous semble pas étayée par les sources disponibles.

¹⁴⁵² LIN Zhenghui 林正慧, « Er'erba shijian zhong de Baomiju » 二二八事件中的保密局 (Le Baomiju dans l'Incident du 28 février), *Taiwan shi yanjiu*, n° 21 (3), 2014, pp. 1-64, pp. 42-44.

Xueliang, en résidence surveillée près de Xinzhu, est toujours sous clé ; il joindra ensuite ses efforts à la station de Taipei¹⁴⁵³. A peu de choses près, cependant, les services secrets qui entrent en action lors de la répression sont déjà sur place le 28 février. Ils ne se réduisent pas à leur organigramme, le renseignement militaire formant une véritable faction au sein de l'Etat (désignée par l'ancien nom de l'agence, « clique du Juntong »), un entrecroisement de réseaux formels et informels qui déborde largement les institutions de renseignements proprement dites et est étroitement lié à la faction de Whampoa – à Taiwan, Ke Yuanfen ou Zhang Mutao sont liés à la clique du Juntong sans appartenir formellement, que l'on sache, à l'institution¹⁴⁵⁴.

Cette puissance des hommes de l'ombre constitue une entorse au projet initial de Chen Yi, qui préfère s'en remettre à une forme autoritaire de légalité. Il ne l'a sans doute pas acceptée de gaité de cœur, ses relations avec le Juntong étant mauvaises depuis l'époque du Fujian (cf. ci-dessous). On peut supposer – guère plus –, que la forte présence du Baomiju à Formose est une manière pour le Centre de contrebalancer le pouvoir de Chen Yi, typique de « l'équilibre des faiblesses »¹⁴⁵⁵ sur lequel repose l'Etat-Guomindang ; ou, plus probable encore, que le Bureau s'est imposé sur l'île par lui-même. A la fin de la guerre, en effet, le renseignement militaire chinois est plus puissant qu'il ne l'a jamais été.

Le Juntong trouve son origine au début des années 1930 quand Jiang Jieshi, déçu par la dégénérescence du Parti et méfiant envers les organisations de masse, décide d'organiser des cadets de Whampoa en un groupe secret dévoué à sa personne. Il est dominé par la figure du maître espion¹⁴⁵⁶ Dai Li (1897-1946), fidèle entre les fidèles du Généralissime, formé au croisement de l'agitation nationaliste et de la pègre dans la Chine des seigneurs de la guerre. De l'imaginaire politique de ces officiers, qui se trouvent associés à des espions professionnels, on peut dire ce que Frederic Wakeman Jr. note au sujet de Dai Li : il incarne « la tension, dans la Chine du XXe siècle, entre des allégeances personnelles féodales et volatiles (*mercurial feudal personalism*) et une discipline révolutionnaire de fer »¹⁴⁵⁷. Censée être dépositaire de l'esprit le plus intransigeant de la révolution, l'organisation de Dai Li s'apparente aussi, par sa structure (serments, fraternité jurée) et ses pratiques (assassinat, enlèvement, racket), aux sociétés secrètes et au monde du crime organisé. Le

¹⁴⁵³ *Ibid.*, pp. 16-18 et 26-27.

¹⁴⁵⁴ Comme l'histoire du Juntong l'atteste abondamment, cette affiliation n'empêche en rien les conflits, parfois violents. Le fait que des agents du Baomiju soumettent des rapports hostiles à Ke Yuanfen après la révolte ne prouve donc pas qu'il soit étranger à l'organisation, comme le pense Lin Zhenghui. *Ibid.*, pp. 2-3.

¹⁴⁵⁵ L'expression (*balance of weakness*) est de Graham PECK, *Two Kinds of Time*, Boston : Houghton Mifflin, 1967.

¹⁴⁵⁶ Nous empruntons l'expression au passionnant ouvrage de Frederic Wakeman Jr., qui retrace en détails l'histoire (diaboliquement compliquée) du Juntong, simplifiée ici à grands traits. Frederic WAKEMAN Jr., *Spymaster: Dai Li and the Chinese Secret Service*, Berkeley : University of California Press, 2003.

¹⁴⁵⁷ WAKEMAN, *Spymaster*, *op. cit.*, p. xiii.

Juntong proprement dit est créé en 1938, et atteint l'apogée de sa puissance pendant la guerre. Dai Li obtient d'avoir les mains libres dans le renseignement militaire et les opérations secrètes, ne rendant plus de compte qu'à Jiang en personne, qui s'en remet d'autant plus à lui qu'il sent le contrôle lui échapper sur la société chinoise et, bien souvent, son propre gouvernement¹⁴⁵⁸. Le Juntong devient un Etat dans l'Etat disposant de son propre système pénal (illégal) et carcéral, sur lequel le Généralissime est loin d'exercer un contrôle systématique¹⁴⁵⁹. Ses activités s'étendent à tout le territoire, y compris dans certaines zones occupées, avec une présence très forte dans les finances publiques, les affaires, les transports, les communications et la police – sans compter l'armée, son domaine traditionnel¹⁴⁶⁰. Du fait de la militarisation du Parti et de l'Etat amenée par la guerre, le Juntong supplante de manière décisive le Zhongtong, plus influent dans l'administration civile. Une croissance exponentielle l'amène de 2000 agents au début de 1938 à 40 ou 50 000 à la fin de la guerre, sans compter 20 000 honorables correspondants et des dizaines de milliers de combattants réguliers et irréguliers placés sous ses ordres¹⁴⁶¹.

Si une telle inflation entraîne un relâchement des liens entre ses membres, le Juntong reste une institution exigeante à laquelle ses agents sont théoriquement liés corps et âme (la démission est interdite, tout comme le mariage, tant que la patrie n'est pas libérée), les violations de la discipline interne étant facilement punies de mort. Assassinats de Japonais et de collaborateurs, organisation de guérillas et de commandos dans les zones occupées, collecte de renseignement au sein de l'armée nationale, maintien d'un contact avec les forces d'occupation et fantoches, lutte acharnée contre les Communistes sous couvert de Front uni, coordination avec les renseignements militaires américains : le Juntong se rend indispensable¹⁴⁶².

L'organisation s'intéresse à Taiwan à partir de 1940. Pas immédiatement en vue d'une reconquête (qui n'est envisagée qu'en 1943) : il s'agit d'abord d'infiltrer l'île pour collecter des renseignements sur une avancée japonaise en Asie du Sud Est. Après la chute de Hong Kong en décembre 1941, les services de Dai Li se rabattent sur le Fujian comme principale base arrière des opérations à Taiwan. Progressivement, le travail destiné à Formose se voit confié en priorité à la station du Minnan (sud-Fujian, basée à Xiamen) dirigée depuis 1941 par Chen Dayuan 陳達元¹⁴⁶³,

¹⁴⁵⁸ Hsi-sheng CHI, *Nationalist China at War: Military Defeats and Political Collapse, 1937–45*, Ann Arbor : University of Michigan Press, 1982, p. 225.

¹⁴⁵⁹ LUO Jiurong (Lo Jiu-jung) 羅九蓉, « Cong Juntong dao Baomiju » 從軍統到保密局 (Du Juntong au Baomiju), dans WU Shufeng 吳淑鳳 (dir.), *Buke hulüe de zhanchang : Kangzhan shiqi de Juntongju* 不可忽略的戰場 : 抗戰時期的軍統局, Taibei : Guoshiguan, 2012, pp. 259-309, p. 264.

¹⁴⁶⁰ LUO, « Cong Juntong dao Baomiju », *op. cit.*, p. 259 ; WAKEMAN, *Spymaster*, *op. cit.*, pp. 130-132 et 218.

¹⁴⁶¹ *Ibid.*, pp. 253-254 ; LIN, « Er'erba shijian zhong de Baomiju », *op. cit.*, p. 4.

¹⁴⁶² WAKEMAN, *Spymaster*, *op. cit.*, pp. 220-225, 243-250 et 260-261 ; WAKEMAN, « "Hanjian (Traitor)!" », *op. cit.*, *passim*.

¹⁴⁶³ LIN, « Er'erba shijian zhong de Baomiju », *op. cit.*, pp. 4-5.

un Fujianais né en 1905, à la formation de civil (il est diplômé d'agronomie), qui a fait carrière dans les renseignements dans sa province d'origine. Au Fujian, le Juntong est influent dans un large éventail d'institutions, mais particulièrement dans la police et surtout la police militaire (cf. ci-dessus)¹⁴⁶⁴ ; la section du renseignement du Bureau de la sécurité (*Bao'an chu diebao gu* 保安處諜報股) lui sert de couverture publique¹⁴⁶⁵. Cependant, la cohabitation avec Chen Yi est malaisée. Le renforcement des services secrets au début de la guerre porte parfois ce conflit à incandescence : en 1938, Chen exécute de sa propre main Zhang Chao, chef de la station du nord-Fujian (basée à Fuzhou), dont les abus de pouvoir (exécution et arrestations arbitraires sous couvert de chasse aux traîtres) sont devenus insupportables¹⁴⁶⁶. Chen Dayuan, qui occupe le poste officiel de directeur des Jeunesses tridémistes à Zhangzhou, semble entretenir avec lui des relations plus faciles¹⁴⁶⁷. Les menées japonaises au Fujian dans les années 1930 brouillent quelque peu la frontière entre guerre et avant-guerre, pour ce qui touche les activités du Juntong. Celles-ci consistent, en plus du renseignement, en une lutte acharnée – clandestine avant 1937 – contre les rôbins et les espions ennemis (pour beaucoup taiwanais)¹⁴⁶⁸, puis dans la chasse aux « traîtres », ainsi qu'aux Communistes quand le Front uni se fissure¹⁴⁶⁹. A la chute de Xiamen puis Fuzhou, elles continuent dans la clandestinité, en se dispersant géographiquement¹⁴⁷⁰. Chen Dayuan est également chargé, à la fin de la guerre, de la coopération avec la *Sino-American Cooperative Organization* (*Zhongmei hezuo suo* 中美合作所), avide de renseignements sur les mouvements de la flotte japonaise le long de la

¹⁴⁶⁴ LI Jingchun 李景春, « Fuxingshe zai Fujian de zuzhi yu huodong » 复兴社在福建的组织与活动 (Organisation et activités de la Société de la renaissance au Fujian), dans *Fujian sheng zhengxie wenshi ziliao yanjiu weiyuanhui* (dir.), *Juntong zai Fujian* 军统在福建 (Le Juntong au Fujian), Fuzhou : Wenshi ziliao yanjiu weiyuanhui, 1988, pp. 1-14, p. 3.

¹⁴⁶⁵ LIN Chengji 林成基, « Juntong Minbei zhan shimo » 军统闽北站始末 (Vie et mort de la station du nord-Fujian du Juntong), dans *ibid.*, pp. 15-50, p. 15.

¹⁴⁶⁶ LI Jingchun 李景春, « Fuxingshe zai Fujian de zuzhi yu huodong », *op. cit.*, pp. 15-16 et 38. Jiang Jieshi doit intervenir personnellement pour soustraire Chen à la fureur de Dai Li.

¹⁴⁶⁷ LIU Hunsheng 刘浑生, « Juntong Minnan zhan gaikuang » 军统闽南站概况 (Aperçu de la station du sud-Fujian du Juntong), dans *Juntong zai Fujian*, *op. cit.*, pp. 116-135, p. 118.

¹⁴⁶⁸ LIU Zhennan 刘震南, « Fujian shenghui jingchaju tewu zuzhi gaikuang » 福建省会警察局特务组概况 (Aperçu de l'organisation des services secrets dans le bureau de police de la province du Fujian), dans *ibid.*, pp. 70-90, pp. 81-84. La protection consulaire dont les rôbins jouissent conforte le Juntong dans sa tendance à flirter avec la criminalité : faire rouer de coups un agent japonais par un mafieux présente moins de risques diplomatiques qu'agir directement.

¹⁴⁶⁹ WANG Binghui 王丙辉, « Juntong mimi zuzhi yu Yanjian jingbei zongsilinbu jichasu » 军统南秘密组与延建警备总司令部稽查所 (L'organisation secrète du Juntong et le bureau des douanes du commandement de la garnison de Yanjian), dans *ibid.*, pp. 51-69, p. 52. Les *wenshi ziliao*, souvenirs de « l'ancien régime » compilés en RPC, mettent lourdement l'accent sur cette lutte anticommuniste pour discréditer l'effort de guerre Nationaliste. Les exemples, pourtant, relèvent dans leur grande majorité du combat contre les Japonais et leurs collaborateurs, le PCC étant relativement faible au Fujian.

¹⁴⁷⁰ LIN, « Juntong Minbei zhan shimo », *op. cit.*, p. 20.

côte¹⁴⁷¹. Avec l'aide des Américains, Chen entraîne des commandos qui font brièvement (ils ne sont opérationnels qu'en mai 1945) le coup de feu contre les Japonais, harcelant l'arrière des troupes impériales en retraite – c'est le principal fait d'armes de ce civil, qui lui vaut une décoration et dont il tire une grande fierté personnelle¹⁴⁷².

Les Américains encouragent le Juntong à recruter des Taiwanais pour préparer un débarquement sur l'île. A Chongqing, Dai Li, faute de volontaires, se rabat sur des prisonniers formosans de l'Armée Impériale¹⁴⁷³. Il y a plus de candidats au Fujian, la proximité géographique mettant à disposition du Juntong quelques *banshan* gagnés au nationalisme chinois et davantage d'individus aux motivations plus ambiguës. Les agents formosans au service de l'ennemi, qui monnaient un accès aux services japonais, sont particulièrement prisés¹⁴⁷⁴. Lin Dingli 林頂立, qui dirige la station de Taiwan lors de l'Incident du 28 février (et apparaît dans les documents officiels sous le pseudonyme de Zhang Bingcheng 張秉承), est l'un d'eux. Né dans une famille de commerçants du centre de l'île en 1908, Lin Dingli étudie dans un lycée du Fujian avant de passer par l'université Meiji à Tokyo. On le retrouve comme agent de l'armée japonaise dans la région de Xiamen après 1931¹⁴⁷⁵. Retourné par le Juntong en 1939, il passe l'essentiel du conflit sous couverture à Xiamen, rattaché à la station du Minnan. Le personnage est assez opaque, et son parcours heurté complique l'identification de ses mobiles. Il pourrait s'agir d'un simple opportuniste, comme le suggèrent les appréciations contenues dans son dossier personnel, qui laissent entrevoir un individu peu apprécié de ses collègues (tout comme Chen Dayuan)¹⁴⁷⁶. Toujours est-il qu'il reste fidèle à ses nouveaux patrons et se coule dans le moule, adoptant le vocabulaire et l'attitude d'un serviteur de la révolution nationale chinoise¹⁴⁷⁷. Le Bureau confie à son équipe un rôle central dans la préparation des opérations à Taiwan¹⁴⁷⁸. Celle-ci comprend

¹⁴⁷¹ GSG/1280023200001A, Chen Dayuan, documents personnels.

¹⁴⁷² « Chen Dayuan », dans *Dictionnaire de l'Incident du 28 février*, pp. 440-441 ; GSG/129000098169A, Chen Dayuan, rapport d'enquête sur les représentants de la Ligue des Jeunesses tridémistes, 1943.

¹⁴⁷³ LIN, « Er'erba shijian zhong de Baomiju », *op. cit.*, p. 5.

¹⁴⁷⁴ LIU, « Juntong Minnan zhan gaikuang », *op. cit.*, p. 119 ; LIN, « Juntong Minbei zhan shimo », *op. cit.*, pp. 44-45.

¹⁴⁷⁵ Au début de l'année 1937, les services de Dai Li anticipent les plans japonais d'invasion de la Chine du sud avec une certaine précision, prévoyant notamment l'usage massif de sujets formosans comme « cinquième colonne ». Lin Dingli est identifié parmi les cadres taiwanais probables d'une telle opération. GSG/002/060100/00122/022, Documents de travail de Jiang Jieshi, 2 mars 1937.

¹⁴⁷⁶ GSG/129000100583A, Lin Dingli, documents personnels. Le fait qu'il ait été condamné pour crimes économiques dans les années 1950 ne joue pas en sa faveur.

¹⁴⁷⁷ Le prénom pseudonymique qu'il adopte, Bingcheng 秉承, est emprunté au lexique de la fidélité inconditionnelle au chef dont le Juntong est friand. Cf. plus haut.

¹⁴⁷⁸ CHENG Yiming 程一鸣, *Juntong tenu zuzhi de zhenxiang* 军统特务组织的真相 (La vérité sur les services secrets du Juntong), Guangzhou : Guangdong renmin, 1980, p. 281 ; GSG/129000100583A, Lin Dingli, documents personnels

d'autres Formosans au parcours également sinueux, comme Xu Dehui 許德輝, qui entretient des liens étroits avec les rôbins du Fujian¹⁴⁷⁹.

Les premiers officiels de la République de Chine à mettre le pied à Taiwan après la défaite japonaise sont deux hommes du Juntong accompagnés de collègues de la CIA (préoccupés par le sort des prisonniers de guerre Alliés)¹⁴⁸⁰. En novembre 1945, Chen Dayuan prend la tête de la station de Taiwan (*Taiwan zhan* 台灣站), suivi par bon nombre de ses collaborateurs du Minnan, tels son secrétaire Mao Jian¹⁴⁸¹, Lin, ou Xu. Comme tous les organes du Juntong, la station basée à Taïpei est doublée par une structure officielle, le Bureau d'enquête du QG de la garnison (*jingbei zongsilingbu diaochashi* 警備總司令部調查室), dont Chen est également le directeur.

Les quinze mois qui séparent la rétrocession de l'Incident du 28 février sont essentiellement occupés par l'organisation d'un réseau à partir d'une base presque nulle, tant le contrôle de la puissance coloniale était étroit et les vocations rares (les agents se plaignent du manque de patriotisme des Formosans). Les agents taiwanais comme Lin Dingli et Xu Dehui sont d'autant plus précieux pour recruter des informateurs locaux, en commençant par des patrons d'auberges ou de salons de thé, etc, ainsi que d'anciens rôbins rapatriés à la fin de la guerre, qu'il est facile de faire chanter au besoin¹⁴⁸². Pour le reste, le Juntong assiste la garnison dans la lutte contre les espions (*fangdie* 防諜) et l'épuration des traîtres (*sujian*), c'est-à-dire les agents japonais *stay behind*, les civils nippons, les notables les plus collaborateurs, puis les Communistes « et autres groupes réactionnaires »¹⁴⁸³. Chen Dayuan ne semble pas se montrer particulièrement intransigeant, et plaide pour abandonner les poursuites pour trahison contre les Taiwanais (cf. chapitre VI)¹⁴⁸⁴.

Le Juntong est remplacé par le Baomiju en octobre 1946. Cette transformation est liée à la volonté du pouvoir Nationaliste de prendre une allure « démocratique », dans le cadre de la concurrence avec le PCC. Au faite de son pouvoir après la victoire, le Juntong atteint également des tréfonds d'impopularité, ses agents étant idéalement placés pour détourner à leur profit la récupération des biens spoliés par les Japonais et l'épuration des « traîtres », constituant un véritable empire économique. Ces abus constituent des cibles faciles pour les adversaires politiques du Guomindang¹⁴⁸⁵. Dans le cadre de la démobilisation partielle qui suit la défaite japonaise et suite à la mort accidentelle de Dai Li en mars 1946, Jiang Jieshi ordonne un dégraissage considérable du renseignement militaire, (plusieurs dizaines de milliers d'agents sont limogés) et la dissolution

¹⁴⁷⁹ LIN, « Er'erba shijian zhong de Baomiju », *op. cit.*, p. 8.

¹⁴⁸⁰ *Ibid.*, pp. 6-7.

¹⁴⁸¹ LIU, « Juntong Minnan zhan gaikuang », *op. cit.*, p. 119.

¹⁴⁸² LIN, « Er'erba shijian zhong de Baomiju », *op. cit.*, pp. 7-9 et 12.

¹⁴⁸³ *Taiwan sheng jingbei zongsilingbu zhounian gongzuo gaikuang baogaoshu*, *op. cit.*, p. 93.

¹⁴⁸⁴ GSG/1280023200001A, Chen Dayuan, documents personnels.

¹⁴⁸⁵ WAKEMAN, *Spymaster*, *op. cit.*, p. 359 ; LUO, « Cong Juntong dao Baomiju », *op. cit.*, pp. 260-262.

formelle du Juntong¹⁴⁸⁶. Celui-ci fonctionnait selon le principe du dédoublement entre structures secrètes et publiques, les secondes fournissant une couverture aux premières mais étant dirigées par les mêmes personnes (ainsi Chen Dayuan dirigeait-t-il à la fois la station de Taiwan et le Bureau d'enquête). Le Baomiju qui lui succède repose en théorie sur une séparation nette des activités clandestines et ouvertes, plus conforme à l'image que le Guomindang souhaite renvoyer¹⁴⁸⁷ ; il est censé se limiter au renseignement et ne disposer d'aucune force exécutoire, fût-ce derrière des « écrans » légaux. En réalité, la pratique change peu. A Taiwan, néanmoins, cette réforme correspond à une « taiwanisation » du renseignement militaire : si la station et le Bureau d'enquête continuent de collaborer étroitement, Chen ne conserve la tête que du second, remplacé à la direction de la première par Lin Dingli¹⁴⁸⁸. Lors de la révolte, le Baomiju taiwanais est donc encadré par deux types d'hommes aux parcours distincts : les continentaux et les Formosans. Les premiers partagent pour l'essentiel la culture politique de la clique de Whampoa – c'est le cas de Chen Dayuan, bien que civil, ou du mystérieux Yao Huchen 姚虎臣 (sans doute un agent de liaison entre la centrale de Nanjing et la station de Taibei)¹⁴⁸⁹. Il semble que ces hommes servent de relais entre le QG de la garnison et le renseignement de terrain. Ce dernier est essentiellement confié aux hommes du second groupe, plus familiers des conditions locales mais aux parcours plus ambigus – agents doubles ou retournés pendant la guerre, en cheville avec des malfrats dont beaucoup ont servi d'hommes de main à l'impérialisme japonais.

Ces passés chargés, qu'ils doivent se faire pardonner, ne les prédisposent pas nécessairement à la modération – pas plus que leur paranoïa professionnelle et leur accoutumance à l'exécution sommaire des « traîtres ». Passée la paralysie des dix premiers jours, durant lesquels leur action se limite à un peu de renseignement¹⁴⁹⁰ et à l'infiltration des groupes rebelles, ils jouent un rôle décisif dans la vague d'assassinats qui frappe l'île dès l'arrivée des renforts (cf. chapitre IX). Comme indiqué précédemment, ces derniers ne représentent toutefois qu'une petite part de la létalité de la répression, dont le gros est composé d'homicides non ou peu discriminés, qui sont le fait de l'armée.

¹⁴⁸⁶ *Ibid.*, p. 263 ; LIN, « Er'erba shijian zhong de Baomiju », *op. cit.*, pp. 9-10.

¹⁴⁸⁷ Dai Li lui-même, avant sa mort, rêvait d'un Juntong modelé sur le FBI américain, plus convenable à « un pays démocratique avancé ». LUO, « Cong Juntong dao Baomiju », *op. cit.*, pp. 275-279. Le fait rappelle les projets contrariés de Chen Yi à Taiwan : les dirigeants de la République de Chine, dans l'après-guerre, sont fascinés par un modèle « civilisé » auquel ils sont incapables de se conformer.

¹⁴⁸⁸ LIN, « Er'erba shijian zhong de Baomiju », *op. cit.*, pp. 20-21.

¹⁴⁸⁹ Son pseudonyme est emprunté à un camarade de la 6^{ème} classe de Whampoa tombé au combat. LIN, « Er'erba shijian zhong de Baomiju », *op. cit.*, p. 41.

¹⁴⁹⁰ A en croire les documents disponibles, très peu de rapports sont communiqués à la station de Taibei avant l'arrivée des renforts continentaux. Cf. BMJ 1 et BMJ 2, *passim*.

II. LE MAL PAR LE MAL : L'ARMÉE DE LA REPRESSION

L'étude de l'armée chinoise est un exercice difficile et passablement frustrant dès lors qu'on aspire à dépasser la description des grandes manœuvres et des réformes institutionnelles. La pauvreté des recrues, le contrôle étatique approximatif et le caractère aride et stéréotypé des récits de guerre¹⁴⁹¹ rendent difficile une analyse de profils individuels, sans même parler d'une sociologie plus systématique. Cela n'empêche pas de tenter, à partir des informations éparses dont on dispose, de retracer des trajectoires. Or celle des soldats qui mettent au pas l'insurrection formosane diffère de celle des acteurs présentés ci-dessus sur un point essentiel : ils ont vu le feu pendant plusieurs années lors de la Guerre de résistance.

A. Les troupes stationnées sur l'île au 28 février 1947

Les explications officielles de la paralysie des troupes chinoises dans la première semaine des événements font toutes mention de la minceur des forces armées présentes sur l'île. Il règne en réalité un certain flou sur cette question. Les décomptes dont nous disposons sont postérieurs à la révolte et tendent à sous-évaluer les effectifs de l'armée à la date de son éclatement, que ce soit pour exonérer cette dernière de sa piètre performance ou pour souligner l'imprudence commise par Chen Yi en renvoyant une grande partie de ses forces sur le continent. Les estimations doivent donc être prises avec prudence. Les plus complètes font état, hormis les forces de police et les deux bataillons de la police militaire déjà mentionnés, d'environ 5000 hommes en état de se battre en février 1947, sur quelque 26 000 soldats en tout.

¹⁴⁹¹ Pendant la Guerre de résistance, la hiérarchie demande aux officiers de tenir des journaux, mais ceux-ci sont soumis à des normes strictes qui les rendent très impersonnels. Aaron Moore, qui s'est penché sur ces sources pour sa thèse de doctorat, voit dans la tenue de ces journaux un exercice « d'autodiscipline » par lequel les officiers travaillent à incorporer le langage officiel. Cf. MOORE, *Writing War, op. cit., passim*. Les récits *a posteriori* font preuve de la même sécheresse : en Chine, l'expérience individuelle de la guerre n'est pas un genre littéraire consacré – dans les termes plus crus de Hans Van de Ven, la Chine a produit très peu de « pornographie guerrière » (*war porn*), ce qui a l'inconvénient de priver l'historien de sources sur la pratique du combat. Entretien avec Hans Van de Ven, Cambridge, novembre 2015.

Troupes présentes à Taiwan à la veille de l'Incident du 28 février

Unité	Lieu de stationnement	Effectifs réels			Remarque
		Officiers	Soldats	Total	
QG de la garnison	Taibei	381	976	1357	La moitié en état de combattre.
Régiment indépendant de la 21 ^{ème} division	Région de Gaoxiong ¹⁴⁹²	154	2097	2251 1493	En état de combattre
Bataillon du génie de la 21 ^{ème} division	Entre Xinzhu et Taizhong ¹⁴⁹⁴	27	443	470	En état de combattre
4 ^{ème} régiment de la police militaire (deux bataillons)	Taibei	166	1515	1681	Missions non combattantes
Fort de Jilong	Jilong	293	2581	2874	500 hommes par fort aptes à intervenir hors du périmètre du fort.
Fort de Gaoxiong	Gaoxiong	345	2448	2793	
Fort de Magong	Magong	235	1626	1861	
Bureau du ravitaillement	Taibei	900	3070	3970	Gardent les entrepôts
Commissariat spécial de la Marine à Taiwan/Penghu	Gaoxiong	299	2098	2397	Sans capacité de combattre
QG de l'armée de l'Air pour la région de Taiwan	Taibei	293	1846	2139	Gardent les aérodromes
21 ^{ème} régiment du train	Taibei	172	1344	1516	Chargés du transport
Autres troupes affectées aux organes de l'Etat (機關)		633	1653	2286	Sans capacité de combattre
Total		4265	21 629	25 894	

¹⁴⁹² A Fengshan (état-major, 2^{ème} bataillon, 9^{ème} compagnie du 3^{ème} bataillon), Gaoxiong (7^{ème} compagnie du 3^{ème} bataillon), Pingdong (8^{ème} compagnie du 3^{ème} bataillon), Gangshan (compagnie de mitrailleurs). Le 1^{er} bataillon est réparti entre Tainan, Jiayi et Yunlin. Liu Yuqing, Dai Chuanxin et Jiang Chonglin, « Lujun zhengbian di ershiyi shi dui Taiwan shibian kanluan gaiyao », pièce jointe n° 1, dans ZLXJ 1, p. 223.

¹⁴⁹³ Pour les effectifs du régiment indépendant, nous suivons Liu Yuqing, Dai Chuanxin et Jiang Chonglin, « Lujun zhengbian di ershiyi shi dui Taiwan shibian kanluan gaiyao », et retenons un chiffre différent de celui que donne Yang Chenguang (2251 hommes au lieu de 2927). Ce dernier nous semble omettre de retrancher du total le bataillon de ce régiment affecté au QG de la garnison, et par conséquent le compter deux fois. Cette hypothèse est cohérente avec la différence trouvée (676 hommes).

¹⁴⁹⁴ Dans la ville de Xinzhu, les bourgs de Wuri et Fengyuan (environs de Taizhong), et le canton de Gongguan (environs de Miaoli). Liu Yuqing, Dai Chuanxin et Jiang Chonglin, « Lujun zhengbian di ershiyi shi dui Taiwan shibian kanluan gaiyao », pièce jointe n° 1, dans ZLXJ 1, p. 223.

Source des données : YANG Chengguang 楊晨光, « Er'erba shijian qijian zhengbian ershiyi shi zhuli fuTai jingguo » 二二八事件期間整編廿一師主力赴台經過 (Déroulement de l'expédition à Taiwan de la 21^{ème} division réorganisée lors de l'Incident du 28 février), dans ZHU (dir.), *Er'erba yanjiu de xiaokanxue shijiao*, *op. cit.*, pp. 182-213, p. 186 ; Liu Yuqing, Dai Chuanxin et Jiang Chonglin, « Lujun zhengbian di ershiyi shi dui Taiwan shibian kanluan gaiyao », pièce jointe n° 1, dans ZLXJ 1, p. 223.

Les troupes en état de se battre seraient donc :

- le gros du régiment indépendant de la 21^{ème} division (2250 hommes), chargé de garder (*jianhu qimwu* 監護勤務) la province au sud de Jiayi (compris) ;
- sous les ordres directs du quartier général de Taibei, un bataillon (*ying* 營) du régiment indépendant de la 21^{ème} division (autour de 700 hommes) ;
- un bataillon (*ying*) du génie (*gongbing* 工兵) de la même division (autour de 500 hommes), chargé de garder la province au nord de Taizhong (compris) ;
- trois bataillons (*shouwei dadui* 守衛大隊) gardant les forts de Magong, Jilong et Gaoxiong (environ 500 hommes chacun) et prêts à intervenir¹⁴⁹⁵.

À en croire certaines sources, ce contingent utilisable de 5000 hommes ou plus serait en charge non seulement de la défense du territoire, mais également de la protection des quelque 450 entrepôts et 64 aérodromes de l'île¹⁴⁹⁶. L'historien taiwanais Yang Chengguang estime pour sa part que ces gardes sont à défalquer des 26 000 hommes présents sur l'île, car ils incluent le personnel de l'armée de l'air qui garde les aérodromes, celui de la Marine réparti dans les ports¹⁴⁹⁷, les gardes des entrepôts du Bureau de ravitaillement (*gongyingju* 供應局) et un régiment du train. Retenons donc le chiffre de 5000 soldats opérationnels comme un maximum, même les soldats casernés en dehors des forts (régiment indépendant et du génie) étant pour partie affectés à la protection de points sensibles (bâtiments publics, gares, certaines usines, entrepôts et arsenaux...)¹⁴⁹⁸.

¹⁴⁹⁵ IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi », annexes.

¹⁴⁹⁶ Rapport de Yu Youren à Jiang Jieshi, 16 avril 1947, dans ZLXJ 2, pp. 265-328. Il doit y avoir un strict minimum de deux gardes par point sensible, et probablement plus : le 2 avril – date certes ultérieure à l'arrivée de renforts – les entrepôts des environs de Xinzhu sont gardés par cinq, dix ou vingt hommes. Déploiement de la garnison du fort de Jilong, dans ZLXJ 3, p. 183.

¹⁴⁹⁷ La Marine joue un rôle négligeable dans la répression, sauf dans un assaut contre des rebelles à Zuoying (près de Gaoxiong) le 9 mars (ZHANG (dir.), *Er'erba shijian zeren guishu yanjiu baogao*, *op. cit.*, pp. 158-160) et à Jilong, où un navire débarque des soldats pour protéger les entrepôts et les docks le 7 mars. « Taiwan Er'erba shibian Jilong qu suiying baogao shu » 台灣二二八事變基隆區綏靖報告書 (Rapport de pacification de la zone de Jilong sur les événements du 28 février à Taiwan) », dans ZLXJ 3, pp. 365-366.

¹⁴⁹⁸ YANG, « Er'erba shijian qijian zhengbian ershiyi shi zhuli fuTai jingguo », *op. cit.*, p. 185.

B. Premiers contacts

En février 1947, il reste peu de choses des troupes qui ont fait si mauvaise impression à l'automne 1945, les 62^{ème} et 70^{ème} divisions réorganisées (*zhengbianshi* 整編師)¹⁴⁹⁹.

Ici encore les effectifs sont incertains, les divisions chinoises variant beaucoup en taille durant le processus de réorganisation. Le consulat britannique estime le total des troupes présentes sur l'île à la fin de février 1946 à 55 ou 60 000, les deux divisions en constituant l'essentiel. C'est peut-être un peu surévalué, puisqu'elles comptent respectivement 23 000 et 13 000 hommes à leur départ de Taiwan¹⁵⁰⁰ (achevé pour la première en octobre 1946, pour la seconde en décembre)¹⁵⁰¹. Après avoir débarqué respectivement à Jilong et Gaoxiong, les 62^{ème} et 70^{ème} divisions se partagent l'île, la première au nord (son quartier général est sis à Taibei, avec des cantonnements secondaires à Jilong, Xinzhu, Yilan et Danshui), la seconde au sud (le QG est à Tainan, les autres bases à Gaoxiong, Taizhong, Jiayi, Zuoying, Pingdong et Fengshan)¹⁵⁰².

Les déprédations des troupes chinoises à Taiwan en 1945-1946 sont assez bien connues, leurs auteurs beaucoup moins. Les observateurs britanniques estiment ces hommes âgés de 12 à 40 ans, et peu aptes au combat – tout juste bons à la répression des émotions populaires¹⁵⁰³.

La 70^{ème} division (ex-armée) est rangée par un historien militaire chinois parmi les troupes « demi-centrales » (*ban dixi* 半嫡系). Ses hommes, en bonne partie originaires du Hunan, traversent le pire des premières années de la guerre dans la région du Yangzi au sens large – c'est-à-dire là où les combats sont les plus intenses –, avec des engagements dans les batailles de Songhu, Wuhan, Nanchang, Changsha (la deuxième) et Shangao. Originellement conduits par un compatriote, ils sont commandés depuis 1941 par Chen Kongda 陳孔達, un Zhejiangais, dans ce qui semble être une manœuvre de Jiang Jieshi pour renforcer son contrôle sur ces troupes. La 70^{ème} armée participe en 1942 à la défense des aérodromes américains du sud de la Chine¹⁵⁰⁴, que les Japonais attaquent dans l'espoir d'enrayer les raids Doolittle. Elle est ensuite chargée jusqu'à la fin de la guerre de la

¹⁴⁹⁹ La « réorganisation » (*zhengbian* 整編) désigne un processus de démobilisation partielle étiré sur toute l'année 1946, qui vise à réduire la pléthorique armée nationale (109 armées, 339 divisions, entre 4,3 et 4,7 millions d'hommes – ce qui représente déjà une réduction considérable par rapport aux 6 millions d'août 1945). On procède en rétrogradant les armées en divisions, les divisions en brigades, les brigades en régiments, etc. Les deux divisions présentes à Taiwan sont donc issues des 62^{ème} et 70^{ème} armées. CAO, *Zhongguo Guomindang jun jianshi*, *op. cit.*, pp. 1370-1380.

¹⁵⁰⁰ *Ibid.*, pp. 1395-1396.

¹⁵⁰¹ CHU, *Er'erba shijian yanjiu*, *op. cit.*, pp. 184-185.

¹⁵⁰² CAO, *Zhongguo Guomindang jun jianshi*, *op. cit.*, pp. 1335 ; XI, *Jingcha yu Er'erba shijian*, *op. cit.*, pp. 34-35.

¹⁵⁰³ NARA/RG226/173/11, lieutenant-commandant Max Berman, "A Survey of Present Conditions in Formosa", 4 février 1946.

¹⁵⁰⁴ Les Chinois la connaissent sous le nom de « bataille du Zhejiang-Jiangxi », *Zhe-Gan zhanyi* 浙贛戰役.

défense de l'arrière-pays de Fuzhou, où elle absorbe une partie des forces de sécurité du Fujian¹⁵⁰⁵, raison pour laquelle on l'envoie ensuite à Formose.

La 62^{ème} armée n'a de lien avec le Fujian et Chen Yi que par son général depuis 1939, Huang Tao 黃濤, stationné à Xiamen quelques mois au début de la guerre¹⁵⁰⁶. Entièrement composée de troupes du Guangdong, elle s'en tient à des affrontements dans le nord de sa province d'origine jusqu'au printemps 1944. Elle est alors envoyée dans la neuvième zone de guerre (sud-Hubei/Hunan) à la rencontre de l'opération Ichigo, puis participe successivement aux batailles géantes de Changheng et de Guiyang¹⁵⁰⁷. Ce sont donc des hommes tardivement mais violemment éprouvés qu'on envoie accepter la reddition japonaise au Vietnam en septembre 1945 (au nord du 16^{ème} parallèle), avant de les affecter à Taiwan.

Ces hommes, réarmés avec du matériel américain à la fin de la guerre, sont réputés plus efficaces et disciplinés que leurs camarades de la 70^{ème} division¹⁵⁰⁸. Pourtant, la « libération » du nord-Vietnam par les troupes chinoises anticipe de manière saisissante ce qui attend les compatriotes taiwanais. La solidarité anticoloniale dont le commandant en chef Lu Han fait preuve (il tient les Français à l'écart, à la satisfaction des indépendantistes vietnamiens) se paye d'une « exploitation économique débridée » – réquisitions alimentaires, achats forcés avec une monnaie chinoise fortement surévaluée, culture illégale du pavot. Les incidents se multiplient sur les marchés, à la suite du refus d'un commerçant d'accepter la monnaie de singe des soldats chinois. Les cas de brutalité, d'occupation illégale de bâtiments (en particulier ceux saisis aux Japonais), de vol, parfois de meurtre, se multiplient. L'opinion est bientôt vivement hostile aux Chinois, qu'elle accuse en outre de colporter des maladies et de violer les femmes. Les officiers Nationalistes ne punissent leurs hommes qu'occasionnellement : ils partagent la conviction d'arriver en libérateurs¹⁵⁰⁹. Or les Vietnamiens ne le voient pas de cet œil. Eux aussi, les jeunes surtout, ont été impressionnés par la « modernité militaire » japonaise, qui a si spectaculairement humilié les Français¹⁵¹⁰. Quant aux soldats chinois,

¹⁵⁰⁵ CAO, *Zhongguo Guomindang jun jianshi*, *op. cit.*, pp. 923, 996, 1055, 1075 et 1184.

¹⁵⁰⁶ HUANG Tao 黃濤, « Di yiwuqi shi zhuXia qijian zhi fangwu » 第一五七师驻厦期间之防务 (Les missions défensives de la 157^{ème} division pendant son stationnement à Xiamen), dans XUE, YUE *et al.*, *Zhengmian zhanchang*, *op. cit.*, pp. 20-22.

¹⁵⁰⁷ CAO, *Zhongguo Guomindang jun jianshi*, *op. cit.*, pp. 995, 1073, 1158 et 1184.

¹⁵⁰⁸ CHU, *Er'erba shijian yanjiu*, *op. cit.*, p. 182.

¹⁵⁰⁹ David MARR, *Vietnam 1945: The Quest for Power*, Berkeley : University of California Press, 1995, pp. 184-185 et 265-271 ; GSG/002/090105/00010/385, Télégramme de He Yingqin à Jiang Jieshi, 18 juin 1945 ; GSG/002/090105/00013, Télégramme de He Yingqin à Jiang Jieshi, 2 septembre 1945 ; GSG/002/090105/00010/390, Télégramme de He Yingqin à Jiang Jieshi, 16 novembre 1945.

¹⁵¹⁰ MARR, *Vietnam 1945*, *op. cit.*, pp. 90-91.

... les villageois vietnamiens étaient stupéfaits par leurs corps émaciés, leurs vêtements dépenaillés et leur manque d'organisation apparent [...]. Des observateurs vietnamiens notèrent que ces troupes chinoises, censément victorieuses, semblaient très inférieures aux unités japonaises vaincues. Des histoires circulèrent bien vite au sujet des nuages de mouches tournant au-dessus des colonnes chinoises [...]. Lors d'une cérémonie de reddition dans la ville de Nam Định, des milliers de Vietnamiens assistèrent au face à face entre troupes chinoises et japonaises. Quand le commandant japonais aboya l'ordre 'Présentez... armes !', les soldats rompirent les rangs et fuirent en panique, croyant qu'ils étaient sur le point d'être décimés.¹⁵¹¹

Le scénario se reproduit à l'identique, ou presque, à Taiwan. Au Vietnam, cependant, la nuisance est de courte durée et elle est compensée par un gain politique tangible – la perspective de l'indépendance. A Formose, cet enjeu fait défaut. L'attitude des troupes chinoises y est produite par les mêmes causes – pauvreté et indiscipline¹⁵¹², aggravées ici par la ferme conviction de jouir des droits du libérateur...ou du vainqueur, la frontière étant particulièrement ténue dans l'ancienne colonie japonaise. Cette morgue de conquérants est attestée par des sources de la provenance la plus diverse, aussi bien continentales qu'insulaires¹⁵¹³.

Les frictions sont plus rares qu'avec la police, que la population fréquente davantage, mais elles sont graves : dès février 1946, le consulat américain estime que « le mauvais comportement de la troupe est peut-être le plus grand handicap du nouveau gouvernement », et le Yuan de contrôle préconise de cantonner autant que possible les soldats à leurs bases¹⁵¹⁴. Les conflits éclatent à l'occasion de transactions économiques (sur les marchés, dans les transports, dans les services publics) à la suite d'un refus de payer, ou encore de vols, mais il arrive aussi qu'un soldat en goguette, entendant – ou se figurant, car la barrière de la langue est le plus souvent rhédibitoire pour un Cantonais ou un Hunanais – qu'on dit du mal de lui, agresse l'impertinent présumé. La hiérarchie frappe rarement mais durement : en novembre 1946, par exemple, un officier de la 70^{ème} division concaincu d'extorsion est fusillé en public à Taizhong¹⁵¹⁵. Si de tels coups d'éclat apportent un

¹⁵¹¹ *Ibid.*, pp. 265-266.

¹⁵¹² Ce type de comportement est récurrent dans le rapport des armées chinoises aux civils depuis l'époque des seigneurs de la guerre. Cf. LARY, *Warlord Soldiers*, *op. cit.*, p. 86.

¹⁵¹³ Pour deux exemples, cf. CHEN et XU, « Lin Hengdao xiansheng fangwen jilu », *op. cit.*, pp. 78-79 ; Shen Yunlong (mai 1984, FCZA), dans DAHB 9, p. 135. Ce sentiment n'est pas limité au personnel militaire. Un habitant de Taizhong se souviendra en 1994 d'un épisode caractéristique (bien que sans doute enjolivé) : peu après la rétrocession, des policiers continentaux qui dînent dans le même restaurant que lui s'indignent de ne pas être servis en priorité, puis l'un d'entre eux frappe le serveur récalcitrant de la crosse de son pistolet en lui criant « vous les citoyens d'un pays vaincu, vous servez en premier les citoyens d'un pays vainqueur ! ». Yang Jiacheng et Xu Xueyun (21 août 1994, Taizhong), dans ZLSC, pp. 58-59.

¹⁵¹⁴ MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, p. 75.

¹⁵¹⁵ CHU, *Er'erba shijian yanjiu*, *op. cit.*, pp. 184 et 194.

soulagement ponctuel, ils exacerbent surtout le sentiment d'arbitraire et de chaos chez une population accoutumée à la régularité de l'appareil répressif japonais. Les soldats, eux, sont progressivement rapatriés en 1946, sauf une petite partie d'entre eux qui est affectée aux forts¹⁵¹⁶.

C. Les forts

Les forts de Jilong, Magong (îles Penghu), et Gaoxiong, qui datent des Qing, ont été considérablement renforcés par les Japonais pour faire pièce à un débarquement américain. Ils sont très vite réinvestis par l'Armée Nationale, les commandements des forts (*yaosai silingbu* 要塞司令部) étant officiellement mis sur pied au 1^{er} juin 1946¹⁵¹⁷ – les bombardements alliés ont nécessité un important effort de reconstruction¹⁵¹⁸. Les forts constituent, dans les plans initiaux de la République de Chine, la colonne vertébrale de la défense de Taiwan, conçue comme un verrou stratégique du sud-est chinois. Hormis les contingents affectés au service des pièces d'artilleries, chaque fort dispose d'un bataillon de défense (*shouwei dadui* 守衛大隊) (environ 500 hommes au début de 1947) facilement mobilisable au sol.

Dans la perspective de défense maritime initialement prévue, c'est le fort de Magong qui constitue la clé du dispositif et se voit attribuer le commandant le plus expérimenté¹⁵¹⁹. Les Penghu, cependant, restent sous contrôle (cf. chapitre III), tandis que les forts de Jilong et Gaoxiong, qui gardent respectivement le nord et le sud de l'île, sont pris dans l'orage. Le premier flanque les bassins à l'est. Le second, perché sur l'éminence côtière de Shoushan (350 mètres), surplombe à l'ouest le premier port industriel de l'île.

Les troupes des forts

On dispose sur le fort de Jilong d'un document assez riche faisant le bilan de sa première année¹⁵²⁰ – rien d'équivalent pour Gaoxiong, mais la similarité des deux installations autorise à raisonner par analogie.

Au 31 janvier 1947, la garnison du fort de Jilong compte environ 2900 hommes (le détail varie), sur un effectif théorique prévu de 6300. Plus des deux tiers de ces soldats constituent les batteries

¹⁵¹⁶ Et sans doute, en nombre moindre, au QG de la garnison. GSG/002/080200/00533/178, Télégramme de Chen Cheng à Jiang Jieshi, 22 juin 1946.

¹⁵¹⁷ GSG/002/080200/00533/084, Tableau des nominations et révocations, avril 1946.

¹⁵¹⁸ Plus de 50% du bâti a été détruit ou endommagé dans les deux villes. Wang Jie (janvier 1984, FCZA), dans DAHB 16, p. 322.

¹⁵¹⁹ Il s'agit de Shi Wengui, né en 1896 et diplômé de l'académie de Baoding. GSG/002/080200/00533/084, Tableau des nominations et révocations, avril 1946. Shi a plusieurs régiments d'artillerie sous ses ordres dès le début de la guerre sino-japonaise. GSG/002/080103/00047/007, Etat des lieux des unités d'artilleries indépendantes, 21 juillet 1937.

¹⁵²⁰ DAGLJ/B5018230601/0035/109.3/4410, Rapport de travail annuel du fort de Jilong, 1946.

d'artillerie, tandis que le bataillon de défense est de 557 hommes (la répartition est quasiment identique à Gaoxiong, pour 2800 hommes). La garnison des forts a donc trois composantes : les officiers, pour la plupart de jeunes diplômés de l'École d'artillerie ; les batteries (*tai* 台) d'artilleurs¹⁵²¹ ; la brigade de défense, à Jilong essentiellement des éléments détachés de la 70^{ème} division (de préférence ses artilleurs ou servant de défense anti-aérienne), à Gaoxiong de la 62^{ème} selon toute probabilité¹⁵²². Les forts de Jilong comme Gaoxiong doivent continuer à employer des techniciens japonais pour actionner le matériel le plus moderne, en particulier les radars. D'anciens soldats taiwanais de l'Armée impériale sont également conservés à cette fin. 1946 est une année d'apprentissage, durant laquelle les officiers apprivoisent l'équipement et commandent la traduction des manuels d'instruction japonais¹⁵²³. Les batteries d'artillerie sont pour partie stationnées à l'extérieur du fort, et assurent la défense des zones environnantes au moment de la crise.

Contrairement aux 62^{ème} et 70^{ème} divisions, les troupes des forts sont censées prendre racine. Tout indique pourtant qu'elles vivent à l'écart de la société locale. Les contacts sont certes fréquents, ne serait-ce que pour s'approvisionner ou collecter du renseignement (sur les anciens groupes paramilitaires et « collaborateurs », les civils Japonais, les caches d'armes, les activités communistes...), bien que cette mission soit souvent confiée aux recrues taiwanaises. Toutefois, la vie sociale des soldats forme un monde à part. Les forts ont une cuisine spécifique¹⁵²⁴, un cimetière séparé, des loisirs propres – à Jilong, une bibliothèque, une troupe d'opéra de Pékin¹⁵²⁵, une « coupe Jiang Jieshi » de volley : le microcosme militaire est censé incarner en miniature la « culture nationale ». Cette séparation répond sans doute pour partie à une demande des hommes, envoyés loin de chez eux en terre inconnue. Elle procède aussi du souci de leur donner des « loisirs décents » – autrement dit, selon toute probabilité, de les dissuader de fréquenter les prostituées locales, un

¹⁵²¹ A Jilong, ils viennent pour partie au moins du 54^{ème} régiment d'artillerie. Un régiment d'artillerie compte environ 2000 hommes (CAO, *Zhongguo Guomindang jun jianshi*, op. cit., p. 1431), ce qui pourrait signifier que le plus gros du 54^{ème} régiment est affecté au fort. On ne saurait s'avancer davantage.

¹⁵²² On ne connaît pas la provenance des artilleurs du fort de Gaoxiong. Son commandant Peng Mengji évoque dans ses mémoires « des subordonnés venant du Fujian et du Zhejiang », et d'autres ayant servi en Inde. Peng Mengji, « Er'erba shijian huiyilu », dans ZLXJ 1, pp. 47 et 53-54.

¹⁵²³ Peng Mengji, « Er'erba shijian huiyilu », dans ZLXJ 1, p. 50 ; DAGLJ/B5018230601/0035/109.3/4410, Rapport de travail annuel du fort de Jilong, 1946, pp. 40-42.

¹⁵²⁴ Les cuisiniers des bases militaires, souvent taiwanais, doivent s'acclimater aux gastronomies régionales, et bien souvent – quelle que soit l'origine des soldats – à celle du Sichuan, dont la consommation est bien vue puisqu'elle indique une guerre passée dans la « Chine libre » de Chongqing. Peng Rongjin (17 août 1999, Xinzhu), dans XZFC, p. 221.

¹⁵²⁵ Un genre très différent du théâtre taiwanais et érigé par le pouvoir Nationaliste en symbole de la sinité sur l'île. Sur les usages politiques de l'opéra de Pékin à Taiwan, cf. Nancy GUY, *Peking Opera and Politics in Taiwan*, Champaign (Illinois) : University of Illinois Press, 2005.

souci constant des autorités chinoises qui se figurent l'influence japonaise comme conduisant au lupanar généralisé, et craignent les maladies vénériennes¹⁵²⁶.

Il s'agit aussi – les directives de Chen Yi sont claires – de limiter au strict nécessaire les allers et venues de la soldatesque dans les environs des forts. En effet, bien que les garnisons des forts s'installent durablement à Taiwan, les contacts du quotidien sont émaillés d'incidents du type déjà évoqué et s'attirent l'hostilité de la population, parmi laquelle fleurissent des légendes désobligeantes (les soldats chinois mangeant la peau des bananes et venant exiger un remboursement, etc.¹⁵²⁷). L'unique officier de justice militaire du fort de Jilong a fort à faire et, on le devine, les mains quelque peu liées : il doit le plus souvent se contenter de tournées d'admonestations. De juin 1946 à mai 1947, il rend quatre jugements, dont un concerne un cas de corruption et les autres des désertions¹⁵²⁸. Les incidents sont bien plus nombreux et témoignent de la même posture de « conquérants » caractéristique des troupes de passage.

Dans l'effervescence des premiers jours de la révolte de 1947, celle-ci devient insupportable aux habitants. Une échauffourée banale dégénère le 1^{er} mars, quand cinq hommes du fort de Jilong, en sortie pour acheter des vivres, refusent de se plier au contrôle des billets en gare de Badu. Un soldat répond au voyageur qui l'apostrophe : « On est l'armée, l'armée qui a battu les diables japonais (*Riben guizi* 日本鬼子), on a servi le pays (*gong zai guojia* 功在國家), comment tu nous parles ? (*ni dui wo zenmeyang* 你對我怎麼樣) ?! ». Les passagers, donnant libre cours à la colère accumulée pendant des mois, rossent les militaires mal inspirés et les mettent en fuite. L'un d'entre eux tombe dans une rivière proche et s'y noie¹⁵²⁹. L'épisode donnera lieu à un des nombreux actes de vengeance personnelle de la répression (cf. chapitre IX).

Les commandants Peng Mengji et Shi Hongxi

Le commandant du fort de Gaoxiong, Peng Mengji, est aujourd'hui beaucoup plus célèbre à Taiwan que Shi Hongxi, son homologue de Jilong. La différence tient à des motifs extrinsèques (la longévité de Peng, mort à Taiwan en 1997) et intrinsèques (Peng donne l'assaut sur les rebelles

¹⁵²⁶ Cette fixation est renforcée par le rôle des rônins Taiwanais dans la prostitution en Chine du sud-est dans les années 1930. La police s'en préoccupe également. IHM/228/01/01/020, « Taiwan yi nian lai zhi jingwu », novembre 1946.

¹⁵²⁷ Ou-Li Ying (10 août 1994, Gaoxiong), dans GX 2, p. 278.

¹⁵²⁸ DAGLJ/B5018230601/0035/109.3/4410, Rapport de travail annuel du fort de Jilong, 1946, pp. 61-62.

¹⁵²⁹ Zhou Qingbiao (31 août et 29 décembre 1992, Jilong), dans BQCZ, pp. 15-16. Dans certaines versions, l'élément déclencheur est le refus du conducteur d'attendre les soldats retardataires pour faire repartir son train. Li Wenqing (30 juillet 1992, Taibei), dans BQCZ, pp. 100-102 ; Wang Qingtian (29 février 1992, Badu), dans BQCZ, p. 233.

avant même l'arrivée des renforts). Les hommes, qui jouent tous deux un rôle important dans la contre-insurrection chinoise à Taiwan (cf. chapitres VIII et IX), ont des profils assez similaires. Peng et Shi sont des officiers d'artillerie, c'est-à-dire d'une arme de pointe, rare et précieuse dans l'armée chinoise, comme le sont les gradés compétents dans son maniement¹⁵³⁰. Ils sont aussi et surtout de parfaits représentants de la « génération Whampoa » à laquelle Ke Yuanfen appartient, à la différence notable que les deux commandants de forts ont une longue expérience du combat.

Shi Hongxi est né à Nanchang (Jiangxi) en 1905. Cadet de la deuxième classe de Whampoa (1924), vétéran de l'Expédition du Nord¹⁵³¹, il jouit d'une ancienneté qui lui donne très tôt accès au grand chef. En juin 1927, les Communistes à peine écrasés, Jiang Jieshi le consulte, avec quelques-uns de ses pairs, sur le moyen de trouver « une solution radicale à la Révolution » (*geming zhi genben jiejie* 革命之根本解決)¹⁵³². L'une des propositions retenues est la formation intensive des jeunes zélotes de Jiang à l'étranger, et Shi part se former à l'École d'artillerie de Tokyo en 1928, pour en revenir vers 1931, avec une maîtrise du japonais qu'on suppose courante. Le « directeur d'école » continue de solliciter l'avis de son « étudiant », à propos du développement de l'artillerie¹⁵³³ ou encore de l'éradication des bases rouges (en 1933).

Sur ce dernier point, Shi préconise d'organiser les masses, sans quoi les succès militaires resteront stériles. Le Guomindang doit s'enraciner dans la société, dispenser un enseignement militaire et politique à toute la population, développer des relais au village – associations, ligues de jeunesse, milices... –, encadrés par un *baojia* renforcé et des notables honnêtes (s'il peut s'en trouver). L'urgence absolue est de soulager la misère rurale sur laquelle prospèrent les Communistes (la plupart des paysans ne les suivent que par « aveuglement »). Ces mesures nécessitent une nouvelle « libération » (*jiefang* 解放) de la République, qu'un appareil corrompu a fait régresser vers le « féodalisme » des seigneurs de la guerre. Shi Hongxi plaide pour la nomination, dans les zones disputées aux « bandits communistes », d'un administrateur¹⁵³⁴ (*xingzheng zhangguan* 行政長官) cumulant les pouvoirs civils et militaires. Sur le plan tactique, il suggère d'abandonner les

¹⁵³⁰ En novembre 1946, l'Armée Populaire de Libération estime que ses adversaires du Guomindang disposent de 38 régiments d'artillerie (75 000 hommes). L'artillerie légère est prédominante. CAO, *Zhongguo Guomindang jun jianshi*, op. cit., p. 1431. Les officiers d'artillerie sont traités avec attention en haut lieu. Pour Shi Hongxi, GSG/002/080200/00525/034, Télégramme de Hu Zongnan à Jiang Jieshi, mi-mai 1940. Pour Peng Mengji, GSG/002/080200/000482/124, Télégramme de He Yingqin à Jiang Jieshi, 26 mai 1937.

¹⁵³¹ GSG/129000022771A, Shi Hongxi, Fiche de renseignements personnels, septembre 1942.

¹⁵³² GSG/002/060100/00004/049, Documents de travail de Jiang Jieshi, 18 juin 1927.

¹⁵³³ Dans un rapport de 1935, Shi appelle au développement et à la modernisation de cette arme, couplée à la stimulation d'une production d'acier autochtone. GSG/008/010704/00008/014 et 015, « Avis sur la réorganisation de l'artillerie » (Shi Hongxi), 1935.

¹⁵³⁴ Nous traduisons ici *xingzheng zhangguan* par « administrateur », et non « gouverneur » comme dans le cas de Chen Yi, pour suggérer un échelon hiérarchique moins élevé.

manœuvres d'encercllement des bases rouges, qui ne conduisent qu'à étirer et fragiliser les lignes, et de les remplacer par des attaques en colonnes au moyen de régiments fortement autonomes flanqués de commandos, qui doivent forcer les guérilleros communistes à fuir leurs repaires et combattre en rase campagne. Les bases rouges une fois prises, la répression devra être conduite de concert avec un recensement minutieux (*qingcha* 清查, *jiancha hukou* 檢查戶口)¹⁵³⁵. Voilà un concentré de la sagesse contre-insurrectionnelle du temps, qui annonce assez précisément la gestion de la crise taiwanaise. Shi n'a pas l'occasion de la mettre en œuvre : son tableau de chasse anticommuniste est quasi-nul.

A peu de choses près, il en va de même de Peng Mengji, commandant du fort de Gaoxiong. De trois ans le cadet de Shi, il naît en 1908 dans une famille révolutionnaire par son origine (Wuchang, où sont tirées les premières salves d'octobre 1911) et sa vocation – son père a été secrétaire de Sun Zhongshan, qu'il suit à Guangzhou (Canton) 廣州 après le coup de force de Yuan Shikai. D'abord inscrit à l'université, le jeune Peng est au nombre de ceux qui, comme Ke Yuanfen (cf. plus haut), « jette le pinceau pour prendre les armes ». Il intègre en 1926 la 5^{ème} classe de Whampoa, se spécialise dans l'artillerie et, comme la plupart de ses camarades, gravit les échelons à partir du commandement de section (*pai* 排¹⁵³⁶) dans les premiers engagements de la jeune Armée Nationale Révolutionnaire (les opérations contre Chen Jiongming en 1925-1926, l'Expédition du Nord). Il passe les années 1928-1931 en compagnie de Shi Hongxi sur les bancs de l'École d'artillerie de Tokyo ; tout comme son camarade et aîné, il joue à son retour un rôle pionnier dans le développement de cette arme, en formant des officiers et en prenant en 1933 la tête du 1^{er} bataillon du 1^{er} régiment de la 1^{ère} brigade d'artillerie de l'armée de terre. C'est là son œuvre essentielle, même s'il participe brièvement aux campagnes anticommunistes (*weijiao* 圍剿) sur le théâtre périphérique du Fujian en 1933¹⁵³⁷.

Plus encore que Shi Hongxi, Peng Mengji marie devoirs militaires et engagement politique. Il intègre lors de son passage à Whampoa le cercle qui formera la Société de la pratique vigoureuse (*Lixingshe* 力行社) et ses organisations satellites, comme la Société de la renaissance (*Fuxingshe* 復興社) et les « Chemises bleues » ; croyant de la première heure, il appartient à ce milieu tout au

¹⁵³⁵ GSG/002/080105/00002/007, « Une méthode radicale pour anéantir les bandits communistes » (Shi Hongxi), mai 1933.

¹⁵³⁶ L'armée de la République de Chine prend l'armée américaine pour modèle. Le *pai*, subdivision d'une compagnie (*lian* 連), est l'équivalent d'un *platoon*, unité qui n'existe pas dans le système français et est généralement de taille supérieure à la section. Nous retenons ce dernier terme faute de mieux, et remercions Elie Tenenbaum pour ses éclaircissements sur les arcanes des organigrammes militaires.

¹⁵³⁷ GSG/1280042690001A, Peng Mengji, Documents personnels (nécrologie de 1998).

long des années 1930¹⁵³⁸. Ces officiers, jeunes pour la plupart, forment le noyau le plus idéologisé et le plus influent de la clique de Whampo. Leur ferveur nationaliste et leur loyauté à Jiang Jieshi – ce sont eux qui décident, par mimétisme avec l'Italie mussolinienne, de l'appeler Guide (*lingxiu* 領袖) – se doublent d'une fascination puissante pour le fascisme européen¹⁵³⁹. Au début des années 1930, Peng Mengji espionne pour le compte de son « directeur d'école » et lui remet en mains propres des rapports sur les activités de ses rivaux (la faction cantonnaise de Hu Hanmin, les *warlords* mal ralliés...). Il propose d'intervenir en Mandchourie pour rallier les factieux à la cause nationale (*gong fu guonan* 共赴國難)¹⁵⁴⁰ : les Chemises bleues sont radicalement hostiles au Japon, et Jiang a grande peine à leur imposer sa politique de temporisation (*annei rangwai* 安內攘外)¹⁵⁴¹. Alors qu'il n'a pas 25 ans, Peng participe à la réunion secrète de création de la *Lixingshe* en février 1932, avec d'autres hommes du premier cercle et en présence du Leader. Après avoir communié avec le groupe dans le souvenir de l'Expédition du Nord, Jiang discours sur la menace japonaise qui pèse sur la Chine depuis près d'un demi-siècle ; il marche sur la corde raide : un effondrement militaire face au Japon entraînerait « la perte du pays et l'extinction de la race (*wangguo miezu* 王國滅族) », mais vu la fragilité actuelle du pays, le patriotisme véritable consiste à prendre son mal en patience. Le chef, et le chef seul, doit prendre sur lui la réprobation de l'opinion publique par son choix de retarder la déclaration de guerre¹⁵⁴².

Pour des hommes comme Peng et Shi, celle-ci est à la fois crainte et espérée. Quand la crise éclate en juillet 1937, tout les prédispose à partager avec les intellectuels patriotiques le mélange de peur, de soulagement et de ferveur eschatologique qui marque les premiers mois de la guerre : l'heure du destin et du « salut national » (*jinguo* 救國) a enfin sonné, le pays donne des signes d'unité

¹⁵³⁸ CHENG, *Juntong tenu zuzhi de zhenxiang*, op. cit., p. 64 ; GSG/002/080200/000461/069, Télégramme de Feng Ti à Jiang Jieshi, 14 février 1935.

¹⁵³⁹ WAKEMAN, *Spymaster*, op. cit., pp. 48-82, et Frederic WAKEMAN Jr., “A Revisionist View of the Nanjing Decade: Confucian Fascism”, *The China Quarterly*, n° 150, 1997, pp. 395-432. Le goût du secret, la peur de l'agitation des masses et la faiblesse de l'État empêcheront la greffe de prendre.

¹⁵⁴⁰ GSG/002/080200/00050/016, Rapport confidentiel de Peng Mengji à Jiang Jieshi sur les activités factieuses au sein du Guomindang, 10 janvier 1932 ; GSG/002/080200/00053/002, Rapport confidentiel de Peng Mengji à Jiang Jieshi sur la mobilisation de ses opposants autour de la question du Japon, 20 janvier 1932.

¹⁵⁴¹ La haine pour le Japon n'est pas exclusive, chez les zélotes de l'entourage de Jiang, d'une connaissance de première main. C'est d'ailleurs la faction de la *Lixingshe* formée au Japon, plus nombreuse, qui finit par supplanter les membres dont le tropisme est italien ou allemand. WAKEMAN, *Spymaster*, op. cit., p. 114.

¹⁵⁴² *Ibid.*, pp. 57-61. La porosité est forte entre la *Lixingshe* et les réseaux de Dai Li, présent à la réunion de février 1932, et Peng a ses entrées dans la clique du Juntong. Mais les militaires de terrain comme lui, dont l'éthos valorise l'affrontement à visage découvert, affichent un certain dédain pour les méthodes de l'espion.

sans précédent, l'ardeur des commencements semble renaître¹⁵⁴³. Shi Hongxi est alors à la tête de la 5^{ème} brigade d'artillerie (deux régiments, 2800 hommes, 68 pièces)¹⁵⁴⁴, Peng Mengji du 10^{ème} régiment d'artillerie lourde, l'une des unités mécanisées d'élite, équipées et entraînées à l'allemande¹⁵⁴⁵.

Les officiers de Whampoa, colonne vertébrale de l'armée centrale, prennent de plein fouet l'extrême violence du début de la guerre, et paient d'un prix particulièrement exorbitant l'entêtement de Jiang à tenir tête aux Japonais à Shanghai (bataille de Songhu, août-novembre 1937), puis Nanjing (décembre 1937) : plus des deux tiers sont tués ou mis hors de combat en quelques mois. Shi Hongxi a la chance relative de se trouver dans le Shanxi (la défaite de Xinkou, en octobre 1937, est cuisante mais moins coûteuse en hommes)¹⁵⁴⁶. Peng, lui, s'illustre dans la défense de Shanghai puis prend part à la bataille de Wuhan, comme on appelle les affrontements très durs qui accompagnent en 1938 le retrait du gouvernement vers l'ouest, le long du Yangzi, faisant converger deux millions de soldats chinois, pour des pertes totales d'un demi-million d'hommes¹⁵⁴⁷ (Shi Hongxi est également rappelé dans la région¹⁵⁴⁸). Peng est notamment impliqué dans le siège du fort de Madang puis dans la défense de Jiujiang¹⁵⁴⁹, où les Japonais font un usage massif des gaz de combat puis se livrent à un « mini-massacre de Nanjing » une fois la ville prise¹⁵⁵⁰. Son 10^{ème} régiment d'artillerie subit de lourdes pertes en essayant de tenir Ruichang, dans l'arrière-pays de Jiujiang¹⁵⁵¹. Après l'installation du Centre à Chongqing, la guerre s'installe dans sa phase d'usure. Shi intègre le commandement de la 3^{ème} zone de guerre puis rejoint la capitale de guerre¹⁵⁵², tandis que Peng est transféré au nord-Hunan, et son régiment étoffé en brigade d'artillerie en janvier 1943.

¹⁵⁴³ HUNG, *War and Popular Culture*, *op. cit.*, pp. 2-4.

¹⁵⁴⁴ GSG/002/080103/00047/007, Etat des lieux des unités d'artilleries indépendantes, 21 juillet 1937.

¹⁵⁴⁵ GSG/1280042690001A, Peng Mengji, Documents personnels (nécrologie de 1998).

¹⁵⁴⁶ CAO, *Zhongguo Guomindang jun jianshi*, *op. cit.*, pp. 543-544.

¹⁵⁴⁷ La bataille de Wuhan est indissociable de la lutte menée plus au nord pour le contrôle de Xuzhou, l'enjeu des deux opérations étant le contrôle de la vallée centrale du Yangzi. La lutte s'étire de janvier à octobre 1938. Peng soumet un long rapport au haut commandement sur cet engagement (GSG/008/010701/00049/004, « Rapport de combat détaillé de la neuvième zone de guerre dans la bataille de Wuhan »), et une note plus courte, envoyée directement à Jiang Jieshi, sur la bataille de Jiujiang. Il s'y élève contre l'usage de la presse (*lafu* 拉夫) qui « nuit considérablement à la discipline et au prestige de l'armée », et plus généralement contre le peu de prix accordé à la vie des hommes – fortifications insuffisantes, manque criant de personnel soignant qui condamne à mort la quasi-totalité des blessés graves. GSG/002/080200/000501/082, Télégramme de Peng Mengji à Jiang Jieshi, 8 août 1938.

¹⁵⁴⁸ GSG/002/080200/00284/002, Télégramme de Shi Hongxi à Jiang Jieshi, 30 juin 1938.

¹⁵⁴⁹ GSG/008/010701/00047/020, Plan de déploiement de l'artillerie mobile pour la défense du Yangzi, 1938 (sans date).

¹⁵⁵⁰ Stephen MACKINNON, *Wuhan 1938: War, Refugees, and the Making of Modern China*, Berkeley : University of California Press, 2008, p. 39.

¹⁵⁵¹ GSG/002/090200/00043/223, Télégramme de Chen Cheng à Jiang Jieshi, 4 août 1938.

¹⁵⁵² GSG/129000022771A, Shi Hongxi, Fiche de renseignements personnels, septembre 1942, et fiche de renseignement de la Classe d'entraînement centrale, mars 1943.

La guerre de mouvement reprend avec la monumentale offensive Ichigo (*Ichigō sakusen* 一号作戰), qui mobilise 500 000 hommes de l'Armée impériale au printemps 1944. Peng est présent sur tous ses théâtres importants ou presque : au nord-Henan en avril 1944¹⁵⁵³, dans la troisième bataille de Changsha (la ville tombe en juin 1944)¹⁵⁵⁴, puis dans celle de Guilin-Liuzhou (automne 1944), qui achève de démoraliser une armée chinoise usée jusqu'aux limites de son endurance. Les deux hommes apparaissent enfin dans la dernière grande bataille du théâtre chinois, celle du Hunan ouest (*Xiangxi* 湘西 ou *Zhijiang* 芷江), au printemps 1945¹⁵⁵⁵.

Peng Mengji et Shi Hongxi sont donc, à la victoire, deux officiers aguerris. Peng, surtout, est engagé dans les affrontements les plus éprouvants de la guerre – presque tous de sanglantes défaites – et fait preuve, à en croire ses supérieurs, d'un courage physique indéniable¹⁵⁵⁶ : bien qu'il finisse la guerre lieutenant-général et membre du QG de la 4^{ème} zone de guerre, il reste jusqu'au bout exposé au feu, comme beaucoup de gradés de l'armée chinoise¹⁵⁵⁷. Pressenti pour prendre la tête de l'École d'artillerie où il a si longtemps enseigné¹⁵⁵⁸, il est surpris comme tout le monde par la soudaineté de la victoire en août 1945, et assiste He Yingqin dans la réception de la reddition japonaise¹⁵⁵⁹.

Avant même d'être officiellement nommé commandant du fort de Gaoxiong, Peng est sur les lieux en janvier 1946¹⁵⁶⁰. Plusieurs de ses subordonnés immédiats sont choisis parmi ses hommes, ou des connaissances de l'École d'artillerie : son vice-commandant (un major-général de 36 ans – la saignée de la guerre a beaucoup rajeuni le corps des officiers)¹⁵⁶¹, son chef d'état-major¹⁵⁶², un chef de batterie¹⁵⁶³. On en sait très peu sur son entourage, mais il ne semble pas avoir été suivi à Taiwan par les artilleurs qu'il a conduits pendant la guerre.

¹⁵⁵³ GSG/002/090200/00084/174, Télégramme de Jiang Dingwen à Jiang Jieshi, Tang Enbo et Sun Weiru, 25 avril 1944.

¹⁵⁵⁴ Rana MITTER, *China's War With Japan, 1937-1945: The Struggle for Survival*, London : Penguin, 2008, pp. 326-327.

¹⁵⁵⁵ GSG/1280042690001A, Peng Mengji, Documents personnels ; Site internet du Musée des forces armées de Taiwan, <http://museum.mnd.gov.tw/Publish.aspx?cnid=1484&p=12205> [consulté le 12 avril 2016].

¹⁵⁵⁶ GSG/002/090200/00084/174, Télégramme de Jiang Dingwen à Jiang Jieshi, Tang Enbo et Sun Weiru, 25 avril 1944.

¹⁵⁵⁷ Site internet du Musée des forces armées de Taiwan, <http://museum.mnd.gov.tw/Publish.aspx?cnid=1484&p=12205> [consulté le 12 avril 2016] ; Peng Mengji, « Er'erba shijian huiyilu », dans ZLXJ 1, pp. 44-46.

¹⁵⁵⁸ GSG/002/080200/000554/170, Ordre de Jiang Jieshi à Xu Yongchang, mars 1945.

¹⁵⁵⁹ Peng Mengji, « Er'erba shijian huiyilu », dans ZLXJ 1, pp. 44-46.

¹⁵⁶⁰ *Ibid*, pp. 50.

¹⁵⁶¹ GSG/002/080200/000539/009, Télégramme de Xue Yue à Chen Cheng, 30 juin 1946.

¹⁵⁶² Wang Jie (janvier 1984, FCZA), dans DAHB 16, pp. 319-329.

¹⁵⁶³ GSG/129000120929A, Xiang Kegong, Fiche de renseignements personnels.

Le sens de sa nomination à Gaoxiong est incertain, tout comme celle de Shi à Jilong, sur laquelle on a moins d'informations. L'atmosphère générale est certes à la réduction des effectifs, et les perspectives d'avancement se ferment pour des officiers qui avaient progressé rapidement à la faveur du conflit ; les nouvelles responsabilités de Peng paraissent cependant modestes au regard de sa trajectoire. Faut-il y voir une rétrogradation, et si oui quel faux pas l'a provoquée ? Les remarques fort ultérieures que Peng a laissées sur ses premières impressions n'en laissent rien deviner. Elles portent trace de l'étonnement habituel devant le degré d'instruction des insulaires, le niveau technologique élevé et la japonisation des mœurs, particulièrement parmi la jeunesse. Au début de février 1946, pour le Nouvel An chinois, Peng Mengji se rend en excursion à Pingdong, non loin de Gaoxiong : il va observer l'aérodrome d'où a décollé une escadrille japonaise, le 14 août 1937, pour bombarder Nanjing et Hangzhou. Depuis le sol, Peng avait vu les bombardiers approcher de la capitale¹⁵⁶⁴.

D. La 21^{ème} division, instrument essentiel de la répression

La 21^{ème} division présente sur l'île

Le parcours de Peng Mengji est presque trop exemplaire : si les officiers de Whampo occupent une place centrale dans l'Armée nationale de l'époque de la guerre civile – on en rencontrera encore quelques uns –, on ne peut supposer que cette armée partage, dans son ensemble, leur culture politique, du moins certainement pas à ce degré d'engagement et de cohérence idéologiques. Ce que la génération Whampo partage à coup sûr avec les hommes qu'elle commande ou côtoie, c'est l'expérience de la guerre totale. La 21^{ème} division réorganisée du général Liu Yuqing, principale force engagée dans la répression du soulèvement taiwanais, l'a vécue aux premières loges.

En février 1947, la 21^{ème} division compte environ 3500 hommes sur l'île, soit deux tiers des forces en état de se battre (cf. plus haut). Ces effectifs ne sont pas ridicules, compte tenu de la violence somme toute limitée du soulèvement. Le régiment indépendant affecte en permanence l'équivalent d'un bataillon à la garde des nombreux entrepôts de l'île¹⁵⁶⁵, un autre à la garnison de Taïpei, le reste étant stationné dans la moitié sud de l'île avec Fengshan comme base – c'est là que se trouve le principal arsenal de Taiwan. Le bataillon du génie est basé sur la côte nord-ouest (cf. tableau ci-dessus).

Ces soldats sont présents depuis très peu de temps : ils ont remplacé les 62^{ème} et 70^{ème} divisions à l'hiver 1946-47, le bataillon du génie étant arrivé en dernier, le 1^{er} février¹⁵⁶⁶. Ils héritent donc de

¹⁵⁶⁴ Peng Mengji, « Er'erba shijian huiyilu », dans ZLXJ 1, p. 52.

¹⁵⁶⁵ Wang Jie (janvier 1984, FCZA), dans DAHB 16, p. 320.

¹⁵⁶⁶ IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi ».

la mauvaise réputation de leurs prédécesseurs, sans avoir jamais cohabité avec la population. Ils viennent à peine d'arriver qu'ils doivent faire face à une explosion de colère qu'ils ne comprennent probablement pas et qui les vise directement. Les soldats sont victimes des attaques les plus vigoureuses lors de la phase de déploiement de l'insurrection, qu'ils passent dans la plus grande confusion et, on l'imagine sans peine, la peur au ventre, ballotés de lieu en lieu par une hiérarchie dépassée, au milieu d'une population visiblement résolue à les affamer dans leurs bases ou à leur tomber dessus s'ils en sortent.

La 21^{ème} armée jusqu'à la fin de la Guerre de résistance

Les hommes de la 21^{ème} division ne sont pas des bleus. Leur unité est formée à partir de la 21^{ème} armée (la réorganisation est achevée en mai-juin 1946)¹⁵⁶⁷ et présente une assez grande homogénéité dans son recrutement et son parcours : c'est, depuis son origine, une composante de l'armée du Sichuan (*Chuanjun* 川軍). La province occidentale du Sichuan, qui jouit d'une autonomie presque complète depuis 1912, se rallie tardivement au régime de Nanjing : malgré une reconnaissance formelle en 1932, Jiang Jieshi ne s'y impose véritablement qu'au prétexte de la Longue Marche, les généraux sichuanais faisant appel à lui de peur que les armées communistes en fuite ne fassent de la province un « second Jiangxi »¹⁵⁶⁸. La « nationalisation » (et réduction) des forces sichuanaises est laborieuse, et rencontre une forte résistance des seigneurs de la guerre provinciaux dominés par Liu Xiang. La 21^{ème} armée fait partie des troupes personnelles de ce dernier¹⁵⁶⁹. Malgré des remaniements successifs, elle reste sichuanaise et commandée presque exclusivement par des officiers du cru.

La 21^{ème} armée est donc typique des armées régionales qui, malgré les tentatives de centralisation, conservent une forte identité propre¹⁵⁷⁰. Ces forces ont fait l'objet d'appréciations divergentes. Les récits centrés sur la construction de l'Etat tendent à en déplorer le manque de fiabilité et de loyauté au « Centre », particulièrement au niveau des officiers supérieurs, les *warlords* considérant leurs troupes comme un capital politique à ne pas dilapider plus que comme un outil militaire, à la grande frustration du Généralissime et des officiers de Whampoa qui l'entourent¹⁵⁷¹. Tout dépend en réalité des enjeux perçus. De 1933 à 1935, la 21^{ème} armée prend part à des combats contre les Communistes, surtout contre une partie des troupes de la Longue Marche à partir d'octobre 1934. Liu Xiang peut

¹⁵⁶⁷ CAO, *Zhongguo Guomindang jun jianshi*, *op. cit.*, p. 1370.

¹⁵⁶⁸ LANDDECK, "Under the Gun", *op. cit.*, pp. 151-153.

¹⁵⁶⁹ CAO, *Zhongguo Guomindang jun jianshi*, *op. cit.*, p. 450.

¹⁵⁷⁰ A la veille de la guerre, Jiang contrôle une trentaine de divisions (environ 300 000 hommes), dont dix seulement (peut-être 80 000 hommes) ont été entraînées et équipées par ses conseillers militaires allemands. Les 145 divisions restantes sont un héritage des armées régionales. CHI Hsi-Sheng, *Nationalist China at War*, *op. cit.*, p. 37.

¹⁵⁷¹ MACKINNON, *Wuban 1938*, *op. cit.*, p. 25.

économiser ses forces : il harcèle des adversaires en déroute, qui représentent un danger pour l'ordre public mais pas une menace militaire sérieuse¹⁵⁷².

La guerre sino-japonaise change radicalement la donne. Tout d'abord entre le Sichuan et les autorités de Nanjing, qui instaurent la conscription – expérimentée localement dès 1936 – à l'échelle nationale¹⁵⁷³. Comme d'autres dirigeants régionaux traditionnellement rétifs, Liu Xiang rompt sans discuter avec son passé d'insoumission et met les ressources matérielles et humaines de sa province au service de l'effort de guerre¹⁵⁷⁴. Par la suite, le repli du gouvernement à Chongqing¹⁵⁷⁵ transforme *de facto* le Sichuan en centre de la Chine libre. Fort de sa vaste population (autour de 47,5 millions d'habitants en 1944¹⁵⁷⁶) et d'une militarisation particulièrement forte depuis l'époque des seigneurs de la guerre¹⁵⁷⁷, il devient l'un des réservoirs de soldats de l'armée nationale¹⁵⁷⁸ (avec le Henan, le Hunan et le Jiangxi) : il fournit plus de 2,5 millions de conscrits, auxquels il faut ajouter les 400-500 000 Sichuanais déjà en armes au début de la guerre, soit un taux de mobilisation de 6,03 à 6,63%¹⁵⁷⁹.

Face aux Japonais, les armées sichuanaises n'ont pas à rougir de leur performance. La timidité dont elles faisaient preuve en 1933-1935 apparaît pour ce qu'elle était : calcul politique, et non incompétence. Elles viennent de loin et arrivent tardivement sur le champ de bataille de Songhu (en novembre 1937). Mal armés et équipés, les « soldats en sandales », comme les surnomment leurs ennemis, couvrent à grand peine la retraite de l'armée centrale vers l'ouest dans la région de Si'an et Guangde (sud-est de Nanjing). Stationnés par la suite sur la rive droite du Yangzi – ils y resteront le plus clair de la guerre – ils ont pour mission en 1938 de couler le plus de navires japonais possible pour soulager les défenseurs de Wuhan, puis sont engagés dans plusieurs opérations, dont l'offensive générale de l'hiver 1939-1940¹⁵⁸⁰. Cette dernière, dont les résultats sont mitigés, met en

¹⁵⁷² CAO, *Zhongguo Guomindang jun jianshi*, *op. cit.*, p. 450.

¹⁵⁷³ L'instauration de la conscription fait sans conteste partie des préparatifs de guerre contre le Japon : en 1936, le danger communiste est réduit à peu de chagrin et l'instrument de la Cinquième campagne d'encerclement (une armée centrale professionnelle et bien équipée, conseillée et entraînée par des instructeurs allemands) a fait ses preuves. Cf. LANDDECK, "Under the Gun", *op. cit.*, n. 159 p. 69.

¹⁵⁷⁴ MITTER, *China's War With Japan*, *op. cit.*, pp. 90 et 97.

¹⁵⁷⁵ L'administration s'y installe dès l'automne 1937, le haut commandement militaire restant à Wuhan jusqu'à 1938.

¹⁵⁷⁶ *Ibid.*, p. 173.

¹⁵⁷⁷ LARY, *Warlord Soldiers*, *op. cit.*, p. 4.

¹⁵⁷⁸ Et, d'une manière générale, l'une des provinces les plus ponctionnées de la guerre, la République étant coupée de sa base fiscale de Chine côtière.

¹⁵⁷⁹ LANDDECK, "Under the Gun", *op. cit.*, pp. 83-85.

¹⁵⁸⁰ YUE Xingming 岳星明, « Ershisan jituanjun chuChuan Kangzhan gaishu » 二十三集团军出川抗战概述 » (Bref récit de la sortie du Sichuan du 23^{ème} groupe d'armées pour participer à la Guerre de résistance), dans Sichuan sheng zhengxie wenshi ziliao yanjiu weiyuanhui (dir.), *Chuanjun Kangzhan qinliji* 川军抗战亲

relief les faiblesses structurelles dont souffre la majeure partie des troupes chinoises (à l'exception des divisions modernisées sérieusement diminuées à Shanghai) : si elle fait preuve d'allant, la 21^{ème} armée, chargée de couper le trafic sur le Yangzi, ne parvient jamais à pousser son avantage tant la supériorité aérienne de l'ennemi est écrasante, et ses fortifications solides ; les offensives tournent inmanquablement en retraites, que la lenteur des déplacements et l'indigence des services de santé rendent extrêmement coûteuses en vies¹⁵⁸¹. Cette asymétrie contraint les forces sichuanaises aux tactiques irrégulières, comme l'emploi de commandos en civil chargés de saboter les communications ennemies¹⁵⁸². La partie est plus facile contre les Communistes de la Nouvelle Quatrième Armée (*Xin si jun* 新四軍), qu'une partie de la 21^{ème} armée contribue à mettre en déroute en janvier 1941, mais cette victoire sur le terrain est une catastrophe en termes d'image¹⁵⁸³.

La 21^{ème} armée passe à la fin du mois de janvier 1942 sous le commandement du général Liu Yuqing, qui sera encore à sa tête en 1947. Ni les soldats ni le général n'ont dû être dépaysés : Liu est un militaire sichuanais qui commande depuis longtemps des hommes semblables.

Son allégeance au régime de Nanjing en 1930¹⁵⁸⁴ s'est traduite par un départ de sa province natale dans la 26^{ème} division de Guo Rudong, dont il est le commandant en second, pour aller combattre les Communistes dans le Hubei, le Jiangxi et le Hunan lors des campagnes d'encerclement¹⁵⁸⁵. Les rapports envoyés au quartier général de Nanchang suggèrent des opérations nombreuses, mais d'envergure limitée et fortement déséquilibrées. Elles consistent essentiellement à poursuivre les partisans, qui prennent rarement le risque d'attaquer, les engagements faisant ici « une dizaine », là « une trentaine » de morts parmi les « bandits », et beaucoup moins dans l'autre camp, ménagé lui aussi par ses chefs. Dans cette guerre contre-insurrectionnelle, la capture d'ennemis pour obtenir du renseignement (des sentinelles mais aussi des civils, y compris des femmes) et l'usage de combattants en civil dans des coups de main tiennent plus de place que les batailles rangées¹⁵⁸⁶.

历史 (L'armée du Sichuan dans la Guerre de résistance – récits personnels), Chengdu : Sichuan renmin chubanshe, 1985, pp. 138-142.

¹⁵⁸¹ CAO, *Zhongguo Guomindang jun jianshi*, *op. cit.*, p. 775 ; YUE Xingming 岳星明 « Yi 1939 nian de Dongji gongshi » 忆 1939 年的冬季攻势 (Souvenirs de l'offensive d'hiver de 1939), dans *Chuanjun Kangzhan qinliji*, *op. cit.*, pp. 197-202. En 1944, une enquête américaine estime que l'armée chinoise dispose en moyenne d'un médecin pour 1700 à 3400 hommes (contre un pour 150 dans l'armée américaine et un pour 210 dans l'armée britannique). CHANG, «The National Army from Whampoa to 1949», *op. cit.*, p. 203.

¹⁵⁸² Par exemple le 438^{ème} régiment en janvier 1941, dans la région de Shangrao. GSG/002/090200/00072/250, Télégramme de Gu Zhutong à Jiang Jieshi, 21 janvier 1941.

¹⁵⁸³ YUE, « Ershisan jituanjun chuChuan Kangzhan gaishu », *op. cit.*, pp. 138-142 ; Gregor BENTON, «The South-Anhui Incident», *Journal of Asian Studies*, n° 45 (4), 1986, pp. 681-720.

¹⁵⁸⁴ GSG/129000034920A, Liu Yuqing, fiche de renseignements personnels, mars 1955.

¹⁵⁸⁵ CAO, *Zhongguo Guomindang jun jianshi*, *op. cit.*, p. 462.

¹⁵⁸⁶ Sur ces opérations, cf. les communications militaires comprises dans GSG/002/090300/0055, 0058, 0059, 0062, 0065, 0084, 0091, 0092 ; GSG/002/080200/00107/080 ; GSG/002/090102/00005/141 et GSG/002/090102/00005/538.

C'est encore plus vrai des opérations qui suivent l'abandon par le PCC de la base du Jiangxi en octobre 1934 : Guo Rudong et Liu Yuqing jouent au chat et à la souris avec les troupes de He Long et Xiao Ke au Guizhou et au Hunan, les Communistes évitant presque toujours l'affrontement¹⁵⁸⁷. En septembre 1936, Liu Yuqing remplace son mentor Guo Rudong à la tête de la 26^{ème} division et se rend à Nanjing¹⁵⁸⁸.

Le lieutenant-général Liu Yuqing reçoit l'ordre de conduire sa 26^{ème} division défendre Shanghai, dans la deuxième décennie d'octobre 1937. Elle perd deux cents officiers en une semaine sans se débander, ce qui lui vaut d'être citée¹⁵⁸⁹, avant de suivre le repli général vers Wuhan. Elle est de nouveau étrillée à Jiujiang en juillet 1938 (2300 blessés et 1200 morts au bas mot) : Liu et ses hommes, à court de munitions, se replient en traversant le Yangzi sous les bombardements de l'aviation japonaise ; saisis de terreur, entassés sur des embarcations en nombre très insuffisant, de nombreux hommes se jettent dans le fleuve pour échapper au feu venu du ciel¹⁵⁹⁰. Dai Li rapporte à Jiang Jieshi que l'unité est à peu près anéantie (*fumo* 覆没)¹⁵⁹¹. Liu Yuqing a ensuite la chance douteuse d'être au rang des généraux chargés de la contre-attaque sur Nanchang en avril-mai 1939 – le commandement compte reprendre l'offensive après le long repli de 1938. Après des débuts prometteurs, la contre-attaque tourne au fiasco au bout d'une semaine quand Liu assiste à la mort de son supérieur Chen Anbao, tué par un éclat d'obus japonais, tandis que lui-même est gravement blessé à la cuisse dans le même bombardement¹⁵⁹². Le général, décoré et désormais commandant d'armée, reprend du service quelques mois plus tard, harcelant les troupes japonaises et collaboratrices de la région en coopération avec des partisans (*youjidui* 游擊隊)¹⁵⁹³, et commande en janvier 1941 quatre divisions contre les Communistes de la Nouvelle Quatrième Armée¹⁵⁹⁴. Quand il récupère le commandement de la 21^{ème} armée un an plus tard, Liu Yuqing a donc une connaissance assez précise de son expérience, qu'il partage en grande partie. Il la conduit dans des

¹⁵⁸⁷ Sur ces épisodes, de nombreux échanges entre officiers supérieurs dans GSG/002/090300/00113 et en nombre plus limité dans GSG/002/090300/00114, 00117, 00119 et 00123.

¹⁵⁸⁸ GSG/002/080200/00477/021, Télégramme de Zhu Peide à Jiang Jieshi, 24 septembre 1936 ; GSG/002/080200/00478/052, Tableau des nominations et révocations, 6 novembre 1936.

¹⁵⁸⁹ GSG/129000034920A, Liu Yuqing, autobiographie, non datée (1945 ou 1946).

¹⁵⁹⁰ GSG/002/090200/00045/241, Télégramme de Gu Zhutong à Jiang Jieshi, 9 juillet 1938 ; GSG/002/090200/00043/225, Télégramme de Liu Yuqing à Jiang Jieshi, 13 juillet 1938.

¹⁵⁹¹ GSG/002/080200/00511/012, Synthèse de rapports de Dai Li 1^{er} et 2 juillet 1938.

¹⁵⁹² GSG/002/090200/00052/074, Télégramme de Luo Zhuoying à Jiang Jieshi, 8 mai 1939 ; GSG/002/090200/00054/016, Télégramme de Xue Yue à Jiang Jieshi, 7 mai 1939 ; Stephen MACKINNON, "The Defense of the Central Yangtze", dans Edward DREA, Mark PEATTIE et Hans VAN DE VEN (dir.), *The Battle for China: Essays on the Military History of the Sino-Japanese War of 1937-1945*, Stanford : Stanford University Press, 2011, pp. 181-206, pp. 201-202.

¹⁵⁹³ GSG/002/090200/00054/240, Télégramme de Shangguan Yunxiang à Jiang Jieshi, 23 décembre 1939 ; GSG/002/090200/00058/193, Télégramme de Shangguan Yunxiang à Jiang Jieshi, 17 décembre 1939 ; GSG/002/090200/00058/186, Télégramme de Gu Zhutong à Jiang Jieshi, 19 décembre 1939.

¹⁵⁹⁴ GSG/1280021410001A, Liu Yuqing, documents personnels (nécrologie de décembre 1970).

affrontements de moindre échelle dans le sud du Jiangsu et de l'Anhui, en marge de la bataille du Zhejiang-Jiangxi¹⁵⁹⁵, puis en juin 1944 dans l'ouest du Zhejiang, dans le cadre de l'offensive Ichigo¹⁵⁹⁶. Ces batailles, importantes, ne semblent toutefois pas avoir eu la même ampleur que celles du début de la guerre pour la 21^{ème} armée, même si elle n'a pas la chance de faire partie des forces centrales que Jiang économise, après l'entrée en guerre des Etats-Unis, dans la perspective d'une guerre civile qui s'annonce. Quant à la défaite japonaise, survenue sans que Liu Yuqing et ses hommes aient remporté la moindre victoire décisive sur le terrain – sauf contre les Communistes en 1941 – elle ne marque pas la fin de leurs peines.

La guerre continuée

La « fin de la guerre » est même toute théorique pour ceux de ces hommes qui ne sont pas démobilisés : sous le commandement des mêmes officiers (Gu Zhutong, dont l'ancienne 3^{ème} zone de guerre est remaniée en Bureau de pacification de Xuzhou), ils sont à peine déplacés, vers l'embouchure du Yangzi. Liu Yuqing établit ses quartiers à Kunshan, près de Shanghai ; ses subordonnés immédiats sont basés dans la métropole et au Jiangsu.

« Réorganisées » et réarmées avec l'équipement saisi aux Japonais, ces forces, qui totalisent 28 000 hommes environ à l'été 1946, voient leurs efforts redirigés contre des ennemis qui ne sont pas tout à fait nouveaux : l'Armée de campagne de Chine centrale (*Huazhong yezhanjun* 華中野戰軍), en grande partie formée à partir de la Nouvelle Quatrième Armée déjà combattue en janvier 1941. Même si le rapport de force reste inégal, les armées communistes se révèlent désormais des adversaires de taille – particulièrement dans cette région, où elles s'en tirent mieux à ce stade de la guerre civile que leurs homologues de Mandchourie. Elles finissent néanmoins en fuite à l'automne 1946¹⁵⁹⁷, non sans avoir fait payer le prix fort à certaines unités Nationalistes, dont la 21^{ème} division réorganisée. Celle-ci renoue, dans la bataille du centre-Jiangsu (*Suzhong huizhan* 蘇中會戰, juillet-septembre 1946)¹⁵⁹⁸, avec des niveaux de pertes très élevés. En septembre 1946, Tang Enbo suggère à Jiang Jieshi d'en prendre acte : la division est si diminuée et son moral si bas qu'il vaut mieux la dissoudre. Le Généralissime et son chef d'état-major Chen Cheng 陳誠 refusent, au motif que si toute unité endommagée dans la guerre civile est promise à la disparition, les commandants en tireront la leçon qu'il vaut mieux éviter le combat¹⁵⁹⁹. La division, réduite à ses deux brigades encore

¹⁵⁹⁵ GSG/002/090200/00075 et 0076, Télégrammes de Gu Zhutong à Jiang Jieshi, août-novembre 1942 ; CAO, *Zhongguo Guomindang jun jianshi*, op. cit., p. 967.

¹⁵⁹⁶ GSG/002/090200/00085/287, Télégramme de Gu Zhutong à Jiang Jieshi, 26 juin 1944.

¹⁵⁹⁷ WESTAD, *Decisive Encounters*, op. cit., pp. 46-48.

¹⁵⁹⁸ CAO, *Zhongguo Guomindang jun jianshi*, op. cit., pp. 1330, 1354, 1386, 1392, et 1447-1448.

¹⁵⁹⁹ GSG/002/080200/00310/072, Télégramme de Chen Cheng à Jiang Jieshi, 4 septembre 1946.

en état correct (les 145^{ème} et 146^{ème}, ex-145^{ème} et 146^{ème} divisions), est donc conservée et affectée à des terrains moins dangereux, ce que permet la consolidation des positions Nationalistes au début de février 1947 : le quartier général de la division, les troupes qui y sont directement subordonnées (*zhishu budui* 直屬部隊) et le régiment indépendant sont envoyés à Taiwan, « où l'ordre public ne semble pas préoccupant à l'heure qu'il est » ; ils doivent être rejoints sous peu par la 146^{ème} brigade, qui se repose à Shanghai ; quant à la 145^{ème} brigade, elle reste au nord du Jiangsu¹⁶⁰⁰, où elle est encore engagée dans des escarmouches une semaine avant l'éclatement de la révolte taïwanaise¹⁶⁰¹.

Portrait de groupe

Il n'est pas aisé de faire un portrait de groupe de la 21^{ème} division, les quelques informations stéréotypées dont on dispose pour les officiers supérieurs s'effilochant à mesure qu'on descend les échelons hiérarchiques.

○ Le général

Liu Yuqing est sichuanais comme ses hommes et tous ses officiers sans exception, ceux du moins sur lesquels on a quelque lumière¹⁶⁰². Né en 1892 dans une famille de notables – son père a fondé une école –, il reçoit une formation classique relativement sommaire et intègre l'armée du Sichuan, indépendant de fait après la révolution Xinhai, après six mois dans une école militaire mineure de Chengdu¹⁶⁰³. En faisant sa part à la modestie imposée par le genre (les officiers sont tenus d'écrire leur autobiographie), Liu apparaît dans ses documents personnels comme un soldat fiable et compétent, mais manquant d'éducation, d'aisance, de maîtrise du vocabulaire politique qui a cours dans les instances centrales de l'Etat-Guomindang et les cercles de Whampoa – peu flamboyant, presque complexé¹⁶⁰⁴. Les appréciations du haut commandement, les louanges des journalistes officiels laissent transparaître une certaine condescendance de lettrés : Liu a « la volonté de progresser »¹⁶⁰⁵, « l'amour de l'étude » qui manque à tant d'intellectuels¹⁶⁰⁶...

¹⁶⁰⁰ GSG/002/080200/00313/016, Télégramme de Chen Cheng à Jiang Jieshi, 7 janvier 1947.

¹⁶⁰¹ GSG/002/090300/001/161/040, Télégramme de Xue Yue à Jiang Jieshi et Chen Cheng, 21 février 1947.

¹⁶⁰² L'identité de l'armée semble être régionale et non sous-régionale : les lieux de naissance des officiers sont assez divers.

¹⁶⁰³ LIU, *Chilu zaji*, *op. cit.*, pp. 20-23.

¹⁶⁰⁴ GSG/129000034920A, Liu Yuqing, dossier personnel, mars 1955 ; GSG/129000034920A, Liu Yuqing, autobiographie, non datée (1945 ou 1946).

¹⁶⁰⁵ GSG/002/080103/00038/013, Rapport de Xu Yongchang sur la situation des troupes dans la troisième zone de guerre, 15 octobre 1939.

¹⁶⁰⁶ GSG/129000034920A, Liu Yuqing, coupure de presse, « He Liu Yuqing jiangjun zai yiqi de shihou » 和劉雨卿將軍在一起的時候 (Quand j'étais avec le général Liu Yuqing), Tian Zibai, *Saodang ribao*, 24 mars 1947.

Liu Yuqing n'est pourtant pas un soudard ignorant tout des affaires publiques. S'il fait ses débuts à l'écart du tumulte révolutionnaire de Chine orientale et appartient à la clientèle de Liu Xiang, il reconnaît l'autorité du régime de Nanjing et adhère au Guomindang dès 1930¹⁶⁰⁷ - un ralliement précoce pour un militaire sichuanais, qui lui servira longtemps de brevet de loyauté¹⁶⁰⁸. Il se joint au chœur des protestations patriotiques lors de l'invasion japonaise de la Mandchourie, appelant Jiang Jieshi à résister à la « race barbare » des Japonais et à la « haine profonde » qu'ils vouent à la nation chinoise¹⁶⁰⁹, et continue de multiplier les gestes d'allégeance à l'occasion de l'incident de Xi'an (décembre 1936)¹⁶¹⁰, de l'éclatement de la guerre ou encore de la défection de Wang Jingwei 汪精衛¹⁶¹¹. Nous n'avons aucune raison de douter de son adhésion au projet d'unification nationale porté par le Guomindang, auquel il n'a jamais manqué. Elle est compatible, comme pour tant de Chinois de l'époque, avec un attachement intense à la (pas si) petite patrie du Sichuan : en 1939, Guo Rudong et Liu Yuqing se plaignent en public de leur subordination au général cantonnais Xue Yue ; ils sont loyaux au « Centre » depuis si longtemps, et à un tel prix, qu'ils estiment avoir le droit de suivre un Sichuanais au combat¹⁶¹².

Ce patriotisme, toutefois, n'a jamais eu chez lui de traduction que militaire. Liu n'évolue pas dans les cercles des officiers idéologisés de Whampoa, plus jeunes, qui gravitent autour du Leader et se sentent le droit – et le devoir – de le conseiller sur les sujets les plus variés. La guerre, non la politique, est la grande affaire de sa vie. Il a en 1947 trente cinq années de carrière derrière lui, durant lesquelles il a rarement déposé les armes. Ce *curriculum vitae* inclut plusieurs années de lutte contre les Communistes, relativement aisée, sauf en 1946. Elles lui procurent en pratique le savoir-faire contre-insurrectionnel dont Shi Hongxi ne dispose qu'en théorie, et qui lui sera utile à Taiwan (cf. chapitre IX). La guerre sino-japonaise marque dans la trajectoire de Liu une inflexion majeure. C'est d'abord l'heure de la reconnaissance, la bravoure du rustique officier sichuanais lui attirant enfin le respect de ses collègues et supérieurs : sur quatre-vingt dix batailles à son actif en 1955, toutes ses décorations datent de la Guerre de résistance¹⁶¹³. C'est aussi une épreuve d'une pénibilité sans précédent, qui le marque dans sa chair et le familiarise avec la mort de masse, bien plus que la

¹⁶⁰⁷ GSG/129000034920A, Liu Yuqing, Fiche de renseignements personnels, mars 1955.

¹⁶⁰⁸ GSG/129000034920A, Liu Yuqing, autobiographie, non datée (1945 ou 1946).

¹⁶⁰⁹ GSG/002/090200/00004/072, Télégramme de Guo Rudong, Liu Yuqing, Li Changuan et Wang Zhendong, 27 septembre 1932.

¹⁶¹⁰ GSG/002/090300/0004/179, Lettre collective de généraux à Jiang Jieshi 26 décembre 1936 ; GSG/002/090300/0006/187 et 333, *idem*, 25 janvier 1937 et 18 décembre 1936.

¹⁶¹¹ GSG/002/090200/00022/101, Télégramme de Liu Yuqing et Zhan Zhongyan à Jiang Jieshi, 6 janvier 1939.

¹⁶¹² GSG/002/080200/00511/012, Synthèse de rapports de Dai Li 1^{er} et 2 juillet 1938.

¹⁶¹³ TENG Jingyuan 滕景源, *Zhonghua minguo jiangling zhuanlüe* 中华民国将领传略 (Biographies succinctes des officiers supérieurs de la République de Chine), Harbin : Heilongjiang xinhua, 1998, pp. 154-157 ; GSG/129000034920A, Liu Yuqing, autobiographie, non datée (1945 ou 1946).

guerre civile, déjà sans merci, des années 1930-1935. D'autant que cette mort fauche souvent des hommes qu'il connaît personnellement, car les officiers de l'armée de terre chinoise se font tuer en grand nombre – du général Chen Anbao aux subordonnés dont Liu s'entoure, et qui sont ses familiers¹⁶¹⁴.

○ Les officiers supérieurs

Les armées régionales, bien plus que les forces centrales, sont en effet caractérisées par des liens personnels forts entre échelons hiérarchiques. La 26^{ème} division avait dans une large mesure été mise sur pied par Guo Rudong et Liu Yuqing. De même, quand il prend la tête de la 21^{ème} armée en janvier 1942, ce dernier remanie-t-il son encadrement pour y placer ses hommes de confiance, dont plusieurs le suivront à Taiwan en mars 1947.

On ne peut faire de cette équipe qu'un portrait impressionniste. Le vice-commandant Yue Xingming 岳星明, né en 1903, est comme son chef un militaire provincial typique, formé à l'Ecole des officiers du Sichuan (*Sichuan jun guan xuexiao* 四川軍官學校), qui n'a intégré le Parti qu'en 1933 ; Liu le débauche de l'état-major de la troisième zone de guerre, à laquelle son armée appartient¹⁶¹⁵. A la tête de ses divisions, il promeut des hommes d'âge et de parcours comparables, issus quant à eux de la 21^{ème} armée : Dai Chuanxin 戴傳薪 (146^{ème} division), né en 1905, entré plus tôt au Guomindang (1923) et passé par l'Ecole des officiers de Tokyo, dans l'unité depuis 1930¹⁶¹⁶ ; Ling Jianxian 凌諫銜 (145^{ème} division), né en 1908, passé par l'académie de Whampoa avant de rentrer au pays intégrer la 21^{ème} armée¹⁶¹⁷.

Ling n'est pas un cas isolé. La 21^{ème} armée étant une force régionale assez bien intégrée à l'instrument militaire national, le passage par l'académie de Whampoa (ou ses avatars successifs) avant un retour au bercaïl semble un parcours assez courant parmi les officiers supérieurs et/ou remplissant des fonctions politiques. C'est le cas de Zhang Yiqing, né en 1903, vice-commandant de la 148^{ème} division et chef du département politique (*zhengzhibu zhuren* 政治部主任) de l'armée à la fin de la guerre¹⁶¹⁸. Le commandant de division et son second, cependant, sont issus des écoles

¹⁶¹⁴ En sept jours, en novembre 1937, Liu voit périr deux de ses quatre commandants de régiment et douze commandants de bataillon. TENG, *Zhonghua minguo jiangling zhuanliu*, op. cit., pp. 154-157. Le plus haut gradé tombé au champ d'honneur du côté des Alliés est d'ailleurs un général chinois, Zhang Zizhong. Cf. Arthur WALDRON, "China's New Remembering of World War II: The Case of Zhang Zizhong", *Modern Asian Studies*, n° 30 (4), 1996, pp. 945-978.

¹⁶¹⁵ GSG/129000030008A, Yue Xingming, Fiche de renseignements personnels, 1946.

¹⁶¹⁶ GSG/129000116834A, Dai Chuanxin, Fiche de renseignements personnels, non datée (postérieure à 1947).

¹⁶¹⁷ « Huangpu Kangzhan mingjiang Lin Jianxian » 黄埔抗战名将凌谏銜 (Le célèbre général de Whampoa de la Guerre de résistance Ling Jianxian), *Yongchuan ribao*, 21 août 2015, p. 3.

¹⁶¹⁸ GSG/129000020741A, Zhang Yiqing, Fiche de renseignements personnels, non datée (vers 1945).

militaires strictement professionnelles de la fin de l'Empire et du début de la République : les hommes de Whampoa leur restent subordonnés¹⁶¹⁹.

L'image se brouille dès qu'on descend dans les grades. En 1945, Ma Guorong 馬國榮 dirige le 438^{ème} régiment de la 146^{ème} division et seconde Dai Chuanxin à la tête de cette dernière ; « vieux » soldat (il est né en 1903), il semble être monté dans le rang après une formation sommaire¹⁶²⁰. Luo Zhouneng, qui commande le 436^{ème} régiment au début de la guerre civile, est né en 1907 et est sans doute passé par le Japon (il en maîtrise la langue)¹⁶²¹. Li Yi, également commandant de régiment (le 434^{ème}), est fort jeune à en croire la presse taiwanaise¹⁶²².

Cette jeunesse (les commandants de division de 35 ou 40 ans ne sont pas rares) est une caractéristique générale de l'armée chinoise dans la deuxième moitié de la guerre, ne serait-ce qu'en raison des énormes pertes subies par le corps des officiers en 1937-1938. Elle n'empêche ni l'ancienneté, ni la cohérence des unités, tant les carrières peuvent commencer tôt. Un certain Huang Peiyi, né en 1908, intègre l'armée du Sichuan à 15 ans, et l'état-major de Liu Yuqing en 1932 au plus tard. En 1947 à Taiwan, il fait encore partie de l'équipe de son mentor, qui a parrainé son adhésion au Guomindang et sous les ordres duquel il a servi au bas mot de l'âge de 24 ans à celui de 39 ans, avec peu d'interruptions. Huang n'indique, en 1944, que deux amis proches : deux membres de la 21^{ème} armée¹⁶²³. La guerre interminable, menée loin du foyer dans une région au dialecte obscur, l'absence de système de permission, autant d'éléments qui font de l'unité le lieu essentiel de la vie matérielle et affective, et des camarades l'objet concret des loyautés.

¹⁶¹⁹ C'est un trait général de l'Armée nationale à la fin de la guerre : malgré la « whampoisation » des officiers supérieurs au cours du conflit, les diplômés de Baoding et des académies provinciales, plus âgés, restent généralement en charge des plus hauts postes – commandants de groupes d'armées et de zones de guerre et souvent encore, dans les armées régionales, d'armées et de divisions. ZHANG, *Kangzhan shiqi guojun renshi*, *op. cit.*, pp. 8-9.

¹⁶²⁰ Médaille commémorative pour les soixante ans de la victoire dans la Guerre de résistance contre le Japon, Ma Guorong, 9 septembre 2005.

¹⁶²¹ « Taizhong zhixu quanbu huifu » 台中秩序全部恢復 (L'ordre est totalement rétabli à Taizhong), *Xinshengbao*, 21 mars 1947.

¹⁶²² « Daoshang dongnan » 島上東南 (L'île du sud-est) (série), *Xinshengbao*, 28 avril 1947.

¹⁶²³ GSG/002/080200/00107/080, Télégramme de Guo Rudong et Liu Yuqing à Jiang Jieshi, 19 juillet 1937 ; GSG/129000032888A, Huang Peiyi, Fiche de renseignements personnels, 1944 ; « Lujun zhengbian nianyi shi Taiwan sheng zhongbu suijingqu silingbu suijing jihua gangyao » 陸軍整編第廿一師台灣省中部綏靖區司令部綏靖計畫綱要 (Grandes lignes du plan de pacification du commandement de la zone de pacification Centre de Taiwan, 21^{ème} division réorganisée), dans *ZLXJ* 3, p. 52.

○ Les officiers subalternes, les hommes et l'expérience du combat

Plus bas dans la hiérarchie, nous sommes confrontés à une absence de sources presque totale. Les recrues chinoises sont dans leur grande majorité des paysans pauvres et peu alphabétisés¹⁶²⁴ : elles ont laissé peu d'écrits personnels, ce qui rend difficile d'en établir un profil type sans tomber dans l'abstraction ou la caricature. Les seules informations chiffrées que nous avons trouvées sur les hommes du rang envoyés à Taiwan sont anecdotiques : les âges et origines d'une équipe de renseignement de la 146^{ème} brigade. Sur dix-huit hommes, douze viennent du Sichuan. L'âge de dix d'entre eux n'est pas renseigné (ils l'ignorent sans doute), les huit autres étant âgés de 19 à 34 ans. Cette moyenne élevée (un peu plus de 29 ans) s'explique sans doute en partie par leurs fonctions de renseignement, bien que les grades ne soient pas précisés. C'est à peu près tout¹⁶²⁵. On gagne davantage à savoir d'où viennent les hommes à qui nous avons affaire, et par quoi ils sont passés.

Il est possible qu'une petite partie de la 21^{ème} division envoyée à Taiwan en 1947 ait, comme plusieurs de ses officiers, combattu les Communistes en 1933-1935, car les carrières sont longues pour les fantassins aussi. Les soldats professionnels, surtout, passent parfois plus de dix ans dans la même unité¹⁶²⁶. Toutefois, tant pour des raisons numériques que chronologiques, la majorité de la division est probablement composée de conscrits (mêlés aux professionnels dans les forces régionales), recrutés pendant la Guerre de résistance.

Les tares de l'armée chinoise sont bien connues. Les critères de santé et de forme physique pour la conscription ne résistent pas à la réalité de la misère, ni aux mille manières, pour ceux qui ont quelque bien, de truquer le tirage au sort ou d'acheter des remplaçants. Dans une province comme le Sichuan, où la culture de l'opium est endémique, les recruteurs peinent en outre à trouver des candidats sains en nombre suffisant – particulièrement quand les habitants se rendent compte qu'une addiction suffisamment sévère est un moyen d'échapper au service militaire¹⁶²⁷. À en croire Stephen MacKinnon, pourtant, les armées régionales se tiennent mieux au front que les forces centrales encadrées par les officiers de Whampoa. Le professionnalisme de leurs officiers supérieurs (formés à la guerre – et non à la révolution – à l'académie de Baoding, ou dans des écoles militaires régionales du même type), leur cohésion régionale, la force des loyautés personnelles nées d'un

¹⁶²⁴ Le taux d'illettrisme en Chine est d'environ 80% en 1949 (90% chez les femmes). Lucien BIANCO, *La récidive. Révolution russe, révolution chinoise*, Paris : Gallimard, 2014, p. 80. Ce chiffre est à coup sûr bien plus élevé dans la masse rurale d'une province reculée.

¹⁶²⁵ « Lujun zhengbian ershiyi shi di yisiliu lü suijing xiangbao », dans ZLXJ 4, pp. 335-338.

¹⁶²⁶ MACKINNON, *Wuban 1938, op. cit.*, p. 28. MACKINNON « The Defense of the Central Yangtze », *op. cit.*, p. 189.

¹⁶²⁷ LANDDECK, "Under the Gun", *op. cit.*, p. 101.

long compagnonnage¹⁶²⁸ sont autant de facteurs qui expliqueraient, selon Stephen MacKinnon, une discipline supérieure à la moyenne, qui se traduit notamment par un faible taux de désertion¹⁶²⁹. Il est possible que cette opposition soit forcée, car elle s'appuie sur l'étude de la bataille de Wuhan : si le comportement des officiers de Whampoa semble timoré, on peut aussi en chercher la cause dans l'enfer que ces hommes viennent de traverser à Shanghai et Nanjing. Les officiers des armées régionales qui tiennent le premier rôle autour de Wuhan (700 000 hommes, issus principalement du Guangxi, Sichuan et Guangdong) n'y ont pas, pour la plupart, souffert au même degré.

Sans prétendre trancher la question, force est de constater que les « soldats en sandales » se sont battus huit ans et plus dans des conditions d'une brutalité inouïe. La Guerre de résistance, dans sa dimension tactique et plus encore personnelle, reste très mal connue pour un événement de cette ampleur. On sait la triste condition du conscrit ordinaire, bien souvent recruté de force, victime de la faim et des maladies, soumis à une discipline aléatoire et brutale¹⁶³⁰. Au-delà de ces généralités, beaucoup nous échappe, et avant tout l'expérience du combat. Les bribes de connaissances dont on dispose ne permettent d'en faire qu'une esquisse.

Il y a, avant tout, l'évidence d'une brutalisation profonde – accoutumance à tuer, à voir mourir et, si l'on ose dire, à se faire tuer en grand nombre, y compris chez les officiers¹⁶³¹. Les luttes entre seigneurs de la guerre puis contre les Communistes l'ont incontestablement préparée, mais la Guerre de résistance représente, par son ampleur comme par ses enjeux, un saut qualitatif. Celui-ci est dû, en premier lieu, au fossé technologique qui sépare l'armée chinoise de l'ennemi et va croissant après le sacrifice des armées centrales dans les premiers mois de la guerre, puis avec le repli à Chongqing, qui archaïse le régime en le coupant de ses bases fiscales de la côte. La supériorité aérienne japonaise, en particulier, est un danger mortel ; tous les témoignages attestent de la terreur qu'elle répand (de même que les gaz de combat). A de rares exceptions près, les Chinois mènent une guerre au ras du sol, laissant les nations industrialisées – l'ennemi japonais, les alliés russes puis

¹⁶²⁸ Le paternalisme tempère ainsi quelque peu la brutalité des rapports hiérarchiques, contrairement aux unités dont les officiers changent régulièrement. LARY, *Warlord Soldiers*, *op. cit.*, p. 58.

¹⁶²⁹ MACKINNON, "The Defense of the Central Yangtze", *op. cit.*, pp. 185-186, 188-189 et 205.

¹⁶³⁰ Les récits classiques les plus sombres se trouvent dans CHI, *Nationalist China at War*, *op. cit.*, *passim*, et Lloyd EASTMAN, *Seeds of Destruction: Nationalist China in War and Revolution: 1937-1949*, Stanford : Stanford University Press, 1984.

¹⁶³¹ Le concept de brutalisation a été mis en avant par MOSSE, *Fallen Soldiers*, *op. cit.*. Repris et élaboré en France dans les travaux de « l'école de Péronne », à commencer par Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker (AUDOIN-ROUZEAU et BECKER, *14-18, retrouver la guerre*, *op. cit.*), il a fait l'objet de critiques empiriques et méthodologiques, notamment de la part d'Antoine PROST, « Les limites de la brutalisation. Tuer sur le front occidental, 1914-1918 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 81, 2004, pp. 5-20. Il est avéré que le paradigme de la « brutalisation » ne fonctionne qu'à certaines conditions et n'a rien d'un effet mécanique. Pour le cas qui nous concerne et sans entrer dans les détails de la controverse, que des hommes confrontés aussi longtemps et directement à la mort violente voient leurs seuils d'acceptabilité augmenter nous paraît relever du sens commun.

américains – se disputer la suprématie dans les airs. Ils mènent également une guerre lente, le plus souvent à pied : le retard est aussi flagrant dans le domaine de la motorisation. Il est aggravé par un savoir tactique dépassé qui privilégie la guerre de position et la défense sur une seule ligne, malgré les objurgations répétées du commandement central¹⁶³². Essentiellement équipées d'un armement léger (fusils, mitrailleuses, grenades), les troupes chinoises sont moins précises dans leur emploi (mauvaise visée, grenades lancées trop tôt et qu'on leur renvoie...) ¹⁶³³. Elles n'ont d'avantages que leur nombre, qui suffit rarement, et parfois leur connaissance du terrain (parfois seulement : elles combattent le plus souvent à des centaines, voire des milliers de kilomètres de leurs régions natales, comme c'est le cas des Sichuanais dans la vallée du bas-Yangzi). Ceux-ci jouent à plein la nuit et de près¹⁶³⁴ : c'est dans les charges et en combat rapproché que l'infanterie chinoise s'illustre, quand c'est possible à l'arme blanche, qui économise les munitions et réduit à peu de choses l'inégalité des moyens¹⁶³⁵. L'Armée impériale redoute particulièrement ces assauts, du moins avant que l'épuisement et un recrutement de moins en moins exigeant ne fassent baisser le niveau physique¹⁶³⁶. Sur le champ de bataille de Songhu, les principaux succès de Liu Yuqing sont remportés de cette manière, par une combinaison de raids nocturnes contre les blindés ennemis – on manie les explosifs à la main – et d'attaques soudaines au sabre (*dadao* 大刀)¹⁶³⁷. Quand la surprise n'est pas possible, le commandement n'hésite pas à faire usage de vagues humaines pour se rapprocher des lignes ennemies, au prix de pertes effrayantes¹⁶³⁸.

L'armée chinoise fait très peu de prisonniers. L'exécution quasi-systématique des captifs sur place nuit d'ailleurs à la qualité du renseignement et contribue à expliquer la nature chaotique des

¹⁶³² MACKINNON, "The Defense of the Central Yangtze", *op. cit.*, p. 187.

¹⁶³³ ZHANG Ruide (Chang Jui-te) 張瑞德, « Kangzhan shiqi lujun de jiaoyu yu xunlian » 抗戰時期陸軍的教育與訓練 (L'entraînement et l'instruction dans l'armée de Terre pendant la Guerre de résistance), dans *Zhonghua minguo jianguo bashi nian xueshu taolun ji* 中華民國建國八十年學術討論集 (Recueil de contributions académiques pour le quatre-vingtième anniversaire de la fondation de la République de Chine), Taïpei : Zhonghua minguo jianguo bashi nian xueshu taolun ji bianji weiyuanhui, 1991, vol. 1, pp. 525-560, p. 547. Les innovations décisives en matière d'atteinte à la barrière anatomique datent, en Europe, de la Grande Guerre (AUDOIN-ROUZEAU, « Au cœur de la guerre », *op. cit.*). Elles sont importées en Chine par les seigneurs de la guerre, qui mènent leurs batailles des années 1920 avec le matériel de 14-18. En termes de létalité et de radicalité, cependant, les conflits entre *warlords*, qui n'ont pas pour objectif l'anéantissement physique de l'ennemi, ne sont pas comparables avec la guerre sino-japonaise. Ils sont en outre menés à armes à peu près égales.

¹⁶³⁴ MACKINNON, "The Defense of the Central Yangtze", *op. cit.*, p. 187.

¹⁶³⁵ Ce fait est moins transgressif, au milieu du XXe siècle, dans un pays comme la Chine qu'en Europe de l'ouest. Les travaux agricoles, l'abattage des bêtes – la grande majorité des soldats sont d'origine rurale –, mais aussi les modes d'exécution judiciaire ou extra-judiciaire (malgré les réformes « modernistes », la décapitation reste pratiquée dans les zones reculées) rendent l'usage des lames et son spectacle relativement familiers.

¹⁶³⁶ ZHANG, « Kangzhan shiqi lujun de jiaoyu yu xunlian », *op. cit.*, pp. 547-548.

¹⁶³⁷ TENG, *Zhonghua minguo jiangling zhuannüe*, *op. cit.*, pp. 154-157.

¹⁶³⁸ Ainsi à Nanchang et Changsha lors des contre-offensives de 1939, MACKINNON, "The Defense of the Central Yangtze", *op. cit.*.

opérations, souvent beaucoup plus coûteuses en vies civiles et militaires que les impératifs tactiques ne l'exigent – ainsi l'incendie préemptif de Changsha en novembre 1938, qui se révèle entièrement superflu¹⁶³⁹. La valeur de la vie humaine est d'autant plus faible qu'il est rarement possible de venir en aide aux blessés graves, presque toujours promis à la mort. Cette brutalisation est aussi, tout simplement, le produit des enjeux de la guerre tels que les Japonais eux-mêmes les ont fixés. Après le massacre de Nanjing et ses multiples répliques à moindre échelle – comme à Jiujiang en juillet 1938 –, il est clair que l'Armée impériale ne fait pas une nette différence entre civils et militaires chinois. Par ailleurs, la situation d'occupation et l'asymétrie des moyens poussent l'infanterie chinoise à user de techniques irrégulières et à brouiller elle-même la frontière, notamment par l'usage de commandos en civil (*bianyidui* 便衣隊).

Il est bien sûr impossible d'affirmer que les hommes du rang partagent le patriotisme des chefs, à plus forte raison la version qui en est promue par le Guomindang. La mise en garde d'Omer Bartov contre le risque de réduire les « rangs inférieurs de l'armée à une masse grise, anonyme, [...] dépourvue de volonté et de conscience »¹⁶⁴⁰, alignée par défaut sur le discours des élites, est d'autant plus valable qu'on ne saurait ici supposer un « lent travail éducatif de 'nationalisation' des masses »¹⁶⁴¹ dans cette armée de paysans le plus souvent illettrés, socialisés sous un pouvoir central faible et lointain. Si, par conséquent, on peut raisonnablement conjecturer que l'officier de Whampo « parle comme la propagande parce qu'il *pense* comme elle, parce que tout en lui [est] prêt à penser comme elle »¹⁶⁴², on ne saurait s'avancer de la sorte pour le fantassin ordinaire. Le commandement en est douloureusement conscient : l'état-major de la deuxième zone de guerre énonce un lieu commun quand il déplore, en 1939, « les connaissances, l'idéologie et l'esprit exceptionnellement arriérés » (*xueshu, sixiang, jingshen jun yichang luobou* 學術、思想、精神均異常落後) de la 26^{ème} division de Liu Yuqing. Le décalage entre les attentes de la hiérarchie et l'état d'esprit des troupes est patent¹⁶⁴³. Cela n'implique pas, toutefois, qu'elles n'investissent aucun affect dans la guerre. Si l'attachement abstrait à la nation fait souvent défaut, l'arpentage du territoire en guerre lui donne corps¹⁶⁴⁴, et l'indignation est unanime devant l'invasion japonaise, dont l'ampleur

¹⁶³⁹ *Ibid.*, p. 187 ; ZHANG, « Kangzhan shiqi lujun de jiaoyu yu xunlian », *op. cit.*, p. 548 ; MACKINNON, *Wuhan 1938*, *op. cit.*, p. 24.

¹⁶⁴⁰ Cité dans Nicolas MARIOT, « Faut-il être motivé pour tuer ? Sur quelques explications aux violences de guerre », *Genèses*, n° 53 (4), 2003, pp. 154-177, p. 173.

¹⁶⁴¹ *Ibid.*, p. 173.

¹⁶⁴² Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, *Quelle histoire. Un récit de filiation (1914-2014)*, Paris : Seuil, 2013, p. 59.

¹⁶⁴³ GSG/002/080103/00038/013, Rapport de Xu Yongchang sur la situation des troupes dans la troisième zone de guerre, 15 octobre 1939.

¹⁶⁴⁴ Sur le renforcement de l'appartenance nationale pendant la Guerre de résistance, cf. MITTER et MOORE, "China in World War II, 1937-1945: Experience, Memory and Legacy", *op. cit.*, *passim*.

et la violence rendent évident à chacun le danger existentiel qui pèse sur sa propre localité¹⁶⁴⁵, et plus concrètement encore sur la tombe de ses ancêtres¹⁶⁴⁶. Il faut à tout le moins donner un sens à l'énormité du sacrifice¹⁶⁴⁷, convertir en haine la peur et le sentiment d'impuissance, venger les camarades tombés. La différence est frappante avec la guerre civile qui suit, profondément impopulaire, durant laquelle les troupes Nationalistes, à l'exception de ses cadres les plus anticommunistes, ne savent pas pourquoi elles se battent et se débandent en masse. En 1945, par contraste, l'hostilité viscérale pour les Japonais est une évidence pour des vétérans comme ceux de la 21^{ème} armée : elle s'enracine dans une expérience paroxystique.

Le départ pour Taiwan

A quoi s'attendent ces hommes, quand ils apprennent de leur général qu'ils partent pour Taiwan mater un soulèvement¹⁶⁴⁸ ? Les informations relayées par la presse continentale, auxquelles la plupart n'ont accès que par ouï-dire, sont confuses et contradictoires, les histoires d'atrocités alternant avec les correctifs. De Formose, il y a fort à parier qu'ils ne connaissent rien ou presque. Liu Yuqing a fait rédiger, à l'attention du contingent parti à l'hiver 1946-1947, une petite brochure aujourd'hui perdue, et dont le reste de la division dispose sans doute¹⁶⁴⁹ – rien, probablement, qui permette aux soldats de comprendre l'explosion de colère qui vient d'avoir lieu. Du moins savent-ils leurs camarades assiégés et se figurent-ils un danger bien plus mortel qu'il ne l'est. Le détroit est agité. Sur les navires qui les mènent en tanguant vers l'île, ces paysans sichuanais – combien ont déjà pris la mer ? – emportent leur barda, leur incertitude et la mémoire vivante de la guerre.

¹⁶⁴⁵ MACKINNON, *Wuban 1938*, *op. cit.*, p. 28.

¹⁶⁴⁶ Entretien avec Aaron Moore, Chicago, 28 mars 2015.

¹⁶⁴⁷ Sur l'importance de la notion de sacrifice dans le discours officiel chinois pendant la guerre, cf. COBLES, "Writing about Atrocity", *op. cit.*, *passim*.

¹⁶⁴⁸ La date exacte du premier départ (5 ou 6 mars) est contestée. C'est sans importance ici. « Lujun zhengbian di ershiyi shi dui Taiwan shibian kanluan gaiyao », dans ZLXJ 1, p. 196 ; He Pinru 何聘如, « Jiang jun zhenya Taiwan renmin jishi » 蔣軍鎮壓台灣人民紀實 (Chronique de la répression du peuple taiwanais par l'armée de Jiang Jieshi), dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, *op. cit.*, pp. 189-191.

¹⁶⁴⁹ GSG/129000034920A, Liu Yuqing, coupure de presse, « He Liu Yuqing jiangjun zai yiqi de shihou », *Saodang ribao*, 24 mars 1947.

Le contraste avec les intentions originelles de Chen Yi est saisissant. Le rude gouverneur, militaire rompu aux jeux de pouvoir des *warlords*, ne peut être soupçonné de délicatesse. Pourtant, il a sincèrement voulu faire de l'île recouvrée une province modèle. Encouragé par ses conseillers, et caressant l'idée de reproduire le miracle opéré par les Japonais à Formose, il a échaffaudé le projet d'un Etat de police (ou plutôt, quadrillé comme il l'est par les services secrets, un Etat policier), où les instruments de la violence seraient confiés aux civils. Pour conjurer la guerre une bonne fois, il a renvoyé de l'autre côté du détroit tout ce qu'il a pu de soldatesque, symbole des tares de la Chine depuis l'effondrement de l'Empire ; le reste, il l'a cantonné dans ses forts et ses casernes. Le statut dérogatoire de Taiwan, le gouvernorat militaire lui-même servaient, dans son esprit, à isoler la province du chaos continental et permettre le succès de l'expérience : Chen Yi comptait régner sur l'armée, non par elle.

L'effondrement de mars 1947 révèle à quel point l'édifice était fragile. Le dispositif central – la police – cède d'un coup. Ramené à son rôle de commandant en chef mais largement impuissant, Chen Yi joue le peu de cartes dont il dispose : manœuvrer ce qui lui reste de troupes et de police militaire, négocier avec le Comité de résolution de Taïpei (lui-même loin de contrôler la situation) et surtout appeler l'armée à la rescousse – tandis que les services secrets, qui lui échappent pour l'essentiel, fourbissent leurs armes en attendant leur heure.

Chen Yi espérait, une fois la guerre finie, reprendre sur des bases saines la construction de l'Etat et sauter à pieds joints dans la modernité autoritaire dont le Japon colonial avait donné l'exemple. En mars 1947, Taiwan est rattrapé par le spectre de la guerre de huit ans que son gouverneur a voulu, un peu vite, laisser derrière lui.

CHAPITRE VIII – LES SEMAINES SANGLANTES : UN BREF RECIT DE LA REPRESSION

Le déroulement chronologique de la répression qui suit l'Incident du 28 février est assez bien connu. Les zones d'ombre qui demeurent, et sur lesquelles nous reviendrons, ne sont pas de nature à altérer fondamentalement le récit. Il faut donc commencer par retracer ce dernier avec plus de détail que dans l'introduction générale. Considérer « la répression » comme un bloc conduirait en effet à négliger les fluctuations de la violence dans le temps qui, si court qu'ait été l'événement, ne sont pas accessoires. Les brèves éruptions, comme la révolte taiwanaise de 1947, sont des séquences d'une grande densité, dont la dynamique interne très rapide est cruciale pour comprendre les variations dans l'intensité et les modalités de la violence.

Pourtant, on perdrait beaucoup à se cantonner à la succession des faits. D'abord en raison de leur profusion. Le volume énorme des publications sur 1947 à Taiwan permet de descendre à un niveau de granularité qui apporte plus de confusion que de clarté et fait aisément de l'érudition un borbier. Ensuite parce que la compacité de l'événement autorise à dégager des tendances générales : les militaires chinois qui opèrent à Taiwan de mars à mai 1947 n'appliquent certes pas un « programme » préexistant, mais leur action s'inscrit dans un temps trop court pour que les catégories qui y président se transforment en profondeur. En outre, comme nous le verrons, la violence qu'ils rencontrent et exercent n'est pas – selon leurs critères – d'une intensité propre à bouleverser leurs repères. Enfin, c'est un problème récurrent de la recherche historique que l'impossibilité d'assurer en même temps la précision de la chronologie et celle de l'interprétation, cette dernière nécessitant d'interrompre, d'aplatir ou à tout le moins de styliser fortement le récit¹⁶⁵⁰.

Nous procéderons donc en deux temps, d'importance inégale. Dans le présent chapitre, nous reprendrons le cours des événements de mars à mai 1947, de manière à en fixer le cadre chronologique et géographique (I), puis aborderons la question épineuse du nombre de victimes de l'Incident (II). Ces bases jetées, nous procéderons à l'analyse de la violence de la répression au chapitre suivant.

¹⁶⁵⁰ Christian Ingrao appelle ce dilemme, par clin d'œil à Heisenberg, le « principe d'incertitude » en histoire. Nous le remercions de nous avoir communiqué cette expression.

I. LE DEROULEMENT DE LA REPRESSION

La répression de l'Incident du 28 février a trois temps :

- Les opérations ponctuelles menées jusqu'à l'arrivée des renforts, entravées par la faiblesse et la peur des troupes chinoises ainsi, sans doute, que par les directives contradictoires de Taïbei. Seul le coup de force de Peng Mengji à Gaoxiong le 6 mars reverse l'initiative (A).
- La campagne de répression sanglante qu'on peut faire commencer le 9 mars avec l'arrivée des premiers renforts à Jilong, et que George Kerr appelle « le massacre de mars »¹⁶⁵¹. Sa phase intensive dure jusqu'au 20 mars environ. L'arrivée de troupes supplémentaires transforme radicalement le rapport de force, réel comme perçu. A partir de cette date, la violence exercée l'est dans la grande majorité des cas de manière unilatérale, à l'exception des combats très inégaux qui opposent, au centre de l'île, la 21^{ème} division aux combattants taiwanais les plus motivés, et qui prennent le plus souvent la forme d'une traque (B).
- La phase de répression moins intensive qui commence aux environs de la dernière décade de mars et se poursuit pendant plusieurs semaines. Par commodité, on peut la faire cesser avec la levée de la loi martiale le 16 mai, même si certains de ses effets perdurent après cette date (cf. Epilogue et conclusion) (C).

A. Avant l'arrivée des renforts

Nous ne reviendrons pas ici sur les opérations strictement défensives des forces armées chinoises, évoquées aux chapitres V et VII. Ne seront considérées que les actions répressives, c'est-à-dire visant, sans nécessairement y parvenir, à faire cesser la révolte par la force. Avant l'arrivée des renforts le 9 mars, ces tentatives se concentrent essentiellement à Taïbei et à Gaoxiong¹⁶⁵².

Taïbei : loi martiale et affrontements urbains

Quand les émeutes éclatent à Taïbei le 28 février, Chen Yi, en tant que commandant de la garnison de Taiwan, décrète la loi martiale (*jièyan* 戒嚴) dans la ville à partir de 18h. L'objectif immédiat est de faciliter le maintien de l'ordre en le confiant aux forces armées, la police s'étant évaporée. La loi martiale donne les coudées franches au chef d'état-major Ke Yuanfen, qui prend en charge ses dimensions pratiques. Il fait interdire les rassemblements et cortèges et déclare un couvre-feu en ville de 20h à 6h du matin, sauf nécessité impérieuse ; des sentinelles sont postées

¹⁶⁵¹ KERR, *Formosa Betrayed*, *op. cit.*, p. 291.

¹⁶⁵² Et ponctuellement à Jilong, où Shi Hongxi tente de contrôler l'espace urbain autour de son fort mais reste principalement sur la défensive. MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, pp. 121-122.

sur les axes et carrefours importants¹⁶⁵³. La mise en œuvre de ces mesures est confiée à Zhang Mutao ; il dispose dans ce cadre de deux compagnies (*lian* 連) de police militaire, appelées depuis Danshui et Jilong, et des soldats disponibles à Taibei, Ke Yuanfen faisant venir deux compagnies (*zhongdui* 中隊) du bataillon de défense du fort de Jilong¹⁶⁵⁴. Le quartier général tente également d'obtenir des renforts du sud, mais ceux-ci se trouvent bloqués par les rebelles à Xinzhu. Ces forces constituent des patrouilles volantes montées sur des camions qui dispersent, le plus souvent à coups de mitrailleuse, les groupes « d'émeutiers » qu'elles rencontrent, sans pour autant parvenir à étouffer le soulèvement. La police militaire et ce qui reste de la police procèdent à de nombreuses arrestations dans les rues de la capitale¹⁶⁵⁵.

Les troubles s'étant immédiatement communiqués au port stratégique de Jilong, la loi martiale y est également déclarée le 1^{er} mars, sous la supervision du commandant du fort Shi Hongxi. Ce dernier fait diviser la ville et ses environs en trois zones d'alerte (*jingjie qu* 警戒區) gardées par des soldats en faction appuyés par des équipes mobiles ; la police et la police militaire y passent sous son commandement¹⁶⁵⁶. Du 28 février au 3 mars, la garnison du fort consomme 35 000 cartouches de fusil¹⁶⁵⁷, 50 000 cartouches de mitrailleuse, 5000 cartouches de pistolet, et 550 grenades¹⁶⁵⁸ : l'état d'« alerte » à Jilong est des plus mouvementés.

C'est aussi le cas à Taibei. La tendance des patrouilles à tirer à vue sur les attroupements les plus innocents, et même sur des passants isolés, pousse les représentants de la Commission d'enquête sur le drame du contrôle de cigarettes (cf. Introduction) à demander à Chen Yi de leur interdire de faire feu, sauf en cas d'impérieuse nécessité¹⁶⁵⁹. Sensible à leurs arguments¹⁶⁶⁰ ou conscient de sa faiblesse, le gouverneur annonce à la radio le 1^{er} mars à 17h qu'il accède aux demandes des représentants du peuple : la loi martiale sera levée à minuit et les suspects libérés sur garantie des chefs de quartier (*lizhang* 里長) et de voisinage (*linzhang* 鄰長) ; seule l'interdiction de manifester et

¹⁶⁵³ « Taibei shi linshi jieyan silingbu bugao » 台北市臨時戒嚴司令部佈告 (Annonce du commandement de l'état d'urgence provisoire dans la ville de Taibei), *Xinshengbao*, 1^{er} mars 1947.

¹⁶⁵⁴ « Shibian shiri ji – Ke Yuanfen », entrée du 28 février, *Xinshengbao*, 10 mai 1947.

¹⁶⁵⁵ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, op. cit., p. 55.

¹⁶⁵⁶ « Taiwan Er'erba shibian Jilong qu suijing baogao shu », mai 1947, dans ZLXJ 3, pp. 352-353, 355 et 391.

¹⁶⁵⁷ Ce chiffre doit être apprécié au regard du fait que, mitrailleuses mises à part, les armes qui équipent l'armée de terre chinoise ne sont pas automatiques et tirent au coup par coup.

¹⁶⁵⁸ « Jiaofei zhanyi fuhuo sunhao baogao biao » 剿匪戰役俘獲損耗報告表 (Tableau des captures et dépenses dans la bataille pour éliminer les bandits), Shi Hongxi, 2 avril 1947, dans ZLXJ 4, p. 470.

¹⁶⁵⁹ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, op. cit., p. 57.

¹⁶⁶⁰ Ils lui expliquent notamment que la loi martiale, en entravant les communications, va faire flamber les prix de première nécessité et attiser la colère populaire. « Shibian shiri ji – Ke Yuanfen », entrée du 1^{er} mars, *Xinshengbao*, 12 mai 1947.

de faire grève est maintenue¹⁶⁶¹. Cette modération n'est pas du goût du chef d'état-major et des services du renseignement militaire, partisans d'emblée d'un usage illimité de la force, auquel le gouverneur semble s'opposer par prudence¹⁶⁶². Le 2 mars à 15h, il joue de nouveau l'apaisement en levant l'obligation de garantie par les chefs de quartier et de voisinage – on libérera les prisonniers sur simple garantie de leurs proches –, promet des indemnités pour les morts et les blessés et annonce la création du Comité de résolution de l'Incident du 28 février (cf. Introduction)¹⁶⁶³. A en croire George Kerr, il accepte également de retirer progressivement les patrouilles armées des rues de Taïpei, qui doivent en attendant placer leurs armes sur le sol des véhicules¹⁶⁶⁴.

Le fait que cet engagement doive être réitéré montre que la fin de la loi martiale est théorique¹⁶⁶⁵. Confrontées à des attaques persistantes contre les postes de police et les Chinois du continent, plongées dans une ignorance angoissante sur l'ampleur de l'insurrection et le sort qui leur est promis, les forces armées continuent de tirer de manière préventive. Taïpei résonne de coups de feu jusqu'au 4 mars, avec un répit relatif le 3 à l'occasion duquel les commerces et les transports recommencent à fonctionner à bas régime. Entre-temps, le prix des denrées s'est envolé et les tensions sociales s'exacerbent. Les autorités ne maîtrisent plus la situation sécuritaire, à en juger par les concessions faites au Comité de résolution par Ke Yuanfen le 3 mars, et annoncées à la radio le jour-même : Ke promet de nouveau de faire rentrer l'armée dans ses casernes et de réserver les fonctions de maintien de l'ordre à la police (censée ne pas tirer) et la police militaire, assistées par des équipes d'étudiants volontaires constituées par le Comité¹⁶⁶⁶. Cette fiction – le Comité est généralement incapable de contrôler les groupes de jeunes – confère aux rebelles un semblant de légitimité officielle, qui valide leur prétention à assurer la sécurité publique (cf. chapitre V) et confirme, aux yeux des autorités, l'existence d'un lien organique entre les notables réformateurs et l'insurrection violente. Le chef d'état-major assortit d'ailleurs ses promesses d'une clause menaçante : si les violences continuent, il aura les mains entièrement libres.

¹⁶⁶¹ « Chen Yi di yi ci guangbo ci », 1^{er} mars 1947 à 17h, dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, op. cit., pp. 335-336.

¹⁶⁶² MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, op. cit., pp. 57-58.

¹⁶⁶³ « Chen Yi di er ci guangbo ci » 陳儀第二次廣播詞 (Deuxième allocution radiophonique de Chen Yi), 2 mars 1947 à 15h, dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, op. cit., pp. 336-337.

¹⁶⁶⁴ KERR, *Formosa Betrayed*, op. cit., pp. 263-264.

¹⁶⁶⁵ Au point que le personnel consulaire américain, qui n'ose mettre le nez dehors et juge de la situation par la fréquence des coups de feu, croit qu'elle n'a pas été levée. KERR, *Formosa Betrayed*, op. cit., pp. 262-263 ; 893.00/3-647, Telegram, "The Ambassador in China (Stuart) to the Secretary of State", Nanking, March 6, 1947, 6 pm, dans *Foreign Relations of the United States, 1947. Vol. VII. The Far East: China*, Washington D. C. : United States Government Printing Office, 1972, p. 432.

¹⁶⁶⁶ 893.00/3-447, Telegram, "The Ambassador in China (Stuart) to the Secretary of State", Nanking, March 4, 1947, 1 pm (received 3:05 am), dans *Ibid.*, p. 429 ; 893.00/3-547, Telegram, "The Ambassador in China (Stuart) to the Secretary of State", Nanking, March 5, 1947, 9 pm, dans *Ibid.*, p. 431 ; MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, op. cit., p. 113-115.

Les deux jours qui suivent (5 et 6 mars) voient la crise changer de nature à Taïpei. Les passages à tabac de continentaux se font plus rares, mais les groupes de « maintien de l'ordre » armés se multiplient et prennent confiance en leur force. Certaines des demandes présentées à Chen Yi le 7 mars (cf. Introduction), bien qu'elles concernent l'ensemble de la province, offrent un tableau en négatif de la situation qui vaut aussi pour la capitale : pour mettre un terme aux débordements sanglants, le Comité demande la fin réelle des sorties de la troupe – elles n'ont donc pas cessé –, ainsi que le désarmement des militaires et de la police au profit des Comités de résolution locaux et de la police militaire, jugée moins prompte à dégainer. Celle-ci doit néanmoins mettre un terme aux arrestations politiques (les arrestations de droit commun devant être réservées à la police) et à la répression des réunions non armées¹⁶⁶⁷. Si le gouvernorat est globalement paralysé, donc, il ne désarme jamais entièrement et se prépare à une répression future qu'il sait inévitable, bien que l'intensité et les méthodes n'en soient pas encore fixées.

Gaoxiong : le coup de force de Peng Mengji

Dans le reste de l'île, particulièrement dans les régions centrales et méridionales, Chen Yi n'exerce plus d'autorité effective. Les actions répressives sont de fait laissées à la discrétion des forces locales. Ce n'est qu'à Gaoxiong, où le soulèvement a commencé le 3 mars, que l'armée prend le dessus, et déchaîne sur les rebelles une violence qui annonce par bien des aspects celle qui suivra l'arrivée des renforts. Le 4 mars, Chen Yi entérine son impuissance en déléguant le commandement militaire hors de la capitale : le commandant du fort de Gaoxiong, Peng Mengji, est nommé « commandant de [la zone de] défense sud » (*nanbu fangwei siling* 南部防衛司令), ce qui lui donne autorité sur toutes les troupes présentes dans les régions de Jiayi, Tainan, Gaoxiong et Pingdong¹⁶⁶⁸, y compris les hommes du régiment indépendant de la 21^{ème} division stationnés aux alentours. Son fort, où nombre de responsables et de militaires ont trouvé refuge, est encerclé par un afflux croissant de jeunes insurgés. Comme tous les militaires ou presque, Peng est convaincu depuis le début des troubles que la rébellion doit être réprimée dans le sang au plus vite¹⁶⁶⁹. Dans un japonais appris à Tokyo à la fin des années 1920, il menace les « assiégeants » de bombarder la ville s'ils ne rendent pas les armes et fait tirer huit canons de 75 mm sur le stade pour montrer sa détermination, tandis que ses hommes sécurisent les routes alentour, tuant quelques rebelles¹⁶⁷⁰. Le 6 mars, une

¹⁶⁶⁷ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, pp. 65-72.

¹⁶⁶⁸ Su Shaowen, un officier *banshan* qui occupe aussi des fonctions dans la bureaucratie du gouvernorat, prend les mêmes fonctions dans la zone de Xinzhu (dont Taoyuan), ainsi que celle de chef provisoire du district de Xinzhu. IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi ». Le rapport mentionne également une zone de défense de Taizhong, dont nous n'avons pas trouvé d'autre trace dans les sources.

¹⁶⁶⁹ CHU, *Er'erba shijian yanjiu*, *op. cit.*, p. 354.

¹⁶⁷⁰ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, pp. 115-117.

délégation insurgée se rend au fort pour négocier ; elle comprend notamment le maire Huang Zhongtu (sans doute emmené sous la contrainte), le président du conseil municipal et du Comité de résolution Peng Qingkao¹⁶⁷¹, ainsi que plusieurs chefs de groupes armés dont Tu Guangming, le plus influent de Gaoxiong. Selon Peng Mengji, Tu aurait tenté de l'assassiner en cours de négociation. C'est plus qu'improbable¹⁶⁷². Il est par contre à peu près certain qu'il exige un désarmement intégral de la garnison, sur quoi Peng fait emprisonner les émissaires à l'exception du maire (trois d'entre eux sont fusillés peu après). Anticipant le coup de force qu'il avait prévu pour le 7 mars, le commandant fait descendre 300 hommes vers la ville¹⁶⁷³. Ils se dirigent vers la gare et la mairie, siège du Comité de résolution local : à la gare, les étudiants opposent une brève résistance symbolique aux soldats du régiment indépendant, qui pourchassent à coups de grenades les fuyards réfugiés dans les passages souterrains ; simultanément, les défenseurs du fort attaquent la mairie, dont ils massacrent une bonne partie des occupants sans rencontrer d'opposition. La « prise » de la gare et de la mairie a nécessité moins de quatre heures.

Les hommes du régiment indépendant se rendent ensuite non loin de la gare, au Lycée n°1 de Gaoxiong, « quartier général » des rebelles armés, qui s'avère plus coriace. Deux soldats sont abattus à l'approche du bâtiment, où de nombreux continentaux sont retenus prisonniers. La troupe marque une pause et fait tirer quelques coups de mortier et de canon sur le lycée, qu'elle trouve vide le lendemain matin. Ce jour-ci, les soldats continuent de patrouiller dans Gaoxiong et aux alentours, se livrant à de nombreuses brutalités. En dépit du mécontentement de Chen Yi, qui considère que Peng compromet sa stratégie de temporisation – le gouverneur surestime manifestement les forces insurgées et compte sur l'arrivée imminente des renforts¹⁶⁷⁴ –, le commandant du fort lance des opérations de répression autour de Gaoxiong, à Tainan notamment, puis pousse en direction de Jiayi le 8 mars¹⁶⁷⁵. Le soir-même, les renforts commencent à débarquer à Jilong sous la forme de deux bataillons du 4^{ème} régiment de la police militaire venus de Fuzhou, qui escortent l'émissaire du Yuan de contrôle, Yang Lianggong. Chen, qui sent probablement venir sa disgrâce et l'heure de gloire de Peng Mengji, ravale sa frustration et félicite le militaire de son esprit d'initiative¹⁶⁷⁶.

A leurs interlocuteurs du Comité de résolution, les autorités ont nié jusqu'au bout l'arrivée de renforts : le 8 mars encore, alors que la police militaire s'apprête à débarquer, Zhang Mutao jure

¹⁶⁷¹ Père du célèbre militant indépendantiste Peng Mingmin 彭明敏.

¹⁶⁷² Cet épisode a fait couler beaucoup d'encre (cf. chapitre I). La déclaration de Peng Mengji supposerait que les hommes n'aient pas été fouillés à l'entrée, ce qui est difficile à croire.

¹⁶⁷³ MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, p. 131.

¹⁶⁷⁴ Echange de télégrammes entre Chen Yi et Jiang Jieshi, 7 mars 1947, dans ZLXJ 2, pp. 90-92.

¹⁶⁷⁵ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, pp. 116-120.

¹⁶⁷⁶ CHU, *Er'erba shijian yanjiu*, *op. cit.*, pp. 356-357.

ses grands dieux que le gouvernement central n'enverra pas la troupe à Taiwan, tout en avertissant de manière sibylline qu'une interférence du Comité dans les affaires militaires serait inacceptable¹⁶⁷⁷. En réalité, la ligne rouge est franchie depuis longtemps, et les efforts des notables inquiets pour revenir sur les demandes les plus radicales formulées la veille n'y peuvent rien changer¹⁶⁷⁸.

B. La deuxième décade de mars : l'armée balaye la rébellion

La prise de contrôle du nord de l'île

Les forces de secours débarquent progressivement à Jilong avant de rejoindre la capitale provinciale par la route. Les *xianbing* (police militaire), qui accostent à Taiwan les premiers, assistent brièvement Shi Hongxi dans la répression du soulèvement local, puis escortent Yang Lianggong à Taïpei où ils parviennent le 9 mars avant le jour¹⁶⁷⁹. Le soir et le lendemain, le 438^{ème} régiment de la 21^{ème} division (146^{ème} brigade) débarque à son tour à Jilong ; il entre à Taïpei le 11 après avoir sécurisé le chemin. L'état-major de la division, ses troupes directement subordonnées (*zhishubu* 直屬部, cinq bataillons) et son 436^{ème} régiment (146^{ème} brigade) atteignent Jilong à l'aube du 11 mars. Le 12, un bataillon supplémentaire de police militaire (21^{ème} régiment) et les troupes directement subordonnées de la 146^{ème} brigade leur succèdent. Le commandant de la 21^{ème} division, Liu Yuqing, est déjà sur place : il a atterri à l'aéroport de Songshan le 9 mars après-midi, après s'être entretenu le matin même avec le Généralissime, puis a rencontré Chen Yi et pris le commandement de la zone de pacification (*suijing qu* 綏靖區) de Taïpei¹⁶⁸⁰. Par la suite, ces forces seront complétées par la 145^{ème} brigade de Ling Jianxian, dont les 435^{ème} et 434^{ème} régiments arrivent respectivement les 19 et 21 mars à Jilong et rejoignent le centre et le sud de l'île¹⁶⁸¹. La 21^{ème} division est au complet à Taiwan, avec plus de 20 000 hommes¹⁶⁸².

C'est plus qu'il n'en faut. Le gouverneur et ses hommes n'ont d'ailleurs pas attendu ce contingent pour passer à l'action. Dès l'arrivée des renforts confirmée, le 8 mars, la répression se déploie avec une rapidité qui atteste de sa préparation. L'attaque générale est lancée à 22h30. Des troupes font irruption dans le Hall Zhongzhan, où siège le Comité de résolution. Ceux qui le peuvent prennent la fuite, les autres sont victimes d'un vaste coup de filet, tandis que dans les rues de Taïpei des

¹⁶⁷⁷ MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, pp. 120-121.

¹⁶⁷⁸ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjin baogao*, *op. cit.*, p. 207.

¹⁶⁷⁹ YANG, « Er'erba shijian qijian zhengbian nianyi shi zhuli fu Tai jingguo », *op. cit.*, pp. 194-195.

¹⁶⁸⁰ Liu Yuqing, Dai Chuanxin et Jiang Chonglin, « Lujun zhengbian di ershiyi shi dui Taiwan shibian kanluan gaiyao », dans ZLXJ 1, pp. 200-203.

¹⁶⁸¹ Peng Mengji, « Er'erba shijian huiyilu », dans ZLXJ 1, p. 107. Dans ses mémoires, Liu Yuqing écrit qu'une petite partie de la 21^{ème} division débarque à Gaoxiong et non Jilong. Nous n'avons pas trouvé de quelles unités il s'agit. LIU, *Chilu zaji*, *op. cit.*, p. 110.

¹⁶⁸² LIU, *Chilu zaji*, *op. cit.*, pp. 109-111.

groupes de jeunes armés font leur baroud d'honneur contre les militaires¹⁶⁸³. L'armée continue de tirer dans les rues de Taibei jusqu'au 10 mars vers midi, près d'une journée et demie après la fin de toute résistance. Le 10 mars à 10h du matin, Chen Yi annonce à la radio que la loi martiale est réinstaurée, cette fois dans toute la province et pour une durée indéterminée¹⁶⁸⁴. Il ordonne « la traque des traîtres et des émeutiers » (*soubu jianbao* 搜捕奸暴) et la dissolution des Comités de résolution et de toutes les « organisations illégales » (*feifa zuzhi* 非法組織)¹⁶⁸⁵, donnant le coup d'envoi d'une vague d'arrestations et d'exécutions qui frappe durement l'élite insulaire. Tous les journaux indépendants sont fermés¹⁶⁸⁶. Dans le nord de l'île, hormis quelques tentatives dérisoires, la rébellion s'effondre aussi instantanément que l'autorité de l'Etat l'avait fait après le 28 février. Le 13 mars, Chen Yi télégraphie à Jiang Jieshi que la capitale provinciale et ses environs sont de nouveau sous contrôle¹⁶⁸⁷.

Combats au centre et au sud

L'insurrection, vite écrasée au nord et dans la ville de Gaoxiong, se montre un peu plus coriace au centre et au sud de l'île, où l'armée se trouve engagée dans de brefs combats contre les groupes armés qui ont pris le maquis à l'annonce de l'arrivée des renforts, et comptent peut-être 2000 combattants à la mi-mars¹⁶⁸⁸.

La côte orientale, peu touchée par la révolte, ne pose pas de problème sérieux. Un bataillon du 438^{ème} régiment quitte Jilong le 15 mars pour Yilan 宜蘭 et Su'ao 蘇澳 au nord-est, où il relève une partie du régiment indépendant qui prend le chemin de Hualian, plus au sud sur la côte. La force principale du régiment indépendant, conduite par le colonel He Junzhang 何軍章, quitte sa base méridionale Fengshan pour investir Taidong, au sud-est de l'île, où elle entre le 18 mars¹⁶⁸⁹.

C'est dans les régions de Jiayi et Taizhong que la situation est la plus épineuse.

Le 436^{ème} régiment, qui parvient à Taibei le 12 mars, ne fait qu'y passer ; il est immédiatement transféré par train à Taizhong, laissant quelques détachements sur le chemin pour renforcer les

¹⁶⁸³ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, op. cit., pp. 209-210.

¹⁶⁸⁴ « Chen Yi di si ci guangbo ci » 陳儀第四次廣播詞 (Quatrième allocution radiophonique de Chen Yi), 10 mars 1947 à 10h, dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, op. cit., pp. 339-340.

¹⁶⁸⁵ IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi ». LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, op. cit., pp. 208 et 212. L'Association pour la construction politique de Taiwan, coupable d'avoir mobilisé d'anciens soldats pour maintenir l'ordre urbain, est également interdite.

¹⁶⁸⁶ LIN (dir.), *Er'erba shijian Taiwan bendi xinwen shiliao huibian*, op. cit., vol. 1, p. 5.

¹⁶⁸⁷ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, op. cit., pp. 211-212.

¹⁶⁸⁸ C'est l'estimation que Bai Chongxi, sur la foi des militaires, transmet à Jiang Jieshi le jour de son arrivée sur l'île, le 17 mars. Télégramme de Bai Chongxi à Jiang Jieshi, 17 mars 1947, dans ZLXJ 2, p. 194. Ils existent sur une échelle moindre dans la région de Xinzhu. LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, op. cit., p. 218.

¹⁶⁸⁹ *Ibid.*, pp. 236-237 et 239.

régions de Xinzhu et Taoyuan. Une de ses compagnies a été aéroportée en urgence à Jiayi pour y briser le siège de l'aérodrome, où elle atterrit le 11 mars à 14h. Peng Mengji, qui a sécurisé les régions de Gaoxiong et de Tainan, ferme la tenaille par le sud en envoyant des unités occuper les bourgs qui bordent Jiayi à l'ouest (Puzi, Xingang...) ¹⁶⁹⁰. Les forces assiégées dans l'aéroport de Jiayi, enhardies par des ravitaillements aéroportés de Taibei puis par l'annonce des secours, capturent par surprise les négociateurs rebelles le 11 mars et font leur jonction avec les renforts. Ils reprennent la ville, sur laquelle s'abat une répression similaire à celle qui a déjà touché Taibei ou Gaoxiong ¹⁶⁹¹.

Quant à la ville de Taizhong, que les forces du 436^{ème} régiment atteignent le 13 mars, elle n'est pas le môle de résistance communiste attendu : les rebelles se sont déjà enfuis et les soldats prennent la ville sans coup férir. Dans les jours qui suivent, le régiment se sépare et prend en chasse les groupes armés qui s'enfoncent dans la profondeur du pays. Le plus important est l'Unité 27, dont les restes (quelques centaines d'hommes au plus) fuient à l'est, en direction de la chaîne de montagne centrale, et s'installent provisoirement dans le village de Puli 埔里 (450 mètres d'altitude). Un bataillon part à leurs trousses le 14 mars tandis qu'une compagnie est envoyée protéger la centrale électrique du lac Riyuetan 日月潭 ¹⁶⁹² (750 mètres d'altitude), au sud de Puli ¹⁶⁹³. La traque de l'Unité 27, ponctuée d'accrochages, dure jusqu'au 16 mars ; elle est suivie de deux jours d'affrontements asymétriques qui repoussent les insurgés vers le sud, en direction de Riyuetan puis, dans un éparpillement croissant, de Xiaomei 小梅 ¹⁶⁹⁴ (arrière-pays de Jiayi), où ils escomptent rejoindre d'autres groupes de guérilleros. Mais ceux-ci, aux prises avec l'armée depuis le 14 mars, ne sont pas mieux lotis, et sont contraints de se replier toujours davantage vers l'intérieur montagneux. Ils livrent leur dernier combat le 20 mars, avant de se déliter. Le 6 avril, à Zhanghu 樟湖 (non loin de Xiaomei), l'ancien médecin militaire et chef rebelle Chen Zuandi 陳纂地 fait face une dernière fois avec ses hommes aux soldats de la 21^{ème} division, avant d'ordonner la dispersion. La période de résistance armée est terminée ¹⁶⁹⁵.

¹⁶⁹⁰ Liu Yuqing, Dai Chuanxin et Jiang Chonglin, « Lujun zhengbian di ershiyi shi dui Taiwan shibian kanluan gaiyao », dans ZLXJ 1, pp. 201-202 et 204 ; MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning, op. cit.*, p. 129 ; IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi ».

¹⁶⁹¹ WANG, « Ranshao de fenghuanghua », *op. cit.*, pp. 41-43.

¹⁶⁹² « Lac du soleil et de la lune », aujourd'hui l'un des sites touristiques les plus visités de l'île.

¹⁶⁹³ Liu Yuqing, Dai Chuanxin et Jiang Chonglin, « Lujun zhengbian di ershiyi shi dui Taiwan shibian kanluan gaiyao », dans ZLXJ 1, pp. 203-204.

¹⁶⁹⁴ Aujourd'hui Meishan 梅山.

¹⁶⁹⁵ « Lujun zhengbian di yisiliu lü jiaofei zhandou jingguo gaikuang ji fei-wo shangwang fuhuo sunhao baogaoshu » 陸軍整編第一四六旅剿匪戰鬥經過概況及匪我傷亡俘獲損耗報告書 (Résumé du déroulement des combats pour anéantir les bandits par la 146^{ème} brigade réorganisée de l'armée de terre et rapport sur nos pertes, captures et dépenses ainsi que celles de l'ennemi), Yue Xingming, avril 1947, dans ZLXJ 4, pp. 4-5 ; Liu Yuqing, Dai Chuanxin et Jiang Chonglin, « Lujun zhengbian di ershiyi shi dui Taiwan

C. « Pacification » et prise de contrôle de l'île

Après dix jours de révolte ouverte, donc, dix jours de répression militaire intense. La période qui commence avec la dernière décade de mars voit un espacement des violences qui rend superflu d'établir une chronologie fine. Nous nous en tiendrons aux grandes lignes.

Il ne faut pas longtemps aux renforts pour comprendre qu'ils n'ont pas affaire à une menace mortelle. Le 17 mars, le ministre de la Défense Bai Chongxi atterrit à Taïpei avec la double mission d'apaiser la population et de faire un état des lieux (*xuanwei shicha* 宣慰視察). Les fonctions de Bai, qui est également l'un des généraux les plus respectés du pays, témoignent de l'importance que Nanjing accorde à la crise¹⁶⁹⁶. Il rapporte le 19 au Généralissime que la 21^{ème} division suffira à assurer le retour à l'ordre. Quant aux Comités de résolution, Bai juge qu'ils n'ont jamais été préparés au combat, ni matériellement ni psychologiquement, et qu'ils se sont laissés déborder par les événements¹⁶⁹⁷.

La répression continue sous des formes qui se veulent plus méticuleuses. Il s'agit désormais « d'arracher les racines de la rébellion » (*genjue bianluan* 根絕變亂) et de rétablir l'autorité de l'Etat, autrement et mieux que dans la formule précédente. Au moment de l'arrivée des renforts, le 11 mars, les responsabilités avaient été sommairement définies par un premier « plan de pacification » (*suijing jibua* 綏靖計劃). Il appartenait au général Liu Yuqing et ses hommes d'assurer la pacification de Taïpei, la plus urgente, tandis que Shi Hongxi et la garnison de son fort avaient pour tâche de mater les rebelles de Jilong pour assurer le débarquement sans heurt des troupes. Quant aux « commandants de défense » nommés le 4 mars, Su Shaowen et Peng Mengji, ils devaient mettre fin aux troubles dans leurs zones respectives (la région de Xinzhu et la pointe méridionale de l'île)¹⁶⁹⁸. Cette répartition ne se fondait pas sur la distribution réelle de la résistance mais sur la disponibilité des troupes dans les premiers jours de la crise. Le 20 mars, l'île est de nouveau divisée en sept « zones de pacification » (*suijing qu* 綏靖區), plus durables cette fois. Chacune de ces zones, elles-mêmes divisées en trois secteurs (*fenqu* 分區), est placée sous le commandement d'un officier

shibian kanluan gaiyao », dans ZLXJ 1, pp. 205-207 ; LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, op. cit., pp. 221-222 ; ZSXP, préface de l'éditeur, pp. 10-11.

¹⁶⁹⁶ A moins que Jiang Jieshi n'ait cédé à la tentation d'éloigner quelque temps son ministre de la Défense – les deux hommes, qui entretiennent une rivalité de vingt ans, se haïssent cordialement. Bai est accompagné à Taiwan par Jiang Jingguo, fils du dictateur et à l'époque cadre des Jeunesses tridémistes, qui regagne le continent le 19. Ce bref passage a piqué la curiosité de certains historiens, principalement parce qu'il permet de souligner le lien direct entre la famille Jiang (le fils succède au père à Taiwan en 1975) et le massacre. Il semblerait que Jiang Jingguo soit chargé de confirmer que Zhang Xueliang est toujours sous clé.

¹⁶⁹⁷ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, op. cit., p. 212.

¹⁶⁹⁸ IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi ».

chargé de la « liquidation complète des traîtres, bandits et émeutiers » (*chedi suqing jianfei baotu* 徹底肅清奸匪暴徒) avant la fin du mois d'avril¹⁶⁹⁹.

Ces sept zones de pacification sont les suivantes (cf. carte en annexe 1-e) :

- Zone de pacification de Taibei (et les agglomérations qui l'entourent). Sous l'autorité de Zhang Mutao, commandant du 4^{ème} régiment de police militaire. Forces affectées : 4^{ème} régiment de la police militaire, 438^{ème} régiment de la 21^{ème} division, police de Taibei.
- Zone de pacification de Jilong (dont Yilan et Su'ao). Sous l'autorité de Shi Hongxi, commandant du fort de Jilong. Forces affectées : garnison du fort, un bataillon du 436^{ème} régiment, police militaire et police présentes sur place.
- Zone de pacification de Xinzhu (dont Taoyuan et Miaoli). Sous l'autorité de Yue Xingming, commandant de la 146^{ème} brigade et second de Liu Yuqing. Forces affectées : troupes directement subordonnées de la 146^{ème} brigade, une partie du 436^{ème} régiment, police militaire et police présentes sur place.
- Zone de pacification Centre (dont Taizhong, Jiayi et la plupart des zones montagneuses centrales). Sous l'autorité de Liu Yuqing. Forces affectées : troupes directement subordonnées de la 21^{ème} division, l'équivalent d'un régiment de la 145^{ème} brigade, police militaire et police présentes sur place.
- Zone de pacification Est (dont Taidong et Hualian). Sous l'autorité de He Junzhang, commandant du régiment indépendant. Forces affectées : régiment indépendant de la 21^{ème} division, police militaire et police présentes sur place.
- Zone de pacification Sud (dont Gaoxiong, Tainan et Pingdong). Sous l'autorité de Peng Mengji, commandant du fort de Gaoxiong, assisté de Ling Jianxian, commandant de la 145^{ème} brigade. Forces affectées : la garnison du fort, la majeure partie de la 145^{ème} brigade, la police militaire et police présentes sur place.

¹⁶⁹⁹ Plans de pacification et de nettoyage des campagnes (quartier général de la garnison de Taiwan), 20 mars 1947, dans ZLXJ 5, pp. 229-234. Le rapport composé par le QG de la garnison, sans doute le mois suivant, porte de légères modifications au document et remplace notamment *jianfei* par *jianwei*. Il peut s'agir d'un glissement insignifiant attestant de la porosité de ces catégories ou d'une suggestion délibérée du rôle des communistes, *jianwei* étant plus souvent employé en ce sens que *jianfei*. « Taiwan sheng jingbei zongsilingbu suijing bushu tiaozheng jihua » 台灣省警備總司令部綏靖部署調整計劃 (Plan de déploiement remanié pour la pacification, quartier général de la garnison de la province de Taiwan), dans IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi ».

- Zone de pacification de Magong (Penghu). Sous l'autorité de Shi Wengui, commandant du fort de Magong. Forces affectées : garnison du fort, police militaire et police présentes sur place.

Les missions de « pacification » comprennent l'arrestation des suspects, leur interrogatoire, leur jugement en cour martiale et/ou leur exécution sommaire, ainsi que le ratissage des campagnes à la recherche de petits groupes armés. Toutefois, les opérations ne se réduisent pas à leur volet répressif. Elles s'accompagnent d'efforts pour désarmer la population, mettre à jour les registres de résidence et organiser un système de responsabilité collective, ainsi que de mesures pour encourager les rebelles à se rendre contre une promesse officielle de clémence.

Comme avant le 20 mars, les opérations se déroulent sous l'autorité nominale de Chen Yi, à qui les commandants des zones de pacification doivent faire des rapports réguliers. Sur le terrain, ce sont les différents commandants qui prennent le relais, en particulier Liu Yuqing, qui prend la tête de la zone Centre, la plus vaste et la plus stratégique. Il est d'ailleurs probable que Liu ait conçu les plans de répression signés de la main du gouverneur. Contrairement au général sichuanais, Chen n'a en effet pratiquement aucune expérience contre-insurrectionnelle. Il est en outre sérieusement discrédité par le soulèvement et ne se fait pas d'illusion sur son avenir à la tête de Taiwan : le 17 mars, il remet sa démission à Jiang Jieshi, qui la refuse tout en lui notifiant un passage prochain aux institutions provinciales ordinaires ; le 22 mars, le Comité exécutif du Guomintang vote sa destitution et une enquête sur ses manquements¹⁷⁰⁰.

La coordination des militaires avec Taïpei passe en pratique par Ke Yuanfen. Ce dernier envoie des équipes de supervision (*dudao zu* 督導組) pour le tenir informé des travaux et apprécier leurs résultats. Ils sont assez bons : la phase plus minutieuse du retour à l'ordre ne rencontre pas d'obstacles majeurs. En avril, la pacification s'accompagne de l'envoi d'équipes de propagande censées convaincre la population du bien-fondé des mesures répressives¹⁷⁰¹ (cf. chapitre IX). Avec des variations régionales, les différentes tâches assignées aux commandants des zones de pacification sont à peu près achevées début mai. Seuls les reliquats des groupes armés vaincus posent, dans les montagnes centrales, un problème résiduel ; ils se débandent ou sont capturés dans les mois qui suivent.

¹⁷⁰⁰ IHM/228/01/07/004 « Qing jijiang Taiwan sheng xingzheng zhangguan Chen Yi chezhi chaban bing xunsu shishi shanhou banfa an » 請即將台灣省行政長官陳儀撤職查辦並迅速實施善後辦法案 (Prière de destituer immédiatement et soumettre à une enquête le gouverneur de la province de Taiwan Chen Yi, ainsi que d'adopter rapidement des mesures de conciliation), Motion provisoire de la huitième session du troisième plénum du sixième Comité exécutif central du Guomintang, adoptée le 22 mars 1947 à Nanjing.

¹⁷⁰¹ IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi ».

Le 15 mai, Chen Yi est remplacé par Wei Daoming 魏道明, un civil, et le gouvernorat aboli au profit d'une administration provinciale ordinaire. Les autorités civiles et militaires sont dissociées, et Peng Mengji est investi du commandement de la garnison en reconnaissance de son efficacité pendant la révolte. Le 16, la loi martiale, progressivement assouplie dans les semaines précédentes, est révoquée. Le 24 mai, Peng rapporte à Jiang Jieshi que le « travail de pacification » de l'île est à peu près achevé, à l'exception de sa dimension judiciaire, nécessairement plus lente. On peut considérer que « l'Incident du 28 février » est terminé¹⁷⁰².

II. L'IMPOSSIBLE DECOMPTE DES VICTIMES

Comme cela a déjà été évoqué (cf. chapitre I), la question du nombre des victimes de l'Incident n'est pas réglée et fait encore aujourd'hui l'objet d'une politisation intense. Elle a suscité des débats très vifs et des recherches extrêmement minutieuses de la part d'historiens taiwanais mieux qualifiés que quiconque pour cette tâche. Pour notre part, nous ne sommes pas en mesure d'y mettre un terme, ni même d'y apporter une contribution décisive par l'exhumation de sources inconnues ou la mise au point d'une nouvelle méthode de calcul. L'estimation de la létalité de l'Incident du 28 février suppose enfin de régler deux problèmes de délimitation : faut-il inclure les pertes continentales, particulièrement les militaires ? Quand arrêter le décompte chronologiquement ? Dans les faits, l'écrasante majorité des tués (et la grande majorité des blessés) appartient à la population insulaire, et la plupart des victimes sont touchées par la répression du 28 février 1947 à la levée de la loi martiale le 16 mai, avec un pic d'intensité en mars¹⁷⁰³.

Dans la littérature récente sur l'Incident, il est le plus souvent fait état d'une fourchette de 18 000 à 28 000 morts, dont nous avons vu qu'elle est d'abord avancée par le démographe Chen Kuanzheng, membre du Groupe de recherche mis sur pied par le gouvernement en 1991, avant d'être reprise comme estimation unique – bien que sujette à caution – en conclusion du *Rapport sur les responsabilités* de 2006¹⁷⁰⁴. Ce choix a eu un effet de consécration, parachevé par le mécanisme de la citation et, dans certains cas, de la traduction, le chiffre étant cité comme fiable par plusieurs chercheurs étrangers. Sa fortune pourrait bien s'expliquer par une certaine partialité des études sur

¹⁷⁰² LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, pp. 214-215 et 217.

¹⁷⁰³ Il y a des exceptions importantes, qui touchent à la question du bornage chronologique de l'Incident. Sur les 27 enseignants exécutés, assassinés ou disparus pour des faits liés à 1947, par exemple, 6 sont fusillés dans les années 1950 seulement. « Kuqi de xiaoyuan. Er'erba yu jiaoyu jie shounan renyuan » 哭泣的校園 – 二二八與教育界受難人員 (Les campus en larmes. Le 28 février et les victimes dans le monde de l'éducation), exposition au Musée pour la mémoire du 28 février de Taibei, 5 octobre-8 décembre 2013. Cette proportion très élevée ne concerne cependant que les exécutions judiciaires, elles-mêmes très minoritaires dans le total des victimes.

¹⁷⁰⁴ ZHANG (dir.), *Er'erba shijian zeren guishu yanjiu baogao*, op. cit., p. 486.

l'Incident du 28 février – la grande majorité de ses spécialistes taiwanais, et dans une moindre mesure étrangers, ont peu de sympathie pour le Guomindang –, autant que par réaction à la propagande officielle depuis 1947, tout en permettant de tenir à distance les exagérations les plus évidentes des auteurs indépendantistes. La fourchette de 18 000-28 000 morts appelle toutefois, au bas mot, des réserves importantes.

Chen Kuanzheng n'a d'ailleurs jamais prétendu le contraire, et ne l'a avancée qu'à titre d'hypothèse. Le détail de ses calculs est conservé dans les archives du Guoshiguan¹⁷⁰⁵. Chen part du fait avéré qu'un grand nombre de victimes de l'Incident du 28 février n'a pas été enregistré – les statistiques officielles sont contradictoires entre elles et, le plus souvent, sous-estimées de manière criante. Il recourt donc aux outils du démographe et compare la population taiwanaise telle qu'elle peut être estimée en 1946, puis à la fin de 1947. Comme nous ne disposons pas de réel recensement à ces dates, il part de l'approximation grossière fournie par le système d'enregistrement des résidences (*huji zhidu* 戶籍制度). Le décompte de 1946 est particulièrement hasardeux car réalisé dans le chaos administratif des premiers mois de la rétrocession, qui sont aussi un temps de mobilité géographique forte liée aux retours d'outre-mer, au départ des Japonais, à l'arrivée de continentaux et, en interne, au retour de nombreux citoyens réfugiés à la campagne pendant les bombardements aériens de 1945. Chen tente donc de contrôler ces chiffres à l'aide du recensement japonais de 1935, jugé particulièrement fiable, corrigé par un accroissement naturel calculé à partir des chiffres du début des années 1940 (nous n'en disposons pas pour les années 1944-1946) et par le solde migratoire cumulé (lui-même incertain dans le détail) jusqu'à 1946, puis 1947. Cette méthode de calcul fait apparaître un « trou » démographique entre 1946 et 1947 dont l'accroissement naturel et les migrations ne rendent pas compte ; selon les correctifs apportés aux données de l'enregistrement des résidences, il s'élève de 18 300 à 27 900 individus pour la population masculine âgée de 15 à 64 ans au moment de l'Incident, à laquelle appartiennent en effet presque toutes les victimes connues. Toutefois, ces chiffres sont d'une précision faible, particulièrement sur une population totale d'environ 6,3 millions d'habitants au moment des faits.

Il apparaît désormais que nous devons nous contenter, définitivement sans doute, d'un ordre de grandeur. Ni les documents de 1947 (contradictaires, incomplets ou apologétiques), ni une politique de réparations mise en place un demi-siècle après les faits, ni de très hasardeux calculs démographiques ne nous fourniront de chiffre précis.

¹⁷⁰⁵ GSG/13400000693A, « Er'erba shijian siwang renshu de renkou tuiji » 二二八事件死亡人數的人口推計 (Estimation démographique de la mortalité pendant l'Incident du 28 février), Chen Kuanzheng.

Quelques exemples suffiront à donner une idée de la fiabilité des archives. Les agents du Baomiju de Gaoxiong envoient le 21 mars à Nanjing un tableau recensant quatre-vingt-dix morts civils ; or un rapport émanant de l'armée affirme qu'on a fusillé dans la même ville « cinq à six-cent bandits » – sans inclure, donc, les insurgés tués hors des procédures régulières¹⁷⁰⁶. Quant au rapport composé par le quartier général de la garnison de Taiwan en mai 1947, il fixe à 43 le nombre « d'émeutiers » tués¹⁷⁰⁷, un chiffre en décalage complet avec les appréciations mêmes des dirigeants à l'époque des faits. L'émissaire du Yuan de contrôle He Hanwen a soutenu que Chen Yi, lorsqu'il l'a rencontré à Taibei, lui avait dit que l'Incident avait coûté la vie à 400 soldats et policiers environ, plus de 800 fonctionnaires continentaux et environ 1800 « locaux » (*bendiren* 本地人)¹⁷⁰⁸. Les sources gouvernementales et militaires n'enregistrent que les personnes tuées dans un cadre légal ou réglementaire et dûment enregistrées, laissant *ipso facto* de côté la plupart des victimes, d'autant qu'il règne une grande confusion au sein même de l'Etat (cf. chapitre IX). De nombreux témoignages contemporains des faits attestent de morts anonymes – un hôpital municipal de Taibei enterre par exemple 47 cadavres non-identifiés¹⁷⁰⁹.

Les sources ne provenant ni du gouvernorat ni de l'armée dressent toutes un tableau beaucoup plus sanglant de la répression, bien qu'il varie beaucoup. Ainsi pour la région de Taibei, où de nombreux témoins rapportent au bas mot plusieurs centaines de tués à la mi-mars : l'enquête du Yuan de Contrôle dirigée par Yang Liangong avance que plus de 500 habitants de Taibei sont tués à cette date, ce que sembleraient corroborer divers témoignages locaux, rapportant 150 à 250 morts au Hall Zhongshan le 8 au soir, des dizaines ou des centaines de fusillés dans des lieux écartés de Taibei (vers le parc actuel de Yangmingshan, dans le zoo de Yuanshan...), plusieurs centaines de victimes tuées dans le feu de l'action autour de bâtiments stratégiques (le Bureau des chemins de fer, la gare, le Bureau général du monopole...), etc. Quant au consul britannique suppléant de Danshui, qui n'a pas de motif particulier d'affabuler – l'influence et les intérêts de la Couronne dans l'affaire sont nuls –, il communique à son ambassade le 15 mars une estimation de 800 à 1000 morts à Taibei, dans laquelle il n'inclut pas les personnes tuées à la va-vite en pleine rue¹⁷¹⁰.

La politique de réparations lancée par Li Denghui a permis, cinquante ans après les faits, d'exhumer 684 certificats de décès et d'identifier 178 disparus. Ce dernier chiffre (862 morts et

¹⁷⁰⁶ WU, « Shuxie 'minzu' chuangshang », *op. cit.*, p. 8.

¹⁷⁰⁷ IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi ».

¹⁷⁰⁸ He Hanwen, « Taiwan Er'erba shijian jianwen jilue », dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, *op. cit.*, p. 183.

¹⁷⁰⁹ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 263.

¹⁷¹⁰ *Ibid.*, p. 265.

disparus) est considéré comme définitif par nombre d'auteurs prochinois¹⁷¹¹, en dépit du sens commun : victimes sans descendance au moment de leur mort (surreprésentées parmi les insurgés, qui sont souvent de très jeunes hommes), lignées éteintes en raison du délai entre l'événement et sa compensation, ignorance d'une histoire familiale enfouie pendant un demi-siècle, incapacité de prouver un décès ou une disparition, exil politique, inhibition à demander réparation par honte, par méfiance ou par principe (attitude courante à en juger par l'histoire orale), tout empêche de considérer les statistiques de la Fondation comme une approximation fidèle du nombre de tués¹⁷¹². En l'absence de données fiables, nous jugeons donc prudent de nous contenter d'ordres de grandeur faisant la synthèse d'estimations contemporaines provenant de sources variées, comme le font Myers et ses collègues qui jugent le chiffre de 2000 à 3000 morts trop bas, celui de 20 000 morts trop haut, et avancent un maximum de 8000 morts¹⁷¹³. Certaines estimations faites peu après l'événement par des membres taiwanais de l'administration provinciale avoisinent la partie basse de la fourchette calculée par Chen Kuanzheng, mais leur base documentaire est inconnue¹⁷¹⁴. Enfin, George Kerr, présent à Taiwan au moment des faits et bien introduit dans l'élite taiwanaise, estime le bilan à un minimum de 5000 morts¹⁷¹⁵. Nous nous rangeons donc, faute de mieux, à la circonspection de Chen Yongfa : « ça se compte en milliers, pas en centaines de morts, mais pas non plus en dizaines de milliers »¹⁷¹⁶. Le « consensus approximatif » – en réalité assez peu consensuel – de 10 000 morts et 30 000 blessés évoqué par Steven Phillips nous paraît donc plausible¹⁷¹⁷.

Bien que les deux territoires soient de tailles incomparables, notons qu'une estimation très prudente de 5000 à 8000 tués, rapportée à la population chinoise de 1947, équivaldrait pour celle-ci à plusieurs centaines de milliers de victimes en quelques semaines¹⁷¹⁸. La relative modestie de l'échelle ne doit donc pas faire oublier l'intensité de la violence, qui ne se limite en outre pas au

¹⁷¹¹ Même les plus prudents, comme Chu Jingtao, prennent pour base les chiffres de la Fondation, quitte à les arrondir à la hausse pour prendre en compte le nombre considérable de témoignages attestant de leur insuffisance. Chu parvient ainsi à un total de 4000 « morts et blessés » environ : 900 tués et 1500 blessés du côté taiwanais, 200 tués et 1400 blessés du côté continental. L'objectif est énoncé clairement : souligner la quasi-symétrie de la tragédie. CHU, *Er'erba shijian yanjiu*, *op. cit.*, pp. 563-564.

¹⁷¹² Selon les calculs de Xu Xueji, sur 1518 individus nommément incriminés par les services de renseignement pendant la révolte, 68 seulement figurent parmi les près de 2300 victimes (à un titre ou un autre : blessure, emprisonnement même court...) identifiées par la Fondation pour la mémoire de l'Incident du 28 février. XU, « Baomiju Taiwan zhan Er'erba shiliao de jiedu yu yanjiu », *op. cit.*, p. 209.

¹⁷¹³ MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, p. 9.

¹⁷¹⁴ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 262.

¹⁷¹⁵ KERR, *Formosa Betrayed*, *op. cit.*, p. 310.

¹⁷¹⁶ Entretien avec Chen Yongfa, Academia Sinica, janvier 2013.

¹⁷¹⁷ PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, p. 83.

¹⁷¹⁸ Ou encore, pour donner une appréciation intuitive au lecteur français, 50 à 80 000 morts dans la France actuelle.

nombre des tués : les blessés sont certainement plus nombreux, et certaines atteintes, sexuelles par exemple, nous échappent presque entièrement, tout comme les effets psychiques de la terreur. Il est clair que la répression de l'Incident du 28 février a été ressentie comme un choc très brutal par la société taiwanaise, et a laissé dans toutes les villes et certaines campagnes de l'île des souvenirs épouvantés. Toutefois, ce sentiment de vivre une transgression exceptionnelle n'est sans doute pas partagé. D'une part parce que les seuils d'acceptabilité de la violence sont par ailleurs nettement plus élevés parmi l'armée de la République de Chine que dans la population formosane. D'autre part parce qu'en supposant une force d'environ 25 000 hommes (la 21^{ème} division et les troupes présentes sur place), on peut affirmer que la majorité des soldats ne tue pas, et que peu de ceux qui le font sont des perpétrateurs de masse. Les militaires chinois, si brutaux qu'ils se montrent, ne sont pas guidés par le projet « éliminationniste » d'anéantir une partie de la population taiwanaise¹⁷¹⁹, et l'absence de résistance digne de ce nom empêche une escalade progressive de la violence. Cette dernière survit donc quelques semaines à l'effondrement de la rébellion avant d'être réduite à la portion congrue. L'analyse de ses logiques est l'objet du chapitre suivant.

¹⁷¹⁹ Ce néologisme a été formé par Daniel J. GOLDHAGEN, *Worse Than War: Genocide, Eliminationism and the Ongoing Assault on Humanity*, New York : Public Affairs, 2009.

CHAPITRE IX – LA VIOLENCE DE LA REPRESSION : LES RAISONS DU POUVOIR

Comme nous l'évoquions en introduction, la violence répressive soulève des difficultés d'interprétation plus grandes que celle de la mobilisation insurrectionnelle. Parce qu'elle est essentiellement réactive ou se présente comme telle, elle semble viser le retour à « l'ordre », donc sa propre fin. A ce titre, la répression déploierait une violence non seulement purement instrumentale, mais encore entièrement « convertible » en autre chose qu'elle-même, institution ou rapport de force stabilisé¹⁷²⁰. L'analyse n'aurait alors pas d'autre objet que le rapport entre fins (l'ordre) et moyens (la force).

On sent bien, pourtant, que cela n'épuise pas le problème. D'abord, il y a bien des conceptions possibles de l'ordre ; tout emploi répressif de la force est donc solidaire, de manière plus ou moins explicite, d'un projet politique. Ensuite, l'approche stratégique se heurte au phénomène courant qu'on peut appeler, faute de mieux, la « surviolence ». Le terme est voué à l'imprécision, puisqu'il est impossible de définir un seuil à partir duquel il conviendrait de l'employer, mais il permet d'indiquer un fait indéniable : lors de l'Incident du 28 février comme dans bien d'autres cas, la réaction chinoise (le rapport entre les victimes continentales et taiwanaises est d'environ un à cinquante) est en excès flagrant sur ce qui était nécessaire pour faire cesser la révolte, de l'aveu même des autorités (cf. plus bas). Ces remarques nous conduisent à compléter l'analyse stratégique par une interprétation du *sens* de la violence exercée.

Mais le sens pour qui ? Nous rencontrons ici une deuxième difficulté, qui touche au problème de l'intentionnalité, puisqu'il n'est possible ni d'évacuer la question du sens politique de la violence, ni de supposer une harmonie préétablie entre ses acteurs à différents niveaux hiérarchiques. Comme nous le verrons, la « surviolence » ne fait l'objet d'aucune décision planifiée. Elle est toutefois rendue possible, et même probable, par le pouvoir politique. Écoutons Alain Dewerpe, qui parle d'un tout autre contexte :

...la question qui se pose est alors : comment ce genre d'événement peut-il « arriver » ? C'est que, s'il n'y a pas résolution préalable, volonté exécutoire, décision stratégique, il y a suffisamment de raisons pour que ceux qui en sont les mandants – et les responsables politiques ultimes – agissent de telle sorte que le

¹⁷²⁰ Etienne BALIBAR, *Violence et civilité : Wellek Library Lectures et autres essais de philosophie politique*, Paris : Galilée, 2010.

massacre « arrive ». Et, en définitive, ce sont les raisons de ceux qui ont le pouvoir que cela « arrive » dont il faut ici rendre compte¹⁷²¹.

Comme le note encore Dewerpe, toutefois,

On s'interdit de comprendre les logiques politiques du massacre si l'on s'en tient à la seule situation politique qui le rend possible : cette situation est en effet autant faite de manières de voir, de faire, de dispositions acquises et d'héritages, de sentiments et d'émotions que de réactions raisonnées à une conjoncture singulière, complexe et mouvante¹⁷²².

L'interprétation de la répression de l'Incident du 28 février suppose donc de tenir ensemble les deux niveaux. D'une part, les dispositions à l'usage de la violence des perpétrateurs immédiats (officiers, soldats, policiers...), informés par leurs habitus, expériences et représentations. D'autre part, les différents niveaux d'intentionnalité dans le comportement du pouvoir politique : de l'ordre explicite au projet politique de long terme, en passant par l'établissement de « conventions d'usage » de la force et par tout ce qui ressort, dans le feu de la crise, de « l'encouragement contextuel à l'interprétation la plus rigide » de ces conventions¹⁷²³.

En cherchant les « raisons du pouvoir », cependant, il faut se garder de la tentation de réifier ce dernier. La République de Chine est traversée de luttes internes qui interdisent d'en faire un appareil bien huilé. Toutefois, le contexte de la répression entraîne une relative simplification de la prise de la décision : à Taiwan, de mars à mai 1947, l'Etat chinois se confond presque entièrement avec son armée, à la suite d'une série de dévolutions de pouvoir officielles et officieuses. Elles interviennent à trois niveaux. Premièrement, Chen Yi doit endosser ses habits de commandant de la garnison. Hu Fuxiang, son chef de la police, est mis à l'écart le 8 mars et remplacé par Wang Minning 王民寧, un militaire *banshan*. Chen, cependant, est sur la sortie. Le 12 mars au plus tard, il délègue ses fonctions de commandant de la garnison de Taiwan à Ke Yuanfen, qui en exerçait déjà *de facto* la plupart (cf. chapitre VI)¹⁷²⁴. Deuxièmement, l'arrivée des renforts et le rétablissement de la loi martiale donnent aux militaires, et en particulier à l'état-major de la 21^{ème} division, la haute main sur la plupart des opérations contre-insurrectionnelles. Troisièmement, l'arrivée du ministre de la Défense, Bai Chongxi, le 17 mars achève d'identifier l'Etat chinois à l'armée, et de désavouer

¹⁷²¹ DEWERPE, *Charonne 8 février 1962, op. cit.*, p. 228.

¹⁷²² *Ibid*, pp. 254-255.

¹⁷²³ NAEPELS, « Il faut haïr », *op. cit.*, p. 142.

¹⁷²⁴ MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning, op. cit.*, p. 150.

publiquement Chen Yi : quelques heures après avoir atterri, Bai annonce à la radio la dissolution prochaine du gouvernorat et le passage au régime provincial ordinaire.

La mise au pas de Taiwan est donc prise en charge par les autorités militaires, tant pour ce qui concerne les opérations proprement militaires que pour les mesures politiques qui les accompagnent. Nous aborderons d'entrée la question de la surviolenace à travers le « massacre de mars », qui inaugure la répression et est sans doute responsable du plus grand nombre de morts (I). Nous étudierons dans un second temps l'effort des autorités pour passer à une violence plus ciblée, en accordant une attention particulière aux critères de sélection et de punition des « coupables » (II). Dans un troisième et dernier temps, nous nous pencherons sur le travail de reconstruction matérielle et symbolique de l'Etat auquel s'attèle l'armée chinoise, qui livre, au-delà du simple retour à l'ordre, l'objectif politique de moyen terme de la répression (III).

I. LA DEMONSTRATION DE FORCE

A. Le « massacre de mars »

Peur des soldats et premier choc

Les premiers jours de la répression voient, en plusieurs points de l'île, des déchaînements de violence presque entièrement unilatérale. C'est la seule phase de l'Incident durant laquelle on peut parler en toute rigueur de massacres, c'est-à-dire du meurtre délibéré de nombreux individus désarmés en une seule fois¹⁷²⁵.

Dès avant l'arrivée des renforts, les militaires qui parviennent à briser l'encerclement se livrent à des massacres ponctuels. Le 6 mars, quand les soldats du fort de Gaoxiong fondent sur la mairie, siège du Comité de résolution local, ils arrosent le bâtiment de grenades avant d'entrer et de tirer à l'aveugle, tuant quarante à cinquante personnes, pour beaucoup des membres du Comité ou des individus gravitant autour¹⁷²⁶. Avec l'autorisation de leurs officiers, ils jettent ensuite des grenades dans l'abri anti-aérien où des survivants ont trouvé refuge¹⁷²⁷. Ceux qui prennent la fuite par l'arrière du bâtiment sont tirés à vue et achevés pour la plupart¹⁷²⁸. Selon Chen Jinchun, le seul soldat

¹⁷²⁵ Nous reprenons, en l'adaptant un peu, la définition proposée dans EL KENZ (dir.), *Le massacre, objet d'histoire, op. cit.*, p. 9.

¹⁷²⁶ Peng Mengji (8 avril 1993, Taibei), dans GX 1, p. 127. D'un point de vue relatif, la méthode peut passer pour délicate : le régiment indépendant fait donner l'artillerie contre le Lycée n° 1 de Gaoxiong, puis contre les rebelles de Pingdong le 8 mars. CHU, *Er'erba shijian yanjiu, op. cit.*, pp. 356-357 ; « Renmin ruyou sicang junhuo ying ji xiang guojun jiaochu » 人民如有私藏軍火應即向國軍繳出 (Si le peuple détient des armes de guerre à titre privé, il doit les confier immédiatement à l'Armée nationale), *Zhonghua ribao*, 13 mars 1947.

¹⁷²⁷ Chen Jinchun (4 juillet 1991, Jiayi), dans GX 1, p. 169.

¹⁷²⁸ Xie Youyong (22 mai 1991 et 17 août 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 146 ; Chen Yuyi (5 décembre 1994, Taibei), dans GX 1, p. 196 ; Xu Guoxiong (21 juillet 1994, Gaoxiong), dans GX 1 p. 225 ; Huang

impliqué dans l'attaque qui ait accepté de parler aux historiens, c'est la présence de deux mitrailleuses à l'entrée de la mairie, dont une au moins ouvre le feu (sans faire de morts)¹⁷²⁹, qui déclenche la fureur des hommes : « on ne cherchait pas à savoir qui était un voyou ou qui était une personne ordinaire, c'était eux ou nous (*bu shi ni si jiu shi wo huo* 不是你死就是我活) »¹⁷³⁰.

L'extrême brutalité de l'attaque révèle l'angoisse accumulée dans les jours précédents, qui peut alors se décharger au hasard. Les troupes assiégées dans l'aéroport de Jiayi en sortent le 9 mars pour « nettoyer » les environs afin de préparer l'arrivée des renforts. Elles mettent à feu et à sang le village voisin de Liucuo 六厝, dont les membres avaient pourtant refusé de rejoindre un soulèvement qu'ils savaient sans espoir¹⁷³¹. Les villageois sont probablement victimes d'un amalgame : selon un survivant, les soldats chinois ont vu une partie des assiégeants de l'aéroport affluer depuis le village, puis fuir dans sa direction le 9 mars. Les militaires marchent sur leurs talons en brûlant plusieurs maisons sur leur chemin¹⁷³². Arrivés à Liucuo, ils ordonnent aux habitants barricadés chez eux de sortir, tirent à travers les portes quand personne ne se manifeste et dévalisent les villageois dans ce que les survivants décrivent comme une frénésie euphorique. Trois hommes sont tués sur le champ, dix autres ligotés puis fusillés au bord de la route¹⁷³³. Ces massacres libératoires provoqués par la peur marquent aussi l'arrivée des renforts du continent. A l'approche des premiers navires en rade de Jilong, les soldats sichuanais vident leurs armes sur les quais avant même de toucher terre, tuant un nombre inconnu de locaux¹⁷³⁴. Shi Hongxi, le commandant du fort, leur a annoncé par radio que la ville était plongée dans les combats de rue. Il semble en effet que des insurgés aient tenté la veille une action sans espoir contre le fort, dont Shi affirme qu'elle n'est que la partie émergée d'une vaste opération éventée par ses services¹⁷³⁵. L'exemple est représentatif : d'une manière générale, les premiers contacts sont les plus sanglants. L'anxiété est

Denglin (8 septembre 1992, Gaoxiong), p. 305 ; Zhan Dequn (8 septembre 1992, Gaoxiong), dans GX 1, p. 315.

¹⁷²⁹ Peng Mengji (8 avril 1993, Taibei), dans GX 1, p. 112.

¹⁷³⁰ Chen Jinchun (4 juillet 1991, Jiayi), dans GX 1, p. 169.

¹⁷³¹ JYBH, p. 11. Les habitants d'un autre village faits prisonniers parviennent à s'évader et à échapper au même sort.

¹⁷³² Qiu Deming, (9 août et 19 novembre 1993, Liucuo), dans JYBH, p. 191.

¹⁷³³ Chen Shuilian (9 août et 19 novembre 1993, Liucuo), dans JYBH, pp. 184-186 ; Qiu Qingyun, (9 août et 19 novembre 1993, Liucuo), dans JYBH, p. 187 ; Cai Changchun (24 août 1994, Jiayi), dans ZLSC, p. 88.

¹⁷³⁴ He Pinru, « Jiang jun zhenya Taiwan renmin jishi », dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji, op. cit.*, pp. 191-192.

¹⁷³⁵ « Taiwan Er'erba shibian Jilong qu suijing baogao shu », mai 1947, dans ZLXJ 3, pp. 366-367. Le « complot », selon Shi Hongxi, consistait à saisir la mairie et d'autres bâtiments publics, ainsi qu'à détruire les quais en prévision du débarquement des renforts. Il paraît aberrant que les rebelles, comptant d'abord s'en prendre à des cibles civiles, se soient « rabattus » sur un objectif aussi dangereux que le fort, mais les hommes de la 21^{ème} division n'ont pas de raison d'en douter.

particulièrement forte au moment de l'entrée dans les villes, les soldats tirant alors sans sommation sur les attroupements de toutes natures – comme dans un quartier de Taibei, dont les habitants sont rassemblés devant un temple où s'est produit un petit miracle¹⁷³⁶.

Que les militaires chinois aient été personnellement menacés (comme à Gaoxiong et Jiayi) ou non (comme à Jilong), ils partagent manifestement une appréhension similaire. Les autorités de Taibei et Nanjing en sont en grande partie responsables. Elles conçoivent et présentent la jonction entre forces insulaires et expédition de secours comme une manœuvre tactique risquée. Les officiers reçoivent des instructions pressantes sur la sécurisation des chemins de fer et réseaux électriques, prétendument contrôlés par des rebelles déterminés, ou sur celle des arsenaux et des lieux de débarquement¹⁷³⁷. A la veille du débarquement des premières troupes, Jiang Jieshi inquiet demande un, puis trois rapports par jour à Chen Yi¹⁷³⁸, tandis que le Zhongtong lui annonce le rassemblement en masse d'anciens soldats japonais à Taibei et le soulèvement d'aborigènes dans les montagnes¹⁷³⁹. Le gouverneur tâche de le rassurer : les séditions sont divisés, leur défaite devrait être rapide¹⁷⁴⁰. Mais qui croire ? Les messages contradictoires affluent de toutes parts, et Chen s'est rendu coupable de minimisation une semaine auparavant, avant de se raviser et de demander des renforts massifs. Le 9, l'espion Liu Geqing 劉戈青, envoyé par Nanjing qui désire établir un canal d'information autonome, n'hésite pas à affirmer que Taibei est en « état de guerre »¹⁷⁴¹.

Une stratégie de la tension ?

Ces excès soulèvent la question d'une exagération délibérée de la force des insurgés par une partie de l'Etat. Certains auteurs taiwanais ont soutenu qu'il s'agit de mensonges destinés à légitimer la répression militaire¹⁷⁴². Pour les raisons exposées au chapitre VI, cette thèse nous semble à la fois difficile à prouver et superflue : le pouvoir se sent fondé à faire donner la troupe dès les premiers jours de l'Incident. On ne peut écarter, en revanche, l'hypothèse que les principaux services de renseignement cherchent à nuire à Chen Yi, à qui les oppose une rivalité factionnelle. Il y a clairement de la malveillance dans le message alarmiste transmis à Nanjing le 5 mars par Zhang Mutao, proche de la clique de Whampoa : alors que « les autorités locales ont complètement perdu

¹⁷³⁶ "Taiwan Massacre – Reprisals Said Taken by Chinese Soldiers – The Reign of Terror", *South China Morning Post*, 4 avril 1947 ; Zhou Baoyu (2 septembre 1994, Taibei), dans DSHY, p. 156.

¹⁷³⁷ Télégramme de Jiang Jieshi à Chen Yi, 7 mars 1947, dans ZLXJ 2, p. 91 ; lettre de Jiang Jieshi à Chen Yi, 8 mars 1947, dans ZLXJ 2, p. 98.

¹⁷³⁸ Télégrammes de Jiang Jieshi à Chen Yi, 7 et 8 mars, dans ZLXJ 2, pp. 105 et 107-108.

¹⁷³⁹ Rapport du Zhongtong et de Zhang Zhen à Jiang Jieshi 8 mars 1947, dans ZLXJ 2, p. 112.

¹⁷⁴⁰ Télégramme de Chen Yi à Jiang Jieshi, 8 mars 1947, dans ZLXJ 2, p. 110.

¹⁷⁴¹ HOU, « Qingzhi danwei zai Er'erba de jue », *op. cit.*, p. 23.

¹⁷⁴² ZHANG (dir.), *Er'erba shijian zeren guishu yanjiu baogao*, *op. cit.*, pp. 323-329.

la capacité de gouverner » et que « tout est aux mains de la population », écrit l'officier, Chen Yi « ne saisit pas bien la gravité de la situation et continue à prétendre que tout va bien (*you fenshi taiping* 猶粉飾太平) »¹⁷⁴³. La pluralité même des services de renseignement pousse à la surenchère pour obtenir l'oreille des grands chefs, ce qui explique sans doute que les nuances apportées par certains agents locaux du Baomiju tendent à disparaître dans les synthèses que la station de Taibei transmet à la centrale de Nanjing¹⁷⁴⁴. Plus grave, le Baomiju et le Zhongtong s'accusent mutuellement de provoquer le pourrissement de la crise par des violences inconsidérées, ou en encourageant les attaques verbales contre le gouvernorat¹⁷⁴⁵.

Ces reproches pourraient suggérer non seulement l'exagération de la menace, mais bien l'aggravation délibérée de la violence par « l'Etat profond » du Guomindang. Cette idée, populaire dans l'historiographie « verte »¹⁷⁴⁶, s'appuie sur la pratique bien réelle de l'infiltration (*fanjian* 反間) des assemblées et groupes insurrectionnels, essentiellement par le Baomiju¹⁷⁴⁷. Cette tactique sert *a minima* à obtenir du renseignement sur les opérations rebelles (attaques, réunions...) et à les entraver – par exemple en diffusant des tracts annonçant l'annulation d'un meeting, pour démobiliser les masses. De nombreux Comités de résolution comptent des agents infiltrés parmi leurs membres¹⁷⁴⁸ et leur audience : les témoignages de personnes présentes le 8 mars au Hall Zhongshan évoquent une grande confusion et de nombreux agents en civil et faux mendiants dans le public¹⁷⁴⁹. Le noyautage concerne les niveaux les plus élevés : dans le Comité de Taibei, Chen Yisong 陳逸松 et Liu Ming 劉明, qui ont tous deux un passé de collaboration ponctuelle avec le Baomiju, sont approchés par les services le 4 mars et leur transmettent sans doute des informations ; il est probable que le texte final des trente-deux (ou quarante-deux) demandes transmises à Chen Yi soit finalisé au domicile privé de Chen Yisong, et même possible que les deux hommes soient associés à la répression ciblée des élites à partir du 9 mars. On ne peut cependant pas en conclure que Chen et Liu sapent délibérément le travail du Comité, voire s'emploient à créer le chaos. S'il est possible qu'ils agissent entièrement pour le compte du Baomiju, il est plus plausible encore

¹⁷⁴³ Rapport de Zhang Zhen à Jiang Jieshi, 5 mars 1947, dans DAHB 17, p. 119.

¹⁷⁴⁴ LIN, « Er'erba shijian zhong de Baomiju », *op. cit.*, p. 34.

¹⁷⁴⁵ *Ibid.*, pp. 30 et 42.

¹⁷⁴⁶ ZHANG (dir.), *Er'erba shijian zeren guishu yanjiu baogao*, *op. cit.*, pp. 309-319.

¹⁷⁴⁷ Cette tactique est également très courante pour l'Armée nationale, dont on oublie souvent qu'elle est, pendant la Guerre de résistance, presque aussi consommatrice de combattants irréguliers et sous couverture que le rival communiste. Sur ce sujet cf. YANG Kuisong, "Nationalist and Communist Guerrilla Warfare in North China", dans DREA, PEATTIE et VAN DE VEN (dir.), *The Battle for China*, *op. cit.*, pp. 308-327.

¹⁷⁴⁸ Zhang Bingcheng, « Taiwan Er'erba shijian baogaoshu », dans DAHB 16, p. 50 ; IHT/A_02_004, Liste des membres du Comité de résolution de Puzi transmise par Huang Renli à Lin Dingli, 19 avril 1947, dans BMJ 1, p. 238.

¹⁷⁴⁹ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 208.

qu'ils jouent sur les deux tableaux et prennent ainsi une assurance sur l'avenir. Ce serait entièrement cohérent avec l'ambiguïté des relations entre certains notables taiwanais et le régime Nationaliste, ainsi qu'avec le passé des deux hommes : après la rétrocession, Chen et Liu ont respectivement participé à l'implantation des Jeunesses tridémistes à Taiwan et au développement de forces de police supplétives, associant étroitement service de leur province et collaboration avec les organes du Parti et de la sécurité¹⁷⁵⁰.

Ceux qui affirment que les agents du Baomiju mettent sciemment de l'huile sur le feu s'appuient surtout sur le cas des « Brigades de service loyal » (*zhongyi fuwudui* 忠義服務隊), dirigées par Xu Dehui, un subordonné taiwanais de Lin Dingli (cf. chapitre VII). Chen Yi approuve leur constitution dès le 28 février afin de contribuer au contrôle de l'espace public dans la capitale. Le 2 mars, Xu parvient à prendre la tête de la section en charge du maintien de l'ordre au Comité de résolution de Taïpei. Ses Brigades, qui comptent environ 500 hommes recrutés dans la pègre, le monde étudiant et les pompiers (et dont beaucoup ne connaissent pas les véritables fonctions de leur chef), se livrent à des brutalités qui autorisent peut-être à parler de provocation. Dans les débats du Comité, Xu joue un rôle de bouffon et se fait acclamer par l'assistance, où il a placé de nombreux hommes à son service¹⁷⁵¹.

Il nous semble toutefois difficile de prêter à Chen Yi, comme le fait Chen Cuilian, une stratégie de la tension à laquelle il n'a aucun intérêt – autant qu'on sache, il n'a d'ailleurs approuvé que la création d'un groupe de maintien de l'ordre secrètement rattaché au gouvernorat, qui se rend fort utile en contrôlant (et désarmant) certains groupes armés étudiants. Par ailleurs, le gouverneur est peu au fait des manigances du renseignement militaire. Si provocation il y a elle vient du Baomiju, peut-être en accord avec Ke Yuanfen, désireux de pousser son chef à frapper fort. Le cloisonnement de l'information est étanche : plusieurs membres des Brigades de service loyal sont tués ou arrêtés par l'armée et la police, qui ignorent la vraie nature de l'organisation¹⁷⁵². Quoi qu'il

¹⁷⁵⁰ CHEN, « 'Zuguo' de zhengzhi shilian : Chen Yisong, Liu Ming yu Juntongju », *op. cit.*, *passim*.

¹⁷⁵¹ CHEN Cuilian 陳翠蓮, « Jiedu Xu Dehui Taiwan Er'erba shijian fanjian gongzuo baogaoshu » 解讀許德輝「台灣二二八事件反間工作報告書」, *Taiwan shi yanjiu*, n° 27, 2006, pp. 132-147, pp. 135-136 ; LIN, « Er'erba shijian zhong de Baomiju », *op. cit.*, pp. 36-39.

¹⁷⁵² LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, pp. 208-209 ; Zhang Bingcheng, « Taiwan Er'erba shijian baogaoshu », dans DAHB 16, p. 21. Les Brigades jouent un rôle trouble dans le seul affrontement important entre militaires et rebelles survenu à Taïpei. L'affaire a lieu le 8 mars, soir de l'assaut contre le Comité de résolution. Selon le QG de la garnison, une attaque coordonnée aurait visé plusieurs bâtiments officiels, avec un pic d'intensité à Yuanshan, au nord de la ville, dans une tentative de prendre le pouvoir par un véritable « siège armé » des institutions avant l'arrivée des renforts, et qui aurait coûté la vie à plus d'une centaine d'insurgés. IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi ». Des témoins ont attesté de coups de feu nourris dans le quartier de Yuanshan, mais l'épisode reste particulièrement confus. Yang Liangong, qui s'y rend le lendemain, y voit de nombreux cadavres de jeunes hommes chargés sur des camions par des militaires, mais pas de trace évidente de combats. Sur cette base et celle de témoignages

en soit, ce machiavélisme hypothétique n'infléchit pas le cours des événements de manière décisive. Les outrances verbales du renseignement correspondent à un moment de panique et d'incertitude réelles, et ne font que confirmer le caractère insupportable de la révolte pour les autorités chinoises : les cassandres disent au pouvoir ce qu'il est déjà prêt à entendre. Quant aux agents provocateurs, même en acceptant les thèses les plus incriminantes, ils ne semblent avoir une influence importante que de manière ponctuelle et uniquement à Taïpei, qui ne se distingue pas par le radicalisme de la révolte armée.

Disparition de la menace et violences contre les civils

La peur ne suffit d'ailleurs pas à expliquer les tueries, qui continuent même une fois la disproportion des forces devenue évidente. Les troupes qui débarquent à Jilong, sans rencontrer la résistance attendue, n'en multiplient pas moins les assassinats. De nombreux témoins ont gardé un souvenir épouvanté du « jour où le bateau est arrivé », marqué par les tirs erratiques des soldats dans les rues et depuis les toits des bâtiments saisis¹⁷⁵³ ; mais les témoignages concordent aussi pour indiquer des exécutions collectives sommaires pendant quatre ou cinq jours, et la présence de nombreux cadavres dans le port jusqu'au 15 mars au moins¹⁷⁵⁴. De même à Gaoxiong : lors de l'assaut sur la ville, Peng Mengji constate que les émeutiers s'effondrent « au premier contact », « n'ont pas la moindre organisation » et sont « extrêmement faibles »¹⁷⁵⁵. Cela n'empêche pas ses hommes de faire montre d'acharnement :

Le lendemain [de la prise de la mairie], on devait vérifier qu'il n'y avait pas de *liumang* qui allaient et venaient. Sous un pont de la rivière Ai, on a vu des bulles qui s'agitaient, au début on a cru que c'était des poissons, on était très contents parce qu'on se demandait si on pouvait les attraper pour les manger. Mais quand on a regardé de plus près on a vu que des gens se cachaient là-dessous, ils avaient passé toute la nuit là, et ils sortaient de l'eau pour respirer quand il n'y avait personne. On leur a tiré dessus à la mitrailleuse, et cette fois encore pas mal de gens sont morts dans la rivière¹⁷⁵⁶.

indirects (surtout Pan Jiahuang (10 août 1994, Gaoxiong), dans GX 3, p. 327), certains historiens présentent l'attaque comme un coup monté destiné à fournir aux militaires un prétexte pour frapper les jeunes rebelles ayant adhéré de bonne foi aux Brigades de service loyal. Par ex. LIN, « Er'erba shijian zhong de Baomiju », *op. cit.*, p. 38. En l'état, les sources ne permettent pas de trancher.

¹⁷⁵³ Yang Guanghan (10 juin 1993, Taïpei), dans JLYG, p. 21 ; Weng Jinlong (19 février 1992, Jilong), dans JLYG, p. 30 ; Guo Zhongmei (24 avril 1993, Taïpei), dans JLYG, p. 42.

¹⁷⁵⁴ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjin baogao*, *op. cit.*, pp. 237-238.

¹⁷⁵⁵ Télégramme de Peng Mengji au quartier général de la garnison de Taiwan, 7 mars 1947, 21h15, dans ZLXJ 3, pp. 226-227.

¹⁷⁵⁶ Chen Jinchun (4 juillet 1991, Jiayi), dans GX 1, p. 169.

A la gare, où des dizaines de personnes se réfugient dans un passage souterrain, les soldats bloquent les issues et tirent dans la foule, essentiellement composée de passants – la seule perte militaire est causée par un tir ami¹⁷⁵⁷. Comme le reconnaît Chen Jinchun,

Pour la plupart, ceux qui sont morts [à la mairie et à la gare] étaient des innocents, des gens ordinaires. C'est comme une jarre de poissons : tu ne sais pas lequel est une loche d'étang, lequel est un vrai poisson... une fois que tu as ramené ton filet ils sont tous bons pour la casserole¹⁷⁵⁸.

A la « reconquête » des villes succède une occupation qui fait de nombreuses victimes sans lien direct avec l'Incident, tuées pour la plupart en pleine rue par des soldats nerveux et à la gâchette facile, qui ouvrent le feu sur toute personne courant, marchant en groupe ou leur semblant louche. Ces incidents semblent avoir été particulièrement fréquents dans la deuxième décennie de mars, avant que la troupe et la population ne trouvent une forme de *modus vivendi*¹⁷⁵⁹. Le fossé linguistique favorise les malentendus, et de nombreux Taiwanais sont frappés ou abattus pour avoir mal compris les ordres des soldats en patrouille ou en faction, qui les soupçonnent de mauvaise volonté¹⁷⁶⁰. Connaître le mandarin n'est toutefois pas une garantie, car les militaires chinois tirent souvent sans sommation : Li Tianfu, un jeune soldat taiwanais employé par le camp de Zuoying, est fauché dans une rue de Gaoxiong par une rafale de mitrailleuse – son uniforme a effrayé des sentinelles – alors qu'il est, par profession, capable de communiquer avec l'armée¹⁷⁶¹. Malheur, donc, à qui se trouve au mauvais endroit au mauvais moment. Les témoins directs se souviendront de mars 1947 comme d'une calamité incompréhensible¹⁷⁶², qui ne laisse d'autre recours que des gestes propitiatoires :

Après l'Incident c'était le chaos dans la rue. Les gens disaient que si on sortait il fallait bien se souvenir de porter un chapeau de bambou (*dai douli* 戴斗笠) et une cape de pluie (*suoyi* 蓑衣) pour ne pas se faire

¹⁷⁵⁷ Peng Mengji (8 avril 1993, Taïpei), dans GX 1, p. 127 ; Guo Rongyi (20 mai 1992, Gaoxiong), dans GX 1, pp. 359-361.

¹⁷⁵⁸ Chen Jinchun (4 juillet 1991, Jiayi), dans GX 1, p. 171. Chen circule entre la mairie et la gare car il sait réparer les mitrailleuses endommagées.

¹⁷⁵⁹ Par ex. à Gaoxiong. LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, op. cit., pp. 116-120. Chen Yuyi (5 décembre 1994, Taïpei), dans GX 1, pp. 197-198 ; Li Shuide (8 septembre 1992, Gaoxiong – entretien par téléphone), dans GX 1, p. 312.

¹⁷⁶⁰ Yang Zhichang (1^{er} septembre 1991, Tainan), dans KSL 3, p. 134 ; Lu Shu (4 octobre 1995, Danshui), dans DSHY, p. 227 ; Lin Chenqin (6 novembre 1995, Taïpei), dans DSHY, p. 237 ; Huang Mingqiang (20 juin 1993, Jilong), dans JLYG, p. 162...

¹⁷⁶¹ Ou-Li Ying (10 août 1994, Gaoxiong), dans GX 2, pp. 274-276.

¹⁷⁶² Au sens propre : les mots intelligibles se limitent généralement aux insultes et jurons répétés par les militaires avec plus de constance. Par ex. Zhou Qiuji (13 août 1992, Xizhi), dans BQCZ, p. 57.

arrêter. Sinon les gens vous tiraient comme des lapins. Donc quand j'allais [...] travailler, je faisais toujours comme ça¹⁷⁶³.

Les Taiwanais de milieu populaire, contraints d'aller gagner leur pain en bravant le couvre-feu (appliqué d'une manière très capricieuse), sont particulièrement exposés, en dépit des exhortations officielles à retourner au travail¹⁷⁶⁴. Mais les signes extérieurs d'aisance, même modestes, sont aussi un danger : le différentiel de niveau de vie entre Taiwan et le continent rend l'extorsion tentante pour les soldats, qui prisent surtout ces emblèmes du « confort moderne » que sont les costumes occidentaux, les montres, les chaussures en cuir et les vélos¹⁷⁶⁵. Le racket se banalise au point que des opportunistes se font passer pour des militaires pour soutirer de l'argent aux habitants¹⁷⁶⁶. Les vols débouchent sur de nombreux meurtres, et le pillage s'étend aux demeures privées lors de perquisitions très brutales visant à dénicher des armes ou des coupables cachés¹⁷⁶⁷. Il ne suffit donc pas toujours, même quand on le peut, de rester terré chez soi en attendant que l'orage passe.

Les meurtres de civils ne sont cependant pas complètement aléatoires. Les femmes et les enfants sont peu touchés, et quand ils le sont c'est généralement par erreur¹⁷⁶⁸ ou du fait d'un acte de sadisme isolé¹⁷⁶⁹. Ce sont les hommes jeunes qui sont visés en priorité, même si les personnes plus âgées ne font pas toujours l'objet d'un tri attentif¹⁷⁷⁰. En d'autres termes, les militaires concentrent leur violence à demi-aveugle sur des individus dont ils peuvent supposer l'implication directe dans la rébellion armée. Confrontés à une population inconnue, voire entièrement perçue comme hostile, ils tendent à assimiler tous les hommes taiwanais en âge de combattre à des ennemis potentiels. Le 9 mars, l'ouvrier Chen Mugui est arrêté en vélo par un groupe de soldats chinois qui se mettent à le gifler et lui demandent « quel type de personne » (*shenme ren* 什麼人) il est. Tétanisé, Chen ne

¹⁷⁶³ Zhou Qiusheng, (13 août 1992, Xizhi), dans BQCZ, p. 90. Il est difficile de ne pas voir dans l'expression « porter un chapeau de bambou » (*dai douli* 戴斗笠) un rappel du nom de Dai Li 戴笠, qui avait choisi ce pseudonyme pour exprimer sa complète soumission à Jiang Jieshi. WAKEMAN, *Spymaster*, *op. cit.*, p. 2.

¹⁷⁶⁴ Lors de son allocution du 10 mars, Chen Yi annonce à la fois le rétablissement de la loi martiale et l'obligation pour tous les Taiwanais de reprendre leurs activités normales. « Chen Yi di si ci guangbo ci », 10 mars 1947 à 10h, dans DENG (dir.), *Er'erba shijian xiliao ji*, *op. cit.*, pp. 339-340.

¹⁷⁶⁵ Par ex. KERR, *Formosa Betrayed*, *op. cit.*, p. 297. La bicyclette est « un des indicateurs les plus significatifs de statut économique », et plus répandue à Taiwan que sur le continent (HO, *Economic Development of Taiwan*, *op. cit.*, pp. 98-99). Son vol est très commun pendant la répression. A un rythme moindre, c'est un problème récurrent depuis l'arrivée de l'armée chinoise sur l'île. NARA/RG84/UD2279/24, Télégramme de l'attaché militaire adjoint de Taïpei à l'ambassade, 7 février 1946.

¹⁷⁶⁶ IHT/A_03_0009, Télégramme de Gao Dengjin (Xu Dehui) à Ke Fuxing (Lin Dingli), 3 mai 1947, dans BMJ 2, pp. 34-36.

¹⁷⁶⁷ Cai Mingchuan (15 juillet 1994, Taïpei), dans GX 1, pp. 51-52.

¹⁷⁶⁸ Par ex. Xu-Zheng Zhaozhi (28 mai 1994, Xingang), dans JYPY, pp. 218-220.

¹⁷⁶⁹ Zhang Chunsan (13 octobre 1995, Taïpei), dans DSHY, p. 110 ; Zhou-Li Cuijing (19 mai 1992, Gaoxiong), dans GX 1, p. 365.

¹⁷⁷⁰ Les victimes du massacre de Liucuo sont par exemple âgées de 25 à 59 ans. JYBH, p. 197.

trouve pas de meilleure réponse que « je suis taiwanais », ce qui lui vaut d'être roué de coups de crosses et dévalisé par les hommes en uniforme¹⁷⁷¹. La violence xénophobe de la révolte s'inverse en se radicalisant.

La rébellion s'autodissout

La menace imaginaire que représentent les hommes formosans est d'autant plus diffuse que les rebelles se font discrets. Leur héroïsme ostentatoire ne s'accompagnait pas de la capacité – ni parfois de la volonté – d'affronter réellement l'armée chinoise. Le désordre de courages de l'insurrection se délite à grande vitesse. Les rumeurs d'une répression sanglante circulent à Taïpei depuis le 5 mars au moins parmi les notables bien informés, sans d'abord doucher l'enthousiasme des insurgés¹⁷⁷². Le 7 mars, la nouvelle de l'arrivée imminente des troupes s'évente, l'ambassade américaine adressant à Jiang Jieshi de timides prières de modération qui ne font que confirmer les soupçons d'ingérence étrangère. Les 8 et 9 mars, le bruit d'un débarquement court dans toute l'île, provoquant une vague de panique qui conduit à l'autodissolution de la plupart des Comités de résolution et d'un grand nombre d'unités paramilitaires¹⁷⁷³, dont les membres se dispersent, brûlent leurs documents¹⁷⁷⁴, pour les plus prudents, se cachent chez des voisins ou à la campagne¹⁷⁷⁵. Quelques groupes fort diminués se replient vers les montagnes centrales à la couverture forestière dense. Pour le petit état-major rouge de Taizhong, bercé de l'histoire de la guérilla communiste chinoise, la décision va de soi. Les autres combattants puisent peut-être à la mémoire collective des ennemis du pouvoir à Taïwan, à moins qu'ils ne reprennent le chemin de leurs abris lors des bombardements aériens, ou qu'ils ne se souviennent des plans de défense populaire dans la profondeur de l'île, élaborés par l'armée japonaise en cas de débarquement allié.

Les affrontements armés sont donc rares, et se limitent le plus souvent à une chasse à l'homme. Quand par hasard l'armée rattrape ses ennemis, elle ne fait pas de quartier. Qu'on en juge par les pertes rebelles lors des accrochages, telles que recensées par les rapports de pacification : le 14 mars, une compagnie ou une section (les sources varient) du 436^{ème} régiment se heurte à environ 200 hommes de Chen Zuandi dans les environs de Douliu, au nord de Jiayi ; les combats, qui durent environ quatre heures, laissent quatre soldats blessés pour 60 rebelles *tués* – aucun blessé n'est noté

¹⁷⁷¹ Chen Mugui (18 août 1995, Xizhi), dans DSHY, p. 135.

¹⁷⁷² KERR, *Formosa Betrayed*, *op. cit.*, p. 270.

¹⁷⁷³ MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, pp. 127 et 135-136.

¹⁷⁷⁴ Su Jinshun (29 novembre 2008, Huwei), dans ZSXP, p. 192 ; Hong Dongfa (19 février 1993, Jiayi), dans ZLSC, p. 255. Ceux qui omettent de le faire s'exposent à de graves dangers si l'armée ou le renseignement mettent la main dessus. Les rares photographies prises pendant le soulèvement sont tout aussi compromettantes. A-Chen Qinghua (9 février et 9 mars 1996, Xinying), dans CAI, *Zou guo liang ge shidai de ren*, *op. cit.*, p. 222.

¹⁷⁷⁵ Par ex. Zhu Hanzuo (24 novembre 1994, Gukeng), dans JYPY, pp. 142-143.

– et deux capturés. Le déséquilibre des forces est criant : vingt-deux armes seulement sont saisies. Les « partisans » parviennent régulièrement à fuir et leurs pertes sont comptabilisées sans grande régularité. On peut néanmoins affirmer que le scénario se répète, quoique sur une échelle plus faible. Le 16 mars, près de Puli, un engagement fait une dizaine de morts du côté insurgé, aucun du côté de l'armée. Le 18 mars, une bataille à Xiaomei coûte de nouveau une soixantaine de morts (cette fois presque tous armés) et douze prisonniers aux rebelles, dont l'armée estime le nombre initial à une grosse centaine ; le taux de pertes est donc extrêmement haut. De même au nord-ouest de l'île : près de Taoyuan, une autre compagnie du 436^{ème} régiment rencontre une centaine de guérilleros, en tue plus de vingt et fait quatre prisonniers – encore une fois, aucune perte n'est relevée du côté gouvernemental¹⁷⁷⁶. Ces cas sont éclairants sur les méthodes du corps expéditionnaire sichuanais : les blessés sont presque systématiquement achevés, seule une poignée d'ennemis étant capturée pour être interrogée.

Les soldats, lancés à la poursuite d'adversaires insaisissables dans un terrain inconnu et escarpé, n'ont peut-être pas le loisir d'emporter de nombreux captifs. Mais la liquidation des prisonniers et des blessés correspond aussi parfaitement à ce qu'on sait de leurs pratiques sur le continent durant la guerre (cf. chapitre VII). Toutefois, cette brutalisation indéniable ne permet pas de rendre compte de la variation de la violence dans le temps : les massacres commis contre les civils et les ennemis vaincus ne se produisent que dans les premiers temps de la répression – deux semaines environ, du coup de force de Gaoxiong jusqu'à la dernière décade de mars. Ils relèvent de ce que Randall Collins appelle une « fuite en avant » (*forward panic*) : la furie destructrice née de la réalisation soudaine qu'un adversaire redouté est en réalité impuissant. Il n'est donc pas étonnant que la fuite en avant commence non au moment où l'ennemi est encore craint, mais juste après qu'il cesse de l'être, quand la « tension confrontationnelle » se relâche. Les combats asymétriques de la contre-insurrection y sont particulièrement propices, la frustration de ne pouvoir trouver les partisans se traduisant par un surcroît de violence exutoire quand ils sont enfin attrapés¹⁷⁷⁷.

B. Le cadre politique de la tuerie

Interdire et laisser faire

La brutalisation des soldats chinois n'explique pas non plus le rôle de la hiérarchie dans ces excès. On ne peut le rabattre ni sur une simple question de discipline, ni sur la culpabilité de

¹⁷⁷⁶ « Lujun zhengbian di yisiliu lü jiaofei zhandou jingguo gaikuang ji fei-wo shangwang fuhuo sunhao baogaoshu », avril 1947, dans ZLXJ 4, pp. 4-5 ; Liu Yuqing, Dai Chuanxin et Jiang Chonglin, « Lujun zhengbian di ershiyi shi dui Taiwan shibian kanluan gaiyao », dans ZLXJ 1, pp. 205-207.

¹⁷⁷⁷ COLLINS, *Violence, op. cit.*, pp. 88, 94 et 102-103.

quelques responsables, qui ne suffirait de toute façon pas à rendre compte de l'implication personnelle des hommes du rang. C'est dans l'interaction entre les différents échelons qu'il faut en chercher les ressorts.

Pour certains officiers de contact, la violence excessive et peu ciblée a incontestablement une fonction instrumentale : terrifier et disperser l'ennemi, quitte à provoquer des dommages collatéraux dans une population « innocente » dont ils ignorent d'ailleurs les contours. Il s'agit d'abord de regagner le contrôle de l'espace public avec des forces insuffisantes – c'est un des rôles probables des patrouilles volantes à Taïpei, dont George Kerr affirme qu'elles servent à « terroriser la ville » pour dissuader les citoyens de sortir de chez eux¹⁷⁷⁸. La décision de Luo Diguang 羅迪光, commandant du premier bataillon du régiment indépendant, de faire tirer au mortier sur le centre-ville de Jiayi le 4 mars¹⁷⁷⁹ et les tirs de semonce décidés par Peng Mengji le 5 mars sur le stade de Gaoxiong¹⁷⁸⁰ procèdent à la fois de cette logique dissuasive et de la prise en otage de la population, menacée de représailles si les rebelles ne se dispersent pas.

Qu'en est-il des échelons plus élevés de la hiérarchie ? Il est clair qu'après avoir exploré quelques jours, de bonne foi ou non, la voie d'une résolution « politique », Chen laisse parler les fusils. Toutefois, ni lui ni aucun haut gradé n'autorisent de tuerie indiscriminée. Au contraire, les autorités militaires font publiquement profession de modération. Le 11 mars, Chen Yi fait savoir par la radio et la presse qu'il a autorisé Zhang Mutaò, en charge de la loi martiale à Taïpei, à exécuter sur place (*jìndì zhèngfǎ* 就地正法) tout homme surpris à se livrer à des représailles, au pillage ou au viol¹⁷⁸¹. Quelques-uns sont en effet passés par les armes, dans tous les cas que nous avons rencontrés pour vol d'objets précieux accompagné ou non de meurtre¹⁷⁸². La sentence est exécutée publiquement, parfois devant le lieu du larcin, afin de satisfaire la population locale. Dans un cas au moins, un officier force le coupable à rendre le bien volé à son propriétaire avant d'arracher son uniforme et de procéder à l'exécution. Ces châtiments exemplaires, qui font l'objet d'annonces dans la presse, semblent toutefois se compter sur les doigts des deux mains (à Gaoxiong, le voleur n'est arrêté par la police militaire que parce qu'il a l'imprudence de jouer ouvertement son butin). Ils peinent en

¹⁷⁷⁸ KERR, *Formosa Betrayed*, *op. cit.*, p. 259.

¹⁷⁷⁹ « Luo Diguang », dans *Dictionnaire de l'Incident du 28 février*, pp. 742-743.

¹⁷⁸⁰ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjin baogao*, *op. cit.*, p. 117.

¹⁷⁸¹ « Zai jiejian qijian minzhong xingdong yingxing zhuyi ge shixiang » 在戒嚴期間民眾行動應行注意各事項 (Points auxquels la population doit prêter attention pendant la période de loi martiale), *Xinshengbao*, 11 mars 1947.

¹⁷⁸² Peng Mengji (8 avril 1993, Taïpei), dans GX 1, p. 110 ; Chen Jinchun (Jiayi, 4 juillet 1991), dans GX 1, p. 169 ; « Bufa shibing erming zuo yi qiangjue shijing » 不法士兵二名昨已槍示儆 (Deux soldats ayant enfreint la loi exécutés hier en guise d'avertissement), *Xinshengbao*, 28 mars 1947 ; IHT/A_03_0007, Rapport de Huang Renli à Lin Zhenfan (Lin Dingli), 25 mars 1947, dans BMJ 2, pp. 15-16 ; Huang-Lin Yufeng (3 avril 1993, Taïpei), dans DSHY, p. 16.

outre à dissuader, comme en témoignent *a contrario* les actes de sauvetage dont nous avons connaissance : à Liucuo, c'est un soldat chinois saisi de scrupules, et non la peur de la punition, qui empêche ses camarades de brûler vifs un groupe de villageois cachés dans une maison¹⁷⁸³ ; à la gare de Badu (cf. chapitre VIII), un officier taiwanais ne trouve rien d'autre, pour enrayer un massacre, que d'avertir qu'il perturbera la circulation des trains¹⁷⁸⁴. Aucun gradé ne sera par ailleurs traduit en justice pour les exactions commises à Taiwan¹⁷⁸⁵.

Mais la responsabilité du pouvoir dépasse de loin la simple négligence. D'abord parce que les appels à la discipline et à la modération s'accompagnent d'un discours simultané, à peine moins audible, sur la nécessité d'une démonstration de force. Le 6 mars, Chen Yi admet auprès de Jiang Jieshi qu'il a fait aux rebelles des concessions excessives et qu'il faudra frapper très fort pour restaurer la capacité d'intimidation des autorités : une réforme politique est nécessaire, mais la peur doit d'abord changer de camp¹⁷⁸⁶. Des propos semblables sont tenus publiquement. Le 10 mars, à la radio, le gouverneur prend les accents d'un père trahi par ses enfants, qui ont abusé de sa bonté et le forcent à sévir¹⁷⁸⁷. Après le débarquement des troupes, la presse officielle reprend ce thème avec plus de virulence : l'indulgence excessive de la première réaction a enhardi les traîtres en leur faisant croire à de la faiblesse, illusion qu'il faut se presser de dissiper¹⁷⁸⁸. À défaut d'instructions, les officiers et les soldats peuvent donc se référer à un discours quasi-officiel qui légitime leurs débordements.

La guerre prolongée

Par ailleurs, les autorités jouent un rôle déterminant dans la constitution d'une image de l'ennemi qui impose les grands moyens : puisque le soulèvement taiwanais est une résurrection locale de l'hydre japonaise, il n'y a aucune raison de lésiner. Le discours tenu sur le rôle des anciens soldats de l'armée japonaise, en particulier, tombe sur un terrain fertile. Il est difficile de savoir si les déclarations du Baomiju sur le soulèvement des reliquats de la *Taiwan gun*, dont les plus apocalyptiques ne sont faites qu'en avril (cf. chapitre VI), sont prises pour argent comptant par les officiers. Dès les débuts de l'Incident, en tous cas, la rumeur de la participation de soldats japonais

¹⁷⁸³ Chen Yuanmei et Chen Shuilian (9 août et 19 novembre 1993, Liucuo), dans JYBH, p. 186.

¹⁷⁸⁴ Wang Qingtian (29 février 1992, Badu), dans BQCZ, p. 91.

¹⁷⁸⁵ Le cas de Chen Yi est parlant : rappelé sur le continent pour sa gestion désastreuse de Taiwan, il se voit néanmoins confier la province du Zhejiang en 1948, et ne sera exécuté qu'en 1950, pour sa tentative de défection aux Communistes. De manière significative, de nombreux Taiwanais croient toujours qu'il s'agit d'un châtement tardif pour les tueries commises sur leur île.

¹⁷⁸⁶ Lettre de Chen Yi à Jiang Jieshi, 6 mars 1947, dans ZLXJ 2, pp. 71-80.

¹⁷⁸⁷ « Chen Yi di si ci guangbo ci », 10 mars 1947 à 10h, dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji, op. cit.*, p. 339.

¹⁷⁸⁸ C'est un lieu commun des articles qui paraissent après la reprise en main des journaux. Cf. par ex. « Chu'e wu jin », *Xinshengbao*, 27 mars 1947.

est répandue sur toute l'île, alimentée par la présence de nombreux rebelles en uniformes de l'Armée impériale. Lin Youcai, qui appartient à un groupe insurgé dans la région des Alishan, se rappelle que « toute l'unité portait des uniformes japonais. A l'époque à Taïpei une rumeur disait que des troupes japonaises non rapatriées se cachaient dans les Alishan, c'était une erreur due à nos vêtements »¹⁷⁸⁹. Compte tenu de leur histoire récente, de nombreux soldats chinois sont probablement disposés à le croire.

Le ciblage privilégié des anciens soldats japonais est en tous cas un fait avéré. A Jilong, Xu Jinlai fuit dans les collines avec d'anciens camarades d'armée sans avoir pris part au soulèvement, car le bruit court avec insistance « qu'il va arriver quelque chose aux anciens soldats japonais »¹⁷⁹⁰. Les uniformes japonais ayant parfois été recyclés pour des usages civils dans la pénurie d'après-guerre, des méprises tragiques ont lieu, qui dissuadent certains de prendre des risques inutiles : à Jiayi, les voisins de Tong Wangui refusent de cacher le jeune homme, car sa culotte de cheval lui donne un vague air de soldat nippon¹⁷⁹¹. Le contact avec les rebelles ne fait rien pour dissiper la confusion puisque, si peu redoutables qu'ils s'avèrent, ils parlent la langue de l'ennemi d'hier, portent ses emblèmes et chantent ses hymnes. Les officiers de contact ne tardent pas à s'apercevoir, s'ils avaient un doute, qu'ils n'ont pas affaire aux Japonais ; mais ils sont bel et bien lancés à la poursuite de leurs émules.

L'amalgame est donc là, avec deux effets. Il accroît d'abord l'inquiétude des troupes : les unités chinoises qui matent la révolte, accoutumées à se faire étriller par un ennemi japonais très supérieur, ont d'autant plus de raisons de partir au combat la peur au ventre. Ensuite, l'allure des rebelles ne peut que réveiller une haine profonde. Nul besoin de supposer une adhésion du fantassin de base à l'idéologie nationaliste d'un Ke Yuanfen ou d'un Peng Mengji : l'animosité à l'égard de tout ce qui ressemble à l'armée japonaise, au début de 1947, se nourrit d'une mémoire fraîche de violence extrême – et le plus souvent subie –, avant toute mise en forme idéologique.

On a vu que la 21^{ème} division est, à la veille de l'Incident, engagée contre les Communistes dans la basse vallée du Yangzi. Les Sichuanais n'ont connu de démobilisation ni matérielle, ni culturelle, et importent directement sur l'île les normes et les seuils de tolérance à la violence d'une guerre de grande ampleur. Le militarisme essentiellement théâtral de l'insurrection rencontre une véritable armée, qui est encore en guerre.

¹⁷⁸⁹ Lin Youcai (22 septembre 1994, Fenqihu), dans ZLSC, p. 204.

¹⁷⁹⁰ Xu Zhu (27 février 1993, Jilong), dans JLYG, p. 148.

¹⁷⁹¹ Xie Taowen (6 mars 1993, Taïpei), dans JLYG, p. 103 ; Lin-Tong Meizi (15 août 1994, Jiayi), dans ZLSC, p. 110.

Les combats les plus récents de la force de secours l'ont certes opposée aux Communistes, non à l'Armée impériale. Mais il existe une différence profonde entre la perception de ces deux adversaires. Si de nombreux hauts gradés entretiennent avec le Japon des rapports ambivalents liés à leur parcours personnel, la troupe et les officiers de contact ne connaissent l'ennemi nippon qu'à travers l'expérience du combat, la mort des camarades et la propagande du temps de guerre. La guerre civile est un combat de chefs très largement impopulaire, où les défections sont légion ; la Guerre de résistance, malgré le cynisme né de l'enlisement du conflit et le caractère massif de la collaboration, a été perçue comme une guerre juste – ne serait-ce que parce que défensive – par des couches bien plus importantes de la population. Cette implication s'est manifestée par éclipses, très intensément au début de la guerre, puis de nouveau à son extrême fin, avec l'offensive Ichigo puis la défaite japonaise¹⁷⁹². Le phénomène a été repéré par les historiens d'autres guerres totales : après l'épuisement de la guerre d'usure, les grandes vagues d'émotions agressives connaissent une recrudescence avec la remise en mouvement du conflit par la défaite actée ou imminente d'un des protagonistes¹⁷⁹³. La « remobilisation culturelle »¹⁷⁹⁴ des sociétés en guerre peut se nourrir de la perspective d'une invasion, singulièrement dans le camp qui a subi la présence ennemie sur son propre territoire¹⁷⁹⁵. L'armée chinoise, qui n'a pas eu la possibilité de marquer sa victoire en occupant le Japon, n'en est pas moins traversée par ces affects (cf. chapitre VII). Parmi les officiers au moins – nous manquons des sources qui permettraient de généraliser l'observation – une mémoire héroïsée de la guerre, largement compatible avec la propagande d'Etat, prend forme immédiatement après la fin du conflit¹⁷⁹⁶. Le monde de la « zone grise »¹⁷⁹⁷ qu'a été la Guerre de résistance fait l'objet d'une simplification radicale et fournit à ceux qui parviennent à se faire reconnaître comme vainqueurs un capital héroïque dont on trouve des revendications et des usages jusque dans la troupe¹⁷⁹⁸.

Or Taiwan présente, aux yeux des soldats chinois, des caractéristiques qui l'apparentent – en plus mal connu, car le processus d'intégration nationale est bien moins avancé qu'en France, et

¹⁷⁹² MOORE, *Writing War*, op. cit., p. 70. Entretien avec Aaron Moore, Chicago, 28 mars 2015.

¹⁷⁹³ AUDOIN-ROUZEAU et BECKER, *14-18, retrouver la guerre*, op. cit., p. 122.

¹⁷⁹⁴ HORNE, "Demobilizing the Mind", op. cit., *passim*.

¹⁷⁹⁵ Bruno CABANES, *La victoire endeuillée : la sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Paris : Seuil, 2004, pp. 84, 88 et 91.

¹⁷⁹⁶ MITTER et MOORE, "China in World War II, 1937-1945: Experience, Memory and Legacy", op. cit., p. 236.

¹⁷⁹⁷ L'expression s'est imposée depuis la réflexion qu'y a consacrée Primo LEVI, *Les naufragés et les rescapés. Quarante ans après Auschwitz*, Paris : Gallimard, 1989 (trad. André Maugé, 1^{ère} éd. en italien 1986).

¹⁷⁹⁸ Ils peuvent prendre des formes microscopiques – qui n'en sont pas moins parlantes –, comme un point d'honneur à manger très épicé pour prouver qu'on a passé la guerre au Sichuan, en « Chine libre » (cf. chapitre VII). Il est possible que l'origine sichuanaise de la plupart des soldats chinois donne plus de vigueur à cette revendication, la province étant auréolée d'un certain prestige après la victoire, mais nous n'en avons trouvé aucune trace documentaire.

sans la mythologie qui s'y attache – à ce qu'est l'Alsace-Lorraine pour les combattants français de 1918, telle qu'étudiée par Bruno Cabanes : un territoire longtemps perdu à l'ennemi et façonné par lui, dont la libération s'accompagne d'une méfiance pour ses habitants « bochifiés » (ici japonisés), dont la langue a un effet anxiogène sur les hommes, et dont la prospérité relative suscite chez eux un ressentiment mêlé d'admiration¹⁷⁹⁹. D'où l'exigence d'un surcroît démonstratif de reconnaissance et de loyauté, que les locaux se montrent vite réticents à donner, puis refusent de manière spectaculaire lors de la révolte. Dans le cas de l'armée chinoise, cette méfiance se double d'une victoire mutilée par l'absence d'occupation du territoire ennemi. La mise au pas du soulèvement formosan s'apparente ainsi à la victoire sur le terrain, voire à la conquête, qui a toujours échappé aux troupes de l'Armée nationale – Taiwan est à la fois leur Alsace-Lorraine et leur Rhénanie¹⁸⁰⁰.

La vengeance : un interdit suspect

Il n'est donc pas nécessaire de supposer une relation de causalité entre l'interprétation officielle de la révolte (la dénationalisation des Taiwanais) et les représentations des soldats : seulement une congruence conjoncturelle entre l'idéologie officielle et le transfert d'expériences et d'affects opéré par ces hommes. Ce qui nous contraint à aborder la question, délicate mais incontournable, des émotions investies dans la violence répressive – de la manière dont elles sont mises en forme et légitimées par le discours du pouvoir, et en retour dont elles lui donnent une traduction pratique. Nous soutiendrons que la compatibilité entre imaginaire politique et affects personnels s'observe ici de manière privilégiée autour de la notion de vengeance.

La hiérarchie proscrit théoriquement les exactions. Les mots employés pour dire cette clémence ne sont pas neutres : ils sont empruntés au lexique de la mansuétude pour les ennemis vaincus, prégnant depuis 1945 (cf. chapitre VI). Dès le 6 mars, dans une allocution où il multiplie les concessions au Comité de résolution, Chen Yi – qui sait les renforts en chemin – se fait rassurant : contrairement aux bruits répandus par le « parti félon », les Taiwanais n'encourent pas la vengeance des autorités, car « la plus grande vertu de la nation chinoise est l'indulgence (*kuanda* 寬大) et elle ne rend pas le mal pour le mal (*yi yuan bao yuan* 以怨報怨) »¹⁸⁰¹. Une fois les renforts débarqués, Jiang Jieshi en fait une ligne officielle : les forces présentes à Taiwan doivent s'abstenir de toute

¹⁷⁹⁹ CABANES, *La victoire endeuillée*, *op. cit.*, pp. 102-105 et 221. Les dégâts provoqués par les bombardements aériens à Taiwan sont sans commune mesure avec la dévastation du bassin du Yangzi dans lequel évoluent Liu Yuqing et ses hommes depuis la fin de 1937.

¹⁸⁰⁰ Bruno Cabanes parle de « contre-invasion » de la Rhénanie en 1918. *Ibid.*, p. 95.

¹⁸⁰¹ « Chen Yi di san ci guangbo ci », 6 mars 1947 à 20h30, dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, *op. cit.*, p. 338.

action de vengeance (*bu dei caiqu baofu xingdong* 不得採取報復行動)¹⁸⁰². Ces termes fixés, ils sont repris avec constance dans les rapports, articles et discours ultérieurs¹⁸⁰³. Ils prennent même une valeur réglementaire : Chen diffuse à tous les échelons les instructions de Jiang, selon lesquelles tout soldat surpris à « se venger » sera sanctionné pour désobéissance aux ordres (*weiling lunzui* 違令論罪)¹⁸⁰⁴. La fortune de l'expression doit nous alerter. Sur le mode de la prohibition, elle dit une partie de ce qui se joue sur le terrain.

La vengeance est théoriquement exclue des catégories de l'action étatique. En détournant une parcelle du monopole de la violence à des fins privées (affectives ou morales), un agent de l'Etat sape la rationalité du pouvoir qu'il sert¹⁸⁰⁵ – problème d'autonomisation auquel tout Etat fait face, mais qui prend dans la République de Chine des proportions considérables. Pendant l'Incident du 28 février, l'interdit vise d'abord ce genre de comportements, qui en effet ne manquent pas. Certains sont de grande envergure. A la gare de Badu, où un homme du fort de Jilong a perdu la vie le 1^{er} mars (cf. chapitre VII), un officier de la garnison mène le 11 mars une expédition punitive qui vise en priorité les employés des chemins de fer : cinq à sept hommes sont tués sur place et onze autres fusillés plus loin ; seule l'intervention d'un officier taiwanais convainc les soldats de ne pas abattre tous les hommes présents¹⁸⁰⁶.

Sauver les continentaux

Les cas motivés par des griefs précis, comme celui-ci, sont toutefois minoritaires. La « vengeance » exercée par les forces armées est plus souvent de nature collective ; elle se justifie par

¹⁸⁰² « Jiang Jieshi zai zhongshu jinianzhou shang de jianghua » 蔣介石在中樞紀念周上的講話 (Discours de Jiang Jieshi lors de la semaine commémorative centrale), 10 mars 1947, dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, op. cit., pp. 367-368.

¹⁸⁰³ Le 12 mars, un rapport soumis conjointement à Jiang par la police militaire et le Zhongtong stigmatise les « méthodes vindicatives » (*baofu shouduan* 報復手段) de la police et des troupes de la garnison à Taibei (Télégramme du commandement de la police militaire et du Zhongtong à Jiang Jieshi, 12 mars 1947, dans ZLXJ 2, p. 146).

¹⁸⁰⁴ Télégramme de Jiang Jieshi à Chen Yi, 13 mars 1947, dans ZLXJ 2, p. 163 ; DAGLJ/A376590200C/0036/193/1/1/001, Instructions reçues par le bureau de police de Taizhong, 17 mars 1947. L'échange du 13 mars entre Jiang et Chen est curieusement antidaté au 11 dans la compilation de documents de travail de Jiang connue sous le nom de *shilüe gaoben* 事略稿本 (cf. DAHB 17, pp. 37-38). On ne peut en tirer qu'une règle de prudence : recourir aux sources de la pratique quand elles sont disponibles plutôt qu'à leur mise en ordre par le secrétariat de Jiang Jieshi, qui écrit pour la postérité. Sur la composition des *shilüe gaoben*, cf. Grace HUANG, "Creating a Public Face for Posterity: The Making of Chiang Kai-shek's Shilüe Manuscripts", *Modern China*, n° 36 (6), 2010, pp. 617-643.

¹⁸⁰⁵ L'opposition entre « force publique » et « vengeance privée » est par exemple explicitement inculquée aux élèves-policiers dans la France actuelle. Cédric MOREAU DE BELLAING, « Comment la violence vient aux policiers. Ecole de police et enseignement de la violence légitime », *Genèses*, n° 75 (2), 2009, pp. 24-44.

¹⁸⁰⁶ BQCZ, *passim*.

les atrocités dont les « émeutiers » sont rendus coupables. La répression se pense comme une contre-violence, et son excès une réponse aux excès de l'émeute.

Ici encore, la hiérarchie tient un double discours : le portrait plus que noir qu'elle donne des rebelles entre en contradiction directe avec ses consignes de retenue. Le journal *Wenhuibao* de Shanghai (proche de la gauche non communiste) rappelle que la 21^{ème} division a embarqué pour Taiwan convaincue de trouver sur l'île une hécatombe de Chinois du continent¹⁸⁰⁷. Et dans son allocution radiophonique du 10 mars, alors même que l'armée se déploie sur l'île, Chen Yi annonce que la loi martiale permettra de protéger les braves gens contre l'« infime minorité de renégats » qui ont blessé et tué « d'innombrables » fonctionnaires continentaux, « sans épargner les femmes et les enfants »¹⁸⁰⁸.

Dans la pratique, il est douteux que le souci de sauver la vie des Chinois continentaux guide vraiment l'action des militaires. A Gaoxiong, par exemple, les sources officielles affirment que les étudiants barricadés dans le Lycée n° 1 ont attaché des boucliers humains aux fenêtres, ce qui expliquerait la circonspection de l'avancée des troupes¹⁸⁰⁹. Celles-ci tirant au mortier sur le bâtiment, il est permis d'en douter. Le sauvetage des *waishengren* n'en est pas moins un élément important de la propagande qui accompagne la « pacification ». Le tour d'inspection de Bai Chongxi comporte plusieurs réunions avec les fonctionnaires. Lors de la plus importante, tenue le 20 mars au siège du gouvernorat de Taibei, le ministre de la Défense cherche visiblement à dissuader les continentaux de prendre en masse le chemin du retour (cf. annexe 12) :

Aujourd'hui, vous restez à Taiwan sans vous décourager, pour continuer le travail. Vous devez savoir que la Chine ne peut quitter Taiwan et que Taiwan ne peut quitter la Chine. Messieurs, rester à Taiwan pour servir, c'est tout comme aller servir sur le continent. [...] Ceux qui vous ont humiliés et agressés ne représentent qu'une infime minorité de mauvais éléments, la grande majorité des compatriotes taiwanais aiment leur pays et désirent sincèrement coopérer avec vous. L'Incident du 28 février était totalement imprévu et fortuit, j'ai toute confiance dans le fait qu'un tel événement ne se reproduira pas, et je vous garantis que le Centre ne permettra pas qu'il se reproduise¹⁸¹⁰.

¹⁸⁰⁷ SU, « Huangyan jiangou xia Er'erba shijian zhenya zhi zhengdangxing », *op. cit.*, p. 128.

¹⁸⁰⁸ « Chen Yi di si ci guangbo ci », 10 mars 1947 à 10h, dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, *op. cit.*, pp. 339-340 ; « Gao minzhong shu » 告民眾書 (A la population), message de Chen Yi transmis par la CNA, 10 mars 1947, dans *ibid.*, pp. 340-341.

¹⁸⁰⁹ Cf. par ex. Peng Mengji (8 avril 1993, Taibei), dans GX 1, p. 102.

¹⁸¹⁰ « Leiru Er'erba tongyang shijian jinhou juebu rong zai you fasheng » 類如二二八同樣事件今後絕不容再有發生 (Nous ne laisserons pas se reproduire un incident similaire à celui de 28 février), *Xinshengbao*, 21 mars 1947.

Cette sollicitude a aussi pour objectif de présenter les continentaux comme les véritables victimes de l'Incident. Bai se rend dans les hôpitaux pour des visites aux blessés, dûment photographiées et rendues publiques (cf. annexe 12), tandis que la presse publie de nombreux témoignages de victimes de l'émeute¹⁸¹¹. Enfin, il est à noter que la politique de compensation (*jiuxu* 救卹) mise en place le 21 mars ne concerne que les fonctionnaires (*gongjiao renyuán* 公教人員). C'est un renversement complet de l'indemnisation indifférenciée concédée par Chen Yi le 2 mars¹⁸¹². De même que seuls les continentaux tués et blessés font l'objet d'une tentative sérieuse de décompte (cf. chapitre V), seules leurs pertes matérielles (et celles de l'Etat) sont recensées, pour une indemnisation maximale de 60 000 yuans (taiwanais)¹⁸¹³. Toutes ces mesures sont rendues publiques : par ses actes et ses discours, le pouvoir chinois affirme que la communauté continentale de Taiwan, mise en équivalence avec l'Etat¹⁸¹⁴, est la partie lésée, à l'heure même où une violence impitoyable s'abat sur la population formosane. Ceux qui la conduisent ont donc toute licence de penser qu'ils rendent justice à leurs compatriotes martyrisés – et les appels officiels à ne pas « se laisser avoir » (*shangdang* 上當) par la distinction *benshengren/waishengren*, qui serait montée de toutes pièces par les rebelles, sonnent singulièrement creux¹⁸¹⁵.

C. Le langage de la violence

C'est à cette lumière qu'il faut considérer les pratiques de cruauté récurrentes qui marquent l'écrasement de la rébellion par l'armée – elles semblent beaucoup moins systématiques dans la police et la police militaire. Du fait de leur caractère local, parfois individuel, souvent nocturne, elles ne sauraient, contrairement au simple emploi indiscriminé de la force, être considérées comme un maniement raisonné de la terreur. Les actes de cruauté nous enjoignent à considérer ce qui, dans la violence, échappe à la logique des moyens et des fins et n'est pas destiné à être « converti » en autre chose qu'elle-même. Elle appelle moins une explication stratégique qu'une interprétation, qui suppose d'en établir les régularités.

¹⁸¹¹ Cf. par ex. Shou Tiangang « Ai da de hua » 挨打的話 (Comment j'ai été battu), *Xinshengbao*, 27 mars 1947.

¹⁸¹² « Chen Yi di er ci guangbo ci », dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, op. cit., pp. 336-337.

¹⁸¹³ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, op. cit., pp. 367-373. Sauf indication contraire, les sommes sont données en monnaie taiwanaise. Le gouvernement chinois a estimé les dommages matériels à un peu plus de 616 millions de yuans, un total qui inclut peut-être les dégâts faits par l'armée. MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, op. cit., p. 141.

¹⁸¹⁴ Les fonctionnaires taiwanais attaqués sont également indemnisés, mais ils sont très peu nombreux.

¹⁸¹⁵ « Gao zhuTai quanti guanbing shu » 告駐台全體官兵書 (A tous les officiers et soldats présents à Taiwan), message de Chen Yi transmis par la CNA, 16 mars 1947, dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, op. cit., p. 342.

Pratiques de cruauté : quelques régularités

La première d'entre elles est l'emploi massif des armes blanches, surtout des baïonnettes¹⁸¹⁶. Le souci d'économiser les munitions joue peut-être un rôle, mais aucune source ne l'indique explicitement, et il semble contredit par l'utilisation très libérale des armes à feu à Jilong ou Gaoxiong. De nombreux Taiwanais sont d'ailleurs tués par balles *et* arme blanche, la seconde suivant généralement les premières, soit pour achever un blessé, soit dans un acharnement sur le corps vivant ou mort de la victime¹⁸¹⁷.

Par la proximité des corps qu'elle implique et la rupture très visible de la barrière anatomique, l'arme blanche implique fortement le tueur dans son acte¹⁸¹⁸. Les coups sont le plus souvent portés au torse et à l'abdomen ou, quand la cible est immobilisée, au cou¹⁸¹⁹. Il faut sans doute y voir un écho des techniques de combat des soldats chinois, fréquemment contraints de recourir à l'arme blanche, avec laquelle on apprend dans l'infanterie à frapper certains points névralgiques dont la région du cou¹⁸²⁰. L'usage de l'arme blanche en combinaison avec l'arme à feu, tout comme l'absence apparente de gestes d'égorgeement réels, suggèrent toutefois la volonté d'infliger de la douleur¹⁸²¹. Le constat est le même pour les atteintes extrêmement fréquentes au ventre, infligées hors situation de combat. Avec l'éventrement, la cruauté se double d'un symbolisme plus marqué, qui renvoie à la fois à une volonté de profanation – procédé universel par lequel le tueur justifie son acte à ses propres yeux en exposant l'ordure que la victime recèle¹⁸²² – et à un contexte culturel spécifique : le ventre, et les entrailles sont en Chine un siège important de la vie affective et morale¹⁸²³. Un épisode l'illustre clairement : quand des soldats commandés par Luo Diguang fuient l'arsenal de Hongmaopi le 7 mars, ils croisent sur le chemin de leur retraite six employés d'une

¹⁸¹⁶ Les exemples sont innombrables et concernent toutes les parties de l'île d'une manière remarquablement homogène. Cf. par ex. Xie Jianfa (21 novembre 1992, Jilong), dans JLYG, p. 129 ; Zhang Zilong (19 avril et 3 mai 1993, Jilong), dans JLYG, p. 202 ; Chen Shuilian (9 août et 19 novembre 1993, Liucuo), dans JYBH, p. 183 ; Jian Xinjiang (1^{er} mai 1994, Gukeng), dans JYPY, p. 124 ; Huang Denglin (8 septembre 1992, Gaoxiong), dans GX 1, p. 305...

¹⁸¹⁷ Zhang Huangcai (10 juillet 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 278 ; Liao Guoyang (20 juillet 2008, Zhushan), dans ZSXP, p. 233.

¹⁸¹⁸ Remarque de Stéphane Audoin-Rouzeau dans Laure DE VULPIAN, *Rwanda, un génocide oublié ? Un procès pour mémoire*, Bruxelles : Complexe, 2004, p. 55.

¹⁸¹⁹ Lü Zirong (19 avril, 15 juillet et 10 août 1993 à Jilong), dans JLYG, p. 180. Lao Bozhi (12 mars 1993, Taibei) assiste à l'exécution publique de son cousin : les soldats lui enfoncent une baïonnette dans le torse par le haut (il est agenouillé) avant de l'achever au pistolet. Dans JLYG, p. 192.

¹⁸²⁰ Nous n'avons pas trouvé d'informations spécifiques à l'infanterie chinoise. Sur les instructions relatives aux armes blanches dans l'armée française de la Grande Guerre, cf. Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, *Les armes et la chair. Trois objets de mort en 1914-1918*, Paris : Armand Colin, 2009, pp. 89-97.

¹⁸²¹ Les coups portés de haut en bas sur le haut du thorax sont inefficaces et douloureux.

¹⁸²² Christian INGRAO, « Violence de guerre, violence génocide : les *Einsatzgruppen* », dans AUDOIN-ROUZEAU, BECKER, INGRAO et ROUSSO (dir.), *La violence de guerre, op. cit.*, pp. 219-242, p. 227.

¹⁸²³ Cf. par ex. Paolo SANTANGELO, *Sentimental Education in Chinese History: An Interdisciplinary Textual Research on Ming and Qing Sources*, Leiden : Brill, 2003, pp. 230-231.

raffinerie de sucre qui ramènent leurs collègues continentaux à Jiayi sous « escorte »¹⁸²⁴. Les militaires, particulièrement tendus, s'imaginent que les Taiwanais projettent d'exécuter leurs captifs et les tuent. Ils en ligotent quatre à des arbres, les éviscèrent et remplacent leurs entrailles par des pierres¹⁸²⁵. La substitution de pierres aux viscères est un moyen de souligner l'inhumanité des tués. Il est également possible qu'elle serve un effet de miroir entre les « atrocités japonaises » prêtées aux rebelles formosans (cf. chapitre VI) et le traitement qu'on leur inflige : le remplacement des viscères d'un enfant par des objets ronds (petits pains, sachets) est un trope de la littérature antijaponaise de la fin de la guerre¹⁸²⁶. Ce renversement serait loin d'être isolé. Ainsi, le 11 ou le 12 mars, près de Zhanghua, un commerçant soupçonné d'avoir participé à la révolte est tué avec son propre sabre japonais par des soldats chinois, qui tentent de le décapiter¹⁸²⁷ – un geste qui évoque sans ambiguïté possible pour un Chinois de l'époque les exactions de l'occupation japonaise, particulièrement le massacre de Nanjing¹⁸²⁸.

Autre partie du corps visée avec une grande régularité, les mains. Il s'agit d'un quasi-invariant des atrocités de guerre. Ici, cependant, les mains ne sont pas tranchées mais délibérément blessées ou traversées par du fil de fer¹⁸²⁹. Contrairement à leur amputation, la mutilation des mains déshumanise moins l'ennemi qu'elle n'inscrit son impuissance dans sa chair.

C'est le sens probable de la deuxième constante : le ligotage des prisonniers de manière à les faire souffrir et non seulement à les immobiliser. Les militaires attachent généralement leurs prisonniers avec du fil de fer, souvent serré à la pince de manière à meurtrir les doigts ou les chairs¹⁸³⁰. Cette pratique est systématisée à Jilong. Immédiatement après le débarquement des troupes, de nombreux captifs sont ligotés, la plupart du temps en groupes de deux à neuf personnes.

¹⁸²⁴ Sur ces situations intermédiaires entre captivité et protection, cf. chapitre VI. Il semblerait qu'un des « captifs » ait plaidé en faveur des rebelles, expliquant qu'ils les protégeaient de bonne foi, sans effet. Cai Qilin (14 septembre 1994, Taïpei), dans ZLSC, p. 51-52.

¹⁸²⁵ ZLSC p. 11, JYBH p. 15. Selon les personnes qui ont retrouvé les corps, chacun d'entre eux portait plusieurs dizaines de coups.

¹⁸²⁶ Cf. *Kongsu dikou baoxing*, op. cit., p. 60.

¹⁸²⁷ Zhang Chunsan (13 octobre 1995, Taïpei), dans DSHY, p. 109.

¹⁸²⁸ Le tristement célèbre « concours de décapitation de cent hommes » (*hyakunin giri kyōsō* 百人斬り競争), qu'une partie de la presse japonaise avait jugé bon de vanter, avait fourni une cible de choix à la propagande chinoise sur les horreurs perpétrées par l'ennemi. YOSHIDA, *The Making of the Rape of Nanking*, op. cit., p. 16. Après un délai dû aux procédures d'extradition, les coupables sont jugés par un tribunal chinois en décembre 1947. KUSHNER, *Men to Devils, Devil to Men*, op. cit., pp. 164-174.

¹⁸²⁹ Par ex. KERR, *Formosa Betrayed*, op. cit., p. 297 ; Cai Yaojing (12 juillet 1994, Puzi), dans JYPY, p. 332 ; Xu Songzhi (13 juillet 1994, Beigang), dans JYPY p. 192...

¹⁸³⁰ Lin Youyi (mars 1993, Taïpei), dans GX 1, p. 383 ; Xu Dingfu (20 mai 1992, Gaoxiang), dans GX 1, p. 375 ; Wang Dengshan (2 juin 1994, Taïpei), dans GX 1, p. 338 ; Guo Zhongmei (24 avril 1993, Taïpei), dans JLYG, p. 44 ; KERR, *Formosa Betrayed*, op. cit., pp. 303 et 306. L'emploi du fil de fer est commun à l'armée et au Baomiju, qui ne semble pas l'assortir de la même cruauté.

Le plus souvent, le fil de fer perce les paumes et/ou les chevilles des victimes, qui sont ensuite fusillées face à la mer ou à un canal¹⁸³¹.

Ces gestes, d'une récurrence frappante, renvoient pour une part aux techniques du corps paysannes. La majorité des soldats chinois – davantage que les *xianbing*, théoriquement passés par l'école primaire – sont des paysans ou des fils de paysans. L'entame des chairs et l'effusion de sang leur sont plus familières qu'à nombre de rebelles formosans, recrutés dans la frange urbaine de la société – on se souvient de la retenue avec laquelle ces derniers utilisent les armes tranchantes, leur préférant les objets contondants ou les poignées des sabres. La remarque vaut à plus forte raison pour les formes de ligotage qui réduisent les captifs à du bétail, et dont les soldats ont pu trouver des exemples dans l'armée : les brimades animalisantes – marquage au fer rouge ou ligotage à plusieurs pour empêcher les désertions –, courantes à l'époque des *warlords*, sont loin de disparaître entièrement pendant la Guerre de résistance¹⁸³². La mise en scène macabre fastidieuse à laquelle les soldats se livrent à Jilong serait alors un moyen de justifier, à leurs propres yeux, l'abattage indiscriminé des victimes. De même quand le procédé est remplacé par l'insertion du captif dans un sac de jute trouvé sur les docks, comme une denrée commerciale, l'animalisation étant ici remplacée par la réification.

A Jilong, à Taïpei et dans une moindre mesure à Gaoxiong, de nombreux homicides sont suivis par la submersion des corps dans la mer ou un cours d'eau¹⁸³³. Si le procédé a pour but de faire disparaître les cadavres c'est un échec, le ressac les ramenant vers le rivage. Il ne peut en tous cas s'agir de les dissimuler aux officiers, sous les yeux desquels les exécutions se déroulent souvent. D'une « utilité » douteuse, la submersion du corps procède surtout d'une rage d'anéantissement qui correspond au premier mouvement du massacre. La pratique disparaît d'ailleurs à mesure que la répression trouve son rythme routinier (sauf de la part des services de renseignement, pour lesquels elle vise simplement à préserver le secret ; cf. plus bas).

¹⁸³¹ Les atrocités de Jilong sont dénoncées par le « Rapport de six organisations taiwanaises de Shanghai concernant l'Incident du 28 février » (*Taiwan liHu liu tuanti guanyu Er'erba shijian baogaoshu* 台灣旅滬六團體關於二二八事件報告書), rendu public le 12 avril 1947 (dans LI, *Er'erba yanjiu*, *op. cit.*, pp. 171-172). Longtemps sujettes à caution, ses affirmations ont dans l'ensemble été corroborées par la multiplication des sources.

¹⁸³² LARY, *Warlord Soldiers*, *op. cit.*, pp. 54-55.

¹⁸³³ « Rapport de six organisations taiwanaises de Shanghai concernant l'Incident du 28 février », dans LI, *Er'erba yanjiu*, *op. cit.*, p. 172 ; KERR, *Formosa Betrayed*, *op. cit.*, p. 302 ; Cai Mingchuan (15 juillet 1994, Taïpei), dans GX 1, p. 52 ; Lin Licai (25 juillet 1991, Taïpei), dans GX 1, p. 87... A Jiayi, les soldats jettent les morts dans la fontaine, un lieu de rassemblement des insurgés, renversant la monstration de la révolte en monstration du pouvoir. MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, p. 156.

Autant les témoignages convergent nettement sur les gestes de cruauté, autant le problème des violences sexuelles est, comme de coutume, très difficile à appréhender. C'est vrai tant du côté des perpétrateurs – les viols sont généralement le fait de soldats en petits groupes et sont dissimulés aux officiers¹⁸³⁴ – que de celui des victimes, pour qui le récit des sévices redouble leur effet d'humiliation. Pour ce qui concerne l'Incident, les prohibitions de la hiérarchie suggèrent l'existence du problème, attesté par quelques témoins directs¹⁸³⁵ et indirects¹⁸³⁶, qui mentionnent tous des agressions sexuelles dans le cadre domestique, lors de perquisitions. Ces sources sont trop rares pour indiquer une pratique du viol particulièrement saillante par rapport au comportement habituel de la soldatesque chinoise. De même, seuls quelques témoignages rapportent des mutilations génitales sur des adversaires tués¹⁸³⁷. La régularité résiderait plutôt dans le dénudement des victimes, mortes ou vives. Les individus arrêtés semblent avoir été déshabillés avec constance (en prison ou dès leur arrestation), généralement laissés en sous-vêtements¹⁸³⁸. La mesure touche également les femmes : les parents d'un auteur taiwanais célèbre, sur qui pesaient des soupçons assez faibles, n'ont été « punis » qu'en étant laissés en petite tenue dans la même cellule plusieurs jours d'affilée¹⁸³⁹. Les fusillés sont exécutés dans le même accoutrement. En d'autres termes, il ne semble pas que la répression de l'Incident du 28 février soit marquée par de nombreuses atteintes à la filiation. Le dénudement est un geste d'humiliation et de dérision, encouragé de surcroît par la convoitise – les habits des captifs sont souvent volés, surtout les costumes occidentaux habillés. Mais il n'opère ni déshumanisation, ni marquage d'une différence essentielle entre les perpétrateurs et leurs victimes. Il faut rabaisser l'orgueil des Taiwanais et leur rappeler leur appartenance à l'ethno-nation chinoise, non la nier en acte.

¹⁸³⁴ Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, *L'enfant de l'ennemi, 1914-1918*, Paris : Aubier, 1995, p. 49.

¹⁸³⁵ Ruan Chuishen (12 juin 1991 et 5 novembre 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 415. Également Zhang Chunsan (13 octobre 1995, Taibei), dans DSHY, p. 106 ; Yang Zhichang (1^{er} septembre 1991, Tainan), dans KSLS 3, p. 138.

¹⁸³⁶ Zhang Chunsan (13 octobre 1995, Taibei), dans DSHY, p. 106 ; KERR, *Formosa Betrayed, op. cit.*, p. 301.

¹⁸³⁷ *Ibid.*, p. 301 ; « Rapport de six organisations taiwanaises de Shanghai concernant l'Incident du 28 février », dans LI, *Er'erba yanjin, op. cit.*, p. 172. George Kerr et les organisations taiwanaises ont peut-être une source unique.

¹⁸³⁸ De très nombreux cas apparaissent dans les témoignages oraux, par ex. Gao Yiren (19 août 1991, Taizhong), dans KSLS 3, p. 44 ; Xie Youyong (22 mai 1991 et 17 août 1994, Gaoxiong), dans GX 1, pp. 152-153 et 159 ; HLF, p. 11 ; Guo Jianren (26 juillet 1993, Jilong), dans JLYG, p. 111 ; Cai Changchun (24 août 1994, Jiayi), dans ZLSC, p. 87...

¹⁸³⁹ Entretien, Taibei, janvier 2013.

D. Le message

Terreur démonstrative ou barbarie honteuse

En conséquence, les pires rumeurs de mutilations génitales ou faciales, ou de décapitations¹⁸⁴⁰, qu'on trouve sous la plume du personnel consulaire et des organisations taiwanaises en contact avec lui, correspondent peut-être à des réalités isolées. Mais leur mise en exergue a pour objectif de représenter le pouvoir chinois comme barbare, par opposition aux Formosans civilisés (certes par les Japonais), et dignes à ce titre de l'attention bienveillante des Etats-Unis. Le fait que plusieurs de ces pratiques aient appartenu aux anciens répertoires chinois de la peine – l'ablation du nez ou des oreilles dans l'Antiquité, la décapitation jusqu'aux Nouvelles Politiques¹⁸⁴¹ – accentue l'effet d'archaïsme. La brutalité de l'Etat devient donc l'enjeu d'affrontements diplomatiques feutrés, et ce dès avant l'arrivée des renforts. Le 2 mars, un médecin formosan lié à George Kerr apporte au consulat américain une balle dum-dum qu'il dit avoir été tirée par une patrouille volante, et demande une interposition des Etats-Unis ou de l'ONU pour violation de la première convention de La Haye. Au grand dam de Kerr, il est éconduit par le consul Ralph Blake, qui se débarrasse de la pièce à conviction avec l'approbation de son ambassadeur afin de ne pas impliquer la représentation américaine¹⁸⁴².

Les autorités Nationalistes sont parfaitement conscientes de cet enjeu d'image¹⁸⁴³, qui touche au sens même de l'Incident. Les insurgés se révoltant ouvertement au nom d'un degré supérieur de civilisation, il ne faut pas leur donner raison. Après l'arrivée des renforts, la répression se trouve donc prise entre deux impératifs contradictoires : être suffisamment visible pour envoyer un message à la population taiwanaise, mais pas assez pour prêter le flanc aux accusations de barbarie devant les témoins étrangers. On sait que le fantasme des « supplices chinois »¹⁸⁴⁴ joue un rôle central, depuis le XIXe siècle, dans l'image occidentale d'une Chine mal civilisée – et par jeu de miroir dans les préoccupations des réformateurs chinois, puisque la « modernisation » de la justice, notamment, conditionne la levée de l'extraterritorialité. Cette modernisation suit la tendance, inaugurée en Europe depuis la fin du XVIIIe siècle, de l'invisibilisation de la peine capitale par le

¹⁸⁴⁰ KERR, *Formosa Betrayed*, *op. cit.*, pp. 301 et 305 ; « Rapport de six organisations taiwanaises de Shanghai concernant l'Incident du 28 février », dans LI, *Er'erba yanjiu*, *op. cit.*, p. 172 ; LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 265.

¹⁸⁴¹ Cette dernière a, il est vrai, survécu assez longtemps à son abolition officielle. Elle est par exemple pratiquée par les bourreaux ambulants lors du coup de Shanghai de 1927. VAN DE VEN, *War and Nationalism*, *op. cit.*, p. 116.

¹⁸⁴² 894A.00/3-547: Telegram, *The Ambassador in China (Stuart) to the Secretary of State*, Nanking, March 5, 1947 – 2 pm, dans FRUS, 1947, vol. VII, p. 430 ; KERR, *Formosa Betrayed*, *op. cit.*, p. 264.

¹⁸⁴³ Jusqu'à une époque moins tardive, la remarque vaut pour le Japon. Cf. DELISSEN, « D'un post-scriptum tokyoïte à la mondialisation du macabre », *op. cit.*, p. 345.

¹⁸⁴⁴ BOURGON et BROOK (dir.), *Death by a Thousand Cuts*, *op. cit.*

primat de l'incarcération et l'installation de la potence dans l'enceinte de la prison¹⁸⁴⁵. La mort donnée par l'Etat ne doit plus être un spectacle.

En réalité, toutefois, l'exécution publique reste la règle pour les délits de brigandage puis les crimes politiques, qui dessinent un très vaste domaine de l'exception pénale (cf. plus bas). La majorité des exécutions connues durant l'Incident du 28 février, celles du moins qui ne ressortissent pas du massacre plus ou moins secret, sont ainsi destinées à être vues. Le condamné est paradé dans les rues (*youjie* 遊街) à l'attention des foules (*shivei* 示威, *shizhong* 示眾), parfois à l'arrière d'un véhicule ouvert, depuis le lieu de détention jusqu'au lieu d'exécution, où il est tué par balle¹⁸⁴⁶. La mise en scène a lieu dans un espace dégagé et central – dans un jardin public, devant un temple, face à un commissariat ou une caserne¹⁸⁴⁷ ; des proches du condamné sont parfois contraints d'y assister¹⁸⁴⁸. Le mode d'exécution, bruyant, assure une audience maximale. Les corps sont ensuite exposés (*baoshi* 暴屍) un à plusieurs jours. Cette vieille pratique, qui ne fait l'objet d'aucun ordre écrit, est encore très courante dans l'armée. Les autorités ne s'en cachent d'ailleurs pas : le 18 avril encore, le *Zhongyang ribao* (journal du Guomindang) relate sans sourciller l'exposition en pleine ville d'un « bandit » tué lors de sa capture¹⁸⁴⁹. L'exposition du corps fait partie intégrante de la dissuasion, à tel point que les soldats déplacent parfois les cadavres ennemis tués dans le feu de l'action vers des lieux publics où ils sont exposés¹⁸⁵⁰. Or ce procédé, qui semble parfaitement suivi hors de la capitale, n'est attesté à Taïpei et Jilong que plus rarement et dans des lieux isolés : on l'évite en présence des employés et diplomates étrangers. Les soldats chinois semblent même avoir des ordres explicites de discrétion. Zhou Jinbo rapporte ainsi l'embarras des hommes qui l'ont fait prisonnier à Jilong, quand ils entendent passer la Jeep des employés du consulat américain¹⁸⁵¹.

¹⁸⁴⁵ MÜHLHAHN, *Criminal Justice in China*, *op. cit.*, p. 61 ; sur la relégation progressive en France de la guillotine dans la cour des prisons, cf. Daniel ARASSE, *La guillotine et l'imaginaire de la Terreur*, Paris : Flammarion, 1987.

¹⁸⁴⁶ Par ex. Xu Yushan (28 mai 1994, Dalin), dans JYPY, p. 277-278 ; Lao Bozhi (12 mars 1993, Taïpei), dans JLYG, p. 192 ; Ruan Chuishen (12 juin 1991 et 5 novembre 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 416 ; Gao Zongcheng (7 octobre 1991, Taïpei), dans KSLS 3, p. 88... Les témoignages s'accordent sur l'absence de solennité de la mise à mort. Les condamnés sont souvent conduits et mis à genoux à coups de pieds, puis immédiatement abattus.

¹⁸⁴⁷ Chen Kunquan (27 octobre 1995, Taïpei), in DSHY, p. 44 ; Cai Yuancheng (29 mai 1994, Jiayi), dans ZLSC, p. 77 ; Wu Qingnian (20 novembre 1993, Tainan), dans JYBH, p. 40. Les quelques soldats chinois mis à mort pour mauvaise conduite le sont dans des lieux similaires.

¹⁸⁴⁸ Huang Yongjia (19 avril et 3 mai 1993, Jilong), dans JLYG, p. 211.

¹⁸⁴⁹ « Si you yu gu : nanbu zhufei Yu Zhenji jubu jibi » 死有餘辜南部著匪余振基拒捕被擊斃 (La mort est encore trop douce : le célèbre bandit du sud Yu Zhenji arrêté et tué), *Zhonghua ribao*, 18 avril 1947.

¹⁸⁵⁰ Chen-Zeng Zhu (11 janvier 2008, Zhushan), dans ZSXP, p. 254.

¹⁸⁵¹ Zhou Jinbo (22 février et 1^{er} novembre 1992, Jilong) dans JLYG, p. 72.

Vengeance d'armée, vengeance d'Etat

La même tension est palpable dans l'insistance des autorités militaires sur la discipline. Ces vœux pieux sont certes peu suivis d'effets, mais c'est qu'ils visent le prestige de l'armée plus que le respect du règlement. Depuis les débuts de la République, les exactions de la soldatesque embarrassent les patriotes modernistes, partagés entre des rêves de militarisme civique et la réalité d'une armée de soudards universellement détestée¹⁸⁵². D'un autre côté, « la réfutation des descriptions de la Chine comme une culture émasculée et a-martiale » est un élément essentiel du nationalisme du Guomindang¹⁸⁵³. On a vu ce que la révolte taiwanaise signifie aux yeux des Nationalistes, contraints de constater que l'Armée nationale n'inspire ni respect ni crainte. La « vengeance » chinoise à Taiwan ne se réduit donc pas à des représailles contre les meurtres réels ou fantasmés de continentaux. Elle est aussi une vengeance *d'institution* : celle de l'armée, et d'une partie de l'Etat Nationaliste insultée à travers elle. George Kerr a suggéré que les sarcasmes des étudiants taiwanais militarisés contre les officiers chinois qui prétendaient les entraîner en 1946 expliquent en grande partie la férocité de la répression, contre les jeunes en particulier¹⁸⁵⁴. Il touche ici un point essentiel qu'illustrent plusieurs confrontations, lors desquelles le mépris exprimé par les rebelles plonge les militaires dans une rage profonde. Wang Jie, le chef d'état-major de Peng Mengji, se souvient de l'outrage (*wuru*) fait à son chef par l'un des représentants du Comité local : « Elle peut se battre votre armée ? Et vos canons, ils peuvent tirer ? On en doute vraiment... »¹⁸⁵⁵. Tu Guangming enfonce le clou en demandant à Peng de lui livrer ses armes¹⁸⁵⁶. Dans ses mémoires, Liu Yuqing rappelle qu'à Gaoxiong et à Jilong les insurgés osèrent « émettre des conditions drastiques, comme un pays vainqueur à l'encontre d'un pays vaincu »¹⁸⁵⁷. La rage née de l'humiliation, à laquelle les officiers sont particulièrement sensibles, se manifeste à tous les niveaux : à Taïpei, des soldats de la garnison forcent un homme à s'agenouiller et à les appeler « monsieur » (*agong* 阿公) avant de l'abattre¹⁸⁵⁸.

L'interdiction de se venger, qui paraît de pure forme, exprime sur le mode du déni, et non seulement de la prohibition, le sens de la débauche de violence de mars 1947. Elle est la démonstration de force d'une armée humiliée, permise à mots couverts par les plus hauts échelons

¹⁸⁵² Zhu Zhixin, un compagnon de Sun Zhongshan, s'interroge en 1920 sur les causes de la « perversité » (*biantai xinli* 變態心理) des gens de guerre, chinois en particulier. Reproduit dans ZHU Zhixin 朱執信, *Zhu Zhixin ji* 朱執信集 (Œuvres de Zhu Zhixin), Beijing : Zhonghua shuju, 1979.

¹⁸⁵³ VAN DE VEN, *War and Nationalism*, *op. cit.*, p. 13.

¹⁸⁵⁴ 228MM/GK/003/0002/027, note non datée.

¹⁸⁵⁵ Wang Jie (janvier 1984, FCZA), dans DAHB 16, p. 325.

¹⁸⁵⁶ Peng Mengji (8 avril 1993, Taïpei), dans GX 1, p. 102.

¹⁸⁵⁷ LIU, *Chilu zaji*, *op. cit.*, pp. 109-111.

¹⁸⁵⁸ Chen Kunquan (27 octobre 1995, Taïpei), dans DSHY, p. 44.

de la hiérarchie. La harangue que prononce Bai Chongxi le 23 mars à Taizhong, devant les officiers de la 21^{ème} division, l'exprime avec une parfaite clarté :

Depuis la guerre de Résistance, la 21^{ème} division a combattu huit ans, et durant ces huit années notre 21^{ème} division a accepté de nombreux sacrifices. Depuis notre glorieuse victoire, elle a participé à l'extermination des bandits dans la région du Jiangbei et a de nouveau subi des pertes importantes. [Aujourd'hui], on peut considérer l'émeute de Taiwan provisoirement pacifiée et la situation normale rétablie. [...] On m'a vanté votre discipline [...]. Une armée disciplinée peut en temps de guerre compter sur les masses pour la soutenir [...]. Vous voilà dans la lointaine Taiwan, où les hauts cadres du Centre ont du mal à se rendre fréquemment. Comme vous le savez tous, Taiwan est un point stratégique de notre défense maritime, une base de notre Marine, une puissante forteresse de première ligne de la Chine dans l'Océan Pacifique.

Après ce préambule, Bai s'engage dans un *excursus* inattendu sur les évolutions de l'art militaire, soulignant les progrès techniques récents qui ont permis de faire plier le Japon, mais rappelant aux officiers qu'ils n'ont pas à rougir de leur arme :

...certaines personnes pensent qu'avec l'arme atomique et les fusées, nous n'aurons plus vraiment besoin d'infanterie [...]. Mais bombe atomique ou pas [...] la dernière étape d'une guerre est toujours une bataille décisive sur terre. [...] Votre équipement actuel est bien meilleur que celui que vous portiez pendant la Guerre de résistance. Récemment, la plupart des jeunes officiers ont reçu quelques jours d'entraînement par des instructeurs américains, et ils pensent donc que les manuels d'instruction américains sont les meilleurs. Ces idées sont tout à fait erronées. Tout le monde sait que nos procédures réglementaires ont été trempées par huit ans de Guerre de résistance et améliorées par trois années de recherches. [...] Avant, nos manuels d'instruction ne changeaient pas, car nous nous contentions de calquer ceux des autres. Nous n'avions pas la moindre idée à nous. Ainsi après la guerre franco-prussienne, voyant que les Allemands avaient gagné, nous avons utilisé les manuels allemands et sommes passés à l'arme portée à l'épaule gauche. Plus tard, après la guerre russo-japonaise, nous avons vu que les Japonais avaient gagné et nous avons immédiatement adopté les manuels à la japonaise. Aujourd'hui, l'Amérique a gagné, et nous pensons à utiliser les manuels à l'américaine. [Or] notre pays doit avoir un esprit d'indépendance [...]; les procédures, pour des militaires, sont comme une constitution, et la constitution est la loi fondamentale d'un pays.

Par ailleurs, souligne Bai, les fantassins américains, qui fument, mangent des bonbons et portent leur chapeau penché, ne méritent pas vraiment d'être pris pour modèles. Il attend donc de la 21^{ème} division la meilleure des tenues : il faut certes « liquider et éradiquer entièrement » les derniers

rebelles, mais sans importuner la population, habituée à la discipline stricte de l'armée japonaise. Au moment de la péroration, toutefois, le ministre et général change de ton une nouvelle fois :

Dans le passé, les masses de la province de Taiwan méprisaient la patrie, elles méprisaient le gouvernement de la patrie, elles méprisaient l'armée de la patrie. La propagande des Japonais à Taiwan consistait à répéter à quel point le gouvernement chinois était incapable, à quel point l'armée chinoise n'était bonne à rien. [...] Mais pensez donc : si notre gouvernement et notre armée n'étaient bons à rien, comment aurions-nous pu renverser les Mandchous pendant la révolution Xinhai [de 1911] ? Comment aurions-nous pu mettre à bas Yuan Shikai en 1916 ? Comment aurions-nous pu conduire l'Expédition du Nord en 1926 ? Comment, après huit ans de Guerre de résistance, aurions-nous pu remporter la victoire finale ? Ces réussites ont été permises par l'excellence du gouvernement chinois, par la force tenace de l'armée. Et si cette fois à Taiwan, l'Armée nationale a rapidement réprimé l'émeute, c'en est une bonne illustration. Nous espérons que cette révolte de Taiwan aura été bonne à quelque chose, en permettant à la population taiwanaise de prendre bien conscience qu'elle ne doit plus mépriser l'Armée nationale, qu'elle ne doit plus mépriser le gouvernement, qu'elle ne doit plus mépriser la patrie¹⁸⁵⁹.

A quelque chose malheur est bon : l'emploi disproportionné de la force, condamné d'un mot, est approuvé d'un autre. Il rétablit l'honneur martial des « vainqueurs » de 1945 et réaffirme la puissance chinoise en écrasant une insurrection drapée dans les costumes de l'armée japonaise. Avec la bénédiction ambiguë des chefs, la petite partie de l'Armée nationale présente à Taiwan s'octroie une victoire tardive contre des ennemis de substitution.

II. VERS UNE VIOLENCE SELECTIVE

A. La recherche des coupables

Cette démonstration de force ne peut avoir qu'un temps. Dès le courant du mois de mars, et plus nettement à partir de sa fin, le pouvoir Nationaliste lui associe, puis lui substitue, une violence plus ciblée, qui vise les individus soupçonnés ou convaincus d'avoir effectivement participé à la révolte. L'interprétation officielle de l'Incident du 28 février rend la tâche délicate car, tout en incriminant une petite minorité de comploteurs, elle affirme l'existence d'un problème taiwanais aux racines profondes (cf. chapitre VI). Il ne faut donc en faire ni trop, sous peine de s'aliéner durablement une province entière – sans qu'un chiffrage soit possible, il est clair que la répression ciblée fait nettement moins de victimes que la vengeance collective des débuts – ni trop peu,

¹⁸⁵⁹ Transcription de la harangue de Bai Chongxi aux officiers de la 21^{ème} division, 23 mars 1947, Taizhong, dans LIN et CHEN (dir.), *Er'erba guanfang jimi shiliao*, op. cit., pp. 169-174.

puisque Chen Yi et les responsables militaires veulent éliminer les « racines du mal » (*huogen* 禍根)¹⁸⁶⁰. Mais les forces chargées de pacifier l'île sont confrontées à un manque d'information : la République de Chine n'est pas implantée à Taiwan depuis longtemps, ses cadres ignorent souvent les langues locales et beaucoup d'entre eux ont passé la révolte cachés ou assiégés ; quant aux renforts, ils arrivent en terrain complètement inconnu. L'impératif de sélectivité se heurte donc à de grandes difficultés pratiques.

Le coup de filet

Peu après leur entrée dans les villes, les soldats, parfois accompagnés de *xianbing* qui connaissent mieux les lieux, procèdent à un ratissage grossier. Généralement au petit matin, des groupes de quatre ou cinq hommes perquisitionnent les habitations des suspects, ou des rues entières jugées peu sûres, à la recherche d'armes et de documents compromettants. Ces fouilles s'accompagnent de brutalités et de vols en grand nombre. Les soldats font ensuite sortir les suspects, le plus souvent tous les hommes de la maison en âge de se battre¹⁸⁶¹. Une partie est parfois relâchée sur place et l'autre emmenée en camion¹⁸⁶². Les motifs de l'arrestation sont rarement donnés. Bien que les témoignages soient enclins à la disculpation des morts, il semble que beaucoup ne comprennent pas ce qu'on leur reproche. A Taïpei, les militaires qui viennent se saisir de l'instituteur Yang Guoren et de son frère portent un registre qui indique simplement « voyous » (*liumang*) ; ils les accusent d'avoir appartenu à un groupe de maintien de l'ordre, que les deux hommes leur décrivent en vain comme une organisation légitimiste à laquelle ils auraient été contraints d'adhérer par le

¹⁸⁶⁰ « Wei shishi qingxiang gao minzhong shu » 為實施清鄉告民眾書 (Adresse à la population concernant la mise en œuvre du nettoyage des campagnes), message de Chen Yi diffusé par tous les médias de Taiwan, 20 mars 1947, dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, op. cit., p. 344. Le recueil cité date à tort le texte du 26 mars. CHEN Yishen 陳儀深, « Qiu hou suan zhang : Er'erba shijian zhong de 'suijing' yu 'qingxiang' » 秋後算帳：二二八事件中的「綏靖」與「清鄉」 (Règlements de comptes : « pacification » et « nettoyage des campagnes » lors de l'Incident du 28 février), dans YANG (dir.), *Er'erba shijian 61 zhounian guoji xueshu yantaohui*, op. cit., pp. 841-875, p. 845. La question du lien entre sélectivité et létalité est au cœur de recherches récentes sur les guerres civiles en science politique. Stathis Kalyvas constate que la violence homicide en situation de guerre civile tend à s'intensifier à mesure que le conflit dure, mais également à devenir plus sélective, la violence indiscriminée s'avérant contre-productive en incitant ses victimes à la défection. KALYVAS, *The Logic of Violence in Civil Wars*, op. cit., passim. Nous assistons ici à un mouvement vers davantage de sélectivité au cours des semaines, mais celui-ci va de pair avec une désescalade de la violence, qui s'explique par l'effondrement presque immédiat de la résistance des insurgés – le conflit n'évolue pas en guerre civile.

¹⁸⁶¹ Cette définition est parfois extensive. Les hommes plus âgés qui tentent de s'opposer à l'arrestation de leurs fils sont souvent embarqués par les soldats. Nous n'avons en revanche pas rencontré de femmes arrêtées ou exécutées de la sorte, malgré la participation de lycéennes à des activités de propagande qui valent aisément la mort à leurs camarades masculins.

¹⁸⁶² Jiang Huomu (21 novembre 1992, Jilong), dans JLYG, p. 97 ; Xie Taowen (6 mars 1993, Taïpei), dans JLYG, p. 102 ; Chen Yuye (20 mai 1995, Taïpei), dans DSHY, pp. 70-71 ; Zhang Chunsan (13 octobre 1995, Taïpei), dans DSHY, pp. 105-106 ; Chen Yue'e (10 septembre 1994, Taïpei), dans DSHY, pp. 168-169 ; Xu Dingfu (20 mai 1992, Gaoxiong), dans GX 1 p. 375...

Comité de résolution. L'argument est peu plausible, mais il dit assez le sentiment d'une partie des rebelles de participer à un mouvement d'utilité publique, légitimé par le Comité en accord avec le gouvernorat¹⁸⁶³.

Certains captifs sont emmenés à l'écart et exécutés sommairement. La majorité est conduite dans les geôles de la police, de la police militaire ou des casernes – parfois après un tri dans des lieux de détention *ad hoc* (comme des écoles)¹⁸⁶⁴. Jusqu'à leur libération ou leur transfert à un tribunal militaire¹⁸⁶⁵, les détenus passent dans les cellules surpeuplées un temps qui varie de plusieurs jours à plusieurs semaines, particulièrement si les soldats se rendent compte qu'ils ont mis la main sur une personne qu'il est possible de faire payer. Le principe de « libération sous caution » (*baoshi* 保釋) dissimule en effet un racket généralisé. A Gaoxiong, un prisonnier fortuné est libéré après avoir promis de « dédommager l'armée » (*laojun* 勞軍) en faisant rôtir un porc pour les soldats¹⁸⁶⁶ ; à Jilong, un autre s'en tire pour 50 000 yuans¹⁸⁶⁷.

La plupart des prisonniers subit un interrogatoire. La torture (coups, ingestion forcée d'eau, enserrement des mains et des pieds) est monnaie courante, que ce soit de la part de la police militaire ou de l'armée¹⁸⁶⁸. Cette prévalence est illégale, mais pas surprenante : abolie par les Nouvelles Politiques avec les punitions corporelles et les supplices, la torture n'a jamais disparu dans l'univers carcéral parallèle mentionné plus haut¹⁸⁶⁹. L'utilisation routinière de la torture, même quand elle apparaît superflue – elle n'est pas réservée aux récalcitrants –, s'explique par sa triple fonction : « faire parler », certes, mais aussi « faire entendre » (signifier au prisonnier qu'il est à la merci de ses geôliers) et, en un sens, « faire taire », c'est-à-dire imposer au torturé qu'il abandonne ses mots propres (« maintien de l'ordre », « récupérer », « chef »...) pour décrire la situation dans les termes

¹⁸⁶³ Zhou Jinbo (22 février et 1^{er} novembre 1992, Jilong) dans JLYG, pp. 72-73.

¹⁸⁶⁴ A titre d'exemple, un agent du Baomiju estime que l'armée détient plus de mille « émeutiers » à la date du 19 mars à Jiayi. IHT/A_01_0001, Rapport de Shen Jianqiang à Lin Dingli, reçu le 21 mars 1947, dans BMJ 1, p. 10.

¹⁸⁶⁵ Les exécutions sommaires de prisonniers existent mais ne semblent pas très fréquentes : les prisons ne sont pas des lieux de mise à mort.

¹⁸⁶⁶ Xie Youyong (22 mai 1991 et 17 août 1994, Gaoxiong), dans GX 1, pp. 147-148.

¹⁸⁶⁷ Zhang Zilong (19 avril et 13 mai 1993, Jilong), dans JLYG, p. 203. C'est plus de dix fois le salaire mensuel d'un ouvrier qualifié et près de quatorze fois le salaire mensuel moyen de la population masculine (les salaires féminins sont inférieurs de moitié à ceux des hommes). UNRRA/S1121/0000/0267, Rapport mensuel du bureau de Taïwan, février 1947 (achevé le 25).

¹⁸⁶⁸ Chen Yanwen (4 octobre 2008, Taïpei), dans ZSXP, p. 42 ; Liao Dezheng (17 juin 1994, Taïpei), dans TBDH, p. 99 ; Chen Yue'e (26 octobre 1999, Xinzhu), dans XZFC, p. 99 ; Du Xuanpeng (9 novembre 1999, Xinzhu), dans XZFC, p. 121... Xie Youyong (22 mai 1991 et 17 août 1994, Gaoxiong), dans GX 1, pp. 151-153.

¹⁸⁶⁹ MÜHLHAHN, *Criminal Justice in China*, *op. cit.*, pp. 49-50, 60, 114 et 129-130.

du vainqueur (« émeute », « voler », « comploter »...) ¹⁸⁷⁰. La lecture officielle des faits, déjà particulièrement attentive au mimétisme « militaire » de la révolte, s'en trouve confirmée en retour. Des hommes acceptent d'endosser le rôle de « chef d'unité » ¹⁸⁷¹ ou d'avouer avoir capturé un tank ¹⁸⁷², quand les interrogateurs n'inventent pas des groupes armés de toutes pièces, afin de fournir à leurs chefs des noms et une organisation : des mois après l'Incident, un fils de notable qui avait été actif dans une organisation non-violente croit pouvoir se rendre aux policiers militaires ; n'obtenant rien d'intéressant sous la torture, ils lui assignent la création d'une « société secrète » dont ils désignent eux-mêmes les membres présumés ¹⁸⁷³.

Les interrogatoires ne permettent donc pas un ciblage très précis, ce qui attise la frustration des militaires : le cultivateur Chen Fu, emprisonné deux jours, est ramené sous escorte à son domicile de Taïpei par des soldats persuadés d'y trouver des armes ; la maison s'avérant vide, ils reprennent Chen et le fusillent sans autre forme de procès ¹⁸⁷⁴. Faute de boussole, on se rabat volontiers sur les chefs de quartier (*lizhang*), tenus pour responsables des agissements de leurs voisins et torturés ou exécutés à l'avenant ¹⁸⁷⁵. Ils se voient ainsi ramenés au rôle de garants qu'ils avaient à l'ère coloniale, puisque ces postes sont souvent occupés par les anciens *bosei*, en première ligne des sanctions collectives prévues par le *hokō* (cf. chapitre II). Ce système chinois de responsabilité collective revu et corrigé par le gouvernement général étant devenu un symbole de la sujétion coloniale, la Commission d'enquête sur Taïwan avait exclu sa reconduction. A la rétrocession, les échelons du *bao/bo* et du *jia/kō* avaient peu ou prou été remplacés par les villages (*cun* 村) et quartiers (*li* 里), censés devenir à long terme les unités de base de l'autonomie locale ¹⁸⁷⁶. Le *baojia/hokō*, courroie de transmission du pouvoir coercitif de l'État, est par définition antithétique de ce projet. La répression de l'Incident du 28 février fait fi de ce changement d'ère supposé, s'appuyant à la fois sur la mémoire administrative récente de l'île, transmise par la police, et sur des techniques de contrôle chinoises jamais vraiment abolies, dont l'armée est familière – Liu Yuqing, une partie de ses officiers et Shi Hongxi les ont appliquées ou préconisées contre les soviets ruraux une petite quinzaine d'années auparavant (cf. chapitre VII).

¹⁸⁷⁰ Raphaëlle BRANCHE et Françoise SIRONI, « La torture aux frontières de l'humain », *Revue internationale des sciences sociales*, n° 174 (4), 2002, pp. 591-600, p. 591 ; AUDOIN-ROUZEAU, *Combattre, op. cit.*, pp. 292-293.

¹⁸⁷¹ Ainsi You Ciyi (10 août 2008, Douliu), dans ZSXP, p. 84. Il est en réalité en charge de la propagande pour un groupe rebelle, mais ses interrogateurs de la police militaire cherchent à capturer des meneurs.

¹⁸⁷² Chen Yue'e (26 octobre 1999, Xinzhu), dans XZFC, p. 100.

¹⁸⁷³ Liao Dezheng (17 juin 1994, Taïpei), dans TBDH, p. 100.

¹⁸⁷⁴ Chen Yuye (20 mai 1995, Taïpei), dans DSHY, pp. 70-71.

¹⁸⁷⁵ Hu Conghuo, Hu Congming et Hu Congji (5 novembre 1993, Taïpei), dans DSHY, pp. 85-88 ; Qiu Chenxue (17 avril 1993, Shilin), dans DSHY, p. 178 ; Lin Baoxi (16 mai 1993, Nuannuan), dans JLYG, p. 140.

¹⁸⁷⁶ YAO, « Zhengquan zhuan yi zhi zhilixing », *op. cit.*, *passim*.

Les dilemmes de l'identification

La délation encouragée par les forces armées donne libre cours aux règlements de comptes, datant de l'Incident ou plus anciens. Les témoignages reviennent avec insistance sur le rôle joué par les « Fuzhouen », ces Chinois du continent installés à Taiwan mais non directement liés à l'administration Nationaliste, qui ont parfois été pris pour cibles durant l'Incident. Selon Huang Yongjia, un habitant de Jilong âgé de 25 ans en 1947 :

...s'il y a eu autant de morts et de blessés à Jilong, c'est qu'il y avait des raisons historiques. [...] Il y avait des « guides temporaires », à l'origine c'était des continentaux des basses classes (*xia jieceng de waishengren* 下階層的外省人) venus du continent à l'époque japonaise pour faire des besognes physiques, du petit commerce ou du travail dans les mines. Cela faisait longtemps qu'ils étaient à Jilong, ils savaient bien qui était riche sur place, qui était comme-ci ou comme ça. [...] Ils conduisaient les soldats pour aller arrêter des gens, et il y a eu beaucoup de cas de vengeance privée et de racket. A cette époque, le chef de l'arrondissement de Zhongshan, Jian Aquan, un *hosei* de l'ère japonaise, a été ligoté par des soldats qui voulaient le jeter à la mer. Il les a suppliés, et il se trouve que parmi eux il y avait un guide temporaire qui avait été son ouvrier. Il a intercédé en sa faveur, a dit qu'il était bon avec ses ouvriers, et ils ont fini par le relâcher. Mais combien ça lui a coûté d'argent, il n'a jamais voulu le dire. Le fils de Jian Aquan est un bon ami à moi, c'est lui qui m'a raconté cette histoire¹⁸⁷⁷.

Il est probable que l'histoire orale accable un peu ces allogènes, mais l'Incident leur procure incontestablement un grand pouvoir sur leurs voisins, et pour un certain temps : à Meishan, en 1948, un commerçant originaire de Fuzhou parvient à faire fusiller un concurrent taiwanais, connu pour son hostilité aux Fuzhouen, en l'accusant d'avoir participé à la révolte¹⁸⁷⁸. Naturellement, les dénonciations entre Taiwanais, rémunérées, malveillantes ou obtenues sous la contrainte, sont également fort nombreuses. Elles sèment la panique dans les groupes armés résiduels : au début du mois d'avril, deux hommes soupçonnés d'être des mouchards sont suppliciés par l'unité de Chen Zuandi avec une cruauté dont on trouve peu d'exemples pendant l'insurrection proprement dite¹⁸⁷⁹.

Les gradés chinois sont entièrement conscients du problème des vendettas privées, mais ils s'inquiètent bien davantage du biais inverse, celui de la solidarité entre Formosans. L'identification des coupables est tributaire d'une population considérée en bloc avec méfiance. Le soulèvement a

¹⁸⁷⁷ Huang Yongjia (19 avril et 3 mai 1993, Jilong), dans JLYG, p. 210.

¹⁸⁷⁸ Xu Yushan (28 mai 1994, Dalin), dans JYPY, p. 276-277.

¹⁸⁷⁹ You Ciyi (10 août 2008, Douliu), dans ZSXP, p. 80 ; Zhu Hanzuo (24 novembre 1994, Gukeng), dans JYPY, p. 142 ; Liao Lianchi (1^{er} mai 1994 à Gukeng), dans JYPY, p. 132. Certains témoins soutiennent qu'on a cloué les mains des deux hommes, d'autres parlent « seulement » de décapitation.

pris une coloration « ethnique » indéniable¹⁸⁸⁰ et les agents taiwanais de l'Etat, au premier chef la police, ont fait la preuve de leur manque de fiabilité. Certains d'entre eux sont arrêtés voire tués par l'armée, généralement par erreur, mais la dissipation du malentendu ne rétablit pas toujours la confiance¹⁸⁸¹. Cette suspicion s'étend aux militaires taiwanais, pourtant nettement moins compromis que leurs collègues de la police (cf. chapitre V). Le commandant de batterie Wang Qingtian, qui essaie de limiter le nombre d'exécutions sommaires à la gare de Badu (cf. ci-dessus), se voit rétorquer qu'il prend le parti (*piantan* 偏袒) des émeutiers du fait de son origine taiwanaise¹⁸⁸². Plus haut dans la hiérarchie, Su Shaowen s'expose aux mêmes reproches par sa gestion relativement souple de l'Incident (cf. chapitre V). Chargé le 4 mars de la défense de la région de Xinzhu, dont il est originaire, il prend à l'arrivée des renforts le commandement de la zone de pacification locale. Lin Dingli le dénonce bientôt à Nanjing pour avoir publiquement pris acte des griefs des insulaires et appelé les continentaux à modérer leurs demandes de réparation pour ne pas envenimer la crise¹⁸⁸³. Comme Wang Qingtian, Su Shaowen peut exciper d'un long engagement au service de la République de Chine¹⁸⁸⁴, mais il reste un Formosan : le 20 mars, il perd son poste au profit du Sichuanais Yue Xingming. A l'exception de Lin Dingli, il n'y a désormais plus que des continentaux au gouvernail de la pacification.

Ce climat de soupçon généralisé et la culture politique des militaires les poussent à tolérer une marge d'erreur importante. Le 25 mars, Ke Yuanfen explique à Bai Chongxi qu'il ne rechignera pas à tuer quatre-vingt-dix-neuf innocents s'il peut éliminer un coupable, et cite Lénine de mémoire en puisant dans ses souvenirs de Whampoa : « être indulgent avec ses ennemis, c'est être cruel avec ses camarades »¹⁸⁸⁵. Trente-cinq ans plus tard, Bai prétendra lui avoir remontré la sagesse des

¹⁸⁸⁰ Pendant la crise, le gouvernorat aurait d'ailleurs envisagé d'armer les continentaux. 893.00/3-547 : Telegram, *The Ambassador in China (Stuart) to the Secretary of State*, Nanking, March 5, 1947, 9 pm, dans FRUS, 1947, vol. VII, p. 431.

¹⁸⁸¹ Song Jun (2 avril 2000, Taizhong), dans XI, *Jingcha yu Er'erba shijian*, *op. cit.*, pp. 245-246 ; Xing Han (18 juillet 2007, 21 septembre 2007, 8 octobre 2007, 15 octobre 2007 et 1^{er} novembre 2008, Taïpei), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, *op. cit.*, pp. 48-49 ; Rapport de Zhang Bingcheng sur les morts et blessés dans la ville de Tainan, 24 mai 1947, dans DAHB 2, pp. 20-22 ; Wang Yuyun (10 juillet 1994, Gaoxiong), dans GX 1, pp. 215-216 ; Chen Yicun (20 juin 1994, Tainan) dans GX 2, pp. 99-103...

¹⁸⁸² Wang Qingtian (29 février 1992, Badu), dans BQCZ, p. 36.

¹⁸⁸³ Rapport de Zhang Bingcheng sur les propos tenus par Su Shaowen le 9 mars (annoté le 1^{er} avril 1947), dans DAHB 1, p. 309. Lin Dingli (Zhang Bingcheng), lui-même un Taiwanais au passé discutable, se sent peut-être tenu de faire du zèle. Dans son journal, Ke Yuanfen note son origine insulaire (ce qu'il ne fait jamais pour ses autres collaborateurs) et croit bon de préciser qu'il est « un camarade extrêmement loyal et compétent ». « Shibian shiri ji – Ke Yuanfen », entrée du 4 mars, *Xinshengbao*, 15 mai 1947.

¹⁸⁸⁴ GSG/129000101637A, Su Shaowen, Fiche de renseignements personnels, non datée (sans doute 1946).

¹⁸⁸⁵ CHEN Cungong 陳存恭, CHEN Sanjing 陳三井, JIA Tingshi 賈廷詩 et MA Tiangang 馬天綱, *Bai Chongxi xiansheng fangwen jilu* 白崇禧先生訪問紀錄 (Transcriptions d'entretiens avec monsieur Bai Chongxi), Taïpei : Academia Sinica, 1984, p. 568. Selon He Pinru, Peng Mengji aurait fait une déclaration du même ton à ses hommes (« Si vous en tuez quelques-uns par erreur, ne vous inquiétez pas, j'en prendrai

anciens, qui veut que « commettre une seule injustice, c'est s'attirer la réprobation du Ciel ». Improbable homélie confucéenne compte tenu des circonstances et de l'homme. Et si Bai semble s'opposer – sans vigueur – à la multiplication des morts extrajudiciaires, il partage la vision de la société qui permet le raisonnement de Ke. Dans le rapport de mission qu'il soumet le 6 avril, il identifie en tout et pour tout trois catégories sociales à Taiwan : les notables collaborateurs (*yuyong shenshi*), le peuple ordinaire (*yiban renmin* 一般人民) et les voyous sans profession (*wuye liumang* 無業流氓)¹⁸⁸⁶.

Rien d'étonnant, donc, à ce que la définition du crime soit très élastique. La police militaire dresse une liste de « suspects d'émeute » arrêtés puis libérés sous caution¹⁸⁸⁷ ; le bureau de police de Taïpei énumère les arrestations pour « comportement louche » (*xingji keyi* 形跡可疑)¹⁸⁸⁸... Pour identifier les individus nocifs parmi les suspects arrêtés plus ou moins au hasard par ses hommes, Peng Mengji affirme s'en être remis à un officiel du cru : « Je lui ai dit de mettre trois croix en face des plus mauvais, deux croix en face des mauvais ordinaires, une croix en face des gens peu mauvais, trois ronds en face des bons, un rond en face des bons ordinaires »¹⁸⁸⁹. Quant au Baomiju de Taïzhong, il recense soixante-neuf « mauvaises gens » (*youmin* 莠民) dont la faute va du très tangible « a frappé un fonctionnaire » à « s'oppose au gouvernement, « a participé à l'émeute », « se joint souvent à des regroupements » ou encore « fait de l'agitation »¹⁸⁹⁰. Le champ lexical de l'incitation et de l'agitation (*shandong* 煽動, *gudong* 鼓動, *shanbuo* 煽惑...) est particulièrement bien représenté dans ces documents. La caractérisation des rebelles ordinaires est laissée dans un grand flou ; il importe en revanche aux autorités d'identifier les meneurs.

la responsabilité ». He Pinru, « Jiang jun zhenya Taiwan renmin jishi », dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, op. cit., p. 193.

¹⁸⁸⁶ « Guofang buzhang Bai Chongxi chengbao 'Xuanwei Taiwan baogaoshu' » 國防部長白崇禧呈報「宣慰台灣報告書」(« Rapport sur l'apaisement de Taiwan » soumis par le ministre de la Défense Bai Chongxi), dans BAI Xianyong 白先勇 et LIAO Yanbo 廖彥博, *Zhitong liaoshang : Bai Chongxi jiangjun yu Er'erba* 止痛療傷：白崇禧將軍與二二八 (Apaiser la douleur et panser les plaies : le général Bai Chongxi et le 28 février), Taïpei : Shibao wenhua, 2014, p. 344.

¹⁸⁸⁷ « Xianbing di si tuan chuli Er'erba shijian daibu baotu yeyi baoshi renfan xingming ce » 憲兵第四團處理二二八事件逮捕暴徒業已保釋人犯行名冊 (Liste nominative des émeutiers de l'Incident du 28 février arrêtés par le quatrième régiment de police militaire et déjà libérés sous caution), 1^{er} juin 1947, dans ZLXJ 6, pp. 142-151.

¹⁸⁸⁸ 台北市警察局因暴動事件逮捕之人姓名冊 (Liste nominative des personnes arrêtées dans le cadre de l'émeute par le bureau de police de Taïpei), 22 mars 1947, dans ZLXJ 6, pp. 95-99.

¹⁸⁸⁹ Peng Mengji (8 avril 1993, Taïpei), dans GX 1, p. 128.

¹⁸⁹⁰ « Taïzhong shi youmin canjia baodong diaochabiao » 台中市莠民參加暴動調查表 (Tableau récapitulatif des mauvaises gens ayant participé à l'émeute dans la ville de Taïzhong), Zhang Bingcheng, mai 1947, dans DAHB 1, p. 416-421.

Trouver les chefs de l'insurrection armée

Les forces chinoises font peu de distinction entre les différentes têtes du « complot », mettant dans le même sac notables contestataires et chefs de la révolte armée. A Gaoxiong le 6 mars et à Taïpei le 8, soit dès avant que les Comités de résolution soient mis hors la loi le 9, les soldats qui prennent leurs sièges d'assaut ont visiblement l'ordre de capturer ou de tuer leurs membres¹⁸⁹¹. Les négociateurs rebelles, où se retrouvent membres des Comités et dirigeants de groupes armés, sont encore plus exposés. Les militaires s'emparent d'eux quand ils sentent le vent tourner en leur faveur. A Gaoxiong, Tu Guangming et deux de ses camarades sont passés par les armes¹⁸⁹². A l'aéroport de Jiayi, la délégation insurgée chargée de parlementer avec les militaires est faite prisonnière le 11 mars, et la plupart de ses membres fusillés devant la gare de la ville le lendemain et le 25 mars, qu'ils aient conduit les combats (comme Chen Fuzhi) ou simplement essayé de négocier l'arrêt des hostilités (comme le peintre Chen Chengbo 陳澄波)¹⁸⁹³.

En l'absence de flagrant délit ou de dénonciation, l'identification des meneurs repose surtout sur le renseignement. Les agents du Baomiju, qui ont pour la plupart fait profil bas lors de la crise, se mettent au travail dès l'arrivée des renforts. Leur influence est ambivalente : s'ils nourrissent dans leur ensemble les fantasmes des autorités en exagérant le nombre et l'organisation des insurgés, plusieurs se désolent par conscience professionnelle de la violence aveugle de l'armée et plaident pour y substituer une sélection informée. Leur attention est principalement requise par le rôle des élites locales, dont la participation à la révolte est conçue de manière assez variable – de l'adhésion aux Comités de résolution (il suffit parfois de mettre la main sur un organigramme imprudemment laissé en l'état), à des actions plus concrètes (aider à la création d'un groupe d'autodéfense, usurper des fonctions officielles...), en passant par des crimes d'opinion : avoir « incité » la population à se comporter de manière illégale, avoir « attaqué » (*gongji* 攻擊, *pengji* 抨擊) verbalement les autorités, avoir prôné des réformes, etc.¹⁸⁹⁴ Les espions, qui disposent ainsi d'une grande latitude, sont d'une sévérité variable. En accord avec l'idée d'une collusion entre élites ambitieuses et jeunes hommes japonisés, le Baomiju s'intéresse également de près à la jeunesse locale, particulièrement les anciens soldats et les étudiants. Cependant, ces derniers sont rarement identifiés nominalement, à

¹⁸⁹¹ Chen Yuyi est reconnu comme membre du Comité de résolution à cause de son brassard et mis à part, ce qui en fait l'un des rares occupants de la mairie à échapper au carnage puisqu'il parvient à s'enfuir par la suite. Chen Yuyi (5 décembre 1994, Taïpei), dans GX 1, pp. 196-198.

¹⁸⁹² Peng Mengji (8 avril 1993, Taïpei), dans GX 1, p. 119 ; ZHANG (dir.), *Er'erba shijian zeren guishu yanjiu baogao*, op. cit., pp. 258-259.

¹⁸⁹³ LI, *Er'erba xiaoshi de Taiwan jingying*, op. cit., vol. II, pp. 179-181 et pp. 237-238.

¹⁸⁹⁴ Cf. BMJ 1 et BMJ 2, *passim*.

l'exception de quelques meneurs¹⁸⁹⁵ et de cas particuliers. L'Institut Yanping (*Yanping xueyuan* 延平學院), établissement d'enseignement supérieur privé élitiste dont les étudiants se sont fortement mobilisés dans le maintien de l'ordre à Taïpei, fait ainsi l'objet d'une enquête poussée qui livre une trentaine de noms¹⁸⁹⁶.

A en croire les sources disponibles, les subordonnés de Lin Dingli communiquent peu avec les officiers venus du continent, qui font eux-mêmes une confiance limitée à ces Taiwanais, toujours suspects de couvrir les leurs. Les commandants des zones de pacification sont donc amenés à mettre sur pied leurs propres équipes d'espionnage (*diebao zu* 諜報組, *diebao dui* 諜報隊), composées de militaires – souvent des éclaireurs et spécialistes du renseignement –, de policiers et de *xianbing*, et placées sous leur commandement direct. Elles ont pour missions principales d'enquêter sur l'activité des rebelles avant leur arrivée et leurs plans pour l'avenir, ainsi que d'identifier les meneurs dissimulés et les caches d'armes. Contrairement aux hommes du Baomiju, les équipes d'espionnages sont habilitées à mener des arrestations et des interrogatoires préliminaires¹⁸⁹⁷.

B. Punir et éliminer

La loi martiale : une mémoire répressive

Contrairement aux tueries analysées plus haut (I), qui relèvent du débordement toléré, la répression ciblée s'opère dans le cadre normatif de la loi martiale (*jièyan* 戒嚴). Il peut sembler paradoxal de parler de cadre pour désigner la suspension des règles ordinaires du droit au profit de procédures beaucoup moins rigoureuses, et elles-mêmes fréquemment violées – les arrestations et exécutions commencent dès le 6 mars à Gaoxiong et le 8 mars au soir à Taïpei, soit avant que Chen Yi ne rétablisse la loi martiale. Cette dernière doit être considérée moins comme un ensemble de règles contraignantes que comme un dispositif souple, qui porte avec lui la mémoire répressive du régime et guide la manière dont les forces armées identifient et châtient les « coupables ».

¹⁸⁹⁵ IHT/A_01_0003, Rapport de Lin Feng à Ke Fuxing (Lin Dingli), reçu le 24 mars 1947, dans BMJ 1, p. 31.

¹⁸⁹⁶ IHT/A_01_0023, Lin Zhenfan (Lin Dingli) à Lin Delin, prière d'enquêter sur le lieu de résidence de Xu Ronggan, 31 mars 1947, dans BMJ 1, p. 194 ; IHT/A_02_0001, Rapport de Dong Guangzhi sur la participation à l'émeute de Jian Kun et Li Qi et plan de la résidence de Jian Kun, 15 mars 1947, dans BMJ 1, pp. 212-214.

¹⁸⁹⁷ « Taiwan sheng dongbu suijing qu silingbu suijing jihua ji gezhong shishi banfa » 台灣省東部綏靖區司令部綏靖計劃及各種實施辦法 (Plan de pacification et dispositions d'application du commandement de la zone de pacification Est de la province de Taiwan), He Junzhang, avril 1947, dans ZLXJ 3, pp. 27-28 ; « Lujun zhengbian ershiyi shi di yisiliu lü suijing xiangbao », dans ZLXJ 4, pp. 227-228, 233, 327 et 341.

La République de Chine, à la suite de l'Empire des Nouvelles Politiques, a consacré de réels efforts au développement de procédures pénales rigoureuses, du principe de légalité des peines et de la dissociation des pouvoirs juridictionnel et administratif¹⁸⁹⁸. Toutefois, l'histoire mouvementée de la Chine moderne a conduit à un fonctionnement dual : d'une part, un embryon de système légal¹⁸⁹⁹ servi par des hommes souvent dévoués et compétents ; d'autre part, des canaux permettant de le contourner pour frapper vite et fort. Dans les premières années de la République, ces mesures d'exception visent d'abord les « bandits » (*fei* 匪). C'est une catégorie récente dans son acception juridique, systématisée par les Qing pour désigner les partisans des grandes révoltes du XIXe siècle, qui menacent l'ordre social tout entier : le *fei* est à la fois un criminel et un ennemi. D'où l'autorisation donnée aux pouvoirs locaux de l'exécuter sur place (*jiudi zhengfa* 就地正法) et sans procédure (*gesha wulun* 格殺勿論). La Cour se défait de son droit de regard habituel sur les sentences de mort au profit de la mobilisation générale de la société contre les rebelles, qui est le trait le plus frappant de la contre-insurrection dans l'Empire tardif¹⁹⁰⁰. Si ce lâcher-prise chagrine les centralisateurs, il ne pose pas de problème de cohérence au droit impérial, dans lequel la peine existe pour éduquer et dissuader autant que pour sanctionner¹⁹⁰¹.

Il en va autrement avec l'occidentalisation du droit pénal engagée dans la première décennie du siècle. À peine fondé, le régime républicain, confronté à l'effondrement de l'Etat, se dote par conséquent de procédures d'exception qui permettent d'accorder ces pratiques à la nouvelle législation. En 1914, la Loi pour la punition du banditisme (*chengzhi daofei fa* 懲治盜匪法) permet aux chefs de district et aux commandants des garnisons locales de prononcer et d'appliquer la peine de mort (ou un long emprisonnement), sans possibilité de défense ou d'appel et sur simple contreseing du gouverneur de province, dans les cas de « banditisme ». Ce terme recouvre des infractions variées mais presque toutes collectives : vol à main armée en groupe, homicide durant un vol, attaque de bâtiment public en bande, appartenance à une secte...¹⁹⁰² La catégorie de « bandit », absente du nouveau code pénal de 1910, fait ainsi son retour dans les textes. Elle n'a

¹⁸⁹⁸ La dictature de Parti unique du Guomindang interdit de confondre cette dissociation avec une « indépendance » de la justice. En outre, le nombre de tribunaux reste toujours trop bas pour qu'on puisse décharger l'administration de son rôle de juge, particulièrement dans les régions éloignées de la côte. XU Xiaoqun, "The Fate of Judicial Independence in Republican China, 1912-1937", *The China Quarterly*, n° 149, 1997, pp. 1-28.

¹⁸⁹⁹ Nous utilisons système légal (*fazhi* 法制) plutôt qu'Etat de droit (*fazhi* 法治), cette dernière notion étant incompatible avec la prééminence du Parti sur l'autorité judiciaire.

¹⁹⁰⁰ ZHANG Ning, « Catégories judiciaires et pratiques d'exception : 'banditisme' et peine de mort en Chine », dans DELMAS-MARTY et WILL (dir.), *La Chine et la démocratie*, op. cit., pp. 195-213.

¹⁹⁰¹ MÜHLHAHN, *Criminal Justice in China*, op. cit., pp. 14-15 et 25-26.

¹⁹⁰² XU Xiaoqun, "The Rule of Law without Due Process: Punishing Robbers and Bandits in Early-Twentieth Century China", *Modern China*, n° 33 (2), 2007, pp. 230-257, p. 239.

jamais réellement cessé d'être employée : la Loi de 1914, adoptée à la demande des autorités locales, formalise un état de fait qui tient à l'inertie des pratiques pénales, au sous-développement de l'appareil judiciaire et à la militarisation des campagnes¹⁹⁰³.

L'Expédition du nord n'induit pas davantage une rupture radicale. Le nouveau pouvoir constitué en 1927 affiche son hostilité à l'archaïsme de la Loi pour la punition du banditisme, mais juge expédient de la conserver comme « règlement » (*tiaoli* 條例) provisoire – et renouvelé tous les six mois¹⁹⁰⁴. Comme à l'ère des Taiping, la répression du « banditisme » vise également les crimes idéologiques : dans le discours et bien souvent la pratique, les « bandits communistes » (*gongfei* 共匪) sont considérés comme des brigands, tandis que le Guomindang importe en Chine la notion de crime politique, dans son sens partisan hérité du léninisme¹⁹⁰⁵. La porosité entre le droit commun et l'infraction politique permet au régime d'appliquer à ses ennemis tout un éventail de règles dérogatoires, du règlement sur le banditisme au Règlement pour la sanction des despotes locaux et mauvais notables (1927) en passant par la Loi provisoire pour la punition des crimes contre-révolutionnaires (1928) ou la Loi d'urgence pour la sanction des crimes contre la République (1931)¹⁹⁰⁶.

La Guerre de résistance favorise le développement d'un appareil punitif parallèle, notamment « une variété stupéfiante d'institutions carcérales qui [n'appartiennent] pas au système pénal officiel » (elles sont tenues par l'armée, les services secrets, la police militaire ou la police). Elles compteraient, dans les années 1940, plus de détenus que dans le système ordinaire¹⁹⁰⁷. Le contexte de guerre favorise également la dévolution de compétences juridictionnelles à l'armée par le moyen de la loi martiale (*jiuyan*), disposition empruntée en 1912 au droit japonais¹⁹⁰⁸. En plus des mesures relatives à l'ordre public (couvre-feu, possibilité d'interdire la circulation et les rassemblements, censure, perquisitions), la loi martiale étend la compétence des juridictions militaires à tous les justiciables, alors que la justice militaire (*junfa* 軍法) ne s'applique normalement qu'aux membres

¹⁹⁰³ En 1939, le gouvernement rend public un plan pour faire disparaître toutes les cours de *yamen* sous dix ans – il en reste donc beaucoup. MÜHLHAHN, *Criminal Justice in China*, *op. cit.*, p. 81.

¹⁹⁰⁴ XU, “The Rule of Law without Due Process”, *op. cit.*, p. 243. Le Règlement de 1927 donne également un droit de regard à la Haute cour sur les peines capitales prononcées, mais cet avis est généralement ignoré par les autorités provinciales qui approuvent presque toujours les exécutions.

¹⁹⁰⁵ XU Xiaoqun, *Trial of Modernity: Judicial Reform in Early Twentieth-Century China*, Stanford : Stanford University Press, 2008, pp. 92-93.

¹⁹⁰⁶ *Ibid.*, pp. 288-290 ; XU, “The Rule of Law without Due Process”, *op. cit.*, *passim*.

¹⁹⁰⁷ MÜHLHAHN, *Criminal Justice in China*, *op. cit.*, pp. 127-129.

¹⁹⁰⁸ Les termes d'état de siège ou d'état d'urgence seraient sans doute plus appropriés que celui de loi martiale, le *jiuyan* ouvrant par exemple des possibilités très proches de l'état d'urgence français de 1955 étudié par Sylvie THENAULT, « L'état d'urgence (1955-2005). De l'Algérie coloniale à la France contemporaine : destin d'une loi », *Le Mouvement Social*, n° 218 (1), 2007, pp. 63-78. Cependant le terme de *martial law* s'étant universellement imposé pour désigner la période qui court à Taiwan du 20 mai 1949 au 15 juillet 1987, nous conservons le terme en français pour maintenir l'unité des appellations.

et dépendants de l'armée¹⁹⁰⁹. La guerre civile qui suit de peu la victoire prolonge cette situation localement, ce que le droit permet : la loi martiale peut être déclarée en temps de guerre, après approbation du Yuan législatif, ou en temps de paix en cas d'« événements exceptionnels » (*feichang shibian* 非常事變), cette fois à la discrétion des autorités administratives mais sur un espace limité. C'est le cas de figure de l'Incident du 28 février¹⁹¹⁰.

Sur le papier, les tribunaux militaires ne se substituent pas entièrement à la justice civile mais se « coordonnent » (*buitong* 會同) avec elle pour traiter les cas « touchant aux affaires militaires » (*jun junshi youguan* 與軍事有關). En pratique, il s'agit le plus souvent d'une dépossession. C'est le cas à Taiwan pendant les mois de mars, avril et mai 1947 (la loi martiale est levée le 16 mai), pendant lesquels très peu d'affaires sont confiées aux tribunaux civils. Ce choix fait consensus entre l'armée, le gouverneur et le ministère de la Défense. Chen Yi écrit à Jiang Jieshi le 13 mars que les tribunaux ordinaires étant « indulgents et lents », ils ne suffiront pas à punir les grands malfaiteurs (*bu zu yi cheng juxiong* 不足以懲巨凶) : toute personne tombant sous le coup du Règlement pour la punition du banditisme sera transférée à un tribunal militaire. L'approbation du Centre est transmise par Bai Chongxi à son arrivée¹⁹¹¹. Un droit de vie et de mort sur les habitants est ainsi confié aux commandants des zones de pacification, sous réserve de l'approbation du gouverneur. Ce garde-fou est tout théorique. La justice militaire est expéditive et l'autorité de Chen a beaucoup souffert de la crise (Ke Yuanfen exerce *de facto* la plupart de ses fonctions nominales). Il y a en outre fort à parier que Liu Yuqing, en tant que général en chef de la 21^{ème} division, commandant de la zone Centre et supérieur direct de Yue Xingming (qui commande la zone de Xinzhu), He Junzhang (qui commande la zone Est) et Ling Jianxian (associé d'autorité à Peng Mengji dans la zone Sud), exerce en pratique plus de contrôle que Taïpei sur ses officiers¹⁹¹².

¹⁹⁰⁹ L'histoire de ces dispositions dans le droit chinois moderne est mal connue, comme d'une manière générale l'histoire judiciaire de la période républicaine, particulièrement en ce qui concerne les juridictions militaire et d'exception. Pour un résumé (sec) de l'histoire de la justice militaire, cf. ZHAN Hengju 展恒舉, *Zhongguo jindai fazhi shi* 中國近代法制史 (Histoire du système légal chinois moderne), Taïpei : Taiwan shangwu yinshuguan, 1973, pp. 362-385. La loi martiale a été utilisée à plusieurs reprises dès avant la Guerre de résistance, par exemple lors de la rupture du premier Front uni. Cf. Harold R. ISAACS, *The Tragedy of the Chinese Revolution*, Chicago : Haymarket, 2010 (1^{ère} éd. 1938), *passim*.

¹⁹¹⁰ ZENG, « Er'erba shijian zhong de panluan yu chengfa », *op. cit.*, p. 97.

¹⁹¹¹ *Ibid.*, pp. 102-104.

¹⁹¹² Il s'agit d'une conjecture : nous n'avons pas trouvé de preuve de l'existence d'une chaîne hiérarchique informelle. En laissant de côté Shi Wengui à Magong, qui ne joue pas de rôle significatif, les deux commandants de zone de pacification qui n'appartiennent pas à la division de Liu Yuqing sont Zhang Mutao, dans la zone très étroite de Taïpei, et Shi Hongxi, dans celle plus vaste de Jilong. L'un comme l'autre doivent cependant compter sur le renfort des Sichuanais des 438^{ème} et 436^{ème} régiments.

Usages de la justice militaire

Certains prisonniers passent donc devant un tribunal militaire. Dans les faits, il est souvent difficile de distinguer une condamnation à mort (*sixing* 死刑) prononcée par un juge militaire et prestement appliquée d'une exécution sommaire (*jiudi zhengfa*) ordonnée par un officier supérieur. Le propre du *jiayan* est de rendre la frontière poreuse. Il est en outre facile de maquiller l'une en l'autre : les archives conservent par exemple la trace d'une condamnation à mort de Tu Guangming par le tribunal militaire du fort de Gaoxiong, mais Tu ayant été exécuté le 7 ou 8 mars, soit avant le rétablissement de la loi martiale sur l'île, il pourrait s'agir de la formalisation *ex post* d'une décision arbitraire de Peng Mengji¹⁹¹³.

Qu'elles procèdent d'un jugement en tribunal militaire ou de la simple décision d'un officier, les exécutions (*qiangjue* 槍決) suivent le protocole, mentionné plus haut, de la mise à mort des bandits, communistes, traîtres ou prisonniers ennemis¹⁹¹⁴. Le condamné a les mains liées dans le dos, auquel est attaché un long panneau ou fanion portant son nom et/ou la faute qui lui est reprochée. L'inscription ne renvoie pas nécessairement à un crime précis ; elle permet surtout au pouvoir d'affirmer son pouvoir de nommer et de punir. Ainsi, un pasteur de Gaoxiong, accusé d'avoir caché des rebelles, est désigné par le simple nom « émeutier »¹⁹¹⁵. C'est dans cet accoutrement que le condamné doit défiler ; il est ensuite mis à genoux, et abattu à courte portée d'une ou plusieurs balles dans la nuque, l'arrière de la tête ou le dos. C'est la règle pour toutes les procédures d'exception, ce qui les distingue nettement du régime ordinaire, la « civilisation » de la peine de mort ayant entraîné la généralisation de la strangulation.

Nous ne disposons pas de statistiques fiables sur les jugements en tribunal militaire pendant la durée de l'Incident, les chiffres livrés par les zones de pacification étant visiblement lacunaires : 174 arrestations officielles dans la zone de pacification de Taibei, 281 dans celle de Xinzhu, 176 à Taizhong (à la date du 15 avril) ou encore 87 dans celle de Jilong – sur lesquelles Shi Hongxi ne signale que trois condamnés à mort, alors même que la ville a été le théâtre d'une effusion de sang très importante selon des sources multiples¹⁹¹⁶. On peut néanmoins tenter quelques approximations. En recoupant des sources d'origines diverses, Zeng Wenliang a compté près de 1800 suspects passés devant une institution judiciaire ou politique (*junzheng jiguan* 軍政機關) pendant la période

¹⁹¹³ Peng Mengji (8 avril 1993, Taibei), dans GX 1, pp. 119-120.

¹⁹¹⁴ MÜHLHAHN, *Criminal Justice in China*, *op. cit.*, p. 61. Les criminels de guerre japonais sont exécutés de la même manière après la victoire. KUSHNER, *Men to Devils, Devils to Men*, *op. cit.*, p. 142.

¹⁹¹⁵ Xu Guoxiong (21 juillet 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 228.

¹⁹¹⁶ « Taiwan Er'erba shibian Jilong qu suijing baogao shu », mai 1947, dans ZLXJ 3, p. 388 ; ZENG, « Er'erba shijian zhong de panluan yu chengfa », *op. cit.*, p. 101.

de la loi martiale. Sur ce total, 565 voient leur cas traité (*shouli* 受理) directement par une autorité militaire et 436 par un tribunal militaire ; 293 font l'objet d'une enquête (*zhenban* 偵辦) par les parquets (*jianchachu* 檢察處) des tribunaux de Taiwan et 486 d'un internement administratif en camp de rééducation par le travail¹⁹¹⁷.

Ces chiffres, difficilement fongibles et sans doute incomplets en eux-mêmes¹⁹¹⁸, excluent en outre les individus relâchés de façon discrétionnaire, jamais enregistrés ou exécutés « dans les formes » mais sans procès ou validation par la hiérarchie. Du moins ont-ils le mérite d'exister et de donner un ordre de grandeur crédible de la dimension judiciaire de la répression.

Certains détails nous sont mieux connus. Zeng Wenliang a ainsi retrouvé soixante-huit jugements rendus par le tribunal militaire du quartier général de la garnison de Taiwan. Soixante-six d'entre eux concernent deux types de crime : la rébellion (vingt-neuf cas) et le pillage par la force des armes (trente-sept cas). La rébellion (*neiluanzui* 內亂罪) est définie par les articles 100 et 101 du code pénal de 1935 comme « toute tentative effective de détruire les institutions fondamentales de l'Etat (*pobuai guoti* 破壞國體), d'attenter à l'intégrité du territoire national (*qiejū guotu* 竊據國土) ou de modifier la Constitution par des moyens illégaux ». L'article 101, de loin le plus souvent appliqué lors l'Incident du 28 février, retient comme caractère aggravant l'emploi de l'émeute (*baodong*) pour parvenir à ces fins. Les chefs s'exposent à la peine de mort ou de prison à perpétuité. Sur les 29 sentences rendues par le tribunal militaire, 2 justiciables écopent de la peine capitale, 4 de plus de dix ans de prison, 12 de trois à dix ans de prison, 10 de moins de trois ans, et un est innocenté. Le « pillage par la force des armes » (*qiangjie zui* 強劫罪¹⁹¹⁹), quant à lui, fait tomber l'inculpé sous le coup des articles 2 et 3 du Règlement sur la punition du banditisme, dont les dispositions sont aussi dures que le langage est flou : dévaliser ou occuper un bâtiment officiel par la force, voler des armes, perturber délibérément l'ordre public par l'émeute, l'incendie ou l'incitation d'autrui à commettre ces infractions sont des fautes punissables par la mort ou la prison

¹⁹¹⁷ *Ibid.*, p. 106. L'auteur compte à part les quelques 3900 personnes autorisées à faire amende honorable, sur le cas desquelles nous revenons plus bas.

¹⁹¹⁸ On sait par ailleurs que les seules autorités du fort de Gaoxiang ont soumis 346 sentences de mort pour approbation au QG de la garnison de Taibei, refusées dans leur très grande majorité. Nous ne disposons pas d'archives comparables pour les autres autorités militaires de l'île. Peng Mengji (8 avril 1993, Taibei), dans GX 1, p. 119.

¹⁹¹⁹ L'article de Zeng Wenliang et le document auquel il se réfère, qui est une retranscription (cf. WXBL pp. 242-249), portent les caractères 搶劫. Sous cette forme, le crime ne figure ni dans le code pénal de 1935 ni dans le Règlement pour la punition du banditisme. Nous n'avons pas trouvé la source originelle mais il s'agit probablement d'une erreur pour 強劫, qui figure dans le Règlement. Une telle interprétation est cohérente avec les peines extrêmement dures qui sont prononcées, en effet prévues par ce texte.

à vie. Sur les 37 cas retrouvés, le tribunal prononce 10 sentences de mort, 16 peines de prison de plus de dix ans, 7 peines de trois à dix ans et 4 de moins de trois ans¹⁹²⁰.

Autrement dit, les tribunaux militaires panachent les dispositions les plus sévères du droit ordinaire et du droit d'exception pour sanctionner les rebelles, un éclectisme prévu par les instructions de la pacification : celles de la zone Est recommandent explicitement d'utiliser les articles 100-101 du code pénal et les articles 2-3 du Règlement pour la punition du banditisme¹⁹²¹. La très grande « souplesse » du Règlement pour la punition du banditisme en fait un instrument privilégié pour prononcer les peines les plus dures, même si le texte en lui-même paraît viser des crimes moins graves que les articles 100 et 101 du code pénal. Il ne faut pas se montrer plus formaliste que les juges militaires eux-mêmes, à qui la loi martiale donne une marge de manœuvre considérable. Trente-trois sentences pour rébellion (*neiluanzui*) prononcées dans la zone de pacification Sud nous sont parvenues, les condamnés ayant interjeté appel après mai 1947 : vingt-neuf utilisent l'article 101 et trois l'article 100, mais l'une se réfère au Règlement pour la punition du banditisme... qui ne comprend aucune mention de ce crime. Toutes ces condamnations sanctionnent d'ailleurs des actes pour lesquels le terme de rébellion paraît bien excessif : le plus souvent, l'appartenance à un groupe de « maintien de l'ordre » ou le vol de matériel militaire, généralement en qualité de meneur¹⁹²².

Eliminations au sommet de l'élite insulaire

Cette petite bière, qui occupe la justice militaire, n'intéresse pas personnellement les dirigeants de la province. Il en va autrement du sort des grands notables, dans lequel les échelons supérieurs de la hiérarchie s'impliquent directement. Ke Yuanfen, en particulier, pense depuis l'éclatement de l'Incident qu'il a affaire à une machination sophistiquée. Le 3 mars, il s'engageait auprès du maire de Taibei, You Mijian, à « lutter jusqu'au bout avec la clique réactionnaire » (*yu ci fandong pai zhandou daodi* 與反動派奮鬥到底) du Comité de résolution. La loi martiale lui donne l'occasion attendue de frapper à la tête (*qin zui qin wang* 擒賊擒王)¹⁹²³. Concrètement, cette stratégie se traduit par une vague d'arrestations suivies d'assassinats secrets (*micai* 密裁) – le recours aux artifices de la justice militaire est très rare – qui commence dès le 9 mars au matin et se déroule essentiellement à Taibei.

¹⁹²⁰ ZENG, « Er'erba shijian zhong de panluan yu chengfa », *op. cit.*, p. 107. A titre de comparaison, le tribunal local de Tainan prononce, de sa rétrocession en décembre 1945 jusqu'au 28 septembre 1946, 955 condamnations, dont la grande majorité (811) pour vol (*qiedao* 竊盜), qui débouchent le plus souvent sur des peines de prison de trois ou quatre mois. DAGLJ/ A376510200C/0034/17-7/019/001/009/001 à 0047, Tableau synthétique des peines prononcées par le tribunal local de Tainan, 28 septembre 1946.

¹⁹²¹ « Taiwan sheng dongbu suijing qu silingbu suijing jihua ji gezhong shishi banfa », He Junzhang, avril 1947, dans ZLXJ 3, p. 37.

¹⁹²² ZENG, « Er'erba shijian zhong de panluan yu chengfa », *op. cit.*, p. 107., pp. 107-108.

¹⁹²³ « Shibian shiri ji – Ke Yuanfen », entrée du 3 mars, *Xinshengbao*, 13 mai 1947.

La traque est conduite par plusieurs groupes, dont deux jouent un rôle central : des commandos (*biedongdui* 別動隊, *xingdongdui* 行動隊), forts peut-être d'un millier d'hommes à l'identité mal connue, que leur chef (Lin Dingli), leur nom et leurs méthodes désignent comme un bras armé du Baomiju ; les services spéciaux (*tegaozu* 特稿組) de la police militaire. La répartition des rôles semble géographique : les commandos de Lin Dingli éliminent leurs victimes à Dazhi 大直 (au nord-est de la ville), tandis que la police militaire sévit à Machangding 馬場町, lieu qui deviendra tristement célèbre pour les exécutions de criminels politiques sous la Terreur blanche¹⁹²⁴. Les deux emplacements sont situés à proximité du fleuve Danshui, où les hommes se débarrassent parfois des corps.

Le complot n'existant pas, l'identification de ses « cerveaux » obéit à des règles mouvantes : les listes de noms envoyées par Taïpei à Nanjing se succèdent, avec des variations importantes dans leur longueur et leur contenu (l'identité des personnes énumérées et leurs crimes). A titre d'exemple, la première liste de vingt « coupables » (*renfan* 人犯)¹⁹²⁵ soumise par Chen Yi à Jiang Jieshi le 13 mars, et dont tous les membres sont éliminés, illustre la manière dont le pouvoir provincial désigne ses principaux ennemis (cf. annexe 11).

A l'exception de deux hommes du peuple ajoutés pour la forme¹⁹²⁶ et de deux « espions » japonais sur lesquels nous reviendrons, la vindicte du gouverneur s'abat sur des hommes de la couche supérieure de l'ancienne élite coloniale : hommes d'affaire (Wang Tiandeng, Chen Xin), journalistes (Wu Jinlian) enseignants (Lin Maosheng), médecins (Shi Jiangnan, Huang Zhaosheng...) avocats (les frères Li, Lin Lianzong...), cumulant parfois les fonctions – Wang Tiandeng, par exemple, est homme d'affaire et patron de presse. Comme membres du Comité de résolution, journalistes¹⁹²⁷ ou membres de l'ACPT, ils ont défié le gouvernorat pendant l'Incident en assumant des fonctions publiques ou en plaidant publiquement pour des réformes. Et encore : si Wang Tiandeng (dans le Comité) ou Wu Jinlian (dans les colonnes en japonais du *Xinshengbao*) ont animé la fronde des notables, certains cas sont tangents. Song Feiru, ancien membre du gouvernorat au passé patriotique indiscutable (cf. Introduction), s'est cantonné à utiliser son journal pour critiquer les autorités, certes vertement. Chen Xin a limité sa participation à une visite à Chen

¹⁹²⁴ LIN, « Er'erba shijian zhong de Baomiju », *op. cit.*, p. 40.

¹⁹²⁵ « Banli renfan xingming diaocha biao » 辦理人犯姓名調查表 (Tableau récapitulatif des coupables à traiter), 13 mars 1947, dans ZLXJ 2, pp. 174-177.

¹⁹²⁶ Le *liumang* Zhang Guangzu et le docker Wang Mingzhao. Chen Yi a peut-être senti le besoin de faire figurer dans sa liste des hommes de la rue, susceptibles d'avoir effectivement conduit l'émeute, même s'il n'existe aucune preuve que Zhang ou Wang y aient joué un rôle quelconque.

¹⁹²⁷ Sur le sort des journalistes en particulier, cf. LÜ Dongxi 呂東熹, *Er'erba jizhe jie* 二二八記者劫 (L'infortune des journalistes pendant le 28 février), Taïpei : Er'erba shijian jinian jijinhui, 2016.

Yi le 4 mars, en compagnie de Jiang Weichuan. On a peine à imaginer en rebelle ce banquier conservateur, qui a entretenu de bonnes relations avec tous les pouvoirs en place. Lin Maosheng, chef de département à l'Université nationale de Taiwan, semble s'être également contenté de l'entrevue du 4 mars avec Chen Yi¹⁹²⁸. S'il a pu s'entretenir avec des Américains – il est docteur de l'Université de Columbia et parfaitement anglophone –, les allégations de trahison au profit de l'étranger et de prise de contrôle de l'université relèvent de l'invention pure. Dans le cas de Xu Chunqing, on est frappé de la disproportion entre la minceur des faits reprochés et le qualificatif de « chef du complot ».

Les accusations de communisme, avec l'ambiguïté sémantique habituelle¹⁹²⁹, sont dispensées libéralement. Xu Zheng, un continental qui enseigne le chinois à Taiwan depuis 1937, a un profil crédible d'agent du PCC mais rien ne prouve son affiliation, ni d'ailleurs sa participation à l'Incident du 28 février. Il paye vraisemblablement ses critiques de Chen Yi devant les étudiants de l'institut Yanping¹⁹³⁰. Il en va de même pour Ai Lusheng, un autre continental, dont la rumeur veut plutôt qu'il ait appartenu au gouvernement collaborateur de Wang Jingwei, et qui est surtout coupable d'avoir fait son métier de journaliste pendant la crise¹⁹³¹. Dans certains cas, le stigmate « communiste » est appliqué faussement en connaissance de cause, comme pour Song Feiru ou Wang Tiandeng, si peu rompus au travail clandestin qu'ils ne jugent même pas bon de se cacher à l'arrivée des renforts chinois¹⁹³². Wang est une bête noire du gouvernorat et du Baomiju – qui préférerait le 5 mars le figurer en partisan du « grand-taiwanisme » (cf. chapitre VI). Ce très riche marchand, qui affiche des opinions vaguement progressistes, compte depuis les années 1930 des personnalités de gauche parmi ses fréquentations, et certains jeunes activistes en contact avec lui pendant l'Incident sont ou deviendront en effet communistes. Ses prises de position personnelles ne le distinguent toutefois pas des autres notables soucieux de défendre les intérêts de leur province (et les leurs) au sein d'institutions représentatives¹⁹³³.

Le gouverneur fait donc feu de tout bois. Pour une part, cela lui permet d'étayer sa version des faits : Jiang Jieshi ne comprendrait pas que Chen Yi, après avoir crié au loup, n'inclue aucun communiste parmi les coupables. La présence de deux espions japonais dans la liste a probablement le même sens, les anciens colonisateurs étant rendus co-responsables du désastre. On ne dispose à notre connaissance d'aucune information sur les faits et gestes de Uesaki Torasaburo ; quant à

¹⁹²⁸ LI, *Er'erba xiaoshi de Taiwan jingying*, op. cit., vol. I, pp. 37, 100-133, 155.

¹⁹²⁹ Cf. chapitre V. *Jianwei* est préféré à des termes plus explicites, sauf dans un cas.

¹⁹³⁰ « Xu Zheng », dans *Dictionnaire de l'Incident du 28 février*, p. 307.

¹⁹³¹ « Ai Lusheng », dans *Ibid.*, p. 114.

¹⁹³² Tous ne sont pas aussi naïfs. Les services secrets doivent prendre ses enfants en otages pour faire sortir Huang Zhaosheng de sa cachette. LI, *Er'erba xiaoshi de Taiwan jingying*, op. cit. vol. II, p. 12.

¹⁹³³ *Ibid.*, vol. I, pp. 50-55 ; PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, op. cit., pp. 117-119.

Horiuchi Kaneshiro, il n'apparaît dans les sources du renseignement que pour une infraction mineure¹⁹³⁴. Le Japon a peut-être conservé à Taiwan des agents sous couverture, mais rien ne permet d'affirmer que Uesaki et Horiuchi en soient¹⁹³⁵.

Les accusations fausses ou exagérées permettent surtout de maquiller en châtiment ce qui s'apparente à la liquidation d'une partie de l'élite insulaire, qui indispose tant le pouvoir chinois depuis la rétrocession. Le médecin Zhang Qilang 張七郎, par exemple, personnage influent de Hualian, n'a participé que très marginalement aux activités du Comité de résolution de Hualian, un lieu resté à l'écart des troubles les plus graves. Toutefois, il s'est fait des ennemis politiques comme conseiller de district et député à l'Assemblée constituante, raison probable pour laquelle il est fusillé par l'armée avec deux de ses fils au début du mois d'avril, et intégré *a posteriori* dans la liste des « renégats » par le Baomiju, sans chef d'accusation clair¹⁹³⁶. Quant à Liao Wenyi 廖文毅, futur porte-parole de l'indépendantisme taiwanais qui n'a pas joué de rôle dans l'Incident, il est absent du document du 13 mars mais apparaît le 18 avril dans une liste de trente « principaux coupables en fuite » (*zaitao zhufan* 在逃主犯) soumise par Chen Yi au ministère de la Défense, dans laquelle figurent cette fois des communistes ou ex-communistes avérés comme Xie Xuehong et Lin Rigao 林日高, curieusement absents de la première liste¹⁹³⁷. D'une manière générale, les véritables militants communistes tendent à connaître un sort plus enviable que les notables taiwanais à qui on fait porter ce chapeau. Mieux organisés et formés, ils parviennent souvent à s'exiler, comme le font Xie Xuehong, Yang Kehuang ou Su Xin. C'est aussi la voie choisie par Liao Wenyi et d'autres personnalités politisées. Un auteur estime que près de trois mille Formosans de toutes obédiences s'exilent lors de l'Incident et dans les mois qui suivent¹⁹³⁸.

Un certain mystère entoure le sort des militants du PCC infiltrés à Taiwan depuis la rétrocession. Certains ont pris part au soulèvement comme Zhang Zhizhong 張志忠, mais ne figurent pas parmi ses victimes. On peut supposer qu'ils ont été protégés par des connaissances au sein du

¹⁹³⁴ IHT/A_03_0018, Rapport de Shen Jianqiang à la station de Taïpei, 27 mars 1947, dans BMJ 2, pp. 121-122.

¹⁹³⁵ Fait troublant : ils ne figurent plus sur la liste, pourtant beaucoup plus longue, que le renseignement militaire établit en avril.

¹⁹³⁶ HLFL, *passim* ; « Taiwan Er'erba Taimin panluan Taidong qu Hualian qu panni mingce » 台灣二二八台民叛亂台東區花蓮區叛逆名冊 (Liste des renégats impliqués dans la révolte des Taiwanais du 28 février dans les régions de Taidong et Hualian), dans DAHB 16, p. 188.

¹⁹³⁷ « Er'erba shibian shoumou panluan zaitao zhufan mingce » 二二八事變首謀叛亂在逃主犯名冊 (Liste des principaux coupables en fuite à la tête du complot lors des événements du 28 février), 18 avril 1947, dans ZLXJ 6, pp. 269-274. Le nom de Lin Rigao, avec celui d'autres responsables comme Jiang Weichuan ou Bai Chengzhi, est déjà griffonné à la hâte en marge de la liste du 13 mars, on ne sait par qui.

¹⁹³⁸ MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, p. 189.

Guomindang de Taiwan¹⁹³⁹. C'est aussi vrai pour Lin Rigao, ex-membre du PCT (il l'a quitté en 1930), qui finit par être arrêté en août 1947 mais que ses relations dans le Parti (son secrétaire Li Yizhong 李翼中 et Qiu Niantai) font libérer¹⁹⁴⁰.

En effet, la répression qui s'abat sur le sommet de l'élite formosane n'est pas plus systématique que la pacification dans son ensemble, et doit autant à la composition des intérêts privés et de cliques qu'à un plan cohérent¹⁹⁴¹. Près d'un an et demi de cohabitation malaisée entre les notables taiwanais et le pouvoir chinois a aigri les relations au point qu'il est parfois difficile de distinguer inimitié politique et vendetta personnelle. On trouve des cas de racket à un très haut niveau : les enquêteurs du Yuan de contrôle accusent Ke Yuanfen, entre autres malversations, d'avoir soutiré une somme considérable à Lin Zongxian 林宗賢, membre du Conseil politique national et du Comité de résolution – et surtout, en l'occurrence, héritier de l'immense fortune des Lin de Banqiao –, en échange de sa vie (il écope de dix ans de prison)¹⁹⁴². Inversement, des protagonistes importants de l'Incident échappent au pire, voire à toute sanction, car ils sont couverts (*baobi* 包庇) par des amis ou alliés dans l'appareil d'Etat ou des institutions comme les Jeunesses tridémistes¹⁹⁴³.

Le cas des individus infiltrés ou jouant double jeu éclaire particulièrement bien les divisions de l'Etat Nationaliste. Jiang Weichuan, pourtant manipulé par le gouvernorat (sans être un agent double), échappe de peu aux hommes envoyés le tuer le 10 mars¹⁹⁴⁴. Chen Yisong et Liu Ming, qui sont des informateurs du Baomiju, ne figurent pas dans les listes d'ennemis publics et parviennent à se cacher à l'arrivée de l'armée. Cela n'empêche pas Xu Dehui de les accuser de tous les maux

¹⁹³⁹ Entretien avec Chen Cuilian, Université nationale de Taiwan, mars 2016. Le Parti joue un rôle limité et plutôt modérateur, ce qui tient sans doute à sa faiblesse à Taiwan, à son antagonisme avec les militaires et à son recrutement assez ouvert aux insulaires. CHU Jingtao 儲静涛, « Guomindang Taiwan dangbu yu Er'erba shijian » 国民党台湾省党部与二二八事件 (La branche de Taiwan du Guomindang et l'Incident du 28 février), *Nanjing shehui kexue*, n° 2, 2007. Qiu Niantai, qui s'est soigneusement tenu à l'écart des troubles, intercède en faveur de plusieurs personnalités. Il ne parvient à sauver que celles qui sont arrêtées suffisamment tard pour échapper à la première vague d'éliminations.

¹⁹⁴⁰ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 292.

¹⁹⁴¹ C'est la raison pour laquelle il nous semble hasardeux d'expliquer l'élimination des opposants par l'existence de « listes noires » préalables, comme certains auteurs tendent à le faire. Il est certain que l'Etat policier du Guomindang se tient informé sur les personnalités potentiellement gênantes, mais rien n'indique qu'il ait existé un plan pour les liquider dès avant l'Incident du 28 février.

¹⁹⁴² ZHANG (dir.), *Er'erba shijian zeren guishu yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 239.

¹⁹⁴³ IHT/A_01_0008, Prière à tous les agents de prêter attention à la protection (*baobi*) dont certains rebelles bénéficient, 31 mars 1947, dans BMJ 1, pp. 60-61.

¹⁹⁴⁴ Peut-être sur l'ordre de Hu Fuxiang qui lui attribue son limogeage, peut-être à l'instigation du Baomiju, qui l'accuse d'avoir convoqué d'anciens soldats japonais pendant l'Incident. SHI Yumin 石育民, « Er'erba qianhou de Jiang Weichuan (1945-1947) » 二二八前后的蒋渭川 (1945-1947) (Jiang Weichuan autour de l'Incident du 28 février, 1945-1947), mémoire de master, université Donghai, 2007, pp. 94-98. La mise à l'écart de Hu Fuxiang, due à l'échec patent de ses forces de police, est en réalité demandée par le Baomiju. Rapport de Zhang Bingcheng à la centrale de Nanjing, mars 1947, dans DAHB 1, p. 169.

dans ses rapports, parfois approuvés par son patron Lin – qui cache Chen Yisong à son domicile personnel... tout en soutenant qu'il est couvert par les services rivaux du Zhongtong¹⁹⁴⁵.

Cette confusion soulève la question de la chaîne de commandement. Officiellement, les instructions de Chen Yi sont de rechercher et arrêter (*soubu* 搜捕) les têtes du complot, non de les éliminer. A notre connaissance, une source unique et de seconde main affirme que Chen ordonne aux commandos et à la police militaire de tuer des opposants¹⁹⁴⁶. C'est plausible – du moins doit-il donner son feu vert, voire obtenir celui de Jiang Jieshi – mais on ignore combien d'assassinats cela concerne et lesquels. Des indices suggèrent que Chen Yi n'est pas au fait de nombreuses opérations. Quand il transmet la liste du 13 mars à Jiang, quatorze au moins de ses vingt membres sont déjà arrêtés et peut-être déjà morts¹⁹⁴⁷. Omet-il ce détail en connaissance de cause, et si oui pour combien de cas ? Pourquoi indiquer le 18 avril que Huang Zhaosheng, Wang Tiandeng ou Xu Chunqing sont « en fuite », alors qu'ils sont sous les verrous et peut-être morts depuis plus d'un mois ? Nous n'avons pas de réponse définitive à ces questions. Si Chen Yi ment en conscience, on peut se demander ce qui l'y pousse. La ligne officielle de Nanjing est bien sûr le respect des procédures judiciaires, mais on imagine mal Jiang Jieshi sanctionner le gouverneur pour l'élimination expéditive de quelques notables subversifs. Pourquoi, dans ce cas, assumer la mise à mort du très modéré Chen Xin¹⁹⁴⁸ et non celle de Wang Tiandeng, beaucoup plus virulent ? Il est plausible que Chen Yi ignore sincèrement ce qu'il est advenu de certains de ces hommes.

A qui, alors, faut-il attribuer les autres exécutions ? La manière dont les notables importants sont appréhendés porte souvent la marque des services secrets : ils sont arrêtés chez eux ou dans la rue par des hommes en civil (souvent escortés par des militaires ou des *xianbing* stationnés à quelque distance) qui, sous couvert de les « inviter » à discuter avec un responsable (Chen Yi, le directeur de l'Université, Ke Yuanfen...), les emmènent dans une voiture noire puis les font disparaître¹⁹⁴⁹. C'est le mode opératoire rodé par Dai Li dans les années 1930¹⁹⁵⁰. Il est donc possible

¹⁹⁴⁵ CHEN, « 'Zuguo' de zhengzhi shilian : Chen Yisong, Liu Ming yu Juntongju », *op. cit.*, *passim*.

¹⁹⁴⁶ LIN, « Er'erba shijian zhong de Baomiju », *op. cit.*, p. 40.

¹⁹⁴⁷ On n'a jamais retrouvé le corps de la plupart des disparus, ce qui a nourri une abondante littérature martyrologique fondée sur des témoignages d'une fiabilité variable. La version la plus répandue de la mort de Wang Tiandeng veut qu'il ait été brûlé vif dans le quartier général de la police militaire, mais elle n'est pas fondée sur des preuves solides. On peut la soupçonner d'avoir une visée sensationnaliste ou édifiante.

¹⁹⁴⁸ Sa liquidation est formalisée *a posteriori* par un document confirmant sa « condamnation à mort », pour rébellion et tentative de renverser le gouvernement. « Yi jue baodong renfan mingce » 已決暴動人犯名冊 (Liste des coupables de l'émeute dont le cas est déjà réglé), dans WXBL, pp. 173-175, juin 1947.

¹⁹⁴⁹ Cf. Lin Zongyi (8 janvier 1996, Taïpei), dans TBDH, p. 24 ; Song Hongtao (26 juillet 1994, Taïpei), dans TBDH, p. 38 ; Liao Dezheng (17 juin 1994, Taïpei), dans TBDH, pp. 91 et 94 ; Zhang Biyu (2 avril 1993, Jilong), dans JLYG, pp. 58-59.

¹⁹⁵⁰ WAKEMAN, *Spymaster*, *op. cit.*, pp. 159-167.

que le Baomiju et Chen Yi (il est malaisé de dire de quel côté penche Ke Yuanfen) entrent en concurrence pour l'arrestation des chefs. Deux équipes différentes se succèdent ainsi chez Wang Tiandeng : des hommes en civil et en voiture le kidnappent le 11 mars au matin, la police militaire fait chou blanc le 12¹⁹⁵¹. Le Baomiju semble ici prendre de vitesse ses rivaux – à moins qu'il ne s'agisse d'une de ses branches seulement, peut-être aux ordres de Ke Yuanfen, car Lin Dingli et son patron de Nanjing Yan Pucheng 言普誠¹⁹⁵² s'échangent encore des messages interloqués sur le sort de Wang à la fin du mois d'avril¹⁹⁵³.

La seule certitude est que plusieurs organes répressifs de l'Etat conduisent des arrestations et des exécutions de leur propre initiative, dans un désordre que tous déplorent mais auquel tous participent. Vers la fin mars, les appels à réserver les arrestations à la police militaire se multiplient (ou, à défaut, à rapporter au plus vite à la hiérarchie les arrestations réalisées en urgence) ; la première vague de disparitions passée, il semble bien qu'elle reprenne progressivement la main sur cette fonction, bien qu'elle soit aussi familière des arrestations arbitraires que les autres services¹⁹⁵⁴. Les détenus ne lui sont pas tous transférés pour autant : en juin encore, des agents du renseignement militaire sont incapables d'affirmer où et par qui sont détenus certains individus, qui a ordonné telle liquidation ou si les prisonniers qui croupissent dans les geôles de Taiwan comprennent ou non des communistes¹⁹⁵⁵. Les hommes de la sécurité, prompts à agiter le spectre rouge pour accabler leurs cibles, sont pris au piège de leur propre rhétorique.

C. Une deuxième épuration

L'absence de projet cohérent n'empêche pas la répression de produire ses effets. Il est difficile de chiffrer l'élimination de « l'élite » taiwanaise, dont les contours sont incertains, mais plusieurs dizaines de personnes connues à l'échelle de l'île ou de ses grandes villes, qui avaient incarné la cause autonomiste après la « libération », sont tuées ou emprisonnées. Intégrant sans doute des individus à la notoriété moindre, une délégation de notables taiwanais de Shanghai arrivée à Taibei

¹⁹⁵¹ LI, *Er'erba xiaoshi de Taiwan jingying*, op. cit., vol. I, p. 82.

¹⁹⁵² Il s'agit peut-être d'un pseudonyme du directeur du Baomiju, Mao Renfeng 毛人鳳.

¹⁹⁵³ IHT/A_01_0010, Télégramme de Zhang Bingcheng à Yan Pucheng, 29 avril 1947, dans BMJ 1, pp. 74-75.

¹⁹⁵⁴ « Taiwan sheng dongbu suijing qu silingbu suijing jihua ji gezhong shishi banfa », He Junzhang, avril 1947, dans ZLXJ 3, p. 37 ; DAGLJ/A30555000C/0036/9999/2/1/003, Instructions à la police militaire concernant les arrestations arbitraires, QG de la garnison de Taiwan, 31 mars 1947. Les individus figurant sur la liste du 13 mars et arrêtés tard dans le mois le sont généralement par la police militaire.

¹⁹⁵⁵ IHT/A_01_0021, Télégramme de Yan Pucheng à Zhang Bingcheng et Chen Dayuan, prière de faire la lumière sur les éliminations secrètes de compatriotes taiwanais par le gouvernement provincial, juin 1947, dans BMJ 1, p. 181 ; IHT/A_06_0006, Echange de télégrammes entre la centrale de Nanjing, la station de Taiwan et les sections de Gaoxiong et Pingdong, dans BMJ 2, pp. 373-377.

le 11 mars (et prestement renvoyée sur le continent le 12) se plaint à Bai Chongxi que plus de 200 personnages importants ont déjà été arrêtés¹⁹⁵⁶.

Entre les assassinats, les incarcérations, les exils et la terreur, le coup porté à l'élite autochtone est terrible. L'Incident du 28 février 1947, bien plus que la rétrocession de 1945, provoque une rupture dans les rapports locaux de pouvoir. Pour toute une génération – jusqu'à l'apparition du *dangwai* –, les élites taiwanaises sont exclues du champ politique, sauf à se mettre entièrement au service d'une politique « nationale » (chinoise). En réduisant les notables formosans au silence, l'Etat chinois prépare involontairement le terrain à sa transplantation sur l'île en 1949. A ce titre, on peut considérer l'épisode comme un prélude à la dictature Nationaliste de la Guerre froide – à ceci près que les cercles dirigeants chinois n'envisagent pas encore le repli sur Taiwan en cas de défaite dans la guerre civile, seulement la perpétuation de la souveraineté chinoise avec des élites insulaires mises au pas. La répression de ces dernières prépare moins la « recolonisation » de 1949 qu'elle ne parachève la décolonisation de 1945, dont la révolte a montré l'incomplétude.

On a vu que la participation à l'Incident, durement punie, est aussi l'occasion de régler leur compte aux notables taiwanais qui se sont montrés indociles depuis 1945. Mais le passé qui peut être retenu à charge est plus long : il remonte à la « collaboration » avec les Japonais à l'époque coloniale. Or celle-ci, telle que les autorités chinoises sont enclines à la concevoir dans le contexte tendu de l'Incident, concerne à peu de choses près la totalité de l'élite insulaire. Bai Chongxi caricature à peine le point de vue commun quand, dans son rapport du 6 avril, il qualifie en bloc les « capitalistes et personnalités influentes » (*zibenjia ji mingliu* 資本家及名流) de Taiwan de « notables à la solde » du Japon¹⁹⁵⁷.

Après le 9 mars 1947, les services secrets examinent attentivement le pedigree patriotique des hommes sur qui ils enquêtent. Le correspondant du Baomiju à Jilong note avec indulgence que plusieurs conseillers municipaux auraient été « contraints » d'adhérer au Comité de résolution par de « mauvais notables », « pour la plupart d'anciens sbires des Japonais »¹⁹⁵⁸. A Gaoxiong, il est évident que le passé de « rônin » ou, si la rumeur dit vrai, d'ancien membre de l'armée de Wang Jingwei, joue fortement en défaveur de Tu Guangming¹⁹⁵⁹. Dans la région de Jiayi, Huang Madian, un médecin membre du Comité de résolution de Puzi, fait l'objet d'un acharnement dans lequel jouent des antagonismes politiques anciens. Son crime immédiat est d'avoir confié la charge du

¹⁹⁵⁶ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, op. cit., p. 213.

¹⁹⁵⁷ « Guofang buzhang Bai Chongxi chengbao 'Xuanwei Taiwan baogaoshu' », dans BAI et LIAO, *Zhitong liaoshang*, op. cit., p. 344.

¹⁹⁵⁸ IHT/A_01_0003, Télégramme de Zhang Bingcheng à Yan Pucheng, 3 avril 1947, dans BMJ 1, p. 27.

¹⁹⁵⁹ Peng Mengji (8 avril 1993, Taibei), dans GX 1, p. 68.

maintien de l'ordre local à un groupe d'anciens soldats taiwanais¹⁹⁶⁰. Dénoncé par un informateur, il est torturé plusieurs jours avant d'être exécuté, un sort qui s'explique peut-être par l'hostilité de Liu Qiguang 劉啟光, ancien membre du Syndicat paysan recruté par le Juntong au Fujian, où il fuyait la police japonaise, alors que Huang était un relais du pouvoir colonial au village¹⁹⁶¹. Un agent l'accuse de s'être « fait bien voir par l'ennemi », voire d'avoir été son « espion » – on ne saurait expliquer autrement qu'il n'ait jamais été arrêté, passage obligé pour un patriote¹⁹⁶². Un insurgé proche de Huang pendant l'Incident, doit expliquer, lors de son interrogatoire, comment un Taiwanais qui a souffert des Japonais (*chiku yu Riren* 喫苦於日人) a pu suivre une « crapule » aussi notoire (*yi zui huairen* 一最壞人). Il se confond en excuses, puis fait du zèle : Huang Madian et ses hommes auraient poussé le vice jusqu'à vouloir reformer l'Association des sujets impériaux pour le service de l'Etat (*Kōmin hōkōkai*, KMHKK ; cf. chapitre II)¹⁹⁶³.

C'est une calomnie, mais le prisonnier sait ce que ses interrogateurs veulent entendre. L'appartenance à cette organisation-relais de la mobilisation de guerre sur l'île est la compromission par excellence. Le choix d'y accepter une position, parfois fortement contraint, était marqué par l'ambiguïté politique propre à l'époque coloniale tardive : on trouvait dans la KMHKK des personnalités proches des Japonais comme d'anciens activistes du *home rule*, qui y voyaient le seul moyen restant de jouer un rôle public – pour un Chen Xin, il n'y a pas de contradiction à organiser successivement les activités de l'Association puis celles du comité d'accueil de la République de Chine en octobre 1945¹⁹⁶⁴. Cette zone grise n'est pas l'affaire des Nationalistes, à qui la liste des cadres de la KMHKK fournit une approximation commode des « notables collaborateurs » rendus coresponsables de l'Incident – bien que l'organisation, dissoute le 17 juin 1945, n'y ait en réalité joué aucun rôle. Le 13 mars, Chen Yi soutient à Jiang Jieshi que ses anciens cadres sont coupables de l'Incident¹⁹⁶⁵. L'armée et le renseignement militaire ne manquent jamais de relever le passage par

¹⁹⁶⁰ LI, *Er'erba xiaoshi de Taiwan jingying*, *op. cit.*, vol. II, p. 154.

¹⁹⁶¹ Huang Youcong (23 août 1994, Puzi), dans JYPY, pp. 316-317 ; Cai Yaojing (12 juillet 1994, Puzi), dans JYPY, p. 333 ; LIN, « Er'erba shijian zhong de Baomiju », *op. cit.*, n. 20 p. 6.

¹⁹⁶² IHT/A_02_0004, Rapport de Huang Renli sur Huang Madian, 30 avril 1947, dans BMJ 1, pp. 261-262 et 268-269.

¹⁹⁶³ IHT/A_02_0004, Aveux de Li Wan, transmis par Jiang Shaohua à Ke Fuxing (Lin Dingli), 4 avril 1947, dans BMJ 1, pp. 244-258.

¹⁹⁶⁴ FIX, « Taiwanese Nationalism and its Late Colonial Context », *op. cit.*, pp. 215-226 ; XU Xueji 許雪姬, « Huangmin fengonghui de yanjiu – yi Lin Xiantang de canyu wei li » 皇民奉公會的研究 – 以林獻堂的參與為例 (Etude sur l'Association des sujets impériaux pour le service de l'Etat – l'exemple de la participation de Lin Xiantang), *Jindaishi yanjiusuo jikan*, n° 31, 1999, pp. 167-212. Dans la liste de coupables soumise à Jiang Jieshi le 13 mars, Chen Yi désigne Chen Xin non par sa profession de banquier mais par le poste qu'il occupait dans la KMHKK à Taizhong. Chen Xin a été brièvement incarcéré en 1945 (et très vite innocenté), car soupçonné de « crime de guerre » – dans les faits, d'être proche de Xu Bing, l'un des acteurs du pronunciamiento raté du 15 août 1945.

¹⁹⁶⁵ Rapport de Chen Yi à Jiang Jieshi, 13 mars 1947, dans ZLXJ 2, p. 171.

cette organisation des notables impliqués dans l'Incident, voire de leurs parents, ou de dresser la liste de ses anciens membres au niveau local¹⁹⁶⁶. En avril, le Baomiju se charge d'établir un dossier sur l'intégralité de ses anciens cadres actifs (plus de deux cent personnes), en soulignant que la révolte du 28 février représente l'aboutissement des efforts de la KMHKK pour dissocier les Taiwanais de la Chine¹⁹⁶⁷. Jiang Weichuan fait l'objet d'un rapport particulièrement épais qui comprend notamment, comme pièce à conviction, la reproduction d'un texte en japonais publié par sa librairie en 1942, dont l'auteur exalte les volontaires de l'Armée impériale et appelle tous les jeunes Taiwanais à les imiter, et les jeunes femmes à les soutenir¹⁹⁶⁸ (cf. annexe 9). La suspicion s'étend à des individus tel que Lin Xiantang, qui a joué un rôle modérateur lors de l'Incident et a même secouru plusieurs Chinois du continent (cf. chapitre V), mais dont le passé au sein de la KMHKK le met deux fois en difficulté : à la rétrocession, où il figure un moment sur les listes de suspects à arrêter, et en mars-avril 1947¹⁹⁶⁹.

Comme le montrent les cas de Chen Xin et de Lin Xiantang, l'épuration des anciennes élites coloniales bégaye. Un éditorial du *Xinshengbao*, qui se déchaîne contre les anciens membres de la KMHKK pour leur rôle passé et présent, le formule en toutes lettres : frustrés d'avoir perdu leurs privilèges, ces collaborateurs par excellence auraient joui d'une indulgence excessive lors de la campagne de dénonciation des traîtres après la guerre¹⁹⁷⁰. Suite à l'Incident du 28 février, les services répressifs de l'Etat, *a fortiori* le Baomiju qui a toujours plaidé pour plus de sévérité, regrettent unanimement la douceur avec laquelle les traîtres, collaborateurs, « chiens courants » (*zougou* 走狗) et autres « criminels de guerre » ont été traités. La révolte formosane est l'occasion de finir le travail d'épuration.

¹⁹⁶⁶ « Taidong xian shibian jingguo baogao », dans ZLXJ 4, pp. 17 et 24 ; IHT/A_03_0007, Rapport de Huang Renli à Lin Zhenfan (Lin Dingli), 25 mars 1947, dans BMJ 2, pp. 7-20 ; IHT/A_04_0009, Rapport de Huang Renli à Lin Zhenfan (Lin Dingli), reçu le 15 mai 1947, dans BMJ 2, pp. 239-240.

¹⁹⁶⁷ « Zhang Bingcheng chengbao Huangmin fenggonghui huodong gaikuang », 張秉承呈報皇民奉公會活動概況 (Rapport succinct de Zhang Bingcheng sur les activités de la *Kōmin hōkōkai*), annoté le 6 mai 1947, pièce jointe « Yuyong shenshi ji Huangmin fenggonghui shiji gongzuo fenzi mingce » 御用紳士及皇民奉公會實際工作份子名冊 (Liste des notables collaborateurs et des cadres actifs de la *Kōmin hōkōkai*), dans DAHB 1, pp. 98-127.

¹⁹⁶⁸ « Zhang Bingcheng xubao Jiang Weichuan zuixing » 張秉承續報蔣渭川罪行 (Suite du rapport de Zhang Bingcheng sur les crimes de Jiang Weichuan), 1947, dans DAHB 1, pp. 221-290.

¹⁹⁶⁹ Zhang Bingcheng, « Er'erba shijian panni mingce », dans DAHB 16, p. 94 ; « Yuyong shenshi ji Huangmin fenggonghui shiji gongzuo fenzi mingce », dans DAHB 1, p. 101. Il échappe aux sanctions, Zhang Bingcheng précisant dans son rapport d'avril qu'il n'a pas réellement pris part au soulèvement.

¹⁹⁷⁰ « Shei shi Taiwan de zuiren ? » 誰是台灣的罪人 ? (Qui est le coupable à Taiwan ?), *Xinshengbao*, 18 mars 1947.

Chen Yi le suggère explicitement à Jiang Jieshi dès le 6 mars¹⁹⁷¹. Une semaine plus tard, il demande d'exclure les anciens cadres de la KMHKK de la fonction publique¹⁹⁷² : il ne fait alors que reprendre une proscription de 1946, qui interdisait à ses membres « actifs » (*shiji gongzuozhe* 實際工作者), ainsi qu'aux traîtres (*hanjian*), de prendre part aux élections locales ; à l'époque, ce critère flou n'avait conduit à exclure que très peu de Taiwanais de la compétition¹⁹⁷³. Pour châtier les journalistes qui se sont exprimés trop bruyamment pendant l'Incident, on exhume le Règlement pour le traitement des cas de trahison (*chuli hanjian an tiaoli* 處理漢奸案條例) de 1945, dont l'application aux Taiwanais avait été jugée impraticable (cf. chapitre VI) : ils sont assimilés aux individus ayant accepté un poste à responsabilité « dans un journal, une agence de presse, un magazine, une librairie ou maison d'édition dans une zone administrée par une organisation fantoche, et fait de la propagande en faveur de l'ennemi »¹⁹⁷⁴.

Sous ce rapport, la rébellion est une aubaine, pas seulement parce qu'elle a donné une occasion à l'armée de montrer ses muscles, mais aussi parce qu'elle a permis de distinguer le bon grain de l'ivraie (*liang you fenye* 良莠分野). Cette idée est exprimée avec une grande netteté dans un éditorial du 27 mars. « Du point de vue global de la construction d'un nouveau Taiwan, il y a du bon dans ce malheur (*yin huo de fu* 因禍得福) », car il a « forcé les renards comploteurs à montrer le bout de leur queue » :

Dorénavant, le juste et l'injuste s'opposent clairement, le bien et le mal s'affrontent face à face, et les gens à l'esprit clair savent à quoi s'en tenir. [...] Cette émeute a soulevé des ordures sédimentées tout au fond [de la société taiwanaise], c'est une occasion idéale pour ce mouvement d'épuration. Le Centre et les autorités politiques de la province ont décidé d'une politique de gestion clémente, c'est une excellente ligne générale qui suscite la gratitude sans limite du peuple taiwanais. Mais nous espérons qu'à l'égard des criminels qui ont renié notre pays on exercera une punition sévère. Sans éliminer la chair pourrie, comment faire croître de nouveaux muscles ? Si ces malfaiteurs échappent à la loi, la récompense du bien et la punition du mal seront vraiment de vains mots. Le gouvernement doit résolument éradiquer le mal jusqu'au bout. Alors seulement le bon peuple sera protégé. Si nous voulons que Taïwan ne s'éloigne plus

¹⁹⁷¹ Lettre de Chen Yi à Jiang Jieshi, 6 mars 1947, dans ZLXJ 2, pp. 71-80.

¹⁹⁷² Rapport de Chen Yi à Jiang Jieshi, 13 mars 1947, dans ZLXJ 2, p. 171.

¹⁹⁷³ WU Nai-teh, "The Politics of a Regime Patronage System: Mobilization and Control in an Authoritarian Regime", thèse de doctorat, Columbia University, 1987, pp. 205-220. Chen Yi n'obtient pas non plus gain de cause après l'Incident du 28 février, la fin de la loi martiale étant suivie d'un assouplissement du traitement des notables, ramenés à la docilité. XU, « Huangmin fenggonghui de yanju – yi Lin Xiantang de canyu wei li », *op. cit.*, p. 205. Cf. Epilogue et conclusion.

¹⁹⁷⁴ « Wenhua hanjian, lixing jianju » 文化漢奸, 厲行檢舉 (Dénouons sans faute les traîtres culturels), *Xinshengbao*, 23 mars 1947.

jamais de la patrie, alors il nous faut liquider à fond toute pensée traîtresse et indépendantiste. Exterminez vite les traîtres rebelles, le peuple de toute la province est prêt à vous apporter son soutien¹⁹⁷⁵.

La violence d'Etat change de sens : de rétablissement spectaculaire du prestige des armes, elle devient l'opérateur d'un changement d'époque et de la reconstruction de l'autorité de l'Etat chinois à Taiwan.

III. POUVOIR MILITAIRE, CONSOLIDATION DE L'ETAT ET REINTEGRATION NATIONALE

A. « Nettoyage des campagnes » et archaïsation de l'Etat

Un transfert d'expériences contre-insurrectionnelles

Le soulèvement taiwanais a prouvé la fragilité de la construction initiale, qui prétendait reconduire certaines structures de l'Etat colonial (gouvernorat centralisé, économie dirigée, rôle central de la police...) tout en rompant avec les plus brutales (discrimination légale, *hokō*...), sans reposer ni sur la mémoire de la conquête par le fer et le feu, ni sur les incitations symboliques offertes par le Japon impérial – la marche vers la modernité, conçue de manière de plus en plus conquérante. Prenant acte de l'échec du gouvernorat, les autorités de Nanjing prévoient – accédant *de facto* à une demande essentielle du Comité de résolution – l'instauration d'un gouvernement provincial ordinaire. La décision est préconisée par Chen Yi lui-même le 13 mars¹⁹⁷⁶ et prise par Jiang Jieshi le 17. Chen, dont la démission est refusée, expédiera les affaires courantes en attendant d'être remplacé le 15 mai, à ses fonctions civiles par Wei Daoming et à la tête de la garnison par Peng Mengji¹⁹⁷⁷. La normalisation est au programme.

Seulement, elle sera précédée de son exact inverse : l'affermissement de la mainmise de l'Etat sur la province par des techniques crûment coercitives, dont la mise en œuvre est confiée à l'armée. Le cœur de cette entreprise est le « nettoyage des campagnes » (*qingxiang* 清鄉¹⁹⁷⁸), solidaire et en partie concomitant de la « pacification » (*suijing*), qui désigne plutôt les opérations répressives *stricto*

¹⁹⁷⁵ « Chu'e wu jin », *Xinshengbao*, 27 mars 1947.

¹⁹⁷⁶ Rapport de Chen Yi à Jiang Jieshi, 13 mars 1947, dans ZLXJ 2, pp. 169-173.

¹⁹⁷⁷ Chen apprend le nom du futur gouverneur le 21 avril. MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, p. 165. La nomination de Peng est recommandée par le ministre de la Défense le 17 avril. GSG/002/020400/00038/087, Télégramme de Bai Chongxi à Jiang Jieshi, 17 avril 1947. Elle est officialisée le 4 mai. « Peng Mengji zhongjiang tiaosheng jingbei siling » 彭孟緝中獎調升台灣警備司令 (Le général Peng Mengji est promu commandant de la garnison de Taiwan), *Xinshengbao*, 5 mai 1947.

¹⁹⁷⁸ Nous traduisons *qingxiang* littéralement par « nettoyage des campagnes », et non par l'expression plus courante et plus heureuse de « pacification rurale », afin de le distinguer du terme *suijing* (pacification), avec lequel il n'a aucune parenté étymologique.

sensu. Contrairement à ce que le terme pourrait suggérer, les mesures ne se limitent pas aux campagnes, mais elles visent bien la profondeur du territoire taiwanais – l’extension de la révolte urbaine aux hinterlands, amorcée çà et là, n’est pas à exclure, *a fortiori* avec la fuite de rebelles vers l’intérieur de l’île.

L’expression « nettoyage des campagnes » renvoie à plusieurs opérations contre-insurrectionnelles dans l’histoire récente de la Chine, mais en 1947 elle évoque à tous la vaste campagne menée à partir de l’été 1941 par Wang Jingwei et ses patrons japonais contre les guérillas communiste et Nationaliste en Chine centrale. Comme le note David Serfass, le *qingxiang* de 1941 est une coproduction nippo-chinoise : son principal initiateur japonais Haruke Yoshitane 晴氣慶胤, un « spécialiste de la Chine » (*Shinatsu* 支那通), puise à un répertoire contre-insurrectionnel partagé entre les deux pays et déjà employé, à plus petite échelle, dans le Manchukuo. Ce répertoire est aussi une mémoire : Haruke se réfère explicitement aux campagnes d’encerclement (*weijiao*) menées par Jiang Jieshi contre le PCC dans les années 1930¹⁹⁷⁹ ; Jiang prenait lui-même pour modèle la répression des grandes révoltes du XIXe siècle par Zeng Guofan, qui reposait sur une tactique appelée « consolider les murailles et nettoyer les champs » (*jianbi qingye* 堅壁清野). Celle-ci consistait à couper les rebelles de leur approvisionnement, en entreposant les produits agricoles et en accueillant les paysans dans des villes fortifiées¹⁹⁸⁰. Toutefois, la ressemblance des deux expressions et la filiation revendiquée ne doivent pas faire croire à une trop forte similitude. La tactique du *qingye*, qui entérine la perte de contrôle sur les campagnes, vise d’abord l’asphyxie de l’adversaire. Or les campagnes d’encerclement des soviets ruraux se veulent au contraire le prélude à un enracinement durable de l’Etat dans la profondeur rurale du pays. La poussée finale de 1933-1934 est conçue comme « 30% militaire et 70% politique » (*sanfen junshi qifen zhengzhi* 三分軍事七分政治), la partie « politique » désignant surtout des techniques de contrôle administratif : le renforcement des milices et la résurrection du *baojia*, qui supposent d’enregistrer la population et de s’appuyer sur une partie des élites locales¹⁹⁸¹. C’est cette stratégie, non son modèle impérial

¹⁹⁷⁹ David SERFASS, « L’occupation japonaise comme objet pour l’histoire de l’État chinois : l’exemple de la campagne de pacification rurale du gouvernement de Wang Jingwei, 1941-45 », communication présentée à la journée des jeunes chercheurs de l’AFEC, 3 juin 2015.

¹⁹⁸⁰ KUHN, *Rebellion and Its Enemies*, *op. cit.*, pp. 41-42 et 142.

¹⁹⁸¹ William WEI, *Counterrevolution in China: The Nationalists in Jiangxi during the Soviet Period*, Ann Arbor : University of Michigan Press, 1985, pp. 50-51 ; William WEI, “Law and Order: The Role of Guomindang Security Forces in the Suppression of the Communist Bases during the Soviet Period”, dans Kathleen HARTFORD et Steven M. GOLDSTEIN (dir.), *Single Sparks: China’s Rural Revolutions*, Armonk : M.E. Sharpe, 1989, pp. 34-61.

quelque peu fictif, qui fournit un modèle – de pair avec les expériences coloniales japonaises¹⁹⁸² – à la campagne de Wang Jingwei¹⁹⁸³. Mieux, le mouvement qui conduit de la volonté de maîtriser l'espace (quitte à le vider) à la volonté de contrôler la population se poursuit : en 1935 encore, un général peut faire évacuer des montagnes plutôt que d'essayer de les quadriller¹⁹⁸⁴ ; lors du *qingxiang* de 1941, cette technique est abandonnée au profit d'un système de blocus et de zones délimitées par des enceintes en bambou, dont le franchissement requiert un sauf-conduit.

Tant le terme choisi que les méthodes employées indiquent que les mesures prises à Taiwan à la fin du mois de mars 1947 trouvent leur inspiration dans le *qingxiang* de Wang Jingwei. Cette origine peu avouable est en outre suggérée par les lieux de stationnement de la 21^{ème} armée pendant la guerre, essentiellement situés dans la basse vallée du Yangzi (cf. chapitre VII), principal site de déploiement du « nettoyage des campagnes ». Les commandos de Liu Yuqing s'y sont heurtés directement aux troupes collaboratrices et japonaises chargées de l'appliquer – on peut en dire autant des communistes de la Nouvelle Quatrième Armée, que les Sichuanais affrontent d'abord au sud-Anhui, puis en 1946 dans le Jiangbei 江北, zone dans laquelle le *qingxiang* a été particulièrement difficile et brutal¹⁹⁸⁵. Les troupes qui s'appliquent à « nettoyer » les campagnes taiwanaises en 1947 en ont donc une longue expérience, à la fois directe et indirecte. Et il est probable que Liu Yuqing, l'homme fort de la pacification, soit à l'origine du plan de « nettoyage des campagnes », pratique dont il est le plus haut responsable présent à Taiwan à avoir une connaissance de première main. A la « circulation impériale » (David Serfass) portée par les experts Japonais, il faut donc sans doute ajouter un transfert d'expérience entre ennemis, opéré à la faveur de la guerre.

Quadrillage et désarmement de la société

La déclaration de la loi martiale sur toute l'île officialise le basculement de l'Etat chinois de son pied policier-légal sur son pied militaire-extralégal. Certes, Bai Chongxi impose une clarification le 28 mars : le *qingxiang* est dirigé (*zhuchi* 主持) par les autorités civiles (maires et chefs de districts), l'armée se contentant de leur fournir une assistance pratique ; les officiers en charge de la

¹⁹⁸² Les réussites de l'administration coloniale à Taiwan, qui se fondent notamment sur une réinvention du système impérial chinois du *baojia* (cf. chapitre III), inspirent les experts japonais en Chine et les dirigeants collaborateurs. Au début de l'année 1941, le *qingxiang* est en partie planifié à Taïpei par Li Shiqun 李士群, chef des services secrets de Wang Jingwei, et les renseignements japonais. Brian MARTIN, "Shield of Collaboration: The Wang Jingwei Regime's Security Service, 1939-1945", *Intelligence and National Security*, n° 16 (4), 2001, pp. 89-148, p. 123.

¹⁹⁸³ L'expression « 30% militaire et 70% politique » est reprise telle quelle. SERFASS, « L'occupation japonaise comme objet pour l'histoire de l'État chinois », *op. cit.*

¹⁹⁸⁴ BENTON, *Mountain Fires*, *op. cit.*, pp. 327-328.

¹⁹⁸⁵ David Serfass, correspondance personnelle.

pacification conservent néanmoins le commandement (*zhibui* 指揮) des forces armées, autrement dit le contrôle réel des opérations¹⁹⁸⁶. Rien n'indique mieux leur primat que le nouveau zonage de l'île : le *qingxiang* s'effectue au sein des zones de pacification, dont les limites ne respectent pas les divisions administratives ordinaires (cf. annexes 1-c et 1-e). Le contrôle civil n'est qu'une feuille de vigne destinée à rendre aux autorités un semblant de prestige. En réalité, elles sont profondément discréditées, et d'abord aux yeux des militaires chinois, qui les trouvent à leur arrivée dans un désarroi humiliant. S'ils ont besoin d'elles pour les informer sur la société formosane, ils les maintiennent en position subordonnée : dans les « réunions de pacification » organisées pour coordonner les efforts, les officiers tiennent le haut du pavé – Liu Yuqing se souvient d'y avoir « convoqué » les responsables locaux¹⁹⁸⁷.

Hormis la traque des insurgés en fuite, qui se confond avec le travail de pacification, le « nettoyage des campagnes » a deux volets principaux : d'une part, l'enregistrement de la population et la constitution de systèmes de responsabilité collective ; d'autre part, la récupération des armes dispersées sur l'île. Les commandants des différentes zones de pacification édictent chacun les dispositions concrètes d'application mais les mesures prises sont assez homogènes.

Le rétablissement – ou plutôt l'établissement – de l'emprise de l'Etat chinois sur la société formosane passe d'abord par le quadrillage, l'enregistrement et la stabilisation de la population. Ainsi que Chen Yi l'expose au public le 20 mars :

Fort heureusement, à la nouvelle de l'arrivée de l'Armée nationale, la faction rebelle (*luandang* 亂黨) et les renégats se sont dispersés et cachés, et l'ordre social est déjà restauré. Cependant, afin de protéger le bon peuple, préserver la sécurité dans toute la province et liquider complètement les malfaiteurs (*chedi suqing eren* 徹底肅清惡人), le gouvernement a décidé de mettre en œuvre le nettoyage des campagnes. Nous devons empêcher la minorité de rebelles et de renégats de se dissimuler, et de continuer en secret à troubler la sécurité publique et à comploter pour nuire à l'Etat¹⁹⁸⁸.

En dehors de la minorité d'irréductibles qui prennent le maquis, les autorités sont confrontées à la fuite vers les campagnes d'un grand nombre de jeunes hommes craignant pour leur vie¹⁹⁸⁹, et

¹⁹⁸⁶ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjin baogao*, op. cit., p. 214.

¹⁹⁸⁷ « Lujun zhengbian ershiyi shi di yisiliu lü suijing xiangbao », dans ZLXJ 4, p. 228 ; LIU, *Chilu zaji*, op. cit., p. 111.

¹⁹⁸⁸ « Wei shishi qingxiang gao minzhong shu », 20 avril 1947, dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, op. cit., p. 343.

¹⁹⁸⁹ Ce phénomène n'est pas chiffrable mais à en juger par sa présence dans les archives et les témoignages oraux, il semble massif. Il est devenu emblématique de la terreur de mars 1947 et est illustré dans une scène célèbre du film de Hou Hsiao-hsien, *A City of Sadness*.

plus généralement au problème de la mobilité de la population urbaine, largement responsable de la diffusion rapide du soulèvement. Accoutumés à une société chinoise plus attachée à la glèbe, et plus particulièrement aux vallées encaissées du Fujian, Chen Yi et ses hommes avaient été surpris par la contraction de l'espace insulaire permis par les infrastructures coloniales (cf. chapitre III). Les militaires entreprennent de transformer cet espace lisse en espace strié¹⁹⁹⁰, même si le compartimentage n'est pas aussi rigide que celui tenté en Chine centrale par le régime de Wang Jingwei (aucun mur n'est construit). Cela tient au rapport de force, très favorable à l'armée chinoise à Taiwan : l'ennemi n'ayant pas de base territoriale, il n'est pas besoin de l'encercler pour l'anéantir (*weijiao*), il suffit de « nettoyer » (*qingjiao* 清剿) ses restes en fuite¹⁹⁹¹. C'est la mission de l'armée tandis que la police militaire contrôle les principaux axes de communication¹⁹⁹². Points de contrôle, enregistrement des véhicules, surveillance des stations de radio et de télégraphe, contrôle des ports, permettent d'isoler les zones de pacification les unes des autres¹⁹⁹³. Zeng Benli s'en souvient comme d'une image symétrique de l'insurrection, pendant laquelle les gares et carrefours étaient les lieux les plus dangereux pour les Chinois du continent :

...on a commencé à voir sur toutes les routes importantes des gardes en faction, avec baïonnette au canon. Dès qu'ils voyaient un *benshengren* ils le fouillaient des pieds à la tête. Ils avaient peur qu'ils portent des armes, alors que les *waishengren* pouvaient aller et venir à leur guise. C'était assez incroyable, c'était vraiment l'exact contraire de ce qui se passait au début des événements. Et on reconnaissait vraiment les *waishengren* et les *benshengren* en un coup d'œil, parce qu'à l'époque la plupart des *waishengren* portaient des costumes Zhongshan...¹⁹⁹⁴

Les tentatives d'immobiliser la population se concentrent tout particulièrement sur les « groupes circulants » évoqués au chapitre III, surtout les étudiants. La priorité est de les faire retourner en cours, comme les dirigeants les y engageaient régulièrement, un message repris par des affiches

¹⁹⁹⁰ Le réemploi de ces concepts deleuziens pour décrire des opérations contre-insurrectionnelles est le fait du général israélien Shimon Naveh. Il théorise une tactique inverse : l'« aplanissement » de l'espace strié dans lequel manœuvrent les insurgés, si besoin par la destruction des habitations. Cf. Eyal WEIZMAN, *Hollow Land: Israel's Architecture of Occupation*, London/New York : Verso, 2007, pp. 185-218.

¹⁹⁹¹ La différence entre *weijiao* et *qingjiao* est stabilisée en ce sens depuis 1935 au moins. BENTON, *Mountain Fires*, *op. cit.*, p. 216.

¹⁹⁹² IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi ».

¹⁹⁹³ « Taiwan sheng dongbu suijing qu silingbu suijing jihua ji gezhong shishi banfa », He Junzhang, avril 1947, dans ZLXJ 3, pp. 30-34.

¹⁹⁹⁴ Zeng Benli (20 janvier 1984, FCZA), dans DAHB 9, pp. 144-145. Le costume Zhongshan est ce que nous appelons aujourd'hui le col mao.

placardées le long des routes¹⁹⁹⁵. La tâche est ardue, car la peur conduit souvent les étudiants à ignorer ces injonctions : ces jeunes sont les Taiwanais les plus japonisés par l'allure et par la langue, et sont donc particulièrement menacés¹⁹⁹⁶. Contrainte économique oblige, les appels de Chen Yi à reprendre une activité normale sont mieux suivis, malgré le danger.

Les forces de pacification s'emploient alors à examiner les registres de résidence (*hukou* 戶口). Le pouvoir chinois connaît assez mal tant le nombre que la répartition de la population taiwanaise : aucun recensement n'a été conduit depuis 1940 et la guerre a corsé la situation par les morts et surtout les mouvements de population qu'elle a entraînés¹⁹⁹⁷ ; la mise à jour des *hukou* est donc pensée comme un préalable à l'émission de cartes d'identité et à un véritable recensement. Courant avril, des équipes composées de militaires assistés de policiers ou de *xianbing* se rendent dans chaque foyer, en commençant par les zones urbaines centrales, avant de progresser vers les zones plus reculées. Elles en dénombrent les membres dont elles notent le sexe et l'âge, la priorité étant d'empêcher les mouvements incontrôlés d'hommes jeunes. C'est parfois l'occasion de procéder à une arrestation, mais peu de suspects semblent assez naïfs pour se laisser cueillir de la sorte. Il s'agit surtout de découvrir des incohérences avec les registres existants, très lacunaires, afin de trouver les individus manquants ou d'identifier les surnuméraires. Dans le cas où peu de soupçons pèsent sur ces derniers, on les inscrit sur les nouveaux registres et des chefs de foyer, de village et de quartier se portent garants d'eux. Pendant la période de pacification, toute personne désirant passer la nuit hors de son foyer d'enregistrement doit se présenter au commissariat sous peine d'inculpation pour « collusion avec les bandits » (*tongfei lunzui* 通匪論罪). Les chefs de foyer sont désignés comme responsables de la surveillance et de la dénonciation des individus louches de tous ordres, « traîtres », « émeutiers », « voyous » ou simplement « gens de mauvaise vie » : l'inspection des *hukou*, en assignant les Taiwanais à la fois à un foyer et à un lieu de résidence, fait passer dans l'illégalité toute la « population flottante » (*liudong renkou* 流動人口) sans feu ni lieu. Toute dissimulation (*yinni bu bao* 隱匿不報), même passive, entraîne ainsi une sanction collective¹⁹⁹⁸.

¹⁹⁹⁵ « Tainan gongsi li zhongdeng yishang xuexiao lianhe gonggao » 台南市公私立中等以上學校聯合公告 (Déclaration conjointe des établissements d'enseignement secondaire et supérieur de Tainan), *Zhonghua ribao*, 15 mars 1947 ; « Lujun zhengbian ershiyi shi di yisiliu lü suijing xiangbao », dans ZLXJ 4, p. 229.

¹⁹⁹⁶ IHT/A_01_0016, Ke Fuxing (Lin Dingli) à Gao Dengjin (Xu Dehui), prière de faire un rapport précis sur le retour en cours des collégiens, lycéens et étudiants, 4 avril 1947, dans BMJ 1, p. 145.

¹⁹⁹⁷ Il n'existe pas à notre connaissance de décompte des victimes taiwanaises des bombardements américains de 1945, qui visent les installations industrielles et, autant que possible, les quartiers japonais, afin de désolidariser les Formosans de leurs colonisateurs. On estime généralement que le raid le plus important, celui qui a frappé Taihoku/Taïpei le 31 mai 1945, a coûté la vie à trois mille personnes. Les bombardements ont également chassé de nombreux citoyens hors des villes.

¹⁹⁹⁸ « Taiwan sheng dongbu suijing qu silingbu suijing jihua ji gezhong shishi banfa », He Junzhang, avril 1947, dans ZLXJ 3, pp. 11-12 ; « Tainan Taizhong Zhanghua gedi jiji banli qingxiang gongzuo » 台南台中

L'établissement de cette responsabilité collective est un objectif essentiel de l'opération. L'enregistrement débouche toujours sur un serment de garantie mutuelle (*lianbao qiejie* 聯保切結), qui associe les foyers (*hu* 戶), représentés par leurs chefs, par groupe de trois : pour la durée de la loi martiale, tout délit commis par un membre d'un des trois foyers se traduit par la punition par association (*lianzu* 連坐) de tous les chefs de famille. A une échelle plus modeste, sous un autre nom et à titre provisoire, il s'agit d'une forme à peine déguisée de *baojia*. Il serait impossible en 1947 d'assumer ouvertement son rétablissement, double régression vers le passé colonial (japonais) et impérial (chinois) de l'île. Il arrive néanmoins que la presse officielle laisse passer un lapsus révélateur¹⁹⁹⁹. Les mécanismes de responsabilité collective ne suffisant pas, le « nettoyage des campagnes » associe la carotte au bâton et institutionnalise la délation, que les officiers sont libres de récompenser par des primes²⁰⁰⁰. A Jiayi et dans ses environs, les officiers du 434^{ème} régiment installent des boîtes à dénonciations anonymes²⁰⁰¹.

Deuxième tâche, récupérer les armes perdues. Le 20 mars, Chen Yi met les points sur les i : « tout le monde doit savoir que les armes sont la force de l'Etat, le peuple ne peut en aucune manière en cacher à titre privé ». Les Taiwanais, qui semblent avoir oublié ces vérités élémentaires en pillant – ou en se réappropriant – des armes pendant le soulèvement sont donc priés de s'en défaire spontanément, le gouverneur se portant garant de leur sécurité : contrairement aux Japonais, on n'en profitera pas pour arrêter ou tuer qui que ce soit (ce qui arrive en réalité)²⁰⁰².

Sur le terrain, cela se traduit là aussi par le maniement de la carotte et du bâton. Du côté du bâton, la détention d'armes non déclarées après le délai de livraison spontanée est passible d'exécution sommaire (*jindi zhengfa*), une punition qui s'étend aux garants. Les premiers délais, très court, s'avèrent irréalistes : dans la zone de Xinzhu, la date limite est d'abord fixée au 25 mars, puis repoussée au 15 avril et encore au 30²⁰⁰³. Du côté de la carotte, on récompense financièrement les individus qui rendent leurs armes détenues à titre privé (*siyou* 私有) – sauf bien sûr si elles ont été

彰化各地積極辦理清鄉工作 (Le travail de nettoyage des campagnes est activement mené à Tainan, Taichong et Zhanghua), *Xinshengbao*, 5 avril 1947 ; « Taipei suijing qu silingbu suijing gongzuo baogaoshu », Zhang Mutao, dans ZLXJ 4, pp. 182-188.

¹⁹⁹⁹ « Dui ci shijian ying you de renshi » 對此事件應有的認識 (Ce qu'il faut savoir sur cet incident), *Heping ribao*, édition provisoire de Taipei, 21 mars 1947.

²⁰⁰⁰ IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi ».

²⁰⁰¹ « Lujun zhengbian ershiyi shi yisiwu lü sisansi tuan suijing gongzuo gailüe » 陸軍整編二十一師一四五旅四三四團綏靖工作概略 (Résumé du travail de pacification du 434^{ème} régiment de la 145^{ème} brigade de la 21^{ème} division réorganisée de l'armée de terre), dans ZLXJ 4, p. 123.

²⁰⁰² « Wei shishi qingxiang gao minzhong shu », 20 avril 1947, dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji, op. cit.*, p. 343.

²⁰⁰³ « Taipei suijing qu silingbu suijing gongzuo baogaoshu », Zhang Mutao, dans ZLXJ 4, p. 215 ; « Taiwan sheng dongbu suijing qu silingbu suijing jihua ji gezhong shishi banfa », He Junzhang, avril 1947, dans ZLXJ 3, p. 12 ; « Lujun zhengbian ershiyi shi di yisiliu lü suijing xiangbao », dans ZLXJ 4, p. 228.

volées lors de l'Incident, mais ce n'est pas toujours facile à déterminer – et plus généreusement les délateurs des armes dissimulées (*sicang 私藏*). La zone de pacification Est établit un barème qui donne une idée de ce que les militaires espèrent récupérer : 180 yuans pour la restitution d'un fusil en bon état et 500 pour un délateur, 1140 et 2000 pour une mitrailleuse légère, 20 et 60 pour un sabre... mais aussi 2280 ou 4000 yuans pour un mortier et même 10 000 ou 5000²⁰⁰⁴ pour un canon de DCA²⁰⁰⁵, des équipements jamais ou très rarement (pour les mortiers) employés pendant la révolte, mais dont l'attaque contre les arsenaux a dispersé des exemplaires dans la nature.

De la même manière que la mise à jour des *hukou*, la récupération des armes vise à jeter des fondations solides pour l'avenir. Elle fournit l'occasion de parfaire le désarmement de la société taïwanaise. Les règles du *qingxiang* stipulent que toutes les armes, pillées pendant l'Incident ou possédées auparavant, doivent être rendues sous peine de mort : les autorités reviennent de fait sur l'autorisation, concédée en 1946, de conserver une arme d'autodéfense²⁰⁰⁶. On espère particulièrement régler le problème des armes dispersées dans la population (*sanshi minjian 散失民間*) après le rapatriement de l'armée japonaise²⁰⁰⁷. Seule exception à cette confiscation généralisée, les militaires jugent sage de ne pas priver les aborigènes de leurs armes blanches, qui sont leur moyen de subsistance. D'une manière générale, les règlements prescrivent la plus grande prudence dans les régions aborigènes, où les intrusions de soldats armés doivent être limitées au minimum et le « nettoyage » conduit par l'intermédiaire des chefs locaux (*toumu 頭目*), dont la loyauté est mise en scène lors d'échanges de bannières et de cadeaux censés respecter leur susceptibilité²⁰⁰⁸. La peur atavique inspirée par les aborigènes, que les militaires peinent à voir autrement que comme de fiers sauvages, s'est avérée excessive pendant la révolte. Elle survit à son démenti : l'Incident est une affaire entre Han et doit le rester.

La collecte des armes s'étend à la totalité du matériel militaire (*junpin 軍品*). En plus des armes à feu, des munitions et de très nombreuses armes blanches, les zones de pacification et les commissariats entreposent diligemment des casques et masques à gaz, mais aussi tout un bric-à-

²⁰⁰⁴ Seule exception à la règle qui veut que la délation soit mieux récompensée que la restitution spontanée.

²⁰⁰⁵ « Taiwan sheng dongbu suijing qu silingbu suijing jihua ji gezhong shishi banfa », He Junzhang, avril 1947, dans ZLXJ 3, pp. 18-22.

²⁰⁰⁶ « Lujun zhengbian ershiyi shi di yisiliu lü suijing xiangbao », dans ZLXJ 4, p. 228 ; Xing Han (18 juillet 2007, 21 septembre 2007, 8 octobre 2007, 15 octobre 2007 et 1^{er} novembre 2008, Taïpei), dans CAI, *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng*, op. cit., p. 48.

²⁰⁰⁷ « Taïpei suijing qu silingbu suijing gongzuo baogaoshu », Zhang Mutao, dans ZLXJ 4, p. 170.

²⁰⁰⁸ « Taiwan sheng dongbu suijing qu silingbu suijing jihua ji gezhong shishi banfa », He Junzhang, avril 1947, dans ZLXJ 3, p. 36 ; « Lujun zhengbian ershiyi shi di yisiliu lü suijing xiangbao », dans ZLXJ 4, pp. 232-233 et 328 ; « Wufeng xiangzhang Gao Yisheng xiang zhangguan xianqi zhijing bing shengming gaoshan tongbao fucong zhengfu » 吳鳳鄉長高一生向長官獻旗致敬並聲明高山同胞服從政府 (Gao Yisheng, chef du canton de Wufeng, offre une bannière au gouverneur et déclare que les compatriotes des hautes montagnes obéiront au gouvernement), *Xinshengbao*, 29 avril 1947.

brac laissé par l'Armée impériale : bandes molletières, casquettes, pantalons, couvertures, fourreaux, etc.²⁰⁰⁹. C'est sans doute en partie un prétexte pour vivre sur le pays (on s'explique mal autrement la confiscation de sacs de riz). Mais compte tenu de l'allure prise par le soulèvement, certains objets doivent être mis hors de circulation pour leur valeur emblématique, comme les uniformes, ou ce que Chen Yi appelle avec dédain les « sabres nippons » (*wodao* 倭刀)²⁰¹⁰.

Le nettoyage culturel

La consolidation institutionnelle s'accompagne en effet d'une tentative sommaire d'épuration et de reconstruction symboliques. Tous les responsables chinois jugent que l'Incident est le symptôme d'une grave crise de prestige national à Taiwan. Comme Chen Yi l'exprime à Jiang Jieshi peu après l'arrivée des renforts, la force permettra seulement de soigner les symptômes (*zhibiao* 治標)²⁰¹¹. Elle doit s'accompagner d'un travail idéologique qui, dans un premier temps, sera essentiellement négatif : un règlement local de pacification précise ainsi que la traque des rebelles et des armes doit se doubler d'un effort pour « débarrasser [la région] du poison japonais, afin de couper la rébellion à la racine »²⁰¹².

La récupération des armes fournit l'occasion d'expurger la société taïwanaise d'objets jugés subversifs ou trop étroitement associés à l'ancien colonisateur. La presse et l'édition en sont les premières victimes : les journaux indépendants sont fermés dès les 8-9 mars²⁰¹³ ; même les titres proches du pouvoir – comme le *Heping ribao*, journal de l'armée – sont mis sous clé dans les jours qui suivent. Le *Xinshengbao*, plus important titre de l'île, devient du jour au lendemain un organe docile du gouvernement²⁰¹⁴. La police militaire fait également la chasse aux « publications réactionnaires » dans les librairies ; le seul bilan disponible à notre connaissance, qui concerne Taïpei, est assez maigre (331 exemplaires détruits) et concerne essentiellement des livres d'histoire

²⁰⁰⁹ « Taïpei suijing qu silingbu suijing gongzuo baogaoshu », Zhang Mutao, dans ZLXJ 4, pp. 198 et 216 ; « Lujun zhengbian ershiyi shi di yisiliu lü suijing xiangbao », dans ZLXJ 4, pp. 264-265 ; « Taïzhong shi jingchaju shoujiao sanshi wuqi danyao fuzhuang yaopin baogaobiao », dans ZLXJ 4, pp. 403-407 ; « Jiayi shi jingchaju shoujiao sanshi wuqi qicai danyao zhuangju diaochabiao », dans ZLXJ 4, pp. 567-570 ; « Jiayi shi jingchaju cangku sunshi diaochabiao » 嘉義市警察局倉庫損失調查表 (Tableau récapitulatif des pertes dans l'entrepôt du bureau de police de Jiayi), dans ZLXJ 4, pp. 571-583.

²⁰¹⁰ « Wei shishi qingxiang gao minzhong shu », 20 avril 1947, dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, op. cit., p. 344. MacArthur fait de même dans le Japon occupé. La plupart des sabres sont des produits de masse de mauvaise qualité, mais beaucoup d'autres sont des objets d'art transmis au sein des familles, dont la confiscation est un véritable crève-cœur, et que leurs propriétaires préfèrent souvent cacher. DOWER, *Embracing Defeat*, op. cit., p. 231.

²⁰¹¹ Rapport de Chen Yi à Jiang Jieshi, 13 mars 1947, dans ZLXJ 2, pp. 169-173.

²⁰¹² « Taiwan sheng dongbu suijing qu silingbu suijing jihua ji gezhong shishi banfa », He Junzhang, avril 1947, dans ZLXJ 3, p. 5.

²⁰¹³ LIN (dir.), *Er'erba shijian Taiwan bendi xinwen shiliao huibian*, op. cit., vol. I, p. V.

²⁰¹⁴ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, op. cit., pp. 212-213.

« de gauche »²⁰¹⁵. La proscription des publications en japonais, elle, est beaucoup plus générale. Elle reprend en la radicalisant la politique d'élimination du japonais écrit dans l'espace public, qui n'avait pas peu contribué à détériorer les relations entre le gouvernement et la population éduquée (cf. chapitre VII). Dès l'entrée en vigueur de la loi martiale, la langue du colonisateur est bannie de la radio²⁰¹⁶ et les disques japonais retirés de la vente²⁰¹⁷. Selon les lieux, l'interdiction s'étend plus ou moins rigoureusement au japonais parlé – en particulier pour les fonctionnaires, sommés de s'en tenir au mandarin, même si l'excès de zèle patriotique s'avère impraticable : en mai, le gouvernement du district de Taizhong doit les autoriser à utiliser quelques mots de japonais ou de taiyu pour communiquer avec leurs administrés²⁰¹⁸. Le « nettoyage » culturel de Taiwan s'étend aux ressortissants japonais. Tout comme les envoyés du Yuan de Contrôle, Chen Yi plaide pour les expulser intégralement et obtient gain de cause : puisqu'ils ne font qu'exciter « la vénération pour le Japon et le mépris pour la Chine », on se passera des techniciens et des enseignants encore présents à Taiwan²⁰¹⁹. Les autorités ne perdent pas de temps : le 18 avril, dix jours après l'échange entre Chen et Jiang, la première fournée est mise sur un bateau. Le rapatriement est quasiment achevé le 5 mai²⁰²⁰.

Quant à la liste exacte des objets pros crits, elle varie en fonction des commandants locaux. Un peu partout, les panneaux et enseignes japonais (noms de rues encore inchangés, publicités...) sont décrochés, tout comme les textes, peintures, certificats de mérite et attestations de diplômes délivrés par l'ex-puissance coloniale. La mesure la plus répandue est l'interdiction des vêtements du colonisateur, les uniformes bien sûr, mais aussi les habits civils (*hefu* 和服) couramment portés par l'élite insulaire – en particulier les femmes, le costume masculin « moderne » étant plutôt le costume trois-pièces (cf. annexe 5)²⁰²¹. Les *geta*, sandales de bois prisées par les jeunes – et qui ont parfois servi à rosser des *waishengren* pendant l'Incident (cf. chapitre V) –, font l'objet d'un acharnement presque comique. Les policiers de Tainan reçoivent l'ordre de fermer toutes les

²⁰¹⁵ « Taipei suijing qu silingbu suijing gongzuo baogaoshu », Zhang Mutao, dans ZLXJ 4, pp. 170 et 190.

²⁰¹⁶ HE, « Er'erba shijian dui zhanhou Taiwan yuyan zhengce zhi yingxiang », *op. cit.*, p. 441.

²⁰¹⁷ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 231.

²⁰¹⁸ HE, « Er'erba shijian dui zhanhou Taiwan yuyan zhengce zhi yingxiang », *op. cit.*, pp. 438-439.

²⁰¹⁹ Télégramme de Chen Yi à Jiang Jieshi, 8 avril 1947, dans ZLXJ 2, p. 233. Bai Chongxi préconise de garder les enseignants de l'université nationale de Taiwan mais n'a pas gain de cause sur ce point. Le 13 mars, Chen avait également préconisé d'exiler les anciens membres de la KMHKK les plus virulents, sans succès apparemment. Rapport de Chen Yi à Jiang Jieshi, 13 mars 1947, dans ZLXJ 2, pp. 169-173.

²⁰²⁰ XU, « Zhanhou liuTai Riqiao de lishi guiji », *op. cit.*, p. 182.

²⁰²¹ « Taizhong Zhanghua chanchu Riben wenhua yiji » 台中彰化剷除日本文化遺跡 (A Taizhong et Zhanghua, on déblaie les vestiges culturels du Japon), *Zhonghua ribao*, 3 mai 1947.

boutiques qui en vendent, et la police militaire postée à la gare ordonne aux voyageurs aux chaussures non-réglementaires de finir leur trajet pieds nus²⁰²².

L'absurdité apparente de ces mesures (dans la zone Centre, les militaires croient bon de réprimer la vente de jouets japonais) ne doit pas cacher qu'à la manière, elles touchent juste. Le rapport à soi des rebelles résidait pour une grande part dans la mobilisation sélective de marqueurs culturels coloniaux que la répression rend soudain compromettants, voire mortellement dangereux pour ce qui est du matériel militaire. De nombreux Formosans préfèrent le détruire ou le jeter que le restituer, peu rassurés qu'ils sont par les promesses du pouvoir²⁰²³. Une minorité espère sans doute reprendre un jour la lutte, comme Wu Qingnian et ses étudiants qui enterrent leurs armes enveloppées dans un linge plutôt que de les rendre²⁰²⁴. Le plus souvent, ils ne peuvent simplement s'y résoudre. C'est particulièrement le cas pour les sabres, qui sont avant tout des objets de prestige. Avant de prendre le chemin du maquis, Wen Lianzhang confie à son père ses biens les plus précieux : ses livres japonais, qu'il brûle, et les trois sabres de la maison, qu'il enterre²⁰²⁵. Liao Benren inhume ses souvenirs de l'armée, de son katana jusqu'à ses bottes en cuir²⁰²⁶. Pan Yinxiong enfouit prestement le sabre qu'un professeur japonais lui a offert ; il n'y tient plus après quelques semaines, mais ne retrouve jamais l'arme²⁰²⁷. Pour ces jeunes hommes, anciens soldats ou non, les atours militaires ont symbolisé une forme de dignité retrouvée, et l'adieu aux armes est un déchirement.

B. Le pouvoir reprend la parole

Parole et présence de l'armée

A cet enfouissement forcé correspond, symétriquement, une prolifération de la parole de l'Etat. Le pouvoir s'assure un monopole du verbe et impose les termes dans lesquels le drame qui vient de se dérouler – et se déroule encore – peut être dit. Les forces de pacification couvrent les villes d'affiches et de tracts (les responsables basés à Taiwan, au fait des conditions locales, enfreignent leurs propres principes et communiquent parfois en deux langues). Les journaux encore en activité sont aux ordres. Comme lors de l'embrasement, la radio reste un medium essentiel, mais les

²⁰²² « Riben shi muji jinzhi zhi chuan » 日式木屐禁止製穿 (Interdiction de fabriquer et de porter des sandales en bois de type japonais), *Zhonghua ribao*, 10 avril 1947 ; « Jin chuan muji » 禁穿木屐 (Les sandales en bois interdites), *Zhonghua ribao*, 15 avril 1947.

²⁰²³ Su Jinshun (29 novembre 2008, Huwei), dans ZSXP, p. 190.

²⁰²⁴ Wu Qingnian (20 novembre 1993, Tainan), dans JYBH, p. 40.

²⁰²⁵ Wen Lianzhang (24 juin 1994, Yingqian), dans JYPY, p. 116.

²⁰²⁶ Liao Yixian (22 août 1994, Xiluo), dans JYPY, p. 18.

²⁰²⁷ Pan Yinxiong (21 octobre 1994, Taibei), dans GX 1, pp. 437-438.

rassemblements fébriles autour du poste font place à l'écoute, entre quatre murs, d'allocutions qui se suivent et se ressemblent²⁰²⁸.

Les militaires chinois veulent en outre aller à la rencontre de la population. Il serait malvenu de confier cette mission à Chen Yi (ou à Ke Yuanfen), dont l'Incident a assez prouvé l'impopularité. Le gouverneur s'en tient donc au strict minimum : un discours à la radio le 10 mars et quelques proclamations jusqu'à la fin du mois²⁰²⁹. Pendant la crise, l'envoi d'un haut dignitaire avait été convenu entre Jiang Jieshi et Chen Yi, comme une mesure complémentaire (et non alternative) à la répression²⁰³⁰. Dans un nouveau signe de la confusion de l'armée et de l'Etat, ce rôle est dévolu au ministre de la Défense Bai Chongxi, qui atterrit le 17 mars à Taïpei et entreprend une tournée dans l'île du 21 au 25 ; il repart à Nanjing le 2 avril²⁰³¹. Chargé d'inspecter la situation et de préparer la réforme politique²⁰³², Bai est surtout là pour se faire voir (il est d'ailleurs filmé) : il rencontre de nombreuses personnalités et donne une série de discours à des assemblées choisies et, par la radio, à la province entière. Abondamment relayés, ils donnent le la aux autres responsables et assurent l'unité du discours de l'Etat.

Textes et proclamations exposent aux Taïwanais les nouvelles règles du jeu – dispositions de la loi martiale, de la pacification, du nettoyage des campagnes... –, mais aussi ce qu'il faut penser de l'Incident, que tous disent clos avec l'arrivée des renforts. On est frappé par la proximité entre ce que les agents de l'Etat se disent les uns aux autres et ce qu'ils disent au public. A Jilong, une affiche résume la ligne officielle à l'attention des administrés : un demi-siècle de propagande japonaise vous a fait oublier que vous êtes chinois ; une poignée d'ambitieux et de traîtres ont exploité cette amnésie et fomenté « la tragédie du 28 février »²⁰³³. Une cellule du Parti propose à la réflexion collective un texte sur la perversité de « l'éducation coloniale », seule responsable de la xénophobie antichinoise²⁰³⁴. A la radio, le 22 mars, Bai Chongxi reprend point par point le schéma qui distingue les causes immédiates (une conspiration de communistes et d'ambitieux) des causes profondes (l'intoxication japonaise) (cf. chapitre VI). Les documents internes sont tendanciellement plus

²⁰²⁸ Huang-Lin Yufeng (3 avril 1993, Taïpei), dans DSHY, p. 23.

²⁰²⁹ Cf. DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, op. cit., pp. 339-345.

²⁰³⁰ Lettre de Chen Yi à Jiang Jieshi, 6 mars 1947, dans ZLXJ 2, pp. 71-80.

²⁰³¹ Cette tournée est relatée jour par jour dans BAI et LIAO, *Zhitong liaoshang*, op. cit., pp. 58-137.

²⁰³² De « résoudre » l'Incident, comme l'écrit le *Xinshengbao* dans une allusion à la tâche que s'attribuaient les Comités. « Chuli Er'erba shijian – ying Bai buzhang liTai » 處理二二八事件 – 迎白部長蒞台 (Résoudre l'Incident du 28 février : accueillons le ministre Bai à Taïwan), *Xinshengbao*, 19 mars 1947.

²⁰³³ « Gao Jilong minzhong shu » 告基隆民眾書 (Lettre à la population de Jilong), avril 1947, dans ZLXJ 2, pp. 98-99.

²⁰³⁴ « Riben zhimindi jiaoyu yu Taiwan Er'erba shijian » 日本殖民地教育與台灣二二八事件 (L'éducation coloniale japonaise et l'Incident du 28 février à Taïwan), cellule du Parti pour les chemins de fer, radiodiffusé le 14 mars 1947, dans LIN et CHEN (dir.), *Er'erba guanfang jimi shiliao*, op. cit., pp. 150-151.

complexes que ces déclarations publiques, mais en ce qui concerne l'interprétation de la révolte, l'Etat ne tient presque pas de double discours.

La forme que prend le message, elle, est plus ambiguë. Le terme même qui définit la mission de Bai charrie une vision bien particulière de la révolte et de la répression qui la suit : le ministre est à Taiwan pour « apaiser » (*xuanwei* 宣慰) la province – non seulement les *waishengren* blessés ou traumatisés, mais toute la société, « troublée » (*bu'an* 不安) par les malfaiteurs et, la chose n'est jamais dite mais elle est suggérée, par la réaction inappropriée des autorités provinciales²⁰³⁵. On sait que Bai désapprouve vivement les méthodes de Ke Yuanfen, qui lui semblent vindicatives et stériles²⁰³⁶. Pour le reste, la vue du sang ne fait pas peur à ce militaire endurci, qui est l'un des artisans du massacre des communistes à Shanghai en avril 1927²⁰³⁷. Son opposition à Ke est celle du soldat à l'éminence grise²⁰³⁸. Le ministre fait d'ailleurs récompenser les militaires les plus vigoureux – ou les plus brutaux : Peng Mengji, le héros du jour, est décoré pour « son initiative et sa détermination », Shi Hongxi pour avoir tenu en respect les « émeutiers » de Jilong, tout comme He Junzhang et un officier de l'armée de l'air, engagés dans les seuls réels combats avant l'arrivée des renforts. Inversement, on refuse une médaille à Shi Wengui, qui a pourtant maintenu les Penghu sous contrôle mais qu'on accuse d'être resté trop passif²⁰³⁹. Jiang approuve les décorations mais déconseille de les rendre publiques, « de peur d'exciter le mécontentement chez les Taiwanais et les réactionnaires à l'intérieur du pays (*guonei fandongpai* 國內反動派) »²⁰⁴⁰. On ne saurait mieux illustrer

²⁰³⁵ « Di yi ci dui quansheng guangbo ci », Bai Chongxi, 17 mars 1947, dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, op. cit., pp. 348-349 ; « Zai Taizhong xiang quan sheng tongbao guangbo ci » 在台中向全省同胞廣播詞 (Allocution radiophonique à l'attention des compatriotes de toute la province, faite depuis Taizhong), Bai Chongxi, 22 mars 1947, dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, op. cit., pp. 350-352. Le thème de la « pacification » est si prégnant dans le lexique impérial chinois, dont le vocabulaire politique moderne hérite en partie, que les répétitions sont inévitables. Nous traduisons *xuanwei* par « apaisement » pour en rendre la coloration affective et morale : *wei* signifie littéralement « consoler, reconforter ».

²⁰³⁶ GSG/002/020400/00038/085, Télégramme de Bai Chongxi à Jiang Jieshi, 17 avril 1947. Bai conseille de démettre et de punir Ke, qui « est expéditif dans le traitement des problèmes, abuse de son pouvoir et s'est rendu coupable de nombreux manquements lors du soulèvement. Il est par ailleurs enclin à persévérer dans ses travers et n'accepte pas de s'amender. Une telle mesure apaiserait en outre la colère du peuple. La carrière de Ke Yuanfen, rappelé sur le continent, souffrira de l'épisode taiwanais, mais il ne sera jamais sanctionné.

²⁰³⁷ VAN DE VEN, *War and Nationalism in China*, op. cit., pp. 116-119.

²⁰³⁸ Le décalage est également générationnel : Bai est le représentant par excellence de ces vieux militaires professionnels qui, tout patriotes qu'ils sont, ont peu de patience pour les officiers « révolutionnaires » de Whampo, leur verbiage idéologique et leur fidélité personnelle au Généralissime.

²⁰³⁹ Ces accusations viennent certainement de Peng Mengji, à qui il a refusé des renforts pendant la crise.

²⁰⁴⁰ On notera le lapsus plaçant Taiwan à l'extérieur de la Chine. GSG/002/020400/00038/087, Télégramme de Bai Chongxi à Jiang Jieshi, 17 avril 1947. C'est peut-être pour cette raison que les médailles ne sont décernées qu'en septembre 1947. Pour ses « mérites dans l'élimination des traîtres » (*sujian yougong* 肅奸有功), Peng Mengji reçoit l'une des décorations militaires les plus élevées. GSG/1280042690001A, Peng Mengji, Documents personnels (nécrologie de 1998).

l'ambivalence de la mission de Bai Chongxi. A la fois chef de guerre et porteur de la « solution politique », il souffle alternativement le chaud – l'apaisement – et le froid – l'intimidation, périodiquement réitérée à l'attention des récalcitrants.

Sur le terrain, « l'apaisement » fait partie des attributions des commandants de pacification, qui l'explicitent par « gagner les cœurs et les esprits » (*shoulan minxin* 收攬民心)²⁰⁴¹. Il est confié à des équipes de propagande formées par le département politique (*zhengzhi bu* 政治部) de l'armée. Leur mission principale réside dans la « propagande orale ». Dans la zone de Taïpei, les équipes tournent du 22 avril au 19 mai, organisant une moyenne de trois réunions par jour dans des lieux publics, le plus souvent des écoles. Le public varie de toute la population du village aux seuls chefs de quartier, en passant par des corporations sur l'influence desquelles on espère jouer (comme les enseignants). L'affluence rapportée est considérable : près de 69 000 personnes en près d'un mois, soit plusieurs centaines à chaque réunion – la présence semble donc obligatoire²⁰⁴². Ces tournées sont complétées par des activités diverses : rencontres festives avec « le peuple » (c'est-à-dire les autorités locales, qui transmettent la « reconnaissance » de la population)²⁰⁴³ ; portraits complaisants d'officiers dans la presse, qui vante leur sobriété, leur discipline et leurs faits d'armes²⁰⁴⁴ ; entrées triomphales de généraux, etc.²⁰⁴⁵. Cette « fraternisation » a pour but de familiariser les Formosans avec l'armée chinoise. Puisqu'ils la craignent de nouveau, il convient aussi qu'ils la connaissent et qu'ils l'aiment, et avec elle la nation qu'elle incarne.

Connaître la Chine, se connaître comme chinois

« Nous devons revoir notre évaluation de la patrie » titre un éditorial du 8 avril, qui concentre presque tous les thèmes martelés pendant la pacification. Premier motif récurrent, l'ancienneté de la nation chinoise – les « cinq mille ans d'histoire » à la suite desquels, « malgré des invasions étrangères et des troubles intérieurs sans nombre, elle se dresse toujours à la face du monde, indépendante et majestueuse », ce que « toutes les calomnies des Japonais ne pourront effacer ». Le deuxième motif déplace le regard, au prix d'un raccourci de quelques millénaires, sur l'histoire qui

²⁰⁴¹ « Taiwan sheng dongbu suijing qu silingbu suijing jihua ji gezhong shishi banfa », He Junzhang, avril 1947, dans ZLXJ 3, pp. 35-36.

²⁰⁴² « Taïpei suijing qu silingbu suijing gongzuo baogaoshu », Zhang Mutao, dans ZLXJ 4, pp. 205-210.

²⁰⁴³ « Fengshan juxing junmin tongle » 鳳山舉行軍民同樂 (Des réjouissances communes entre l'armée et le peuple organisées à Fengshan), *Zhonghua ribao*, 1^{er} avril 1947.

²⁰⁴⁴ GSG/129000034920A, Liu Yuqing, coupure de presse, « He Liu Yuqing jiangjun zai yiqi de shihou » 和劉雨卿將軍在一起的時候 (Quand j'étais avec le général Liu Yuqing), Tian Zibai, *Saodang ribao*, 24 mars 1947 ; « Daoshang dongnan » (série), *Xinshengbao*, 28 avril 1947.

²⁰⁴⁵ « Liu Yuqing shizhang di Tainan shicha dangdi zhujun qingxing » 劉雨卿師長抵台南視察當地駐軍情形 (Le général Liu Yuqing arrive à Tainan pour inspecter les troupes qui y sont stationnées), *Zhonghua ribao*, 14 avril 1947 ; « Liu Yuqing shizhang yixing di Taidong xunshi » 劉雨卿師長一行抵台東巡視 (Le général Liu Yuqing et son groupe arrivent à Taidong pour inspection), *Zhonghua ribao*, 21 avril 1947.

recommence avec la révolution de 1911 et l'épopée du Guomindang, pour culminer avec la victoire de 1945. On explique aux Taiwanais que la Chine a joué un rôle incontournable dans la victoire des Alliés et que son statut de vainqueur « a été gagné de haute lutte, et non obtenu par chance »²⁰⁴⁶. L'interprétation orthodoxe de la guerre tarabude particulièrement les militaires (cf. chapitre VI), qui lui consacrent un traitement de faveur.

Ils placent beaucoup d'espoirs dans la force de conviction du cinéma. La population convoquée aux réunions de propagande se voit administrer un programme de trois films : *L'espion japonais* (*Riben jianpie* 日本間諜, 1943), *Rendez-nous notre foyer* (*Huan wo guxiang* 換我故鄉, 1944) et *Par nos grandioses contrées* (*Qizhuang shanbe* 氣壯山河, 1945)²⁰⁴⁷. Ces œuvres assez frustes ont toutes été produites à Chongqing pendant la guerre dans le but d'être projetées par des équipes ambulantes aux soldats, et parfois aux civils²⁰⁴⁸. La plus souvent montré à Taiwan, *L'espion japonais*, relate l'histoire d'un Italien résidant en Mandchourie dans les années 1930 ; contraint de collaborer avec l'envahisseur japonais, il informe en secret la résistance chinoise jusqu'au succès final d'une opération de sabotage. Le film oppose des partisans chinois cultivés et cosmopolites à des soudards japonais ivrognes, cruels et lubriques, physiquement conformes à l'imagerie hostile partagée entre les Alliés (raideur, dents proéminentes...) (cf. annexe 13)²⁰⁴⁹. *Rendez-nous notre foyer* raconte les tribulations des habitants d'une ville occupée, et ajoute à la galerie des méchants le portrait du soldat fantoche²⁰⁵⁰. *Par nos grandioses contrées* met en scène, selon la presse, « les faits d'armes héroïques de notre armée pendant la Guerre de résistance », et semble principalement diffusé aux soldats stationnés à Taiwan pour les « récompenser de leurs efforts »²⁰⁵¹. Au public taiwanais, donc, les méfaits de l'Empire japonais ; aux troupes chinoises, leurs propres exploits idéalisés.

On passe aussi, dans une moindre mesure, des films d'actualité qui chantent les louanges du travail accompli par la République de Chine à Taiwan depuis la rétrocession²⁰⁵². En effet, le rappel

²⁰⁴⁶ « Dui zuguo ying chongxin gujia » 對祖國應重新估價 (Nous devons revoir notre évaluation de la patrie), *Xinshengbao*, 8 avril 1947 (éditorial).

²⁰⁴⁷ « Nanbu suijing xuandaozu zai Pingdong zhankai gongzuo » 南部綏靖宣導組在屏東展開工作 (Le groupe de guidage et de pacification Sud commence son travail à Pindong), *Xinshengbao*, 9 mai 1947.

²⁰⁴⁸ HU Jubin, *Projecting A Nation: Chinese National Cinema Before 1949*, Hong Kong : Hong Kong University Press, 2003, p. 140. Pour certaines confiées à des réalisateurs célèbres, elles sont entièrement au service de la propagande et adaptées tant à la pénurie qui règne en Chine libre qu'aux goûts supposés des « masses ».

²⁰⁴⁹ Cf. <https://www.youtube.com/watch?v=wa9z0cYDKHk> [consulté le 15 août 2016].

²⁰⁵⁰ SHI Dongshan 史東山, *Huan wo guxiang* 換我故鄉 (*Rendez-nous notre foyer*) (scénario), Shanghai : Minghua, 1946.

²⁰⁵¹ « Liu Yuqing shizhang di Tainan shicha dangdi zhujun qingxing », *Zhonghua ribao*, 14 avril 1947.

²⁰⁵² « Bai buzhang canguan dianying cuozhichang ji dongwuyuan » 白部長參觀電影攝製場及動物園 (Le ministre Bai visite un studio de cinéma et un zoo), *Xinshengbao*, 30 mars 1947 ; « Bai buzhang lai Tai jijiang yun Jing-Hu fangying, 'Jinri zhi Taiwan' si ji yi yunwang » 白部長來台影片即將運京滬放映, 「今日之台灣」四輯亦運往 (Le film de la visite du ministre Bai à Taiwan bientôt projeté à Nanjing et Shanghai,

de l'histoire ancienne et récente est complété par un tableau plus actuel des réussites nationales, traversé par les contradictions du modernisme « confucéen » qu'affecte le pouvoir Nationaliste. L'article déjà cité équilibre l'exaltation de la victoire militaire par celle de la prééminence culturelle de la Chine, tant sur le Japon – qui n'a « pas le moindre statut » de ce point de vue – que sur l'Occident que celui-ci imite. La Chine représenterait la « spiritualité » orientale, dont la supériorité morale sur le « matérialisme » occidental serait de plus en plus universellement reconnue. Ce qui n'empêche pas l'auteur de conclure sur une touche toute matérialiste : par l'immensité de son territoire et l'abondance de ses ressources, la Chine est vouée à devenir une puissance de premier ordre, tandis que les pays occidentaux épuiseront leurs richesses. Les Taiwanais sont donc invités à dépasser leurs horizons bornés : « l'amour de son terroir est louable, mais il doit conduire à l'amour de la patrie [...] pour ne pas rester étriqué »²⁰⁵³.

Voilà l'objectif ultime de la leçon de choses dispensée aux insulaires : leur rappeler qu'ils sont Chinois. Ils doivent connaître la Chine pour se connaître eux-mêmes, et leur place dans l'ensemble national, d'où la multiplication des articles signés à la première personne du pluriel par des Taiwanais « raisonnables »²⁰⁵⁴. Toutefois, de 1895 à 1945, la définition de la sinité a connu des transformations profondes, auxquelles les Formosans sont par la force des choses restés étrangers : il y a loin de l'attachement à la langue classique d'un vieux notable comme Lin Xiantang à l'ethno-nationalisme du Guomindang. Le rappel à l'ordre national passe donc d'abord par un rappel à la filiation patrilinéaire, qui fournit son modèle au nationalisme chinois moderne²⁰⁵⁵. En plus des injonctions à ne pas oublier ni déshonorer ses ancêtres²⁰⁵⁶, Bai Chongxi plaide pour la multiplication des intermariages, suivi par le *Zhonghua ribao* qui voit dans la rareté des unions entre Formosans et Japonais le signe que la conscience nationale est restée vivace malgré le colonialisme²⁰⁵⁷. L'article

ainsi que les quatre épisodes de « Taiwan aujourd'hui », *Xinshengbao*, 16 avril 1947. La démarche comporte une part symbolique de réciprocité : l'apaisement de Taïwan, filmé, est montré au public continental.

²⁰⁵³ « Dui zuguo ying chongxin gujia », *Xinshengbao*, 8 avril 1947 (éditorial).

²⁰⁵⁴ Ce ventriloquisme prend parfois la forme d'un courrier des lecteurs, dont il est difficile de dire s'il est entièrement fabriqué. Le 26 avril, un journal publie ainsi la protestation d'un lecteur patriote contre la persistance de quelques caractères japonais dans la colonne des publicités. « Suqing Riben yidu – Riwen guanggao bu ke deng » 肅清日本遺毒 – 日文廣告不可登 (Éliminons le poison du Japon – il ne faut pas publier de publicités en japonais), *Zhonghua ribao*, 26 avril 1947.

²⁰⁵⁵ Frank DIKÖTTER, *The Discourse of Race in Modern China*, London : C. Hurst & Co., 1992, pp. 61-96.

²⁰⁵⁶ « Chen zhangguan zai jinianzhou shang zhici » 陳長官在紀念週上致詞 (Discours du gouverneur Chen lors de la semaine commémorative), *Xinshengbao*, 19 mars 1947 ; « Xue xuesheng jie zhi chi », *Xinshengbao*, 23 mars 1947 ; « Chu'e wu jin », *Xinshengbao*, 27 mars 1947.

²⁰⁵⁷ « Bai buzhang zuo zai Taiwan xuanwei » 白部長昨在臺灣宣慰 ([Tournée d']apaisement du ministre Bai à Taiwan hier), *Xinshengbao*, 23 mars 1947 ; « Taiwan juewu tuoguan zhi li » 台灣絕無托治之理 (Il n'y a aucun motif pour instaurer une tutelle internationale à Taïwan), *Zhonghua ribao*, 14 avril 1947 (éditorial). Ce dernier article passe sous silence le fait que les mariages mixtes sont interdits par le colonisateur jusqu'à la guerre, et qu'il continue à y répugner après leur autorisation.

de foi sunyatsenien qui veut que la Chine soit une nation à la fois unitaire et multinationale permet, bon an mal an, de tenir le même discours aux aborigènes : ils sont, « au même titre que tous les compatriotes taiwanais, des descendants de l'Empereur jaune et des membres de la nation chinoise (*zhonghua minzu* 中華民族) »²⁰⁵⁸.

Le discours « d'apaisement » rattache Taiwan à la nation biologique, mais également à la nation historique. Les dignitaires et officiers supérieurs envoyés du continent se rendent en pèlerinage sur des sites emblématiques de l'histoire chinoise de l'île. Tainan fait l'objet d'une dévotion particulière, moins comme ancienne capitale Qing que comme lieu d'où Zheng Chenggong/Koxinga évinça, en 1662, la Compagnie néerlandaise des Indes orientales (cf. chapitre II). Les responsables chinois déposent des fleurs sur le sanctuaire du héros²⁰⁵⁹ et le ministre fait une donation pour la construction d'une arche commémorative, dont il rédige solennellement l'inscription²⁰⁶⁰. Zheng Chenggong, par sa « résistance aux races étrangères » (les Hollandais puis les Mandchous), « incarne l'esprit révolutionnaire de notre nation chinoise » ; il est la preuve que Taiwan est non seulement un point stratégique de la défense nationale mais encore une « base révolutionnaire »²⁰⁶¹. Il représente donc une recrue idéale pour les Nationalistes, qui l'invoquent à tour de bras pendant la pacification en lui associant d'autres figures de « résistants » au Japon (Tang Jingsong, Liu Yongfu...), au nom desquels des rues et bâtiments sont rebaptisés²⁰⁶².

²⁰⁵⁸ « Dui gaoshan tongbao guangbo ci » 對高山同胞廣播詞 (Allocution radiophonique à l'attention des compatriotes des hautes montagnes), Bai Chongxi, 26 mars 1947, dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, op. cit., pp. 352-353.

²⁰⁵⁹ On évoque rarement et avec réticence son ascendance japonaise. « Daoshang dongnan » (série), *Xinshengbao*, 13 mai 1947.

²⁰⁶⁰ « Yang jianchashi zeng zai Tainan chuixun difang shiji qingxing » 楊監察使曾在台南 垂詢地方實際情形 (L'émissaire du Yuan de Contrôle Yang nous a fait l'honneur de se rendre sur le terrain à Tainan), *Xinshengbao*, 1^{er} avril 1947 ; « Daoshang dongnan » (série), *Xinshengbao*, 12 mai 1947 ; « Bai buzhang qian juankuan xingjian Zheng Chenggong ci jinian paifang xian yi kaigong, liu yue di luocheng » 白部長前捐款興建鄭成功祠紀念牌坊現已開工六月底落成 (Arche commémorative du sanctuaire de Zheng Chenggong offerte par le ministre Bai : les travaux seront achevés fin juin), *Xinshengbao*, 15 mai 1947.

²⁰⁶¹ « Di yi ci dui quansheng guangbo ci » 第一次對全省廣播詞 (Première allocution radiophonique à l'attention de toute la province), Bai Chongxi, 17 mars 1947, dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, op. cit., pp. 348-349 ; « Dui Taibei zhongdeng yishang xuexiao xuesheng xunci » 對台北中等以上學校學生訓詞 (Admonestation aux collégiens, lycéens et étudiants de Taibei), Bai Chongxi, 27 mars 1947 (Université nationale de Taiwan), dans *idem*, pp. 353-355.

²⁰⁶² « Shengcanhui zhuweihui taolun xian shi zhang deng minxuan wenti » 省參會駐委會討論縣市長等民選問題 (Le comité du conseil provincial en charge du stationnement de l'armée discute de l'élection des maires et chefs de district, et autres questions), *Xinshengbao*, 17 avril 1947 ; « Tainan jiedao xuexiao gai yi xianlie wei ming » 台南街道學校改以先烈為名 (Des écoles et des rues de Tainan rebaptisées en honneur des martyrs du passé), *Xinshengbao*, 9 mai 1947.

On imagine les autochtones peu réceptifs. La clémence officielle sonne creux : une femme, qui cherche à obtenir réparation pour son mari tué injustement, reçoit le conseil d'aller présenter ses doléances à Bai Chonxgi, mais « il y avait un tas de soldats dehors, on entendait des coups de feu tout le temps, j'étais morte de peur, comment on aurait osé aller à sa rencontre ? »²⁰⁶³. Le contenu de la propagande, en plus d'être en contradiction flagrante avec la réalité de la répression, reprend des thèmes déjà jugés humiliants avant l'Incident. Selon un ancien lycéen de Gaoxiong, les étudiants contraints d'assister aux admonestations de l'état-major sont très mécontents de s'entendre expliquer qu'ils ont reçu une « éducation asservissante »²⁰⁶⁴. La langue est un problème de plus : dans la zone de pacification de Taibei, la propagande est confiée aux policiers militaires qui parlent le mieux le minnan, mais les officiers de la 21^{ème} division ont tous besoin d'interprètes, sauf ceux qui savent le japonais²⁰⁶⁵. Quant aux films patriotiques, il est permis de douter de l'émotion du public rapportée par la presse²⁰⁶⁶ : les scénarios évoquent davantage le comportement des « secours » chinois que celui de l'Armée impériale, restée disciplinée sur l'île ; les Formosans sont en outre coutumiers d'une propagande cinématographique beaucoup plus sophistiquée²⁰⁶⁷. Il est donc probable que « l'apaisement » suscite le plus souvent un sentiment d'absurdité mêlé de peur.

On ne saurait dire si le pouvoir est conscient de son impuissance à convaincre ou même s'il en a cure. Le contenu de la propagande importe moins que la saturation de l'espace médiatique, qui est en elle-même un acte de souveraineté. Par un flot de paroles autant que par la menace, la « pacification » réduit au silence les participants à la révolte et rend impossible de conférer à cette dernière un sens hétérodoxe.

La remarque vaut pour la société taïwanaise dans son ensemble, loin d'avoir unanimement pris part à l'Incident mais soumise au traitement commun, en particulier à l'impossibilité d'enterrer ses morts dans les règles. La violence d'Etat provoque une rupture rituelle qui contribue au vide de

²⁰⁶³ Su Zhaodi (4 septembre 1992, Jilong), dans BQCZ, p. 150.

²⁰⁶⁴ He Congming (13 mai 1992, Taibei), dans GX 1, p. 410.

²⁰⁶⁵ « Taibei suiying qu silingbu suiying gongzuo baogaoshu », Zhang Mutao, dans ZLXJ 4, p. 172. Il semble que les discours ne soient traduits en japonais par un interprète que dans les zones aborigènes.

²⁰⁶⁶ « Xuandaozu di Tainan xian hou fenzu ruxiang gongzuo » 宣導組抵台南縣後分組深入鄉村工作 (Le groupe de guidage est arrivé dans le district de Tainan, il se subdivise pour le travail dans les campagnes), *Zhonghua ribao*, 21 avril 1947.

²⁰⁶⁷ Et dans une bien moindre mesure du cinéma chinois des années 1930, très supérieur à celui du temps de guerre, qui connaît une diffusion modeste à Taiwan. Michael BASKETT, *The Attractive Empire: Transnational Film Culture in Imperial Japan*, Honolulu : University of Hawaii Press, 2016, pp. 18-19. Il disparaît de l'île avec l'invasion de la Chine, pendant laquelle l'industrie cinématographique japonaise se met, en métropole et dans les colonies, au service de l'expansionnisme. Peter HIGH, *The Imperial Screen: Japanese Film Culture in the Fifteen Years' War, 1931-1945*, Madison : University of Wisconsin Press, 2003.

sens. La transgression vient de la manière dont les corps sont traités. La grande majorité des victimes étant tuées de manière extra-légale, trois cas de figure sont possibles : soit les soldats tentent de faire disparaître leurs corps (en le submergeant ou en l’inhumant à la va-vite dans une fosse commune²⁰⁶⁸) ; soit ils les exposent (*baoshi*) ; soit ils les abandonnent sur place. Il appartient entièrement aux proches de déterminer qu’un des leurs est mort, de le retrouver et de l’identifier. Or l’exposition des corps, la loi martiale et l’imprévisibilité des soldats rendent ces tâches périlleuses, parfois mortelles. Ce sont le plus souvent les femmes, moins exposées, qui partent à la recherche des tués avant de les emporter en catimini, parfois plusieurs jours après leur mort²⁰⁶⁹ et généralement à l’aube, pour ne pas violer le couvre-feu²⁰⁷⁰. Les familles sont souvent conduites à conserver le corps chez elles jusqu’à ce que la situation s’améliore ; cette pratique, habituelle en temps normal (elle donne le temps de trouver une tombe à la géomancie favorable), est très néfaste en cas de mort violente (*xiongsi* 兇死), et certains ne peuvent s’y résoudre²⁰⁷¹.

Indépendamment de l’angoisse qu’elle provoque, cette latence empêche en outre de pratiquer les rites funéraires coutumiers. Ces derniers font partie du substrat culturel chinois qui a le mieux résisté à l’acculturation coloniale. Pendant le *kōminka*, les efforts du gouvernement général pour populariser la crémation (dans lesquels il entrainait aussi des considérations hygiénistes) se sont heurtés à une résistance sourde²⁰⁷². Domine toujours l’idée, commune au monde chinois malgré les variations régionales, selon laquelle l’une des âmes (chaque individu en possède au moins deux) ne meurt pas avec le corps, mais s’en détache lors du décès. Si elle s’en sépare trop vite et de manière anarchique, elle devient un spectre (*gui* 鬼) souffrant, errant et nuisible²⁰⁷³. Les rites ont pour objectif premier de retenir un temps cette entité surnaturelle pour la domestiquer et la réintégrer comme ancêtre bienveillant²⁰⁷⁴. La démarche importe surtout pour les hommes, la famille chinoise

²⁰⁶⁸ Par ex. Zhong Jinqiong (17 août 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 292, ou Zhou Qingbiao (31 août et 29 décembre 1992, Jilong), dans BQCZ, p. 203.

²⁰⁶⁹ Selon Xie Youyong, les habitants de Gaoxiong commencent à récupérer leurs morts devant la mairie le 10 mars, soit quatre jours après le début des tueries. Xie Youyong (22 mai 1991 et 17 août 1994, Gaoxiong), dans GX 1, p. 149.

²⁰⁷⁰ Par ex. Zhang Yuchan (4 avril 1999, 21 janvier 2009, 13 mars 2009 et 13 mars 2010, Fenglin), dans HLFL, p. 118.

²⁰⁷¹ Cf. par ex. LI, *Er'erba xiaoshi de Taiwan jingying*, *op. cit.*, vol. I, p. 171 et vol. II, p. 181 ; Chen Wenxiong (12 avril 1995, Taibei), dans DSHY, p. 78.

²⁰⁷² ROY, *Taiwan: A Political History*, *op. cit.*, pp. 43-44.

²⁰⁷³ James L. WATSON, “The Structure of Chinese Funerary Rites: Elementary Forms, Ritual Sequence and the Primacy of Performance”, dans James L. WATSON (dir.), *Death Ritual in Late Imperial and Modern China*, Berkeley : University of California Press, 1988, pp. 3-19.

²⁰⁷⁴ Sur le rituel comme domestication d’une surnature dangereuse, cf. notamment Michael PUETT, “Ritualization as Domestication: Ritual Theory from Classical China”, dans Axel MICHAELS (dir.), *Ritual Dynamics and the Science of Ritual*, vol. I, Wiesbaden : Harrassowitz, 2010, pp. 365-376.

étant une communauté agnatique de morts et de vivants soudée par le deuil accompli dans les formes²⁰⁷⁵.

Comme toute effusion de sang de cette échelle, la répression de l'Incident du 28 février produit donc des malemorts en grand nombre. Les victimes, dont la fin est violente, prématurée et rarement canalisée par les rituels idoines, sont à la fois dangereuses comme spectres et « irrécupérable[s] pour le patrimoine généalogique »²⁰⁷⁶ – à moins qu'elles deviennent l'objet d'un culte local, nécessairement secret²⁰⁷⁷. Leurs parents se raccrochent à ce qu'ils peuvent sauver de la procédure normale : le croquemort (*tugong* 土公) revient dans les témoignages comme une figure bienveillante, qui couvre le corps d'une couche de terre symbolique ou accepte de le nettoyer pour préparer un deuxième enterrement²⁰⁷⁸. Le couvre-feu interdit enfin d'organiser des funérailles publiques, alors qu'elles se déroulent ordinairement dans l'espace communautaire et impliquent la contribution des voisins pour pleurer le défunt et accompagner le cercueil²⁰⁷⁹. Les enterrements sont réduits à des cérémonies semi-clandestines, tenues au petit matin par des assemblées clairsemées (on craint la culpabilité par association) où les femmes jouent le rôle central – nouvelle transgression, celui-ci étant normalement dévolu aux fils²⁰⁸⁰. Aux familles qui ne retrouvent pas les corps de leurs proches il ne reste plus, pour maintenir la chaîne des générations, que le recours au spiritisme ou aux apparitions en rêve²⁰⁸¹. Le pouvoir « apaise » la société, mais l'empêche d'apaiser ses morts.

Cette expérience, qui semble avoir laissé une marque très profonde, est évoquée de manière lancinante dans l'histoire orale. Les pratiques de l'armée chinoise – les exactions bien sûr, mais aussi les exécutions publiques, l'exposition des cadavres et les punitions collectives – y sont évoquées

²⁰⁷⁵ Françoise LAUWAERT, « La mort cruelle des gens de peu. Quelques cas de jurisprudence dans la Chine du XIXe siècle », dans Brigitte BAPTANDIER (dir.), *De la malemort en quelques pays d'Asie*, Paris : Karthala, 2001, pp. 107-132, p. 109.

²⁰⁷⁶ Brigitte BAPTANDIER, « Introduction », dans BAPTANDIER (dir.), *De la malemort en quelques pays d'Asie, op. cit.*, pp. 7-22, p. 10.

²⁰⁷⁷ Cai Changchun (24 août 1994, Jiayi), dans ZLSC, p. 89. Cai rapporte que le chef rebelle Amuzai (cf. chapitre III) est encore vénéré dans les environs de Beigang en 1994 car il est « très puissant » (*ben you ling* 很有靈).

²⁰⁷⁸ Qiu Chenxue (17 avril 1993, Shilin), dans DSHY, pp. 178-180 ; Huang Denglin (8 septembre 1992, Gaoxiong), dans GX 1, p. 306. La réinhumation, qui a normalement lieu après la décomposition des chairs (ce sont les os qui portent l'héritage agnatique), fait partie intégrante du rituel. Michael PUE'TT, « Bones », dans Lindsay JONES (dir.), *Encyclopedia of Religion*, New York : MacMillan, 2005, pp. 1013-1016. Elle est ici pratiquée en urgence.

²⁰⁷⁹ WATSON, « The Structure of Chinese Funerary Rites », *op. cit., passim*. Cette dimension publique est particulièrement spectaculaire à Taiwan, où les funérailles sont parfois l'occasion d'un dernier divertissement partagé entre le mort et les vivants – musique, théâtre, danse...

²⁰⁸⁰ Zhang Yuchan (4 avril 1999, 21 janvier 2009, 13 mars 2009 et 13 mars 2010, Fenglin), dans HFLF, p. 118 ; Cai Riyang (1994), dans ZLSC, p. 26.

²⁰⁸¹ Zhou Jifu (27 octobre 1995, Taibei), dans DSHY, p. 36 ; Cai Qilin (14 septembre 1994, Taibei), dans ZLSC, p. 54.

comme un véritable choc de décivilisation. Ce jugement est délicat à apprécier. Il convient à l'atmosphère des années 1990 et 2000 et au discours national-démocratique de l'indépendantisme taiwanais, prompt à stigmatiser « l'arriération » chinoise et, c'est indéniable, à enjoliver le règne japonais. Sous sa forme la plus basique, l'argument du choc des cultures ne tient pas. Les Nationalistes se sont certes toujours montrés hostiles aux « superstitions », et considèrent les coutumes funéraires taiwanaises – au même titre que leurs équivalents continentaux – comme des survivances archaïques. Mais dans les campagnes, la République de Chine n'est le plus souvent parvenue, et encore, qu'à « surimposer des symboles nationalistes et laïcs » sur les rites traditionnels²⁰⁸². Les dirigeants chinois ne se soucient donc guère des spectres qu'ils lâchent dans la nature à Taiwan, mais les soldats, qui partagent avec leurs victimes les règles fondamentales du traitement des morts, savent ce qu'ils font. Le décalage ne tient pas au fond culturel mais à l'histoire récente : les méthodes de la « pacification » relèvent sur le continent d'une transgression devenue ordinaire à force de répétition, depuis le délitement des années 1910 jusqu'à la guerre civile en cours. A Formose, la violence d'Etat de masse a cessé depuis près de trente ans (moins dans les zones aborigènes) et les punitions collectives sont tombées en désuétude en 1924, faisant place à des techniques disciplinaires très sévères mais peu sanglantes (cf. chapitre II). Le pouvoir colonial de l'ère militariste est un Etat policier qui emprisonne, parfois torture, mais ne tue pas beaucoup. Ce hiatus a suffi à abaisser les seuils de sensibilité, à plus forte raison chez les jeunes qui se trouvent au premier plan en 1947. Dans les témoignages oraux, c'est la guerre et non la répression coloniale qui fournit l'étalon de mesure de la violence – les opérations militaires pour les anciens soldats, et plus souvent les bombardements aériens, modèle de calamité arbitraire²⁰⁸³.

C. Clémence officielle et rééducation nationale

Amendes honorables et redditions

L'Etat chinois ne se contente pas du silence des masses : il organise des actes de repentir, dans le cadre d'une politique de clémence pour le « ventre mou » de la révolte présentée comme une preuve des vertus confucéennes éminentes de la Chine. Plus prosaïquement, les dirigeants Nationalistes (Chen Yi et Bai Chongxi sont d'accord sur ce point) ne peuvent ni ne veulent punir tous les individus qui ont pris part, à des degrés et de façons très diverses, à l'Incident. Le 22 mars,

²⁰⁸² Par ex. en transformant la fête des morts (Zhongyuan 中元) en fête des héros morts au combat contre les Japonais. Vincent GOOSSAERT et David A. PALMER, *La question religieuse en Chine*, Paris : CNRS, 2012 (trad. Vincent Goossaert, Fanny Parent et Eva Salerno, 1^{ère} éd. en anglais 2011), pp. 141 et 240-243.

²⁰⁸³ Par ex. Lin-Li Cai (25 juillet 1991, Taibei), dans GX 1, p. 81, ou Huang-Lin Yufeng (3 avril 1993, Taibei), dans DSHY, p. 23. La date des entretiens joue aussi : les personnes susceptibles de comparer l'Incident du 28 février à la violence coloniale ouverte sont déjà décédées.

Bai annonce que les étudiants, et même les émeutiers « communistes » (c'est-à-dire appartenant aux groupes armés), seront traités avec indulgence s'ils acceptent de « faire amende honorable » (*zixin* 自新)²⁰⁸⁴. L'amende honorable (littéralement le « renouvellement de soi ») était dans le droit impérial, où la confession occupait une place centrale, une condition de la clémence²⁰⁸⁵. En 1947, la notion de *zixin* n'a plus de valeur juridique précise, mais elle est toujours utilisée pour décrire et justifier certaines formes d'amnistie politique – bandits ou communistes déposant les armes, troupes fantoches absorbées à la victoire par l'Armée nationale, etc.²⁰⁸⁶.

Le 29 mars, la garnison de Taiwan annonce que la culpabilité d'une minorité de communistes et de comploteurs étant attestée, tous ceux qui n'ont « pas compris la conspiration », ont « suivi aveuglément » (*mangcong fube* 盲從附和) ou ont participé à l'émeute sous la contrainte sont autorisés à faire amende honorable. Les candidats doivent se repentir de leurs fautes (*buiguo* 悔過) et promettre de revenir dans le droit chemin (*guizheng* 歸正), les familles étant chargées de veiller à cette conversion. Cinq chefs de foyer respectables et apparentés au repentir doivent se porter garants de lui. Les Dispositions pour l'amende honorable (*zixin banfa* 自新辦法) comprennent une déclaration modèle que les repentis signent de leurs empreintes digitales (les garants signent un texte aux termes similaires) (cf. annexe 14) :

Lors de ces événements, j'ai été trompé par les traîtres et les renégats. Contraint sous la menace à les suivre aveuglément, j'ai participé aux activités rebelles. Mon intention n'était pas de trahir mon pays. J'ai pris conscience de ma faute et m'en repens, et vous prie de me laisser corriger mes erreurs et m'amender. Dorénavant, je jure de toujours être honnête (*yong zuo liangmin* 永作良民) et de ne plus commettre d'action illégale. Si je viole [ma promesse], j'accepte d'être puni de la manière la plus sévère²⁰⁸⁷.

Les dispositions, délibérément floues sur ce qu'est un « suiveur aveugle », le sont tout autant sur les conséquences pratiques du *zixin*, qui ne garantit ni exemption ni même réduction de peine. Elles donnent donc une marge d'appréciation considérable aux organes de l'Etat. La police et les

²⁰⁸⁴ « Zai Taizhong xiang quan sheng tongbao guangbo ci », Bai Chongxi, 22 mars 1947, dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, op. cit., pp. 350-352.

²⁰⁸⁵ MÜHLHAHN, *Criminal Justice in China*, op. cit., p. 27.

²⁰⁸⁶ LIU Hengwen 劉恆姘, « Er'erba shijian zhong de zixin : yi Taizhong、Jiayi、Tainan、Gaoxiong wei zhongxin » 二二八事件中的自新：以台中、嘉義、台南、高雄為中心 (Les amendes honorables pendant l'Incident du 28 février – à partir des cas de Taizhong, Jiayi, Tainan et Gaoxiong), *Taiwan shi yanjiu*, n° 21 (4), 2014, pp. 105-146, pp. 107-109 ; LIU Ximing 劉熙明, *Weijun : qiangquan jingzhu xia de zuzi (1937-1949)* 偽軍：強權競逐下的卒子 (1937-1949) (Les armées fantoches : des pions dans la lutte entre les pouvoirs, 1937-1949), Taibei : Daoxiang, 2011 (1^{ère} éd. 2002), p. 379.

²⁰⁸⁷ IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi ». Une clause ajoute que le repentir doit s'abstenir de « propos inappropriés ».

autorités locales, à qui le candidat doit s'adresser, sont libres d'accepter ou non sa requête et de déférer le repentir à un tribunal. La possibilité du *zixin* se paye donc souvent d'une dénonciation, d'une livraison d'armes, d'une reddition collective ou simplement d'un pot de vin²⁰⁸⁸. De nombreuses histoires de rebelles arrêtés en allant faire amende honorable, et parfois fusillés par la suite, poussent les intéressés à la prudence, voire à l'abstention²⁰⁸⁹, et la police doit exhorter la population à ne pas jouer l'attentisme²⁰⁹⁰. Le processus, qui se déroule pour l'essentiel de la deuxième décennie d'avril à la fin du mois de mai, déborde donc la fin de la loi martiale.

Jusqu'à la mi-mai, les officiers des zones de pacification ont, s'ils le désirent, la haute main sur la procédure d'amende honorable : elle fait partie des instruments mis à leur disposition pour l'« apaisement » de la société, au même titre que la propagande²⁰⁹¹. Certains s'en emparent activement, comme le commandant du 434^{ème} régiment, qui en fait usage pour éroder les groupes armés des environs de Jiayi²⁰⁹². La répartition géographique du *zixin*, très inégale, suggère que le degré d'implication des militaires joue beaucoup dans le succès de l'opération : 1089 demandes acceptées dans le district de Tainan et 621 dans la ville de Jiayi par exemple, mais seulement 17 dans les environs de Jilong (ville et zone de pacification). En tout, et bien que les chiffres d'octobre 1947 ne soient sans doute pas tout à fait complets, le tableau recense 3905 cas d'amende honorable acceptée (on ne connaît pas le taux de refus)²⁰⁹³.

Enfin, il appartient au tribunal (militaire le plus souvent) de donner ou non au repentir une traduction concrète. Dans la zone Sud, Peng Mengji fixe comme règle – à en croire la presse, qui insiste sur sa clémence – de « diminuer la peine des principaux coupables », qu'il inclut de sa propre initiative dans les bénéficiaires possibles du *zixin*, de condamner les « autres émeutiers » à de la prison (qui peut être avec sursis) et de relâcher les suiveurs aveugles. Peng définit ces derniers comme ceux n'ayant pas personnellement exercé de violence²⁰⁹⁴. Il s'agit d'une exégèse

²⁰⁸⁸ LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjin baogao*, *op. cit.*, p. 225 ; LIU, « Er'erba shijian zhong de zixin », *op. cit.*, pp. 126-127.

²⁰⁸⁹ Xu Songzhi (13 juillet 1994, Beigang), dans JYPY, p. 192 ; Chen Yuyu (5 décembre 1994, Taïpei), dans GX 1, pp. 199-200.

²⁰⁹⁰ « Nanbu suijing xuandaozu zai Pingdong zhankai gongzuo » 南部綏靖宣導組在屏東展開工作 (Le groupe de guidage et de pacification Sud commence son travail à Pindong), *Xinshengbao*, 9 mai 1947.

²⁰⁹¹ « Lujun zhengbian ershiyi shi Taiwan sheng zhongbu suijing qu silingbu suijing jihua gangyao » 陸軍整編二十一師台灣省中部綏靖區司令部綏靖計劃綱要 (Grandes lignes du plan de pacification de la zone de pacification Centre de la province de Taiwan, 21^{ème} division réorganisée de l'armée de terre), 28 mars 1947, dans ZLXJ 3, pp. 56-57.

²⁰⁹² « Lujun zhengbian ershiyi shi yisiwu lü sisansi tuan suijing gongzuo gailüe », dans ZLXJ 4, p. 123.

²⁰⁹³ Le décompte est fait en partie après la levée de la loi martiale et mêle les zones de pacification aux divisions administratives ordinaires. LIU, « Er'erba shijian zhong de zixin », *op. cit.*, p. 117.

²⁰⁹⁴ *Idem*, pp. 111-114.

personnelle : il n'y a pas de règle universelle, et certains jeunes qui préfèrent se cacher en laissant passer l'orage sont finalement englobés dans le traitement de faveur des « suiveurs »²⁰⁹⁵.

L'amende honorable concerne en priorité les « émeutiers » ordinaires : généralement dans leur vingtaine, ces hommes ont généralement participé à l'Incident en adhérant à un groupe plus ou moins armé, en prenant part à l'encerclement ou au sac d'un bâtiment public, parfois simplement en nourrissant les rebelles²⁰⁹⁶. Pour encourager les personnages plus importants à sortir du bois, le gouvernorat ouvre la possibilité de la reddition (*zishou* 自首), une catégorie du droit impérial qui, elle, a survécu sous la République, et permet une réduction de peine pour le criminel qui se rend et se confesse avant que son crime soit découvert²⁰⁹⁷. Le *zishou* ne s'applique qu'à une petite minorité : on compte 64 redditions de ce type (contre 1089 amendes honorables) dans le district de Tainan. La frontière n'est pas absolument étanche, certains notables de quelque envergure (Lin Rigao, Jiang Weichuan...) étant autorisés à s'amender²⁰⁹⁸. Ces personnes bénéficiant toutes d'une protection dans l'Etat, il est probable que l'entorse à la règle soit destinée à réduire leur peine – le *zishou* implique, contrairement au *zixin*, de confesser une faute grave.

Des rituels politiques

Le véritable sens de l'amende honorable ne réside pas dans ses conséquences judiciaires, arbitraires et incertaines, mais dans ses effets politiques, qu'ils soient matériels – elle facilite le retour à l'ordre en faisant sortir les gens de leurs cachettes – ou symboliques. Ce recours permet en effet de faire passer le plus grand nombre possible de participants à l'Incident entre les mains du pouvoir, ne serait-ce que pour qu'il puisse exercer sa magnanimité. La répression, par conséquent, tout en entravant l'accomplissement des rites du deuil et de l'inhumation, impose avec l'amende honorable une forme de rituel politique, souvent pratiqué en groupe²⁰⁹⁹. La croyance intime n'y importe pas beaucoup plus que dans l'enterrement en bonne et due forme : dans un cas comme dans l'autre, le rituel est « la performance d'actes et d'énonciations formalisés, plus ou moins invariants et non

²⁰⁹⁵ Pan Yinxiong (21 octobre 1994, Taïpei), dans GX 1, p. 438.

²⁰⁹⁶ DAGLJ/A376510200C/0034/17-7/019/001/048/001 à 124. Amendes honorables et redditions dans le district de Tainan, bureau de police du district de Tainan, 2 juin 1947.

²⁰⁹⁷ Allyn RICKETT, "Voluntary Surrender and Confession in Chinese Law: The Problem of Continuity", *Journal of Asian Studies*, n° 30 (4), 1971, pp. 797-814, pp. 797-801. L'auteur note (pp. 813-814) que les Communistes reprennent les catégories de *zishou* et *zixin*, en leur conférant cette fois un sens politique. Comme nous le voyons ici, leur utilisation par les Nationalistes l'est tout autant.

²⁰⁹⁸ LIU, « Er'erba shijian zhong de zixin », *op. cit.*, pp. 119-125.

²⁰⁹⁹ Wu Qingnian s'y plie avec son groupe d'une vingtaine d'étudiants. Wu Qingnian (20 novembre 1993, Tainan), dans JYBH, p. 44.

entièrement encodés par l'auteur de la performance »²¹⁰⁰. Il n'a pas pour but d'emporter l'adhésion mais de créer un « tout se passe comme si »²¹⁰¹ qui donne chair au discours officiel en y impliquant d'anciens rebelles ou sympathisants.

Dans le district de Tainan, à la fin du mois de mai, des serments publics sont organisés pour les repentis. Rassemblés par groupes de dix, conduits par des officiers de police (les militaires montent la garde mais ne dirigent pas la cérémonie, la loi martiale étant levée), ils avouent de nouveau leur crime. Puis, au garde à vous, ils chantent l'hymne national²¹⁰², saluent trois fois le drapeau et le portrait de Sun Zhongshan, et prêtent enfin serment :

Dans le passé, par faiblesse de la volonté, j'ai [illisible] par erreur à la tromperie et à la tentation des ambitieux, et participé à l'émeute du 28 février. Aujourd'hui, j'ai pleinement pris conscience de [illisible] et jure de tout mon cœur de respecter les lois et règlements de l'Etat, de défendre le gouvernement national et d'être toujours un bon citoyen. Sous la conduite du président Jiang, je m'engage à unifier et construire une nouvelle Chine tridémiste. Si je reviens sur mon serment, j'accepte que le gouvernement me punisse de la manière la plus sévère.

Les repentis écoutent enfin l'admonestation d'un officier de police, remercient et rompent²¹⁰³.

Ce rite standardisé de réintégration nationale et de conversion (« Dans le passé... Aujourd'hui... ») est le cas majoritaire, mais il arrive qu'il prenne des formes différentes. C'est par exemple le cas pour Lin Wensheng, membre du Comité de résolution de Beidou 北斗, accusé de tous les maux (communisme, organisation d'une armée rebelle, etc.) à la suite d'une dénonciation calomnieuse²¹⁰⁴. Sa candidature au *zixin* étant rejetée par un policier connu pour son usage libéral de la torture, il préfère ne pas insister et contacte directement le Baomiju : il envoie une longue lettre d'explications (*chenqingshu* 陳情書) où il avoue ses fautes vénielles et fait acte de contrition. Celle-ci prend la forme d'un récit de vie, car Lin a un passé de patriote à faire valoir. « Imbu depuis l'enfance de la suprême valeur de la nation et de l'Etat (*minzu guojia zhibang zhiyi* 民族國家至上主義) », et souffrant de vivre sous la botte des « pirates nippons » (*wokou* 倭寇), il est emprisonné par les Japonais pour son activisme puis s'exile sur le continent, sans trouver le moyen de rejoindre

²¹⁰⁰ C'est la définition que Roy Rappaport donne du rituel, citée dans Adam B. SELIGMAN, Robert P. WELLER, Michael PUETT, et Bennett SIMON, *Ritual and Its Consequences: An Essay on the Limits of Sincerity*, Oxford/New York : Oxford University Press, 2008, p. 12.

²¹⁰¹ VEYNE, *Comment on écrit l'histoire*, op. cit., p. 261.

²¹⁰² Il se confond depuis 1937 avec l'hymne du Guomindang.

²¹⁰³ LIU, « Er'erba shijian zhong de zixin », op. cit., pp. 113 et 142-143.

²¹⁰⁴ ZHANG Sufen 張素芬, « Shibian xia de Beidou Lin jia » 世變下的北斗林家 (Les Lin de Beidou dans un monde en transformation), *Taiwan xue yanjiu*, n° 13, 2012, pp. 33-64, p. 50.

Chongqing durant la guerre. Revenu à Taiwan en 1945, il explique autour de lui que les difficultés de l'île sont celles de la Chine toute entière et qu'il faut prêter main forte au gouvernement. Pendant l'Incident, il ne participe au Comité de résolution que parce qu'il le pense « un groupe légal », servant de courroie de transmission entre le gouvernorat et la vie locale. Il avoue ne pas avoir aperçu le complot à temps et accuse son éducation médiocre²¹⁰⁵, mais nie avoir exercé ou approuvé la moindre violence. Avant d'exposer sa requête, Lin se fend d'une protestation de fidélité à la pensée de Sun Zhongshan et au président Jiang, et s'inclut avec ferveur dans un « nous » : celui d'une Chine nouvelle, pour toujours forte et indépendante ; celui de « citoyens de première classe », porteurs d'une histoire de cinq mille ans ; celui de la « race excellente » (*shanliang zhi renzhong* 善良之人種) constituée par les 450 millions de descendants de l'Empereur jaune²¹⁰⁶. Ici, le rituel n'est pas public, mais il conserve sa dimension essentielle : en signant un tel document, le pénitent s'approprie le discours de l'Etat et s'engage à en répondre personnellement. Par les notes autobiographiques qu'il y entremêle, il inscrit sa trajectoire personnelle dans le grand récit qui fonde ce discours et, au-delà, la légitimité du régime, et la définition imposée par lui de la communauté nationale.

Un projet éducatif.

Un homme comme Lin Wensheng peut réciter de mémoire les formules consacrées, mais ce n'est pas le cas de la majorité de la population. Pour s'attaquer à la cause du mal (*zhiben* 治本), juge Chen Yi, il faut faire à Taiwan un effort d'éducation (*jiaoyu* 教育)²¹⁰⁷ assez intensif pour contrebalancer les effets de la colonisation, un projet que Bai rend public le 22 mars²¹⁰⁸.

A court terme, cette démarche éducative est solidaire de la clémence pénale. L'association est normale : bien que la République de Chine distingue plus volontiers que l'Empire le droit de la morale, le code de 1935 affiche toujours l'ambition de réformer (*jiaobua* 教化) les malfaiteurs²¹⁰⁹. Les individus autorisés à faire amende honorable sont donc soumis à un suivi idéologique minimal. Dans le district de Tainan, ils pointent une fois par semaine pendant plusieurs mois et participent à des séances d'étude des écrits de Sun Zhongshan et de Jiang Jieshi²¹¹⁰. Dans la zone de pacification

²¹⁰⁵ Les agents du Baomiju goûtent peut-être le paradoxe : Lin Wensheng est passé par l'académie de Whampoa.

²¹⁰⁶ IHT/A_08_0056, Explications de Lin Wensheng, mai 1947.

²¹⁰⁷ Rapport de Chen Yi à Jiang Jieshi, 13 mars 1947, dans ZLXJ 2, pp. 169-173.

²¹⁰⁸ « Zai Taizhong xiang quan sheng tongbao guangbo ci », Bai Chongxi, 22 mars 1947, dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, op. cit., pp. 350-352.

²¹⁰⁹ MÜHLHAHN, *Criminal Justice in China*, op. cit., p. 65.

²¹¹⁰ LIU, « Er'erba shijian zhong de zixin », op. cit., pp. 116-117.

Centre, l'armée leur fait subir un entraînement (*xunlian*) d'un mois²¹¹¹. Le *zixin* implique souvent un passage par le camp de redressement par le travail (*laodong xundaoying* 勞動訓導營) de Dazhi. Ce camp, géré par le Département de la police, a été ouvert au printemps 1946 pour les *liumang*, rônins et autres fauteurs de troubles, qui peuvent y être internés quelques mois sur décision administrative. En accord avec les prescriptions du Mouvement de la vie nouvelle (cf. chapitre VI), les détenus y respectent les règles de la discipline militaire et reçoivent un triple « entraînement » idéologique, professionnel et « de vie » (hygiène, mœurs...) ²¹¹².

L'Incident du 28 février se traduit par un afflux important, dont on ignore les dimensions exactes. La vie au camp de Dazhi, qui dure selon les témoignages de quelques mois à un an et demi, n'a pas laissé de souvenirs traumatisants. Wang Renli se rappelle un travail agricole plutôt « détendu », et Lai Songhui de fastidieuses conférences sur le tridémisme assorties de tâches manuelles²¹¹³. La plupart des internés ont fait amende honorable, mais pas tous : le 31 mars, le ministère de l'Administration judiciaire autorise la police à envoyer au camp de redressement les *liumang*, qu'ils aient ou non participé à la rébellion²¹¹⁴ ; dans la zone de la capitale au moins, on profite de la pacification pour les recenser – selon des critères inconnus mais sans doute assez restrictifs, car on n'en trouve que 553 dans la ville et le district de Taibei²¹¹⁵. L'Incident fournit ainsi l'occasion de surveiller et de discipliner les déviants. Il a également prouvé qu'il était dangereux de laisser dans l'oisiveté les anciens membres de l'Armée impériale. Ils sont recensés puis « réentraînés » pour une durée de trois mois, dans l'espoir de les mettre en conformité idéologique et de les préparer à un métier respectable²¹¹⁶, voire d'en intégrer certains à l'armée chinoise – ce que Chen Yi suggère dès le 13 mars, à condition de limiter leur armement²¹¹⁷.

A moyen terme, le projet de rééducation vise toute la jeunesse de l'île. Depuis la rétrocession, les autorités Nationalistes sont accoutumées à considérer la population taiwanaise par tranches d'âge. Les plus âgés sont jugés les plus fiables en vertu de leur expérience sinon de la souveraineté chinoise, du moins d'une éducation non encore prise en charge par l'Etat colonial²¹¹⁸ ; leur simple

²¹¹¹ « Lujun zhengbian ershiyi shi Taiwan sheng zhongbu suijing qu silingbu suijing jihua gangyao », 28 mars 1947, dans ZLXJ 3, pp. 56-57 ; LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, pp. 227-228.

²¹¹² HUANG, « Guomindang zhengquan liumang qudi zhidu », *op. cit.*, pp. 59, 81 et 86-88.

²¹¹³ Wang Renli (26 octobre 1999, Xinzhu), dans XZFC, p. 124 ; Lai Songhui (30 août 1993, Jiayi), dans JYBH, p. 224.

²¹¹⁴ LIU, « Er'erba shijian zhong de zixin », *op. cit.*, pp. 110 et 116.

²¹¹⁵ « Taibei suijing qu silingbu suijing gongzuo baogaoshu », Zhang Mutao, dans ZLXJ 4, pp. 187-188.

²¹¹⁶ « Taizhong juban yizheng diaocha » 台中舉辦役政調查 (Enquête sur l'administration de la conscription à Taizhong), *Zhonghua ribao*, 12 mai 1947.

²¹¹⁷ Rapport de Chen Yi à Jiang Jieshi, 13 mars 1947, dans ZLXJ 2, pp. 169-173.

²¹¹⁸ NARA/RG226/173/12, S.S.U. Formosa Reports, "Political and Economic Situation on Formosa" (Major William J. Morgan), 29 janvier 1946.

apparence rassure (ils portent encore des vêtements chinois)²¹¹⁹. *A contrario*, le caractère fortement juvénile de la révolte, particulièrement dans sa dimension armée, ne fait que confirmer la méfiance inspirée par les jeunes générations. Les proclamations officielles adoptent donc un ton familialiste, à la fois banal en contexte chinois et adapté à la spécificité du cas taiwanais : Bai Chongxi adjure les « aînés » (*fulao* 父老) d'aider le gouvernement à apaiser (*anding* 安定) Taiwan²¹²⁰ ; quant aux Dispositions pour l'amende honorable, elles finissent par une note personnelle de Chen Yi qui « espère que le père saura mettre en garde son fils contre le mal, et l'aîné persuader son cadet de faire le bien »²¹²¹.

Les élèves et étudiants font l'objet d'une attention particulière. La propagande s'adresse souvent à eux, et c'est à l'Université nationale de Taiwan que Bai Chongxi parle devant le public le plus nombreux : huit mille collégiens, lycéens et étudiants de la capitale²¹²². Ce groupe social est traité avec une certaine précaution, due à son âge, et sans doute à la surreprésentation des classes favorisées en son sein²¹²³, mais aussi avec un agacement particulier, puisqu'il est le plus japonisé de toute la population, et le plus arrogant avec les nouveaux maîtres de l'île. Un directeur d'école *waishengren* déclare à un journaliste que l'institution a péché par laxisme : si la férule des enseignants avait été plus sévère, leurs élèves ne se seraient peut-être pas permis de les humilier (*lingru* 凌辱) de la sorte²¹²⁴.

L'immaturation supposée des étudiants permet d'imputer la révolte à la crédulité et au « sang chaud » de l'adolescence, et les désigne comme cible privilégiée des efforts pédagogiques à venir. Des journalistes officiels rêvent à haute voix de vastes programmes d'échange entre les écoles du continent et de Taiwan, pour combler le fossé culturel²¹²⁵. Conditions matérielles obligent, les mesures annoncées sont plus modestes : premièrement, le contrôle – et au besoin l'épuration – du corps enseignant, le patriotisme étant un critère plus important que l'érudition (*aiguo sixiang di yi, xueshi gaodi qi ci* 愛國思想第一, 學識高低其次) ; deuxièmement, la promotion active du

²¹¹⁹ Peng Mengji, « Er'erba shijian huiyilu », dans ZLXJ 1, p. 52.

²¹²⁰ « Zai Taizhong xiang quan sheng tongbao guangbo ci », Bai Chongxi, 22 mars 1947, dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, op. cit., pp. 350-352.

²¹²¹ IHM/228/01/06/002, « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian jishi ».

²¹²² « Dui Taibei zhongdeng yishang xuexiao xuesheng xunci », Bai Chongxi, 27 mars 1947 (Université nationale de Taiwan), dans DENG (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji*, op. cit., pp. 353-355.

²¹²³ Dans la zone de Xinzhu, par exemple, les étudiants sont exemptés même de la procédure d'amende honorable à condition qu'ils signent une déclaration de repentir (*huiguoshu*) et soient raccompagnés à l'école par leurs parents. « Lujun zhengbian ershiyi shi di yisiliu lü suijing xiangbao », dans ZLXJ 4, p. 229.

²¹²⁴ « Daoshang dongnan » (série), *Xinshengbao*, 28 avril 1947.

²¹²⁵ « Qianze he yindao » 譴責和引導 (Dénoncer guider), *Zhonghua ribao*, 1^{er} avril 1947.

mandarin²¹²⁶. Des concours de « langue nationale » sont organisés dans les écoles²¹²⁷, mais la mesure repose principalement sur la coercition : parler japonais, même dans un échange informel entre camarades, est désormais sévèrement puni. Cette « nationalisation » (*zuguohua* 祖國化) accélérée de l'éducation implique également un combat contre les « dialectes »²¹²⁸, mais celui-ci doit faire preuve d'une certaine souplesse, car une fois le japonais interdit le taiyu est parfois nécessaire à la communication. L'instauration de l'éducation primaire obligatoire, prévue dès janvier 1947, assure à ce programme une diffusion maximale²¹²⁹.

L'enseignement n'est que la pointe avancée de la lutte pour la sinisation (*zhongguohua* 中國化) tous azimuts de la culture, que la répression de l'Incident relance et intensifie. Le musée provincial de Taiwan (ex-musée du gouvernement général), où Bai Chongxi s'est rendu le 18 mars, réoriente sa programmation au seul service de la glorification de la patrie : ses couloirs se couvrent de photographies de la tournée d'apaisement du ministre de la Défense, et la première exposition qui suit l'Incident est consacrée au rôle de Jiang Jieshi dans la Guerre de résistance²¹³⁰. Les projections organisées par l'armée sont pensées comme l'amorce d'une importation massive de films chinois, dont on espère qu'ils permettront de transcender le problème de la langue, en particulier pour les aborigènes. La Commission de la propagande est dissoute, la censure cinématographique étant symptomatiquement confiée au Département de l'éducation²¹³¹. Les consignes du temps de guerre sont réitérées : après avoir évincé la production japonaise, le cinéma national doit supplanter Hollywood et sa « camelote » (*cuzhi lanzao* 粗製濫造) pornographique²¹³². La reconquête culturelle

²¹²⁶ « Xue xuesheng jie zhi chi », *Xinshengbao*, 23 mars 1947. Cet article résume à grands traits les préconisations du Rapport de travail sur le rétablissement de l'éducation dans la province de Taïwan (*Taiwan sheng jiaoyu fuyuan gongzuo baogao* 台灣省教育復員工作報告), soumis courant mars par le Département de l'éducation du gouvernorat. LEE, « Institution des imaginaires collectifs et institutions de mémoire à Taiwan », *op. cit.*, p. 89.

²¹²⁷ « Bai buzhang zuo zhaodai jizhe » 白部長昨招待記者 (Le ministre Bai a reçu des journalistes hier), *Xinshengbao*, 2 avril 1947.

²¹²⁸ « Tuixing shifan jiaoyu yundong yu ben sheng » 推行師範教育運動與本省 (La campagne pour la promotion de l'éducation normale à Taiwan), *Xinshengbao*, 30 mars 1947.

²¹²⁹ ZHOU Zhuying 周祝瑛, « 20 shiji Taiwan jiaoyu » 20 世纪台湾教育 (L'éducation à Taiwan au XXe siècle), dans GU Mingyuan 顾明远 (dir.), *Zhongguo jiaoyu daxi* 中国教育大系 (Compendium sur l'éducation en Chine), vol. II, Wuhan : Hubei jiaoyu chubanshe, 2004, pp. 3370-3739.

²¹³⁰ LEE, « Institution des imaginaires collectifs et institutions de mémoire à Taiwan », *op. cit.*, pp. 95-96.

²¹³¹ « Xuanweihui yi chengzhun jieshu » 宣委會已呈准結束 (La dissolution de la Commission de la propagande est autorisée), *Xinshengbao*, 17 mars 1947 ; « Sheng xinwenshi zhankai gongzuo » 省新聞室展開工作 (Le bureau de l'information de la province commence son travail), *Xinshengbao*, 3 avril 1947.

²¹³² Le cinéma de guerre chinois s'inspire du réalisme soviétique, un modèle qu'il est devenu difficile d'assumer en 1947 mais qui reste prégnant. HU, *Projecting A Nation*, *op. cit.*, p. 144. Un journaliste du régime juge, sévère, que les films hollywoodiens « ne laissent pas d'autres souvenirs qu'une histoire scandaleuse et quelques plans sur les cuisses des actrices ». Sans doute conscient qu'il s'agit d'un programme plus tentant que les pieuses histoires patriotiques tournées à Chongqing, il promet aux lecteurs que de bons films chinois

se doit d'être digne. Ses artisans sont en effet partagés entre les deux figures idéales de la nation qui coexistent, parfois malaisément, dans l'imaginaire politique du Guomindang : d'une part, une société martiale, virile et moderne ; de l'autre, une communauté régie par l'antique harmonie confucéenne. La brutalité du retour à l'ordre n'empêche pas les propagandistes de jouer sur ce tableau. Un article attribue ainsi le « silence de mort » qui règne à Taïpei à... l'annulation de la fête de la musique suite à l'insurrection, et annonce le retour prochain à Taïwan de la musique chinoise, fleuron de la culture millénaire du pays et signe de son niveau avancé de civilisation (*wenming*)²¹³³.

seront bientôt importés. « Su yun guochan pian lai Tai fangying » 速運國產片來台放映 (Des films nationaux seront bientôt projetés à Taïwan), *Zhonghua ribao*, 2 avril 1947.

²¹³³ « Yinyue jie shou shibian yingxiang, Taïpei shi jimo wusheng » 音樂節受事變影響, 台北市寂寞無聲 (La fête de la musique annulée à cause des événements, silence de mort à Taïpei), *Xinshengbao*, 7 avril 1947.

Du point de vue du pouvoir chinois, il faut admettre que la répression de l'Incident du 28 février a été efficace. Il s'y joue, nous l'avons vu, beaucoup de contingence, de chaos même, de peur, de haine et de cruauté. La violence de la répression lave l'humiliation de la révolte, et plus profondément celle du mépris japonais, d'autant plus insupportable qu'il s'exprime par la bouche de « compatriotes » dénaturés. Elle est à la fois un défoulement, une composition de vengeances personnelles et collectives, et une victoire militaire par procuration. A ce titre, elle comporte bien une part d'« inconvertible », et trouve en elle-même sa fin. Il n'empêche : en un autre sens, elle s'est révélée – rétrospectivement peut-être – téléologiquement rationnelle. La débauche de force des débuts a détruit presque instantanément une rébellion désorganisée. Jamais prescrite mais à tout le moins tolérée, et par moments encouragée par les autorités, elle a tué le conflit dans l'œuf et peut-être empêché son enracinement, qui aurait été plus coûteux encore en vies et en moyens. L'opération a par ailleurs été assez peu coûteuse sur le plan stratégique, le déplacement d'une division n'ayant pas dégarni le front du bas-Yangzi au point d'y mettre les armées Nationalistes en péril. Quant à la punition et à l'élimination des « coupables » dans le cadre de la loi martiale, malgré les bavures et les règlements de compte entre factions, elle a également produit son effet en réduisant au silence l'élite coloniale et, plus largement, en indiquant la limite de l'acceptable. Après l'Incident, nul n'est plus censé ignorer où s'arrêtent réellement les libertés d'expression et de réunion théoriquement concédées par le régime.

La violence répressive s'accompagne aussi d'un programme politico-idéologique cohérent, dont les grandes lignes seront d'ailleurs maintenues à Taiwan dans les décennies suivantes : la production de sujets recensés, encadrés, désarmés, contrits – et chinois. C'est la reprise par la manière forte du projet de « nationalisation » formulé en 1944, qui considérait Formose à la fois comme un défi particulier, en tant que territoire le plus longtemps perdu aux Japonais et étranger au patriotisme chinois moderne, et comme un terrain d'expérimentation unique, par son niveau de développement et son isolement du désordre continental. La rapidité avec laquelle la société taiwanaise est mise au pas après l'Incident donne au pouvoir Nationaliste de bonnes raisons d'espérer. Ailleurs en Chine, il n'a pas la partie aussi facile.

CONCLUSION

A. Vers la Guerre froide

Un autoritarisme normal

Chen Yi, rappelé par Jiang Jieshi, quitte ses fonctions le 29 avril. Wei Daoming entre officiellement en poste le 15 mai. Docteur en droit de la Sorbonne, l'homme a une longue carrière de modernisateur du système judiciaire. Son premier geste est de lever la loi martiale le 16 mai. Dans les ex-zones de pacification, transformées en zones de garnison (*jingbei qu* 警備區), les militaires finissent leur travail mais ne règnent plus sans partage. Le 24 mai, Peng Mengji, désormais en charge de la garnison de Taiwan, annonce à Jiang Jieshi que la répression est dans son ensemble terminée²¹³⁴. Après le statut bâtard du governorat, donc, on passe de la pure répression militaire à un véritable gouvernement civil : la pacification tient ses promesses.

Pour les Taiwanais incarcérés, la fin de l'état d'exception signifie surtout le défèrement possible de leurs cas aux tribunaux ordinaires. Bai Chongxi, qui soupçonne ces cours de laxisme, a plaidé en mars pour un usage abondant des tribunaux militaires, et demandé que les cas les plus graves soient transférés au ministère de la Défense. Cette directive ne fait pas l'unanimité au sommet, où certains estiment que le retour à la normale implique de soustraire les civils à toute forme de justice militaire. C'est finalement la peur de voir affluer les demandes de révision et d'infliger un camouflet à l'armée qui l'emporte : le gouvernement tranche en faveur de Bai, soutenant par une contorsion juridique que le recours presque exclusif aux tribunaux militaires respectait le principe de « complémentarité » avec la justice civile. La solution retenue est une réduction de peine gracieuse pour la plupart des condamnés, qui ne sont autorisés à faire appel que si les autorités n'ont pas encore approuvé l'exécution de leur sentence. Les cas dont l'instruction ou le jugement ne sont pas achevés sont déférés aux tribunaux ordinaires – sauf pour les meneurs, au sujet desquels le ministre de la Défense obtient gain de cause.

Il s'ensuit une baisse soudaine dans l'intensité de la répression, qui illustre la surprenante dualité de l'Etat-Guomindang. Les chiffres sont mal connus, mais ceux dont on dispose sont éloquentes. 121 justiciables accusés de rébellion sont transmis par les cours militaires au Tribunal de grande instance (*gaodeng fayuan* 高等法院) ; la moitié d'entre eux (61 personnes) fait appel d'un jugement déjà rendu, l'autre n'a pas encore été jugée. Le tribunal annule les condamnations à mort (2) et à la

²¹³⁴ GSG/002/020400/00038/101, Télégramme de Peng Mengji à Jiang Jieshi, 24 Mai 1947.

prison à vie (4) prononcées, et réduit significativement les peines de prisons infligées : presque tous les condamnés s'en tirent avec moins de dix ans d'incarcération, 34 sont innocentés (cas rarissime en tribunal militaire) et 13 affaires sont jugées irrecevables. De même, les tribunaux ordinaires annulent de nombreux jugements pour manque de preuves ou erreur de compétence juridictionnelle (*guanxia cuowu* 管轄錯誤), invalident les procès d'intention sans matérialité des faits et se montrent beaucoup plus enclins que les juges militaires à autoriser des libérations sous caution. Cette différence tient à la présence d'avocats et au respect de la procédure, mais aussi à l'appréciation différente des événements : la plupart des juges refusent de considérer comme un crime le fait d'avoir participé à un Comité de résolution à l'appel des autorités locales. Il faut, enfin, faire la part des consignes politiques de modération dans le traitement des « suiveurs », Peng Mengji restant « en contact étroit » avec les tribunaux²¹³⁵. Des rebelles promis à la mort ou à un long emprisonnement ont donc l'heureuse surprise d'être libérés dans le cours des années 1947-1948. Les acteurs de l'Incident qui avaient travaillé en collaboration avec les autorités – voire pour elles –, et avaient néanmoins été persécutés, voient finir leur cauchemar kafkaïen : Jiang Weichuan sort de sa cachette en mars 1948 et bénéficie d'un non-lieu ; Chen Yisong et Liu Ming échappent en fin de compte à toute sanction²¹³⁶.

La tension ne retombe pas entièrement. Entre la 21^{ème} division et la population taiwanaise se met en place une cohabitation forcée qui a des allures d'occupation – Bai a convaincu Jiang que dégarnir Taiwan de nouveau, ses forts en particulier, serait une erreur²¹³⁷. Les frictions sont courantes entre les soldats et les habitants, particulièrement quand ces derniers sont contraints de les héberger. Prédation des femmes, vols et trafics rappellent aux Formosans la situation antérieure au 28 février, avec en sus la mémoire récente du massacre²¹³⁸. Clémence, par ailleurs, ne signifie pas confiance. Les personnes qui se sont rendues ou ont fait amende honorable sont soumises à une surveillance assidue²¹³⁹, quand elles ne sont pas rattrapées par la « loi », qui reste très arbitraire par accès : tel rebelle autorisé à se rendre est arrêté en août comme « voyou », puis condamné à 7 ans

²¹³⁵ *Ibid* ; ZENG, « Er'erba shijian zhong de panluan yu chengfa », *op. cit.*, pp. 110-114 ; LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 262.

²¹³⁶ Par ex. Wang Dengshan (2 juin 1994, Taibei), dans GX 1, pp. 339-340 ; SHI, « Er'erba qianhou de Jiang Weichuan (1945-1947) », *op. cit.*, pp. 98-102 ; CHEN, « 'Zuguo' de zhengzhi shilian : Chen Yisong, Liu Ming yu Juntongju », *op. cit.*, *passim*.

²¹³⁷ « Guofang buzhang Bai Chongxi chengbao 'Xuanwei Taiwan baogaoshu' », dans BAI et LIAO, *Zhitong liaoshang*, *op. cit.*, pp. 370-371.

²¹³⁸ Weng Jinlong (19 février 1992, Jilong), dans JLYG, p. 32 ; GSG/002/080200/00548/015, Rapport de Peng Mengji à Jiang Jieshi, novembre 1947.

²¹³⁹ LIU, « Er'erba shijian zhong de zixin », *op. cit.*, p. 115.

de prison pour rébellion, avant de voir sa peine réduite à treize mois en appel²¹⁴⁰. Pour cette raison, les fugitifs hésitent à se montrer. Pendant des mois encore, les services de sécurité enjoignent les indécis à faire amende honorable, recueillent des dénonciations, déplorent avec constance le nombre de malfaiteurs échappant à la loi (*xiaoyao fawai* 逍遙法外)²¹⁴¹.

Certes, le discours officiel s'enferme dans une minimisation de la crise qui durera quarante ans : un rapport d'octobre 1947 émis par le QG de la garnison, qui se veut définitif, ne fait état que de 48 exécutions, dont 43 dans le cadre de la loi martiale²¹⁴². Derrière le déni, toutefois, l'inquiétude est palpable. Jusqu'à l'été, les militaires et le renseignement envisagent très sérieusement une reprise du feu, cherchent des rebelles sous les déguisements les plus improbables²¹⁴³ et rapportent la rumeur, persistante dans la population d'un second soulèvement qui impliquerait aborigènes, soldats japonais embusqués, et une « aide extérieure » – dont ils ne parviennent pas à déterminer s'il s'agit du PCC ou du Japon²¹⁴⁴. Les forces de l'ordre, qui ont pu mesurer leur impopularité, ne sont pas plus tranquilles : quand un lycéen de Gaoxiong, qui plaisante en japonais avec un camarade, laisse échapper un *bakayaro* 馬鹿やろ (« débile »), deux policiers se lancent aux trousses des garçons²¹⁴⁵. En février 1948 encore, on emprisonne préventivement de nombreuses personnes, surtout parmi la jeunesse éduquée, pour les empêcher de commémorer l'Incident²¹⁴⁶.

Rien de tout cela ne se matérialise, et le calme relatif permet aux dirigeants chinois de lancer les réformes qu'ils pensent tous inévitables. Bai Chongxi recommande la mise en œuvre de certains points du programme du Comité de résolution : passer à un régime provincial ordinaire, instaurer l'autonomie au niveau local (en aucun cas au niveau provincial), nommer davantage de Taiwanais aux postes clés et – principal point de divergence avec Chen Yi – tempérer le dirigisme économique, la monopolisation des ressources par l'Etat irritant les élites taiwanaises²¹⁴⁷. Wei Daoming suit ces

²¹⁴⁰ « Cai Yaojing », dans *Dictionnaire de l'Incident du 28 février*, pp. 672-673 ; Cai Yaojing (12 juillet 1994, Puzi), dans JYPY, pp. 336-338.

²¹⁴¹ LIU, « Er'erba shijian zhong de zixin », *op. cit.*, pp. 129-130 ; IHT/A_03_0024, Rapport de Su Jiangnan 30 septembre 1947, p. 167 ; « Taiwan sheng 'Er'erba' shibian xianzai xiaoyao fawai fenzi mingce » 台灣省「二二八」事變現在逍遙法外份子名冊 (Liste des éléments impliqués dans les événements du « 28 février » à Taiwan qui échappent encore à la loi), janvier 1949, dans DAHB 2 pp. 422-439.

²¹⁴² LAI (dir.), *Er'erba shijian yanjin baogao*, *op. cit.*, pp. 261-262.

²¹⁴³ Ceux, par exemple, d'une troupe de théâtre traditionnel taiwanais. IHT/A_01_0020, Télégramme de Ke Fuxing (Lin Dingli) à toutes les sections, 23 mai 1947, dans BMJ 1, pp. 174-177.

²¹⁴⁴ MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, pp. 139-140 ; Zhang Bingcheng, « Taiwan Er'erba shijian baogaoshu », dans DAHB 16, pp. 16-17 ; IHT/A_01_0022, Télégramme de Yan Pucheng à You Pingyang, juin 1947, dans BMJ 1, p. 185, et Rapport de Xu Jing à Ke Fuxing (Lin Dingli), 9 juin 1947, dans BMJ 1, pp. 190-191.

²¹⁴⁵ Pan Yinxiong (21 octobre 1994, Taibei), dans GX 1, p. 438.

²¹⁴⁶ PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, p. 93.

²¹⁴⁷ Rapport de Chen Yi à Jiang Jieshi, 13 mars 1947, dans ZLXJ 2, pp. 169-173 ; « Guofang buzhang Bai Chongxi chengbao 'Xuanwei Taiwan baogaoshu' », dans BAI et LIAO, *Zhitong liaoshang*, *op. cit.*, pp. 368-369.

recommandations. Sans faire de concession sur la propriété des biens japonais, le gouvernement provincial égalise les salaires des Formosans et des continentaux, ouvre la production des biens de consommation au capital privé et autorise la vente de terre publique aux fermiers taiwanais²¹⁴⁸.

D'aucuns ont voulu voir dans ces réformes les prémices du « miracle économique » des années 1960 (cf. Introduction). En réalité, elles sont peu efficaces. Le chômage reste élevé et l'inflation prend en 1948 des proportions graves. Comme le veut la sagesse de la rue, « qui a de l'argent le dépense » (*you qian chu qian*)²¹⁴⁹ : ce slogan de la révolte (cf. chapitre V), devenu une plaisanterie cynique, ne sert plus à encourager les contributions mais à exprimer la panique du chacun pour soi. La présidence de Wei se traduit par l'abandon d'un certain nombre de symboles humiliants pour la population, comme l'emploi du terme « asservissement », et par une approche (à peine) plus pragmatique de la proscription du japonais, son usage pour transmettre les instructions officielles étant rendu licite²¹⁵⁰. Politiquement, toutefois, la normalisation est un progrès en trompe l'œil. Le nouveau Comité du gouvernement provincial (*sheng zhengfu weiyuanhui* 省政府委員會) comprend une moitié de Taiwanais, mais ils n'ont aucun pouvoir réel et filent doux. Lors de la session de juin 1947 du conseil provincial, un conseiller sur deux manque à l'appel, mort, incarcéré, exilé ou simplement apeuré. De même, les élections locales ne portent à la tête des districts et des villes que des édiles obéissants. L'expression publique sous toutes ses formes devient « excessivement prudente »²¹⁵¹. Ces réformes sont d'autant plus limitées que le pouvoir de Wei Daoming est fragile. Sans affiliation factionnelle – sa nomination a notamment permis de ne pas trancher entre la clique CC et celle des Etudes politiques²¹⁵² –, il est en outre affaibli par son absence d'autorité sur les militaires, supplanté dans ce domaine par Peng Mengji. L'influence de ce dernier s'accroît ; il se rapproche des dirigeants du Centre, notamment Jiang Jingguo, dont il devient un familier²¹⁵³. Sa simple présence à la tête de la garnison est gage d'une certaine continuité entre la période de la loi martiale et celle de la normalisation.

Taiwan en sursis

Cette permanence n'échappe pas aux Américains. La nomination de Wei Daoming est un message à leur attention, plus encore qu'à celle des Taiwanais : cet intellectuel cosmopolite a été un ambassadeur apprécié à Washington de 1942 à 1946²¹⁵⁴. Non que l'ambassade des Etats-Unis ait

²¹⁴⁸ MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, pp. 165-166.

²¹⁴⁹ PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, p. 95.

²¹⁵⁰ HE, « Er'erba shijian dui zhanhou Taiwan yuyan zhengce zhi yingxiang », *op. cit.*, pp. 440-444.

²¹⁵¹ PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, pp. 90-93 et 107.

²¹⁵² CHEN, « Er'erba shijian yu Meiguo », *op. cit.*, *passim*.

²¹⁵³ PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, p. 95.

²¹⁵⁴ « Wei Daoming », dans *Dictionnaire de l'Incident du 28 février*, p. 738.

donné, pendant le vif de l'Incident, de bonnes raisons à Nanjing de s'inquiéter : elle s'en est tenue à des appels à la mesure – dûment ignorés par Jiang Jieshi –, arbitrant en défaveur de ceux qui, comme Kerr et brièvement le consul Ralph Blake, plaidaient pour une intervention plus résolue. Le Département d'Etat ne fait cependant pas mystère de son mécontentement. S'il n'approuve pas les vues interventionnistes de George Kerr – rappelé à Nanjing le 17 mars, puis à Washington, il ne mettra plus les pieds à Taiwan comme diplomate –, il continue de le tenir pour son meilleur expert sur Taiwan et partage peu ou prou son diagnostic sur l'Incident²¹⁵⁵. Le 18 avril, c'est un mémorandum de Kerr que l'ambassadeur Stuart communique à Jiang Jieshi. En plus d'énumérer les griefs légitimes des Formosans (des notables surtout) et de donner un récit du soulèvement impitoyable pour Chen Yi, ce document se fait menaçant au moment des préconisations : sans réformes libérales drastiques et fin du pouvoir des militaires, de nouveaux soulèvements plus graves encore sont probables. « Quiconque désire mettre la Chine dans l'embarras saura faire bon usage d'une situation révolutionnaire à Taiwan », conclut Kerr²¹⁵⁶.

Le mémorandum de Kerr illustre assez bien la frustration croissante inspirée à Washington par le régime Nationaliste, qui ajoute l'inefficacité à l'autoritarisme. Dans la seconde moitié de 1947, en effet, la lutte contre les Communistes prend un tour inquiétant. A l'été, confronté à un mécontentement urbain croissant, qu'il ne peut se résoudre ni à tolérer ni à écraser dans le sang²¹⁵⁷, Jiang persiste à envoyer ses meilleures troupes en Mandchourie, étirant ses lignes de communication sans parvenir à contrôler les campagnes. Le tournant militaire a lieu à l'hiver 1947-1948 : l'offensive de Lin Biao en Mandchourie ne laisse aux Nationalistes que les grandes villes. Un an après l'offensive sur Yan'an – et l'Incident du 28 février –, la perte du nord-est, clé du conflit, semble actée. La campagne de Liao-Shen (fin 1948) puis celle de Huai-Hai (hiver 1948-1949) ôtent tout espoir à l'état-major de Jiang Jieshi. La guerre civile est perdue²¹⁵⁸.

Pour le statut de Taiwan, cela change tout : l'île devient un lieu de repli possible pour un Etat non communiste. On ne sait pas exactement quand Jiang a commencé à envisager la décision, mais elle semble acquise, et connue des Américains, en décembre 1948 (le gouvernement est

²¹⁵⁵ CHEN, « Er'erba shijian yu Meiguo », *op. cit.*, *passim.* ; LIN Hsiao-ting, *Accidental State: Chiang Kai-shek, the United States, and the Making of Taiwan*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 2016, pp. 50-52 ; Cynthia LIAO, "The February 28th Incident: American Responses", *Stanford Journal of East Asian Affairs*, n° 8 (1), 2008, pp. 56-66.

²¹⁵⁶ "Memorandum on the Situation in Taiwan", 18 avril 1947, disponible sur http://www.taiwandocuments.org/228_01.htm [consulté le 29 août 2016].

²¹⁵⁷ TAYLOR, *The Generalissimo*, *op. cit.*, pp. 371-375. Pour Jay Taylor, Jiang veut peut-être éviter de reproduire la catastrophe taiwanaise. Plus probablement sans doute, le Généralissime est conscient que, sur le continent, les Communistes sont là pour tirer les marrons du feu.

²¹⁵⁸ WESTAD, *Decisive Encounters*, *op. cit.*, pp. 175-178 et 192-193.

officiellement transféré à Taïpei en décembre 1949). La presse anglophone, ignorant que l'expression a un antécédent (cf. chapitre VII), se met à parler de l'île comme « Suisse de l'Orient » – cette fois comme coffre-fort, non comme utopie moderniste²¹⁵⁹. En décembre, Wei Daoming est démis de ses fonctions. Il est remplacé en janvier 1949 par Chen Cheng, fidèle entre les fidèles de Jiang, chargé de préparer le terrain pour un repli. Chen est partisan de réformes économiques. Il préside notamment à une forte réduction du loyer de la terre (sa redistribution plus équitable ne commencera qu'en 1951)²¹⁶⁰ qui, tout en sapant un peu plus le pouvoir des notables, achète la paix sociale avec une grande partie de la population. La transformation de Taïwan en refuge interdit cependant toute souplesse politique : Chen Cheng reprend le commandement de la garnison ainsi que le secrétariat provincial du Parti, casquette que Chen Yi ne portait pas²¹⁶¹. C'est un retour, en plus centralisé encore, à la case départ du gouvernorat.

En 1947, l'importance stratégique de Taïwan ne justifiait pas que les Etats-Unis s'immiscent dans les affaires de la province. En 1949, c'est une autre affaire. Washington ne donne pas encore de blanc-seing aux Nationalistes. A ce stade, au contraire, l'hostilité à Jiang Jieshi atteint des sommets. Si le Généralissime s'est montré incapable de tenir le continent, il n'y a pas de raison de supposer qu'il s'en tirera mieux à Taïwan, et l'île pourrait tomber dans l'escarcelle de Mao. On réenvisage alors les solutions les plus radicales, évoquant de nouveau le statut juridique incertain de Taïwan tant qu'un traité de paix n'a pas été signé entre la République de Chine et le Japon. A l'occasion d'une brève mission à l'été 1947, le général Albert Wedemeyer avait rapporté au président Truman que les Formosans étaient « réceptifs à l'idée d'une protection (*guardianship*) des Etats-Unis et d'une tutelle des Nations Unies », un sentiment que la sanglante répression de l'Incident a tout fait pour enraciner. L'information, probablement recueillie dans les milieux aisés de Taïpei, était en tout cas restée confidentielle. Deux ans plus tard, en août 1949, elle figure dans le *China White Paper*²¹⁶². Les opinions de George Kerr connaissent une sorte de victoire à retardement, et les diplomates américains peuvent espérer trouver des alliés en Chine pour les appliquer : sachant son limogeage imminent, Wei Daoming leur avait franchement suggéré fin 1948 de séparer Taïwan de la Chine, une proposition repoussée mais écoutée avec intérêt²¹⁶³.

Cependant, les velléités de mettre Formose sous tutelle butent sur la question pratique. L'idée de soutenir un deuxième soulèvement est évoquée, pour être aussitôt abandonnée : la CIA rappelle que toute résistance a été écrasée en 1947, que la surveillance de la population a gagné en efficacité,

²¹⁵⁹ PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, p. 102.

²¹⁶⁰ MENGIN, *Fragments d'une guerre inachevée*, *op. cit.*, pp. 66-67.

²¹⁶¹ PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, p. 96.

²¹⁶² LIN, *Accidental State*, *op. cit.*, pp. 58-60.

²¹⁶³ PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, pp. 95-96.

enfin que l'afflux de réfugiés chinois du continent – peut-être 2 millions en 1949 et 1950 – rend le projet insensé, d'autant que l'île est géographiquement isolée. Le mouvement pour l'indépendance de Taiwan, né parmi les exilés de l'Incident, ne peut être d'aucune aide : encore embryonnaire, il s'est implanté au Japon après un essai infructueux à Hong Kong, et ne dispose d'aucune base sur l'île²¹⁶⁴. L'option la plus sérieusement envisagée est donc celle d'un changement de dirigeant Nationaliste à Taiwan. Pour apaiser ses critiques, Jiang Jieshi abandonne la présidence en janvier 1949, tout en continuant à exercer une influence importante. Cette démission ouvre une fenêtre pour un coup de force, mais les artisans de la politique étrangère américaine sont divisés. Beaucoup pensent que Jiang, si insatisfaisant qu'il soit, est le seul dirigeant chinois doté de l'autorité suffisante pour rester en place. D'autres considèrent qu'il n'y a plus d'autre choix que de courir le risque. Le candidat le plus souvent évoqué en 1949-1950 est Sun Liren 孫立人, un général compétent et formé aux Etats-Unis. Mais Sun ne semble pas se montrer prêt à une action véritablement séditeuse, ni Washington résolu à franchir le Rubicon²¹⁶⁵.

L'abandon s'impose peu à peu comme l'issue la plus probable, malgré les protestations du *China Lobby* et celles du « Commandant suprême des forces alliées » au Japon, Douglas MacArthur, qui plaide pour soutenir sans réserve la Chine non communiste, avec ou sans Jiang. Ni l'essai atomique soviétique d'août 1949, ni la visite de Mao à Moscou (décembre 1949-janvier 1950) ne rangent Harry Truman et son secrétaire d'Etat, Dean Acheson, à leur avis. Le refuge de Jiang Jieshi, de nouveau président depuis janvier 1950, paraît militairement condamné, ses propres conseillers comme la CIA anticipant un débarquement communiste victorieux dans le courant de l'année. Il vaut mieux s'en laver les mains. En janvier, Truman déclare publiquement que le gouvernement américain n'interviendra pas dans un conflit sino-chinois. Faute de mieux, Acheson place ses espoirs dans l'émergence à Beijing d'un « titoïsme » chinois indépendant de Moscou²¹⁶⁶. A moins d'un miracle, le sort de la République de Chine paraît scellé.

D'une province condamnée au bastion de la Guerre froide

Le miracle vient le 25 juin 1950 à l'aube, quand les troupes de Kim Il-sung passent le 38^{ème} parallèle et envahissent la Corée du Sud, avec la bénédiction de Staline et l'accord de Mao Zedong. La guerre de Corée, autre complication du démantèlement de l'Empire japonais, a commencé. Truman ordonne immédiatement l'interposition de la 7^{ème} flotte dans le détroit de Taiwan, afin de

²¹⁶⁴ Steven PHILLIPS, "Building a Taiwanese Republic: The Independence Movement, 1945-Present", dans Nancy BERNKOPF TUCKER (dir.), *Dangerous Strait: The U.S.-Taiwan-China Crisis*, New York : Columbia University Press, 2005, pp. 44-69, pp. 48-51.

²¹⁶⁵ LIN, *Accidental State, op. cit.*, pp. 87-88 et 98 ; TAYLOR, *The Generalissimo, op. cit.*, pp. 403-404.

²¹⁶⁶ TAYLOR, *The Generalissimo, op. cit.*, pp. 420-423.

geler la situation et d'empêcher entre les deux Chine une guerre qui tournerait inmanquablement, sans intervention américaine, à la victoire des Communistes. Les événements donnent raison à la ligne anticommuniste dure de MacArthur : de périphérie en cours d'abandon, Taiwan devient une redoute du monde « libre » dans la Guerre froide. Le mot d'ordre creux de « contre-attaque sur le continent » (*fangong dalu* 反攻大陸), central dans la propagande du Guomindang depuis son repli, acquiert un sens concret. Pour le Commandant suprême, l'île peut devenir une base du refoulement (*rollback*) des Communistes si on lui accorde une aide militaire massive, ce qui vient très vite²¹⁶⁷. C'est Jiang Jieshi qui, préférant consolider son pouvoir à Taiwan, décline la proposition, avant que l'enlèvement de la Guerre de Corée ne rende caduque l'idée du *rollback*.

Il n'est en tout cas plus question d'abandonner Taiwan, que MacArthur décrit – reprenant une expression de l'armée japonaise – comme un « porte-avions insubmersible » à disposition des États-Unis. La sanctuarisation du détroit pérennise un régime Nationaliste qui se considère, et le bloc occidental avec lui, comme seul à jouir d'une existence légitime. Par le biais de fictions juridiques, comme le maintien de la capitale à Nanjing, Taiwan devient *la* Chine – le reste du pays étant provisoirement occupé par des bandits à la solde de l'URSS²¹⁶⁸. Curieux renversement pour une province qui, trois ans auparavant, devait être ramenée par la violence dans le giron national. Les institutions de la République sont transférées telles quelles et superposées à celles de la province. De même pour les institutions culturelles nationales, transplantées avec leur personnel de direction. L'afflux de continentaux, pour beaucoup des hommes membres de l'administration et de l'armée, dilue *ipso facto* ce qui restait d'influence aux élites insulaires. Le « libre gouvernement local » (ou autonomie) est vidé de toute substance. Comme l'écrit Steven Phillips, il n'est plus ni local (il est mis au service d'une politique nationale), ni libre (les élus taiwanais sont aux ordres), ni un gouvernement (il ne confère aucun pouvoir décisionnel). Il n'est plus qu'une pénétration de l'État aux échelons inférieurs, réussie cette fois (cf. Introduction)²¹⁶⁹.

La (re)sinisation de Taiwan continue donc, pour ainsi dire, par submersion, et en vertu de la fiction politique qui en fait le conservatoire de la culture chinoise, menacée de destruction par les iconoclastes du PCC. Dans ce contexte, cependant, la politique d'acculturation change de sens. Les mesures de déjaponisation, maintenues, se font moins rigoureuses à partir de 1950 : désormais, l'importation de la culture chinoise a moins pour but de remplacer le legs japonais que de mettre sous le boisseau toute singularité locale – les dialectes par exemple – afin que la petite province puisse représenter, par métonymie, la nation entière. La figure tutélaire de Zheng Chenggong, déjà

²¹⁶⁷ LIN, *Accidental State*, *op. cit.*, p. 10.

²¹⁶⁸ Ce thème, qui fait converger les légitimités patriotique et anticommuniste, sera élaboré dans CHIANG Kai-shek, *Soviet Russia in China: A Summing-Up at Seventy*, New York : Farrar, Straus and Cudahy, 1957.

²¹⁶⁹ PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, p. 111.

mobilisée par la propagande après l'Incident du 28 février, se charge d'un sens additionnel : le projet de reconquête depuis Taiwan d'une Chine tombée aux mains des étrangers (Mandchous/Qing, Russes/Communistes) fournit un mythe idéal au régime exilé.

La nouvelle configuration géopolitique affecte la définition de l'ennemi intérieur. Le thème du complot communiste était essentiellement, au moment de l'Incident, un expédient politique. Dans les mois qui suivent, et très nettement à partir de 1948, le discours anticommuniste devient totalement hégémonique, et l'attention du régime se recentre entièrement sur le péril rouge. Certes, les deux menaces (autonomisme et communisme) ne sont pas exclusives. Les autorités sont très soucieuses d'éviter leur convergence²¹⁷⁰, et le Parti Communiste de la provoquer. Le soulèvement de 1947 attire – après coup – son attention sur le potentiel révolutionnaire de l'île. En novembre 1947, Xie Xuehong crée à Hong Kong l'Alliance pour le libre gouvernement démocratique de Taiwan, espérant mettre les aspirations formosanes à l'autonomie au service de la cause du PCC – qui reste, en réalité, fondamentalement centralisateur²¹⁷¹. En mai-juin 1948, un groupe de travail du Parti préconise de soutenir une révolution urbaine à Taiwan²¹⁷². Rien ne s'ensuit : contrairement aux peurs des uns et aux espoirs des autres, le feu de la révolte semble éteint.

Le véritable danger, autour duquel se réorganise l'appareil répressif du Guomindang, réside dans l'infiltration d'agents ou de sympathisants communistes dans le grand exode continental. C'est ce groupe qui est visé par la reviviscence des mesures d'exception, qui aboutit le 20 mai 1949 au rétablissement de la loi martiale. Elle durera cette fois trente-huit ans²¹⁷³.

On peut retenir cette date, ou l'intensification de 1950, comme début de la Terreur blanche. Les services de sécurité, efficacement renforcés et centralisés par Jiang Jingguo, traquent toute personne soupçonnée de liens, mêmes infimes, avec les Communistes. La persécution vise en priorité les réfugiés du continent. Les Nationalistes « amènent » bien le problème communiste avec eux (Steven Phillips), mais en 1948-1949 plutôt qu'en 1947. Dans la première moitié de 1950, 3000 suspects d'espionnage sont arrêtés, et peut-être 400 à 500 exécutés, dans ce qui devient une véritable chasse aux sorcières. Jiang Jingguo affirmera plus tard avoir débarrassé l'île de l'infiltration communiste dans le courant de l'année 1950²¹⁷⁴. L'Etat policier ne s'assouplit pas pour autant, et tourne à plein jusqu'à la fin de la décennie. Les auteurs taiwanais de tendance nativiste voient dans

²¹⁷⁰ Dès juin 1947, Peng Mengji informe Jiang Jieshi qu'il a tué dans l'œuf une tentative de prise de contact entre étudiants contestataires de Qinghua et de l'Université nationale de Taiwan. GSG/002/090300/00012/189, Télégramme de Peng Mengji à Jiang Jieshi et Chen Cheng, 12 juin 1947.

²¹⁷¹ PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, p. 107.

²¹⁷² IHM/228/01/05/025, « Zhonggong youguan Er'erba zhi neibu wenjian ».

²¹⁷³ ZENG, « Er'erba shijian zhong de panluan yu chengfa », *op. cit.*, p. 115.

²¹⁷⁴ TAYLOR, *The Generalissimo*, *op. cit.*, pp. 411-412 et 423 ; PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, pp. 98-100.

la Terreur blanche un prolongement de la répression entamée en 1947 (cf. chapitre I). Il y a certes des chevauchements : le dernier cas lié à l'Incident du 28 février n'étant jugé que le 23 mai 1950, il est facile au gouvernement d'incriminer des opposants présumés en les accusant d'avoir un lien avec la révolte²¹⁷⁵. Toutefois, la thèse de la continuité dans la répression fait bon marché de certaines réalités : le calme relatif qui suit la fin de l'Incident ; la différence de nature entre la contre-insurrection de 1947 et la dictature qui suit, plus méticuleuse mais moins meurtrière ; enfin et surtout, les nouvelles lignes de fracture politiques qui passent au sein de l'île et autour d'elle.

La Guerre froide, en effet, pousse à un rapprochement avec le Japon, qui passe en quelques années du statut d'ennemi mortel à celui de rival terrassé, puis d'allié paradoxal. La normalisation diplomatique n'est achevée qu'en 1952, avec le traité de Taïpei. Dès l'été 1949, néanmoins, Jiang Jieshi fait approcher secrètement à Tokyo des officiers supérieurs japonais, y compris le tristement célèbre Okamura Yasuji, afin de monter une équipe de conseillers militaires pour l'aider à lutter contre les Communistes. Bien que l'initiative fasse grincer des dents dans les cercles militaires chinois, la situation impose des compromis²¹⁷⁶. Les relations avec le Japon se cantonnent à la haute politique et restent strictement contrôlées, mais le symbole est fort. Taïwan, qui avait été en 1947 le lieu d'une dernière collision entre la trajectoire impériale japonaise et l'histoire du nationalisme chinois, devient celui d'une réconciliation contre l'ennemi communiste.

B. Un épilogue local du face à face sino-japonais

Entre l'Incident et la Terreur blanche, il y a donc le franchissement d'une ligne de partage historique. Le drame taiwanais de 1947 est moins le coup d'envoi de la Guerre froide sur l'île que l'aboutissement localisé, mais révélateur, de cinquante ans d'imbrication étroite entre les deux trajectoires politiques majeures de l'Asie orientale : le devenir impérial du Japon moderne (jusqu'à l'anéantissement de 1945) et la construction d'une nation chinoise, d'abord sous la houlette des Qing, puis dans les frontières qu'ils lèguent à leurs successeurs. L'histoire de cette relation est bien connue. Si le shogunat Tokugawa 徳川 (1603-1868) a toujours refusé de payer le tribut à la cour chinoise, et malgré la floraison de courants intellectuels indigénistes au XVIII^e siècle, peu de Japonais contestent radicalement à la Chine son statut de matrice de la haute culture – y compris, dans une large mesure, en ce qui concerne le vocabulaire et l'imaginaire politiques. L'Asie orientale

²¹⁷⁵ En avril 1949 par exemple, le militant taiwanais de gauche Yang Da est condamné à douze ans de prison pour avoir demandé la libération des prisonniers de 1947. PHILLIPS, *Between Assimilation and Independence*, *op. cit.*, p. 100 ; EDMONDSON, "The February 28 Incident and National Identity", *op. cit.*, p. 29.

²¹⁷⁶ Barak KUSHNER, "Ghosts of the Japanese Imperial Army: The 'White Group' (Baituan) and Early Post-war Sino-Japanese Relations", *Past and Present*, n° 218 (8), 2013, pp. 117-150 ; TAYLOR, *The Generalissimo*, *op. cit.*, p. 424.

(dont le Vietnam) est bien le « monde sinisé »²¹⁷⁷. La crise intérieure puis extérieure qui touche l'Empire sino-mandchou au XIXe siècle, et la rapidité d'adaptation du Japon de Meiji, inversent les rôles : à la fin du siècle, le Japon est non seulement la puissance asiatique dominante, mais aussi le filtre par lequel une grande partie de la culture « moderne » se diffuse en Asie orientale, par le biais de caractères chinois combinés et dotés d'un sens nouveau²¹⁷⁸. Prasenjit Duara appelle « modernité est-asiatique » (*East Asian modern*)²¹⁷⁹ cette communauté « culturelle » renouvelée et, cette fois, construite en référence à un véritable extérieur : l'Occident. L'impérialisme, toutefois, se manifeste de manière de plus en plus dissemblable en Chine et au Japon. La première voit sa souveraineté progressivement rognée ; le second, après avoir craint de subir le même sort, parvient même à rejoindre les rangs des puissances coloniales.

La nouvelle donne en Asie orientale ne devient vraiment claire qu'en 1894-1895, avec la première guerre sino-japonaise, dont l'enjeu est d'abord la domination de la Corée²¹⁸⁰. Après sa défaite inattendue, la Chine devient « l'homme malade de l'Asie » pour les Occidentaux, et le danger extérieur (l'impérialisme) commence à y surdéterminer les problèmes intérieurs. Quant au Japon, il tient désormais le flambeau de la « civilisation » dans la région. Première grande victoire du Japon de Meiji, première humiliation du vieil Empire par son « petit » voisin, la guerre de 1894-1895 donne également au Japon sa première colonie, Taiwan. C'est en partie accidentel : les regards de Tokyo se portaient plutôt vers la péninsule du Liaodong 遼東, toute proche de la Corée désormais

²¹⁷⁷ Léon VANDERMEERSCH, *Le nouveau monde sinisé*, Paris : PUF, 1986.

²¹⁷⁸ Pierre-François Souyri a rappelé récemment combien des courants habituellement considérés comme occidentalisés, comme celui des droits du peuple (*minken* 民權), devaient en réalité à la pensée politique chinoise. Pierre-François SOUYRI, *Moderne sans être occidental : aux origines du Japon d'aujourd'hui*, Paris : Gallimard, 2016. Cela n'empêche pas le modernisme japonais de rejeter la filiation chinoise.

²¹⁷⁹ Prasenjit DUARA, *Sovereignty and Authenticity: Manchukuo and the East Asian Modern*, Lanham : Rowman & Littlefield, 2003.

²¹⁸⁰ Benjamin Elman s'est élevé contre la vision téléologique vouant la Chine au déclin et le Japon à l'ascension en soulignant d'une part que la défaite chinoise de 1895 n'a, en termes d'armement, rien d'inévitable, et d'autre part que les difficultés de la Chine moderne sont en partie dues à la prédation japonaise – on ne peut donc se contenter de « comparer » les deux pays terme à terme. Nous sommes convaincus par le second argument. Quant au premier, il appelle deux objections. Premièrement, une évidence : rappeler qu'un fait est contingent n'enlève rien à sa réalité. La défaite chinoise de 1895 est certes une surprise pour le monde, qui attendait le résultat inverse. Elle n'en a pas moins lieu, et il serait difficile de contester qu'elle inaugure un demi-siècle de déséquilibre géopolitique en faveur du Japon dans la région. Deuxièmement, la cause réelle de la défaite chinoise – non une infériorité militaire mais une absence de coordination entre les différentes armées de l'Empire – confirme, plutôt qu'elle ne l'invalide, le récit standard : la première guerre sino-japonaise illustre l'insuffisance de la modernisation technique et la nécessité pour la Chine de « faire nation » comme son voisin, qui jette toutes ses forces dans le conflit. Il est clair, par ailleurs, que cette approche révisionniste est aussi téléologique que celle qu'elle combat, si ce n'est que le *telos* a changé. Une telle réécriture convient parfaitement au retour au premier plan de la puissance chinoise en Asie orientale. Cf. Benjamin ELMAN, «The Great Reversal: The 'Rise of Japan' and the 'Fall of China' after 1895 as Historical Fables», Edwin O. Reischauer Lectures, 13 avril 2011, Harvard University. Disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=Pn4rI6JqSI4> [consulté le 31 août 2016].

sous influence. L'intervention des Européens contraint Ito Hirobumi 伊藤博文 à se rabattre sur l'île méridionale, plus marginale pour les Qing. Avec son absorption dans les « territoires extérieurs » (*gaichi*) de l'Empire japonais, elle passe donc d'un statut périphérique à un autre.

Malgré cette liminalité (Stéphane Corcuff) ou à cause d'elle, Taiwan devient un terrain d'expérimentation. Il n'est pas innocent que la première colonie japonaise – la première d'une puissance non blanche – soit un territoire arraché à l'antique matrice culturelle. Passée la phase de conquête et de pillage, et en faisant la part de la mauvaise foi coloniale, le Japon met en œuvre une réelle politique de développement et de « modernisation », qui est aussi un message envoyé au monde : suite au déclin de la Chine, c'est au Japon qu'il appartient de guider l'Asie vers l'horizon du progrès. Le règne colonial à Taiwan sera exactement concomitant du demi-siècle de symbiose violente entre la montée en puissance du Japon et le parcours beaucoup plus heurté de son grand voisin. Les deux défaites qui bornent cette période correspondent aux bouleversements majeurs de l'histoire de l'île : annexée en 1895 à l'issue de la première guerre sino-japonaise, elle est restituée – à la République, non à l'Empire – en 1945, à la fin de la seconde. Les deux fois, l'Histoire semble s'imposer de l'extérieur : impliqués presque par hasard dans le conflit de 1894-1895, les Taiwanais changent de mains en 1945 sans avoir été davantage consultés, et sans avoir lutté pour leur décolonisation. Un an et demi plus tard, cette transition indolore se révélera n'avoir été qu'un sursis.

Mutations de l'hégémonie japonaise et legs colonial à Taiwan

L'insurrection de 1947, malgré sa brièveté, est riche d'enseignements sur la nature du pouvoir japonais à Taiwan et les enjeux de la rétrocession. L'échec des « retrouvailles » de 1945-1947 ne se limite ni à une nouvelle aliénation culturelle, ni à la fausse joie d'une libération déçue par un autoritarisme inefficace. Ce que révèlent rétrospectivement les formes du soulèvement, c'est la dimension hégémonique de la domination coloniale, observable par la rémanence de ses effets de subjectivation, autrement dit par la disponibilité (le caractère remobilisable) des répertoires de comportements, de discours et de symboles qui y étaient corrélés. Le règne japonais, à partir des années 1920 en tous cas, n'a donc pas été une « domination sans hégémonie »²¹⁸¹. Cette hégémonie, toutefois, connaît des transformations importantes. C'est le deuxième enseignement des événements de 1947 : la fracture – sans antagonisme réel – entre les piétons de la révolte et le monde des notables, qu'on retrouve nombreux dans les Comités de résolution. Elle correspond davantage à une rupture générationnelle qu'à un clivage entre classes, ou entre villes et campagnes.

²¹⁸¹ Ranajit GUHA, *Dominance without Hegemony: History and Power in Colonial India*, Delhi : Oxford University Press, 1998.

Le cas des notables est assez bien connu. A partir des années 1920 et du mouvement d'assimilation (*dōka*), l'accommodement qu'ils trouvent avec le pouvoir japonais est typique des élites coloniales du monde entier. Sans être satisfaits de leur statut de colonisés, ils acceptent la prétention du Japon à incarner une version asiatique de la « civilisation » universelle, à laquelle eux-mêmes aspirent. Cette mise en équivalence est évidente dans l'adoption de certaines « conduites de vie »²¹⁸², dont il serait vain de trancher qu'elles relèvent de la « modernisation » ou de la « japonisation » : pour un étudiant en médecine formosan de 1925, le progrès de la science, le port de la cravate et le tatami font partie de la même panoplie.

Le discours moderniste de l'impérialisme japonais est particulièrement fort à Taiwan, par contraste avec la Mandchourie, où il joue volontiers sur le registre de « l'authenticité » asiatique²¹⁸³. Cette différence tient à la date de la conquête : Formose est annexée à l'apogée du colonialisme et dans une ère d'occidentalisme confiant, la Mandchourie dans le contexte de panasiatisme agressif des années 1930, qui est aussi celui de « l'impérialisme des nations libres »²¹⁸⁴ – il implique de faire une place, au moins formelle, aux cultures locales. Par ailleurs, l'historiographie coloniale japonaise rattache la Mandchourie, pour la dissocier de la Chine, à un ensemble historique nord-asiatique, tandis qu'elle ne conteste pas l'héritage chinois de Taiwan²¹⁸⁵. Une valorisation trop appuyée des racines culturelles de l'île serait donc dangereuse, car susceptible de nourrir la contestation.

Les marqueurs les plus clairement particuliers (japonais) de l'acculturation sont acceptés avec une réticence inégale selon les générations : les anciennes élites imprégnées de culture chinoise classique répugnent à s'en défaire, mais se voient progressivement évincées de leurs positions sociales par des Japonais ou de nouvelles élites formées à la japonaise. Pour ces dernières, pas plus que dans d'autres situations coloniales, l'acceptation ne va sans ambivalence ni conflits, y compris intimes. Le sentiment de son identité chinoise ou han peut ainsi servir de ressource psychologique et politique aux mécontents. D'autres surmontent la contradiction dans laquelle les place le racisme du pouvoir en se rêvant ambassadeurs de bonne volonté entre le Japon et la Chine, voire passeurs de modernité dans une future Asie unifiée²¹⁸⁶.

²¹⁸² Jean-François BAYART, *Le gouvernement du monde : une critique politique de la globalisation*, Paris : Fayard, 2004, en particulier « Globalisation et subjectivation politique : le moment impérial (1830-1960) », pp. 197-250.

²¹⁸³ DUARA, *Sovereignty and Authenticity*, *op. cit.*

²¹⁸⁴ Prasenjit DUARA, *The Global and Regional in China's Nation Formation*, London/New York : Routledge, 2009, pp. 40-59.

²¹⁸⁵ Sur la question des frontières et de l'identité de la Mandchourie dans le temps long, cf. Mark ELLIOTT, "The Limits of Tartary: Manchuria in Imperial and National Geographies", *Journal of Asian Studies*, n° 59 (3), 2000, pp. 603-646. Il existe un discours japonais sur les « bons sauvages » autochtones, qu'illustre par exemple un film célèbre de 1943, *Sayon no kane* サヨンの鐘 (La cloche de Sayon). Toutefois, la prédominance démographique des Han est trop évidente pour être relativisée.

²¹⁸⁶ CHING, *Becoming "Japanese"*, *op. cit.*, pp. 77-79.

Quoiqu'il en soit, ils sont peu nombreux à rejeter en bloc le magistère japonais, un choix qui ne laisse la possibilité que du patriotisme chinois, de l'internationalisme, ou d'une combinaison des deux à travers le communisme anti-impérialiste. Taiwan ne dispose pas d'une histoire de souveraineté propre comparable à celle de la Corée, dans laquelle il serait possible de puiser pour réclamer l'indépendance à l'échelle de l'île. Politiquement, la grande majorité des notables s'en tient donc aux revendications d'autonomie locale, qui réconcilie un vieux thème réformiste chinois et une appréciation réaliste de ce que peut tolérer le gouvernement général. Sur le plan éthique ou subjectif, en outre, « l'autogouvernement » semble convenir au haut degré de « civilisation » auquel prétendent les élites taiwanaises modernistes : leur capacité à exercer leur raison, à se défaire des coutumes archaïques, à maîtriser leurs pulsions. Toutes choses qui supposent un élitisme social marqué, le procès de civilisation étant un long chemin que tous ne peuvent faire au même rythme.

Ces notables ont laissé de nombreuses traces documentaires, écrits personnels, mémoires ou entretiens. Elles ont fait l'objet d'une grande attention de la part de l'historiographie taiwanaise, à la recherche de précurseurs de l'autonomie politique de l'île (quitte à atténuer leur élitisme). Les Taiwanais qui font le coup de main contre les civils, la police ou l'armée en 1947 sont plus jeunes – trop pour avoir participé à la libéralisation politique des années 1920 – souvent moins privilégiés, vite réduits au silence, moins présentables enfin, selon les critères contemporains, que leurs aînés raisonnables et libéraux. Pour ces raisons, ils ont laissé bien moins de sources et ont été assez négligés. « L'Incident du 28 février » les met au premier plan et opère comme coupe transversale. Il montre que ces cohortes ont elles aussi connu un « projet hégémonique » japonais, différent du premier mais aux effets subjectifs au moins aussi profonds : celui du militarisme et de la mobilisation. La rupture avec le projet civilisateur d'origine n'est pas complète, comme en témoigne l'intériorisation par ces jeunes de leur supériorité sur les Chinois « arriérés », peu maîtres de leurs corps et de leurs appétits. Mais l'idéal de l'homme civilisé n'est plus, pour eux, incarné par un médecin ou un juriste pondéré, diplômé de l'Université de Tokyo : c'est un jeune officier, énergique, idéaliste et pris dans un uniforme impeccable. La maîtrise de soi a désormais l'allure d'une discipline de soldat. Ce modèle, imposé plus que proposé entre 1937 et 1945, est devenu désirable pour la jeunesse masculine de l'île, qui y voit la promesse d'une sortie de sa minorité générationnelle, ethnique, sociale et sexuelle. La nouvelle « recherche hégémonique » japonaise s'adresse donc à la population de manière différenciée – elle « intéresse » différemment les groupes sociaux au règne colonial –, mais elle s'adresse surtout à une population plus jeune et beaucoup plus vaste. Le colonialisme de guerre est plus inclusif que le colonialisme de paix.

C'est le « répertoire colonial de subjectivation »²¹⁸⁷ forgé pendant la guerre qui se trouve remobilisé par les jeunes lors de la révolte de 1947, tandis que les notables qui se jettent à l'eau s'en tiennent, pour l'essentiel, à une version ambitieuse de l'exigence d'autonomie locale. Les deux composantes du soulèvement ne sont pas imperméables l'une à l'autre : la fronde des élites n'est possible que sur fond d'insurrection violente, ou en tous cas de sa menace ; quant aux bandes de jeunes plus ou moins armés qui prennent brièvement possession de l'espace public, ils voient leur action justifiée par la tentative des Comités de résolution de prendre en charge le maintien de l'ordre. Toutefois, l'articulation est faible (quand elle existe) et vient par après. Elle n'intègre pas les deux contestations en un mouvement cohérent mais nourrit de part et d'autre, dans un jeu de miroirs trompeur, une illusion de puissance. La révolte théâtralement militaire des jeunes, mobilisation sans mobilisateurs, restera donc largement apolitique. Un accord minimal – et le plus souvent tacite – est trouvé avec les notables sur la nécessité d'évincer les continentaux de leur position éminente, pas au-delà. La mobilisation pour la guerre totale n'avait ménagé aucun espace pour la formulation de revendications politiques, et la décolonisation soudaine de 1945, venue de l'extérieur, n'avait pas permis de combler ce vide. La jeunesse taiwanaise qui se mobilise en 1947 le fait moins autour d'un projet que d'un ethos, voire d'une esthétique.

Son action met en évidence l'impuissance des autorités chinoises à doubler leur domination d'une hégémonie, dans le laps de temps – certes fort court – écoulé depuis la rétrocession. La couche bureaucratique venue du continent reconduit d'une certaine manière le clivage entre un Etat exogène et la société insulaire, même s'il cesse d'être pensé comme racial et/ou procédant d'un différentiel irrattrapable de civilisation ou de maturité historique. A la population formosane, elle offre trop peu de participation au pouvoir et aux possibilités d'enrichissement ouvertes dans un système dirigiste et corrompu. Souvent prédatrice, elle échoue à incarner l'ordre et le progrès économique qui matérialisaient le caractère « avancé » du Japon aux yeux de la population. Ses tentatives de recréer une communauté culturelle passent non par la séduction, mais par l'imposition d'une culture « nationale » largement inconnue des Formosans et qui a pour effet essentiel de dévaluer brusquement les compétences – linguistiques notamment – acquises pendant la période coloniale. Enfin, les « vainqueurs » chinois se montrent incapables d'incarner la modernité virile et martiale dont le prestige est si grand chez les jeunes hommes et les adolescents, tandis qu'ils jettent l'opprobre de la trahison sur leur expérience de guerre et la promotion qu'elle a souvent représentée²¹⁸⁸. Dire que les jeunes rebelles font au pouvoir chinois un procès en légitimité, ce serait

²¹⁸⁷ BAYART et BERTRAND, « De quel 'legs colonial' parle-t-on ? », *op. cit.*

²¹⁸⁸ Comme l'écrit Paul Veyne, « la culture est aussi une question de fierté, de rapport de soi à soi, d'esthétique, si l'on veut, en un mot de constitution du sujet humain. Et cette subjectivité a été, à travers les siècles, un enjeu historique aussi disputé que les enjeux économiques ou que le partage du pouvoir ». Paul

trop prêter à la conscience politique de la plupart d'entre eux ; ils lui font par contre un procès radical en dignité, et les effets en sont au moins aussi dévastateurs.

Une construction nationale chinoise au miroir du Japon

On a souvent relevé l'importance de la notion d'humiliation dans la constitution du nationalisme chinois²¹⁸⁹. L'interprétation de ce phénomène, qui nous met face aux deux impasses du culturalisme et du psychologisme, est malaisée. On ne saurait pourtant l'ignorer, comme la répression de l'Incident du 28 février en témoigne. La disproportion de la réponse chinoise s'explique autant par le désir de laver l'affront que par celui de mater l'insurrection. L'importance symbolique et stratégique de Taiwan en 1947 n'imposait pas une telle démonstration de force : la province, largement considérée comme une cause perdue depuis 1895, ne revient qu'après Pearl Harbor dans l'inventaire Nationaliste des territoires irrédents ; à l'heure où éclate l'Incident, qui plus est, c'est dans le nord de la Chine et en Mandchourie, non dans le sud-est, que le régime du Guomindang mène sa lutte la plus acharnée. Le problème vient moins de la perception chinoise de Taiwan que de l'ombre du Japon, que les dirigeants de la province perçoivent derrière le soulèvement : les « complots » de leurs ennemis, communistes notamment, ne sont que des éléments déclencheurs. Le soupçon n'est pas neuf. L'Incident ne fait que confirmer ce que les Nationalistes pensent, depuis 1944 au moins, de l'influence délétère du colonialisme à Formose. Le rapport du régime chinois au Japon – grand acteur absent de ce drame –, a cependant connu des fluctuations aussi importantes que celles de l'hégémonie coloniale à Taiwan, qui nous incitent là encore à considérer des chronologies emboîtées.

La défaite de 1895, si déterminante qu'elle soit, ne fait pas du Japon la seule, ni même la principale menace. Il joue en outre un rôle ambivalent, puisqu'il est aussi un modèle pour les réformateurs chinois, et que les républicains qui rêvent de renverser la dynastie mandchoue y trouvent un soutien occasionnel. Même après le mouvement patriotique de 1919, déclenché par le transfert au Japon des anciennes concessions allemandes en Chine, l'impérialisme nippon reste un impérialisme parmi d'autres, et un Sun Zhongshan peut encore espérer – avec le soutien de militants panasiatistes japonais – un front uni des nations d'Extrême-Orient contre la domination occidentale. C'est seulement avec l'invasion de la Mandchourie, et pendant la « guerre de quinze

VEYNE, *La société romaine*, Paris : Seuil, 1991, pp. 307-308. A ceci près que l'antisociologisme de l'historien nous semble excessif : les modes de subjectivité sont ici (comme toujours) indissociables de la répartition des positions de pouvoir et de prestige.

²¹⁸⁹ Cf. par ex. CHIEN et FITZGERALD, *The Dignity of Nations*, *op. cit.*, *passim.*, et Jing 'TSU, *Failure, Nationalism, and Literature: The Making of Modern Chinese Identity, 1895-1937*, Stanford : Stanford University Press, 2005.

ans »²¹⁹⁰ qui s'ensuit, que le Japon devient le principal ennemi du nationalisme chinois. Sous les effets conjugués de l'occupation et des médias de masse, le patriotisme antijaponais ne se limite plus à une élite sociale et politique. Il commence sa transformation en sentiment populaire, qui connaît une accélération pendant la guerre totale de 1937-1945.

Le triomphe du militarisme dans l'archipel donne par ailleurs aux dirigeants chinois un moyen d'atténuer la contradiction qui consistait à prendre pour modèle leur ennemi le plus dangereux. Ils peuvent désormais tenir un discours, audible en Occident et aux Etats-Unis, qui dépeint le Japon comme un pays fascisant et expansionniste par opposition à une Chine pacifique et respectable. Plutôt que de contester vainement à l'adversaire son avance technique ou l'efficacité de sa bureaucratie, on reformule le critère de « civilisation » (*wenming, bunmei*), étalon de mesure universel de la valeur des nations. Il est désormais recentré sur les valeurs confucéennes d'harmonie et de paix, associées à l'antifascisme (et tant pis si le Guomindang est un champion improbable de la démocratie). A ce jeu-là, en effet, c'est le Japon de Hirohito 裕仁 qui est barbare.

Dans un phénomène assez analogue à celui que Norbert Elias a analysé pour la France et l'Allemagne²¹⁹¹, les « identités nationales » se rigidifient en miroir : l'idéologie d'un groupe social dominant (ici, les militaires japonais et la partie de l'opinion qui les suit) est érigée en essence de la culture d'un peuple, contre laquelle un autre se définit quand l'hostilité s'accroît²¹⁹². Le « monde sinisé » prémoderne ne manquait ni de singularités ni de conflits, mais l'idée d'une communauté culturelle y était plus facile à accepter que dans le système hautement compétitif des Etats-nations et de l'impérialisme, où règne le fétichisme de la différence nationale. Fétichisme d'autant plus fort, en réalité, que ses fondements sont ténus : même le militarisme, que les Chinois et les Américains en guerre présentent comme intrinsèquement japonais, évoque fortement ce que le Jiang Jieshi du Mouvement de la vie nouvelle rêvait d'imposer à sa population. La vie militaire comme fabrique de la discipline sociale et d'une communauté revitalisée appartient bien, tout comme l'exaltation de la jeunesse qui va avec, au « lexique commun de la modernité hégémonique » partagé par la Chine et le Japon²¹⁹³. Le fait que l'opposition idéologique soit en partie artificielle n'enlève rien à la violence du choc. La Guerre de résistance est d'abord, pour une partie considérable de la population chinoise, une expérience prolongée de la violence et de la dévastation. Elle détruit de surcroît le

²¹⁹⁰ Sur l'origine et le sens de cette expression, cf. l'article (critique) de Sandra WILSON, "Rethinking the 1930s and the '15-Year War' in Japan", *Japanese Studies*, n° 21 (2), 2001, pp. 155-164.

²¹⁹¹ Norbert ELIAS, *La civilisation des mœurs*, Paris : Calmann-Lévy, 1969 (trad. Pierre Kamnitzer, 1^{ère} éd. en allemand 1939), pp. 11-109.

²¹⁹² Cf. en particulier, sur l'invention d'une tradition « martiale » japonaise en contexte est-asiatique et mondial, le très stimulant ouvrage d'Oleg BENESCH, *Inventing the Way of the Samurai: Nationalism, Internationalism, and Bushidō in Modern Japan*, Oxford/New York : Oxford University Press, 2014.

²¹⁹³ DUARA, *The Global and Regional in China's Nation Formation*, *op. cit.*, p. 27.

fruit d'années d'efforts de modernisation économique. Civilisateur chez lui et aussi, bien que de manière brutale et inégalitaire, dans ses colonies, le Japon est en Chine une force de décivilisation²¹⁹⁴. On mesure la différence avec ce que la guerre signifie pour les jeunes Taiwanais.

1945 aurait dû mettre un terme à ce « cycle d'imitation, de surenchère et de projection »²¹⁹⁵. Le démantèlement quasi-instantané de l'Empire colonial japonais et de la « Sphère de coprosperité » dissocie les trajectoires politiques des deux pays. A l'échelle régionale, la période d'infériorité de la Chine semble révolue ; elle est appelée à retrouver un rôle dirigeant en Asie orientale. L'abrogation des traités inégaux et l'appartenance au camp des Alliés semblent en outre lui garantir un ticket d'entrée dans le monde « civilisé ». On sait ce qu'il en est en réalité. A peine victorieux, le régime plonge dans la guerre civile. La naissance des Nations Unies, qui plus est, ne met pas fin à la distinction entre les pays civilisés (aptes à se gouverner eux-mêmes) et les autres²¹⁹⁶, et la République de Chine peine à se faire accepter au rang des premiers²¹⁹⁷. Si l'ère coloniale *stricto sensu* est finie, la hiérarchie des nations qui en était solidaire est encore prégnante. Enfin, l'ampleur des souffrances provoquées par l'invasion ne peut évidemment être oubliée en un clin d'œil.

La question du rapport au Japon, et à ce qu'il représente, est donc loin d'être réglée. Mais elle est très vite mise sous le boisseau du fait de la lutte contre les Communistes, particulièrement en Mandchourie : à peine achevée, l'expérience de la Guerre de résistance est enfouie sous celle de la guerre civile, un recouvrement qui a longtemps occulté l'impact du conflit mondial sur la société et la politique chinoises. Taiwan, cependant, est une exception au tableau. Parce que l'empreinte japonaise y est plus forte que nulle part ailleurs, parce que le communisme y est très faible et géographiquement isolé, on peut y observer avec une netteté particulière la complexité de la relation que les élites Nationalistes entretiennent avec leur ancien ennemi et modèle. Pour l'administration de Chen Yi, la rétrocession est une occasion de s'y mesurer, tout en capitalisant sur les acquis du développement colonial. Dans leur écrasante majorité, les Taiwanais n'ont pas d'inclination indépendantiste, mais ils ne se sentent pas davantage tenus à une loyauté inconditionnelle : le

²¹⁹⁴ Les recherches de David Serfass sur la construction de l'Etat sous occupation japonaise nous inviteront sans doute à nuancer cette appréciation.

²¹⁹⁵ Peter SLOTERDIJK, *Theory of the Post-War Periods*, Vienne : Springer, 2009, pp. 2-3. La remarque de Peter Sloterdijk concerne l'Allemagne et la France. Elle nous semble s'appliquer, dans une certaine mesure, à la relation sino-japonaise moderne.

²¹⁹⁶ Mark MAZOWER, *No Enchanted Palace: The End of Empire and the Ideological Origins of the United Nations*, Princeton University Press, 2009, pp. 28-65.

²¹⁹⁷ Cf. par ex., sur la position délicate de la Chine dans les discussions sur les droits humains universels, Lydia LIU, "Shadows of Universalism: The Untold Story of Human Rights around 1948", *Critical Inquiry*, n° 40, 2014, pp. 385-417, et Pierre-Etienne WILL, « La contribution chinoise à la Déclaration universelle des droits de l'homme », dans DELMAS-MARTY et WILL (dir.), *La Chine et la démocratie, op. cit.*, pp. 297-366.

Guomindang a toujours eu le plus grand mal à la faire valoir sur le continent, à plus forte raison sur ce territoire resté à l'écart des moments formateurs du nationalisme chinois moderne. L'expérience de la guerre est si différente de part et d'autre du détroit que l'assimilation de Taiwan à une zone libérée (*guangfu qu*), au même titre que la Chine côtière, sonne creux aux oreilles des habitants. Ils jugent l'administration sur pièces, selon les critères d'efficacité, d'équité, de promotion de l'autonomie et de « civilisation » qu'elle-même professe – et partage en grande partie avec l'ancien colonisateur.

L'Incident du 28 février, dont les acteurs sont issus des couches les plus modernes de la société taïwanaise, sanctionne l'échec de cette entreprise. Une telle attente était sans doute irréaliste et, du point de vue chinois, injuste : seize mois seulement se sont écoulés depuis la rétrocession, et le triste état de l'économie et de l'administration doit beaucoup à l'agression japonaise. Les insurgés, qui attendaient de la « libération » une amélioration de leur sort, ne sont pas sensibles à ces circonstances atténuantes et jettent à la figure des Nationalistes leur incapacité à faire aussi bien que l'ennemi juré. A ce titre, la forme que prend la mobilisation est au moins aussi insupportable au régime que la rébellion elle-même, et les approches faites par quelques imprudents au consulat américain ne font qu'aggraver l'humiliation. Le mimétisme japonais des jeunes rebelles, enfin, déclenche une fureur qui prouve que les souvenirs de la guerre sont encore à vif. Elle est partagée par les dirigeants et les soldats envoyés mater la révolte, éprouvés au feu de la Guerre de résistance. Les forces chinoises n'épargnent personne, englobant dans un même grief de « japonisation » ou de « collaboration » les notables autonomistes et la jeunesse militarisée. On perçoit aisément, dans la gestion de l'Incident du 28 février, les faiblesses qui coûteront le pays au régime : factionnalisme, brutalité inconstante, inaptitude à former des alliances avec les élites locales et, plus généralement, à produire un discours pourvu de sens pour l'ensemble de la population. A court terme et dans le contexte spécifique de Taiwan, toutefois, c'est une réussite. La répression frappe d'anathème toute référence positive au passé japonais, reprend une épuration jugée trop douce et intimide durablement la société formosane. Elle permet enfin aux militaires de montrer, à peu de frais, leur supériorité sur les émules coloniaux du Japon. A petite échelle, l'Incident du 28 février leur donne la victoire qu'ils n'ont jamais vraiment remportée – comme il donne aux Taïwanais, pendant une semaine euphorique, la lutte de décolonisation qu'ils n'ont jamais menée.

C. Présences de la guerre mondiale en Asie orientale après 1945

Pistes de recherche : jeunesse, militarisme et remobilisation dans l'ancien Empire japonais

Notre étude de l'Incident du 28 février s'est attachée à montrer combien la Seconde Guerre mondiale continue de peser sur un conflit généralement interprété dans le cadre de l'histoire des

relations Chine-Taiwan, ou de celle de la Guerre froide. Elle s'inscrit ainsi dans l'ensemble des travaux qui explorent le caractère graduel et complexe des sorties de guerre. Cet ensemble d'interrogations, d'abord développé au sujet de l'Europe au XXe siècle, est mobilisé d'une manière croissante dans l'historiographie de l'Asie orientale. D'une part, les recherches sur la Chine contemporaine chevauchent de plus en plus systématiquement les bornes qui isolaient la période Nationaliste (1927-1945) de la guerre civile (1946-1949) et des débuts du régime communiste (années 1950). D'autre part, on commence à mesurer les conséquences régionales considérables du démantèlement de l'Empire japonais²¹⁹⁸, que sa disparition soudaine et l'entrée du Japon dans un éternel « après-guerre »²¹⁹⁹ ont trop longtemps fait négliger. Dans les deux cas, la nouvelle historiographie interroge les ruptures que représenteraient la fin de la guerre mondiale et le début de la Guerre froide, travaille à jeter des ponts entre les deux périodes et restitue son épaisseur historique à la « transition » de la fin des années 1940. Notre travail de doctorat suggère une nouvelle piste de recherche dans le prolongement de ces interrogations.

En effet, la « remobilisation spontanée » de la jeunesse taiwanaise que nous avons observée évoque fortement des phénomènes contemporains dans d'autres territoires de l'ex-Empire japonais du temps de guerre. Pendant la guerre, la pénurie d'hommes dont il souffre et son discours panasiatiste poussent le Japon à mobiliser, à des degrés divers, les populations des pays colonisés ou occupés en Asie de l'est et du sud-est. Cette mobilisation concerne pour une part la force de travail, recouvrant notamment des pratiques de travail forcé – c'est le cas des fameux *rōmusha* 勞務者 et, si l'on prend en compte le travail sexuel, des « femmes de réconfort ». Pour une autre, qui nous intéresse plus directement, elle consiste à lever des forces militaires et paramilitaires pour faire participer les Asiatiques à la « défense » de leurs territoires contre les Alliés.

Cette politique est mise en œuvre dans les colonies japonaises : Taiwan, comme nous l'avons vu, mais aussi la Corée, où elle est un peu plus précoce²²⁰⁰ mais prend des formes quasiment identiques, notamment le couplage de la mobilisation de guerre et de l'acculturation forcée. Toutefois, elle concerne aussi des territoires au statut différent. L'Etat « fantoche » du Mandchoukouo présente une situation intermédiaire entre la colonisation et l'occupation militaire. Les efforts de mobilisation que le Japon y mène sous couvert d'une indépendance formelle mériteraient davantage d'attention, à commencer par la formation de l'Armée impériale du

²¹⁹⁸ Sur ce sujet cf., à paraître chez Routledge, Barak KUSHNER et Sherzod MUMINOV (dir.), *The Dismantling of Japan's Empire in East Asia: Deimperialization, Postwar Legitimation and Imperial Afterlife* (prévu pour l'automne 2016).

²¹⁹⁹ Carol GLUCK, «The Idea of Showa», dans Carol GLUCK et Stephen R. GRAUBARD (dir.), *Showa: The Japan of Hirohito*, New York : Norton, 1992, pp. 1-26.

²²⁰⁰ Le recrutement de volontaires puis la conscription y commencent plus tôt qu'à Taiwan, en 1938 et 1944, contre 1942 et 1945.

Mandchoukouo. Les « armées fantoches » de la Chine occupée, qui s'en rapprochent à certains égards, sont essentiellement constituées par les forces des seigneurs de la guerre, mais elles sont mal connues et il n'est pas exclu que des recherches approfondies conduisent à identifier des interventions plus directes. La similitude avec Taiwan et la Corée est beaucoup plus claire dans l'Asie du sud-est occupée. Malgré ses réticences initiales, l'armée japonaise y est souvent conduite à mobiliser une partie de la jeunesse. Ses efforts les plus résolus ont lieu en Birmanie, avec le patronage de l'armée indépendantiste de Aung San et la formation de groupes paramilitaires ; et plus encore à Java, où des centaines de milliers de jeunes intègrent les auxiliaires (*beibo* 兵補), la PETA (*Tentara Sukarela Pembela Tanah Air*, Armée des volontaires pour la défense de la patrie) et les différentes ligues de jeunesses et autres organisations de masse. Dans une moindre mesure, cette campagne touche aussi Sumatra, la Malaisie, les Philippines et l'Indochine française²²⁰¹.

Malgré leur diversité, ces organisations ont toutes en commun de fonctionner sur un modèle militaire. Comme à Taiwan, leurs membres subissent un entraînement, vivent en commun, marchent au pas, chantent, défilent, portent des uniformes, etc. Partout, malgré le caractère hautement coercitif de ces mesures, cette militarisation exerce un attrait puissant sur les jeunes et très jeunes hommes, y compris en Corée, où le nationalisme postcolonial l'a délibérément occulté (cf. chapitre IV). Elle ne vaut pas adhésion au projet politique du Japon impérial. Certes, on a souvent relevé que le Japon se présente, en Asie du sud-est, comme le soutien des indépendances. La duplicité d'un tel discours apparaît cependant très vite, et le fait que la militarisation rencontre le même accueil dans les anciennes colonies européennes *et dans les colonies japonaises* – où l'indépendance est bien sûr exclue – indique que la séduction n'est pas idéologique.

Elle réside moins dans le contenu idéologique du militarisme japonais que dans son éthos ou, comme l'écrit Benedict Anderson, son « style »²²⁰². Comment expliquer son succès auprès de la jeunesse asiatique colonisée, qu'elle le soit par les Européens ou par le Japon lui-même ? Nous ne pouvons à ce stade que formuler des hypothèses. Premièrement, la mobilisation militaire et paramilitaire s'accompagne d'incitatifs économiques et symboliques, particulièrement appréciables en temps de pénurie, et qui touchent une corde sensible chez de jeunes hommes humiliés par la sujétion coloniale. Deuxièmement, l'exaltation de leur valeur martiale contraste vivement avec

²²⁰¹ Christopher BAYLY et Tim HARPER, *Forgotten Armies: The Fall of British Asia, 1941-1945*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 2005 ; Benedict ANDERSON, *Java in a Time of Revolution: Occupation and Resistance, 1944-1946*, Ithaca : Cornell University Press, 1972. Sur l'Indochine, on trouve des indications dans Chizuru NAMBA, *Français et Japonais en Indochine (1940-1945)*, Paris: Karthala, 2012, et MARR, *Vietnam 1945*, *op. cit.*. Pour un aperçu général mais ancien sur l'Asie du sud-est, cf. Joyce C. LEBRA, *Japanese-Trained Armies in Southeast Asia: Independence and Volunteer Forces in World War II*, Hong Kong : Heinemann, 1977.

²²⁰² ANDERSON, *Java in a Time of Revolution*, *op. cit.*, pp. 31-33.

l'imagerie raciste qui présente les Asiatiques comme faibles et indolents, à l'exception de quelques « races martiales » triées sur le volet. Troisièmement, la mobilisation est solidaire d'une « revivification » brutale qui tranche avec le cliché – colporté par les Japonais comme les Européens – du corps asiatique non seulement faible, mais efféminé (cf. chapitre IV). Quatrièmement, l'entraînement met fortement l'accent sur la notion d'« esprit » (cf. chapitre V), équivalent japonais du « culte de la volonté », qui permet d'espérer la victoire sur un adversaire matériellement très supérieur (comme la puissance métropolitaine). Cinquièmement, le discours de guerre japonais valorise la jeunesse, lui confère le sens de sa mission historique et creuse délibérément le fossé avec les aînés, rejetés dans l'ère de l'arriération et de la faiblesse. Ces thèmes reviennent avec régularité dans les témoignages javanais, taiwanais, coréens ou birmanais, où la figure de *l'éducateur* japonais est le plus souvent positive – même quand les autorités politiques sont, elles, vivement critiquées²²⁰³.

A son démantèlement, l'Empire japonais ne laisse pas derrière lui que des armes en grand nombre et le chaos politique, mais également un immense réservoir de jeunes hommes ayant subi un certain entraînement militaire (parfois très sommaire) et, surtout, convaincus de leur valeur et du rôle historique qu'ils ont à jouer. La nature de ce rôle varie grandement : certains seront communistes, certains anti-communistes, d'autres indépendantistes, d'autres encore – sans doute les plus nombreux – dépourvus, comme tant de rebelles taiwanais de 1947, d'une idéologie claire. On retrouve en tous cas ces jeunes en grand nombre, remobilisés de leur propre initiative ou par leurs officiers, dans les luttes armées qui éclatent un peu partout après la défaite japonaise. En Corée, de 1946 à 1950, ils forment des groupes qui portent des noms semblables aux brigades de « maintien de l'ordre » et « d'autodéfense » de Taiwan ; à Java, ils commencent à se retourner contre les Japonais en 1945 avant de jeter leur énergie dans la « révolution nationale » ; en Mandchourie, ils font sans doute partie des recrues de circonstance absorbées par les armées communistes à l'hiver 1945-1946, etc.²²⁰⁴. Ce phénomène, qui n'est pas sans ressemblances avec le paramilitarisme européen du lendemain de la Première Guerre mondiale²²⁰⁵, n'a pas été étudié pour lui-même. Il pourrait constituer un point d'entrée pour l'étude par le bas de la transition, en Asie, entre la Seconde Guerre mondiale et les conflits armés des années 1950 – avant que la Guerre froide et les

²²⁰³ Des exemples dans William H. NEWELL (dir.), *Japan in Asia, 1942-1945*, Singapour : Singapore University Press, 1981.

²²⁰⁴ Bruce CUMINGS, *The Origins of the Korean War*, vol. I, *Liberation and the Emergence of Separate Regimes, 1945-1947*, Princeton : Princeton University Press, 1981, pp. 75-76 ; ANDERSON, *Java in a Time of Revolution*, *op. cit.*, *passim* ; LEVINE, *Anvil of Victory*, *op. cit.*, pp. 103-104. Cf. aussi Christopher BAYLY et Tim HARPER, *Forgotten Wars: The End of Britain's Asian Empire*, Londres/New York : Allen Lane, 2007.

²²⁰⁵ Robert GERWARTH et John HORNE (dir.), *War in Peace: Paramilitary Violence in Europe after the Great War*, Oxford : Oxford University Press, 2012.

nouveaux Etats (ou les Partis qui prétendent en établir) ne parviennent à surimposer leurs logiques sur ces mobilisations, le plus souvent spontanées et locales.

Enjeux contemporains : retour à 1945, legs colonial et luttes mémorielles en Asie orientale

Nous ne pouvons conclure ce travail sans évoquer ses enjeux contemporains. Le regard nouveau que les chercheurs posent sur la « sortie » de la Seconde Guerre mondiale n'est pas un simple raffinement historiographique, indépendant du rapport qu'entretiennent les sociétés et les pouvoirs à cet événement. Le dépérissement mondial du grand récit révolutionnaire, l'obsolescence des cadres de compréhension du monde hérités de la Guerre froide ont conduit à réévaluer le rôle qu'ont joué, au XXe siècle, la guerre, le nationalisme et le colonialisme. C'est vrai en Europe, et plus encore en Asie orientale, où nous assistons depuis les années 1990 – avec une accélération depuis les années 2000 – à un retour en force des références à la guerre de 1937-1945.

Il y a bien sûr la résurgence de la mémoire des atrocités de guerre japonaises – « femmes de réconfort », massacre de Nanjing... –, variante régionale d'une transformation mondiale du régime d'historicité. Mais ce n'est pas tout. La date de 1945 apparaît de plus en plus comme le point de départ de l'histoire contemporaine de l'Asie orientale. C'est surtout le cas pour la Chine populaire. Le PCC s'est toujours prétendu l'artisan de la victoire, d'autant plus qu'il troque, depuis environ vingt-cinq ans, ses galons révolutionnaires contre une légitimité patriotique. L'importance de ce thème va croissant : le gouvernement chinois a fêté en 2015 l'anniversaire de la victoire contre le Japon avec une débauche de moyens jamais déployée pour célébrer la révolution communiste : immense défilé militaire, instauration d'un nouveau jour férié, matraquage médiatique d'une intensité exceptionnelle... Dans la chronologie mythique du régime, 1945 est en train de remplacer 1949, et le tour de passe-passe consistant à remplacer un vainqueur Nationaliste par un vainqueur communiste est au fond de moins en moins important : le récit national du régime se veut désormais inclusif, assumant l'héritage « traditionnel » du pays, et même celui de la République de Chine, qu'il a renversée, dans la mesure où elle a servi le redressement national.

Il s'agit aussi d'un message envoyé à l'étranger. Le PCC actuel promeut une vision du « destin de la Chine » qui porte davantage la marque de Jiang Jieshi que celle de Mao Zedong : pour le premier, la participation de la Chine à la victoire du camp « antifasciste » marque la résurrection du pays comme grande puissance, méritant le respect des autres nations et de retrouver sa position prééminente en Asie orientale. Si la propagande de Beijing insiste, comme le Guomindang le faisait, sur le caractère intrinsèquement pacifique de la nation chinoise depuis cinq mille ans, la mémoire activement entretenue des atrocités japonaises lui permet d'attaquer la légitimité de son rival.

Elle trouve, de ce point de vue, des alliés dans l'archipel. Au Japon, autant la commémoration des bombardements atomiques permet de fédérer autour d'un vague refus des horreurs de la guerre,

autant le rituel cachait mal, l'année dernière, de profondes dissensions sur l'avenir militaire du pays. Face à une Chine de plus en plus belliqueuse, de nombreux dirigeants – au premier rang desquels le premier ministre Abe Shinzo 安倍晋三 – travaillent à un assouplissement de l'article 9 de la Constitution de 1947, qui fait du Japon un pays démilitarisé. Ce programme s'accompagne souvent d'un révisionnisme qui minimise les crimes de l'Armée impériale et a le don de déclencher la fureur chinoise (et coréenne). Le pacifisme constitutionnel, dont la traduction concrète est la délégation des fonctions militaires à l'allié américain, est perçu comme une anomalie léguée par la défaite et l'occupation. Abe n'a pas franchi de ligne rouge en 2015 – il ne s'est pas rendu au sanctuaire de Yasukuni, a présenté des excuses aux pays envahis... –, mais la lente marche du Japon vers la remilitarisation paraît difficile à enrayer. Nul doute que les années à venir verront les oppositions géopolitiques réveiller un peu plus la mémoire de la guerre, à condition qu'elle soit activée par les pouvoirs ou par des entrepreneurs de mémoire. Car on a moins affaire, de part et d'autre, au retour spontané de vieilles rancunes – les plus virulents sont souvent les plus jeunes – qu'à une contradiction de fond entre la montée en puissance chinoise et l'héritage géopolitique de la Guerre froide. La Chine constituait l'hégémon naturel en Asie orientale après la victoire de 1945, avant que la révolution communiste ne fasse du Japon l'improbable partenaire des États-Unis, et ne prolonge pour un demi-siècle la suprématie régionale acquise à l'ère Meiji – désarmée cette fois. Pour les dirigeants chinois, cette répartition des rôles n'a plus lieu d'être depuis la fin de la Guerre froide, ce que leur insistance sur le « moment 1945 » permet d'exprimer. Indépendamment de la question morale, le révisionnisme japonais leur paraît un effort pour dénier à la Chine les fruits de sa victoire – tout comme, à un degré moindre, l'amnésie sélective des Occidentaux, qui négligent la contribution chinoise à la lutte collective, et à qui l'évocation de la guerre permet de vendre, sous des atours « antifascistes », le cantonnement du Japon dans son insignifiance militaire.

Comme nous l'évoquions au premier chapitre, ce nouveau contexte explique la focalisation récente des auteurs chinois irrédentistes sur la culpabilité japonaise dans l'Incident du 28 février. Notre travail n'a fait, en un sens, que réinterroger l'événement à partir du même présent, mais avec des outils intellectuels différents. Nous avons également essayé de nous tenir à distance des luttes politiques et mémorielles qui traversent la région et l'écriture de son histoire, tout particulièrement en refusant de considérer les identifications collectives (nationales surtout) comme acquises, mais en prêtant au contraire attention à leur construction politique. Ce point nous paraît important pour comprendre les relations de plus en plus tendues entre la Chine populaire et ses périphéries han postcoloniales – Taiwan bien sûr, toujours indépendant de fait, mais aussi Hong Kong, rétrocédé par la Grande-Bretagne en 1997. Les vagues de protestation qui ont agité ces deux sociétés en 2014

(« mouvement des Tournesols » à Taiwan et « des parapluies » à Hong Kong), et entre lesquelles des liens de solidarité se sont établis, étaient dirigées contre l'influence liberticide de Beijing et de ses soutiens sur place. Elles dénonçaient toutes deux la vacuité de la formule « un pays, deux systèmes » (*yi guo liang zhi* 一國兩制), par laquelle la Chine populaire promettait de tolérer, sous une souveraineté chinoise unique, la coexistence de régimes politiques et économiques différents, repoussant la convergence dans un avenir assez lointain. Appliquée à Hong Kong, la formule est promise à Taiwan en cas de réunification. Le verrouillage croissant du système politique et la répression des opposants dans la cité marchande n'ont rien pour rassurer les Taiwanais.

Situés sur les marges extraverties, maritimes et libérales de la Chine, jouissant – encore – de libertés incomparablement plus grandes que celles du « continent », Taiwan et Hong Kong sont également deux anciennes colonies, l'une japonaise, l'autre britannique, dont la récupération fut ou est, pour Beijing, une question d'honneur plus encore que d'intérêt. Or dans ces deux espaces, la contestation de l'irrédentisme chinois passe par une promotion des « identités » locales qui ne rechigne pas à réhabiliter le passé colonial. Un tel geste ne va pas sans idéalisation rétrospective : le Japon n'a jamais démocratisé Taiwan ni la Grande-Bretagne Hong Kong, bien qu'elle l'ait tardivement libéralisé. La popularité des références à l'héritage britannique est d'ailleurs plus forte chez les jeunes hongkongais que chez leurs parents, qui trouvaient dans leur origine chinoise une ressource pour contester le monopole colonial du pouvoir. Le sentiment d'appartenance à la nation chinoise *recule* avec le temps alors même que le PCC comptait sur la montée en puissance de la République populaire pour renverser ce désamour. La revendication de l'héritage colonial, en particulier, déclenche des réactions d'une grande violence verbale dans les médias chinois, car elle est vécue comme une injure cuisante.

C'est d'ailleurs son véritable objet. Personne ou presque ne se dit britannique à Hong Kong ou japonais à Taiwan. La réhabilitation sélective de la période coloniale permet surtout à ces marges de faire au centre un procès en barbarie. Détentrices de la force brute (armée, capital, nombre), la Chine n'en resterait pas moins un despotisme archaïque incapable d'incarner le progrès – contrairement aux Hongkongais et aux Taiwanais, membres de plein droit d'une société mondiale civilisée, ou à tout le moins d'une Asie moderne et libérale, à l'image du Japon ou de la Corée du Sud. Beijing, qui se comporte sans états d'âme en puissance coloniale sur ses marges occidentales – Tibet, Xinjiang –, joue ici à fronts renversés. Les contestataires sont le plus souvent issus des classes moyennes éduquées, et il n'est pas rare qu'ils professent un mépris appuyé pour les « hordes » de touristes chinois venus profiter du niveau de développement de leurs cités. Le coup porte, parce qu'il entre en résonance avec le sentiment, très vif dans le patriotisme chinois, de ne pas obtenir le respect des pays développés. Compte tenu du rapport de force réel, cette

condescendance est défensive, ce qui fait l'originalité de la configuration postcoloniale chinoise. Les « complexes » japonais et britannique de Taiwan et Hong Kong sont une manière de retourner contre les nationalistes chinois leur propre culturalisme autoritaire, qui fait de la loyauté politique une question d'identité ethno-nationale, et identifie le patriotisme à la soumission au régime (communiste aujourd'hui, Nationaliste hier à Taiwan). Ce chantage s'est révélé à double tranchant. Les Taiwanais et les Hongkongais qui refusent de se dire chinois ne font que répondre à Beijing dans son propre langage : celui de l'identité.

Les échos avec l'Incident du 28 février 1947 sont évidents. Le soixante-dixième anniversaire de 2017 sera l'occasion de voir à quel point le Minjindang, revenu au pouvoir, est prêt à opposer la mémoire du drame aux revendications chinoises. Ses options sont limitées : pour conserver des marges de manœuvre, Taïpei compte sur un soutien américain de plus en plus incertain, sur un rapprochement discret avec le Japon, sur une population attachée à son mode de vie et sur la réticence des dirigeants chinois à employer les grands moyens. Ici s'arrête, heureusement, la comparaison entre 1947 et le présent. L'arrière-plan est profondément dissemblable : en dépit de la virulence croissante des nationalismes et des tensions qui travaillent la région, l'expérience de la guerre s'en est largement absente. Beijing fera beaucoup pour éviter une effusion de sang à Hong Kong ou – dans la perspective d'une réunification – à Taiwan, qui serait désastreuse pour l'image du régime non seulement à l'étranger, mais au sein de la population chinoise. L'Incident du 28 février ne se reproduira pas. Mais cet événement si bref et si local a beaucoup à nous dire sur la manière dont se sont formées, en Asie orientale, les inimitiés entre nations et au sein d'elles.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

SOURCES ECRITES

Fonds d'archives

DAGLJ : Archives nationales de la République de Chine (Taiwan) (*Guojia dang'an guanliju* 國家檔案管理局), Taibei, Taiwan.

GSG : Academia Sinica (*Guoshiguan* 國史館), Taibei et Xindian, Taiwan.

IHM : Institut d'histoire moderne, Academia Sinica (*Zhongyang yanjiuyuan jindaishi yanjiusuo* 中央研究院近代史研究所), Taibei, Taiwan.

IHT : Institut d'histoire taiwanaise, Academia Sinica (*Zhongyang yanjiuyuan Taiwan shi yanjiusuo* 中央研究院台灣史研究所), Taibei, Taiwan.

NARA : National Archives and Records Administration, College Park (Maryland), Etats-Unis.

UNRRA : United Nations Relief and Rehabilitation Administration, New York, Etats-Unis.

228MM : Musée commémoratif du 28 février (*Er'erba jinianguan* 二二八紀念館), Taibei, Taiwan.

Recueils de sources

CHEN, Xingtang 陳興唐, *Taiwan Er'erba shijian dang'an shiliao, Nanjing di er lishi dang'anguan cang* 台灣二二八事件檔案史料：南京第二歷史檔案館藏 (Documents d'archives sur l'Incident du 28 février à Taiwan : la collection des Archives n°2 de Nankin), Taibei : Renjian, 1992. (NJDASL).

DENG, Kongzhao 鄧孔昭 (dir.), *Er'erba shijian ziliao ji* 二二八事件資料集 (Recueil de documents sur l'Incident du 28 février), Taibei : Daoxiang, 1991.

Er'erba shijian wenxian jilu 二二八事件文獻輯錄 (Compilation de documents sur l'Incident du 28 février), Taibei : Taiwan sheng wenxian weiyuanhui, 1991.

Er'erba shijian wenxian xulu 二二八事件文獻續錄 (Compilation de documents sur l'Incident du 28 février, suite), Taibei : Taiwan sheng wenxian weiyuanhui, 1992.

Er'erba shijian wenxian bulu 二二八事件文獻補錄 (Compilation de documents sur l'Incident du 28 février, fin), Taibei : Taiwan sheng wenxian weiyuanhui, 1994.

Er'erba shijian ziliao xuanji 二二八事件資料選輯 (Anthologie de documents sur l'Incident du 28 février), Taibei : Academia Sinica, 1992-1997 (6 vol.). (ZLXJ 1 à 6).

Foreign Relations of the United States, 1947. Vol. VII. The Far East: China, Washington D. C. : United States Government Printing Office, 1972. (FRUS).

Guoshiguan xian cang minguo renwu zhuanji shiliao huibian 國史館現藏民國人物傳記史料彙編 (Compilation de sources biographiques conservées au Guoshiguan sur les personnes célèbres de la République), vol. 16, Taibei : Guoshiguan, 1998.

LIN, Delong 林德龍 et CHEN, Fangming 陳芳明 (dir.), *Er'erba guanfang jimi shiliao* 二二八官方機密史料 (Documents officiels confidentiels sur le 28 février), Taibei : Zili wanbao, 1992.

LÜ, Xingzhong 呂興忠 (dir.), *Zhanghua xian Er'erba shijian dang'an huibian* 彰化縣二二八事件檔案彙編 (Compilation d'archives sur l'Incident du 28 février dans le district de Zhanghua), Zhanghua : Zhanghua xian wenhua ju, 2004.

XU, Xueji 許雪姬 (dir.), *Baomiju Taiwan zhan Er'erba shiliao huibian* 保密局台灣站二二八史料彙編 (Compilation de sources de la station de Taiwan du Baomiju relatives au 28 février), Taibei : Academia Sinica, 2015-2016 (2 vol.). (BMJ 1 et 2).

ZHANG, Yanxian 張炎憲 *et al.* (dir.), *Er'erba shijian dang'an huibian* 二二八事件檔案彙編 (Compilation d'archives sur l'Incident du 28 février), Taibei : Guoshiguan, 2002-2008 (18 vol.). (DAH 1 à 18).

Sources imprimées

Journaux consultés à la Bibliothèque nationale centrale de Taiwan et à la bibliothèque de l'Université de Yale.

Bureau des affaires de police du gouvernement général de Taiwan, *Taiwan shehui yundong shi, 1931 nian – 1936 nian* 台灣社會運動史, 1931年-1936年 (Histoire des mouvements sociaux à Taiwan, 1931-1936), vol. I, Taibei : Chuangzao, 1989 (trad. WANG Naixin 王乃信, 1^{ère} éd. en japonais 1941).

CHIANG, Kai-shek, *China's Destiny and Chinese Economic Theory*, Leiden/Boston : Global Oriental, Boston, 2013 (1^{ère} éd. en anglais 1947, en chinois 1943).

CHIANG, Kai-shek, *Soviet Russia in China: A Summing-Up at Seventy*, New York : Farrar, Straus and Cudahy, 1957.

DAI, Jitao 戴季陶, *Riben lun* 日本論 (Du Japon), Shanghai : Shanghai guji, 2013 (1^{ère} éd. 1927).

DU, Chengxiang 杜呈祥, *Riben baoxing lun* 日寇暴行論 (Des atrocités japonaises), Chongqing : Shidai, 1939 (janvier).

Er'erba shibian shimoji 二二八事變始末記 (Récit complet des événements du 28 février), Taizhong : Saodang Zhoubao, mars 1947.

HU, Fuxiang 胡福相, *Riben dui zhimindi zhi jingcha sheshi* 日本對於殖民地之警察設施 (Les mesures policières du Japon dans ses colonies), Minzhubao (lieu de publication non précisé), 1945.

JIANG, Jieshi (Chiang Kai-shek) 蔣介石, *Zhongguo zhi mingyun* 中國之命運 (Le destin de la Chine), Chongqing : Zhengzhong shuju, 1943.

JIN, Yu 勁雨, *Taiwan shibian zhenxiang yu neimu* 台灣事變真相與內幕 (Les événements de Taiwan : la vérité et les coulisses de l'affaire), Shanghai : Jianshe shudian, 1947.

KE, Yuanfen 柯遠芬, *Zhongguo guofang jianshe zhi yanjiu* 中國國防建設之研究 (Etude sur la construction de la défense nationale), Taibei : Zhengqi chubanshe, 1946 (rédigé en 1943).

KE, Yuanfen 柯遠芬, *Zongtizhan de zhubei he shishi* 總體戰的準備和實施 (Préparation et mise en œuvre de la guerre totale), Minzong zhandi chubanshe, 1942.

Kongsu dikou baoxing 控訴敵寇暴行 (Dénonçons les atrocités des pirates ennemis), Département politique général du 18^{ème} groupe d'armées, lieu de publication inconnu, septembre 1945.

LI, Zhipu 李稚甫, *Taiwan renmin geming douzheng jianshi* 台灣人民革命鬥爭簡史 (Brève histoire des luttes révolutionnaires du peuple taiwanais), Guangzhou : Huanan renmin, 1955.

LIU, Yuqing 劉雨卿, *Chilu zaji* 恥廬雜記 (Notes éparses de l'humble mesure), Taibei : Chuan-Kang-Yu wenwuguan, 1982.

Results of the Seventh Population Census of Taiwan, 1940, Taibei : Provincial Government of Taiwan, 1953.

SHI, Dongshan 史東山, *Huan wo guxiang* 換我故鄉 (Rendez-nous notre foyer) (scénario), Shanghai : Minghua, 1946.

Taiwan sheng jingbei zongsilingbu zhounian gongzuo gaikuang baogaoshu 台灣省警備總司令部週年工作概況報告書 (Rapport synthétique sur la première année de travail du quartier général de la garnison de la province de Taiwan), Taibei : Taiwan sheng jingbei zongsilingbu, novembre 1946.

Taiwan yi nian lai zhi xuanchuan 台灣一年來之宣傳 (La propagande à Taiwan depuis un an), Taibei : Taiwan sheng xingzheng zhangguan gongshu xuanchuan weiyuanhui, décembre 1946.

MEMOIRES ET TEMOIGNAGES

Histoire orale

CAI, Huiyu (Hui-yu Caroline Ts'ai) 蔡慧玉 (dir.), *Guangfu Taiwan yu zhanhou jingzheng : Taiwan jingcha ganbu xunlianban koushu fangtan jilu* 光復台灣與戰後警政：「台灣警察幹部訓練班口述訪談紀錄」 (L'administration policière dans le Taiwan de la Libération : transcriptions d'entretiens oraux avec la Classe d'entraînement des cadres de police de Taiwan), Taïpei : Academia Sinica, 2014.

CAI, Huiyu (Hui-yu Caroline Ts'ai) 蔡慧玉, *Zou guo liang ge shidai de ren : Taiwan Riben bing* 走過兩個時代的人：台籍日本兵 (Entre deux époques : les soldats taiwanais de l'armée japonaise), Taïpei : Academia Sinica, 2008.

CHEN, Cungong 陳存恭, CHEN, Sanjing 陳三井, JIA, Tingshi 賈廷詩 et MA, Tiangang 馬天綱, *Bai Chongxi xiansheng fangwen jilu* 白崇禧先生訪問紀錄 (Transcriptions d'entretiens avec monsieur Bai Chongxi), Taïpei : Academia Sinica, 1984.

CHEN, Sanjing 陳三井 et XU, Xueji 許雪姬, « Lin Hengdao xiansheng fangwen jilu » 林衡道先生訪問紀錄 (Transcriptions d'entretiens avec monsieur Lin Hengdao), Taïpei : Academia Sinica, 1992.

Koushu lishi 口述歷史 (Histoire orale), n° 3, 1992, et n° 4, 1993 (KSL3 et KSL4).

XU, Xueji 許雪姬 et CHEN, Huifang 方惠芳 (dir.), *Gaoxiong shi Er'erba xiangguan renwu fangwen jilu* 高雄市二二八相關人物訪問紀錄 (Transcriptions d'entretiens avec des protagonistes du 28 février dans la ville de Gaoxiong), Taïpei : Academia Sinica, 1995 (3 vol.). (GX 1 à 3).

ZHANG, Li 張力 (dir.), *Haijun renshi fangwen jilu* 海軍人士訪問紀錄 (Transcriptions d'entretiens avec des membres de la Marine), Taïpei : Academia Sinica, 2002.

ZHANG, Yanxian 張炎憲 (dir.) :

Beiqing chezhan Er'erba 悲情車站二二八 (Le 28 février à la gare de Badu), Taïpei : Wu Sanlian jijinhui, 1993. (BQCZ).

Danshui heyu Er'erba 淡水河域二二八 (Le 28 février dans la région de la Danshui), Taïpei : Wu Sanlian jijinhui, 1996. (DSHY).

Hualian fenglin Er'erba 花蓮鳳林二二八 (Le 28 février dans la région de Hualian), Taïpei : Wu Sanlian jijinhui, 2010. (HLFL).

Jiayi beihui Er'erba 嘉義北回二二八 (Le 28 février dans la région de Jiayi), Taïpei : Wu Sanlian jijinhui, 1994. (JYBH).

Jiayun pingye Er'erba 嘉雲平野二二八 (Le 28 février dans les régions de Jiayi et Yunlin), Taïpei : Wu Sanlian jijinhui, 1995. (JYPY).

Jilong yugang Er'erba 基隆雨港二二八 (Le 28 février dans la région de Jilong), Taïpei : Wu Sanlian jijinhui, 1994. (JLYG).

Taïpei dabui Er'erba 台北都會二二八 (Le 28 février à Taïpei), Taïpei : Wu Sanlian jijinhui, 1996. (TBDH).

Taïpei nangang Er'erba 台北南港二二八 (Le 28 février à Taïpei-Nangang), Taïpei : Wu Sanlian jijinhui, 1995. (TBNG).

Xinzhu fengcheng 新竹風城二二八 (Le 28 février dans la région de Xinzhu), Xinzhu : Xinzhu shi zhengfu, 2002. (XZFC).

Zhuluo shancheng Er'erba 諸羅山城二二八 (Le 28 février dans la région de Zhuluo), Taïpei : Wu Sanlian jijinhui, 1995. (ZLSC).

ZHOU, Wanyao (Chou Wan-yao) 周婉窈 (dir.), *Taiji Riben bing zuotanhui jilu bing xiangguan ziliao* 台籍日本兵座談會記錄並相關資料 (Transcription du colloque sur les soldats taiwanais de l'armée japonaise et documents sur le même sujet), Taïpei : Academia Sinica, 1997.

Wenshi ziliao (souvenirs compilés en RPC)

Fujian sheng zhengxie wenshi ziliao yanjiu weiyuanhui (dir.), *Juntong zai Fujian* 军统在福建 (Le Juntong au Fujian), Fuzhou : Wenshi ziliao yanjiu weiyuanhui, 1988.

LI, Jingchun 李景春, « Fuxingshe zai Fujian de zuzhi yu huodong » 复兴社在福建的组织与活动 (Organisation et activités de la Société de la renaissance au Fujian), pp. 1-14.

LIN, Chengji 林成基, « Juntong Minbei zhan shimo » 军统闽北站始末 (Vie et mort de la station du nord-Fujian du Juntong), pp. 15-50.

LIU, Hunsheng 刘浑生, « Juntong Minnan zhan gaikuang » 军统闽南站概况 (Aperçu de la station du sud-Fujian du Juntong), pp. 116-135.

LIU, Zhennan 刘震南, « Fujian shenghui jingchaju tewu zuzhi gaikuang » 福建省会警察局特务组概况 (Aperçu de l'organisation des services secrets dans le bureau de police de la province du Fujian), pp. 70-90.

WANG, Binghui 王丙辉, « Juntong mimi zuzhi yu Yanjian jingbei zongsilingbu jichasuo » 军统南秘密组与延建警备总司令部稽查所 (L'organisation secrète du Juntong et le bureau des douanes du commandement de la garnison de Yanjian), pp. 51-69.

Sichuan sheng zhengxie wenshi ziliao yanjiu weiyuanhui (dir.), *Chuanjun Kangzhan qinliji* 川军抗战亲历记 (L'armée du Sichuan dans la Guerre de résistance – récits personnels), Chengdu : Sichuan renmin chubanshe, 1985.

YUE, Xingming 岳星明, « Ershisan jituanjun chuChuan Kangzhan gaishu » 二十三集团军出川抗战概述 » (Bref récit de la sortie du Sichuan du 23^{ème} groupe d'armées pour participer à la Guerre de résistance), pp. 138-142.

YUE, Xingming 岳星明, « Yi 1939 nian de Dongji gongshi » 忆 1939 年的冬季攻势 (Souvenirs de l'offensive d'hiver de 1939), pp. 197-202.

XUE, Yue 薛岳, YUE, Xingming 岳星明 *et al.*, *Zhengmian zhanchang : Min-Zhe-Gan kangzhan, yuan Guomindang jiangling kangri zhanzheng qinliji* 正面战场：闽浙赣抗战，原国民党将领抗日战争亲历记 (Les champs de bataille de l'avant : récits personnels de la Guerre de résistance aux Fujian, Zhejiang et Jiangxi par d'anciens officiers supérieurs du Guomindang), Beijing : Wenshi chubanshe, 2013.

HUANG, Tao 黄涛, « Di yiwuqi shi zhuXia qijian zhi fangwu » 第一五七师驻厦期间之防务 (Les missions défensives de la 157^{ème} division pendant son stationnement à Xiamen), pp. 20-22.

TANG, Jingwu 唐精武, « Kangzhan qijian Fujian de junshi bushu yu zuozhan gaikuang » 抗战期间福建的军事部署与作战概况 (Déploiement militaire et résumé des opérations dans le Fujian pendant la Guerre de résistance), pp. 5-19.

Mémoires personnels

GU, Ruiyun 古瑞雲, *Taizhong de fenglei : gen Xie Xuehong zai yiqi de rizi li* 台中的風雷：跟謝雪紅在一起的日子裡 (Tempête sur Taizhong : quand j'étais avec Xie Xuehong), Taibei : Renjian, 1990.

SU, Xin, *Weigui de Taigong doubun : Su Xin zizhuan yu wenji* 未歸的台共鬥魂：蘇新自傳與文集 (Une âme errante du Parti communiste taiwanais : autobiographie et œuvres de Su Xin), Taibei : Shibao wenhua, 1993.

SUN CHANG, Kang-i, *Journey Through the White Terror: A Daughter's Memoir*, Taibei : National Taiwan University Press, 2013.

WU, Ketai 吳克泰, *Wu Ketai huiyi lu* 吳克泰回憶錄 (Mémoires de Wu Ketai), Taibei : Renjian, 2002.

YANG, Guoguang 楊國光, *Yi ge Taiwanren de guiji* 一個台灣人的軌跡 (Une trajectoire taiwanaise), Taibei : Renjian, 2001.

ZHONG, Yiren 鍾逸人, *Xinsuan liushinian* 辛酸六十年 (60 années amères), Taibei : Qianwei, 1995.

OUTILS

CAI, Xiumei 蔡秀美, *Er'erba shijian wenxian mulu jieti* 二二八事件文獻目錄解題 (Catalogue raisonné des œuvres portant sur l'Incident du 28 février), Taibei : Er'erba jinian jijinhui, 2015.

LIN, Yuanhui 林元輝 (dir.), *Er'erba shijian Taiwan bendi xinwen shiliao huibian* 二二八事件台灣本地新聞史料彙編 (Compilation de sources sur l'Incident du 28 février issues de la presse taiwanaise), Taibei : Er'erba shijian jinian jijinhui, 2009 (4 vol.).

Taiwan da baike quanshu 台灣大百科全書 (Grande encyclopédie de Taiwan), <http://nrch.culture.tw>

Taiwan Documents Project, <http://www.taiwandocuments.org>.

« Taiwan wushiye nian lai tongji tiyao » 台灣五十年來統計戶口調查 (Statistiques sommaires sur Taiwan depuis cinquante et un ans), <http://twstudy.iis.sinica.edu.tw/twstatistic50/>.

ZHANG, Yanxian 張炎憲 (dir.), *Er'erba shijian cidian* 二二八事件辭典 (Dictionnaire de l'Incident du 28 février), Taibei : Er'erba shijian jinian jijinhui, 2008.

OUVRAGES, CHAPITRES ET ARTICLES

ALTHUSSER, Louis, « Idéologies et appareils idéologiques d'Etat », dans *Positions*, Paris : Editions sociales, 1976, pp. 113-121.

ANDERSON, Benedict, *Java in a Time of Revolution: Occupation and Resistance, 1944-1946*, Ithaca : Cornell University Press, 1972.

ANDRADE, Tonio, *How Taiwan Became Chinese: Dutch, Spanish, and Han Colonization in the Seventeenth Century*, New York : Columbia University Press, 2008.

ANDRADE, Tonio, *Lost Colony: The Untold Story of China's First Great Victory over the West*, Princeton : Princeton University Press, 2011.

ARASSE, Daniel, *La guillotine et l'imaginaire de la Terreur*, Paris : Flammarion, 1987.

ARENDDT, Hannah, "Understanding and Politics", *Partisan Review*, n° 20 (4), 1953, pp. 377-392, traduit dans Michelle-Irène BRUDNY DE LAUNAY, *La nature du totalitarisme*, Paris : Payot, 2006, pp. 33-53.

ARENDDT, Hannah, *Du mensonge à la violence : essais de politique contemporaine*, Paris : Calmann-Lévy, 1972 (trad. Guy Durand, 1^{ère} éd. en anglais 1969).

AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane, *L'enfant de l'ennemi, 1914-1918*, Paris : Aubier, 1995.

AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane et BECKER, Annette, *14-18, retrouver la guerre*, Paris : Gallimard, 2000.

AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane, « Vers une anthropologie historique de la violence de combat au XIX^e siècle : relire Ardant du Picq ? », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 30 (1), 2005.

AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane, *Combattre, une anthropologie historique de la guerre moderne (XIX^e-XXI^e siècles)*, Paris : Seuil, 2008.

AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane, *Les armes et la chair. Trois objets de mort en 1914-1918*, Paris : Armand Colin, 2009.

AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane, « La violence », dans Pascal CAUCHY, Claude GAUVARD et Jean-François SIRINELLI, *Les historiens français à l'œuvre, 1995-2010*, Paris : PUF, 2010, pp. 131-142.

AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane, *Quelle histoire. Un récit de filiation (1914-2014)*, Paris : Seuil, 2013.

AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane, BECKER, Annette, INGRAO, Christian et ROUSSO, Henry (dir.), *La violence de guerre, 1914-1945 : approches comparées des deux conflits mondiaux*, Bruxelles : Complexe, 2002

AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane, « Au cœur de la guerre : la violence du champ de bataille pendant les deux conflits mondiaux », pp. 73-98.

- INGRAO, Christian, « Violence de guerre, violence génocide : les *Einsatzgruppen* », pp. 219-242.
- AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane et PROCHASSON, Christophe (dir.), *Sortir de la Grande Guerre : le monde et l'après-1918*, Paris : Tallandier, 2008.
- BACZKO, Adam, DORRONSORO, Gilles et QUESNAY, Arthur, « Le capital social révolutionnaire. L'exemple de la Syrie entre 2011 et 2014 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 211-212 (1), 2016, pp. 24-35.
- BAI, Xianyong 白先勇 et LIAO, Yanbo 廖彥博, *Zhitong liaoshang : Bai Chongxi jiangjun yu Er'erba 止痛療傷 : 白崇禧將軍與二二八* (Apaiser la douleur et panser les plaies : le général Bai Chongxi et le 28 février), Taïpei : Shibao wenhua, 2014.
- BALIBAR, Etienne, *Violence et civilité : Wellek Library Lectures et autres essais de philosophie politique*, Paris : Galilée, 2010.
- BAPTANDIER, Brigitte (dir.), *De la maledorm en quelques pays d'Asie*, Paris : Karthala, 2001.
- BAPTANDIER, Brigitte, « Introduction », pp. 7-22.
- LAUWAERT, Françoise, « La mort cruelle des gens de peu. Quelques cas de jurisprudence dans la Chine du XIXe siècle », pp. 107-132.
- BARCLAY, George, *Colonial Development and Population in Taiwan*, Princeton : Princeton University Press, 1954.
- BARLOW, Tani (dir.), *Formations of Colonial Modernity in East Asia*, Durham : Duke University Press, 1999.
- BARME, Geremie, *In the Red: On Contemporary Chinese Culture*, New York : Columbia University Press, 1999.
- BASKETT, Michael, *The Attractive Empire: Transnational Film Culture in Imperial Japan*, Honolulu : University of Hawaii Press, 2016.
- BAYART, Jean-François, *Le gouvernement du monde : une critique politique de la globalisation*, Paris : Fayard, 2004.
- BAYART, Jean-François, « Hégémonie et coercition en Afrique subsaharienne. La 'politique de la chicotte' », *Politique africaine*, n° 110 (2), 2008, pp. 123-152.
- BAYART, Jean-François et BERTRAND, Romain, « De quel 'legs colonial' parle-t-on ? », *Esprit*, n° 12, 2006, pp. 134-160.
- BAYLY, Christopher et HARPER, Tim, *Forgotten Armies: The Fall of British Asia, 1941-1945*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 2005.
- BAYLY, Christopher et HARPER, Tim, *Forgotten Wars: The End of Britain's Asian Empire*, Londres/New York : Allen Lane, 2007.

- BECKMANN, George M. et OKUBO, Genji, *The Japanese Communist Party, 1922-1945*, Stanford : Stanford University Press, 1969.
- BENESCH, Oleg, *Inventing the Way of the Samurai: Nationalism, Internationalism, and Bushidō in Modern Japan*, Oxford/New York : Oxford University Press, 2014.
- BENESCH, Oleg, “The Samurai Next Door: Chinese Examinations of the Japanese Martial Spirit”, *Extrême-Orient Extrême-Occident*, n° 38, 2014, pp. 129-168.
- BENTON, Gregor, “The South-Anhui Incident”, *Journal of Asian Studies*, n° 45 (4), 1986, pp. 681-720.
- BENTON, Gregor, *Mountain Fires: the Red Army's Three-Year War in South China*, Berkeley : University of California Press, 1992.
- BERGERE, Marie-Claire, *Sun Yat-sen*, Paris : Fayard, 1994.
- BERRY, Michael, *A History of Pain: Trauma in Modern Chinese Literature and Film*, New York : Columbia University Press, 2008.
- BERTRAND, Romain, « Politiques du moment colonial : historicités indigènes et rapports vernaculaires au politique en ‘situation coloniale’ », *Questions de recherche*, n° 26 (10), 2008, pp. 1-49.
- BERTRAND, Romain, *L'histoire à parts égales. Récits d'une rencontre Orient-Occident, XVIe-XVIIe siècle*, Paris : Seuil, 2011.
- BIANCO, Lucien, « Conflits villageois dans la Chine du XXe siècle », *Etudes rurales*, n° 157-158 (1), 2001.
- BIANCO, Lucien, (avec HUA, Chang-Ming), *Jacqueries et révolution dans la Chine du XXe siècle*, Paris : La Martinière, 2005.
- BIANCO, Lucien, *La récidive. Révolution russe, révolution chinoise*, Paris : Gallimard, 2014.
- BILLETER, Terence, *L'Empereur jaune*, Paris : Les Indes Savantes, 2007.
- BJORGE, Gary J., *Moving the Enemy: Operational Art in the Chinese PLA's Huai Hai Campaign*, Fort Leavenworth (Kansas) : Combat Studies Institute, 2004.
- BLOCH, Marc, « Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre », *Revue de synthèse historique*, n° 33, 1921, pp. 13-35.
- BOTSMAN, Daniel, *Punishment and Power in the Making of Modern Japan*, Princeton : Princeton University Press, 2005.
- BOURDIEU, Pierre et WACQUANT, Loïc *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Paris : Seuil, 1992.
- BOURDIEU, Pierre, *Méditations pascaliennes*, Paris : Seuil, 2003 (1^{ère} éd. 1997).

- BOURGON, Jérôme et BROOK, Timothy (dir.), *Death by a Thousand Cuts*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 2008.
- BRANCHE, Raphaëlle, « La violence coloniale. Enjeux d'une description et choix d'écriture », *Tracés. Revue de sciences humaines*, n° 19 (2), 2010, pp. 29-42.
- BRANCHE, Raphaëlle, *L'embuscade de Palestro : Algérie 1956*, Paris : Armand Colin, 2010.
- BRANCHE, Raphaëlle et SIRONI, Françoise, « La torture aux frontières de l'humain », *Revue internationale des sciences sociales*, n° 174 (4), 2002, pp. 591-600.
- BRAUD, Philippe, « La violence politique : repères et problèmes », *Cultures & Conflits*, n° 09-10 (1993), <http://conflits.revues.org/406> [consulté le 18 juin 2016].
- BROOK, Timothy, *Collaboration : Japanese Agents and Local Elites in Wartime China*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 2005.
- BROWNING, Christopher, *Des hommes ordinaires : le 101^{ème} bataillon de réserve de la police allemande et la solution finale en Pologne*, Paris : Belles Lettres, 1994 (trad. Elie Barnavi, 1^{ère} éd. en anglais 1992).
- BURBANK, Jane et COOPER, Frederick, *Empires in World History: Power and the Politics of Difference*, Princeton : Princeton University Press, 2010.
- CABANES, Bruno, *La victoire endeuillée : la sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Paris : Seuil, 2004.
- CABANES, Bruno et PIKETTY, Guillaume, « Sortir de la guerre : jalons pour une histoire en chantier », *Histoire@Politique*, n°3, 2007, <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=03&rub=dossier&item=22> [consulté le 23 juillet 2016].
- CALLAHAN, William A., "The Cartography of National Humiliation and the Emergence of China's Geobody", *Public Culture*, n° 21 (1), 2009, pp. 141-173.
- CAO, Jianlang 曹剑浪, *Zhongguo Guomindang jun jianshi 中国国民党军简史* (Histoire succincte de l'armée du Guomindang), Beijing : Jiefangjun chubanshe, 2010 (3 vol.), p. 1437.
- CAPRIO, Mark, *Japanese Assimilation Policies in Colonial Korea, 1910-1945*, Seattle : University of Washington Press, 2009.
- CHI, Hsi-sheng, *Nationalist China at War: Military Defeats and Political Collapse, 1937-45*, Ann Arbor : University of Michigan Press, 1982.
- CHANG, Jui-te, "The National Army from Whampoa to 1949", dans David GRAFF et Robin HIGHAM (dir.), *A Military History of China*, Boulder : Westview Press, 2002, pp. 193-209.
- CHEN, Cuilian 陳翠蓮, « Lishi zhengyi de kunjing : zuqun yiti yu Er'erba lunshu » 歷史正義的困境：族群議題與二二八論述 (Les dilemmes de la justice historique : question ethnique et discours sur le 28 février), *Guoshiguan xueshu jikan*, n° 16, 2008, pp. 179-222.

CHEN, Cuilian 陳翠蓮, *Paixi douzheng yu quanmou zhengzhi : Er'erba beiju de ling yi mianxiang* 派系鬥爭與權謀政治：二二八悲劇的另一面相 (Luttes factionnelles et machiavélisme : un autre aspect de la tragédie du 28 février), Taibei : Shibao wenhua, 1995.

CHEN, Cuilian 陳翠蓮, « Er'erba shijian yu Meiguo » 二二八事件與美國 (L'Incident du 28 février et les Etats-Unis), *Fazheng xuebao*, n° 5, 1996, pp. 1-42.

CHEN, Cuilian 陳翠蓮, « Sanminzhuyi qingniantuan yu zhanhou Taiwan » 三民主義青年團與戰後台灣 (Les Jeunesses Tridémistes et Taiwan dans l'après-guerre), *Fazheng xuebao*, n° 6, 1996, pp. 71-88.

CHEN, Cuilian 陳翠蓮, « Quzhimin yu zaizhimin de duikang : yi 1946 nian "Taiwan nuhua" lunzhan wei jiaodian » 去殖民與再殖民的對抗：以一九四六年「台灣奴化」論戰為焦點 (Décolonisation contre recolonisation : à partir de la polémique de 1946 sur l'asservissement des Taiwanais), *Taiwan shi yanjiu*, n°9 (2), 2002, pp. 145-201.

CHEN, Cuilian 陳翠蓮, « Jiedu Xu Dehui Taiwan Er'erba shijian fanjian gongzuo baogaoshu » 解讀許德輝「台灣二二八事件反間工作報告書」, *Taiwan shi yanjiu*, n° 27, 2006, pp. 132-147.

CHEN, Cuilian 陳翠蓮, « 'Zuguo' de zhengzhi shilian: Chen Yisong, Liu Ming yu Juntongju » 「祖國」的政治試煉：陳逸松、劉明與軍統局 (A l'épreuve de la « patrie » : Chen Yisong, Liu Ming et le Juntong), *Taiwan shi yanjiu*, n° 21 (3), 2014, pp. 137-180.

CHEN, Edward I-te, "Japan's Decision to Annex Taiwan : A Study of Ito-Mutsu Diplomacy, 1894-95", *Journal of Asian Studies*, n° 37 (1), 1977, pp. 61-72.

CHEN, Fangming 陳芳明 (dir.), *Er'erba shijian xueshu lunwen ji* 二二八事件學術論文集 (Recueil d'essais académiques sur l'Incident du 28 février), Taibei : Qianwei, 1989.

CHEN, Fangming 陳芳明, *Xie Xuehong pingzhuan : luotu budiao yuyehua* 謝雪紅評傳：落土不凋雨夜花 (Biographie critique de Xie Xuehong : une fleur de nuit pluvieuse tombée à terre et jamais fanée), Taibei, Qianwei, 1991.

CHEN, Jidong 陳繼東, « Zai Zhongguo faxian wushidao – Liang Qichao de changshi » 在中國發現武士道 – 梁啟超的嘗試 (Découvrir le bushido en Chine – la tentative de Liang Qichao), *Taiwan dongYa wenming yanjiu xuekan*, n° 7 (2), 2010, pp. 219-254.

CHEN, Junkai 陳君愷, *Jiema 228 : jie kai Er'erba shijian chuli dagang de lishi mituan* 解碼 228 – 解開二二八事件處理大綱的歷史謎團 (Décoder le 228 : une élucidation de l'énigme historique des Principes pour la résolution de l'Incident du 28 février), Taibei : Yushan, 2013.

CHEN, Shaoyan 陳少延, « Zhonggong dui Taiwan Er'erba shijian de lishi jieshi » 中共對台灣二二八事件的歷史解釋 (L'explication historique de l'Incident du 28 février par le Parti communiste chinois), dans CHEN Yongxing 陳永興 (dir.), *Er'erba xueshu yantaohui lunwen ji* 二二八學術論文集 (Actes du colloque scientifique sur le 28 février), Taibei : Er'erba minjian yanjiu xiaozu, 1991, pp. 303-335.

- CHEN, Wensong 陳文松, *Zhimin tongzhi yu qingnian : Taiwan zongdufu de qingnian jiaoyu zhengce* 殖民統治與青年：台灣總督府的青年教育政策 (Pouvoir colonial et jeunesse : la politique d'éducation de la jeunesse sous le gouvernement général de Taiwan), Taïpei : Université nationale de Taiwan, 2015.
- CHENG, Yiming 程一鳴, *Juntong tewu zuzhi de zhenxiang* 軍統特務組織的真相 (La vérité sur les services secrets du Juntong), Guangzhou : Guangdong renmin, 1980.
- CHEVRIER, Yves, « L'empire distendu. Esquisse du politique en Chine des Qing à Deng Xiaoping », dans Jean-François BAYART (dir.), *La greffe de l'Etat*, Paris : Karthala, 1996, pp. 263-295.
- CHEVRIER, Yves, « L'historien du politique et la Chine : quelques réflexions », *Journal des anthropologues*, n° 92-93 (2003), <https://jda.revues.org/2132> [consulté le 15 juillet 2016].
- CHI, Pang-yuan et WANG, David Der-Wei (dir.), *The Last of the Whampoa Breed: Stories of the Chinese Diaspora*, New York : Columbia University Press, 2003.
- CHING, Leo, *Becoming "Japanese": Colonial Taiwan and the Politics of Identity Formation*, Berkeley : University of California Press, 2001.
- CHOU, Wan-yao, "The Kôminka Movement in Taiwan and Korea: Comparisons and Interpretations", dans Peter DUUS, Ramon MYERS et Mark PEATTIE (dir.), *The Japanese Wartime Empire, 1931-1945*, Princeton : Princeton University Press, 1996, pp. 40-70.
- CHOU, Wan-yao, "Between Heimat and Nation: Japanese Colonial education and the origins of "Taiwanese consciousness", dans Sechin Y. S. CHIEN et John FITZGERALD, *The Dignity of Nations. Equality, Competition, and Honor in East Asian Nationalism*, Hong Kong : Hong Kong University Press, 2006, pp. 115-139.
- CHU, Jingtao 褚靜濤, « Er'erba shijian de xuanchuan yu yanjiu » 二二八事件的宣传与研究 (Propagande et recherche sur l'Incident du 28 février), *Xiandai Taiwan yanjiu*, n° 2, 2006.
- CHU, Jingtao 褚靜濤, « Guomindang Taiwan dangbu yu Er'erba shijian » 国民党台湾省党部与二二八事件 (La branche de Taiwan du Guomindang et l'Incident du 28 février), *Nanjing shehui kexue*, n° 2, 2007.
- CHU, Jingtao 褚靜濤, « Quanguo meiti dui Taiwan Er'erba shijian de fanying » 全国媒体对台湾二二八事件的反应 (Réaction des médias nationaux à l'Incident du 28 février à Taiwan), *Nanjing shehui kexue*, n° 2, 2008.
- CHU Jingtao 褚靜濤, *Er'erba shijian yanjiu* 二二八事件研究 (Recherches sur l'Incident du 28 février), Beijing : Shehui kexue wenxian, 2012.
- CHU, Jingtao 褚靜濤, *Zhong-Ri Diaoyudao zhengduan yanjiu* 中日釣魚島爭端研究 (Recherche sur le contentieux sino-japonais à propos des îles Diaoyu), Taïpei : Haixia xueshu, 2013.
- COBLES, Park, *Facing Japan: Chinese Politics and Japanese Imperialism, 1931-1937*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 1991.

COBLES, Park, "Writing about Atrocity: Wartime Accounts and their Contemporary Uses", *Modern Asian Studies*, n° 45 (2), 2011, pp. 379-398.

COHEN, Paul, *History in Three Keys: The Boxers as Event, Experience and Myth*, New York : Columbia University Press, 1997.

COLLINS, Randall, *Violence: A Micro-Sociological Theory*, Princeton : Princeton University Press, 2009.

COLLIOT-THELENE, Catherine, *La sociologie de Max Weber*, Paris : La Découverte, 2006.

CORCUFF, Stéphane (dir.), *Memories of the Future: National Identity Issues and the Search for a New Taiwan*, Armonk (New York) : M. E. Sharpe, 2002.

CORCUFF, Stéphane, "Taiwan's Mainlanders, New Taiwanese?", pp. 163-195.

EDMONDSON, Robert, "The February 28 Incident and National Identity", pp. 25-46.

CORCUFF, Stéphane, « Etudier Taiwan. Ontologie d'un laboratoire-conservatoire », *Etudes chinoises*, hors-série, 2010, pp. 235-257.

CORCUFF, Stéphane, "The Liminality of Taiwan: A Case-Study in Geopolitics", *Taiwan in Comparative Perspective*, n° 4, 2012, pp. 34-64.

CROUZET, Denis, *Les guerriers de Dieu : la violence au temps des troubles de religion, vers 1525 - vers 1610*, Seyssel : Champ Vallon, 2005 (1^{ère} éd. 1990).

CUMINGS, Bruce, *The Origins of the Korean War*, vol. I, *Liberation and the Emergence of Separate Regimes, 1945-1947*, Princeton : Princeton University Press, 1981.

CUMINGS, Bruce, "Colonial Formation and Deformation – Korea, Taiwan and Vietnam", dans Prasenjit DUARA (dir.), *Decolonization – Perspectives from Now and Then*, London/New York : Routledge, 2004, pp. 278-298.

DELMAS-MARTY, Mireille et WILL, Pierre-Etienne (dir.), *La Chine et la démocratie*, Paris : Fayard, 2007.

CHEVRIER, Yves, « Antitradition et démocratie dans la Chine du premier XXe siècle : la culture moderne et la crise de l'État-nation », pp. 369-430.

WILL, Pierre-Etienne « La contribution chinoise à la Déclaration universelle des droits de l'homme », pp. 297-366.

XIAO-PLANES, Xiaohong, « Constitutions et constitutionnalismes : les efforts pour bâtir un nouvel ordre politique, 1908-1949 », pp. 259-295.

ZHANG, Ning, « Catégories judiciaires et pratiques d'exception : 'banditisme' et peine de mort en Chine », pp. 195-213.

DELUERMOZ, Quentin (dir.), *Norbert Elias et le XXe siècle : le processus de civilisation à l'épreuve*, Paris : Perrin, 2012.

- DELUERMOZ, Quentin et FOA, Jérémie (dir.), *Usurpations de fonction et appropriations du pouvoir en situation de crise (XIXe-XXe siècle)*, Paris : Centre d'Histoire du XIXe siècle, 2012.
- DELUERMOZ, Quentin, et GOBILLE, Boris, « Protagonisme et crises politiques. Individus 'ordinaires' et politisations 'extraordinaires' », *Politix*, n° 112 (4), 2015, pp. 9-29.
- DESCAMPS, Florence, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris : CHEFF, 2001.
- DE VULPIAN, Laure, *Rwanda, un génocide oublié ? Un procès pour mémoire*, Bruxelles : Complexe, 2004.
- DEWERPE, Alain, *Charonne 8 février 1962. Anthropologie historique d'un massacre d'Etat*, Paris : Gallimard, 2006.
- DIGEON, Claude, *La crise allemande de la pensée française (1870-1914)*, Paris : PUF, 1959.
- DIKÖTTER, Frank, *The Discourse of Race in Modern China*, London : C. Hurst & Co., 1992.
- DOBRY, Michel, *Sociologie des crises politiques*, Paris : Presses de Sciences Po, 2009.
- DOSSE, François, « Événement », dans Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA et Nicolas OFFENSTADT (dir.), *Historiographies II : concepts et débats*, Paris : Gallimard, 2010, pp. 744-756.
- DOWER, John, *War Without Mercy: Race and Power in the Pacific War*, New York : Pantheon, 1986.
- DREA, Edward, PEATIE, Mark et VAN DE VEN, Hans (dir.), *The Battle for China: Essays on the Military History of the Sino-Japanese War of 1937-1945*, Stanford : Stanford University Press, 2011.
- MACKINNON, Stephen, "The Defense of the Central Yangtze", pp. 181-206.
- YANG, Kuisong, "Nationalist and Communist Guerrilla Warfare in North China", pp. 308-327.
- DUARA, Prasenjit, "State Involvement: A Study of Local Finances in North China, 1911-1935", *Comparative Studies in Society and History*, n° 29 (1), 1987, pp. 132-161.
- DUARA, Prasenjit, *Culture, Power, and the State: Rural North China, 1900-1942*, Stanford : Stanford University Press, 1988.
- DUARA, Prasenjit, *Rescuing History from the Nation: Questioning Narratives of Modern China*, Chicago : The University of Chicago Press, 1995.
- DUARA, Prasenjit, *Sovereignty and Authenticity: Manchukuo and the East Asian Modern*, Lanham : Rowman & Littlefield, 2003.
- DUARA, Prasenjit, *The Global and Regional in China's Nation Formation*, London/New York : Routledge, 2009.
- DUBY, Georges, *Le dimanche de Bouvines, 27 juillet 1214*, Paris : Gallimard, 2005 (1^{ère} éd. 1973).

- DUPRONT, Alphonse, *Du sacré : croisades et pèlerinages, images et langages*, Paris : Gallimard, 1987.
- DUUS, Peter, MYERS, Ramon et PEATTIE, Mark (dir.), *The Japanese Informal Empire in China, 1895-1947*, Princeton : Princeton University Press, 1989.
- EASTMAN, Lloyd, *The Abortive Revolution: China Under Nationalist Rule, 1927-1937*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 1974.
- EASTMAN, Lloyd, *Seeds of Destruction: Nationalist China in War and Revolution: 1937-1949*, Stanford : Stanford University Press, 1984.
- EDWARDS, Louise, “Drawing Sexual Violence in Wartime China: Anti-Japanese Propaganda Cartoons”, *Journal of Asian Studies*, n° 72 (3), 2013, pp. 563-586.
- ELIAS, Norbert, *La civilisation des mœurs*, Paris : Calmann-Lévy, 1969 (trad. Pierre Kamnitzer, 1^{ère} éd. en allemand 1939).
- EL KENZ, David (dir.), *Le massacre, objet d'histoire*, Paris : Gallimard, 2005.
- DELISSEN, Alain, « D'un post-scriptum tokyoïte à la mondialisation du macabre. Le massacre des Coréens du Kantô (septembre 1923) », pp. 333-350.
- ELLIOTT, Mark, “The Limits of Tartary: Manchuria in Imperial and National Geographies”, *Journal of Asian Studies*, n° 59 (3), 2000, pp. 603-646.
- ELVIN, Mark, *The Pattern of the Chinese Past*, Stanford : Stanford University Press, 1973.
- ESHERICK, Joseph, “War and Revolution: Chinese Society During the 1940s”, *Twentieth Century China*, n° 27 (1), 2001, pp. 1-37.
- FANON, Frantz, *L'an V de la révolution algérienne*, Paris : Maspéro, 1959.
- FASSIN, Didier et RECHTMAN, Richard, *L'empire du traumatisme : enquête sur la condition de victime*, Paris : Flammarion, 2007.
- FAVRET-SAADA, Jeanne, « Weber, les émotions et la religion », *Terrain*, n° 22, 1994, pp. 93-108.
- FEARON, James D. et LAITIN, David D., “Ethnicity, Insurgency, and Civil War”, *American Political Science Review*, n° 97, 2003, pp. 75-90.
- FERHAT, Samia, *Le dangwai et la démocratie à Taiwan : une lutte pour la reconnaissance de l'entité politique taiwanaise*, Paris : L'Harmattan, 1998.
- FEUCHTWANG, Stephan, *After the Event: The Transmission of Grievous Loss in Germany, China and Taiwan*, New York : Berghahn Books, 2011.
- FLEISCHAUER, Stefan, “The 228 Incident and the Taiwan Independence Movement's Construction of a Taiwanese Identity”, *China Information*, n° 21, 2007, pp. 373-401.
- FOUCAULT, Michel, *Histoire de la sexualité II. L'usage des plaisirs*, Paris : Gallimard, 1984.

- FOUCAULT, Michel, *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France (1978-1979)*, Paris : Gallimard, 2004.
- FREMONT, Armand, *La région, espace vécu*, Paris : PUF, 1976.
- FUJITANI, Takashi, “The Masculinist Bonds of Nation and Empire: The Discourse on Korean ‘Japanese’ Soldiers in the Asia Pacific War”, *Senri Ethnological Studies*, 2000, n°51, pp. 133-161.
- FUJITANI, Takashi, *Race for Empire: Koreans as Japanese and Japanese as Americans during World War II*, Berkeley : University of California Press, 2011, pp. 42-44.
- GADAMER, Hans-Georg, *Vérité et méthode : les grandes lignes d’une herméneutique philosophique*, Paris : Seuil, 1976 (trad. Etienne Sacre, 1^{ère} éd. en allemand 1960).
- GARAPON, Antoine, *Peut-on réparer l’Histoire ?*, Paris : Odile Jacob 2008.
- GERWARTH, Robert et HORNE, John (dir.), *War in Peace: Paramilitary Violence in Europe after the Great War*, Oxford : Oxford University Press, 2012.
- GLUCK, Carol, “The Idea of Showa”, dans Carol GLUCK et Stephen R. GRAUBARD (dir.), *Showa: The Japan of Hirohito*, New York : Norton, 1992, pp. 1-26.
- GOLDHAGEN, Daniel J., *Les bourreaux volontaires de Hitler : les Allemands ordinaires et l’Holocauste*, Paris : Seuil, 1997 (trad. Pierre Martin, 1^{ère} éd. en anglais 1996).
- GOLDHAGEN, Daniel J., *Worse Than War: Genocide, Eliminationism and the Ongoing Assault on Humanity*, New York : Public Affairs, 2009.
- GOOSSAERT, Vincent, et PALMER, David A., *La question religieuse en Chine*, Paris : CNRS, 2012 (trad. Vincent Goossaert, Fanny Parent et Eva Salerno, 1^{ère} éd. en anglais 2011).
- GOULD, Deborah, *Moving Politics, Emotion and ACT UP’s Fight against AIDS*, Chicago : University of Chicago Press, 2009.
- GRAMSCI, Antonio, *Guerre de mouvement et guerre de position* (textes choisis et présentés par Razmig Keucheyan), Paris : La Fabrique, 2012.
- GUHA, Ranajit, *Dominance without Hegemony: History and Power in Colonial India*, Delhi : Oxford University Press, 1998.
- GUO, Tingyi 郭廷以, *Jindai Zhongguo shigang 近代中國史綱* (Histoire générale de la Chine moderne) (vol. 2), Hong Kong : Zhongwen daxue, 1980.
- GUY, Nancy, *Peking Opera and Politics in Taiwan*, Champaign (Illinois) : University of Illinois Press, 2005.
- HALBWACHS, Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris : Albin Michel, 1994 (1^{ère} éd. 1925).
- HARELL, Paula, *Sowing the Seeds of Change: Chinese Students, Japanese Teachers, 1895-1905*, Stanford : Stanford University Press, 1992.

HARRELL, Stevan, "From Xiedou to Yijun: The Decline of Ethnicity in Northern Taiwan, 1885–1895", *Late Imperial China*, n° 11 (1), 1990, pp. 99-127.

HARRISSON, Henrietta, *The Making of the Republican Citizen: Political Ceremonies and Symbols in China, 1911-1929*, Oxford : Oxford University Press, 2000.

HARTOG, François et REVEL, Jean-François (dir.), *Les usages politiques du passé*, Paris : EHESS, 2001.

HARTOG, François, *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps*, Paris : Le Seuil, 2003.

HE, Yilin 何義麟, *Ninibachi jiken : Taiwanjin keisei no esunoporitikusu 二二八事件 : 「台湾人」形成のエスノポリテクス (L'Incident du 28 février : ethnopolitique de la formation des « Taiwanais »)*, Tokyo : Tokyo Daigaku, 2003.

HIGH, Peter, *The Imperial Screen: Japanese Film Culture in the Fifteen Years' War, 1931-1945*, Madison : University of Wisconsin Press, 2003.

HO, Samuel P. S., *Economic Development of Taiwan, 1860-1970*, New Haven : Yale University Press, 1978.

HO, Samuel P. S., "Colonialism and Development: Korea, Taiwan and Kwantung", dans Ramon MYERS et Mark PEATTIE, *The Japanese Colonial Empire, 1895-1945*, Princeton : Princeton University Press, 1984, pp. 347-398.

HORNE, John, "Remobilizing for 'total war': France and Britain, 1917-1918", dans *State, Society and Mobilization in Europe During the First World War*, Cambridge : Cambridge University Press, 1997, pp. 195-211.

HORNE, John, "Demobilizing the Mind: France and the Legacy of the Great War, 1919-1939", *French History and Civilization*, 2009, n° 2, pp. 101-119.

HOU, Kunhong 侯坤宏, « Chongtan 'Er'erba shijian chuli weiyuanhui' de juese » 重探「二二八事件處理委員會」的角色 (Réexamen du rôle des « Comités de résolution de l'Incident du 28 février »), *Taiwan shi yanjiu*, n° 21 (4), 2014, pp. 1-56.

HSIAU, A-Chin, "The Indigenization of Taiwan: Historical Narrative, Strategic Essentialism and State Violence", dans Hsiau A-Chin et John MAKEHAM, *Cultural, Ethnic and Political Nationalism in Contemporary Taiwan: Bentubua*, New York : Palgrave MacMillan, 2005, pp. 125-155.

HU, Jubin, *Projecting A Nation: Chinese National Cinema Before 1949*, Hong Kong : Hong Kong University Press, 2003.

HUANG, Grace, "Creating a Public Face for Posterity: The Making of Chiang Kai-shek's Shilüe Manuscripts", *Modern China*, n° 36 (6), 2010, pp. 617-643.

HUANG, Grace et TAYLOR, Jeremy, "Deep Changes in Interpretive Currents? Chiang Kai-shek Studies in the Post Cold-War Era", *International Journal of Asian Studies*, n° 9, 2012, pp. 99-121.

HUANG, Wende 黃文德, « Chongjue wangluo : 1949 qianhou xianbing laiTai zhi yanjiu » 衝決網羅：1949年前後憲兵來台之研究 (Sortir de la nasse : étude sur l'arrivée de la police militaire à Taiwan autour de 1949), *Xianbing banniankan*, n° 16 (1), 2008, pp. 95-107.

HUANG, Yingzhe 黃英哲, « Wei Jiangong yu zhanhou Taiwan 'guoyu' yundong (1946-1948) » 魏建功與戰後台灣「國語」運動 (1946-1948) (Wei Jiangong et le mouvement pour la « langue nationale » à Taiwan après la guerre, 1946-1948), *Taiwan wenxue yanjiu xuebao*, n° 1, 2005, pp. 79-107.

HUANG, Yingzhe 黃英哲, *Qu Ribenhua, zai Zhongguohua : zhanhou Taiwan wenhua chongjian, 1945-1947* 去日本化, 再中國化：戰後台灣文化重建, 1945-1947 (Déjaponisation, resinisation : la reconstruction culturelle à Taiwan après la guerre, 1945-1947), Taïpei : Maitian, 2007.

HUANG, Zhangjian 黃彰健, *Er'erba shijian zhenxiang kaozheng gao* 二二八事件真相考證稿 (La vérité sur l'Incident du 28 février : un essai de critique textuelle), Taïpei : Lianjing, 2007.

HUANG, Zhaotang (Ng Yuzin Chiautong) 黃昭堂, *Taiwan zongdufu* 台灣總督府 (Le gouvernement général de Taiwan), Taïpei : Qianwei, 2002 (1^{ère} éd. en japonais 1982).

HUANG, Zijin 黃自進, « Kangzhan jieshu qianhou Jiang Jieshi de duiRi taidu : 'yi de bao yuan' zhenxiang zhi tantao » 抗戰結束前後蔣介石的對日態度：「以德報怨」真相之探討 (L'attitude de Jiang Jieshi vis-à-vis du Japon avant et après la fin de la Guerre de résistance : enquête sur la vérité de la politique de « rendre le bien pour le mal »), *Jindaishi yanjiusuo jikan*, n° 45, 2004, pp. 143-194.

HUNG, Chang-tai, *War and Popular Culture: Resistance in Modern China, 1937-1945*, Berkeley : University of California Press, 1994.

HWANG, Dongyoun, "Wartime Collaboration in Question: An Examination of the Postwar Trials of the Chinese Collaborators", *Inter-Asia Cultural Studies*, n° 6 (1), 2005, pp. 75-97.

INGRAO, Christian, *Croire et détruire. Les intellectuels dans la machine de guerre SS*, Paris : Fayard, 2010.

ISAACS, Harold R., *The Tragedy of the Chinese Revolution*, Chicago : Haymarket, 2010 (1^{ère} éd. 1938).

JACOBY, Karl, *Des ombres à l'aube : un massacre d'Apaches et la violence de l'histoire*, Toulouse : Anacharsis, 2013 (trad. Frédéric Cotton, 1^{ère} éd. en anglais 2008).

JOBS, Richard Ivan et POMFRET, David M. (dir.), *Transnational Histories of Youth in the Twentieth Century*, New York : Palgrave Macmillan, 2015

JONES, Susan Mann et KUHN, Philip, "Dynastic Decline and the Roots of Rebellion", dans John K. FAIRBANK (dir.), *Cambridge History of China: Late Ch'ing, 1800-1911*, vol. I, Cambridge : Cambridge University Press, 1978, pp. 107-162.

KALYVAS, Stathis, *The Logic of Violence in Civil War*, Cambridge/New York : Cambridge University Press, 2006.

KATZ, Paul, "Governmentality and Its Consequences in Colonial Taiwan: A Case Study of the Ta-pa-ni Incident of 1915", *Journal of Asian Studies*, n° 64 (2), 2005, pp. 387-424.

KATZ, Paul, *When Valleys Turned Blood Red: The Tapani Incident in Colonial Taiwan*, Honolulu : University of Hawaii Press, 2005.

KEEGAN, John, *The Face of Battle*, New York : Viking Press, 1976.

KERR, George, *Formosa Betrayed*, Boston : Houghton Mifflin, 1965.

KERR, George, *Formosa: Licensed Revolution and the Home Rule Movement, 1895-1945*, Honolulu : University of Hawaii Press, 1974.

KIRBY, William, "The Internationalization of China: Foreign Relations at Home and Abroad in the Republican Era", *The China Quarterly*, n° 150, 1997, pp. 433-458.

KOSELLECK, Reinhardt, *Le futur passé : contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris : EHESS, 1990 (trad. Jochen Hoock et Marie-Claire Hoock, 1^{ère} éd. en allemand 1979).

KRATOSKA, Paul H. (dir.), *Asian Labor in the Wartime Japanese Empire: Unknown Histories*, Armonk (New York) : M. E. Sharpe, 2005.

KRATOSKA, Paul H., "Labor Mobilization in Japan and the Japanese Empire", pp. 3-21.

TS'AI, Hui-yu Caroline, "Total War, Labor Drafts, and Colonial Administration: Wartime Mobilization in Taiwan, 1936-1945", pp. 101-126.

KUHN, Philip, *Rebellion and Its Enemies in Late Imperial China*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 1970.

KUHN, Philip, "Local Self-Government under the Republic: Problems of Control, Autonomy and Mobilization", dans Carolyn GRANT et Frederic Jr WAKEMAN, *Conflict and Control in Late Imperial China*, Berkeley : University of California Press, 1975, pp. 257-298.

KUHN, Philip, *Les origines de l'Etat chinois moderne*, Paris : EHESS, 1999 (traduit et présenté par Pierre-Etienne Will).

KUSHNER, Barak, *The Thought War: Japanese Imperial Propaganda*, Honolulu : University of Hawaii Press, 2006.

KUSHNER, Barak, "Pawns of Empire: Postwar Taiwan, Japan and the Dilemma of War Crimes", *Japanese Studies*, n°30 (1), 2010, pp. 111-133.

KUSHNER, Barak, "Ghosts of the Japanese Imperial Army: The 'White Group' (Baituan) and Early Post-war Sino-Japanese Relations", *Past and Present*, n° 218 (8), 2013, pp. 117-150.

KUSHNER, Barak, *Men to Devils, Devils to Men: Japanese War Crimes and Chinese Justice*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 2015.

KUSHNER, Barak et MUMINOV, Sherzod (dir.), *The Dismantling of Japan's Empire in East Asia: Deimperialization, Postwar Legitimation and Imperial Afterlife*, New York/Londres : Routledge (prévu pour l'automne 2016).

LAI Zehan (Lai Tse-han) 賴澤涵 (dir.), *Er'erba shijian yanjiu baogao* 二二八事件研究報告 (Rapport de recherche sur l'Incident du 28 février), Taibei : Shibao wenhua, 1994.

LAI, Jinxiang 賴進祥, *Chuanranbing yu Er'erba* 傳染病與二二八 (Le 28 février et les maladies contagieuses), Taibei : Wu Sanlian jijinhui, 2015.

LAMLEY, Harry, "The 1895 Taiwan Republic: A Significant Episode in Modern Chinese History", *Journal of Asian Studies*, n° 27 (4), 1968, pp. 738-762.

LAN, Bozhou 藍博洲, *Chenshi, liuwang, Er'erba* 沉屍, 流亡, 二二八 (Disparus et exilés du 28 février), Taibei : Shibao wenhua, 1991.

LARY, Diana, *Warlord Soldiers: Chinese Common Soldiers, 1911-1937*, Cambridge : Cambridge University Press, 1985.

LARY, Diana, *China's Civil War: A Social History, 1945-1949*, Cambridge : Cambridge University Press, 2015.

LAVABRE, Marie-Claire, « Usages et mésusages de la notion de mémoire », *Critique internationale*, n° 7, 2000, pp. 48-57.

LEBRA, Joyce C., *Japanese-Trained Armies in Southeast Asia: Independence and Volunteer Forces in World War II*, Hong Kong : Heinemann, 1977.

LEFORT, Claude, *Essais sur le politique : XIXe-XXe siècles*, Paris : Seuil, 1986.

LEI, Haizong 雷海宗, *Zhongguo wenhua yu zhongguo de bing* 中國文化與中國的兵 (La culture chinoise et l'armée), Beijing : Shangwu yinshuguan, 2001 (1^{ère} éd. 1939).

LEIBOLD, James, "Competing Narratives of Racial Unity in Republican China: From the Yellow Emperor to Peking Man", *Modern China*, n° 32 (2), 2006, pp. 181-220.

LEVI, Primo, *Les naufragés et les rescapés. Quarante ans après Auschwitz*, Paris : Gallimard, 1989 (trad. André Maugé, 1^{ère} éd. en italien 1986).

LEVINE, Steven, *Anvil of Victory: The Communist Revolution in Manchuria, 1945-1948*, New York : Columbia University Press, 1987.

LI, Ao 李敖, *Er'erba yanjiu* 二二八研究 (Recherches sur le 28 février), Taibei : Li Ao, 1991.

LI, Ao 李敖, *Ni bu zhidao de Er'erba/Ling yi mian de Er'erba* 你不知道的二二八/另一面的二二八 (Le 28 février que vous ne connaissez pas/L'autre visage du 28 février), Changchun : Shidai wenyi, 1999.

LI, Wangtai 李旺台 (dir.), *Er'erba shijian xin shiliao xueshu lunwen ji* 二二八事件新史料學術論文集 (Recueil d'essais académiques sur les nouvelles sources relatives à l'Incident du 28 février), Taibei : Er'erba shijian jinian jijinhui, 2003.

CHEN, Cuilian 陳翠蓮, « Er'erba shijian shiliao pingshu » 二二八事件史料評述 (Note critique sur les sources relatives à l'Incident du 28 février), pp. 184-230.

- HOU, Kunhong 侯坤宏, « Qingzhi danwei zai Er'erba de jueuse » 情治單位在二二八事件的角色 (Le rôle des agences de renseignement dans l'Incident du 28 février), pp. 18-52.
- LI, Xiaofeng (Lee Hsiao-feng) 李筱峰, *Er'erba xiaoshi de Taiwan jingying* 二二八消失的台灣菁英 (Elites taiwanaises disparues lors du 28 février), Taibei : Yushan, 2015 (1^{ère} éd. 1990) (2 vol.).
- LI, Xiaofeng (Lee Hsiao-feng) 李筱峰, *Jiedu Er'erba* 解讀二二八 (Déchiffrer le 28 février), Taibei : Yushan, 1998.
- LI, Xiaofeng 李筱峰, *Tangshan kan Taiwan : 228 shijian qianhou Zhongguo zhishi fenzi de jianzheng* 唐山看台灣 : 228 事件前後中國知識分子的見證 (Taiwan vue depuis la montagne des Tang : témoignages d'intellectuels chinois avant et après l'Incident du 28 février), Taibei : Richuangshe, 2006.
- LI, Zehou 李澤厚 et LIU, Zaifu 劉再復, *Gaobie geming – huwang ershi shiji Zhongguo* 告別革命 – 回望二十世紀中國 (Adieu à la révolution – retour sur la Chine du vingtième siècle), Hong Kong : Tiandi tushu, 1995.
- LIAO, Cynthia, “The February 28th Incident: American Responses”, *Stanford Journal of East Asian Affairs*, n° 8 (1), 2008, pp. 56-66.
- LIAO, Ping-hui et WANG, David Der-Wei (dir.), *Taiwan Under Japanese Colonial Rule, 1895-1945*, New York : Columbia University Press, 2006.
- FIX, Douglas, “Reading the Numbers: Ethnicity, Violence and Wartime Mobilization in Colonial Taiwan”, pp. 327-358.
- KOMAGOME, Takeshi, “Colonial Modernity for an Elite Taiwanese, Lim Bo-seng: the Labyrinth of Cosmopolitanism”, pp. 141-159.
- SHOZO, Fuji, “The Formation of Taiwanese Identity and the Cultural Policy of Various Outside Regimes”, pp. 62-77.
- LIN, Hsiao-ting, *Accidental State: Chiang Kai-shek, the United States, and the Making of Taiwan*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 2016.
- LIN, Jiwen 林繼文, *Riben juTai moqi (1930-1945): zhanzheng dongyuan tixi zhi yanjiu* 日本據台末期 (1930-1945) : 戰爭動員體系之研究 (La dernière période de l'occupation japonaise de Taiwan : une étude du système de mobilisation pour l'effort de guerre), Taibei : Daoxiang, 1996.
- LIN, Manhong (Lin Man-houng) 林滿紅, « Maoyi yu Qingmo Taiwan de jingji shehui bianqian, 1860-1895 » 貿易與清末台灣的經濟社會變遷, 1860-1895 (Commerce et mutations socio-économiques à Taiwan à la fin des Qing, 1860-1895), *Shibuo yuekan*, n° 9 (4), 1979, pp. 18-32.
- LIN, Mushun 林木順 (Yang Kehuang 楊克煌), *Taiwan eryue geming* 台灣二月革命 (La révolution de février à Taiwan), Taibei : Qianwei, 1990 (1^{ère} éd. 1948).

LIN, Qixu 林啟旭, *Taiwan Er'erba shijian zonghe yanjiu* 台灣二二八事件綜合研究 (Synthèse de recherches sur l'Incident du 28 février), Long Island : Taiwan Gonglun baoshe, 1986.

LIN, Sylvia Li-Chun, *Representing Atrocity in Taiwan: The 2/28 Incident and White Terror in Fiction and Film*, New York : Columbia University Press, 2007.

LIN, Zhen 林真, « Kangzhan shiqi Fujian de Taiwan jimin wenti » 抗战时期福建的台湾籍民问题 (Le problème des Taiwanais au Fujian pendant la Guerre de résistance), *Taiwan yanjiu jikan*, n° 2, 1994, pp. 71-78.

LIN, Zhenghui 林正慧, « Er'erba shijian zhong de Baomiju » 二二八事件中的保密局 (Le Baomiju dans l'Incident du 28 février), *Taiwan shi yanjiu*, n° 21 (3), 2014, pp. 1-64.

Lishi de jianzheng : jinian Taiwan renmin Er'erba qiyi sishi zhounian 歷史的見證 : 紀念台灣人民二二八起義四十週年 (Témoigner pour l'Histoire : en mémoire du soulèvement du 28 février du peuple taiwanais, pour son quarantième anniversaire), Beijing : Taiwan minzhu zizhi tongmeng, 1987.

LIU, Hengwen 劉恆旻, « Er'erba shijian zhong de zixin : yi Taizhong、 Jiayi、 Tainan、 Gaoxiong wei zhongxin » 二二八事件中的自新: 以台中、嘉義、台南、高雄為中心 (Les amendes honorables pendant l'Incident du 28 février – à partir des cas de Taizhong, Jiayi, Tainan et Gaoxiong), *Taiwan shi yanjiu*, n° 21 (4), 2014, pp. 105-146.

LIU, Lydia, “Shadows of Universalism: The Untold Story of Human Rights around 1948”, *Critical Inquiry*, n° 40, 2014, pp. 385-417.

LIU, Ximing 劉熙明, « Kan bu jian de xueshou : Guo-Gong neizhan shiqi de guofu tewu sharen yu Jiang Jieshi zhi guanxi » 看不見的血手 : 國共內戰時期的國府特務殺人與蔣介石之關係 (Le meurtrier invisible : les relations entre Jiang Jieshi et les assassinats perpétrés par les services spéciaux du gouvernement national pendant la guerre civile entre le Guomindang et le Parti Communiste), *Taiwan shixu zazhi*, n° 6, 2009, pp. 126-150.

LIU, Ximing 劉熙明, *Weijun : qiangquan jingzhu xia de zuzi (1937-1949)* 偽軍 : 強權競逐下的卒子 (1937-1949) (Les armées fantoches : des pions dans la lutte entre les pouvoirs, 1937-1949), Taibei : Daoxiang, 2011 (1^{ère} éd. 2002).

LO, Jiu-jung, “Trials of the Taiwanese as Hanjian or War Criminals and the Postwar Search for Taiwanese Identity”, dans CHOW Kai-wing, Kevin M. DOAK et FU Poshek (dir.), *Constructing Nationhood in Modern East Asia*, Ann Arbor : The University of Michigan Press, 2001, pp. 279-315.

LU, Hsiu-yi, *Histoire du Parti communiste de Taïwan sous la colonisation japonaise (1928-1932)*, Belaye : René Viénet, 2006.

LUO, Jiurong (Lo Jiu-jung) 羅九蓉, « Cong Juntong dao Baomiju » 從軍統到保密局 (Du Juntong au Baomiju), dans WU Shufeng 吳淑鳳 (dir.), *Buke hulie de zhanchang : Kangzhan shiqi de Juntongju* 不可忽略的戰場 : 抗戰時期的軍統局, Taibei : Guoshiguan, 2012, pp. 259-309.

- LUO, Wei 骆威, « Guomin zhengfu Taiwan diaocha weiyuanhui shulun » 国民政府台湾调查委员会述论 (A propos de la Commission d'enquête sur Taiwan du gouvernement national), *KangRi zhanzheng yanjiu*, n° 30 (4), 1998, pp. 82-99.
- MA, Youcheng 馬有成, « Zhanhou chuqi guofu jieguan Taiwan zhi choubei » 戰後初期國府接管台灣之籌備 (Les préparatifs du gouvernement national pour la rétrocession de Taiwan dans l'immédiat après-guerre), *Taiwan fengwu*, n° 59 (4), 2009, pp. 9-62.
- MACKINNON, Stephen, *Wuhan 1938: War, Refugees, and the Making of Modern China*, Berkeley : University of California Press, 2008.
- MANNHEIM, Karl, *Le problème des générations*, Paris : Nathan, 1990 (trad. Gérard Mauger et Nia Perivolaropoulou, 1^{ère} éd. en allemand 1928).
- MARIOT, Nicolas, « Faut-il être motivé pour tuer ? Sur quelques explications aux violences de guerre », *Genèses*, n° 53 (4), 2003, pp. 154-177.
- MARR, David, *Vietnam 1945: The Quest for Power*, Berkeley : University of California Press, 1995.
- MARTIN, Brian, “Shield of Collaboration: The Wang Jingwei Regime’s Security Service, 1939-1945”, *Intelligence and National Security*, n° 16 (4), 2001, pp. 89-148.
- MARUYAMA, Masao “Theory and Psychology of Ultra-Nationalism” (trad. Ivan Moris, 1^{ère} éd. en japonais 1946), dans *Thought and Behavior in Modern Japanese Politics*, London/New York : Oxford University Press, 1969.
- MAUSS, Marcel, « Les techniques du corps », *Journal de psychologie*, n° 32 (3-4), 1936, pp. 363-386.
- MAZOWER, Mark, *No Enchanted Palace: The End of Empire and the Ideological Origins of the United Nations*, Princeton University Press, 2009.
- MCGOVERN, Janet B., *Among the Head-Hunters of Formosa*, Boston : Small, Maynard and Co., 1922.
- MENGIN, Françoise, *Trajectoires chinoises : Paris, Hong Kong et Pékin*, Paris : Karthala, 1998.
- MENGIN, Françoise, « De la concurrence des régimes de domination hégémonique sur l’île de Taiwan, à la reconduction des modes d’accommodement à la sujétion impériale », dans Richard BANEGAS, Jean-François BAYART *et al.*, *Legs colonial et gouvernance contemporaine*, vol. II, Paris : FASOPO, 2006, pp. 67-117.
- MENGIN, Françoise, *Fragments d’une guerre inachevée : les entrepreneurs taiwanais et la partition de la Chine*, Paris : Karthala, 2013.
- MICHAUD, Yves, *Violence et politique*, Paris : Gallimard, 1978.
- MITTER, Rana, *The Manchurian Myth: Nationalism, Resistance, and Collaboration in Modern China*, Berkeley : University of California Press, 2000.
- MITTER, Rana, *China’s War With Japan, 1937-1945: The Struggle for Survival*, London : Penguin, 2008.

- MITTER, Rana, "Imperialism, transnationalism and the reconstruction of postwar China: UNRRA in China, 1944-7", *Past and Present*, n° 218 (8), 2013, pp. 51-69
- MITTER, Rana et MOORE, Aaron, "China in World War II, 1937-1945: Experience, Memory and Legacy", *Modern Asian Studies*, n° 45 (2), 2011, pp. 225-240.
- MOORE, Aaron, "The Problem of Changing Language Communities: Veterans and Memory Writing in China, Taiwan and Japan", *Modern Asian Studies*, n° 45 (2), 2011, pp. 399-429.
- MOORE, Aaron, *Writing War: Soldiers Record the Japanese Empire*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 2013.
- MOREAU DE BELLAING, Cédric, « Comment la violence vient aux policiers. Ecole de police et enseignement de la violence légitime », *Genèses*, n° 75 (2), 2009, pp. 24-44.
- MORIER-GENOUD, Damien, « Écriture, mémoire et transmission d'une histoire nationale à Taiwan : le rôle de la sphère privée et des réseaux para-académiques », *Sociétés politiques comparées*, n°36, 2014, pp. 75-90.
- MOSSE, George, *Fallen Soldiers: Reshaping the Memory of the World Wars*, New York : Oxford University Press, 1990.
- MÜHLHAHN, Klaus, *Criminal Justice in China: A History*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 2009.
- MULREADY-STONE, Kristin, *Mobilizing Shanghai Youth: CCP Internationalism, GMD Nationalism and Japanese Collaboration*, Abingdon/Oxon : Routledge, 2015
- MYERS, Ramon avec LAI Tse-han et WEI Wou, *A Tragic Beginning: The Taiwan Uprising of February 28, 1947*, Stanford : Stanford University Press, 1991.
- NAEPELS, Michel, « Il faut haïr », *Genèses*, n° 69 (4), 2007, pp. 140-146.
- NAMBA, Chizuru, *Français et Japonais en Indochine (1940-1945)*, Paris: Karthala, 2012.
- NEWELL (dir.), William H., *Japan in Asia, 1942-1945*, Singapour : Singapore University Press, 1981.
- NORA, Pierre, « L'événement monstre », *Communications*, n° 18 (1), 1972, pp. 162-172.
- NORA, Pierre « Le retour de l'événement », dans Jacques LE GOFF et Pierre NORA (dir.), *Faire de l'histoire I : nouveaux problèmes*, Paris : Gallimard, 1974, pp. 210-229.
- OLLION, Etienne, « Le jeudi de Charonne. Note sur l'histoire et l'événement », *Genèses*, n° 69 (4), 2007, pp. 128-139.
- OWNBY, David, "The Ethnic Feud in Qing Taiwan: What Is this Violence Business, Anyway? An Interpretation of the 1782 Zhang-Quan Xiedou", *Late Imperial China*, n° 11 (1), 1990, pp. 75-98.
- PALMER, Brandon, *Fighting for the Enemy: Koreans in Japan's War, 1937-1945*, Seattle : University of Washington Press, 2013.

PAULES, Xavier, « La lutte contre l’opium : panacée politique pour le Guomindang ? », *Vingtième Siècle. Revue d’histoire*, n° 95 (3), 2007, pp. 190-217.

PEATTIE, Mark, “Japanese Treaty Port Settlements in China, 1895-1937”, dans Peter DUUS, Ramon MYERS et Mark PEATTIE (dir.), *The Japanese Informal Empire in China, 1895-1947*, Princeton : Princeton University Press, 1989, pp. 166-209.

PECK, Graham, *Two Kinds of Time*, Boston : Houghton Mifflin, 1967.

PENG, Mingmin, *Le goût de la liberté*, Belaye : René Viénet, 2011 (trad. Pierre Mallet, 1^{ère} éd. en anglais 1972).

PEPPER, Suzanne, *Civil War in China: The Political Struggle*, Berkeley : University of California Press, 1978.

PEPPER, Suzanne, “The KMT-CCP Conflict, 1945–1949”, dans John K. FAIRBANK (dir.), *Cambridge History of China: Republican China, 1912–1949*, vol. II, Cambridge : Cambridge University Press, 1986, pp. 723-788.

PEPPER, Suzanne, “The KMT-CCP Conflict, 1945-1949”, dans Jerome CH’EN, Lloyd EASTMAN, Suzanne PEPPER et Lyman p. VAN SLYKE, *The Nationalist Era in China, 1927-1949*, Cambridge : Cambridge University Press, 1991, pp. 291-356.

PERDUE, Peter, “The Tenacious Tributary System”, *Journal of Contemporary China*, n° 24 (96), pp. 1002-1014.

PERRY, Elizabeth, *Rebels and Revolutionaries in North China*, Stanford : Stanford University Press, 1980.

PHILLIPS, Steven, *Between Assimilation and Independence: The Taiwanese Encounter Nationalist China, 1945-1950*, Stanford : Stanford University Press, 2003.

PHILLIPS, Steven, “Building a Taiwanese Republic: The Independence Movement, 1945-Present”, dans Nancy BERNKOPF TUCKER (dir.), *Dangerous Strait: The U.S.-Taiwan-China Crisis*, New York : Columbia University Press, 2005, pp. 44-69.

PROST, Antoine, « Les limites de la brutalisation. Tuer sur le front occidental, 1914-1918 », *Vingtième Siècle. Revue d’histoire*, n° 81, 2004, pp. 5-20.

PUETT, Michael, “Bones”, dans Lindsay JONES (dir.), *Encyclopedia of Religion*, New York : MacMillan, 2005, pp. 1013-1016.

PUETT, Michael, “Ritualization as Domestication: Ritual Theory from Classical China”, dans Axel MICHAELS (dir.), *Ritual Dynamics and the Science of Ritual*, vol. I, Wiesbaden : Harrassowitz, 2010, pp. 365-376.

QI, Jialin 戚嘉林, *Taiwan Er’erba da jiemi : Riren yinmou fadong shi Taiwan xian yu shiji lianghuang de jingjizhan* 台灣二二八大揭秘：日人陰謀發動使台灣陷於世紀糧荒的經濟戰 (Le secret du 28 février à Taiwan dévoilé : la guerre économique de l’ombre des Japonais pour faire sombrer Taiwan dans la pénurie du siècle), Taibei : Haixia xueshu, 2007.

QI, Xiaoyi 秦孝儀 et ZHANG, Ruicheng 張瑞成 (dir.), *Guangfu Taiwan zhi choubua yu shouxian jieshou* 光復台灣之籌畫與受降接收 (Préparatifs pour la libération de Taiwan, réception de la reddition japonaise et rétrocession), Taibei : Guomindang dangshi weiyuanhui, 1990.

QUERE, Louis, *La sociologie à l'épreuve de l'herméneutique : essais d'épistémologie des sciences sociales*, Paris : L'Harmattan, 1999.

RAWNSLEY, Gary et RAWNSLEY, Ming-Yeh, "The Role and Responsibility of Generalissimo Chiang Kai-shek in the 28th February 1947 Incident", *Issues & Studies*, n° 37 (6), 2001, pp. 77-106.

RICKETT, Allyn, "Voluntary Surrender and Confession in Chinese Law: The Problem of Continuity", *Journal of Asian Studies*, n° 30 (4), 1971, pp. 797-814.

ROBINSON, Michael et SHIN, Gi-Wook (dir.), *Colonial Modernity in Korea*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 1999.

RODRIGUEZ, Andres, "Building the Nation, Serving the Frontier: Mobilizing and Reconstructing China's Borderlands during the War of Resistance (1937-1945)", *Modern Asian Studies*, n° 45, 2011, pp. 345-376.

ROY, Denny, *Taiwan: A Political History*, Ithaca (New York) : Cornell University Press, 2003.

RUBINSTEIN, Murray (dir.), *Taiwan: A New History*, Armonk (New York) : M. E. Sharpe, 2007 (1^{ère} éd. 1997).

CHEN, Chiu-kun, "From Landlords to Local Strongmen: the Transformation of Local Elites in Mid-Ch'ing Taiwan, 1780-1862", pp. 133-162.

GARDELLA, Robert, "From Treaty Ports to Provincial Status, 1860-1864", pp. 163-200.

LAMLEY, Harry, "Taiwan under Japanese Rule, 1895-1945: The Vicissitudes of Colonialism", pp. 201-260.

SAND, Jordan, "Subaltern Imperialists: The New Historiography of the Japanese Empire", *Past and Present*, n° 225 (1), 2014, pp. 273-288.

SANTANGELO, Paolo, *Sentimental Education in Chinese History: An Interdisciplinary Textual Research on Ming and Qing Sources*, Leiden : Brill, 2003.

SCHOPPA, Keith, "Local Self-Government in Zhejiang, 1909-1927", *Modern China*, n° 2 (4), 1976, pp. 503-530.

SCHOPPA, Keith, "Province and Nation: The Chekiang Provincial Autonomy Movement, 1917-1927", *Journal of Asian Studies*, n° 36 (4), 1977, pp. 661-674.

SCHWARTZ, Benjamin, *In Search for Wealth and Power: Yen Fu and the West*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 1964.

SELIGMAN, Adam B., WELLER, Robert P., PUETT, Michael et SIMON, Bennett, *Ritual and Its Consequences: An Essay on the Limits of Sincerity*, Oxford/New York : Oxford University Press, 2008.

SHEPHERD, John, *Statecraft and Political Economy on the Taiwan Frontier, 1600-1800*, Stanford : Stanford University Press, 1993.

SHI, Ming (Su Beng) 史明, *Taiwanjin yonhyaku nen shi : himerareta shokuminchi kaibō no ichi danmen* 台湾人四百年史：秘められた植民地解放の一断面 (Quatre cent ans d'histoire des Taiwanais : une face cachée de la libération coloniale), Tokyo : Hatsune Shobo, 1962.

SLOTERDIJK, Peter, *Colère et temps : essai politico-psychologique*, Paris : Libella-Maren Sell, 2007 (trad. Olivier Mannoni, 1^{ère} éd. en allemand 2006).

SLOTERDIJK, Peter, *Theory of the Post-War Periods*, Vienne : Springer, 2009.

SMITH, Craig A., "Taiwan's 228 Incident and the Politics of Placing Blame", *Past Imperfect*, n° 14, 2008, pp. 143-163.

SMITH, Leonard, *The Embattled Self: French Soldiers' Testimony of the Great War*, Ithaca (New York) : Cornell University Press, 2007.

SOUYRI, Pierre-François, *Moderne sans être occidental : aux origines du Japon d'aujourd'hui*, Paris : Gallimard, 2016.

SPENCE, Jonathan, *The Search for Modern China*, New York : Norton, 1990.

SU, Seng 蘇僧 et GUO, Jiancheng 郭建成, *Fuqu lisbi mingjing de chen'ai* 拂去歷史明鏡的塵埃 (Epusseter le miroir de l'histoire), Alhambra (Californie) : Meiguo nanhua, 1986.

SU, Yaochong 蘇瑤崇, « Ke Chaozhi (George H. Kerr), tuoguanlun yu Er'erba shijian zhi yanjiu » 葛超智 (George H. Kerr), 託管論與二二八事件之研究 (Recherches sur George H. Kerr, le projet de tutelle internationale et l'Incident du 28 février), *Guoshiguan xueshu jikan*, n° 4 (2004), pp. 135-188.

SU, Yaochong 蘇瑤崇, « Er'erba shijian zhong de meiti xuanchuan zhan » 二二八事件中的媒體宣傳戰 (La bataille médiatique pendant l'Incident du 28 février), *Taiwan wenxian*, n° 59 (4), 2008, *Guoshiguan Taiwan wenxian guan*, pp. 353-400.

SU, Yaochong 蘇瑤崇, « Huangyan jiangou xia Er'erba shijian zhenya zhi zhengdangxing : cong 'Daxi zhongxu nüjiaoyuan an' lunqi » 謊言建構下二二八事件鎮壓之正當性：從「大溪中學女教員案」論起 (La légitimité de la répression de l'Incident du 28 février sous condition d'un mensonge délibéré : à partir du « Cas de la professeure du lycée de Daxi »), *Taiwan shi yanjiu*, n° 21 (3), 2014, pp. 109-136.

de SWAAN, Abraam, *The Killing Compartments: the Mentality of Mass Murder*, New Haven : Yale University Press, 2015.

TACKETT, Timothy, *Becoming a Revolutionary: The Deputies of the French National Assembly and the Emergence of a Revolutionary Culture (1789–1790)*, Princeton : Princeton University Press, 1996.

TAKAHASHI Saburo 高橋三郎 (dir.), *Kyōdō kenkyū : senyūkai* 共同研究：戦友会 (Recherche collective sur les associations de frères d'armes), Tokyo: Inpakuto, 2005.

- TANG, Xiyong 湯熙勇, « Tuoli kunjing : zhanhou chuqi Hainandao zhi Taiwanren de fanTai » 脫離困境：戰後初期海南島之台灣人的返台 (Tirés d'affaire : le retour des Taiwanais de Hainan dans l'immédiat après-guerre), *Taiwan shi yanjiu*, n° 12 (2), 2005, pp. 167-208.
- TANNER, Harold M., *Where Chiang Kai-shek Lost China. The Liao-Shen Campaign, 1948*, Bloomington : Indiana University Press, 2015.
- TAYLOR, Jay, *The Generalissimo: Chiang Kai-shek and the Struggle for Modern China*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 2009.
- TENG, Emma Jinhua, *Taiwan's Imagined Geography: Chinese Colonial Travel Writing and Pictures, 1683-1895*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 2006.
- TENG, Jingyuan 滕景源, *Zhonghua minguo jiangling zhuanyue 中华民国将领传略* (Biographies succinctes des officiers supérieurs de la République de Chine), Harbin : Heilongjiang xinhua, 1998, pp. 154-157.
- TER HAAR, Barend, *Ritual and Mythology of the Chinese Triads: Creating An Identity*, Leiden : Brill, 1998.
- THENAULT, Sylvie, « L'état d'urgence (1955-2005). De l'Algérie coloniale à la France contemporaine : destin d'une loi », *Le Mouvement Social*, n° 218 (1), 2007, pp. 63-78.
- THOMPSON, Edward P., *Customs in Common*, London : Penguin, 1993 (1^{ère} éd. 1991).
- TILLY, Charles, *The Contentious French: Four Centuries of Popular Struggle*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 1986.
- TILLY, Charles, "Social Boundary Mechanisms", *Philosophy of the Social Sciences*, n° 34 (2), 2004, pp. 211-236.
- TILLY, Charles, *Regimes and Repertoires*, Chicago : University of Chicago Press, 2004.
- TS'AI, Hui-yu Caroline, "The War Never Ended: The Case of Taiwanese-Japanese Soldiers," dans David P. BARRETT et Larry N. SHYU, *China in the Anti-Japanese War, 1937-1945: Politics, Culture, and Society*, New York : Peter Lang, 2001, pp. 207-228.
- TSU, Jing, *Failure, Nationalism, and Literature: The Making of Modern Chinese Identity, 1895-1937*, Stanford : Stanford University Press, 2005.
- TS'AI, Hui-yu Caroline, "Administration, Assimilation, and Ambivalence: 'Improved Treatment' (shogū kaizen) in Wartime Taiwan, 1944", dans WANG Rongzu 汪榮祖 (dir.), *Minzu rentong yu wenhua jiaorong 民族認同與文化交融* (Identité nationale et mélange des cultures), Jiayi : Guoli Zhongzheng daxue, 2006, pp. 373-427.
- TS'AI, Hui-yu Caroline, *Taiwan in Japan's Empire Building: An Institutional Approach to Colonial Engineering*, New York : Routledge, 2009.
- TSURUMI, Patricia, *Japanese Colonial Education in Taiwan, 1895-1945*, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 1977.

TSURUMI, Patricia, "Mental Captivity and Resistance: Lessons from Taiwanese Anti-colonialism" *Bulletin of Concerned Asian Scholars*, n° 12 (2), 1980, pp. 2-13.

VANDERMEERSCH, Léon, *Le nouveau monde sinisé*, Paris : PUF, 1986.

VAN DE VEN, Hans, *War and Nationalism in China: 1925-1945*, London/New York : Routledge, 2003.

VEG, Sebastian, « The Taiwan Elections in Historical Perspective », *The China Beat*, 21 février 2012, <http://www.thechinabeat.org/?p=4122> [consulté le 25 mai 2016].

VEYNE, Paul, *Comment on écrit l'histoire*, Paris : Seuil, 1996 (1^{ère} éd. 1971).

VEYNE, Paul, *La société romaine*, Paris : Seuil, 1991

WACHMAN, Alan M., *Why Taiwan? Geostrategic Rationales for China's Territorial Integrity*, Stanford : Stanford University Press, 2007.

WAKEMAN, Frederic Jr., "A Revisionist View of the Nanjing Decade: Confucian Fascism", *The China Quarterly*, n° 150, 1997, pp. 395-432.

WAKEMAN, Frederic Jr., "Hanjian (Traitor)! Collaboration and Retribution in Wartime Shanghai", dans YEH Wen-hsin (dir.), *Becoming Chinese: Passage to Modernity and Beyond*, Berkeley : University of California Press, 2000, pp. 298-341.

WAKEMAN, Frederic Jr., *Spymaster: Dai Li and the Chinese Secret Service*, Berkeley : University of California Press, 2003.

WALDRON, Arthur, "China's New Remembering of World War II: The Case of Zhang Zizhong", *Modern Asian Studies*, n° 30 (4), 1996, pp. 945-978.

WALDRON, Arthur, "The Warlord: Twentieth-Century Chinese Understandings of Violence, Militarism, and Imperialism", *The American Historical Review*, n° 96 (4), 1991, pp. 1073-1100.

WANG, Hongsong 王宏松, « Jiang Zhongzheng dui Minbian de taidu yu zuowei » 蔣中正對「閩變」的態度與作為 (L'attitude et le comportement de Jiang Jieshi à l'égard du soulèvement du Fujian), *Guoshiguan guankan*, n° 28, 2011, pp. 73-114.

WANG, Sixiang 王思翔, *Taiwan eryue geming ji* 台灣二月革命記 (Récit de la révolution de février à Taiwan), Shanghai : Shanhai shuwi, 1950.

WANG, Tay-sheng, *Legal Reform in Taiwan under Japanese Colonial Rule, 1895-1945: The Reception of Western Law*, Seattle : The University of Washington Press, 2000.

WANG, Tay-sheng, "The Modernization of Civil Justice in Colonial Taiwan, 1895–1945", *Zeitschrift für Japanisches Recht*, n° 36, 2013, pp. 95–116.

WANG, Xiaobo 王曉波, *Chen Yi yu Er'erba shijian* 陳儀與二二八事件 (Chen Yi et l'Incident du 28 février), Taipei : Haixia xueshu, 2004.

WANG, Zhaowen 王昭文, « Ranshao de fenghuanghua – 228 shijian zhong de Jiayi » 燃燒的鳳凰花 – 228 事件中的嘉義 (L'incendie des fleurs de flamboyant : Jiayi dans l'Incident du 28 février), *Shenxue yu jiaoyu*, n° 32 (1), 2007, pp. 34-59.

WANG, Zhixiang 王之相, *Chen Yi wei lixiang yisheng xuanming de beige* 陳儀為理想一生懸命的悲歌 (Chen Yi : élégie pour une vie dédiée à un idéal), Taibei : Liming wenhua, 2014.

WATSON, James L., “The Structure of Chinese Funerary Rites: Elementary Forms, Ritual Sequence and the Primacy of Performance”, dans James L. WATSON (dir.), *Death Ritual in Late Imperial and Modern China*, Berkeley : University of California Press, 1988, pp. 3-19.

WEI, William, *Counterrevolution in China: The Nationalists in Jiangxi during the Soviet Period*, Ann Arbor : University of Michigan Press, 1985.

WEI, William, “Law and Order: The Role of Guomindang Security Forces in the Suppression of the Communist Bases during the Soviet Period”, dans Kathleen HARTFORD et Steven M. GOLDSTEIN (dir.), *Single Sparks: China's Rural Revolutions*, Armonk : M.E. Sharpe, 1989, pp. 34-61.

WEIL, Simone, *L'Iliade ou le poème de la force (et autres essais sur la guerre)*, Paris : Payot, 2014 (1^{ère} éd. 1941).

WEIZMAN, Eyal, *Hollow Land: Israel's Architecture of Occupation*, London/New York : Verso, 2007.

WENG, Jiaxin 翁嘉禧, *Er'erba shijian yu Taiwan jingji fazhan* 二二八事件與台灣經濟發展 (L'Incident du 28 février et le développement économique de Taiwan), Taibei : Juliu, 2007.

WESTAD, Odd Arne, *Decisive Encounters: the Chinese Civil War, 1946-1950*, Stanford : Stanford University Press, 2003.

WICKBERG, Edgar, “The Taiwan Peasant Movement, 1923-1932: Chinese Rural Radicalism Under Japanese Development Programs”, *Pacific Affairs*, n° 48 (4), 1975-1976, pp. 558-582.

WIEWIORKA, Annette, *L'ère du témoin*, Paris : Plon, 1998.

WILSON, Sandra, “Rethinking the 1930s and the ‘15-Year War’ in Japan”, *Japanese Studies*, n° 21 (2), 2001, pp. 155-164.

WILSON, Sandra, “War, Soldier and Nation in 1950s Japan”, *International Journal of Asian Studies*, n° 5 (2), 2008, pp. 187-218.

WU, Junying 吳俊瑩, « You Yuanlin shijian kan zhanhou Taiwan fazhi de bengkuai » 由員林事件看戰後台灣法治的崩壞, *Guoshiguan guankan*, n° 37, 2013, pp. 81-121.

WU, Naide (Wu Nai-teh) 吳乃德 et CHEN, Mingtong 陳明通, « Zhengzhi zhuan yi yu jingying liudong : Taiwan difang zhengzhi jingying de lishi xingcheng » 政權轉移和精英流動 : 台灣地方政治精英的歷史形成 (Changement de régime et mobilité des élites : la formation historiques des élites politiques locales à Taiwan), dans LAI Zehan (Lai Tse-han) 賴澤涵 (dir.), *Guangfu hou Taiwan*

lishi fazhan lunwen ji 光復後台灣歷史發展論文集 (Recueil d'essais sur le développement historique de Taiwan après la libération), Taïpei : Academia Sinica, 1993, pp. 303-334.

WU, Nai-teh, « Transition Without Justice, Justice Without History? Transitional Justice in Taiwan », *Taiwan Journal of Democracy*, n° 1 (1), 2005, pp. 77-102.

WU, Naide (Wu Nai-teh) 吳乃德, « Shuxie 'minzu' chuangshang : Er'erba shijian de lishi jiyi » 書寫「民族」創傷：二二八事件的歷史記憶 (L'écriture d'un trauma « national » : mémoire historique de l'Incident du 28 février), *Sixiang*, n° 8 (1), 2008, pp. 39-70.

WU, Naide (Wu Nai-teh) 吳乃德, « Bentu jingying de yanxu he duanceng – huiying Yao Renduo » 本土菁英的延續和斷層 – 回應姚人多 (Continuités et rupture dans l'élite autochtone – réponse à Yao Renduo), *Taiwan shehuixue*, n° 16 (12), 2008, pp. 193-197.

WU, Naide (Wu Nai-teh) 吳乃德, « Lishi jiyi zhong de mohu yu weizhi : Er'erba sinan renshu de zhenglun » (歷史記憶中的模糊與未知：二二八死難人數的爭論, *Sixiang*, n° 21 (5), 2012, pp. 179-194.

XI, Xiande 習賢德, *Jingcha yu Er'erba shijian* 警察與二二八事件 (La police et l'Incident du 28 février), Taïpei : Shiying, 2012.

XU, Xiaoqun, “The Fate of Judicial Independence in Republican China, 1912-1937”, *The China Quarterly*, n° 149, 1997, pp. 1-28.

XU, Xiaoqun, “The Rule of Law without Due Process: Punishing Robbers and Bandits in Early-Twentieth Century China”, *Modern China*, n° 33 (2), 2007, pp. 230-257.

XU, Xiaoqun, *Trial of Modernity: Judicial Reform in Early Twentieth-Century China*, Stanford : Stanford University Press, 2008.

XU, Xueji 許雪姬, « Huangmin fengonghui de yanjiu – yi Lin Xiantang de canyu wei li » 皇民奉公會的研究 – 以林獻堂的參與為例 (Etude sur l'Association des sujets impériaux pour le service de l'Etat – l'exemple de la participation de Lin Xiantang), *Jindaishi yanjiusuo jikan*, n° 31, 1999, pp. 167-212.

XU, Xueji 許雪姬, « Gaoxiong Er'erba shijian zhenxiang zaitan » 高雄二二八事件真相再探 (La vérité sur l'Incident du 28 février réexaminée), dans *Jinian Er'erba shijian 60 zhounian : xueshu yantaohui lunwen ji* 紀念二二八事件 60 週年：學術研討會論文集 (En mémoire de l'Incident du 28 février à l'occasion de son 60^{ème} anniversaire : actes du colloque académique), Gaoxiong : Gaoxiong shi wenzhan weiyuanhui, 2008, pp. 169-214.

XU, Xueji 許雪姬, « Baomiju Taiwan zhan Er'erba shiliao de jiedu yu yanjiu » 保密局台灣站二二八史料的解讀與研究 (Déchiffrement et étude des documents de la station de Taiwan du Baomiju relatifs au 28 février), *Taiwan shi yanjiu*, n° 21 (4), 2016, pp. 187-217.

XU, Yuming 許育銘, « Zhanhou liu Tai Riqiao de lishi guiji – guanyu Shegu shijian ji Er'erba shijian zhong Riqiao de jiyu » 戰後留台日僑的歷史軌跡 – 關於澀谷事件及二二八事件中日僑的際遇 (Trajectoires historiques des Japonais restés à Taiwan après la guerre – les fortunes des

ressortissants japonais pendant l'incident de Shibuya et l'Incident du 28 février, *Donghua renwen xuebao*, n° 7, 2005, pp. 151-186.

XUE, Huayuan 薛化元 *et al.*, *Zhanhou Taiwan renquanshi* 戰後台灣人權史 (Histoire des droits de l'homme à Taiwan après la guerre), Taibei : Guojia renquan jinianguan, 2003.

YAN, Ruping 严如平 *et* HE, Yuan 贺渊, *Chen Yi quanzhuan* 陈仪全传 (Biographie complète de Chen Yi), Beijing : Renmin chubanshe, 2011.

YANG, Kehuang 楊克煌, *Taiwan renmin minzu jiefang douzhen xiaoshi* 台灣人民民族解放鬥爭小史, Wuhan : Hubei renmin chubanshe, 1956.

YANG, Tianshi 杨天石, "Jiang Jieshi yu Hanguo duli yundong" 蒋介石与韩国独立运动, dans *Kangzhan yu zhanhou Zhongguo* 抗战与战后中国 (La Guerre de résistance et la Chine d'après-guerre), Beijing : Renmin daxue, 2007, pp. 432-456.

YANG, Zhenlong 楊振隆 (dir.), *Er'erba shijian 60 zhounian guoji xueshu yantaohui : renquan yu zhuanying zhengyi* 二二八事件 60 週年國際學術研討會：人權與轉型正義 (Colloque international pour le 60^{ème} anniversaire de l'Incident du 28 février : droits de l'homme et justice transitionnelle), Taibei : Er'erba shijian jinian jijinhui, 2007.

CHEN, Cuilian 陳翠蓮, « Lishi zhengyi zai Taiwan : jian lun Guomindang de Er'erba lunshu » 歷史正義在台灣：兼論國民黨的二二八論述 (La justice historique à Taiwan : à propos du discours du Guomindang sur le 28 février), pp. 343-382.

HE, Yilin 何義麟, « Er'erba shijian dui zhanhou Taiwan yuyan zhengce zhi yingxiang » 二二八事件對戰後台灣語言政策之影響 (L'influence de l'Incident du 28 février sur la politique linguistique à Taiwan dans l'après-guerre), pp. 427-452.

YANG, Zhenlong 楊振隆 (dir.), *Er'erba shijian 61 zhounian guoji xueshu yantaohui : daguo baquan or xiaoguo renquan* 二二八事件 61 週年國際學術研討會：大國霸權 or 小國人權 (Colloque international pour le 61^{ème} anniversaire de l'Incident du 28 février : hégémonie de grande puissance ou droits de l'homme dans un petit pays), Taibei : Er'erba shijian jinian jijinhui, 2008.

CHEN, Yishen 陳儀深, « Qiu hou suan zhang : Er'erba shijian zhong de 'suijing' yu 'qingxiang' » 秋後算帳：二二八事件中的「綏靖」與「清鄉」 (Règlements de comptes : « pacification » et « nettoyage des campagnes » lors de l'Incident du 28 février), pp. 841-875.

WANG, Jinghong 王景弘, « Meiguo baozhi chuli 'Er'erba shijian' xinwen zhi fenxi – yi Niuyue shibao wei li » 美國報紙處理「二二八事件」新聞之分析 – 以紐約時報為例 (Le traitement de l'Incident du 28 février par les journaux américains – l'exemple du New York Times), pp. 181-203.

XU, Xingzhe 徐醒哲, « Er'erba shijian qijian Taiwan yu Zhongguo weisheng zhi luocha » 二二八事件期間台灣與中國衛生之落差 (Le décalage de niveau d'hygiène entre Taiwan et la Chine pendant l'Incident du 28 février), pp. 24-34.

YANG, Zhenlong 楊振隆 (dir.), *Er'erba shijian 62 zhounian guoji xueshu yantaohui : Er'erba lishi jiaoyu yu chuancheng* 二二八事件 62 週年學術研討會：二二八歷史教育與傳承 (Colloque international pour le 61^{ème} anniversaire de l'Incident du 28 février : enseigner et transmettre l'histoire du 28 février), Taipei : Er'erba shijian jinian jijinhui & Gaoxiong shi zhengfu, 2009.

SHI, Yumin 石育民, « Guangbo yu shouyinji zai Er'erba shijian zhong de juese » 廣播與收音機在二二八事件中的角色 (Le rôle de la radio et des postes récepteurs dans l'Incident du 28 février), pp. 49-78.

YANG, Zizhen 楊子震, « Riben 'zhanhou chuqi Taiwan' yanjiu de huigu yu zhanwang – yi Er'erba shijian wei zhongxin » 日本「戰後初期台灣」研究的回顧與展望 – 以二二八事件為中心 (Bilan et perspectives de la recherche japonaise sur Taiwan dans l'immédiat après-guerre, en se concentrant sur l'Incident du 28 février), dans XU Xueji 許雪姬 *et al.* (dir.), *Jinian Er'erba shijian 60 zhounian : xueshu yantaohui lunwen ji* 紀念二二八事件 60 週年：學術研討會論文集 (En mémoire de l'Incident du 28 février à l'occasion de son 60^{ème} anniversaire : actes du colloque académique), Taipei : Taipei wenhua ju / Taipei Er'erba jinian guan, 2007, pp. 41-57.

YANG, Zizhen 楊子震, « Zhongguo zhu Ri daibiaotuan zhi yanjiu – chutan zhanhou Zhong-Ri、Tai-Ri guanxi zhi eyuan jiagou » 中國駐日代表團之研究 – 初探戰後中日、台日關係之二元架構 (Etude sur la délégation chinoise au Japon – exploration préliminaire de la structure double des relations sino-japonaises et taiwano-japonaises après la guerre), *Guoshiguan guan kan*, n° 19, 2009, pp. 51-86.

YAO, Renduo 姚人多, « Zhengquan zhuanyi zhi zhilixing : zhanhou Guomindang zhengquan dui Rizhi shidai baojia zhidu de chengji yu zhuanhua » 政權轉移之治理性：戰後國民黨政權對日治時代保甲制度的承襲與轉化 (Gouvernementalité et changement de régime : héritages et transformations du système japonais du *hokō* sous le pouvoir du Guomindang après la guerre), *Taiwan shehui kexue*, n° 15 (2008), pp. 47-108.

YOSHIDA, Takashi, *The Making of the Rape of Nanjing: history and memory in Japan, China, and the United States*, New York : Oxford University Press, 2006.

YU Fengliu 俞风流, « Jiang Jieshi weihe xuanze Taiwan wei shengcundi ? » 蒋介石为何选择台湾为生存地 ? (Pourquoi Jiang Jieshi a-t-il choisi Taiwan comme refuge ?), *Renmin wenzhai*, n° 2, 2010.

YUTAKA, Yoshida « Les champs de bataille et les soldats de la guerre du Pacifique en Asie », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 249 (1), 2013, pp. 49-74.

ZANASI, Margherita, “Globalizing Hanjian : The Suzhou Trials and the Post-World War II Discourse on Collaboration”, *The American Historical Review*, n° 113 (3), 2008, pp. 731-751.

ZENG, Jianmin 曾健民 (dir.), *Xin Er'erba shixiang* 新二二八史像 (Nouvelles figures historiques du 28 février), Taipei : Taiwan shehui kexue, 2003.

ZENG, Wenliang 曾文亮 et WANG, Taisheng (Wang Tay-sheng) 王泰升, « Bei bingtun de jiwei : zhanhou Taiwan Zaidi falü rencai de chujing yu zaoyu » 被併吞的滋味：戰後初期台灣在地法

律人才的處境與遭遇 (Comme un goût d'annexion : sort et malheurs du personnel judiciaire à Taiwan dans l'immédiat après-guerre), *Taiwan shi yanjiu*, n° 14 (2), 2007, pp. 89-160.

ZENG, Wenliang 曾文亮, « Er'erba shijian zhong de panluan yu chengfa : jian lun zhanhou chuqi guomin zhengfu de zhengzhi, junshi yu falü » 二二八事件中的叛亂與懲罰：兼論戰後初期國民政府的政治、軍事與法律關係 (Révolte et châtement lors de l'Incident du 28 février : sur les liens entre le politique, le militaire et le légal pour le gouvernement national de l'immédiat après-guerre), *Taiwan shi yanjiu*, n° 22 (4), 2015, pp. 83-122.

ZHAN, Hengju 展恒舉, *Zhongguo jindai fazhi shi* 中國近代法制史 (Histoire du système légal chinois moderne), Taibei : Taiwan shangwu yinshuguan, 1973.

ZHANG, Li 張力, « Yi di wei shi : Riben yu Zhongguo haijun jianshe, 1928-1937 » 以敵為師：日本與中國海軍建設, 1928-1937 (L'ennemi pour maître : le Japon et la construction de la Marine chinoise, 1928-1937), dans HUANG Zijin 黃自進 (dir.), *Jiang Zhongzheng yu jindai Zhong-Ri guanxi*, 蔣中正與近代中日關係 (Jiang Jieshi et les relations sino-japonaise à l'époque moderne) (vol. 1), Taibei : Daoxiang, 2006, pp. 93-122.

ZHANG, Ruide (Chang Jui-te) 張瑞德, « Kangzhan shiqi lujun de jiaoyu yu xunlian » 抗戰時期陸軍的教育與訓練 (L'entraînement et l'instruction dans l'armée de Terre pendant la Guerre de résistance), dans *Zhonghua minguo jianguo bashi nian xueshu taolun ji* 中華民國建國八十年學術討論集 (Recueil de contributions académiques pour le quatre-vingtième anniversaire de la fondation de la République de Chine), Taibei : Zhonghua minguo jianguo bashi nian xueshu taolun ji bianji weiyuanhui, 1991, vol. 1, pp. 525-560.

ZHANG, Ruide (Chang Jui-te) 張瑞德, *Kangzhan shiqi guojun renshi* 抗戰時期國軍人事 (Ressources humaines de l'Armée nationale pendant la Guerre de résistance), Taibei : Academia Sinica, 1993.

ZHANG, Ruide (Chang Jui-te) 張瑞德, « Wusheng de yaojiao – shicongshi de muliao ren yuan (1936-1945) » 無聲的要角 – 侍從室的幕僚人員 (1936-1945) (Influents mais dans l'ombre : les aides de camp [du Généralissime], 1936-1945), *Jindai Zhongguo*, n° 156, 2004, pp. 141-166.

ZHANG, Sufen 張素芬, « Shibian xia de Beidou Lin jia » 世變下的北斗林家 (Les Lin de Beidou dans un monde en transformation), *Taiwan xue yanjiu*, n° 13, 2012, pp. 33-64.

ZHANG, Yanxian 張炎憲 (dir.), *Taiwan shi lunwen xuanji* 台灣史論文精選 (Sélection d'essais en histoire taiwanaise), vol. 2, Taibei : Yushan, 1996.

CHEN, Yishen 陳儀深, « Lun Taiwan Er'erba shijian de yuanyin » 論台灣二二八事件的原因 (Sur les causes de l'Incident du 28 février), pp. 292-333.

ZHANG, Yanxian 張炎憲 *et al.* (dir.), *Er'erba shijian yanjiu lunwen ji* 二二八事件研究論文集 (Recueil d'essais de recherche sur l'Incident du 28 février), Taibei : Wu Sanlian jijinhui, 1998

LI, Xiaofeng (Lee Hsiao-feng) 李筱峰, « Jiang Jieshi yu Er'erba shijian » 蔣介石與二二八事件 (Jiang Jieshi et l'Incident du 28 février), pp. 455-470.

LI, Zongguang 李宗光, « Taiwanren zhi rentong wenti yu Er'erba » 台灣人之認同問題與二二八 (La question de l'identité des Taiwanais et le 28 février), pp. 359-370.

ZHENG, Yang'en 鄭仰恩, « Weixian jiyi de zhuanbian liliang – shilun Er'erba shijian de shenxue yihan » 危險記憶的轉變力量——試論二二八事件的神學意涵 (La force transformative d'une mémoire dangereuse : remarques sur la signification théologique de l'Incident du 28 février), pp. 343-356.

ZHANG, Yanxian 張炎憲 (dir.), *Er'erba shijian zeren guishu yanjiu baogao* 二二八事件責任歸屬研究報告 (Rapport de recherche sur l'attribution des responsabilités dans l'Incident du 28 février), Taipei : Er'erba shijian jinian jijinhui, 2006.

ZHOU, Zhuying 周祝瑛, « 20 shiji Taiwan jiaoyu » 20 世纪台湾教育 (L'éducation à Taiwan au XXe siècle), dans GU Mingyuan 顾明远 (dir.), *Zhongguo jiaoyu daxi* 中国教育大系 (Compendium sur l'éducation en Chine), vol. II, Wuhan : Hubei jiaoyu chubanshe, 2004, pp. 3370-3739.

ZHU, Hongyuan 朱宏源 (dir.), *Er'erba yanjiu de xiaokanxue shijiao : Huang Zhangjian yuanshi zhuisi lunwen ji* 二二八研究的校勘學視角：黃彰健院士追思論文集 (Une approche philologique des recherches sur le 28 février : mélanges en hommage à l'académicien Huang Zhangjian), Taipei : Wenshizhe, 2010.

ZHU, Zhixin 朱執信, *Zhu Zhixin ji* 朱執信集 (Œuvres de Zhu Zhixin), Beijing : Zhonghua shuju, 1979.

ZHUANG, Jianong 莊嘉農 (Su Xin 蘇新), *Fennu de Taiwan* 憤怒的台灣 (Taiwan en colère), Taipei : Qianwei, 1990 (1^{ère} éd. 1949).

ZOU, Rong 鄒容, *Geming jun* 革命軍 (L'armée révolutionnaire), Beijing : Zhonghua shuju, 1958 (1^{ère} éd. 1903).

TRAVAUX NON PUBLIES ET COMMUNICATIONS

ABE, Kensuke 阿部賢介, « Guanjian de qishi yi tian : Er ci da zhan jieshu qianhou de Taiwan shehui yu Taiwanren de dongxiang » 關鍵的七十一天 : 二次大戰結束前後的台灣社會與台灣人的動向 (Soixante-dix jours décisifs : dynamique des Taiwanais et de la société taiwanaise avant et après la fin de la Seconde Guerre mondiale), mémoire de master, Université nationale Chengchih, 2010.

CHATANI, Sayaka, “Nation-Empire: Rural Youth Mobilization in Japan, Taiwan, and Korea 1895-1945”, thèse de doctorat, Columbia University, 2014.

CHAUMONT, Jean-Michel, « Connaissance ou reconnaissance ? Les enjeux du débat sur la singularité de la Shoah », thèse de doctorat, EHESS, 1995.

CHEVRIER, Yves, “Subjectivation, activism, and their reshaping in contemporary China: a tentative historical framework”, communication au colloque The Making of Chinese Subjects, CERI (Sciences Po), 18-19 décembre 2014.

ELMAN, Benjamin “The Great Reversal: The ‘Rise of Japan’ and the ‘Fall of China’ after 1895 as Historical Fables”, Edwin O. Reischauer Lectures, 13 avril 2011, Harvard University, <https://www.youtube.com/watch?v=Pn4rI6JqSI4> [consulté le 31 août 2016].

FIX, Douglas, “Taiwanese Nationalism and its Late Colonial Context”, thèse de doctorat, University of California (Berkeley), 1993.

HUANG, Huizhen 黃惠貞, « Guomindang zhengquan liumang qudi zhidu qi yuan yanjiu (1927-1955) » 國民黨政權流氓取締制度起源研究 (1927-1955) (Etude des origines du système de prohibition des *liumang* par le régime du Guomindang, 1927-1955), mémoire de master, National Taiwan University, 2007.

LANDDECK, Kevin, “Under the Gun: Nationalist Military Service and Society in Wartime Sichuan, 1938-1945”, thèse de doctorat, Berkeley, 2011.

LAWSON, Konrad, “Wartime Atrocities and the Politics of Treason in the Ruins of the Japanese Empire, 1937-1953”, thèse de doctorat, Harvard University, 2012.

LEE, Wei-I, « Institution des imaginaires collectifs et institutions de mémoire à Taiwan : aux origines d’une composition identitaire éclatée (1945-1978) », thèse de doctorat, EHESS, 2008.

LI, Xiaofeng (Lee Hsiao-feng) 李筱峰, « Er’erba shijian yu zuqun wenti » 二二八事件與族群問題 (L’Incident du 28 février et la question ethnique), communication prononcée au Département des affaires culturelles de la mairie de Taïpei à l’occasion du 60^{ème} anniversaire de l’Incident du 28 février, 27 février 2007, http://www.jimlee.org.tw/history_detail.php?articleSN=8709 [consulté le 23 mai 2016].

LIN, Chung-hua, « Xie Xuehong (1901-1970) : une révolutionnaire taïwanaise en quête de vérité », thèse de doctorat, université Paris Diderot, 2001.

MARK, Ethan, “Appealing to Asia: Nation, Culture, and the Problem of Imperial Modernity in Japanese-occupied Java, 1942-1945”, thèse de doctorat, Columbia University, 2003.

MORIER-GENOUD, Damien, « L’histoire taiwanaise et son écriture : les relectures du passé à Taiwan à l’époque contemporaine », thèse de doctorat, Université Paris-Diderot, 2014.

SERFASS, David, « Occupation japonaise, collaboration chinoise : tendances historiographiques récentes et perspectives de recherche » (document de travail, 2016).

SERFASS, David, « L’occupation japonaise comme objet pour l’histoire de l’État chinois : l’exemple de la campagne de pacification rurale du gouvernement de Wang Jingwei, 1941-45 », communication présentée à la journée des jeunes chercheurs de l’AFEC, 3 juin 2015.

SHI, Yumin 石育民, « Er’erba qianhou de Jiang Weichuan (1945-1947) » 二二八前後的蔣渭川 (1945-1947) (Jiang Weichuan autour de l’Incident du 28 février, 1945-1947), mémoire de master, université Donghai, 2007.

WHITTOME, Günter, « Taiwan 1947: der Aufstand gegen die Kuomintang » (Taiwan 1947 : le soulèvement contre le Guomintang), mémoire de master, Institut für Asienkunde, Hamburg, 1991.

WU, Nai-teh, “The Politics of a Regime Patronage System: Mobilization and Control in an Authoritarian Regime”, thèse de doctorat, Columbia University, 1987.

XU, Xueji 許雪姬, « Bei chengwei yuyong xuezhe de kunjing » 被稱為御用學者的困境 (La difficulté d’être considéré comme un savant à la solde du pouvoir), communication au Symposium sur le 28 février et les droits de l’homme, 7 et 8 décembre 2013, Mémorial national du 28 février, Taïpei.

YANG, Meng-hsuan, « Nationalist Propaganda and the February 28th Incident: Re-Sinicizing the ‘Japanized’ Taiwanese, 1945-1947 », mémoire de master, University of British Columbia, 2005.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

A

Acheson Dean, 507
Ando Rikichi, 9, 202

B

Bai Chongxi, 67, 159, 239, 282, 297, 307, 404,
406, 415, 432, 442, 443, 448, 449, 454, 464,
465, 469, 472, 478, 480, 481, 482, 485, 486,
490, 495, 496, 497, 498, 501, 503, 530, 535
Blake Ralph, 214, 439, 505

C

Cai Peihuo, 274, 284, 285, 328, 329
Cai Yingwen, 12
Chen Cheng, 293, 342, 372, 379, 380, 386, 387,
450, 506
Chen Chengbo, 450
Chen Dayuan, 361, 362, 363, 364, 464
Chen Fuzhi, 175, 228, 263, 450
Chen Lifu, 292, 329, 340
Chen Xin, 459, 463, 466, 467
Chen Yi, 11, 15, 16, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27,
28, 53, 72, 73, 77, 81, 83, 90, 92, 93, 98, 100,
139, 158, 168, 172, 201, 213, 231, 238, 242,
243, 257, 258, 266, 271, 275, 282, 283, 284,
285, 287, 292, 293, 294, 295, 296, 300, 305,
306, 307, 309, 317, 323, 325, 326, 327, 328,
331, 335, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343,
344, 345, 346, 348, 349, 351, 352, 355, 356,
358, 359, 361, 364, 366, 370, 374, 376, 396,
398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 408, 409,
411, 415, 418, 419, 420, 423, 426, 427, 431,
432, 433, 444, 448, 452, 454, 458, 459, 460,
461, 462, 463, 466, 468, 469, 472, 473, 474,
475, 477, 478, 480, 490, 495, 496, 497, 501,
503, 505, 506, 538, 556, 557, 559
Chen Yisong, 168, 419, 462, 502, 538
Chen Zuandi, 406, 425, 447

G

Gao Yisheng, 98, 143, 477
Ge Jing'en, 16

H

He Hanwen, 61, 137, 142, 148, 166, 169, 170, 172,
238, 244, 262, 288, 303, 307, 319, 350, 411

He Junzhang, 405, 408, 451, 455, 457, 464, 473,
475, 476, 477, 478, 482
Hu Fuxiang, 341, 343, 346, 415, 462

Huang Madian, 465, 466

J

Jiang Jieshi, 9, 14, 15, 19, 20, 23, 56, 57, 64, 68, 71,
73, 79, 82, 87, 88, 93, 159, 170, 243, 247, 281,
282, 283, 284, 287, 289, 290, 292, 294, 296,
301, 303, 304, 305, 307, 308, 311, 315, 317,
319, 322, 323, 326, 328, 330, 331, 333, 334,
335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 344,
349, 350, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361,
363, 364, 368, 369, 370, 372, 373, 375, 377,
379, 380, 382, 384, 385, 386, 387, 388, 390,
395, 402, 404, 406, 408, 409, 418, 419, 423,
424, 427, 431, 454, 458, 460, 462, 466, 468,
469, 470, 477, 478, 480, 481, 482, 495, 496,
498, 501, 505, 506, 507, 510, 545, 549, 556,
559, 560, 561
Jiang Jingguo, 68, 406, 504, 510
Jiang Weichuan, 168, 217, 232, 233, 287, 338, 459,
461, 462, 467, 493, 502, 564

K

Ke Yuanfen, 83, 91, 140, 158, 168, 265, 282, 296,
302, 303, 304, 306, 307, 320, 323, 324, 326,
330, 331, 335, 342, 351, 352, 353, 355, 356,
358, 359, 375, 376, 399, 400, 409, 415, 420,
429, 448, 454, 458, 462, 463, 480, 481
Kerr George, 63, 102, 161, 162, 213, 222, 243,
245, 291, 326, 327, 328, 351, 352, 358, 398,
400, 413, 426, 437, 439, 441, 505, 554

L

Li Denghui, 9, 67, 69, 70, 80, 87, 92, 93, 412
Li Yizhong, 461
Liao Wenyi, 62, 460

Lin Dingli, 170, 228, 232, 233, 244, 259, 268, 362, 363, 364, 419, 420, 423, 427, 445, 448, 451, 458, 463, 466, 467, 474

Lin Maosheng, 459

Lin Rigao, 461, 493

Lin Xiantang, 24, 129, 133, 169, 173, 242, 274, 288, 466, 467, 468, 485, 558

Ling Jianxian, 389, 403, 408, 455

Liu Ming, 116, 168, 419, 420, 462, 502, 538

Liu Yuqing, 53, 148, 239, 247, 262, 297, 301, 303, 319, 330, 367, 368, 381, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 393, 394, 395, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 425, 430, 441, 446, 454, 455, 471, 472, 483, 484

Luo Diguang, 262, 426, 435

M

Ma Yingjiu, 64, 78, 88, 89

MacArthur, 215, 313, 477

MacArthur Douglas, 507, 508

Mao Zedong, 14, 58, 166, 508

O

Okamura Yasuji, 309, 510

P

Peng Mengji, 77, 83, 90, 157, 159, 164, 166, 168, 169, 254, 258, 263, 296, 297, 332, 350, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 398, 401, 402, 403, 404, 405, 407, 408, 409, 416, 417, 421, 422, 426, 427, 429, 432, 441, 449, 450, 455, 456, 465, 469, 482, 492, 496, 501, 502, 504

Q

Qiu Niantai, 53, 311, 461

S

Shi Hongxi, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 388, 398, 399, 403, 407, 417, 447, 455, 456, 482

Shi Wengui, 372, 408, 455, 482

Song Feiru, 22, 26, 459

Su Shaowen, 272, 401, 407, 448

Su Xin, 55, 56, 59, 60, 461, 532, 562

Sun Zhongshan, 15, 16, 18, 27, 95, 166, 220, 283, 289, 338, 344, 348, 354, 376, 441, 493, 494, 495

T

Truman Harry, 507

Tu Guangming, 175, 176, 226, 227, 261, 402, 441, 450, 455, 465

W

Wang Qingtian, 208, 209, 275, 374, 427, 448

Wang Tiandeng, 217, 287, 459, 463

Wei Daoming, 409, 469, 501, 504, 506

Wu Yingjun, 138, 139, 174, 175, 272

X

Xie Xuehong, 56, 59, 60, 154, 155, 159, 171, 172, 173, 175, 226, 228, 263, 282, 285, 461, 509, 532, 538, 563

Xu Dehui, 232, 363, 420, 423, 462, 474, 538

Y

Yan Pucheng, 233, 242, 275, 325, 326, 464, 465

Yang Kehuang, 55, 56, 74, 171, 172, 461, 548

Yang Lianggong, 61, 137, 142, 148, 166, 169, 170, 172, 262, 288, 303, 307, 350, 403, 412, 421

Yang Zhaojia, 274

Yue Xingming, 389, 406, 407, 448, 455

Z

Zhang Bingcheng, 142, 146, 148, 150, 154, 172, 232, 233, 240, 242, 251, 275, 288, 302, 303, 305, 317, 325, 328, 332, 362, 419, 421, 448, 450, 462, 464, 465, 467

Zhang Mutao, 224, 256, 316, 350, 353, 359, 399, 403, 407, 419, 426, 455, 475, 476, 477, 478, 482, 487, 496

Zhang Qilang, 460

Zhong Yiren, 143, 144, 153, 172, 173, 175, 228, 305

ANNEXES

1. Cartes

1.a : Situation de Taiwan en 1947

1.b : Relief de Taiwan

1.c : Divisions administratives de Taiwan en 1947

1.d : Chemins de fer en 1947

1.e : Zones de pacification en 1947

2. Images du 28 février 1947 à Taïpei

3. Huang Rongcan, *Un contrôle terrifiant*, avril 1947

4. Plan général pour la résolution de l'Incident du 28 février, 6-7 mars 1947

5. Japonisation culturelle et militarisation pendant la guerre

6. Un tract rebelle en japonais (non daté)

7. Victimes continentales à Taizhong et Tainan, mai 1947

8. Photographies de dirigeants

9. Documents sur la participation d'insurgés taiwanais à l'effort de guerre japonais

10. Témoignage de Lin Muqi, avril-mai 1947

11. « Tableau récapitulatif des coupables à traiter », 13 mars 1947

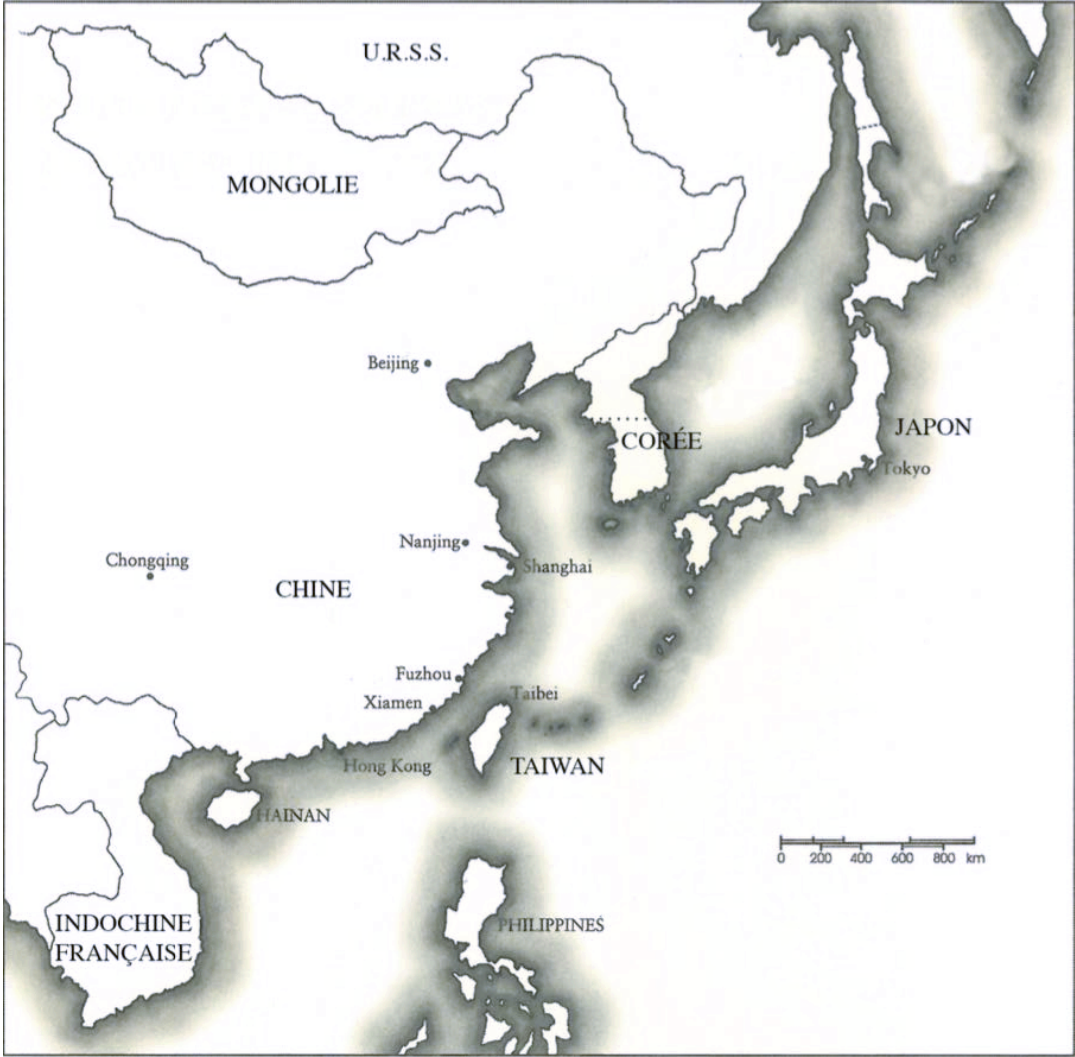
12. Images de la pacification

13. Photogrammes de *L'espion japonais*, Yuan Congmei, 1943

14. Déclaration d'amende honorable de Cai Fengshi, 19 avril 1947

ANNEXE 1 : Cartes

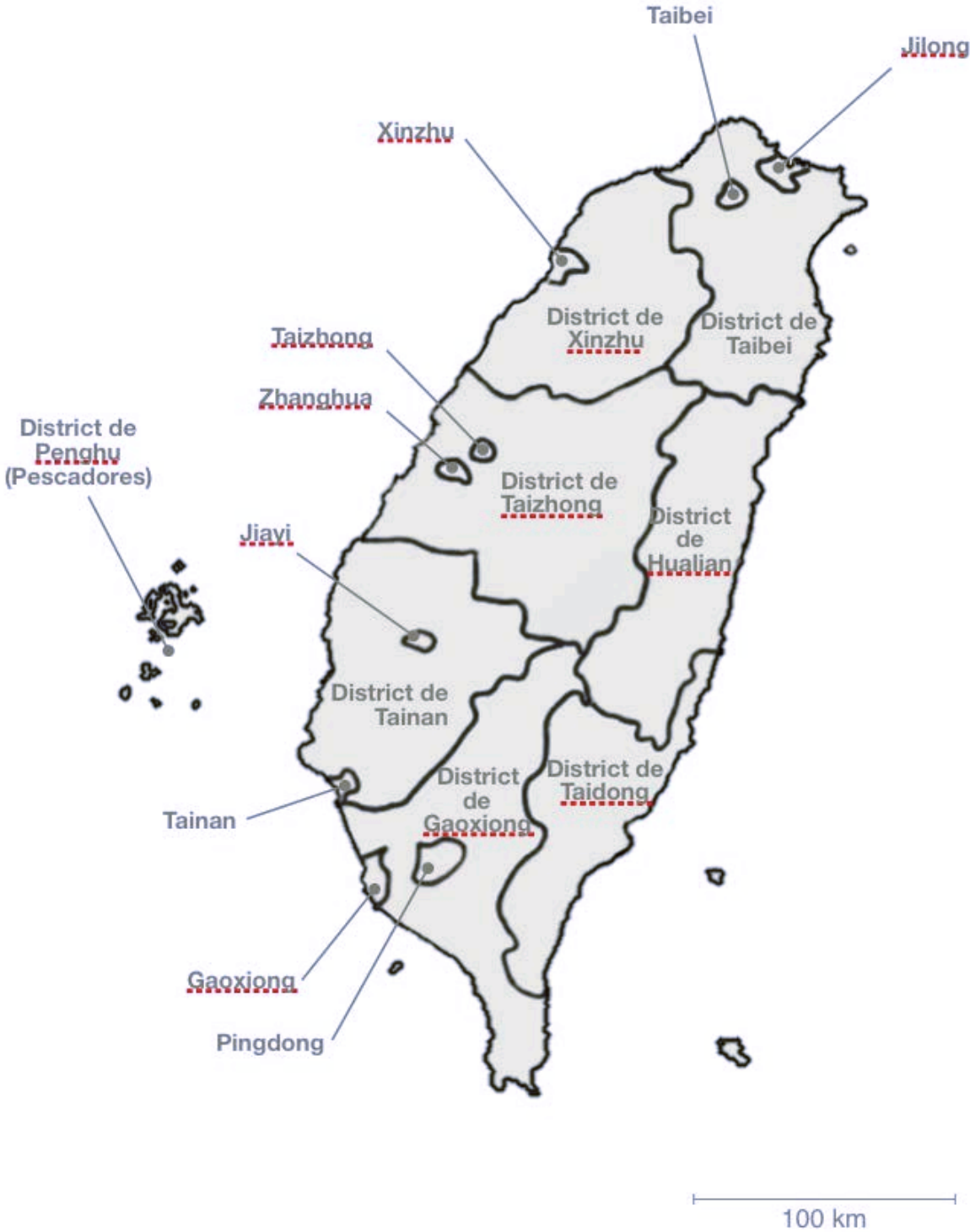
1.a : Situation de Taiwan en 1947



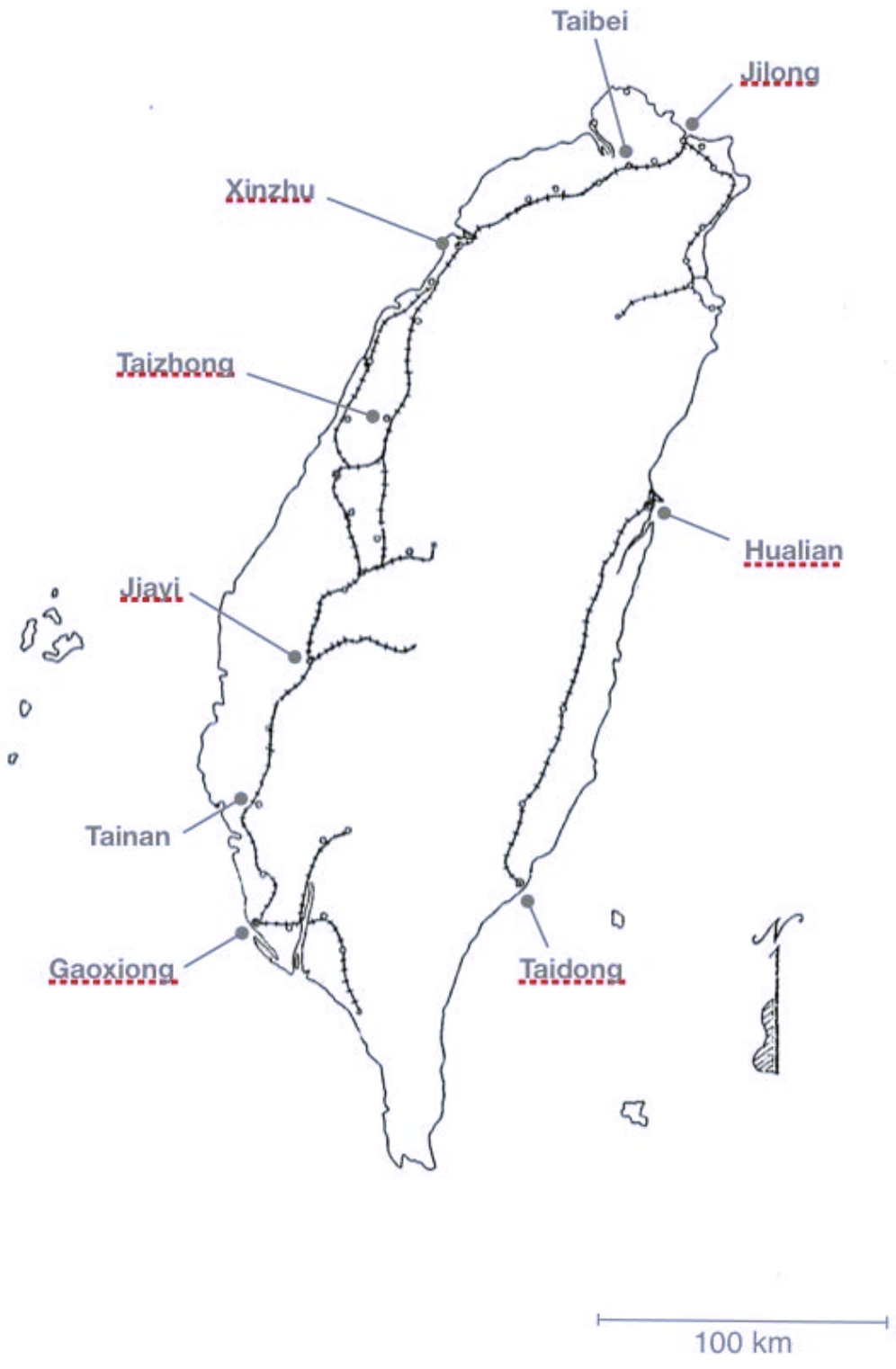
1.b : Relief de Taiwan



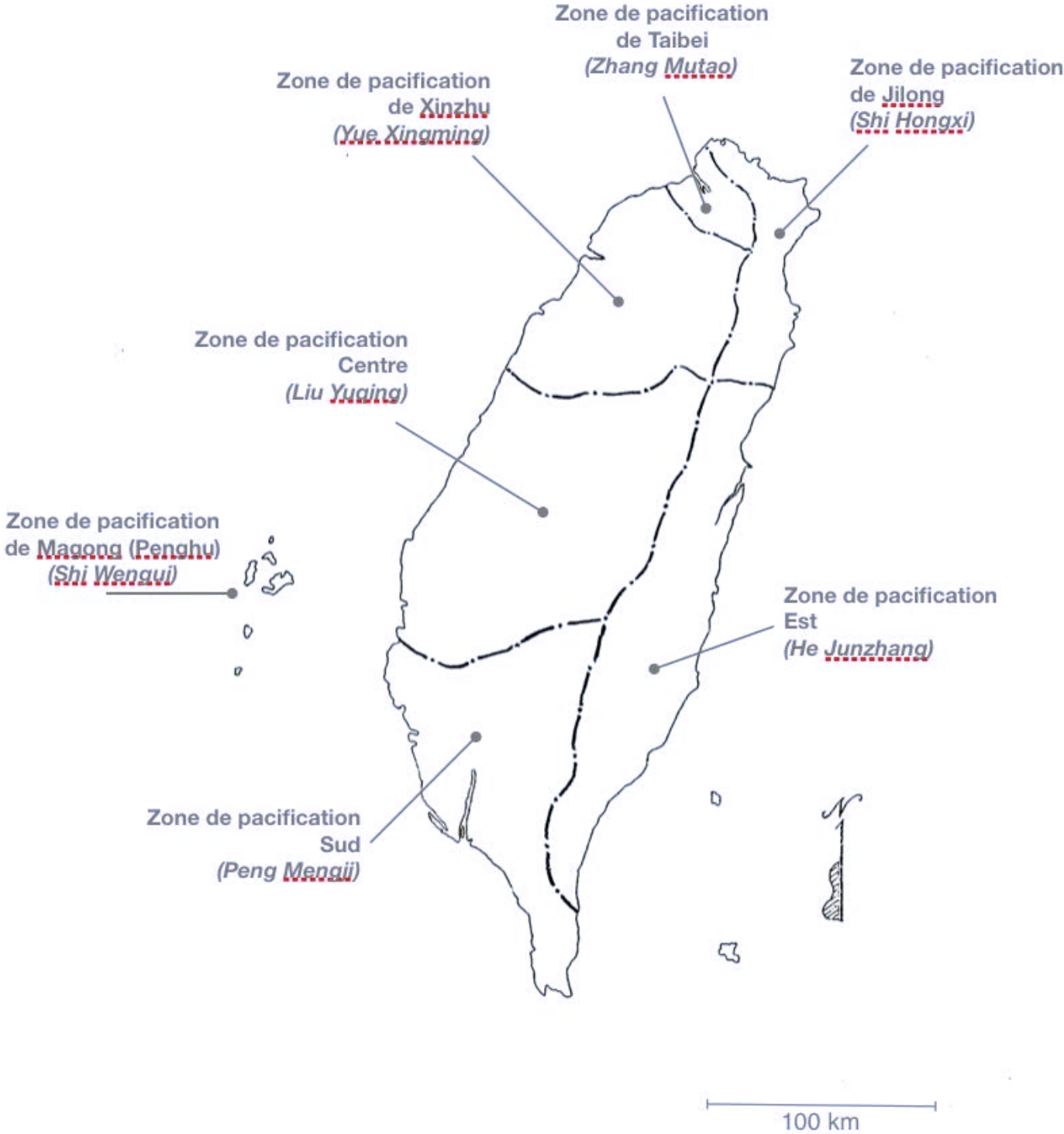
1.c : Divisions administratives de Taiwan en 1947



1.d : Chemins de fer en 1947



1.e : Zones de pacification en 1947



ANNEXE 2 : Images du 28 février 1947 à Taibei



Devant le bureau du monopole (les objets pris à l'intérieur sont incendiés). Source : ZHANG (dir.), *Er'erba shijian zeren guishu yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 46.



Devant la gare centrale de Taibei. Source : ZHANG (dir.), *Er'erba shijian zeren guishu yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 47.



L'agence de voyage Chine (caractères « Chine » décrochés). Source : ZHANG (dir.), *Er'erba shijian zeren guishu yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 48.

ANNEXE 3 : Huang Rongcan 黃榮燦, *Kongbu de jiancha* 恐怖的檢查 (Un contrôle terrifiant), avril 1947.



Huang Rongcan (1920-1952), artiste originaire de Chongqing émigré à Taiwan en 1945, réalise cette estampe à Taïpei quelques semaines après le début de l'Incident, sur la base de témoignages. Au premier plan, on peut voir la scène du contrôle de cigarettes de contrebande le 27 février. A l'arrière-plan, une patrouille volante caractéristique des jours qui suivent à Taïpei. A la fin du mois d'avril 1947, Huang fait passer cette œuvre clandestinement sur le continent où elle est imprimée dans le journal de gauche *Wenhuibao*, avant de confier l'original à un ami japonais. Il est exécuté en 1952 à Taiwan pour trahison au profit des Communistes. Cette œuvre se trouve actuellement au musée d'art moderne de Kanagawa, au Japon.

ANNEXE 4 : Plan général pour la résolution de l'Incident du 28 février (*Er'erba shijian chuli dagang* 二二八事件處理大綱), 6-7 mars 1947.

- I. Pour résoudre la situation actuelle [*selon Chen Junkai, les 7 demandes ci-dessous sont ajoutées par les services secrets*].
 1. Donner l'ordre aux forces armées gouvernementales dans les divers points [de Taiwan] de déposer les armes provisoirement et de les confier en commun aux différents Comités de résolution et à la police militaire, de manière à empêcher que des incidents sanglants ne continuent de se produire.
 2. Après que les forces armées gouvernementales auront déposé les armes, l'ordre public local sera assuré en commun par la police militaire, la police sans armes et les organisations populaires.
 3. Dans chaque localité, en l'absence de menace de la part des forces armées gouvernementales, il faut impérativement cesser toute action armée. Les officiels corrompus, qu'ils soient taiwanais ou continentaux, ne devront être dénoncés qu'aux Comités de résolution, qui procéderont à leur arrestation en coordination avec la police militaire. Ils seront sévèrement jugés selon la loi. Aucun mal ne doit leur être fait, ni aucun incident provoqué.
 4. Les opinions concernant la réforme politique peuvent être listées et adressées au Comité de résolution provincial, en attente d'une solution.
 5. Le gouvernement ne doit surtout pas recourir à la force militaire, ni demander au Centre d'envoyer des soldats pour résoudre l'incident par la force armée. Cela ne ferait que provoquer une effusion de sang pire encore et conduire à une interférence internationale.
 6. Avant la solution complète des problèmes politiques, le gouvernement devra consulter le Comité de résolution avant de prendre toute mesure, qu'elle soit militaire ou politique, afin que le peuple ne doute pas de sa sincérité et pour éviter tout malentendu.
 7. Relativement à cet incident, la population ne doit pas faire l'objet de poursuites, ni saisir un prétexte dans le futur pour arrêter les personnes impliquées. Les personnes tuées ou blessées dans le cours de l'incident doivent faire l'objet d'une compensation adéquate.
- II. Pour résoudre les problèmes de fond
 - A. Sur le plan militaire [*selon Chen Junkai, les 3 demandes ci-dessous sont ajoutées par les services secrets*].
 1. Ne devront pas être stationnées à Taiwan des troupes manquant d'éducation et d'entraînement.
 2. Le Centre peut envoyer des représentants mettre en place la conscription à Taiwan à des fins de défense de l'île.
 3. Jusqu'à ce que la guerre civile sur le continent soit terminée et sauf pour la défense de l'île, nous nous opposons strictement à la conscription à Taiwan, afin d'empêcher que Taiwan ne soit impliquée dans le tourment de la guerre civile.
 - B. Sur le plan politique
 1. Rédiger une loi d'autonomie provinciale et en faire la norme suprême pour les affaires politiques de cette province, afin de réaliser l'idéal du Père de la Nation dans ses Fondements de la reconstruction nationale (*Jianguo dagang* 建國大綱).
 2. Organiser l'élection populaire des maires et chefs de district avant juin de cette année. Les conseils municipaux et de district seront renouvelés à la même occasion.

3. La nomination des différents chefs de départements de la province devra être soumise à l'approbation du conseil provincial (transformé en parlement provincial après son renouvellement). Le conseil provincial sera renouvelé avant juin de cette année. Entre temps, les nominations seront soumises par le gouverneur au Comité de résolution pour délibération.
4. Les postes de chefs de départements et d'agences de la province devront être occupés aux deux tiers au moins par des personnes résidant depuis plus de dix ans dans cette province (tout comme, de préférence, les postes de secrétaire général et ceux de chefs du bureau des affaires civiles, des finances, de l'industrie, de l'agriculture, de l'éducation et des affaires de police).
5. Le poste de chef du département des affaires de police et ceux de chefs des bureaux de police des villes et districts devront être occupés par des Taiwanais, la brigade de police de la province et les forces de police des chemins de fer et du bureau de l'industrie doivent être dissoutes.
6. La commission législative devra être composée au moins à moitié de Taiwanais, et son président sera choisi par ses membres.
7. Seuls les organes de police seront habilités à conduire des arrestations.
8. La police militaire ne sera habilitée à arrêter que des militaires.
9. Les arrestations politiques seront interdites.
10. Liberté absolue de réunion non armée.
11. Liberté absolue d'expression, de publication et de grève. Le système d'enregistrement des journaux sera aboli.
12. Abolition immédiate des Règlements sur les organisations populaires.
13. Abolition des Dispositions concernant l'élection des organes représentatifs [qui fixent les conditions d'éligibilité].
14. Amélioration des Dispositions concernant l'élection des organes représentatifs à tous les échelons.
15. Mise en place d'un impôt sur le revenu uniforme et progressif. Hormis les impôts sur les produits de luxe et sur l'héritage, aucune autre taxe variée ne sera levée.
16. Toutes les entreprises publiques devront être dirigées par des Taiwanais.
17. Etablissement d'une commission de surveillance des entreprises publiques démocratiquement élue. La disposition des propriétés japonaises sera entièrement confiée au gouvernement provincial. Un comité de gestion des entreprises et mines reprises aux Japonais devra être établi et constitué de Taiwanais à plus de 50%.
18. Abolition du Bureau du monopole, mise en place du rationnement pour les produits de première nécessité.
19. Abolition du Bureau du commerce.
20. Abolition de la Commission de la propagande.
21. Tous les postes de présidents et de procureurs principaux (*shouxi jianchaguan* 首席檢察官) dans les tribunaux locaux seront occupés par des Taiwanais.
22. Dans les tribunaux locaux, tous les postes égaux ou inférieurs à ceux de juges et procureurs seront occupés à plus de 50% par des Taiwanais.

[Demandes peut-être ajoutées le 7 mars (selon Chen Junkai, il s'agit d'un faux destiné à ternir l'image du Comité)] :

1. A Taiwan, l'armée de terre, de l'air et la Marine doivent employer le plus grand nombre possible de Taiwanais.
2. Le gouvernorat de Taiwan devra être remplacé par un gouvernement provincial. En l'attente de l'approbation du Centre, sa réorganisation sera prise en charge par le Bureau des affaires politiques du Comité de résolution et des personnes intègres et compétentes y seront élues au suffrage universel.

3. Le Bureau des affaires politiques du Comité de résolution devra être mis sur pied avant le 15 mars. Des candidats seront choisis par les représentants des cantons, bourgs et arrondissements à raison d'un candidat par circonscription, parmi lesquels les conseils municipaux et de districts feront leur choix. La ville de Taibei aura deux représentants, le district de Taibei trois, la ville de Jilong un, le district de Xinzhu trois, la ville de Taizhong un, le district de Taizhong quatre, la ville de Zhanghua un, la ville de Jiayi un, la ville de Tainan un, le district de Tainan quatre, la ville de Gaoxiong un, le district de Gaoxiong trois, la ville de Pingdong un, le district des Penghu un, le district de Hualian un, le district de Taidong un.
4. Le camp de travail et autres institutions superflues seront abolis ou fusionnés après examen et décision du Bureau des affaires politiques du Comité de résolution.
5. Il sera demandé au Centre de confier la gestion des propriétés japonaises au gouvernement provincial.
6. Le commandement de la garnison sera supprimé pour éviter les abus du pouvoir militaire.
7. Le statut politique et économique des compatriotes des hautes montagnes sera garanti, ainsi que leurs droits et intérêts légitimes.
8. Une loi de protection du travail entrera en vigueur le 1^{er} juin de cette année.
9. Nous demandons que les détenus Taiwanais incriminés de crimes de guerre ou de trahison soient libérés immédiatement et sans conditions.
10. Nous demandons que le Centre paye au prix des denrées de l'époque les 15 000 tonnes de vivres qui lui ont été envoyées.

Sources : MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, annexes ; ZHANG (dir.), *Er'erba shijian zeren guishu yanjiu baogao*, *op. cit.*, annexes.

ANNEXE 5 : Japonisation culturelle et militarisation pendant la guerre.



Soldats taiwanais défilant à Taihoku (Taïpei), 1944. Source : MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*, pages centrales.



Photographie prise lors de l'exercice annuel des élèves de cinquième année du lycée de Gaoxiong. Source : documents personnels de Pan Zuohong (au deuxième rang à droite), dans GX 1, p. 418.



La famille Lin de Beidou, années 1940. Source : ZHANG, « Shibian xia de Beidou Lin jia », *op. cit.*, p. 56.



Photographie de mariage du juge Wu Hongqi et de sa femme, 1942. Source : TBNG, p. 53.

新臺灣

敵の善後工作に騙されな
速に自衛態勢を取れ!!

背信不義の 露政府は連日その爪牙たる 軍警をくり出して暴虐を我
が台北市民を屠殺し、一氣に人民の反抗を壓し潰し、どなたか豈に計策
も革命の烽火は中部へ南部へと刻々に展げ、ある。それと知つた奴らは
己が兵力の薄弱なるを慮つて急にあつて出し、善後處理委員會とよ
もの、設けて欺瞞的な善後工作に乗り出す一方、その蔭では、軍勢に台湾人
の叛乱は外國人に危害の虞れがある、かつ貴國の兵力の台湾進駐を望む」と某外
國に哀願し、又は秘に南京政府に大軍派遣方を電請したとどうである、何といふ
怖しい陰謀ではないか？ 福州には一ヶ師團、上海にも一ヶ師團の土匪
兵が台湾に出動すべく船を待つて居るといふ。

兄弟姉妹、台湾人民にとつて危急存亡の秋だ、奴らの善後工作に
騙され、坐して大屠殺を待つよりは、速に自衛態勢を整へ、敵を最後まで抗爭
せよ！ 武器はないと心配するな、竹箒表、菜刀も、カソリンも、揮發油も、テ
アの破片も石コロも立派な武器だ、そんな物だけでは物足りないといふならば、
槍仔兵の手元にあるものを奪ひ取れ！

又、台北市柳巖村はそれ以外の自衛隊を組織せよ！、實戦に経験のある青年
年は台湾自衛軍を結成し、同胞の先頭に立て！、
猪子兵を滅ぼせ！、土匪兵の台湾上陸を喰ひぬれ！、

« Teki no zengo kōsaku ni damasareru na ! Haya ni ji'ei seitai wo tore ! » 敵の善後工作に騙せるな！速に自衛態勢を取れ！(Ne vous laissez pas tromper par les manœuvres de conciliation de l'ennemi ! Adoptez vite une attitude d'autodéfense !), non daté. Source : DAHB 2, pp. 261-262.

ANNEXE 7 : Victimes continentales à Taizhong et Tainan, mai 1947.

Rapport de Zhang Bingcheng sur les pertes à Tainan, 24 mai 1947.

Sexe	Lieu d'origine	Age en 1947 (sui)	Fonction	Date des faits	Lieu de l'incident	Nature des blessures
Homme	Sichuan	34	Police du sel à l'agence du bureau du monopole	3 mars	Lieu de travail	Bras gauche et jambe droite blessés par balles
Homme	Fujian	40	Douanier	3 mars	Lieu de travail	Coups, blessé à la tête
Homme	Zhejiang	30	Douanier	3 mars	Lieu de travail	Blessé à la tête (fracture)
Homme	Fujian	21	Policier	3 mars	Lieu de travail (bureau de police)	Battu
Homme	Zhejiang	NR	Policier	3 mars	Lieu de travail (bureau de police)	Battu
Homme	Tainan	42	Policier	3 mars	Marché (en patrouille)	Battu
Homme	Tainan	45	Policier	3 mars	Marché (en patrouille)	Battu
Homme	Gaoxiong	25	Policier	NR	Chemin du travail	Trois blessures à l'arme blanche, deux semaines de soin
Homme	NE du Fujian	29	Militaire	3 mars	Bain public	Battu
Homme	Fuzhou	28	Employé du bureau de gestion du sel	3 mars	Lieu de travail (bureau des douanes)	Battu
Homme	Fuzhou	27	Employé du bureau de gestion du sel	Nuit du 4 mars	Lieu de travail (bureau des douanes)	Battu
Homme	Fujian	40	Employé du bureau de gestion du sel	3 mars	Lieu de travail (bureau des douanes)	Battu
Homme	Fujian	40	Commerçant	3 mars	Près d'un pont	Battu, blessures graves
Homme	Fujian	58	Commerçant	2 mars	Voie publique	Battu
Homme	Fujian	37	Commerçant	2 mars	Voie publique	Battu, blessé à la tête et au pied
Homme	Fujian	40	Commerçant	4 mars	Voie publique	Battu, blessé à la tête et au pied
Homme	Anhui	40	Enseignant	3 mars	Voie publique	Battu
Homme	Fujian	29	Employé du bureau de	3 mars	Voie publique	Battu

			gestion des biens japonais			
Homme	Fujian	26	Employé du gouvernement	3 mars	Voie publique	Battu
Homme	Shandong	26	Employé du gouvernement	3 mars	Voie publique	Battu
Femme	Jiangxi	16	Etudiante	3 mars	Voie publique (devant le tribunal)	Battu, blessée à la main et à la jambe

Source : DAHB 2, pp. 20-24.

Rapport de Zhang Bingcheng sur la situation à Taizhong, reçu le 24 mai 1947.

Sexe	Age (<i>su</i>)	Fonction	Date de l'incident	Type de blessure	Gravité
Homme	35	Fonctionnaire ou enseignant	2 mars	Coups, blessure et hémorragie à la tête.	Grave
Homme	20	Fonctionnaire ou enseignant	2 mars	Coups au torse	Légère
Homme	25	Policier	2 mars	Coups à la tête, contusion du haut de la tête	Légère
Homme	25	Policier	2 mars	Coups au visage et à la tête	Légère
Homme	26	Fonctionnaire	2 mars	Balle de fusil à air comprimé logée	Légère
Homme	24	Employé d'un centre éducatif	2 mars	Coups aux reins	Légère
Homme	22	Militaire stationné en ville	3 mars	Blessures aux articulations	Légère
Homme	24	Militaire stationné en ville	3 mars	Blessure au coude	Légère
Homme	26	Militaire stationné en ville	3 mars	Multiplés blessures par éclats	Légère
Homme	24	Militaire stationné en ville	3 mars	Blessure à la paroi abdominale droite par éclat	Légère

Homme	33	Militaire stationné en ville	3 mars	Blessure par éclat	Légère
Homme	36	Fonctionnaire ou enseignant	3 mars	Coups	Légère
Homme	34	Instructeur politique du Guomindang	2 mars	Coups au visage	Légère
Homme	27	Fonctionnaire	2 mars	Coups	Légère
Homme	24	Fonctionnaire	2 mars	Coups et hémorragie	Grave
Homme	28	Fonctionnaire	2 mars	Coups à la poitrine	Légère
Homme	35	Membre du comité local du Parti	2 mars	Coups et blessures	Légère
Homme	33	Fonctionnaire	2 mars	Coups et blessures	Légère
Homme	34	Fonctionnaire	2 mars	Coups et blessures	Légère
Homme	25	Policier	3 mars	Blessure à la jambe et au bassin	Légère
Homme	25	Militaire stationné dans un arsenal	3 mars	Coups et blessures	Légère
Homme	33	Enseignant en école industrielle	3 mars	Coups et blessures	Légère
Homme	24	Employé en usine	3 mars	Coups	Légère
Homme	24	Travailleur en usine	3 mars	Coups	Légère
Homme	27	Travailleur en usine	3 mars	Coups	Légère
Homme	21	Travailleur en usine	3 mars	Coups	Légère
Homme	23	Fonctionnaire	2 mars	Contusion à la tête	Légère
Homme	22	Policier	2 mars	Coups à la poitrine (côté droit)	Légère
Homme	26	Militaire (armée de l'air)	2 mars	Blessures	Légère
Homme	22	Policier	2 mars	Marques de coups	Légère
Homme	37	Parquet de Taizhong (poste non précisé)	2 mars	Marques de coups à la poitrine (côté gauche)	Légère

Homme	36	Policier	3 mars	Marques de coups	Légère
Homme	42	Employé au tribunal de Taizhong	2 mars	Marques de coups	Légère
Homme	32	Fonctionnaire	2 mars	Blessure par balle (non logée)	Légère
Homme	42	NR	2 mars	Marques de coups	Légère
Homme	36	NR	2 mars	Blessure à la poitrine (côté droit)	NR
Homme	36	NR	2 mars	Marques de coups	Grave
Homme	42	NR	2 mars	Marques de coups	Légère
Homme	28	NR	2 mars	Marques de coups	Moyenne
Homme	33	NR	2 mars	Marques de coups	Légère
Homme	33	NR	2 mars	Marques de coups aux reins	Légère
Homme	39	NR	2 mars	Coups	Légère
Homme	25	NR	3 mars	Coups	Légère
Homme	32	NR	3 mars	Coups	Légère
Homme	24	NR	3 mars	Coups	Grave
Femme	39	NR	2 mars	Coups	Légère
Homme	32	NR	2 mars	Coups	Légère
Homme	NR	NR	2 mars	Coups	Légère
Homme	NR	NR	2 mars	Coups	Légère
Homme	NR	NR	2 mars	Coups	Légère
Homme	NR	NR	2 mars	Coups	Légère

Source : DAHB 1, pp. 449-460.

ANNEXE 8 : Photographies de dirigeants.



Chen Yi
Source : MYERS *et al.*, *A Tragic Beginning*, *op. cit.*



Ke Yuanfen
Source : ZHANG (dir.), *Er'erba shijian zeren guishu yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 243.



Lin Dingli
Source : ZHANG (dir.), *Er'erba shijian zeren guishu yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 372.



Peng Mengji
Source : ZHANG (dir.), *Er'erba shijian zeren guishu yanjiu baogao*, *op. cit.*, p. 245.



Liu Yuqing

Source : ZHANG (dir.), *Er'erba shijian zeren guishu yanjiu baogao*, op. cit., p. 273.

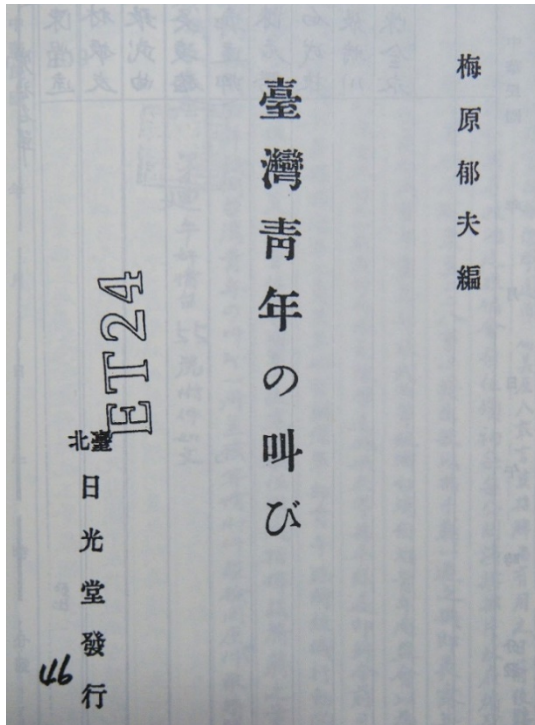


Zhang Mutao

Source : ZHANG (dir.), *Er'erba shijian zeren guishu yanjiu baogao*, op. cit., p. 264.

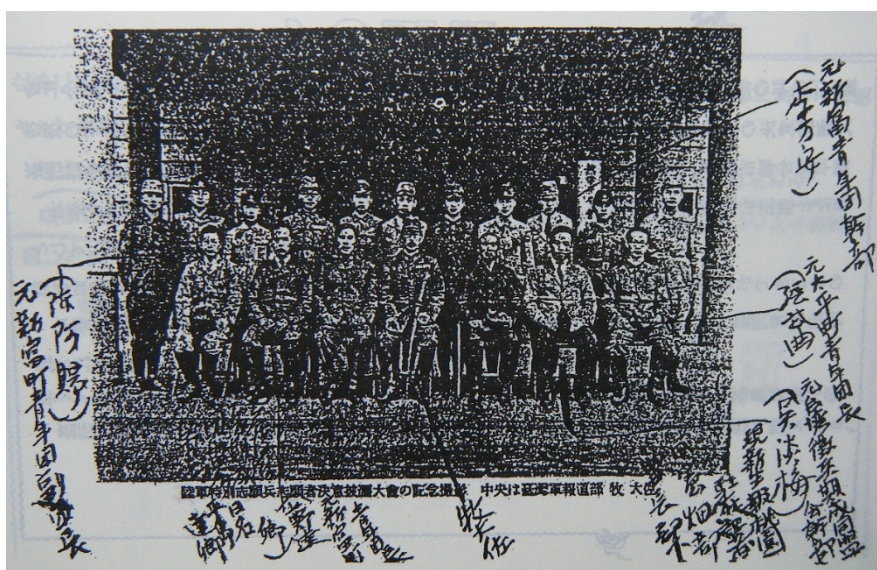
ANNEXE 9 : Documents sur la participation d'insurgés taiwanais à l'effort de guerre japonais, collectés par le Baomiju.

Brochure de Umehara Ikuo 梅原郁夫, *Taiwan seinen no sakebi* 台灣青年の叫び (La clameur de la jeunesse taiwanaise), Taïpei : Hikōdō, mars 1942.



Source : DAHB 1, p. 224.

Volontaires taiwanais dans l'armée de terre japonaise (date inconnue). Les noms de rebelles importants de février-mars 1947 sont notés en marge par les agents du Baomiju.



Source : DAHB 1, p. 225.

ANNEXE 10 : Témoignage de Lin Muqi, survivant du massacre de Jilong, avril-mai 1993.

Un jour, je ne me souviens plus de la date exacte, c'était tôt le matin, je balayais dans le bureau [de police] et trois policiers du bureau sont entrés [...]. Je leur ai dit que j'étais balayeur ici, que je faisais bien mon travail et que je n'avais pas cherché d'ennuis, ni violé aucune loi, ils m'ont dit pas la peine de parler, viens et tu verras. Ils m'ont emmené et bouclé dans la prison du bureau [de police], avec une bonne centaine de personnes qui étaient déjà là. [...] On ne nous a pas demandé de déposition, on nous frappait juste avec des crosses de pistolets. Le même jour, alors que la nuit tombait, ils nous ont emmenés dehors, du côté du camp de l'armée de terre. A l'époque dans le camp il y avait beaucoup d'arbres, pas beaucoup de bâtiments, il faisait très sombre, c'était vraiment sinistre. Là-bas, comment ils nous ont torturés, frappés, cognés, pas la peine d'en reparler. Je dirais juste que c'était terrible. Quand ils ont fini de nous frapper, ils nous ont fourrés dans un abri anti-aérien. Il était tard et je n'avais pas de montre, je ne savais pas l'heure.

[Après] les soldats nous ont fait sortir, nous ont tous fourrés dans des camions de l'armée et nous ont emmenés jusqu'à la baie, derrière le commissariat de Yuanding. Là-bas il y avait plus de cent soldats, ils ont commencé à nous attacher avec du fil de fer, ils nous ont attachés en neuf groupes de neuf, quatre-vingt une personnes en tout. Tous les hommes avaient leurs mains et leurs pieds liés, les mains dans le dos. Le fil de fer passait dans la paume et sortait par le dos de la main, et pour le pied il passait dans la cheville. J'ai encore des cicatrices après quarante ans [il montre ses cicatrices]. Il y avait neuf personnes dans chaque « grappe » (*chuan* 串), moi j'ai été attaché le dernier d'un groupe de neuf. Quand j'y pense, si j'avais été attaché au milieu ou même l'avant dernier, j'étais mort. Après qu'ils nous ont attaché les mains et les pieds, les soldats nous ont couvert les yeux avec du tissu, je ne voyais plus rien. Peu après j'ai entendu des coups de feu, un bruit de fusil, pas de pistolet. J'ai pensé : voilà, c'est fini, au revoir. [...] Plus tard j'ai compris que c'était les huit avant moi qui m'avaient sauvé. Ils ont pris les balles, et sont tombés l'un après l'autre dans la mer, et le poids de leur corps m'a entraîné dans la mer avec eux, les soldats n'ont pas eu le temps de me tirer dessus, et j'ai coulé. Ils n'ont pas eu le temps de tirer, mais quand même le temps de me donner un dernier coup de baïonnette [dans le mollet]. Avec le poids des sept [sic] morts qui me tiraient, le fil subissait une grosse traction, et dans l'eau le fil de fer dans mes pieds s'est relâché. Je me suis débattu et je m'en suis sorti. J'ai nagé avec mes pieds dans le noir vers une digue [et je me suis caché]. Quand les choses se sont calmées autour de moi je suis remonté à terre, et j'ai tâtonné jusqu'au cimetière de Nanrong, je me suis caché là-bas, ça m'a sauvé. Mais j'avais les deux mains traversées par du fil de fer, encore aujourd'hui je n'ai pas de force dans les mains, je ne peux pas trop travailler. Je me suis caché une grosse dizaine de jours dans le cimetière [...] en me soignant comme je pouvais. Une fois descendu de la colline j'ai demandé à des gens de me soigner. [...]

Plus tard j'ai recroisé ces trois policiers dans la rue, ils étaient en vélo dans la rue, ils ont eu l'air un peu surpris de me voir, ils ont dit 'ah tu es encore vivant', mais je n'ai pas osé demander pourquoi, en fin de compte, ils m'avaient arrêté.

Source : entretien conduit les 19 avril et 3 mai 1993 à Jilong, dans JLYG, pp. 198-199.

ANNEXE 11 : « Banli renfan xingming diaocha biao » 辦理人犯姓名調查表 (Tableau récapitulatif des coupables à traiter), 13 mars 1947.

Informations données par Chen Yi			Informations ajoutées par nous
Nom	Parcours	Crime	Sort
Wang Tiandeng 王添燈	Conseiller provincial. Cadre des Jeunesses tridémistes. Cadre de l'ACPT. Membre du Comité de résolution (CR).	Chef du complot (<i>yinmou panluan shouyao</i> 陰謀叛亂首要). En charge de la propagande au CR. A appelé d'anciens soldats japonais à se rassembler pour aggraver l'Incident. S'est emparé de la station radio et y a tenu des propos séditieux, a formulé les 32 demandes, a encouragé les masses à le suivre. A organisé en secret le « Gouvernement de la Chine nouvelle » (<i>xinHua minguo</i> 新華民國).	Arrêté à son domicile par des hommes en civil le 11 mars au matin. Disparu.
Xu Zheng 徐征	Enseignant à l'institut Yanping. Membre du PCC.	Dirigeant communiste (<i>jianwei shouyao</i> 奸偽首要). A recruté des jeunes sous couvert d'enseigner le chinois. A incité les étudiants de l'institut Yanping à la révolte.	Arrêté à son domicile par des hommes en civil le 15 mars. Disparu.
Li Rengui 李仁貴	Conseiller municipal de Taibei. Cadre de l'ACPT. Membre du CR.	Chef du complot. A proposé de désarmer entièrement l'armée et de confier le maintien de l'ordre au CR.	Arrêté à son domicile par des hommes en civil le 11 mars au matin. Disparu.
Xu Chunqing 徐春卿	Conseiller municipal de Taibei. Membre du CR.	Chef du complot ayant mené à la rébellion. S'est opposé à la vente aux enchères des biens japonais. A organisé une association des familles locatrices de biens japonais et y a pris des	Arrêté à son domicile par des hommes en civil le 11 mars au matin. Disparu.

		mesures hostiles au gouvernement.	
Chen Xin 陳忻	Ancien cadre de la KMHKK à Taizhong	Chef du complot.	Arrêté à son domicile par des policiers le 11 mars au matin. Fusillé à une date inconnue.
Lin Maosheng 林茂生	Enseignant à l'Université nationale de Taiwan.	Chef du complot. A pris de force le contrôle de l'Université. A fait des approches au consulat américain pour provoquer une intervention internationale et obtenir l'indépendance de Taiwan.	Arrêté à son domicile par des hommes en civil le 10 mars. Fusillé à une date inconnue.
Song Feiru 宋斐如	Directeur du journal <i>Renmin daobao</i> . Communiste important (<i>jianwei yaojiao</i> 奸偽要角).	Chef du complot. A attaqué le gouvernement dans son journal.	Arrêté à son domicile par des hommes en civil le 11 mars après-midi. Disparu.
Ai Lusheng 艾璐生	Editeur du journal <i>Damingbao</i> . Communiste important.	Chef du complot. A attaqué le gouvernement dans son journal.	Arrêté au siège du journal par la police militaire le 9 mars. Disparu.
Ruan Chaori 阮朝日	Directeur du journal <i>Xinshengbao</i> . Communiste important.	Chef du complot. A utilisé la presse pour semer la discorde entre l'armée et le peuple et servir la cause des traîtres fantoches.	Arrêté à son domicile par des hommes en civil le 12 mars. Disparu.
Wu Jinlian 吳金鍊	Rédacteur au <i>Xinshengbao</i> .	Chef du complot. A utilisé la presse pour semer la discorde entre l'armée et le peuple.	Arrêté le 12 mars sur son lieu de travail par des hommes en civil. Disparu.
Liao Jinping 廖進平	Cadre de l'ACPT. Membre du CR.	Chef du complot. Est entré en contact avec le consulat américain pour lui présenter la « vérité » sur l'Incident, humiliant le pays. A souvent utilisé l'ACPT pour attaquer le	Arrêté par la police militaire le 18 mars après s'être caché. Disparu.

		gouvernement et semer la discorde.	
Huang Zhaosheng 黃朝生	Conseiller municipal de Taibei. Cadre de l'ACPT. Membre du CR.	Chef du complot. A forcé les cliniques privées à refuser d'admettre les continentaux blessés.	Arrêté courant mars par la police militaire après s'être caché. Disparu.
Lin Lianzong 林連宗	Conseiller provincial.	A comploté pour renverser le gouvernement. S'est emparé par la force du Tribunal de grande instance et en a pris la tête.	Arrêté le 10 mars au soir chez Li Ruihan par des hommes en civil et des <i>xianbing</i> . Disparu.
Wang Mingzhao 王名朝	Employé de la commission des chemins de fer de Taiwan. Communiste important.	A incité les employés des chemins de fer à faire grève et à transporter des troupes rebelles en renforts dans toute l'île.	Arrêté le 9 mars par des militaires à son domicile. Corps retrouvé dans le port de Jilong.
Shi Jiangnan 施江南	Cadre de l'ACPT.	Chef du complot.	Arrêté le 11 mars au soir sur son lieu de travail. Disparu.
Li Ruihan 李瑞漢	Avocat.	Chef du complot. S'est emparé de force du tribunal.	Arrêté le 10 mars à son domicile par des hommes en civil et des <i>xianbing</i> . Disparu.
Li Ruifeng 李瑞峰	Avocat.	Chef du complot. S'est emparé de force du tribunal.	Arrêté le 10 mars au soir chez Li Ruihan par des hommes en civil et des <i>xianbing</i> . Disparu.
Zhang Guangzu 張光祖	Important chef <i>liumang</i> de Taibei.	A joué un rôle important dans l'incitation à tuer des continentaux. A conduit ses sbires en soutien à l'émeute.	Inconnu.
Horiuchi Kaneshiro 堀内金城	Expert technique à l'institut de recherche industrielle. Agent japonais clandestin (<i>dixia</i> 地下).	A incité les Taiwanais à se rebeller. A organisé un réseau d'espionnage japonais clandestin et rassemblé des	Arrêté par la police militaire. Disparu.

		informations sur l'armée.	
Uesaki Torasaburo 植崎寅三郎	Agent japonais clandestin.	A incité les Taiwanais à se rebeller. A organisé un réseau d'espionnage japonais clandestin et rassemblé des informations sur l'armée.	Inconnu.

Sources : ZLXJ 2, pp. 174-177 ; LI, *Er'erba xiaoshi de Taiwan jingying, op. cit.* ; Dictionnaire de l'Incident du 28 février.

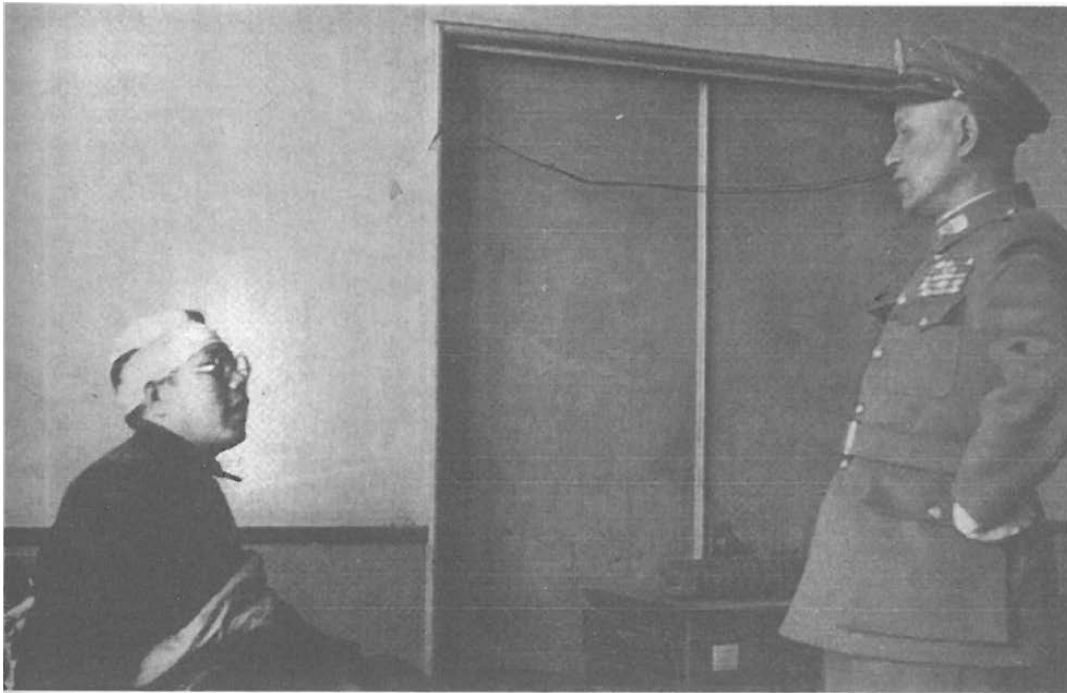
ANNEXE 12 : Images de la pacification.



Le maire de Gaoxiong offre une bannière à Peng Mengji (au centre), mars 1947. Source : ZHANG (dir.), *Er'erba shijian zeren guishu yanjiu baogao*, op. cit., p. 251.



Discours de Bai Chongxi devant des fonctionnaires, siège du gouvernorat, 20 mars 1947. Source : BAI et LIAO, *Zhitong liaoshang*, op. cit., p. 83.



Bai Chongxi rend visite à une victime continentale à l'hôpital. Non daté. Source : BAI et LIAO, *Zhitong liaoshang, op. cit.*, p. 118.



Bai Chongxi (au premier plan) repart pour Nanjing, accompagné à l'aéroport par Chen Yi (tourné vers l'arrière), 2 avril 1947. Source : ZHANG (dir.), *Er'erba shijian zeren guishu yanjiu baogao, op. cit.*, p. 142.

ANNEXE 13 : Photogrammes de *L'espion japonais* (*Riben jiande* 日本間諜), Yuan Congmei 袁叢美, 1943.



La résistance chinoise rencontre un sympathisant occidental.



Un officier japonais.



Un soldat japonais s'apprête à violer une femme chinoise.



Un soldat japonais s'apprête à jeter un nourrisson chinois du haut d'un balcon.

Source : <https://www.youtube.com/watch?v=wa9z0cYDKHk> [consulté le 15 août 2016].

ANNEXE 14 : Déclaration d'amende honorable de Cai Fengshi, 23 ans, district de Taizhong, 19 avril 1947, et signatures de ses garants.

中華民國廿六年四月十九日



自新書 (第貳拾陸號)

具自新書蔡逢時現年貳拾參歲臺灣省臺中縣人
 此次因受奸匪叛徒欺騙，脅迫盲從，參加暴亂行爲，初
 非存心反叛國家，現已悔悟，請予改過自新，矢志永
 良民，決不再行違法行爲，如有過犯，願受最嚴厲之
 制裁，所具自新書是實。

自新人 蔡逢時

自新書 (第貳拾陸號)

附記

一、被保人今後如有違法行爲，或不當言論，應受政府最嚴厲之制裁。
 二、被保人如再有犯罪，連保人亦受其累，應受連坐。
 三、凡參加暴亂份子，或品行不良，或無一先任所身家者，均不得作連保人。
 四、被保人如再有犯罪，連保人亦受其累，應受連坐。
 五、連保人如再有犯罪，連保人亦受其累，應受連坐。
 中華民國廿六年四月十九日

- 茲擔保蔡逢時于民國廿六年三月四日參加擾亂治安
 案，確係受奸匪叛徒欺騙，脅迫盲從，現已覺悟自新，永
 作良民，如再有違法行爲，連保人願負完全責任。
- 被保人蔡逢時 籍貫 臺中縣 年 二十三歲
 - 連保人長蔡萬 籍貫 臺中縣 年 四十六歲
 - 連保人長郭元順 籍貫 臺中縣 年 三十二歲
 - 連保人長蔡棟 籍貫 臺中縣 年 三十一歲
 - 連保人長許文揚 籍貫 臺中縣 年 三十一歲
 - 連保人長陳治 籍貫 臺中縣 年 五十一歲

Source : DAHB 12, pp. 85-84.

